



**HAL**  
open science

## Pierre Quesnay (1895-1937) un expert financier, de la Normandie au monde

Amaury Renaud Boulanger

► **To cite this version:**

Amaury Renaud Boulanger. Pierre Quesnay (1895-1937) un expert financier, de la Normandie au monde. Histoire. Normandie Université, 2017. Français. NNT : 2017NORMR013 . tel-03559509

**HAL Id: tel-03559509**

**<https://theses.hal.science/tel-03559509>**

Submitted on 7 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# THÈSE

Pour obtenir le diplôme de doctorat

Spécialité Histoire

Préparée au sein de l'Université Rouen Normandie

**Pierre Quesnay (1895-1937) un expert financier, de la Normandie au monde.**

Présentée et soutenue par  
**Amaury Renaud BOULANGER**

Thèse soutenue publiquement le 6 février 2017  
devant le jury composé de

M. Éric BUSSIÈRE	Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne	Examineur
M. Olivier DARD	Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne	Rapporteur
M. Olivier FEIERTAG	Professeur à l'Université Rouen Normandie	Directeur de thèse
Mme Christine MANIGAND	Professeure à l'Université Paris III-Sorbonne Nouvelle	Examinatrice
M. Michel MARGAIRAZ	Professeur à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne	Rapporteur
M. Kenneth MOURÉ	Professeur à l'Université d'Alberta	Examineur

Thèse dirigée par M. Olivier FEIERTAG, laboratoire GRHis



Ce travail de thèse a bénéficié d'une allocation de la Mission historique  
de la Banque de France

## Remerciements.

Mes premiers remerciements vont naturellement à Olivier Feiertag, qui, depuis neuf ans bientôt, dirige mes travaux de mastère puis de doctorat avec patience et bienveillance. Durant toutes ces années, ses conseils et recommandations se sont toujours révélés aussi précieux.

Je remercie aussi MM. Éric Bussière, Olivier Dard Mme Christine Manigand, MM. Michel Margairaz et Kenneth Mouré, d'avoir accepté de constituer le jury.

J'adresse tous mes remerciements les plus chaleureux à M. et Mme Frédéric Quesnay, Mme Irène Quesnay ainsi qu'à M. et Mme Nicolas Savoye, non seulement pour l'accès qu'ils m'ont donné au fonds privé familial, mais aussi pour leur confiance et leur soutien constants.

Merci aux personnels des Archives nationales et du Service des archives de la Banque de France pour leur accueil et leur disponibilité.

Ce travail n'est pas une aventure intellectuelle solitaire : il a bénéficié des échanges avec d'autres chercheurs plus ou moins chevronnés. Qu'en soient remerciés Gérard Bossuat, Louis Clerc, Arnaud Manas, Nathan Marcus, Philippe Oulmont, Ileana Racianu, Laurent Warlouzet.

J'ai aussi pu compter sur l'amitié, l'émulation et l'enthousiasme de mes camarades de thèse rouennais. Merci à Mathieu Bidaux, Audrey Delauney, Vincent Duchaussoy, Paul Ferreira, Floriane Galeazzi, Léa Pawelski.

Merci enfin aux miens, amis et famille, en particulier à Aude, Eve et Maxence, sans la patience et le soutien indéfectible de qui rien n'aurait été possible.



## Table des matières.

<b>INTRODUCTION.</b>	<b>10</b>
<b>PREMIERE PARTIE. 1895-1918 : les années de formation dans le creuset national.</b>	<b>28</b>
<b>Chapitre 1. L'ouverture de l'horizon : de la Normandie à Paris (1895-1914).</b>	<b>30</b>
<b>Un milieu familial entre ouverture et conservatisme.</b>	32
Une certaine aisance matérielle.	32
Un mode de vie conforme.	35
<b>Un « bon sujet ».</b>	39
Un élève brillant.	39
De hautes ambitions.	44
<b>Germes de modernité, ouverture au monde.</b>	49
Le goût pour les nouveautés technologiques.	49
Entre ouverture sur le monde et ancrage local.	54
<b>Les ambiguïtés politiques du jeune Quesnay.</b>	59
Un ardent patriote.	59
A la culture profonde républicaine.	68
<b>1914 Un étudiant parisien.</b>	80
Le théâtre des ambitions.	80
Le métier d'étudiant.	86
<b>Chapitre 2. Un « immobilisé » très mobilisé (1914-juillet 1916).</b>	<b>102</b>
<b>Sur le « front de l'arrière ».</b>	104
Le bouleversement de l'espace et du temps.	104
Les autres attentes : prisonniers et deuils.	112
Autre temps autres mœurs ?	117
<b>Une situation particulière : celle d'immobilisé.</b>	120
Les embusqués : les autres.	125
« L'immobilisé » Pierre Quesnay.	133
Un consentement raisonné à la guerre ?	141
<b>L'originalité du regard de Pierre Quesnay</b>	161
Guerre mondiale, guerre totale.	161
La guerre un objet d'étude particulier ?	166
<b>Chapitre 3. La curieuse guerre de Pierre Quesnay (août 1916 - novembre 1918).</b>	<b>187</b>
<b>Une guerre à contretemps ?</b>	188
Les tribulations du soldat Quesnay.	188
« Brusque le changement » de la vie militaire (11 août 1916).	194
Au feu.	200
<b>La vie militaire, entre « chic » et nécessité d'une « situation ».</b>	209
Dans la vie militaire « je veux individuellement me faire remarquer par chacun ».	209
Un désir d'ascension sociale stimulé par le cœur et des réseaux à entretenir.	215
<b>Faire la guerre pour quelle paix ?</b>	226
« L'ère des crises » russes et la « lampe américaine ».	226
Quelle paix ?	233

**DEUXIEME PARTIE. 1919-1926 : de Paris à Vienne : un itinéraire européen et inter-national ? \_\_\_\_\_ 246**

**Chapitre 1. Au service d'une « paix inexécutable », autour de la Conférence de la paix (1919-1920). \_\_\_\_\_ 248**

**Un réseau d'experts ? \_\_\_\_\_ 249**

Un nouveau contexte..... 249

De très rapides progrès..... 252

**Une pratique d'expertise. \_\_\_\_\_ 262**

Le goût de l'international..... 262

De la « production » au « commerce » des idées..... 267

**Un discours d'expert..... 278**

Contre une paix inapplicable..... 278

Vers les « techniciens » pour résoudre la crise d'après-guerre..... 282

**Chapitre 2. Au secours de l'Autriche (1920-1925). \_\_\_\_\_ 298**

**Un nouveau milieu ? Un milieu transnational ? ..... 300**

Dans l'urgence des débuts..... 300

Des profils similaires..... 306

**Une pratique : la question de l'expertise et de sa légitimité..... 316**

Un apprentissage dans l'urgence..... 316

Un expert au plus près de la décision..... 321

L'expert entre contrôle et observation..... 329

Dans la boîte à outils de l'expert..... 337

**Le politique, chance ou handicap de l'expert ?..... 358**

Autour du choix du Commissaire général (fin 1922)..... 358

La question nationale..... 361

Une pensée européenne en gestation ?..... 367

**Chapitre 3. Genève: entre espoirs et désillusions (1925-1926). \_\_\_\_\_ 373**

**Une abeille dans la « ruche bourdonnante ». ..... 374**

Un élargissement du regard et des compétences..... 374

Des réseaux renforcés..... 383

**De l'Autriche à l'Europe..... 388**

Toujours l'esprit à Vienne..... 388

Quesnay dans l'ombre avec Loucheur ? ..... 399

**De Genève à Paris..... 404**

**TROISIEME PARTIE. Juin 1926-1930 : un transnationaliste à la Banque de France. \_\_\_\_\_ 415**

**Chapitre 1: La stabilisation du franc : logiques nationales, réalités internationales (1926-1928). \_\_\_\_\_ 417**

**Du Comité des experts (juin 1926) à l'arrivée de Poincaré : « en coulisses oui, en vedette non ». .... 419**

« Vivant tout cela ! » : l'arrivée à la Banque de France..... 419

Vers la stabilité politique et la stabilisation monétaire..... 436

**Un projet ouvert sur le large..... 450**

Vers le central banking..... 450

A l'école de la Banque d'Angleterre..... 458

**L'expert et le politique..... 471**



L'action sur la presse .....	471
Au contact du monde politique parisien .....	478
<b>Chapitre 2. Au chevet des monnaies européennes (1927-1928).</b> .....	<b>486</b>
<b>Les rapports de (et le rapport au) pouvoir à la tête de la Banque de France.</b> .....	487
Dans la Banque. ....	487
Vers des projets plus vastes. ....	503
<b>Son rôle à l'international : quel <i>money doctor</i> ?</b> .....	522
La Pologne. ....	522
La Roumanie. ....	539
Au cœur des relations avec la Banque d'Angleterre. ....	553
<b>Chapitre 3. La question des Réparations (1928-1929).</b> .....	<b>579</b>
<b>Quesnay et les Etats-Unis : vers de nouveaux horizons ?</b> .....	580
Le voyage américain. ....	580
Les relations avec la Banque d'Angleterre. ....	591
<b>Un moyen de contourner le conservatisme à l'intérieur de la Banque de France ?</b> .....	596
Avec la stabilisation de jure, un contexte favorable ? .....	596
Avec Rist un éloignement croissant. ....	604
<b>Un acteur majeur des négociations du plan Young.</b> .....	610
Les Réparations, une préoccupation ancienne et importante. ....	610
Les négociations de Paris. ....	637
Le « voyageur errant de la Banque de France ». ....	656
<b>QUATRIEME PARTIE. 1930-1937 : l'expert face à la crise.</b> .....	<b>684</b>
<b>Chapitre 1. Un nouveau cadre, la Banque des Règlements Internationaux (1930-1931).</b> .....	<b>686</b>
<b>Dans un cadre européiste.</b> .....	687
Quel rôle pour la BRI dans une vision globale ? .....	687
Un « nationalisme d'expansion » européen ? .....	696
<b>De quoi le Comité de Direction est-il le nom ?</b> .....	701
Vers une synchronisation générale ? .....	701
Un lieu de débats ? .....	712
<b>La BRI le cadre adéquat pour Quesnay ?</b> .....	718
Le principal « animateur » de la BRI. ....	718
Des faiblesses importantes. ....	723
<b>Chapitre 2. Vers l'impasse (1932-1933).</b> .....	<b>748</b>
<b>Un nouveau contexte : la crise.</b> .....	749
De la crise boursière américaine à la crise mondiale. ....	749
Un intérêt particulier pour l'Autriche et l'Allemagne. ....	770
<b>La BRI pompier dans l'urgence.</b> .....	781
Quesnay toujours partisan de la coopération internationale. ....	781
Le goût constant de l'échange intellectuel. ....	793
<b>Un Pierre Quesnay toujours libéral ?</b> .....	800
<b>Chapitre 3. Où agir ? (1933-1937).</b> .....	<b>815</b>
<b>Un nouveau contexte international.</b> .....	816
Autour de la conférence de Londres. ....	816
Face à un nouveau type d'acteur. ....	836
<b>Vers un engagement plus visible ?</b> .....	846
Entre difficultés internationales et déceptions nationales. ....	846

Un Quesnay trop novateur ?.....	863
<b>De Laval à Blum, une trajectoire politique ? .....</b>	<b>887</b>
Un proche du « pôle réaliste » ?.....	887
Quel éléphant « cornaquer » ?.....	892
<b><i>CONCLUSIONS</i>.....</b>	<b>924</b>
<b><i>BIBLIOGRAPHIE</i>.....</b>	<b>932</b>
<b><i>SOURCES</i>.....</b>	<b>959</b>
<b><i>INDEX</i>.....</b>	<b>969</b>
<b><i>ANNEXES</i>.....</b>	<b>981</b>

## INTRODUCTION.

Pierre Quesnay est-il un fantasme d'historien ? Un fonds largement inédit constitué notamment de ses carnets personnels pour mettre au jour son « outillage mental »<sup>1</sup>, une ascension tout aussi rapide que discrète mais que sa disparition brutale, à 42 ans, rejette dans l'oubli, des enseignements à tirer de ses abondants écrits pour aujourd'hui quand se succèdent les visites des « hommes en noir » du FMI ou de la Troïka européenne au chevet de la Grèce<sup>2</sup> ou que l'intégration européenne paraît profondément remise en cause... tout paraît favorable pour mener l'enquête afin de faire apparaître une certaine « concordance des temps ». Mais pour rendre visible et pertinente cette « solidarité des âges » évoquée par Marc Bloch<sup>3</sup>, il faut tenter de rendre à Quesnay sa spécificité, celle d'un acteur d'un nouveau type dans les années 1920-1930, « l'expert financier international »<sup>4</sup>.

Mais de quoi parle-t-on ? Qu'est-ce qu'un expert financier international ? Que recouvre cet idéal-type qui émerge au lendemain immédiat de la Première Guerre mondiale pour ne plus quitter la « scène du monde » ?<sup>5</sup> Ce caractère inédit et sa complexité se retrouvent dans l'affirmation imparfaite mais féconde qu'André Siegfried utilise dans sa

---

<sup>1</sup> Lucien Febvre, *Le problème de l'incroyance au XVI<sup>e</sup> siècle. La religion de Rabelais*, Paris, Albin Michel, *L'évolution de l'Humanité*, 1968 [1<sup>ère</sup> éd. 1942], note 10, p. 141-142.

<sup>2</sup> *Le Monde* 6 septembre 2012, *Le Figaro* 10 juillet 2012.

<sup>3</sup> Marc BLOCH *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris Armand Colin, 1974, p.35.

<sup>4</sup> C'est ainsi que le caractérise The Palgrave Dictionary of Transnational History : Olivier Feiertag, « Pierre Quesnay (1895-1937) », in Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier (dir.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2009, p. 407-408.

<sup>5</sup> Cf. Michel Camdessus, *La scène de drame est le monde, treize ans à la tête du FMI*, Paris, Éditions des Arènes, 2014.

lettre à Quesnay le 20 mars 1931<sup>6</sup> pour mesurer ce qui les rapproche et les distingue : « vous êtes financier, et par là, hélas, assez loin de moi, qui ne vis pas la vie de l'action ; mais vous êtes aussi un intellectuel, passionné, n'est-ce pas, pour tant de problèmes qui me passionnent moi-même ? Je le crois ». Imparfaite parce que Quesnay n'est pas totalement un « financier » : par rapport à cette « sorte de vocation de principe [du financier] qui est de dominer l'État ou de le servir, mais jamais de se passer de lui » selon la formule bien connue et éclairante de François Pietri<sup>7</sup>, certes sans cesse, au cours de sa carrière, l'« action » de Quesnay porte sur les finances des Etats, mais elle ne débouche jamais sur un tel rapport de pouvoir avec celui-ci, car l'*homo novus* qu'il reste jusqu'au bout n'en a pas les moyens, ni pour la fortune ni pour le capital social. Mais, en plaçant Quesnay au carrefour de la « vie de l'action » et du monde « intellectuel », Siegfried renvoie implicitement à l'expert car le mot, dans son acception courante, désigne celui qui à la fois a « acquis par l'expérience par la pratique une grande habileté » et qui est reconnue voire « choisie pour ses connaissances techniques » (dans le cas de l'expert judiciaire) institutionnellement<sup>8</sup>. Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, comme le constate Frédéric Graber, on retrouve chez l'expert « non plus seulement une expérience acquise dans un certain domaine, mais aussi une compétence, une capacité d'action fondée sur une compréhension plus abstraite un savoir plus théorique, qui permet d'envisager une action au-delà de la seule expérience »<sup>9</sup> qui correspond bien aux deux faces que Siegfried voit en Quesnay. Mais pourquoi alors le grand économiste et sociologue havrais n'emploie-t-il pas ce mot si approprié pour son voisin rouennais, de la même manière que celui-ci ne se désigne jamais par ce

---

<sup>6</sup> AN 374 AP 29.

<sup>7</sup> Elle est analysée par Olivier FEIERTAG dans *Wilfrid Baumgartner, un grand commis des finances 1902-1978*, IGPDE, Paris, 2006, p.5.

<sup>8</sup> Selon les définitions proposées par le Grand Robert.

<sup>9</sup> Frédéric GRABER « Figures historiques de l'expertise » dans *Tracés* n°16, 2009, p.167-175, p.167.

terme qu'il utilise fort peu<sup>10</sup> ? Sans doute n'est-il pas vain d'en chercher la raison dans le caractère récent, en 1931, de ces experts financiers : face aux « maladies monétaires de l'entre-deux-guerres »<sup>11</sup> (inflation, crise des changes...) issues de la dislocation du système de l'étalon-or<sup>12</sup> et qui semblent constituer « le triangle d'incompatibilité » mis en avant par Robert Mundell<sup>13</sup>, un besoin d'expertise nouveau apparaît, qui va être celle d'hommes comme Quesnay, dont la pratique reconnue fonde la réputation et l'idéologie<sup>14</sup>.

Resterait, à l'orée de l'enquête, à tenter de définir le financier moderne, celui qu'un Pierre Quesnay incarne en partie, mais dont l'histoire de l'entre-deux-guerres est pleine. Un document rare jette une vive lumière sur la définition du financier telle que Quesnay lui-même entendait ce mot. Il s'agit d'une lettre qu'il rédige le 25 mars 1931, alors qu'il vient d'être nommé depuis moins d'un an à la direction générale de la toute jeune Banque des Règlements Internationaux (BRI) établie à Bâle et quelques jours avant le déclenchement à Vienne de la crise de la *Kredit-Anstalt* qui devait plonger le monde dans la plus grave crise

---

<sup>10</sup> 26 occurrences au total dans les carnets concentrées sur 6 années. Il ne semble user du terme que pour désigner des acteurs de niveau supérieur à lui (tels les banquiers centraux) et pour reprendre la dénomination communément utilisée notamment dans la presse (« le comité des experts » dans le cadre du plan Young par exemple).

<sup>11</sup> Jean BOUVIER « Maladies monétaires de l'entre-deux-guerres », *Politique aujourd'hui*, novembre 1971, p. 3-19.

<sup>12</sup> Cf. Jean BOUVIER *Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains (XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris SEDES, 1977, p.289-290.

<sup>13</sup> Selon Bertrand BLANCHETON dans *Histoire de la mondialisation*, De Boeck Supérieur, 2008, p.115 « le triangle des incompatibilités développé par Robert Mundell [en 1971] offre un cadre d'analyse pour mettre en perspective historique les évolutions du système monétaire international. On ne peut pas avoir simultanément :

une parfaite intégration financière internationale ;

une parfaite stabilité des cours de change ;

une parfaite autonomie de la politique monétaire ».

<sup>14</sup> Cette perspective générale est empruntée à Olivier FEIERTAG "Le signe des temps : l'invention de l'expert financier international dans l'entre-deux-guerres" communication lors du colloque « Experts et expertises en diplomatie. La mobilisation des compétences dans les relations internationales, du congrès de Westphalie à la naissance de l'ONU » organisé par le CRHIA, Nantes mai 2016, à paraître.

financière de son histoire. Quesnay avait en effet été approché l'année précédente, en juillet 1930, pour écrire un livre dans la collection « Grandeur et Servitude » que venaient d'inaugurer les éditions KRA. Son titre aurait été : « Grandeur et Servitude du Financier ». L'ouvrage ne vit jamais le jour. Mais Quesnay, en mars 1931, caresse encore le projet d'écrire le livre et il demande un délai supplémentaire à son éditeur : « J'ai toujours eu l'espoir que ma vie errante finirait par se stabiliser : l'une des choses qui m'intéresserait alors le plus serait de montrer le rôle merveilleux qui incombe à ceux qui peuvent créer de la richesse, de l'ordre, du bonheur et de la paix en orientant le capital : c'est là que je vois la grandeur financière de notre époque »<sup>15</sup>.

L'étude du parcours et des idées de ce type de protagoniste participe du retour au premier plan, au moins depuis la fin des années 1980<sup>16</sup>, de l'acteur en sciences humaines en général et en histoire en particulier, mouvement qui se fonde notamment sur un double refus « et du collectif comme “une forme d'imposition qui pèse sur les acteurs” et d'une “rationalité pure et parfaite” dont ces derniers seraient dotés »<sup>17</sup>, permettant de définir au mieux sa part d'autonomie. D'une certaine manière, cet intérêt pour les acteurs individuels peut être considéré comme la dernière étape du processus de « diversification » et de « démultiplication des champs d'analyse » des acteurs collectifs en histoire économique telles qu'elles sont analysées par Éric Bussière<sup>18</sup>, pouvant prendre la forme d'une « sociologie de la scène économique

---

<sup>15</sup> AN 374 AP/32 & 33, Lettre de Pierre Quesnay à Léon Pierre-Quint, directeur des éditions KRA du 25 mars 1931.

<sup>16</sup> Pour Christian DELACROIX, dans « Acteur » dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.) *Historiographies II. Concepts et Débats*. Paris Folio Histoire, 2010, p.659, « pour la France, le texte de Marcel Gauchet de 1988 *Changement de paradigme en sciences sociales*, peut servir de repère par la radicalité de son diagnostic, pour prendre la mesure de cette nouvelle reconfiguration de la question des acteurs en histoire »

<sup>17</sup> Idem p.660.

<sup>18</sup> Éric BUSSIERE « L'économie et le politique : autonomie des facteurs, autonomie des acteurs ? » dans Robert FRANK (dir.) *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF « Le Nœud Gordien », 2012 p.293-313, p.302.

internationale » souhaitée par Laurence Badel<sup>19</sup>. L'utilisation de « l'étai » de la biographie, selon la formule d'Hubert Bonin<sup>20</sup> semble être aujourd'hui communément admise au-delà les réticences qu'a suscitées ce genre de travaux pendant longtemps dans le monde de la recherche universitaire en histoire, avant d'effectuer un spectaculaire « retour »<sup>21</sup> depuis une trentaine d'années : « à la faveur du tournant pragmatique et herméneutique de la discipline historique, la biographie a fait retour en tant qu'objet de l'histoire savante s'interrogeant sur l'action humaine dotée de sens, l'intentionnalité, la justification des acteurs, les traces mémorielles »<sup>22</sup>. Si, plus que dans d'autres parties de l'histoire, on a pu craindre, en histoire économique, qu'en raison du poids des « groupes » des « “technostructures” » « l'acteur dispara[isse] »<sup>23</sup> jusqu'à évoquer, par exemple, la « “nécessité” de désinflation, incarnée par hasard, par Raymond Poincaré »<sup>24</sup>, dès 1976, Jean-Noël Jeanneney, en étudiant les différents « claviers d'influence » de François de Wendel, industriel député et régent de la Banque de France, ouvrait la voie notamment pour l'étude du « domaine des interférences entre l'argent et la politique »<sup>25</sup>. En dressant le portrait d'Horace Finaly, Éric Bussière poursuivait dans cette direction en étudiant un autre décideur discret mais qui « après la

---

<sup>19</sup> Laurence BADEL « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XX<sup>e</sup> siècle », *Relations internationales* 2014/2 (n° 157), p. 3-23, p.7.

<sup>20</sup> Hubert BONIN « La biographie peut-elle jouer un rôle en histoire économique contemporaine » p.167-190 dans *Problèmes et méthodes de la biographie*, Actes du colloque de la Sorbonne 3-4 mai 1985, Source, travaux historiques, publications de la Sorbonne, Paris, 1985, p. 173.

<sup>21</sup> Philippe LEVILLAIN « Les protagonistes : de la biographie » dans René REMOND *Pour une histoire politique*, Paris Seuil, 1996, p.121-159.

<sup>22</sup> François DOSSE « Biographie, prosopographie » p.81 dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.) *Historiographies I. Concepts et Débats*. Paris Folio Histoire, 2010.

<sup>23</sup> Hubert BONIN « La biographie peut-elle jouer un rôle en histoire économique contemporaine » article cité p.171.

<sup>24</sup> Idem. P.173.

<sup>25</sup> Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir. 1914-1940*. Atelier reproduction thèses Lille III, 1976, p.3-4.

guerre [de 1914-1918] atteint les dimensions exactes de son personnage », celui d'un des plus grands banquiers privés de la place de Paris, en se situant dès lors « au carrefour des principales instances de la prise de décision dans la France de l'entre-deux-guerres »<sup>26</sup>. Commencé à proximité de Quesnay, le parcours de Wilfrid Baumgartner, archétype du « financier », scruté par Olivier Feiertag<sup>27</sup>, même s'il se déroule surtout après 1945, correspond aussi à cette exploration du système politico-financier de l'Etat par le biais de ses acteurs de premier plan. Avec celle de Jean Coutrot, à la fois technicien et « agitateur d'idées » par Olivier Dard<sup>28</sup>, c'est une autre face de l'expertise qui est abordée. Plus récemment la biographie du banquier central allemand Hjalmar Schacht par Frédéric Clavert<sup>29</sup> comme les travaux menés autour de Gérard Bossuat à propos de l'action de Jean Monnet « banquier » et financier dans l'entre-deux-guerres<sup>30</sup>, ou la biographie de son « lieutenant » Pierre Denis par Philippe Oulmont<sup>31</sup> non seulement invitent, par les contacts de leurs différents sujets avec lui, à étudier Quesnay, mais poursuivent dans la même démarche. Tous participent d'un renouvellement de l'histoire économique « vers une histoire sociale culturelle et politique de l'économie », envisageant notamment ainsi que le note Michel Margairaz, « les institutions [telles les banques centrales] comme des organisations à part entière avec leurs structures, leurs personnels, leurs pratiques et leurs cultures propres » ou « en abordant les différents acteurs [...] à travers les relations et les accords qu'ils nouent [...] selon

---

<sup>26</sup> Éric BUSSIERE dans *Horace Finaly, banquier*, Paris, Fayard, 1996, p.420.

<sup>27</sup> Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner, un grand commis des finances 1902-1978*, IGPDE, Paris, 2006

<sup>28</sup> Olivier DARD *Jean Coutrot de l'ingénieur au prophète*. Paris Presses universitaires franc-comtoises, 1999.

<sup>29</sup> Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, Bruxelles, PIE - Peter Lang, 2009.

<sup>30</sup> Gérard BOSSUAT Andreas WILKENS (dir.) *Jean Monnet l'Europe et les chemins de la paix* Paris, Publications de la Sorbonne, 1999 ; Gérard BOSSUAT (dir.) *Jean Monnet, banquier, 1914-1945. Intérêts privés et intérêt général*. IGPDE CHEFF, 2014.

<sup>31</sup> Philippe OULMONT *Pierre Denis. Français libre et citoyen du monde*, Paris Nouveau Monde éditions, 2012.



des normes et des savoirs communs », ce qui permet de « dépasser l’opposition réductrice entre Etat et marché et [de] définir des configurations plus complexes mêlant acteurs privés et publics »<sup>32</sup>.

La « scène économique », pour reprendre la formule de Laurence Badel, sur laquelle Quesnay va évoluer, est bouleversée après 1918 avec sa “financiarisation” croissante, comme l’a clairement historicisé Marc Flandreau<sup>33</sup>, ce qui crée un nouveau contexte dans lequel « la monnaie tient une place nouvelle et centrale dans les relations internationales », qui « donne un rôle diplomatique de premier plan aux banquiers et particulièrement aux banquiers centraux » selon René Girault et Robert Frank<sup>34</sup>. Confortées dans le rôle qu’elles avaient acquis pendant le conflit<sup>35</sup>, les banques centrales jouent un rôle majeur dans la mise en place d’un « véritable système financier de la paix » au cours des années 1920<sup>36</sup>. Appuyé sur le savoir-faire et les contacts acquis lors de son expérience autrichienne, quel rôle joue Quesnay au sein de la Banque de France à partir de 1926, dans la fragile élaboration de ce « système » en participant aux négociations débouchant sur la mise en place du plan Young ? Plus largement, en ce qui concerne la scène française, quelle part prend le directeur du service des Etudes - et véritable numéro trois de la Banque – dans la lente mue de celle-ci vers davantage d’indépendance lui permettant de devenir une “vraie” banque centrale,

---

<sup>32</sup> Michel MARGAIRAZ « Histoire économique » p.295-306 dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.) *Historiographies I. Concepts et Débats. op.cit.* p.304-306.

<sup>33</sup> Marc FLANDREAU « Le début de l’histoire : globalisation financière et relations internationales » *Politique étrangère*, Année 2000, Volume 65, n°3 p. 673 – 686.

<sup>34</sup> René GIRAULT et Robert FRANK *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941* Paris, Payot, 2004, p.132.

<sup>35</sup> Après la « crise financière » de l’automne 1914, « les banques centrales prirent le contrôle de la situation sur les marchés monétaires de New York, Londres, Paris et Berlin » selon Adam TOOZE *Le déluge 1916-1931. Un nouvel ordre mondial*. Paris Les Belles Lettres 2015.

<sup>36</sup> Robert FRANK « Les systèmes internationaux au XX<sup>e</sup> siècle », dans Robert FRANK *Pour l’histoire des relations internationales*, Presses Universitaires de France « Le Noeud Gordien », 2012, p. 187-215, p.192.

notamment au milieu des tourments de la stabilisation du franc, analysés notamment par Kenneth Mouré<sup>37</sup> ? Du point de vue extérieur, quelle est son influence dans la participation de l'institution de la rue de la Vrillière, à l'horizon jusque-là essentiellement national, au système de l'*International Central Banking*, coopération d'un nouveau genre entre banques centrales qui participe de cette stabilisation générale des années 1920<sup>38</sup> ? Face au « désordre mondial des années 1930 », provoquant la « fin de la deuxième mondialisation »<sup>39</sup>, quelles solutions originales prône Quesnay et pourquoi celles-ci n'aboutissent pas au sein d'une BRI réduite à l'impuissance ? Dans quelle mesure celles-ci restent-elles cohérentes par rapport à ses convictions initiales, fortement marquées par le libéralisme de son temps mais aussi modifiées par l'expérience de la guerre ?

Sur la « scène économique internationale » de l'entre-deux-guerres, il convient, à travers le parcours de Quesnay, d'examiner « le triangle d'acteurs sur lequel, en définitive, se sont concentrés : les Etats, les organisations internationales et les acteurs issus de la société civile que sont les entreprises et aussi les diverses organisation non-gouvernementales, associations et fondations »<sup>40</sup> ; parmi lesquels « ces “hommes spéciaux” repérés par le diplomate Louis Herbette en 1877, que nous qualifions aujourd'hui d'“experts” » qui profitent du « décalage introduit entre [la] vision [traditionnelle des diplomates, privilégiant les aspects politiques et négligeant les objets “techniques”] et une réalité qui se diversifiait »<sup>41</sup>. Il paraît donc indispensable de tenter de cerner quel est

---

<sup>37</sup> Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré*, Albin Michel, Paris, 1998

<sup>38</sup> Sur la définition de ce phénomène complexe, cf. Olivier FEIERTAG « Banques centrales et relations internationales au XXe siècle : le problème historique de la coopération monétaire internationale » *Relations internationales* n°100, 1999, p.715-736, p.724 et suiv.

<sup>39</sup> Robert FRANK « Les systèmes internationaux au XX<sup>e</sup> siècle » article cité p.195.

<sup>40</sup> Laurence BADEL « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XX<sup>e</sup> siècle » article cité p.7.

<sup>41</sup> Idem p.7-8.

le rapport de Quesnay avec le politique au sens large du terme : comment évoluent ses représentations, construites dans son milieu familial, de jeune spectateur de la vie politique locale et nationale dans la France républicaine d'avant 1914 pendant et après l'épreuve ultime de la cohésion nationale qu'est la guerre ? Autour de quel socle idéologique peut-on structurer son action, dans des situations pourtant fort diverses, au sein de la Commission des Réparations, au Commissariat général pour l'Autriche, à la Banque de France puis à la BRI ? Quelles relations entretient-il, lui acteur de l'ombre, avec les différents décideurs dans la mesure où « les États ne sont pas des puissances abstraites et désincarnées, et que leur action n'est rien d'autre que l'action des hommes, ceux qui précisément prennent la décision de la paix ou de la guerre »<sup>42</sup> ? Dans quelle mesure la pensée et l'action de Quesnay relèvent de la logique technocratique, étudiée notamment, pour cette période, par Olivier Dard<sup>43</sup> ? Apparaît alors la question de l'influence et donc du pouvoir de l'expert, question dont l'enjeu démocratique apparaît déjà sous la plume de Marc Bloch « rien ne trahit plus crûment la mollesse d'un gouvernement que sa capitulation devant les techniciens. [...] ce régime était donc faible »<sup>44</sup>. Ainsi donc le problème principal est posé par la trajectoire singulière de Quesnay comme de celles de bien d'autres experts passés, contre toute attente à la postérité : les experts font-ils l'histoire depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle ? Les « organisateurs » des années 1920, les technocrates des années 1930 ont-ils réduit à ce point la marge de manœuvre du politique qu'on peut leur reprocher d'avoir vidé la démocratie de toute réalité au profit d'un gouvernement des experts

---

<sup>42</sup> Pierre JARDIN, « Groupe, réseau, milieu », in Robert FRANK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, PUF « Le Nœud Gordien », 2012, p. 511-527, p.512.

<sup>43</sup> Olivier DARD *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF « le nœud gordien », 2002.

<sup>44</sup> Marc BLOCH *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard « Folio histoire », 1990, p.190.

qui, d'une certaine manière, triomphe en effet sous Vichy<sup>45</sup>. C'est sans doute là l'enjeu premier de la biographie de Pierre Quesnay.

Par-delà la figure de l'expert, dans la « sociologie de la scène économique internationale » des années 1920 et 1930, un nouveau type d'acteur se développe, comme dans d'autres domaines, l'organisation internationale, marquée par le « progrès décisif » provoquée par la Première Guerre mondiale : « aux Unions administratives déjà en place allait s'ajouter une véritable structure politique »<sup>46</sup>. En leur sein, un objet singulier a attiré l'attention des chercheurs en particulier au cours de la précédente décennie, les réseaux transnationaux. Observés dans le champ du social<sup>47</sup>, ils ont été mis en évidence, notamment par Patricia Clavin<sup>48</sup>, au sein des organisations financières de la SDN dans lesquelles Quesnay a évolué entre 1919 et 1926, communauté épistémique dans laquelle se développe, selon Yann Decorzant<sup>49</sup>, dès l'immédiat après-guerre une nouvelle conception de la régulation et de la coopération internationale. Mais la question reste posée : dans quelle mesure reste-t-il *français*, à l'instar d'un Albert Thomas<sup>50</sup> avec lequel il entretient d'ailleurs une

---

<sup>45</sup> Cf. Gérard BRUN, *Technocrates et technocratie en France, 1918-1945*, Paris, Albatros, 1985.

<sup>46</sup> Pierre GERBET « Les organisations internationales », dans Robert FRANK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, *op.cit.* p. 255-269, p.257.

<sup>47</sup> Par exemple par Sandrine KOTT dans « Une "communauté épistémique" du social ? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genève*, 71 (2), 2008, p. 26-46 ou dans « Dynamiques de l'internationalisation : l'Allemagne et l'Organisation internationale du travail (1919-1940) », *Critique internationale* 2011/3 (n° 52), p. 69-84.

<sup>48</sup> Patricia CLAVIN et Jens-Wilhelm.WESSELS « Transnationalism and the League of Nations : Understanding the Work of Its Economic and Financial Organization » dans *Contemporary European History*, Cambridge, 14 4 (2005), p.465-492 ; Patricia CLAVIN « Defining Transnationalism » dans *Contemporary European History*, 14, Cambridge, 2005, pp 421-439.

<sup>49</sup> Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; Yann DECORZANT dans « La Société des Nations et l'apparition d'un nouveau réseau d'expertise économique et financière (1914-1923) », *Critique internationale*, 2011/3 n° 52, p. 35-50.

<sup>50</sup> Cf. Christine MANIGAND, *Les Français au service de la Société des Nations*, Bern..., Peter Lang, 2003.

véritable proximité ? Il convient donc d'examiner ce qui dans son action comme dans ses idées relève de cette logique transnationale que l'on peine parfois à définir, comme le souligne Robert Frank<sup>51</sup>. De même, la suite de son parcours, largement appuyé sur les liens créés à Vienne puis à Genève, permet de poser la question de l'efficacité de ces réseaux transnationaux à l'ampleur finalement limitée, dans un contexte de relations plus "classiques", entre institutions nationales que sont les banques centrales puis dans une institution apparemment plus propice à leur développement, la Banque des Règlements Internationaux, mais dans un contexte moins favorable, celui de la crise des années 1930. De la même manière, il faut tenter de mesurer en quoi sa participation, au côté d'acteurs de premier plan comme Jean Monnet, Louis Loucheur ou Aristide Briand, à des projets de rapprochement voire d'intégration européenne, bien connus depuis les travaux d'Éric Bussière<sup>52</sup>, relève d'une logique globale voire d'une idéologie proprement trans- ou même supranationale, visant en particulier à mettre en place une régulation économique et financière à une échelle dépassant le cadre national, ou si elle est la conséquence de causes plus conjoncturelles, que la crise vient balayer.

Alors, on le voit, qu'il est un acteur important des relations financières internationales de l'entre-deux-guerres, à l'intersection de nombreux thèmes de recherche, Pierre Quesnay est resté jusqu'ici dans une relative obscurité<sup>53</sup> : hormis sous la plume du gouverneur Moreau<sup>54</sup>, il n'apparaît

---

<sup>51</sup> Robert FRANK « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », *Monde(s)* 2012/1 (N° 1), p. 47-70, p.66-67 notamment.

<sup>52</sup> Notamment Éric BUSSIÈRE *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1918-1935*, CHEFF, Paris 1992.

<sup>53</sup> Ce qui contribue parfois à en faire, l'aliment de mythes qu'aucune source ne vient étayer - au moins en ce qui le concerne - comme, quand il est affirmé par Annie LACROIX RIZ dans *Le choix de la défaite, les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Colin, 2010, p.63, l'appartenance de Quesnay à la synarchie ou p.253 à une société secrète « France 1950 ». Sur cette question cf. Olivier DARD *La synarchie. Le mythe du complot permanent*. Paris Perrin « Tempus », 2012.

pas dans les mémoires des acteurs qu'il a croisés. Il n'est pas impossible de penser que, outre la brutalité de sa disparition, l'originalité tant de sa formation - il n'appartient pas au « grand Etat-major » de l'Inspection des Finances<sup>55</sup> - que de son parcours, entre Vienne Genève Paris et Bâle, ait contribué à cet oubli relatif. Sa figure en sort d'abord au cours des années 1970 d'une part à l'occasion d'un court article de Jean Bouvier<sup>56</sup>, dans lequel est dressé un rapide mais saisissant portrait de Quesnay « bonne graine de technocrate »<sup>57</sup>, et d'autre part par l'entremise de Nicole Pietri, qui met en avant le rôle éminent de Quesnay dans la reconstruction financière autrichienne par « son travail infatigable, son esprit remarquable et sa vision globale de la situation économique et financière de l'Autriche »<sup>58</sup>. Plus nettement, de même que l'ouvrage de Kenneth Mouré *La politique du franc Poincaré* redonne à l'action de Quesnay à la Banque de France sa cohérence économique générale, l'article d'Olivier Feiertag consacré à « Pierre Quesnay et les réseaux de l'internationalisme monétaire en Europe (1919-1937) »<sup>59</sup>, permet d'envisager l'action de Quesnay dans sa globalité et aux différentes échelles dans laquelle elle se déploie.

---

<sup>54</sup> Emile MOREAU *Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France. Histoire de la Stabilisation du Franc (1926-1928)*, Librairie de Médicis, Paris, 1954. Cet ouvrage apparaissait à Jean BOUVIER, dans *Un siècle de banque française. Les contraintes de l'Etat et les incertitudes des marchés*. Hachette littérature 1973, p.23 comme un « livre tonique s'il en est, mais exceptionnel dans son genre et qui nous livre en traits involontairement cruels la mécanique des décisions de politique économique sous Raymond Poincaré ».

<sup>55</sup> Formule empruntée à Nathalie CARRÉ DE MALBERG *Le grand état-major financier : les inspecteurs des Finances 1918-1946. Les hommes, le métier, les carrières* Comité pour l'histoire économique et financière de la France /IGPDE, 2011.

<sup>56</sup> « Quatre décideurs monétaires publics en 1926-1928 » in *Bulletin de Société d'histoire moderne et contemporaine*, seizième série, n°27, 1985, p.27.

<sup>57</sup> *Idem*.

<sup>58</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche 1921-1926*, Genève, Centre européen de la dotation Carnegie, 1970, p.89.

<sup>59</sup> Dans Michel DUMOULIN (éd.), *Les réseaux économiques de la construction européenne au XXe siècle*, Peter Lang, Bruxelles 2004 p. 331-349.

Hormis Nicole Pietri, qui a pu bénéficier de l'accès à une partie du fonds privée familial<sup>60</sup>, les auteurs de ces différents travaux ont été menés à partir du témoignage de Moreau et des archives des fonds publics, c'est-à-dire principalement les archives de la Banque de France et les papiers déposés aux Archives Nationales par Madame Quesnay en 1977. Ces fonds, dont une partie assez importante (notamment aux Archives Nationales) semble avoir été assez peu consultée, sont composés essentiellement par les papiers de travail de Quesnay (documents officiels, notes, brouillons, comptes rendus de réunion...), ainsi qu'une correspondance abondante et variée. Avec tous les risques que comprend l'affrontement avec cette importante « masse documentaire qui est bien l'une des difficultés majeures de l'histoire contemporaine »<sup>61</sup> l'originalité de cette étude est de pouvoir proposer l'invention d'une grande partie des abondants fonds privés familiaux<sup>62</sup>. On trouve dans ceux-ci un nombre réduit mais fort intéressant de documents "de fonction" de Quesnay, notamment un compte-rendu du Comité des Experts chargé de préparer la stabilisation du franc de juin 1926 ou un dossier consacré à un projet, assez mystérieux, de rachat de la Banque de l'Union Parisienne fin 1936 ; de même, le tri effectué avant le don aux Archives nationales a permis d'y conserver un certain nombre de lettres souvent plus explicites et engagés. Surtout, ils recèlent les carnets que Quesnay tient de 1912 à sa mort en 1937 (à l'exception des années 1914 1915, 1919, 1922 et de l'année 1934 sauf le premier trimestre). On s'est efforcé, pour leur édition, de respecter les règles courantes en vigueur : les informations restituées l'ont été entre crochets notamment les abréviations que Quesnay utilise souvent par manque de place, les (rares) passages raturés ont été indiqués et présentés tels quels comme les

---

<sup>60</sup> D'après le témoignage de M. et Mme. Frédéric Quesnay et de M. Nicolas Savoye

<sup>61</sup> Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner, un grand commis des finances 1902-1978 op.cit.* p.18.

<sup>62</sup> Que soient remerciés ici, non seulement pour l'accès laissé à ces documents, mais aussi pour leur confiance et leur soutien constants M. et Mme. Frédéric Quesnay, M. et Mme. Nicolas Savoye ainsi que Mme Irène Quesnay.

rare fautes d'orthographe (essentiellement à propos des noms propres) ; ont été marqués les changements de ligne ( / ) pour faciliter la compréhension ainsi que les mots dont le sens demeure encore incertain ([ ?] quand une hypothèse est émise, [ill.] quand le mot est illisible), notamment dans les passages (assez nombreux dans les carnets d'après-guerre écrits rapidement au crayon à papier et parfois peu lisibles).

Si tous ne sont pas aussi "copieux" que ceux des premières années, quand le jeune étudiant puis soldat a le temps de les remplir de son écriture si reconnaissable, même ses carnets les plus succincts constituent une source de premier ordre. Ils renseignent d'abord sur le quotidien de Quesnay, dans sa dimension la plus matérielle car ils lui servent de carnets de compte (c'est très net en 1923 quand certaines pages ne sont que le recueil scrupuleux des moindres dépenses de chaque journée)<sup>63</sup>. Mais ils apportent aussi des renseignements précieux en ce qui concerne ses contacts et ses réseaux puisqu'ils remplissent aussi leur fonction première d'agenda, où sont consignés les rendez-vous pris et parfois annulés<sup>64</sup>. Il s'agit aussi dans les années d'avant-guerre de véritables journaux intimes<sup>65</sup> dans lesquels Quesnay n'hésite pas à recueillir et à coller articles de presse, photographies..., qui lui permettent de mener son « examen de conscience »<sup>66</sup>. Et ensuite, même s'il se promet en janvier 1919 de moins s'épancher - « oui grande évolution en ce début d'année. Je repars vers des buts entièrement nouveaux. Pourquoi jour par jour détailler l'existence, pourquoi parler de faits insignifiants, m'obliger à remplir quotidiennement une page ? L'esprit n'y est plus, je n'éprouve

---

<sup>63</sup> C'est ce caractère disparate (carnets de compte pour certains, agenda pour d'autres, journal intime plus ou moins développé pour d'autres) y compris à l'intérieur de chacun, où certaines pages ne présentent aucun intérêt au regard des problématiques générales choisies qui conduit à ne pas présenter ici une édition complète de ces carnets.

<sup>64</sup> Comme c'est le cas pour ceux qui figurent ainsi après la date fatidique du 8 septembre 1937....

<sup>65</sup> Celui de 1912 est titré, en première page, « livre de mon agi », avec la formule latine « *agi* [pour l'impératif *age* ?] *quod agis* ».

<sup>66</sup> Idée présente le 13 et 19 avril 1913, que l'on retrouve le 20 avril 1915.



plus le besoin de cet examen de conscience journalier. Tant pis peut-être ! » - il ne cessera pas de parsemer ces pages de réflexions et de jugements si utiles pour le chercheur. A propos de la finalité d'une telle entreprise, fondée sur une rigoureuse discipline quotidienne à laquelle Pierre Quesnay s'astreindra pendant près de vingt-cinq ans, on ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment explicites pour dépasser la simple hypothèse : celle-ci est que, jusqu'au bout il reste fidèle au principe qu'il exposait le 11 janvier 1912 « si jamais mon Journal de Vie tombe sous les yeux de quelqu'un, je prévois qu'il se moquera de moi en lisant ma page d'hier. N'importe, je me suis promis de ne jamais rectifier. "Ce qui est écrit est écrit" disaient les Fatalistes », car cet exercice d'« écriture de soi » est destiné à être lu – peut-être avant tout - par un tiers<sup>67</sup>.

Sur ces bases, l'entreprise biographique ne prétend pas ici tout restituer de la vie de Pierre Quesnay, ni de son époque. Cette recherche ne vise pas à la production d'une biographie classique, ni à la peinture scrupuleuse d'un portrait en pied, auquel il ne manquerait pas un bouton de guêtre... Il s'agit d'abord de publier une source de premier ordre : le journal d'un expert financier international de l'entre deux guerres. Il découle de cette finalité que le sujet véritable de la recherche est bien Pierre Quesnay lui-même – et non pas toute l'histoire du monde dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Autrement dit, Quesnay n'est pas ici un prétexte. La recherche porte sur lui et vise avant tout à répondre à cette question principale : qui est Pierre Quesnay ? Face à cette question, la biographie, tour à tour, se veut biographie intellectuelle, politique et culturelle. Elle se veut aussi, à travers l'unicité, voire l'exceptionnalité du personnage, une biographie collective tant les appartenances de Quesnay à de multiples réseaux sont avérées.

---

<sup>67</sup> Cette impression est renforcée par la pratique en 1918-1919 du recopiage dans le carnet de lettres entières envoyées à Carin Ramsay, comme si Quesnay voulait être absolument sûr que celles-ci soient lues a posteriori.

Même pour une existence relativement brève comme celle de Quesnay, il semble extrêmement difficile d'adopter une perspective autre que chronologique, tant l'acteur et le monde qui l'entoure ne cessent de se transformer pendant cette quarantaine d'années. De même, certaines ruptures dans le parcours de Quesnay coïncident avec des césures importantes dans le cours des événements généraux à l'échelle nationale ou internationale. C'est évidemment le cas avec la fin du premier conflit mondial en 1918 qui correspond à fin du temps des apprentissages du jeune Pierre. L'année 1926 avec son entrée à la Banque de France s'inscrit nettement dans une logique nationale, avec le retour de Poincaré, même s'il serait possible, de prime abord, avec l'entrée de l'Allemagne dans la SDN de le placer aussi dans une dynamique internationale, en quelque sorte acmé du passage de l'expert français dans cette organisation. Son entrée dans la nouvelle BRI en 1930 semble elle se faire presque «à contretemps» de la « grande crise mondiale », inaugurée en 1929 par le krach mais devenue réellement « abîme »<sup>68</sup> avec la crise bancaire européenne de 1931. Le parcours de Pierre Quesnay sera donc envisagé selon les articulations suivantes :

- De 1895 à 1918, ce sont les années de formation (première partie) pendant lesquelles se forment, jusqu'en 1914, les représentations initiales du jeune homme, politiques et sociales, dans son milieu de la moyenne bourgeoisie provinciale, mais déjà dans ouverte sur le monde et la modernité (chapitre 1) ; c'est moins l'arrivée à Paris du brillant étudiant Quesnay que le début de la guerre vécu par lui avec un fort consentement, dans la situation originale d' « immobilisé » qui va progressivement modifier ses conceptions (chapitre 2). Ces modifications vont s'amplifier une fois revêtu l'uniforme, pour une expérience du front relativement courte en raison d'une blessure, mais riche d'enseignements (chapitre 3).

---

<sup>68</sup> Selon la formule de Charles P. KINDLEBERGER *La grande crise mondiale*, Paris, 1988, p.129.

- De 1919 à 1926, le parcours de Quesnay s'effectue à une autre échelle, celle de l'Europe, entre Paris Vienne et Genève, rapidement au service de la jeune Société des Nations (deuxième partie). L'étape parisienne de l'immédiat après-guerre (1919-1920) au ministère du Commerce, apparaît à la fois comme la dernière phase de son apprentissage en particulier politique (notamment à propos de l'opinion publique) et comme un moment de consolidation de ses réseaux mais aussi de gestation d'un discours proto-technocratique (chapitre 1). Les années viennoises de 1920 à 1925 le confrontent à une situation totalement inédite tant du point de vue de « l'expérience » monétaire et financière à mener (donner une monnaie stable à un pays neuf puis faire face à des crises d'un type nouveau) que du point de vue du milieu dans lequel il évolue, car réellement transnational (chapitre 2). Le passage à Genève de 1925 à 1926 constitue moins l'aboutissement de la période précédente que le révélateur des limites qu'il atteint au sein de la SDN (chapitre 3).

- De 1926 à 1930, son passage à la Banque de France (troisième partie) commence aussi dans l'urgence de l'action, celle de la stabilisation du franc (1926), pendant laquelle l'expert Quesnay doit notamment confronter ses idées largement ouvertes sur le monde à des hommes politiques à la ligne de vue souvent très nationale (chapitre 1). Quand la Banque revigorée par la stabilité nouvelle entreprend de secourir les monnaies centre- et est-européennes en détresse (1927-1928), il faut tâcher de mesurer si le *money doctor* Quesnay, qui reprend alors souvent la route (ou plutôt le chemin de fer), parvient à proposer des remèdes originaux (chapitre 2). A l'occasion des négociations permettant d'achever la résolution de la question des Réparations (1928-1929), négociations dont il est un acteur majeur, à la fois son ouverture sur le monde s'élargit avec les contacts plus

importants avec les Etats-Unis, en même temps que les difficultés semblent croissantes pour voir ses idées avancer à l'intérieur de l'institution de la rue de la Vrillière (chapitre 3).

- De 1930 à 1937, c'est au sein de la Banque des Règlements Internationaux, que Quesnay doit affronter la crise mondiale (troisième partie). Une fois encore, il se trouve d'abord, en 1930-1931, dans un cadre totalement inédit qu'il doit participer à mettre en place, dans l'urgence des événements qui se précipitent (chapitre 1). Alors que toute idée de solution globale à la crise est progressivement balayée et par l'avancée de celle-ci et par l'attitude des différents Etats, Quesnay continue pourtant, en 1932-1933, d'œuvrer pour une réponse collective et coordonnée, qui correspond bien à sa vision d'un capitalisme régulé et organisé (chapitre 2). Confronté à l'impuissance croissante de la BRI et à l'émergence d'acteurs internationaux d'un nouveau genre, il cherche clairement pendant la dernière période de sa vie (1933-1937), d'autres canaux pour agir, en particulier auprès des acteurs politiques français (chapitre 3).

## PREMIERE PARTIE.

### 1895-1918 : les années de formation dans le creuset national.

Le jeune Pierre Quesnay écrit et écrit même beaucoup dans ses carnets à partir de 1912 et jusqu'en 1918, de la fin de sa vie lycéenne dieppoise, en passant par sa période estudiantine parisienne, jusqu'à son vécu d'artilleur sur le front. Il offre ainsi une matière extrêmement précieuse pour tenter de saisir ce qui fait, pour reprendre l'expression de Lucien Febvre<sup>69</sup>, son « outillage mental » tant du point de vue intellectuel que politique et social. Comment, pour reprendre l'expression de Gérard Noiriel<sup>70</sup>, celui-ci est-il forgé entre les frontières et les limites de la France de la III<sup>e</sup> République alors dans son apparente plus « Belle Epoque », par le futur expert transnational ? En quoi l'épreuve de la guerre, qu'il traverse en deux périodes bien distinctes, d'abord « immobilisé » contre son gré en raison de son cœur défaillant, puis au combat et aussi (longtemps) en convalescence, voit ses opinions de la période précédente transformées ou confirmées ? Le jeune homme est-il tout à fait lucide quand il note rétrospectivement en 1916 en ce qui concerne son état d'esprit de 1914 tel qu'il est consigné dans son carnet « j'étais tout de même franchement réactionnaire »<sup>71</sup> ? Le conformisme, bien en phase avec la période et aussi avec son milieu familial, que l'on trouve régulièrement sous sa plume d'avant-guerre, n'est-il pas, en quelque sorte contrebalancé par d'autres dynamiques également à l'œuvre chez lui avant 1914, comme ses grandes ambitions d'ascension

---

<sup>69</sup> Lucien FEBVRE, *Le problème de l'incroyance au XVI<sup>e</sup> siècle. La religion de Rabelais*, Paris, Albin Michel, *L'évolution de l'Humanité*, 1968 [1<sup>ère</sup> éd. 1942], note 10, p. 141-142.

<sup>70</sup> Gérard NOIRIEL *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Points Seuil, 2006, p.VI et VIII.

<sup>71</sup> A la date du 24 mars 1914.

sociale son ouverture sur le monde ou son goût pour la modernité ? Plus largement, ce premier Quesnay ne serait-il pas ainsi représentatif d'une mondialisation en quelque sorte "indécise", son libéralisme spontané renvoyant à un monde de plus en plus interdépendant économiquement et connecté culturellement alors que son patriotisme l'ancre politiquement dans le national, un national de plus en plus fermé ? N'est-ce pas autour de cette vision globale et mondiale, que se fait la continuité avec son début de guerre ? C'est elle qui le rend capable de mesurer la nouveauté radicale et l'ampleur de ce conflit. N'est-ce pas elle aussi qui l'amène donc à modifier peu à peu ses idées libérales appuyées sur un socle intellectuel de plus en plus conséquent, grâce à son brillant parcours universitaire. Une fois au front, quand l'expérience de la violence du champ de bataille tamise ses opinions, ne retrouve-t-on pas alors à nouveau ces mêmes idées, renforcées par de nouveaux savoirs sociaux (notamment relationnels) ? On le voit bien : à travers le récit des années de formation du jeune Quesnay, c'est aussi et surtout la question des ruptures de 1914, mais aussi des éventuelles continuités, qui se trouve une nouvelle fois posée. Pierre Quesnay, en ce sens, remarquable précipité d'expériences sociales, ne nous introduit-il pas pleinement dans le XX<sup>e</sup> siècle ?

## **Chapitre 1. L'ouverture de l'horizon : de la Normandie à Paris (1895-1914).**

Le train constitue l'arrière-plan de la vie quotidienne de la famille Quesnay, pendant les jeunes années de Pierre, en raison de la profession de son père, chef de gare à Dieppe. Elle assure à la famille une aisance matérielle certaine, voire un certain rang dans la notabilité locale. Mais, au risque de la métaphore éculée, il symbolise aussi l'univers mental du jeune homme pendant cette période. Il lui fournit le moyen d'élargir son horizon géographique, nourrissant notamment son rêve parisien car « Paris Paris [...] le but de ma vie est là »<sup>72</sup>. Conscient d'être sur les bons rails de l'ascension sociale, il trouve dans la réussite paternelle, un moteur supplémentaire pour son ambition : du haut de sa réussite scolaire puis universitaire, il n'hésite pas à se projeter très haut mais dans des ambitions assez conformes à celles des jeunes gens de son milieu, à une époque où la mobilité sociale, en cette Troisième République en voie de républicanisation accélérée, n'a jamais autant correspondu à une réalité statistique et culturelle<sup>73</sup>. Mais, comme le réseau ferroviaire dessiné notamment par le plan Freycinet, celles-ci s'inscrivent encore dans une perspective très nationale même si on voit déjà se dessiner des connexions qui ouvrent plus loin l'horizon de Quesnay, notamment vers le Royaume-Uni. Elles sont renforcées par son attrait pour la modernité, illustré par exemple par son goût prononcé pour la nouveauté automobile ou les nouveaux loisirs. De même en matière politique, si l'actualité internationale lui fait prendre des positions d'un ardent patriotisme voire

---

<sup>72</sup> Carnet Pierre Quesnay, fonds Fr. Quesnay [C.P.Q. f. Fr. Q.] 30 janvier 1913.

<sup>73</sup> Cf. Serge BERSTEIN et Odile RUDELLE, *Le modèle républicain français*, Paris, PUF, « Politique d'aujourd'hui », 1992, p. 227-228.

parfois nationalistes<sup>74</sup>, il montre aussi un réel républicanisme mâtiné d'une certaine conscience sociale.

---

<sup>74</sup> Il s'agit d'ailleurs d'un nationalisme qui emprunte des traits à la fois au traditionnel « nationalisme d'héritage révolutionnaire » et à la « nouvelle forme de nationalisme » plus exclusive apparue à partir de 1886 selon Raoul GIRARDET *Le nationalisme français : anthologie, 1871-1914*. Paris, Le Seuil 1983, p.14 et 16.



## Un milieu familial entre ouverture et conservatisme.

### *Une certaine aisance matérielle.*

Pierre Quesnay naît le 12 octobre 1895 à Evreux<sup>75</sup>. Il est le fils de Marie Tallevast et de Louis Quesnay. En 1900 naît son cadet Jacques. Alors que sa mère semble avoir ses racines dans la région d'Auffay<sup>76</sup> dans le pays de Bray, son père est né en 1852 à Yville sur Seine dans le canton de Duclair<sup>77</sup> dans la vallée de la Seine. Alors qu'on dispose de peu d'éléments à propos de la famille maternelle, il apparaît clairement que Louis Quesnay a connu une réelle forme d'ascension sociale : se déclarant « cultivateur » au moment de son incorporation pour le service militaire en 1874<sup>78</sup>, il est nommé en décembre 1912, à la fin de sa carrière « inspecteur chef des gares principale et maritime de Dieppe »<sup>79</sup>. Cette réussite remplit son fils de fierté d'autant plus qu'elle contraste singulièrement avec les déboires du reste de sa parentèle paternelle : il note le 20 avril 1913 « mon oncle Alexandre est, paraît-il bien malheureux : il aura essayé de tous les métiers : cocher employé de chemin de fer, actuellement épicier à Rouen [...] Quelle différence entre eux [les deux frères] ! Mes grands-parents pourtant étaient de gros gros fermiers pratiquant en grand l'élevage et la culture<sup>80</sup>. S'ils furent ruinés à la fin de leur vie, ils n'en étaient pas moins très à leur aise avant... De leurs deux enfants, l'un a descendu, l'autre monté. Et maintenant nous !! ». L'exclamation finale montre bien que le jeune Quesnay est parfaitement conscient de ces dynamiques sociales contraires et combien il souhaite s'inspirer du parcours paternel. Cette situation éloigne Pierre

---

<sup>75</sup> ABF Dossier personnel de Pierre Quesnay boîte 191 dossier 52614.

<sup>76</sup> Dans son carnet, le 11 juillet 1913, Quesnay évoque un « pèlerinage » à Auffay avec sa grand-mère avec « la maison où naquit maman ».

<sup>77</sup> Selon son livret militaire, f.Fr. Q.

<sup>78</sup> *Idem.*

<sup>79</sup> C.P.Q. f. Fr. Q., 23 décembre 1912.

<sup>80</sup> D'après le livret militaire de Louis Quesnay, ils sont domiciliés en 1874, à Barneville-sur-Seine dans l'Eure.

Quesnay du reste de sa famille paternelle<sup>81</sup> et contribue donc à le centrer sur la cellule familiale la plus étroite. Elle permet de distinguer dans son discours un certain nombre d'éléments d'une vision classique de la famille (la réussite donc « l'argent, au sens large » comme un des principaux « nœuds de conflit » pour reprendre la terminologie de Michelle Perrot<sup>82</sup>) et, d'une certaine *doxa* moralisatrice<sup>83</sup>, nourrissant la crainte du déclassement.

Car Pierre Quesnay évalue assez précisément l'aisance certaine dans laquelle vit sa famille. Au-delà de la présence de domestiques<sup>84</sup>, on trouve d'autres indices de cette relative prospérité, tels cette maison de Rouen mise en location par la famille<sup>85</sup>, qui bénéficie, au gré des affectations, d'un logement de fonction. Mais plus sûrement encore, Pierre ne cesse d'estimer le niveau de richesse de ses parents, en particulier, quand se rapproche la retraite de son père, afin d'envisager où il poursuivra ses études. Ainsi le 5 mars 1913, il écrit : « me donneront-ils les moyens de mener à bout mes vastes projets ? Le pourront-ils d'ailleurs ? 5 à 6000 francs de rente ; voilà ce qu'ils auront ». La deuxième guerre balkanique lui donne l'occasion de détailler les placements familiaux : la 10 octobre 1912 « *statu quo* jusqu'à présent dans les Balkans. Panique effrayante en Bourse. Le 3% français est tombé à 89,60. Depuis 30 ans, il n'avait pas descendu si bas. Grand-mère qui en a pour 80000 F [ou 8000 ?] à 97 F. je calculais en ce moment, elle,

---

<sup>81</sup> C.P.Q. f. Fr. Q., 10 juillet 1913 : « mes parents pour une raison... est-elle juste, je n'ai pas à juger ? Ne nous ont jamais fait voir la plupart des membres de notre famille paternelle ».

<sup>82</sup> Michèle PERROT «Drames et conflits familiaux », p.244 dans Philippe ARIES Georges DUBY (dir.) *Histoire de la vie privée* T.4 « De la Révolution à la Grande Guerre » Paris, Seuil 1999, p.264.

<sup>83</sup> Ainsi quand il note le 18 juillet 1913 après une visite à ce mystérieux oncle « les parents pauvres ! Quelle tristesse ! » L'oncle étant « dépensier » « insouciant ». C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>84</sup> Le 7 janvier 1912 « aussi nous servons nous nous-mêmes sans l'être plus mal pour cela ». C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>85</sup> Le 22 mai 1912 il écrit que son père loue « sa maison des Troènes » à Mont Saint Aignan au mois. C.P.Q. f. Fr. Q.

et par conséquent, nous perdions dans les 6000 F, soit environ 250 F de rente ». On relève même une certaine technicité dans ses appréciations comme le 15 mai 1913 « le baromètre diplomatique tourne au beau, alors la Bourse remonte Huta Bankova<sup>86</sup> 2480 francs Maman voudrait en vendre une : nous allons acheter du chinois qui va être émis prochainement. D'ailleurs, après la crise de ces mois passés et en raison des disponibilités, les émissions annonce-t-on vont se compter par centaines. Malheureusement, dans le mouvement de hausse et malgré les déclarations faites hier encore par le ministre des Finances, qui a déclaré qu'aucun impôt sur le revenu ne grèverait la rente française, malgré tout, le 3% continue à baisser : il vaut, ô douleur, 84,80 F. Remontera-t-il ? C'est une grosse perte pour l'épargne française et en particulier pour nous ». On peut remarquer combien dans le portefeuille des Quesnay se côtoient valeurs traditionnelles comme la rente 3% et celles qui forment les flux de capitaux constitutifs de la première mondialisation<sup>87</sup>, à la fois dans l'espace proche et allié (les placements dans les usines métallurgiques de Huta Bankova) mais aussi plus loin (les emprunts chinois). Ces éléments confirment donc pleinement les analyses déjà menées de l'évolution des fortunes des classes moyennes dans la France de la Belle Époque. Peut-être peut-on aussi considérer que c'est en suivant l'évolution des actions familiales que Pierre commence à se forger empiriquement une petite connaissance en matière boursière. Point d'orgue de cet intérêt, le 6 juin 1913, le voilà « comme un fraudeur »,

---

<sup>86</sup> Cf. René GIRAULT *Emprunts russes et investissements français en Russie. Recherches sur les investissements internationaux*, Paris, Colin, 1973 : les actions de « la société des forges et aciéries de Huta-Bankowa, installée en Silésie polonaise [et d'abord] aux mains d'un groupe lyonnais, Bonnardel Chanovre et Astier (en 1877) » (p.21) sont représentatives au tournant du siècle des « valeurs russes gages de stabilité et de revenu solide [qui] pouvaient aussi devenir des sources de fortune rapide [de celles qui] satisfaisaient pleinement le bourgeois français de la Belle-Epoque » (p.112) mais aussi pendant « la période 1906-1914 [qui] constitue un nouvel âge d'or des investissements français en Russie » (p.122).

<sup>87</sup> Sur les flux de capitaux français à l'étranger pendant la période, cf. Suzanne BERGER *Notre première mondialisation*, Paris, Seuil « République des idées », 2003, p.26. Sur la diffusion des placements boursiers dans la population Cf. Claude MESLIAND « La fortune paysanne dans le Vaucluse (1900-1938) » dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 22<sup>e</sup>année, N.1, 1967. p. 88-136, notamment p.123 à 127.

profitant de l'absence des autres membres de la famille, pour « opérer, sur des carnets que maman consulte actuellement en prévision de la retraite, le bilan de notre actif familial » : « si notre capital actuel est à peine, au taux de la Bourse de 35 à 40000 F, celui de grand-mère est par contre de 125 à 130000 F; là-dessus 90000 de 3% qui pourraient rapporter 1/3 de plus ! [Donc] je n'aurais pas de scrupules à prolonger mes études. Mes parents, grand-mère compris, doivent posséder outre les Troènes (1200 F de rente) 1600 + 4500 = 7100 F de rente auxquelles s'ajoute la retraite de papa 4500 à 5000 F, ce qui fait en tout 12000 F pour 5 personnes et 2 bonnes ». Au-delà de son aspect théâtral, cette petite scène permet de mesurer que, pour la famille Quesnay, l'immédiat avant-guerre est réellement une belle époque : Louis Quesnay représente le dessus des nouvelles classes moyennes salariées qui se sont développées depuis les années 1870 ou qui, en tout cas, ont été mises en valeur dans le discours des républicains et notamment des radicaux<sup>88</sup> ; il bénéficie d'un salaire élevé, qui lui permet d'envisager la retraite dans la position avantageuse de rentier. Ces éléments permettent de considérer que, du point de vue strictement économique, il fait partie de la bourgeoisie<sup>89</sup>.

*Un mode de vie conforme.*

C'est aussi la manière de vivre de la famille qui permet de l'intégrer dans cette catégorie<sup>90</sup>. Pierre prend conscience, au moment de la retraite

---

<sup>88</sup> « L'image d'une société égalitaire de petits propriétaires était bien un mythe politique de la III<sup>e</sup> République » selon Nicolas DELALANDE *Les batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours*. Paris, Seuil « L'univers historique », 2011, p.229.

<sup>89</sup> Pour Christophe CHARLE, « le niveau véritablement bourgeois se place au-delà de 5000 F de revenu [...] D'après cette statistique fiscale, c'est moins de 500 000 ménages ou 5% du total, ce qui correspond aussi aux évaluations des effectifs bourgeois par le biais d'autres indices de richesse » *Histoire sociale de la France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1991, p.334.

<sup>90</sup> On s'appuiera sur la définition du bourgeois « modèle républicain » après 1870, que donne Francis DÉMIER : « la bourgeoisie, c'est d'abord une famille, un patrimoine qui s'est diversifié en accueillant obligations de chemins de fer et actions à côté des biens immobiliers, une morale qui commande réserve et simplicité, une demeure confortable [...] une sphère de relations locales, [...] des manières apprises [...] dans

de son père, que celui-ci est un notable local, que ce soit quand il reçoit une décoration<sup>91</sup> ou quand on donne un banquet en son honneur<sup>92</sup>. La description des cercles de sociabilité de ses parents, notamment sa mère, c'est-à-dire souvent de « l'histoire cancanière de la ville de Dieppe »<sup>93</sup> donne à Pierre Quesnay l'occasion d'affûter son sens de l'observation sociale : c'est par exemple le refus de fiançailles arrangées par son cousin, pour finir d'abord sa thèse qui donne lieu à « une comédie bien humaine » faite de « colloques à huis clos » menés par sa mère sa tante sa grand-mère auxquels est aussi convié son père. De même, avec les visites que reçoit sa mère, comme le 1<sup>er</sup> mars 1913, quand il tend l'oreille pour recueillir « les petits potins qui couraient de l'autre côté de mon mur » où l'on a « ri, causé, jacassé », avec notamment la visite d'un avocat du cru qui « parle beaucoup et mieux... qu'à l'audience » ou encore le 5 janvier 1913 avec les « petits cancans mondains et religieux »<sup>94</sup>. Il faut noter que les réseaux sociaux de ses parents sont principalement locaux pour les réseaux amicaux et de connaissances, et Pierre regrettera un peu plus tard la faiblesse de ces liens noués par ses parents<sup>95</sup> ; au-delà de Dieppe, semblent se déployer surtout de courts réseaux familiaux, les cousins de l'Eure chez qui on va chasser, les cousines parisiennes chez qui Pierre sera hébergé au début de ses études supérieures. Pierre, lui-même, évolue parmi les enfants de la bourgeoisie locale comme son condisciple

---

l'escrime ou l'équitation pour les garçons » *La France du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2000, p.420.

<sup>91</sup> Il note, le 23 mars 1913, devant nombreuses félicitations, « jamais je n'aurais cru que les gens attachaient autant d'importance au ruban violet » que son père a reçu la veille. Carnet Pierre Quesnay, fonds Fr. Quesnay.

<sup>92</sup> Dans le hall de l'hôtel Métropole, prêté pour l'occasion, ce fut « l'apothéose » pendant laquelle « il y eut plus, beaucoup plus que tout ce qu'on pouvait espérer », C.P.Q. f. Fr. Q. le 3 juillet 1913.

<sup>93</sup> Carnet Pierre Quesnay, fonds Fr. Quesnay le 12 février 1912.

<sup>94</sup> C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>95</sup> Le 13 septembre 1915, à l'occasion d'un séjour à Dieppe, il note « pourquoi ne connaissons-nous pas ici de "famille" ! Père n'y a aucun ami, moi non plus Giraud parti, mère durant nos 7 années ici s'est occupée de se faire des amies et non des intimités de familles » C.P.Q. f. Fr. Q.

dieppois Thoumyre qui est « d'excellente famille »<sup>96</sup> ou son « bon camarade » Lartet avec qui il révise ses examens de droit, fils de médecin<sup>97</sup>. Preuve de son intégration réussie parmi ces élites locales, il apprend qu'il fait figure de gendre idéal pour la famille Delarue qui « est avec les Robbe et les Thoumyre une des premières ici »<sup>98</sup>. On peut cependant noter qu'il fuit ceux dont l'attitude lui paraît trop « provinciale »<sup>99</sup> et qu'il semble surtout chercher la compagnie et l'amitié de ceux qui quittent Dieppe pour Paris<sup>100</sup> : il voit notamment un certain Mayer comme son possible « introducteur dans le monde étudiant »<sup>101</sup>. Au moment de quitter Dieppe pour Rouen, il n'a aucun regret car « rien ne m'y attachait plus : tous mes camarades en sont partis ou à peu près », mais il note que, pour faire carrière, « il faudra revoir ici tous mes riches anciens camarades : et Lormier, fils de notre futur sénateur, et les Lerebourg, les Leclerc Arsive, lancés dans la grosse filature, Langrenue Delarue dans la grande culture, etc. »<sup>102</sup>.

On trouve aussi, en particulier chez la mère de Pierre Quesnay, un discours correspondant à l'idéologie moralisatrice imprégnant encore la bourgeoisie provinciale d'avant 1914. Ainsi le 30 janvier 1913, Pierre se voit infliger, à propos de son souhait d'aller poursuivre ses études à Paris,

---

<sup>96</sup> Le 19 janvier 1913 C.P.Q. f. Fr. Q. En effet selon Jean-Pierre CHALINE *Les dynasties normandes* Paris, Perrin, 2009 p.371, c'est une « famille ancienne de négociants locaux, importateurs de charbon anglais, dont un des descendants Robert (1883-1947) sera député et même quelque temps ministre ».

<sup>97</sup> Le 8 juillet 1913, C.P.Q. F. Fr. Q.

<sup>98</sup> Le 29 mars 1913, C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>99</sup> Le 31 janvier 1913 : « en rentrant j'ai rencontré Effosse toujours aussi railleur et hypocrite. Quel détestable type de provincial et comme toutes les actions sont défigurées, devenues désagréables après que sa bouche les a racontées. [...] Tous petits riens qui arrosés de fiel deviennent des montagnes ! » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>100</sup> Ainsi le 25 mars 1913 est « une journée idéale, intellectuelle, gaie, brillante et profitable » car « je m'enthousiasme pour la conversation de [Joseph] Casanova » « quel compagnon gai enjoué, spirituel ! Demain il sera rentré à l'X. je me souviens que je l'ai vu pour le 1<sup>er</sup> bachot à Rouen : déjà nous avons sympathisé et causé comme deux pies. Mais aujourd'hui ! Des journées comme aujourd'hui compte dans le gosier d'un homme ». C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>101</sup> Le 3 septembre 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>102</sup> Bilan du mois de septembre 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

une leçon de morale maternelle parfaitement conforme aux canons dominants, en particulier ceux se défiant absolument des « menaces du corps » en particulier « le désir »<sup>103</sup> : « Maman a repris, aujourd'hui ses diatribes contre mon amour du plaisir, contre l'attrait qu'exercerait sur moi la vie de débauche. Avec l'éternel refrain : "ah, non, tu peux compter que tu n'iras pas seul à Paris : faire la noce tel est ton but, mais le travail sérieux, réfléchi, non" ». Ce sont les mêmes inquiétudes que Quesnay surprend, à l'occasion de son 17<sup>e</sup> anniversaire, dans le regard de sa mère, pour qui il est devenu « trop homme à son goût »<sup>104</sup>. Non seulement elles sont, d'après lui, à l'origine de son caractère réservé<sup>105</sup>, mais il pense aussi qu'elles ont aussi freiné son ouverture culturelle en l'empêchant de lire un certain nombre d'œuvres : c'est ce qu'il reproche clairement à sa mère dans une lettre du 13 mai 1914<sup>106</sup> : « n'est-ce pas un peu de ta faute si je n'ai jamais lu *Notre-Dame de Paris*, ni aucune œuvre de Flaubert, de Zola ou de Maupassant ? Ce sont là, dis-tu œuvres immorales. Cela est bien possible mais en voulant rendre service à une jeune âme, tu as fait bien du tort à un jeune esprit » donc il se plaint du sentiment d'une « infériorité intellectuelle manifeste », qu'il ressent depuis qu'il est à Paris, donc « j'en suis réduit à ruser, à faire "comme si j'avais lu" tout en me demandant en moi-même "quand je pourrai lire" », alors que « malgré tous les petits préjugés que l'on peut avoir, un chef d'œuvre n'est jamais immoral ». De manière assez cruelle, lorsque il ressent trop fortement « les éreintements formidables de mes prétendues chimères, [qu']on coupe les ailes à mes rêves d'avenir », Quesnay parle

---

<sup>103</sup> Alain CORBIN « le secret de l'Individu » dans Philippe ARIES Georges DUBY (dir.) *Histoire de la vie privée op. cit.* p.402 et 411.

<sup>104</sup> C.P.Q. f. Fr. Q.12 octobre 1913.

<sup>105</sup> « C'est le fruit de l'éducation maternelle. J'ai toujours été tenu en laisse » C.P.Q. f. Fr. Q., le 7 mai 1913.

<sup>106</sup> Pierre Quesnay à ses parents 13 mai 1914, f. Fr. Q.

cruellement de sa mère et de sa grand-mère comme « le milieu pot-au-feu » trop « terre-à-terre et pratique (ah ce mot) »<sup>107</sup>.

**Un « bon sujet »<sup>108</sup>.**

*Un élève brillant.*

Les critiques et les attaques maternelles atteignent d'autant plus cruellement Quesnay qu'il présente toutes les caractéristiques du « bon sujet », pour reprendre le mot si juste de Jean Bouvier<sup>109</sup>. Son premier baccalauréat, obtenu avec mention assez bien en juillet 1912, est le couronnement d'études menées de la onzième à la sixième à l'institut Join Lambert de Rouen<sup>110</sup> puis de la cinquième à la classe de philosophie au collège de Dieppe<sup>111</sup> : d'une certaine manière, son passage par le lycée est représentatif de la très relative « démocratisation de la culture au sein de la bourgeoisie, avec l'accès des nouvelles classes moyennes à un niveau culturel jusque-là réservé aux notables »<sup>112</sup>. Il a collectionné au

---

<sup>107</sup> C.P.Q. f. Fr. Q. le 12 mai 1913. A noter qu'une semaine plus tard, lu par sa mère, ce passage provoquera une scène assez violente entre celle-ci et son fils.

<sup>108</sup> Formule de Jean BOUVIER dans « Quatre décideurs monétaires publics en 1926-1928 », dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, seizième série, n°7, 1985, p.27.

<sup>109</sup> « Quatre décideurs monétaires publics en 1926-1928 » in *Bulletin de Société d'histoire moderne et contemporaine*, seizième série, n°27, 1985, p.27.

<sup>110</sup> Quelques années plus tard, retrouvant à l'occasion d'un déménagement son premier livre de lecture, Quesnay évoque avec nostalgie « l'Histoire Sainte avec ses lettres énormes au début du livre, fines à la fin. C'est dans ce livre, que, la première heure de mon arrivée à Join Lambert, j'ai fait mon premier devoir, reproduire tant bien que mal la première phrase du manuel : "au commencement, Dieu créa le ciel et la terre" ! Je retrouve encore sur la page la trace jaune de mes doigts, preuve de mon application ». Un peu plus loin, il se souvient de « l'oreille d'âne que l'on m'avait mise pour avoir interrompu sœur Alfred causant à une autre sœur, afin de lui dire que j'avais oublié de coller les lettres. C'était injuste, je criai si fort que l'on dut me l'enlever » le 25 septembre 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>111</sup> D'après la mention portée par Pierre Quesnay sur l'enveloppe du collège de Dieppe contenant les résultats du baccalauréat « enveloppe qui contient le diplôme résumé de 12 ans de travail » f. Fr. Q.

<sup>112</sup> Francis DÉMIER *La France du XIX<sup>e</sup> siècle op. cit.* p.442.



cours de sa scolarité de nombreux premiers prix<sup>113</sup>, pas moins de neuf pour la dernière année, auxquels il faut ajouter deux deuxièmes prix<sup>114</sup>. Même s'il note le 4 janvier 1912 « rien d'intéressant particulièrement monotone comme tant d'autres de notre pauvre vie de potaches », on sent chez lui un réel goût pour l'étude<sup>115</sup> : il se livre souvent à « un travail forcené »<sup>116</sup> pendant de « longues soirées de travail où le coup de collier est de rigueur »<sup>117</sup>, qui l'oblige même parfois à négliger son carnet<sup>118</sup>. Assez classiquement<sup>119</sup>, ce travail est largement un travail de recopiage et de mémorisation : ainsi à propos de la composition de physique de février 1912, déjà évoquée, il organise son travail de la manière suivante le 9 février : « plus de 100 pages de physique à recopier pour vendredi prochain : voilà qui m'assure du travail. Ce soir encore j'ai recopié de la physique. Je suis condamné à cela jusqu'à mardi, afin de pouvoir apprendre du mardi au vendredi » ; de même le 5 mars 1912, c'est à propos des sciences naturelles qu'il écrit « j'ai abandonné mon travail de recopiage [...] et je me suis mis à apprendre directement ». Mais parfois l'actualité est mise en perspective et discutée en cours, notamment en anglais : le 2 mars 1912 « en anglais nous avons causé de la grève des

---

<sup>113</sup> D'après ses bulletins scolaires de 1900 à 1905 à l'institut Join-Lambert de Rouen, il est six fois premier, une fois deuxième et une fois quatrième ; les relevés de 1906 à 1910 au collège de Dieppe révèlent qu'il est toujours inscrit au tableau d'honneur et toujours au maximum de ce qui est possible.

<sup>114</sup> C.P.Q. f. Fr. Q.30 juillet 1912.

<sup>115</sup> Il note ainsi le 10 février 1912 « ce matin quatre heures fort intéressantes comme à l'ordinaire ! » (carnet Pierre Quesnay, fonds Fr. Quesnay) avec en particulier en cours d'anglais une discussion sur le système électoral britannique.

<sup>116</sup> C.P.Q. f. Fr. Q.19 janvier 1912. Le dimanche 11 février 1912, c'est « physique jusqu'à la messe. Physique chez grand-mère après déjeuner, physique jusqu'à la promenade, physique après le dîner ».

<sup>117</sup> C.P.Q.f.Fr. Q. 11 juillet 1913.

<sup>118</sup> « Deux mots seulement car je suis absorbé dans la préparation de ma composition de mathématiques et cosmographie » 30 janvier 1912. C.P.Q. f. Fr. Q. Le 1<sup>er</sup> février, il fait le « résumé de toute ma journée de résumés ».

<sup>119</sup> C'est encore la période pendant laquelle « la bataille du raisonnement contre la rhétorique, de la critique et du plan contre le style la dissertation et la version, celle de l'expérimentation contre la souveraineté du latin et du grec sont loin d'être gagnées et même clairement engagées » selon Jean-Pierre RIOUX dans *Le temps des masses Histoire culturelle de la France* Paris, Seuil, 1997 t.4 « le temps des masses » p.34.

mineurs qui s'étend actuellement à 1 million d'individus. [...] C'est un désastre national »<sup>120</sup>. On peut souligner la diversité des matières étudiées. Au-delà des effets de la qualité aléatoire de ses professeurs<sup>121</sup>, Quesnay semble particulièrement intéressé par le cours de philosophie, dont il précise presque systématiquement le thème, ce qui renvoie au portrait type du lycéen d'alors, réussissant grâce à « une culture héritée de l'environnement familial, le goût de l'abstraction, l'art de parler et d'écrire »<sup>122</sup>.

Une des autres clés des succès scolaires de Quesnay est sans doute à trouver du côté de son appétit boulimique de lectures. On en connaît déjà grâce aux reproches qu'il adressera à sa mère, les limites - sa méconnaissance de Flaubert Maupassant et Zola - mais il faut souligner, par ailleurs, combien est vaste le champ de ses lectures et quasi quotidien le relevé des nouvelles œuvres que, littéralement, il dévore. On distingue d'abord, dans cette profusion, un solide socle classique, avec en particulier un goût certain pour l'œuvre de Victor Hugo<sup>123</sup>. S'il note, à propos de *Le roi s'amuse* (reçu pour les étrennes), « la pièce m'a intéressé mais point ému ni séduit »<sup>124</sup>, il est enthousiasmé par *Les Misérables* : il écrit « monstrueux énorme, mais sublime et merveilleux » « ce roman ouvre tant d'horizons qu'on lui pardonne tout », dans la préface Hugo « résume bien les trois plaies de la société actuelle [...] augmentées par la misère des usines, le socialisme mal compris, rendant les patrons plus durs parce que plus menacés "dégradation de l'homme par le prolétariat, déchéance de la femme par la faim" sinon depuis que

---

<sup>120</sup> Le 13 janvier il semblait plutôt avoir été question de la vie politique française. C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>121</sup> Ainsi à propos du cours d'histoire, le 26 février 1912, il note « le cours avance, mais pas en intérêt. Pauvre père Cury ! et surtout pauvres élèves ! ». De même le 11 juillet 1913, quand, tout frais bachelier, il fait le bilan de ses années de collège, « fini le collège, finies les longues heures d'ennui en histoire ou en mathématiques ». C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>122</sup> Francis DÉMIER *La France du XIX<sup>e</sup> siècle op. cit.* p.442

<sup>123</sup> Le 17 janvier 1912 il lit *la Légende des Siècles* C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>124</sup> Le 6 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

l'école est obligatoire "atrophie de l'enfant par la nuit" »<sup>125</sup>. On le voit aussi, pendant l'été apprendre des vers du poète, sans préciser de quelle œuvre ils sont extraits, après avoir assisté à une récitation publique<sup>126</sup>, ou commencer *Quatre Vingt Treize*<sup>127</sup>. A l'enthousiasme « social » provoqué par l'œuvre maîtresse d'Hugo, répond l'enthousiasme générationnel créé par *Les confessions d'un enfant du siècle* de Musset<sup>128</sup>. Parmi les classiques, il lit aussi « l'étonnante *Iliade*, traduction Leconte de l'Isle. Quelle majesté, quelle noblesse, quelle barbarie ! J'erre dans le *Cinq-Mars* de Vigny » le même jour<sup>129</sup>. Il parcourt aussi le *Delphine* de Madame de Staël<sup>130</sup>. Il assiste à la représentation de l'adaptation théâtrale de *Thérèse Raquin*, sans doute celle réalisée par Zola lui-même<sup>131</sup>. C'est aussi parmi les auteurs classiques qu'il faut chercher ses lectures philosophiques : à propos de Descartes il note « quel style et quels idées ! Descartes est un très grand génie »<sup>132</sup>. Peut-être peut-on voir dans les critiques contre Kant dont il parcourt la *Critique de la Raison pure* – « "le doctor Kant" aussi – plus peut-être même – aride que génial »<sup>133</sup>, une critique contre « l'esprit allemand » assez commune pendant la période. Il lit aussi Amiel « ce philosophe

---

<sup>125</sup> Le 13 février 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>126</sup> Le 23 juillet 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>127</sup> Le 8 octobre 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>128</sup> « Je lis *La confession* [sic.] *d'un enfant du siècle* de Musset. Je m'y lance à corps perdu... cette lecture m'ouvre des horizons nouveaux : je sympathise avec le personnage du poète, et bien que ne m'étant jamais trouvé dans des situations analogues aux siennes, je sens que ses sentiments sont ceux que j'aurais en semblables circonstances [...] comme on se sent à la lecture [de telles pages] en droit de crier : "vive l'amour, vive la jeunesse" » le 12 janvier 1913. C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>129</sup> Le 14 mai 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>130</sup> Le 8 mai 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>131</sup> Le 13 mars 1913 C.P.Q. f. Fr. Q. Curieusement, alors que Zola semble figurer sur la liste des ouvrages interdits par sa mère, « les recommandations maternelles » ce soir-là ne concernent que sa santé.

<sup>132</sup> Le 21 octobre 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>133</sup> Le 27 octobre 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

genevois »<sup>134</sup> : la dédicace de son carnet de 1913 est une citation de cet auteur à la tonalité très « programmatique pour jeune âme ambitieuse »<sup>135</sup>, même s'il avait noté quelques mois auparavant « qu'il est émouvant ce philosophe, gêné par les idées, amoureux en toutes choses de l'idéal, et par là-même voué au silence au célibat et à l'inaction »<sup>136</sup>. Même quand il lit des auteurs contemporains ou quasi-contemporains, Quesnay semble surtout attiré par ceux tels José Maria de Heredia<sup>137</sup> ou encore Anatole France<sup>138</sup>, qu'il faut plutôt classer « du côté de l'ancien »<sup>139</sup>. On peut aussi ranger, dans cette catégorie, *Quo Vadis* qu'il lit en mars 1913. De même, il classe Eugène-Melchior de Vögué « parmi mes auteurs favoris »<sup>140</sup> notamment après avoir lu son *Jean d'Agrève*. On peut aussi remarquer la critique assez aigüe qu'il fait de l'ouvrage de Colette Yver, *Comment partent les reines*, « un ouvrage politique écrit par une femme et manquant joliment d'énergie »<sup>141</sup>. A côté de ces auteurs sérieux, il ne dédaigne pas des ouvrages plus distrayant tels ceux de Conan Doyle<sup>142</sup> ou le *Chéri Bibi* de Gaston Leroux, à propos duquel il note « le roman

---

<sup>134</sup> Le 16 juillet 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>135</sup> « Montre ce qui est en toi ! C'est le moment ! C'est l'heure ou retombe dans le néant ! Tu as la parole ! A ton tour ! Fournis ta mesure, dis ton mot, révèle ta nullité ou ta capacité. Sors de l'ombre : il ne s'agit plus de promettre. Le temps de l'apprentissage est terminé. Serviteur, montre-nous ce que tu as fait de ton talent. Parle à présent ou tais-toi à jamais ! » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>136</sup> Le 12 juillet 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>137</sup> Le 4 janvier 1912 il reçoit *Les Trophées* « ravi enchanté ! Je ne puis m'empêché de relire immédiatement avec un plaisir nouveau quelques-uns des bijoux du grand maître. Les vers ont toujours eu sur moi beaucoup d'influence. Qu'ils m'enflamment d'ardeur ou me rendent mélancoliques, ils me captivent quand je commence à les lire, je ne puis plus m'arrêter » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>138</sup> Il achète *Jocaste et le chat maigre* le 11 juillet 1912. Son goût pour cet auteur ne semble pas se démentir ensuite : le 15 octobre 1924, il note dans son carnet « Anatole France est mort », dont il achète cette année-là trois autres livres.

<sup>139</sup> Christophe PROCHASSON *Les années électriques. 1880-1910*. Paris, La Découverte, 1991, p.26.

<sup>140</sup> Le 29 septembre 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>141</sup> Le 30 septembre 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>142</sup> Le 24 février 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

populaire est une bonne œuvre »<sup>143</sup>. Il « consomme » également de nombreux feuilletons<sup>144</sup>, y trouvant ici une « superbe [...] analyse psychologique »<sup>145</sup>, mais là « trop de crudités »<sup>146</sup>.

*De hautes ambitions.*

En quelque sorte à la confluence de ce prometteur parcours scolaire et de ces goûts littéraires très classiques, il n'est pas étonnant de trouver les ambitions du jeune Pierre très conformes à son milieu et à ses goûts. La première moitié de l'année 1912 est marquée dans la famille Quesnay par le choix à faire pour la suite des études de l'aîné : même si la mère rêve des « Grandes Ecoles et les magnifiques situations qu'elles peuvent offrir »<sup>147</sup>, le choix se situera dans un périmètre plus limité, entre le droit et la médecine, en quelque sorte davantage dans la continuité de l'ascension paternelle (toujours parmi les « couches nouvelles » mais du salariat à la profession libérale) et des études « modernes » poursuivies. Assez rapidement, Pierre Quesnay est convaincu qu'il doit faire du droit. Il reçoit des conseils en ce sens de la part de ses anciens professeurs<sup>148</sup>. Parmi les difficultés de cette voie<sup>149</sup>, « la question fortune est là »<sup>150</sup> pour lui qui rêve parfois du « gros lot de 1 million »<sup>151</sup> : il semble penser qu'en faisant ce choix « j'en suis réduit à l'attente du “beau mariage” »<sup>152</sup> ;

---

<sup>143</sup> Le 6 avril 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>144</sup> A propos d'*Esther* d'Adolphe Darvant le 26 juillet 1912. C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>145</sup> Le 1<sup>er</sup> avril 1912 « je suis un feuilleton superbe comme analyse psychologique : *Le Glaive et le bandeau* d'Edouard Rod » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>146</sup> Le 25 juillet 1912, il lit alors *le Revenant* de Gérard Harry.

<sup>147</sup> Le 28 septembre 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>148</sup> Ainsi le 8 janvier 1912, il reçoit une lettre de son ancien professeur de rhétorique, M. Genêt, qui lui conseille vivement le droit au moins jusqu'à l'agrégation plutôt que la médecine. C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>149</sup> Il souligne, le 18 janvier 1912, la nécessité d'une « forte santé » pour préparer l'agrégation. C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>150</sup> Le 23 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>151</sup> Le 29 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>152</sup> Le 23 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q. On retrouve e mélange des sentiments et de l'argent, quelques mois plus tard, le 18 octobre 1912, quand, à propos d'une « petite

mais il affirme ailleurs qu'elle offre des situations « plus lucratives, du moins plus belles et plus honorifiques » honneurs que sa mère lui reproche de trop aimer, ce qu'il reconnaît, mais dit ne pouvoir se corriger<sup>153</sup>. En effet il semble être à la recherche autant d'une confortable situation économique que d'une reconnaissance et d'une visibilité sociale forte. C'est notamment ce qui transparaît du projet de carrière qu'il dresse le 12 janvier 1912

« 1912-1913 (17 ans) à Rouen : 1<sup>er</sup> bachot de Droit

Octobre 1913 à Paris, entrée à Faculté de Droit pour 2<sup>e</sup> bachot [et à] Ecole des Sciences politiques

Juillet 1915 (19 ans) verrait licence en Droit [et] diplôme Ecole Sciences P. Section économique & sociale

Juillet 1916 (20 ans) Doctorat en Droit Section Economique et Sociale

Alors 4 ans d'essais 1916-1917 1917-1918 1918-1919 1919-1920 (24 ans) pour l'agrégation de droit auquel cas on débute à 7000 F., on a des chances d'être membre de l'Institut, conférencier peut-être même député, avec, en plus, une chaire à l'Ecole des Sciences Politiques. En cas d'échec probable, la Cour des Comptes ouvre une belle carrière (2000 – 3200 – 8000 – 12000) mais carrière politique : le Conseil d'Etat est moins rapide (2000 – 4000 – 8000) »<sup>154</sup>. On le verra ultérieurement ajuster ce tableau de marche hypothétique, en fonction de l'actualité (par exemple la loi des trois ans) et des rencontres qu'il peut faire<sup>155</sup> et aussi, le remettre en cause au moment de passer à l'action<sup>156</sup>.

---

Laure » qu'il se promet de ne pas perdre de vue, Pierre Quesnay écrit qu'elle serait, « si j'étais riche [...] une petite femme idéale ».

<sup>153</sup> Le 10 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>154</sup> C.P.Q. f. Fr. Q. On retrouve pratiquement le même schéma le 26 janvier 1912.

<sup>155</sup> Ainsi il note le 16 octobre 1913 « j'ai même combiné un plan nouveau qui me permettrait en demandant un sursis d'avoir un an avant le service militaire : licence Philo (1914), Diplôme Ecole S[ciences] P[olitiques] (1914-1915), un doctorat en Droit (1916) un poste de Secrétaire d'avocat grâce à Ricard (1915-1916). Ce serait là le gros avantage. Durant mes 3 ans de service, j'entreprendrais mes relations politiques universitaires et du barreau pour passer mon 2<sup>e</sup> doctorat et à la sortie du service travailler pour l'agrégation en même temps que reprendre mon poste de secrétaire. Je

Au-delà de la plus grande sécurité matérielle que semblent offrir les études de droit<sup>157</sup> car « en médecine il faut la clientèle et c'est peut-être là encore gain et profit plus aléatoires »<sup>158</sup>, Quesnay les voit aussi comme le tremplin possible vers des horizons qui l'attirent davantage, ceux qui permettent « une vie mondaine délicate intelligente » comme la carrière de professeur « lundi mardi mercredi [en province], député habitant à Paris le reste de la semaine »<sup>159</sup>. En effet, le jeune Quesnay se rêve un destin lui permettant d'atteindre les sommets de la « république des avocats »<sup>160</sup> : quand il essaie de dresser un tableau le plus complet possible des députés par département, c'est en « rêvant des débuts de nos avocats-hommes politiques »<sup>161</sup>. Dans ce cadre, le parcours de Raymond Poincaré, couronné par son élection à la présidence de la République, est un modèle pleinement assumé dont il veut s'inspirer : le lendemain de son élection, à la lecture des journaux faisant le portrait du nouveau président, il note : « que de fibres cette lecture fait tressaillir dans mon fond d'ambition. Je jure ce tout ce que j'ai de plus sacré d'imiter point par point la conduite de cet homme. Bien des traits, en effet, dans l'enfance nous sont communs. Au succès du collège de Bar-Le-Duc correspondaient les miens au collège de Dieppe : dissertation française,

---

m'installerais alors avocat quand je serais agrégé vers 21 ans. Un tel plan m'avait séduit et j'ai vécu toute la matinée sur cet emballement, m'enivrant même de la formidable somme de travail à fournir dans ces conditions » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>156</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 1913, il note : « veulerie : j'ai peur, voilà il est le mot ! Ah il est joli d'envisager l'avenir de loin, de dessiner de jolis plans, de construire de ravissantes échelles que l'on aura plus qu'à gravir : oui, mais quand le moment est arrivé, les plans sont trop lourds, l'échelle trop légère et trop haute et tout vous écrase : malédiction ». C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>157</sup> « La situation d'agrégé vaut, en effet, la peine d'être envisagé et la chance d'être atteinte ; d'autant plus qu'on est toujours couvert en cas d'échec par les situations de la Cour des Comptes et du Conseil d'Etat. L'examen d'entrée n'est guère difficile et les branches ouvertes sont nombreuses. Je n'en veux pour preuve que la liste des membres du corps enseignant de l'Ecole des Sciences P. » 15 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>158</sup> Le 21 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>159</sup> Le 17 mai 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>160</sup> Gilles LE BÉGUEC *La république des avocats*, Paris, Armand Colin, 2003.

<sup>161</sup> 25 janvier 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

histoire naturelle... Stage chez un avoué, étudiant en droit, étudiant ès lettres. [...] Doctorat en droit. Débuts au barreau. La politique le tente. Entre à 26 ans comme chef de cabinet d'un ministre de l'agriculture, se fait nommer conseiller général, député. Discret, pourtant s'impose à la Chambre A 33 ans ministre. [...] Reprend le collier il y a un an à peine à la chute de Caillaux et décroche la couronne !... Vie magnifique, comme il est impossible d'en rêver. Sa mère qui lui fit réciter ses leçons y assiste radieuse à son succès »<sup>162</sup>. Dans la description du parcours de Poincaré, Quesnay utilise des expressions dont il use pour décrire son propre quotidien comme le curieux « reprend le collier » et on peut remarquer aussi des motifs d'ordre psychologique qui correspondent à l'image que Pierre a de lui-même, tels la forte présence maternelle ou la discrétion supposée de son héros. D'ailleurs « la similitude du début de nos vie à mon modèle et à moi, n'a échappé ici à personne. Papa disait à maman au déjeuner : “toi aussi, tu verras peut-être ton fils couvert de gloire. Pourquoi ne serait-il pas député et avocat si ces maîtres lui reconnaissent du talent. Sans arriver tout à fait aussi haut il peut faire un ministre notre Pierrot !...” Et fait étonnant, maman ne se récrimine pas. [...] Quant à moi, la lecture de la biographie de l' élu m'a édifié. Certes, je n'ose rêver les cimes, mais j'espère les crêtes des coteaux : je prends l'engagement formel de travailler pour arriver, et être, sinon le premier magistrat de la République, du moins quelqu'un ! Allons prenons notre tâche à cœur. Vive Poincaré et en avant ! ». Pour pouvoir s'engager dans la voie tracée par son idole<sup>163</sup>, Quesnay va, d'une part, porter grande attention à ce qui concerne l'Ecole des Sciences Politiques qu'il veut intégrer : il remarque, dans la presse, les échos d'un scandale de favoritisme desservant l'école<sup>164</sup>, il note que Daniel Zolla sera « sans doute un de mes futurs

---

<sup>162</sup> 18 janvier 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>163</sup> On peut, en effet, noter dans les passages cités, les formules à connotation religieuse : Poincaré est « l' élu » coiffé d'une couronne, dont la biographie a « édifié » Quesnay.

<sup>164</sup> « Il y avait aujourd'hui dans le *Journal de Rouen*, un article sur le favoritisme et touchant indirectement l'ESP. Il se plaignait de son impuissance, assurant que nombre



maître. Professeur à l'école nationale de Grignon, il est à l'école des sciences politiques l'homme qui traite si éminemment les question agricoles du point de vue économique»<sup>165</sup> quand il assiste à sa conférence sur madame de Sévigné<sup>166</sup>. D'autre part, comme Poincaré il commence à se familiariser avec le monde de la basoche en assistant à des audiences<sup>167</sup> et surtout en effectuant un stage comme «clerc amateur» chez un clerc de notaire de Dieppe, André Dumouchel, à partir d'octobre 1912, «première rencontre du moi avec la vie»<sup>168</sup>. On peut aussi considérer que la visite que Quesnay fait à l'ancien maire de Rouen, Louis Ricard (1839-1921)<sup>169</sup>, fait partie de cette stratégie d'ascension sociale, même s'il ne débouche pas immédiatement, puisque le vieil homme lui demande de revenir quand il sera licencié «pour m'intéresser à vous»: «si, dans deux ans, il vit encore, je devrai saisir l'occasion et ne pas hésiter à me faire agréer tout de suite grâce à lui comme secrétaire par un Millerand ou un Labori [?] [...] Deux ans et on est lancé»<sup>170</sup>.

---

de ses lauréats n'avaient pu se présenter aux concours d'Etat faute d'autorisation ministérielle» le 1<sup>er</sup> mars 1912. C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>165</sup> Lucette LE VAN-LEMESLE rappelle son échec lors de la nomination au CNAM en 1895 *Le Juste ou le Riche. L'enseignement de l'économie politique. 1815-1950*. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004, p.413.

<sup>166</sup> «Bien que n'ayant rien appris sur notre illustre femme de lettres, je suis revenu charmé de l'heure passée là-bas. Zolla possède en effet une voix prenante, un style élégant et souple, un art charmant des citations poétiques». 14 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>167</sup> Le 4 décembre 1912 «je rentre de l'audience (5H1/2) où j'ai passé mon après-midi» avec, au milieu des affaires de chasse et de braconnage, «un procès sensationnel. Notre étude défend un chauffeur d'auto accusé d'avoir écrasé un des petits ramasseurs de balle du golf» C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>168</sup> Le 25 septembre 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>169</sup> Cf. Jean-Pierre CHALINE et Anne-Marie SOHN (dir.) *Dictionnaire des parlementaires de Haute-Normandie sous la Troisième République 1871-1940*, Rouen, PUR, 2000, p.298-299 : Louis Ricard (1839-1921) est la «personnalité la plus marquante du Rouen républicain avant 1914 et l'un des rares représentants de la région à avoir acquis, en devenant deux fois ministre, une envergure nationale». Son action locale est marquée «non seulement par la mise en œuvre de la législation laïque [...] mais aussi par certaines initiatives sociales [pour] enraciner le régime dans les classes populaires». C'est un «riche avocat crédité d'un revenu annuel de 50000 F, domicilié [...] dans l'opulent hôtel particulier du 210 rue Beauvoisine».

<sup>170</sup> Le 30 septembre 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

## **Germes de modernité, ouverture au monde.**

### *Le goût pour les nouveautés technologiques.*

Comme pour ce qui est de ses projets scolaires et ses goûts littéraires, l'attention que Pierre Quesnay porte aux nouveautés techniques paraît assez conforme à son milieu et plus largement à son époque, celle d'« une société dans la modernité »<sup>171</sup>, celle où l'on découvre de nouvelles commodités telles l'ascenseur<sup>172</sup>, celle qui achève la transformation des centres urbains, comme Rouen où il note les importants travaux d'aménagement de la gare, c'est-à-dire dans le quartier de sa petite enfance<sup>173</sup>. Au quotidien, objet révélateur de l'aisance de la famille Quesnay et qui « avive le sentiment de l'importance de soi, démocratise le désir du constat social »<sup>174</sup>, l'appareil photographique semble être, pour Pierre Quesnay, un objet presque banal, y compris dans ses aspects les plus techniques<sup>175</sup> : il multiplie les clichés pour conserver les traces tant des événements marquants<sup>176</sup> que des portraits de ses proches. Il apprend à se servir également d'un autre instrument moderne, la machine à écrire<sup>177</sup>. Produit et de la position sociale de sa famille et des

---

<sup>171</sup> Formule empruntée à Vincent DUCLERT dans *1870-1914 La République imaginée* Paris, Belin, 2010, p.611.

<sup>172</sup> « Pour la première fois, je me risquai à prendre un ascenseur et je n'eus d'ailleurs aucun mal à en découvrir le fonctionnement » Pierre Quesnay à ses parents, le 11 mars 1914 f. Fr. Q.

<sup>173</sup> Le 11 février 1913 « Ciel ! Que les travaux avancent vite ! Pauvre jardin : une plaie énorme lui a rongé le flanc et sa terre par des centaines de wagons est portée à Sotteville où elle sert de remblais. Bientôt l'on va attaquer la Rue du Champ des Oiseaux, la couper pour les voies, y jeter un pont. Tout le quartier de mon enfance aura changé d'aspect ». C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>174</sup> Alain CORBIN « le secret de l'individu » p. 394 dans Philippe ARIES Georges DUBY (dir.) *Histoire de la vie privée... op. cit.*

<sup>175</sup> Ainsi le 22 février 1912, il crée système éclairage pour son cabinet noir où il développe lui-même ses photos. Il « développe » ses photos le 26 juin 1912.

<sup>176</sup> Il prend ainsi plusieurs clichés lors du grand prix automobile de Dieppe évoqué plus tard, les 25 et 26 juin 1912.

<sup>177</sup> Le 5 octobre 1912 : « j'apprends le clavier de la machine à écrire Remington » C.P.Q. f. Fr. Q.

« nouvelles libertés » conquises par la société de la « Belle Epoque »<sup>178</sup>, le temps libre est occupé par le jeune homme grâce à un nouveau loisir, le sport. Pratique corporelle à la marge du sport, qui, elle aussi, fait partie du bagage de tout jeune homme « bien éduqué », la danse « est vraiment une jolie chose »<sup>179</sup> pour Pierre qui note ses progrès après ses leçons. Il joue épisodiquement au tennis<sup>180</sup>, qui « atteste le persévérant attrait de l'élitisme »<sup>181</sup> comme l'escrime que Quesnay se met à pratiquer à la rentrée 1912, car il a assisté à une compétition, pendant l'été, pendant laquelle il a vu à l'œuvre « la *furia francese* »<sup>182</sup> formule qui renvoie au lien fort entre pratique sportive et préparation à la guerre dans l'immédiat avant-guerre<sup>183</sup>. En effet il est, peut-être encore plus que pratiquant, un spectateur assidu du spectacle sportif : « mes journées ont décidément chaque jour un caractère sportif : après l'aviation, la chasse, l'escrime, voilà venir l'hippisme » note-t-il quand il se rend pour la première fois sur un champ de courses<sup>184</sup>. « La Grande Fête d'Escrime », présidée par le député de la Meuse André Maginot l'a « enthousiasmé » dans « une salle [qui] était d'un sélect » tel que « c'était Paris et non Dieppe », et qui le renvoie à ses rêves de grandeur parisienne (« j'eus le désir hier soir

---

<sup>178</sup> Vincent DUCLERT 1870-1914 *La République imaginée op. cit.* p.662.

<sup>179</sup> Le 17 août 1912 C.P.Q. f.

<sup>180</sup> Ainsi pendant son séjour en Angleterre en 1909 (« j'ai joué au tennis avec Miss Nora » carte de Pierre Quesnay à ses parents le 23 juillet 1909 C.P.Q. f. Fr. Q.) ou en 1912 (le 31 juillet 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.). On peut noter que, dans une perspective traditionnelle à l'époque, parant l'activité sportive des vertus « hygiénistes, pédagogiques et morales » (Jean-Pierre RIOUX *Histoire culturelle de la France T.4 Le temps des masses op.cit.* p.109) et l'éloignant d'autres centres d'intérêt, madame Quesnay encourage son fils à pratiquer ce sport pendant son séjour en Angleterre de 1910 : « fais du tennis c'est un sport hygiénique et très élégant mais pas de "flirt" avec les jeunes filles. Garde ton corps et ton cœur pour des aspirations plus fortes et plus saines » ainsi que celui-ci lui rappelle sans doute malicieusement dans une de ses lettres (Pierre Quesnay à sa mère fonds Irène Quesnay 6 août 1910).

<sup>181</sup> Jean-Pierre RIOUX *Histoire culturelle de la France T.4 Le temps des masses op.cit.* p.110.

<sup>182</sup> Le 17 août 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>183</sup> cf. Patrick CLASTRES Paul DIETSCHY *Sport, société et culture en France* Paris, Hachette « Carré Histoire », 2006, p.63 et suiv.

<sup>184</sup> Le 22 août 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

d'être un de ces Parisiens élégants, un de ces prestigieux Maginot. Ah le rêve, l'espoir, l'avenir !! » ). C'est une autre ambiance, le 27 octobre 1912, quand il passe « une excellente après-midi » en assistant pour la première fois intégralement à un match de football : « je suis la partie avec grand intérêt. Le public est du reste passionné »<sup>185</sup> ; il assiste aussi au « grand match de Pâques [1913] sur la plage » avec « de grands moments d'émotion » notamment car « un frisson de patriotisme passe sur les trois mille personnes présentes » d'autant plus que l'équipe locale triomphe de leur adversaire britannique<sup>186</sup>. S'il ne peut assister au combat vedette, le 24 juin 1912, qui a vu la défaite de Georges Carpentier face à l'américain Klaus – dont le portrait fleure bon le nationalisme<sup>187</sup> – il suit le meeting de boxe de Dieppe, fin juin 1912. On peut noter que, de son aspiration à gagner la capitale, provoquée par le spectacle des assauts d'escrime, à la mise à distance de la « bestialité » du Nouveau Monde, le sport participe, pour Quesnay de l'élargissement de son regard sur le monde<sup>188</sup>.

Au moment où commence « le règne du mouvement »<sup>189</sup>, où les innovations techniques permettent une ouverture de l'horizon, Pierre Quesnay est particulièrement attentif à ces nouveaux engins permettant de s'affranchir plus aisément des distances tels les avions. Il ne se contente pas de se procurer un plan d'aéroplane auprès d'un de ses

---

<sup>185</sup> C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>186</sup> Le 24 mars 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>187</sup> Il le décrit à l'occasion de son entraînement public le 20 juin : « nous nous trouvons bien placé pour voir les essais de l'américain Klaus, l'adversaire de Carpentier pour le championnat du monde. Tête de brute sur un corps d'athlète [...] Nous admirons ses feintes sournoises tandis que l'œil mauvais, la bouche serrée, il fonce sur un ennemi imaginaire. [...] Impression de force brutale et de bestialité chez Klaus » Le 20 juin 1912 C.P.Q. f.

<sup>188</sup> Ainsi, le 17 août 1913, « père et moi nous sommes sur la plage pour voir jouer au base-ball, nouveau jeu américain » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>189</sup> Jean-Michel GAILLARD Antony ROWLEY *Histoire du continent européen* Paris, Le Seuil, 2001, p.191.

camarades<sup>190</sup>, mais il examine ici « avec grand intérêt moteur et leviers [d'] un biplan »<sup>191</sup> ou note là l'accident d'un pilote célèbre<sup>192</sup> ou encore la faillite d'un constructeur d'avion<sup>193</sup> mais aussi les records de distance régulièrement battus<sup>194</sup>; un peu plus tard, enfermé dans sa chambre d'étudiant parisien, en plein labeur acharné, il ne sortira pas pour assister au défilé militaire donné à l'occasion de la visite du roi d'Angleterre, mais passera le nez par la fenêtre pour admirer la parade aérienne<sup>195</sup>. Pour lui, l'aéroplane est le signe du « magnifique essor de la science »<sup>196</sup>. Autre nouvel élément de mobilité, l'automobile l'intéresse beaucoup : il va au salon de l'automobile à Paris<sup>197</sup>. Il assiste au grand prix automobile de Dieppe les 25 et 26 juin 1912, décorant pour l'occasion son carnet d'un magnifique dessin d'une Fiat, à l'encre rouge. Il se « donne à la

---

<sup>190</sup> Auteur inconnu à P. Quesnay le 21 novembre 1909 « je t'envoie, comme tu me l'as demandé, la manière de construire un moteur pour aéroplane ainsi que deux plans » avec force schémas à l'appui f. Fr. Q.

<sup>191</sup> Le 28 septembre 1912. Il ajoute : « j'ai même causé avec l'aviateur-constructeur, le sapeur Caudron, qui revient des manœuvres » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>192</sup> Le 30 avril 1912 : Védrines, le sympathique aviateur a fait hier une chute grave sur une voie de chemin de fer. Son appareil a capoté. La tête a porté sur un rail et il a été transporté sans connaissance à l'hôpital » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>193</sup> Le 6 août 1913 alors qu'il est surtout occupé par son installation, il note la faillite du constructeur d'avions Deperdussin (C.P.Q. f. Fr. Q), exemple de firme innovante dont le fondateur est un ingénieur "classique" selon Emmanuel CHADEAU dans « État, industrie, nation : la formation des technologies aéronautiques en France (1900-1950) » dans *Histoire, économie et société*, 1985, 4<sup>e</sup> année, n°2. pp. 275-300, p.283.

<sup>194</sup> Le 28 avril 1913 « record de distance en aéro battu par Guillaux : Biarritz-Hollande 1500km en une journée » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>195</sup> « Aujourd'hui, nous avions congé. Pas de cours en raison de la visite des souverains anglais. Pourtant je n'en ai pas profité et suis resté à turbiner. Droit civil ce matin, ma fenêtre toujours ouverte. A chaque instant, fanfares des régiments défilant sur le Boulevard Port Royal et cavalcade dans l'allée chacun courant les voir passer. Je sus pourtant travailler à ces sons guerriers. [...] Cet après-midi, la tentation était forte d'aller du côté de la revue. C'est paraît-il un spectacle sublime et unique. Je n'y fus point et le regrette un petit peu, mais ma fenêtre grande ouverte, je fis de l'Economie politique. Vers 4 heures, par hasard portant mes regards sur le grand coin de ciel bleu qu'encadre ma fenêtre, j'y vis sept mouches, toutes brillantes, là-haut là-haut, très haut : c'est une escadrille de biplans qui survolait Paris [...] oiseaux superbes et si haut [...]. 2 monoplans sont à nouveau passés égayant mon ciel et, pour eux, j'ai lâché un instant mon travail » Pierre Quesnay à ses parents 22 avril 1914 f. Fr. Q.

<sup>196</sup> Le 21 avril 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>197</sup> Le 16 décembre 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

course », regrettant que le public ne montre « pas d'entrain », alors que lui admire les pilotes véritables « acrobates » notamment au moment des ravitaillements, qui risquent sans cesse leur vie<sup>198</sup>. Dominant un « monstre d'acier »<sup>199</sup>, le pilote automobile semble, aux yeux de Quesnay, appartenir à une sorte d'aristocratie nouvelle, à la vie hors du commun<sup>200</sup>. Cet intérêt ne concerne pas que la pratique sportive mais peut aussi se manifester par le biais des faits divers, avec l'équipée de la bande à Bonnot « une bande de malfaiteurs volant des autos pour s'en servir à dévaliser les banques » qui ont notamment « volé une de Dion après avoir tué les deux chauffeurs »<sup>201</sup>. L'actualité, avec le naufrage du Titanic, permet de mesurer son goût croissant pour une autre innovation qui réduit les distances, la TSF : en effet, le 20 avril 1912 « on ne parle en ce moment que de l'accident terrible du Titanic qui vient d'engloutir 1650 personnes. [...] Heureusement que la TSF a permis au paquebot en voie de sombrer de lancer des messages au Carpathia voisin, qui, à force de vapeur, est arrivé sur les lieux du sinistre, plusieurs heures hélas après l'engloutissement du géant par 3000 mètres de fond »<sup>202</sup>. Lorsque cette innovation est installée au sein du salon familial, Quesnay s'extasie : « quelle merveilleuse invention » car « le voilà bien le journal idéal qui permet au Marocain de savoir ce qui se passe à Paris avant même que ne le sache le Parisien »<sup>203</sup>.

---

<sup>198</sup> « Une Grégoire voulant passer une Alcyon [...] verse : mécano et chauffeur, l'un est mort l'autre blessé » *idem*.

<sup>199</sup> *Idem*.

<sup>200</sup> Il note ainsi le 5 octobre 1912 « mort de Bruce Brown tué ainsi que son mécano ces jours ci en Amérique : éclatement d'un pneu qui a projeté les deux malheureux. Jacques [le frère de Pierre] dont l'américain qu'il avait vu longuement au circuit, était "le grand ami" a pleuré à cette nouvelle. Pauvre type dire qu'il était millionnaire et ne courait sur FIAT que pour son plaisir » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>201</sup> Le 26 mars 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>202</sup> Le 20 avril 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>203</sup> Le 3 octobre 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

*Entre ouverture sur le monde et ancrage local.*

Sans utiliser les moyens les plus modernes, il a lui-même une certaine pratique du voyage. D'une part il observe les voyageurs qui passent par le port de Dieppe, non seulement les Britanniques si proches<sup>204</sup>, mais aussi d'autres venant de plus loin tels un professeur danois venu assister à des cours dans un lycée français<sup>205</sup> ou ce village russe reconstitué sans que l'on sache vraiment pour quelle occasion<sup>206</sup>. Passent aussi parfois rendre visite à la famille Quesnay des amis rentrant de contrées lointaines, notamment la famille Delille venant de Constantinople<sup>207</sup>. D'autre part il a lui-même une expérience du voyage qui est sans doute plus riche que celle des jeunes gens de son époque. La profession de Louis Quesnay permet à sa famille à la fois d'accéder plus facilement au transport ferroviaire et ce avec le chef de famille qui bénéficie de congés. Ainsi en septembre 1912, ils partent découvrir le Massif Central, visitant curiosités naturelles sites historiques et manufactures réputées<sup>208</sup>. A partir du jugement négatif qu'il fait sur Aurillac – « sale patelin. Une préfecture de plus que nous connaissons

---

<sup>204</sup> Le 2 mars 1913, il voyage « en face d'un Anglais, type absolu du gentleman de 50 ans ». Le 1<sup>er</sup> mai 1913 c'est toujours dans le train « une très belle Anglaise, blonde comme un angelot » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>205</sup> « Nous avons en classe de Philosophie, la visite d'un Danois, professeur de littérature française, qui ayant terminé ses études, s'en venait, muni d'une bourse de 7000 F, perfectionner ses connaissances en notre langue » le 2 février 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>206</sup> « Notons qu'un village russe est ici depuis dimanche. 80 personnes en costume national. Installés chantier Thoumyre, avenue de l'Hospice, ils rétamant les casseroles. Pittoresque » le 20 janvier 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>207</sup> « Arrivée des Deville. Contrairement à l'année dernière, nos Turcs ont amené avec eux leur smala, 1 garçon et 3 filles, ne voulant pas les laisser à Constantinople par ces temps troublés [...] lui, représentant des mines d'Héraclée (Asie mineure) gros bonnet aux gros appointements [...] Et la conversation roule sur la guerre : M. Delille nous raconte les atrocités turques [...] sales gens, conclut-il en se souvenant des massacres d'Arméniens, il y a 10 ans où il avait eu l'occasion de sauver des victimes en jouant du pistolet » le 25 décembre 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>208</sup> On peut noter que les ouvrages les plus récents semblent avoir sa préférence : ainsi le 13 septembre 1912, alors que Saint-Flour qui « avait de loin un aspect grandiose avec son rocher dominé par les 2 tours de la cathédrale, perd à être de vue de près », le viaduc de Garabit est admiré « à haute voix » pendant qu'on le traverse. C.P.Q. f. Fr. Q.

mais une des plus laides »<sup>209</sup> - on peut supposer que ce voyage a eu des précédents, Pierre semblant tenir une comptabilité précise des préfectures visitées<sup>210</sup>. L'année précédente, la famille Quesnay est allée en Suisse, séjour qui est seulement mentionné dans le journal sans davantage de précision<sup>211</sup>. Par contre ses voyages estivaux en Angleterre, effectués seul, à partir de 1909<sup>212</sup>, ont donné lieu à une correspondance relativement importante. Envoyé dans la famille d'un pasteur dans le sud du pays<sup>213</sup>, il doit y perfectionner son anglais<sup>214</sup> pendant au moins deux semaines en 1909 et trois semaines en 1910. Dans les cartes postales et les lettres envoyées à sa mère, transparait évidemment l'étonnement de l'adolescent devant « ce drôle de pays » où il ne trouve pas de journaux le dimanche, où, plus finement, il observe que la piété dominicale, à l'inverse de la France, est davantage masculine que féminine<sup>215</sup>. De même, à l'occasion de l'exploit de Blériot, reliant les deux pays, la taquinerie prend le pas sur l'entente cordiale, avec le pasteur Price chez qui loge le jeune garçon<sup>216</sup>. Mais on peut aussi percevoir que, pour

---

<sup>209</sup> Le 12 septembre 1912 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>210</sup> Cette hypothèse est renforcée par la mention le 31 mars 1913, à propos du voyage présidentiel de Poincaré à Montpellier, de la visite de cette ville « il y a 4 ans, lors de notre grande randonnée par Lyon, Carcassonne, les Pyrénées, Bordeaux » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>211</sup> Ainsi le 13 juillet 1912 : « j'ai tiré ce matin, les photographies de notre voyage en Suisse de l'année dernière » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>212</sup> On ne dispose, pour l'instant que d'un seul document attestant d'un séjour pour l'année 1908, une carte postale datée seulement par son cachet postal.

<sup>213</sup> Il est près de Brighton le 12 août 1909, visite Pevensey « c'est là que débarqua Guillaume le Conquérant et c'est le premier château dont il s'empara » le 10 août 1910. f. Fr. Q.

<sup>214</sup> Il note ses progrès : le 30 juillet 1909 « je suis très content on comprend mon baragouinage et je saisis le sens de la conversation, généralement en tout cas », le 12 août 1909 « suis content de mon anglais tant écrit qu'oral » f. Fr. Q.

<sup>215</sup> « Ce matin, à la messe, chose fort édifiante, il y avait plus d'hommes que de femmes et tous étaient à genoux. Ce n'est pas comme en France » Pierre Quesnay à ses parents 25-26 juillet 1909, fonds Irène Quesnay.

<sup>216</sup> Pierre Quesnay à ses parents 25-26 juillet 1909, fonds Irène Quesnay : « j'ai lu tout à l'heure dans le journal anglais l'exploit de Blériot : traversée de la Manche en 35 minutes et je me suis réjoui de ce succès français, gaussant un peu Latham, rien que pour faire un peu enrager mes Anglais » et le 27 juillet 1909 : « je suis ravi du succès de



Quesnay, l'Angleterre est le lieu où il va avoir l'occasion de rencontrer des interlocuteurs venant d'horizons plus lointains, d'être ainsi en contact avec une autre forme de cette « première mondialisation » (Suzanne Berger) : s'il mentionne seulement, avec force stéréotypes, mais sans qu'on sache si il y a eu contact direct, que « près de nous habitent ici des Allemands et des Japonais, les premiers gros barbus, les autres, petits et jaunes »<sup>217</sup>, il a visité un établissement catholique voisin guidé par « un boy de l'Amérique (Equateur) ayant passé 5 ans en France et depuis un an en Angleterre. Ses parents sont maintenant à Paris où il va les rejoindre dans 8 jours. Il parle français sans accent »<sup>218</sup>. De même, il a pris le thé « chez une dame anglaise ayant longtemps vécu à Mexico et dont le salon est une merveille » où il n'y a « que des souvenirs d'Amérique » et « un jeune boy (un de ses amis) de mon âge », il croise ensuite le mari : « le monsieur est mexicain mais élevé en France depuis sa plus tendre enfance jusqu'à l'âge d'homme, il parle admirablement notre langue »<sup>219</sup>.

A cette ouverture sur l'étranger, par le biais des sports reflète de l'*anglomania* ambiante, ou par celui des séjours outre-Manche ouvrant même sur l'ultramarin, stimulée par les progrès techniques, fait contrepoids une activité qui ancre fortement Pierre Quesnay dans l'espace local : la chasse. Même s'il n'obtient le permis de chasse qu'en janvier 1913<sup>220</sup>, Pierre semble être littéralement obsédé<sup>221</sup> par cette

---

ce bon Blériot qui a battu Latham. Il n'en est pas de même de ce bon monsieur Price qui en excellent anglais qu'il est, en est furieux en riant. Comme il est très rieur, il essaie de plaisanter, disant que l'aéroplane était construit en Angleterre etc... Mais on voit qu'il rit jaune et les rieurs ne sont pas pour lui ».

<sup>217</sup> Pierre Quesnay à sa mère 8 août 1909 fond Irène Quesnay.

<sup>218</sup> Pierre Quesnay à sa grand-mère le 3 août 1910, fonds Irène Quesnay.

<sup>219</sup> Pierre Quesnay à sa mère 23 juillet 1909 f. Fr.Q.

<sup>220</sup> Il mentionne un refus de permis le 30 août 1912 (C.P.Q. f. Fr. Q.).

<sup>221</sup> Le 3 janvier 1912 c'est le cours de philosophie sur l'instinct qui l'amène à penser à la chasse. Le 25 août 1913, il note : « la chasse telle est maintenant notre pensée de tous les instants ». De même quelques pages du carnet sont ornées de dessins au caractère cynégétique évident (oiseaux...).

activité à laquelle il a semblé accompagner son père assez jeune<sup>222</sup> : alors qu'il dresse le bilan du mois de septembre 1913, qui a notamment vu la famille quitter Dieppe pour Rouen, l'événement majeur qu'il met en avant est la chasse définie comme « la reine des sports »<sup>223</sup>, pour laquelle les promenades constituent d'« excellents entraînements »<sup>224</sup>. Elle est parfois vécue comme une sorte d'apprentissage de la guerre, quand est décrite telle « manœuvre cynégétique des plus habiles », croquis à l'appui<sup>225</sup>. Moment particulier de la relation père-fils<sup>226</sup>, elle est aussi le lieu d'apprentissage de la virilité : activité dangereuse que craignent les femmes de la famille<sup>227</sup>, elle donne lieu à des plaisanteries « osées » quand « on mange rustiquement »<sup>228</sup> dans une compagnie uniquement masculine ; parmi les chasseurs, un tel a « une vie très... orageuse » car « tout Dieppe sait qu'il a une maîtresse en ville ; mais s'il possède un tempérament de Turc, cet homme !... »<sup>229</sup>. Elle est aussi le moyen de nouer ou d'entretenir des relations<sup>230</sup> y compris familiales<sup>231</sup> : ainsi le père Leroux, un lointain cousin, chez qui Quesnay père et fils chassent le 1<sup>er</sup> septembre 1913, « manifeste son enthousiasme pour “ses” parents.

---

<sup>222</sup> Le 26 août 1913 il note : « ah, pour moi cependant, la seule vraie chasse est là-bas, dans ces champs connues, que je parcours, chaque année avec papa, depuis plus de 10 ans » donc depuis 1903 au moins alors qu'il avait à peine 8 ans. C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>223</sup> Dans le « bilan septembre 1913 » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>224</sup> Le 20 août 1913. C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>225</sup> C.P.Q. f. Fr. Q. le 3 janvier 1912

<sup>226</sup> Le 2 septembre 1913, « cher papa ! Je ne puis dire combien il se montre bon camarade. On dirait maintenant que son seul plaisir est de me voir réussir à la chasse ». Déjà le 25 août, au moment de préparer la chasse et de repousser les « idées noires » maternelles, « nous conspirons tous deux actuellement à chaque minute, nous sommes complices et nous entendons joliment bien » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>227</sup> Le 20 août 1913, « Je chasserai. Maman, sans vouloir admettre aucune responsabilité laisse papa libre, et, malgré les objections de grand-mère, celui-ci m'équipe » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>228</sup> Le 26 janvier 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>229</sup> Le 30 mars 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>230</sup> Le 2 septembre 1913, ayant raté un lièvre, « Papa est mécontent : un si joli lièvre ! Juste ce qu'il eut souhaité pour envoyer à M. Durand, le chef des actions au permis » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>231</sup> Ainsi, le 30 août 1913, Pierre fait sa première ouverture chez des cousins d'Evreux.

Entre les perdreaux exquis et le lièvre délicieux, il déclara à papa qu'il le préfère à son beau-frère lui-même et que moi je réussirai tout plein bien, que je serai un de ces "bons voleurs qui s'enrichissent", avoué avocat ou notaire ». Devant tant de compliments, Louis Quesnay se met à rêver et « a l'intention de se montrer prévenant aimable envers le patron et la vieille bonne. " Si seulement il nous laissait de quoi faire l'ouverture et passer un mois dans une de ces petites maisons comme pied-à-terre" ». Plus globalement, elle apparaît aussi, sous sa plume, comme une société en miniature, dominée par les propriétaires fonciers tels ce « maire qui chasse sur ses réserves »<sup>232</sup>. Pierre Quesnay décrit avec une certaine précision la marqueterie complexe des petites propriétés traversées, dans lesquelles il faut demander l'accès<sup>233</sup>, formant de vivaces souvenirs l'année suivante<sup>234</sup>. Urbains parfaitement intégrés dans la société de leur temps<sup>235</sup>, les Quesnay père et fils semblent conserver par ce loisir un lien particulier avec le monde rural<sup>236</sup> : Pierre insiste notamment sur les

---

<sup>232</sup> Le 31 août 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>233</sup> Ainsi, le 2 septembre 1913, « nous nous rendons à Rouxmesnil, chez Harblé [ ? ], un cultivateur dont papa jadis chassa sur ses terres mais dont il n'a sollicité l'autorisation que cette année. C'est donc du nouveau. [...] Après avoir battu l'herbage à Delamare boucher dans la vallée, nous escaladons les pentes, sans rien y rencontrer » avant un peu plus tard dans la journée de gagner la « futaie du père Dubos » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>234</sup> « Les bois Lemaître, où j'allai chasser l'an dernier avec papa : dans ces taillis je revis ma journée de fermeture de chasse chez Ducoudert » 13 avril 1913 C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>235</sup> Il est notable que, pour se décrire à la veille de sa première ouverture, Quesnay se dépeint « équipé comme un Tartarin » utilisant une image issue de la culture livresque urbaine. Le lendemain, au moment de la « toilette d'ouverture », avec « panama ramené de Rouen et relevé crânement sur le front », il monte son fusil « comme Deibler monte sa machine au petit jour », autre projection d'un élément de la culture dominante urbaine dans l'univers de la chasse. De même, le 26 septembre 1913, on trouve un autre élément de modernité : « Papa me donne un journal "Le Chasseur français" où se trouvent croquis et indications sur la manière de chasser poils et plumes » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>236</sup> On peut noter que Pierre Quesnay ne cède que très rarement à la tentation de la pêche à la ligne « typiquement urbaine dans son goût pour le poisson blanc et les siestes intermittentes, si éloignée de certain activisme rural de la braconne à la main », ainsi que la qualifie Jean-Pierre RIOUX dans *Histoire culturelle de la France t.4 Le temps des masses op.cit.* p.103.

distances parcourues à la poursuite du gibier<sup>237</sup>. Parfois, avec lyrisme, il décrit le paysage bucolique qui l'entoure, immuable et rassurant, comme le 10 octobre 1913 : « dans la campagne environnante, 10 laboureurs aux chevaux blancs ou noirs brunissent un peu la terre, en la retournant fraîchement. La diversité des couleurs est fort jolie, le vert clair des colzas, sombre des betteraves, le brun des labours, le gris-jaunes des calumets [ ? ] font un superbe tapis aux tons harmonieux », il conclut un peu plus loin « je m'intéresse aux petits drames de la nature et je passe une bonne après-midi, bien que n'ayant pas vu un gibier à portée – un lièvre à 600 mètres du côté d'Offranville, m'intéressant plus que les lapins sous mes pieds »<sup>238</sup>. De même, le 2 septembre 1913, il note « oh le plaisir de l'affût, cachés sous les genets, guettant le pigeon qui revient des champs, puis le lapin qui sort de son trou. Je me suis vite laissé pénétrer par le charme de la campagne, enfoui dans les grandes herbes, j'étudiais les fourmis, les plantes, les insectes »<sup>239</sup>. Au-delà de la simple émotion esthétique, la chasse semble donc être un pôle fondamental dans l'univers de Pierre Quesnay, l'ancrant fortement dans une campagne normande si différente de Paris.

### **Les ambiguïtés politiques du jeune Quesnay.**

#### *Un ardent patriote.*

Au-delà de sa passion cynégétique, un autre élément fait contrepoids, dans l'esprit de Quesnay, à l'attrait qu'il ressent pour un monde de plus en plus ouvert, son très vif patriotisme. Celui-ci est largement à l'unisson des sentiments de ses enseignants et ses condisciples du lycée de Dieppe : son professeur d'histoire a « un bel accès de patriotisme pour

---

<sup>237</sup> Il constate, le 27 janvier 1913, lendemain de chasse, que « 12 kilomètres dans les bois et les labours fatiguent les jambes » comme le 14 septembre « 12 km, inutiles sous la chaleur ». Le 2 septembre, il note « 60 km en 4 jours ! » C.P.Q. f. Fr. Q.

<sup>238</sup> Le 10 octobre 1913. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>239</sup> Le 2 septembre 1913. C.P.Q. f.Fr.Q.

blâmer Giraud qui parlait inconsidérément des drapeaux »<sup>240</sup>. Parmi les lycéens, Quesnay note la présence d'un camelot du roi, qui aura l'honneur d'accueillir le sous-préfet en visite<sup>241</sup>. Plus globalement, son journal est parsemé d'indices<sup>242</sup> qui montrent combien il évolue dans une société qui, en 1911-1913 met la guerre « en vue » selon l'expression de René Girault<sup>243</sup>. D'une part, il voit, dans le contexte international, les prémises d'un conflit inévitable : le 5 octobre 1912, alors que va éclater la première guerre balkanique<sup>244</sup>, il s'interroge : « l'allumette balkanique qui semble à la veille de s'enflammer et d'allumer peut-être une guerre intra-européenne ? ». Il semble dans un premier temps désirer cette guerre : « la guerre n'est pas encore déclarée mais tout laisse croire qu'elle va l'être [...] j'avoue que j'attends avec impatience cette guerre, j'avoue encore que j'aimerais la voir s'étendre, y entrer Autriche contre Russie, Allemagne contre France. L'Angleterre en effet est derrière tout cela et j'ai l'idée que nous aurions des chances de ne pas être battus » (le 7 octobre 1912) ; mais sa résolution paraît moins nette ensuite<sup>245</sup>, puisqu'il soulignera les efforts de Poincaré pour le maintien de la paix<sup>246</sup>. D'autre part, le jeune homme est particulièrement sensible aux campagnes nationalistes lancées dans la presse qui peuvent rejoindre ses goûts « mécaniques » : « en ce moment souffle sur la France par l'organe

---

<sup>240</sup> Le 12 janvier 1912. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>241</sup> « Un élève a été désigné par le principal pour le discours, et c'est... Frédéric, ce bon Fuhr, qui "camelot du roi", souhaitera la bienvenue au premier magistrat dieppois de la République » le 14 février 1912. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>242</sup> C'est le 14 juillet 1912 le dessin dans la marge d'un drapeau tricolore, accompagné de la formule « quel enthousiasme ! Vraiment le patriotisme n'est pas mort » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>243</sup> René GIRAULT *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1871-1914*. Paris, Payot, 2004 p.396.

<sup>244</sup> Elle débute le 12 octobre 1912 d'après Jean-Jacques BECKER dans « Le "tonneau de poudre" des Balkans », p.182, dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre*, Paris, Bayard, 2004.

<sup>245</sup> Le 14 octobre 1912 « sortira-t-il de là une guerre européenne ? Crainte ou espoir ? » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>246</sup> Le 8 octobre 1912 « la paix semble moins menacée [...] grâce à l'énergie et la loyauté de Poincaré [...] Va-t-il falloir serrer [ ? ] les chassepots » C.P.Q. f.Fr.Q.

du *Matin* un souffle de patriotisme émotionnant : “notre avenir est dans l’air”. Telles sont les brochures que l’on distribue partout gratuitement, recueillant des millions pour doter la France de 5 à 6 milles avions. Vive la 4<sup>e</sup> armée !!! »<sup>247</sup>. De même, lors du retour des vacances de septembre 1912, il note que la famille traverse la « zone des [grandes] manœuvres » auxquelles assistent « Fallières, Millerand, Poincaré, Nicolas généralissime russe » donc « les gares fourmillent de militaires : on sent vibrer l’âme de la nation »<sup>248</sup>, devant cet épisode représentatif de « l’accélération des préparatifs militaires »<sup>249</sup>. Il participe aussi à des manifestations patriotiques comme la messe pour les combattants de 1870<sup>250</sup> ou les conférences de l’Alliance française consacrées à l’Alsace<sup>251</sup> dans une région où existe une importante communauté alsacienne ayant refusé l’annexion de 1871<sup>252</sup>. De même, il court voir « *Cœur de Française*, la pièce de l’Ambigu, qui jouée ces jours derniers à la frontière, Nancy, Lunéville, provoqua des incidents »<sup>253</sup>. De tels éléments, s’ils ne font pas de Quesnay un de ces « authentiques

---

<sup>247</sup> Le 27 février 1912. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>248</sup> Le 17 septembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q. On peut noter qu’il immortalise cet événement par l’achat de cartes postales « d’actualité » conservées dans le carnet.

<sup>249</sup> René GIRAULT *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1871-1914.op. cit.* p.398.

<sup>250</sup> Le 7 décembre 1912. A cette occasion il note : « couleurs d’actualité où des milliers d’hommes meurent chaque jour pour l’affranchissement et l’avenir d’une race ». C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>251</sup> « Excellente conférence de René Henry sur les Alsaciens. Toutes les fibres patriotiques ont vibré devant les faits exposés d’une façon précise, nette [...] : il a montré leur caractère, leur histoire, leurs relations toujours amicales avec l’Ouest même lors du Saint-Empire Germanique, leurs relations avec les Français lors de leur annexion à notre pays, leur façon d’être après 71 [...] ensuite des projections (caricatures de Hansi) » le 17 mars 1912. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>252</sup> Cf. Marcel BOIVIN « La presse de Seine-Inférieure et l’Allemagne à la veille de la première guerre mondiale » dans Johannes VANDENRATH (ed.), *1914 Les psychoses de guerre ?* Rouen, 1985, pp.167-180, p.167.

<sup>253</sup> Il précise un peu plus loin, à propos de cette œuvre d’Arthur Bernède, « comme l’on comprend bien que dans l’Est, de pareilles pièces surexcitent l’opinion. Un officier allemand étrayant une jeune fille française pour lui voler les plans : celle-ci se faisant espionne, jugée par un tribunal secret, enfermée, délivrée par son père (explosion du pont-levis), le traître allemand tué en duel à la frontière par un capitaine aviateur français, fiancé de Germaine » Le 25 avril 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

revanchards [qui] n'ont été qu'une infime minorité », le montrent communiant dans « la ferveur patriotique ambiante » faite d'un « patriotisme défensif normal [auquel] s'ajoute autre chose : le maintien même obscur du souvenir et de la fidélité, un refus persistant du renoncement, la résolution arrêtée de ne pas tourner la page »<sup>254</sup>. Dans la pièce de Bernède, s'il note qu'on trouve « dans tout cela des mots vibrants » il remarque aussi « des caricatures d'officiers allemands (“à vos ordres mon général”) » ; plus généralement à propos de ce type de théâtre, il note « *Servir* [de Lavedan], *Alsace* [de Gaston Leroux], *Cœur de Française*, que cela sent la poudre ! »<sup>255</sup>. Quand il évoque la guerre dans les Balkans, il déplore : « que d'atrocités vont se commettre »<sup>256</sup>. Mais il faut noter, à côté de ces remarques nuancées, les traces d'une conception plus clairement nationaliste, plaçant la patrie comme un absolu supérieur car « tant pis pour les études, tout pour la patrie »<sup>257</sup>, faisant de la guerre balkanique une quasi nécessité « pour l'affranchissement et l'avenir d'une race »<sup>258</sup> voire un exemple à suivre<sup>259</sup>, avec aussi la définition d'un esprit national particulier<sup>260</sup>. S'ajoute une différenciation nette par rapport à l'Autre en utilisant les représentations raciales (sinon racistes) à propos de la « reine déchue de Madagascar Ranaivalo, du reste assez vilaine négresse » qu'il voit le 11 août 1912 ou quand il décrit les étudiants qui assistent au cours en

---

<sup>254</sup> Bertrand JOLY « le souvenir de 1870 et la place de la Revanche » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER *Encyclopédie de la grande Guerre, op.cit.* p.118-119.

<sup>255</sup> Le 18 mai 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>256</sup> Le 22 octobre 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>257</sup> Le 18 février 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>258</sup> Le 7 décembre 1912. Il fait cette remarque – « couleurs d'actualité où des milliers d'hommes meurent chaque jour pour l'affranchissement et l'avenir d'une race » - à propos de la messe du souvenir de 1870. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>259</sup> Le 21 avril 1913 : « Messiny envoie au *Matin* les résultats de ses observations sur les champs de bataille bulgares : vive les canons, vive les aéros français mais surtout vive le patriotisme du peuple là-bas. Français, suivez le bon exemple » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>260</sup> Il semble le trouver, par exemple, lors d'un de ses premiers passages en Sorbonne, où il assiste à un chahut rituel le 11 octobre 1912 « c'est bien l'esprit frondeur qui est l'esprit français » C.P.Q. f.Fr.Q.

Sorbonne, le 7 janvier 1913 « les mêmes assistants, le nègre japonais, la Juive et son suivant » ; il notera encore le 9 janvier suivant « la jolie fille que j'ai appelée "la Juive" ». On retrouve cela également à l'égard des Allemands, parfois qualifiés de « Teutons »<sup>261</sup> ou de « casques à pointe »<sup>262</sup>, sentiment renforcé par les incidents qui émaillent l'année 1913, tels l'atterrissage impromptu d'un dirigeable allemand à Lunéville au début du mois d'avril<sup>263</sup>, la rixe de Nancy au milieu de ce même mois<sup>264</sup>. Derrière la mise en valeur du « calme » français face au « chauvinisme teuton », peut-on voir le résultat d'une « campagne de la peur, voulue, mise en scène et jamais freinée du côté officiel »<sup>265</sup> ? Plus globalement, il faut noter combien Quesnay souligne l'aspect « générationnel » de son nationalisme : lorsque « nous discutons la question patriotisme : là-dessus mes parents ne sont pas aussi chauds que moi »<sup>266</sup>. Il évoque souvent « la jeunesse française » qui serait désireuse

---

<sup>261</sup> Le 19 février 1913. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>262</sup> Le 22 avril 1913. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>263</sup> Le 4 avril 1913 « un Zeppelin faisant ses essais, ayant à bord une commission d'officiers allemands en uniforme est venu s'abattre... à Lunéville au milieu de nos soldats, gros émoi casus belli... Les pilotes jurent avoir été emporté par le vent d'est : le public est excité, la presse très calme : il faut de la prudence, beaucoup de prudence. Le dirigeable est protégé contre la foule par des soldats français. Ah, ces dirigeables allemands ! On rappelle que notre capitaine Lux fut arrêté pour espionnage et incarcéré pour avoir pris un croquis d'un Zeppelin. Maintenant qu'il s'est évadé, on vient nous montrer le Zeppelin chez nous : les officiers sont restés dans leur ballon : ils attendent de Metz de quoi réparer. Le gouvernement français fait faire une enquête : s'il est prouvé que, bien que venus en France au-dessus de Vesoul, Toul, Belfort, faible hauteur, les Allemands n'ont pris aucun renseignement concernant la défense nationale, on relâchera le dirigeable, acte de courtoisie ». C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>264</sup> Le 13 avril 1913 : « les journaux sont consacrés tout entier à l'incident de Nancy. Une enquête est ouverte mais on sait déjà que ce ne furent que des brimades d'étudiants français envers allemands : le ton de la presse germanique a montré le chauvinisme teuton et le danger qu'il peut nous faire courir à chaque instant : cette explosion de haine provocatrice contraste avec notre correction lors de l'incident du Zeppelin » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>265</sup> Gerd KRUMEICH « Psychose de guerre et calcul politique dans la France de 1913 : la crainte d'une « attaque brusquée » allemande » dans Johannes VANDENRATH (ed.) *1914 Les psychoses de guerre ?* pp.85-94, p.90.

<sup>266</sup> Le 26 février 1913 C.P.Q. f.Fr.Q. Il faut cependant remarquer qu'il développe ensuite surtout les raisons maternelles de cette tiédeur, qui sont principalement la peur de voir le service militaire comme un temps de « noces » corrupteur, sans que soient évoquées les réticences paternelles.



de faire la guerre<sup>267</sup>, celle de l'enquête d'Agathon<sup>268</sup>, celle qui, comme lui, lit *Au service de l'Allemagne* de Barrès<sup>269</sup>. Le débat autour de la loi des trois ans en est la claire illustration, occupant de nombreuses pages au début du carnet de 1913<sup>270</sup>. Ainsi, la description du dépôt du projet de loi lui donne l'occasion de mêler considérations politiques et projets d'avenir personnels, puisqu'il paraît soucieux de « d'allier mon patriotisme et mon avenir » :

« Partout on prend bien la future loi : sacrifice nécessaire ; on s'indigne contre les hurlements socialistes qui ont salué hier le dépôt du projet ; séance très mouvementée qui montra jusqu'où peut aller l'aberration d'une part, l'amour de la patrie d'autre part. [...] Socialistes unifiés insultants et criminels.

J'ai comparé le projet avec la loi de 1905. On peut toujours préparer son examen d'officier et c'est en cette qualité (sous-lieutenant) que l'on fait sa 3<sup>e</sup> année : à Paris, cela serait très chic : je pourrais ne pas perdre le contact avec le monde universitaire, suivre toujours cours et conférences. Ainsi on remédierait au danger que craint tant maman : l'oubli de travail »<sup>271</sup>.

---

<sup>267</sup> Le 28 janvier 1913 « la jeunesse française, en cas d'injures allemandes, ne demanderait qu'à répondre, et peut-être ce temps est-il plus proche qu'on ne le croit » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>268</sup> Il évoque ainsi le 27 janvier 1913 un « remarquable article du *Matin* sur "la renaissance de la confiance et du patriotisme chez nous, les jeunes" "à la faculté de Droit et à l'école de Sciences politiques surtout". Voilà qui est vrai : nous sommes prêts à partir, prêts à lutter pour la France, Alsace-Lorraine tel est notre souvenir. Ambition sur toute la ligne. Foi, notre programme », qui recoupe exactement les idées de Massis et De Tarde, qui publient eux dans *l'Opinion* : « vitalisme, catholicisme, syndicalisme : tels sont les axes de la pensée politique de ces jeunes intellectuels des années 1910. Les valeurs l'emportent sur les attachements idéologiques ou les appartenances politiques. Mais le livre d'Agathon n'est que la tentative de récupération, au profit du nationalisme de droite, d'un sentiment diffus dans la jeunesse intellectuelle » selon Christophe Prochasson « Enquête d'Agathon » dans Jacques JULLIARD Michel WINOCK (dir.) *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnages, les lieux, les moments*, Paris, Seuil 1996 p.442.

<sup>269</sup> Le 27 août 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>270</sup> Il note quand il fait le bilan du mois d'avril 1913 à la rubrique « événements » « ce qui domine c'est la loi des 3 ans ; j'ai découpé chaque jour le compte-rendu des séances de la Commission. Pas un document publié que je ne connaisse ; c'est idiot déclarent mes parents, j'acquiesce mais je continue ». C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>271</sup> Le 6 mars 1913. C.P.Q. f.Fr.Q.

Ainsi on peut, sans beaucoup d'hésitation au regard notamment des attaques virulentes contre les « socialistes [...] criminels », positionner le jeune Quesnay sur la droite de l'échiquier politique, hypothèse que vient confirmer sa détestation profonde de la CGT – puisqu'il qualifie le syndicat de « fauteur d'anarchies, foyer de désordres, un centre de désertions »<sup>272</sup> après avoir noté « encore des incidents militaires tous fomentés par la CGT : oh ! Quelle douleur pour le pays »<sup>273</sup> - et de Jaurès dont il dénonce l' « honteuse obstruction »<sup>274</sup> et à propos duquel il note quelques jours plus tard<sup>275</sup> « quel plaisir d'envoyer Jaurès à Biribi<sup>276</sup>, Caillaux aux bat d' Af ». Il n'hésite pas à adresser une lettre au ministre de l'Instruction publique et à la presse pour que soit incluse, dans la loi à venir, la possibilité de devancer l'appel, au nom d'un patriotisme pas totalement désintéressé<sup>277</sup> :

« Les journaux publient chaque jour des lettres enthousiastes de jeunes étudiants, formulant simplement quelques demandes : permission de prendre des inscriptions sous les drapeaux, groupement dans une ville de faculté la dernière année.

Ces demandes me donnent une idée et [...] je confectionne de 2 à 4 une épître au ministre de l'Instruction publique pour lui demander au nom d'un groupe de 30 étudiants de province :

- I) La possibilité de devancer d'un an l'appel sans s'engager conditionnellement pour 4 ans
- II) La fusion des périodes supplémentaires à accomplir dans la réserve (3 comme engagé, 1 tous les 3 ans de 4 semaines comme officier réserve)

Je motive assez bien ces demandes qui sont, en somme, très logiques, et j'atteste de mon patriotisme, ce qui est on ne peut plus exact. Afin d'éviter que ma lettre ne soit simplement mise au panier, je préviens de plus que je la communique à la presse et je l'adresse au *Matin* avec prière d'en insérer au

---

<sup>272</sup> Le 23 mai 1913.

<sup>273</sup> Le 21 mai 1913.

<sup>274</sup> Le 14 mai 1913.

<sup>275</sup> Le 20 mai 1913.

<sup>276</sup> « Biribi » est l'expression générique désignant les bagnes disciplinaires d'Afrique du Nord cf. Dominique KALIFA, *Biribi* Paris, Tempus, 2009.

<sup>277</sup> Le 8 mars 1913. C.P.Q. f.Fr.Q.

moins un extrait. [...] Ma prose sera-t-elle publiée dans le grand quotidien ? [...] En tout cas, je le souhaite, car elle tomberait alors sous les yeux de nombreux députés et pourrait leur donner l'idée d'une proposition à soutenir, qui somme toute n'est pas trop déraisonnable et est même assez juste : [en rouge] Pourquoi ne pourrait-on pas devancer l'appel d'un an alors qu'on peut le retarder de 4 grâce aux sursis ? C'est un de mes arguments. La patrie en somme n'a rien à perdre et tout à gagner ».

Il a même la satisfaction de voir sa lettre publiée dans *Le Matin*<sup>278</sup> et sa proposition reprise<sup>279</sup>. De même, il multiplie les critiques virulentes contre les opposants au texte, analysant leur position comme un affaiblissement de la position nationale<sup>280</sup>, face à une menace allemande sans cesse croissante, en particulier lors de la rencontre entre socialistes allemands et français à Berne en mai 1913 : « La conférence de Berne ! [...] Dimanche fut, dit-on, une journée historique. 124 députés français réunis "pour causer" avec 32 députés allemands voulurent consacrer le traité de Francfort à 42 ans de distance, jour pour jour. Sous prétexte de pacifisme, nos socialistes, quelques-uns de nos radicaux consentirent à reconnaître et à voter avec les Allemands une motion reconnaissant l'état de l'Alsace-Lorraine. La presse germanique joue de la grosse caisse. Les journaux français sensés sourient dédaigneusement : bouffonneries, comédies ! Ces imbéciles n'avaient aucun mandat pour représenter la France. Ils allaient là-bas de leur initiative ; leurs paroles ne peuvent que

---

<sup>278</sup> Le 10 mars 1913 : « *Le Matin* paraît : un extrait de 11 lignes figure au milieu du journal : ainsi ma prose a été imprimée à un million et demi d'exemplaires : quel tirage Seigneur ; jamais je ne serais autant lu [...]. Ce serait heureux pour moi si cette proposition passait ; je pourrais partir après mes licences sans risquer 4 ans ». C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>279</sup> Le 11 mars 1913 : « puis je lis *Le Matin* : à l'assemblée des présidents des chambres de commerce, hier , on a repris ma proposition, et ces gros bonnets ont écrit pour l'appuyer » puis le 30 avril 1913 « la Commission de l'armée, qui travaille dur en ce moment en vue de la rentrée des Chambres a adopté hier un des articles du contre-projet Reinach-Montebello : devancement de l'appel de trois ans comme je le réclamais » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>280</sup> Le 13 mars 1913 « tandis que le conseil supérieur de la guerre présidé par Poincaré a reconnu à l'unanimité la loi de 3 ans indispensable, on tergiverse, et hier tandis que 500000 Parisiens applaudissaient à Vincennes la revue de printemps, 100000 écoutaient au Pré Saint Gervais, les socialistes anarchistes déclamer contre les 3 ans. L'étranger regarde, ravi ou stupéfait ».

les avilir eux-mêmes, non pas engager la France. Quand Jaurès ponctue de “*Ja wohl!*” le discours de Bebel, quand ce fantoche D’Estournelles de Constant fait écho aux socialistes allemands et français, nous nous indignons contre les lâches et les traîtres. Ah serons-nous toujours bernés ? Les socialistes allemands, ils l’ont prouvé, sont au fond de vrais pangermanistes. Pourquoi les nôtres ne sont-ils pas un peu de vrais Français ? D’ici un mois l’on abordera la question des 3 ans ! Quel spectacle nous offrira alors la Chambre ? »<sup>281</sup>. Mais d’autre part, il met en balance son patriotisme, surtout en cas de guerre, avec les sacrifices consentis par ses parents pour lui : « Ah la guerre, la guerre, la guerre ! Comme le disait Lartet [un de ses amis] hier, Paris bout. Le moindre incident entraînera une demande d’excuses ou une déclaration de guerre. Et alors la tuerie, la boucherie ; lui s’engagerait : il a 19 ans. Moi ? En aurais-je le droit ? C’est une question que j’agite en ce moment. A-t-on le droit de disposer de soi contre la volonté de ses parents et de sacrifier en même temps que sa vie 17 ans de dévouement, de d’espoir, d’amour. Je ne représente pas seulement un individu mais encore des capitaux : éducation, instruction : puis-je les anéantir de ma seule volonté ? Néanmoins, si la France appelle... »<sup>282</sup>. D’une certaine manière, ici c’est le processus d’ascension sociale réelle en ce qui concerne sa famille et espérée pour lui-même qui empêche Quesnay de basculer dans le nationalisme militant, puisqu’il est le frein au « primat de la nation “passant toute chose” (Maurras) »<sup>283</sup> fondamental dans le nationalisme puisque le nationalisme « est pratiqué, surtout depuis l’affaire Dreyfus surtout, pour étiqueter les diverses doctrines qui, dans un Etat constitué, subordonnent tout aux intérêts exclusifs de la nation, de l’Etat-nation, à

---

<sup>281</sup> Le 13 mai 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>282</sup> Le 12 mars 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>283</sup> Formule empruntée à Patrick CABANEL dans « Nationalismes au début du XX<sup>e</sup> siècle » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre op.cit.*, p.62.

sa force, à sa puissance, à sa grandeur »<sup>284</sup>. De même, on ne trouve pas chez lui ce « bégaiement autiste de sa supériorité, souvent conçue comme soumise à toutes sortes de menaces »<sup>285</sup>.

*A la culture profonde républicaine.*

Il faut mettre en rapport ce balancement, qui tempère l'idée d'un Quesnay nationaliste, avec une certaine ambivalence politique qui caractérise alors le jeune homme. Son intérêt pour les affaires publiques est constant et important : il note ainsi, le 15 janvier 1913, « la politique m'a réclamé : je m'y intéresse vraiment trop depuis pas mal de temps »<sup>286</sup>, renvoyant ainsi par le « vraiment trop » à la dialectique entre le « savant » et le « politique »<sup>287</sup> qui seraient incompatibles, mais aux yeux du futur expert, dès l'origine, indissolublement liés. Il faut mettre en relation cet intérêt avec ses projets de carrière, comme par exemple quand il veut relever les noms de tous les parlementaires en fonction<sup>288</sup>. Mais il est parfois difficile de trouver une cohérence complète dans ses différentes opinions et prises de position. D'une certaine manière, cela correspond aussi à un contexte général des années de l'immédiat avant-guerre pendant laquelle « la République entre dans une période confuse, qui n'a plus l'homogénéité [des] années de Waldeck-Rousseau et de

---

<sup>284</sup> Pour Michel WINOCK, dans *Nationalisme antisémitisme et fascisme en France* Paris, Le Seuil, 1990, p.12.

<sup>285</sup> Patrick CABANEL « Nationalismes au début du XX<sup>e</sup> siècle » article cité p.59.

<sup>286</sup> C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>287</sup> Formule empruntée aux deux conférences prononcées en 1917 et 1919 de Max Weber (*Le savant et le politique*, Paris 10-18, 1963), à propos duquel Raymond Aron rappelle malicieusement dans la préface (p.5) que, comme Quesnay « il a été, toute sa vie, passionnément soucieux de la chose publique [et] n'a cessé d'éprouver une sorte de nostalgie de la politique, comme si la fin ultime de sa pensée aurait dû être la participation à l'action ».

<sup>288</sup> Ainsi le 25 janvier 1913, « j'ai entrepris de rechercher dans les journaux que je possède les noms des 593 députés actuels de la Chambre (+ vacances) et de les classer par groupes. Le travail m'avait été suggéré par la publication des votes de confiance à la déclaration du nouveau ministère Briand. J'indique dans un tableau les groupes, les noms, la mention des départements, suivant chaque. C'est un travail qu'il sera intéressant [de confronter] avec les résultats du scrutin, au mois de mai » C.P.Q. f.Fr.Q.

Combes »<sup>289</sup>. Son adhésion au régime est assez claire, ce qui ne semble pas si évident dans sa famille<sup>290</sup>. Pierre fait ainsi preuve d'une certaine indépendance d'esprit rompant avec la tradition familiale autour de la question religieuse : ainsi « je défends l'école laïque devant grand-mère indignée. J'affirme même ce qui est vrai que j'aurai voté la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, que l'enlèvement des Christ était légitime »<sup>291</sup>. Cet avis favorable non seulement aux lois Ferry mais plus encore à la brûlante loi de 1905<sup>292</sup> ne peut être séparée de l'évolution intérieure de Quesnay : en se pliant au rituel de la messe dominicale<sup>293</sup>, il va écouter avec plaisir « un prédicateur dont on m'avait dit merveille, et qui n'a pas, ma foi démenti sa réputation » parler « sur la Liberté, condamnant à la fois les tyrannies religieuses et maçonniques, exaltant la Raison, conduisant le vouloir, en un mot faisant œuvre non pas tant de bon prédicateur que de bon philosophe, que d'honnête homme, ce qui vaut mieux »<sup>294</sup>, mais quand c'est un franciscain « aussi pauvre de mots que d'idées et de gestes », « l'insipide sermon » l'amène à douter de sa foi catholique<sup>295</sup>, tout comme le spectacle des vêpres de la Toussaint 1912, à la fois trop ritualiste et trop pauvre spirituellement : « Serait-ce que je ne serais plus du tout catholique, mais en essayant d'examiner la grande cérémonie avec les yeux impartiaux d'un étranger, les simagrées des thuriféraires m'ont paru plus grotesques que respectueuses [...] Si

---

<sup>289</sup> Maurice AGULHON *La République* Hachette « Pluriel », 1990 t.1 p.222. On peut noter que cette grille d'analyse est reprise par Vincent DUCLERT dans *1870-1914 La République imaginée op. cit.* p.477 et suivantes.

<sup>290</sup> Ainsi le 9 juin 1912, « chez Grand-mère je me fais formidablement attraper pour avoir critiqué ce journal royaliste qu'est *La Croix* ! » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>291</sup> Le 5 février 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>292</sup> Il en voit les conséquences matérielles les plus immédiates quand, le 2 février 1913, « le curé – mendiant, l'abbé Souday, réclame comme tous les dimanches. Aujourd'hui c'est pour le chauffage » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>293</sup> Le 4 avril 1912 sa mère lui en veut « toute la journée » pour avoir raté la messe C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>294</sup> Le 24 mars 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>295</sup> Le 6 octobre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

jamais on lisait ces lignes à la maison »<sup>296</sup> ; durant le reste de la période ses doutes religieux semblent aller croissant: il note, dans le bilan du mois de septembre 1913, « je suis bien loin de toute idée religieuse, ceci je dois l'avouer. La foi des autres, elle-même, à la messe ne peut me toucher. Cependant je n'éprouve en moi aucun remords. Je crois en Dieu, en l'Eucharistie, sinon en l'Eglise et en la confession. Je suis persuadé qu'il y a une vie future, que l'Eglise et la Religion telles qu'elles sont, sont utiles pour la moralité publique. En somme, j'ai ma religion à laquelle j'ai assez peu pensé ce mois-ci. Je ne suis peut-être plus un catholique, mais je suis sincère et persuadé que je serais sauvé si actuellement... »<sup>297</sup>. Il semble donc assez représentatif « à la veille de 1914 [du] pluralisme qui caractérise le rapport des catholiques à la République »<sup>298</sup>, qu'il voit d'ailleurs parfois illustrer à l'échelle locale<sup>299</sup>. On distingue aussi une certaine sensibilité sociale, qu'il donne à voir notamment à l'occasion de scènes du quotidien croqués avec un certain talent : Ainsi le 3 février 1913 quand « une animation inaccoutumée règne dans les rues : on se croirait presque à Paris : chacun regagne son logis, après avoir accompli son travail : c'est l'homme d'affaires, Robbe, Hantias etc... qui regagne sa maison en lisant son journal, l'employé qui quitte son bureau, l'ouvrier qui, son bourgeron sur le corps, la cigarette démocratique aux lèvres dévore le feuilleton d'une feuille quelconque, la midinette au pas rapide qui se retourne moqueuse, pour appeler une camarade ou se moquer de quelque connaissance : spectacle amusant, charmant, emballant au possible devant lequel on se sent soi-même

---

<sup>296</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre 1912 « les vêpres des morts : j'y ai été pour faire plaisir à maman [...] si encore l'on priait, mais je garantis qu'il n'y a pas dans l'église 100 personnes priant au vrai sens du mot, non avec les lèvres mais du cœur » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>297</sup> C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>298</sup> Denis PELLETIER « La République des catholiques » p.316 dans Vincent DUCLERT Christophe PROCHASSON (dir.) *Dictionnaire critique de la république* Paris, Flammarion 2007.

<sup>299</sup> Le 14 avril 1912 au cercle catholique à un conférencier, Effosse, qui traite « catholicisme et république », « le baron répond [...] par un catholicisme et royauté assez piteux » C.P.Q. f.Fr.Q.

acteur, vibrant au diapason des autres, puisque l'on revient aussi du bureau, de la tâche, du labeur quotidien ». Les descriptions du pauvre au milieu de la foule se pressant dans l'église - « à la messe, je médite profondément. A quelques pas devant moi, au milieu de l'allée, est un miséreux jeune (25 ans peut-être) couvert de loques, sale au milieu de la foule endimanchée qui circule bruyamment et le frôle, il semble un étranger et je me représente l'état d'âme de ce malheureux, rejeté de la société, sans travail, qui vient chercher refuge dans la maison du Seigneur, et là encore plus peut-être que partout ailleurs, sent la réalité de cette injustice qui est la richesse : degré social, lutte des classes ! »<sup>300</sup> - ou des travailleurs du port attendant leur paye<sup>301</sup>, contrastent avec celle d'un déjeuner entre riches notaires<sup>302</sup>. Ce contraste correspond à ce qu'a observé Yannick Marec à propos de « l'économie rouennaise [qui] connaît une réelle expansion, mais celle-ci doit être relativisée au regard des progrès rapides constatés dans d'autres régions. Socialement, les crises traversées par l'industrie textile paraissent les plus marquantes dans la mesure où cette activité, qui a fait la fortune de la bourgeoisie locale concerne plusieurs milliers de personnes »<sup>303</sup>, avec des ménages populaires davantage fragilisés<sup>304</sup>. Le stage que fait Quesnay chez

---

<sup>300</sup> Le 9 juin 1912, C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>301</sup> Le 26 octobre 1912 « en revenant ce soir, nouvelle vision qui soulève ma méditation. C'est la grappe noire d'ouvriers du port qui sous la pluie, dans la boue, attend à la porte d'un café, au coin de l'avenue des Hospices que l'heure de la paye ait sonné. Samedi, fin de semaine, les familles attendent : c'est le pain qu'ont gagné ces malheureux par leur travail : combien pourtant ont ébréché la somme chez le bistro. La misère est grande.... » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>302</sup> Le 8 mai 1913 « rien à faire à l'étude. M. Dumouchel supra-chic y trône au milieu d'une demi-douzaine de tabellions des environs, ses correspondants : notaires richissimes mais campagnards : comme cela se voit : Rollé à la rosière démodée, Lambert à la redingote 1899 : au milieu de cela lui en jaquette noir, pantalon rayé gris, soulier vernis et épingle d'or ciselé, tête d'aigle est d'un goût parfait : il offre à "ses" notaires le déjeuner solennel : il en est ainsi dans la plupart des études d'avoués qui réunissent tous les tabellions de l'arrondissement venus pour l'élection de la Chambre de Discipline » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>303</sup> Yannick MAREC, *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927)*, Paris La Documentation française, 2002, p.908.

<sup>304</sup> *Idem* p. 914 et suiv.



maître Dumouchel lui offre un poste d'observation privilégié, pour décrire « deux braves paysans »<sup>305</sup> confrontées à l'urbanité : « à l'étude [...] je n'ai eu qu'un moment d'amusement, celui où sont venus deux braves paysans parlant un affreux patois avec un affreux accent "on leur tcherche un'affère mé y viennent trouvai Maitte Dumouché". Sabots, parapluies à têtes de canard, le vrai type du paysan normand si savoureux dans la campagne, mais si ridicule à la ville où il vient endimanché, ayant quitté sa blouse pour une vieille redingote verdi. Ceux-là venaient pour des bottes de paille qu'on leur réclame et qu'ils n'ont pas empruntées ». Il décrit aussi celle des ouvriers dont il souligne la noblesse de caractère - « l'argent de l'affaire Guttman rentre toujours, et cela me fait gros cœur de voir des ouvriers à qu'il était dû 2-3 milles francs qui avaient touché 100 francs d'acompte les rapporter ; d'autant plus, que dès qu'ils sont partis, chacun, Tarenne avocat, comme Dumouchel avoué, convient qu'à leur place ils refuseraient de rembourser. Pauvres gens : j'admire et je plains leur constance : je remarque du reste que la plupart s'exécutent de bonne grâce et je m'en étonne »<sup>306</sup> - mais aussi, à l'occasion d'une affaire de divorce, d'adopter une position plus progressiste que celle qu'il avait initialement<sup>307</sup>. Les rares remarques qu'il fait sur le passé national tendent à confirmer cette idée d'un républicanisme réel de la part de Quesnay : ainsi, à propos de la Révolution, lorsqu'il décrit à ses parents sa visite à la Conciergerie, il paraît marqué moins par le souvenir de la reine ou de Robespierre que par celui des Girondins ou d'André Chénier, soulignant la répulsion que lui inspirent les accès de violence

---

<sup>305</sup> Le 25 novembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>306</sup> Le 24 octobre 1912 : C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>307</sup> Le 28 octobre 1912 « le dossier Dartois étant revenu dans mes mains, je l'étudie avec attention. Combien de romantisme dans ces lettres d'une institutrice à un instituteur adjoint son ami, à un mari qu'elle veut laisser, à des beaux-parents qu'elle veut attendrir. On sent que si la condition de ces gens-là est peu élevée, leur cœur l'est beaucoup, ceux des amants du moins [...] Il y a de nobles pensées. [...] Comme elle le dit elle-même, elle sent qu'elle a droit à la liberté et elle ne reculera pas même devant le scandale pour l'obtenir. J'étais auparavant hésitant sur la question divorce. Maintenant je reconnais qu'il est des cas où il rend service, notamment lorsque, comme ici il est souhaité et demandé par les deux époux » C.P.Q. f.Fr.Q.

politique<sup>308</sup> : dans une lettre à ses parents du « jeudi 21 septembre » 1911, il écrit « quelque endurci que l'on soit, on ne peut s'empêcher de frémir sous ces voûtes, où ont erré tant de malheureuses victimes. J'ai vivement été frappé par la visite de la grande salle grillée [ ? ] que l'on a représenté dans tant de tableaux – l'autre jour encore au cinématographe – cette salle entourée de grilles ogivales et où étaient entassés tous les malheureux prisonniers, plusieurs centaines à la fois parfois, paraît-il. Les dalles du sols, les piliers, les grilles, tout parle de l'époque et parle au cœur autant qu'aux yeux. le cachot de Marie-Antoinette, celui de Robespierre m'ont certes moins impressionné que celui d'André Chénier où devait être enfermé vingt ans plus tard le malheureux maréchal Ney. La vaste chapelle qui servit de cachot aux Girondins et la petite porte par où ils sortirent tous en chantant pour marcher à la mort m'ont aussi vivement ému ». Un peu plus loin il évoque « les malheureux prêtres en septembre [17]92, je crois qui étaient fusillés ».<sup>309</sup> Cependant, les quelques éléments qu'il note à propos d'un événement plus proche mais tout aussi fondamental, l'affaire Dreyfus, conduisent à bien prendre en compte la complexité de cette adhésion républicaine. Ainsi, il note le 13 janvier 1913 « l'affaire Dreyfus a fait une nouvelle victime : le pauvre Millerand. Ayant réintégré du Paty du Clam, l'ancien président du tribunal qui condamna le félon, et fut, pour cela, mis à la retraite, Millerand a été des plus attaqué par les combistes »<sup>310</sup>, ce qui pourrait laisser transparaître des sentiments antidreyfusards assez nets, alors que paradoxalement on l'a vu critiquer *La Croix*, principal organe de ce camp et qu'il semble surtout être dans la critique des « combistes » ; ainsi, certes à l'échelle de l'individu Pierre Quesnay, l'Affaire semble bien

---

<sup>308</sup> Cette attitude correspond également au « libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle [qui] accepte et approuve la Révolution française, non seulement ses "résultats" mais son acte même, si je puis dire, sinon tous ses actes » même « s'ils font des distinctions à l'intérieur de la Révolution [et] réprouvent bien sûr sa phase terroriste » selon Pierre MANENT *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Hachette « Pluriel », 2012 p.174.

<sup>309</sup> f.Fr.Q.

<sup>310</sup> C.P.Q. f.Fr.Q.

restée une « victoire fragile » de la République<sup>311</sup>, pas aussi renforcée et stabilisée par la défense républicaine qu'on le pense souvent, mais bien encore divisée et aux lignes politiques brouillées. De même, lorsqu'il relève, avant les députés actuels, « la composition et les actes des ministères de 1880 à nos jours » il apprend « dans mon dictionnaire Troussot, tous les détails de l'affaire Wilson, vente de décorations et de la fameuse crise boulangiste »<sup>312</sup>, c'est-à-dire les périodes de crise de la république. Mais il note la disparition d' « un grand homme politique [...] M. [Ernest] Constans qui fut [...] ministre de l'intérieur, notamment au moment du boulangisme : ce fut un homme »<sup>313</sup>, la dernière formule, même si elle est aussi reprise un peu plus loin à propos de la carrière modèle du défunt<sup>314</sup>, étant sans doute liée à la conduite énergique de Constans contre les ligues nationalistes. Il semble, en effet, que, aux yeux de Pierre Quesnay, si la III<sup>e</sup> République offre des perspectives de carrières prometteuses, elle est un régime inadapté à la situation du pays, notamment dans le contexte de montée des périls internationaux : il brocarde « les ministrables de la Chambre [qui] ne souhaitent que crises, avec l'espoir de pêcher quelques portefeuilles. Coupable folie... »<sup>315</sup> ou, deux mois plus tard, ceux qui choisissent de « renverser un ministère en risquant d'abattre la puissance de la France ! Aveuglement, égoïsme, crime meurtrier »<sup>316</sup>. Pourtant il soutient le projet de réforme de la représentation proportionnelle (RP)<sup>317</sup> alors même que celle-ci est

---

<sup>311</sup> Formule de Vincent DUCLERT dans *1870-1914 La République imaginée op. cit.* p.343.

<sup>312</sup> Le 24 janvier 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>313</sup> C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>314</sup> Le même jour C.P.Q. f.Fr.Q. : « ces dernières années, il déployait encore son activité comme ambassadeur à Constantinople. Il était agrégé de droit, avait enseigné, démissionné, était entré au barreau et à la Chambre, puis avait émigré vers le Sénat. Légat spécial au Japon, gouverneur de l'Indo-Chine [sic], il avait occupé tous les postes en vue. Encore une fois c'était un homme ».

<sup>315</sup> Le 26 mars 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>316</sup> Le 18 mai 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>317</sup> Le 17 mars 1913, « déjeuner seul avec Papa : nous causons politique. 2 grosses questions dominant actuellement : la RP et les 3 ans. Les débats sur la 1<sup>e</sup> sont

accusée par ses détracteurs de rendre plus difficile voire impossible la constitution d'une majorité stable<sup>318</sup>. De même lorsqu'il se prend à rêver d'un destin national, lui donnant l'occasion de retrouver Giraud, un de ses actuels condisciples<sup>319</sup>, il se place dans le groupe de la Gauche démocratique, un des groupes symboles de « l'émiettement des groupes [qui] traduisait cette incapacité parlementaire »<sup>320</sup>. Inversement, au moment de l'élection présidentielle, il met tous ses espoirs dans Poincaré – « sera-t-il élu ? Je le souhaite de tout cœur : il y a là pour la France une question vitale. Vivrons-nous ou nous noierons nous dans les mares stagnantes »<sup>321</sup> - aussi pour des raisons "institutionnelles" : « espérons au moins qu'il y aura un président qui présidera activement et non pas une machine à signer à la Loubet ou à la Fallières »<sup>322</sup> ; d'ailleurs le Lorrain dispose d'une légitimité supérieure à ses yeux car il « est le candidat national le candidat du peuple. D'ailleurs tous les honnêtes gens sont pour lui »<sup>323</sup> ; hésiter à lui confier la magistrature suprême, c'est la « honte au Parlement ! Il n'a pas la mentalité du pays. L'Europe est là qui

---

commencés au Sénat [où] la commission présidée par Clemenceau a élaboré un contre-projet, majoritaire, qu'ils vont opposer au projet du gouvernement, voté par la Chambre grâce à Poincaré. Les combistes brûlent du désir de prendre leur revanche sur l'élection du président : pour cela, un moyen refuser d'admettre la représentation des minorités, la RP qui pourtant n'intéresse que la Chambre et a été votée par elle : c'est ce que semblent vouloir faire les sénateurs : de violents discours retentissent au Luxembourg : depuis longtemps, l'attention n'avait pas été mise sur les "vieux gâteaux" » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>318</sup> Pour mémoire, « le scrutin uninominal dit d'arrondissement a été contesté à la fin du siècle par l'essor international de l'idée proportionnaliste. Les partisans de la représentation proportionnelle (RP) faisaient valoir que celle-ci, en représentant plus fidèlement le corps électoral à la Chambre était plus démocratique et encourageait la participation. Ses adversaires leur opposaient que la RP compromettait la constitution d'une majorité stable » selon Raymond HUARD « le suffrage » dans Vincent DUCLERT Christophe PROCHASSON (dir.) *Dictionnaire critique de la république op.cit.*, p.272.

<sup>319</sup> Vincent DUCLERT 1870-1914 *La République imaginée op.cit.* p.486.

<sup>320</sup> Le 3 avril 1913 « nous nous retrouverons peut-être à la Chambre : lui aux Indépendants, moi à la Gauche démocratique » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>321</sup> Le 15 janvier 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>322</sup> Le 27 décembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>323</sup> Le 14 janvier 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

le surveille. Il ne songe qu'à ses rancunes et à ses jalousies »<sup>324</sup>. Ainsi, même s'il ne le note pas de manière explicite, Quesnay semble être favorable à un système donnant un rôle accru à la Présidence par rapport au Parlement, ce qui semble être une idée de plus en plus dans l'air du temps dès les années 1900-1910<sup>325</sup>. Peut-être que correspond aussi à cette opinion son intérêt pour les grandes figures de l'Hémicycle, telles Briand<sup>326</sup> - même quand il est marqué par une certaine ambivalence haine-attrance comme dans le cas de Clemenceau, qualifié de « rapace »<sup>327</sup> lorsqu'il freine l'élection de Poincaré, mais dont il reconnaît le patriotisme et le « génie » lorsqu'il se rapproche du nouveau président à propos de la loi des trois ans<sup>328</sup>. Sa réaction lors de la chute du ministère Barthou, en décembre 1913, semble confirmer cette tendance, ainsi qu'un positionnement plutôt à droite<sup>329</sup>, notamment par la surprenante utilisation de la référence 2 décembre 1851 : est, pour Quesnay, coup d'état le jeu de la « Chambre » empêchant les « hommes » providentiels d'avoir davantage de pouvoir.

---

<sup>324</sup> Le 16 janvier 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>325</sup> Nicolas ROUSSELLIER *Le Parlement de l'éloquence la souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre* Paris, Presses de Sciences Po, 1997 p.15.

<sup>326</sup> Il souligne, le 19 mars 1913, au moment de la chute de son ministère que « Briand a fait un remarquable discours où il a eu la délicatesse de ne pas se réfugier derrière le péril qu'une crise pourrait faire courir à la France dans les circonstances extérieures actuelles » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>327</sup> Le 16 janvier 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>328</sup> Le 27 mai 1913 : « on commente la réconciliation Clemenceau-Poincaré, le second ayant fait mander l'autre à l'Elysée, en raison de l'appui chaleureux qu'il donne à la loi des trois ans dans *L'Homme libre*. Le Tigre est un vrai patriote, dommage que son génie – car il en a – soit souvent mal employé. Lui et Briand semblent devoir être nos 2 futurs présidents du Conseil, plus que Caillaux qui travaille en ce moment à renverser Barthou avec l'aide de Messiney et Paul-Boncour » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>329</sup> Le 3 décembre 1913 « journée politique. [...] le ministère Barthou est mort hier en défendant l'immunité de la rente. Il est noblement, avec gloire : une telle chute agrandit des hommes ! mais abaisse singulièrement la Chambre ! Les 21 voix de majorité obtenues hier se sont transformées aujourd'hui en 25 voix de minorité. Coup d'Etat du 2 Déc[embre]. [...] cette chute quel désastre. [...] La vraie raison de la défaite d'hier, Vaillant l'a donnée en criant " A bas les 3 ans !" Barthou a noblement répondu "Vive la France". Adversaires de la loi militaire et de la RP se sont unis pour renverser le ministère mais sur quel sujet et à quel moment hélas ! » C.P.Q. f.Fr.Q.

Plus profondément, au-delà des débats brûlants de l'actualité, Pierre Quesnay semble avoir parfaitement intégré un aspect important de la culture politique républicaine, la démocratie locale. Il la voit fonctionner d'assez près au printemps 1912, car on offre à son père « un place sur la liste républicaine aux Elections Municipales de Dieppe »<sup>330</sup>, c'est-à-dire sur celle du notable local Maurice Thoumyre<sup>331</sup>, proposition qu'il accepte une fois obtenue l'autorisation de son employeur<sup>332</sup>. Son fils va donc suivre au plus près la campagne électorale, soulignant par exemple l'action de la nombreuse presse locale : les journalistes viennent chercher auprès des candidats leur biographie afin d'en publier quelques détails<sup>333</sup> ; dès la publication des listes, Pierre note, avec recul et ironie, le début de l'affrontement dans les journaux<sup>334</sup>. Le lendemain, il note « articles très chics et très ronflants » à propos du portrait fait de son père<sup>335</sup> puis qu'un autre titre « reste neutre : c'est tout ce qu'on pouvait lui demander »<sup>336</sup>. A l'inverse, dans la « *Tribune* et [le] *Progrès* chacun y

---

<sup>330</sup> Le 13 avril 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>331</sup> Le 15 avril 1912 chez le coiffeur « j'ai l'occasion de lire un journal électoral : *La Tribune* qui ne parle pas de papa mais nomme et éreinte ses compagnons de liste, Maurice Thoumyre notamment » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>332</sup> Le 13 avril 1912. On peut d'ailleurs noter que revient aux oreilles de Pierre l'idée d'une attaque d'un des challengers de son père, à cause de sa situation de « fonctionnaire candidat » (le 27 avril 1912) C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>333</sup> Le 22 avril 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>334</sup> D'un côté « *la Dépêche [de Rouen]* publie une demi-colonne de louanges sur cette pléiade de 27 noms dont les titulaires se distinguent tant par leur éducation et leur intellectualité que par leur loyalisme républicain : un peu de pommade ne fait jamais de mal » et de l'autre « si De Meur [un avocat candidat de la liste opposée à celle de Louis Quesnay] dans son *Indépendant* discute l'opportunité de la candidature d'un chef de gare de l'OE si mal dirigé, j'estime que papa devrait répondre qu'au moment où l'on va reconstruire la gare de Dieppe, où l'on en arrête les plans, il faut un homme du métier qui puisse défendre [au]près de son administration en même temps que les intérêts du service, ceux du bon public payant... » le 23 avril 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>335</sup> « Ce soir, j'ai eu le plaisir de lire de *l'Eclair* et de *l'Impartial* sur les élections. Papa, le sympathique chef de gare, important appoint pour la liste officielle, lui qui ne compte à Dieppe que des amis, représentera les intérêts des employés des deux gares, si nombreux ainsi que ceux du public. Les transports commerciaux ainsi que privés seront de sa compétence, ainsi que les discussions sur les projets de la nouvelle gare qui seront incessamment étudiés au conseil » le 24 avril 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>336</sup> A propos de *la Vigie* le 26 avril 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

a sa tartine et ces deux familles socialistes déclarent que les employés ne sauraient voter pour un chef de gare qui “certes connaît les intérêts économiques et privés des gros, mais non les aspirations des petits”. La Tribune met en outre : “s’il dirige le char municipal comme l’OE ses véhicules, les Dieppois seront propres”<sup>337</sup>. Une fois la campagne lancée, il prend garde au durcissement du ton des journaux, dont les candidats seraient les commanditaires directs<sup>338</sup>. Quand sont placardées les affiches des listes officielles, « j’ai pu livrer à d’amusantes études de mœurs en me mêlant à la foule lisant les affiches. Chacun croyant faire une remarque profonde ou à propos ». L’affiche semble être un autre moyen privilégié pour mener la campagne<sup>339</sup> : c’est par leur intermédiaire qu’on médiatise les accusations à propos de bail de location du casino<sup>340</sup> qui semble être un des thèmes importants de la campagne dieppoise. Il assiste aussi à un temps fort de la campagne, la réunion électorale, où il peut voir « le processus lent de socialisation au vote »<sup>341</sup>, car il donne lieu à un débat relativement contrôlé, au moins pendant sa première partie : « j’ai la tête en feu et le corps en eau : je reviens d’une réunion électorale ! [...] Salle des conférences : entassement de gens debout. Fumée, tabac, fournaise. [...] Attente longue : on réclame... le rideau.

---

<sup>337</sup> Le 28 avril 1912 C.P.Q. f.Fr.Q. On peut noter le même jour que parmi les « 5 candidats socialistes [...] 4 [sont] du chemin de fer ».

<sup>338</sup> Le 1<sup>er</sup> mai 1913 : « la lutte électorale a pris aujourd’hui un ton excessivement mordant. Eclairer et Impartial attaquent la liste de l’opposition avec une ardeur sans pareille. [...] Nul doute que Dumani [ ? ] furieux ne lâche la bride à De Meux et ne lui lâche la bride et ne lui laisse mener campagne active dans l’Indépendant, ce qu’il lui a défendu de faire jusqu’à présent ». Le lendemain « ce soir a paru le Petit Dieppois avec des chansons, des articles excessivement violents contre la liste Marchand-Benet-De Meur. Voilà qui est vraiment amusant à lire ». Le 3 mai il note l’apparition d’une « nouvelle affiche » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>339</sup> Le 2 mai 1912, il note ainsi « sur les murs, c’est une profusion d’affiches multicolores, jetant une note gaie sur les murs sombres [...] 9 sortes d’affiches reproduites à une moyenne de 300 chacune, voilà de quoi tapisser déjà quelques mètres carrés : et ce n’est pas fini !! »

<sup>340</sup> Le 29 avril 1912. La question est une des principales revendications socialistes (le 28 avril 1912) engendrant le 30 une réponse « excellente » toujours par voie d’affiches que « de nombreux groupes lisent et commentent » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>341</sup> M. OFFERLE « Voter » dans Vincent DUCLERT Christophe PROCHASSON (dir.) *Dictionnaire critique de la république op.cit.* p.1140.

Dumaine entre en scène : il a la parole facile, le verbe clair mais grave, tient son auditoire. Certes il n'apporte aucune preuve, aucun argument, mais il sait faire avaler la pilule, même lorsqu'il assure avoir toujours été fervent républicain. Quelques interruptions, quelques apostrophes, mais calme relatif. Il n'en fut pas de même lorsque De Meur parla du Casino. Les hués et les applaudissements empêchèrent d'entendre son discours. Du groupe socialiste massé au fond de la salle partaient les cris "à Paris" remplacés du reste par ceux de "à la poissonnerie" pour Rimbart [ ?] qui vient répondre ensuite. A ce moment, la lutte est générale : les gens se battent, le commissaire intervient. On lève la séance »<sup>342</sup>. A la veille du premier tour, quand « la lutte est des plus vives dans *l'Indépendant*, *l'Eclaireur* et *l'Impartial* »<sup>343</sup>, quand apparaissent tracts et affiches appelant au panachage des noms d'élus, Pierre « estime que [son père] n'a pas fait assez de propagande »<sup>344</sup> pour espérer être élu, pressentant bien l'émergence d'une « seconde génération d'opinion publique [notamment] avec l'extension du périmètre de diffusion de la presse »<sup>345</sup>. Au-delà de cette analyse, s'il considère que « les socialistes [...] ont fait du tort [à son père] et surtout Blum, le juif, président du syndicat des commerçants [ill.] » à l'issue du premier tour<sup>346</sup> - la remarque antisémite constituant un indice supplémentaire de l'influence sur le jeune Quesnay des idées nationalistes – il n'incrimine plus que les premiers à l'issue du deuxième tour qui voit son père être « le premier des non-élus à quatre voix du dernier nommé »<sup>347</sup>. Peu après cet échec, son père se verra proposer pour diverses décorations récompensant sa brève carrière

---

<sup>342</sup> Le 3 mai 1912, C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>343</sup> Le 4 mai 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>344</sup> Le 9 mai 1912 il explique, quelques jours après, ce que doit être pour lui une bonne affiche, ni « trop longue et trop obscure c'est-à-dire [...] simple » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>345</sup> M. OFFERLE « les élections » p.856 dans Vincent DUCLERT Christophe PROCHASSON (dir.) *Dictionnaire critique de la république op.cit.*

<sup>346</sup> Le 6 mai 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>347</sup> Le 13 mai 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.



politique<sup>348</sup> ; il obtiendra finalement les Palmes académiques, provoquant une « avalanche de félicitations » qui surprend Pierre<sup>349</sup>, flattant l'orgueil familial. Au-delà de la découverte au plus près des mécanismes en jeu dans le processus électoral, en particulier le rôle essentiel de la presse et de l'image, la vie politique locale<sup>350</sup> semble être aussi, pour Pierre, le possible tremplin de ses ambitions. Il note ainsi le 16 avril 1913 : « les Conseils généraux ont ouvert leur session : que de grands hommes politiques s'y exercent à la parole... quand je ferai partie de celui de celui de la Seine Inférieure..... !! Ah les rêves... »<sup>351</sup>. Ces « rêves » apparaissent comme un exemple supplémentaire de la solide culture politique républicaine de Quesnay, qui ne semble pas vouloir verser dans la recherche d'un chef, d'un homme providentiel, donc vers « l'autoritarisme », autre élément central du nationalisme tel qu'il se développe des années 1880 à 1914<sup>352</sup>

#### **1914 Un étudiant parisien.**

##### *Le théâtre des ambitions.*

Pour pouvoir les réaliser, l'installation dans la capitale apparaît, comme on l'a vu, comme une étape essentielle aux yeux de Quesnay. Malgré tout, il arrive que le doute saisisse le jeune ambitieux : « il y a à

---

<sup>348</sup> Le 13 janvier 1913 : « Quant à papa il attend dans le calme la publication des promotions verte et violette. Aura-t-il le poireau ou l'instruction publique ? Son administration l'a proposé pour l'un. Le sous-préfet comme récompense des élections veut lui faire avoir l'autre. Quant à lui il ne souhaite ni l'un ni l'autre, n'attachant aucune importance à ces vains hochets multicolores ». C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>349</sup> Le 23 mars 1913 « jamais je n'aurais cru que les gens attachaient autant d'importance au ruban violet » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>350</sup> Il en souligne, le 8 avril 1913, certains des ressorts moins glorieux : « les Dieppois sont furieux : maintenant que Chéron est ministre, il favorise son cher Calvados et il appuie une demande de Deauville tendant à enlever à Dieppe le jeudi de la semaine des courses[...] Se souvenant du bataillon que leur fit enlever ce même Chéron pour le donner à Caen, lors de son passage au sous-secrétariat à la Guerre, [les Dieppois] le nomment leur "leur mauvais génie" ».

<sup>351</sup> C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>352</sup> Sur cette évolution en particulier en France cf. Patrick CABANEL *La question nationale au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2015, p.102 notamment.

Paris des milliers de garçons intelligents. Il n'y aura pas des milliers de Poincaré. Or, soleil en province, je ne suis que chandelle à la capitale »<sup>353</sup>. Ces premiers séjours parisiens, de l'automne 1912 à l'été 1913, avant son installation définitive à la rentrée 1913, lui donnent l'occasion de décrire dans ses carnets, le milieu étudiant dans lequel il va évoluer<sup>354</sup> ; les sources sont moins nombreuses pour 1914, puisque on ne possède pas pour l'instant de carnet pour cette année<sup>355</sup>. Parmi les véritables « rites collectifs » de la vie étudiante, il s'attarde sur les chahuts des anciens accueillant les nouveaux : le 11 novembre 1912 : « j'ai fait connaissance avec les grands chahuts d'étudiants. A peine si j'ai suivi un cours dans ma journée mais je me suis follement amusé. [...] Bruit indescriptible dans l'Amphi : ce sont les étudiants de 2<sup>e</sup> année qui y sont venus pour nous souhaiter la bienvenue et pour essayer de nous convaincre de leur laisser l'Amphi 4 où il y a des tables et d'aller à leur place à l'Amphi 2 [...] Ils sont furieux, crient chantent [...] à 10H½ tapage effrayant : la salle est à nouveau envahie, les rideaux sont fermés, les lampes électriques cassées, obscurité avec lueurs flamboyantes des journaux allumés. Fauteuils, chaises, tables sont envahis, bouleversés, emportés ; Allix ne peut dire un mot » ; deux jours après les « anciens » (2<sup>e</sup> année) sont maintenus à l'extérieur de l'amphithéâtre « pourtant une dizaine de carreaux ont été dégelés à coups de cannes et de pierres. Des feux énormes ont été allumés sous les fenêtres ». Il en est de même le 15, « je plonge [le regard] dans le couloir où chahutent les anciens. Le

---

<sup>353</sup> Le 12 février 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>354</sup> Dès le 8 janvier 1913, il fait d' « intéressantes observations : toujours le même public. Devant moi sont [ill.] au caoutchouc et un ami : je m'amuse fort à les écouter : évidemment très riches et bons garçons mais se souciant avant tout de boxe (ce soir Carpentier contre Moreau), tennis, moto ; ils ont chacun une petite auto à eux, causent bijoux, poules et copains. Derrière moi au contraire, deux autres moins huppés parlent de crâneurs et de poseurs. [...] je suis à la Bibliothèque de la Faculté : grande, mais assez sale : nombreux étudiants. Deux de mes voisins causent théâtre, acteurs, Comédie française. Mes deux vis-à-vis candidats au doctorat, parlent de l'Inspection des finances et des diverses carrières entre lesquelles bientôt il leur faudra choisir. Allons, je n'ai pas perdu mon temps puisque j'ai pu observer tout cela » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>355</sup> On trouve dans le carnet de 1916 de nombreuses références 1914, comme si Quesnay avait cherché à reconstituer a posteriori le cours de l'année manquante.

spectacle est fantastique. Ils sont là 600 qui hurlent en dansant en rond autour d'un feu de journaux beaucoup plus important que tous ceux allumés jusqu'à lors. Il y a là peut-être 50 journaux de tous les partis et *l'Action française* voisine avec *l'Humanité*, *Excelsior* avec *le Journal des Débats*, *Le Matin* avec *le Journal*. Les anciens brisent encore 3 de nos carreaux, nous restons calmes, May nous félicite. Les anciens réclament à cor et à cris le doyen qui refuse de venir. Alors on le conspue, on le maudit, on l'injurie. Soudain une débandade : 40 agents viennent d'entrer dans la Faculté et ont tourné les manifestants qui se sauvent dans la rue. Poursuivis, ils gagnent la rue Soufflot, se rangent sur le trottoir en face de la Faculté criant leur mépris à la fois au doyen et à nous, les bizuts, la force armée les disperse, et ils s'élancent vers les Boulevards, formés en un magnifique monôme»<sup>356</sup>. Il décrit aussi ceux qui se déroulent à l'occasion de certains cours<sup>357</sup>, voire d'événements particuliers<sup>358</sup>. Il

---

<sup>356</sup> On peut remarquer que un an après les autorités semblent avoir pris leur précaution : « les bizuts pour éviter que les anciens ne viennent les troubler ont été mis dans l'aile ancienne de la Faculté » le 10 novembre 1913 et le 5 décembre 1913 « des agents stationnent aux alentours de la Faculté : il y a eu chahut hier pour protester contre un arrêté du doyen défendant l'accès des amphi pendant le cours. C'est idiot : moi qui n'ai souvent que des demi-heures » C.P.Q. f.Fr.Q. Il est possible aussi que ces chahuts et le recours préventif aux forces de l'ordre aient une dimension « politique » qui échappe à Quesnay, liée à la grave crise de la faculté de Paris entre 1909-1912, marquée notamment par la démission en février 1911 du doyen Lyon-Caen « mal élu en 1909 [...] sous la pression d'une campagne à forts relents antisémites, de étudiants et des journaux d'extrême-droite [obligeant les autorités à faire intervenir la force publique à plusieurs reprises au sein même de l'école de droit » selon Christophe CHARLE *La république des universitaires* Paris, Le Seuil, 1994, p.250

<sup>357</sup> Ainsi le 20 novembre 1912, « Allix est assez furieux car son cours est accompagné de réflexions désobligeantes d'étudiants qui font semblant de se croire soit crieurs de journaux (*La Presse*) soit conducteurs d'autobus : St Thomas d'Aquin (changeant de station). Canonistes (boum-boum) on lui reproche aussi de citer 30 fois le nom de ce malheureux Saint Thomas auquel il est voté à la fin un : "Pour St Thomas d'Aquin : M..." ». Le 9 janvier 1913 « j'assiste au cours de Colin : quelques bruits tendancieux accompagnent sa leçon quelque peu scabreuse : bigamie, inceste, impuberté, identité de sexes comme causes de nullités de mariage... » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>358</sup> Ainsi le 20 janvier 1913 « cours de May. La salle est bondée : on offre au nouveau chevalier de la Légion d'Honneur, une croix, et les anciens sont là avec nous, debout, criant, acclamant » C.P.Q. f.Fr.Q. En effet pour Gaston May (1849-1940), titulaire de la chaire de droit romain depuis la rentrée 1907, « l'université de Nancy [où il a commencé sa carrière] sollicite l'honorariat et celle de Paris la croix de chevalier de la Légion d'honneur en 1913 pour récompenser le maître et le chercheur » selon Patrick

décrit aussi les banquets d'étudiants auxquels il participe, insistant bien, pour rassurer sa mère, sur leur dimension respectable : « Voilà ce banquet terminé, cette soirée passée, et tout fut parfait ; nous nous sommes vraiment bien amusés, très bien amusés. Nous avons fait tout ce qu'il fallait faire pour cela et rien que ce qu'il fallait faire, si l'on voulait rester dans la correction nécessaire. Nous avons été jusqu'aux limites permises, sans les franchir. Tu peux être tranquille : rien dans mon attitude n'a pu être répréhensible [...] Nous eûmes à Lapeyrouse un dîner parfait : simple mais abondant. [...] j'ai d'ailleurs conservé le menu : chacun signa celui des autres et cette pièce à conviction sera peut-être un jour amusante : 23 signatures de types dont quelques-uns dans différents domaines ont de la valeur et parviendront à un certain rang social ! [...] Des soirées comme celle d'hier sont nécessaires pour créer des liens de camaraderie, nécessaires aussi pour vous permettre en bande de connaître sans danger et sans s'y mêler, un monde spécial d'ailleurs peu "intéressant" : étude psychologique sur le vif qui calme les imaginations, et fait mieux apprécier sa position sociale. [...] A 10H ½, en taxis, nous quittions Lapeyrouse pour filer sur Magic City où formés en monôme, parfois chantant, conspuant nous essayâmes toutes les attractions. Ce fut le moment de véritable plaisir. [...] Les gens applaudissaient d'ailleurs les étudiants qui, en bataillon serré, inséparables accaparaient successivement toutes les attractions [...] mais on se sentait fatigué : notre beau groupe se dispersa : le bataillon perdit son homogénéité »<sup>359</sup>. Alors qu'on a vu chez lui une ouverture certaine sur l'étranger, il souligne le « cosmopolitisme »<sup>360</sup> de Paris et en particulier de la

---

ARABEYRE Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.) *Dictionnaire historique des juristes français* Paris, PUF « Quadrige, 2007, p.552.

<sup>359</sup> Pierre Quesnay à sa mère le 7 mai 1914 f.Fr.Q. . On peut remarquer, dans ce court extrait d'un compte-rendu très détaillé, l'image du « bataillon » renvoyant au « "haut" idéal patriotico-universitaire » des associations d'étudiants mis en avant par Antoine PROST (*Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968 p.232).

<sup>360</sup> Le 17 décembre 1912 « quelle activité, quel mouvement, quel cosmopolitisme : on croise sous ces allées du Louvre toutes sortes de gens » C.P.Q. f.Fr.Q.

Sorbonne<sup>361</sup>. Même s'il ne manque pas de souligner qu'il est dans la « pépinière » des futurs talents de la République et qu'il ne tient qu'à lui « de reconnaître les arbres qui deviendront des chênes »<sup>362</sup>, on sent parfois poindre, durant cette période initiale, une certaine pointe d'amertume, liée à sa solitude relative<sup>363</sup> et à la différence de richesse avec certains de ses condisciples : le 3 mai 1913 « le cours prend fin et c'est alors que je sens combien je suis dépaycé. De tous côtés, l'on s'appelle, l'on rit, l'on se connaît. Près de moi, le groupe qui discutait sur le ministère Barthou cause d'une bonne partie faite en bande hier l'après-midi : ah l'agrément de la vie de Paris : on se connaît, on a des camarades, on s'amuse, on travaille ensemble, au lieu que je suis seul, réduit à parcourir mon journal et à griller des cigarettes. Ah, si l'an prochain... ! »<sup>364</sup>. On peut pourtant remarquer tout ce que Quesnay a en commun avec ces jeunes gens, notamment le goût pour les loisirs nouveaux et modernes<sup>365</sup>, pour écarter l'idée d'une arrivée à Paris comme

---

<sup>361</sup> Le 6 janvier 1913, « un coup d'œil aux étudiants studieux, aux élégantes, aux flirteurs, aux étrangers (car il y a de tout cela à la bibliothèque de la Sorbonne) ». Le 16 décembre 1912 il note « en attendant le cours d'Economie Politique d'Allix, j'inspecte la salle et je réfléchis : quoi, ce sont là les juristes, les avocats de l'avenir. Ce nègre, que sera-t-il ? Un Légitimus peut-être... [sans doute une référence au député guadeloupéen Hégésippe Légitimus, élu de 1898 à 1902 et de 1906 à 1914] Et, ce Japonais-là près de moi ? ». Le 10 novembre 1912, il échange avec une « allemande aux cheveux d'or et aux yeux d'azur (le vrai type de la Prussienne) ». Le 4 mars 1913, il note la présence d'une étudiante argentine dans l'assistance C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>362</sup> Le 16 décembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>363</sup> Le 1er décembre 1913 : « seul dans ce grand amphithéâtre. Ne connaître personne, ne pas être avec quelqu'un, comme les autres. Ah que l'on sent l'ennui d'être un errant qui ne connaît personne. Il me semble qu'un ami, un vrai me donnerait du courage » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>364</sup> C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>365</sup> C'est le cas avec les membres d'un groupe particulier « les détachés », férus de sports nouveaux et de loisirs mécaniques : « Ils sont une douzaine de sa sorte à la Faculté : richissimes fils de gros bonnets du Tout-Paris, acteurs ou auteurs : mis à la dernière mode, accaparant les plus jolies filles, suivant avec assiduité les cours mais en auditeurs peu attentifs et forts bruyants, ils tranchent nettement sur la masse des étudiants. Ce sont les détachés, ne manquant pas un cours, mais lançant en plein milieu un éclat de rire ou partant avec tapage au milieu vers un skating ou une partie d'auto » le 21 janvier 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

acculturation forte<sup>366</sup> : ils incarnent, d'une certaine manière, une part de ses rêves, ceux que permettraient une aisance plus grande encore, ceux qui correspondent le moins aux désirs de sa mère notamment. Mais frappé par l'atmosphère studieuse qui règne en bibliothèque<sup>367</sup>, « cette grande salle où l'on n'entend presque aucun bruit, où chaque place est éclairée par une lampe électrique et marquée par un excellent fauteuil »<sup>368</sup>, il distingue bien le « cours à la mode où l'on vient lire le journal [du] cours intéressant où l'on travaille »<sup>369</sup>. Parmi ces jeunes gens qu'envie Quesnay, un nom se détache rapidement, celui de Pierre Lemorton qui deviendra son plus proche ami jusqu'à sa disparition à Verdun en 1916. Ami des cousines de Quesnay et « fils du percepteur de Vimoutiers, c'est un grand gaillard qui bout d'intelligence et me plaît beaucoup »<sup>370</sup>. Interne à Louis Le Grand<sup>371</sup>, il impressionne Quesnay qui, lors de leurs premières rencontres, l'« écoute ce grand type, plus jeune que moi, parler avec une facilité remarquable : il a tout lu, il connaît tout : que sont heureux les élèves des grands lycées parisiens »<sup>372</sup>. Cette proximité sera renforcée à partir de janvier 1914, quand Quesnay obtient, enfin, de ses parents, de cesser les fatigants voyages en train depuis Rouen<sup>373</sup> et de pouvoir s'installer à Paris. Après de longues discussions

---

<sup>366</sup> Cependant, on peut remarquer que, lors du premier voyage parisien à l'automne 1913, « ce matin, la vie à Paris m'a étonné. Je n'étais plus habitué au va et vient continuel des gens, au mouvement, à l'agitation, au danger de la rue, aux beautés fardées du trottoir non plus » 17 octobre 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>367</sup> « Ne sachant que faire » il va « passer l'après-midi à la Bibliothèque, faisant des recherches sur la vie politique en 1899, au moment du procès Dreyfus. Quel calme dans l'immense salle. Que de travailleurs. Ah non, Paris n'est pas seulement la ville de la noce, le Droit n'est pas seulement le refuge de ceux qui ne veulent rien faire ! Comme je voudrais être pour de bon parmi ces heureux bûcheurs ! » Le 3 mars 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>368</sup> Le 13 novembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>369</sup> Le 3 mars 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>370</sup> Le 8 novembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>371</sup> Le 16 novembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>372</sup> Le 10 novembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>373</sup> Le 17 octobre 1913 : « voilà repris mes voyages parisiens, plus courts maintenant : 2 heures à peine » mais le 15 décembre 1912 : « je suis parti par la ligne de Pontoise.

familiales et une quête acharnée, il trouve une chambre dans la pension de la famille Wagner, au 86 boulevard de Port-Royal, correspondant aux critères économiques et moraux de sa mère<sup>374</sup> : « nous partons pour notre chasse aux pensions [...] au fond d'un jardin qui au premier aspect m'a paru un peu cimetière, se trouve le pavillon Wagner : dans le salon, sous le gui, avec Pierre Lemorton, nous causons. La patronne, genre protestante sèche, nous montre ma chambre porte à porte avec celle de P[ierre] L[e]m[orton]. C'est loin d'être aussi bien que chez Vilbois : ni chauffage central, ni tapis, ni beaux meubles, ni électricité, gaz renversé [ ?]. J'accepte, je saurai l'arranger ; il faut en finir, faire des concessions, espérer en l'avenir. C'est 225 au lieu de 250 ». Même si il s'y sent parfois isolé<sup>375</sup> ou peut-être trop peu regardé par la jeune finlandaise Carin Ramsay<sup>376</sup>, très vite, grâce à la bienveillance de sa logeuse<sup>377</sup>, il va y trouver une ambiance très favorable et épanouissante, quasiment familiale<sup>378</sup>.

#### *Le métier d'étudiant.*

A propos de son travail d'étudiant proprement dit, Quesnay est assez imprécis dans ses carnets sur la nature d'une partie de ses cours, en particulier les cours de droit. Pourtant, sa vie d'étudiant n'est pas

---

Jamais encore je ne l'avait empruntée pour aller à Paris et ainsi, seul, le trajet me paraît abominablement long ». C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>374</sup> Le 23 décembre 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>375</sup> Le 7 juin 1914 (carnet 1916 C.P.Q. f.Fr.Q.) « je voudrais tant "exister" enfin pour la maison, m'extérioriser, ne pas être l'insignifiant, gentil... Il y a des heures où je jalouse les autres. Intimités nouées sans moi, absent les dimanches : "je suis venu trop tard en des âmes cueillies..." ».

<sup>376</sup> Le 6 juin 1914 (carnet 1916 C.P.Q. f.Fr.Q.) « aux Grands Augustins avec Lemorton et Carin. Elle lui donnait le bras : quasi jaloux. Je voudrais être tiers en leur camaraderie ».

<sup>377</sup> Madame Wagner écrit ainsi à la mère de Pierre en janvier 1915 après la confirmation de la mort de son fils au front : « si j'étais fière et à juste titre d'avoir un fils comme Yves, vous pouvez l'être au moins autant de Pierre. Il a dix-neuf ans, j'en ai près de soixante et c'est à lui que j'ai recouru quand je me sens à bout de courage [...] Il fait partie de la famille, et je me confie à lui comme je me confiais à mon pauvre disparu » f. Fr. Q.

<sup>378</sup> Ainsi le 7 juin 1914 « je combine un bon travail de jour et de charmantes soirées » (carnet 1916 C.P.Q. f.Fr.Q.).

dépourvue pour l'observateur, d'enjeux : quelle part y tient l'innovation intellectuelle face à la tradition ? Quelle place respective y est faite au savoir théorique et aux savoir-faire plus pratiques ? Y trouve-t-on trace de savoirs dépassant le strict cadre national ? Dans quelle mesure ces enseignements sont-ils politisés ? S'il est parfois déçu- le 14 novembre 1912 « ayant été ce matin dès 8H½ au cours d'histoire du droit, je me suis promis de n'y plus jamais retourner. Quel assommoir que ce Chénon ! Bernard qui suivait a été lui aussi endormant »<sup>379</sup> - il souligne souvent la qualité de l'enseignement reçu<sup>380</sup> ; il semble cependant trouver un certain plaisir intellectuel dans ces disciplines : « j'adore me torturer l'esprit pour résoudre les problèmes qui ne sont captivants que parce qu'ils sont difficiles. Le droit public du reste me plaît par son côté précis »<sup>381</sup>. Il se contente en général de mentionner la matière ou le nom du professeur. Parmi ceux-ci, se trouvent Albert Wahl<sup>382</sup> (1863-1941), Ambroise Colin (1862-1929) dont il « subi[t] le charme de la parole »<sup>383</sup> en droit civil ou Maurice Bernard (1877-1916)<sup>384</sup>. Il est un peu plus

---

<sup>379</sup> Il s'agit vraisemblablement d'Emile Chénon (1857-1927), titulaire dans la chaire d'histoire générale du droit français à partir de 1898, dont il assura le cours en première année de licence de 1905, sans discontinuité jusqu'en 1927 selon Patrick ARABEYRE Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.) *Dictionnaire historique des juristes français* Paris, *op. cit.* p.777.

<sup>380</sup> Le 23 décembre 1913 : « cours de Barthélémy [ ? ] : ce petit homme maigre est vraiment épatant » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>381</sup> Le 13 novembre 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>382</sup> Le 20 janvier 1913 « cours de droit civil de Wahl » C.P.Q. f.Fr.Q. : il est titulaire de la chaire de procédure civile depuis 1909 et enseigne aussi le droit civil approfondi et comparé selon Patrick ARABEYRE Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.) *Dictionnaire historique des juristes français op. cit.* p.777.

<sup>383</sup> Le 7 janvier 1913 C.P.Q. f.Fr.Q. Ambroise Colin, arrivé à la faculté de Paris en 1900, « joue un rôle non négligeable dans le milieu intellectuel, en pleine effervescence des juristes des "années 1900". [...] Les positions d'Ambroise Colin modérément réformatrices et ouvertes aux adaptations du Code civil, sont tout à fait caractéristiques de l'esprit de ce "petit parlement" de juristes où se rencontrent professeurs, magistrats et avocats. Colin est le premier professeur réellement "appelé" par la Cour de cassation plutôt que choisi par le pouvoir politique » selon Patrick ARABEYRE Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.) *Dictionnaire historique des juristes français op. cit.* p.777.

<sup>384</sup> Le 17 décembre 1912 « Bernard fait son dernier cours de Droit civil sur les preuves » C.P.Q. f.Fr.Q. D'après Jean JOLLY (dir.) *Dictionnaire des parlementaires*



précis pour les cours d'économie politique d'Edgar Allix<sup>385</sup>, « jeune et chic prof [...] Net, clair, ordonné, son cours est fait avec une facilité d'élocution absolument remarquable. Voilà sûrement un homme de l'avenir » : il note le 15 décembre 1912, « Allix surtout est très intéressant » puis le 10 novembre 1913 « Allix commence son cours sur les transports », le 24 novembre 1913 « à 11H35, je suis à la faculté de Droit au cours d'Allix sur l'aide de l'Etat aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer : amphithéâtre bondé : quel contraste avec l'an dernier ». Mais ces recensions ne semblent pas refléter un intérêt particulier pour ce cours car il note le 5 décembre 1913 : « j'arrive au cours d'Allix complet [...] le cours est sur la marine. En somme, jusqu'à présent, assez peu intéressant cette année »<sup>386</sup>. Il choisit cette discipline comme « matière spéciale » dès 1913, suivant pour cela en Sorbonne les cours de Célestin Bouglé (1870-1940) - le cours « de Bouglé sur les rapports de la morale et de l'Economie politique m'est indispensable si je prends l'Economie politique comme matière spéciale »<sup>387</sup> - et faisant ainsi le lien entre les lettres et le droit. Les premiers contacts avec Gaston Jèze, « le véritable fondateur de la science des finances en France », selon Lucette Le Van-Lemesle<sup>388</sup>, sont cependant nuancés, Quesnay semblant lui reprocher une trop grande indépendance d'esprit l'amenant à afficher trop ostensiblement des

---

*français, notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*, Paris PUF, 8 Vol, 1960-1977, Maurice Bernard était professeur adjoint à la faculté de Paris depuis 1912.

<sup>385</sup> Ainsi C.P.Q. f.Fr.Q. Lucette LE VAN-LEMESLE, dans *Le Juste ou le Riche. op. cit.*, rappelle qu'Edgar Allix (1874-1939) fut surtout un historien des doctrines économiques (p.530) qui fait partie en 1910 du jury de l'agrégation d'économie (p.330). D'après la notice d'autorité de la BNF, il occupe à partir de 1912 la chaire de Législation française des finances et science financière.

<sup>386</sup> Le 13 novembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>387</sup> Le 11 novembre 1913 Le même jour, il mentionne son projet de suivre son cours sur l'économie sociale. C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>388</sup> « Face aux traditionalistes, il est le premier à poser que les problèmes financiers sont "des faits de répartition des charges entre les individus". On est donc particulièrement conscient qu'à travers le système d'impôt, il y a la recherche d'une répartition plus équitable des charges entre les individus qui composent un Etat » selon L. Le Van-Lemesle *Juste ou le Riche. op. cit.*, p.620.

positions politiques trop hardies : « 2H. Conférence de Jèze. Il est des plus précis, des plus intéressants. Malheureusement, il met ses dons au service d'une idée à lui spéciale : il y a le Dr Jèze qui combat le Droit de tous les autres : alors ?? D'ailleurs ingénieux, mais pourquoi aller contre tous. De son idée, il tire des conséquences politiques excusant l'impôt sur la rente, la séparation des Eglises et de l'Etat. A la sortie, l'impression générale est que c'est idiot. Qu'apprendrions-nous si ce cours lui vient détruire ce que nous disent les autres »<sup>389</sup>. De même il reste assez évasif en ce qui concerne ses cours en lettres, car il suit un double cursus, convaincu, comme son père que « tous les grands avocats sont licenciés ès-lettres »<sup>390</sup> : s'il souligne parfois la difficulté du latin, il veut absolument obtenir sa licence de philosophie<sup>391</sup>. Il suit avec sérieux les cours de Léon Brunschvicg (1869-1944) sur Descartes<sup>392</sup> et de Victor Delbos (1862-1916) sur Kant<sup>393</sup> et Locke<sup>394</sup>, puis l'enseignement de logique d'André Lalande (1867-1963)<sup>395</sup>. Il est probable également qu'à partir de 1914, il aille entendre les cours de Bergson au Collège de

---

<sup>389</sup> Le 16 décembre 1913 : de même une semaine plus tard, « je pars au cours de Jèze, toujours original, sectaire [?], très fort, mais ayant ses idées personnelles et [ill.] à détruire celles des autres » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>390</sup> Le 2 décembre 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>391</sup> Le 10 décembre 1912 : « journée consacrée au latin [...] Dieu que je suis rouillé : j'ai grand mal à pénétrer dans la pensée des auteurs romains : et pourtant il le faut : je le veux : la licence de Philo est au bout » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>392</sup> Le 17 novembre 1913 « le cours de Brunschvicg ne me fait pas d'ailleurs regretter ma sueur [répandue pour y venir] : j'y prends force notes sur la façon de faire une dissertation puis sur Descartes » ; le 24 novembre 1913 « dans une discussion sur un passage de Lachelier : phénomènes  $\psi$  et  $\phi$ , je prends la parole devant 300 personnes du haut des gradins de l'amphithéâtre : cela attire vers moi tous les regards ce qui ne me trouble pas et me permet de me rendre compte de la sonorité de la salle pour la voix. On explique du Descartes ». Mais le 15 décembre 1913 « le cours de Brunschvicg [est] toujours aussi brumeux » comme déjà le 16 décembre 1912 « cours de Brunswieg [sic] sur la Causalité [...] Beau français, très noble, très savant, mais très abstrait : je retiens de ce cours quelques notions générales utiles » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>393</sup> Le 27 novembre 1913 il « assiste au cours de Delbos. Beaucoup de monde : toujours les mêmes têtes de philosophes : cours très intéressant d'un merveilleux petit vieux sur Kant et sa Critique de la Raison Pure » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>394</sup> Le 11 mars 1914 P. Quesnay à ses parents f.Fr.Q.

<sup>395</sup> Le 4 mars 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

France<sup>396</sup>. Mais alors que l'arrivée de Durkheim en 1902 à la Sorbonne pour remplacer Ferdinand Buisson dans la chaire de sciences de l'Education marque le développement de la sociologie dans le champ universitaire<sup>397</sup>, on le sent particulièrement intéressé par des branches relativement nouvelles de l'enseignement de la philosophie, la psychologie et la sociologie : quand il fait le programme de ses « roulements » entre les différents cours, il écrit vouloir suivre notamment « les exercices pratiques avec Durkheim » et les « expériences de psychiatrie avec Dumas »<sup>398</sup> regrettant un peu plus loin de ne pouvoir « écouter Dumas développer sa *Psychologie générale* avant les expériences »<sup>399</sup>. Il juge ailleurs le cours de Durkheim « épatant »<sup>400</sup> mais sans en détailler le contenu. Il soulignera plus tard la « solidité de Jèze, [la] fougue de Bouglé mais [son] emballement pour la flamme et la précision éloquente de Durkheim »<sup>401</sup>. On connaît les critiques du père de la sociologie à l'égard de l'économie politique - Swedberg<sup>402</sup> rappelle que Durkheim critique la manière dont les économistes abordent l'analyse des phénomènes économiques car ils adoptent un point de départ arbitraire, « un facteur purement individuel, le désir de richesse » au lieu de commencer par étudier « les rapports

---

<sup>396</sup> On trouve en effet plusieurs mentions de Bergson dans le carnet 1916 pour des dates de l'année 1914 par exemple le 27 avril 1914 « toujours les cours de Bergson ».

<sup>397</sup> Selon Bruno POU CET *Enseigner la philosophie. Histoire d'une discipline scolaire 1860-1990*, Paris, CNRS Editions, 1999, p.203.

<sup>398</sup> Il s'agit vraisemblablement de Georges Dumas (1866-1946) chef du laboratoire de psychologie à la clinique des maladies mentales de la Faculté de Paris de 1896 à 1913, puis professeur de psychologie expérimentale à la faculté à partir de mars 1913 d'après Christophe CHARLE *Les professeurs de la faculté des lettres de Paris. Dictionnaire biographique*, Paris, Editions du CNRS, 1989, t.2 p.73. D'ailleurs Quesnay, le 5 décembre 1913, n'a pas été informé que son cours a lieu « à l'asile d'aliénés, derrière la prison de la Santé. Je me promets d'y aller vendredi prochain ». Mais le 12 décembre, un retard de train l'empêche d'aller « à l'asile des fous : c'est paraît-il extrêmement intéressant : expériences sur les sujets même » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>399</sup> Le 11 novembre 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>400</sup> Le 11 mars 1914 Pierre Quesnay à ses parents f.Fr.Q.

<sup>401</sup> Le 13 janvier 1916 mais passage daté de 1914.

<sup>402</sup> Richard SWEDBERG *Une histoire de la sociologie économique* Paris, Desclée de Brouwer, 1994, p.71.

suivants lesquels les faits s'enchaînent réellement » (*Règles de la méthode sociologique* pp.27, 100) ; pour lui, la loi de l'offre et de la demande « n'a jamais été établie inductivement, comme expression de la réalité économique » ; donc « l'économie politique classique a créé un monde économique qui n'existe pas un *Güterwelt*, un monde isolé qui demeure à jamais identique à lui-même et au sein duquel les conflits entre des forces purement individuelles sont régis par des lois économiques immuables. En réalité c'est à l'intérieur de collectivités, qui diffèrent fortement les unes des autres, que les individus essaient de s'enrichir, et la nature, comme le succès de ces efforts se modifient avec la nature de la collectivité dans laquelle il se trouve » (avec Paul Fauconnet « Sociologie et sciences sociales » *Revue philosophique* n°55 1903, p.487-488)<sup>403</sup>. On peut rapprocher ces remarques de sa critique du libéralisme économique : il dénonce le renforcement de l' « anomie » comme phénomène inhérent au développement économique de la société occidentale, alors que pour lui, le marché en soi est incapable de créer une société stable, donc il est nécessaire de renforcer la dimension sociale de l'économie<sup>404</sup>. Pourtant Quesnay ne semble pas opposer les deux enseignements<sup>405</sup> mais, au contraire, s'en nourrir de manière complémentaire. Il est assez prolixe sur les cours d'Henri Delacroix qu'il juge dès le début « excellent [et] très, très intéressant »<sup>406</sup>. Assez

---

<sup>403</sup>. De même, Jean-Jacques GISLAIN et Philippe STEINER dans *La sociologie économique 1890-1920*, Paris, PUF, 1995, p.34, soulignent que « Durkheim dès 1886, dénonce le caractère réducteur de l'économie politique en lui reprochant à tort les dimensions morales et sociales de l'activité économique. Il met l'accent sur "la grande erreur économique" qui consiste à "réduire la société à n'être qu'une simple juxtaposition d'individus", de telle sorte que "l'homme et la société que conçoivent les économistes sont de pures imaginations qui ne correspondent à rien dans les choses" »

<sup>404</sup> R. SWEDBERG *Une histoire de la sociologie économique op. cit.* p.74-75.

<sup>405</sup> Dans les notes prises lors du cours de Durkheim de novembre 1914 au début 1916 (f.Fr.Q.), la question de l'économie politique n'est pas directement abordée, mais on trouve une critique de la pensée d'Auguste Comte qui correspond aux éléments mis en avant notamment par GISLAIN et STEINER pour introduire les attaques de Durkheim contre cette discipline.

<sup>406</sup> Le 11 novembre 1912 C.P.Q. f.Fr.Q. Son quasi contemporain Emile BRÉHIER dans son *Histoire de la philosophie* Paris PUF, 1994 (1931) T.3 p.995, rappelle que « l'œuvre

rapidement, celui-ci semble remarquer Pierre<sup>407</sup>, ayant confiance dans sa réussite dans ses deux licences : « je monte chez Delacroix. Sitôt arrivé, il me fait appeler et répond à mes questions par des paroles d'encouragement et d'espoir. Il me donne des indications et même des documents pour ma leçon : il croit que je peux acquérir ma licence au moins en nov[embre] et en tout cas sûrement dans mes [ ? ] deux années : pas d'exemple du contraire pour les garçons intelligents et travailleurs. D'ailleurs pourra mieux me conseiller quand m'aura entendu. Me conseille [...] de m'entendre avec M. Delbos pour l'histoire de la philosophie, avec M. Allix qui sera si je veux mon correcteur et mon examinateur en Economie politique à la licence. Je sors enchanté »<sup>408</sup>. Il est vraisemblable que le jeune homme ait été signalé au maître par un professeur de philosophie, Tisserand<sup>409</sup>, ainsi qu'il le laisse entendre en décembre 1913<sup>410</sup>. Il bénéficie aussi d'un autre patronage pour ses débuts

---

entière d'Henri Delacroix vise à montrer qu'il est impossible d'interpréter une partie quelconque de la vie de l'esprit sans la rapporter au tout ».

<sup>407</sup> Le 20 janvier 1913 : « à 4H20 il reste seulement 4 étudiants (dont 2 jeunes filles) pour la remise des dissertations. La mienne est considérée comme la meilleure sur les souvenirs d'enfance, et je reçois à ce sujet sur mes études des félicitations que je recueille avec plaisir. M. Delacroix me demande si je compte me présenter à la fin de l'année, en tout cas, m'encourage car j'ai fait un excellent début. [...] Il s'intéresse fort à une hypothèse émise par moi, toute nouvelle et très importante, dit-il. Elle m'est toute personnelle et peut mener à des résultats. Il me conseille de la vérifier et si elle se confirme de lui en rédiger un rapport, car la question l'a fort intéressé » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>408</sup> Le 24 novembre 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>409</sup> On peut raisonnablement émettre l'hypothèse qu'il s'agit de Pierre Tisserand (1867-1935 selon la notice IDREF) éditeur de Maine de Biran, professeur au lycée Carnot (selon sa notice nécrologique publiée dans la *Revue néo-scholastique de philosophie* 1935, v.38, n°47, p.406), ce qui correspondrait aux informations que donne Quesnay à son propos, le 28 août 1919 (lettre à Carin Ramsay), quand il fait la liste de ses relations « Tisserand professeur de philo à Paris » f.Fr.Q. Le premier entretien laisse pourtant à Quesnay un sentiment mitigé : le 10 novembre 1912 : « je monte chez M. Tisserand. Lui me déçoit : je m'attendais à lui trouver un aspect plus sympathique : froid, assez âgé, gros, l'ai cassant et doctoral [...] Pourtant il est charmant : assis dans le salon, près Vénus de Milo en marbre, nous causons, il me recommande de travailler Histoire de Philo et se charge de parler de moi au correcteur des dissertations, M. Delacroix, un de ses amis, venu souvent aux Troënes » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>410</sup> Le 15 décembre 1913, « je suis en Sorbonne et Delacroix me reçoit : il n'a pas encore vu Tisserand, cela se sent : correct aimable mais comme envers tout élève » C.P.Q. f.Fr.Q.

dans le monde universitaire – patronage dont l’origine, comme pour le précédent, reste pour l’instant assez mystérieuse - celui de « Monsieur Schatz » à qui il explique ses projets d’avenir dès son arrivée à Paris : « j’arrive chez M. Schatz : [...] un homme grand, jeune à la figure belle et expressive s’en vient au-devant de moi : tête des plus sympathiques, voix musicales et prenante : 34 à 35 ans. [...] Assis auprès d’une Venus de Milo en bronze, ½ grandeur naturelle, j’expose mon cas, mes espoirs mes projets [...] le Maître me conseille avec douceur, écrit pour moi des listes de livres, veut même m’en donner un des siens [...] Il trouve que j’aurai cette 1<sup>e</sup> année bien du travail : stage et 2 licences, me conseille en général de garder toujours dans mes emplois du temps, le temps de la flemme intellectuelle, de la rêverie utile, passée à fumer et à penser »<sup>411</sup>. Il s’agit sans doute d’Albert Schatz, professeur d’économie à la faculté de Dijon puis de Lille<sup>412</sup>, auteur, en 1907, de *L’individualisme économique et social : ses origines – son évolution – ses formes contemporaines*, qui, bien plus qu’un simple cours d’économie politique retranscrit pour un public plus large<sup>413</sup>, se veut face au socialisme « maître de l’opinion » le moyen de réhabiliter « l’individualisme », doctrine mal portée par « ses interprètes officiels du XIX<sup>e</sup> siècle, les libéraux [qui] non seulement ne l’ont pas fait aimer, mais [qui] ont parfois donné à cette doctrine lumineuse d’affranchissement et de libération, l’aspect méprisable d’une doctrine de classe, heurtant, sans

---

<sup>411</sup> Le 10 novembre 1912, C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>412</sup> Le 25 mai 1913, Quesnay note après son entretien : « comme il m’a mis à son aise avec son ton cordial, comme devant lui j’ose parler, espérer, demander, interroger ! Le grand front où le labeur a marqué de légers sillons, s’incline en signe d’approbation et sa voix m’encourage : il me cause de Londres, de son poste de directeur de l’Institut français, poste qui lui permet de développer son activité : car il aime cela agir, ne vivant pas d’utopies bien qu’on puisse croire d’un économiste. Là-bas à Lille, voulant avoir confirmation des doctrines par les faits il visite les usines avec ses étudiants. Demain, il est convoqué à l’Elysée pour s’y entretenir avec Poincaré sur les détails de sa réception lors de son proche voyage en Angleterre. Quel homme ! » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>413</sup> Albert SCHATZ *L’individualisme économique et social : ses origines – son évolution – ses formes contemporaines*, 1907, avant-propos, consultable sur gallica.bnf.fr.

discernement, toutes les aspirations modernes »<sup>414</sup>. Ainsi, même si on remarque un certain éclectisme de ses enseignants, comme avec les positions de Durkheim par exemple, Quesnay voit, sans nul doute, renforcer à leur contact son “libéralisme d’évidence”<sup>415</sup> issu de son milieu familial. Recommandant Quesnay à certains de ses collègues<sup>416</sup>, il donne à voir au jeune homme un bel exemple de réussite sociale par la carrière universitaire : dans une lettre à ses parents le 4 mars 1914, Pierre décrit là où il retrouve son mentor : « quel épatant hôtel : j’en fus stupéfait : on eut dit un ministère : donne autant Boulevard Saint Germain que Rue Solferino : luxueux et immense escalier de marbre aux énormes tapis. Loyer de 10 à 15000 francs » ; une semaine plus tard, il poursuit la description avec le même enthousiasme « eh bien, ce rangement idéal, je l’ai constaté là : si jamais je rêvais du bureau souhaité, je ne crois pas devoir ajouter quoique ce soit à celui-là »<sup>417</sup>. Le jeune étudiant admiratif souligne aussi ses contacts à l’étranger<sup>418</sup>, comme il le fait à propos d’autres de ses professeurs tels le spécialiste du droit international, André Weiss (1858-1928)<sup>419</sup> dont il suit le cours

---

<sup>414</sup> *Idem*, p.8-9.

<sup>415</sup> Il correspondrait un peu en quelque sorte à la formule de Ludwig von Mises « l’économie de marché n’a pas besoin d’apologistes ni de propagandistes. Si vous cherchez son monument, regardez autour de vous », citée par Olivier DARD et Frédéric FOGACCI dans « Organisations, crises, régénérations » dans Dominique BARJOT, Olivier DARD, Frédéric FOGACCI et Jérôme GRONDEUX *Histoire de l’Europe libérale. Libéraux et libéralisme en Europe XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2016 p.8.

<sup>416</sup> Le 11 mars 1914 « il me proposa à ce sujet de me présenter à mes trois maîtres de conférences. Malheureusement, il ne pouvait se rendre aux heures de leurs cours avec moi ; et c’est pourquoi il me donna trois cartes à leur remettre, cartes aussi élogieuses qu’aimables. A Bernard et à Jèze, il dit “mon cher ami”, à Piedelièvre “cher Maître” et à tous trois en termes différents mais analogues il adresse un mot de “très chaleureuse recommandation pour un de leurs étudiants de conférence, m. P.Q. qui mérite à tous les égards leur bienveillante attention” ou “qui leur donnera toute satisfaction” ou “dont il apprécie le travail et l’intelligence” ! Voilà qui est de nature à m’encourager. Je vais remettre ces cartes aux prochaines conférences, et travailler à les justifier » Pierre Quesnay à ses parents, f.Fr.Q.

<sup>417</sup> f.Fr.Q.

<sup>418</sup> La mention de ses voyages en Angleterre est faite le 25 mai 1913 mais aussi le 4 mars 1914 (« le mercredi il est à Londres »).

<sup>419</sup> André Weiss, nommé d’abord à Dijon, devint professeur-adjoint à Paris en 1891, occupant à partir de 1908 la chaire de droit international public et privé. Son *Traité*

brillant - « cours de Weiss que je compte suivre sur le Droit International. C'était le premier cours ; il y eut pourtant relativement peu de chahut et beaucoup d'intérêt »<sup>420</sup> - et qui sera un de ses examinateurs à la fin juin 1914<sup>421</sup>, qui est aussi « notre grand diplomate, représentant avec Bourgeois la France à la Haye »<sup>422</sup>. De même, on retrouve chez Schatz, avec la mention de l'entretien accordé par Poincaré, la proximité avec le monde politique qui caractérise aussi certains des universitaires que découvre Quesnay à partir de la rentrée 1912<sup>423</sup>. Ainsi, certains de ses professeurs sont candidats lors des législatives de 1914 : si Maurice Bernard réussit à réaliser ce qui est un des rêves de Quesnay, en se faisant élire député à la place de son père - « nous y causâmes de Bernard. Peut-être fera-t-il passer l'examen, malgré son élection : en tout cas, pour plus de sûreté, nous décidâmes tous de lui adresser nos félicitations, et je me suis exécuté le soir-même »<sup>424</sup> - Célestin Bouglé,

---

*élémentaire de droit international privé* (1886) « marque la renaissance de cette discipline en France sous la III<sup>e</sup> République » selon Patrick ARABEYRE Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.) *Dictionnaire historique des juristes français op. cit.* p.780.

<sup>420</sup> P. Quesnay à ses parents le 11 mars 1914 f.Fr.Q.

<sup>421</sup> Le 29 juin 1914, Weiss « vint nous interroger en International. Il me questionna sur l'Autriche-Hongrie. C'était d'actualité. Je répondis avec calme, et j'eus 16 » P. Quesnay à ses parents f.Fr.Q.

<sup>422</sup> *Idem.* En effet, selon Patrick ARABEYRE Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.) *Dictionnaire historique des juristes français op. cit.* p.780, il est « jurisconsulte auprès du Quai d'Orsay à partir de 1908 : il s'implique relativement peu dans la conférence de la Haye pour l'unification des règles de résolution des conflits de lois. Il représente en revanche la France dans des litiges portés devant la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, comme l'affaire des déserteurs de Casablanca de 1909. [Après la 1<sup>e</sup> guerre mondiale] il est désigné comme juge de la Cour permanente de justice internationale de La Haye (1920) ». Pendant cette période, on peut noter qu'« il se rallie au mouvement en faveur de la SDN : *La Société des Nations et le développement du droit international privé*, 1925 ». Pour Christine MANIGAND dans *Les Français au service de la Société des Nations* Bern, Peter Lang, 2003, p.15, il est ainsi représentatif d'« une partie du futur milieu genevois [...] déjà frotté aux expériences internationales de 1899 et 1907 »

<sup>423</sup> On a déjà signalé les critiques de Quesnay à l'encontre des remarques d'actualité dont Jèze semble parsemer son cours, le 16 décembre 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>424</sup> Le 13 mai 1914 Pierre Quesnay à ses parents f.Fr.Q. D'après Jean JOLLY (dir.) *Dictionnaire des parlementaires français, notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940, op. cit.*, Maurice Bernard fut élu député du Doubs en 1914, 16 ans après son père, Jean (député puis sénateur de ce



sous l'étiquette radicale<sup>425</sup>, échoue lui à Paris, puisque le 13 mai 1914 Pierre va, parmi d'autres, lui témoigner « notre sympathie et notre attachement »<sup>426</sup>. Pendant la campagne de ces législatives, il reste intéressé par le spectacle de la vie politique dans la capitale : « Paris est amusant en ce sens que dans une même rue on rencontre jusqu'à 4 circonscriptions, d'où 4 batailles électorales. Il y a comme une activité, une fièvre, le long des boulevards, sous les marronniers touffus comme sous le ciel bleu en plein soleil, on parle politique, on discute, on s'arrête à lire les affiches »<sup>427</sup>. Il assiste même à un meeting où Louis Barthou prend la parole<sup>428</sup>, mais il y fait moins référence dans sa correspondance, peut-être aussi pour conjurer les inquiétudes maternelles. On peut noter ainsi qu'il insiste bien, dans une lettre à ses parents du 11 mars 1913<sup>429</sup> sur son choix de travailler et d'aller écouter une conférence d'un de ses professeurs plutôt que d'aller au théâtre ou assister à un meeting : « demain j'avais été : soit aller voir jouer Sarah Bernard dans *Phèdre* de Racine ; soit aller entendre aux conférences de "Foi et Vie" le philosophe Boutroux, le nouvel académicien : ceci pour l'après-midi. Soit pour le soir aller aux Droits de l'Homme écouter Jaurès Bouglé Sembat, ou Allix faire une conférence à la Sorbonne sur l'économie libérale classique. On a le choix. Mes camarades vont soit à tel soit à tel autre spectacle. Je crois bien qu'en matinée je me contenterai de travailler et qu'en soirée, j'irai seulement entendre Allix : toutes les autres séances sont en effet payantes et, en ce moment, je n'ai hélas ni temps ni argent à gâcher ». Au-delà de l'habileté des arguments déployés pour rassurer sa mère

---

département), comme candidat d'union de tous les républicains contre la coalition de droite.

<sup>425</sup> Selon Christophe CHARLE *Les professeurs de la faculté des lettres de Paris. Dictionnaire biographique, op. cit.* t.2 p.37. Pierre Quesnay va l'entendre le 22 avril 1914 (carnet 1916 f.Fr.Q.) « Réunion électorale Bouglé. La citoyenne Dastre, bêtise des gens... ».

<sup>426</sup> P. Quesnay à ses parents le 13 mai 1914 f.Fr.Q.

<sup>427</sup> P. Quesnay à ses parents le 22 avril 1914 f.Fr.Q.

<sup>428</sup> Le 2 avril 1914 « à 8 heures, je dois partir [...] écouter Barthou : Emile Loubet nous a fourni des places » P. Quesnay à ses parents f.Fr.Q.

<sup>429</sup> f.Fr.Q.

(singularisation par rapport à ses condisciples, sens de l'économie...), Quesnay montre bien l'étendue de l'offre intellectuelle parisienne. On peut noter aussi qu'il est prêt à aller entendre Jaurès, qu'il vouait aux gémonies lors du débat sur la loi des 3 ans ; autre signe d'une possible évolution par rapport au député du Tarn, il note dans le carnet 1916 à propos du 22 janvier 1914 « grosses émotions [...] Jaurès et son appel à la jeunesse ». On trouve mention ailleurs d'autres activités politiques, par exemple sa prise de parole dans une « réunion socialiste »<sup>430</sup>, qui ne permettent pas vraiment de dégager une ligne politique claire et ferme<sup>431</sup>. De la même manière, quand il a l'occasion d'assister et de décrire le fonctionnement d'un conseil de guerre, il avoue son désarroi car il se sait « assez militariste mais il faut reconnaître que c'est là une parodie de justice beaucoup plus qu'une justice réelle » : « drôle de tribunal en vérité que ce Conseil de Guerre. Je suis assez militariste, mais il faut reconnaître que c'est là une parodie de justice beaucoup plus qu'une justice réelle. Étais-tu avec moi l'an dernier, maman, à la représentation de Cœur de Française ? Il y avait là un conseil de guerre allemand : le français est identique, raideur, militarisme, aucune pitié, formalisme extraordinaires [...] L'interrogatoire est également rosse parmi le cliquetis des sabres ; les peines prononcées le sont plus encore. Toutes les réponses : « à l'unanimité, coupable » : une seule fois les circonstances atténuantes et un sursis. Certes il est excessivement facile de plaider : l'avocat n'a que quelques mots à dire, mais c'est bien inutile, car ça ne change absolument rien. Les prévenus étaient pour la plupart bien innocents : des journaliers réservistes n'ayant pas fait leur déclaration de changement de résidence : aussi leur convocation ne les avaient-elles pas touchées : insoumission : 3 mois de prison. Pourtant il était évident que

---

<sup>430</sup> Carnet 1916, le 25 avril 1914 « réunion socialiste rue Grégoire de Tours j'y parle » C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>431</sup> D'après le carnet 1916, le 18 mars 1914, dans le contexte de l'assassinat de Gaston Calmette par l'épouse de Joseph Caillaux, « pour éviter d'être compromis avec la droite, je forme alors un parti centre ». Le 20 avril (ou mars ?) 1914 il note « conférence Thomas Sambat ».

ces types dont certains avaient fait 2 fois 5 ans de services, qui étaient dans une situation misérable, n'eussent pas demandé mieux que d'aller se faire nourrir et loger à la caserne durant 13 jours [...] Pauvres types : ils avaient à s'occuper de vivre : c'était je crois beaucoup plus urgent et cela s'imposait plus à leur réflexion. J'ai vu aussi un indiscipliné, parfait abruti, déclaré irresponsable par le médecin militaire, n'a pu répondre un mot à l'audience [...] Il ne se souvenait de rien, était complètement idiot. A cause de l'irresponsabilité, il eut les circonstances atténuantes, fera 1 an de prison au lieu de 2... ! »<sup>432</sup>. Ce qui paraît par contre plus certain, c'est que Pierre Quesnay se signale assez rapidement, auprès de ses maîtres, par la qualité de son travail<sup>433</sup> dès ses premiers examens parisiens en juin 1913 : « à 3H, j'arrive excité mais non ému dans les anciens bâtiments où je vais passer sévères, sombres, grands tableaux, beaux tapis. Salle n°2. Je suis Primus. [...] Mes 2 voisins sont assez ternes : des provinciaux n'ayant jamais mis les pieds à la Faculté. [...] Le père May, la figure toute souriante entre dans la salle [...] “Monsieur le premier candidat, voudriez-vous me dire ce que vous savez du testament à Rome”. Je suis parti : parole rapide, claire, élégante : les mots me viennent seuls, avec eux des idées nettes et précises qui au bout de 2 minutes à peine me valent le plus joli des sourires du père May, ses félicitations chaleureuses et la note 19 [...] May avait été très favorablement impressionné par mes réponses ». Ensuite, vient le deuxième examinateur « Percerou, car c'est lui, me jette : “Parlez-moi des servitudes prédiales”. Son ton n'a rien d'encourageant. Il se lève, s'assoit dans le troisième fauteuil, revient dans celui du milieu, puis le quitte pour le premier, où il s'enfonce, allongeant ses jambes sur les deux autres. Je commence. J'essaie de l'égayer, de parler comme si l'examineur qui m'interrogeait était tout autre : je ne sais s'il m'écoute : il joue avec son crayon, baille à se décrocher la mâchoire, ne

---

<sup>432</sup> P. Quesnay à ses parents le 25 mars 1914 (f.Fr.Q.) :

<sup>433</sup> Ainsi « ma dissertation de Bouglé n'a pas de note, mais quelques phrases plus élogieuses que critiques » P. Quesnay à ses parents le 17 juin 1914.

manifeste aucun signe d'attention. La digestion doit être difficile [...] Il me marqua un 12 ou 13 » qu'il change en 15 quand Quesnay répond à la place des autres candidats. Puis vient le troisième : « c'est Piedelièvre, un long vieux biscornu, du genre orang-outang [qui] est au moins poli. Il s'assoit convenablement "Parlez-moi des nullités relatives, dites-moi qu'elles sont..." Il cause, c'est sa manie de faire les questions et les réponses [...] mais je veux montrer un peu mon savoir. Je débite à toute vitesse, trop vite dira maman, nerveusement. [...] Je lui parle de *La poudre aux yeux* de Labiche [...] "Je vous remercie" 16. [...] J'ai [au total] 50 moyenne 16 BIEN »<sup>434</sup> même s'il semble que la « licence [soit] relativement facile » à obtenir, selon Lucette Le Van-Lemesle<sup>435</sup>. Il sera le plus jeune candidat au concours de droit de 1914<sup>436</sup> et brillera lors de l'examen qui suit<sup>437</sup> qui lui permet d'obtenir son deuxième « bachot

---

<sup>434</sup> Le 20 juin 1913 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>435</sup> Lucette Le Van-Lemesle *Le Juste ou le Riche op. cit.* p.473 : « cette licence, qui s'obtient à partir du travail personnel sur des livres ou des manuels, ne constitue donc pas un barrage très rigoureux ».

<sup>436</sup> P. Quesnay à ses parents le 15 juin 1914 (f.Fr.Q.) à propos du droit administratif « nous étions 51 ; Deblois n'était pas venu et j'étais le plus jeune. En cette qualité, l'honneur m'est revenu d'avoir à tirer la question "Origine et développement du Recours pour Excès de Pouvoir", sujet vaste s'il en fut où il fallait bien éviter de se noyer. 6 heures cela passe avec une rapidité incroyable. [...] Certes j'ai commis pas mal d'oublis, je m'en suis aperçu, j'ai une faute de plan assez grossière, je n'ai aucun espoir au premier prix, mais j'aurais pu faire beaucoup plus mal. » à la fin de l'épreuve « nous marchâmes dans le Luxembourg trempé : il ne pleuvait pas. Nous étions 4 des meilleurs types de l'année, tous à peu près aussi contents. Le sujet tiré par moi était celui de Jèze qui nous a traité cette matière toute l'année aux Conférences ». *Idem* le 17 juin 1914 à propos du droit civil : « j'ai tiré moi-même comme question "l'Action Directe", traitée par Wahl à son exposé, non exposée dans les bouquins [...] La salle s'est vidée : de 55, nous sommes resté 22. Car je suis resté : malgré tout, j'ai voulu voir ce que je pouvais découvrir avec l'aide de mon Code et j'ai pondu 6 pages. Il y a beaucoup d'erreurs, quelques vérités et des idées générales assez juste ».

<sup>437</sup> P. Quesnay à ses parents, le 29 juin 1914 : « Wahl nous fit passer le premier et je fus ravi. Constitution d'hypothèque : je connaissais bien mon sujet : tout alla. J'eus l'impression très nette d'avoir été très bon : lui-même malgré sa mauvaise réputation fut aimable. Je me lançai dans des détails : il approuvait. [...] Piedelièvre vint ensuite. "Solidarité !" Je connaissais très bien la question, et comme l'an dernier, je m'énervai un peu accélérant mon débit. Lui-même de son côté n'arrêtait pas. Ce fût confusion. Nous sourîmes mais je savais très bien mon sujet et dis tout ce qu'il fallait dire. [...] Weiss, notre grand diplomate [...] vint nous interroger en International. [...] Quand on afficha le résultat, je n'avais que 42, mention Assez Bien, et ce fut une petite déception. 12, 14, 16. Wahl ne m'avait mis qu'un 12 : j'en fus un peu étonné, mais

Droit »<sup>438</sup>. Il se fait aussi remarquer lors des événements de la vie étudiante, tels les conférences du Palais de Justice, où il voit approuver sa proposition contre le futur impôt sur le revenu, selon des arguments qui correspondent à la « stratégie [des adversaires du projet Caillaux] de déplacement de la controverse des intérêts vers la morale »<sup>439</sup> : « après dîner, nous sommes descendus Lemorton, Lecher[bonnier], Gonin et moi vers le Palais de Justice [...] De 9 à 11H ½ il y a eu discussion sur l'impôt sur le revenu. Discussion fort mouvementée, tronquée aussi faute de temps : deux orateurs seulement ont pu se faire entendre, et la discussion bien entendu s'est terminée par un vote. Il y avait 6 ordres du jour de déposés, les uns condamnant totalement l'impôt sur le revenu, les autres l'approuvant sans restrictions ; j'ai eu le grand plaisir de voir voter le mien, rédigé par moi au cours de la séance, signé en outre de Gonin : "La Conférence, reconnaissant en principe la justice d'un impôt réparti entre tous, suivant les facultés, mais répudiant toute inquisition, approuvent l'immunité de la rente, comptant sur une modification du système actuel pour réaliser la réforme fiscale, passe à l'ordre du jour". Du coup je suis devenu une des notabilités de la conférence, l'emportant notamment sur Loubet qui s'inspirant absolument des mêmes idées que moi, approuvait toutefois l'impôt sur la rente. Ma formule (approbation du principe chacun payant selon ses ressources ; réprobation des moyens Caillaux inquisitoires et vexatoires) a réuni 17 voix sur 25 votants »<sup>440</sup>.

Ainsi, même si l'on sent souvent poindre des désirs d'émancipation sous une plume volontiers caustique et critique, en particulier à l'égard de l'envahissante tutelle maternelle, Pierre Quesnay paraît être, du point de vue économique et social, un jeune homme bien de son milieu et bien de son époque, y compris dans leurs ambiguïtés. Fils de des « nouvelles

---

j'aurais eu mauvaise grâce à me plaindre : j'étais le premier de ma série de neuf.... » f.Fr.Q.

<sup>438</sup> Carnet 1916 29 juin 1914 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>439</sup> Nicolas DELALANDE *Les batailles de l'impôt. Op. cit.* p.230.

<sup>440</sup> P. Quesnay à ses parents le 19 mars 1914 (f.Fr.Q.) :

classes moyennes salariées employées » en plein essor pendant « la fin du siècle et l'avant-1914 »<sup>441</sup>, il est pleinement conscient de l'ascension paternelle et aspire très classiquement à la poursuivre, ainsi que lui laisse espérer son brillant parcours scolaire. Fruit de cette aisance familiale, il profite pleinement de « la société dans la modernité » (Vincent Duclert) qu'est la société française à la veille de la guerre : pour lui et les siens, c'est bien, socialement et économiquement, une « belle époque », notamment celle de la découverte des loisirs qui souvent ouvrent sur l'ailleurs, parfois lointain. Son positionnement politique, entre républicanisme modéré, cimenté par une certaine pratique locale, et bouffées patriotiques et nationalistes, à la fois générationnelles et conjoncturelles à la veille de l'embrasement européen, relève lui par contre des ambiguïtés qui caractérisent aussi la France d'avant 1914, « société impériale » aux tensions nourries par les « manques tout aussi flagrants » « par rapport à l'idéal officiel d'égalité et de fraternité »<sup>442</sup>. Son installation à Paris, début 1914, ne marque pas une rupture, en ce qui concerne ces goûts et ces tendances, avec encore des ambiguïtés notables en ce qui concerne son « outillage » intellectuel, entre tradition intellectuelle (celle du « beau parler » intellectuel de la *disputatio*, de la vieille Sorbonne) et innovations (avec la sociologie autour de la figure de Durkheim). Elle est aussi le début de la connexion du jeune Quesnay avec des acteurs intellectuels de premier plan, d'obédience parfois apparemment contradictoire, entre libéraux et tenants de positions moins orthodoxes (comme Jèze et Durkheim). Ainsi la figure encore indécise du jeune Quesnay, notamment du point de vue politique et intellectuel, renvoie à l'image, en dernière analyse, de la « Belle Epoque », qu'on ne peut réduire au triomphe d'un modèle républicain sûr de sa force et gravé dans le marbre, idéal reconstruit *a posteriori*, après la première guerre mondiale.

---

<sup>441</sup> Christophe CHARLE *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée* Paris, Le Seuil « l'Univers historique », 2001, p.109.

<sup>442</sup> *Idem* p.119.

## Chapitre 2. Un « immobilisé » très mobilisé (1914-juillet 1916).

Par sa nature même, la première guerre mondiale constitue un tournant majeur dans la destinée de Pierre Quesnay : guerre « intégrale » selon la formule de Clemenceau<sup>443</sup>, elle brouille ou achève de brouiller par sa durée notamment les grilles de lecture de l'avant-guerre. Guerre « impérialiste » car entre « sociétés impériales » « sœurs ennemies » selon Christophe Charle<sup>444</sup>, elle bouleverse le *statu quo* international, notamment la « place de la France » si importante pour Quesnay. De même, le conflit est aussi culturel en particulier en modifiant profondément le rapport à la modernité. Malgré les lacunes actuelles des sources<sup>445</sup>, les écrits de Pierre Quesnay du début de la guerre à l'été 1916 - qu'on peut globalement ranger sous le titre qu'il donne à ses notes de 1915 les « feuilles de route d'un immobilisé » - sont particulièrement féconds pour l'analyse, et cela, pour au moins trois raisons. D'abord, contraint par sa santé fragile de rester dans le monde civil, c'est-à-dire, à ses yeux « immobilisé », il témoigne comment celui-ci est peu à peu imprégné par la guerre, comment il devient peu à peu « le front de l'arrière »<sup>446</sup>. Ensuite, il faut tenter de saisir comment, lui qui, si souvent, brûle de partir au combat, s'accommode de son inconfortable situation d'« immobilisé » involontaire : se pose alors pour lui la question quasi existentielle de savoir ce qui le distingue des embusqués. A l'occasion de ce fort débat intérieur, sous le poids du regard des autres, on peut mesurer comment et pourquoi son consentement à la guerre évolue ; il faudra notamment étudier son rapport à l'information en temps de guerre, avec

---

<sup>443</sup> Michel WINOCK *Clemenceau*, Paris, Tempus, 2011 p.527.

<sup>444</sup> Christophe CHARLE *La crise des sociétés impériales*, *op. cit.* p.22.

<sup>445</sup> Le journal de 1914 n'a pu, à ce jour, être retrouvé ; on peut émettre l'hypothèse qu'il n'a pas été tenu ou qu'il a été perdu par Pierre Quesnay, car il prend soin dans les carnets de 1915 de noter un certain nombre d'éléments concernant l'année 1914.

<sup>446</sup> Nicolas BEAUPRÉ *Les Grandes Guerres 1914-1945*, Paris Belin, 2012, p.121.

notamment la question de la censure et du secret. Enfin, on tentera de mesurer quelle est l'originalité de son regard sur le conflit, en particulier dans ses aspects économiques, et comment cette réaction particulière se traduit dans ses travaux universitaires, avec notamment l'influence d'un côté de Durkheim et de l'autre celle de Rist.



## Sur le « front de l'arrière ».

« On s'aperçoit peu chez nous que c'est la guerre ; hélas, ailleurs !... » note Pierre Quesnay le 1<sup>er</sup> janvier 1915 bien conscient des bouleversements que la guerre provoque partout - « ailleurs » et même « un peu » déjà dans le cadre rassurant de la maison familiale. En effet comme l'écrit, au début d'un de ses essais hérétiques, le philosophe tchèque, Jan Patočka, la Première Guerre mondiale n'est-elle pas un « immense processus dépassant chaque individu, processus porté par les hommes et qui pourtant excédait la mesure humaine : processus en quelque sorte cosmique »<sup>447</sup>, phénomène incommensurable qui, au-delà de son aspect chaotique, génère une nouvelle organisation générale du monde ? Comment Pierre Quesnay perçoit-il ce bouleversement, en particulier en tant que nouveau rapport au temps et à l'espace ? Quelles traces nous en donne-t-il à voir dans son quotidien ?

### *Le bouleversement de l'espace et du temps.*

C'est d'abord dans et par le ciel que la guerre bouleverse de manière la plus spectaculaire le quotidien que nous donne à voir Pierre Quesnay, au cours du mois de janvier 1915 : « j'ai eu aujourd'hui une étrange vision, l'une de mes impressions les plus marquantes de la guerre. Pourtant c'est un tout petit fait : mais il est vrai que nous nous sommes si peu aperçus de la lutte : Paris noir ! Et puis l'on a l'espoir, le petit frisson d'un danger possible – oh lequel ? - alors on rit plus nerveusement, on vit plus gaiement. Ce n'est pas le normal quoi » écrit-il le 19 janvier 1915 (avec, à côté de la date, la mention « Paris sans feu » soulignée). En effet, c'est par le ciel que peut survenir la menace nouvelle, les *Zeppelin*, qui sont signalées dès le 23 janvier 1915 (« je parle des *Zeppelin* et de Paris sans lumière »). Et Quesnay de donner au fil des pages du mois de janvier une série d'indications sur les mesures prises pour se protéger contre ces

---

<sup>447</sup> Cité par Annette BECKER et Henry ROUSSO dans « D'une guerre l'autre » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU Annette BECKER Henry ROUSSO et Christian INGRAO *La Violence de guerre 1914-1945* Bruxelles, Complexe 2002, p.11.

bombardements : le « pont qu'on peint »<sup>448</sup>, « en Biblio Sorbonne le père Maire, grotesque, avait fait tirer les rideaux éteindre moitié des lampes. Crainte des *Zeppelin* » « l'ordonnance étrange du préfet de police ordonnant aux Parisiens la fermeture de tous volets : on redoute les *Zeppelin* »<sup>449</sup>, « c'était un essai de mobilisation. Les agents donnèrent les ordres : pendant deux heures tout fut obscur et nos aéros observèrent »<sup>450</sup>. La mesure semble être assez rigoureusement appliquée puisque le 3 février 1915, Quesnay travaille « fenêtre grande ouverte derrière les rideaux (Mme Wagner a eu une contravention pour éclairage) », malgré les accidents que cela peut engendrer<sup>451</sup>. Dans le ciel, apparaissent les dirigeables : « Du cabinet, j'entends un ronflement. Là sur mon petit jardin, énorme, vaporeux, lumineux aussi tout près un gigantesque dirigeable jaune évolue. Qu'il est bas ! Quelle masse : il tient presque tout mon petit ciel. J'ai bondi pour appeler Lemorton : nous avons couru Boulevard Port Royal pour apercevoir sa colossale silhouette, s'en allant rapidement comme un éléphant qui courrait vers l'ouest. Paris entier le voit l'acclame : on veut lui montrer qu'on est gardé, seule utilité de cet engin mais quelle impression bizarre ! Je me souviens de celui de Dieppe, plus haut alors, en un ciel pur au-dessus de la gare... »<sup>452</sup>. Progressivement la menace aérienne et les défenses mises en place entrent dans le quotidien et ne font plus l'objet de mentions que mises en rapport avec la météo<sup>453</sup>.

Il convient de s'interroger à la fois sur la réalité de la menace et sur la perception qu'en a Quesnay. 1915 marque l'apparition de *Zeppelin*

---

<sup>448</sup> Le 18 janvier 1915.

<sup>449</sup> Le 19 janvier 1915.

<sup>450</sup> Le 20 janvier 1915

<sup>451</sup> Description le 8 février 1915 d'un accident de circulation dans lequel est impliquée une voiture militaire roulant tous feux éteints.

<sup>452</sup> Le 29 janvier 1915.

<sup>453</sup> « Deux aéros voltigent au-dessus d'Issy » (29 janvier), « on voyait haut des aéro » (8 février).

capables de bombarder plus efficacement<sup>454</sup>, après le bombardement de Liège par deux *Zeppelin* au cours de l'été 1914. Mais Paris ne sera bombardé, de 1915 à 1918, que deux fois par les *Zeppelin* d'abord dans la nuit du 20 au 21 mars 1915 (« nous avons entendu parler d'un raid de *Zeppelin* cette nuit sur Paris » 21-22 mars 1915) puis dans la nuit du 29 au 30 janvier 1916 provoquant 66 victimes dont 27 morts. Londres, par contre, a été touchée par 51 raids faisant plus 500 morts et 1357 blessés. C'est d'ailleurs ces raids contre la capitale anglaise qui justifient les mesures prises à Paris : « voilà-t-il pas que *l'Information* nous apprend que ces mesures ont tout de même leur raison d'être. L'Angleterre hier soir justement a été bombardée par les *Zeppelin* : gaffe allemande dit chacun, sergent recruteur d'engagements. Non au point de vue allemand ça un excellent effet moral » le 20 janvier 1915. Quesnay souligne l'aspect essentiellement psychologique et symbolique de ces raids et le réécrit encore le lendemain : « ce raid de *Zeppelin* sur l'Angleterre ! Tous les gens crient à l'idiotie allemande : cela va accélérer les engagements dans l'armée anglaise, émouvoir les neutres, sans aucun effet, 4 morts »<sup>455</sup>. On peut même percevoir à travers sa belle description de Paris plongé dans le noir, en janvier 1915 la « crainte d'ordre culturel »<sup>456</sup> que suscitent ces raids, renvoyant d'abord à la peur ancestrale de la nuit absolue. Correspond à cette idée la dimension esthétique de la description de cette guerre aérienne qui semble davantage l'intéresser par les images qu'elle offre que pour elle-même (voir les formules « Paris sans feu » « sur mon petit jardin, énorme, vaporeux, lumineux aussi tout près un gigantesque dirigeable jaune évolue » « comme un éléphant »).

---

<sup>454</sup> « A partir de 1915, de nouveaux modèles de *Zeppelin* furent capables de porter des charges de bombes de plus en plus lourdes et de larguer celles-ci avec plus d'efficacité » Stéphane AUDOIN-ROUZEAU « Avions et chars » p.265 dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.*

<sup>455</sup> Le 21 janvier 1915.

<sup>456</sup> Formule de François COCHET dans l'article « *Zeppelin* » dans François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Robert Laffont « Bouquins », 2008.

La guerre aérienne proprement dite en 1915-1916, c'est davantage l'affrontement entre « as » au-dessus des tranchées dans lequel, notamment depuis les analyses de George Mosse<sup>457</sup>, on peut voir le dernier espace de la guerre traditionnelle idéalisée : « la guerre des airs était une épreuve chevaleresque dans laquelle les as de l'aviation de tous les pays témoignaient de leur audace de chasseurs, donnant ainsi l'exemple à “la masse des fourmis” »<sup>458</sup>. Pierre Quesnay, dont le goût pour l'aéronautique est ancien, s'intéresse aussi à la figure du « pilote [qui] incarne une nouvelle élite »<sup>459</sup>, car la guerre se révèle aussi matrice d'une société nouvelle d'où émergera une autre élite, celle des experts : « que de pensés sur ces guerriers de l'air »<sup>460</sup>. Il connaît le matériel aérien utilisé : il évoque ainsi un « ami mécano de Voisin qui abattit un aviatik<sup>461</sup> »<sup>462</sup> même s'il ne semble faire aucun achat spécifique de journaux ou de photos concernant les « as » ou leurs appareils (alors qu'il a acheté certains numéros spéciaux consacrés au canon de 75 par exemple). Il relève dans la presse les noms de ces pilotes d'exception<sup>463</sup>, qui doivent avoir un comportement conforme à une vision chevaleresque de la guerre<sup>464</sup>. Rapprochée de la dimension esthétique, déjà évoquée, de

---

<sup>457</sup> Cf. notamment p.138 et suiv dans George L. MOSSE *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes* Paris, Hachette, 1999.

<sup>458</sup> *Idem* p.142.

<sup>459</sup> *Idem* p.139.

<sup>460</sup> Le 12 janvier 1915 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>461</sup> Du nom de la société établie à Mulhouse *Automobil und Aviatikwerke* qui sortit en 1914 pour l'armée allemande le biplan biplace d'observation de base de l'armée allemande B1 dans François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*

<sup>462</sup> Le 24 janvier 1915

<sup>463</sup> Le 20 avril 1915 « Garros prisonnier », le 1<sup>er</sup> septembre 1915 c'est la mort d'Adolphe Pégoud l'un des pilotes les plus populaires des commencements de la guerre [...], surnommé « le roi de l'air » » (selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*) *op. cit.* à propos de qui Quesnay note « c'était un casse-cou mais il rendait de grands services ».

<sup>464</sup> C'est particulièrement net à l'occasion de l'affaire de l'évasion d'Eugène Gilbert de Suisse en août 1915 : « on lit les détails de [...] l'évasion de Gilbert filant de Suisse où il était interné sur parole – je ne suis pas comme tout le monde, mais je n'applaudis pas » le 24 août 1915 C.P.Q. f.Fr.Q.

cette description de la guerre aérienne, ainsi que de certaines images “naturalisantes” (l’assimilation du dirigeable à un éléphant), cet intérêt semble correspondre à la vision mythique qui est donnée de la guerre aérienne, selon George Mosse, vision mythique permettant de « sublimer la technologie » pour « rendre la guerre plus familière et supportable »<sup>465</sup>.

A petites touches, Quesnay note combien la guerre transforme le cadre spatial quotidien : d’abord il paraît plus fragmenté administrativement, la Seine Inférieure<sup>466</sup> semblant être contrôlée fermement par l’allié britannique qui en a fait une de ses principales bases arrières<sup>467</sup>, rendant même nécessaire un sauf-conduit pour se rendre à Paris<sup>468</sup>. Le train est un autre baromètre qui témoigne des progressives transformations de l’arrière qu’il s’agisse de celui qui est « bondé d’officiers du 39 et du 74 revenant de leur permission : des croix, des croix »<sup>469</sup> ou de celui par lequel « je m’en reviens avec de gros agents d’affaires, des fournisseurs d’armée, tout à une idée, effrayants de brutalité »<sup>470</sup>. Dans le Dieppe de ses vacances, il peut observer les tranchées creusées pour l’entraînement, qu’il va même dessiner dans son carnet, soulignant l’amélioration dans la conception de ces ouvrages<sup>471</sup>, au terme d’une véritable visite

---

<sup>465</sup> George L. MOSSE *De la Grande Guerre au totalitarisme...*, *op. cit.* p.142.

<sup>466</sup> Sur le choix de Rouen comme base principale en France par l’état-major britannique, cf. Ophélie BENOIT *Les bases britanniques à Rouen pendant la Première Guerre Mondiale* mémoire de master II sous la direction d’Olivier Feiertag, Université de Rouen 2010-2011 p.33 et suiv.

<sup>467</sup> « Paul Robbe, un de mes vrais amis » qu’il voit le 27 janvier 1915 à Vincennes n’a pas eu de permission car « Seine Inférieure en zone anglaise », or on sait que alors qu’entre l’hiver 1914 et l’été 1915 l’Etat-major français, conscient que la guerre durera commence à se préoccuper des permissions, « dans l’armée britannique qui se bat sur un sol étranger, les permissions sont très rares, car il y a l’obstacle supplémentaire de la Manche à traverser » François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.* art. « Permissions ».

<sup>468</sup> Mentionné le 11 avril 1915.

<sup>469</sup> Le 1<sup>er</sup> août 1915.

<sup>470</sup> Le 20 décembre 1915.

<sup>471</sup> « Ah champ de manœuvre de Dieppe ! Ce n’est plus ces fossés informes qu’on creusait : vers la vallée d’Arques, sans parapet, coupées à même la terre, des tranchées, des vraies. Etroits couloirs, adroits boyaux, lignes successives. Là-même pour un canon. Quelle adresse, mais que ça doit être dur. On y circule. Ah comme on

touristique<sup>472</sup>. Mais la cité est aussi devenue « la ville de toile des environs de Rouen » pour y accueillir les chevaux, tandis que dans son port on peut voir « un ex-navire hôpital armé : des chalutiers qu'on équipe. La guerre, quoi, ici »<sup>473</sup>. Même la plage est envahie par les blessés<sup>474</sup> et les prisonniers allemands à l'uniforme élégant<sup>475</sup>. A Rouen, « Père et moi voyons des [classes] 15, [du] 74<sup>e</sup>, partir pour une marche nuit. Comme on se met à la cadence... »<sup>476</sup> et il semble même entendre le canon tonné au moment de l'offensive sur la Somme<sup>477</sup>. La guerre paraît même s'immiscer dans des lieux les plus inattendus : ainsi quand il se promène avec Carin Ramsay au bois de Passy où elle avait assisté au bal de Ecole Normale Supérieure l'année précédente, ils ont la surprise d'y croiser Ferdinand Foch « le héros du Nord », alors « comme on pense à la guerre même au bord de ce lac si doux, au long de cette avenue de Longchamp »<sup>478</sup>.

Le journal de Pierre Quesnay donne à voir la guerre comme extraordinaire bouleversement du temps ou des plutôt des temporalités car « la conjugaison des deux temporalités – présent du quotidien et fin attendue – fait de la guerre un état provisoire qui dure, mais un état tout

---

se représente l'homme sous les balles creusant son trou qu'on unira ensuite au trou du voisin » le 9 avril 1915.

<sup>472</sup> Le 12 août 1915 « on visite les tranchées ».

<sup>473</sup> Le 9 avril 1915.

<sup>474</sup> Le 28 août 1915 « Finalement on gagne la plage où je lis France devant une mer superbe : on est bien. Des blessés joyeux qui plaisantent ».

<sup>475</sup> Le 12 août 1915 « on rentre par la route d'Arques croisant les groupes de prisonniers allemands qui s'en vont coucher au champ de courses. Je remarque l'élégance des *feldwehl* auprès des soldats pauvres charbonniers [ ? ] ».

<sup>476</sup> Le 5 avril 1915.

<sup>477</sup> Le 21 juin 1916 « Forêt Verte. Le canon ! »

<sup>478</sup> Le 17 novembre 1915, « on gagne le Bois délicieux par ce matin : la glace craquelle, soleil très doux, des aéro. Nous bavardons mais plus que tout nous goutons le plaisir de cette « retrouvée ». [...] Les allées sont désertes. Deux officiers à cheval, une dame, un bébé : et c'est un général : il a la médaille militaire qui brille au-dessus du crachat [ ? ]. Nous ouvrons de grands yeux. La médaille militaire ; un général ; et cette tête connue. Qui ? Ce n'est pas Maunoury. Puis le souvenir nous vient, me vient, un pastel de *l'illustration* : c'est Foch, le général Foch, le héros du Nord, lui... Sa moustache en chat, oui, c'est lui ».

de même provisoire »<sup>479</sup>. C'est donc d'abord le quotidien qui est transformé avec l'apparition, d'une part, d'un nouveau rituel quotidien : les communiqués, fournis par le Grand Quartier Général théoriquement aux élus et transmis à la presse. Leur contenu est décrit souvent de manière très concise par le journal de Quesnay, sans doute car il n'y apprend pas grand-chose lui le lecteur assidu de la presse<sup>480</sup>. Mais on sent bien la fébrile attente<sup>481</sup> et quand il ne va pas les chercher, il le note avec une explication<sup>482</sup>. Par ailleurs, d'autres nouveaux repères apparaissent dans le calendrier : ainsi le 27 janvier 1915 le communiqué révèle de furieuses attaques allemandes sur la Bossée : « les Boches vont tenter un grand coup pour la fête de l'Empereur », l'entrée en guerre de l'Italie se traduit par un jour chômé pour les étudiants parisiens<sup>483</sup>. Il y a aussi tout un ensemble de jours dédiés à telle ou telle catégorie d'acteurs ou de victimes de la guerre<sup>484</sup>, souvent à partir d'initiatives locales, comme le 19 septembre 1915 « la journée du prisonnier dieppois »<sup>485</sup>, formant une sorte de trame calendaire nouvelle. Celle-ci est aussi marquée par les anniversaires des événements antérieurs du conflit : ainsi le 4 août 1915 « ce sont les grands anniversaires. Pauvre Jaurès ! Union sacrée. Les

---

<sup>479</sup> N. BEAUPRÉ *Les Grandes Guerres 1914-1945 op. cit.* p.104.

<sup>480</sup> « Le communiqué quotidien du GQG [...] n'apprend rien aux autorités [...] car le GQG privilégie la conservation du secret » François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*

<sup>481</sup> « Enfin les nouvelles » le 2 janvier 1915 ou encore le 26 septembre 1915 à Rouen « Rue Saint Lô dans l'attente du communiqué : foule dense, des gens qui "en ont" là ou là. On attend en silence, oppressés » et le 28 septembre 1915 « au communiqué, l'on s'écrase : la soie tendue des parapluies brille sous les lampes : foule aux yeux fixes, mêmes regards, tous les types : on écrit fébrilement pour chez soi, rapporter les nouvelles ».

<sup>482</sup> Ainsi, le 17 janvier 1915 « nous emballant de n'avoir point été aux dépêches pour travailler »

<sup>483</sup> Le 25 mai 1915 : « une journée torride s'apprêtait : étudiants assis sur le trottoir. Portes fermées : congé pour l'Italie !! Zut alors ».

<sup>484</sup> Le 27 juin 1915 « c'est la journée des orphelins », le 25 décembre 1915 « journée du Poilu : cartons et bons pour médailles ». Même le matériel a sa journée tel le canon de 75 à qui est consacrée la journée du 14 février 1915.

<sup>485</sup> Quesnay note parfois l'absence de coordination entre les différentes initiatives comme le montre la remarque du 7 février, à Paris « les gens ont des 75 à la boutonnière : c'était la journée mais à Rouen dans 8 jours ».

esprits se retrempe à ces souvenirs ; l'union s'affirme mieux : jusqu'au bout ! ». Mais, plus encore, on trouve sous la plume de Quesnay de quoi définir la guerre comme « un régime d'incertitude pesant sur chacun », en reprenant la formule de Christophe Prochasson, « régime d'incertitude »<sup>486</sup> dans lequel le principal mode de rapport au temps est l'attente. C'est d'abord l'horizon de la fin de la guerre qui est souvent évoqué, toujours évidemment de manière incertaine<sup>487</sup>, de même que le « grand coup »<sup>488</sup> qui permettrait de la hâter car si « par moments on s'attriste : inconsciemment soi-même, on pense : “c'est long !” »<sup>489</sup>, on est parfois plein d'« optimisme sur l'échéance proche de la guerre »<sup>490</sup>. Peu à peu, on se convainc inexorablement que « la guerre s'annonce encore longue : peut-être irai-je sans même être pris à la prochaine révision et je partirais docteur en droit ! »<sup>491</sup>. L'inquiétude est particulièrement forte au moment de la bataille de Verdun, « bataille repère dans l'imaginaire collectif français »<sup>492</sup> qui « devint, dès 1916, un résumé et un symbole de la Grande Guerre »<sup>493</sup>. Quesnay semble être, dès août 1915, conscient de l'importance du saillant de Verdun<sup>494</sup>, peut-être sensibilisé par les campagnes de presse concernant la faiblesse

---

<sup>486</sup> Christophe PROCHASSON *14-18 Retours d'expériences*, Paris, Tallandier « Texto », 2008, p.69.

<sup>487</sup> Ainsi le 4 avril 1915 « jour de Pâques et la guerre n'est pas finie ».

<sup>488</sup> Le 2 septembre 1915, alors qu'est évoqué le 30 août 1915 une « surprise » permettant de gagner la guerre. Il s'agit peut-être de l'attaque en Champagne espérée le 30 septembre 1915, comme « la victoire stratégique après tous ces succès tactiques », avant de devoir déchanter quelques jours plus tard. Il en sera de même à l'été 1916 au moment de l'offensive dans la Somme : le 15 juillet 1916 « victoire anglaise : enlèvement des 2<sup>e</sup> lignes. Hier journée historique, émotion nationale, enthousiasme, ivresse, optimisme ».

<sup>489</sup> Le 7 novembre 1915.

<sup>490</sup> Le 16 juin 1915.

<sup>491</sup> Le 21 novembre 1915.

<sup>492</sup> François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.* p.1049.

<sup>493</sup> Nicolas BEAUPRÉ *Les Grandes Guerres 1914-1945 op. cit.* p.149.

<sup>494</sup> « Combats de l'Argonne : c'est là que semble se dessiner une offensive allemande en vue de l'investissement de Verdun. Ils sont si près de la seule voie de fer Chalons Saint Menehould qui ravitaille la place »



défensive de ce secteur. Il suit, dès son déclenchement « Verdun : acharnement sur deuxième ligne ».<sup>495</sup>, la bataille au quotidien - le 3 mars 1916 « perte village Douaumont », le 11 mars 1916 « allemands à Vaux », le 3 avril 1916 « bois de la Caillette », le 11 avril 1916 « l'ennemi au Mort-Homme », le 23 mai 1916 « reprise partielle du fort de Douaumont », 25 mai 1916 « Douaumont reperdu », 8 juin 1916 « Fort de Vaux tombé » 24 juin 1916 « Thiaumont perdu », 25 juin 1916 « Inquiétude Verdun : dans Fleury » -, insistant sur l'inquiétude qu'elle fait naître dans son milieu proche<sup>496</sup> voire dans l'ensemble de la population parisienne<sup>497</sup> car « Verdun occupe toutes nos pensées »<sup>498</sup>, créant « des souvenirs pour une vie ! »<sup>499</sup>. S'il semble parfois mettre en parallèle les difficultés de la vie quotidienne à l'arrière et les souffrances des soldats au front<sup>500</sup>, il souligne ailleurs l'extrême violence des combats<sup>501</sup> de cette « bataille totale de la guerre industrielle » (Nicolas Beaupré) pendant laquelle on ne cesse d'utiliser un matériel sans cesse plus puissant<sup>502</sup>, pour chercher « l'usure, la fin ? »<sup>503</sup>.

*Les autres attentes : prisonniers et deuils.*

Autre attente plus dramatique, celle des prisonniers est donnée à voir à Pierre Quesnay par madame Wagner sans nouvelle de son fils Yves

---

<sup>495</sup> 24 février 1916

<sup>496</sup> Ainsi le 27 février, « rétablissement ? Douaumont perdu est repris. Mme W[agner] me l'annonce par la fenêtre. Toute la maison sur pied. Quelles heures » « Douaumont n'est qu'encerclé, déception mais léger optimisme ».

<sup>497</sup> Le 23 février 1916 « grande offensive allemande : perte du bois d'Haumont : émoi à l'hôpital rue Lhomond. Les autos ambulances, grave – est-ce la fin de la guerre de tranchées ? »

<sup>498</sup> Le 25 février 1916.

<sup>499</sup> Le 31 mars 1916 « perte de Malancourt : un fameux mois ! »

<sup>500</sup> Ainsi le 26 février 1916 « grande anxiété, cœurs serrés. Impossible travailler. Neige, pas de lait ! Repli sensible : sous Douaumont ! »

<sup>501</sup> Le 29 février 1916 « la lutte acharnée, les corps-à-corps mais on tient. Comme on y pense », le 2 juin 1916 « violence inouïe à Verdun. Jamais rien de tel : Vaux ».

<sup>502</sup> Le 4 avril 1916 « le 74<sup>e</sup> reprend La Caillette : obus de 400 »

<sup>503</sup> Le 5 juin 1916 « sous le fort de Vaux... L'usure. La fin ? Et notre offensive d'Amiens ? »

depuis les premiers jours de la guerre. De multiples démarches sont entreprises multipliant les attentes de réponses : dès le 4 janvier 1915 « elle reçoit dépêche Croix Rouge ne la renseignant d'ailleurs pas. Comme on le lui avait indiqué de Hollande, il y a dans le camp un Emile Wagner 2<sup>e</sup> colonial mais est-ce celui-là sous autre capote ? Quid du nôtre ? On écrit au camp, au 2<sup>e</sup> colonial, au pape que sais-je à tous », le 24 « Mme W[agner] est complètement démontée : c'est à la pensée d'une lettre de Hollande reçue voici un mois “Yves n'est ni parmi les blessés ni parmi les morts, ni parmi les disparus sur les listes de Berlin. Tout d'un coup, l'idée lui est venue qu'il avait été tué parmi les civils chez qui, chauvin il avait dû s'enfuir” », le 2 février « aucun télégramme encore et Mme W. est bien aplatie : on invoque le dimanche, la lenteur de réponses de ce camp de mufles : elle retélégraphie à Genève. Pauvre femme, comme elle nous est encore plus sympathique depuis que nous sentons la confiance qu'elle place en nous ». Quesnay décrit la malheureuse mère se rattachant au moindre indice : le 8 janvier 1915 « elle a d'ailleurs en ce moment un excellent moral, persuadé qu'Yves est vivant. [...] je sais bien que tout encourage : aucun prisonnier n'écrit de Belgique il y en a. N'importe, quelle force, car nous savons quel amour », ou encore le 21 du même mois « il y a tant en Belgique de prisonniers qui ne peuvent écrire [...] il y en a combien ? Quelle angoisse », le 29 janvier 1915 « il y a un mois cette nouvelle l'aurait fait s'évanouir. Depuis, elle dort, mange, le cacodylate de soude l'a remontée par ses piqûres journalières ». De même elle continue à envoyer des paquets même sans adresse rituellement comme pour traverser l'épreuve<sup>504</sup>. Le peu d'informations dont dispose Mme Wagner correspond bien à la situation sans précédent du début de la guerre, quand les belligérants durent faire face au « nombre immense de prisonniers, inimaginable auparavant » (Uta Hintz), notamment après la phase de la guerre de mouvement. Le rôle des pays neutres, accru à

---

<sup>504</sup> Le 25 janvier 1915 « Yves et le paquet qu'on envoie à tout hasard, les lettres ne revenant pas » ou le 28 du même mois « Mme W. a envoyé à Yves adresse inconnue le paquet préparé... confiture de marrons... ».

partir de 1915 avec les premières visites des camps par les personnels des ambassades neutres, ou de la Croix-Rouge, est également visible : on peut penser que Mme Wagner correspond « à Genève » avec l'Agence des prisonniers<sup>505</sup>, mis en place par le CICR dès le 21 août 1914, qui, dès les premiers jours de son existence a reçu plus de deux mille demandes de renseignement par jour, qui assure aussi la transmission des colis individuels aux prisonniers. Il est intéressant de noter que la Croix-Rouge apparaît alors comme l'interlocuteur officiel, dans une sorte d'institutionnalisation des échanges autour des prisonniers<sup>506</sup>. Mais le journal de Pierre Quesnay montre également comment les prisonniers deviennent un enjeu important dans le cadre d'une guerre devenue totale: les indignations sur « ce camp de mufles »<sup>507</sup> et de sa « cruauté barbare, ne voulant pas donner de ses nouvelles, on l'aurait expédié et on répondrait négativement. C'est la seule solution : quel espoir maigre ! Peut-on admettre une telle cruauté »<sup>508</sup> participent de la construction d'un stéréotype de l'adversaire ennemi absolu incapable de la moindre humanité, non seulement vis-à-vis des prisonniers mais encore de leurs

---

<sup>505</sup> Le 29 janvier, l'incertitude semble se dissiper avec « la grosse nouvelle » : « Mme Wagner trouvant à 11H une lettre de Lausanne et lisant dans la rue : “voici madame, une bonne nouvelle: votre fils est retrouvé” : suit la dépêche allemande avec matricule, c<sup>ie</sup>, prénoms, toutes indications quoi : le doute n'est pas possible. Yves est prisonnier à Güstrow, Mecklembourg, nord de Berlin ». Mais le 5 février « quand j'entends Mme Wagner qui monte, appelle Lemorton et frappe chez moi. Elle me tend un télégramme : Genève camp Güstrow répond : Emile Wagner pas au camp. Quel coup ce dût être ! Oh c'est atroce ces alternatives : pauvre femme pauvre mère. Nous restons stupides sans rien dire: elle redescend affaissée, s'en allant vers le télégraphe redemander confirmation à son M. Lugeon. Et d'instinct je suis entré chez Lemorton : nous pensons. Elle ne supportera pas le choc. En plein espoir, c'est abominable, mais comment alors les renseignements précis de Lugeon, rien ne se concilie [...] non rien ne peut être plus terrible ».

<sup>506</sup> Ainsi le 10 février « au salon les Bippert nous montrent une lettre de Suisse : une amie de Mme Wagner répond en “déplorant la fatale méprise de M. Lugeon : ces renseignements privés déclare la Croix-Rouge ne valent rien. Mais enfin tant que pas d'avis officiel de décès, il faut attendre avec encore un peu d'espoir” : nous décidons de ne pas montrer cette carte à la pauvre femme qui rentre ce soir du Mans ».

<sup>507</sup> Le 2 février 1915.

<sup>508</sup> Le 5 février 1915.

familles. Dans ce cadre, toute tentative d'échange proposée par cet ennemi ne peut être que de la fourberie<sup>509</sup>.

Autre bouleversement majeur dans l'ordre du temps, le deuil : il s'agit d'un deuil de masse ainsi que le montre la formule « que d'enterrements en cette rue Saint-Jacques »<sup>510</sup>, qui envahit l'espace public : Quesnay est particulièrement sensible notamment aux obsèques officielles d'officiers : ainsi le 18 novembre 1915 « grosse émotion en revenant [...] voilà qu'au bout de la Rue Saint Jacques, un enterrement passe, officier supérieur, de la musique, des troupes, le drapeau. J'ai senti quelque chose d'intense, d'admirable : ah ce symbole si plein ! 237<sup>e</sup>, un régiment du 20<sup>e</sup> qui fut si brave, tant d'hommes qui tombèrent pour cet emblème. Je le fixe : la soie en est neuve, il a son crêpe ; c'est un acte d'adoration, de foi. Les officiers passent à cheval, casqués, les hommes ces poilus émouvants, le char, un général, la foule... » ou le 10 juin « dès la sortie je suis saisi par un spectacle grandiose, le boulevard couvert de troupes, les cuirasses étincellent, les cipaux [pluriel de cipal qui désigne en argot un garde municipal de Paris ou un garde républicain] défilent : baïonnette au canon, l'ordre se propage : cliquetis, le drapeau passe voilé de crêpe et on salue avec émotion. Des voitures de fleurs arrivent du Val de Grâce. On enterre le chef d'état-major général de la flotte, vice-amiral Aubert [...] les uniformes chamarrés, la grappe sur la manche, les fusiliers marins, le cercueil, c'est impressionnant. Et la rue Saint Jacques est occupé par les troupes, l'arme au pied : je resalue le drapeau, regarde le général, un

---

<sup>509</sup> Ainsi le 26 février 1915 « Lichtenberger s'occupe des prisonniers, voudrait les voir remettre à des neutres : les Allemands n'auraient pas ainsi à les nourrir... avantage pour les deux ! Mais je crois plutôt qu'ils profiteraient de leur présence pour nous amener à rompre le blocus sous prétexte de ravitailler prisonniers et civils des régions envahies ! » Il faut noter que « même à l'issue d'une amélioration forcée des camps, intervenue à partir de 1915, l'assistance matérielle aux prisonniers demeura en Allemagne un problème capital. La pénurie alimentaire qui toucha le pays dès 1915 frappa également les prisonniers. S'y ajoutait le fait que l'administration militaire, arguant du blocus allié, ne calque pas l'alimentation des prisonniers sur celle des civils allemands. Ainsi émergea dans les camps une véritable société de la pénurie ». Uta HINTZ « Prisonniers » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.* p.783.

<sup>510</sup> Le 8 février 1915.

officier sans bras, les cipaux, le bataillon des coloniaux couleur d'horizon. Puis tout au long du Val parmi la foule, ce sont les superbes escadrons de cuirassiers, dragons, la batterie d'artillerie de nos merveilleux petits bijoux de 75. Sonneries : en marche [...] C'était très beau ». Le deuil s'imisce dans toute la société, y compris le monde universitaire<sup>511</sup> ou dans la vie quotidienne la plus commune<sup>512</sup>. Quesnay s'attache surtout à son expression familiale qu'il s'agisse de ces parents inconnus suivant le corps de leur fils<sup>513</sup> ou de la vie « atroce » de Mme Roerich, amie de Mme Wagner : « quelle femme ! Elle a pris le deuil, mais ne réalisait pas... [...] Que c'est cruel... comme elle me remerciait pour la lettre de Marcel, je souffrais sans trouver que dire. Et au déjeuner, elle souriait, alimentait la conversation : atroce ! Quand on pense à ce que doivent être les journées : elle est seule à faire des robes de deuil pour ses filles et quand celles-ci reviennent du Midi, elle veut rire puisque la “jeunesse ne doit pas être triste” »<sup>514</sup> : la douleur du deuil est bien associée à un bouleversement du temps, temps social vidé de son sens comme la conversation (« je souffrais sans trouver que dire » « elle veut rire »), temps du quotidien privé de tout horizon et tout espoir (« ce que doivent être ses journées »), temps de la vie perdant de son sens (« “la jeunesse ne doit pas être triste” » alors même qu'elle n'est plus). D'abord assez lointain et général, le deuil semble inexorablement se rapprocher de Pierre lui-même. C'est d'abord la mort de son ami Marcel

---

<sup>511</sup> Le 23 juin 1916, avant la première épreuve du concours de droit international privé, « le doyen nous lit la liste des lauréats du concours morts ou cités à l'ordre du jour ».

<sup>512</sup> Ainsi, lors d'une promenade familiale, le 27 juillet 1915, « à Bois Guillaume : on y enterre des anglais ».

<sup>513</sup> « Impression pénible rue Saint Jacques plusieurs enterrements militaires et derrière un char escorté de fantassins, deux parents seuls, le père, bon paysan un peu voûté, la mère propre femme de campagne au teint de bronze, à l'air résigné. Ils allaient très digne derrière leur fils » le 23 avril 1915.

<sup>514</sup> Le 4 février 1915. On retrouve là l'une des deux figures dominantes du deuil féminin, celle de la *Mater dolorosa*, ainsi que les définit F. Thébaud p.105 dans « la guerre et le deuil chez les femmes françaises » dans Jean-Jacques BECKER, Jay WINTER, Gerd KRUMEICH, Annette BECKER, Stéphane AUDOIN-ROUZEAU (dir.) *Guerre et cultures 1914-1918*, Paris Armand Colin, 1994. On la retrouve plus clairement encore lors du Vendredi saint 1915 le 2 avril 1915 « il en est des Christs, il en est des Maries [à cause de la guerre] ».

Breton en juin 1915, rendue plus douloureuse encore par sa situation de fils unique<sup>515</sup> : « pour la première fois je sonde de près la mort : quoi un rien, une balle de cuivre et c'est fini... Fini... »<sup>516</sup>. Plus proche de lui encore, son grand ami Lemorton tombe le 5 mai 1916 devant Verdun, provoquant chez lui mais aussi dans toute la pension Wagner un « affreux écroulement »<sup>517</sup>. Il faut d'abord annoncer la nouvelle aux parents du défunt<sup>518</sup> avant que ne commence le processus du deuil pour « le faire revivre en nous. Par le souvenir. Par le Devoir. Chacun de nous est un peu de lui : mission »<sup>519</sup>, avec notamment la pieuse conservation d'une partie des lettres et photos du défunt<sup>520</sup>, comme pour Marcel Breton<sup>521</sup>, accompagné aussi par un hommage officiel<sup>522</sup>.

### *Autre temps autres mœurs ?*

Le temps de guerre est aussi un temps à part où, selon Quesnay, « il n'y a plus maintenant de ces barrières de silence qui nous contenaient

---

<sup>515</sup> « j'ai rarement souffert comme aujourd'hui [...] Marcel, mon Marcel Breton, mon ami Breton n'est plus. Mort au champ d'honneur le 5 juin sud d'Arras. Mort lui qui voulait tant vivre : seuls ses parents ! Finie cette jeune existence ! oh, c'est atroce atroce. Mon pauvre Marcel, je te pleure : plus que jamais je sens que véritablement tu étais mon ami. [...] Acteur dans la formidable tragédie, il en paraissait spectateur : parce qu'il ne tuait pas, il me semblait qu'il ne put être tué... Et désormais ses pauvres parents n'ont plus d'enfant : leur sort est atroce » le 21 juin 1915.

<sup>516</sup> Le 22 juin 1915

<sup>517</sup> Le 13 mai 1916

<sup>518</sup> Le 13 mai 1916, « M. Lemorton (7H1/2) est ici, ne sait rien – Mme W[agner] et moi descendons sans être habillés : au bout d'une ½ heure on lui apprend – Inoubliable. Effondrement atroce. Son Pierre ! Sa fierté [...] souffrance abominable. L'Histoire [...] cela fit du bien au père de voir comme on le comprenait, comme on l'aimait ici – C'est un homme admirable : éternelle affection. Il faut l'accompagner ». Le lendemain « Mme Lemorton souffre, crie, mais je le plains, lui bien davantage. Elle voit les petites choses, il sent sa perte ».

<sup>519</sup> Le 13 mai 1916 C.P.Q. f.Fr.Q.

<sup>520</sup> Il brûle une autre partie dans le jardin de la pension avec Carin Ramsay le 23 mai 1916.

<sup>521</sup> Le 25 juillet 1915 : « Mon Marcel est sur mon bureau : comme il est chez lui avec petit nœud tricolore ».

<sup>522</sup> Le 19 mai 1916 « Pierre [Lemorton], premier des 16 au tableau » de la Sorbonne où sont inscrits le nom des étudiants tombés au front.

l'année dernière »<sup>523</sup>, après une conversation avec Lemorton et Mme Wagner, qui leur a parlé du « mari de sa fille qui n'est pas son gendre » et qu'elle apprécie fort peu. Cette nouvelle manière d'envisager les relations humaines concerne d'abord les rapports entre les sexes : ainsi le mariage de la domestique des Rippert semble bien être le fruit des transformations des mœurs liées à la guerre : « la bonne Rippert, Reine se marie d'un artilleur cité à l'ordre du jour la prenant sans le sou en sa coiffe bretonne... et avec 2 enfants »<sup>524</sup>, le bouleversement du temps par la guerre (notamment par la réduction du “marché matrimonial”) amène à un comportement nouveau (marqué par les points d'exclamation) par rapport aux normes passées mais globalement accepté pendant la guerre (Quesnay et Lemorton comptent parmi les invités de la noce). On peut également relever, le 1<sup>er</sup> février 1915, l'inquiétude d'une jeune femme, affirmée au milieu du salon Wagner, de son sort attendue « [de] vieilles filles comme nous serons ». Et inversement, après avoir suivi, pour échanger un regard, sur le Boulevard Saint-Michel une jolie jeune femme assistant au cours mais qui « n'était pas Sorbonnarde », Quesnay ne peut s'empêcher de noter « les femmes on en voit. Et de charmantes »<sup>525</sup> que ce soit à Paris ou à « Dieppe [qui] est devenue ville à femmes. Ce n'est plus la plage de famille : jamais on ne vit tant de grues »<sup>526</sup>. Peut-on aller jusqu'à penser que la remarque à Douard, un visiteur fréquent de la pension Wagner – « et va donc, cabot retrouver ta femme qui te cocufie à Nice »<sup>527</sup> - peut être vue comme un autre indice du changement des rapports entre les hommes et les femmes pendant la guerre ? S'agirait-il d'une projection dans le monde de l'arrière d'une des hantises importantes des soldats au front ? Le brassage géographique constitue aussi un élément de l'évolution des mœurs : ainsi, on sait que de nombreuses

---

<sup>523</sup> Le 1<sup>er</sup> février 1915

<sup>524</sup> Le 9 février 1915.

<sup>525</sup> Le 21 janvier 1915

<sup>526</sup> Le 12 août 1915.

<sup>527</sup> Le 24 janvier 1915.

vieilles familles rouennaises se sont offusquées d'une certaine dégradation des mœurs et de l'ordre public dans la capitale normande<sup>528</sup>, provoquée par l'afflux de militaires aux soldes élevées dans la cité : on peut en trouver trace quand Quesnay note que dans les journaux parmi les « anecdotes diverses » « les Anglais se saoulent, paraît-il, de manière effrayante »<sup>529</sup> alors qu'il lui arrive de rentrer à Paris dans un « train d'élégantes et de soldats : drôles de femmes avec moi : la plus haute société rouennaise, mais celle qui a dû favorablement accueillir des officiers anglais »<sup>530</sup>.

On peut aussi remarquer que la guerre s'insinue dans le quotidien également par le vocabulaire qu'elle transforme parfois. Quesnay n'utilise que ponctuellement l'adjectif « boche » pour désigner l'ennemi : ainsi le 31 janvier 1915 « vers les Invalides où la foule s'engouffre pour voir les drapeaux boches ». Par contre, métaphoriquement son univers étudiantin devient un front... lexical : ainsi le 3 février 1915 : « j'ai vaguement travaillé la conférence de Lyon-Caen craignant en effet d'être interrogé, mais non chacun avait son compte : mon tour vient en première ligne dans huit jours » : l'interrogation orale est clairement assimilée à la première ligne des tranchées voire même à l'épreuve du feu (« avait son compte »). De même, il écrit à un de ses correspondants « demandant mon ravitaillement moral quand je serai seul ». Inversement certains mots ne peuvent plus être utilisés dans certains emplois car ils renvoient trop explicitement à une réalité guerrière : « au salon nous abreuâmes le jeu du petit chien baptisé Popof au lieu de Poilu »<sup>531</sup>.

Le quotidien de Pierre Quesnay semble donc bien en quelque sorte « imprégné » par la guerre, toujours présente mais jamais directement « saisissable » concrètement, jamais visible directement pour

---

<sup>528</sup> Ophélie BENOIT *Les bases britanniques à Rouen pendant la Première Guerre Mondiale* p.75 et suiv.

<sup>529</sup> Le 2 janvier 1915.

<sup>530</sup> Le 13 novembre 1915.

<sup>531</sup> Le 12 février 1915.



« l'immobilisé » qu'il est : cette « imprégnation » ne pourrait-elle constituée un premier élément de ce qui constituera, dans la suite de la guerre, l'apparition d'une « nouvelle élite internationale : les experts » selon la formule de Yann Decorzant<sup>532</sup> ? La guerre est là, elle qui ne fait ressentir l'avancée du temps que sur le mode de l'incertaine attente, à cause de sa durée imprévue, à cause des questions essentielles sans réponse qu'elle provoque (quant au sort des prisonniers, à l'éventualité de l'incorporation...) chez Quesnay et parmi ceux qu'il côtoie. Elle fait de tous les espaces, même les plus inattendus, une ligne de front potentielle, à cause de sa modernité inquiétante. Ces bouleversements des rapports au temps et à l'espace induisent des bouleversements dans la perception de l'adversaire : il entretient l'incertitude quant au sort du fils Wagner, il fait surgir inopinément ses *Zeppelin* au-dessus de Paris... rompant tout le cadre de l'éthique guerrière traditionnelle, ce qui participe au basculement des civils dans une guerre totale. Ces bouleversements semblent déjà aussi s'être immiscés dans les différentes dimensions du corps social, modifiant imperceptiblement le langage, changeant les rapports entre les sexes...

### **Une situation particulière : celle d'immobilisé.**

Dans l'univers de Pierre Quesnay, en plein bouleversement, sa situation d'étudiant parisien reste un point fixe rassurant. Certes, l'université n'est pas à l'écart du conflit, certains enseignants sont mobilisés<sup>533</sup> et tous sont bien conscients des circonstances, ainsi qu'ils le rappellent aux étudiants avant les examens de l'été 1915<sup>534</sup>. Mais « on

---

<sup>532</sup> Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, op. cit. p.23 ainsi que sur la guerre comme moment « de rencontre et d'apprentissage » pour ces experts les pages 136 à 161.

<sup>533</sup> Le 14 avril 1915 « pas de cours de Jèze. Mobilisé, tonnerre ! Ça c'est bien ennuyé : il va nous falloir rapprendre de la législation financière... » ; le 10 mai 1915 « Brunschwig est mobilisé en Sorbonne : chic chic chic ».

<sup>534</sup> Le 16 juin 1915 « Wahl termine son cours : il est charmant et malgré sa réputation de sévérité, saura comprendre, nous dit-il, que les étudiants eurent comme leurs maîtres d'autres préoccupations cette année que le Droit pur. Sans montrer de

reprend le collier »<sup>535</sup> et Quesnay retrouve ses réflexes « ah je fume et je m'encaféine ! [sic] »<sup>536</sup>. La routine du labeur reprend et on sent d'ailleurs assez rapidement que l'attrait de la nouveauté a disparu : Quesnay se fait plus mordant à l'égard de certains de ses enseignants, tels Weiss « pontifiant vraiment trop » (le 28 avril 1915) ou « Perreau assommant sur l'Ecole coloniale » (le 1<sup>er</sup> mai 1915), alors que « le vieux Lyon [est] bien gâteaux » (le 4 mai 1915). Il reste relativement peu précis quant au contenu des enseignements qu'il reçoit, étant d'ailleurs plus disert à propos des auteurs de philosophie qu'il doit lire en lettres, que sur les questions abordées en droit<sup>537</sup> : la préparation de l'examen de la fin 1915 permet de dresser une liste assez précise des auteurs qu'il aborde : le 31 mai 1915, « j'ai expédié tout le *Ménon*, puis en Sorbonne *la Politique* d'Aristote, deux auteurs de vie », le 3 juin 1915 « je devrai faire de la Psycho mais termine la scholastique », le 10 juin 1915 « j'ai fait du Socrate, du *Zénon* [sic] », le 12 juin 1915 « je séchai Piedelièvre revins leibnitzer [sic] » « bouquin de Hamelin sur Descartes avalé [sans doute *Le système de Descartes* par Octave Hamelin 1911 (2<sup>e</sup> édition 1921)]. Sorbonne : je m'abrutis dans Russell sur Leibnitz [sans doute *A critical exposition of the philosophy of Leibniz*, 1900 (traduction française en 1908)] » puis « avale du Brochard sur Platon, Descartes etc... », le 13 juin 1915 « je vois tout Locke », 14 juin 1915 « Spinoza par Delbos puis Leibnitz par Boutroux ». Parmi la liste très classique des penseurs qu'il

---

faiblesse, il saura faire preuve d'indulgence. Vilbois malade, Weiss lit avec émotion son laïus de fin d'année sur les étudiants en droit qui partent soldats du Droit, emportant sous les plis du drapeau etc... ».

<sup>535</sup> Le 26 avril 1915.

<sup>536</sup> Le 11 mai 1915.

<sup>537</sup> On remarquera cependant du droit civil le 19 avril 1915 ou encore le 26 du même mois : « j'ai travaillé du droit civil : pourtant j'ai eu du mal à suivre la galopade échevelée chez Piedelièvre à travers le Bénéfice d'Inventaire et les successions », du droit international le 18 juin 1915, du droit colonial l'amenant à revoir son histoire et sa géographie de l'empire colonial le 9 juillet 1915. Il y a aussi, le 22 novembre 1915 « le vieux défroqué de Fournier qui étudie d'assommantes questions ecclésiastiques ».

étudié<sup>538</sup>, on remarque qu'il continue à lire et étudier des philosophes allemands<sup>539</sup>, parmi lesquels Marx<sup>540</sup>. Dans les thèmes étudiés en droit, en ce qui concerne les questions directement liées au conflit, outre les questions financières qui seront évoquées plus tard, il faut noter le « cours parfait » sur « La Haye et la Guerre »<sup>541</sup> : on peut penser qu'il s'agit du « droit de la Haye » mis sur pied par les conventions de 1899 et 1907<sup>542</sup>. Ce que la guerre ne change pas non plus, même si Pierre Quesnay semble parfois douter<sup>543</sup>, c'est sa réussite : il a « touché [la] médaille argent [du] concours 1914 »<sup>544</sup> et surtout il obtient en juillet 1915 sa licence en philosophie avec mention assez bien<sup>545</sup> et sa licence de droit avec mention très bien<sup>546</sup>, peut-être car « mon détachement total des examens me sert : je n'ai aucune frousse et m'en tire »<sup>547</sup>. La description qu'il donne des oraux de licence montre, non seulement son talent<sup>548</sup> mais aussi qu'il semble avoir été repéré et apprécié, au cours de l'année universitaire, par ses maîtres, comme Durkheim « le manitou, président de jury, [au] sourire inspiré [qui] m'appelle le premier. Je

---

<sup>538</sup> Classicisme qui correspond au sujet proposé le 28 juin 1915, « composition sur la Substance chez Aristote et Descartes ».

<sup>539</sup> Le 17 juin 1915 « du Fichte » « du Schelling » « Hegel : dur et insoupçonné [ ? ] », le 19 juin 1915 « Kant par Delbos et par Séailles »

<sup>540</sup> Le 20 avril 1915 « Delacroix chez qui j'apporte le Karl Marx pour Samson absent ».

<sup>541</sup> Le 16 novembre 1915.

<sup>542</sup> Syméon Karagiannis « Conventions internationales et droit de la guerre » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.* p.83 et suiv.

<sup>543</sup> Le 9 juin 1915 « Delbos a fini ce matin : j'ai la frousse. En philo tout au moins je vais à un échec certain ».

<sup>544</sup> Le 15 décembre 1915.

<sup>545</sup> Le 3 juillet il est « admissible ! à demi licencié en Philo » « 19 sur 39 », puis le 6 juillet à l'issue des oraux, licencié.

<sup>546</sup> Le 16 juillet 1915 : « j'ai eu beaucoup de veine : la délibération traîne quoi qu'on les attende pour l'assemblée générale des profs, résultat des concours. Je suis très entouré, laïusse, laïusse : résultat : 76,19, TB. J'ai battu des records, Choteau n'a eu que 72. Du coup, j'acquiers une petite notoriété ».

<sup>547</sup> Le 28 juin 1915.

<sup>548</sup> Ainsi le 16 juillet 1915, lors de l'oral de droit, il « brille tout à fait même », alors qu'en philosophie, le 6 juillet, une traduction de Lucrèce lui cause quelques difficultés.

savais bien qu'il m'avait remarqué » ou Delacroix « le coquin me demande la Subconscience. Ce n'est pas très honnête mais c'est gentil : je lui ai traité en leçon l'an dernier : j'aurais dû lui relire mes notes... Oui c'est gentil. Décidément il tient à faire plaisir à Tisserand ! »<sup>549</sup>. En effet, Quesnay continue à chercher à se faire remarquer par ses professeurs<sup>550</sup>, afin de préparer au mieux son avenir, aussi incertain qu'il paraisse : « j'ai le culot de me mettre bien avec les profs, nous avons le temps, même en étant soldats »<sup>551</sup>. Il regrette d'ailleurs lors de l'année universitaire 1915-1916 que « nous n'avons que deux conférences par professeur, ce qui est insuffisant pour se faire connaître »<sup>552</sup>. Il se rapproche ainsi de Joseph Barthélémy à qui il rend visite à son domicile<sup>553</sup> :

« Je suis monté chez Barthélémy 11 rue Soufflot 4<sup>e</sup>. Joli bureau comme je les aime ; acajou cuivré. Demi-jour. Ce fut la visite aimable. Il a déjà donné les sujets en Sorbonne et ce porte sur la partie du cours déjà traitée : chic alors. S'il s'en tient à des généralités, c'est que sans cela, 2 ou 3 seulement pourraient suivre. "Vous êtes la tête, vous êtes l'élite. Quant aux métèques, douteux au fond, je cogne dessus !" je lui parle du concours, de Jèze sergent garde-voie, de Schatz qui a voulu se mettre parait-il dans l'aviation, de l'agrég de droit enfin : peut-être sera-t-il un de mes juges : il ne m'encourage pas nettement : Sciences Po nécessaire dit-il. Et être au Conseil d'Etat tandis qu'on le prépare. Mais il m'a jugé très favorablement : je suis content ».

Outre la représentation de l'idéal de réussite universitaire avec la description du « jolie bureau », on note la dimension xénophobe de la saillie du futur ministre de la Justice de Vichy à propos des « métèques », sans qu'on puisse être certain de la réaction de Quesnay (l'utilisation du style direct n'exclut pas un certain accord de principe assez en phase avec certains de ses penchants nationalistes). Barthélémy n'hésite pas à

---

<sup>549</sup> Le 6 juillet 1915.

<sup>550</sup> Il le dit crument le 22 avril 1915 quand il est question d'aller « faire de la lèche à Durand ». De même le 24 octobre 1915 à propos de Durkheim « C'est que j'ai besoin de lui »

<sup>551</sup> Le 21 décembre 1915.

<sup>552</sup> Le 18 décembre 1915, il fait cette remarque à l'issue d'une « conférence de Renault : un peu solennelle : très dur ».

<sup>553</sup> Le 1<sup>er</sup> mai 1915.

adresser une lettre à l'un de ses examinateurs<sup>554</sup> et va aussi appuyer sa candidature pour le prix Goullencourt, mais en vain<sup>555</sup>. Mais, plus nouveau par rapport à la période précédente Quesnay ne se contente pas d'accroître ses relations avec ses professeurs, il cherche aussi de nouveaux appuis parmi ses pairs, autre forme d'un savoir-faire social fort utile au futur expert négociateur. Sans doute plus confiant en ses capacités notamment oratoires<sup>556</sup>, il n'hésite pas à s'ériger en porte-parole des étudiants, notamment pour demander qu'un cours écrit soit distribué pour compenser les absences de Rist : le 9 décembre 1915, « j'entends un admirable cours de Rist mais à la suite de ce cours, voilà qu'il annonce nouvelle suspension. Regrets unanimes » donc le 10 décembre, « j'ai lancé l'idée, que Faivre et moi remuions hier, d'une pétition à Rist pour lui demander de rédiger des notes dans le cas où il n'aurait pas la force d'assurer régulièrement son cours : on constituerait un corps de lecteurs. Je recueille approbations unanimes ». Il se retrouve même « porte-parole de mon prof » pour « prévenir qu'il ne pourra faire cours »<sup>557</sup> ; il évoque même ses « disciples [qu'il] domine »<sup>558</sup> à propos du petit groupe qui l'entoure. Plus encore, il se réjouit d' « ébaucher à Paris un cercle de relations. Ils connaissent tous les gens de certain milieu politique et financier progressiste libéral qui m'est fermé » car il espère que c'est le « début de toute une vie parisienne, la vie..., oui, la vie dans

---

<sup>554</sup> Le 7 juillet 1915, il s'agit de Lévy-Bruhl « "vous faites votre droit Monsieur ? Je dois particulièrement vous féliciter pour les épreuves que vous avez passées avec M. Joseph Barthélémy. Il a tenu à joindre à votre nom une lettre de félicitations pour le travail remarquable que vous avez fourni. C'est très bien. Je connais M. Barthélémy. Que comptez-vous faire ? Un diplôme ? Vous cultiver, penser à l'agrégation de Droit, je ne puis que vous encourager". Je suis radieux ».

<sup>555</sup> Le 3 décembre 1915 « ce soir, après Souchon, je suis allé voir Joseph Barthélémy au sujet du prix Goullencourt. Déception. Il est attribué : la commission a fait une addition de points sans connaître les candidats : je suis arrivé second. Barthélémy a élevé la voix en ma faveur, "étudiant distingué". Ah si j'avais su, je me serais remué. Regrets... Mais mon cher Joseph est très aimable : il me présente à sa femme ».

<sup>556</sup> Il note le 4 avril 1915 « Paris donne de l'assurance tout de même et je sais me tenir ».

<sup>557</sup> Le 19 décembre 1915.

<sup>558</sup> Le 2 juillet 1915.

le monde dont plus tard je veux être »<sup>559</sup>. Il reste cependant assez imprécis sur les personnes qui composent alors ce milieu<sup>560</sup>. Associée à sa réussite universitaire, cette perspective d'entrer dans « la vie dans le monde dont plus tard je veux être, un nouveau groupe, la connaissance des familles, la vie, quoi, la grande vie ! »<sup>561</sup> fait que Quesnay « devant l'avenir qui s'ouvre [est] momentanément moins guerrier »<sup>562</sup>. Pourtant Quesnay souffre de sa situation singulière d'« immobilisé », lui qui rêve d'aller au front, refusant surtout d'être assimilé aux embusqués qu'il poursuit de sa vindicte.

*Les embusqués : les autres.*

Le 6 février 1915, dans le train vers Rouen Quesnay pense : « parmi ces vieux messieurs, j'ai un sentiment de honte : ce n'est pas seulement au point de vue objectif que je souffre de mon infériorité : c'est au point de vue objectif: que pense-t-on d'un jeune que l'on voit là en ce moment ? C'est pénible et que sera-ce après la guerre ? » Et cette interrogation revient très souvent en 1915 et 1916<sup>563</sup>. Sans doute parce que Quesnay lui-même est conscient de l'originalité de sa situation : lui qui veut absolument partir combattre, est contraint de supporter le soupçon le plus infâmant mais sans doute aussi le plus répandu<sup>564</sup>, celui d'être un

---

<sup>559</sup> Le 8 septembre 1915.

<sup>560</sup> Il mentionne surtout un certain « Jean de Becq, blessé en octobre à Roye [nœud de communication important dans la plaine picarde objet de violents combats lors de « la course à la mer » selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*], fait sous-lieutenant, légionnaire, 2 fois cité. Le veinard ! [...] Il voudrait repartir dans l'aviation. En attendant, au Val de Grâce on lui greffe de la chair sous l'œil droit enlevé avec la pommette. [...] Même dans le noir brillait sa croix d'Honneur sous son bandeau blanc » le 8 septembre 1915.

<sup>561</sup> Le 8 septembre 1915.

<sup>562</sup> Le 16 juillet 1915.

<sup>563</sup> On retrouve le même sentiment de culpabilité le 11 juillet 1915 quand dans un « bon quartier populaire » il se trouve parmi « le peuple mais ... pas d'hommes : j'ai honte de moi » ou encore le 6 septembre 1915 sur la plage de Dieppe « je suis un pantoufflard [sic.] ».

<sup>564</sup> Même en première ligne, « on peut toujours être l'embusqué de quelqu'un » François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.* art. « Embusqués ».

« planqué ». Ceci explique peut-être aussi la vigueur de sa dénonciation des « embusqués » « figure de guerre obsessionnelle » selon la formule de Charles Ridel, Quesnay lui se définissant implicitement comme « immobilisé » temporaire.

Les motifs de dénonciation des embusqués sont divers et parfois non dénués d'arrière-pensées politiques : ainsi Clemenceau dans son journal, souvent lu par Quesnay dénonce les embusqués pour montrer combien la guerre est mal conduite<sup>565</sup>. Mais « au cœur des récriminations “l'égalité de l'impôt du sang” »<sup>566</sup> est sans cesse mise en avant par les soldats-citoyens et leur famille. L'embusquage est d'abord perçu comme « une contestation du principe de l'égalité face à la question de la défense de la République alors que le clientélisme règne largement »<sup>567</sup>. Mais Pierre Quesnay ne semble pas reprendre directement cet argument dans sa dénonciation des embusqués. Ce qu'il voit autour de lui, dans ce monde étudiant qui continue de fonctionner presque normalement, ce n'est que « la bande des eunuques faloches qui demeurent ». On est là davantage dans l'utilisation de stéréotypes à caractères sexuels, qui renvoient aux « fonctions cathartiques de l'embusqué » mises en avant par Charles Ridel : « représentant le niveau le plus faible du courage et de l'engagement militaire, “l'embusqué” est l'antonyme parfait du poilu »<sup>568</sup>. La manière dont Quesnay décrit la scène à laquelle il assiste (et participe) à la bibliothèque de la Sorbonne le 9 janvier 1915 est la parfaite illustration de cette dimension de la dénonciation des embusqués à la Sorbonne « il y a autre chose qui devrait relever un peu les esprits. Dans les couloirs de la Faculté depuis hier matin se promène soit en civil soit en sous-lieutenant un camarade, 22 ans, la croix, une jambe de moins et deux béquilles. Silence les eunuques. Cachez votre joie d'être des

---

<sup>565</sup> *Idem.*

<sup>566</sup> Charles RIDEL *Les embusqués* Paris, Amand Colin, 2007 p.76.

<sup>567</sup> François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.* art. « Embusqués ».

<sup>568</sup> Charles RIDEL *Les embusqués op. cit.* p.49.

pleutres et saluez ! », plus loin « ah la guerre ils ne la comprennent pas ces gens-là, voyez-vous mon ami Lemorton ! Si jeunes et déjà des bourgeois » et enfin « vers 4H, en uniforme, le sous-lieutenant est arrivé. Sa croix brillait : il posa ses béquilles, il se tint debout sur sa seule jambe et ainsi ôta sa capote. Effet pénible. Comme il était assez près de moi je vis son n°95, mais c'est le régiment de Blavet<sup>569</sup>, cela ! Aussi, comme il sortait vers 5H¼ au moment où je devais moi aussi gagner les Hautes Etudes Sociales pour la conférence de Rist, je sortis avec lui : le commandant Blavet, certes il le connut sec peu aimé en paix, très estimé en guerre comme un brave, cité deux fois à l'ordre du jour, fait officier de la Légion d'honneur, proposé pour lieutenant-colonel. Et lui-même ce camarade me raconte son histoire : caporal encore qui d'août dans Sarrebourg<sup>570</sup>, sous-lieutenant le 1<sup>er</sup> septembre, proposé pour la croix le 8, blessé le 9. On dût l'amputer. J'écoute mais sans me montrer étonné ou indiscret. Je sens si bien comme on doit le blesser, ce pauvre, en se précipitant pour l'aider dès qu'il descend un escalier. C'est le fils d'un médecin m'a-t-on dit. Il m'apparaît très délicat, et je me suis senti avec lui tout à fait à mon aise dès le premier abord [...] je lui ai dit le regret non senti par certains d'être enrégimenté dans une armée d'eunuques. Il m'a plaint, il m'a compris [...] Il me plaît, ce grand type isolé, unijambiste, sans camarade qui retourne à sa 2<sup>e</sup> année de droit, abandonnant l'Ecole coloniale<sup>571</sup> ». Outre des thèmes déjà développés par Quesnay (celui de la guerre « d'usure » donc morale qu'on retrouve dans le « qui devrait un peu relever les esprits »), l'opposition est évidente entre le héros de la

---

<sup>569</sup> D'après le journal de marche du régiment, le commandant Blavet était le commandant de la 2<sup>e</sup> compagnie du 95<sup>e</sup> RI.

<sup>570</sup> D'après François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.* la ville lorraine, objectif important du plan XVII, est prise le 18 août au matin par le 95<sup>e</sup> régiment d'infanterie du colonel Tourret. Mais dès le lendemain, les Français subissent les coups de l'artillerie lourde allemande et doivent se retirer le 20. Le seul 95<sup>e</sup> RI perd la moitié de ses effectifs (1067 hommes).

<sup>571</sup> Organisée en 1889, elle doit recruter les agents de l'administration coloniale, ce qui n'est le cas que pour 20% d'entre eux en 1914. Emmanuelle SIBEUD « L'administration coloniale » p.626 dans Vincent DUCLERT Christophe PROCHASSON (dir.) *Dictionnaire critique de la république op. cit.*



guerre, portant dans sa chair les stigmates du front et « l'armée d'eunuques » sans visage tout à leur joie « d'être des pleutres ». Quesnay se place évidemment du côté du combattant, y compris par le vocabulaire qu'il utilise (« lui-même ce camarade »), sûr de sa singularité (« ces gens-là [...] si jeunes et déjà des bourgeois ») voire de sa supériorité<sup>572</sup> (le « saluez » qui renvoie à l'officier qu'il rêve d'être, pour être au même niveau que le blessé, décoré et promu) jusqu'à se poser en victime de son incapacité d'aller au front (puisque finalement le mutilé « m'a plaint, il m'a compris »). Il trouve en son interlocuteur un quasi double, non seulement par une proximité sociale (« fils de médecin », avec des connaissances communes) mais surtout comme une sorte de « chevalier errant » confronté à l'incompréhension du monde de l'arrière (« ce grand type isolé [...] sans camarade »). On retrouve là aussi certains des aspects d'un des éléments du « mythe de guerre » cher à George Mosse, la figure du jeune volontaire : exaltation de la jeunesse tournée vers la « modernité » (contre l'esprit « bourgeois »), quasi virilité « militante » (face aux « eunuques »)<sup>573</sup>, vision passéiste et chevaleresque de l'affrontement<sup>574</sup> (c'est en tout cas l'image officielle des combats pour Sarrebourg<sup>575</sup>). De plus la mise en opposition systématique entre les

---

<sup>572</sup> Il emploie d'ailleurs le terme le 24 mai 1915 quand il évoque « dans la presse du métro, 2 poilus évoquent des souvenirs du bois de la Guerie [une des zones les plus disputées de l'Argonne de septembre 1914 à 1915, surnommé par les poilus « le bois de la Tuerie » selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*] : quelle supériorité ».

<sup>573</sup> George MOSSE met en avant ces deux aspects notamment chez les jeunes futuristes italiens (*De la Grande Guerre au totalitarisme op. cit.* p.66 et suiv.) Charles RIDEL souligne lui (*Les embusqués op. cit.* p.32) que « dépourvu de toute virilité, "l'embusqué" ne peut pas être un soldat valeureux. Mais il est aussi un piètre géniteur », il donne dans son ouvrage des exemples iconographiques de cette « dévirilisation » de la figure de l'embusqué. On retrouve, le thème de la virilité sous la plume de Quesnay, le 20 avril 1915 « soyons tolérants ; à quoi bon vouloir changer leurs idées : gardons les nôtres, mais ne leur en voulons pas d'être des eunuques ».

<sup>574</sup> On peut penser ici à l'analyse que George MOSSE mène de la bataille de Langemarck (*De la Grande Guerre au totalitarisme op. cit.* p.82 et suiv.).

<sup>575</sup> « Les combats de Sarrebourg sont symptomatiques de ceux du début de la guerre où une geste héroïque archaïsante se trouve brutalement confrontée à la puissance de feu moderne. La valeur symbolique de la très éphémère reconquête de la ville s'efface

embusqués et les combattants (auxquels “par l’esprit” Quesnay veut appartenir) ne participe-t-elle pas du processus de “brutalisation” à l’encontre non pas directement de l’ennemi mais de ceux qui remettent en cause l’unanimité du « front intérieur » par leur attitude ? Ainsi on peut noter une “chosification” assez brutale des embusqués dans le journal de Quesnay : il ne s’agit pas simplement de fulminer contre « mon milieu toujours semblable à lui-même - les imbéciles seuls ne changent pas : c’est piteux, ces pleutres de Vilbois à Lebos ! » (le 17 février 1915) mais bien comme le 25 janvier 1915, de considérer ceux qui restent comme « cette médiocrité des restes » c’est-à-dire « la bande des eunuques faloches qui demeurent ». De même le 16 février 1915, alors qu’il recroise le lieutenant unijambiste, il ne l’arrête pas pour parler avec lui ne voulant pas être « un de ses déchets importuns », image que l’on retrouve encore le 27 février 1915, « les déchets physiques et mentaux que sont mes camarades [qui ne partent pas comme Lemorton le lendemain] ». On retrouve ces différents traits à peine atténués quand Quesnay évoque un de ses condisciples (et colocataires chez les Wagner) Vilbois qui le 3 février 1915 « part demain pour Boulogne, révision, avec le ferme espoir de n’être pas pris, ce qui me dégoûte » : Quesnay évoque, à son propos, le 17 février 1915 « sa mentalité de vieux son moral de pleutre » et donc le 27 février 1915 « quand j’ai dit non à Vilbois, que je voulais partir, il a trouvé que j’étais ridicule : quel mur entre nous deux ». Même s’il n’est pas “objectivé”, Vilbois a malgré tout droit au commentaire suivant le 3 février 1915 « Ah tout de même ce n’est pas beau ceux qui restent ». Cependant, la remarque que Quesnay fait quelques jours après la révision de Vilbois, le 9 février 1915, est plus mesurée et riche de sens : « Vilbois était de retour ce matin, ajourné bien entendu : il s’en est peut-être [???] : je ne l’ai pas félicité. Son ajournement est logique et normal : son consentement l’est moins » : ce n’est pas finalement le fait de ne pas partir qui est condamné mais bien

l'acceptation de cet état<sup>576</sup>. Donc l'image d'un ensemble indistinct "chosifié", en quelque sorte, rejeté à la limite de l'humanité normale, constitué par les embusqués, recule, des "degrés d'embusquage" semblent se dessiner.

Sans évoquer de filières organisées comme cela apparaîtra dans la presse à la fin de 1915<sup>577</sup>, Quesnay dénonce plutôt des comportements individuels qui visent à utiliser les failles de l'institution pour échapper aux obligations militaires, à un moment où « l'existence des embusqués semble avoir connu un pic »<sup>578</sup>. Ainsi, le 15 janvier 1915, il souligne « Auguste le fils bancal du concierge pris dans service armé ! Son frère dans l'auxiliaire ! Maurice Vincent l'embusqué versé dans l'armée, préparant à Vincennes l'examen d'officier d'administration », ou encore le 1<sup>er</sup> février 1915 « nous parlons des bêtises de la révision du fils de [nom illisible] auxiliaire non appelé ». On trouve dans ces deux cas les récriminations habituelles notamment de la part des soldats contre « Monsieur Lebureau » « l'embusqué de la 222<sup>e</sup> section »<sup>579</sup>. Le 2 janvier 1915, « une chose qui m'a fait bien plaisir, c'est que Petit n'ait pas réussi à se faire nommer au Tréport. Tout cela est en vérité scandaleux quand de vieux médecins sont sous les balles » avec à nouveau la mise en avant de l'âge comme facteur fondamental qui devrait distinguer le monde combattant du monde de l'arrière. Le 2 février 1915, la remarque à propos de « Joseph Barthélemy [qui] continue à être le vrai conférencier : son étude de Droit constitutionnel en temps de guerres, ses astuces sur les

---

<sup>576</sup> Il s'agit en quelque sorte du moindre consentement de Vilbois à la guerre en utilisant le terme de consentement dans le sens de l'historiographie récente comme Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER *14-18 retrouver la Guerre*, Paris, Gallimard « Folio histoire », 2000 (p.21 par exemple).

<sup>577</sup> Voir notamment Charles RIDEL (*Les embusqués op. cit.*) chapitre 5 « Le procès des réformes frauduleuses (1915-1916) » à propos de l'affaire dite « Lombard et consorts ».

<sup>578</sup> Annie CRÉPIN *Histoire de la conscription* Paris, Gallimard « Folio histoire », 2009, p.336.

<sup>579</sup> D'après Charles RIDEL *Les embusqués op. cit.* p.42 « Cette 222<sup>e</sup> section n'est pas si énigmatique et vise en fait les militaires de la 22<sup>e</sup> section de COA (Commis et Ouvriers d'Administration) ».

députés en danger (15 sur 220 mobilisés) » amène à retrouver l'idée de l'embusquage comme refus du principe de l'égalité républicaine. Ne participe-t-il pas également d'une forme d'antiparlementarisme assurant à son auteur un succès facile auprès de son auditoire d'étudiants en droit<sup>580</sup> ? Il s'agit sans doute aussi d'une pique liée à l'actualité, puisque « le Parlement, à nouveau réuni depuis janvier 1915, se transforme en caisse de résonance du mécontentement populaire contre les embusqués »<sup>581</sup> sous la pression de la presse, en particulier celle que lit Quesnay, où écrit Clemenceau<sup>582</sup>, et que s'annoncent déjà les débats de la fin du printemps et du début de l'été 1915 débouchant sur le vote de la loi Dalbiez, officiellement « loi assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés et mobilisables », permettant une chasse accrue aux embusqués.

Pierre Quesnay sent souvent peser sur lui le regard soupçonneux des civils, ne voyant en lui qu'un "planqué" comme lorsqu'il parle avec un ami en uniforme « en haut : je pense tram Bastille, observations : les femmes du peuple, leurs réflexion : deux blessés qui causent »<sup>583</sup>. Peut-être est-ce à cause de ce poids de la suspicion qu'il se sent particulièrement atteint par une discussion dans le wagon qui le ramène à Paris le 18 janvier 1915 : « le soldat niçois tonne contre les embusqués, la petite dame surenchérit, critique, mord. Le monsieur distingué raconte qu'il sait des choses à ne pas croire, faits personnels, sénateur, son neveu et son neveu à lui, proposé, réformés. Et le soldat : honteux ! Ah si au front l'on savait dégoutant ignoble. Je souffre en mon coin non point du tout pour moi que pour ces gens et le mal qu'ils font : la guerre d'usure est une guerre d'arrière: le peuple qui tiendra ¼ d'heure de plus disait

---

<sup>580</sup> Alors qu'il faut noter que 17 parlementaires sont « tombés au champ d'honneur pendant la 1<sup>e</sup> guerre mondiale » dont, on l'a déjà dit, un collègue de Barthélemy et professeur de Quesnay, Maurice Bernard.

<sup>581</sup> Charles RIDEL *Les embusqués op. cit.* p.80.

<sup>582</sup> Il publiera en première page de *l'Homme enchaîné* à partir d'avril, les « Carnets d'embusquage », où s'étaient des lettres révélant des cas d'embusquage avérés.

<sup>583</sup> Le 27 janvier 1915.

Nogé [???]. Or ces bourgeois n'ont d'autre souci que la critique. Ils démoralisent les gens ils travaillent contre nous et l'état d'esprit se répand. Un officier de génie passe dans le couloir : blessé à Ypres lui aussi "ah les embusqués c'est dégoûtant : se faire tuer pour ces gars-là honteux injustice" et eux-mêmes le constatent : s'ils retournent au front ils y apporteront le ferment de la révolte. [...] Justement Hervé a un article épatant sur la bêtise des femmes qui voient partout des embusqués : il dit à ceux du front : ne les croyez pas, elles exagèrent : et ne voulant pas prendre part à la conversation, je tends la *G[uerre] S[ociale]* à mon soldat : c'est tellement à propos. Cela le douche. Et c'est une bonne action ». Comment comprendre l'apparent changement d'opinion de Quesnay, lui le pourfendeur virulent des embusqués de son entourage semblant devenir subitement leur avocat ? Cette dénonciation des excès de la chasse aux embusqués correspond-elle à l'expression d'une certaine sensibilité politique ? En effet, comme le montre Charles Ridet « l'étude des principaux journaux montre bien que le débat qui anime la presse au sujet des embusqués se structure autour d'un traditionnel clivage gauche-droite »<sup>584</sup> : « les quotidiens de gauche ne cessent de dénoncer sur leurs premières pages la gravité du problème et la nécessité d'une réaction vigoureuse, alors que les quotidiens de droite ont tendance à minorer l'intérêt et l'urgence de cette question pour la Défense nationale »<sup>585</sup>, alors que pour les premiers, il faut absolument lutter contre un comportement qui remet en cause l'égalité républicaine, pour les seconds il ne faut pas attiser une colère populaire peut-être rapidement incontrôlable. On a vu Quesnay sensible à l'argument de l'équité en ce qui concerne le sort de tel ou tel (comme le docteur Petit qui échoue à se faire nommer au Tréport alors que « de vieux médecins sont sous les balles »<sup>586</sup>), il balaye ici comme rumeur infondée les affirmations du « monsieur distingué » à propos d'un « neveu de

---

<sup>584</sup> Charles RIDEL *Les embusqués op. cit.* p.84.

<sup>585</sup> *Idem* p.92.

<sup>586</sup> Le 2 janvier 1915.

sénateur » ce qui serait plutôt une attitude “de droite” dans la mesure où celle-ci concentre moins ici ses attaques sur la personne même des députés (ce qui serait plutôt une attitude “de gauche” dans la mesure où on demanderait « l'égalité de l'impôt du sang) que sur l'action du Parlement. Mais il applaudira aux saillies de Joseph Barthélémy contre les députés « planqués »<sup>587</sup>. Il est possible de relier cette critique de « l'embuscomanie » à l'adhésion absolue de Quesnay à l'Union Sacrée : la recherche incessante des embusqués affaiblit la cohésion nationale dans « la guerre d'usure » qui ne se décidera que dans l'ultime « quart d'heure » décisif. Il est frappant de retrouver des éléments déjà évoqués dans la dénonciation même des embusqués que Quesnay utilise ici pour s'en prendre à l'hystérie contre eux : ceux qui dénoncent sont des « bourgeois » à « l'état d'esprit » déplorable pour la communauté nationale, ce sont aussi surtout « les femmes » selon Hervé comme celle qui « surenchérit, critique, mord »<sup>588</sup>. On peut peut-être y voir l'influence du directeur de la *Guerre sociale* et sa « misogynie prononcée » quand il évoque cette question. Mais plus profondément, on peut sans doute les considérer comme les signes que l'explication de l'attitude de Quesnay renvoie d'abord à sa propre situation et à la difficulté qu'il a pour l'assumer, ce qui est renforcé par le déni initial « Je souffre en mon coin non point du tout pour moi que pour ces gens ».

« *L'immobilisé* » Pierre Quesnay.

Dès les premières lignes de son journal de 1915, Quesnay fait part de son tourment majeur, son ajournement (pour cause de faiblesse cardiaque) qui l'empêche de pouvoir accomplir son devoir de soldat. S'il n'écrit que rarement le mot « ajournement »<sup>589</sup> (quand il évoque son cas personnel) – pour bien marquer symboliquement le caractère transitoire de cette situation – il évoque sans cesse la question car « je me croyais

---

<sup>587</sup> Le 2 février 1915.

<sup>588</sup> Ira-t-on jusqu'à parler d'animalisation avec le dernier verbe, sur le modèle des images parfois employées pour désigner l'ennemi allemand ?

<sup>589</sup> Depuis la loi de 1905, c'est le terme officiel qui correspond à sa situation.

fort valant au moins les autres et je suis un infirme [car] refusé par conseil de révision »<sup>590</sup>. Il semble vivre en effet cet impossible engagement sur le mode de l'affirmation de soi, correspondant à une idée assez haute de sa personne (« valant au moins les autres »)<sup>591</sup>. Ce trait psychologique, associé à l'originalité manifeste de cette volonté de partir dans son milieu, débouche sur l'expression récurrente de sa solitude, ou du moins de la crainte de cette solitude, une fois ses plus proches amis partis : ainsi le 10 janvier « Lemorton passait la révision : il est pris. Je me tournais vers Lecher[bonnier] : il s'engage... Et moi, je reste seul, seul, seul !... », avec aussi une distinction entre sa situation à Paris où elle serait plus commune et la province où elle serait plus intolérable : « à Paris perdu, choyé par les intellectuels, on sent clairement le devoir d'esprit. En province, mal vu par les gens qui passent, seul alors que tous sont là-bas, on sent mieux le devoir commun »<sup>592</sup>. On retrouve l'image d'un Quesnay sûr de sa supériorité sur les autres, notamment parce que lui refuse l'esprit "bourgeois" quand il écrit « c'est extraordinaire comme tous ces types ne peuvent comprendre le regret que j'ai d'être ici et le sentiment que j'éprouve d'une infériorité alors qu'eux-mêmes ne pensent qu'au profit !... »<sup>593</sup>. Il note fréquemment ce sentiment d'infériorité qui le mine<sup>594</sup>, dès qu'il croise ceux qui peuvent connaître la « vraie vie »<sup>595</sup>, celle du front, y compris quand il s'agit des prisonniers allemands : ainsi à Dieppe, « les petits belges couraient, creusaient et manœuvraient. Il m'est toujours très pénible de passer près d'eux : il me semble que je

---

<sup>590</sup> Introduction journal 1915.

<sup>591</sup> Cette idée est confirmée par la remarque du 3 février 1915 « les autres sont bêtement gosses [...] j'ai l'impression très nette d'être un peu supérieur » ou aussi le 10 juin 1916 « 6H en vain chez Arsène. Mais chez Foucault ! Bizarre... ces vies de petits bourgeois à Paris. "Etre jeune !" Autres conceptions de la vie : Lemorton et moi ».

<sup>592</sup> Le 17 juillet 1915.

<sup>593</sup> Le 10 février 1915.

<sup>594</sup> Le 27 novembre 1915, dans le train, « je me suis caché dans mon wagon pour les regarder foutre le camp, eux, mes cadets, vers le front. Nom de Dieu, dans ces moments-là, les examens de doctorat comptent peu ».

<sup>595</sup> Le 16 septembre 1915 « j'espère le galon la croix, les fortes sensations, la vie quoi ! ».

porte atteinte au prestige de la jeunesse française réputée courageuse et présumée là-bas... [...] Même vis-à-vis des Boches je suis gêné de mon habit civil. Ils ont défendu leur pays – ou ils ont cru – ils se sont battus ; eux aussi ils furent braves »<sup>596</sup>. N'est-ce pas encore ce même refus de l'esprit bourgeois auquel s'opposerait la jeunesse désintéressée, qui serait à l'œuvre quand il lance à Lemorton au moment de son départ le 28 février « allez travailler l'EOR<sup>597</sup>, je serai votre poilu de 2<sup>e</sup> classe. Qu'importe, pourvu que j'en sois ? Vive la jeunesse ». Mais on trouve aussi des échos du cadre social général qui fait que « le non-combattant n'est plus rien »<sup>598</sup>, selon l'expression de Bainville, reprise par Charles Ridet, quand il note « je sens mon dégoût pour mon inertie mon inutilité mon absence d'énergie »<sup>599</sup>. Il lui faut donc partir ainsi qu'il l'affirme le 27 février 1915, avant de rédiger ses dernières volontés « je me voyais partant je partirai ! » ; ce sentiment d'urgence est expliqué par une hantise exprimée par son ami Lemorton la veille de son départ, le 26 février 1915 : « sans le vouloir dans son abrutissement naissant causé par l'agitation du départ, il hérissé par moments ma susceptibilité : “si je devais officier, finir d'être instruit juste quand ça finirait, je serais taré déshonoré” », remarque qui renvoie encore à l'image de soi comme être “au-dessus de la moyenne” et donc à l'image sociale qui en découle. Il ne se contente pas de le noter dans son journal mais l'affirme haut et fort, encore le même jour, « j'ai passé une très bonne après-midi causant de la campagne, de la durée de la guerre, de l'Allemagne et des combats, j'essayais de convaincre Lebos, pessimiste à cause du départ de son frère, classe 16 et surtout j'affirmais ma volonté de partir », sans égard pour son condisciple inquiet pour son frère au front. Tout semble sans cesse le ramener à cette situation, la rendant encore plus intolérable : ainsi dans la presse « il y a le dessin de Bloch sur un poilu de la classe 15 qui s'en va

---

<sup>596</sup> Le 2 septembre 1915.

<sup>597</sup> Vraisemblablement le concours des élèves officiers de réserve.

<sup>598</sup> Charles RIDEL *Les embusqués op. cit.* p.53.

<sup>599</sup> Le 10 janvier 1915.



pour le front, qui s'en va classe 15 ! Ce m'abattrait si je n'avais la force. Mais je crois et j'espère »<sup>600</sup>, voire dans une conversation anodine à propos de sa nouvelle coiffure : « j'ai renvoyé tous mes cheveux en arrière, à la Russe, à la Bruce Brown ou à "l'embusqué"<sup>601</sup> comme dit bêtement M.W[agner] "les cheveux loin du front" ». Même la chasse, un de ses rares divertissements, le ramène encore et encore à sa situation d'immobilisé : il note ironiquement « si je ne puis tenir le fusil contre les Boches, du moins j'espère descendre quelques lapins »<sup>602</sup> ou encore « je pensais à mon sort : avoir un fusil de chasse sur le dos quand tous les autres ont un flingot : quelle personnelle désagréable impression subjective en imaginant ce que les gens peuvent penser : cela me gêna mon plaisir »<sup>603</sup> ou encore quand il prend le train pour aller chasser « mon fusil est caché sous mon vieux pardessus : je ne veux pas insulter à la douleur des veuves qui passent. Oui, je vais au lapin et d'autres vont au Boche »<sup>604</sup>.

Ce ressassement continu débouche sur l'affirmation par Quesnay de sa volonté de partir à tout prix : « Ah, comme on est attiré vers là-bas. Partir vers la vie, même si ce doit être pour la mort... »<sup>605</sup>. Par rapport à certains de ses condisciples il en arrive à écrire « ils ne comprennent pas ma douleur morale, mon impression de déchéance et enflammé plein de verve, je glorifie la mort sa beauté suprême »<sup>606</sup>. Et ce n'est pas là la seule occurrence de ce genre d'affirmation, qui pourrait être causée par le

---

<sup>600</sup> Le 27 février 1915. D'après Jean-Charles JAUFFRET et Jules MAURIN dans « les combattants face à l'épreuve de 1914 à 1918 » dans André CORVISIER Guy PEDRONCINI (dir.) *Histoire militaire de la France* Paris PUF, 1992 t.3, p.258 « les jeunes classes sont toutes incorporées par anticipation, la classe 1914 fin août début septembre 1914, la classe 1915 en décembre 1914 ».

<sup>601</sup> Le 26 décembre 1915.

<sup>602</sup> Le 6 février 1915. Peut-être peut-on voir ici (avec l'utilisation du mot « boche ») un exemple d'animalisation de l'ennemi dans le cadre de la « brutalisation » ?

<sup>603</sup> Le 14 février 1915.

<sup>604</sup> Le 21 octobre 1915.

<sup>605</sup> Le 24 février 1915.

<sup>606</sup> Le 27 février 1915.

départ imminent de Lemorton. Ainsi un mois auparavant, le 25 janvier 1915, il note déjà « non la mort ne m'effraie pas [...] c'est pourquoi la guerre me laissait brave [...] je ne plains pas ceux qui tombent. Mourant j'aurais un seul regret une curiosité déçue : qu'aurais-je fait ? ». Cette brutale affirmation intervient au terme d'un assez long raisonnement que Quesnay tient avec Giraud « je reviens avec Giraud : il est lui au-dessus de la bande des eunuques faloches qui demeurent : je lui parle de cette médiocrité des restes. Et nous discutons sur la mort : cela l'effraie, il a sur ce point la mentalité d'un vieil homme : sa grand-mère avait beau avoir 95 ans. Elle avait toujours vécu avec lui et il est tout frappé. Je lui démontre le point de vue égoïste et je précise mes conceptions : non, la mort ne m'effraie pas, je peux mourir. C'est pourquoi la guerre me laissait brave. Ce n'est pas que j'aie la foi : mais autre vie ou bien néant qu'importe ? C'est liberté, fin d'exil, pourquoi se cramponner, préférer la vie aux raisons de la vie : je ne plains pas ceux qui tombent. Mourant, j'aurai un seul regret, une curiosité déçue : qu'aurai-je fait ? ». On est là encore face à une véritable esthétisation de la mort (comme le 27 janvier 1915 « sa suprême beauté ») au nom de l'exaltation de la seule jeunesse (contre « la mentalité d'un vieil homme » sans doute trop bourgeoise)<sup>607</sup>. On la retrouve encore le 27 janvier 1915, sous une forme plus littéraire : « Sous-lieutenant ou simple soldat peu m'importe pourvu que je sois fantassin ! Fuhr<sup>608</sup> et moi ? Oui, eh bien, et après ? Néant ou gloire c'est attirant au lieu des vicissitudes de cette vallée d'exil » : on peut remarquer la description de la vie étudiante comme une « vallée d'exil », expression qui pourrait faire penser que Quesnay se pense peut-être, plus

---

<sup>607</sup> On retrouverait ainsi l'idée développée par Georges MOSSE (*De la Grande Guerre au totalitarisme op. cit.* p.76 notamment) d'un véritable culte de la jeunesse (propagée par la Grande Guerre dans toutes les couches de la société) qui aurait remplacé la traditionnelle vénération des anciens au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, laissant la place à l'exaltation de "l'énergie vitale" portée par les jeunes en rébellion contre la société établie.

<sup>608</sup> Connaissance de la famille Quesnay, Frédéric Fuhr, né comme Quesnay en 1895, ancien élève au collège de Dieppe, arrivait au front début février 1915, s'y fait tuer le 12 février à La Harazée par un éclat d'obus. Ces éléments proviennent de la nécrologie parue dans la presse locale que Mme Quesnay envoie dans une de ses lettres à Pierre.

ou moins consciemment, comme une sorte de héros historique (Napoléon à l'île d'Elbe) ou mythologique (Achille sous sa tente), avide d'action. Cette exaltation mortifère se fait aussi au nom d'un certain anti intellectuelisme, de la part d'un étudiant, paradoxalement pris entre un "discours englobant" valorisant à l'extrême l'action militaire et son quotidien de labeur intellectuel ininterrompu : il note ainsi le 26 février 1915 « je voudrais en ce moment être sous les drapeaux n'avoir plus à penser seulement à obéir, ne plus remuer tous ces calculs d'intérêts, penser au seul devoir, au besoin mourir heureux débarrassé et sans regrets. Que regretterais-je dans cette vie ? 50 années peut-être de malheur de déception ? Oh que ce soit la gloire ou le néant de l'autre côté du grand pas il me semble qu'on n'a rien à craindre. Et je suis sincère : je crois que je veux partir ». En plaçant la patrie comme valeur suprême devant lui faire écarter tout autre élément, il paraît verser ainsi clairement dans le nationalisme. Il faut remarquer qu'une fois encore, ces sentiments semblent communs à Quesnay et Lemorton dans une sorte de phénomène d'auto-conviction mutuelle : « c'est de l'état de nos esprits que nous parlâmes [avec Lemorton] : sacrifice de la vie, aucun regret sauf curiosité, mais parents ! Surtout quand fils unique [comme lui] »<sup>609</sup>. Cependant cette exaltation de la mort suscite parfois chez Quesnay lui-même des interrogations : ainsi le 19 janvier 1915, il écrit « "S'engager" que cela est joli ! Je le souhaiterais et contrairement à Giraud à Vilbois par exemple chez qui je sens avant tout l'amour de la vie, je me ferais tuer sans regret, sans autre regret tout au moins qu'une curiosité déçue : qu'aurais-je pu faire ? Je deviens fataliste, philosophe : qu'est-ce que la vie, 80 50 ou 20 ans qu'est-ce que cela peut faire, bien finir tout est là [...] accommodons nous de notre sort. Je dois vivre ? Vivons bien. Je dois mourir tant mieux. Aucun regret c'est là ma vraie mentalité. N'est-elle pas spéciale ? ». Au-delà de l'image de la vie ne valant que par son « bien finir », on s'arrête sur l'interrogation finale « n'est-elle pas spéciale ? ».

---

<sup>609</sup> Le 20 janvier 1915.

Mais d'autres éléments permettent de nuancer l'image d'un Quesnay exalté à l'idée de partir mourir au front. Au-delà de la dénonciation de la loi Dalbiez comme génératrice d'une désorganisation profonde<sup>610</sup>, rentre notamment en compte une certaine inquiétude à propos des sacrifices consentis par ses parents : « nous avons appris ce matin l'appel probable des 16 pour le 20 mars et la révision des ajournés dont je suis pour avril : on m'a félicité, je n'en avais pas de joie. Serai-je pris: mon cœur cloque. Et avril que diront mes parents ? Sans examen, année argent perdue ? Je flotte flotte flotte... »<sup>611</sup>. On distingue alors une certaine volonté de compromis entre ses rêves de gloire fatale et le souci de rester un « bon fils »<sup>612</sup> : « je rassure petite maman, je veux être soldat, mais ne puis être dans une troupe de choc »<sup>613</sup>. C'est à un autre compromis qu'il pense, celui entre son patriotisme ardent et ses ambitions futures, quand il décrit une de ses connaissances, rentré borgne du front, comme « chanceux » : « j'ai rencontré ce matin Jean Simon, élégant, bon visage, cicatrices à peine visibles : il a un œil de verre, cela se voit très peu [...] Il a un œil de moins, je l'envie... Avoir fait son devoir, avoir la médaille militaire, la Croix de Guerre être glorieusement réformé, libre à 20 ans – il est classe 14 – toutes les carrières tous les honneurs ouverts devant toi, n'est-ce pas l'idéal ? Sinon, mon ami, je te félicite mais je ne te plains pas »<sup>614</sup>. Cet accommodement est renforcé par ses succès universitaires :

---

<sup>610</sup> Le 28 avril 1915 : « la proposition Dalbiez se vote par la Commission : quelle désorganisation ça va apporter en partant d'un principe vrai : tous auxiliaires mis d'office dans le service armé ; tous sursitaires des chemins de fer, usines, au front. Et on réforme ces services intérieurs par des engagements volontaires de réformés, le reversement d'auxiliaires malades et l'installation des réservistes territoriaux et territoriaux les plus âgés. Justice mais danger ».

<sup>611</sup> Le 18 février 1915.

<sup>612</sup> Le 10 février 1915, « une lettre de maman avec timbre de la Croix-Rouge [...] Père a l'idée que je serai encore ajourné et dans ce cas après mes examens, il me ferait momentanément laisser le travail intellectuel pour la culture physique [...] Rassurez-vous, petits parents : serai-je ajourné ou non ? Pour les examens, concours, je souhaiterais oui, si vous me permettiez de m'engager en juillet [...] l'idéal serait encore de ne pas repasser la révision avant juillet et de partir vers la fin du mois avec les 17 ayant obtenu mes diplômes »

<sup>613</sup> Le 30 avril 1916.

<sup>614</sup> Le 25 août 1915.

« j’espère le galon la croix, les fortes sensations, la vie quoi ! Mais je pense à l’avenir à Schatz, à l’agrég, aux doctorats que je peux acquérir, à l’évangile des ouvriers de la onzième heure... »<sup>615</sup>. Comme il le décrit bien lui-même, en détail, au « lendemain du triomphe » de sa double licence<sup>616</sup>, il faut aussi considérer que sa position n’est pas linéaire et oscille selon les évolutions de la guerre : « au début de la guerre, j’étais un peu gosse : franchement l’idée de partir ne m’était pas familière. “La guerre sera courte, disait-on, nous sommes des veinards qui profiteront de la saignée !” Monstrueux égoïsme ! Charles [son cousin] s’engagea : inconsciemment, ce fut un choc à ma quiétude [...] Voilà la débâcle : il faut des forces, on appelle les 14. Alors je sens l’appel [...] Septembre : décret de révision des 15. Je bondis [...] Et je décide de tout faire pour y aller [...] mon cœur qui cloche, la crise d’octobre [1915]. Dès lors la révision de l’échelle des valeurs est faite [...] Et c’est l’ajournement : j’avais craint la réforme : soulagement relatif quoique consécration de ma faiblesse : c’est dur, je baisse la tête, humilié. Et puis les mois qui suivent sont bas. [...] La guerre s’éternise : j’ai encore le temps d’y aller, d’arriver à temps de servir [...] Et puis c’est la période des examens : je bûche dur et me porte bien. Je sens que j’ai un cerveau, que je puis être utile : j’apprends la mort d’inconnus remarquables tels les Pouydraguin : c’est affreux de songer aux forces que perd le pays. Où est le devoir ? Tisserand, Piedelièvre, Allix, Barthélémy m’ont dit qu’il était là [...] La France aura besoin de bons esprits, mais quelle autorité auront pour parler à l’heure de paix ceux qui se seront tus à l’heure de guerre ? Je flotte indécis, vivant du présent, je travaille et je réussis. Alors je me dépense autour de moi, je fais du bien, je console, ma tâche est parfois bien rude : les gens souffrent, je suis utile. Et ma notion du Devoir est alors inversée [...] Si la guerre se prolonge, le prochain concours d’agrég peut m’admettre... C’est la belle vie toute proche. Mais si je pars, je crie : “Vive la guerre” ».

---

<sup>615</sup> Le 16 septembre 1915.

<sup>616</sup> Le 17 juillet 1915.

### *Un consentement raisonné à la guerre ?*

Étudiant très consciencieux, Pierre Quesnay n'en est pas moins un lecteur de journaux assidu, en lisant quotidiennement plusieurs<sup>617</sup>. Cette lecture de la presse s'apparente à un rituel, en général en fin de matinée et en début de soirée, ce qui correspond aux différents rythmes de parution des quotidiens<sup>618</sup>. Certains journaux font l'objet de la part du collectionneur (de timbres notamment) qu'est Pierre Quesnay, d'un achat le plus exhaustif possible en vue d'être conservé<sup>619</sup>. La lecture des journaux représente une activité en soi pour Quesnay qui peut même prendre parfois le pas sur ses autres occupations<sup>620</sup>. Il semble également découper les portraits des principaux acteurs de la guerre et conserver les cartes incluses dans les journaux pour en tapisser les murs de sa chambre et suivre ainsi l'évolution du conflit<sup>621</sup>. Cette préoccupation méticuleuse est particulièrement visible au cours d'une véritable petite scène de théâtre lors d'un retour vers la Normandie : un voyageur qui descend « a laissé ses journaux et notamment la superbe carte de Russie de *l'Illustration* de cette semaine : c'est un homme bête : je compte l'être moins que lui, mais le vieux venu dans le compartiment pour y fumer, fait main basse sur le tout. Je fais acte de courage et prétextant l'existence

---

<sup>617</sup> Par exemple lors des deux premiers mois de l'année 1915, l'expression « les journaux » ou un ou plusieurs titres sont explicitement mentionnés 52 fois et on peut penser que la mention « les nouvelles » les 7 autres jours correspondent aussi à une lecture assidue de la presse.

<sup>618</sup> Cet aspect quasi rituel est renforcé par l'achat « chez ma marchande de journaux rue Saint Jacques, la vieille bonne femme qui m'est si sympathique ([...] ressemblant à ma tante Noémie) » (24 février 1915).

<sup>619</sup> Ainsi le 1er février 1915, « *l'Echo [de Paris]* annonce qu'il a réuni en volume et publié les articles de de Mun... il faudra avoir cela quelque moche soit l'édition » ; on le voit écrire à la rédaction du *Mot* pour obtenir les premiers numéros qui lui manquent, déplorant de n'avoir pu les trouver à Rouen; le 4 février 1915, il achète 30 numéros des articles du *Bulletin des Armées*, là aussi manifestement dans un but conservatoire.

<sup>620</sup> Le 21 février « je montais m'occuper des journaux, travailler [...] j'unis les cartes du théâtre de la guerre publiée par *le Matin* » car la lecture s'accompagne du découpage et de l'assemblage des différentes cartes permettant de suivre le déroulement des opérations militaires.

<sup>621</sup> « J'ai d'autre part piqué au mur sur mes portraits d'hommes politiques qu'elle recouvre ma carte de Russie et j'attends les communiqués pour jalonner le front » le 8 février 1915.

d'un article épatant sur la campagne russe article que j'ai en effet parcouru avec Bippert, disant que la carte s'y rapporte, que j'ai le n° mais non la carte, je me la fais aimablement remettre. Tant mieux : peut-être aurais-je acheté *l'Illustration* pour l'avoir ».

Un des traits les plus saillants de la manière dont P.Quesnay s'informe est qu'il lit presque toujours plusieurs journaux par jour, ce qui explique la variété des titres qu'il cite ainsi que le montre le tableau ci-dessous pour les deux premiers mois de 1915.

*Les journaux cités par Pierre Quesnay du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 28 février 1915*

<b>Titre (ou éditorialiste)</b>	<b>Nombre d'occurrences</b>
<i>La Guerre sociale</i> (Gustave Hervé)	22
<i>L'Homme enchaîné</i> (Clemenceau)	9
<i>Le Rire</i>	7
L'Echo (Barrès) <i>L'Echo de Paris</i> ??	5
<i>Le Matin</i>	4
<i>Le Temps</i>	3
<i>L'Action française</i> (Maurras)	2
<i>Le Petit Parisien</i>	2
<i>Le Mot</i>	2
<i>L'Illustration</i>	2

<i>Le Bulletin</i>	1
<i>Le Figaro</i>	1
<i>Le Pays de France</i>	1
<i>J'ai vu</i>	1

Cependant, derrière l'apparente diversité formelle, entre « illustrés » hebdomadaires et quotidiens..., une certaine homogénéité se dégage de ces titres en ce qui concerne leur tonalité générale, plutôt conservatrice et très « union sacrée »<sup>622</sup>. *L'Echo de Paris*, né en 1884, où écrivent notamment Barrès et De Mun peut être nettement classé au début de la guerre dans la tendance héroïque nationaliste comme *l'Action française* ou *l'Illustration* où écrit notamment le dramaturge Henri Lavedan ; *Le Matin* qui est alors propriété de Maurice Bunau-Varilla, semble se distinguer par ses techniques de la grande information de la presse américaine (pour concurrencer *Le Petit Parisien*) et son ton agressif, mais le fond de son discours est le même. *Le Petit Parisien* autre représentant de la presse à grand tirage (plus de 1,3 millions d'exemplaires en 1914), que Quesnay trouve « pas mal comme papelard » (4 février 1915) est constamment empreint d'un patriotisme cocardier alimentant le « bourrage de crâne ». Organe officieux du Quai d'Orsay *Le Temps* est plus austère et plus modéré. *Le Figaro* dirigé par Robert de Flers et Alfred Capus est un journal de la droite conservatrice, plutôt modéré. *L'Homme libre* devenu *L'Homme enchaîné* le 30 septembre 1914, dirigé par Clemenceau, s'il ne ménage pas ses critiques contre le gouvernement n'en est pas moins un adversaire acharné de tout « défaitisme » et « trahison ». Né en 1840, *Le Rire*, qui a fait sa réputation sur la qualité de ses illustrateurs (Toulouse-Lautrec, Caran d'Ache) et où travaillent pendant la guerre Charles Léandre et Lucien Métivet, reste critique dans

---

<sup>622</sup> Ces indications générales ainsi que celles qui suivent, pour chaque titre, sont issues de Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française*, Paris PUF, 1972 t.3.



la mesure du « raisonnable » et verse le plus souvent du côté de la majorité (antidreyfusard puis anglophobe puis germanophobe) voire, de plus en plus pendant le conflit, dans la vulgarité. Autre journal manifestement satirique, *Le Mot* semble partager les mêmes opinions, s'en prenant violemment à Caillaux (« rosseries contre Caillaux » le 8 février 1915) qui incarne, pour toute une partie de l'opinion publique, la tentation d'une modération et d'une médiation également inacceptables.

Grand lecteur de journaux, chercheur méticuleux d'informations, Pierre Quesnay note souvent dans son journal, le poids de la censure notamment dans la presse : ainsi le 9 janvier 1915 « presse entièrement muselée, rien ne transpire ». C'est d'abord une censure au sens strict bloquant qui interdit la diffusion d'informations, souvent de manière assez radicale, par la saisie<sup>623</sup> ou à coups de ciseaux, selon la vieille loi sur l'état de siège d'août 1849, renforcée par la loi du 5 août 1914<sup>624</sup>. La pratique est assez courante puisque il souligne quand ce n'est pas le cas<sup>625</sup>. La *Guerre sociale* que Quesnay lit si fréquemment et avec tellement d'enthousiasme<sup>626</sup> peut être considérée, à la suite de Jean-Jacques Becker, comme un exemple emblématique de l'attitude ambiguë de la presse face à la censure : censurée car victime de l'ardeur polémique

---

<sup>623</sup> Le 9 juin 1915 : « la G[uerre] S[ociale] est encore saisie : je l'ai eue »

<sup>624</sup> Selon Jean-Jacques BECKER *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont 1980, p.48 et suiv. les principes de l'état de siège sont renforcés par la loi du 5 août 1914 (droit « d'interdire les publications et réunions jugées de nature à exciter ou à entretenir le désordre ») donc se mettent en place le bureau de la presse rattaché au cabinet du ministre de la Guerre (aux Invalides) et la « commission de la presse française » auprès du ministre de la guerre composée des délégués des associations de la presse, sous la présidence de Jean Dupuy président du *Petit Parisien* à partir du 13 août 1914. Au retour du gouvernement de Bordeaux en novembre, les questions de censure passent sous le contrôle du président du Conseil.

<sup>625</sup> Ainsi le 26 février « Hussin [??] commente la bataille de Champagne, Cherfils pour une fois est intéressant et non coupé ». De même le 9 février 1915 : « Aujourd'hui la nouvelle est celle de l'emprunt bulgare consenti par l'Allemagne. Comme le dit entre les coups de ciseaux la GS "ce n'est pas une victoire pour la diplomatie de la Triple Entente, la Russie semble avoir partie perdue à Sofia" » Il s'agit de l'accord financier signé en février 1915 entre l'Allemagne et la Bulgarie, préalable à l'entrée en guerre du pays au côté des Empires centraux, en octobre 1915.

<sup>626</sup> « la G[uerre] S[ociale] toujours aussi remarquable : le vrai journal de la guerre intéressant et très bien fait » le 1er février 1915.

de son directeur, paradoxalement elle moque la censure (« cette institution qui a fait la grandeur de nos anciens rois et qui fait encore la grandeur de la Russie » « Gloire à la censure ! Que ses ciseaux soient bénis ») et met en garde contre excès de critiques (« n'abdiquons pas notre droit à la critique. Qu'il n'aille pas jusqu'à semer l'inquiétude ou l'amertume dans les esprits » André Lichtenberg et non Hervé)<sup>627</sup>. Quesnay semble partager cette attitude, puisque, d'une part, il écrit que « le muselage de la presse épouvante : jusqu'au *Rire* voyant sous un dessin : Projets Budgétaires, la légende coupée. Néant ! Serait-ce cela ? »<sup>628</sup>, d'autant plus que la censure vise cette fois non plus des informations mais des opinions puisque l'objet est une caricature, alors que, d'autre part, il souligne certains « oublis » de la censure. Ainsi le 12 janvier 1915, à propos de l'adversaire alors le plus résolu de la censure<sup>629</sup>, il écrit « *L'Homme enchaîné* où Clemenceau a un article d'une violence inouïe sur le contrôle nécessaire du Parlement l'autocratie élyséenne et le syndicat des incompétences. Comment la censure laisse-t-elle passer ? ». De même, une semaine plus tard, en écrivant « hier *L'Homme enchaîné* avait une particulière violence », ne souligne-t-il pas implicitement que la censure devrait s'appliquer afin de respecter la nécessaire « union sacrée » ?

Mais progressivement, dès ce début d'année 1915, la censure glisse vers un système d'informations contrôlées afin d'orienter l'opinion publique<sup>630</sup>, ce qui n'échappe pas à la sagacité de Quesnay<sup>631</sup>, alors que les mentions de coupes se raréfient. Il met ainsi en avant la suspecte

---

<sup>627</sup> Jean-Jacques BECKER *Les Français dans la Grande Guerre* p.54.

<sup>628</sup> Le 9 janvier 1915

<sup>629</sup> Mais Clemenceau, une fois aux affaires, renforcera en 1917 la censure.

<sup>630</sup> Idée reprise à l'article d'Olivier FORCADE dans « Information, censure et propagande » dans Stéphane AUOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.* p.452 notamment.

<sup>631</sup> Il note ainsi le 20 août 1915 : « anniversaire Charleroi-Virton ! Combien tombèrent ! Nos journaux vraiment stupides reprennent dans leur « il y a un an » tous les mensonges qu'on nous servait alors ».

homogénéité de la presse<sup>632</sup> - « quel enthousiasme béat entrÉtiennent à tort les journaux »<sup>633</sup> - évoquant« le mot d'ordre donné à la presse par le gouvernement »<sup>634</sup>. La vacuité de cette presse monochrome est soulignée de manière spirituelle le 16 février 1915 par la formule : « rien aux communiqués : on nous donne ceux de l'ennemi, amusant discours d'actualité... de Thucydide par Périclès ». Cette « mobilisation de l'information nationale »<sup>635</sup> par la presse est assez nette quand Quesnay écrit, à propos du début de l'opération des Dardanelles<sup>636</sup>, « vers Constantinople. La presse est rapide : ne faisons pas croire à l'opinion que nous y serons dans 15 jours »<sup>637</sup> mélange à la fois de censure (dans la mesure où peu d'informations sont données) et d'une propagande plus mature (sans remettre en cause fondamentalement la victoire, elle n'est plus présentée comme rapide et aisée). Parfois les incohérences de cette seconde forme de censure apparaissent au lecteur de journaux attentif qu'est Pierre Quesnay : il note le 26 février 1915 : « les journaux : les Allemands manquent vraiment de métal et pourtant 15000 obus sur Reims dans une seule journée ces derniers temps » : l'image de Reims la ville martyre de la barbarie allemande<sup>638</sup> entre en collision avec une autre

---

<sup>632</sup> « Tous les journaux sont identiques : rien que des communiqués officiels et officieux : résumé des 2 mois en un bilan : nous avons l'avantage » le 22 janvier 1915, à propos des premiers reculs dans l'Aisne « Les journaux rassurent, mais *Le Matin* marque l'encoche, le premier percement de la ligne de front : il n'est pas en notre faveur » le 15 janvier 1915.

<sup>633</sup> Le 25 avril 1915.

<sup>634</sup> Le 13 novembre 1915.

<sup>635</sup> Olivier FORCADE « Information, censure et propagande » article cité p.456.

<sup>636</sup> Il s'agit alors des opérations navales (les 19 25 et 29 février) qui préparent la tentative de débarquement du corps expéditionnaire franco-britannique le 18 mars.

<sup>637</sup> Le 28 février 1915

<sup>638</sup> D'après François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*, la ville des sacres royaux, qui constitue un môle dans le dispositif allemand, suite à sa reprise par les Français après la Marne, connaît une réputation mondiale à cause des bombardements qu'elle subit (1051 jours au total), notamment le bombardement du 19 septembre 1914 qui incendie la cathédrale. Elle est érigée en symbole national dès 1914 notamment autour de la figure de son maire Jean-Baptiste Langlet et du cardinal Luçon, en particulier par le biais des reportages du Service photographique des armées.

image visant à orienter l'opinion, celle de la pénurie qui touche l'Allemagne à cause du blocus. De même, les échos de la réalité de la guerre parviennent malgré tout à retentir assourdis dans la presse : la remarque du 6 février 1915 - « comme nouvelles ce n'est pas de notre côté qu'il faut les chercher : calme sur le front, bien que de pauvres types s'y fassent tuer : on parle de Georges Quesnel qui aurait le bras emporté, Jacques Evrard, le médecin qui serait blessé et prisonnier dans l'affaire de Crouy-Soissons » - montre bien la dureté des combats (« pauvres types qui s'y fassent tuer » « bras emporté » « blessé »)<sup>639</sup>. D'une certaine manière, cet appétit constant pour la lecture des journaux, accompagnée d'une prise de distance critique croissante (avec ces efforts pour démasquer la censure), constitue une expertise en soi et sans doute une des causes de l'intérêt constant que le futur expert porte, tout au long de sa carrière, à la presse et à l'opinion publique.

Tant par conviction profonde que sous l'influence des informations qu'il reçoit, Pierre Quesnay apparaît comme particulièrement sensible à l'état d'esprit de l'« Union Sacrée », en tant qu'elle est l'union de toutes les forces politiques syndicales spirituelles etc... dans le but de remporter la guerre et ce dès le début des hostilités : on en trouve trace dans une lettre envoyée par Pierre Lemorton à son ami Quesnay du 17 août 1914, alors que la mécanique de la guerre est déjà en marche, après l'invasion de la Belgique le 2 août. Le courrier commence ainsi « non monsieur, je ne vous traiterai ni de cocardier, ni de chauvin : vous êtes comme je suis et comme j'ai toujours été – un Français. N'est-ce point assez ? Ah, les journalistes d'Outre-Rhin doutaient de notre patriotisme, croyaient que nos dissensions intérieures seraient les meilleurs artisans de leur victoire, à eux les Germains ! Nous leur avons montré qu'au jour de l'épreuve

---

<sup>639</sup> Il s'agit sans doute ici de « l'affaire de Crouy », village au nord de Soissons que la 55<sup>e</sup> division du général Berthelot tente de reprendre à partir du 8 janvier 1915, ce qui provoque une violente contre-attaque allemande (à partir du 12 janvier), qui menace un moment la rive sud de l'Aisne : le bilan humain fut particulièrement lourd du côté français avec la perte de 12000 hommes, certaines unités étant particulièrement décimées (notamment le 60<sup>e</sup> RI) d'après François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*

nous étions capables d'union et de concorde. Me croyez-vous donc incapable de communier avec la foule ? ». Au-delà de l'exaltation de l'Union Sacrée (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phrases), la première phrase semble répondre à une interrogation de Quesnay prenant de la distance par rapport à son propre patriotisme sans doute craignant de paraître trop excessif ; peut-être peut-on penser qu'entre les deux amis, Lemorton est le plus ardent et le plus radical et Pierre Quesnay le plus modéré. Celui-ci note soigneusement les griefs qui accablent Joseph Caillaux, qui incarne, pour une large partie de la presse et de l'opinion publique, une attitude de modération inacceptable, en raison de sa politique d'apaisement avec l'Allemagne avant 1914.<sup>640</sup> Plus globalement, à la lecture de *Dans le cloaque* de Barrès, le 13 janvier, « je revis cette lutte des fils de la Louve Parlementaire: Briand Barthou Caillaux [...] pour comprendre qu'après l'union, les querelles ont repris et s'avivent d'autant plus que la censure est plus étroite et les comprime » ce qu'il déplore. Cet état d'esprit est d'autant plus frappant en ce qui concerne le catholicisme de Quesnay : il remet doublement en cause son identité religieuse au nom de sa foi dans la patrie. D'une part, il semble être le témoin de la matérialisation de « l'infâme rumeur » cette accusation portée par certains anticléricaux radicaux contre certains catholiques « qui expliquaient la guerre comme une punition nécessaire de la République qui avait osé séparer l'Eglise et l'Etat en 1905 après maintes atteintes contre l'institution »<sup>641</sup> : le 1<sup>er</sup> janvier, « c'était une grand-messe. Les lumières les ornements, les

---

<sup>640</sup> Le 13 janvier 1915 « Caillaux rentrerait le 16 courant et Clemenceau, paraît-il d'autre source, le voudrait voir traduire en Conseil de Guerre pour avoir été l'homme politique acceptant la paix allemande il y a deux mois avec rétrocession de la Lorraine ». Il s'agit sans doute d'une référence aux rencontres avec des agents pacifistes allemands au cours de sa mission en Italie à la fin de 1914. Encore le 27 janvier, « Mme W. m'accueillit avec un grand sourire : "vous avez vu – non - c'est le grand scandale coulant définitivement Caillaux. Son ex-secrétaire, Desclaus percepteur à Paris trésorier-payeur aux armées, grand témoin dans l'Affaire vient d'être arrêté pour vol de fournitures militaires" » Ami de jeunesse (et de fêtes) de Caillaux, qui en fit ensuite son directeur de cabinet, Desclaus fut arrêté pour des malversations le 23 janvier et condamné en mars.

<sup>641</sup> Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER *14-18 retrouver la Guerre op. cit.* p.169.

paroles du père Pons [ ???], émues pour nos soldats mais si stupides à un moment que papa les coupa à mi-voix d'un "tais-toi imbécile". Détestable mentalité : il a fallu que ce gros bêta rappela un "souvenir", ce qu'il disait au lendemain de la séparation - 1<sup>er</sup> janvier 1907 – "Dieu punit les nations coupables" Insanités ! Mais alors la Belgique si pieuse, et l'Autriche apostolique ! Non, les prêtres ont un grand tort. "Le nôtre France si coupable" de leurs prières est une véritable impiété... » : la violence de la réaction de la famille Quesnay toute entière (« "tais-toi imbécile" » du père à l'intention du prêtre, « insanités ») montre combien la foi patriotique (voir l'utilisation du terme d'« impiété ») est bien supérieure à la foi religieuse. D'autre part, il est confronté à l'attitude du pape Benoît XV, « pape impuissant » qui « n'a eu qu'un but, le rétablissement de la paix [...] malgré l'incompréhension presque totale à laquelle il s'est heurté »<sup>642</sup>. Ainsi quand le pape demande « une journée de prière pour la paix » dans une lettre lue en chaire lors de la journée du 7 février 1915, il note : « Quant aux neutralités nulle ne fait plus couler d'encre que celle du pape à propos de la lettre lue en chaire pour "des prières pour la paix" excès de diplomatie : est-ce que la paix actuelle, voyons ce ne serait pas le rêve allemand ? Une trêve avec reprise de la course aux armements. Ah non ». Il écrit ensuite « et alors ce pape si applaudi lors de son élection, se voit reprocher des deux côtés son attitude équivoque. Il n'a pas assez protesté contre les assassins de la malheureuse Belgique, il est trop terne : un berger trop prudent, dit-on, un habile manieur de gros sous ne voulant tarir en aucun pays les sources du denier de St. Pierre ». Il poursuit « Clemenceau le défendait drôlement hier, cet "autre Homme Enchaîné" contre Viviani qui a interdit la distribution de sa lettre et fait saisir les *Semaines religieuses*. Aujourd'hui Hervé crie avec violence au scandale, au Ponce-Pilate et citant Fuzet, Amette et les félicite de leurs paroles : "la paix ce ne peut être que la Victoire. Prions pour la Victoire" mais cette glose est audacieuse. Pangallicisme, Dupanloup crie notre

---

<sup>642</sup> Annette BECKER « Eglises et ferveurs religieuses » p.737 dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.*

Hervé, bravo, clergé républicain. Vive la France, le pape a des promesses de l'Allemagne : il veut rouvrir la question romaine : Italie, méfie-toi. Entre en jeu pour sauver Rome... Peut-on craindre une division catholique ? Non : attendre... ». Hormis la paradoxale défense du pape par le jacobin Clemenceau ainsi que la censure brutale (par la saisie) à l'égard de l'hebdomadaire catholique, on trouve là l'image du « pape boche »<sup>643</sup> puisqu'il « a des promesses de l'Allemagne » et qu'il « veut rouvrir la question romaine ». On peut d'ailleurs noter comment l'image de l'Allemagne est encore associée à la fourberie (voir l'injonction à l'Italie : « Italie méfie-toi. Entre en jeu pour sauver Rome »). L'idée d'un retour majeur du gallicanisme, avec l'invocation de la figure de monseigneur « Dupanloup », le célèbre héraut du catholicisme libéral de la fin du II<sup>nd</sup> Empire et des débuts de la III<sup>e</sup> République, pourfendeur de l'ultramontanisme et de l'infailibilité pontificale, apparaît davantage, même à Quesnay, comme un artifice rhétorique (« peut-on craindre une division catholique ? Non attendre »).

La question des déchirements doctrinaux provoqués par le conflit, entraînant de nouvelles structurations intellectuelles apparaît aussi à travers une autre « Eglise » déchirée par la guerre, le mouvement socialiste. Quesnay suit les débats en son sein, notamment sans doute car son « grand homme » du moment, Gustave Hervé en est, au moins officiellement, encore membre<sup>644</sup>, lui qui « a une série d'articles parfaits : vive l'armée, vive la République et vivement les Bulgares »<sup>645</sup>. Au mois de février 1915, la rencontre socialiste interalliée de Londres focalise son attention et pas uniquement pour des raisons ferroviaires<sup>646</sup>. En effet, une fois encore, Quesnay observe le débat entre ceux qui veulent tout

---

<sup>643</sup> « Le pape est allemand » écrit Quesnay le 22 juin 1915.

<sup>644</sup> Il ne sera exclu du parti socialiste que le 23 septembre 1918 d'après Gilles HEURÉ *Gustave Hervé Itinéraire d'un provocateur. De l'antipatriotisme au pétainisme*, Paris, La Découverte, 1997, p.228.

<sup>645</sup> Le 9 juillet 1915.

<sup>646</sup> Le 13 février les trains pour Rouen sont bondés « hors trois wagons réservés pour nos socialistes filant vers Dieppe-Londres et regretterai, debout pour debout, de n'avoir point fait voyage avec Guesde, Sembat, Compère-Morel, Vaillant et la clique ».

sacrifier à l'intérêt patriotique jusqu'à la victoire finale et ceux qui prônent davantage de mesure. Dans ce contexte, il en vient parfois à critiquer les excès de certaines attaques de la presse car elles remettent en cause l'unité nationale indispensable à ses yeux : ainsi le 17 février 1915, « voilà Clemenceau qui prend prétexte de la conférence socialiste de Londres pour attaquer le ministère : esprit critique brutal, actuellement dangereux »<sup>647</sup>. Il est défavorable aux timides propositions de cette réunion de Londres<sup>648</sup>, suivant ainsi Hervé<sup>649</sup> : « Ah il y a de la polémique dans les journaux [...] quel type épatant cet Hervé [...] il répond au manifeste élucubréd à Londres par les socialistes. A lire *le Temps* hier soir ce semblait un crime. En réalité c'est une sottise, ramassis de phrases creuses, capitalisme, guerre au militarisme, non aux peuples, protestations contre le czar. L'Encyclique de Londres quoi, l'Internationale qui accouche d'une souris : Guesde Sembat qu'êtes-vous allez faire dans cette galère ? Ça va avoir un fameux retentissement : les réactionnaires vont hurler. Gaffe »<sup>650</sup>. Même si la formule finale semble bien confirmer que Pierre Quesnay se situe dans le camp "progressiste" de même que la remarque presque "affectueuse" à l'égard des leaders socialistes "égarés", il fait bien passer avant tout la poursuite de la guerre, refusant absolument toute remise en cause des buts de guerre (il ne peut être question d'une « guerre au militarisme » c'est bien une guerre au peuple allemand) et des moyens employés (il justifie l'alliance avec l'autocratie russe). C'est encore plus clair le lendemain : « heureusement que Hervé superbe reprend phrase par phrase et raille les gaffeurs [...] à

---

<sup>647</sup> Le 21 novembre 1915 Quesnay semble partager l'éreintement de Clemenceau par Hervé « l'esprit le plus désorganisateur... le jour où nous l'aurions à la tête du gouvernement, il ne reste plus aux alliés qu'une chose à faire : signer la paix » assez peu prophétique !

<sup>648</sup> « A Londres il se dit pourtant des choses intéressantes. Si Sembat n'envisage la paix que "future", d'autres comme Merrheim, affirment déjà que " c'est leurrer la classe ouvrière que d'affirmer que la guerre présente est une guerre de délivrance " » rapporté par Gilles HEURÉ *Gustave Hervé... op. cit.* p.224.

<sup>649</sup> Il a d'ailleurs refusé, malgré les sollicitations de Marcel Sembat de participer à cette réunion cf. Gilles HEURÉ *Gustave Hervé... op. cit.* p.224.

<sup>650</sup> Le 16 février 1915.



bas l'Encyclique [de Londres] et vive la concorde. *L'Humanité* constate que le principal était d'amener l'unanimité sur un texte reconnaissant la nécessité de lutter jusqu'au bout. Pour le reste Sembat a dû lever impuissant les épaules : c'est tout ce qu'il peut faire »<sup>651</sup>. Symétriquement, il est franchement favorable à l'attitude de Viviani le 19 février 1915 : « Maurras ironise sur Clemenceau cloué au Sénat par Viviani proclamant à la suite d'une interpellation sur les socialistes, l'unité française, l'union des alliés jusqu'à la reprise de l'Alsace et de la Belgique. [...] Jamais encore on n'a été si net ». Sans surprise il applaudit quand « ce brave Albert Thomas est nommé sous-secrétaire à la guerre »<sup>652</sup>, commémore la mort de « ce pauvre Jaurès » dont les obsèques furent le point de départ de l'Union sacrée<sup>653</sup> ou rejoint Hervé quand il loue « l'activité de ce bon paresseux » que serait Briand<sup>654</sup>.

On retrouve dans les comptes rendus de la presse que fait Pierre Quesnay des éléments qui renvoient au « bourrage de crâne » ainsi que la définit Jean-Jacques Becker<sup>655</sup>. Peut-être par intérêt pour sa future arme, Quesnay s'intéresse particulièrement à ce qui concerne l'artillerie et notamment le fameux canon de 75 : le 29 janvier 1915 « j'ai aussi acheté le *J'ai vu sur le 75* »<sup>656</sup>. Le 15 février 1915, « lisons les journaux : Poincaré est allé en Alsace affirmer solennellement que la France était revenue... c'était beau parmi ces soldats qui chaque jour augmentent d'un

---

<sup>651</sup> On retrouve la même idée le 10 novembre 1915 « Jusqu'à la victoire, clame le parti socialiste désapprouvant avec Hervé les "nigauds de Zimmerwald" deux Français qui sont allés à un congrès suisse s'associer aux demandes allemandes de paix »

<sup>652</sup> Le 20 mai 1915.

<sup>653</sup> Le 4 août 1915 « ce sont les grands anniversaires. Pauvre Jaurès ! Union sacrée. Les esprits se retrempe à ces souvenirs ; l'union s'affirme mieux : jusqu'au bout ! ».

<sup>654</sup> Le 27 octobre 1915.

<sup>655</sup> Selon Jean-Jacques BECKER *Les Français dans la Grande Guerre op. cit.* p.41-42 durant l'automne 1914, il s'articule autour de six thèmes ressassés à satiété par les journaux: 1) les qualités françaises faites de panache et d'esprit spartiate 2) la bassesse allemande 3) la cruauté allemande 4) la supériorité de l'armement et principalement de l'artillerie française 5) l'excellence des soldats français 6) la puissance de l'allié russe.

<sup>656</sup> Il note le 14 février 1915 que c'est la journée dédiée au 75, ce qui correspond bien à une mise en avant d'une prétendue supériorité du matériel français.

sillon la terre française, reculant la frontière de la longueur de leurs tombeaux : c'est beau. Vive l'Alsace ! » et on retrouve les vertus spartiates des soldats français, autre thème constitutif du « bourrage de crâne ». Quand il note le 22 janvier 1915 « tous les journaux sont identiques : rien que des communiqués officiels et officieux : résumé des 2 mois en un bilan : nous avons l'avantage. Panégyrique russe surtout : reprise de Plock<sup>657</sup>. Ça va ! Éloge des médecins : peu de tués », ce sont à la fois les thèmes de l'excellence des soldats français (« nous avons l'avantage »), de la puissance de l'allié russe (« panégyrique russe ») de l'efficacité de l'armée française (ici le service de santé) qui sont mis en avant ; le début de la phrase (« tous les journaux sont identiques ») montre bien qu'il n'est sans doute pas dupe de cette unanimité. D'autres indices montrent que Quesnay garde un œil relativement critique par rapport à cette accumulation d'éléments positifs déformant la réalité, ce qui conduit à s'interroger sur l'efficacité réelle dès le début 1915 de ce « bourrage de crâne ». Dès le premier janvier, chez ses parents, il critique « *Le pays de France* où Joffre s'étale doré mais non trop rococo ». Le 8 janvier 1915, c'est « Rostand dans *Le Figaro* met en sonnet l'uniforme d'azur... Cabot ! », alors même que, par ailleurs le jeune homme est relativement sensible à une certaine esthétisation de la guerre<sup>658</sup>, renvoyant aux formes « traditionnelles » (napoléoniennes) de la guerre. On peut même se demander ce qu'il recherche dans les journaux quand le 9 février 1915 il note « je ne lis plus le journal car « Le secret du Crâne » s'est terminé brusquement pour faire place à « la Fille du Boche » et je n'ai vraiment pas l'intention de commencer celui-là ! » : il semble que ce soit le feuilleton du journal à grand tirage qui soit le principal motif de son achat dans une presse de plus en plus homogène. Cette tendance serait

---

<sup>657</sup> En Pologne, à 90 km environ au nord-ouest de Varsovie, sur la Vistule.

<sup>658</sup> Le 3 janvier 1915, il note « partout cette étonnante fantaisie dans les uniformes ; mais toutes nos capotes sont maintenant nouvelle couleur sur des pantalons rouges, bleus ou velours marron. Je soutiens la nouvelle couleur : évidemment c'est très salissant, il en est déjà de très sales, mais c'est si mal porté ! Nos soldats marquent assez mal, bon sang ! Comme notre beau cuirassier a l'allure crâne à côté d'eux sur le quai de la Bourse où nous le rencontrons ».

ainsi visible dans les commentaires tels que « Rien des pertes et des reprises de tranchés » « communiqué terne : reperte de tranchée »<sup>659</sup>, signes à la fois d'une « action éditoriale plus réfléchie »<sup>660</sup> au cours de l'année 1915 et aussi d'une forme d'accoutumance de la population à une guerre à l'issue de plus ne plus lointaine<sup>661</sup>.

Un des axes mis en avant par George Mosse, dans la construction du « mythe de la guerre » édifié par les sociétés belligérantes pour rendre la guerre plus supportable<sup>662</sup> est la « *trivialization* », notamment par « l'entreprise de banalisation » grâce à laquelle « la réalité de la guerre fut dissimulée et maîtrisée », par la diffusion d'objets accompagnant le massacre de masse, y compris des objets commémoratifs. Le journal de Pierre Quesnay offre à cet égard des exemples assez frappants. Ainsi le 10 janvier 1915, « Suzanne a mis à son corsage le petit insigne du conscrit », le 26 janvier 1915 « il y a aussi cet album de caricatures sur les gosses, le *J'ai vu* sur le 75, le n° de *l'Illustration* de cette semaine où le poilu de Scott donne dans la tranchée les conseils au bizut: dessin superbe comme l'est d'ailleurs un cliché pris des Boches d'une tranchée française en Argonne à 15 mètres de l'autre [...] J'ai bien envie d'acheter de tous ces souvenirs : ce fera tant plaisir après la guerre: ma collection du *Mot* est maintenant complète », les journaux sont ici hissés au rang d'objets commémoratifs à collectionner et à garder. Le 14 janvier 1915, « M. Wagner nous montre de petites médailles Joffre et breloques 75 », avec à la fois la quasi sacralisation du principal général vainqueur de la

---

<sup>659</sup> Le 22 janvier 1915.

<sup>660</sup> « Bourrage de crâne » dans François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*.

<sup>661</sup> Chapitre V « l'accoutumance » dans l'automne 1914 dans Jean-Jacques BECKER *Les Français dans la Grande Guerre op. cit.*

<sup>662</sup> « Il était essentiel de transformer un passé particulièrement douloureux en quelque chose d'acceptable, non seulement pour reconforter et apaiser la population mais encore pour justifier la nation au nom de laquelle on était allé au feu. La réalité de la guerre en vint à être transformée en ce que l'on pourrait appeler le mythe de la guerre qui en faisait, rétrospectivement, un événement doté d'un sens sacré » « Une guerre d'un autre type » dans George L. MOSSE *De la Grande Guerre au totalitarisme. op. cit.* p.11.

Marne, à la suite des prières à « notre Joffre »<sup>663</sup> et la mise en avant du canon « merveille du génie français »<sup>664</sup>. Celui-ci, célébré par la presse (voir le *J'ai vu* plus haut) est particulièrement décliné en objets commémoratifs... Le 14 février 1915, il y a, dans les rues « des vendeurs de 75 » miniatures à épingle sur ses vêtements. En effet, comme on l'a déjà mentionné, c'est la « journée du 75 », doublement “trivializante” car à la fois sacralisant la pièce d'artillerie sur le mode religieux et la banalisant en l'incluant dans le cours quotidien du calendrier. D'ailleurs, la remarque du 7 février 1915, à Paris « les gens ont des 75 à la boutonnière : c'était la journée mais à Rouen dans 8 jours [...] toutes ces médailles de 75 certaines gravures : les gens ont voulu tous les modèles : malgré le temps, ça dut rapporter » est particulièrement intéressante : d'une part elle s'inscrit nettement dans le processus de banalisation le plus net puisque la vente d'objets liés au front semble être devenu un commerce totalement accepté (voir le « malgré le temps, ça dut rapporter ») ; d'autre part, elle permet de mesurer combien le phénomène est éloigné de la vision d'une propagande unifiée imposée par “en haut” : il n'y a aucun élément qui permet de savoir qui a fixé la date de cette « journée » on peut émettre l'hypothèse que ce sont les autorités locales qui l'ont “sanctifié”, avec peut-être la contribution de la presse, mais on ne peut pas exclure non plus l'hypothèse d'un mouvement plus général et spontané, le succès des ventes montrant bien la participation d'une large part du corps social. D'une certaine manière, lorsque, le 17 janvier, « Charles [...] me donne au jardin une leçon de sabre et j'ai un vrai plaisir à mouliner de ce grand couteau », l'arme même est banalisée par le vocabulaire employé devenant simplement, « un grand couteau », objet

---

<sup>663</sup> Jean-Jacques BECKER dans *Les Français dans la Grande Guerre op. cit.* évoque l'« image pieuse d'un Joffre divinisée » avec la prière « Notre Joffre qui êtes au feu / Que votre nom soit glorifié, que votre victoire arrive / Que votre volonté soit faite sur la terre comme dans le ciel / Donnez-leur votre “pain” quotidien ; / Redonnez-nous l'offensive comme vous l'avez donnée à ceux qui les ont enfoncés ; / Ne nous laissez pas succomber à la teutonisation mais délivrez-nous des Boches ! Ainsi-soit-il » (cahier central illustrations n°1).

<sup>664</sup> D'après le titre d'un ouvrage de 1915 d'A. Quillet *Notre 75 : une merveille du génie français*.

du quotidien. On trouve aussi quelques éléments, dans le journal, qui renvoient à la place particulière des enfants dans ce phénomène et plus généralement dans le système global de la « culture de guerre », notamment mis en valeur, dans la lignée des travaux de Mosse, par Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau. En effet, dans la culture de guerre comme « corpus de représentations du conflit cristallisé en un véritable système donnant à la guerre sa signification profonde ; une “culture” [...] indissociable d’une spectaculaire prégnance de la haine à l’égard de l’adversaire »<sup>665</sup>, « le discours “réservé” aux enfants [...] peut apparaître comme le noyau le plus dur des différentes cultures de guerre »<sup>666</sup> ; on peut donc parler de « mobilisation de l’enfance » (notamment par les écoles et les Églises) avec l’idée que de la guerre était « un mal dont pouvait sortir un bien ». Ainsi le 9 janvier 1915 « les petits Bippert prennent leur leçon de chant : “*Vous n’aurez pas l’Alsace et la Lorraine*” et “*It is a long way to Zipperay*”... ». Le 8 février 1915, « les enfants ont tous les modèles possibles de 75, insignes d’hier », et, le 27, Quesnay se félicite que son frère Jacquot [soit] premier en français sur la Patrie ». Finalement tout est dit le 10 janvier 1915 quand il note « Paris de guerre oui c’est cela : tous ces enfants qui jouent avec leurs bonnets de poilu : on ne fait pas de prisonniers clame l’un », avec même déjà la brutalisation (symbolique) dans le dernier cri. On peut aussi se demander à partir de ce journal, dans quelle mesure un des éléments de la « banalisation » de la guerre ne tient pas dans l’identification entre le citoyen ordinaire et les personnages illustres ou célèbres du monde politique<sup>667</sup> ou artistique<sup>668</sup>, notamment à travers la lecture que Quesnay

---

<sup>665</sup> Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER *14-18 retrouver la Guerre op. cit.* p.145.

<sup>666</sup> *idem* p.156-157.

<sup>667</sup> le 9 janvier 1915 « Mme W a perdu un peu de son bel optimisme : Viviani vient de recevoir officiellement la nouvelle de la mort du fils de sa femme tombé le 22 août ! » ; c’est explicitement le malheur qui frappe la famille du président du Conseil (de juin 1914 à octobre 1915) qui provoque doute et angoisse dans le foyer Wagner.

<sup>668</sup> Le 22 janvier 1915 : « Rien : des pertes et des reprises de tranchées. Mais ai-je noté la mort de Caillavet (pas au feu), l’inséparable ami de Flers. C’est une perte pour le

fait de certaines informations contenues dans la presse qu'il rapproche de son quotidien.

On trouve dans le journal de Pierre Quesnay, des éléments de ce « manichéisme du bien et du mal [qui] avait tout emporté »<sup>669</sup> constitutif de l'esprit de « croisade » qui mobilisent les élites des pays belligérants. Il est ainsi question des atrocités commises à l'encontre des populations civiles - le 8 janvier 1915, « en 3 pages serrées rapport complet de la commission des atrocités : à garder »<sup>670</sup>. Ces atrocités sont, pour Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, un chaînon essentiel, pendant longtemps manquant dans l'historiographie, pour comprendre « la seconde acceptation : celle d'une la guerre longue et de toutes ses souffrance, une fois dépassée l'acceptation instantanée du premier moment ». La diffusion de ces rapports d'enquête est très importante y compris parmi les pays neutres : ainsi M. Bippert « ayant semé les brochures sur les atrocités allemandes, [avait] jeté les bases d'un comité de défense français contre les menées germanistes » en Suisse, à l'occasion d'un voyage d'affaires. Il s'agit là de la « seconde vague » du processus de diffusion de l'information, de fin 1914 au début 1915, après la « première vague » faite des récits des réfugiés à l'automne 1914<sup>671</sup>. Rien n'indique que Quesnay ou ses proches n'ont eu à entendre de tels

---

théâtre » : l'absence de succès militaire significatif est mise sur le même plan que le décès de l'auteur de théâtre. Gaston Arman de Caillavet (1869-1915), fils de l'égérie d'Anatole France, est l'auteur de comédies légères (*Le Roi* 1908, *L'habit vert* 1912, *La Belle aventure* 1913) en collaboration avec Robert de Flers (1872-1927). De même le 20 février 1915 « Les Allemands beuglent au triomphe ici on est triste : Sarah [Bernhardt] se fait couper la jambe », l'avancée allemande à l'Est est mise sur le même plan que les malheurs de la plus célèbre actrice de l'époque.

<sup>669</sup>Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER *14-18 retrouver la Guerre op.cit.* p.198.

<sup>670</sup> Il s'agit sans doute du premier rapport de la Commission d'enquête instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens, du 17 décembre 1914. Ce texte, premier d'une série de douze rédigés jusqu'en 1919, « eut un retentissement immense. [...] Le texte introductif fut intégralement publié par la quasi-totalité des quotidiens français autour de la mi-janvier 1915 et souvent en première page [provoquant] un choc [...] considérable » (Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER *14-18 retrouver la Guerre op. cit.* p.142). Il contribue largement à fixer « la malignité intrinsèque de l'adversaire » (*idem* p.143).

<sup>671</sup> *Idem* p.142.

récits à Rouen. Mais le 23 janvier 1915, madame Wagner lit « [une carte] d'un ambulancier échappé des massacres de Gomery, seule ambulance d'ailleurs où se soient passé des horreurs et qui lui dit qu'aucun blessé de Virton n'y fut envoyé »<sup>672</sup> : On est donc là face un témoin direct, renvoyant plutôt à la « première vague », mais à une première vague « en décalé ». Ainsi serait écartée toute tentation d'une distinction chronologique trop stricte quant aux canaux de diffusion de ces événements, ce qui ne remet en rien en cause leur impact sur l'opinion publique. Celui-ci se traduit notamment par une véritable animalisation de l'ennemi. Ainsi le 26 janvier 1915, après avoir parcouru les brochures de Bippert, Quesnay note devant une photo de *l'Illustration* « un cliché pris des Boches d'une tranchée française en Argonne à 15 mètres de l'autre. Document curieux : les fauves en libertés disent-ils. Ceux-là sont des "bons garçons" des Saxons. Ce sont presque des camarades et, l'instant d'après cette photo, on aura tiré sur leurs faces réjouies ». De la même manière, le 21 février 1915 « les Allemands beuglent au triomphe », avec là encore un processus d'animalisation rhétorique (entamé par le « beuglent) incomplet car marqué, cette fois-ci, par l'emploi du substantif « les Allemands » là où on aurait pu attendre « les Boches », mais un peu plus tard ils seront « ces cochons d'Allemands »<sup>673</sup>. Ne retrouve-t-on encore pas le même mécanisme dans le compte-rendu du 19 mai 1915 – « même temps douteux : les Communiqués s'en ressentent : on se contente de tuer du Boche, mais on en tue » ? La formule renvoie à la violence extrême de la guerre à laquelle, par ailleurs, Quesnay semble sensible, avec notamment le spectacle des blessés « tous turcos [...] endiablés contre les Boches et leurs chimistes »<sup>674</sup>, ou les récits que lui envoient ses amis depuis le

---

<sup>672</sup> Gomery est un village belge près de la frontière française où en août 1914, plus de deux cents civils belges furent tués par les Allemands ainsi qu'un certain nombre de blessés français à qui ils étaient venus en aide.

<sup>673</sup> Le 5 mai 1915.

<sup>674</sup> Le 25 avril 1915. La première utilisation de gaz de combat (bouteilles de chlore) eut lieu sur le front d'Ypres le 22 avril 1915, surprenant Canadiens et tirailleurs algériens

front<sup>675</sup>. Mais cette attention sincère semble être corrélée à la nationalité des victimes : ainsi il note à propos de la mort de la résistante britannique, Edith Cavell « que de potins sur une Anglaise fusillée comme espionne en Belgique : 100000 Tommies vont s'engager pour la venger... Psychologie pratique »<sup>676</sup>. Cette empathie différenciée<sup>677</sup> peut être rapprochée d'une certaine exaltation de la « race » et de « l'esprit français »<sup>678</sup> : le 29 avril 1915 « debout les morts ! Ah ce cri de la race », le 8 mai 1916 « nous causons de la race française ». Cependant, à côté de tous ces indices d'un réel consentement de Quesnay à la guerre, on trouve aussi les traces d'une réelle prise de distance par rapport à ce discours dominant. Il y a d'abord la reconnaissance de la valeur de l'ennemi<sup>679</sup>, qui peut même se changer en critique contre les bombardements menés par les Alliés contre les villes allemandes : il évoque les représailles françaises sur « Carlsruhe, ville historique allemande, on a démoli des châteaux mais deux appareils ont été abattus : c'est sot », il notera ailleurs que cette action est « stupide ».<sup>680</sup> Plus nettement encore, il dénonce ceux qui rejettent en bloc la culture allemande - « comme si rendre Kant responsable de la guerre était faire

---

(5000 morts français en une heure) selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*

<sup>675</sup> Ainsi le 18 mai 1915 il reçoit une carte de « Marcel fort occupé à Berri-au-Bac où la lutte est atroce : Quesnel blessé ; des mourants qui râlent. Ce n'est pas beau la guerre... ah si je pouvais m'en convaincre, enterrer mes vieux rêves en faire d'autres... » ou le 8 décembre 1915 quand il passe chez son condisciple Sibley qui, en permission, raconte le front « tranchées [...] faites en agglomérées de cadavres ».

<sup>676</sup> Le 25 octobre 1915.

<sup>677</sup> Quesnay semble d'ailleurs lui-même indiqué qu'elle est le fruit de la durée de la guerre lorsque il note le 6 avril 1915 « je revois le début de la guerre, le temps où l'on s'apitoyait sur François-Joseph : c'est curieux ! ».

<sup>678</sup> Le 8 juillet 1915, « mot plus que flatteur de Tisserand "maintenir la grande tradition de l'esprit français" servir, oui ».

<sup>679</sup> Le 27 juin 1915, c'est « le mur d'airain de leurs braves soldats a brisé cette 3<sup>e</sup> tentative », le 7 août 1915 « quels rudes et beaux lutteurs que nos ennemis », le 30 mai 1915 « un beau discours de Bettman Holveg qui fait comprendre leur mentalité : elle a son chic ».

<sup>680</sup> Le 16 juin 1915.



preuve de patriotisme »<sup>681</sup>. Au-delà de sa fréquentation continue des penseurs germaniques<sup>682</sup>, trouvant même chez Nietzsche des raisons de craindre que « notre victoire nous domine »<sup>683</sup>, il se trouve, à la fin de 1915, en plein accord avec Victor Basch dans sa claire distinction des éléments de « l'Allemagne de demain, celle que nous respecterons, malgré tous nos nationalistes, la sœur allemande » : « Basch, en un article que j'ai lu depuis, analyse les brochures allemandes de la Patrie Nouvelle, hirondelles présageant l'Empire pacifiste, rejetant tout penser d'annexion : oui il y a là-bas les éléments de l'Allemagne de demain, celle que nous respecterons, malgré tous nos nationalistes, la sœur allemande ». On retrouve la même idée le 8 novembre 1915, « un article de Basch continue à nous présenter les allemands cultivés qui ont déploré cette guerre, alors que génie français et génie allemand se complétaient si merveilleusement. Il dénonce aussi comme une sottise les responsabilités pangermanistes qu'on veut faire tomber sur un Kant ou un Goethe : j'applaudis ». <sup>684</sup>.

---

<sup>681</sup> Le 10 septembre 1915, « la gauche s'est mieux tenue que la droite. Elle se refuse à manifester un mépris soudain pour toute pensée d'origine germanique. On l'en honnit. Comme si rendre Kant responsable de la guerre était faire preuve de patriotisme ».

<sup>682</sup> Le 16 juin 1915, « et j'ai terminé Kant » ; le lendemain il travaille « du Fichte » « du Schelling » et Hegel.

<sup>683</sup> Le 6 avril 1916 « nous n'avons qu'une crainte ce n'est pas que la victoire nous échappe, mais bien que notre victoire nous domine "celui qui lutte contre des monstres doit prendre garde de ne pas devenir monstre lui-même" (Nietzsche) ».

<sup>684</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre 1915. Emmanuel NAQUET, « Guerre et Droit. L'inconciliable ? L'exemple de la Ligue des droits de l'homme de l'avant à l'après 14-18 », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle* 2005/1 (n° 23), p. 93-110, p.104 rappelle que en 1915 « Victor Basch définit [la guerre] moins comme "une lutte [...] entre deux groupes de puissances antagonistes", que comme une croisade pour la "société des nations", pour "la cause des nationalités" et contre "tous les impérialismes" [...]. Cette inscription dans l'Union sacrée à travers la plume de Basch est loin d'être étonnante : l'intellectuel n'a pas signé la pétition contre le projet de loi allongeant le service militaire parue avant le conflit dans *l'Humanité*, et d'autres textes prolongent, du reste, cette position ».

## L'originalité du regard de Pierre Quesnay.

### *Guerre mondiale, guerre totale.*

Brillant étudiant, contraint de rester à « l'arrière », Pierre Quesnay jette sur la guerre un regard « englobant », pas limité au front occidental, manifestant bien la conscience qu'il a d'un affrontement d'un type nouveau aussi par son ampleur mondiale. Il souligne combien la guerre provoque un brassage de population bien au-delà des flux observables en temps de paix, en particulier à Dieppe et Rouen, portes d'entrée des troupes britanniques en France, mais aussi refuges pour de nombreux réfugiés : le 20 septembre 1915, il quitte Dieppe « bonne ville » qui « regorge d'Anglais, de Belges et de réfugiés ». Sont notamment mis en avant l'arrivée de soldats non-européens : le 1<sup>er</sup> avril 1915, dans le camp anglais dressé à Rouen, « spectacle à voir », « un camp d'Hindous, des chèvres ; et ils se tiennent là flegmatiques, fumant. Vision d'autres pays. Des écritures en une sorte de sanscrit, étrange : la calme noblesse de ces étrangers, quelle affaire de les avoir au combat en face de soi » ; le 27 août 1915 son frère « Jacques cause avec un tirailleur noir » ; le 10 septembre 1915, il évoque les Canadiens cantonnés à Dieppe « Des soldats, bravo ces Canadiens ! Riches fermiers venus en Europe, hommes d'action : veinards... ». Autre élément de l'ouverture au monde que constitue la guerre, il évoque le débarquement de renforts russes sur le front occidental<sup>685</sup>. D'autre part, il suit attentivement les opérations militaires « jalonn[ant] le front » sur les murs de sa chambre, à la lecture des communiqués<sup>686</sup>, soucieux d'obtenir les cartes à différentes échelles des nouveaux théâtres d'opérations<sup>687</sup>. La situation à l'Ouest semblant

---

<sup>685</sup> Le 21 septembre 1915 « Russes à Marseille » la date correspond à celle donnée dans l'article « Camp de la Courtine », où ces troupes sont cantonnées, selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.* Il note le 17 juillet 1916 « Russes en Champagne ».

<sup>686</sup> Le 8 février 1915.

<sup>687</sup> « *Le Matin* outre sa 3<sup>e</sup> grande carte a un plan des Dardanelles » le 28 février 1915.

bien bloquée<sup>688</sup> et notre « stratège en chambre »<sup>689</sup> semblant favorable à une stratégie défensive, qui d'après lui aurait permis d'éviter les défaites de l'automne 1914<sup>690</sup>, il suit avec intérêt la situation sur les autres théâtres d'opérations car « le conflit gagne, le monde entier brûle »<sup>691</sup>. On trouve encore au début de l'année 1915, l'idée que, à l'est le « flot russe »<sup>692</sup> va emporter la décision<sup>693</sup>. Même quand les mauvaises nouvelles commencent à parvenir du front oriental<sup>694</sup>, il reste l'idée du réservoir humain russe vidant l'armée allemande de ses forces vives : le 12 février 1915, « du côté russe silence, grande retraite stratégique : j'y crois. Somme toute leur rôle n'est pas de rouler à Berlin mais d'écraser sur place et Dieu sait s'ils en tuent !... » ; de même, il note encore le 27 février « la bataille acharnée au nord du Grodno (les Allemands auraient 200000 hors de combat, le vrai rôle des Russes) », alors que le chiffre semble très exagéré. Quesnay semble aussi nourrir quelques espoirs quant à la situation en Europe centrale et balkanique : il ne paraît pas trop compter sur une hypothétique sécession dans l'empire d'Autriche-Hongrie : il note ainsi le 20 janvier 1915, « Spanien m'y prédit la fin de

---

<sup>688</sup> « La ligne allemande est si forte qu'on ne presque plus la rompre » le 18 juin 1915.

<sup>689</sup> Le 28 octobre 1915 Il « parle stratégie, compare les beautés de 1814 aux gaffes de 1871, à l'inertie couteuse, craintive de 1914 ».

<sup>690</sup> A propos des réfugiés belges, il écrit ainsi le 20 janvier : « nous leur devons surtout Charleroi et la perte de 200 milles combattants morts blessés ou prisonniers. Ah si l'on avait attendu l'ennemi en France ! ». Il s'agit d'une référence à la bataille de Charleroi (ou bataille de la Sambre), durant la « bataille des frontières », avec la retraite de la V<sup>e</sup> armée française du général Lanrezac devant les II<sup>e</sup> (Bülow) et III<sup>e</sup> (von Hausen) armées allemandes entre le 20 et 24 août 1914 selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*

<sup>691</sup> Le 24 septembre 1915 à propos des entrées en guerre bulgare et grecque.

<sup>692</sup> Le 1<sup>er</sup> janvier 1915.

<sup>693</sup> Ainsi le 9 février 1915, « rien chez nous, pertes écrasantes de l'ennemi du côté russe. Nos alliés ont franchi le Bzoura [Bzura] à son confluent avec la Vistule : ça va ! » on retrouve l'image du « rouleau compresseur » thème récurrent du « bourrage de crâne », mais déjà aussi très répandu au moins depuis le voyage russe du président Poincaré en 1912.

<sup>694</sup> Le 11 février 1915, « en face Varsovie carnage d'Allemands, mais repli en Prusse Orientale des Lacs Mazures à la frontière ». Le 3 août ce sera la chute de Varsovie « une des premières forteresses du monde ». On peut aussi noter le 3 septembre 1915 à propos des Russes « pourquoi, hélas, ont-ils accumulé les haines polonaises en dévastant en vandales le pays ».

la guerre pour dans deux mois. Le mouvement séparatiste s'affirme en Hongrie : c'est lui qui aurait entraîné la chute de Berchtold. Or l'Allemagne sans l'Autriche cela permet une médiation » ; à propos de cette possibilité « il me semble que de notre part ce serait la gaffe, car l'allemand traiterait avec un seul désir la Revanche ; d'autre part rien ne serait liquidé, Italie Balkans, pourquoi reculer, terminons tout de suite »<sup>695</sup>, Il espère davantage l'ouverture d'un ou de plusieurs nouveaux fronts par l'entrée en guerre de nouveaux alliés. Il souhaite ainsi l'entrée en guerre de la Grèce - le 1<sup>er</sup> février 1915 « Emmanuel nous expose les revendications roumaines, Piedelièvre les convictions qu'il a de l'entrée en jeu des Grecs : le prof. Politis est là-bas sous-secrétaire des Affaires étrangères et lui écrit que cela va. [...] Je défends quelque peu Emmanuel contre les sarcasmes des autres: notre allié de demain peut-être ! »<sup>696</sup> - avant de déchanter devant une situation particulièrement complexe<sup>697</sup>, avec notamment la division du pays entre partisans et adversaires des Alliés<sup>698</sup>. Il semble un temps espérer la poursuite de la neutralité bulgare voire même son engagement du côté de l'Entente avant d'être encore déçu : le 24 septembre 1915 « Bulgares, Bulgares, Bulgares, les plus braves des Balkans, les enfants des Russes, ceux sur lesquels on comptait tant [...] j'étais, nous étions bulgarophiles en diable... Et quoi ? Il va

---

<sup>695</sup>. D'une part on retrouve, l'idée d'une modération nécessaire dans la paix à venir et d'autre part l'image des Balkans source des conflits européens semble se dégager de la 2e partie de la phrase. Leopold comte Berchtold (1863-1942) était ministre des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie à partir de 1912 et avait particulièrement poussé pour une intervention dans les Balkans, rédigeant donc après l'attentat de Sarajevo un ultimatum aux termes inacceptables pour la Serbie. Jean-Jacques BECKER dans *L'année 14* Paris, Armand Colin, 2004, p.35 parle à son propos d' « esprit d'aventure ».

<sup>696</sup> Nikolaos Sokrates Polítis (1872-1942), après ses études en France, enseigna aux facultés de droit d'Aix-en-Provence, Poitiers et Paris. Bras droit du premier ministre Venizelos, il sera ministres des Affaires étrangères de 1917 à 1920, délégué grec à la conférence de Paris en 1920, représentant de son pays à la SDN en 1923, ambassadeur à Paris de 1923 à 1927 puis président de la SDN en 1932. Cf. Marinela PAPADAKIS, *Nicolas Politis (1872-1942), la construction d'un nouvel ordre international*, Thèse de l'EHESS, sous la dir. de Kostas Kostis, 2016.

<sup>697</sup> Il note le 16 août 1915, « ne jugeons pas les peuples à la mesure des particuliers » à propos de la Grèce.

<sup>698</sup> Le 23 juin 1916, « nous imposons à la Grèce un nouveau cabinet (Zaïnis) des élections vénizélistes ».

falloir alors en découdre. Pauvres Bulgares et sales rosses de Bulgares ». Le lendemain, « on pleure les Bulgares !... ils nous étaient si sympathiques on plaidait tant leur cause, la reconstitution de l'Union balkanique et c'était ça qui se préparait. On compte sur les Grecs liés aux Serbes par un traité ». Il suit ensuite avec intérêt les opérations dans les Détroits<sup>699</sup>, constatant progressivement l'enlisement de ces opérations périphériques<sup>700</sup>.

Plus exotique encore, la guerre en Asie attire l'attention de Pierre Quesnay, en particulier le cas du Japon, au début de l'année 1915. Ainsi le 5 janvier 1915, il note « Hervé comme Barrès parlait des Japonais, le bateau de Pichon<sup>701</sup>... Les verra-t-on ou non ? On comprend qu'ils hésitent : qu'ont-ils besoin d'intervenir ? Oh s'ils le font ce ne sera que dans l'espoir que l'Allemagne écrasée nous nous tournerons avec eux contre les États-Unis pour l'aider à les battre. Complication, allongements » puis un peu plus loin « *l'Illustration* est très intéressante avec la ligne de front qu'elle assignerait aux Japonais : le Danube, du Rhin à Bude et des trois côtés en avant sur Berlin mais alors en quelle année ?? ». Comme le souligne Jean-Jacques Becker<sup>702</sup>, la question de l'arrivée des troupes japonaises en Europe ainsi qu'elle apparaît dans l'opinion et la presse françaises, est moins le reflet des débats à l'intérieur du gouvernement japonais qu'un « mythe qui eut la vie dure »<sup>703</sup>. Mais on peut noter la relative prudence de Quesnay (« les

---

<sup>699</sup> Le 28 février 1915, « nous pénétrons dans les Dardanelles ».

<sup>700</sup> Le 20 octobre 1915 : « l'Italie a déclaré la guerre aux Bulgares. Mais elle l'avait aussi déclarée aux Turcs. Qu'est-ce que cela prouve ? A Salonique on parle surtout des Français [...] tout va mal. Pessimisme profond, crise douloureuse. Nous sommes coupés des Serbes : les Bulgares ont à Vrania et nous n'avons pas du tout Stroumitza. Succès russes au Pripet : malgré tout Roumanie et Grèce ne bougent pas ».

<sup>701</sup> Il s'agit sans doute de Stéphane Pichon (1857-1933), proche de Clemenceau, ministre des Affaires étrangères d'octobre 1906 à février 1911, poste qu'il retrouvera de 1917 à 1920.

<sup>702</sup> Jean-Jacques BECKER *L'année 14* p.248.

<sup>703</sup> Le 18 janvier 1915 le général Fayolle notait dans ses carnets « il paraît que les Japonais sont en marche pour le théâtre de la guerre. On les débarquerait à Salonique ».

verra-t-on ou non ? On comprend qu'ils hésitent ») matinée d'américanophobie assez surprenante (la perspective de la guerre suivante contre les Etats-Unis), dans le cadre d'une réflexion stratégique générale (l'attribution des lignes de front mais aussi la question de l'intérêt pour le Japon). D'ailleurs dès le 17 février 1915 les illusions semblent se dissiper, quand il note : « Le Japon a des exigences gênantes quant à la Chine », en l'occurrence les « vingt et une conditions » présentées au gouvernement chinois durant le mois de janvier, véritable programme de colonisation économique du pays. De même le front proche-oriental ne semble pas permettre de dénouement rapide du conflit<sup>704</sup>. On observe aussi un certain intérêt pour la guerre navale avec la mention des navires coulés<sup>705</sup> mais aussi celle de l'absence de succès significatifs<sup>706</sup>. Ainsi peu à peu, Quesnay se fait à l'idée que « la guerre devient d'usure. C'est le moral qu'il faut couvrir et protéger »<sup>707</sup>, représentant une « tâche [...] écrasante » pour les gouvernants<sup>708</sup>. On retrouve à cette occasion son inclinaison d'avant-guerre pour un pouvoir républicain plus énergique<sup>709</sup> : il espère, par exemple, ainsi au moment du nouveau gouvernement Briand d'octobre 1915 « un gouvernement qui gouverne » « un gouvernement à autorité »<sup>710</sup>. Mais plus encore, il souligne la mobilisation de toute la population rendue nécessaire par la poursuite de l'affrontement, notamment en observant ce qui se passe chez

---

<sup>704</sup> Le 29 avril 1916 « Anglais cernés dans Kut-el-Amara ».

<sup>705</sup> Le 8 mai 1915, il évoque le torpillage du Lusitania à cause de la présence à bord d'une lointaine connaissance. Le 29 février 1916 « La Provence a coulé » le 26 mars 1916 « Sussex torpillé », le 6 juin 1916 « Kitchener noyé, ah !! »

<sup>706</sup> Le 3 juin 1915 « Combat naval qui n'est pas un succès anglais ».

<sup>707</sup> Le 21 janvier 1915. Il semble que ce soit un thème présent dans la presse pendant cette période puisque Quesnay note le 8 janvier 1915 « *Temps* très intéressant sur guerre d'usure ».

<sup>708</sup> Le 2 juillet 1915 « on crée deux nouveaux sous-secrétaires à la Guerre : Thierry et Godard : la tâche est écrasante ».

<sup>709</sup> Le 14 novembre 1915 : « cause avec Tisserand qui cherche dans la forme politique lui aussi l'explication de notre désorganisation. Discipliner les libertés est dur. Comment ? Nous n'avons pas la tête que nous mériterions ».

<sup>710</sup> Le 28 octobre 1915.

l'ennemi : « la guerre durera les heures actuelles sont pénibles : voici la récolte pour l'Allemagne. Les cheminots sont maintenant remplacés par des femmes qu'ils ont éduqués depuis 10 mois comme ils les ont éduqués à l'usine. Allons-nous commencer à faire cela ? »<sup>711</sup>. En étant ainsi capable de « traiter de l'impact de facteurs géographiques [comme les ressources humaines et matérielles] sur la politique internationale », Quesnay paraît ainsi mener une réflexion de géopolitique, à un moment où ce discours se développe notamment derrière les travaux de Rudolf Kjellen et surtout Friedrich Ratzel<sup>712</sup>.

### *La guerre un objet d'étude particulier ?*

Quesnay est évidemment très conscient de la dimension économique de ce processus de totalisation : pour obtenir la victoire il faut « des canons, des munitions, de l'or et du zèle »<sup>713</sup> Donc, tous les gestes peuvent servir à cette lutte économique, les siens<sup>714</sup> comme ceux de ses proches<sup>715</sup>, même s'il ne semble pas encore voir de conséquences directes du conflit sur la vie domestique quotidienne à l'arrière<sup>716</sup>. Il relève assez régulièrement, dans la presse, ce qui relève de cette question, par exemple les demandes russes pour faire face à la crise monétaire que traverse le pays allié à cause de la guerre : ainsi le 21 janvier 1915 « mais un article d'Herbette nous révèle la crise financière russe : le rouble déprécié, la joie allemande qui assure que nous ne viendrons pas au secours de notre alliée. Comment faire ? » ou le 24 juin 1915 « dans *l'Information*, ils [les Russes] demandent révision du traité financier

---

<sup>711</sup> Le 22 juin 1915.

<sup>712</sup> Cf. John AGNEW « Géopolitique » dans Jacques LEVY Michel LUSSAULT (dir.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 2003.

<sup>713</sup> Le 24 juin 1915.

<sup>714</sup> Le 17 juillet 1915 « Banque de France, l'or en sables sinon la foule. J'ai porté deux demi-louis, j'ai mon diplôme de civisme : franche gaieté, aimable accueil ».

<sup>715</sup> le 25 février 1915, « Bippert part pour Lausanne voir M Lugeon pour Yves [Wagner] mais surtout essayer de vendre les titres allemands ce qui serait pour sa banque autant d'argent pris sur l'ennemi et réemployé en bons de la Défense Nationale ».

<sup>716</sup> Une exception le 2 octobre 1915 il relève les prix et le niveau de taxation de la viande dans la presse locale.

étant donné qu'ils supportent la plus grosse charge de la guerre et que leur change a baissé de 50% ». Il note aussi le choix anglais d'augmenter les impôts<sup>717</sup>. Mais surtout il s'alarme de « la ruine » à laquelle il conduit la France : le 7 juillet 1915, « la guerre n'est pas finie... mais on court à la ruine », le 27 juillet 1915 « rien aux journaux sinon qu'à cause de la dépréciation du billet on voudrait bien ne pas acheter de blé et nous faire manger du pain mêlé de riz » qui synthétise bien ces deux préoccupations, le 15 septembre 1915 « gentilles nos dépenses 28 milliards en fin d'année ». Confrontée à l'habileté allemande pour mener cette guerre d'usure, cette crainte d'un dépérissement économique définitif, généré par l'ampleur des besoins du financement de la guerre, est d'ailleurs un des motifs qui le font tendre à une certaine modération, lui faisant presque accepter le principe d'une paix rapide : le 26 août 1915, « Papa compte toujours sur l'usure financière ; mais voilà qu'ils font des sous en fer : ils n'ont pas d'achats à effectuer à l'étranger... Ils tiendront les salops ! Si nous voulons les réduire, il faudra lutter jusqu'à la ruine : le fera-t-on ? » puis le 28 août 1915 « Aurons-nous les Allemands ? On a compté sur le manque de vivres ! Sur le manque d'Argent : on ne compte plus que sur le manque d'hommes. Or voilà qu'ils annoncent rappeler jusqu'à 54 ans ! [...] Les aurons-nous ou signerons-nous une paix boiteuse ? N'aurons-nous pas tort de nous refuser à cette seconde solution ? On marche à la ruine terrible, inévitable. Jamais les exhortations à la paix ne viendront d'Amérique ! Notre folie, notre entêtement fait sa puissance pour demain... Aujourd'hui j'ai eu en lisant l'*A[ction] F[rana]ise* une surprise très pénible : Bainville très censuré réclame une autre collecte de l'or, l'achat des titres américains pour les envoyer aux USA, relever le cours de notre change, nous procurer du crédit. On ne le laisse pas dire en première page

---

<sup>717</sup> Le 22 septembre 1915, « les Anglais augmentent formidablement les impôts pour l'année qui vient ». Alain Plessis rappelle dans « Financer la guerre » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.* p.483, que « en septembre 1915, le gouvernement britannique est le premier à frapper les bénéfices de guerre d'un impôt spécial, de 50% puis 60% puis 80% ».



ce qui s'imprime en 4<sup>e</sup> le dollar vaut 6 F français et non plus 5,34, 100 F suisses valent 110 F français : cela m'a bouleversé. Nous achetons beaucoup c'est vrai, mais est-ce la seule raison de leur méfiance à l'égard du papier français ? Ne croiraient-ils plus à notre victoire ? ». On remarque d'une part la réaction (« surprise très pénible ») de Quesnay de vant la "révélation" du coût monétaire de la guerre qui remet en cause toute stabilité internationale des cours et d'autre part la nouveauté certaine des solutions proposées par l'éditorialiste monarchiste. La lecture attentive des journaux lui permet, en effet, de mesurer d'une part, sur la "forme" le coût des opérations de communication nécessaire pour attirer les souscripteurs des emprunts de la Défense nationale<sup>718</sup>, pour un résultat finalement limité<sup>719</sup>, tout en mettant en avant le tournant pris en décembre 1915, par l'émission de bons à rente perpétuelle<sup>720</sup> ; d'autre part, il trouve, dans la presse, la confirmation du bouleversement du système économique mondial, conséquence de la guerre, sur le plan commercial<sup>721</sup> comme sur le plan financier : « on parle de nouveaux bons français du Trésor. L'Angleterre les USA nous en prennent : on atteint 27000 millions Ribot propose de porter à 3500 millions, émettre des obligations Trésor 6 ans 2 milliards et avec nos billets de banque voilà nos ressources. Jèze a raison : ce n'est pas un programme mais des expédients : puisque ça réussit ! Ne parle-t-on pas d'ailleurs d'une

---

<sup>718</sup> Le 24 novembre 1915 « une formidable réclame pour l'emprunt : cela se paie 10 millions ».

<sup>719</sup> Le 16 décembre 1915 « ce soir, l'emprunt fini – on est moins enthousiaste sur le résultat : beaucoup d'erreurs », puis le 22 décembre « à 2H je file vers Deschamps : Desjardins m'y rase. On commente fort le résultat de l'emprunt 14 milliards 5 à 6 d'argent frais, c'est très, très faible et l'on a comme une angoisse au cœur. Tout paraissait si beau !... oui, oui, dans la presse, nous nous congratulons, mais la censure laisse annoncer l'éventualité d'un nouvel appel à l'épargne au printemps ».

<sup>720</sup> Le 12 novembre 1915, « Hervé vante l'emprunt de Ribot... mais c'est du perpétuel !... L'exposé des motifs avec la possibilité de payer le 1/3 en 3% m'intéresse vivement ». Alain PLESSIS note que « l'Etat a tardé jusqu'au 16 novembre 1915 avant de lancer un emprunt sous la forme de rentes perpétuelles » dans « Financer la guerre » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre*, p.489.

<sup>721</sup> Le 5 janvier 1915 « Clemenceau cognait sur Wilson et la note américaine (le commerce de la Navy avec les USA a augmenté de 3 à 80 millions !!!!) ».

entrevue à Paris des 3 ministres des finances russes anglais français. Sans doute s'agira-t-il d'assurer par l'Angleterre l'aide à la Russie »<sup>722</sup>. La conférence évoquée se tient manifestement au début du mois de février, puisqu'il note à la date du 8 février 1915 : « Quant aux questions financières, elles viennent d'être réglées épatamment par une conférence de Paris Ribot Lyod George et Bark [le ministre russe des Finances] ». Son intérêt pour les questions économiques est aussi évidemment à rapprocher de son cursus universitaire : les questions d'actualité sont abordées dans les différents cours qu'il suit : le 5 janvier 1915, par exemple, il a « filé vers les Hautes Etudes Sociales où Jèze nous devait entretenir des Finances de Guerre de l'Angleterre. Pluie. Salle peu garnie, cours. Encensoir à Lloyd George programme radical anglais, merveilleuses ressources mais pas d'allusion de comparaison avec France » ; ce thème est encore mentionné le 22 janvier 1915 (« Jèze et les finances de guerre de l'Angleterre »). Le 19 janvier « indemnité aux victimes des frais de guerre : cours aride qui ne m'intéresse pas ». Il semble particulièrement sensible aux analyses de Gaston Jèze : le 15 janvier 1915, ce dernier « continue son exposé des finances de guerre : c'est l'emprunt forcé qui nous a fourni de l'argent, nos conventions secrètes avec la Banque de France, qui à fourni au gouvernement 4 ou 5 milliards de papier-monnaie que celui-ci a placés au public : emprunt sans intérêt. Dangereux théoriquement : l'Allemagne en arrive à banqueroute 13% discrédit et ne peut faire couvrir son emprunt mais lutte comme nous en 1793. Au contraire notre gouvernement sauvé par la sagesse de notre B[anque] de F[rance] qui a su augmenter encore son encaissage or remboursant en écus ». Cependant il n'adhère pas à ses solutions pour financer la guerre : le 9 janvier 1915 « nous avons dépensé au moins 6 milliards : où les a-t-on pris ?? Car nous avons la mer, achetons en Amérique, mais il faut payer en or... alors Banque de France ?? Mais demain ? Les bons à 5,25% donnent peu : on thésaurise : vilain esprit d'épargne des Français, défaut et qualité, patriotisme

---

<sup>722</sup> Le 22 janvier 1915.

s'arrêtant à la Bourse ... tout comme l'autobus de Passy, que va sortir ? Ribot a commis des gaffes avec son moratoire et ses bons 5 ¼. On ne peut employer le système de Jèze, impôt avec la mobilisation, l'envahissement, il y aura au contraire sensible moins-value. Alors reste un emprunt, amortissable à très court terme. Mais à quel taux discréditant toutes autres rentes. Et même non: on vient d'autoriser Ville de Paris à émettre 5 ½ ! ». Aux objections déjà évoquées de Quesnay contre l'impôt, s'ajoute la situation d'un pays en partie occupé et largement désorganisé. On peut aussi remarquer, dans cette description, l'intérêt que Quesnay porte à la situation de la Banque de France dont il loue « la sagesse » : il cherche ailleurs des renseignements à propos de son repli bordelais de l'automne 1914<sup>723</sup>.

L'intérêt que Quesnay porte aux questions économiques liées à la guerre revêt aussi en 1915 une dimension personnelle plus forte car Quesnay doit choisir ses sujets d'études pour son futur diplôme de doctorat. D'une part il se tourne vers « Durkheim, le bon prophète, mon futur maître de diplôme... »<sup>724</sup> pour « une étude sur le Libre Echange [qui] si elle convenait à Durkheim me plairait assez »<sup>725</sup>. Invité chez le maître qui a repéré en lui « son sociologue – un de ses rares disciples possibles », il se voit proposer « un sujet auquel il pense depuis longtemps, qu'il m'abandonne : relire Adam Smith au point de vue sociologique »<sup>726</sup>. On retrouve sans doute là l'idée durkheimienne « qu'il

---

<sup>723</sup> Le 11 janvier 1915 à propos d'une connaissance « Alfred [à qui] Bordeaux [...] a quelque peu tourné la tête [refuse] de répondre à ma question trop curieuse : combien de trains pour l'encaisse Banque de France ».

<sup>724</sup> Le 7 juillet 1915.

<sup>725</sup> Le 28 juin 1915.

<sup>726</sup> Le 19 juillet 1915, « son logis un bon sourire, je suis son sociologue – un de ses rares disciples possibles – et dans son bureau nous causons – oui vraiment cette année aura été une bonne année. Me voilà au mieux avec le prophète. J'ai parlé de diplôme, de la loi naturelle, d'Economie politique, et voilà qu'il me propose un sujet auquel il pense depuis longtemps, qu'il m'abandonne : relire Adam Smith au point de vue sociologique, en tirer quelque chose que nul encore n'a su y voir, venir travailler avec lui ici ou à Pourville [?] lui donner mon adresse pour qu'il s'enquière, voir Rist pour qu'il m'assiste, faire œuvre scientifique quoi, compter parmi les cerveaux... Adam

ne saurait être question, à la suite d'Auguste Comte et de sa critique de l'économie politique d'exclure les faits économiques du domaine des faits sociaux : les faits économiques, eux aussi s'imposent aux individus et ils satisfont ainsi à l'un des critères du social », une sociologie économique est donc possible car « les faits économiques sont, eux aussi, rattachés à l'opinion : la valeur des biens dépend des opinions comme c'est le cas du salaire minimum ou de certaines formes de production »<sup>727</sup> donc « Durkheim considère le fait économique comme un fait social dans la mesure où il prend un caractère moral et où il revêt une forme institutionnelle »<sup>728</sup>. Mais on sent bien le jeune étudiant hésiter au cours de l'été 1915<sup>729</sup>, notamment à cause de la rencontre avec Charles Rist, qui lui avait été recommandé, après ses succès de juillet, par Barthélémy, lors d'un entretien chez lui où il le reçoit « comme un ami » il « me félicite d'avoir Rist en doctorat l'année prochaine ».<sup>730</sup> Outre la forte impression qu'il fait à Quesnay – ainsi le 7 décembre 1915 « Rist nous a donné un cours épatant » - ce professeur remet en cause la possibilité même d'étudier Smith comme sociologue : « il faut me décider pour mon diplôme, je vais le trouver ; seul de tous les quémandeurs, j'obtiens de lui un rendez-vous à son vestiaire et nous discutons. Le chic homme et quel malheur qu'il n'ait pas de santé ! Quand nous sommes partis dans la lutte d'idées, je me suis lancé et j'oubliais qu'il était mon prof “mon cher monsieur” répondait-il. Toute sa vie est dans ses yeux, son geste : “alors

---

Smith cela me sert pour une étude du Libre Echange : Durkheim est d'une subtilité rare... oui je suis lancé l'an prochain... je pense moins à l'appel espéré... »

<sup>727</sup> Jean-Jacques GISLAIN Philippe STEINER *La sociologie économique 1890-1920. op. cit.* p.49.

<sup>728</sup> *Idem* p.50.

<sup>729</sup> Le 21 août 1915 « les idées plein la tête [...] je me suis mis à lire l'Individualisme [sans doute le livre de Schatz] [...] Mais est-ce donc qu'au fond, malgré mes préjugés avancés, je serais antisocialiste ? [...] L'expérience Religieuse de James, l'individualisme de Schatz, voilà ce que je dois bûcher en ces vacances. Courage ! Mais Adam Smith ? Mais Durkheim ? ». Le 6 septembre 1915, il évoque l'idée de travailler Adam Smith « en octobre pour promettre à Durkheim d'en tirer quelque chose... l'année de ma thèse. Mais tout de suite, soyons une dernière fois scolaire. Tentons en une année les deux examens ».

<sup>730</sup> Le 17 juillet 1915.

vous estimez que Smith est sociologue mais que sa sociologie s'oppose à celle de M. Durkheim : sociologue d'intérêt personnel, vous pensez même que c'est la vraie ? Oui et il n'y peut être pas là matière à diplôme ? Non. Ah les idées de relativité des institutions économiques, adaptation aux faits, suppression de la contrainte, du militarisme économique. Oui ce serait une belle étude. Un libéralisme moderne établi sur les faits... M. D[ur]k[h]eim n'accepterait pas un tel sujet ?” Je suis sorti de mon entrevue enchanté mais peu fixé. Ravi de connaître Rist mais bien ennuyé pour mon diplôme »<sup>731</sup>. Mais Durkheim balaie cette objection quand il reçoit Quesnay chez lui le lendemain : « et je commence à lui dire qu'A[dam] Smith n'est guère sociologue “Revoyez” Je bafouille sur le protectionnisme... Il me conseille, ironie, de voir Rist, de revenir dimanche, il est aimable, mais je regrette un peu de m'être engagé car que donnera le sujet... un coup de téléphone : Halwachs [sans doute pour Hallbwachs] lui annonce du ministère que les renseignements pour le tract “Confiance” sont communiqués par Symian et Thomas. Celui-ci se refuse à donner des renseignements sur un de ses anciens amis, un allemand pour une bibliographie. Seul dans le bureau, je ris. C'est chic tout de même d'être bien vu de D[ur]k[h]eim]. C'est chez Colin qui va paraître cette brochure nouvelle »<sup>732</sup>. Rist semble finalement ne pas vouloir contredire le maître, au moins formellement<sup>733</sup>. Sa lettre-argumentaire, citée par Quesnay dans son journal, figure dans le fonds Frédéric Quesnay et permet de mesurer que Rist n'est pas figé dans une défense étroite d'une science économique intangible et déconnectée des

---

<sup>731</sup> Le 7 décembre 1915.

<sup>732</sup> On peut noter, au passage, que Quesnay voit « en direct » l'engagement de Durkheim dans la « croisade des intellectuels », constitutive de la « culture de guerre ».

<sup>733</sup> Le 9 décembre 1915 « Je vais le [Rist] trouver pour mon diplôme : sa gorge est tellement fatiguée, qu'il a préféré m'écrire sa réponse, 4 pages très serrées que je lis en bibliothèque [...] Oui mais ces pages ne me renseignent guère : comparer l'ouvrage de Smith et un ouvrage allemand ? J'ignore l'allemand... et puis Rist a eu le toupet de se dire d'accord avec D[ur]K[h]eim sur l'existence d'une sociologie chez Smith : il n'a pas ajouté ce qu'il m'avait dit : cette sociologie est contraire à celle de M. D[ur]K[h]eim et c'est elle qui lui paraît la vraie ».

réalités contemporaine : il y incite Quesnay à se placer dans une perspective comparatiste en confrontant Smith aux œuvres de Carl Menger<sup>734</sup>. D'autre part, il lui propose « une belle étude à faire sur l'intenabilité scientifique des arguments de l'ancien libéralisme statique [?] (par exemple en matière de libre échange ce cas n'étant qu'une des rubriques particulières d'une thèse qui pourrait être beaucoup plus générale) mais sur la possibilité de reconstruire avec des arguments nouveaux et dans les circonstances nouvelles où nous sommes une politique économique libérale fondée sur les théories sociales et économiques les plus modernes »<sup>735</sup>. Rist rejoint ici Schatz qui conseille à Quesnay de « se méfie[r] de Durkheim pour saisir l'esprit d'Adam Smith, mais [...] il me recommande des sujets ayant de grandes analogies avec celui dont je caresse l'idée pour un doctorat : transformations apportées par la guerre aux relations économiques internationales »<sup>736</sup>. Quesnay va finalement choisir de mener ensemble ces deux « doctorats », ou plutôt diplômes d'études supérieures (DES)<sup>737</sup>, l'un en lettres consacré à « la conception de la société chez Adam Smith »<sup>738</sup> et l'autre en économie à propos de « l'esprit d'initiative et la finance française »<sup>739</sup>, et va les réussir brillamment<sup>740</sup>. Il donne assez peu

---

<sup>734</sup> Il mentionne notamment les *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Oekonomie insbesondere* « où les exemples donnés par lui en appendices de la genèse de quelques institutions économiques sont directement inspirés de la méthode de Smith ». On peut cependant relever avec Gilles CAMPAGNOLO *Carl Menger entre Aristote et Hayek. Aux sources de l'économie moderne.*, Paris, CNRS Editions, 2008, p.10, que Menger, constructeur « d'une science économique exacte et "pure" » notamment car il « pose aussi ses bases méthodologiques dans le cadre général des sciences humaines » transcende la pensée de Smith ; il « a révolutionné [...] l'ensemble des sciences de l'esprit (*Geisteswissenschaften*) qui furent dès lors soumises à l'enquête de l'épistémologie ».

<sup>735</sup> Rist à Quesnay le 9 décembre 1915.

<sup>736</sup> C.P.Q. Le 8 août 1915.

<sup>737</sup> Cf. Lucette LE VAN-LEMESLE *Le Juste ou le Riche op. cit.* p.475 : c'est l'obtention d'au moins deux de ces DES qui permettra à partir de 1925 de présenter la troisième obligation du doctorat, la thèse.

<sup>738</sup> Le 12 décembre 1915.

<sup>739</sup> Le 21 mai 1916.

d'indications sur ces travaux qui restent malheureusement encore aujourd'hui introuvables, mais il souligne dans son journal comment il peut nourrir l'un avec l'autre<sup>741</sup>. On trouve dans le dossier « Notes pour mon diplôme sur Smith » quelques éléments très parcellaires qui semblent confirmer cette complémentarité entre les deux démarches : il s'agit d'abord de la définition même de l'Economie politique que donne Quesnay dans l'introduction Quesnay y définit « Smith [comme] fondateur de l'E[conomie] P[olitique] » notamment car « systématisation des vues fragmentaires de ses contemporains »<sup>742</sup> : « Smith porte son attention sur la Communauté tout entière : il se place au centre des phénomènes. On entrait dans la Science et c'est une science sociale » notamment sous l'« influence d'Hume » même si « Smith renonce à la recherche d'un Droit naturel : premier sacrifice de l'absolu. D'où la formation d'une Economie Politique indépendante de la Sociologie ». Mais, malgré certaines réserves (« le manque de conscience de relativité a donné à son œuvre l'apparence d'une construction théorique : caractère dogmatique qui fige »), dans ce qu'il considère comme la « dynamique de Smith » il trouve la « notion de complexité sociale. Il n'y a pas une société mais des sociétés » : « Adam Smith n'est pas un sociologue au sens actuel du mot. Un des premiers pourtant, il a pris conscience de la réalité des phénomènes sociaux, de leur spontanéité, de l'impossibilité où nous sommes de les modifier immédiatement à notre gré ». Ainsi, il semble vouloir, non refuser de prendre part au débat qu'il a suscité entre Durkheim et Rist, mais bien y donner une réponse médiane

---

<sup>740</sup> Le 3 juin 1916 « Au Droit avec Denis – 1H Mahon, Sergent, Deschamps, Faure, Jony [ ? ] Rist. 19. Docteur économique. Très bien » « Docteur ! fin vie étudiant » et le 14 juillet 1916 « Docteur politique TB ».

<sup>741</sup> Le 6 décembre 1915, « je suis plongé dans Cannan, Smith, Ricardo : je bûche ferme : c'est dur. A cette étude de l'épargne pour Rist, j'ajoute mes vues pour le diplôme de Durkheim : j'ai honte d'y songer. Pourtant je trouve des choses intéressantes » « dans une lettre à Giraud très longue et très vivante, je raconte notre vie et parle de ce diplôme : étude de la nécessité du libre-échange pour fonder une paix durable, un équilibre stable, étude faite à travers Adam Smith et sa notion de loi naturelle plus ou moins rattachée à la Sociologie ».

<sup>742</sup> Il évoque notamment la « systématisation physiocratique, mais à la vision faussée par le rôle unique attribué à l'agriculture ».

correspondant à une vision renouvelée de la pensée économique, dont il fait de Smith un des précurseurs, quand il note, comme thème de sa cinquième et ultime partie « importance de la société. 1° Coopération : plus que somme. Or coopération, division du travail associée [ ?] d’abord à instinct au troc, l’est par ailleurs au volume société. Elle donne solidarité »<sup>743</sup>. A propos de sa thèse en économie, on peut seulement noter, à partir des rares éléments dont on dispose, que l’intitulé final est plus limité au seul cadre national – « l’esprit d’initiative et la finance française » - que les projets initiaux « sur le Libre Echange après la guerre »<sup>744</sup> qui semblaient se déployer à l’échelle continentale voire mondiale.

En effet ce projet de thèse est, plus globalement, à rapprocher de la réflexion amorcée par Quesnay à plusieurs reprises à propos de la situation du monde à la sortie de la guerre, question à propos de laquelle il se documente : le 12 juin 1915, il achète « traité de Franckfort par G. May... pour ma thèse ». Le 23 août 1915, « j’ai passé ma matinée à faire *le Parisien* » achetant « *Paix future* de Aulard, *Guerre et le Droit* de Basch par la ligue des Droits de l’Homme, *Guerre et religion* de l’abbé Loisy » et « Pour la Finlande et une étude économique de la Folie franco-allemande mars 1914 en face de l’Amérique grandissante. C’est que je pense à ma thèse : mais [Yves] Guyot dès maintenant ne me l’aurait-il pas soufflée : “Causes et Conséquences économiques de la guerre” [...] je me suis acheté le livre de l’ancien ministre ». Profondément, dès le début de l’année 1915, il proclame, au terme d’une véritable “nuit de

---

<sup>743</sup> Peut-on voir l’influence de Charles Gide qui « défend les principes d’une libre coopération pour associer les individus tout en ménageant les plus faibles » « régulation du social pour corriger les inégalités excessives entre les hommes » et qui promeut une vision économique différente des « libéraux orthodoxes » Lucette LE VAN-LEMESLE *Le Juste ou le Riche. op. cit.*, p.549 ?

<sup>744</sup> Le 9 août 1915 « j’ai suivant le conseil de Schatz amorcé quelques pages de ma thèse sur le Libre Echange après la guerre. La question est très belle. Bien traité, c’est un sujet qui ferait du potin... ».



feu”<sup>745</sup> de discussions avec son ami Lecherbonnier son refus d’une paix humiliante pour l’Allemagne. D’une part, une telle solution heurterait les valeurs mêmes au nom desquelles la France est rentrée en guerre « nous affirmons combattre au nom des principes du Droit et le triomphe assuré nous ne pourrions maintenir le Droit que par la Force ? C’est donc que nous sortirions du Droit : évitons-le ». Est alors mise en scène, de manière brillante, la réaction probable des Allemands à un tel traité inique, faisant du projet de Quesnay et Lecherbonnier non pas seulement un sec exposé économique, ainsi que le laisserait supposer l’intitulé initial mais un tableau beaucoup plus vaste faisant des peuples des acteurs essentiels de l’histoire. Ainsi « les générations [allemandes] nouvelles de plus en plus nombreuses y arriveront à l’âge d’activité : elles ne trouveront qu’un carcan. Alors, comme il reviendra le souvenir des jours de bonheur, d’entente, d’hégémonie germanique : c’était l’époque du triomphe, nous étions unis, nous étions heureux maîtres, chefs conquérants. Mais Justice, justice clameront ces gens. On nous a démoli nos places-fortes, nous n’avons plus d’armée, nous crevons de faim. Nous pouvons être les premiers et nous l’avons prouvé : on nous veut esclaves : Justice ! Et ce seront les conspirations : on ne peut rien contre un peuple » « et pourtant nous avons prévu le cas le plus favorable, notre victoire totale ». D’autre part, est développé le postulat qu’« un essor comme l’essor économique allemand » ne peut être stoppé, ce qui va contre « la tendance actuelle [...] la demande du renversement du traité de Francfort. Protection en notre faveur ». Ce ne serait là qu’un « artifice destiné à créer supériorité factice et momentanée ». De même, est balayée l’idée d’une « Allemagne écrasée démembrée si vous voulez (ce qui serait une grosse faute) mise à l’index du monde ceci pour fermer à son industrie le marché du monde », car la faiblesse du dynamisme français d’avant 1914 ne sera qu’accentuée par la guerre même

---

<sup>745</sup> Il la traduit dans son journal par quatre feuillets à part intitulés « ce même jour 4 janvier, avec Lecherbonnier, nous avons en conversation suivante sur le sujet suivant : quelle paix fera-t-on après la guerre ? Point de vue économique ».

victorieuse : « Nous aurons 400000 cerveaux de moins, de riches régions en ruines. Opposons-y les deux provinces qui nous reviennent la belle région industrielle lorraine que nous recouvrons, la rente annuelle même que nous forçons les tronçons d'Allemagne à cracher. Quelle solution ? Un regain d'activité, certes mais le néant comme avantage si on le compare aux inconvénients. Bien au-dessous en effets de nos anciens alliés, à cause de notre civilisation vieillie condamnée au rôle ingrat de gendarme près d'un colosse enchaîné qui rugit et qui hait ? Est-ce un sort enviable, est-ce bien une paix stable ? Oui comme Iéna ou comme [18]70 ». Apparaît alors « ici l'idée de Lecherbonnier que j'affaiblis en la traduisant, idée audacieuse avant tout, qui demandait examen minutieux avant application » : « l'idéal demain serait l'entente, l'association : chimère inutile ! Mais le possible si l'on se débarrasse des préjugés normaux, c'est la suppression des frontières économiques, c'est tout d'un coup le libre-échange. – Et ici je remarque la tendance de Lecher ce qui le pousse sans qu'il s'en doute peut-être c'est l'internationalisme, c'est la vision rapide des futurs Etats-Unis d'Europe. Le Libre-Echange, l'absence de tout protectionnisme, cela paraît faux : ce semble être perte : nous convenions que protégés nous ne retrouvions qu'un essor factice. Que sera-t-il donc si nous ne le sommes pas, si nous rendons ses armes à l'ennemi vaincu, si nous lui ouvrons nos portes ? Oh certes la chimère est belle : c'est agir vraiment en champion du Droit mais c'est se suicider ? *Non* c'est jusqu'à preuve du contraire moyen là de sauver le pays, tout en sauvant l'Allemagne tout en servant l'humanité » car « d'abord on sauve l'Allemagne, c'est-à-dire la paix : on évite la compression redoutable qui doit amener l'explosion ; on la laisse vivre économiquement comme elle veut, comme elle doit. [...] Laissons donc à l'Allemagne le droit à la vie ; qu'elle inonde si elle le veut le monde de ses produits ; on laisse faire, on laisse passer. La concurrence seule règle tout, c'est la liberté, malgré tout ce qu'on pourra dire c'est la Justice ». Cependant « restent les questions plus obscures du rôle des Etats qui n'auront point comme nous, le libre-échange, l'Amérique, le Japon, par exemple... ne nous tueront-ils pas en nous inondant ou nous forceront à limiter notre système à notre Europe :

prélude des Etats-Unis du vieux monde par un Zollverein sur ses vieux éléments ». Au fil de l'année, Quesnay va faire siennes ces idées de libre-échange général : ainsi il affirme vouloir se ranger « avec les anciennes idées des économistes libéraux au côté des gauches, contre nos nationalistes à l'allemande »<sup>746</sup> et cherche y compris chez l'adversaire des indices favorables à ses idées<sup>747</sup>. A l'occasion de ses échanges avec Schatz à propos de son sujet, il en arrive aux mêmes idées que lui, notamment pour considérer le protectionnisme comme l'une des causes du conflit à éradiquer pour éviter son retour : « Libre-Echange, Paix, Libre-Echange, Esprit nouveau : aura-t-on le courage ? N'est-ce pas ce qu'il faut ? L'opinion n'y est pas... et pourtant, j'y suis venu tout seul, tout seul [...] ah cette idée de lois naturelles, d'Economie mondiale, cette guerre conséquence du protectionnisme, triomphe de l'Amérique, l'union européenne si souhaitable, nécessaire : quand on viole une loi, on va droit à la crise. Nous l'avons fait, nous avons la lutte anglo-allemande. Etablissons une paix stable sur la base de la concurrence. Osera-t-on ? Ah, nos vieux diplomates ?? Vous connaissez Poincaré, vous connaissez Cambon ?? »<sup>748</sup>. Apparaît alors une autre idée forte du jeune Quesnay celle de « l'union européenne » que l'on retrouve ailleurs<sup>749</sup>, quand il écrit « allons-nous continuer une guerre de dix ans, tuer l'Europe, ou bien nous entendre après la leçon qu'on leur aura donnée. Quel rêve d'une Europe unie où chacun aurait la place qui normalement lui doit revenir.

---

<sup>746</sup> Le 9 août 1915.

<sup>747</sup> Le 17 août 1915, il relève dans la presse, « une autre intéressante indication sur certain état d'esprit social-démocratique autrichien qui viendrait à merveille favoriser mon idée de thèse économique » « une ligue allemande proteste contre toute tentative d'annexion [...] et une ligue autrichienne demande la liberté économique et commerciale du monde afin d'assurer la justice. Bravo ! Je me ferai traiter de Boche ? non je prêcherai le Droit ». De même, il relèvera le 29 octobre 1915 que « le même article, parlant d'un Conseil Directeur Militaire, y voit l'annonce d'une confédération européenne... Et cela me sourit... plus que les bruits de Klotz au commerce, politique d'affaires, protectionniste, éviter ça ».

<sup>748</sup> Le 21 août 1915.

<sup>749</sup> Ainsi le 20 septembre 1915 « il n'est question dans tous les journaux que d'une ligue économique entre alliés : faut-il frémir ou bien y voir l'amorce d'une ligue européenne ? »

Je sens bien que ce sont là des idées allemandes, beaucoup plus que français, des idées qu'il faut, en ce moment, écarter : mais ne sont-elles pas justes ? Les aurons-nous ou signerons-nous une paix boiteuse ? N'aurons-nous pas tort de nous refuser à cette seconde solution ? On marche à la ruine terrible, inévitable. Jamais les exhortations à la paix ne viendront d'Amérique ! Notre folie, notre entêtement fait sa puissance pour demain... »<sup>750</sup>. Outre la remarque sur les « idées allemandes » qui rappelle le « boche » du 17 août<sup>751</sup>, on trouve un des arguments majeurs de Quesnay pour cette entente européenne, le rejet d'une domination américaine apparaissant comme inéluctable à l'issue du conflit<sup>752</sup>. De la même manière qu'il pressent les changements qu'implique la guerre dans la conduite de l'économie et le passage progressif du libéralisme au dirigisme – ainsi le 25 août 1915 « Patience, confiance : nous sommes unis : l'entrevue Schneider-Albert Thomas est à ce sujet réconfortante et bien amusante ! Capitalisme et socialisme : scellons une réconciliation » - il note le rôle croissant des Etats-Unis dans le jeu financier mondial : le 31 août 1915, « notre or arrive en Amérique et pourtant le change monte toujours : 6f au lieu de 5,25 le dollar 110.113 le banknote suisse !! Que pense-t-on de nous outre-Atlantique ? On doit nous en vouloir d'interdire la vente de coton », le 16 septembre 1915, « une très bonne nouvelle [...] c'est celle du formidable emprunt 5% de 1 milliard de dollars que Français et Anglais tentent de concert en Amérique pour stabiliser le change [...] nous avons trouvé un syndicat de gros banquiers, ça vaut mieux qu'une alliance ». Cette évolution l'inquiète : ainsi « si nous voulons les [les Allemands] réduire, il faudra lutter jusqu'à la ruine : le

---

<sup>750</sup> Le 28 août 1915.

<sup>751</sup> On trouve un autre exemple de ce qui peut paraître comme un élément de résistance à la culture de guerre, le 23 septembre 1915 : « ridiculement *le Matin* critique une conception socialiste allemande d'un *Zollverein* européen contre l'Amérique : à revoir ».

<sup>752</sup> Au-delà des aspects strictement financiers, il faut noter de la part de Quesnay, au moins jusqu'à sa mobilisation, une forte méfiance vis-à-vis des Etats-Unis qu'il considère comme pro allemands : le 12 février 1915, il écrit « Grande agitation : les Etats-Unis protestent énergiquement contre la prétention allemande. On en vient à se demander si ces germanophiles ne vont pas se trouver en conflit avec l'Allemagne ! »

fera-t-on ? Pauvre Europe ! Que l'Amérique doit se réjouir ! » Donc « il faut une paix qui rende possible l'amitié entre peuples voisins ; or la guerre, c'est la paix précaire, la guerre à nouveau inévitable tôt ou tard »<sup>753</sup>. On peut aussi y voir l'influence de Durkheim qui, d'après certaines notes de cours de Quesnay, en défendant une vision supranationale plus qu'internationale faisant des nations des sortes de monades insécables, en appelle cependant à un « paneuropéanisme, rêve qui tôt ou tard deviendra réalité » : dans le fonds Frédéric Quesnay, on trouve des notes de cours de Quesnay à propos de plusieurs leçons de Durkheim la première datée de novembre 1914, la dernière de janvier 1916 : notamment à partir de l'idée que la « réflexion sociologique [...] apparaît quand il y a une rupture d'équilibre » comme dans la Grèce « à l'époque socratique avant la domination macédonienne » ou dans l'Italie de Machiavel, le maître déroule une longue généalogie des philosophes ayant permis l'éclosion de la sociologie, s'arrêtant notamment sur la figure de Hobbes. Au terme de ce parcours, il affirme « aujourd'hui nous rêvons d'un paneuropéanisme, rêve qui tôt ou tard deviendra une réalité. Ce n'est que la restauration d'un état passé que nous voulons là. La communauté de civilisation que nous tenons de notre commune origine nous pousse malgré tout à nous rapprocher. Mais le point d'arrivée précis, différencié diffère de l'unité floue du début : on tend à l'unité dans la diversité avec autonomie des parties, libération des parties, ce qui enrichit chacun : unité organisée [...] Puisque la Civilisation est supra nationale plus qu'internationale, il faut tenir compte des nations ».

Au cours de l'été 1915 Quesnay décide de croiser le fer contre l'Action française<sup>754</sup>, en particulier par un échange de lettres avec Maurras : le 9 septembre : « j'avais une lettre de Maurras, une lettre autographe de Maurras, mais oui. Habile moyen de flatterie, car enfin Maurras est un de nos grands polémistes. Quelle fureur de propagande !

---

<sup>753</sup> Le 26 août 1915.

<sup>754</sup> Il écrit à son propos le 21 octobre 1915 « vous êtes mes adversaires et je vous combattrai : en garde, messieurs ».

Comme ils veulent gagner le plus d'esprits possible à leur cause : cette amabilité même. "Rallier à la vérité un esprit comme le vôtre !" Cette ébauche de discussion, ces félicitations aussi pour une sincérité qui fait le prix de ma lettre, cette assurance de vive estime, l'envoi de Kiel du bouquin de Bainville. J'avais des regrets de n'avoir pas demandé *l'Enquête sur la Monarchie* ? Elle suivra, si je le désire... ». Cela permet de synthétiser, avec une certaine netteté, les positions intellectuelles et politiques du jeune « immobilisé » : patriotisme mais refus du nationalisme, libéralisme économique et politique, souci d'une paix juste et durable. Il avoue être impressionné par l'ardeur prosélyte du mouvement<sup>755</sup>, « l'A[ction] F[rançaise] continue sa propagande [...] je la blâme et elle m'impressionne... »<sup>756</sup> : il note le 29 août 1915 « j'achète l'Action Française depuis 15 jours. "On ne peut pas la lire 3 mois prétendent les royalistes sans prendre ses idées". Je suis loin d'adopter ses conclusions, mais je précise mes opinions à leur lecture. Il y a là des esprits solides : lutter contre eux est rude. Je déteste leur manière, leur principe : j'admire souvent leur talent et je souscris parfois à leur critique. C'est pour moi un étonnement. Je me suis pris à parfois penser : s'ils avaient raison ! Et je me suis interrogé : Daudet avec sa campagne contre le Comptoir d'Escompte auquel il associe habilement les déplorables scandales actuels, Daudet me répugne, mais Maurras m'atteint. Je trouve déplacée leur propagande par ce temps de guerre mais je pèse leurs idées et celles d'en face que je croyais les miennes. J'aurais en ce moment besoin à ce sujet de m'étudier à fond. Jamais je ne serai Camelot, mais dans la lutte Démocratie-autoritarisme quelle position prendrai-je ?? "Toute la jeunesse si elle les connaissait viendrait à vos idées..." Je veux savoir, préjugés à part, ce que j'en retiens ». Mais

---

<sup>755</sup> Il note d'ailleurs à ce propos le 16 septembre 1915 : « L'AF continue sa propagande éhontée mais logique : c'est leur conception de l'opinion publique : on la peut cuisiner et voilà pourquoi l'élection ne vaut rien. Comme si le fait d'admettre la royauté n'était pas encore une sorte d'élection, mais ce qu'ils admettent pour eux... »

<sup>756</sup> Le 31 août 1915.

il juge Maurras « trop systématique »<sup>757</sup>, notamment dans sa dénonciation perpétuelle des ennemis de l'intérieur<sup>758</sup>, et, plus implicitement, dans son antisémitisme : le 5 septembre 1915, il relève dans *l'Action Française* « un éreintement stupide de Bergson ». Mais plus profondément, il dénonce le « provincialisme » de cette organisation dans son attaque contre le libéralisme<sup>759</sup> et son incapacité à se projeter dans l'après-guerre<sup>760</sup> autrement que dans la poursuite de l'affrontement avec l'Allemagne, au lieu de l'entente nécessaire<sup>761</sup>. Cette lecture critique du quotidien monarchiste l'amène, en retournant les concepts maurassiens, à une véritable profession de foi libérale : « j'aurais l'esprit protestant, celui du libre-examen et de l'individualisme qui s'opposerait à l'esprit catholique, respect du principe d'autorité en politique et en religion. Inutile alors d'étudier l'A[ction] F[ranaise]. Je suis indépendant et non sujet. Je crois à la libre-concurrence des idées, des hommes, des doctrines. Au nom de quel droit, malgré toute évidence, une idée, une doctrine un homme s'imposeraient-ils ? Liberté égalité Révolution, voilà l'esprit moderne, on a beau dire, voilà notre mentalité actuelle »<sup>762</sup>. Il a déjà longuement développé dès le 30 août 1915, ce qui le sépare politiquement de l'Action française : il a affirmé d'abord le rôle fondamental de la Révolution et son refus de la « force » comme principe régissant les relations intérieures et internationales : « ce sera un des principaux – peut-être le seul profit de mes vacances – que d'avoir étudié l'Action Française. Que germera-t-il de quelques graines que j'en aie

---

<sup>757</sup> Le 19 septembre 1915.

<sup>758</sup> Le 26 août 1915, il souligne que « seule l'AF a refusé de s'associer à cette unanime protestation » de la presse contre la censure donc « Y-a-t-il un mouvement d'Action française ? ». Le 17 septembre 1915 « Maurras polémique de façon criminelle ».

<sup>759</sup> Le 19 septembre 1915.

<sup>760</sup> Le 2 septembre 1915, « quant au fameux livre de Bainville *Histoire de Deux peuples* il doit être livre de parti d'un bout à l'autre, la propagande effrénée qu'on lui fait me fait en désirer la lecture : pourquoi dresser l'Allemagne en face de nous. Si l'on "pouvait" s'entendre, encore une fois, cela ne vaudrait-il pas mieux ? ».

<sup>761</sup> Le 11 septembre 1915, « l'A[ction] F[ranaise] qui m'horripile fort d'une ligue économique entre alliés pour après la guerre tuer le commerce allemand ».

<sup>762</sup> Le 6 septembre 1915.

conservées ? Tradition au lieu de Progrès, voilà leur base ; mais j'ai toujours admis quant à moi tradition et progrès : le christianisme nous a montré la dignité humaine ; la Révolution française nous a donné la liberté individuelle ; cette guerre doit apporter la liberté des peuples. C'est-à-dire qu'elle doit nous libérer de la Force qui impose pour donner satisfaction au consentement des individus qui décident. Cela me paraît bien préférable. Les hommes ne seront pas mieux gouvernés ; ils seront plus heureux que sous un bon tyran : on n'accepte pas le bonheur imposé. Et un gouvernement d'autorité peut-il donner le bonheur, faire régner l'ordre ? ». Dans une longue seconde partie, s'il a réaffirmé son souhait d'un pouvoir exécutif fort, il balaye le principe monarchique au nom de l'égalité, appelant de ses vœux un gouvernement fondé sur la compétence, dans le cadre républicain, moins mauvais des systèmes possibles : « Voilà le point où j'hésite et me trouble. J'ai trouvé une critique assez juste de la démocratie. Son tort, je crois bien, est de n'être qu'une critique de tout gouvernement humain : si une collectivité d'hommes qui sont malgré tout parmi les meilleurs du pays est incapable de bien gérer, pourquoi un homme seul, peut-être un crétin ferait-il mieux ? Il est évident que notre gouvernement est très loin de l'idéal : est-ce à cause de sa forme démocratique ? Avons-nous jadis possédé mieux ? Vous ne le prouvez pas. Dès lors, les vices signalés s'expliquent par la faiblesse humaine, et les Rois sont des hommes [...] il faut [un gouvernement] : nous le voyons plus que jamais en ce moment ! L'individualisme absolu est une chimère. Que deviendrait, seigneur, le pays qui ne serait peuplé que de Robinsons ?! Et alors nous avons la République qui est le moindre gouvernement – on le lui reproche – A-t-on raison ? Est-ce flatter les passions du peuple que de le proclamer souverain ? Non c'est au contraire satisfaire un désir légitime, certain et noble : celui d'avoir part à son gouvernement. Dans quelle mesure ? Dans une mesure insuffisante, voilà ce que je retiens des critiques. Mais c'est tout le contraire des idées d'A[ction] F[rançaise]. Considérant comme une passion mauvaise le désir populaire d'être gouvernant en, même temps que gouverné, Maurras et ses disciples en appellent au



principe d'autorité qu'exigent disent-ils la nature et l'ordre des choses humaines. Il faut ce principe d'autorité pour comprimer les haines, les convoitises individuelles ; et le tableau qui est fait de celles-ci m'a vivement frappé. La critique est très juste : c'est là que le régime démocratique doit s'amender : modifions le Parlementarisme. Car ces délégués du peuple doivent surtout leur mandat à leur psychologie : il leur manque la compétence ; pour paraître remplir leurs mandats, ils se livrent à des joutes oratoires, se constituent en partis qui se disputent l'Etat. Souvent l'opinion du pays est différente ; mais le contrôle de celui-ci est rare, souvent factice. Aussi l'A[ction] F[ranaise] demande-t-elle un chef ? Mais si j'examine le rôle de ce chef, je le vois beau, très beau : qui le remplira ? Tout s'effondre. "L'aîné de l'aînée des familles". Pourquoi donc ? L'idée d'égalité est beaucoup trop dans notre mentalité actuelle pour que nous puissions nous incliner. On accepterait mieux un homme valant par son mérite qui rappellerait les devoirs à ces gens clamant leurs droits. Notre gouvernement est insuffisant surtout par son manque de prestige : moins que tous un roi héréditaire ne pourrait en avoir. Oui je reconnais la nécessité d'un pouvoir exécutif très fort, l'A[ction] F[ranaise] me l'a prouvé ; mais je veux un équilibre de ceux réclamant les droits au nom de la Nation et de ceux rappelant les devoirs. Une Déclaration moderne n'aurait peut-être rien d'inutile : on oublie aisément les principes politiques. Quant aux formes de gouvernement, il nous faudra les étudier. Comment assurer la compétence des délégués de la nation, le prestige des représentants du pouvoir ? La question se pose. Etudions ce qui se passe en Amérique, en Angleterre, voyons une décentralisation possible, un provincialisme bienfaisant. Formons-nous une opinion en conservant les idées de Justice et de Droit qui ne sont creuses que dans l'A[ction] F[ranaise], et qui sont le fond même de notre actuel esprit ». Enfin, tout en se disant partisan de réformes profondes<sup>763</sup>, il réaffirme son républicanisme par son refus de la force

---

<sup>763</sup> On retrouve ce souhait, toujours à partir des positions de l'Action Française, le 9 septembre 1915, quand il note que c'est un « beau mouvement » mais « pour moi le

face au droit et surtout son libéralisme, principal motif de son rejet de l'Action française, avec aussi le primat accordé à l'économique sur le politique, ce qui peut apparaître comme la base d'une pensée technicienne et "experte" : « l'A[ction] F[rançaise] regarde comme ses pires ennemis ces pauvres libéraux, sans doute parce que leur école de libre-concurrence est encore ce qu'on a trouvé de plus contraire aux brutalités de la force qui brise, de l'autorité qui s'impose. Si l'on n'imposait que le Devoir et si l'on connaissait le Devoir ! Mais le Roi dit : "Tel est notre vouloir" il faut s'incliner. Les socialistes qui demandent un rôle pour l'Etat l'accomplissement du Devoir sont lus près des royalistes que n'en sont près les libéraux. Sembat avait raison... [...] La France a-t-elle vraiment été diminuée par la République ? Je clame : non, non, non ! Peu importent leurs livres, *Kiel et Tanger, Histoire de deux peuples* et autres. Je vois les résultats, nos lois sociales, nos alliances, la guerre ! Si la France a baissé, c'est la faute à la France ; qu'elle se régénère, qu'elle revive. L'activité est aujourd'hui économique : il faut oser. Or le bourgeois français n'aura pas plus d'esprit d'entreprise sous la Royauté que sous la République. C'est la France qu'il faut transformer en lui rappelant, oui, ses traditions. Mais la première de celles-ci est l'amour du Droit : avec votre complet Credo en la Force, l'A[ction] F[rançaise] me paraît souvent boche. Elle soutient comme français le principe d'autoritarisme, parce qu'il fut français avant 89. Elle oublie qu'il est actuellement le grand principe allemand, celui qu'il faut abattre. Et voilà pourquoi en dernière analyse, je suis aux antipodes de l'A[ction] F[rançaise] mon esprit est libéral "individualiste complet", j'admets l'existence indispensable d'une autorité, venant rappeler à tous les Devoirs, venant les faire respecter : cela c'est du socialisme plus que de l'autoritarisme. Je glane où je trouve et m'affranchis des préjugés ». On est pas loin alors de retrouver le grand dessein, affirmé dès le début de l'année 1915, du jeune Quesnay prenant modèle sur son homonyme le plus illustre, le physiocrate François

---

roi n'est qu'un homme » « j'aimerais avoir un gouvernement de spécialistes ».

Quesnay (1694-1774) « oh si je pouvais être le Quesnay du libre-échange à l'extérieur comme le docteur Quesnay fut celui du libre-échange à l'intérieur ! Il travailla à renverser les frontières économiques des provinces de France. Si je pouvais faire abattre celle des Etats de l'Europe »<sup>764</sup>.

Ainsi, d'un côté, l'imprégnation par la « culture de guerre », du fait notamment de son « immobilisation », renforce chez le jeune homme certaines tendances issues de la période précédente (un certain conformisme, un patriotisme exacerbé versant parfois dans le nationalisme). Mais d'autre part, stimulé par son sens aigu de l'observation (qui lui permet de saisir comment le conflit s'instille irrémédiablement dans tout le corps social), sa lecture critique et distanciée de la presse nourrit sa culture politique et nuance cet apparent consentement enthousiaste à la guerre (sans doute aussi à cause du tourment personnel créé par les regards qu'il sent peser sur lui). Déjà tourné vers l'après-guerre il commence aussi à développer, en ce qui concerne les relations internationales notamment, des idées moins orthodoxes. Celles-ci se fondent sur un attachement très fort au libre-échange (voir les projets rêvés avec Lecherbonnier) qui l'éloigne encore plus de l'extrême-droite, de même que contre le sa capacité (peut-être stimulée par Durkheim) à se projeter au-delà des frontières nationales qui l'amène à dénoncer le « provincialisme de l'Action française.

---

<sup>764</sup> Le 7 janvier 1915.

### **Chapitre 3. La curieuse guerre de Pierre Quesnay (août 1916 – novembre 1918).**

Enfin déclaré apte au début août 1916, Pierre Quesnay bascule progressivement dans le monde des combattants. Cette expérience constitue une triple rupture : c'est d'abord une rupture personnelle avec l'épreuve du feu, marquée notamment par le contact avec la violence et la mort ; c'est ensuite la rupture sociale avec la nécessité de plus en plus pressante de trouver une « bonne situation », hâtée par la disparition de son père, dans des réseaux amicaux et professionnels en pleine recomposition : comment Quesnay parvient-il à les entretenir ? C'est enfin une rupture idéologique autour de la question de la paix : il faut essayer de mesurer quels effets ont sur lui, l'ardent patriote, le spectacle des effets de la guerre, notamment les destructions et surtout la transformation du conflit, devenant pleinement mondial par l'irruption de nouveaux acteurs. Pourtant, au-delà même de la méfiance nécessaire quant à l'idée de rupture dans le cadre biographique, il peut paraître paradoxal de souligner de telles césures tant paraît original ce que vit l'artilleur Quesnay jusqu'à l'armistice : la brièveté relative de son expérience du front - sept mois en tout – par rapport à ses temps de caserne et d'hôpital, ainsi que son affectation dans l'artillerie, donc, en général, à l'écart de la première ligne ne limitent-ils pas la portée de son regard ? D'autre part, il faut inscrire son désir de réussite sociale dans la continuité de ses ambitions de la période précédente, se fondant notamment sur son brillant parcours universitaire. De même, son souhait d'une paix « juste » fondée sur le « Droit » n'est-il pas conforme à une des deux grandes tendances idéologiques qui l'animaient pendant la période précédente ?

## Une guerre à contretemps ?

### *Les tribulations du soldat Quesnay.*

Alors qu'il avait décrit avec force détails ses précédents passages infructueux devant les commissions de recrutement, Quesnay est peu prolix sur celui qui le voit finalement être déclaré bon pour le service, le 1<sup>er</sup> août 1916, s'arrêtant davantage, comme on le verra sur son affectation dans l'artillerie : « je veux commencer à être bref » dans ce qu'il baptise ses « carnets de dépôt n°1 ». En effet, il rejoint le 7 août 1916 la caserne de Caen, où encore dans l'exaltation d'être dans la situation tant souhaitée de mobilisé, il va apprendre les rudiments de la vie militaire. Rapidement remarqué, il retourne à Rouen les 18 et 19 septembre pour passer le concours des élèves aspirants<sup>765</sup>. Les résultats sont connus le 11 novembre 1916 c'est une « journée tournant » car il est « reçu à Fontainebleau<sup>766</sup> [...] je suis 250 sur 611 [...] 250<sup>e</sup> le triomphe d'un littéraire » : il rêve alors de « revenir aspirant d'artillerie au 43<sup>e</sup>. Aspirant d'artillerie ! Le prestige des armes montées : jamais espéré !! » Son capitaine le félicite : « vous saurez continuer la tradition des officiers français ». Un mois plus tard, le voilà donc à « Fontainebleau. [il] longe le château » pour atteindre l'école « du chic, autre chose que la nudité de Caen ! » « Je suis du groupe A2 mi-lourds mi- cavalier », mais il se trouve alors séparé des autres aspirants caennais<sup>767</sup>. Au terme de sa formation, le 4 avril 1917, il est « 4<sup>e</sup> du groupement, avec 17,19,

---

<sup>765</sup> Le 18 septembre 1916, il juge les sujets de français « intelligents “chacun doit participer à la guerre” » En histoire ils portent non sur Napoléon comme il l'espérait mais sur l'unité italienne ; en géographie il choisit de composer sur la Meuse plutôt que le Danube. Le lendemain c'est l'arithmétique puis « la grande épreuve » étude de variations pendant laquelle « les types de l'X rupinent ; nous autres, littéraires, foutus ».

<sup>766</sup> A l'école de Fontainebleau sont formés les aspirants et sous-lieutenants d'artillerie (encore 10000 en 1917) selon Michel GOYA *L'invention de la guerre moderne. Du pantalon rouge au char d'assaut, 1871-1914*, Paris, Tallandier, « Texto » 2014 (2004), p.293.

<sup>767</sup> Le 11 novembre 1916 « Découvrir nos brigades. Hélas Carton est de la 53, moi 61, très loin, bâtiment de Salonique au premier. Je m'installe près d'une fenêtre sur le parc. Retrouve Randuineau du 11, découvre ailleurs les admissibles Normale, noyau littéraire ».

merveilleux ! » « La note qui me suivra à la batterie : “très intelligent, très cultivé, du commandement. Beaucoup d’autorité sur lui-même et les autres. Fera excellent aspirant pouvant rendre de suite des services dans une batterie” »<sup>768</sup>. Il rejoint donc ensuite le 43<sup>e</sup> régiment d’artillerie fin avril début mai 1917<sup>769</sup>, il connaît dans les jours qui suivent, l’épreuve du feu sur le Chemin des Dames, avant le 9 mai 1917 de retrouver « à nouveau la vie d’arrière-front, sa fièvre, les trains de camions, les troupes qui passent, fantassins avec canons de 37, cavaliers... ».

Mais le 10 mai 1917, « du nouveau pour moi aussi : bras droit cassé. Je n’ai rien eu des éclats boches, rien aux environs du Chemin des Dames et c’est quand nous allons au repos ou tout au moins quand nous rejoignons la division que... Stupidité » d’un « empêchement dans un attelage : tout me retombe dessus »<sup>770</sup>. « On [l’]envoie sur une ambulance spéciale pour fractures », et le lendemain « on me radioscopie cassure nette, faible déplacement ». Après les premiers jours dans un hôpital près du front, le voilà dans la « kyrielle de bras cassés vers le train qui n’emporte que des couchés » pour l’hôpital de Château-Thierry où il est accueilli par « mon [cousin] René, de garde en blouse blanche »<sup>771</sup>. Le 12 juin 1917 il « écrit en gare de Orléans » car « je roule vers les châteaux de la Loire » qu’il va visiter au cours de sa convalescence à Mer<sup>772</sup> puis à

---

<sup>768</sup> On peut noter que Quesnay prend connaissance de ses résultats dès le 2 avril 1917, en cambriolant littéralement le bureau du capitaine avec un camarade, rapportant ensuite leurs résultats à tous ses compagnons de chambrée.

<sup>769</sup> Le 2 mai 1917, il est affecté à 8<sup>e</sup> compagnie « capitaine Prestat »

<sup>770</sup> Il détaille les circonstances de son accident « je montais la jolie bête noire du logis Ronjé parti en permission. Heureuse !! Déveine : l’ordre me vient d’aller en queue de colonne faire serre-file général du groupe. La bête ne voulait pas retourner sur ses pas. On m’avait prévenu. Elle pointe. Empêchement dans un attelage : tout me retombe dessus. Sensation de choc, je me relève en riant, confus seulement, mais je vois un bras qui ne m’appartient pas balloter en avant à 20 cm de l’endroit où je sens le mien. Impression extraordinaire »

<sup>771</sup> Le 27 mai 1917.

<sup>772</sup> Le caractère visiblement assez inattendu de ce convoi de blessés le 13 juin 1917 donne lieu à « l’arrivée la plus invraisemblable qu’on puisse rêver : une merveilleuse scène de revue comique ».

Blois<sup>773</sup>. Au terme d'un mois de convalescence supplémentaire obtenu en juillet 1917, il est de retour à Caen à la mi-août 1917, où il va notamment être affecté à la formation des nouvelles recrues, en particulier les élèves-aspirants. La fin de l'année 1917 est aussi marquée par la détérioration de l'état de santé de son père<sup>774</sup> qui meurt le 12 janvier 1918. Mais dès le 21 janvier 1918, Quesnay est de retour à Fontainebleau pour une nouvelle période de formation. Alors qu'il espérait pouvoir retourner au 43<sup>e</sup> d'artillerie, l'offensive allemande est, le 28 mars 1918, un « coup de théâtre formidable » « c'est la guerre de position reprise mais du mauvais côté pour nous » « et je reprends conscience d'être militaire » : d'une part « tous [les aspirants deviennent] sous-lieutenants à la date d'aujourd'hui » par décret ministériel et sans passage par les dépôts doivent rejoindre « sous huitaine » le front, dispositions que Quesnay ponctue d'un percutant « finies les allures de salon – ça va chier ! ». Après avoir attendu quelques jours à Vincennes, il est affecté au 61<sup>e</sup> régiment d'artillerie de campagne et part pour l'est le 16 avril 1918 ; le 18, « le colonel de la Boissière nous a reçus, écoutés », et affecte Quesnay au 1<sup>er</sup> groupe. Il arrive dans une unité en train d'être retirée du front<sup>775</sup> pour être déployée, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1918, dans le dispositif qui protège Amiens<sup>776</sup>. C'est là que Quesnay va connaître son expérience du feu la plus longue et la plus continue, adossé à sa « petite patrie » qu'il vient de retraverser - « les campagnes normandes qu'on quitte, blés, champs, puis cours de pommiers, puis bois, jeunes pousses. J'aime mon

---

<sup>773</sup> A partir du 23 juin 1917.

<sup>774</sup> Le 20 décembre 1917 « je me suis rendu compte que j'avais perdu père dès maintenant qu'il n'existait plus, quoi qu'il arrive de sa pauvre guenille physique. C'est infiniment dur ». Le 1<sup>er</sup> janvier 1918 « je suis de garde auprès d'un moribond. Et ce moribond, c'est papa, mon père à moi, mon cher petit papé. Quand j'analyse tout ce que contient cette idée, je souffre affreusement ».

<sup>775</sup> Le 26 avril 1918, le régiment se déplace vers la Normandie.

<sup>776</sup> La ville « redevient un objectif stratégique lors de l'offensive allemande du 21 mars 1918 car elle marque la limite entre les armées françaises et le corps expéditionnaire britannique. Foch pousse Haig à défendre la cité à tout prix et renforce l'armée anglaise de grandes unités françaises » selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*

pays, c'est si calme ça n'éveillait en moi que de souvenirs de chasse. Et voilà que je suis ces petits chemins, casqué, avec de pauvres chevaux qui doivent marcher, des hommes ayant l'habitude d'une tâche à laquelle ils répugnent, on va se battre »<sup>777</sup>. Il y récolte notamment une citation<sup>778</sup> grâce à son attitude lors d'un bombardement allemand le 8 juin 1918 ; il décrit la scène dans son carnet : « je recommençais à écrire [...]. Et tout de suite après le choc, 4 ou 5 explosions sur la crête, 4 ou 5 sur nous : je roule à terre, en me disant de me sauver la vie, la terre s'écrase sur moi, entre mes pieds s'agite le petit guideur projeté là, comment, et qui hurle – sitôt debout, je vois la flamme : 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> pièces brûlent. Et j'appelle au feu, je bondis [...] On a des allures folles à la lueur du brasier. Là-haut le Boche qui n'a plus de bombes doit râler : de rage, il tiraille avec sa mitrailleuse, on s'agite, mais à la première [pièce de la batterie] les douilles brûlent, un obus à balles explose. Tout cela fume, on est maîtres. Mais de nouveaux avions ronronnent. Je fais garer chacun, je rends compte à Chanet [...] J'étais le plus près du foyer, j'eus de la veine – mais il faut tirer [...]. Je talonne mes types en m'excusant : on déblaie, noirs comme des ramoneurs. Quelques éclats vains sur la 1<sup>e</sup>, la 2<sup>e</sup> amochée, trouée, piquetée : rien au tube mais hausse fusillée, volant amochée [...] J'ai l'idée que je viens de gagner un motif de croix de guerre. Vers la fin j'ai pensé : on verra ça ». Le lendemain il note cependant « ma vie de cette nuit m'apparaît moins glorieuse que sur le moment ». Surtout, à partir du 8 août 1918, il prend part à la contre-offensive décisive qui voit les Alliés prendre définitivement l'initiative,

---

<sup>777</sup> Le 1<sup>er</sup> mai 1918.

<sup>778</sup> La citation, à l'ordre du régiment, est datée du 29 juin 1918 (extrait de l'ordre 664) : « officier très brave et très compétent. Arrivé depuis peu à la Batterie, a su *rapidement* prendre un grand ascendant sur le personnel de sa section. A particulièrement fait preuve et de courage et de sang-froid dans la nuit du 8 au 9 juin 1918, au cours d'un bombardement de la position par bombes d'avion qui avaient incendié un dépôt d'obus, n'hésitant pas à payer de sa personne pour circonscrire les dégâts. Blessé le 10 mai 1917, à l'attaque du CHEMIN DES DAMES »



au cours du « jour de deuil de l'armée allemande »<sup>779</sup>. Même s'il ne paraît pas conscient des enjeux stratégiques globaux, Quesnay souligne rétrospectivement<sup>780</sup> qu'il est « incrédule » devant le « grondement sourd, continu » des « convois qui roulent » : « un cri "l'artillerie, laissez passer l'artillerie" ça sonne la victoire ». Fin août 1918, le régiment est transféré à l'est<sup>781</sup>, où il passe « en réserve d'armée devant être prêts à filer en camions en 6 heures, avec le chambard de l'armée actuellement, c'est une situation qui comporte de l'imprévu »<sup>782</sup>. Pourtant les derniers mois de la guerre seront relativement moins animés pour Quesnay qui note alors que « attendre les nouvelles, c'est toute notre vie »<sup>783</sup>, commentant de loin « les combats actuels [qui] doivent être infiniment plus durs que notre promenade militaire du début d'août par le beau temps »<sup>784</sup>. Même si, début novembre, il obtient sa seconde citation, à l'occasion des durs combats en vue du franchissement de l'Aisne<sup>785</sup>, on sent encore, quand le régiment prend la route « vers Toul donc vers Verdun que je vais connaître enfin, enfin ! »<sup>786</sup>, cette sorte de regret de Quesnay d'être en

---

<sup>779</sup> Selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.* envisagée depuis le premier semestre 1918, cette opération de la 4<sup>e</sup> armée britannique et de la 1<sup>e</sup> armée française (à laquelle appartient le 61<sup>e</sup> RAC) est déclenchée le 8 août 1918 entre Amiens Longeau et Péronne, permettant aux Alliés dans la journée de progresser de 10 km et de prendre 13000 prisonniers et 300 canons.

<sup>780</sup> « Là s'arrêtent mes notes. [Car] on n'a plus vécu que d'action » formule datée du 8 août 1918 mais vraisemblablement rédigée en octobre 1918 lors du plus calme séjour lorrain.

<sup>781</sup> Le 27 août 1918.

<sup>782</sup> Le 13 septembre 1918

<sup>783</sup> Le 11 octobre 1918.

<sup>784</sup> Le 2 octobre 1918.

<sup>785</sup> Elle date du 23 novembre 1918 (extrait de l'ordre 576) : « officier remarquable par son calme et son courage, n'a cessé depuis son arrivée à la batterie de donner l'exemple du devoir et du dévouement. A pris part au combat d'août 1918 devant Roye, où il s'est fait remarquer par son complet mépris du danger, s'est de nouveau distingué lors des attaques du 1<sup>er</sup> au 5 novembre 1918 donnant à tous le plus bel exemple d'entrain et d'endurance ».

<sup>786</sup> Le 15 octobre 1918.

quelque sorte passé à côté de l'événement, ici la bataille symbole de la guerre.

Ce sentiment peut être rapproché de celui qu'il ressent lorsqu'il reçoit son affectation dans l'artillerie, un certain dépit de voir le feu d'un peu trop loin pas directement de la première ligne, celle des fantassins. Il parle même de « crise de conscience » « Je passe au recrutement. Commandant Martin : “vous vouliez Caen, oui vous y êtes ; mais pas au 36<sup>e</sup> [régiment d'infanterie, caennais depuis 1901]. Le colonel vous a mis au 43<sup>e</sup> d'artillerie. Cela vous va-t-il ?” Je suis estomaqué. Je reviens annoncer : ils [ses parents] vont être heureux. Mais moi qui n'avais jamais envisagé que l'infanterie, la gloire, le galon, la croix, l'avenir... Crise de conscience : Caen bien, cheval bien, 3<sup>e</sup> corps bien pour mon cœur bien. Plus de chances d'en revenir mais non aspirant et après “petit bourgeois” »<sup>787</sup>. Sur cette affectation, a priori plus protectrice, plane le soupçon de l'embusquage déguisé, de la “combine”<sup>788</sup>, mais Quesnay se rassure vite : « non, papa n'est pas intervenu. C'est au recrutement qu'on s'est intéressé à moi : toujours le parti-pris de classe ! »<sup>789</sup> car « décidément il n'y a que d'avoir du toupet et les diplômes servent »<sup>790</sup> ; c'est l'« optimisme après la crise : je partirai content. Si je travaille, je serai peut-être aspirant. Et l'artillerie de campagne a sa gloire »<sup>791</sup>. On peut aussi souligner, à partir d'une remarque qu'il fait à propos de la prise de la côte 304<sup>792</sup>, que son affectation dans l'artillerie correspond à une tendance lourde observée pendant le conflit, l'augmentation exponentielle des effectifs de cette arme, alors que ceux de l'infanterie

---

<sup>787</sup> Le 1<sup>er</sup> août 1916.

<sup>788</sup> Celle des « camarades de Dieppe s'étaient remués et sont mieux placés que ceux de Rouen : beaucoup d'artillerie lourde. Petits bourgeois ! » Le 6 août 1916.

<sup>789</sup> Le 2 août 1916.

<sup>790</sup> Le 4 août 1916.

<sup>791</sup> Le 2 août 1916

<sup>792</sup> Le 23 août 1917 « plus d'artilleurs en ligne que de fantassins... ».

diminuent<sup>793</sup> : cette arme « attire la majorité des ressources financières industrielles, techniques et logistiques du pays. [Elle] tend à devenir la “grande puissance” de l’armée française »<sup>794</sup>. Une fois au front, Quesnay perçoit mieux les avantages de cette affectation : il note « fantassin. Je comprends maintenant ce qui surtout est appréciable chez nous : c’est l’abri et la surprise. Vivre ici en se disant que d’une minute à l’autre, sans raison, de grands diables roux peuvent vous arriver dessus, pas gai ! »<sup>795</sup>, soulignant ailleurs combien l’assaut d’infanterie, même d’entraînement, est « une image de la guerre qui ne nous est pas familière »<sup>796</sup>.

« Brusque le changement » de la vie militaire (11 août 1916).

Pour le jeune Quesnay, étudiant parisien, comme pour bon nombre des autres jeunes conscrits qui l’accompagnent, l’arrivée à la caserne de Caen est un choc provoquant un vrai « ahurissement »<sup>797</sup>. Pourtant ni le « réveil à 5H½ » “agrémenté” d’un « examen médical, vaccin »<sup>798</sup>, ni « l’instruction intérieure sur les saluts » ou les marches avec « tous les gradés [qui] veillaient, gueulaient »<sup>799</sup> n’altèrent son enthousiasme – « chic caserne tout de même » note-t-il le 11 août 1916 – même lorsqu’il est réprimandé pour ses difficultés lors des corvées domestiques<sup>800</sup>. On

---

<sup>793</sup> Selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.* l’artillerie française comptait « 437000 hommes lors de la déclaration de guerre pour atteindre 1095000 en novembre 1918, alors que dans le même temps les effectifs de l’infanterie diminuent presque du tiers ».

<sup>794</sup> Michel GOYA *L’invention de la guerre moderne, op. cit.* p.287.

<sup>795</sup> Le 29 juin 1918.

<sup>796</sup> Le 20 septembre 1918, « j’ai assisté cet après-midi outre des manœuvres de saucisse à une belle manœuvre d’infanterie, l’assaut de la croupe derrière nous. Les lignes souples de nos chasseurs déployés dans les champs, progressant par bonds de section, tirant de leurs mitrailleuses [?] sur les cibles du sommet, progressant, enlevant la crête, c’était une image de la guerre qui ne nous est pas familière ».

<sup>797</sup> Le 12 août 1916 « les vieux de l’écurie sont paternels pour nous de même que les 17 sont restés des civils se souvenant de l’ahurissement du début. Tout est bien ».

<sup>798</sup> Le 11 août 1916.

<sup>799</sup> Le 14 août 1916.

<sup>800</sup> Le 17 octobre 1916 « je continue à me faire “repérer” aux patates : pourtant j’y mets de la bonne volonté ».

sent une certaine jubilation à se préparer à la guerre “pour de faux”<sup>801</sup>, en particulier lors des exercices de tirs<sup>802</sup>. De cette formation initiale, il retient notamment l’apprentissage de l’équitation sous toutes ses formes<sup>803</sup>, sur « d’énormes hoursins d’Amérique à étriller devant le capitaine » : « je ne comprends pas que 2 ou 3 types n’y soient pas restés : mon éléphant était terrible : et quel cafouillis »<sup>804</sup>. Ainsi, pris dans une activité permanente - « ah la vie du peloton. On turbine sans arrêt »<sup>805</sup> - qui lui fait prendre de la distance avec ses émotions passées<sup>806</sup>, il considère que « rien ne me pèse, rien ne m’ennuie »<sup>807</sup>, semblant facilement accepter la hiérarchie, sur un mode quasi familial<sup>808</sup>, et avouant sans peine qu’il « aime la gloire »<sup>809</sup>. A Fontainebleau, lors de son premier séjour à partir de novembre 1916, il considère que « ma vie militaire continue bien »<sup>810</sup> dans une « chic atmosphère qu’on va quitter »<sup>811</sup>. L’enseignement dispensé y est plus spécialisé, avec la découverte des différents matériels d’artillerie utilisés par l’armée

---

<sup>801</sup> Le 4 octobre 1916 « on rit et pourtant sous peu comme ce sera sérieux ».

<sup>802</sup> Le 25 août 1916, pour la première fois, « au canon je tire : épatant notre 75 ». Le 18 octobre 1916 « je suis bon à l’artillerie, moniteur au revolver ».

<sup>803</sup> Le 12 août 1916 « on en pousse du fumier ». Le 14 août 1916 « ce matin sellage : ça va ».

<sup>804</sup> Le 16 août 1916. D’ailleurs il note le 26 août 1916 qu’il y a eu « hier un tué, 3 ou 4 fractures déjà » au manège.

<sup>805</sup> Le 22 août 1916.

<sup>806</sup> Le 4 septembre 1916 à propos de Carin lui envoyant une anthologie des lettres de leur ami Lemorton « ici l’on ne pense pas à la mort. Le fait d’y penser pour Lemorton était la preuve d’un isolement terrible ».

<sup>807</sup> Le 12 octobre 1916.

<sup>808</sup> Le 30 août 1916 il évoque un « général très gentil qui parle à chacun, très gentil » et le 22 octobre 1916 la visite du général Perruchon « général grand-papa ». Même le « lieutenant vache, pour se faire pardonner vient annoncer sortie demain » le 14 août 1916. Plus globalement il note, le même jour, que « le respect du galon par les plus gueulards [est] étonnant ».

<sup>809</sup> Le 28 décembre 1916.

<sup>810</sup> Le 1<sup>er</sup> février 1917.

<sup>811</sup> Le 6 décembre 1916.

française<sup>812</sup> mais aussi ceux de l'armée allemande<sup>813</sup>, suscitant l'intérêt d'un Quesnay qui se sait pourtant porté sur les explications techniques. Il apprécie davantage encore de pouvoir s'exercer avec les différentes pièces<sup>814</sup>.

Outre qu'il semble découvrir avec étonnement « l'importance du vin pour le soldat »<sup>815</sup>, trouvant matière pour « quelles études de mœurs ! [A propos de] la soulographie de certains sergents »<sup>816</sup>, il mesure rapidement le fossé entre le « Quesnay neuf » « quasi chauve mais pas laid »<sup>817</sup> avec le monde civil. Il souligne notamment combien la caserne est « indifférente à toutes nouvelles »<sup>818</sup>, relativement coupée des moyens d'information dont il était un grand consommateur<sup>819</sup>, il lui faudrait

---

<sup>812</sup> Le 7 février 1917 « aux hangars secrets pour examen du 105. Oh la chic matinée ! Je suis peu curieux de machines comme dit mamé, mais épaté par la précision de ces Schneider : merveilleux ! Et les 155 à tir rapide ! Et les 155 Saint Chamond ! Je garde ma préférence pour les 75 bijoux [ ? ], mais je "pige" les différences entre les nouveaux matériels lourds et nos bons vieux Banges [de Charles Ragon de Bange, officier puis directeur de la société Cail, fournisseur principal d'un ensemble complet de pièces d'artillerie pour l'armée française au moins jusqu'en 1914 selon François COCHET Rémy PORTE (dir.) *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 op. cit.*], les seuls répandus au front il y a encore très peu de temps. Entrevu aussi 75 Schneider, obus 400 et de très belles prises boches 77, 210... Côtés intéressants du métier ».

<sup>813</sup> Le 26 mars 1917 « matériels allemands : 77 105 *ultima ratio regis*. On les démonte, on apprend à les mettre hors d'usage à s'en servir aussi ».

<sup>814</sup> Le 31 mars 1917 Va « au petit jour servir des 155 » « un joli front de batterie : Saint Chamond, 2 Schneider, 1 Filloux que je pointe : le dernier, le vieux est le plus juste. Beau, cette artillerie qui remue, agit, dont on voit l'effet. Mais les régiments en 100 risquent les rossignols. Donc vive le 75, la campagne. On suivait obus montant très haut. Devant nous à 100m sous le feu, splendide au pas, viennent à traverser 3 biches magnifique contraste ».

<sup>815</sup> Le 12 mai 1917 « c'est affolant l'importance du vin pour le soldat ». Il note le 4 octobre 1916, à l'occasion d'une revue « le quart de vin du général ! Lourd alcoolisé ».

<sup>816</sup> Le 21 septembre 1917.

<sup>817</sup> Le 5 août 1916. On peut d'ailleurs noter que l'enthousiasme de Quesnay s'est traduit par une transformation physique importante (la tonte), confirmée par une photo qui figure dans les carnets, avant même son arrivée dans la caserne.

<sup>818</sup> Le 30 août 1916 « la caserne indifférente à toutes nouvelles a tressailli hier et avant-hier. Enthousiasme au réfectoire : l'Italie a déclaré la guerre à l'Allemagne et la Roumanie à l'Autriche, l'Allemagne à la Roumanie. Irons-nous ? Irons-nous ? Où ? où ? »

<sup>819</sup> Le 8 octobre 1916, « journée civile : d'abord, j'ai remis un pantalon "à plis" et puis revu "mes" journaux. [...] j'ai travaillé les cartes, je me suis mis au courant » : la lecture des journaux est au moins autant constitutive de son identité civile que ses vêtements.

même faire un effort pour « recomprendre le civil »<sup>820</sup>. Autre différence qu'il ne cessera de noter, « le langage est affolant, inimaginable »<sup>821</sup> : dès la première permission, il « raconte quelques expressions pittoresques de brigadier (baiser cul bonne Vierge, tasse à café, 36 bons Dieux pour un ciboire) »<sup>822</sup>, lors des suivantes le voilà « salant mon langage plus que de coutume »<sup>823</sup> car il lui semble avoir « des façons, un langage de soudard : ravi, face épanouie, heureux de vivre »<sup>824</sup>. Ce “salage lexical” est à rapprocher de « l'attitude crâne »<sup>825</sup> que Quesnay veut adopter une fois sous l'uniforme : on retrouve la même expression le 4 janvier 1917 quand il décrit le brassage provoqué par la guerre dans les rues de la capitale normande : « je retrouve l'animation des rues de Rouen le soir, anglais, femmes, foule, lumières. J'aime assez me sentir dans ce flot quand mon accoutrement fait de moi un point d'attention et non une terne unité faisant simplement masse. J'attire des regards, je rends des sourires, j'ai l'air crâne : incorrigible vanité ». Mais cette exaltation virile, perceptible par quelques saillies et avis tranchés<sup>826</sup>, ne l'empêche pas par ailleurs de noter, avec une certaine justesse, le bouleversement provoqué par l'irruption d'un groupe de soldats dans un univers de l'arrière très majoritairement féminin<sup>827</sup> ou de réfléchir sur le bouleversement des

---

<sup>820</sup> Le 3 septembre 1916 « nouvelles épatantes : Briand est un grand homme : victoires roumaines : Russes en Bulgarie, Révolution grecque – quel imbroglio ! Fais à notre vie, nous arrivons à recomprendre le “civil” et nous intéresser ».

<sup>821</sup> Le 14 août 1916.

<sup>822</sup> Le 8 octobre 1916.

<sup>823</sup> Le 17 novembre 1916.

<sup>824</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre 1916.

<sup>825</sup> Le 3 août 1916.

<sup>826</sup> Le 27 août 1918 à l'arrivée près de Metz « des filles, des filles. [...] Le bib aura plus de travail qu'en secteur... Gare aux accidents camarades ! Poules poules poules poules : de la fesse ! » ; le 24 septembre 1918 « les Lorraines se caractérisent par une propension exagérée à lever la cuisse, c'est certain. Du charme d'ailleurs en général, plus qu'en Normandie ».

<sup>827</sup> Pendant sa convalescence, le 23 juin 1917 à Blois « curieux tout de même cet accueil de poilus dans une ville privée d'hommes depuis 3 ans. Je m'en rends bien compte : ce ne sont pas vanteries ». L'inverse est aussi vrai : à Fontainebleau, le 15

mœurs provoquée par la guerre – ainsi le 21 juin 1917 « si l'on met de côté l'hypocrisie bourgeoise, on s'aperçoit que les mœurs n'ont guère changé depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Cela tient à ce que la vie est la vie : le peuple ne dissimule pas. [ville ?] n'a plus d'hommes depuis 3 ans. Depuis notre arrivée, toutes les femmes se jalouses et les 4/5 de nos blessés sont bien nantis. Nous sommes bien plus proches de la nature que ne se l'imaginent les intellectuels et ces choses-là sont normales et non des crimes, quoi qu'en disent les cagots » - dans une société qui semble surtout soucieuse de prophylaxie<sup>828</sup>. Il semble même adhérer, à propos de la condition féminine, à des positions relativement progressistes qu'il découvre dans la presse : « non, je ne l'aime pas cette vie qu'on nomme vie de garçon. Un article du *Pays* parle d'égalité sexuelle. Dans les devoirs et non dans les licences, je l'admettrais peut-être. Et puis tout ça, ce sont questions individuelles, chacun juge de son plaisir : haussons notre plaisir » ; le 19 septembre 1917 « Le *Pays* continue son enquête sur l'évolution féminine, les expériences des sexes, une égalité dans l'abstention ou alors dans la liberté. La morale se modifie. Pareille conception pourra naître avec l'indépendance matérielle de la femme, l'admission d'enfants naturels qui ne seraient plus une charge et ne seraient pas un déshonneur. Monde de demain ? Peut-être »<sup>829</sup>. Ainsi, en cette matière comme dans d'autres, Quesnay n'est pas aussi « changé : désintellectualisé, plus sensible, passionné » qu'il prétendait l'être en décembre 1916.

Si, notamment lors de son second séjour au front, il mesure combien « la vie d'officier a des avantages inouïs [...] Je suis un veinard tout de même. Une popote, mais ça dispense de s'occuper de quoi que ce soit : petites provisions, cigarettes, on a tout. Et nos gueuletons se posent un peu là – Un tampon [l'ordonnance] mais c'est la tranquillité assurée : il

---

janvier 1917 « une silhouette féminine, un rien et ça suffit pour mettre la brigade en joie ».

<sup>828</sup> Le 17 août 1916 « conférence du docteur sur périls vénériens !... » le 18 décembre 1916 « à l'instruction intérieure, conférence sur la syphilis ».

<sup>829</sup> Le 5 septembre 1917.

nettoie, cire, recoud et range. On s’y fait vite »<sup>830</sup>, il porte, globalement, un regard un peu plus critique sur le fonctionnement de l’institution militaire au fur et à mesure des vingt-mois de guerre qu’il passe sous les drapeaux, en particulier après sa longue convalescence. Cette prise de distance se nourrit peut-être des nombreuses périodes de doute car « oui j’ai honte de mes 10 jours de front !! Ah pourquoi, pourquoi n’ai-je pas seulement été évacué à la relève suivante !... »<sup>831</sup>. De même, le 24 août 1917, « ai-je raison de porter l’insigne des blessés ? Au fond, je sais n’y avoir aucun droit. Quand je regarde autour de moi, je me dis qu’indiscutablement je suis inférieur à tous ceux qui m’entourent. Quelques jours de front. Oh ironie ! Artilleur ! Et pas même blessé ! Je me dégoûte alors : eux peuvent traîner ici de 3 mois en 3 mois. Je n’en ai pas le droit. ». Plus subtilement encore il analyse comment sa blessure a changé sa manière d’être, à partir du moment où il s’est auto-convaincu qu’elle était une blessure de guerre : le 30 septembre 1917 « je me crois beaucoup plus, suis bien plus arrogant, vaut moins puisque mentant plus. Car au fond mon évacuation dont j’ai tant profité m’en fait-elle raconter des histoires ! J’ai fini par me convaincre moi-même de la légitimité d’une étiquette “blessure de guerre” sur ma fracture ». Craignant toujours d’être considéré comme embusqué<sup>832</sup>, il a profondément le sentiment que « pourtant que diable, je n’ai point fait la guerre ! Que diraient-ils mes grands, si depuis trois ans pour moi ils connaissaient les tranches que d’autres ont connu »<sup>833</sup>. Ainsi lors de son retour en caserne à Caen, il note « par instant, une sonnerie connu vient me rappeler où je [me]

---

<sup>830</sup> Le 27 avril 1918.

<sup>831</sup> Le 20 septembre 1917.

<sup>832</sup> Le 17 novembre 1917 « j’ai tout de même honte parfois de ma situation. Je finis par avoir tout de l’embusqué, avec mes multiples et heureuses permissions. Ce qu’il me faudrait maintenant, c’est l’Italie, des citations. Mais il est si commode de jouer et de laisser aller ». De même le 6 janvier 1918, quand il sympathise avec un grand blessé « Denis du Havre, sous-lieutenant d’infanterie, ex-interprète avec Flach, jeune, blond marié très chic. En un an, il a eu ses cinq citations et il attend la croix » mais « Devant tous ces vrais blessés là, j’ai honte ».

<sup>833</sup> Le 23 octobre 1917.



trouve, éveillant des souvenirs, mais comme je vois les choses tout autrement qu'il y a un an ! Les exigences des gradés, la discipline, tout cela me paraissait alors sacro-saint, normal. Maintenant je souris, m'étonnant au fond de la tradition qui fait ainsi traiter "le troupeau" »<sup>834</sup>. De même, témoigne de cette prise de distance vis-à-vis du monde militaire la description qu'il donne de la visite d'un officier sur le front le 3 juillet 1918, bien éloignée de la sobre version officielle<sup>835</sup> : « on devait en effet aller faire ses adieux à Von der Gnole [pour De la Goutte]. Il est venu !! Bien mieux. Mais c'est qu'il n'est pas rassurant du tout l'animal : très ému, bredouillant, il nous annonce que dans la grande bataille qui va commencer un jour ou l'autre, nous 1<sup>er</sup> groupe, archi-repéré, sommes sûrs d'être "coiffés" par un marmitage intensif. [...] Sacré la Goutte ! C'est qu'il tient à peu près le même langage à nos types dans ses adieux aux pièces ». Sans doute faut-il trouver une des causes de cet éloignement dans le sentiment d'inutilité d'un Quesnay se sentant sous-employé auprès de sa batterie : il note le 17 octobre 1918 « vivement que je sorte de cette condition, reprenne avec ma vie intellectuelle des fonctions civiles. Je me sens diminué, rabougri. Ne nous plaignons pas pourtant. Tant de mes camarades sont simples bibis, caporaux ou mécanos ! ».

*Au feu.*

Le front pendant les premiers mois de guerre, encasernés, du soldat Quesnay semble encore un horizon lointain. Il devient cependant moins irréel par la description qu'en font ceux qui l'ont connu<sup>836</sup> et par la

---

<sup>834</sup> Le 18 août 1917.

<sup>835</sup> Donnée par le Journal de Marche et d'Opérations de la 1<sup>e</sup> batterie du 61<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie de Campagne, consultable sur le site Mémoire des hommes : « Le colonel De la Goutte, commandant l'AD/42, et appelé à de nouvelles fonctions, vient faire ses adieux au Régiment. Devant le commandant Faure, commandant le régiment, le commandant Caffrin, le Commandant Misserey et les officiers réunis au premier groupe, il retrace en quelques mots le bon travail effectué grâce au concours dévoué de chacun. Avant de quitter la position, le colonel tient à parcourir les batteries ».

<sup>836</sup> Le 21 décembre 1916 la soirée est occupée par les « récits noirs » de Mignot qui raconte le front « ses impressions d'horreur sous le bombardement près des copains

découverte des effets des armes sur lesquels il est formé<sup>837</sup>. Il faut aussi remarquer, à Fontainebleau, des conférences où est répété sans cesse le but ultime de ces armes : « un capitaine emballé, terrible sur les gaz asphyxiants. Tuer du Boche, tuer, tuer. Là nous avons l'avance. Tue tue... Affreux mais forcé ! »<sup>838</sup>. Il semble encore prendre la même distance le lendemain au théâtre « gaz. Autre type même cynisme. Nous sommes seuls à employer l'oxychlorure ou du moi l'acide cyanhydrique obus. Les nappes, la vague, affreux. En sortant on nous racole pour aller à pied au polygone servir les 90 pour la 61. Je reste spectateur : fumées formidables ! Débouchage curieux, obus à corps foré comme vermoulu ! » Après la formation, vient la montée au front, qu'il apparente aux « adieux au monde civilisé »<sup>839</sup>. Il faut traverser « ce grouillement de vie d'arrière-front »<sup>840</sup>, là où « on expédie les dernières cartes avec noms de localités »<sup>841</sup>, là où surtout « on la sent ici la guerre dans ce printemps. Toute la matinée, c'est un roulement continu, barrages et explosions et tac-tacs : des vingtaines d'avions par escadrilles, des éclatements autour de certains : des boches ». Et si cette perception différente, en particulier sonore, ne suffit pas, c'est aussi là que les

---

fauchés ». Le 26 décembre 1916 il « remonte causer avec Mignot des impressions de guerre : *Le Feu* de Barbusse, très vrai » : on peut remarquer que l'avis de son camarade "vétérant" vaut autant pour lui-même que comme confirmation de la véracité d'une œuvre romanesque.

<sup>837</sup> Le 29 mars 1917 « devant les généraux anglais, on mettait en action les lance-flammes », Quesnay est alors « gêné » de la « tuerie bien inutile » de chiens par obus à cyanure devant « huiles », décrivant assez précisément l'agonie des animaux. De même le 6 mars 1918 « nous assistons comme l'année dernière aux expériences des lance-flammes, nettoyeurs de tranchée – c'est affreux » notamment car là encore des chiens sont sacrifiés.

<sup>838</sup> Le 26 mars 1917.

<sup>839</sup> Le 17 avril 1918 « dîner à bon vin, pour les adieux au monde civilisé. Troupe de femmes harcelant les dineurs qui sortent ».

<sup>840</sup> Le 30 avril 1917 « Deux trains de tanks. J'en ai vu et touché : petits, camouflés. 19 dans l'un 10 dans l'autre, ont donné à l'est de Craonne. Résultats secondaires : pertes, marais et terrains enflammés par l'ennemi » « Château [Thiery] En bas ! Partout des régiments d'infanterie qui cantonnent : du 74. Et parmi ces types beaucoup dans 8 jours seront tués. Ce grouillement de vie d'arrière-front, ces ordres contrordres et dire que tout marche alors que chaque soldat ignore ce qu'il fait et pourquoi ».

<sup>841</sup> Le 18 avril 1918.

soldats plus expérimentés « évoquent les montées à Verdun, dans la Somme : était-ce plus tragique ? Ces fronts plissés, cette dureté des masques chez des gens par principe optimistes, mais “qui ont vu”, “qui savent”, cela me frappe »<sup>842</sup>. Dès sa première expérience du feu, ce que Quesnay en « voit » c’est d’abord ce qu’il en entend : « j’étais sourd de notre pétarade » « à la nuit, [...] le feu roule. Les mitrailleuses tamptampent, nos 370 ronflent »<sup>843</sup> et encore le lendemain on retrouve toute une gamme d’expressions pour définir les différents sons du front « la danse était commencée. Miaulements : éclatements. Les 150 arrivaient entre PC et nous. Pas repérés pourtant mais ils battaient la crête. Mon baptême du feu. Je suis monté avec Draguet. [Les obus allemands] éclatent à gauche sur crête et dans les bois vers la 7<sup>e</sup> batterie. Claquant dans les branches d’assez gros éclats. Il nous en cingle hier de très fins éclats sur nos casques dans une lutte d’avions. » « Ils claquaient, les éclats : une fonte aciérée, saloperie. Quel hasard et quelle veine, la guerre ! [...] Ici, marmitage en règle ». Progressivement les autres sens sont sollicités, y compris l’odorat pour rendre compte de l’expérience totale qu’est le combat : « l’attaque du 5, je l’ai vécu » « la moisson, mon herbe, tout sent la poudre. Je suis bien plus sourd qu’après un bain de mer » « c’est ça la bataille... Et quelle doit être l’émotion des fantassins en face se préparant à attaquer » « et les flammes jaillissent précipitées. Eclairs sinistres, sourds, fous... Cadence énorme »<sup>844</sup>. Ensuite, alternent dans ses descriptions, images en particulier nocturnes, qui souvent mettent l’accent sur les corps des servants des batteries<sup>845</sup>, et impressions

---

<sup>842</sup> Le 3 mai 1918.

<sup>843</sup> Le 3 mai 1917.

<sup>844</sup> Le 5 mai 1917.

<sup>845</sup> Le 8 mai 1918 « cette vision des hommes plaqués contre la terre pendant que le monstre s’agite, cet éclair brusque qui vous aveugle, ce bruit assourdissant... c’est formidable ! », le 11 octobre 1918 « et dans le noir, éclairés aux reflets des coups voisins, ces corps tendus dans l’effort. On tonne »

sonores<sup>846</sup>, pour essayer de décrire combien est « sinistre, grandiose cet enfer !... Les lueurs assourdissantes dans la nuit »<sup>847</sup>.

Mais d'autres passages, souvent les mêmes jours donnent une autre impression du front tel que le vit Quesnay : ainsi le 3 mai 1917, le jour de son « baptême du feu » précédemment évoqué, Quesnay note « le temps merveilleux. Toute la journée passée couchée sur l'herbe sous les pommiers. En ce moment le tir ennemi a repris. Il nous a dépassés, tape à droite sur la route. Beau spectacle et qui ne m'empêche pas d'écrire ces lignes »<sup>848</sup>. L'expérience du feu semble alors plus douce. C'est le cas en particulier à l'été 1918 quand le 61<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie de Campagne participe à la défense d'Amiens : « sacrée chaleur, bon Dieu, sacré chaleur ! [...] Je plains mes types qui posent le barbelé ou qui piochent le boyau [...] Hannequin nous gâte toujours d'excellents petits plats tartes variées ou bien, omelettes aux confitures [ ?]. C'est en cela que consiste actuellement la défense d'Amiens, passer les journées à bouquiner, en chemise, nue tête, les pieds dans des chaussons (les miens datent de Nancy et sont fort rapiécés). Non mais voyez-vous la tête des civils !! » donc « on se plaint mais quand je compare mon existence à la pauvre vie de mes très chers là-bas, quelle veine j'ai tout de même ! Le malheur c'est qu'après-guerre, cette belle aisance dorée ne se poursuivra pas »<sup>849</sup>. Un peu plus tard, ayant décrit « la chic installation ! » construite « avec goût » dans laquelle « nous sommes les heureux touristes » il se demande : « est-ce bien le front ? Pas un coup de canon sous le beau ciel, pas un homme en casque, des civils »<sup>850</sup>.

---

<sup>846</sup> Le 12 juillet 1918 : « un roulement ininterrompu précipite des notes basses – la lourde – les sifflements, des éclatements aussi, fameux concert. [...] La vallée vibre, pleine de fumée ».

<sup>847</sup> Le 6 mai 1917.

<sup>848</sup> Le lendemain encore si « la nuit fut dure. Interdiction formelle maintenant de coucher sous la tente », la journée fut manifestement plus bucolique : « Dans le bois j'ai écrit, violettes, pervenches puis remonté le boyau ».

<sup>849</sup> Le 7 juillet 1918.

<sup>850</sup> Le 28 août 1918.

Pourtant il serait injuste de réduire la guerre de Pierre Quesnay à une joyeuse et indolore « promenade militaire ». Il connaît aussi directement l'expérience de la blessure et son corollaire l'hôpital militaire - « au quartier des sous-off, dans une grande salle où sont Sénégalais splendides, arabes... Infirmière douce et distinguée. Toutes fractures ouvertes, certaines atroces, notamment celles d'un adjudant mon voisin ou d'un médecin auxiliaire, mon vis-à-vis. J'arrivais avec mes tuyaux, j'ai été touché de la gentillesse de tous pour cet artilleur accidenté qu'ils regardaient tout à fait comme un des leurs et plaignaient affectueusement »<sup>851</sup> - peuplé de « martyrs »<sup>852</sup> où il découvre, notamment la nuit, le « côté lugubre de la guerre »<sup>853</sup>. En outre, c'est dans l'hôpital bombardé le 5 juin 1917, qu'il voit ses premiers morts de guerre : « j'ai supporté mieux qu'eux le spectacle de cet amphithéâtre. Mes premiers tués de guerre. Pauvres corps désormais sans vie » « le sol est tout rouge : on patauge dans le sang. De la cervelle tombe d'un crâne. Les tout habillés sont terrible. On promène un pied chaussé : à qui est-il ? Une braguette ouverte laisse voir des intestins... rien d'autres. Surtout l'employé de chemin de fer exsangue aux deux jambes broyées : zones de chair et zone de velours : des mouches » ; alors il fixe ses « impressions sans sadisme. J'ai eu du respect en entrant. Nobles immobilités !! Et j'ai regardé au-dessus : pourquoi plus de vie. La vue ne m'émeut point ! Seule la pensée atroce des familles qu'attendent ces permissionnaires. Si l'aviateur réalisait ces conséquences, il garderait sa bombe, mais moi l'artilleur !... Pour ce sentiment d'humanité, peu importe que ce soient des Français : je n'y ai pas songé. Mais en sortant nous étions recueillis : *Time unam* disait le cadran solaire, crains une de

---

<sup>851</sup> Le 11 mai 1917.

<sup>852</sup> Le 22 mai 1917 « j'écris beaucoup ce soir donnant à Mme W et à Mignot l'exemple du courage et du bon accueil des martyrs d'ici. Quelle différence avec les civils ! »

<sup>853</sup> Le 11 mai 1917 : durant la journée « on ampute, on trousse, on opère et je trouvais finalement excessif l'intérêt que j'excite. On me photographie avec tous nos toubibs », pendant la nuit « on coupait une jambe, le type hurlait en bête ». Le 12 mai 1917 « atroces martyres, cris, gémissements. Horreur ! Après cela, le fond d'optimisme qui règne est admirable ».

ces heures-là. C'était une conclusion toute trouvée à point ». Quand il retourne au front, au printemps 1918, il est confronté plus régulièrement au spectacle de la mort<sup>854</sup> mais il est très rare qu'il ne commente pas cette expérience, ne serait-ce que pour souligner sa relative indifférence<sup>855</sup>. Avec la reprise de la guerre de mouvement, les funestes images sont encore plus fréquentes, provoquées par des combats acharnés<sup>856</sup>, souvent au corps-à-corps, forme de violence inconnue de Quesnay : « deux ou trois boches étendus là, à droite au bord de la route : l'un a une baïonnette qui le cloue... à gauche dans la plaine, un de nos fantassins bleus, des fusils. Une minute dégrisé, j'abhorre la guerre. Mais tout de suite repris »<sup>857</sup>. Jusque dans les derniers jours de la guerre, il est confronté, dans les airs<sup>858</sup> comme au sol, au spectacle de la mort rendue encore plus visible par la lenteur accrue avec laquelle on enterre les cadavres<sup>859</sup> et toujours il manifeste la même empathie pour les victimes

---

<sup>854</sup> Par exemple le 29 juin 1918 « un pied de macab sort du parapet, chaussure pleine de matière noirâtre, terreuse, élastique et molle. Cela me fait quelque impression d'abord, mais le pied sert d'assise pour grimper dans la cour ».

<sup>855</sup> Le 6 mai 1918 après l'explosion d'une pièce « un type en sang passe foutu sur un brancard, 3 autres sont tués en morceaux, débris de culasse et de chair ont voltigé partout. Il y a des flaques de sang : le sous-lieutenant pleure. Et les pièces reprennent leur tir, nous silencieusement notre déjeuner. Pauvres types ».

<sup>856</sup> Le 9 août 1918 « et nous passons surtout, leurs lignes d'artillerie à eux. Tous ces 77 allongés du plateau, beaux canons genre du nôtre. Parfois leurs servants sont là, morts. Il y eut des braves : cette pièce a été sortie de sa casemate, braquée sur un tank. Elle a tiré, tiré... Drames. Mais le boche fut surpris il ne pouvait parer un pareil coup ».

<sup>857</sup> Le 1<sup>er</sup> septembre 1918.

<sup>858</sup> Le 30 octobre 1918 « au-dessus de ma tête crépitements : six Boches attaquent un des nôtres ; ah le pauvre ! On a vu le corps projeté hors de l'avion, le grand plongeon bras en avant et jambes ouvertes. L'oiseau pique lui, se redresse seul, passe très bas, au-dessus des maisons, va s'abattre de l'autre côté de la rivière. J'hésite à m'y rendre. Ce n'est pas mon affaire ».

<sup>859</sup> Le 7 novembre 1918 « mais pourquoi, Seigneur, ne pas avoir enterré encore ces malheureux Boches, violacés, ou thorax ouvert là dans les fossés. Bien plus ! Des français maintenant. Oh douleur ? [...] ces mains crispées, sortant d'une capote bleue, ces blocs de boue. Là, 2 masses, un fusil mitrailleur à côté. Et les familles, o Dieu, qui attachent tant d'importance à ces pauvres restes. L'armée les catalogue épaves. Qu'on nettoie donc alors, qu'on nettoie, à gauche au bord du bois, toutes ces taches bleues. Et là un genou violacé qui troue une capote. C'est horrible. On passe indifférents en apparence, le cœur serré ».

quelle que soit leur nationalité : ainsi le 2 novembre 1918, il décrit un champ de bataille où la veille un assaut d'infanterie, mal mené, a été particulièrement sanglant, soulignant, non seulement la bravoure des soldats allemands, mais aussi la commune humanité de tous les combattants : « 25 corps des nôtres encore, sang écaillé, rictus, alliances. Pauvres ! Tout l'équipement d'un lieutenant. Et dans le petit bois soudain, je tombe sur un nid de cadavres : plus de 30 allongés, raidis, oh que c'est triste. On s'était un peu infiltré par la gauche dans un boyau où ils balancèrent des torpilles l'après-midi : du sang, de la cervelle. Tout près de la tranchée boche, des fusils contre tanks, énormes, des morts. Il y a un beau garçon grand blond, allongé dans son trou comme assis, près de la merde qu'il avait faite ; enfin là quelques Boches descendus, c'est comme un soulagement. Sur le dos, bras ouverts, jambes droites, un officier col haut. Visage énergique, très jeune, petite moustache noire, derrière la tête un grand trou. Près de lui casque, casquette : j'ai pris les insignes de cette dernière. C'étaient des as, ces gens-là qui sacrifiés se défendaient si bien pendant que l'armée filait. Et c'était des hommes hélas ! Il traîne un nombre invraisemblable de lettres, cartes affectueuses d'enfants de parents, des Bibles... ».

Cette sincère empathie pour toutes les victimes des violences du front<sup>860</sup> n'empêche pas Quesnay de faire correctement son métier de soldat : le 6 mai 1917, quatre jours à peine après son arrivée, il note « j'ai donc présidé au départ de 1000 obus ce soir »<sup>861</sup>. Il lui arrive même

---

<sup>860</sup> Le 31 mai 1918 « le Bréguet de ce matin est vengé. Nous avons vu au-dessus du bois de Gentelles le coup de chance qui voulut qu'un obus mit en deux un avion boche. Les pauvres types tombèrent comme deux alouettes piquent. Je les suivis, c'était tragique. Et puis lentement, les ailes en tournoyant, planant s'en vinrent au sol... Se tuer quand il fait si beau, que tout sourit ».

<sup>861</sup> Même décompte presque le 12 juin 1918 « j'ai tiré à toute allure de 11 à minuit ½, 300 coups ! Notre consommation actuellement est formidable ! Les pièces chauffent, suent, la 4<sup>e</sup> n'en peut plus mais. Et tout cela en 1H½ moins le temps des avions. Car dans la belle nuit étoilée, ils lâchent leurs perles ou plutôt leurs crottes bruyantes, les salops »

parfois d'actionner directement la pièce<sup>862</sup>. Il avoue trouver un certain plaisir dans l'accomplissement de ces tâches<sup>863</sup>. Il décrit ses camarades de combat prenant une « mentalité de guerriers » qui exclut la pitié : « je connais là une mentalité de guerriers : pour eux, de petites choses ont pris une grosse importance et certains sentiments aussi leur sont fermés : humanité vis-à-vis des prisonniers boches par ex[emple] ». Parmi les symptômes de ce durcissement, on peut noter, le 17 juin 1918, que à la nouvelle de tirs d'ypérite sur l'ennemi, les « types [de sa batterie sont] enchantés ». Autre changement le 28 avril 1918 « à table conversation très gauloise sur les impressions de jouissance, les souvenirs d'adolescence, la marrainage. Montigny est bien le rabelaisien parfait. M'a-t-il paru "cochon" comme il le craint ? Non, mais cette sincérité de mœurs toute 16<sup>e</sup> siècle, me semble encore un produit de la guerre »<sup>864</sup>. Lucide il se découvre lui-même transformé par l'expérience du front, selon un processus correspondant bien au processus de brutalisation : « quelle extraordinaire mentalité : on voit des types au loin, bois d'Hollan par exemple. La seule pensée, c'est "merde, ils sont trop loin". On ne voit plus en eux que des objectifs et pas des hommes. Et pourtant on se souvient qu'ils sont des hommes pour prévoir leurs mouvements, rire, s'attendre à leur plat-ventre, aucune haine d'ailleurs : c'est uniquement une déformation d'esprit d'artilleur : à Gentelles, je me souviens avoir ri de la hâte de petites silhouettes françaises à s'éloigner des 150 »<sup>865</sup>. Mais cette description apparaît elle-même comme une mise à distance, permettant l'analyse, elle-même très juste avec la qualification d'« extraordinaire » au sens premier, la question de la motivation de cette « déformation d'esprit » une fois la « haine » écartée. On retrouve la même démarche le 22 juin 1918 : quand « on riait de si bon cœur quand

---

<sup>862</sup> Le 16 mai 1918 Comme il dispose de trop peu d'hommes « j'ai fait tireur aux 3 pièces présentes (la 2<sup>e</sup> est partie à l'équipe). J'ai tiré la ficelle, lancé l'obus sur le Boche ».

<sup>863</sup> Le 10 juin 1918, « jamais je n'ai autant tiré... et ravi ».

<sup>864</sup> Le 23 avril 1918

<sup>865</sup> Le 15 juin 1918.



les éclatements étaient proches » des « petites silhouettes qu'on faisait s'agiter, courir » ; il cherche à caractériser cette « étrange déformation morale : la notion d'objectif sous un sens tout nouveau ! C'est que je les ai eus au poil, les Boches ! [...] Emmerdons-les [...] Et j'ai même pris malin plaisir à les sonner [...] Et quand une silhouette paraît, on téléphone et attention ! Les rires des chasseurs, le plaisir des téléphonistes émoustillent. J'ai obtenu des coups devant des pauvres types qui allaient arriver, demi-tour, mais le fauchage met quand même le 2<sup>e</sup> coup devant eux. Les pôvres ! Certainement j'en ai effrayé. On en a vu disparaître dans un boyau [...] comment leur en vouloir après s'ils s'amusent eux aussi à tirer au lapin » ; il met davantage en avant alors le rôle du groupe qui « émoustille » et souligne encore la réciprocité du phénomène (dernière expression) qui permet *in fine* un rapprochement entre les combattants ennemis. Ainsi, on peut sans doute parler d'une brutalisation limitée et consciente de Quesnay. Peut-être en trouve-t-on une des explications dans la description qu'il fait des prisonniers allemands qui se rendent le 1<sup>er</sup> septembre 1918 : « j'entends mes types rire, plaisanter les vaincus, et je me retrouve intellectuel, ému au passage, respectueux de douleurs qui peut-être n'existent pas », la suite de la description - « mais voici un autre spectacle : les files de prisonniers qui rappellent : certains ont encore leur gros casques, ils viennent libres, sans escorte, la plupart riant à nos types qui se sont réveillés du coup, pleins d'enthousiasme. Il en vient, il en vient [...] Et en passant devant les tubes, que flattent en riant nos hommes, ils témoignent de leur joie. Les rosses ! Alors, leur capture ferait plaisir à tout le monde ? Non une image noble et triste. Leur commandant de compagnie, un vieux capitaine aux cheveux gris passe, seul, tenant à la main son casque. Il nous regarde, il examine tout, repart. Figure expressive, intelligente et digne. Nul n'aurait pensé à l'insulter, j'aurais aimé lui serrer la main. Il s'est défendu comme un lion, maniant lui-même la mitrailleuse ». - avec notamment le portrait du vieil officier, montrant aussi combien il conserve une vision héroïsée de l'affrontement.

## La vie militaire, entre « chic » et nécessité d'une « situation ».

*Dans la vie militaire « je veux individuellement me faire remarquer par chacun »<sup>866</sup>.*

Si Quesnay, lors de son encasernement caennais, note bien l'hétérogénéité sociale des incorporés<sup>867</sup>, il souligne assez rapidement, parfois de manière un peu méprisante<sup>868</sup> combien les jeunes hommes se regroupent par affinités intellectuelles et sociales<sup>869</sup>. Mais plus que de se livrer à une analyse sociologique, ce qui lui importe surtout c'est « de prendre sa place »<sup>870</sup>. Il est renforcé dans cette prétention par l'attitude des officiers qui le repèrent très vite à cause de ces diplômés<sup>871</sup>. D'ailleurs, alors qu'il goûte certaines journées « plus intellectuelles que “militaires” »<sup>872</sup>, il cherche à retrouver le même type de relation qu'il avait dans la vie civile : « je suis vraiment très bien avec lui [le maréchal des logis Floch] : ce ne sont plus des rapports militaires mais civils et il a pour moi plus qu'une vague estime. J'ai retrouvé partie de la considération qui s'attachait au très bon étudiant »<sup>873</sup>. Il semble acquérir

---

<sup>866</sup> Le 25 avril 1918.

<sup>867</sup> Par exemple quand il note le 12 août 1916 « je suis très bien vu des copains, gentil avec mes petits charretiers (j'écris pour un qui ne sait comment remercier) causant électricité avec Aubin et Huet ».

<sup>868</sup> Le 17 août 1916 « le matricule s'individualise » « les conscrits à profession agricole retournent chez eux pour 12 jours » donc « la chambrée ira mieux » ou encore le 18 août 1916 « grande gaieté en cantine : tous intellectuels. Les autres en chambre font manille ».

<sup>869</sup> Le 14 août 1916 « connaissance des X et autres Parigots de la 98 ».

<sup>870</sup> Le 14 août 1916, il note que, dans la chambrée, on éteint la lumière « qu'avec ma permission. J'ai pris ma place ».

<sup>871</sup> Le 14 août 1916, « Sorré veut que je prenne de l'autorité sur les hommes, empêche de cracher etc... » Le lieutenant « “ah c'est vous le docteur. Je voulais vous appeler” ». Le 22 août 1916 « Leullier m'autorise [à sortir pour toucher un mandat] et je me promène avec lui “vous qui êtes bien élevé comprenez : je ne laisse pas sortir parce que cafés vérole. Mais votre nom sera donné vous sortirez pour travailler EOR ; en tout cas brigadier dans 6 mois” ».

<sup>872</sup> Le 28 août 1916 « bonne journée, plus “intellectuelle” que militaire ». Voir aussi le 1<sup>er</sup> octobre 1916 « un jour hors du service. Journée rétroactive. Du rêve. Je n'étais plus soldat ! »

<sup>873</sup> Le 27 octobre 1916.

une certaine popularité auprès de l'ensemble de la caserne<sup>874</sup> et, à la veille de partir pour Fontainebleau, il avoue être « un peu ému au réfec[toire] avec ces bons types qui ont ignoré ma vie mais dans la vie desquels je me suis inséré : on va les quitter »<sup>875</sup>. A Fontainebleau, le processus semble le même : une fois familiarisé avec un public géographiquement plus disparate<sup>876</sup>, il cherche des aspirants au profil similaire au sien<sup>877</sup> puis « acquier[t] une certaine situation » parmi eux : le 13 décembre 1916 « A table cependant, je suis sympathique à mes voisins, cause et cherche à leur donner “envie de moi”. J’acquiers une certaine situation dans la carrée. J’observe encore : bientôt je choisirai mon groupe. Sylvain mon vis-à-vis, l’africain est un bon drille à culot et jugeotte. Reymond mon voisin, un très intelligent bluffeur. Randuineau, Honoré, Sauerbach, Concarré, Turquet, Joli-Laferrière, presque tous [ill.] sont de timides, sérieux que je fréquente assez » ; le 28 décembre 1916 « mon silence “calme” fait assez d’impression sur les types. J’acquiers un prestige qui n’est pas seulement dû à ma fonction de ss-brigadier » temporaire. Dans un cadre où compte surtout la « diplomatie : savoir se faire voir. J’y travaillerai »<sup>878</sup>, Quesnay semble donc pouvoir compter sur l’appui d’une large part de ses condisciples car il a « pris dans la brigade un grand très grand prestige : je suis le moins contesté de

---

<sup>874</sup> Le 19 octobre 1916 « je suis de mieux en mieux avec tous : très connu, très populaire en partie parce que allant à la soupe, causant gentiment, aidant les types “pas fier”. Chacun s’enquiert de mon concours d’E[lève] A[spirant], fait des vœux à la moindre occase, des tas de poilus que je ne connaissais pas me donnent un coup de main ».

<sup>875</sup> Le 13 novembre 1916.

<sup>876</sup> Le 11 décembre 1916 « vie à laquelle on se fera. Isolé pourtant en carrée : accents du midi : 20 – je range et me tais » ou encore le lendemain « Je me tiens encore à l’écart observant : les accents et caractères méridionaux de ma carrée m’effraient... Je ne sais pas, mais je ne puis me dire que je vivrai toujours avec ces types. J’imagine que c’est provisoire et ne me fais rien pour me rapprocher d’eux ».

<sup>877</sup> Le 12 décembre 1916 « je cherche les 32 dont beaucoup sont des boursiers de licence admis avec concours spécial. Des littéraires ! ».

<sup>878</sup> Le 11 janvier 1917 « deuxième mois ! » donc reste « 120 jours et la fuite. Ça ira. Nous savons maintenant les coefficients : les cours comptent fort peu. Notes de l’instructeur et des tirs avant tout. Diplomatie : savoir se faire voir. J’y travaillerai ».

tous les types, unanimité touchante de sympathie »<sup>879</sup>. A rapprocher du 16 janvier 1917 « nous sommes isolés, Mignot, Sauer, Durand et moi. On mange des rillettes en balistiquant, ce sont les mieux et parmi eux j'ai l'agréable impression de mon prestige » le même jour il note « *magister dixit* » à propos de ses avis littéraires que l'on sollicite ; de même le 6 février 1917 « Désormais repéré maintenant ! Tout le temps sur la sellette. "l'homme universel notre Quesnay national" dit Durand » ; les capacités sociales de Quesnay déjà observés lors de sa vie étudiante, semblent bien se confirmer pendant cette période (on remarque d'ailleurs les occurrences du terme « diplomate ») avant de se révéler un instrument important pour son action d'expert. Même si le trajet vers son unité lui a permis de briller parmi des jeunes gens de son milieu<sup>880</sup>, l'arrivée au front est plus délicate<sup>881</sup> : « pour mes officiers, je suis chef de section, gradé comme les autres : aucune parole de sympathie. Aucune relation en dehors du terrain »<sup>882</sup>, l'appui sur un savoir universitaire ou équivalent (la formation d'aspirant) ne semblant plus suffire pour lui garantir une considération suffisante. On peut noter combien, quelques instants après sa blessure, Quesnay est soucieux d'avoir « bon air » : le 10 mai 1917 au premier poste de triage « pour tous, je suis le lieutenant : et mon bras en écharpe, casqué, j'ai très bon air... Pauvres types boueux et sanglants... majors d'une affabilité remarquable ». Cette blessure le renvoie dans un monde parfois entre univers civil et militaire où, non seulement son

---

<sup>879</sup> Le 29 mars 1917.

<sup>880</sup> Le 30 avril 1917 dans le premier train qui l'emmène vers le front « nous étions debout dans le couloir de 2<sup>e</sup> d'un train de permissionnaires retour. Types très chics des 85 ! parlant de Paris, des théâtres lisant *la Vie Parisienne*, très intelligents, un jeune genre Berger. Là encore j'ai brillé comme civil et comme bleusard, me servant pour la première fois de mes tuyaux d'école leur parlant de leurs pièces ou donnant des renseignements. On pouvait voir que je n'avais pas galon sans connaissances ».

<sup>881</sup> Dès son arrivée à la batterie, le 2 mai 1917, il note à propos de son maréchal des logis « un peu rogue » « qu'il faudra de doigté ! Rien que pour être admis ». De même le 6 mai 1917, il regrette à propos son capitaine « si j'étais tombé avec un autre qui plus calé aimât instruire au lieu de craindre les jeunes gens de l'Ecole et de vouloir tout leur faire oublier en les pliant "au métier" qui est la tenue, pour tout vieil adjudant. Heureusement, j'aurai les lieutenants, heureux eux de m'instruire ».

<sup>882</sup> Le 9 mai 1917.

sentiment de supériorité sociale est renforcé : « je constate tout de même la différence des genre de vie entre le peuple et nous. Je les écoute. J'entendais Benneton, un petit zouave admis dans notre annexe, épais garçon boucher dans le civil. Qu'est le bonheur pour ces gens-là ? Ont-ils vraiment jouissance à dépenser en gueuleton, en pinard, 10 fois ce que nous y mettrions. La consommation du moment au lieu du plaisir dans le temps : c'est une différence de mentalité cela »<sup>883</sup>. Mais il peut plus facilement y user de ses atouts de brillant étudiant parisien<sup>884</sup> : ainsi, lorsque dans les derniers jours de son séjour tourangeau, il est invité à la « garden party de Mme Carl » « nous étions l'armée française et j'ai plutôt été le plus brillant » ; il avoue alors : « est-ce mon éducation féminine mais j'aime ces après-midis dites mondaines [...] Je préfère cela aux grossièretés dites masculines » mais regrette de n'être ni peintre ni musicien et veut perfectionner « mes petits talents littéraires et de conversation, car décidément dans ce monde-là, le mien demain, je ne me maintiendrai qu'ainsi, non par la société des hommes seuls »<sup>885</sup>. Ce n'est pas lors de son second séjour à Fontainebleau qu'il semble pouvoir développer de tels dons, car le milieu est étroit, d'où « un cours de mazettes : on les traite disciplinairement, on exige mot à mot des nouvelles définitions angle au niveau, angle de départ car le règlement est changé ! Mais j'espère que ma situation me vaudra des égards »<sup>886</sup>. Par contre, son second séjour au front est socialement plus fructueux notamment grâce à sa bonne éducation car « ici cela fait énormément »<sup>887</sup>. Il semble être au sein de la batterie un élément

---

<sup>883</sup> Le 24 mai 1917

<sup>884</sup> Le 9 juillet 1917 « J'aurai vécu ces derniers jours à Blois avec l'impression aimable d'une vie mondaine qui reprenait ».

<sup>885</sup> Le 24 juin 1917.

<sup>886</sup> Le 22 janvier 1918, il développe ensuite « les types me rasent à table. Il va falloir nous grouper entre nous, les blessés, éviter l'assimilation » « quitter ce bordel, bon Dieu, partir !! » donc le 25 janvier 1918 il repère un nouvel aspirant blessé « très chic et très cultivé » neveu du général Bernard.

<sup>887</sup> Le 21 mai 1918.

modérateur, tant vis-à-vis de ses hommes<sup>888</sup> qu'avec les autres officiers, entre lesquels il fait montre de diplomatie pour préserver la bonne ambiance générale<sup>889</sup>. Sa citation le comble d'une « joie de gosse » même si « j'affecte de ne pas avoir l'air trop heureux, car enfin rien d'extraordinaire ne s'est passé. Mon motif est très chic »<sup>890</sup>.

Il y a du « chic » aussi parmi certains des camarades de caserne puis de combat dont Quesnay se rapproche. Ainsi dès Caen, « notre logis est épatant : licencié en droit, millionnaire dans la confection dit le brigadier ? Berger est un grand nerveux, cultivé et spirituel, Mulot est très intelligent, me plaît beaucoup : nous chercherons une chambre ensemble. Prisjean et Hervien sont de notre monde, mais à la Vilbois et Ledos »<sup>891</sup>. A Fontainebleau, se confirme l'impression d'un milieu particulier, peut-être favorisée par la nature de l'artillerie, arme plus scientifique : « j'écoute ces fils d'industriels discuter sur l'industrie de guerre. Très intéressant »<sup>892</sup>. Dans ce « monde intéressant »<sup>893</sup>, malgré ses tendances au moins antiparlementaires<sup>894</sup>, les connexions avec l'autre vie de Quesnay, celle de brillant étudiant parisien, ne manquent pas<sup>895</sup>. Parmi eux, après l'affectation dans les différentes unités, il reste en

---

<sup>888</sup> Le 27 avril 1918 « les hommes commencent à me connaître : pour un manquant une permission, on vient me trouver, moi. Je m'installe bien à la batterie ».

<sup>889</sup> Ainsi, le 18 mai 1918, dans un climat de « nervosisme » général, il travaille à la « réconciliation » dans le groupe, concluant par « je suis bien vu de tous ».

<sup>890</sup> Le 1<sup>er</sup> juillet 1918.

<sup>891</sup> Le 14 août 1916.

<sup>892</sup> Le 15 janvier 1917.

<sup>893</sup> Le 7 février 1917, « l'oncle de Sauerbach, industriel métallurgiste qui faisait canons boers (tête à prix 125000) monde intéressant ».

<sup>894</sup> Le 15 mars 1917 « ruée sur les journaux : débat chambre aviation Lyautey prend la mouche et démissionne tohu bohu général antiparlementaire : je n'ose pas assez protester ».

<sup>895</sup> Le 3 février 1917, un des frères de Sauerbach, classe 15, est élève « des Sciences Po » ; « quant à d'Eicht[h]al, c'est le neveu du président de l'académie des Sciences Morales ». Il s'agit Eugène d'Eichthal (1844-1936) éminent représentant de la haute banque protestante dont la famille compta des régents de la Banque de France (cf. Ol. FEIERTAG « Haute banque protestante » dans Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010 p.55). Il fut aussi directeur de l'Ecole des Sciences Politiques à partir de 1912.

contact, au cours de la suite de la guerre, avec Sauerbach, représentant de « cette très haute bourgeoisie d'affaires, immensément riche » : le 1<sup>er</sup> mars 1918, « une [lettre] de Sauerbach me demandait à déjeuner dimanche : je ne peux pas, j'ai accepté de Denys. Mais je regrette. J'avais une occasion de pénétrer dans cette très haute bourgeoisie d'affaires, immensément riche » ; finalement, le lendemain il se rend chez les Sauerbach, avenue Victor Hugo dans le quartier de l'Etoile « le milieu le plus opulent qu'on imagine : ces pièces immenses, ces tapis moelleux, ces meubles patinés énormes, recueillis par des générations de collectionneurs, j'aime ou j'aimerais ce luxe. Il cadre avec ma culture. Oui mais... Jamais je ne saurai l'acquérir : manque d'esprit pratique » ; il fait notamment la connaissance de « l'oncle (l'homme d'affaires qui a des usines de guerre, gains etc...) ». Lors de son second passage à Caen, il se rapproche de l'aspirant Venet : « heureuse surprise. C'est plus qu'un collègue : il est de ma famille intellectuelle » un lyonnais qui « a ses deux examens de docto comme moi » et « la pratique réelle des poètes d'aujourd'hui »<sup>896</sup>. Une fois au front, il sert dans « ce milieu jeune autour du combat précis affable, énergique, c'est au possible sympathique »<sup>897</sup> auprès de « Buchart, frère de l'escrimeur, havrais, canonnier très chic de ma batterie »<sup>898</sup>, puis d'un « lieutenant d'E[tat-]M[ajor] [...] un gros blond, 5 citations, sous-lieutenant Sausy, jeune agrégé ès lettres »<sup>899</sup> et de « Cachiet [...] ancien Sciences Po, ministère des Finances »<sup>900</sup>. Il évoque aussi souvent le chef de sa 3<sup>e</sup> batterie « un as, lieutenant de réserve, banquier dans le civil [...] milieu relevé, conversation charmante »<sup>901</sup>, Montigny.

---

<sup>896</sup> Le 8 janvier 1918.

<sup>897</sup> Le 18 avril 1918.

<sup>898</sup> Le 7 décembre 1917.

<sup>899</sup> Le 18 avril 1918.

<sup>900</sup> Le 30 avril 1918.

<sup>901</sup> Le 19 avril 1918.

*Un désir d'ascension sociale stimulé par le cœur et des réseaux à entretenir.*

L'éclat de ce milieu est relevé par les observations que Quesnay peut faire par rapport à son propre milieu familial. Dans un monde civil confronté à davantage de difficultés au fur et à mesure de l'avancée de la guerre<sup>902</sup>, qui « fige » aussi les situations notamment matrimoniales<sup>903</sup>, Quesnay observe que « les chers miens [...] ont cette vie un peu étroite et rognée de petite bourgeoisie : baisse sociale certaine : je serai là... j'exige que papa s'habille mieux, les cajole, les réjouis »<sup>904</sup>. Et cette évolution intervient à un moment où lui-même, réaffirmant par ailleurs son urbanité voire son parisianisme<sup>905</sup>, n'aspire qu'à progresser socialement, ainsi qu'il pense y être préparé par son brillant parcours universitaire : le 22 novembre 1917 il note « j'atteins par mon éducation aux plus hautes classes de la société. Fils du Président de la République, des plus gros industriels, des plus riches aristocrates ou des plus purs intellectuels, je ne serais pas moi, de beaucoup différent. Socialement j'ai mon rang, le premier, et j'en ai la mentalité. Tant mieux d'ailleurs : le meilleur moyen d'aller haut et de partir publiquement de haut, mais ma situation il me faut la soutenir : j'y parviendrai. Par ailleurs je souffre

---

<sup>902</sup> Le 21 novembre 1916 « d'après l'unanimité des civils, le moral des hommes du front est très très bas. Celui des civils est terrible : moi qui croyais tout flambant. La vie chère, les privations officielles qui commencent : on limite l'éclairage, on parle de cartes : plus de sucre. Et annonce de nouveaux impôts – leur face de la guerre »

<sup>903</sup> Le 2 août 1917, « ce Dieppe où les cadres familiaux n'ont pas changé : mes anciennes camarades ont de 22 à 25 ans. Pas une n'est mariée. La guerre fige ». De même, le 4 janvier 1917, à propos d'une connaissance, Marie Guillon, « ce milieu tout petit bourgeois de personnes malheureuses et sympathiques. Pauvres filles ! [...] très libres et franches d'allures, s'ennuyant de leur travail stupide au bureau, rêvant d'un intérieur sans travail au dehors pour se consacrer aux enfants... [...] Elles risquent bien de rester vieilles filles ».

<sup>904</sup> Le 12 novembre 1916.

<sup>905</sup> A l'occasion d'un passage dans la campagne normande, le 8 septembre 1917 « m'est-elle sympathique cette population de blouses et coiffes bruyantes, gros rires, patois ? Je m'interroge : oui, je tiens à ces simples, mais je n'aime pas ces bourgeois du cru, riches et regardants, notabilités évidemment » « j'aime Paris, sa culture, son goût. Et pourtant tous ceux-là sont aussi sont la France. [...] Dans ce pays nouveau pour moi, je me crois très loin ».



devoir tant se restreindre mes grands pour sauvegarder un pauvre capital. Ah je n'ai pas "l'état d'esprit de l'épargnant". Je ne compte pas j'apprécie : qualité et non quantité ». De même le 21 mars 1917 à propos d'une lettre de sa mère, il écrit : « on y sentait le regret de ne pouvoir faire autant qu'on le voudrait. Curieuse cette étude... J'ai quitté ma famille au moment où par la retraite de père, elle passait de moyenne à petite bourgeoisie. Je ne m'en suis pas aperçu, passant moi, au contraire par mes relations, mes études, dans la sphère grande bourgeoisie. Et ce sont eux qui m'y soutiennent chers grands. Je me rends assez peu compte de l'ascension. Il me paraît tout naturel de rêver, partant de ce milieu. Et eux n'ont pas encore bien conscience que je suis entré là donc tenu aux obligations sociales de cette classe ».

Ce « rêve d'ascension » est entretenu chez Quesnay par l'amour qu'il porte à Carin Ramsay, la pensionnaire finlandaise de Madame Wagner<sup>906</sup>, dont il n'a cessé de se rapprocher depuis le début de la guerre. Même quand celle-ci est retournée auprès des siens, Quesnay « avoue au fond de moi : nous sommes indissolublement l'un à l'autre. Et je le proclamerai, en dépit des contraintes sociales plus tôt qu'on ne le pense. Situation nécessaire bah ! Chercher à y pourvoir. Un an ! »<sup>907</sup> Car il mesure bien combien la différence de statut entre leurs familles peut empêcher leur union<sup>908</sup>. En effet la famille Ramsay est une ancienne et

---

<sup>906</sup> Que soit ici très chaleureusement remercié Louis Clerc de nous avoir signalé l'existence, du début du siècle aux années 1930, d'une véritable filière matrimoniale finlandaise à Paris, qu'il s'agisse des femmes déjà aisées financièrement ou venant de famille en ascension sociale (parents enseignants devenus directeurs d'école, etc), que des femmes de milieu plus modeste, des aventurières ou des « filles perdues », amoureuses de marins ou filles-mères, etc. Ce mouvement est en lien avec le flux général de Finlandais vers Paris (artistes, hommes d'affaires, etc) et l'indépendance de la Finlande en 1917. Paris est une destination importante, avec Stockholm, Londres et Berlin une des premières villes du « grand tour » des Finlandais sortant de Finlande. Pour les femmes, s'y ajoute l'aspect matrimonial : plusieurs de ces femmes se marient avec des Français. On trouve par exemple la fille de l'homme d'affaires Allan Hjelt mariée avec un fils de la famille Peretti de La Rocca

<sup>907</sup> Le 31 mai 1917.

<sup>908</sup> « Ils sont trop bien pour nous » dira Pierre Quesnay, "seulement" fils du chef de gare de Rouen à sa mère lors de son premier retour de Finlande d'après le témoignage oral de Mme Savoye, fille de Pierre Quesnay, à Olivier Feiertag.

puissante famille finlandaise<sup>909</sup> : son père, August (1859-1943), après avoir mené des études brillantes et variées (il est diplômé en mathématiques philosophie et géologie), mène en même temps une brillante d'homme d'affaires, en particulier dans le domaine des assurances puis à partir de 1913 dans le domaine bancaire (à la tête de la Banque de l'Union de Finlande notamment), et un parcours remarqué en politique<sup>910</sup>. Il est chargé d'une mission de négociations économiques pour la Finlande indépendante avec l'Allemagne, selon ce que Quesnay note le 28 août 1918. Réélu député en 1919 il est brièvement ministre des Finances du jeune pays en 1919 et administrateur de la Banque de Finlande. Son fils Henrik (1886-1951) va poursuivre dans les voies ouvertes par son père : après des études de chimie menées jusqu'en Allemagne avant la guerre, il préside notamment au cours des années 1920 aux destinées du plus important constructeur naval finlandais, ce qui lui permet d'avoir de nombreux contacts au Royaume-Uni ; il mène en même temps une brillante carrière politique (qui culmine avec ministère des Affaires Etrangères qu'il occupe en 1943-1944). Il est extrêmement probable que c'est grâce à ce milieu familial que Carin a pu se constituer une réelle et solide culture économique et financière, qui en fera une interlocutrice particulièrement avisée sur ces questions, pour Quesnay tout au long de sa carrière. Quand il en dessine les contours, il considère que « le mariage doit m'apporter outre le Bonheur intime, les moyens de fournir ma mesure et vivre ma vie »<sup>911</sup> et commence à aborder dans sa correspondance avec Carin « l'absence de ressources personnelles d'attente » et donc « indirectement la question dot »<sup>912</sup>. Mais ce projet d'union est aussi un net aiguillon pour le jeune

---

<sup>909</sup> D'après les éléments aimablement fournis par Louis Clerc, la famille Ramsay, d'origine anglo-écossaise, est installée en Scandinavie depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

<sup>910</sup> Il est conseiller municipal d'Helsinki de 1896 à 1916 et député de la ville de 1913 à 1916.

<sup>911</sup> Le 15 décembre 1917.

<sup>912</sup> Le 2 janvier 1917.

ambitieux<sup>913</sup> : ainsi le 19 novembre 1918 « l'avenir m'est apparu clair et facile : le galon de sous-lieutenant, la visite là-bas [en Finlande], le mariage tout de suite, les thèses ayant été finis pendant la guerre. Là-bas un an sur place peut-être dans les "affaires" et retour pour agrég. Ah le bonheur ! Oui, j'y crois, Carin » car « actuellement du point de vue français, je suis encore le petit jeune homme : ni situation, ni fortune. Or dans notre vieux pays, les situations étaient longues à faire. Les gens ne se doutent pas que j'ai l'intention sitôt la paix de me lancer à fond d'entreprendre d'oser. Finies les études purement théoriques. L'agrég mais avec autre chose. L'idéal serait évidemment de n'avoir pas à conduire ces luttes de pouvoir tout de suite sans souci matériel construire des théories, se dépenser pour leur application... Je suis loin de me plaindre, j'ai confiance et je serai secondé »<sup>914</sup>.

Lorsqu'il dresse ces projets d'avenir, Quesnay compte s'appuyer sur ce qui lui apparaît comme son seul capital solide, sa réussite universitaire qui devrait lui garantir un succès à l'agrégation, étape indispensable vers le succès. La vie qu'il mène à Caen et plus encore à Fontainebleau, ressemble d'ailleurs assez fortement à celle qu'il a connu comme étudiant, rythmée par les cours<sup>915</sup> et les « compos », entre conférences et heures en bibliothèque et interminables discussions intellectuelles entre étudiants-aspirants<sup>916</sup>. Elle correspond à l'échelle de l'armée française toute entière, à une phase de « mise en place d'une structure d'instruction

---

<sup>913</sup> Selon Louis Clerc, La vision que la famille de Carin peut avoir eu de son mariage avec un français a probablement été assez ambiguë. Pour une personne de bonne famille finlandaise de l'époque, un mariage avec un français n'a rien d'extraordinaire - les Finlandais se voient comme membres de la famille européenne, une appartenance qu'ils revendiquent hautement. Quesnay n'a pas du être reçu comme un aspirant "montant" dans l'échelle sociale par son mariage avec Carin, mais comme un français, porteur d'un héritage culturel qui enrichissait une famille déjà cosmopolite.

<sup>914</sup> Le 30 novembre 1917.

<sup>915</sup> Par exemple le 29 décembre 1916 « 4H de sciences appliquées Balistique, calculs ».

<sup>916</sup> Par exemple, le 13 janvier 1917, il « mène une belle discussion sur le Relatif, l'absolu, Mallarmé, Verlaine, le Symbolisme, le sentiment, Nietzsche et les contre-sens commis ».

d'une dimension jamais atteinte jusque là »<sup>917</sup>. Autre similitude, le goût – voire la boulimie<sup>918</sup> - de Quesnay pour la lecture peut s'épanouir pendant les périodes d'étude puis de convalescence car « on lit beaucoup comme blessé »<sup>919</sup>. Même s'il est parfois contraint par les disponibilités des diverses bibliothèques<sup>920</sup>, il continue à explorer les auteurs classiques : le 20 décembre 1916 « j'ai trouvé *A Rebours* de Huysmans, je lis. Il faut se faire à ce réalisme original. J'admire et je m'effraie tour à tour. J'aime le simple : non, je ne sens plus ce dégoût universel du blasé, cet amour maladif des décadents qui lui fait si joliment sacquer les grands classiques latins » ; le 16 mai 1917 il a « achevé la *Princesse de Clèves* » « vraiment merveilleux » ; le 23 août 1917 il lit du Montaigne pendant que son « tampon » balaye sa chambre ; le 19 mars 1918, il est « absorbé dans le monde spécial sensuel âpre et bouillant de vie qu'est le monde de Maupassant » ; le 27 juillet 1918, à propos de *Buq-Jargal* de Hugo, il note « déjà des contrastes formidables, la défense d'une thèse sociale, l'antiesclavagisme, le tout sous la forme d'un récit de bivouac comme chez Vigny ». On remarque un certain intérêt pour les réprochés de la morale maternelle : le 3 août 1917 il se dit « ébloui par cette splendeur punique » à propos de *Salammbô* : « Flaubert est peintre et en même temps d'une documentation qui paraît riche ». Dans le même ordre d'idées, « je me suis découvert une sympathie pour un type qui m'horripile, Loti », le 11 juillet 1917. Parmi les contemporains, à côté de l'aimable découverte de Colette<sup>921</sup>, « quel plaisir intellectuel que

---

<sup>917</sup> Michel GOYA *L'invention de la guerre moderne*, op. cit. p.242.

<sup>918</sup> Par exemple le 22 mai 1917 il lit *Le père Goriot* : « n'en déplaise à l'auteur de la Comédie Humaine, les hommes sont meilleurs qu'il ne dit » ; le lendemain il reprend *Les lettres de mon Moulin*, lit *les Provinciales*, le 24 il lit *Tuscaret* de Lesage.

<sup>919</sup> Le 11 mai 1917.

<sup>920</sup> Le 14 juin 1917, « j'ai repris à la vieille bibli des manuels scolaires d'histoire pour revoir la Renaissance, faute de bouquins sur la Touraine ».

<sup>921</sup> Le 23 juin 1918, « je lis du Colette *Retraite sentimentale* et cette grande sensibilité, cette délicate vision des choses me flattent en même temps que me chatouille toute la perversion naturelle des figures du roman ».

l'aimable société de [Anatole] France »<sup>922</sup> avec la « pensée si fluide de l'auteur »<sup>923</sup>. Quesnay a vraiment « vécu avec France »<sup>924</sup> pendant toute sa guerre : « je me pénètre de ce style pur, de cette pensée féconde et ce me donne par moments et ça me donne par moments conscience de ma stérilité à moi : je n'ai jamais tenté de produire ; pourrai-je jamais fournir quelque chose »<sup>925</sup>. On trouve aussi trace, parmi ses lectures, un certain nombre de récits de guerre ou participant à l'édification liée à la guerre : par exemple, le 11 février 1917, Psichari « ce soldat du désert, qui dans la solitude sent se réveiller ses instincts religieux, qui petit-fils de Renan se retrouve bien "le chrétien" parmi les Arabes. Sans cela il n'aurait devant eux que la puissance terrestre : l'autre est plus grande... Il y a de jolies pages. Livre vu trop vite pour m'en former une opinion ». Il semble y chercher surtout une certaine authenticité<sup>926</sup>, voire une certaine proximité avec sa propre expérience<sup>927</sup>.

Mais plus encore que par ce goût littéraire que la guerre ne peut freiner, c'est la volonté de Quesnay de rester en contact avec le monde universitaire qui le met dans l'entre-deux mondes, entre soldat et étudiant. Même si lors de son départ de Caen s'il prétend que « c'est le passé, mais vive la rouille, l'engourdissement intellectuel plus de Rationalisme, la vie »<sup>928</sup>, dès qu'il le peut, il retourne dans les lieux de

---

<sup>922</sup> Le 4 septembre 1918.

<sup>923</sup> Le 6 décembre 1916.

<sup>924</sup> Le 7 décembre 1916.

<sup>925</sup> Le 7 octobre 1918.

<sup>926</sup> Le 15 mars 1918, il ne la trouve pas dans « *la Flamme au poing* d'Henry Malherbe, récits d'artilleur, prix Goncourt, j'en ai commencé la lecture c'est pensé mais c'est trop figolé comme forme. Mes défauts : de la littérature. Il me semble que je puis faire quelque chose de ce genre ».

<sup>927</sup> Ainsi le 26 novembre 1917 il achète *Ma Pièce* de Paul Lintier, « ce jeune 23 ans, tué margis [maréchal des logis]. Tout de suite, empoigné. C'est vrai ce carnet d'artilleur et c'est juste [...] ayant lu ça, je n'ose plus écrire. » De même le 20 novembre 1917 il note une « mort qui m'afflige, celle d'Adrien Bertrand, 29 ans, l'auteur de *l'Appel du Sol* et *l'orage sur le jardin de Candice*. Il n'avait pas de génie mais j'identifiais un peu son talent de travailleur à celui que je pourrais avoir ».

<sup>928</sup> Le 5 août 1916.

vie étudiante, en particulier dans les bibliothèques<sup>929</sup>, rendant aussi visite à ses professeurs<sup>930</sup>. De même il cherche la compagnie de ses semblables, étudiants parisiens<sup>931</sup>, étant « heureux de vivre intellectuellement »<sup>932</sup> en parlant de ses maîtres parisiens avec ceux qui les ont connu. Concluant lors de ses premiers jours de caserne un travail commencé comme civil<sup>933</sup>, il cherchera ensuite, en fonction de ses disponibilités, à se « réintéresse[r] quelque peu au mouvement économique »<sup>934</sup>. Il cherche à maintenir le contact avec ceux-ci en leur écrivant souvent. Cette correspondance est rarement désintéressée, elle est parfois liée à une demande précise liée à sa situation militaire<sup>935</sup> Mais le plus souvent il s'agit de ses interrogations quant à son avenir. Ressurgit alors la question du sujet de thèse de Quesnay<sup>936</sup> : ainsi, le 5 janvier 1917, il note : « pour dans un an rendre publics nos projets [matrimoniaux], il faudrait que dès

---

<sup>929</sup> Ainsi le 22 août 1916 à Caen, il va à la bibliothèque de Droit où « j'ai eu plaisir à parcourir les fiches, chercher ce qu'avaient comme thèses mes patrons, voir les revues. Même si je ne travaille pas, chaque mercredi je reviendrai ».

<sup>930</sup> Le 14 janvier 1917, en permission à Paris, il va chez Gide mais qui est absent, « je voulais causer économie » donc il passe « s'enquérir de Durkheim » sans que l'on sache quelle est la réponse du maître. Le 6 avril 1918, avant son départ pour le front, il projette d'aller « voir encore Tisserand et Bouglé, Rist et compagnie »

<sup>931</sup> Le 19 août 1916 « en sortant du réfec, j'ai entendu chanter le « totem » de Dkm [Durkheim]. Des normales lettres ! Je les visite. Vu Bischoff aussi : gentil ». De même il sera heureux de trouver dans sa chambre d'infirmerie, le 15 mars 1918, « l'appendiciteux docteur en droit, avocat à Montpellier, élève de Rist » Merlat (nommé le 16).

<sup>932</sup> Le 30 novembre 1916.

<sup>933</sup> Le 5 août 1916 il achève une conférence de Larnaude portant sur la « "conception sociologique des droits de puissance" ».

<sup>934</sup> Le 18 mars 1918, « Bouglé, Qualid, Picard... je me réintéresse quelque peu au mouvement économique ». Le 16 juillet 1917, en convalescence à Rouen « de Paris, j'ai rapporté mon cahier d'EP » même s'il pense qu'il fera « peu de besogne ». Le 27 novembre 1917 « ma tranquillité : écrire lettres et brochure, travailler mes cours, attendre le galon ». Le 28 octobre 1918, « j'ai relu dans un Gide de Janet quelques pages d'Économie politique ».

<sup>935</sup> C'est par exemple le cas le 29 septembre 1916 « Sursis aux employés de Banque pour l'emprunt de novembre. Mulot bondit ! J'écris à Jèze pour le recommander » mais cela ne suffit pas (le 8 octobre 1916 « Mulot [...] refusé (j'ai gentille réponse de Jèze) »). Le 5 novembre 1916, il « écrit à Durkheim, parce que nerveux du concours ».

<sup>936</sup> Il en mesure l'ampleur quand son ami Giraud vient lui présenter la sienne le 1<sup>er</sup> août 1917 « longue, impressionnante. C'est un travail. Il en espère un prix » même si « maintenant c'est l'épluchage des patates qui l'attend ».

maintenant je retravaille, Science Economique, Rist, travail d'observation ? Difficile. Mais raisonnement d'art ou de philosophie économique ? Ferais-je primer "l'industrialisation d'un pays par la guerre. Conception d'une Banque nationale de Production" ? Pas mal d'idées. Thèse à voir – puis ce serait aisément le 2<sup>e</sup> examen de doctorat la thèse, au besoin en mission... là-bas d'où je ramènerais ma chérie, au besoin avant l'agrég, sans doute même avant... qui vivra verra ! ». Plus que l'invitation à dîner par le doyen de la faculté de Caen<sup>937</sup>, le projet de Quesnay de se faire nommer instructeur auprès de l'armée américaine confirme son intérêt pour tout ce qui concerne l'international et permet de mieux cerner ses réseaux universitaires. Le 23 juillet 1917, Quesnay décide « secrètement d'écrire à Albert Thomas, rappelant 1914 Bouglé... pour demander, au cas où je serais inapte, du dépôt à être attaché à l'armée américaine. Journaux demandent instructeurs » : « c'est au fond un jalon planté pour avoir un poste intéressant dans le cas où j'aurais à passer quelque temps à l'arrière ; détaché comme sous-lieutenant, je actif intéressant au front. Je me remuerai, tout ira »<sup>938</sup>. C'est aussi le signe d'une certaine lassitude d'une guerre qui ne finit pas : Il l'exprime assez brutalement le 29 août 1917 « fait curieux, voilà le premier jour que pour moi personnellement, j'en aie marre de la guerre, je voudrais qu'elle cesse !... Généralement je souhaite la paix pour tous mais je m'arrange de la guerre, moi. Aujourd'hui non » notamment à cause des lettres de la veille lui faisant prendre conscience tout ce qu'il ne peut faire. Et pendant qu'elle dure, il se sent sous-employé<sup>939</sup>. Devant les difficultés pour

---

<sup>937</sup> Le 14 octobre 1917 il est invité par Villey le doyen de Caen à dîner « vraiment je suis bien connu et soutenu de mes proffs de Paris, c'est un rude atout : cette invitation-là dût se décider à l'Institut »

<sup>938</sup> Le 24 juillet 1917.

<sup>939</sup> Ce sentiment est encore visible quand il décide finalement de repartir au front le 18 mars 1918 : « je renonce aux filons qui me sont actuellement offerts pour fournir encore un service tout à fait actif comme volontaire étant donné mon état de santé. Dans la DCA, la grosse lourde ; l'armée américaine, je serais des années jusqu'à la fin d'une guerre indéfinie : après quelques mois glorieux de liaison d'infanterie, je pourrai au contraire prendre un poste plus ne rapport avec mes aptitudes physiques et civiles : si l'on préparait l'après-guerre ? ».

obtenir cette affectation, en partie à cause de son trop court séjour au front<sup>940</sup>, il va tenter de mobiliser tout le ban et l'arrière-ban de ses professeurs : il écrit pour « signaler mon sort et mon désir. A Gide, je dis : “j’ignore si vous y pouvez quelque chose” et à Larnaude, je demande de transmettre ma lettre à Qui de droit pour qu’avant de faire ma demande, je sache si elle a [des] chances d’être accueillie » puis « à Lyon-Caen, je dis “je voudrais...” , à Durkheim j’ajoute “Je n’ai pu encore obtenir”, à Tisserand et Schatz : “je ne sais pas encore comment m’y prendre”, à Fournier même à ce bon M. Rist ! Puis tandis que j’y suis, à Joseph Barthélémy, à Renault, à Jèze et à Bouglé »<sup>941</sup>. Sans doute car « pour tous, je suis le glorieux blessé etc... oh ces universitaires familiers mais aussi victime du bourrage de crâne comme dit Lysis ! »<sup>942</sup>, les réponses affluent assez rapidement, notamment « Bouglé qui ex-infirmier actuellement propagandistes aux Aff[aires] Etrangères m’offre gentiment son appui près de Boul du cabinet de Painlevé pour l’armée américaine » tandis que « Barthélémy m’encourage toujours, lui pour l’agrég »<sup>943</sup>. Il y a aussi une « merveilleuse lettre de Lyon-Caen : le vieux est épatant, aimable au possible »<sup>944</sup>, « Rist m’écrit longuement et amicalement »<sup>945</sup>, puis vient « Jèze-le-tout-puissant »<sup>946</sup>. A l’occasion du

---

<sup>940</sup> Le 28 août 1917 « j’ai trouvé au bureau, une note au 43 demandant pour l’armée américaine des sous-offs parlant anglais (margis, adjudants, adjudants-chefs). Condition : un an de présence aux armées...Aïe aïe. Ce n’est plus seulement pour passer lieutenant qu’il me faudrait du piston, c’est encore pour être admis. La loi Mourier est là ». Proposée par Louis Mourier, député radical-socialiste du Gard, discutée à partir de mars 1917, il s’agit de la deuxième grande loi contre les embusqués selon Charles RIDEL *Les embusqués op. cit.* p.138-139 notamment.

<sup>941</sup> Le 28 août 1917.

<sup>942</sup> Le 7 septembre 1917.

<sup>943</sup> Le 3 septembre 1917.

<sup>944</sup> Le 6 septembre 1917 : « merveilleuse lettre de Lyon-Caen : le vieux est épatant, aimable au possible Sans que je lui aie rien demandée, il m’envoie un mot de recommandation pour Villey et m’annonce qu’il se renseigne au sujet de l’armée américaine. Brave homme ! ».

<sup>945</sup> Le 7 septembre 1917 : « Rist m’écrit longuement et amicalement pour me parler d’études économiques et spontanément m’offrir son appui à l’ambassade américaine, lui. Ça ira. ». De même le 28 septembre 1917, il reçoit une lettre de Rist qui a parlé de lui à « son ami Veditz attaché commercial à l’ambassade des USA » qui le flatte.



soutien, assez inattendu de Fernand Faure<sup>947</sup>, Quesnay récapitule ses motivations pour une telle affectation, qu'il envisage comme un tremplin pour intégrer les institutions chargées de régler les questions économiques de la paix, elles même étape nécessaire pour se lancer dans le *business* : « un nouvel atout dans mon jeu : Fernand Faure, oui le vieux gâteaux est chef du cabinet de Doumer, ministre d'Etat. J'ai tout de suite lancé une carte. C'aurait tout de même bien des avantages ce coup américain, assurer mon anglais, intéresser à moi bien des gens influents, car on ne se souvient de personne mieux que des gens à qui l'on a rendu service. D'où possibilité à la paix d'obtenir une mission particulièrement en Amérique ! Et ce serait mon avenir assuré. Trusts, cartels. Pas de leurres »<sup>948</sup>. Il précise le rôle qu'il assigne à chacun de ses soutiens, que l'on retrouve dans différentes administrations, correspondant à l'engagement des intellectuels « utilisés selon leurs compétences professionnelles »<sup>949</sup> : « je compte sur Rist pour l'ambassade américaine, Bouglé pour le cabinet du ministre de la Guerre, les élèves de Gide à l'armement, Bignon aux bureaux, mon colonel aux administrations militaires et Jèze, Lyon-Caen, Tisserand en général !... »<sup>950</sup>. Finalement, les difficultés administratives et le désir d'obtenir une part de gloire sur le front ont raison de ce "projet américain". La fin de cet épisode à l'automne 1917 correspond à l'accroissement des relations de Quesnay

---

<sup>946</sup> Le 8 septembre 1917 : « Jèze-le-tout-puissant a voulu me faire désigner pour l'armée américaine. Pas encore fait ! Tisserand dit facile et Gide : rien à faire avec les rouages administratifs ».

<sup>947</sup> Il fut membre du jury du DES de Quesnay à l'été 1916. Selon Lucette LE VAN-LEMESLE *Le Juste ou le Riche op. cit.* (p.560 et suiv.) il est le premier à avoir dispensé un cours de statistique dans le cadre d'une faculté de droit, d'abord à Bordeaux à partir de 1890, puis à Paris à partir de 1913, considérant que le fait social doit être objet de travaux statistiques. Député radical de Gironde de 1885 à 1889, il en sera ensuite sénateur de 1924 à sa mort en 1929.

<sup>948</sup> Le 21 septembre 1917

<sup>949</sup> Selon la classification de Christophe PROCHASSON dans « les intellectuels » dans Stéphane AUDIOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.* p.674.

<sup>950</sup> Le 11 septembre 1917.

avec Célestin Bouglé<sup>951</sup>. Facilité par la disparition de Durkheim<sup>952</sup>, ce rapprochement est très net lors d'une permission parisienne du jeune artilleur convalescent en novembre 1917 : « j'ai découvert enfin Bouglé, démobilisé, qui reprend en Sorbonne la chaire de Durkheim [...] Bouglé. Ah ces souvenirs de 14. Toujours vif et net, du chic, sympathique. Il m'a retrouvé moi aussi avec plaisir [...] il s'occupe également d'enquêtes économiques. Il m'annonce avoir écrit pour moi au général Ragueneau [...] Rue des Carmes il me propose si j'ai du temps une affaire de propagande, écrire une brochure d'une soixantaine de pages comme pour les enfants : la vie avec les artilleurs. La commande est déjà passée pour d'autres armes. Pourrai-je me charger de celle-là ? Mais je manquerais d'autorité... Pourtant, pourtant oh c'est tentant 500 F et surtout une tâche officielle, un précédent, comme un début de la vie d'après-guerre. Y songer. Je donnerais une réponse ». Il s'agit là d'une claire invitation à participer à l'effort de guerre, comme intellectuel, par « l'orientation de son travail vers la propagande »<sup>953</sup>. Mais on peut remarquer combien Quesnay la voit aussi comme un premier jalon pour l'après-guerre. Lors d'une autre permission en février 1918, il est invité chez Bouglé, « avenue Victor Hugo [dans le 16<sup>e</sup> arrondissement], à la jolie propriété de mon universitaire », ce qui lui donne l'occasion de dresser un portrait assez ambivalent du sociologue : « Bouglé pour moi de plus en plus se montre aimable [...] J'ai retrouvé un peu d'esprit. Pour mon livre de guerre, il me laisse tout le temps voulu et m'assimile aux littératures les plus connus. Me met au courant des projets de René Benjamin et autres »

---

<sup>951</sup> Si le 12 décembre 1917 « Bouglé me transmettait une lettre du général Ragueneau, attaché à l'AA qui "se souviendra de l'aspirant Q. si l'on demande des sous-officiers instructeurs" », on peut remarquer que, dès le 15 octobre 1917 « "Laissez-vous ramener au front et galonner : on vous rappellera" conseille Bouglé ». Le 17 octobre 1917, Quesnay note que « Bouglé vraiment s'occupe » de lui.

<sup>952</sup> Le 16 novembre 1917 « j'ai une nouvelle qui m'a profondément affecté, la mort de Durkheim » ; le 19 novembre 1917, il « réécrit à Rist et à Bouglé disant à ce dernier la peine que me cause la mort de D[ur]K[eim]. Il nous faudra des maîtres après-guerre, riches d'idées et [ ill.] de verbe ».

<sup>953</sup> Christophe PROCHASSON dans « les intellectuels » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre*, p.674.

« c'est un bourgeois, Bouglé : arriviste, un bluffeur ; il ne vaut pas mieux que moi mais je me contenterai assez de son succès. Or il y peut aider. Actuellement il se lance dans les études de réorganisation économique, il fait partie de 5 ou 6 comités, il commande et il paie des enquêtes, il prévoit surtout pour après des efforts formidables, une voie toute nouvelle ouverte à de jeunes activités ainsi perdues pour l'Université. Secrétaire de comités d'études économiques ou sociales mais cela m'irait tout à fait !! Avec Rist, il réorganise la revue d'E[conomie] P[olitique] et ses colonnes vous seront ouvertes pour y placer de la copie !! avec [William] Oualid, Picard il mène des études financières ou sociales, lance une revue *l'Europe nouvelle*. Tout cela a son prix »<sup>954</sup>. Même si le retour au front de Quesnay distend un peu les liens et qu'il n'y a pas d'information supplémentaire sur l'ouvrage de propagande commandé, la relation semble assez forte entre le « "jeune économiste espoir de la France nouvelle" »<sup>955</sup> et celui en qui il voit son « avenir »<sup>956</sup> et va se poursuivre dans l'immédiat après-guerre.

### **Faire la guerre pour quelle paix ?**

« *L'ère des crises* »<sup>957</sup> russes et la « *lampe américaine* »<sup>958</sup>.

Parmi ces projets d'activité intellectuelle, Quesnay note le 9 octobre 1918 « il faudrait que je me mette à apprendre l'allemand [...] d'autre part, faire venir mes bouquins d'E[conomie] P[olitique], chiader les théories marxistes, mes tuyauter sur les emprunts russes, et aussitôt la paix, je me ferais détache en Russie ou Finlande pour étudier sur place les transformations profondes : thèses, revues, Carin et puis agrég ». En effet, il s'intéresse beaucoup à la situation russe, notamment aux

---

<sup>954</sup> Le 3 février 1918.

<sup>955</sup> C'est ainsi que Bouglé adresse sa lettre à Quesnay le 21 mai 1918.

<sup>956</sup> Il le qualifie ainsi à l'occasion d'une visite à Paris le 9 avril 1918 : « j'ai vu Rist, et lui, c'est la cordialité très franche : il m'interdit d'assister à son cours... Mon cher M.Q. Bouglé, lui : mon avenir ».

<sup>957</sup> Le 15 mars 1917.

<sup>958</sup> Le 4 février 1917.

événements concernant la Finlande, à cause de la position éminente de la famille Ramsay<sup>959</sup>. Mais il est confronté à des difficultés plus importantes pour s'informer : il note le 14 mars 1917 « troubles graves en Russie, crise économique, émeutes. Serait-ce la cause de la censure sévère, suppression des courriers ??? ... peut-être ». Il a du mal à saisir la nature même ce mouvement : est-ce une « crise de régénération qu'on approuve » comme le laisse entendre la presse<sup>960</sup> ou le début de « l'ère des crises [...] des troubles très graves. Est-ce une révolution tentée par la Douma, les cadets libéraux ? »<sup>961</sup>. Dans la description qu'il donne, de ce premier événement - « l'abdication du tzar n'est point officielle encore. Elle a été décidée par la Douma et les forces de régénération russe, zemstvos, organes actifs qui prirent tant à cœur la conduite de la guerre. Aussi les grands chefs militaires adhèrent-ils au mouvement. Jusque ici, il semble que les alliés ne puissent que se féliciter : les troubles populaires sont canalisés. *L'Action Française* dit très justement : c'est un 1830, non l'anarchie mais la réorganisation. Oh le sang a coulé, mais on paraît pouvoir éviter les excès. Ce deviendrait un mouvement national contre l'incurie, la trahison bureaucratique et le tzar est entraîné dans la chute. Pauvre tzar. Idéaliste, genre universitaire français convoquant les congrès de la paix, voulant liberté bonheur de son peuple et si peu doué pour la réalisation, mal entouré, mal conseillé : lui volontiers, on le garderait, mais trop parfait homme privé, il ne peut se séparer de l'impératrice et elle est proallemande, autocrate étroitement : une impératrice Eugénie et un Louis XVI. Le tzarevitch règnera-t-il ? Je ne crois pas. On rappelle les "accidents" qui faillirent provoquer le suicide de l'impératrice... [...] Pauvre tzar ! Une de ses rares idées constantes fut l'amitié française. De lui seul en ce moment vient le danger. On ne sait où il est. S'il allait soulever partie de l'armée,

---

<sup>959</sup> C'est ce qu'il sous-entend le 17 mars 1917 : « journées formidables. Chacun les vit, mais je les vis plus intensément que mes camarades ». Le 11 juillet 1917, il note : « la Finlande parle de refuser l'emprunt. Que deviendront là-dedans M. Ramsay et nous ? »

<sup>960</sup> Le 16 mars 1917.

<sup>961</sup> Le 15 mars 1917.

déchaîner luttes internes, cela seul pourrait aider l'Allemagne »<sup>962</sup> - on peut remarquer comment Quesnay s'appuie sur une grille de lecture nationale pour tenter d'analyser ce qui se déroule en Russie. D'une part, il jauge les troubles en fonction de l'intérêt de la France en guerre (le tzar comme constant défenseur de l'amitié française ou le « cela pourrait aider l'Allemagne »), ce qui l'amène à prendre ses distances avec « l'explosion d'enthousiasme » que l'on trouve initialement dans la presse alliée<sup>963</sup> : le 27 mars 1917, il note « les mouvements démagogiques russes sont inquiétants : certains revêtent un caractère pacifiste antimilitariste en tous cas. On s'occupe de rétablir la discipline dans l'armée. Le comité de surveillance du gouvernement comprend des soldats. On prêche, on doit prêcher la nécessité de retourner au front combattre l'ennemi »<sup>964</sup>, il s'inquiète un peu plus tard qu'« on parle librement de la fraternisation sur le front russe, [...] de plus anarchie là-bas : le ministre des Affaires Etrangères Miliokof s'en va lui aussi, sous la pression démagogique »<sup>965</sup>, même s'il note avec soulagement l'échec des « anarchistes russes » à la conférence socialiste de Stockholm<sup>966</sup>. D'autre part, il cherche des analogies avec l'histoire nationale (« c'est un 1830 » « une impératrice Eugénie et un Louis XVI ») pour analyser ces

---

<sup>962</sup> Le 17 mars 1917.

<sup>963</sup> Formule de Nicolas WERTH dans « Enjeux de la guerre et de la paix dans les révolutions russes de 1917 » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.* p.952.

<sup>964</sup> De même le 11 avril 1917 « En Russie, très énergiques manœuvres pacifistes. Proclamation embarrassée du gouvernement, faisant toutes concessions au peuple, répudiant toute conquête mais déclarant la Patrie en danger... attendre ! ».

<sup>965</sup> Le 17 mai 1917. De même, le 5 juin 1917, « aujourd'hui le soviet invite les socialistes de tous les pays à "liquider la politique d'union sacrée avec les gouvernements impérialistes, la paix ne pouvant venir que des efforts des ouvriers". La voilà bien la vraie tendance russe actuelle et c'est extrêmement grave ».

<sup>966</sup> Le 16 avril 1917 « je parle à Carin de notre opinion sur la Révolution, on applaudissait, avec quelque crainte, ces jours-ci surtout. Il paraît y avoir très sérieuse amélioration. La conférence de Stockholm où venaient de Suisse par train spécial à travers l'Allemagne des anarchistes russes. Cette conférence paraît à vau l'eau. Petrograd accueille avec ovations un émigré Plekanow qui arrive avec des socialistes anglais français et prêche la lutte contre l'ennemi ».

événements que « l'Occident allié comprend mal »<sup>967</sup> : le 20 mars 1917, il note « en Russie, comités d'ouvriers et soldats surveillant le gouvernement provisoire, 1848 quoi. La période dangereuse n'est pas encore passée dit Lloyd George ». Il cherche aussi des explications ailleurs comme par exemple du côté de l'Empire ottoman : « aujourd'hui, Kerensky le grand socialiste visant à relever l'esprit de l'armée russe serait attaqué. On parlerait là-bas d'un ministère extrémiste. En réalité, tout pouvoir leur pèse. Ce sont des idéologues anarchistes. D'où leur répulsion à négocier avec les gouvernements bourgeois de nos démocraties. Comme les Jeunes Turcs ils croient, d'un coup, pouvoir monter plus haut. Bonheur humain sans considération d'Etat. Les Jeunes Turcs ont été, frères, des poires qu'a cueillies l'Allemagne : attention ! »<sup>968</sup> On trouve aussi des explications faisant référence à une certaine « âme russe » : par exemple le 25 septembre 1917 « Intensité de la lutte intérieure en Russie [...] L'accroissement d'influence du parti égalitaire-pacifiste est grave ! [...] Pauvres russes ! Ils cherchent leur idéal, une égalité vraie à la Tolstoï, la nôtre leur semblant seulement un droit égal donné à tous de poursuivre l'inégalité des conditions ». Par contre, il mesure bien combien « la question du communisme agraire agite terriblement les esprits »<sup>969</sup> et surtout il évalue très vite l'onde de choc européenne de la révolution russe : le 27 mars 1917 il note « la révolution russe est pour nous une crainte : elle bouleverse l'Europe : grèves espagnoles, troubles en Allemagne », même si il espère parfois que le « souffle » de la Révolution russe affaiblisse surtout l'Allemagne<sup>970</sup>. Sa grille de lecture reste globalement la même après la

---

<sup>967</sup> René GIRAULT et Robert FRANK *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941* Paris, Payot, 2004 p.69.

<sup>968</sup> Le 4 juin 1917.

<sup>969</sup> Le 5 août 1917.

<sup>970</sup> Le 17 avril 1917 « A Berlin, vraiment grèves. La Révolution russe souffle là-bas ». Dès le 21 mars 1917, il note bruit de troubles en Allemagne, répercussion de la Révolution russe qui n'est pas encore absolument calmée : mouvements socialistes vaguement anarchistes ».

« rerévolution russe »<sup>971</sup>, c'est-à-dire la révolution d'octobre : il s'inquiète « que va-t-il se passer en Russie ? [...] Les Allemands peuvent être bien tranquilles et nous bien inquiets »<sup>972</sup> car il perçoit immédiatement que « Lénine<sup>973</sup> au pouvoir : paix juste et immédiate. C'est tout le front russe qui va se transporter sur nous en Italie ». Sans surprise il juge « honteuse » la paix de Brest-Litovsk<sup>974</sup> mais peut-être surtout car « la paix orientale permet vraiment à l'Allemagne de tout trancher sans notre intervention : elle rejette la Russie en Asie »<sup>975</sup>. Il souligne par ailleurs combien la révolution bolchevique porte aussi atteinte aux intérêts des petits porteurs français - « les maximalistes renient vraiment les emprunts russes. S'ils se maintiennent au pouvoir, pauvres rentiers français ! »<sup>976</sup> - reflet plus global de son aversion pour un mouvement avant tout, à ses yeux, générateur de désordre<sup>977</sup>. Les comparaisons historiques sont toujours de mise pour appuyer ce sentiment : « Moscou, Petrograd flamberaient comme Paris pendant la Commune »<sup>978</sup> ; les bolcheviks, « les maximalistes [qui] semblent décider à interdire la réunion de la Constituante [ ; ] je les crois sincères ces gens-là qui reprennent des procédés tzaristes [sont] des Robespierre. Ils font une expérience intégrale marxiste et pacifiste. Mais la Russie pour le

---

<sup>971</sup> Le 10 novembre 1917.

<sup>972</sup> Le 18 novembre 1917.

<sup>973</sup> Le 1<sup>er</sup> septembre 1918 à la nouvelle de l'attentat de Fanny Kaplan contre Lénine, il note « ce serait un fameux coup à la révolution : je crois qu'il en est l'âme. Et quoi qu'on en ait dit, ce type apparaît comme le plus grand homme du mouvement ».

<sup>974</sup> Le 7 mars 1918.

<sup>975</sup> Le 5 mars 1918.

<sup>976</sup> Le 19 janvier 1918

<sup>977</sup> Le 1<sup>er</sup> juillet 1918, « nous redevenons antibolcheviks, comme avant les conseils de Wilson. Avant tout de l'ordre ! On verra. ». On peut aussi noter, dans les citations précédentes, en particulier pour la période mars-novembre 1917, la confusion entre bolcheviks « maximalistes » et « anarchistes ». Faut-il y voir aussi l'influence de Carin Ramsay qui dans sa lettre du 6 juin 1917 « me parle de l'état social là-bas, gens trop bêtes, mauvaise récolte, peuple en vaudra à mort aux bourgeois surtout aux financiers. *Vulgum pecus* à bout de patience » ?

<sup>978</sup> Le 18 novembre 1917.

marxisme n'est pas mûre. Ils échoueront. Elle est mûre pour la paix »<sup>979</sup>. Avec l'intervention des puissances alliées au cours des débuts de la guerre civile<sup>980</sup>, il lit les événements à l'échelle mondiale, voyant là les prémises d'un nouvel affrontement majeur : « cette guerre combien de temps encore durera-t-elle ? Elle tend vers une lutte de l'Amérique et du Japon contre l'Europe centrale et orientale ? Quels avenir asiatiques surtout ? »<sup>981</sup>. Directement intéressé par le cas finlandais<sup>982</sup>, il s'interroge sur l'« importance des mouvements séparatistes. Est-ce là que nous trouverons expression des véritables sentiments populaires ? »<sup>983</sup>.

Contrepoint aux inquiétudes bientôt suscitées par la situation russe, le 4 février 1917 « la lampe américaine brûle. Les Etats-Unis ont rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne. Alors est-ce la guerre, la paix rapide et proche ? ... Que d'espoirs quelle émotion collective. Partout grande journée » même s'il « persiste à croire que ce n'est peut-être pas la guerre, mais une ultime menace qui fera “se dégonfler” l'Allemagne. Ou bien le gouvernement allemand avait-il prévu ? Se ménage-t-il ainsi près de son peuple une explication ? Nous étions vainqueurs si... ». Mais finalement cela débouche le 4 avril 1917 sur une « immense nouvelle : l'Amérique en guerre, Wilson vient de le demander magnifiquement au Congrès coopération absolue avec l'Entente, appui financier le plus généreux. Nous, sous Saint Quentin, de haute lutte nous avançons. La guerre marche ». Immédiatement, Quesnay s'interroge sur la dimension

---

<sup>979</sup> Le 16 décembre 1917.

<sup>980</sup> Le 13 décembre 1917 « les Japonais débarquent à Vladivostok. Ukraine, Cosaques et Cadets s'organisent : eux peuvent sauver la Roumanie. Décidément la résistance aux maximalistes s'établit ». Le 11 mars 1918, il note « le Japon s'apprête à débarquer en Sibérie. L'Amérique, forcé de laisser faire parle au peuple russe de liberté qu'elle sauvegardera : le prince Lvof aurait formé en Chine un gouvernement qui se joindrait aux Japs. Mais quel intérêt avions-nous à lancer ainsi les petits jaunes : faire de la peine aux Russes ? Petite politique... ».

<sup>981</sup> Le 17 mars 1918.

<sup>982</sup> Le 10 décembre 1917, la Finlande devient une république « et fait appel à la France généreuse » « quel rôle jouent là-dedans les Ramsay ? ». Mais le 30 janvier 1918 « j'ai de très mauvaises nouvelles de Finlande » « la garde rouge triomphe, elle occupe Helsingfors ».

<sup>983</sup> Le 16 décembre 1917.



économique de l'aide américaine : « que penser ? Quelle aide financière pour nous ! Quelle complication de liquidation, ententes douanières ? ... [...] quelle force morale pour nous à la veille des offensives !! Hardi... La paix »<sup>984</sup>. De même avec l'expression finale, il place immédiatement l'arrivée du nouveau belligérant dans la perspective de la paix future<sup>985</sup>. On retrouve cette problématique le 15 février 1917 : « Intéressant article de *l'Oeuvre* sur l'Amérique qui interviendrait pour être là à la paix, tenir balance égale entre les impérialismes anglais et allemand, retenir peut-être l'Angleterre. Il y a une idée. Nous aurons été organe formidable d'action : à la paix, nous aurons rôle secondaire, nos intérêts seront peut-être voisins de ceux de l'Amérique » avec, à la fin de l'extrait, un reste de la méfiance déjà constatée de Quesnay vis-à-vis des Etats-Unis, ce qui rend plus piquant encore la critique qu'il fait de la presse française faisant le portrait du président américain : « Journaux prônant Wilson (la presse change vite) c'est vrai que c'est l'homme du Droit ce juriste. Beau rôle »<sup>986</sup>. Ces réticences semblent balayées devant l'aide américaine<sup>987</sup>, qui supplée la défection russe<sup>988</sup> : « oh la 5<sup>e</sup> année de guerre verra sûrement la victoire, mais quand ? Ne brusquons pas les choses : évitons surtout de manger le blé américain en herbe »<sup>989</sup>.

---

<sup>984</sup> Le 4 février 1917.

<sup>985</sup> Faut-il voir l'influence de la formule de Wilson au moment de l'entrée en guerre des Etats-Unis « la guerre qui met fin à toutes les guerres » (rapportée par Annette BECKER dans « Messianismes, héritage de la violence totalitarisme » dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.* p.1152) ?

<sup>986</sup> Le 5 février 1917.

<sup>987</sup> Le 4 juillet 1917, il note à propos des soldats américains : « enthousiasme inouï. Ils sont plus d'un million, ils viennent encore d'enlever un village. Excellents soldats et qui tous ont pour la France un culte admirable. Les anglais en sont-ils jaloux ? C'est une sympathie splendide ».

<sup>988</sup> Le 4 décembre 1917 « la Russie est définitivement hors de cause : on a beau dire maximalistes ne sont pas tout le pays : attendons les élections. Et armée américaine remplace : pas pour le blocus tout de même ! Quelles ressources possibles par là-bas ».

<sup>989</sup> Le 2 août 1918.

### *Quelle paix ?*

C'est bien avant que la perspective de la victoire soit proche que Quesnay réfléchit intensément à la paix future. Si, notamment dans la deuxième moitié de l'année 1917, il fait parfois part de sa lassitude de la guerre – « On ne regrette pas d'avoir été au cirque, mais on ne regrette pas non plus que les clowneries soient finies »<sup>990</sup> - et du « besoin de paix » général<sup>991</sup>, il n'est pas favorable à une paix à n'importe quel prix. S'il comprend que « désespérant de l'action militaire, beaucoup en viennent à rêver d'une paix par d'autres moyens »<sup>992</sup>, il condamne une initiative comme la rencontre socialiste de Stockholm et ceux qui la soutiennent<sup>993</sup>, car elle affaiblit le consensus général favorable à la victoire, à un moment où la situation intérieure est tendue : « si nous attendions la paix – oh beau rêve – d'une entente fraternelle impossible, nous aurions moins de courage après à reprendre la lutte. Seule la victoire peut résoudre les difficultés de la paix. L'Amérique est là. Il est évident qu'avec de la patience nous la tenons certainement. Hardi l'armée, hardi civils, on cède aux grèves. Tout pour la tranquillité, le calme intérieur »<sup>994</sup>. De même, il critique violemment « le milieu pacifiste » dans lequel évolue son ancien condisciple Berger : « un groupe au moins étrange. Influence occulte de Romain Rolland, dévotion caillautiste, amour de l'originalité aussi ? Non, ils sont très sincères, anti-anglais et progermaines [...] c'est le vrai milieu défaitiste qu'actuellement on traque. Inconscience rare : pour sauver les Français, ils font le jeu de

---

<sup>990</sup> Le 30 novembre 1917. Plus clairement encore le 12 février 1918, il note « dire que par ce beau temps, il faut faire un métier idiot de façon idiote » « j'en ai marre. Il fait si beau ! ».

<sup>991</sup> Le 30 mai 1917.

<sup>992</sup> Le 30 mai 1917 « désespérant de l'action militaire, beaucoup en viennent à rêver d'une paix par d'autres moyens. Stockholm, il n'est question que de cela. Un vaste débat va s'engager. Comment se fait-il qu'à l'unanimité la majorité socialiste ait consenti ? ».

<sup>993</sup> Le 15 août 1917 « le pape hurle à la paix avec les allemands et les Stockholmistes dont se déclare maintenant Thomas ».

<sup>994</sup> Le 2 juin 1917.

l'ennemi »<sup>995</sup>. On peut noter que ce groupe est organisé autour d'une certaine demoiselle « Daste, une étudiante licenciée en philo, balancée à Vire au collège de garçons à la suite d'histoire de pacifisme. Je me souviens très bien de cette militante féministe de 1914 aux réunions électorales Bouglé. Elle fut du groupe extrémiste où fréquentait Berger » dans lequel on trouve un « déserteur, passé à Zurich [...] est-il martyr de ses idées ou simple jouisseur suivant la voie la plus facile ? Mystère ». Car, pour Quesnay, ainsi qu'il leur expose, le même jour, « la paix actuelle serait lourde après l'aventure russe dont vous vous réjouissez pourtant. La paix de *statu quo* même, il y a trois mois, eut été désastreuse : nous eussions repris, affaiblis notre vie mourante d'avant-guerre. Or il nous faut revivre renaître et dans une société modifiée. Vous critiquez le principe du jusqu'au bout. Peut-être aurait-on eu parfois intérêt à traiter : non, nous voulons la vraie paix pour le bonheur de tous. Ah si actuellement nous étions victorieux, je serais des vôtres car je vous approuve de vouloir l'amitié internationale. Mais nous sommes encore les vaincus : vous êtes des fous qui nous immolez quand vous dites paix à n'importe quel prix... Vaincre puis être généreux : pays riche, bien-être ouvrier ». Pour mener le pays à la victoire, qui seule permettra la paix, Quesnay accepte de suivre Clemenceau<sup>996</sup>, notamment au printemps 1918<sup>997</sup>, quand, face au péril pressant des offensives allemands, « Clemenceau se dresse et clame sa confiance. Le vieux bonhomme joue actuellement un rôle considérable : sa seule attitude impressionne, galvanise la foule. On dit : il affirme pouvoir triompher or il doit savoir. Donc luttons encore. Plaise au ciel qu'il voie juste : quels comptes terribles il devrait plus tard, si son énergie n'était qu'un aveuglement

---

<sup>995</sup> Le 9 décembre 1917.

<sup>996</sup> Le 16 novembre 1917 « Poincaré, oui fait appel à Clemenceau pour former le nouveau cabinet. Innovation ! Courage. Les gauches ont beau bouder. Il n'y avait que cela de possible ou Thomas. Ce sera la liquidation des affaires intérieures avec poigne et un jusqu'au boutisme farouche. Et bien tant mieux ».

<sup>997</sup> Cf. Jean-Baptiste DUROSELLE *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, p.682 et suiv. à propos de la fermeté du « Tigre » face à l'extrême pessimisme » notamment de Pétain à cause des offensives allemandes. Cf. aussi Michel WINOCK *Clemenceau op. cit.* p.538.

obstiné »<sup>998</sup>. Donc quand la victoire approche, le verbe du président du Conseil ne peut être entendu « avec indifférence. Il est passionné donc ridicule ou entraînant. Et pour moi comme pour la foule il n'est pas ridicule » : « le vieux lutteur » « entre dans l'histoire »<sup>999</sup>.

Mais cette admiration de l'énergie du Tigre ne signifie pas, de la part de Quesnay, une adhésion à des positions extrêmes à propos de la paix future<sup>1000</sup> : cet extrait du 3 juin 1917 montre bien combien il est davantage partisan de positions centristes : « ah des nouvelles intéressantes arrivent indiscrètement du Comité Secret. On y discute largement les buts de guerre d'une France victorieuse, immense question. [...] Comment concilier les "garanties nécessaires" exigées à droite et l'idéal de justice et de paix exigé à gauche - j'en suis par la conscience et pour l'appui russe. Attendons des précisions de ces grandes journées parlementaires. C'est plus et mieux qu'un débat de Stockholm »<sup>1001</sup>. De même, il applaudit au discours de Lloyd George, « le seul grand homme allié qui se soit révélé »<sup>1002</sup>, fixant buts de guerre notamment par rapport au principe des réparations : « il est parfait encore que l'opinion publique l'estime modéré trouve que cela sent la paix "jusqu'à la mort nous soutiendrons la France sur la question Alsace-Lorraine" Importance

---

<sup>998</sup> Le 9 mars 1918.

<sup>999</sup> Le 20 septembre 1918.

<sup>1000</sup> A propos de l'affaire d'espionnage Bolo, il note, le 3 octobre 1917, combien sont contre-productives les positions chauvines extrêmes : « il apparaît d'autre part que c'est en poussant à l'exagération nos tendances chauvines que l'Allemagne agissait. Suprême habileté : danger des nationalistes plus que des pacifistes bêlant. Ce sont les premiers qui maintiennent soudé le bloc germanique ».

<sup>1001</sup> Le 5 juin 1917, il s'avoue cependant déçu des conclusions de ses discussions « J'ai été très déçu du texte d'union dont se félicite toute la presse, établi après tant de tiraillements en comité secret. La Chambre expression directe du peuple français, démocrates russe, -TB-, proclame comme buts de la guerre de la France victorieuse : Alsace récupération – TB – puis (pêchez [ ?]) garanties contre le retour du militarisme, mais sans pensée de conquête, préparer la société des nations. Plus de ½ du parti socialiste a voté contre, ce qui ne m'étonne pas. Malheureuse la scission de l'Union dite Sacrée. Renaudel qui s'est rallié avait un bien meilleur texte ».

<sup>1002</sup> Jugement émis le 13 novembre 1917, date à laquelle il note aussi « Lloyd George surtout parle à la conférence de Paris et son langage est neuf : première impression d'absolue vérité ».

énorme. “Nous voulons réparation de tous les dommages causés en violation du droit même sur la mer”. Voilà qui laisse marge à toutes les indemnités. Par contre, nous ne voulons pas détruire la grande position de l’Allemagne dans le monde, nous n’exigeons même pas la chute de l’Empire : il appartient au peuple allemand de décider cette question. Nous offrons une paix séparée à l’Autriche et à la Turquie, maintenant leur exigence, demandant satisfaction pour l’Italie la Roumanie, aux autres, autonomie démocratique pour assurer la paix : Pologne Yougoslavie, Arabie, Arménie, Mésopotamie, Syrie Palestine. Au fond c’est une révision de nos buts de guerre. Elle est bien »<sup>1003</sup>. Dans cette « révision » qu’il soutient, on peut remarquer que certains points sont intangibles, c’est-à-dire renvoient à une conception de la « paix “dictée” », correspondant à la guerre totale : au premier rang, on y trouve l’Alsace-Lorraine<sup>1004</sup>, qui y figure aussi de manière croissante pour des raisons économiques<sup>1005</sup>. Mais Quesnay est d’accord pour entendre la décision « du peuple allemand » dans une démarche de « paix “négociée” »<sup>1006</sup>, qui correspond aussi à son souci d’une paix conforme au droit, dont elle doit être aussi la victoire sur la force : alors qu’il prend soin de noter les arguments d’un manifeste ennemi, même s’il le considère comme un indice de leur faiblesse, il prend soin de noter d’une

---

<sup>1003</sup> Le 6 janvier 1918.

<sup>1004</sup> Voir la réaction déjà citée de Quesnay au texte de compromis de la Chambre française le 5 juin 1917. On peut aussi noter que, pour lui, c’est la question des “provinces perdues” qui aurait empêché en 1905 un rapprochement avec l’Allemagne, qu’il semble regretté lorsqu’il note le 14 septembre 1917 que dans *Le Temps* est évoqué ce projet de Guillaume d’une « alliance du continent [France Russie Allemagne...] contre la Grande-Bretagne. Et c’était vraiment la paix du 20<sup>e</sup> siècle, notre prospérité à nous, imitant nos voisins. Pourquoi n’a-t-il pas voulu acheter ce résultat ? La cause de tout l’échec est dans son mot : “Plus de question d’Alsace Lorraine ! J’ai provoqué la France à propos du Maroc. Elle n’a pas relevé le gant”. Il nous eut alors donné les pays de langue française, à propos de La Haye 1907 par exemple... ! Quelle orientation nouvelle de toute la politique !... ».

<sup>1005</sup> Le 20 janvier 1917 « les journaux anglais se disent d’autant plus décidés à rendre l’Alsace Lorraine française que c’est ainsi priver l’Allemagne de ses minerais de fer et donner à la France une prospérité si méritée par ses sacrifices ».

<sup>1006</sup> Distinction reprise à René GIRAULT et Robert FRANK *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941* p.35.

part la qualité de leurs arguments et d'autre part que « la guerre est l'opposée du droit » : « nouvelle note des Centraux aux neutres, parfaite elle aussi. L'on joue serré. Ils ont bien construit leur cause. Logiquement, elle se défend comme la nôtre. Guerre ? Mais encerclement. Nationalités ? Mais Irlande, Finlande, Afrique ; La Haye ? Mais Londres Paris, la Grèce, guerre en Afrique contre prestige blanc. Sous-marin ? Mais blocus de famine. Prisonnier ? Afrique Russie ; civils ? Lorraine, Bukouvin. Belgique ? Mais avait violé l'esprit de sa neutralité et en 77, Angleterre avait admis droit de passage sous réparations... Non la guerre est l'opposée du droit. On ne peut les battre sur ce terrain. Rationnellement dans l'esprit des neutres, les 2 thèses se doivent équilibrer. La décision tient au sentiment : culte de la Force ou sympathies artistiques – deux faits acquis : ils veulent la paix, donc nous les aurons. L'idée est lancée, on continuera notes, discussions officieuses donc ce ne sera plus long »<sup>1007</sup>. En étudiant un autre document émanant du camp adverse, il affirme « nous continuons la guerre pour des réparations, des garanties, ma foi je crois que c'est forcé. Mais respectons Justice et Liberté. [...] Si nous déclarions vouloir laisser sa liberté à l'Allemagne vaincue, on verrait mieux que nous ne continuons la guerre que pour gagner une paix stable de société des nations. » : il s'agit d'une « manœuvre de Michaelis : la révolution russe lui a fourni des documents : il s'en sert et nous somme de nous expliquer sur notre esprit de conquête. [...] C'est nous les alliés qui ne voulons pas finir la guerre. [...] Il est évident qu'au seul point de vue [des] faits, cela est vrai. Mais c'est tout de même un sacré culot de nous le reprocher en chantant "oublions le passé" quand on est responsable du déclenchement de la guerre [...] nous continuons la guerre pour des réparations, des garanties, ma foi je crois que c'est forcé. Mais respectons Justice et Liberté. C'est le pangallicisme en ce moment qui donne surtout une apparence de raison aux Boches et à nos réponses un air embarrassé. Si nous déclarions vouloir laisser sa liberté à l'Allemagne vaincue, on verrait mieux que

---

<sup>1007</sup> Le 13 janvier 1917.

nous ne continuons la guerre que pour gagner une paix stable de société des nations. Jusqu'où tout cela mènera-t-il ? »<sup>1008</sup>. Il se dit même prêt à soutenir un gouvernement démocratique allemand, une fois l'Alsace et la Lorraine récupérées, face à des alliés trop rigoureux à propos de l'Alsace Lorraine : « l'opinion mondiale presque unanime nous en permet reprise. La question est posée va-t-elle permettre à la démocratie allemande de se montrer. Nous serions nombreux alors à la soutenir contre les brutalités même des gouvernements alliés ». <sup>1009</sup>. Il n'est donc guère surprenant de le voir adhérer aux propositions de Wilson, même avant l'entrée en guerre des Etats-Unis<sup>1010</sup>. Ainsi le 23 janvier 1917, il dit son enthousiasme pour l'« énorme déclaration de Wilson : la paix durable, le concert de nations, la puissance surnationale assurant respect de tous droits, la nécessité d'une paix ne laissant aucun relent de haine : ni vainqueur, ni vaincu ! Ici, chacun l'envoie coucher, bien plus encore que ne le fait la presse. Ce sont pourtant belles idées. Paix juste oui : le moins de haine possible. Encore est-il que cela ne peut venir qu'après victoire généreuse, écrasant vraiment l'organe de force militariste pangermaniste » : on peut noter cependant qu'il ne conçoit cette paix fondée sur le droit et garantie par une « puissance surnationale » qu'imposée à un vaincu d'abord écrasé. On retrouve le même paradoxe plus tard, quand il regrette la rupture de l'Union sacrée à cause de la formation d'un « cabinet sans socialiste » « on sent que c'est la scission sur la question des buts de guerre. Voulons-nous anéantir le militarisme allemand ou bien l'Allemagne ? Ah pourquoi ne pas rêver d'une défaite totale de l'ennemi gagné ensuite par notre générosité ?! Ce serait la seule base d'une société paisible des Nations. Vive Wilson ! » Car « nous ne devons pas nous faire un ennemi perpétuel du peuple allemand vaincu, je

---

<sup>1008</sup> Le 1<sup>er</sup> août 1917

<sup>1009</sup> Le 11 octobre 1917.

<sup>1010</sup> On peut cependant remarquer qu'il "passe à côté" du discours des quatorze points (le 8 janvier 1918) puisque le 10 janvier 1918, il note seulement « grosse nouvelle du jour : un message de Wilson : l'Alsace Lorraine à la France. C'est net et épatant ».

l'ai toujours pensé »<sup>1011</sup>. Quand la victoire de rapproche, si d'une part il apprécie la fermeté du président américain<sup>1012</sup>, il souligne surtout « sa belle impartialité : “pas de différence, écrit-il, entre ceux envers lesquels nous voulons être justes et ceux envers qui nous ne voulons pas être injustes” »<sup>1013</sup> lorsque surviennent les premières propositions d'armistice des empires centraux. Surtout quand « l'Amérique propose de former tout de suite une ligue des nations ; but : liberté (même des mers ô Anglais) avec intégrité territoriale actuelle (ô Français). On offrirait à l'Allemagne d'y entrer en consentant à la paix dans un délai de 60 jours sinon ultimatum économique, au ban du commerce international, même des relations télégraphiques, pendant cinq ans. C'est un essai intéressant cela – l'Amérique entend garder son impartialité et l'on dit pourtant qu'elle prépare à fond son entrée dans la lutte. Quelle éducation il a fallu donner à son opinion publique : délibérément en plein dans les horreurs et le gâchis ! Tant mieux pour nous, mais pauvres gens »<sup>1014</sup>, il adhère immédiatement à ce projet, lui qui dès 1917 lit dans *Le Pays* « Séailles [qui] y étudie les fondements de la Société des Nations »<sup>1015</sup>. Sont définitivement balayés ses réticences à l'égard des Etats-Unis puisque, à propos de l'utilisation de la victoire, il note « mes idées sont restées les mêmes. L'Amérique officielle a forcé les alliés à les faire leurs. On doit vaincre pour répudier la Force, en prouver le néant, non pour en abuser »<sup>1016</sup>. On peut penser que, pour Quesnay l'attrait des propositions

---

<sup>1011</sup> Le 13 septembre 1917.

<sup>1012</sup> Le 16 octobre 1918 « la réponse Wilson : inespérée c'est une mise en demeure : pas d'armistice tant qu'atrocités et c'est le commandement allié qui imposerait des conditions maintenant notre supériorité actuelle. Pas de paix sans révolution allemande. Le ton est formidable, l'ironie cruelle. C'est un document de premier ordre. Pauvres Boches ».

<sup>1013</sup> Le 7 octobre 1918.

<sup>1014</sup> Le 22 mars 1918.

<sup>1015</sup> Le 21 septembre 1918.

<sup>1016</sup> Le 7 septembre 1918 c'est à propos de la formule de Foch « nous les poursuivrons implacablement » qu'il note « Pourquoi ? Pour vaincre. Et pourquoi encore ? J'espère que maintenant à ce sujet on est d'accord. Mes idées sont restées les mêmes.



de Wilson réside pour une certaine part dans leur dimension globale, car le président américain est le seul capable, d'une part, de « s'élever au niveau des principes généraux » et, d'autre part, de « faire une place à tous, y compris aux vaincus, à condition qu'ils se démocratisent et acceptent les nouvelles données de l'ordre international libéral que propose Washington »<sup>1017</sup>.

A travers ce soutien aux idées de Wilson, c'est bien l'idée d'une paix réelle et durable qu'approuve Quesnay, qui continue de bien mesurer les bouleversements économiques financiers et sociaux provoqués par la guerre : le 17 janvier 1917 il note « Sauerbach et moi discutons au dîner sur Caillaux. Serait-il vraiment comme le prétendent les journaux neutres l'homme d'une paix séparée ? Formidable, le problème financier d'après-guerre ». Il ne cesse de souligner combien elle est financée par le crédit, qui devient sans cesse plus difficile à obtenir malgré les efforts de propagande<sup>1018</sup> : ainsi en octobre 1917 il espère « on va l'émettre bas ce 4%, créer ainsi un nouveau marché moins saturé, chances de hausse »<sup>1019</sup>, avant de devoir se raviser deux mois plus tard « 10 milliards 276 a donné l'emprunt, c'est peu ! »<sup>1020</sup>. Cependant la situation semble être meilleure à la fin de la guerre : le 28 septembre 1918 « l'emprunt sera émis à 70 80 » et le 20 octobre 1918 « l'emprunt va rendre merveilleusement ». De plus il va mesurer concrètement et directement, au cours des derniers mois de la guerre, le poids des destructions dans les zones de combat : avec son unité, il parcourt par exemple les champs de bataille de juillet 1918 là où « la guerre a passé » avec les « bois squelettes aux arbres déchiquetés » les villages « ruinés », le matériel abandonné telles les barques allemandes utilisées pour traverser la Marne donc « le champ de

---

L'Amérique officielle a forcé les alliés à les faire leurs. On doit vaincre pour répudier la Force, en prouver le néant, non pour en abuser ».

<sup>1017</sup> Georges-Henri. SOUTOU *L'Europe de 1815 à nos jours* Paris, PUF « Nouvelle Clio » 2009 p.168-169.

<sup>1018</sup> Pendant les manœuvres dans la campagne normande, il traverse des « villages où les gosses nous regardent extasiés, affiche Abel Faivre emprunt on les aura ».

<sup>1019</sup> Le 14 octobre 1917.

<sup>1020</sup> Le 29 décembre 1917.

tristesse est un champ de victoire »<sup>1021</sup>. Plus saisissante encore, la description qu'il donne du champ de bataille qu'il traverse le 9 novembre 1918 tel un « cavalier fantôme » : « j'avais décidé de rejoindre la colonne à travers le champ de bataille de Champagne directement ! Présomption ! Je fus par un chemin creux sur une crête où les barbelés en taillis m'arrêtaient, je descendis en un vallon pelé par les ravitaillements des batteries boches [...] là de vieux canons encore braqués, des postes de guetteur, des carcasses de chevaux ; les sapins squelettes, la terre blanche [ill.] arrachée par nos coups, plus d'herbe [...] désolation à l'infini. Comment se reconnaître dans cette zone lunaire, aucune carte ne peut servir et seul dans ce champ de dévastation je suis au hasard une large piste qui coupe l'enchevêtrement des labyrinthes et des réseaux. Impression profonde. [...] Nous sommes seuls vivants dans ce bled tragique à l'infini. Nœuds de pistes, cadavres de petits bois, équipements, tombes, épaves. [...] voilà plus d'une heure que j'erre en cavalier fantôme [...]. Que de funèbres découvertes on ferait dans ce désert ». Il n'est pas impossible que le spectacle de ces destructions le conforte dans l'idée de faire payer à l'Allemagne vaincue des réparations : dès le 24 mai 1917, il avait souscrit au « grand discours de Ribot. Il a eu à juste titre un très grand succès à la Chambre annonçant ouvertement la concordance de nos buts de guerre et ceux de la nouvelle Russie : ni annexions, ni indemnités pénales. Des désannexions et des réparations. C'est bien ». Il note le 1<sup>er</sup> août 1917 « nous continuons la guerre pour des réparations, des garanties, ma foi je crois que c'est forcé » et dans le discours de Lloyd George du 6 janvier 1918 il relève « “Nous voulons réparation de tous les dommages causés en violation du droit même sur la mer”. Voilà qui laisse marge à toutes les indemnités ». Ces réparations semblent d'autant plus nécessaires que, à l'occasion de deux discussions qu'il détaille, on le voit refuser d'autres solutions pour résoudre après-guerre la question financière. D'une part le 3 mars 1918, à l'occasion d'un échange avec Denys, celui-ci « révise quelque peu mes idées d'un

---

<sup>1021</sup> Le 27 août 1918.

amortissement immédiat des emprunts par impôt sur le capital privé (partie composante du capital national détruit). Denys lui, reste le capitaliste défenseur de la propriété. Il construit des périodes pour représenter la ruine qu'apporte le militaire, il le sait car ses domaines sont à Reims Verzenay et dans son appartement s'entassent le plus de choses qu'il a pu sauver ». D'autre part, une fois au front, déjà conscient de la nouveauté que constitue l'inflation, il a un long et vif débat avec Montigny, pendant lequel il semble refuser la solution de la dévaluation monétaire : « on s'est mis à parler hausse des prix, diminution du pouvoir d'achat de la monnaie : Montigny y voit la solution du problème financier. L'Etat ne reniera nullement ses dettes, mais si 1 F ne vaut plus qu'un sou avant-guerre, tous les prix auront changé en conséquence. La guerre de 200 milliards ne sera pas plus lourde qu'une de 10, impôts en conséquence, salaire et prix *idem*. Seul le capital mobilier d'avant-guerre pâtira. Ce n'est pas bête. Mais nous partons dans une discussion terrible sur l'inflation monétaire. Il est absolu, tranchant, nie ma solution sans prouver la sienne : je discute, il s'en irriterait presque. Et c'est avec étonnement qu'il me découvre docteur économique : cela nous rapproche-t-il ou pose-t-il en face l'un de l'autre, le praticien et le théoricien ? Je ne demande qu'à m'instruire. Elle était chaude et serrée, notre discussion : le capitaine de Margon [ ? ] en avait la tête cassée »<sup>1022</sup> ; il ne développe malheureusement pas les arguments manifestement plus théoriques qui lui font refuser la solution prônée par le banquier praticien qu'est Montigny.

Sans doute échaudé par la révolution russe, il s'inquiète par ailleurs de la situation sociale du pays quand viendra la démobilisation : « que fera-t-on après-guerre de ces officiers qu'on paie largement qui voudront une situation civile équivalente et n'y sont point préparés »<sup>1023</sup>. Il appelle de ce vœu dans ce domaine des changements profonds, tout en étant aussi

---

<sup>1022</sup> Le 5 mai 1918.

<sup>1023</sup> Le 9 avril 1918. A rapprocher de 17 février 1918 « que feront les démobilisés ? La nation sous les armes, genre ébauche de communisme ».

soucieux de paix sociale. Avec son ami Giraud, « nous avons abordé un vaste sujet de thèse économique contre l'esprit des classes moyennes. La bourgeoisie responsable de la décadence française, la bourgeoisie mesquine, cupide, matérialiste et sans audace. La force dans les élites et dans le peuple. Comme je les hais ces briseurs d'élans, coupeurs d'ailes, dénigreur, baveurs, trembleurs, systématiques, ces lâches et mal jouisseurs, ces épargnants, ces fils uniques ! Ces endormeurs ! Ces modérés ces stables ! Philistins auxquels je tiens trop. La force est dans les élites et le peuple. La valeur d'un homme pourrait-on dire, se mesure à ce qu'il peut éliminer en lui de bourgeoisité ! Cesser d'être banal, briser les moules collectifs, être soi. »<sup>1024</sup>. On retrouve là son antipathie pour la bourgeoisie traditionnelle, notamment provinciale, déjà évoquée. Mais il va l'inscrire à la fin de la période dans une perspective nouvelle ouverte par la lecture de « *Démocratie nouvelle* étude économique pour l'après-guerre dont tant ont parlé »<sup>1025</sup> écrite par Lysis, pseudonyme derrière lequel se dissimule Eugène Le Tailleur<sup>1026</sup>. En effet, il y trouve l'idée que « les ouvriers n'ont pas actuellement l'instruction technique des capitalistes : le capitalisme est donc une nécessité, étant donné qu'il faut produire pour être tous heureux dans un pays prospère. Plus de vains idéaux. Instruisons l'ouvrier, éveillons son initiative en l'intéressant aux affaires. Moins de politique et plus d'ouvrage. Socialisme national = coopération du capital et du travail. Voilà la thèse excellente, dégagée de grandiloquents appels à la Science et à l'esprit antiparlementaire. C'est un livre très intéressant »<sup>1027</sup>.

---

<sup>1024</sup> Le 3 août 1917.

<sup>1025</sup> Le 19 juillet 1917. La lecture semble le stimuler car il note le 27 août 1917 « c'est que je commence à faire retravailler mon esprit endormi une année : je m'intéresse à Lysis, veux revoir trusts et cartels, penser à une thèse, faire au besoin et de l'anglais et de l'allemand ».

<sup>1026</sup> Selon Olivier DARD dans *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF « le nœud gordien », 2002, p.34-35, le journal *Démocratie nouvelle* est rédigé depuis novembre 1917 par Eugène Letailleur (sous pseudonyme de Lysis, lui qui a travaillé dans banque et est passé chez Hervé pendant la guerre) avec la volonté de tendre vers une « société scientifiquement construite » et un rejet classe politique.

<sup>1027</sup> Le 14 septembre 1917.

Si la rupture quotidienne semble forte, l'expérience de la vie militaire de Pierre Quesnay s'inscrit dans la continuité des évolutions de la période précédente par rapport à son socle initial de valeurs et d'idées. Tant la vie en caserne que celle au front et à l'hôpital constituent moins une rupture avec son milieu familial que la poursuite de l'élargissement de son regard toujours si acéré sur la société : il développe alors (avec succès) sa capacité négociatrice auprès de différents interlocuteurs, pour « faire sa place » en l'appuyant sur son savoir-faire, bagage indispensable au futur expert. Son expérience du front achève de nuancer son consentement initial à la guerre, par exemple quand il pressent la brutalisation qui s'insinue chez lui comme chez ses compagnons d'armes (cf. le « On ne voit plus en eux que des objectifs et pas des hommes » du 15 juin 1918) il prend ainsi la mesure la plus large possible des conséquences les plus violentes de la décision politique en tant que telle. Cela favorise sans doute aussi son inclinaison vers un discours de plus en plus technicien car nourri du rejet des élites traditionnelles (« la bourgeoisie ») et mettant l'accent sur la compétence technique, mais avec toujours la capacité à fournir une réflexion dépassant le strict cadre national (par exemple à l'occasion des propositions Wilson).

La « bonne graine » d'expert, pour reprendre l'expression de Jean Bouvier, qu'est Quesnay, croît sur le terreau d'une culture politique, d'abord entre fort patriotisme et bouffées nationalistes, mais marqué aussi par une pratique républicaine réelle, avec notamment un goût important mais critique pour la presse, instrument majeur de l'expert pour peser sur l'opinion publique ; son immobilisation involontaire au début de la guerre renforce cette lecture distanciée des journaux et favorise aussi l'élargissement de son analyse du conflit au-delà de l'horizon national, à l'échelle globale ; l'expérience du feu, même limitée, achève de l'éloigner d'un nationalisme étroit, en lui donnant aussi l'occasion d'utiliser ses talents négociateurs, autre instrument indispensable dans son futur rôle d'expert. De la même manière, germent aussi progressivement chez Quesnay des conceptions économiques et financières relativement originales : lui, le fervent partisan par exemple du libre-échange, reste marqué par le socle libéral orthodoxe qui a imprégné l'enseignement qu'il a reçu, ; mais peut-être sous l'influence de Durkheim voire de Rist celles-ci semblent lui apparaître très tôt non comme des lois naturelles intangibles mais comme des objets évolutifs, soumis aux vicissitudes historiques ; cela lui apparaît notamment *in vivo* avec la guerre car il a une claire perception du bouleversement monétaire et des transformations inéluctables des relations financières internationales produits par le conflit, capable qu'il est de penser à l'échelle mondiale.

## DEUXIEME PARTIE.

### 1919-1926 : de Paris à Vienne : un itinéraire européen et inter-national ?

De la même manière que, dans l'itinéraire de Jacques Rueff, analysé par Frédéric Tristram<sup>1028</sup>, son passage à la SDN de 1927 à 1930 constitue un moment où à la fois « se cristallise sa doctrine », véritable « naissance d'une pensée originale qui se crée au contact de l'événement et en lien avec des pratiques gouvernementales dont Jacques Rueff est justement l'un des acteurs » et pendant lequel « se dessine la figure publique de Jacques Rueff », la période de 1919 à 1926 est pour Pierre Quesnay à la fois un moment fondateur quant à ses idées et à ses pratiques en tant qu'expert. Le fait que, par rapport à son illustre contemporain, la période soit plus longue et surtout le cadre géographique plus varié (Paris puis Vienne et enfin Genève) amène d'abord à poser la question de la cohérence et de sa pensée et de son action : quelles continuités observe-t-on pendant ces sept années ? Mais, une fois mises en avant et la constitution d'un réseau réellement transnational et l'aspiration à une organisation globale à l'échelle européenne, le contexte singulier – le quasi néophyte Quesnay entre en action en Autriche très peu de temps après la naissance de la SDN (alors que l'inspecteur des Finances Rueff arrive, nanti d'une certaine expérience, dans une institution fonctionnant depuis un certain temps) – ne doit-il pas amener à nuancer l'image d'un expert omniscient et omnipotent, guidé par sa seule idéologie (libérale évidemment), tellement apparaissent les contingences liées à l'urgence des situations à affronter, ainsi que leur aspect souvent totalement inédit jusque là (par exemple quand il s'agit de créer et stabiliser une monnaie

---

<sup>1028</sup> Frédéric TRISTRAM « Jacques Rueff : haut fonctionnaire atypique et acteur du renouveau libéral au tournant des années 1930 » p.133-158 dans Dominique BARJOT, Olivier DARD, Frédéric FOGACCI et Jérôme GRONDEUX *Histoire de l'Europe libérale. Libéraux et libéralisme en Europe XVIII<sup>e</sup>- XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2016.

quasiment *ex nihilo*) ? En utilisant au mieux la pièce principale des sources, constituée par les carnets de Quesnay, par essence éminemment “quotidienne”, ne peut-on mettre en avant ses oscillations dans sa pratique de l’expertise comme la dimension empirique dans la maturation des idées ?



## **Chapitre 1. Au service d'une « paix inexécutable », autour de la Conférence de la paix (1919-1920).**

La période de l'immédiat après-guerre est, malgré sa brièveté, un moment essentiel dans la trajectoire de Pierre Quesnay. Au-delà d'une sortie de guerre, proprement dite, relativement originale, elle est marquée par son entrée dans le monde de l'expertise, processus que l'accès aux rares sources privées<sup>1029</sup> permet de saisir moins comme un brusque changement d'état que comme un processus complexe et progressif. En effet, on le voit développer pendant cette période, dans un cadre d'un nouveau type de gouvernement issu de la guerre qui fait émerger la figure de l'expert à côté de celle du politique, à la fois un réseau, un savoir-faire, voire un discours que l'on peut considérer comme caractéristique de l'expert. Si ce sont ses contacts universitaires qui lui permettent de rentrer au ministère du commerce, il s'éloigne progressivement du monde des professeurs pour se connecter à celui des spécialistes techniciens conseillers des ministres, dans un subtil jeu d'appuis nécessaire à son ascension professionnelle et à sa réussite matrimoniale. De même, en se rapprochant du pouvoir politique, à la frontière entre public et privé, dans un milieu toujours ouvert sur l'international, il y découvre et met en pratique ses capacités de « passeur d'idées » tant au sein des institutions qu'il sert que vis-à-vis du grand public. Dans le contexte troublé de l'immédiat après-guerre, à côté de son rejet d'une politique de force, incarnée à ses yeux par Clemenceau, il développe, à l'occasion des mouvements sociaux de 1919, un discours favorable à un gouvernement de techniciens, seuls capables, selon lui d'affronter les nouveaux défis de l'après-guerre.

---

<sup>1029</sup> Il n'y a pas de journal complet pour l'année 1919 mais seulement des notes partielles pour cette année. Par contre il existe une correspondance relativement importante avec Carin Ramsay, même si elle reprend parfois exactement ce qui est noté dans les notes journalières.

## Un réseau d'experts ?

### *Un nouveau contexte.*

A la sortie de la guerre, Quesnay ne peut que constater, à l'occasion de la mort d'une connaissance, « que de types de ma génération disparus tout de même »<sup>1030</sup> à cause du conflit directement ou indirectement (ici du fait de l'épidémie de grippe espagnole). Parmi les morts, il peut compter de nombreux amis proches dont le soutien aurait pu lui être utile une fois la paix revenue. Outre Pierre Lemorton, déjà évoqué, on trouve notamment dans cette liste Pierre Lecherbonnier<sup>1031</sup> dont il célèbre l'« esprit original [et le] talent. On s'insurge à l'idée de la disparition de forces comme lui ! Pauvre qui me prêchait à moi l'après-guerre ! »<sup>1032</sup>, Thoumyre<sup>1033</sup>, Paul Robbe<sup>1034</sup>, ou encore « André Lemercier, le beau-père de Schatz »<sup>1035</sup>. Mais une permission opportune, obtenue pour le 11 novembre 1918, lui permet de mesurer que tous ses appuis n'ont pas disparu, notamment celui de Bouglé qui « envisage pour moi différentes solutions » lui permettant d'envisager sereinement l'avenir :

« Bouglé s'est montré charmant, m'a invité à dîner pour lors de mon retour, à dîner chez lui à Boulogne. Est-ce aujourd'hui qu'il m'a fait déjeuner au Grill Room de la place Médicis ? Peut-être. En tous cas il envisage pour moi différentes solutions : suppléant Faculté Droit chez Larnaude c'est impossible ; secrétaire d'un de ses amis aux Affaires Etrangères cela m'irait

---

<sup>1030</sup> Le 2 septembre 1918 « Le Baron est mort, bêtement d'une grippe qu'il n'eut sans doute pas eue comme militaire. Que de types de ma génération disparus tout de même ».

<sup>1031</sup> Le 19 avril 1917 « Oh l'atroce nouvelle en mon lit. Aucune du front ne pouvait maintenant m'atteindre plus. M. Lecherbonnier [Georges Lecherbonnier qui finira procureur général de la cour d'appel de Paris] m'apprend : Pierre est tué sous Reims à la veille de rejoindre [Fontaine]Bleau. Ils l'attendaient. Je pleure : j'en crierais. Lecherbonnier un ami et un maître de la France qui venait ! Perte immense. Lecher mais ce n'est pas possible ! Oh mon pauvre, pauvre grand... après Breton, après Lemorton... et qu'est devenu Gonin ? »

<sup>1032</sup> *Idem.*

<sup>1033</sup> Le 10 mai 1917 « une affreuse nouvelle hier soir, oui, la mort de Thoumyre ».

<sup>1034</sup> Le 10 août 1918.

<sup>1035</sup> Le 8 juin 1917 « *L'Echo de Paris* m'apprend la mort d'André Lemercier, le beau-père de Schatz ».

mais il semble préférer m'attacher à la maison de la Presse à la traduction des revues économiques anglaises. Je vais me trouver lancé : chic cela ! Et la reprise des relations civiles ! J'ai vu avec lui René Benjamin l'auteur de Gaspard, qui l'assiste au comité Effort France et alliés. Allons, un peu de temps encore, et je serai du milieu où l'on agit où l'on pense, où l'on arrive »

1036

« A la faveur de l'excitation actuelle, je redeviens civil ! [...] oui bientôt je retravaillerai et je me trouverai dans des conditions exceptionnelles : prestige, milieu. Grande confiance »<sup>1037</sup>. On peut noter que parmi les pistes auxquelles Bouglé pense pour Quesnay, une mène directement à un des experts intervenant lors des négociations des traités de paix à venir, Fernand Larnaude<sup>1038</sup> qui le reçoit et « s'est montré aimable »<sup>1039</sup>. Cependant, dans les mois qui suivent, on ne trouve plus, dans les carnets de Quesnay, mention du sociologue, ni de ces projets. Par contre, Rist, que Pierre a revu à l'occasion de sa permission de l'armistice<sup>1040</sup>, n'oublie pas son ancien étudiant, y compris pour lui proposer, un peu plus tard, une place intéressante, grâce à ses réseaux aux frontières entre université et monde des affaires<sup>1041</sup>. Autre pôle de continuité et véritable foyer parisien du jeune homme, la pension Wagner

---

<sup>1036</sup> Le 13 novembre 1918

<sup>1037</sup> Le 14 novembre 1918.

<sup>1038</sup> D'après Vincent LANIOL dans « Fernand Larnaude, un "délégué technique" à la conférence de la paix de 1919 entre expertise et "culture de guerre" » dans *Relations internationales* n°149, pp.43-55, p.47, « il fut désigné en janvier 1919 « délégué technique pour les questions juridiques de la délégation française à la conférence de la Paix ».

<sup>1039</sup> Le 14 novembre 1918.

<sup>1040</sup> Le 14 novembre 1918 « Rist se montra charmant ».

<sup>1041</sup> Rist à Pierre Quesnay le 15 août 1919 (fonds Pierre Quesnay) « Pour un secrétariat d'ici là je crois bien que ces choses-là se rencontrent. Que diriez-vous de l'office des valeurs mobilières 5 rue de Gaillon ? On y a besoin de travailleurs capables, mais il y a de l'avenir là : ils seraient capables de vous détourner de l'enseignement ! Si ce projet nous convient, l'ancien directeur Chevalier actuellement à la Banque de Paris et des Pays-Bas pourrait vous être utile. Faites-moi signe ». Il s'agit sans doute de Jules Chevalier qui compte parmi « les plus proches collaborateurs » d'Horace Finaly à la tête de la Banque de Paris et des Pays-Bas, une fois qu'il aura quitté l'Office des valeurs mobilières en décembre 1918 d'après Éric BUSSIÈRE dans *Horace Finaly, banquier*, Paris, Fayard, 1996, p.114.

continue de lui offrir l'occasion de rencontres fructueuses. Ainsi le 12 juin 1919, elle est le cadre d'une « longue causerie au jardin avec des gens remarquables : ils sont peu nombreux à la pension mais choisis : un normalien, ami de Doll, qui passe avec lui ces jours-ci l'agrégation d'allemand, Pierre Doyen, capitaine, mon voisin de chambre – et un ménage que j'admire, lui médecin se livrant à des recherches à l'institut Pasteur, elle intelligente, douce et cultivée. Gens heureux ces Monod, [...] deux gosses 7 ans 6 ans, garçon et fille »<sup>1042</sup>. Ainsi lorsque dans une lettre à Carin Ramsay, le 28 août 1919, pour rassurer sa future belle-famille à propos de son avenir, il dresse la « liste de [ses] références : tous mes “patrons” tant au Droit qui à la Sorbonne qui au Commerce : Gide, Rist, Larnaude, Lyon-Caen, Barthélemy, Jèze, Faure, Fournier, Allix, Bouglé, Delacroix, Dumas, Brunschwig [...] Fighiéra directeur des affaires commerciales, le ministre lui-même, Hauser. En dehors d'eux, les familles de gros industriels comme celles de René Mayer, André Mallet (la grande banque protestante) [...] Robert Levy, Vital de Sugny, René Berger, M. Lecherbonnier conseiller à cour cassation, Lussan avocat au Conseil d'État, Philippe Level (fils du roi de l'aluminium) », on trouve pour une part le milieu universitaire notamment du droit, que fréquenta Quesnay (Pierre Tisserand, Lecherbonnier...), et d'autre part, un certain nombre de personnes appartenant au monde de l'industrie ou de la banque avec qui il semble s'être connecté durant la guerre ou immédiatement après celle-ci : ainsi par exemple Philippe Level, le fils de Jacques Level, le président d'AFC Alais Frogès et Camargue, un des

---

<sup>1042</sup> Pierre Doyen, normalien, a travaillé pendant la guerre pour les services de renseignement français, mais prendra pendant la guerre ses distances avec le monde militaire, au point d'être fiché comme pacifiste à la veille de la Seconde Guerre mondiale, d'après Michaël BOURLET dans « Des normaliens dans les services de renseignement du ministère de la guerre français 1914-1918 » dans la *Revue historique des armées*, n°247, 2007, pp.31-41, p.41.

groupes à l'origine de Péchiney<sup>1043</sup>, ou encore un membre de la famille Mallet, dynastie bien connue de la haute banque protestante<sup>1044</sup>.

*De très rapides progrès.*

Même s'il est officiellement démobilisé seulement en octobre 1919<sup>1045</sup>, Quesnay pressent très vite, dès son détachement au ministère du Commerce, probablement au printemps 1919<sup>1046</sup>, les opportunités offertes par cette affectation et, plus largement, pour les gens de sa génération épargnés par la guerre : c'est ainsi qu'il note le 12 juin 1919 :

« Léon Cahen m'a invité à lui rendre visite chez lui ; Mayer que je reconnais supérieur, discute mes sujets de thèse [...] ; ce matin encore entre un sénateur influent et le représentant de Saint Gobain, Fighiéra<sup>1047</sup> m'a consacré une demi-heure et confié la préparation délicate des affaires américaines, accords et transactions, sujet très intéressant ; Hauser<sup>1048</sup> me

---

<sup>1043</sup> Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.* pp.460 et 702-703.

<sup>1044</sup> Cf. Olivier FEIERTAG « La haute banque et l'histoire, histoire de la haute banque. De Neufville, Schlumberger et Mallet après 1945 » pp.325-343, notamment p.328, dans Olivier FEIERTAG Isabelle LESPINET-MORET *L'économie faite homme. Hommage à Alain Plessis*, Genève, Droz, 2011.

<sup>1045</sup> On peut noter que cette démobilisation ne correspond pas aux trois grandes vagues de démobilisation identifiées par Bruno CABANES dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.) *Encyclopédie de la grande Guerre op. cit.* p.1049 : la démobilisation des armées alliées est plus longue et complexe : « près de 5 millions de soldats français sont rendus à leurs foyers en deux phases, l'une de novembre 1918 à avril 1919, l'autre de juillet 1919 à septembre 1919, ce à quoi il faut ajouter les jeunes classes 1918 et 1919 qui ne seront libérées qu'en mai-juin 1920 et mars 1921 ».

<sup>1046</sup> Le premier indice de ce détachement est une mention manuscrite sur l'enveloppe d'une lettre adressée par Carin Ramsay à Pierre Quesnay le 24 mai 1919 « Lieutenant Pierre Quesnay détaché du 61<sup>e</sup> RAC Direction des affaires commerciales 80 rue de Varennes Paris ». Il note dans une lettre à Carin Ramsay datée du 12 juin 1919 « j'ai mon bureau rue de Varenne, en face de l'hôtel Byron [Biron] qu'on rétablit dans sa pureté première ».

<sup>1047</sup> Roger Fighiéra (1875-1956) directeur des affaires industrielles et des accords commerciaux du ministère du commerce et de l'industrie qui finira président de SIMCA (selon Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.*) est alors directeur des affaires industrielles et commerciales depuis 1918 d'après le registre du personnel du ministère du Commerce dressé par le centre de recherche des Archives Nationales.

<sup>1048</sup> Il s'agit de l'historien Henri Hauser qui, à partir de mai 1917, fut mis à la disposition du ministère du Commerce, par le ministère de l'Instruction Publique et attaché au

considère ; M. Monod [ ?] avec qui nous venons de passer une dernière et délicieuse soirée à suivre mes idées, appuyé mes plans de socialisation, s'est indigné que les jeunes ne puissent pas agir avant qu'il soit trop tard [...] Samson est ambassadeur et Skaff ministre, bolchevistes il est vrai ! Progrès certains depuis le début de l'année. [...] » « Avenir oui ! Qu'en sera-t-il dans un an ? Pour 18 places on n'a guère que 25 candidats au Conseil d'Etat dont Conte et Saint Marc. Mayer<sup>1049</sup> va préparer. Le traitement d'auditeur sera porté à 11000 et 14000. Intéressant... Marguerie va partir dans la Sarre à 2400 par mois, logé, chauffé, près de 35000 par an. Au ministère même, les places de collaborateurs temporaires du Conseil technique de production rapporteraient bien 10 à 12000 avec continuation de mes intéressantes fonctions actuelles. Mais le bruit court du départ de Fighiéra : alors ? Les postes d'attaché commercial sont peut-être bien possibles : Finlande ? ».

Il évoque à nouveau la perspective du Conseil d'Etat le 19 juin 1919 quand il note « j'avais vu Joseph Barthélémy, Jèze qui m'avait engagé à préparer le Conseil d'Etat, ce que fait Mayer ; j'avais rencontré Blum de Strasbourg, Tremaud, Michel, Bernfeld ». On retrouve alors la figure de René Mayer dont Quesnay est devenu proche, vers qui il se tourne pour évoquer ses projets d'avenir :

« De l'exportation ? Le poste d'agent commercial Helsingfors ? Cela ne vaudrait pas 10000 au commerce jusqu'à mon agrég – c'est vers cela aussi que me pousse Mayer, devenu un véritable ami. Sa famille est avec celle d'Hauser à Combloux : chez Poccardi et au théâtre Antoine Chambre à Part, le 1<sup>er</sup> chez lui dans le calme d'un intérieur confortable, élégant le 6 (et nous communions en Jean Barois, confirmons la reconnaissance de notre parenté intellectuelle) à Samois, Bois-le-Roy en forêt de Fontainebleau puis le long des quais à Paris toute la journée du 10, partout nous nous confions l'un à l'autre et notre sympathie augmente (à Bleau, les exagérations Bouglé père de famille) – Rester au Commerce ? C'est pourquoi je me réjouis d'y être de plus en plus connu : le lieutenant de vaisseau Jean Clémentel le cousin du

---

cabinet de Clémentel. A ce titre, il fut rattaché au « service de la conférence économique des gouvernements alliés » selon Georges-Henri SOUTOU dans « Henri Hauser et la Première Guerre mondiale » dans Séverine-Antigone MARIN George-Henri SOUTOU (dir.) *Henri Hauser (1866-1946) Humaniste Historien Républicain* Paris, PUPS 2006, pp.147-184, p.156.

<sup>1049</sup> Il sera reçu seconde de sa promotion et nommé auditeur de deuxième classe selon Denise MAYER, *René Mayer. Etudes, témoignages, documents*. Paris, PUF, 1983, p.15.

ministre chargé de faire la liaison avec la mission qui part pour l'Amérique est venu discuter avec moi : il m'a demandé de lui confier toutes mes notes, il les fait taper au cabinet. Et j'ai presque honte d'interrompre ce travail pour partir en vacances. Hauser est ravi de cette orientation Clémentel. Et je crois que c'est un excellent moyen pour aider Fighiéra à se faire ouvrir des crédits en ma faveur. »<sup>1050</sup>.

Le refus de passer le concours du Conseil d'Etat peut paraître paradoxal de la part d'un Quesnay pourtant soucieux, notamment pour des raisons matrimoniales sur lesquelles on reviendra, de s'assurer une position enviable et certaine. On peut penser que l'une des motivations de ce refus est à chercher dans sa volonté de rester près de l'action et de poursuivre le jeu des appuis en sa « faveur ». Celui-ci porte ses fruits le 5 septembre 1919 :

« J'ai eu hier une des journées les plus agitées de ma vie ; à rapprocher de la journée du Luxembourg ! Je me demande si je rêve ou si c'est bien moi qui depuis quatre mois ai fait ce progrès fantastique dans la vie politique française : me voilà attaché de cabinet auprès de Noulens<sup>1051</sup> !! Mais j'entre en fonctions lundi, le 8 ».

Il explique ensuite à quels parrainages, d'abord universitaires (Rist et Hauser) puis internes au ministère (Charmeil et surtout le frère du ministre), il doit ce « rêve » :

« Les événements se sont succédés avec une incroyable rapidité. Lundi, je vois Fighiéra, lui mets marché en main avec l'affaire de Rist, une lettre pressante d'Hauser le relance d'autre part en ma faveur. 1000 F par mois il me les assure pour janvier mais d'ici là ? Je le sens vraiment ennuyé par le manque de crédits. Charmeil<sup>1052</sup>, avec qui il est mal, doute du résultat du virement militaire [...] Jean Clémentel me promet d'agir de son côté : il tient à ce que je poursuive mes études américaines et me donne des notes à rédiger pendant mon temps de Paris ».

---

<sup>1050</sup> Autour du 24 juillet 1919.

<sup>1051</sup> Joseph Noulens (1864-1944) est ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement dans le 2<sup>e</sup> ministère Clemenceau en remplacement de Victor Boret.

<sup>1052</sup> Alexis Charmeil est directeur du Personnel du ministère du Commerce depuis 1914 d'après registre personnel dressé par les Archives Nationales.

Il retrouve là Jean Lefranc<sup>1053</sup>, le fiancé de la sœur de son ami Lecherbonnier qui lui propose sa situation :

Mais il hésite « même si il y a là une splendide occasion politique qu'il est bien dommage de laisser échapper. J'accepte de patronner pour ce poste Argentier, un ami d'Alfred, sous-chef aux régions libérées. Jeudi matin, Jean Clémentel m'annonce qu'il m'a trouvé le moyen de rester au Commerce. Secrétaire du Groupement des Chambres Patronales, Hughes Citroën m'offre de 500 à 1000 F par mois, je pourrais continuer l'Amérique. Mais à tort peut-être je crains de vexer Fighiéra, décide de lui en parler avant de voir Citroën. "Rist ou moi dit-il en effet. Vous valez mieux qu'un poste de secrétaire auprès d'un monsieur qui ne sait pas écrire le français" Mais comment vivre en attendant janvier ? On me propose bien d'entrer au cabinet Noulens, mais à 200 F par mois - "Acceptez, oh acceptez. Il y a des avances de fonds lucratives. Noulens mal entouré. Vous pourrez vous consacrer à lui, vous en faire un ami. Il reconnaîtra vite vos qualités : c'est une affaire de peu de temps jusqu'à la chute du cabinet. S'il est ministre des Finances dans la prochaine combinaison et s'il vous prend comme chef-adjoint à son cabinet... Et puis, ancien ambassadeur de France en Russie... N'hésitez pas, vous auriez courte vue. Se faire un ami d'un homme de valeur, tout est là : être décoré plus tôt, monter plus haut, plus vite. Ainsi moi, pour avoir fait des études non rétribuées, à des députés, sénateurs, au lieu de les placer en articles payés... C'est parce que je m'intéresse à vous que je vous donne ce conseil. Vous ne perdriez pas le contact d'ici. Vous seriez le premier que j'appellerais dès que j'aurais mon crédit de missions. N'hésitez pas". Et me voilà bouleversé, orienté dans une voie nouvelle ».

On voit alors combien Quesnay est déjà rompu aux usages feutrés de la cooptation (le patronage d'un ami d'un ami pour le remplacer, le souci de ne pas froisser son directeur en allant le consulter, la capacité à garder « le contact ») et combien aussi il est sollicité de toutes parts (pour le remplacement de Lefranc, par Hughes Citroën, pour rester au Commerce...), lui à qui on promet un avenir semblant dépasser ses

---

<sup>1053</sup> Il s'agit vraisemblablement du fils d'Abel Lefranc (1863-1952), historien de la littérature, qui sera lui-même le père de Pierre Lefranc (1922-2012) baron du gaullisme.



ambitions. La description de la journée se poursuit avec le portrait de son nouveau patron, le ministre Noulens :

« Je gagne indécis encore le superbe petit bureau où la mission de Lefranc est de lire la presse, la signaler à son patron, recevoir, les directeurs de journaux, rédiger les communiqués aux agences. Position splendide pour se faire des relations !!! Et l'appui de Noulens, Fighiéra pour la Finlande. Cela ne vaut-il pas mieux que de me faire un ennemi de Fighiéra en acceptant un poste lucratif tout de suite chez Citroën ? Je me décide.

Une demi-heure chez Noulens qui me fait une excellente impression, petit, actif, l'air très intelligent, très fin, très gai. Il me présente à son cousin, chef du cabinet particulier, nous parlons jusqu'à midi quarante de la Russie (Pascal, Sadoul, Marchand) Odessa. C'est entendu j'entre chez lui "Et je manque de collaborateurs, situation possible" Ce travail maintenant, il faut me faire valoir : dès lundi, je viendrai assister Lefranc, fais déjà connaissance d'un de ses collègues. Comme il n'arrivait l'après-midi qu'à 4H, je pourrai continuer l'Amérique je l'annonce à Fighiéra, l'écris à Mayer, Hauser (Léon Cahen est nommé à la faculté de Besançon). Mais moi, moi !! Invraisemblable. J'ai chargé Rist de s'enquérir auprès de Chevalier de l'affaire office des valeurs mobilières. S'il y a là de l'avenir, j'y entre en quittant Noulens car j'ai reçu du Droit une lettre où l'on m'apprend que pour l'agrégation, il me faut les deux doctorats du moment que je n'ai pas passé ma thèse avant les hostilités... Je cherche en vain à voir Citroën, mais dans le train, combine une affaire machiavélique, écris à Giraud. J'annonce à Citroën faire un intérim chez Noulens, j'accepte d'entrer chez lui après, fais fixer à 800 les émoluments, introduis Giraud dans la place. Il se fait des relations, touche 500, complète du surplus mes 200. Et nous travaillons tous deux de concert, sans laisser échapper aucune belle occasion. ».

Même si il sait qu'il lui faudra faire « attention aux tuiles dans mes nouvelles fonctions : le Ravitaillement n'a pas fameuse presse actuellement. Aurai-je l'occasion de jouer rôle important ? », Quesnay est « stupéfait moi-même de mon étoile ! Evidemment rien de tout cela n'est bourgeois, fixe, assuré, mère et grand-mère le constatent, mais ai-je vraiment le droit d'être inquiet de l'avenir ? Je ne connais pas un type de mon âge aussi lancé. J'ai l'impression de pouvoir trouver comme situation ce que je voudrai lorsque je voudrai ». En effet en quelques mois, le jeune étudiant se trouve propulsé au plus près de l'action

politique, dans le cabinet du ministre, c'est-à-dire dans son « entourage » proche<sup>1054</sup> pour qui il doit observer la presse mais qu'il va, aussi ainsi, pouvoir observer. Même si « rien de tout cela n'est bourgeois », il faut remarquer sa prudence, lui qui, malgré sa bonne « étoile », ne néglige aucune des propositions qui lui ont été faites. Même une fois engagé par le ministre les sollicitations ne cessent pas<sup>1055</sup>, lui offrant même des arguments pour affermir sa position au sein du ministère : ainsi le 17 septembre 1919 « agrégation. Mais je n'accepte pas de ne rien faire d'autre que de préparer le concours. Hauser m'orienterait toujours vers la Finlande. Non ! Fighiéra qui s'absente à partir de novembre compterait sur ses crédits pour le 1<sup>er</sup> octobre bon : ou ici ne pourrais-je être rattaché au service de presse du Carlton ? On y fait ce que je fais. Ils sont “les bureaux” je suis “le ministre” je suis allé les voir. Oui j'en parlerai à Noulens après avoir vu Fighiéra. Je lui présenterai la question en lui faisant valoir que Picard m'offre de partir pour une tournée de conférences en Italie d'octobre à janvier (Luchoire<sup>1056</sup>, Institut Français de Florence) ».

Dans ce contexte, « l'importance même que de tous côtés on me prête me donne à moi-même plus haute idée de moi. Mon esprit s'est ouvert, c'est indiscutable. Oh, je sens encore ses faiblesses, ma stérilité parfois, mais j'organise, je réalise et je rends mieux. Ma philosophie n'en reste

---

<sup>1054</sup> Avec la présence auprès de Noulens avec son cousin « chef du cabinet particulier » comme auprès de Clémentel de son cousin Jean, il est clair que Quesnay est bien dans « l'entourage » proche du ministre vivier des cabinets ministériels jusqu'en 1945 selon Pierre ROSANVALLON dans *L'Etat en France de 1789 à nos jours* Paris, Le Seuil, 1990 p.90-91.

<sup>1055</sup> Le 10 septembre 1919 « Ministre très aimable. Y aura-t-il quelque chose à faire ? Ici ou en Finlande ? Hauser m'y engage à nouveau, Mayer vante mon esprit de finesse et persiste à croire qu'étant donné ce que je suis déjà, ce que je puis devenir bientôt, je dois demeurer à Paris – Rist m'envoie chez Chevalier, mais le Docteur de la Banque de Paris et des Pays-Bas ne voit rien à faire à l'office des Valeurs Mobilières ! Aïe... Il faut trouver pourtant – Jean Clémentel de plus en plus aimable : j'ai réussi à lui livrer de nouvelles études « pour Citroën pense à Giraud « vu Gouin et Spagnien aussi ».

<sup>1056</sup> Il s'agit du « bouillonnant Julien Luchoire, ancien directeur de l'Institut français de Florence, à la création de l'Institut international de coopération intellectuelle, ancêtre de l'UNESCO » selon Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations* Berne, Peter Lang, 2003 p.7.

pas moins un sage relativisme, chercher le bonheur accessible, j'en ai les éléments. Mais j'ai davantage confiance en mon action ». « Et j'exploite bien, je me sers de tout ce qui à mes propres yeux et aux yeux des autres augmente mon prestige »<sup>1057</sup>. Il faut alors sans doute dépasser la simple satisfaction d'amour-propre pour distinguer un élément essentiel dans la trajectoire de Quesnay, la question de la réputation, identifiée par Máximo Badaró à propos des experts internationaux de l'Organisation Mondiale du Commerce, comme un élément constitutif fort de définition<sup>1058</sup>. Son « esprit de finesse » vanté par Mayer<sup>1059</sup> lui permet de se faire connaître et d'ajouter des « cordes » à son arc, ainsi qu'il l'écrit le 20 septembre 1919 :

« Le ministre adjoint à mes occupations la préparation des dossiers législatifs, œuvre de longue haleine, mais pour rester, finances ? Alliance avec Ribières qui veut débouchés au Commerce, m'offre son appui, mais

---

<sup>1057</sup> Le 12 juin 1919. Plus tard, il écrit à Carin Ramsay le 9 août 1919 : « je ne veux pas d'un poste qui pécuniairement serait brillant mais m'empêcherait de préparer l'agrégation ; j'aspire à une situation intellectuelle, à une influence morale, au prestige bien sûr plus qu'à la fortune. » Quelques jours après, plus prosaïquement, ce « prestige » doit être « monnayé » en une bonne situation : « Mon seul regret est de ne pouvoir te donner de précisions sur ma situation de demain. J'ai gagné énormément en prestige mais rien n'est monnayé » Pierre Quesnay à Carin Ramsay le 13 août 1919.

<sup>1058</sup> « Les experts se déplacent dans un monde de coulisses et de chuchotements où l'expertise technique est aussi valorisée que l'image et le prestige individuel conquis au long du parcours professionnel » « le régime d'invisibilité des experts » dans Marc ABÉLÈS (dir.) *Des anthropologues à l'OMC* CNRS Editions, 2011, p.87.

<sup>1059</sup> Il le célèbre à nouveau dans une lettre évoquée par Quesnay le 11 septembre 1919 « deux tendances : lettre d'Hauser : "je vous félicite de votre entrée au Ravitaillement qui vous met en contact direct avec M. Noulens, dont l'avis sera certainement pris en considération pour les affaires finlandaises. Nous savons que le distributeur des postes commerciaux extérieurs est loin d'être insensible aux hautes influences. Je continue de penser que vous devez poser nettement votre candidature à Helsingfors. Je n'ai cessé de dire à Fighiéra que vous me paraissiez très qualifié pour y réussir. Il me semble qu'on devrait choisir un candidat agréable au gouvernement finlandais." Et par ailleurs mon ami Mayer : "Non, je m'obstine à n'approuver point une candidature au poste finlandais ! Je trouverais très regrettable, étant donné ce que vous êtes déjà et ce que vous pouvez devenir bientôt, que vous alliez remplir une place que vous occuperez brillamment mais qui pourrait être tenue à mon humble avis par quelqu'un qui n'aurait pas les mêmes qualités scientifique, de fond, de caractère". Suit un éloge de l'esprit de finesse, sur lequel je glisse "Vous me dites continuellement qu'il va se passer en France des choses intéressantes : je déplorerais que vous soyez absent à ce moment. On n'aura pas trop de tous les gens jeunes et de tête au moment précis où... votre américain commencera à rigoler ferme" ».

quelle situation immédiate ? Il me faut voir Fighiéra pour ma démobilisation et ses crédits. Je fais connaissance de Martini, des Directeurs et contrôleurs généraux du ministère. Je dîne chez Hauser avec Erquem, commandant qui revient de Reval, chez Van Sickle avec d'aimables américains [...] revois Clémentel abouche Giraud avec Citroën : vie active mais rien encore pour moi. Au commerce Fighiéra, Serruys<sup>1060</sup> ou la Banque du commerce extérieur, au Ravitaillement, le bureau du Cabinet ou le service des Informations du Sous-secrétariat. Par Rist que je dois voir à Versailles lundi 29, la finance ou la commission. Beaucoup de cordes. Patience ! »<sup>1061</sup>.

Son travail est reconnu y compris de son ministre qui souhaite le conserver à son service<sup>1062</sup>. C'est aussi sur la base de cette compétence reconnue qu'il développe des relations plus fortes, en quelque sorte de "connivence intellectuelle", avec certains de ses interlocuteurs : ainsi, avec un autre jeune expert, américain lui, qu'il sera amené à retrouver<sup>1063</sup>, John Van Sickle<sup>1064</sup>, le 17 juillet 1919 : « ma préparation

---

<sup>1060</sup> Daniel Serruys (1875-1950), belge naturalisé français, d'abord brillant universitaire byzantiniste formé à Liège, entre au ministère du Commerce dont il devient progressivement directeur, étant notamment le principal négociateur français des grandes négociations de 1919 selon Éric BUSSIÈRE *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1918-1935*, Paris 1992 p.58.

<sup>1061</sup> On trouvait déjà cette image dans une lettre à Carin Ramsay du 5 septembre 1919, dans un passage où il explicitait sa position : « Résumons-nous : je suis entré comme attaché au Cabinet de Noulens pour me ménager la possibilité d'aller à Helsingfors. Mais je trouve ici bien d'autres situations qui m'intéressent davantage : Rist – ou Fighiéra en attendant l'agrégé – un poste administratif même au Ravitaillement, en dehors de ma situation ministérielle d'attaché de cabinet. J'ai, tu le vois, pas mal de cordes à notre arc ! Et il y a ici fort à faire ».

<sup>1062</sup> C'est ce qu'il écrit à Carin Ramsay le 5 octobre 1919 : « hier le ministre à qui je n'avais rien demandé m'a dit combien il était satisfait de ma collaboration. Il veut à toutes forces me garder et a chargé le Directeur du Personnel de me trouver quelque situation officielle dans la maison. Je resterais détaché à son cabinet, mais toucherais un traitement dans un service quelconque. J'ai remercié sans m'engager : j'attends de voir ce dont il s'agit ».

<sup>1063</sup> Ils se recroisent à Vienne : en février 1921 dîner chez Van Sickle le 16 février 1921 « Lui a valeur et du mérite » puis en 1923 le 26 juillet puis un déjeuner le 10 août la même année

<sup>1064</sup> Selon Ludovic TOURNÈS « La fondation Rockefeller et la construction d'une politique des sciences sociales en France (1918-1940) en 1929-1930 » dans *Annales Histoire, Sciences Sociales* 63, 6 (2008) p.1371-1402, la *Social Sciences Division* (SSD) a recruté deux *officers* fins connaisseurs de l'Europe, contrairement à leurs prédécesseurs du LSRM : John Van Sickle, qui travailla à l'ambassade américaine à Paris en 1919-1920, avant d'exercer les fonctions de conseiller technique du

des accords américains n'a guère avancé, malgré un dîner chez Van Sickle et ses hôtes : j'ai du moins fait comprendre à merveille la situation de la France. Van Sickle cet élève de Taussig, maître de conférences à Harvard, doit préparer en France les accords futurs ! Quel service m'a rendu Rist en m'invitant avec lui le lendemain de la signature, un jour où je me suis d'ailleurs extériorisé complètement : ma force intellectuelle augmente. Je n'ai pu amener ici mon collègue américain, mais nous sommes amis, travaillons, discutons en commun ».

Cette réputation naissante ainsi que les liens et réseaux qu'il tisse sont ses principaux atouts dans ce qui est aussi une recherche de revenus suffisants, ce qui correspond aussi à une des caractéristiques de l'expert<sup>1065</sup>. Et Quesnay en est particulièrement conscient : il note le 20 juillet 1919, « je me lance, me remue. De plus en plus coté, mais il faut monnayer maintenant cette importance acquise », faisant le lien avec la réputation précédemment évoqué (la « cote », « cette importance acquise »). Ses projets matrimoniaux avec Carin Ramsay<sup>1066</sup> l'obligent à trouver rapidement une situation stable et prospère<sup>1067</sup> et le conduisent à

---

gouvernement autrichien jusqu'en 1923, travail qui a fourni la matière à sa thèse d'économie ; et Tracy Kittredge, ex-coordonateur pour le Nord de la France de la *Commission for the Relief in Belgium* créée en 1914 par Herbert Hoover, puis Secrétaire général de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge. Les deux hommes seront les interlocuteurs permanents des universitaires français jusqu'en 1940 ; *idem* dans Ludovic TOURNÈS *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Garnier, 2011, p.211.

<sup>1065</sup> Ainsi Jean-Yves TRÉPOS évoque le « va-et-vient entre la stabilité d'une position et l'instabilité de ceux qui l'occupent, tout attachés malgré tout à en récupérer des retombées professionnelles » dans *La sociologie de l'expertise* Paris, PUF, « Que Sais Je » 1996, p.47.

<sup>1066</sup> Le 17 septembre 1919, il écrit à Carin qu'il a bien sa lettre contenant la « bénédiction paternelle » pour ces projets.

<sup>1067</sup> Autre conséquence de cette recherche, ce qu'il évoque dans une lettre à Carin le 2 octobre 1919 « J'ai passé la journée de lundi chez Rist à Versailles [...] mais ma thèse est en panne et avec les événements qu'il faut prévoir pour nous deux ces mois prochains je crains bien que mon travail n'avance pas vite ! Raison de plus pour prendre quelque situation immédiate. Je compte faire tant de belles choses dans les douze mois qui viennent que je me demande parfois si je trouverai le temps de passer l'agrég !! ». Il semble bien que cette thèse ne sera pas terminée, il n'y en a aucune trace en particulier dans les fonds de la bibliothèque Cujas.

exposer à sa promise, le 17 juillet 1919, ses conceptions à propos de l'argent "domestique" :

« Puis il y a la question galette. L'argent ne compte pas pour moi : mettre sa joie à amasser ce qui n'est au fond qu'un moyen d'acquérir des joies est une dépravation qui m'indigne. J'ai toujours regretté de n'avoir pas de fortune personnelle pour bien m'en servir : la guerre, la mort de père... s'il reste à mère une centaine de mille francs, je m'en voudrais d'en distraire un sou. Je veux me suffire. Or cette société présuppose un actif antérieur, un capital : les ressources de l'activité n'assurent pas l'équilibre avec les besoins. D'où le malaise énorme du moment. 10000 francs voici ce que je puis avoir, ce qu'il faut à un célibataire pour vivre normalement. Pour un ménage, il en faut 25000, les Français savent quelle est la situation : d'où une institution d'une pratique qui me révolte en elle-même, qui est chez nous passée dans les mœurs et que tu connais bien celle de la dot. On arrive comme résultat aux mariages d'argent, alliances de valeurs... on m'a déjà – sans m'offrir une dot de plusieurs millions comme celle qu'avait ma cousine – on m'a déjà fait ressortir les avantages d'unions avec de braves filles que je ne connaissais qu'à peine ou pas du tout ! Je ne crois tout de même pas avoir une âme à épouser un sac ! Faute des 300000 nécessaires pour assurer les 15000 annuels destinés à combler le déficit, il me faut trouver autre chose. J'ignore les habitudes de chez toi : cet argent, pourrions-nous l'obtenir de ton père ? Simple question naïve et audacieuse. Réponds aussi franchement sans orgueil ou sans crainte. Je crois que tu me connais assez pour comprendre qu'il m'est plus que pénible d'entrer dans ces détails [...] J'ai d'ailleurs un autre projet [...] J'ai actuellement au Ministère du Commerce une situation prépondérante [ ? ] et que je puis utiliser : agent commercial en Finlande ? Traitements suffisants et tâche intéressante [...] j'abandonnerai l'agrég mais je reviendrai à Paris au bout de 5 ou 6 ans avec une situation de premier plan »

On peut remarquer toujours le refus relatif de respecter les codes bourgeois (le patrimoine cet « actif antérieur », la dot pratique qui le « révolte ») voire un certain progressisme dans sa conception du mariage. C'est cette quête des revenus nécessaires qui va progressivement le conduire à la fin de l'année 1919 à vouloir intégrer la nouvelle

commission des Réparations<sup>1068</sup> : il écrit ainsi à Carin Ramsay le 6 octobre 1919 « le ministre me demande de rester mais je lui ai expliqué qu'il me fallait chercher maintenant des choses sérieuses et sûres. Un prestige politique momentané ne suffit pas, je pense à notre avenir et manœuvre vers la commission des Réparations, l'organe d'exécution du traité de paix. [...] Aussitôt la paix ratifiée, la Commission se constituera : si j'en suis, nous aviserons alors ton père ».

### **Une pratique d'expertise.**

#### *Le goût de l'international.*

Ce projet d'union, qui va se réaliser le 8 avril 1920, favorise aussi, dans la pratique professionnelle de Quesnay, un trait déjà observé dans la période précédente, son intérêt pour les questions internationales, au moment précisément où elles cessent d'être la préoccupation professionnelle des seuls diplomates<sup>1069</sup>. Celui-ci est renforcé par la possibilité de trouver à l'étranger des situations financièrement avantageuses : ainsi il note le 18 juillet 1919 « nous en discussions aujourd'hui [des projets d'avenir] Cahen Margnery et moi. Roger Picard a eu de la veine, lui. L'exportation canadienne lui rapporte 40000 F de fixe, plus une part des bénéfices. Par Hauser, par Fighiéra on peut trouver peut-être ; la réorganisation du ministère est enterrée ; avec elle les 10000 F qui devaient me permettre d'atteindre tranquillement l'agrég. Pour rester à Paris, il faut donc trouver une affaire privée ; il le faut d'autant plus que la situation d'agent commercial va peut-être elle aussi

---

<sup>1068</sup> Dès le 2 octobre 1919, il la décrit ainsi à Carin Ramsay : « ici j'ai fait entrer Giraud chez Citroën et pense à me tourner pour moi-même vers la Commission des Réparations, le grand organisme qui étudiera les finances allemandes, fixera la dette, répartira les versements que feront nos anciens ennemis. Ce peut être très intéressant et il y a de la bonne besogne à faire ; la Commission est interalliée mais son bureau permanent s'installe à Paris. Tout est actuellement en voie d'organisation ; je pourrais peut-être avoir là une belle situation d'avenir. Pour l'instant rien ne presse ».

<sup>1069</sup> Idée reprise notamment à Stanislas JEANNESSON qui rappelle, dans « les diplomates français et la paix au lendemain de la Grande Guerre », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°108, 2012, pp.18-22, p.22 que « la paix par le droit menace [le diplomate] dans son existence même, en confiant à l'expert le soin de préparer les dossiers, au politique celui de négocier et au juge celui de trancher ».

disparaître ; si Clémentel tombe, le projet ne sera pas voté. Or – le 21 – voici Boret<sup>1070</sup> par terre et tout le ministère chancelant. D’ailleurs j’ai vu Mme Rosenlew : elle ne conseillerait guère ce poste en Finlande : la vie là-bas ne lui a guère laissé d’heureux souvenirs ». Ces projets finlandais s’éloignent assez rapidement, ce qui montre aussi la fragilité de ses appuis au sein du ministère<sup>1071</sup>. De plus il note, dès le 12 juin 1919, « quitte à m’expatrier je préférerais les Etats-Unis ou le Canada : on offre un peu partout de belles situations intéressantes » C’est d’ailleurs vers l’Amérique du Nord qu’il tente de développer ces réseaux ainsi le 18 juillet 1919 « et Rist m’avait retenu longuement, me présentant à Vergniaud [...] m’invitant à me rencontrer le lendemain à Versailles avec [Frank W.] Taussig<sup>1072</sup> en personne » et le « dimanche 20, j’avais à déjeuner Van Sickle, qui, quoique chargé de cours à Harvard, s’occupera lui aussi d’exportation, lorsqu’il aura mieux “la maîtrise de la langue française”. Dîner chez Lapeyrouse avec Mayer. Ah la bonne soirée ; et

---

<sup>1070</sup> Il s’agit de Victor Boret ministre de l’Agriculture et du Ravitaillement depuis 1917 d’après Jean JOLLY (dir) *Dictionnaire des parlementaires français; notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940* Paris, PUF 1960-1977.

<sup>1071</sup> Le 24 juillet 1919 « Irai-je en Finlande, temporairement ? Complètement ? Temporairement ? Je le souhaiterais de plus en plus [...] mais non seulement le détachement me paraît dur à obtenir de la guerre ; ici Fighiéra m’a dit trois fois qu’il faisait signer ma lettre le soir même au ministre. Quinze jours passés. J’ai l’impression qu’on se f... de moi. D’autant plus que j’entends parler d’un Vacquier qui fut capitaine à la mission Noulens. Recommandé par ce dernier, maintenant ministre de l’agriculture, il est venu demander une mission pour la Finlande : il connaît bien Petrograd, a été emprisonné par les bolchevistes [sic.], voudrait attendre à Helsingfors la fin du bolchevisme, si celle-ci tardait trop se ferait nommer agent commercial en Finlande. Eh bien ce poste auquel je ne tiens pas, je veux encore me le réserver. Quand j’ai connu tout cela par Marguery qui revenait de cuisiner le secrétaire de Charmeil – la loi est votée – quand j’ai su par Dunan qu’on balançait le type de ci de là, j’ai parlé de lui à Jean Lefranc (fiancée de M<sup>elle</sup> Lecherbonnier) qui vient de trouver une situation de 10000 en même temps qu’il était pris par Noulens comme attaché commercial – j’ai fait venir Vacquier, je lui ai remis une lettre pour Henri Ramsay, ainsi c’est moi qui l’accrédite. Mais il n’est pas sûr du tout de partir. Il m’annonce le remplacement de la mission militaire. Quel malheur cette inertie de Fighiéra ».

<sup>1072</sup> Selon Giovanni BUSINO dans la préface de l’ouvrage de W.E. RAPPARD *Economistes genevois du XIX<sup>e</sup> siècle* Genève, Droz, 1966 p.IX il fut un « pionnier de l’histoire de la législation douanière et du commerce international, grand connaisseur des aspects institutionnels des problèmes politiques ». Il fut l’« adversaire d’une législation douanière pour des raisons morales, toutefois modérément favorable au protectionnisme ».



sur son conseil, écrit à Meunier, un exportateur qui cherche un secrétaire général. [...] Nicolle, le sous-directeur me consulte sur les affaires américaines, j'écris à Bolley, le directeur général des douanes et me mets enfin à rédiger mon rapport sur les USA – mais ayant écrit à Meunier, j'ai voulu me renseigner : reçu très cordialement par Picard qui m'aura des tuyaux et me trouvera peut-être quelque chose, il m'a demandé de rester en relations avec lui. Et comment ! ». Plus largement, le milieu dans lequel il évolue, constitue un facteur supplémentaire favorisant son intérêt pour l'international : ainsi dans sa lettre du 15 septembre 1919, quand Quesnay relate à Carin un « mariage sympathique dans la “haute société française”. Jean Lefranc, que je remplace ici au cabinet, épousait Simone Lecherbonnier, la sœur de mon ami [...] Lefranc préparait le Conseil d'État : pour se marier, il abandonne et prend une situation dans une maison d'exportation », il y dépeint « ce milieu Collège de France-Cour de Cassation, nous étions cinq ou six jeunes gens tous semblables, croix de guerre au parement de la jaquette, la France d'avenir : l'un part administrer des puits de pétrole en Galice, un autre gagne le Canada comme ingénieur-métallurgiste ; les Français ont changé vraiment et notre pays mérite de vivre... ».

Ce goût pour l'au-delà des frontières nationales, qui est mis au service du pays (l'exclamation finale « notre pays mérite de vivre »), transparaît également dans les projets de recherche que Quesnay continue de nourrir en 1919, n'abandonnant pas, comme on l'a vu tout projet de carrière universitaire. Dès le 14 novembre 1918, il note : « j'abordai le sujet de thèse et il [Rist] m'exposa de beaux projets : le sujet qu'il me recommanderait surtout consisterait en une étude du commerce extérieur, classification des pays en types producteurs comme la constitution d'une histoire naturelle des sociétés économiques... Je ne vois pas encore très nettement, mais nous en reparlerons ». A la fin août 1919, il évoque plus précisément ce travail : il écrit à Carin Ramsay le 28 août 1919 :

« Ma thèse avance tu sais : quelques renseignements à chercher encore demain et après-demain et toutes les idées réunies je me mettrai à la rédaction [...] Sais-tu que j'étudie la Finlande parmi les “balances

commerciales des principaux pays” ? Je lui ai consacré un beau tableau qui est dressé maintenant ; elle me paraît constituer avec le Canada et quelques autres pays neufs le type des nations jeunes à grand avenir [...] “L'évolution économique des Etats” sera, je crois un ouvrage assez utile, réunissant pas mal de renseignements épars jusqu'ici et en tirant des conclusions nouvelles pour la France. Ton père [ou frère] ne doit pas avoir une grande admiration pour les économistes français. Quelle tâche que de rajeunir un peu leur esprit et leur méthode, les mettre à la hauteur de leurs collègues anglais allemands ou américains. Je crois cette tâche possible et je suis tout décidé à y aider de mes propres efforts. La *Revue d'Economie Politique* se reconstitue : si elle peut intéresser ton frère, lorsque nous serons en relations suivies, je lui en ferai opérer l'envoi »<sup>1073</sup>.

Utilisant des outils relativement nouveaux, qui sont au cœur de la réflexion de certains économistes (Meynial<sup>1074</sup>...) tels que la balance des paiements, dont le fonctionnement est bouleversé avec les incertitudes monétaires de l'après-guerre<sup>1075</sup>, il s'inscrit dans une perspective résolument comparatiste à l'échelle mondiale. On peut aussi noter son usage fréquent des statistiques<sup>1076</sup>, peut-être conséquence de la Première Guerre mondiale quand, selon Alain Desrosières, il y a un renforcement des liens statisticiens, universitaires et responsables politiques

---

<sup>1073</sup> On peut remarquer que dans son carnet, il évoque cette dans pratiquement les mêmes termes, le 31 août 1919 : « ma thèse avance. Content de mon travail. “L'Evolution Economique des Etats” sera je crois un ouvrage utile, réunissant pas mal de renseignements épars jusqu'ici et en tirant des conclusions nouvelles pour la France. Oh les économistes français ! Quelle tâche que de rajeunir un peu leur esprit et leurs méthodes, les mettre à la hauteur de leurs collègues anglais allemands américains. Quelques renseignements à chercher encore à Paris et je me mettrai à la rédaction ».

<sup>1074</sup> Lucette LE VAN-LEMESLE dans *Le Juste ou le Riche op. cit.* p.611, rappelle qu'il est, à partir de 1927 chroniqueur dans la *Revue d'Economie politique*. On remarque une rencontre avec Quesnay le 24 juillet 1929 (selon les carnets de Quesnay).

<sup>1075</sup> Jean BOUVIER *Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains (XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècles)* Paris SEDES, 1977, p.190-191 notamment.

<sup>1076</sup> Il note le 19 juin 1919 « Rist m'avait retenu longuement, [...] me demandant pour la revue d'E[conomie] P[olitique] un article sur les idées américaines, [...] Rist me conseille des travaux, m'embarqua dans la statistique, je calculai des pourcentages » ou encore le 17 juillet 1919, « je travaille ma thèse sur l'Evolution des Types Economiques d'Etats, fais ou fais faire de fastidieux calculs, mais en tire des renseignements et des conclusions intéressantes. Bref, je sens augmenter ma valeur, mais non pas encore s'éclaircir mon avenir immédiat ».

notamment au sein du cabinet d'Albert Thomas<sup>1077</sup>, prélude au « mariage tardif » entre « statistique et théorie économique »<sup>1078</sup>. C'est d'ailleurs en utilisant l'expérience de la guerre que Pierre justifie, dans sa lettre à Carin du 26 août 1919, l'envoi d'un assez curieux « graphique des sentiments »<sup>1079</sup> : « il était au G[rand] Q[uartier] G[énéral] pendant la guerre une douce manie : on exprimait en des graphiques l'état moral des troupes ! Je me suis amusé à construire les nôtres : mois par mois... » avant de lui en expliquer le fonctionnement. Il faut aussi se souvenir que le ministère du Commerce constitue, sous la direction d'Emile Clémentel un lieu propice à l'utilisation de ces outils, ainsi que le rappelle Clotilde Druelle-Korn<sup>1080</sup>. Moins surprenant, il trouve, par l'intermédiaire de Carin, auprès de la famille Ramsay un certain nombre d'informations concernant la Finlande, non seulement sur le contexte politique agité du pays<sup>1081</sup> mais aussi plus spécifiquement pour préparer son travail universitaire<sup>1082</sup>, qui lui permettent aussi d'affermir sa position professionnelle<sup>1083</sup>.

---

<sup>1077</sup> Alain DESROSIÈRES *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. Paris, La Découverte « Textes à l'appui » 1993, p.193.

<sup>1078</sup> *Idem* p.200

<sup>1079</sup> Voir *infra* annexe 2.

<sup>1080</sup> Dans l'article « Ministère du Commerce-Statistique générale de la France. Le rendez-vous manqué des statistiques économiques », *Histoire et Mesures*, XXII-I, 2007, pp.45-69, elle note p.54 : « Si les parlementaires ne sont pas encore convaincus de sa nécessité, Clémentel fait de l'information économique, et de la statistique en particulier, un outil de connaissance, de mesure, d'intervention économique. Ce choix n'est pas théorisé comme tel, mais il est bien repérable dans ses multiples réalisations ministérielles » dans un contexte difficile dû à la désorganisation des services durant la guerre (décrite p.59 et suivantes).

<sup>1081</sup> Dans sa lettre du 12 juin 1919 à Carin Ramsay, il lui explique se tenir au courant par le « bulletin de presse finlandaise au bureau » Mais il complète, auprès de sa promise, ses informations : « je savais avant que tu me l'aies annoncé que ton père avait les finances dans le cabinet Castren avec Enckel aux Affaires Etrangères ; je me demande même comment un ministère bourgeois gauche peut gouverner entre le parti de concentration droite et le parti socialiste. Ce doit être une majorité bien instable. Ton père est-il du parti progressiste du parti suédois ou du parti agrarien ? ».

<sup>1082</sup> Le 26 août 1919 il remercie Carin Ramsay de lui avoir envoyé « une statistique finlandaise *splendidement* éditée et bien faite ».

<sup>1083</sup> Le 24 juillet 1919 il note « d'autre part je jouerai encore un autre rôle important au service : j'ai écrit à Henry Ramsay qui fournit les rapports commerciaux à l'Angleterre,

*De la « production » au « commerce » des idées.*

Plus largement dès le 12 juin 1919, Quesnay note : « Il me faut vivre en milieux d'idées : ma faculté d'assimilation me permet de recueillir ici et de renvoyer là : je ne suis peut-être pas un producteur d'idées, mais un bon commerçant : accroître la circulation ! », semblant se définir ainsi davantage comme un “passeur d'idées” que comme un « producteur ». D'une certaine manière son choix d'être dans un entre-deux, entre les cabinets ministériels et l'Université correspond bien à cette définition. De même, on retrouve dans son activité autour du 4 août 1919 cette idée d'un Quesnay intermédiaire et facilitateur : « de tous côtés me tombent de grosses affaires sur les bras : ce sont d'anciens clients de conseil de guerre qui dépêchent auprès de moi famille ou amis, il faut agir auprès du député qui rapporte la loi d'amnistie, auprès de mon ancienne Division ou de la L[igue des] D[roits de l'] H[omme]. Ce sont des articles que Rist veut tout de suite pour la *Revue d'Economie Politique*, des bouquins qu'il faut analyser ; c'est Jean Clémentel le cousin de mon ministre qui veut me voir pousser mon étude sur l'Amérique qui dès maintenant prend connaissance de mon manuscrit ; il paraît que ce sont les meilleurs documents pour la mission qui part. Ce sont des recherches qu'il faut faire à la bibliothèque américaine, à l'ambassade, les invitations qu'il faut accepter et qu'il faut rendre : Lapeyrouse, Poccardi ». Il est celui qui rassemble et diffuse les idées et les informations pour son maître universitaire autant pour ses chefs au ministère, autant que celui qui sait comment intervenir pour la cause de ses anciens clients, quand il était avocat commis d'office auprès du conseil de guerre divisionnaire dans les premiers jours de la paix<sup>1084</sup>. Il est alors, en quelque sorte, déjà expert

---

à l'Amérique. J'en demande un pour la France et nous le ferions paraître sous le timbre du service. Façon nouvelle de retenir l'attention ».

<sup>1084</sup> On trouve dans les archives du fonds Frédéric Quesnay, à la fois les brouillons de ses plaidoiries et quelques lettres de remerciement de ses “clients” ou de leur famille, qui attestent de cette affectation sans doute due à ses études de droit.

en tant que « médiateur-médiatrice »<sup>1085</sup>. On retrouve dans l'article « la politique douanière des Etats-Unis d'après un rapport américain » écrit par Quesnay dans le numéro de septembre octobre 1919 de la *Revue d'Economie Politique*<sup>1086</sup> un certain nombre de ces éléments. Le texte se veut d'abord informatif, à partir d'un rapport puisé aux meilleures sources, puisque c'est celui de Taussig « délégué américain à la Conférence économique » dont on a évoqué la proximité croissante avec Quesnay : à partir des inquiétudes de la presse américaine, soucieuse de l'excédent des exportations sur les importations, est posée la question de savoir « comment obtenir qu'un pays devenu créancier continue à vendre infiniment plus à l'étranger qu'il ne lui achète ? » donc directement « quels moyens donner à l'Europe pour qu'elle puisse s'acquitter » de sa balance débitrice et des intérêts ? « L'opinion américaine voit le remède dans l'ouverture de crédits à l'étranger et manifeste ses préférences pour l'ouverture de ces crédits par le capital privé. Des syndicats de banquiers se constituent pour fournir à l'Europe le matériel nécessaire à sa restauration et surtout pour permettre aux Etats-Unis de continuer leurs exportations. Il est, en effet, curieux de remarquer qu'à l'heure actuelle, malgré la situation, la tendance générale américaine reste protectionniste » par des mesures qui ne peuvent-être que « artificielles et temporaires » car « en fin de compte, la constitution de leur système économique semble exiger, à brève échéance, l'adoption d'une politique largement libérale ». En attendant ce qui apparaîtrait comme une rupture par rapport à la politique traditionnellement protectionniste des Etats-Unis, le rapport se tourne vers des principes applicables par « toutes les Puissances » en faisant référence aux différents messages de Wilson au congrès et au rapport de la *US Tariff Commission* « Reciprocity and Commercial Treaties ». Le premier de ces principes est celui de l'égalité économique, s'appuyant notamment sur la troisième des « quatorze

---

<sup>1085</sup> Idée reprise à Frédéric GRABER, à propos des premières définitions de l'expert à l'époque moderne, dans « Figures historiques de l'expertise » dans *Tracés* n°16, 2009, p.167-175.

<sup>1086</sup> p.589-594 dans la partie « notes et memoranda » du n°5 de l'année 1919.

points de Wilson » : « plus de privilèges, plus d'avantages individuels, favorisant une Puissance au détriment des autres sur un marché étranger. Nous sommes entrés dans la politique mondiale, nous avons donc le droit, en matière commerciale comme en matière politique, de condamner toutes les alliances, elles portent atteinte[s] aux droits des tiers, elles blessent leurs intérêts, elles soulèvent des rancunes... nous voulons l'égalité pour tous. Et cette égalité n'implique pas libre-échange. [...] Mais le principe de Liberté Intérieure est limité par le principe d'Egalité de traitement » car toutes les mesures doivent être appliquées indistinctement à toutes les nations. Pour l'application de ces projets des sanctions « nous userons de pénalités pour éviter tout traitement de rigueur, jamais pour nous assurer des privilèges ». On note la possibilité de dérogations, prévues notamment pour « contiguïté géographique » ou « liens des solidarité politique intime » (Cuba). Après cette assez longue présentation (plus de la moitié de l'article), Quesnay entame le commentaire : « nous avons voulu présenter aussi impartialement que possible la thèse de nos amis. Est-ce à dire qu'elle soit inattaquable dans son souci de la justice, qu'elle soit entièrement admissible du point de vue français ? Il nous semblerait difficile de le soutenir ». Certes c'est une doctrine « précise et sûre » « mais il y a dans la conception abstraite d'égalité une méconnaissance de la situation internationale qui surprend » : « peut-on prétendre aujourd'hui fonder la justice en décrétant l'inégalité des inégaux ? », car au-delà de l'analogie avec la « vie sociale » (« l'ouvrier isolé égal en droits à son patron n'a jamais, en fait, été son égal »), « des pays profondément éprouvés par la guerre, comme la Roumanie, la France ou la Belgique, ne peuvent être déclarés les égaux de pays en pleine prospérité ». Donc « l'égalité entre les puissances économiques telles qu'elles existent actuellement ne servirait guère que les Etats-Unis, l'Europe n'aurait aucune action sur l'Amérique ». D'autre part « ce serait comme l'institution d'une clause consacrant tacitement le régime de la nation la moins favorisée ! », Quesnay renvoyant alors en note à un article d'Henri Hauser dans *Tribune de Genève*, à propos de la troisième proposition Wilson :

« Cette idée a été soutenue dans une série d'articles de M. Henri Hauser parus dans la *Tribune de Genève*. L'interprétation littérale de la troisième proposition Wilson [« Le retrait, autant que possible, de toutes les barrières économiques, et l'établissement d'une égalité des conditions de commerce parmi toutes les nations désirant la paix et s'associant pour la maintenir »] amènerait, fait-il remarquer, une hausse formidable des droits de douane, puisque, pour chaque article, chaque peuple adopterait le tarif le plus élevé possible. Ce serait la « guerre douanière généralisée, devenant le régime normal du monde, *bellum omnium contra omnes* »<sup>1087</sup>.

Au-delà de la référence dans la note citée, on retrouve ensuite l'influence des idées du grand historien, développées dans ce texte fondateur de la doctrine française des années 1920 selon Éric Bussière<sup>1088</sup> : comme l'explique Quesnay « sans doute, les dérogations prévues par les Etats-Unis permettraient-elles des ententes comme celle qu'annonce le système de la préférence d'Empire britannique » mais « un même produit ne possède pas pour tous pays la même valeur relative et

---

<sup>1087</sup> p.592 n.1 Quesnay fait alors, peut-être, référence à l'article dans le journal helvétique du 15 mai 1918 intitulé « la Table rase » dans lequel « Henri Hauser se fit le porte-parole du ministère du Commerce » pour y défendre la décision française d'avril 1918 permettant « un rapprochement douanier préférentiel avec la Belgique et l'Italie et de traiter différemment les pays alliés, ennemis et neutres "Nous voulons être maîtres de doser nos faveurs à la mesure de nos alliés" » dans un plus vaste projet d'« union économique de l'Europe occidentale » selon Georges-Henri SOUTOU dans « Henri Hauser et la Première Guerre mondiale » article cité p.164.

<sup>1088</sup> « La remise en cause de la clause générale de la nation la plus favorisée avait constitué l'axe des projets français de réorganisation économique de l'Europe au cours de la guerre. Henri Hauser en avait été l'un des promoteurs surtout à partir de mai 1917 au sein du ministère du Commerce. La dénonciation par la France de l'ensemble de ses traités de commerce en avril 1918 avait pour but de reconstruire un système européen voire mondial sur une base contractuelle privilégiant des liens préférentiels avec des puissances amies comme la Belgique et l'Italie. Dans un article intitulé « La Table rase », publié dans la *Tribune de Genève* en mai 1918, Henri Hauser s'était fait le propagandiste d'un tel programme. Le schéma envisagé à l'époque combinait, dans un contexte politique différent où l'affrontement économique avec les puissances centrales dominait, un large projet d'essence régionaliste centré sur l'Europe occidentale et une série d'accords sectoriels prenant la forme de cartels privés. Dans la vision de ses promoteurs, un tel schéma ne signifiait pourtant pas une coupure des relations avec l'outremer ni avec les puissances centrales : c'est le rééquilibrage des rapports de force et non l'autarcie qui était visé et ce type de modèle allait devenir le centre des discussions entre Européens à partir de 1925 » selon Éric BUSSIÈRE, « Entre libéralisme organisé et régionalisme : des solutions d'avenir pour l'Europe des années 1930 », in Séverine-Antigone MARIN George-Henri SOUTOU (dir.) *Henri Hauser (1866-1946)*, op. cit. pp.195- 209, p.204.

certaines décisions sous une apparence d'égalité peuvent, en fait ne porter préjudice qu'aux intérêts d'une seule nation » donc « on verrait se produire des spécialisations de droits qui, pour présenter le caractère inverse de celles inaugurées jadis par l'Allemagne, n'en auraient pas moins le même caractère offensif ». Il conclut ensuite que ce n'est « pas encore une base pacifique pour l'édification des rapports économiques entre nations » mais « une doctrine intéressante parce qu'elle pose des principes généraux et qu'elle annonce déjà un commencement d'évolution<sup>1089</sup>. C'est une tentative pour s'ouvrir les marchés étrangers tout en conservant la possibilité de se protéger librement. Ce n'est qu'un premier pas dans la voie libérale où nous verront prochainement s'engager la plus grande puissance industrielle du monde ». **En effet, ne retrouve-t-on pas là la méfiance d'Hauser** Ainsi la clarté de l'exposé, soulignée par Rist<sup>1090</sup>, appuie une analyse qui, délibérément, dépasse le seul cadre national pour se placer à l'échelle européenne<sup>1091</sup>, sans apparemment faire de différence entre adversaires et alliés d'hier, dans le contexte du choix par le président américain, depuis janvier 1919, du « retour à un nationalisme économique sauvage »<sup>1092</sup>. De même, alors

---

<sup>1089</sup> Peut-être peut-on trouver là une autre trace de l'influence de Henri Hauser, une certaine méfiance vis-à-vis des pures théories économiques, qui étaient pour le grand historien, « juste des catégories historiques » ainsi que le rappelle Christian MORRISSON dans « Henri Hauser, observateur de la vie économique de son temps » in Séverine-Antigone MARIN George-Henri SOUTOU (dir.) *Henri Hauser (1866-1946), op. cit.*, pp.185-194, p.186.

<sup>1090</sup> Celui-ci le félicite pour sa production ainsi que Pierre l'écrit à Carin le 26 août 1919 : « lettre de Rist, affectueuse et élogieuse [...] mon article a paru remarquable : un seul regret, très rare hélas : il est si court, mais il contient "tout l'essentiel de la manière la plus claire et la plus vivante". On m'en demande un autre ».

<sup>1091</sup> Ceci à un moment où la prestigieuse revue amorce « un certain repli hexagonal » selon Marc PÉNIN dans « *La Revue d'Economie Politique* ou l'essor d'une grande devancière (1887-1936) » dans Luc MARCO *Les revues économiques en France* Paris, 1996, pp.157-196, p.182.

<sup>1092</sup> Formule empruntée à Jean-Baptiste DUROSELLE *La France et les Etats-Unis. Des origines à nos jours*. Paris, 1976, p.120. Le changement de contexte est d'ailleurs perceptible dans le ton de l'article plus offensif et critique que celui qu'utilisait encore Rist en février 1919 dans la même revue lorsque, sur un sujet voisin il analysait la loi Webb du 10 avril 1918 qui a « pour objet de soustraire le commerce d'exportation aux dispositions des lois sur les trusts, soit à la loi Shermann de 1890 soit à la loi plus récente du 15 octobre 1914, dite Clayton Act » « chapitre [qui] sera pour la vieille



que le projet douanier américain ne lui semble être, *in fine*, qu'un outil pour renforcer une domination croissante sur l'économie mondiale (cf. la référence à l'agressivité commerciale allemande avant la guerre<sup>1093</sup>), le principal souci de Quesnay semble être de voir apparaître « une base pacifique pour l'édification des rapports économiques entre nations », qui ne lèse pas non plus les intérêts français. Peut-on considérer qu'il s'agit là des prémisses d'une volonté de voir mis en place une organisation économique à l'échelle continentale ? C'est en tout cas suffisant pour nuancer la volonté affichée d'un retour à un ordre libéral antérieur, d'autant plus que celui-ci ne correspond pas à la réalité de la politique douanière américaine sur le temps long<sup>1094</sup>.

Ce souci d'une certaine régulation se retrouve encore plus nettement dans un autre article que Quesnay a fait au moins inspirer voire publier anonymement<sup>1095</sup>, une fois au service de Noulens, pour défendre la politique ministérielle, dans *le Matin* du 10 septembre 1919 intitulé « la liberté ne suffit pas à tout ». Il s'y livre à l'analyse du décret du 6 juin 1919 qui autorise le libre commerce du sucre et cela dans la perspective de l'évolution des cours mondiaux avant de conclure : « il semble que cette mesure non seulement n'a pas réussi à rendre le sucre plus abondant mais qu'elle en a fait monter le prix sur les marchés mondiaux et il est à craindre que la répercussion s'en fasse sentir sur notre bourse dès qu'il

---

Europe d'un intérêt particulièrement vif, car elle offre au commerce américain des facilités de lutte et de concurrence dont il paraît décidé à user sur tous les marchés vieux ou neufs avec l'énergie et la fougue qui le caractérisent ».

<sup>1093</sup> Sandrine KOTT rappelle qu'« entre 1910 et 1913, la valeur des exportations allemandes augmente de plus de 35%, celles des importations de plus de 20%. Ces chiffres rendent compte du nouveau rôle mondial détenu par l'industrie allemande » *L'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle* Paris, Hachette 1999 p.122.

<sup>1094</sup> Selon Jean HEFFER dans « L'âge d'or du protectionnisme américain » dans *Histoire, économie et société*. 2003, 22e année, n°1. « La politique économique extérieure des Etats-Unis au XXe siècle » pp. 7-22, le protectionnisme, « cause populaire » aux Etats-Unis de 1897 à 1933 (p.13) n'a connu qu'une relative éclipse pendant la présidence Wilson.

<sup>1095</sup> Le 10 septembre 1919, il écrit à Carin Ramsay « ce matin, j'ai été eu en première colonne du *Matin* un article de moi où "une importante personnalité qui nous a prié de ne pas publier son nom mais qui a toutes les raisons de connaître etc. ..." suppliait M. Noulens de ne pas hésiter à prendre sans fausse honte les mesures nécessaires ».

faudra renouveler les marchés en cours, passés avant la hausse » donc il critique « une mesure peut-être prématurée, sûrement incomplète et qui en tout cas n'a donné jusqu'ici que des résultats fâcheux » par rapport au « prix juste » et aux « intérêts du public », se montrant ainsi favorable au maintien des dispositifs de contrôle mis en place durant le conflit. Il est alors possible, notamment par la proximité entre son « patron » et Clémentel, de voir là une certaine influence, sur Quesnay, du ministre du Commerce que l'on sait favorable à un Etat promoteur et superviseur « d'un mouvement capitaliste d'autodiscipline et d'expansion », qui favorise l'émergence d'un « réseau de régions économiques »<sup>1096</sup>, donc vers le réalignement du libéralisme dans le sens d'un étatismecorporatisme<sup>1097</sup>. A l'appui de cette hypothèse, on peut évoquer la phrase dans une lettre à Carin Ramsay du 6-8 juin 1919 : « l'affaire Luxembourg que j'ai mise sur pied et l'affaire d'Anvers paraissent marcher » : il s'agit selon toute vraisemblance de la préparation des négociations franco-belge, quand « au printemps 1919 la question bilatérale que constituait la négociation économique franco-belge s'élargit de celle du devenir économique du Luxembourg »<sup>1098</sup> et que dans le programme exposé par Clémentel à la fin mai 1919 figure notamment « sacrifices sur la surtaxe d'entrepôt au profit d'Anvers »<sup>1099</sup>. Le fait que Fighiéra, dont on a évoqué la proximité d'alors avec Quesnay, travaille au côté de Clémentel sur ce dossier<sup>1100</sup>, est un indice supplémentaire de l'implication du jeune expert dans la préparation du projet porté par le ministre d'un

---

<sup>1096</sup> Richard KUISEL *Le capitalisme et l'État en France ; modernisation et dirigisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1984, p.96-97 où il rappelle d'ailleurs que l'idée du « réseau de régions économiques » a été proposé à Clémentel par Henri Hauser, dont on a vu par ailleurs l'influence qu'il a sur le jeune Quesnay.

<sup>1097</sup> *Idem.* p.93.

<sup>1098</sup> Éric BUSSIÈRE *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe op. cit.* p.41.

<sup>1099</sup> *Idem* p.45.

<sup>1100</sup> *Idem* p.47 « Clémentel et Fighiéra (directeur au ministère du Commerce) désiraient toujours rendre les industries des deux pays complémentaires ».

« rapprochement économique progressif »<sup>1101</sup> entre les deux pays voisins. Ainsi, même si « ces projets furent progressivement remis en cause par le principal négociateur français, directeur au ministère du Commerce, Daniel Serruys »<sup>1102</sup> et que triomphèrent les positions de Louis Loucheur « hostile au dirigisme du ministre du Commerce »<sup>1103</sup>, Quesnay semble donc être dès le printemps 1919 un acteur certes mineur mais bien réel des premiers projets d'intégration ouest-européen du temps de paix, dans la continuité de ceux développés pendant le conflit « d'une certaine manière fascinants par rigueur de leur construction et largeur de vue qu'ils révélaient »<sup>1104</sup>.

Comme on l'a dit, ce rôle prend notamment la forme d'une action auprès de la presse c'est-à-dire d'une « mise en récit » de l'action politique à destination de l'opinion publique, ce qui correspond bien à un des aspects de l'action de l'expert selon Jean-Yves Trépos<sup>1105</sup>. Ainsi dès le 10 septembre 1919, il le raconte à Carin Ramsay :

« Que de choses en peu de temps ! Je lis quarante journaux par jour : le ministre est enchanté des résumés que j'ai eu l'idée de lui faire. Il paraît que je l'ai tout de suite gagné, m'a dit Ribière, chef adjoint. Leroy m'appelle "mon lieutenant". Je rédige communiqué sur la baisse du mouton, reçois le président du syndicat des 4 saisons, un agriculteur de l'Aisne, un type qui veut être nommé à Paris et qui m'écrit "M. Quesnay chef de cabinet". Surtout je suis chargé d'une campagne de presse, qui me stupéfie et qui m'intéresse. Journalistes empressés à nous satisfaire. J'ai aujourd'hui un article en 1e colonne du *Matin* où je supplie le ministre de revenir sans fausse honte sur la liberté du commerce des sucres : "importante personnalité qui nous a prié de ne pas publier son nom. Mais qui a toutes les raisons pour bien connaître, etc..." Oh l'étonnante cuisine ! J'aurai deux autres articles dans *Le Petit Parisien* et dans *l'Echo de Paris* et l'on agira ! »

---

<sup>1101</sup> *Idem* p.46.

<sup>1102</sup> *Idem* p.47.

<sup>1103</sup> *Idem* p.46.

<sup>1104</sup> *Idem* p.32.

<sup>1105</sup> Jean-Yves TRÉPOS *La sociologie de l'expertise op. cit.* p.53.

Dans la même lettre, il décrit un peu plus loin combien « je fais au Ravitaillement mon éducation politique bien plus que mon instruction économique. C'est invraisemblable de voir avec quelle facilité on oriente l'opinion ! » Il décrit alors précisément l'action qu'il entreprend auprès des différents journaux et de leurs journalistes pour voir diffuser les idées de son ministre, notamment à propos des échanges avec l'Amérique :

« Le Ravitaillement est un des services les plus lourds actuellement : il n'est pas un individu qui pas une heure en France ne parle de la vie chère [...] Les critiques pleuvent. Et je suis chargé des rapports avec la presse [...] Il m'a chargé de mener la campagne de presse pour préparer l'opinion au retour à l'importation des sucres uniquement par l'État. C'est le seul moyen pour nous d'obtenir de l'Amérique ce qui nous manque. [...] Je négocie actuellement avec *Le Petit Parisien* et *l'Écho de Paris* pour faire paraître d'autres articles encore écrits par moi avant la fin de la semaine. Le public sera préparé et on agira. C'est une tâche délicate et qui me m'intéresse ».

Dans la situation difficile qui est celle du ministère du Ravitaillement (« un des services les plus lourds actuellement »), Quesnay doit non seulement scruter ce qu'en dit la presse pour le ministre (« les résumés » qui enchantent le ministre) mais aussi, en utilisant une certaine servilité des journalistes (« empressés à nous satisfaire »), « préparer l'opinion » aux changements politiques, c'est-à-dire d'une certaine manière « euphémiser, nommer, problématiser »<sup>1106</sup> les décisions ministérielles pour les rendre audibles auprès de l'opinion, ce qui constitue un autre aspect de « la mise en récit », typique de l'expertise. Il continue, quelques jours plus tard<sup>1107</sup>, à décrire cette « éducation politique » : « Il y a dans la presse contre-attaque contre mon article : *Le Matin*, *Le Soir*, *Les Débats*, *Le Temps* reproduits par *Le Figaro*, *L'Avenir*. J'ai lancé la 2<sup>e</sup> vague d'assaut avec *Le Petit Parisien* *L'Echo de Paris* qui n'a marché que pour l'édition de province. Et j'ai demandé à Laffond d'y lancer *le Journal de Rouen* bonne façon de me signaler – l'opposition fait attaquer

---

<sup>1106</sup> *Idem* p.52.

<sup>1107</sup> Le 13 septembre 1919

partout la politique du blé. J'ai reçu un professeur Mahaut, qui veut faire peser les bêtes à la Villette : idées intéressantes que j'ai rapportées au ministre. Il tient à sa qualité d'élèveur, recevra mon type ». On remarquera, outre la métaphore militaire (la « vague d'assaut »), le souci de Quesnay de prendre date dans sa « petite patrie » par le biais de la presse locale. Il découvre aussi qu'il doit se « méfie[r] des interviews comme de la peste : j'ai la mauvaise habitude de me laisser aller à laïusser avec les journalistes que je connais bien et qui me sont sympathiques. Le lendemain j'ai la désagréable surprise de voir présenter comme opinions du ministère des idées ou des critiques qui me sont personnelles »<sup>1108</sup> : il est bien conscient de ce pendant négatif de la nécessaire connivence, même si on sent aussi poindre la satisfaction qu'il a à jouer ce rôle de l'ombre. On peut considérer que cette « éducation politique » passe aussi par l'apprentissage de la négociation. C'est ainsi le cas à l'intérieur du ministère où il doit assurer sa position, ainsi qu'il le décrit le 13 septembre 1919 :

« J'hésite pour l'affaire Citroën : ce n'est pas un poste officiel de secrétaire de la CGP<sup>1109</sup> ; c'est en attendant que soit créé une place de secrétaire particulier faisant d'ailleurs autre chose : mettre en forme les multiples idées du marchand de perles ! Vendre ainsi sa plume me répugne assez : quasi servitude. Il offre 500 pour peu de travail au fond. Giraud est séduit, préférerait infiniment cela au poste de surveillant d'internat. Quant à moi, je voudrais voir Hauser : si je pouvais rester attaché de cabinet et toucher 600 pour refonte d'articles chez moi ou ailleurs, 2H par jour j'accepterais. Mais sera-ce possible ? Et cet avilissement me répugne : j'aimerais mieux autre chose. Je l'ai dit à Jean Clémentel qui m'approuve

---

<sup>1108</sup> Le 30 septembre 1919. Même regret, teinté d'une certaine satisfaction, à propos de ces « digressions facilitatrices » avec les journalistes, dans une lettre à Carin Ramsay le 8 octobre 1919 « entre deux interviews sur le prix du blé, le prix du pain, les projets du ministre, les décisions qui seront prises avant les élections – Dieu qu'il faut se méfier de tous ces journalistes ! - je voudrais bien t'écrire... Zut ! Encore d'autres... Faites entrer ! Il paraît qu'ils sont enchanté des rapports que j'entretiens avec eux : bavarder, laïusser, leur suggérer des idées d'articles sans soi-même s'engager ! Ça me va... »

<sup>1109</sup> Il s'agit vraisemblablement de la CGPF Confédération Générale de la Production Française.

“vous valez mieux Quesnay” dit-il lui aussi. Mais trouver ! Il a de moi une idée de plus en plus haute : je l’ai introduit chez Noulens, il m’a vu dans l’exercice de mes fonctions et j’ai même eu l’occasion de lui retrouver une lettre très confidentielle égarée chez nous sur la possibilité d’un scandale Potin : or Potin<sup>1110</sup> part dans la mission américaine. Tout cela crée des liens utiles : nous devenons camarades – Mais à la Direction, je sens que Fighiéra n’a pas agi nettement : personnel militaire ? Non a-t-il dit pour ne pas déplaire à ses employés dans la place ; alors, pourquoi son amabilité, ses demandes nouvelles de rester en relations avec lui afin d’être le premier appelé dès que... Cela au moment même où Cahen m’apprend confidentiellement qu’il prend un long congé, songe à la politique, va être pendant 6 mois remplacé par Serruys. Faire agir sur Serruys par Hauser et Jean Clémentel ? Ou la Finlande ? Relancer alors Fighiéra avant son départ. J’attends le retour d’Hauser. Ou le Ravitaillement. Un poste à la Documentation du Carlton ? Je vais aller voir Maury Lefort qui dirige. Le ministre marcherait sans doute car il m’apprécie, je crois – J’ai bien pris pied dans la maison : lundi j’irai entre 4 et 6 à la réception Lecherbonnier-Lefranc – Ribières me considère : nous préparons ensemble les réponses aux interpellations qui viennent vendredi. Quel résultat ? Fayssat Duprey<sup>1111</sup> de la Chambre, Marchand, Christian Lazare l’adjoint de Leroy qui a perdu son père me témoignent de la sympathie. J’ai mes entrées partout dans la maison.

---

<sup>1110</sup> On peut penser que Quesnay évoque ici Julien Potin (1857-1927) le fils et successeur de Félix Potin (cf. Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.* p.565). En effet, Clotilde DRUELLE-KORN mentionne sa présence dans la délégation française qui part pour les Etats-Unis à l’automne 1919 dans « De la pensée à l’action économique : Étienne Clémentel (1864-1936) un ministre visionnaire », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 16, janvier-avril 2012, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr) p.12. Cette délégation, réunie notamment à l’initiative de Jean Monnet et Clémentel, permet « la mise en place d’une organisation internationale permanente d’hommes d’affaires [et] aboutit en juin 1920 à la création de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) à Paris », selon Clotilde DRUELLE-KORN dans « Regards et expériences croisés : les milieux économiques français et américains de la première guerre mondiale au tournant des années vingt : l’heure de la rationalisation » dans Olivier DARD et Hans-Jürgen LÜSEBRINK (dir.) *Américanisations et anti-américanismes comparés*, Villeneuve d’Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008 p.29. Il est, par contre, pour l’instant, impossible de préciser quel est le « scandale » évoqué par Quesnay.

<sup>1111</sup> Il s’agit vraisemblablement de René Frayssat (1897-1968) qui sera député des Alpes-Maritimes de 1932 à 1936 dans le groupe des Indépendants de Gauche, qui, d’après le dictionnaire Jolly, fut, après sa licence de droit et son diplôme de l’Ecole libres des sciences politiques, est attaché au cabinet du ministre de l’Agriculture et du Ravitaillement le 1<sup>er</sup> août 1919.

Y rester avec 200F plus 600 de Citroën ? Evidemment, financièrement ce serait sympathique. »

On voit là Quesnay peser soigneusement ses appuis, ses « liens utiles », grâce à des services rendus (par exemple avec son vieux camarade Giraud), en particulier pour laisser dans l'ombre ce qui pourrait être publiquement gênant (le « scandale Potin »). Il entreprend de voir l'un ou l'autre en fonction de ce qui pourrait lui être utile pour se ménager des « entrées » et de ce qu'il a fait pour chacun. On retrouve la question centrale pour l'expert de la réputation (« “vous valez mieux, Quesnay !” »...). On peut penser qu'il utilise ce savoir-faire aussi dans ses relations avec la presse notamment quand il doit défendre la politique ministérielle, y compris en étant parfois plus ferme<sup>1112</sup>

### **Un discours d'expert.**

#### *Contre une paix inapplicable.*

La participation de Quesnay, au sein du ministère du Commerce et du Ravitaillement, à des projets d'organisation économique concernant au moins l'espace ouest-européen et laissant une part aux ennemis d'hier est à replacer dans une critique qu'il fait précocement d'une paix qu'il juge « inexécutable »<sup>1113</sup>. Peut-être que la situation que connaît le jeune homme dans les premiers mois immédiatement l'armistice renforce ses convictions. En effet, son unité fait partie des troupes chargés d'occuper une partie du territoire allemand. A cette occasion, il peut mesurer combien la frontière peut être concrètement autant facteur de séparation que de rapprochement : il note ainsi le 17 décembre 1918 « en Allemagne » « Webenheim » dans la Sarre « les plus optimistes, les plus annexionnistes n'auraient pu prévoir cet accueil. J'en suis heureux fier et troublé : je voudrais voir ici tous ceux qui comme moi proclament “Surtout pas d'annexions”. Vieux principes que devenez-vous ? Vive ma

---

<sup>1112</sup> Ainsi le 20 septembre 1919 « on continue à fort attaquer les prix normaux. Je reçois M. Lefranc, des tas de journalistes, me fâche presque avec *le Petit Parisien* ».

<sup>1113</sup> Le 20 juin 1919.

France ! » « Et la terre est si semblable à notre terre de France ! ». Il souligne l'accueil favorable de la population, lui qui est logé dans une famille dont père et oncle ont été « des ennemis... Et nous nous entendons si bien. Oui la guerre est l'état anormal. Elle dure par force d'inertie. Qui seigneur, mettrait encore en marche le volant ? Terrible... ». Il croise des prisonniers français recommandant de bien traiter la population locale notamment car « des enfants français sont nés ici : un mariage régulier a même eu lieu » ; il conclut « on les gagnerait vite en se faisant aimer, mais comment éviter des revanches ? » On trouve d'autres traces d'une certaine proximité notamment culturelle avec l'Allemagne : même s'il note le 26 janvier 1919 « un Français ne peut s'empêcher d'admirer rationnellement : il n'aime pas. Il manque à ces villes là une sensibilité qui réponde à la sienne »<sup>1114</sup>, il note, quelques jours après, sur la frontière « 30 janvier *le Rhin* d'Hugo La belle Allemagne qu'on aime encore un beau voyage »<sup>1115</sup>. Ainsi, la « démobilisation culturelle » de Quesnay semble être particulièrement rapide : très vite est à l'œuvre dans son esprit un processus de « réconciliation » qui « signifie en quelque sorte la démobilisation des mentalités du temps de guerre, le démantèlement de la figure de l'ennemi et la recherche de terrain d'entente »<sup>1116</sup>.

Plus largement, progressivement, Quesnay souligne combien les conditions de la paix en train d'être négociées sont dures pour l'Allemagne. Dès le 12 novembre 1918, en détaillant les conditions de l'armistice, il espère que ce soit pour permettre l'émergence d'une ère du droit : « on les sale » « l'Allemagne s'en remet entièrement à nous : la force est brisée. Instaurons le droit, édifions l'œuvre de justice, le monde nouveau » : on peut alors noter la volonté de voir « le droit » régner et pas explicitement contre l'ennemi (plutôt d'ailleurs dans une logique

---

<sup>1114</sup> Carte postale à Carin Ramsay.

<sup>1115</sup> Carte postale à Carin Ramsay 30 janvier 1919.

<sup>1116</sup> John HORNE « Guerres et réconciliations européennes au 20<sup>e</sup> siècle » *Vingtième siècle* 2009/4 n°104 p.8.



implicite de coopération pour instaurer « le monde nouveau »), ce qui dépasse largement « la soif de justice », première étape de la « démobilisation culturelle »<sup>1117</sup>. En avril 1919, tout en mettant en avant le nécessaire redressement économique français après une guerre d'usure, il souligne l'intransigeance des vainqueurs et la menace du péril communiste :

« Nous avons fait la guerre jusqu'au bout, c'est-à-dire bien au-delà de nos ressources. Nous ne pouvons supporter nos dépenses et nos ruines. Nous avons besoin de passer au voisin la carte à payer pour transporter chez lui la faillite que nous voudrions éviter chez nous. La perception est pour nous question vitale.

Or l'Allemagne, qui eut accepté il y a cinq mois les conditions nécessaires pour que nous n'ayons pas perdu la guerre, l'Allemagne doit logiquement, me semble-t-il, se soustraire aujourd'hui. Ebert signera : belle affaire si le pouvoir est déjà entre les mains d'un gouvernement bolcheviste dirigeant le groupe russo-hongro-allemand proclamant la complète indépendance internationale ! Au fond, pour un pays vaincu, plutôt cette tentative qu'un asservissement perpétuel

Alors ? Lèverons-nous la main en disant “M'sieur, c'est pas juste : j'ai gagné : faut qu'on me paie” !? On parle déjà de société financière des nations, les gros débiteurs en parlent seuls. Si l'Allemagne bolcheviste refuse de s'engager nous serons obligés de penser à une nouvelle campagne... »<sup>1118</sup>.

Quelques mois plus tard, il regrette que la paix n'ait pas été conclue après « une discussion loyale » avec l'ancien ennemi<sup>1119</sup>. Les difficultés de la négociation renforcent ses craintes : « Traité remis. Scheideman[n]

---

<sup>1117</sup> John Horne distingue « trois logiques trois motivations profondes qui, à terme, portent sur la réconciliation. Il y en a sûrement d'autres, mais la soif de justice, le besoin de régler le passé et le désir de construire un nouvel avenir me semble fondamentaux » *idem*.

<sup>1118</sup> Le 1<sup>er</sup> avril 1919.

<sup>1119</sup> Le 10 juin 1919 « Et pendant ce temps, les dissentiments politiques continuent : l'Angleterre veut la révision du projet de paix ; il semble que l'Allemagne ne signera pas, nous obligera à une démonstration militaire, cèdera simplement à la force, c'est-à-dire refusera ensuite d'exécuter. Combien une discussion loyale eut amené plus d'harmonie ! »

qui avait déclaré la paix inacceptable a démissionné ; donc ce sera signé. Pour lundi ? Jacques [son frère, encore sous les drapeaux] fait mouvement là-bas : tout est prêt pour une avance qui les oblige à s'incliner sous la menace. Mais une telle paix est malheureuse : c'est par honnêteté dira l'Allemand que nous refusions de signer : vous nous y avez obligés, cela ne change rien au fait : paix inexécutable »<sup>1120</sup>. Donc, quand vient la signature contrainte de l'Allemagne, il note : « sourires de satisfaction, mais au fond de l'âme, des inquiétudes demeurent : ce n'est plus le 11 novembre. L'Allemagne signe en protestant contre "l'iniquité". Elle fait sauter ses vaisseaux prisonniers des Anglais, mal gardés, ce qui lui restait aussi de sa marine de guerre ; elle brûle les drapeaux français qu'elle devait livrer. L'exécution du traité sera dure. Et Clemenceau manifeste l'intention de se retirer : c'est habile »<sup>1121</sup>. Quand il élargit sa réflexion sur la paix à l'échelle mondiale, il ne se montre guère plus optimiste, soulignant aussi la nécessaire coopération financière interalliée et les menaces révolutionnaires qui traversent l'Europe : « La paix étant signée après un compromis des différents impérialismes un séparatisme chinois à la suite d'un véritable acte de banditisme accompli contre eux par le Japon, - la situation n'en est pas plus claire : les Italiens nous ont tué des soldats dans Fiume : au ton de leurs journaux, on se serait cru à la veille d'une déclaration de guerre. La vie a continué à enchérir, provoquant une vraie révolution en Italie, chez nous des grondements d'orage, un malaise dangereux. La grève générale projetée pour le 21 n'est pourtant pas de nature à augmenter la production. Nous nous débattons dans une situation financière inextricable si nos alliés ne nous aident pas »<sup>1122</sup>.

---

<sup>1120</sup> Le 20 juin 1919. On peut remarquer que Jacques Seydoux utilise à peu près les mêmes termes pour qualifier le traité selon Stanislas JEANNESSON dans « Les diplomates français et la paix au lendemain de la Grande Guerre » dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 2012/4 - N° 108 p.20.

<sup>1121</sup> Le 23 juin 1919.

<sup>1122</sup> Le 19 juillet 1919.

*Vers les « techniciens » pour résoudre la crise d'après-guerre.*

Ces critiques très précoces contre l'esprit avec lequel la paix est négociée, sont un des ressorts principaux de son opposition à Clemenceau : il note le 20 juin 1919 « Ah, quand on pense que Clemenceau se réjouit tant des avantages qu'il a obtenus sur l'Allemagne insolvable, alors qu'il n'a rien su demander à nos alliés, ni fret pour remédier à la vie chère, ni concours financier pour éviter banqueroute ou révolution ! Orlando comme Scheidemann est tombé. A quand chez nous la crise ministérielle ? ». Mais il réproouve également la manière dont son ministère fait face aux mouvements sociaux de l'immédiat après-guerre<sup>1123</sup>. Il l'explique ainsi le 10 juin 1919 :

« A l'intérieur, Mandel continue ses manœuvres dictatoriales. Au lieu de chercher l'apaisement, on veut briser les grèves : Centraux au métro, cipaux [les agents municipaux] aux tramways, demain sans doute cagneux aux épreuves du bac si les professeurs font la grève. Dans les rues, l'infanterie forme les faisceaux, les cavaliers défilent ; ce pourrait donner l'impression de force, ce paraît au contraire une provocation inutile. Car on sait que la troupe amenée de banlieue toutes les nuits murmure, on sait qu'à Odessa, les marins ont fait cause commune avec les bolchevistes, on sait qu'à Toulouse, de violents incidents militaires viennent de se passer : il y a eu des morts – le malaise est trop général pour que la force le dissipe. Il est profond. Et l'on perquisitionne au *Matin*, l'on cambriole les journalistes. Clemenceau craint-il un complot Briand ou Barthou ? Il faudrait instantanément un esprit nouveau, des méthodes nouvelles ; faire légalement ce que ferait violemment une Révolution. Au lieu de cela, Clemenceau bâillonne et Klotz assemble des projets dépareillés comme si nous pouvions par expédients liquider son passif ! ».

---

<sup>1123</sup> D'après Gérard NOIRIEL dans *Les ouvriers dans la société française*, Paris, Le Seuil, 1986, p.155-156, « dans le contexte international révolutionnaire qui prévaut au lendemain de la guerre, l'effervescence est à son comble. [...] Le 1<sup>er</sup> mai 1919, 500000 manifestants défilent à Paris ; les affrontements avec la police font un mort. Tout au long de l'année, de multiples conflits se déroulent dans le bâtiment, le textile, la construction navale. Mais c'est surtout dans l'industrie métallurgique et chimique de la région parisienne que la mobilisation est massive. Le 1<sup>er</sup> juin 150000 personnes cessent le travail, la grève générale est évitée de justesse ».

Peu suspect de sympathies révolutionnaires<sup>1124</sup>, Quesnay souligne pourtant le caractère disproportionné de la répression ainsi que les abus d'un pouvoir trop concentré entre quelques mains, une fois la paix revenue, notamment par rapport à la presse. Clemenceau et ses ministres ne lui semblent pas à la hauteur pour affronter les difficultés de l'après-guerre<sup>1125</sup> ; il souhaite donc un changement de gouvernement, comme il l'explique à Carin, le 26 août 1919, « j'ai confiance dans la Finlande : la reprise du commerce, l'action des Alliés me paraissent devoir restaurer son crédit : cela me semble l'affaire de quelques mois. Nous autres au contraire n'avons pas encore liquidé notre situation de guerre : nous n'en sortirons pas sans crise plus ou moins grave, c'est mon intime conviction. Il nous faut une politique financière : j'attends avec impatience un cabinet Briand ; avec impatience et crainte, j'attends l'hiver. Il nous faut avoir le courage de regarder en face la situation ; il nous faut sortir du malaise actuel. Mais à ce moment, ma petite Carin, surtout si ton mark a remonté, le franc devra sensiblement avoir sa valeur ! »

Même si il assiste par curiosité à une réunion de l'Action française<sup>1126</sup>, ce n'est pas du côté du mouvement monarchiste que Quesnay espère trouver des solutions. Autour de l'été 1919, il va se livrer à un diagnostic assez développé de la crise que connaît la France, qui lui semble être à ce

---

<sup>1124</sup> Il écrit à Carin Ramsay le 12 juin 1919 « toutes mes sympathies vont aux revendications ouvrières, mais les grèves actuelles n'ont pas un caractère socialiste : elles nous dépassent et nous débordent ».

<sup>1125</sup> Il écrit ainsi à Carin Ramsay, à propos du ministre des Finances, le 26 août 1919 « Klotz dit Klotszy parce qu'inconsciemment il risque de nous conduire à une réaction bolcheviste ! »

<sup>1126</sup> « J'ai fait cette réponse [à Carin] au retour d'une réunion d'Action française (20 juin [1919]) où dans l'air surchauffé, 10000 personnes applaudissaient Daudet, salle Wagram. Equivoque dangereuse. En trois heures, nos royalistes parlèrent une fois du Roy ! On sent qu'ils veulent par la question nationale réunir des adeptes, puis les entraîner avec eux dans la question régime. Eux-mêmes ont donné l'importance de leur mouvement en citant le chiffre de leurs morts 2500 / 1500000 soit moins de 2 pour 1000. Et les camelots pourtant sont en majorité des jeunes. Dès maintenant préoccupations électorales, attaque contre Briand la force qui monte. » D'après le journal de la ligue du lendemain « douze à quinze mille Parisiens » se seraient réunis « où les combattants formaient une énorme proportion » contre « les socialistes antipatriotes » qui auraient souhaité se mêler à la réunion.

moment-là dans une situation pré-révolutionnaire<sup>1127</sup>, appelant en conséquence à la mise en place d'un gouvernement, qui au-delà de telle ou telle figure politique, semble être un véritable gouvernement d'experts. Pour lui, l'ampleur des bouleversements à venir semble être, dans un premier temps, sans précédent :

« Il me semble cependant qu'à voir les choses bourgeoisement, nos contemporains devraient pousser des glossements d'horreur et se voiler la face. Rarement situation fut aussi grosse de Révolutions possibles et de bouleversements certains. Je suis loin de souhaiter la fin de l'ère capitaliste en France ; la machine collectiviste me paraît manquer chez nous d'ingénieurs pour l'entretenir et de mécaniciens pour la conduire. Cependant... la verrons-nous comme nous avons vu la guerre ? Je crois que nous glissons à une allure vertigineuse. Oh certes l'agitation bolcheviste n'existe chez nous qu'au second degré : nous sommes moins avancés que l'Italie ou l'Angleterre. Mais le mouvement me paraît devoir résulter ici des complications financières. [...] Si l'Allemagne bolcheviste refuse de s'engager nous serons obligés de penser à une nouvelle campagne... Et j'imagine qu'il ne suffira pas alors en France pour empêcher les mouvements sociaux d'interdire aux bourgeois de danser le tango, aux députés la lecture à la Chambre de la Déclaration des Droits de l'Homme, ou aux journaux la comparaison des affaires Lottrin Villain... »<sup>1128</sup>.

On peut remarquer d'une part, que, s'il ne souhaite pas « la fin de l'ère capitaliste », il ne rejette pas, par principe, « la machine collectiviste », regrettant seulement le manque de cadres voire d'experts (« mécaniciens » « ingénieurs ») capables de la mettre en place ou, sans

---

<sup>1127</sup> Cf. l'analogie qu'il fait à Carin Ramsay dans une lettre du 7 août 1919, à propos des mouvements ouvriers qui traversent le pays : « quand ils ont un nouvel idéal et qu'ils souffrent et qu'ils paraissent cruels comme Robespierre semblait cruel, peut-on leur en vouloir ? [...] le temps est à l'affranchissement des liens du passé avant qu'un équilibre nouveau soit établi, des années douloureuses passeront et nous ne connaissons nous, que la période de crise, l'époque tourmentée où tous les pays enfanteront des sociétés nouvelles [...] ici calme orageux pour le moment : chose extraordinaire, l'Angleterre apparaît plus malade que nous. Je ne souhaite pas, grand Dieu les bouleversements. J'observe les faits simplement et j'interroge l'avenir : nous vivons une époque formidable : crise de conscience sociale. Ces crises-là ne s'apaisent pas en une année... Et l'on voudrait prévoir... ».

<sup>1128</sup> Le 1<sup>er</sup> avril 1919.

doute plutôt de l'adapter à une économie capitaliste dirigée. D'autre part, il faut noter l'importance qu'il accorde dans la spécificité française aux questions financières. Quand, le 15 août 1919, à l'occasion de certaines lectures « outre du Claudel obscur *Le pain dur*, j'ai lu ces derniers temps *Jérusalem en Dalécarlie* de Selma Lagerlöf : j'y retrouvais le sens de la nature découvert chez Carin », il ajoute à cette question financière une des autres conséquences de la guerre selon lui, l'épuisement du pays vainqueur, relativement légitime mais problématique :

« Tous les pays enfantent des sociétés nouvelles : la force ou les liens du passé peuvent reculer cette heure ; peuvent-ils l'empêcher de sonner ? Notre génération hélas connaîtra la période tourmentée avant qu'un équilibre nouveau ne soit établi [...] Pour l'heure calme orageux ici : on veut fixer des prix normaux, les consommateurs forment des bandes veulent assurer la répression des gains illégitimes. A l'heure où l'Angleterre – qui chose extraordinaire, apparaissait plus malade que nous, voici quinze jours (nationalisation des mines, grèves, ruines) – à l'heure où elle se calme, des incidents se produisent aux Halles : le gouvernement enfin forcé d'agir. Mais la vie chère n'a pas pour seule cause la spéculation : il faut recommencer à produire. Or la crise de paresse est indiscutable : le vainqueur veut se reposer. Joignons à cela le problème financier : nous avons de rudes journées en perspective ! »

Cependant, il décrit aussi à Carin un pays moins menacé d'un changement brutal que parcouru par un profond « malaise général »<sup>1129</sup> à connotation morale (la dénonciation de la « paresse »), face auquel la nécessité d'« organiser » s'impose sans cesse de manière plus pressante. Il considère que le mouvement échappe progressivement au contrôle de la Confédération Générale du Travail et devient purement protestataire,

---

<sup>1129</sup> Le 12 juin 1919 « Je pense peu pour l'instant à tout cela : nous sommes à la veille peut-être du grand chambardement : je ne crois pas y perdre de l'importance, au contraire. Mais le résultat au point de vue général m'effraie : organisera-t-on ? » « Situation bien instable ici... la grève des trains et des métros continue dans le calme : je fais à pied mes 20 km par jour ! Métallurgie et mines chôment toujours, les murs se couvrent d'affiches. Je ne crois pas que nous soyons à la veille de la grève générale et du chambardement qui en résulterait. Mais il règne un malaise général dont tu dois te rendre compte par les journaux ».

là où il voudrait le voir porteur de solutions, y compris par la nationalisation (« socialisation ») d'un certain nombre de secteurs :

« Les grèves continuent ; la CGT de plus en plus est débordée, suspecte ; et ce n'est pas une révolution socialiste, ce n'est pas la socialisation (presque nécessaire fiscalement) de la métallurgie, des transports, des mines, ce n'est pas cela qui se prépare. Les mouvements ont un caractère démagogique qui m'effraie : on ne cherche pas à construire, on n'a pas d'organisation à établir, on veut chambarder simplement. A l'heure où la seule solution est de produire, surproduire, réparer les destructions, les déficits d'une guerre formidable, une élévation de salaires ne remédiera pas au problème de la vie chère : les augmentations réclamées dépassent l'excédent actuel des bénéfiques : elles entraîneront donc renchérissement nouveau : les augmentations réclamées dépassent l'excédent actuel des bénéfiques : elles entraîneront donc renchérissement nouveau. Et alors ? Alors ? Nous marchons à l'abîme. Chacun n'aspire plus qu'à la vie oisive : la situation est grave. »<sup>1130</sup>

Dans une lettre à Carin du 26 août 1919, à partir des interrogations sur son avenir professionnel, il développe d'abord les causes et origines de la crise<sup>1131</sup>

« Mais évidemment la situation n'est pas stable. C'est ce qui me fait tant hésiter à demander un poste à l'étranger. Sans quoi, oh ce serait l'idéal ! Haut du pavé là-bas agent commercial de la France, co-directeur de quelque grosse affaire ; si agrégé, chargé de cours détaché à Helsingfors. Nulle autre solution n'est évidemment aussi brillante. Quand nous le voudrions, je solliciterais une chaire dans une faculté française : études françaises pour les enfants. Politique peut-être [...] Pareils projets supposent un état social inchangé, continuation de l'ère où nous vivons. On peut être clairvoyant sans être pessimiste. J'espère que l'évolution française s'opérera pacifiquement, mais je la crois certaine et proche. Je ne dirai pas seulement qu'elle est inévitable, je dirai qu'elle est souhaitable. Sans doute cela vous effraie-t-il vous autres qui avez vécu les heures sombres de l'année passée [...] Rends

---

<sup>1130</sup> Le 10 juin 1919.

<sup>1131</sup> On retrouve dans le carnet de 1919 le même développement, en des termes quasiment identiques, ce qui peut prouver l'importance de ces idées aux yeux de Pierre Quesnay.

toi bien compte, amie, que la situation est chez nous différente : nous avons des éléments d'ordre, des éléments d'avenir qui peuvent jouer un rôle merveilleux, quoique la sottise bourgeoise s'efforce de les discréditer ; elle ne semble pas comprendre, la pauvre, qu'elle fait ainsi le jeu des extrémistes, des rouges, des bolchevistes et autres gens qui ne rêvent dans le chambardement que lucre et avantages personnels, sans songer tout d'abord au mieux de la nation. Crois-tu que la France saignée à blanc, démolie, endettée, puisse être encore une grande nation si elle conserve ses routines bourgeoises, sa peur de vivre, son esprit étroit, son manque d'initiative ? Il y a chez nous des gens qui pensent que tout doit être sacrifié à leur intérêt propre : industriels qui plutôt que de rajeunir leur outillage, veulent continuer à fabriquer très cher, renonçant par là même aux marchés extérieurs (où ils ne pourraient soutenir la concurrence étrangère) mais ils exigent de hauts tarifs douaniers pour arrêter ces mêmes produits étrangers à la frontière, pouvoir ainsi vendre les leurs au bon public français, s'enrichir à son détriment - Gros capitalistes qui se refusent à comprendre que la France a dépensé pour la guerre plus de moitié de sa fortune nationale, que la France n'est qu'une entité sacrée : sa fortune est faite de celle de tous les Français. Tous les Français se sont donc appauvris de moitié. Et ils voudraient que leurs bénéfices de guerre fussent intégralement maintenant et que les intérêts des emprunts soient payés par de lourds impôts de consommation, comme si l'impôt sur le capital, un gros impôt sur le revenu n'étaient pas les seuls moyens de sauver la situation ici comme ailleurs !<sup>1132</sup> Lourd sacrifice certes, mais n'ampute-t-on pas pour sauver la vie ? Ne court-on pas à la banqueroute si chaque année pour boucler un budget de 25 milliards on est obligé d'émettre de nouveaux emprunts comme on compte le faire encore actuellement : c'est augmenter d'autant le passif de l'année suivante, sans reculer le saut, en le rendant plus inévitable et plus dangereux - Brasseurs d'affaires, consortiums véreux, centralisant l'importation, réalisant des bénéfices scandaleux, établis durant la guerre grâce à des complaisances coupables : il fallait assurer la vie du pays, c'était la seule excuse ! Mais nous avons connu une époque de corruption, plus grave que ne fut jamais la corruption américaine, égale peut-être à la corruption russe. Voilà tout ce que certains voudraient maintenir ».

---

<sup>1132</sup> « D'éviter la faillite et la Révolution » dit le texte du carnet.



Dans ce long développement, est d'abord réaffirmé la confiance dans le pays ainsi que dans ses élites renouvelées dont il espère évidemment faire partie. On retrouve aussi une violente critique des « routines bourgeoises », qu'il menait déjà avant 1914, mais qui se tourne ici contre les « profiteurs de guerre », ces « gros industriels » qui refusent de sacrifier « leur intérêt propre » et leurs « bénéfices de guerre ». Si le vocabulaire utilisé renvoie à d'assez classiques arguments moraux (dénonciations des « gros » parmi lesquels des « brasseurs d'affaires » et autres « consortiums véreux »), sont surtout mis en avant des raisons économiques, en particulier fiscales (refus des taxes indirectes sur la consommation au profit du nouvel impôt sur le revenu, en contradiction avec les idées qu'il défendait avant-guerre), avec à l'arrière-plan la défense de relations commerciales non entravés par « de hauts tarifs douaniers » et un certain souci d'orthodoxie budgétaire pour mieux rembourser les dettes de guerre et « éviter la banqueroute », ce qui correspond bien aux différents registres des discours concernant cette question sensible dans l'immédiat après-guerre : Philippe Verheyde souligne que « la polémique et les débats autour de la question des profits de guerre apparaissent à l'évidence au carrefour de multiples approches. Il y a tout d'abord l'aspect moral bien connu à travers l'idée, largement développée entre 1914 et 1918, du caractère illégitime des profits liés aux marchés de guerre quand d'autres payent l'impôt du sang. Il y a d'autre part un contexte fiscal, présent en France depuis plusieurs années, qui aboutit au vote par le Sénat de l'impôt sur le revenu en juillet 1914. Retardé dans sa mise en place, le projet est réactivé en 1917 en même temps que l'introduction d'une contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre. D'une manière générale, le débat autour de l'impôt – dans lequel s'inscrit la taxation des bénéfices de guerre – relève bel et bien d'une démarche idéologique. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les débats parlementaires dans la période qui précède la déclaration de guerre et, au moment de l'introduction de l'impôt sur les bénéfices de guerre, de consulter les articles publiés dans les grandes revues économiques telles que *L'Économiste français* ou *Le Journal des*

*économistes*, ou encore de se pencher sur les écrits publiés au lendemain du premier conflit mondial par les penseurs libéraux dits de « l'École de Vienne ». [...] Enfin, même si elle apparaît peu dans les discours et les écrits, la dimension comptable de (bonne) gestion des finances publiques est certainement un élément à prendre en considération dans le débat. C'est d'ailleurs par l'utilisation de cet argument que les libéraux opposés au principe de la taxation s'accordent pour accepter temporairement l'idée et la réalité de celle-ci. Ce que l'État en France dépense pour payer le coût de la guerre doit être financé en partie par un nouvel impôt, et non plus uniquement par l'emprunt comme cela avait été le cas avant 1917 »<sup>1133</sup>. Quesnay poursuit ensuite en présentant la Confédération Générale du Travail comme l'organisation capable de résoudre la crise :

« Voilà ce contre quoi il faut lutter avec esprit nouveau : nous avons une organisation coopérative, un édifice syndicaliste, une CGT capable d'assurer l'ordre si on lui donne la force au lieu de la discréditer sottement au seul bénéfice des éléments extrêmes. Assurer la coopération des techniciens et des manuels, garantir toutes les créances en supprimant seulement les bénéfices excessifs, nationaliser tout ce qui peut l'être, donnant l'autonomie à ces nouveaux services (au lieu de les rendre irresponsables et lents en les rattachant directement à l'Etat), industrialiser leurs méthodes, surexciter les initiatives personnelles en accordant un pourcentage sur les bénéfices aux employés des services bien gérés, verser un intérêt fixe aux anciens actionnaires comme s'ils étaient des prêteurs de l'Etat ; respecter ainsi leur propriété en supprimant des scandales comme les dividendes Hotchkiss 525% ou Salmson ; combler le déficit budgétaire avec l'excédent des bénéfices – voilà la tâche qui s'impose pour demain, si l'on veut éviter que plus violemment n'éclatent la lutte des classes, l'expropriation, la confiscation, la banqueroute. »

Quesnay voit dans l'organisation syndicale l'acteur capable et légitime d'encadrer le redressement économique qu'il ne veut évidemment pas voir se faire par l'aboutissement de « la lutte des classes, la

---

<sup>1133</sup> Philippe VERHEYDE, dans François BOULOC *et al.* « Guerres, profits et entreprises en Europe à l'époque contemporaine », *Entreprises et histoire*, 2012/3 n° 68, p.118-119.

confiscation » voulu par les « éléments extrêmes » et minoritaires. Mais il est favorable, non seulement à la confiscation des excédents scandaleux, alors utilisés pour résoudre la crise budgétaire, mais aussi à la nationalisation de « tout ce qui peut l'être », en dédommageant correctement les anciens actionnaires. Cette position est assez proche de la ligne qui sera prônée par le courant majoritaire de la CGT, un mois plus tard lors du 14<sup>e</sup> congrès, à Lyon, en partie, sans doute, sous l'influence d'Albert Thomas<sup>1134</sup>. Il faut aussi souligner le souci qu'il a de voir l'union « des techniciens et des manuels » donnant une place importante à la compétence technique dans sa réflexion : est-ce encore une autre trace de l'influence d'Henri Hauser dont les cours, au début des années 1920, « différaient aussi de ceux donnés en philosophie par le sociologue durkheimien Célestin Bouglé sur l'histoire de l'économie sociale. Bouglé [...] cherchait les lois gouvernant les rapports sociaux et mentaux des groupes. Hauser, déjà prêt à nier l'invariabilité des lois économiques s'intéressait plutôt à l'expérience vécue des gens et aux transformations historiques. Il examinait les pratiques économiques et les personnes ou groupes classés surtout par leur profession (« ouvriers » « marchands » et cherchait non pas les lois, mais les rythmes de changements temporels », et qui, dès 1905, avait espéré que le « travail associé » entre les ouvriers et les patrons pourrait remplacer « les relations du capital et du travail » comme une expérience [française] pour

---

<sup>1134</sup> Michel DREYFUS, dans *l'Histoire de la CGT* Bruxelles, Complexe 1995, p.103-104, précise qu'au cours de ce congrès du 15 au 21 septembre 1919, marqué par « des affrontements violents entre majoritaires et minoritaires », les premiers proposent un programme, ce qui constitue en soi une nouveauté « qui s'inscrit dans la continuité de la politique de présence qu'elle a mise en œuvre à partir de 1914 » : elle veut « contribuer à l'émergence d'une forme d'émancipation nouvelle, le syndicat, qui sera dès lors en mesure de s'opposer à l'absolutisme patronal en pratiquant le "contrôle ouvrier". Le terme même de nationalisation fait son apparition dans le programme de 1919, peut-être en raison de l'influence très forte qu'aurait exercé Thomas sur Jouhaux : on le désigne parfois comme le "directeur de conscience" de la CGT. Mais plus sûrement en raison des travaux menés depuis les débuts du conflit par la direction confédérale au sein du Comité d'action, ce haut lieu du réformisme social ». Cf. aussi Kuisel p.119-121

l'humanité »<sup>1135</sup> ? Cette idée est aussi mise en avant dans l'un des premiers foyers « techniciens » définis par Olivier Dard, celui de la « Démocratie nouvelle » de Lysis, dont on sait que Quesnay appréciait à la fin de la guerre les idées : Lysis veut « un régime fondé sur “des principes de compétence et d'autorité” » autour des « scientifiques, des pratiques des “réalistes” ». La compétence de cette élite serait d'abord et avant tout la compétence présentée comme “la reine des temps nouveaux” », Lysis reprenant « sur ce point une idée largement répandue, notamment par les juristes, à l'instar de Joseph Barthélémy [ancien maître de Quesnay], auteur en 1918 d'un essai célèbre publié à Paris à la librairie Félix Alcan, *Le problème de la compétence dans la démocratie* »<sup>1136</sup>. On retrouve, dans la suite de la lettre de Quesnay, d'autres éléments, notamment la dénonciation d'une « démocratie bourgeoise » sans réelle possibilité d'ascension sociale, des éléments qui correspondent bien aux idées de Lysis reprises en partie à Joseph Barthélémy :

« Il y a cette tâche à réaliser. Il faut ici signaler le danger, demain peut-être organiser ou protéger. Voilà pourquoi je voudrais tant rester en France pour l'heure [...] Quel paradoxe, cette situation française ! Le pays dont les habitants paraissent à tous individuellement les plus brillants, les plus courageux, les meilleurs, ce pays où l'étranger est étonné par le bon sens, l'énergie ou l'intelligence de chacun, ce pays décline, perd de son influence, se laisse partout distancer. Quand on constate au cours d'une crise comme celle de la guerre combien les Français ont cependant encore d'énergie, d'audace et de vouloir-vivre, on est bien amené à se dire que la décroissance d'avant-guerre tenait à une orientation mauvaise. Les Français sont aussi actifs qu'autrefois mais leur travail était dirigé par un petit nombre de gens vieillissants appartenant à une classe spéciale où la routine endort, où le moindre effort apparaît l'idéal. Nous avons une démocratie où le passage d'une classe

---

<sup>1135</sup> Selon Nathalie Zemon Davis dans « Henri Hauser : Historien, citoyen, pionnier » in Séverine-Antigone MARIN George-Henri SOUTOU (dir.) *Henri Hauser (1866-1946) Humaniste Historien Républicain*, p.17-18.

<sup>1136</sup> Selon Olivier DARD dans *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30* PUF 2002 p.36.

à une autre est aussi difficile qu'en bien des aristocraties. C'est une démocratie bourgeoise où la famille aisée fait artificiellement donner à ses enfants, même s'ils sont médiocres, une éducation dont ils ne sont parfois dignes. Et ces médiocres dirigeront, tandis que des sujets remarquables nés du vieux sol français manieront la truelle ou le pinceau, faute d'une instruction qu'ils n'ont pu recevoir. Il n'y a pas seulement là une injustice individuelle. Il y a une catastrophe sociale. Le pays ne tire pas profit de ses ressources intellectuelles : conduite par les favorisés de la fortune – ce qui ne veut pas dire par l'élite de la pensée – son activité paraît s'étioler. Et pourtant les forces sont là, la valeur existe : le jour où pour la défense du pays on fait appel à l'initiative et au courage de tous, non plus aux calculs et aux idées de quelques-uns, le monde entier s'étonne de la vitalité française, tombe en admiration. Tirer d'une belle leçon l'enseignement de demain, c'est une des tâches encore de l'heure présente. »

Cette critique d'une mobilité sociale de plus en plus réduite, qui débouchera, selon lui, sur une « catastrophe », privant le pays de sa « vitalité » deviendra relativement commune au cours des années 1920-1930<sup>1137</sup>. Elle est peut-être aussi un des facteurs qui poussent le jeune homme à se tourner vers l'étranger, comme d'autres qu'il fréquente dans « ce milieu Collège de France-Cour de Cassation », déjà évoqué. Peut-être faut-il rapprocher de cette critique d'une « démocratie bourgeoise », un projet de solution que Quesnay élabore à propos de la question des dettes de guerre, lorsqu'il note quelques jours plus tard, le 13 septembre 1919 :

« Probus<sup>1138</sup> dans *le Matin*, propose aux difficultés financières cette solution<sup>1139</sup> : rembourser les emprunts de guerre pour ne pas avoir à en payer

---

<sup>1137</sup> Christophe CHARLE note qu'« on retrouve ce que dénonçaient les commentateurs et les réformateurs du temps : la stabilité du taux d'accès des hommes nouveaux aux élites par rapport à la génération précédent [celle d'avant 1880-1890], à l'exception, significative, de l'élite universitaire, la plus ouverte relativement mais aussi la plus éloignée du pouvoir » dans *La crise des sociétés impériales op. cit.* p.398.

<sup>1138</sup> Selon Olivier DARD *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30 op. cit.* p.38, qui le classe parmi « les pionniers de 1919 » de la « constellation réaliste », « le polytechnicien et haut fonctionnaire au ministère des Finances, Jules Coréard, dit Probus, [...] est un publiciste prolifique [et] aussi le créateur en 1918 de l'Association nationale pour l'organisation de la démocratie ANOD ». Selon François MONNET dans *Refaire la République. André Tardieu, une dérive réactionnaire (1876-1945)*, Paris

les intérêts, le faire avec des billets, éviter l'effondrement du crédit conséquence de cette inflation monétaire par des accords bancaires internationaux, une tarification des changes ! C'est toujours sous une forme ou une autre l'appel aux pays riches, voué d'avance à l'échec. J'ai actuellement une foule d'idées et je produis. Publier ? La solution Probus conduit à avilir plus encore l'argent. Je lui substitue un impôt sur le capital qui diminue l'inflation, est sujet à détaxe s'il est payé en fonds d'Etat, si bien qu'il relève le crédit, en diminuant les charges. L'idée serait à publier dans le *Progrès Civique* ».

Continuant à privilégier une solution nationale, pour ne pas faire « appel aux pays riches » (les Etats-Unis), Quesnay, à rebours de la politique menée pendant la guerre et poursuivie en 1919<sup>1140</sup>, est favorable

---

Fayard 1993, son organisation « formée essentiellement d'ingénieurs, d'industriels, de fonctionnaires et d'avocats, [...] défendait un vaste "programme de rénovation nationale" dont les têtes de chapitre étaient les suivantes : réformes institutionnelles d'inspiration américaine, introduction des méthodes commerciales et industrielles dans l'administration, régionalisation et décentralisation, collaboration effective de toutes les forces productives dans des conseils mixtes ayant pour base l'ensemble des organisations syndicales » ce qui correspond à certaines des idées de Quesnay.

<sup>1139</sup> On la trouve dans *Le Matin* datée du 9 septembre 1919 ce qui est présenté comme une « solution simple » car « comme dans les grands problèmes, il n'y a que les solutions simples qui réussissent, c'est à une solution simple aussi que nous devons avoir recours ». En partant du constat du poids écrasant de la dette (« 1000 milliards de dettes, suivant les anciennes formules, cela signifie 60 milliards d'intérêts à payer et à prélever au moyen de l'impôt à travers le monde [...] c'est la menace constante de la hideuse banqueroute »), il propose que « les grands Etats du monde qui [...] ont tous des intérêts communs décident de régulariser les avances de leur banque d'émission de remplacer, non pas la part de la dette dont les charges sont à peu près nulles par un emprunt qui ajoutera de nouveaux milliards à nos dépenses annuelles, mais au contraire, la part de la dette avec intérêts par des avances portant un intérêt infime, alors tous les peuples du monde peuvent espérer une vie nouvelle ». Pour cela « nous ne demandons pas une banque internationale, bien difficile à créer dans les circonstances actuelles » donc « que chaque Etat fasse appel à sa propre banque, mais que les différents pays concluent des accords entre eux : d'une part afin de limiter à un maximum le montant des emprunts que chacun d'eux pourra faire à sa banque et de prendre des engagements pour l'amortissement de cette dette ; d'autre part, afin d'assurer le règlement des créances internationales dont l'allure est aujourd'hui complètement folle parce que le montant total de l'or du monde représente un chiffre ridicule auprès des dettes des grands Etats ».

<sup>1140</sup> Nicolas DELALANDE dans *Les batailles de l'impôt, op. cit.*, p.276-277, rappelle que « l'attente des réparations explique que l'année 1919 ait été, du point de vue fiscal, une année "noire" selon Henri Truchy : aucune modification n'est apportée, durant cette année, pour améliorer le rendement des impôts existants ou créer de nouvelles ressources fiscales. Le gouvernement estime que le relèvement des contributions indirectes voté en 1918 ainsi que la montée en puissance des impôts cédulaires et de

à la voie fiscale qui, à la fois, permet d'éviter d'« avilir encore plus l'argent » et qui doit permettre aussi, comme on l'a déjà vu, de s'en prendre aux « gros industriels » « brasseurs d'affaires » et « consortiums véreux » enrichis indûment par le conflit, ce à quoi correspondrait aussi le choix éventuel de publier dans l'hebdomadaire *Le progrès civique*<sup>1141</sup>. On peut noter certaines similitudes entre certaines de ces analyses et celles que développe, quasiment en même temps, Keynes dans *Les conséquences économiques de la paix*. Soucieux comme Quesnay de ne pas voir la monnaie « avilie » par l'inflation<sup>1142</sup>, l'économiste anglais regrette l'incapacité du gouvernement français à mettre en place des hausses d'impôt nécessaires, préférant attendre que l'Allemagne paie<sup>1143</sup>. Quelques mois plus tard, à Vienne, Quesnay mentionne l'illustre britannique<sup>1144</sup> et vraisemblablement cet ouvrage<sup>1145</sup>, mais ne livre

---

l'impôt général sur le revenu suffisent à alimenter les finances publiques. Aucun effort particulier n'est proposé pour consolider et amortir la dette publique : le temps n'est pas encore venu de la "mobilisation fiscale", au moment où les soldats reviennent du front et où la vie économique tente timidement de redémarrer. La vigueur des conflits sociaux en 1919 et 1920 peut aussi expliquer la prudence des gouvernants, inquiets des éventuelles contestations qu'un alourdissement des charges fiscales pourrait provoquer ».

<sup>1141</sup> Selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU dans *l'Histoire générale de la presse française op. cit.* p.569, cet hebdomadaire politique de gauche, fondé notamment par Ferdinand Buisson, Pierre Renaudel et Alphonse Aulard, « recruta beaucoup de ses abonnés dans le monde des petits fonctionnaires radicaux ou socialistes ».

<sup>1142</sup> « Lénine a certainement raison. Il n'y a de moyen plus ingénieux et plus sûr de saper les fondements de l'ordre social que d'avilir la monnaie. Toutes les forces cachées des lois économiques œuvrent fatalement dans ce sens, et d'une manière que pas un homme sur un million n'est capable de percevoir » *Les conséquences économiques de la paix* p.231.

<sup>1143</sup> « L'échec des tentatives pour augmenter les impôts en France est un fait notoire. [...] Mais en France rien n'a été fait pour financer l'accroissement des dépenses [...]. Le ministère des Finances français n'a aucun plan, aucune politique d'aucune sorte pour combler ce déficit, si ce n'est d'espérer des paiements de l'Allemagne sur une échelle que les hauts-fonctionnaires français eux-mêmes reconnaissent être dénués de fondement » *idem* p.239-240.

<sup>1144</sup> Pierre ROSANVALLON, dans « Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, V.2 n°4, 1987, pp.22-56, p.24 note que « Keynes n'était pas un auteur inconnu du public français de l'entre-deux-guerres » mais il était « surtout connu en France comme un essayiste, presque journaliste ou pamphlétaire : il n'avait aucun statut de théoricien. Keynes était également considéré comme un donneur de leçons hostile à la France. N'avait-il pas écrit dans sa préface à l'édition française des

ensuite aucune information permettant de d'affirmer qu'il l'ait lu. Finalement, Quesnay voit progressivement le spectre de la révolution s'éloigner, au moins en France, et compte sur les nouveaux élus du scrutin de novembre 1919 pour « réorganiser la société » dans la modération (« par évolution, sans révolution »), ainsi qu'il l'écrit à Carin Ramsay le 5 octobre 1919 :

« Décidément cette grève anglaise est survenue à un bien mauvais moment [...] mon ami américain Van Sickle me téléphonait tout à l'heure pour me demander de venir dîner ce soir avec des amis qui reviennent de Londres en hydravion et prétendent qu'il y a là-bas grande évolution sinon révolution : des colonels déchargeraient joyeusement des sacs de pommes de terre ! Ici tout est calme en apparence et en réalité : les grèves des spectacles et des courses qui ne gênaient guère la vie nationale prennent fin ; les élections vont commencer. Nous allons vivre une période de laïuss de grande agitation en surface mais l'équilibre au point de vue politique. Ce n'est que cet hiver, au moment où les nouveaux élus devront réorganiser la société, qu'il peut se produire du nouveau, si la vie continue à enchérir, le change à baisser. Je crois moins aux chambardements qu'il y a trois mois. Trop de gens sentent ici qu'il faut changer de méthodes ; ils sont disposés à suivre le mouvement, si bien que les modifications nécessaires ont des chances de s'opérer par évolution, sans révolution. Tant mieux ! »

En insistant, d'un côté, sur les tares de la « bourgeoisie » et sur le « déclin » de la France, et de l'autre, sur les bienfaits d'un rôle accru de l'Etat dans l'économie voire de son contrôle sur une partie de celle-ci, avec une place renforcée donnée aux techniciens, Quesnay ne se rapproche-t-il pas des positions, par exemple, d'un Georges Valois, père d'un « fascisme naïf » si l'on suit Zeev Sternhell<sup>1146</sup> ? Mais la conscience des difficultés du pays au sortir de la guerre ne le fait pas verser dans un nationalisme agressif, ainsi que le montre son refus d'une paix trop dure,

---

Conséquences économiques de la paix que « ceux dont s'entoura M. Clemenceau trahirent les intérêts de la France ? »

<sup>1145</sup> Le 6 février 1920 « Charron comme moi voudrait le Keynes, dont parle Rist. »

<sup>1146</sup> Zeev STERNHELL *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Folio, 2012, p.319



précédemment évoqué. Or c'est à ce nationalisme que doit venir s'associer un socialisme (non marxiste) selon le fondateur du Faisceau<sup>1147</sup>. De même, la remise en cause par Quesnay du système économique libéral est très relative comme le montrent ses critiques face aux propositions d'un Probus par exemple, tout comme sa volonté de bouleverser le système parlementaire s'arrête au seuil des élections de 1919 comme le montre le dernier extrait cité.

Le 4 septembre 1919, Pierre Quesnay, dans une lettre à Carin Ramsay, constate combien sa "sortie de guerre" a été fructueuse : « en quatre mois quels progrès j'ai faits dans la vie politique française tout de même : sais-tu que je suis un des types de mon âge les plus lancés ici ! ». Passé en quelques mois à peine, de la boue des tranchées aux ors des cabinets ministériels, il s'est fondu avec aisance et efficacité dans la machinerie complexe et discrète de l'expertise auprès des décideurs politiques, se sentant plus passeur que « producteur d'idées ». Au-delà de la satisfaction et des avantages personnels qu'il en tire<sup>1148</sup>, il y trouve la matière pour y faire son « éducation politique », notamment en ce qui concerne l'action sur l'opinion publique par le biais de la presse, dans le contexte d'une « nouvelle forme de "gouvernance économique" avant la lettre » issue de la guerre et fondée sur un « libéralisme réformateur intégrant les organisations économiques et sociales », « L'Etat [ayant] engagé un dialogue inédit avec les "forces vives" de la société par le biais de structures nouvelles »<sup>1149</sup>. On retrouve cette orientation idéologique

---

<sup>1147</sup> *Idem* p.343 et suiv.

<sup>1148</sup> Ils sont perceptibles quand il écrit à Carin Ramsay le 12 septembre 1919 « Cette vie me plaît et j'ai conscience de rendre service aussi. Tu ne trouves pas Carin, que j'ai de la chance ? Avoir terminé mes études, fait assez brillamment la guerre, eu quelques succès à la Conférence et maintenant lutter contre la vie chère et puis avoir l'espoir d'une vie heureuse avec une chère petite amie dont l'âme est une avec la mienne... Tout cela avant vingt-quatre ans ; vraiment je suis un grand veinard ! »

<sup>1149</sup> Laurence BADEL dans « Diplomatie économique et environnement institutionnel des années 1920 » p.289-290 dans Jacques BARIETY (dir.) *Aristide Briand la Société des Nations et l'Europe 1919-1932* Strasbourg, PU Strasbourg 2007, pp.289-299.

dans l'analyse qu'il fait de la politique douanière américaine comme dans sa participation, certes modeste, aux premiers projets de réorganisation ouest-européenne, dans le sillage d'Emile Clémentel, participation nourrie notamment de l'influence sur lui d'un Henri Hauser. Dans l'une et l'autre situation, on note aussi sa capacité à penser au-delà des frontières nationales et on remarque surtout combien il semble se détourner des projets de domination qui caractérisent le début du « temps de hégémonies »<sup>1150</sup>. Abandonnant très vite les derniers restes de sa « culture de guerre », Quesnay semble surtout soucieux de corriger les effets d'une paix « inexécutable » pour favoriser la coopération internationale, y compris avec l'ennemi d'hier.

---

<sup>1150</sup> Formule emprunté à Sylvain SCHIRMANN qui désigne ainsi la période 1919-1923, p.11 et suiv. dans *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du III<sup>e</sup> Reich* Paris, Armand Colin 2006.

## Chapitre 2. Au secours de l'Autriche (1920-1925).

Un peu à l'image de « l'Etat arlequin »<sup>1151</sup> que formait aux yeux de Pierre Quesnay l'Autriche-Hongrie, la documentation offerte par le fonds privé familial comme par les archives publiques, à propos de la période autrichienne de Quesnay, est assez disparate<sup>1152</sup>. Il est ainsi, pour l'instant, impossible de préciser les circonstances dans lesquelles il est envoyé à Vienne. Selon Nicole Pietri<sup>1153</sup>, il est nommé en novembre 1919 à la commission du ravitaillement de l'Autriche jusqu'en mai 1920, date à laquelle il rejoint la Commission des Réparations, jusqu'en mai 1922, quand il passe au Secrétariat Général du Commissariat général, qu'il quittera au début 1925, ainsi que la capitale autrichienne pour rejoindre Genève<sup>1154</sup>. La rapidité avec il est amené à prendre des responsabilités sans cesse croissantes, confirme, outre son talent, sa capacité à se fondre dans un nouveau contexte et un nouveau milieu, ceux d'une organisation transnationale. Même lacunaires, ces sources, d'une part contribuent un peu à la meilleure connaissance de l'histoire de la Commission des Réparations, sondée notamment par la somme d'Étienne Weill-Raynal<sup>1155</sup> et plus récemment par Olivier Buirette<sup>1156</sup>, mais qui reste

---

<sup>1151</sup> Carnet du 10 octobre 1918.

<sup>1152</sup> Elle est notamment assez faible pour la période 1920-1922, de nombreuses pages des carnets de ces années, souvent griffonnées au crayon à papier s'avérant assez peu lisibles ou étant seulement consacrées aux comptes domestiques familiaux.

<sup>1153</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche 1921-1926*, Genève, Centre européen de la dotation Carnegie, 1970, p.88.

<sup>1154</sup> Ces éléments sont corroborés par le dossier « Passage de la Commission des Réparations à la SDN et à la Banque de France » dans le carton AN 374 PA/37 : ainsi Pierre Quesnay est nommé adjoint au délégué provisoire de la France à la sous-commission de ravitaillement de l'Autriche, à 1666 F par mois, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1919.

<sup>1155</sup> Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes et la France*, 3 tomes, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1947.

encore largement à préciser. D'autre part, elles permettent d'apporter quelques éléments modestes, "au ras" du quotidien et de l'individuel, pour nourrir la réflexion autour de la question de la « communauté épistémique » des experts dans les organisations transnationales des années 1920. Très vite en effet, au gré de ses changements d'affectation, Quesnay prend place dans ce que Peter Haas définissait, dans un article séminal de 1992<sup>1157</sup>, comme « un réseau de professionnels possédant une expertise et une compétence reconnues dans un domaine particulier et revendiquant un savoir politiquement pertinent dans ce domaine »<sup>1158</sup>, qui partagent « des modes de raisonnements, des façons de connaître, un projet politique reposant sur des valeurs et des croyances communes, les mêmes pratiques discursives et le même engagement dans la production et l'application du savoir »<sup>1159</sup>. Bien observé dans le monde des juristes<sup>1160</sup> comme dans celui des acteurs des politiques sociales<sup>1161</sup>, ce type de réseau a été décrit, à propos des experts financiers par Patricia Clavin à propos notamment des années 1930<sup>1162</sup> et, plus récemment par

---

<sup>1156</sup> Olivier BUIRETTE « Réparer la guerre ». *Histoire de la formation et des premiers travaux de la Commission Interalliée des Réparations de Guerre appliquée aux alliés de l'Allemagne : Autriche Hongrie et Bulgarie, 1919-1920* thèse publiée à compte d'auteur 2005.

<sup>1157</sup> Peter M. HAAS « Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination » *International Organization*, Vol. 46, No. 1 Cambridge, 1992, pp. 1-35.

<sup>1158</sup> « An epistemic community is a network of professionals with recognized expertise and competence in a particular domain and an authoritative claim to policy-relevant knowledge within that domain or issue-area » (p.3).

<sup>1159</sup> « Have a shared patterns of reasoning ; have a policy project drawing on shared way of knowing ; have shared patterns of reasoning ; have a policy project drawing on shared values, shared causal beliefs and the use of shared discursive practices ; and have a shared commitment to the application and production of knowledge » (p.3).

<sup>1160</sup> Guillaume SACRISTE et Antoine VAUCHEZ « Les "bons offices" du droit international : la constitution d'une autorité non politique dans le concert diplomatique des années 1920 », *Critique internationale*, 2005/1, n°26, pp.101-117, notamment p.104 et suiv.

<sup>1161</sup> Sandrine KOTT « une "communauté épistémique" du social ? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 2008/2, n°71, pp.26-46.

<sup>1162</sup> Patricia CLAVIN et Jens-Wilhelm.WESSELS « Transnationalism and the League of Nations : Understanding the Work of Its Economic and Financial Organisation » dans *Contemporary European History*, Cambridge, 14 4 (2005), p.465-492.

Yann Decorzant dans l'immédiat après-guerre, surtout autour de la Conférence de Bruxelles de 1920<sup>1163</sup>. Il faut aussi examiner en quoi sa pratique d'expert est modifiée dans ce nouvel environnement. Dans ce cadre, il convient aussi de mesurer combien son rapport au monde politique est modifié tant en ce qui concerne le personnel politique qu'en ce qui concerne ses idées et ses projets. Plus largement, au-delà de Quesnay, quels impacts peut avoir sur les relations internationales une telle communauté d'experts de nature "transnationale" ? Infléchit-elle les logiques politiques qui domineraient les relations internationales, au profit de logiques techniques ou économiques ?

### **Un nouveau milieu ? Un milieu transnational ?**

*Dans l'urgence des débuts...*

Quand il fait le bilan à la sortie de l'hiver 1919-1920, Quesnay note « j'ai dû quitter Paris brusquement. Jours enfiévrés, éreintants, trente courses ou démarches en un jour. Rouen [...] Moins de 24 heures après, passeport, places, bagages et l'Orient-Express. Jours fous. Adieu sans tristesse. » « Vienne, Hofburg, Zerner : hiver de prestige plus qu'hiver de travail. [...] Milieu d'affaires et aperçus nouveaux. Une vie de carnaval puis un printemps de charme et de douceur ». Née dans l'urgence de la défaite, la première république autrichienne, proclamée le 12 novembre 1918, est encore, un an après, au moment où Quesnay la découvre, en train de se mettre en place<sup>1164</sup> : du point de vue intérieur « la loi anti-Habsbourg du 3 avril 1919 met un point final au passé et apparaît comme un acte de prise de conscience radical de la République » tandis que commence à se mettre en place une législation sociale assez ambitieuse

---

<sup>1163</sup> Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.

<sup>1164</sup> Cette analyse ainsi que les éléments qui suivent sont issus de Paul PASTEUR *Histoire de l'Autriche de l'empire multinational à la nation autrichienne (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Armand Colin, « U », 2011, p.184-191.

(limitation du temps de travail, interdiction du travail de nuit pour les femmes et les jeunes, droit à un congé payé...), du point de vue extérieur le traité de Saint-Germain signé le 10 septembre 1919 veut empêcher tout rapprochement avec l'Allemagne (y compris sémantique puisque la république ne pourra porter le nom d'« Autriche allemande ») Le jeune français insiste sur le changement de son mode de vie, fait de fréquents déplacements ferroviaires désormais internationaux, avec des allers retours relativement réguliers d'abord vers Paris puis vers Genève : le 13 décembre 1922, il note, dans une lettre à sa femme, à propos de l'année en train de se terminer et d'un retour nocturne de Prague « tu parles d'une année de chemins de fer ! ». Il évoque aussi le nouveau milieu dans lequel il évolue durant ses premiers mois viennois, période de « carnaval » pendant laquelle il estime peu travailler<sup>1165</sup>, aux contours assez flous, marqué par une certaine collusion entre argent et pouvoir<sup>1166</sup>. Il fréquente d'abord le milieu des « experts artistiques » intervenant auprès de la Commission des Réparations<sup>1167</sup> dans le cadre des « restitutions » d'œuvres, prévues par le Traité de Saint-Germain-en-Laye<sup>1168</sup> : il est question, le 14 janvier 1920, de la « réunion [à la] Hofburg, Koeklin [pour Koechlin], Piatti et Fogolari, l'expert italien »<sup>1169</sup>, le dimanche 18 janvier il note qu'il a « vu Koeklin [pour

---

<sup>1165</sup> Le 5 février 1920 : « tout ce carnaval, la fin de ma vie de garçon ! Fini sa folie d'agitation des temps Wegler. Aucun travail pourtant ».

<sup>1166</sup> Il note ainsi le 17 janvier 1920 « Mon milieu affaires très politique ».

<sup>1167</sup> Il évoque le 10 janvier 1920 « conservateurs. M Dr Lanz, plan d'inventaire artistique », le 15 janvier 1920 « Réunion experts artistiques ».

<sup>1168</sup> En particulier dans ses articles 192 à 196.

<sup>1169</sup> Il s'agit de l'italien Gino Fogolari (1875-1941) spécialiste notamment de l'art vénitien et du français Raymond Koechlin qui en tant que secrétaire général de la société des amis du Louvre, participa au retour de la Joconde au musée lors du vol de 1911. Désigné expert pour la France des richesses historiques de l'Autriche en décembre 1919, il arrive à Vienne en janvier-février 1920 avec quatre collaborateurs du Louvre cf. Roseline SALMON, « Raymond Koechlin, expert pour la France des richesses historiques de l'Autriche (1919-1921) » intervention lors du colloque « les Habsbourg et la France » Versailles 2012 (enregistrement audio disponible sur le site <http://www.chateauversailles-recherche.fr>). Quesnay note d'ailleurs le 10 janvier 1920 « arrivée de nos cinq [du] Louvre » et encore le 21 janvier 1921 « M. Koechlin [et] ces messieurs du Louvre ».

Koechlin], parlé antiquaires ». Mais il côtoie et se rapproche aussi des hommes d'affaires qui essaient de profiter de la situation<sup>1170</sup>. Dans une certaine urgence au cours des premiers mois de 1920, des opportunités existent alors car de « grosses affaires [sont] possibles »<sup>1171</sup> « en ce torrent d'affaires »<sup>1172</sup>, dans une véritable « fièvre d'affaires en la chambre : partout, propositions, de quoi ouvrir toute une maison de commerce »<sup>1173</sup>, avec par exemple « la fameuse chambre 3 où on achète millions de papiers cuir où les paquets s'entassent »<sup>1174</sup>. Dans ce contexte, Quesnay, bientôt marié (en avril 1920), doit consolider sa situation financière<sup>1175</sup> et semble même un moment hésiter à la suite à donner à sa carrière : « Commission des Réparations constituée : y rester ou affaires ? »<sup>1176</sup>. Il se retrouve parfois à faciliter certaines transactions encore dans l'ombre, sans paraître dupe de la qualité de ses interlocuteurs : « grand déjeuner chez Zerner avec Wegler et tous. Zerner et Wegler s'entendent bien : gros achats actuels d'antiquités, Zerner aux 10% et représentera ici Wegler, j'interviendrai officieusement dans la coulisse. Gros milieu d'affaires, vulgarité et argent à la pelle. Hier, petites poules, dactylos, télépho[nistes] »<sup>1177</sup>. D'ailleurs il note, le lendemain, que « Charron est de retour. Au courant: oui de grandes

---

<sup>1170</sup> Le 12 janvier 1920, il évoque le « grand groupe antiquaire Berger » et un peu plus loin « chez Eisler où s'examinent moult affaires ! Américanisme : usines à acheter, meubles, papier ». Le 13 janvier 1920 il note « j'envoie à Paris papiers meubles et fenêtres par Zerner et Weiler antiquaires ».

<sup>1171</sup> Le 11 janvier 1920. Le même jour il évoque « l'affaire Ratestorf – Schwob – Cerf du Hofmobiliendepot [s'agit-il du célèbre musée ?], énorme, 500000. Possibilités avec Hamp de former groupe Weiler Zerner Berger »

<sup>1172</sup> Le 13 janvier 1920

<sup>1173</sup> Le 16 janvier 1920. De même le 15 janvier 1920 « Quelles journées, tout un avenir qui se dessine... Weiler et Zerner qui achètent pour 1 M[illion] 1/2 de tapisserie ce matin. [...] Grand déjeuner Zerner : affaire antiquités Weiler Hamp Guillaumet Lesieur Berge Eisler Shimaine ».

<sup>1174</sup> Le 2 février 1920.

<sup>1175</sup> Le 16 janvier 1920, il note « Pierre Hamp, le grand mouvement est lancé, en tirer profit, avenir. Je voudrais immédiatement pour frais mariage ».

<sup>1176</sup> Le 18 janvier 1920.

<sup>1177</sup> Le 27 janvier 1920.

possibilités. Pouvons marcher complètement d'accord. Lui a partie liée avec Cerf discréditer Wegler, trop brocante ». De même il note le 2 février 1920 « on déjeune en grande société chez Zerner. Sa respectabilité ne lui permet d'avoir que les Weyler Charron, ses beaux-frères... Cerf nous rejoignit 4H. Centre d'affaires. Activité formidablement lucide dans cette grande salle enfumée : les grandes hyènes du Hamp. Cerf est vraiment remarquable. Avenir, charme moi [??] offres de Wezler ! Marsal nommé ministre des Finances. Et c'est cela la vie, la société parisienne, le centre des renseignements, des potins et des fortunes ». Parmi tous ceux qui se précipitent vers la capitale de la nouvelle Autriche, Quesnay croise notamment, dès son voyage en train<sup>1178</sup>, Pierre Hamp<sup>1179</sup>, observateur pas totalement désintéressé de la nouvelle situation viennoise<sup>1180</sup>. Même s'il espère récupérer dans les ventes d'œuvres une « grosse commission commune » comme celle proposée par Charron le 28 janvier 1920 ou qu'il semble intervenir pour procurer des permis d'exporter<sup>1181</sup>, il semble surtout vouloir utiliser ses connaissances en matière monétaire quand il affirme que l'« on ne vit plus aujourd'hui des revenus de l'argent mais bien du maniement de l'argent, c'est l'expérience que je voudrais chez Kraus... »<sup>1182</sup>. On retrouve la même idée quand il évoque sa demande à Pierre Hamp de lui « ouvrir d'une façon ou de l'autre crédit de 10000 F. Il faut en finir... Les

---

<sup>1178</sup> Le 6 janvier 1920 dans le train, « dîner, en face de Pierre Hamp ».

<sup>1179</sup> Il s'agit bien de l'ancien journaliste de *l'Humanité*, reporter écrivain (1876-1962), ainsi que le confirme une lettre de Pierre Quesnay du 5 octobre 1931(AN 374 AP 26-27) adressé à son « cher ami » auteur de son « autobiographie *Les Métiers* », à qui il rappelle « nos discussions de 1919 [en fait 1920] pendant la crise d'Europe Centrale ». On peut noter que Pierre Hamp travaillera aussi par la suite avec Albert Thomas (cf. Denis GUERIN *Albert Thomas au BIT, 1920-1932. De l'internationalisme à l'Europe*, Europy, Genève, 1996, p.26-47-48).

<sup>1180</sup> Il note le 9 janvier 1920 « 6H Hamp [...] et Weiler gros homme d'affaires français chez moi ». Le 13 janvier 1920 « Hamp visite, tuyaux, participation commerciale. Affaire objets d'art ».

<sup>1181</sup> Le 11 février 1920 « Charron me presse de gagner sur Zweigler [??] : ces 20 M[illions] de papiers, il faut 2% soit ½ M[illion] concours pour procurer permis export ».

<sup>1182</sup> Le 19 février 1920.



affaires Wegler s'annoncent merveilleuses. Zerner lui a changé à 24 alors que le franc ne vaut plus que 18 ! Même ici son papier pourrait être revendu avec 10M[illions] de Kr [Kouronnes] de bénéfice ! Affaire énorme, m'en reviendra-t-il quelque chose »<sup>1183</sup>, dans le domaine financier, là où résonne le « refrain Charron "de l'argent, de l'argent" », là où apparaissent des « affaires monstres – chez Rotter<sup>1184</sup>, je vois Krauss qui m'offre acheter Skoda<sup>1185</sup> [peut-être « qui m'offre acheter Skoda »] spéculation, Bourse maintenant »<sup>1186</sup>.

Mais si c'est à Vienne qu'il espère améliorer sa situation financière, Quesnay continue, dans ses premiers mois de 1920, de soigner ses réseaux parisiens, soucieux d'utiliser « mon piston » à la Commission des Réparations<sup>1187</sup>, à un moment où l'avenir de cet organisme semble encore flou. Quand il est à Vienne, l'absence de nouvelle de Paris le contrarie, lui faisant ressentir son « isolement complet, incompréhensible »<sup>1188</sup>. Ainsi le 18 mai 1920 « Poincaré quitte la C[ommission des] R[éparations] ; ce pauvre Dubois l'y remplace<sup>1189</sup>, l'édifice chancelle : je ne précise rien, vois Serruys, cherche l'appui de Noulens et chez Hauser nous déjeunons avec Robert Muller le fiancé temporaire de sa fille, Raphael Levy, M<sup>elle</sup> Bloch, Mayer, milieu israélite, universitaire [...]. Simon, pendant ce temps, se remue à Paris :

---

<sup>1183</sup> Le 20 février 1920.

<sup>1184</sup> Marcus Rotter est le directeur général de la *Osterreichische Länderbank*, d'après une liste des personnalités autrichiennes que Rist doit voir en Autriche lors de son séjour de 1924 (BF fonds Rist, boîte 22, dossier 6 « Autriche 1924 »).

<sup>1185</sup> Faut-il voir un lien avec la prise de contrôle en Tchécoslovaquie de Skoda par la Banque de l'Union Parisienne et Schneider ?

<sup>1186</sup> Le 9 février 1920. Le même jour il note « Kommerzbank pour Wegler 10 + 10M de couronnes de papier ».

<sup>1187</sup> Le 2 janvier 1920.

<sup>1188</sup> Le 16 février 1920.

<sup>1189</sup> D'après François ROTH *Poincaré*, Fayard, Paris, 2001, p. 394, c'est à cette date que Raymond Poincaré quitte la présidence de la Commission des Réparations. Il est remplacé par Louis Dubois (1859-1946), député de la Seine, chargé de la Marine auprès de Clémentel dans le cabinet Clemenceau, d'après Jean JOLLY (dir) *Dictionnaire des parlementaires français op. cit.*

l'introduire et paraître ainsi le renseigner sur Vienne me paraît d'assez bonne politique ». De même le 28 avril 1920 : « je cours de l'Astoria de Mauclère<sup>1190</sup> à Klobse ; repartirai-je pour Vienne et dans quelles conditions ? Une section d'Autriche se constitue : je vais en être. Bates, devenu secrétaire général, expédie moult affaire dans le tumulte d'un petit bureau : Gibson, secrétaire anglais, Weiss, français me donnent paroles d'encouragement, d'espoir. Laissons déposer, clarifier tout cela : nous verrons ce qu'il en sortira ». Il retrouve avec André Weiss<sup>1191</sup> dont il évoquera quelques semaines plus tard « la silhouette longue et floue »<sup>1192</sup>, un universitaire mettant son savoir au service du pouvoir politique, comme le fait également Rist dont il semble toujours être proche<sup>1193</sup>, comme d'ailleurs de Mayer<sup>1194</sup>. Progressivement, au fur et à mesure que s'éclaircit l'avenir de la Commission des Réparations, Quesnay y voit sa place confortée : il note autour du 26 mai 1920 « la C[ommission des] R[éparations] m'a désigné pour le service d'information à Vienne : Weiss s'excuse : je n'en serai pas le secrétaire général mais conseiller adjoint "matières premières" : mon traitement [...] sera relevé : je puis compter sur une quarantaine de milliers de francs. Mais toujours adjoint et de qui cette fois ? ». Quelques mois plus tard, à l'occasion d'une discussion avec Stoppani, il voit même la commission comme un tremplin solide pour la suite de sa carrière : « L'avenir : le C[omitée des] R[éparations] à Genève, seul organe stable

---

<sup>1190</sup> Il s'agit d'Eugène Mauclère (1857-1933), l'un des deux représentants français lors de la première séance de la Commission d'Organisation de la Commission interalliée des Réparations, contrôleur général de l'armée, selon Olivier BUIRETTE dans *Réparer la guerre op. cit.* 2005, p.121.

<sup>1191</sup> Professeur de droit et juriste au Quai d'Orsay, il fait partie de la première commission interministérielle d'études pour la SDN et des premières délégations françaises à Genève, selon Christine MANIGAND dans *Les Français au service de la Société des Nations, op. cit.*, 2003, p.15.

<sup>1192</sup> En juin 1920.

<sup>1193</sup> Il évoque un dîner chez les Rist le 9 juin 1920.

<sup>1194</sup> Il note en juin 1920 « déjeuners Simon-Rist-Eisenmann, dîner chez les Mayer, visite à l'Action Nationale, Mony Sabin ».

qu'on n'osera supprimer et qui en cas de réussite offrira pour tous pays gouverneur [ou gouvernement ] Arménie Russie etc. »<sup>1195</sup>.

*Des profils similaires.*

Une fois passées l'urgence et l'improvisation de la fin de l'hiver 1920, le milieu dans lequel évolue Quesnay, change et se dessine avec davantage de netteté. Progressivement les marchands d'arts et autres antiquaires laissent la place aux autres experts membres de la Commission des Réparations, entre lesquels des liens personnels se tissent peu à peu. A Vienne d'abord, on remarque les noms de René Charron<sup>1196</sup> (28 occurrences dans le carnet 1920, 5 en 1921) de Constantin Rodenbach (6 occurrences 1920-1921) de Bate<sup>1197</sup> (10 correspondances en 1920, 1 en 1921) et de Stoppani (7 occurrences en 1921) puis, lors des voyages de Pierre à Genève et la venue des délégations genevoises en Autriche, apparaissent ceux de Daniel Serruys que Quesnay retrouve avec qui il va entretenir des relations plus proches<sup>1198</sup> (6 occurrences en 1920, 2 en 1921) Pierre Denis (notamment dans la correspondance avec Carin de 1922), Adrian Pelt<sup>1199</sup> (14 occurrences en 1923) ainsi que l'autre expert hollandais Rost von Tonningen<sup>1200</sup> (8 occurrences en 1923, 47 en 1924) et surtout Arthur Salter<sup>1201</sup> (une trentaine de mentions dans la correspondance avec Carin

---

<sup>1195</sup> Le 16 février 1921.

<sup>1196</sup> Il travaille surtout sur le dossier hongrois avant de rejoindre Lee Higginson puis la BRI selon Philippe OULMONT *Pierre Denis... op. cit.* p.195 et 219.

<sup>1197</sup> S'agit-il du Fred Bate, de chez Lee Higginson, à qui Quesnay écrit, de manière très amicale, le 24 octobre 1931 (AN 374 AP 24-25) ?

<sup>1198</sup> Pierre Quesnay à Carin le 11 septembre 1922 : « Je déjeunais en tête-à-tête avec Serruys »

<sup>1199</sup> Entré à la SDN en 1920, il est alors le chef du service presse de la délégation SDN pour la reconstruction de l'Autriche.

<sup>1200</sup> Selon Nicole PIETRI *op. cit.* p.88, il fut désigné comme conseiller auprès du Commissaire général Zimmerman, à partir de décembre 1922.

<sup>1201</sup> Sir Arthur Salter (1881-1975) commence sa carrière en 1904 à l'Amirauté, il devient président du conseil exécutif de la marine alliée durant la Première Guerre mondiale. Membre de la délégation britannique au conseil suprême économique en 1919, il

de 1922 puis 23 mentions dans le carnet de 1923) qui « paraît pris d'une grande affection pour moi. Il m'a reparlé de son désir de me confier un poste important si quelque chose est tenté pour l'Autriche »<sup>1202</sup>. Avec Joseph Avenol (26 occurrences dans la correspondance de 1922, 13 dans le carnet de 1923), les relations fraîches initialement – Pierre écrit à Carin le 17 septembre 1922 « je regrette seulement qu'Avenol le Français ait été envers moi de beaucoup le moins aimable des délégués, on croirait que mes trois ans à Vienne lui portent ombrage ! J'en suis d'autant plus désolé que c'est un homme remarquable que j'admire » - s'améliorent ensuite – toujours à sa femme le 26 octobre 1922 « Avenol est absolument charmant, très changé depuis Genève, aimable et sympathique. Il s'intéresse ici à toutes mes observations, les suggère en séances, me demandant d'exposer au Conseil mes vues personnelles, bref tel que je le souhaitais. Je lui en suis très reconnaissant et cela me donne du cœur à la besogne »<sup>1203</sup>. Quesnay souligne, quand il décrit à Carin son camarade de bureau lors des négociations genevoises de septembre 1922, leur proximité générationnelle : « je suis installé avec un petit Hollandais très sympa, M. De Bordes dans un grand bureau agréable. C'est lui qui accompagnera Grimm<sup>1204</sup> à Londres : nous nous sommes entendus tout de suite. Il est de mon âge, étudiant de la Haye en sciences économiques installé ici avec sa femme dans une villa où il aurait voulu que j'aille déjeuner demain. Tout l'après-midi nous avons travaillé avec fièvre »<sup>1205</sup>. En outre, Quesnay souligne la similitude de leur parcours universitaire, qui semble déboucher sur une communauté de labeur. La convergence de

---

devient secrétaire général de la Commission des Réparations jusqu'en 1922. En 1922, il devient directeur de la section économique du secrétariat de la SDN.

<sup>1202</sup> *Idem* le 4 septembre 1922.

<sup>1203</sup> Sur le personnage et sa « légende noire » liée en particulier à son attitude ultérieure, cf. Michel MARBEAU, « Réflexions sur un haut fonctionnaire français devenu secrétaire général de la SDN : le cas de Joseph Avenol », *Relations Internationales*, n°75, automne 1993, p. 345-361.

<sup>1204</sup> Il s'agit de Ferdinand Grimm (1869-1948) ministre de Finances du chancelier Mayr d'après Marie-Renée MOUTON *La Société des Nations et les intérêts de la France (1920-1924)*, Berne, Peter Lang, 1995, p.480.

<sup>1205</sup> Pierre Quesnay à Carin le 2 septembre 1922.

vue est flagrante quand Quesnay note ensuite : « j'ajoute ce Hollandais à la liste des jeunes internationaux sur lesquels je fonde des espoirs »<sup>1206</sup>. On peut penser que Adrian Pelt (né en 1892) est également sur la liste, d'autant plus quand Quesnay note le 15 janvier 1923 « J'aime vraiment beaucoup Pelt. Il a approuvé ma lettre à Salter. Il insiste auprès de Z[immerman] pour que je parte ». Même s'il est un peu plus âgé, on retrouve les mêmes accointances avec Pierre Denis, né en 1883, « un professeur de géographie devenu chef du Secrétariat » chez qui Quesnay est invité à dîner le 10 septembre 1922<sup>1207</sup>, avant de se rendre compte que « Pierre Denis chez qui je dinais dimanche et le fils de ton vieux père Denis »<sup>1208</sup>, le géographe Ernest Denis, dont Carin a suivi les cours en Sorbonne. Il y a d'autres universitaires parmi les acteurs un peu plus âgés comme Stoppani<sup>1209</sup> (né en 1879 comme Avenol) qui évoque avec Quesnay « son passé, professeur philologie Berlin, Chicago »<sup>1210</sup>. Ainsi dans un milieu, au secrétariat général de la SDN comme à Vienne, où « l'homogénéité [est] remarquable du point de vue de la formation académique [...] et de l'âge »<sup>1211</sup>, Quesnay est un des plus jeunes et n'a pas un parcours universitaire aussi abouti que d'autres acteurs.

Le voyage en train est un premier moment propice pour faire connaissance : ainsi dès le 10 janvier 1920 « dîner avec Rodenbach, le fils du belge, couloirs avec Smith et sa famille, traversée de l'Arberg merveilleux avec Bates qui nous aide à jeter aux enfants quelque peu de chocolat : c'est la première fois que je vois de jour cette région :

---

<sup>1206</sup> *Idem* le 4 septembre 1922.

<sup>1207</sup> *Idem* le 10 septembre 1922.

<sup>1208</sup> *Idem* le 11 septembre 1922.

<sup>1209</sup> IL fut membre de la délégation italienne à la Commission des Réparations puis intègre en 1922 la Section économique de la SDN d'après Patricia CLAVIN et Jens Wilhelm WESSELS dans « Transnationalism and the League of Nations » article cité p.476.

<sup>1210</sup> Le 16 février 1921.

<sup>1211</sup> Selon Lubor JILEK dans « Rôle de Jean Monnet dans les règlements d'Autriche et de Haute-Silésie » p. 50 dans Gérard BOSSUAT Andreas WILKENS (dir.) *Jean Monnet l'Europe et les chemins de la paix* Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, pp.43-62.

splendide. Et le 12 au matin, nous longeons le Danube qui domine les couvents : Charron, de Jonquières, Duplessis Monco, que de salutations ! Celles des petits consuls du gouvernement par-dessus le marché. Et au Bristol en notre chambre les fleurs de Zerner ! ». De même en septembre 1922 « le sort m'avait donné en Serruys un aimable et utile compagnon. Il est le Président cette année [ ? ] de la Commission économique qui, avec la Commission financière où siège Avenol, doit étudier la question autrichienne. [ ... ] Serruys m'a présenté à bien des gens, s'est montré fort aimable et gentil »<sup>1212</sup>. On peut aussi noter l'amusante scène du 15 mai 1925 à propos d'un trajet Paris-Genève « bébé [Pierre, le fils aîné de Quesnay] très gentil, très intéressé, lisant et discutant avec moi, Paul-Boncour<sup>1213</sup> [membre de la délégation française à la SDN depuis 1924] lui ayant offert des bonbons il a une haute idée des qualités des ministres ! ». Il en est de même avec les contingences (relatives) de l'hôtellerie : ainsi le 15 septembre 1924 pendant les négociations genevoises Quesnay « vien[t] [s]e raser hôtel d'Angleterre chambre commune de Rost ». Ensuite, vient le temps du travail en commun, favorable aussi à des rapprochements personnels : le 10 février 1920 « intimité absolue avec Charron « puis au cours de l'été 1920 « notre intimité avec Rodenbach ». Ce sera le cas plus tard avec Arthur Salter, lors d'un voyage de Quesnay à Genève : il écrit à Carin le 2 septembre 1922 : « Salter avait été empêché par une conférence de venir à la gare. Il a été charmant. Mais tout de suite sans même me raser, il a fallu me mettre au travail, revoir et compléter un gros rapport en dictant de longues pages ». Dès 1920, mais encore plus dans les années suivantes, ces liens de travail semblent renforcer par une véritable vie collective à laquelle participent les différents membres de la Commission des

---

<sup>1212</sup> *Idem* le 2 septembre 1922.

<sup>1213</sup> Paul-Boncour est « constamment délégué aux Assemblées de 1924 à 1928, suppléant de Briand aux Conseils, délégué de la France à la conférence préparatoire du désarmement de 1926 à 1928, période probatoire à sa mission à la conférence du désarmement, qui s'ouvre en octobre 1932 [et] fait figure d'un des meilleurs connaisseurs du monde genevois, en est une des grandes personnalités » selon Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations, op. cit.* p.36.

Réparations, un ensemble « d'interrelations qui débordent la sphère du travail »<sup>1214</sup>. Quesnay d'ailleurs, dans un moment de lassitude, évoque au soir du dimanche 27 janvier 1924 la « bonne journée d'intimité familiale mais la vie mondaine va reprendre : invitations multiples, il va aussi falloir recevoir ». Outre les événements festifs généraux auxquels ils peuvent participer ensemble comme le carnaval viennois<sup>1215</sup>, on peut d'abord distinguer les événements officiels, organisés par toute ou partie de l'institution, là où il y a « fine chère et gros prestige »<sup>1216</sup>, comme le 5 mars 1920 le « dîner anglo-américain » ou le « déjeuner général [de la] section viennoise » du 11 mars suivant. Ce sont ces événements que l'on peut réellement qualifier de mondains, en s'appuyant sur la réflexion de Fabrice d'Almeida, d'une part à cause de « leur caractère non exclusivement professionnel »<sup>1217</sup> et d'autre part car c'est là que le jeune expert est en contact avec la « haute société » « les élites »<sup>1218</sup>. Si il apprécie parfois de voir ses talents loués lors de ces réunions<sup>1219</sup>, Quesnay, à propos d'un de ces dîners « institutionnels », même si c'est à Genève dans le cadre plus large de la Société des Nations, ne manque pas d'en souligner les limites, dans une lettre à Carin du 4 septembre 1922 : « Ce ne sont malheureusement que des palabres et banquets de diplomates qui nouent d'excellents rapports mondains, ce qui n'a jamais évité des conflits. J'ai l'impression que les braves gens de tous les pays s'entendraient mieux directement mais ce n'est hélas qu'une utopie ». Par

---

<sup>1214</sup> Anne-Catherine WAGNER « les élites managériales de la mondialisation » *Entreprises et histoire*, 2005, n°41 p.15-23, p.19.

<sup>1215</sup> Le 9 février 1920, « et je n'écris plus, ne reçois rien. Carnaval, carnaval ! » Dans les jours précédents et suivants, il participe à plusieurs fêtes et bals masqués.

<sup>1216</sup> A propos de la réception à la légation française le 1<sup>er</sup> janvier 1923.

<sup>1217</sup> « La vie mondaine peut se définir à l'époque contemporaine comme un ensemble de lieux, de moments, d'événements, de pratiques et de représentations, de caractère non exclusivement professionnel, qu'ont en partage les gens du monde » Fabrice D'ALMEIDA *La vie mondaine sous le nazisme* Paris, Perrin « Tempus », 2008, p.24.

<sup>1218</sup> Sur ces catégories et leur rôle dans la vie mondaine, *idem* p.27-28.

<sup>1219</sup> C'est notamment le cas le 9 février 1920, lors d'un « déjeuner à la mission militaire [française], [à] gauche du général, charmant. Romieu fort intéressé par mes tuyaux Donau. Vidage d'officiers, arrivée de nouveaux, grands tiraillements, rancunes accumulées (Pujol)... j'ai senti mon prestige et ma situation ».

contre, on trouve dans les dîners entre membres de la Commission et avec des hôtes de passage, le ferment de relations plus profondes, peut-être par le partage d'un savoir-faire commun, loin des seuls « excellents rapports mondains » entendus avec « une nuance d'abandon des choses importantes, celles qui nécessitent du travail et une rigueur morale »<sup>1220</sup> : c'est notamment le cas avec Arthur Salter, à qui Quesnay a beaucoup écrit en 1923 (plus de la moitié des 23 mentions de cette année) avant surtout de dîner<sup>1221</sup> et « discuter »<sup>1222</sup> avec lui en 1924. On y fait connaissance comme avec les Van Sickle<sup>1223</sup> ou les Jacobson<sup>1224</sup>, on célèbre parfois la proximité générationnelle et le labeur accompli « Dîner Schöner avec De Bordes ! Heureux de notre tâche. Foi de jeune et force »<sup>1225</sup>. Dans ces « soirée[s] gaie[s] »<sup>1226</sup>, naît une proximité quasi familiale, y compris avec le commissaire général, le hollandais Zimmerman<sup>1227</sup> : l'« année [1923 est] commencée chez De Jèze par un punch familial. [puis poursuivie par une] Visite à Zimmerman [et un] Déjeuner De Bordes », on prend soin de noter les anniversaires<sup>1228</sup>, les mariages<sup>1229</sup> ainsi que les naissances dans les différents foyers<sup>1230</sup>, on y

---

<sup>1220</sup> Fabrice D'ALMEIDA *La vie mondaine sous le nazisme, op. cit.* p.24.

<sup>1221</sup> Le 2 mars 1924, le 8 juin 1924.

<sup>1222</sup> Le 8 septembre 1924, le 18 septembre 1924.

<sup>1223</sup> Le 16 février 1921 « Diner Van Sickle [...] Mme V.S. = Mme Hugot. Ici grisée. Lui a valeur et du mérite ».

<sup>1224</sup> Le 29 mars 1924 « dîner Jacobson : très gentils ».

<sup>1225</sup> Le 3 janvier 1923.

<sup>1226</sup> Le 6 janvier 1924.

<sup>1227</sup> Selon Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche 1921-1926 op. cit.* p.87, après une formation juridique, Alfred Rudolf Zimmerman (1869-1939) fut pendant dix ans bourgmestre de Rotterdam ; « il appartenait aux Pays-Bas à des comités représentant des banques ou des compagnies de navigation » lui ayant permis d'acquérir « une certaine expérience des affaires d'Europe centrale. Mais il avait surtout été choisi en raison de [ses] qualités d'honnêteté et d'énergie »

<sup>1228</sup> Le 19 février 1924 il note que « Rost a 30 ans ».

<sup>1229</sup> Le 12 janvier 1924 : « Déjeuner à Impérial offert à Rost : refiancé depuis cinq jours sera marié dans cinq. Sérieux ».

<sup>1230</sup> Le 10 juin 1924 « Brigitte Jacobson née ». Le 14 octobre 1924 « Rost a une fille ».



fait la connaissance des parents des uns et des autres<sup>1231</sup>, au point de voir croquer par Quesnay des tableaux assez surprenants comme quand « les enfants [Quesnay] jouent avec le jeu de quilles sur les pieds de Rist »<sup>1232</sup> pendant une de ses visites à Vienne. Grâce aux carnets de Quesnay, on voit très clairement apparaître une communauté d'experts, aux parcours universitaires et professionnels similaires, avec une certaine proximité générationnelle, groupe cimenté par un quotidien partagé y compris hors du temps professionnel.

Si Quesnay voit la Commission des réparations comme le seul « organe stable » lui permettant de progresser au sein de la SDN, c'est parce qu'il espère pouvoir compter sur ce milieu né à Vienne. C'est particulièrement net fin 1922 début 1923. Il écrit ainsi à son épouse le 17 décembre 1922 :

« On peut compter sur des gens comme Salter Stoppani Felkin pour désirer vivement notre retour au poste pour lequel je serais nommé dès maintenant. J'avoue n'avoir jamais rêvé une pareille solution [...] Salter paraît sûr de la faire admettre. Il la proposera ces jours-ci à Genève : elle exige malheureusement le licenciement d'un Français de son service, inspecteur des Finances (comme de Monès et Avenol) qu'il ne veut à aucun prix conserver. Vers le 5 ou le 6 janvier Salter sera à Paris avec assure-t-il ma nomination dans sa poche et il négociera alors mon départ de la C[ommission des] R[éparations] en bons termes. Je resterais encore à Paris pour la conférence du 15, si c'était absolument nécessaire et j'arriverais ici à Vienne détaché de Genève vers la fin janvier. Tu m'accompagnerais ou me suivrais à peu de distance car nous ne devons plus nous quitter [...] Notre vie sera alors réglée avec de beaux horizons, une grande action en perspective. Tout cela nous sort bien du cadre de la C[ommission des] R[éparations] ; demande à Frère et à Stoppani de te dire ce qu'ils en pensent. Communique-leur d'ailleurs confidentiellement ces nouvelles. Si Frère pouvait faire partie lui aussi du milieu de Genève, je considérerais que les éléments de la C[ommission des] R[éparations] qui me sont les plus sympathiques s'y seraient regroupés pour le mieux du bonheur commun et du travail réel. »

---

<sup>1231</sup> Ainsi le 17 mai 1923, Quesnay note « dîner De Bordes senior ».

<sup>1232</sup> Le 27 septembre 1924.

C'est d'ailleurs avec certains membres de ce milieu qu'il fête le succès de cette démarche le 13 janvier 1923 quand Quesnay a « reçu lettre Salter et Drummond. N'entrerai à SDN qu'en novembre ou mars prochain. Une bonne bouteille de Graves avec Pelt fêtait à midi cette nouvelle ». On relève, dans ce réseau en train de se dessiner, la présence de Maurice Frère (dont les occurrences du nom – 8 en 1923 – ne laissent pourtant pas augurer des relations très suivies). On peut également noter, avec le projet final « pour le mieux commun et du travail réel » ou la perspective d' « une grande action en perspective » combien, à nouveau, Quesnay place le travail comme ciment de ce groupe, réellement alors communauté épistémique. Dans celle-ci, Quesnay semble plus proche d'un anglais (Salter) d'un belge (Frère) et d'un italien (Stoppani) qu'il pense être capables de participer à cette « grande action » et à qui il fait transmettre des informations confidentielles par Carin que d'un compatriote, même inspecteur des Finances, dont le départ programmé ne semble guère l'affecter. La mention, le 9 janvier 1924, « je dîne avec les Français de la colonie », est l'indice d'une certaine rareté de sa participation à ce genre de réunion nationale au sein d'un groupe où l'appartenance nationale est apparemment transcendée au profit de projets plus vastes, comme ceux qui sont initiés lors de la conférence de Bruxelles de 1920, dont Quesnay a connaissance<sup>1233</sup>, projets dont un Comité économique et financier pérennisé serait un des instruments majeurs, idée à laquelle Quesnay est favorable<sup>1234</sup> et qui est développée en septembre 1922, à un moment où il fréquente son entourage<sup>1235</sup>, par

---

<sup>1233</sup> Il note le 16 septembre 1920 « Damiris grec et conférence économique de Bruxelles ». S'agit-il de Damaris « le représentant de la section autrichienne de la Commission [des réparations] » présent à Genève, cité par Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale op. cit.* p.236 ?

<sup>1234</sup> Voir la discussion avec Stoppani du 16 février 1921 déjà citée, ou le 6 février 1924 « causerie Schupt[ill.] Simon / Créer un comité économique et financier ».

<sup>1235</sup> le 10 septembre 1922 « Le soir je dinais avec Raymond, le secrétaire d'Hanotaux et un Suédois très gentil Jacobson. »

Gabriel Hanotaux<sup>1236</sup>. Dans ce cadre, il n'est pas étonnant donc de le voir être proche de certains autrichiens, au-delà des "petites mains" avec qui de vrais liens d'amitié et d'estime se créent<sup>1237</sup>. Une figure notamment se détache, celle du conseiller du chancelier Seipel, Gottfried Künwald<sup>1238</sup>. Dès le premier portrait qu'il en fait, le 24 janvier 1920, on sent Quesnay impressionné : « Visite Dr. Künwald – 3 heures chez lui à discuter question financière, esprit merveilleusement clair et original : belle tête intelligente : dans son bureau, assis on ne soupçonne pas son infirmité ». Künwald va lui fournir explications – ainsi le 15 janvier 1920 le 15 janvier 1920 « Impôt sur capital annoncée provoque chute de la couronne : franc à 22.50 et valuta se cache, alors que couronne circule plus vite (Künwald) » - et informations – par exemple le 6 mai 1924 « Midi Künwald : le marché refuse l'effort personnel. Alors la crise est grave » - sur la place de Vienne. Comme les liens entre les deux hommes attestés par leur abondante correspondance, le jugement qu'il note le jour de Noël 1924 après une « visite à Künwald : étincelant : questions monétaires, Banque, Kost – France – cela fut seulement quelques mots sur Kienböck et éloge [ill.] » ne se démentira pas, ainsi que le prouve la description qu'il fait de cette « curieuse figure de prophète, plus infirme encore que n'était Seydoux : une tête et un torse de Balzac et pas de jambes » à Emile Moreau dans une lettre du 13 décembre 1930 : « un des hommes les plus intelligents que j'ai rencontré, un de ceux qui ont toujours cherché à développer en Autriche un sentiment de nationalité et de responsabilité et qui ont pensé que ce développement devait se faire

---

<sup>1236</sup> Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale op. cit.* p.364-365.

<sup>1237</sup> En témoigne une lettre de Quesnay à Maurice Frère du 28 août 1925 (AN 374 AP/3) dans laquelle il lui demande son aide pour éventuellement "recaser" une de ses secrétaires Melle Török dont il loue « [l']initiative, [le] dévouement » mais aussi « son art des statistiques et des tableaux ».

<sup>1238</sup> Selon Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche 1921-1926 op. cit.* p.89, il était « avocat, président de la Banque Biedermann, conseiller financier du chancelier. Ce dernier, ainsi que les principaux responsables du parti chrétien-social, attachaient un grand poids à ses avis. Le Dr Künwald devait se donner la mort au moment de l'Anschluss en voyant s'effondrer la cause de l'Autriche indépendante à laquelle il s'était consacré ».

en liaison avec l'activité française »<sup>1239</sup>. Ces projets et cette proximité n'empêche pas les tensions entre les membres de cette communauté : on peut par exemple l'observer avec De Bordes. Ainsi, au début 1923, Quesnay semble lui reprocher un certain « carriérisme » - « De Bordes doit aller à Paris mardi à Paris voir Salter ; pourquoi pas moi ? Je lui reproche un peu son désir intrigant d'arriver qui lui enlève le sens de bien des nuances »<sup>1240</sup>. En janvier 1925, le différend est d'un autre ordre, plus technique (on y reviendra) quand il écrit à Pelt : « je n'y mets aucune susceptibilité d'amour-propre. Je regrette seulement cette anarchie qui fait que sans prendre contact avec les faits, un monsieur quelconque- fut-il mon meilleur ami - croit pouvoir partir d'une idée théorique pour orienter une négociation très difficile avant d'avoir discuté avec un seulement des observateurs sur place [...] je regrette seulement qu'il adopte ensuite par présomption intellectuelle des idées a priori sans les confronter avec les faits »<sup>1241</sup> : derrière la dureté du ton, confirmée par la mention dans le carnet d'une « réponse aigre à De Bordes »<sup>1242</sup> il faut sans doute lire l'intensité des relations (le « fut-il mon meilleur ami ») qui semblent ensuite s'apaiser, Pelt écrivant à Quesnay quelques jours après « heureusement De Bordes est bon enfant et au bout de quelque temps sa bonne humeur a pris le dessus »<sup>1243</sup>. Mais la contrariété de Quesnay à l'égard de De Bordes est aussi forte car l'attitude du hollandais est inadéquate avec ce qui fait l'essence de leur communauté amicale, la pratique de l'expertise, qu'il convient désormais d'examiner.

---

<sup>1239</sup> AN 374 AP :26-27.

<sup>1240</sup> Le 7 janvier 1923.

<sup>1241</sup> Pierre Quesnay à Adrian Pelt le 23 janvier 1925 AN 374 AP 2.

<sup>1242</sup> Le 22 janvier 1925.

<sup>1243</sup> Adrian Pelt à Pierre Quesnay le 28 janvier 1925 AN 374 AP 2.

## Une pratique : la question de l'expertise et de sa légitimité.

### *Un apprentissage dans l'urgence.*

Pourtant les débuts de l'action de Quesnay en Autriche sont marqués par une certaine improvisation, que la faiblesse des sources rend d'autant plus floue. Si dans les premiers jours de 1920, il semble encore être chargé, comme il l'était à Paris, des questions de ravitaillement – il est question le 26 janvier 1920 d'achat de blé yougoslave – il évoque, à l'été 1920, une activité plurielle, au moment où s'installe la Commission des réparations à Vienne<sup>1244</sup>, d'abord à la Hofburg puis au nouveau Bristol :

« Je fus d'abord très occupé : chef du personnel, caissier, secrétaire général adjoint auprès de Bates en place de Kuhlmann, je connus les grands jours de l'installation et fus un des principaux organisateurs de la maison, ayant, avec moi, Rodenbach. Répartition des locaux, discussion jusque chez Schüller<sup>1245</sup> et le colonel du Kriegs ; nous empiétons de plus en plus : que de pièces s'animeront dans l'immense bâtiment aux longs couloirs où l'on s'égare. Que serai-je ? Je le répétais au thé chez Charron devant Troistoff. Je n'en sais rien : mais Bates dans la salle 6 du Sacher, nous fait dîner avec Monroe [ ? ] Guilmon et Creivdon [ ? ] secrétaire général du Service d'Information auquel on parle de m'adoindre. Pour lors c'est le travail matériel d'organisation, les décisions, les longs efforts : nous avons souvent quitté la Kriegs à 2 et à 9 heures » ensuite c'est « l'arrivée des délégations faisant reprendre les travaux de Paris : comités des personnels [...] j'y rapportais les questions logement, nourriture du personnel, indemnités et le 28, à mon triomphe j'inaugurais mon restaurant du Kriegs, une initiative qui a bien réussi »

Parmi ces questions matérielles, correspondant à la phase de structuration de la nouvelle institution, Quesnay traite notamment la question du logement de la délégation française ou encore celle du recrutement des

---

<sup>1244</sup> Selon Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche 1921-1926*, op. cit. p.28, elle s'installe courant juin 1920.

<sup>1245</sup> S'agit-il de Robert Schüller qui sera représentant autrichien auprès du conseil suprême de Londres en mars 1921 selon Marie-Renée MOUTON *La Société des Nations et les intérêts de la France (1920-1924)* op. cit. p.480 ?

secrétaires et de leur traitement<sup>1246</sup>. C'est pendant cette période, comme déjà indiqué, que Quesnay suit les travaux des spécialistes venus évaluer les œuvres d'art autrichiennes : il se retrouve même, du haut de ses vingt-cinq ans, à la « Hofburg, [...] présid[ant un] meeting où Schüller présenté [?] à Koechlin, major Decaux, nouveau délégué italien, Bates et Monro »<sup>1247</sup>. De même au-delà de la question, évoquée précédemment, des affaires en tout genre qui s'offrent au jeune homme, il semble agir aussi comme un entremetteur pour les entreprises françaises lancées à l'assaut des marchés autrichiens quand il note le 23 août 1920 « dîner et soirée Barry : action cuivre finlandais – bois – affaires d'ici pour groupes français et anglais », qui sont, durant cet immédiat après-guerre, du fait de l'éclatement de la double monarchie, des acteurs majeurs de la nouvelle géographie économique de l'Europe centrale et orientale<sup>1248</sup>. Progressivement, fin 1920 début 1921, Quesnay semble se consacrer de plus en plus aux questions monétaires. Dans ses carnets, il relève les cours de la monnaie autrichienne<sup>1249</sup> et mentionne pour la première fois la « fin [du] rapport financier » le 30 août 1921.

Il est cependant difficile de distinguer, à partir des sources actuelles, quelle est l'action précise de Quesnay au cours de la première phase de la reconstruction financière autrichienne, qui, si l'on suit Nicole Pietri,

---

<sup>1246</sup> En témoignent, dans le fonds Frédéric Quesnay, deux lettres dactylographiées de Pierre Quesnay pour M. Bate secrétaire général de la section Autriche, une du 16 juin 1920 à propos des bureaux de la section française, une du 6 juillet 1920 à propos du recrutement des secrétaires de cette section.

<sup>1247</sup> Le 3 février 1920. A noter, d'après Roseline Salmon, *Archives nationales colloque Habsbourg et France 2012* cité précédemment, qu'il s'agit d'un inventaire y compris des musées pour donner moyens à l'Autriche de pouvoir garantir l'emprunt ; à l'automne 1920, à un moment particulièrement critique, le gouvernement autrichien fait des propositions en ce sens, malgré les réticences dans la commission des réparations quant à la réelle mise en gage de ces objets d'art, notamment des tapisseries des Gobelins. Progressivement l'idée d'une telle mise en gage s'atténue courant 1921.

<sup>1248</sup> Bernard MICHEL « les conséquences économiques des traités de paix en Europe centrale, 1919-1920 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2007, n°226, pp.97-108, p.102.

<sup>1249</sup> Le 25 juillet 1921 « chute de la Kr de 65 à 80 par franc », le 5 septembre 1921 « la couronne à 103/franc ».

s'étend de 1920 à l'automne 1922<sup>1250</sup>. Son rôle n'est pas encore assez important pour qu'il prenne part aux grandes négociations initiales de décembre 1920 et janvier 1921, quand l'aide à l'Autriche est progressivement dévolue aux acteurs privés<sup>1251</sup>, ni à la conférence interalliée de Londres de mars 1921, qui voit être proposé aux responsables viennois le plan de crédits internationaux Ter Meulen, appliqué sous le contrôle du Comité financier de la SDN, contre l'abandon par les vainqueurs des privilèges obtenus par le traité de Saint-Germain, au sujet des créances relatives au coût des armées d'occupation, aux bons de crédits de relèvement et aux réparations<sup>1252</sup>. Il n'y a pas non plus trace de son éventuelle participation à la mission de la délégation tripartite d'avril-mai 1921, « grâce au travail de laquelle, un plan complet de redressement est adopté » mais qui ne sera mis en place qu'une fois les difficultés politiques résolues<sup>1253</sup>. La seule référence à ces événements se trouve le 15 février 1921 quand il note « Bonne après-midi : je l'emporte sur la question du bureau des liquidations : nous déciderons, non un président italien. La section établit plans pour que Londres ne la suicide pas ». Si le « Londres » peut désigner la Grande-Bretagne, on peut aussi penser qu'il s'agit plutôt ici de la conférence à venir, à la préparation de laquelle Quesnay semble donc associé. On peut alors rapprocher les réticences d'un « président italien » de l'attitude plus globale de Rome, défavorable jusqu'à l'été 1921, à une intervention du comité financier de la SDN<sup>1254</sup>. On peut aussi, déjà, noter combien l'expert Quesnay envisage son action au sein d'un collectif (« la

---

<sup>1250</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche 1921-1926*, op. cit. p.25.

<sup>1251</sup> Nicole PIETRI, *idem* p.29 à 31.

<sup>1252</sup> Nicole PIETRI *idem* p.32.

<sup>1253</sup> Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale* op. cit. p.379.

<sup>1254</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche 1921-1926* op. cit. p.38 : « ce pays a donc entravé dans les premiers mois les préparatifs de l'action d'assainissement, en tardant à donner son adhésion définitive et en contestant la compétence du Comité financier. [...] Le 12 août 1921, la position italienne était définie plus nettement [...]. Le lendemain, un accord financier intervint qui semblait avoir partiellement les difficultés ».

section ») dépassant les intérêts nationaux, ici italiens. Mais il n'y a pas d'autre preuve permettant de préciser son rôle lors de ces premières initiatives finalement peu concluantes : il semble surtout soucieux de l'évolution du cours de la couronne, peu inquiet pour la pérennité du Comité ainsi qu'il l'écrit, depuis Paris, à Carin le 14 octobre 1921 : « j'arrive de chez Giraud parti hier pour Luneray [...] Rère [ ?] Mauclore [?] et C<sup>ie</sup> sont encore à Berlin. Je m'occuperai cette après-midi de ma prolongation qui ainsi d'ailleurs me permettra peut-être de les voir. Les lettres de Vienne sont affolées : Charron craint sa suppression. Rien ici n'explique cette panique : tout est assez calme. Le change autrichien est à 290 [ ???] k[ouronnes] par franc ! Vu Raimondi Rodenbach. Je dîne ce soir chez les Michaut ». Il livre, peu après les événements, en mars 1922, une analyse précise de l'évolution des prix en Autriche<sup>1255</sup> : il distingue au moins quatre phases, la première jusqu'en octobre 1920 quand « certains beaux esprits » avaient encore « l'illusion de voir un jour cette monnaie [la couronne autrichienne] consolidée » alors qu'elle ne cesse de baisser, ce qui engendre un « bon marché incroyable des prix durant période de dépréciation constante de la couronne en 1920 ». Cette première période correspond surtout à « un mouvement d'affaires désordonné : c'est l'*Ausverkauf* [...] les vendeurs s'appauvrissent et ne s'en doutent pas : les magasins se vident et tous les stocks s'épuisent ». Puis « après la stabilisation de la couronne au cours du premier semestre 1921 » « pendant la période de stabilisation de la couronne, l'indice des prix des articles manufacturés monte très au-dessus de l'indice des devises » se rapprochant du prix des marchés mondiaux, alors que parallèlement par la hausse des salaires et traitements « l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs » permet l'augmentation des prix des articles, mais provoque une « baisse de la valeur dans l'esprit du public ». Survient alors la troisième période formée par les mois d'été

---

<sup>1255</sup> « Hausse des devises et mouvement des prix (Note du Bureau d'information de Vienne) Commission des réparations des bureaux de Vienne n°642 » datée du 8 mars 1922, AN 374 AP 2.



1921 : comme en 1920, à cause de l'augmentation du déficit commercial autrichien, « le change s'effondre » donc apparaît l'attente du retard du mouvement des prix comme 1921 mais « l'éducation du producteur est faite » qui ont compris que le bénéfice fait sur la différence prix de revient prix de vente est vain voire ruineux, qu'il s'agit là de « victoires à la Pyrrhus » : la conception du « prix de remplacement succède donc à celle du prix d'achat ». « Dès le début de la période de dépréciation de la couronne, les prix s'élèvent [...] une véritable folie s'empare du marché »<sup>1256</sup> et « on reste confondu lorsqu'on songe à ce que représente de souffrances et de bouleversements sociaux une adaptation aussi rapide de l'échelle des prix »<sup>1257</sup>, car l'Etat lui-même « a renoncé à sa politique de subventions » ; alors « l'industrie et les commerçants n'ont plus considéré que le prix du marché mondial » et « la monnaie nationale devient alors "monnaie de compte" ». Arrive alors la période où est rédigée la note avec des « prix actuels de Vienne égaux ou supérieurs aux prix du dehors » rendant nécessaires de « larges crédits bancaires indispensables » venant de l'extérieur mais non pas affectés « stérilement à maintenir le cours » mais « à disposition du commerce », selon les industriels viennois. Cette note semble donc indiquer que cette période correspond pour Quesnay à une phase d'apprentissage concrète et rapide de l'instabilité monétaire, avec notamment l'analyse de l'inflation « la grande nouveauté du XX<sup>e</sup> siècle, depuis 1914 »<sup>1258</sup> en matière

---

<sup>1256</sup> Sur l'hyperinflation pendant cette période cf. Nathan MARCUS « Hyperinflation as a Catalyst of Transformations : Path dependence through accelerated dynamics in post-First World War Austria », *European Review of History: Revue européenne d'histoire* août 2016 p.4.

<sup>1257</sup> Sur les conséquences sociales, y compris à l'échelle individuelle, à la fois positives et négatives, *idem* p.9 à 11.

<sup>1258</sup> Jean BOUVIER, *Initation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains*, *op. cit.* p.36.

économique et financière, phénomène jusque là peu observée<sup>1259</sup> sauf pour le condamner<sup>1260</sup>.

*Un expert au plus près de la décision.*

La situation de Quesnay change après la signature des protocoles de Genève du 4 octobre 1922, qui lancent véritablement le relèvement autrichien. Il participe aux travaux de la délégation provisoire de la SDN, dépêchée à Vienne en octobre et novembre 1922, présidée par Janssen et composée d'Avenol de Ferraris, Niemeyer, Pospisil, Sarasin et Strakosch, dont la mission « consistait à aider le gouvernement autrichien à élaborer un programme de réformes et d'assainissement, à faire adopter la loi des pleins pouvoirs et les nouveaux statuts de la banque d'émission »<sup>1261</sup>. Il écrit à Carin le 30 octobre 1922 « du bureau du ministre des Finances, pendant une conférence qui dure longtemps sur des points de détail. Serpil [ ? ] Segw [ ? ] Grenin[ ? ] et Schwarzwald répondent à nos questions. [...] Tout continue très bien et le travail avance. Samedi après-midi j'ai discuté en tête-à-tête avec financiers tout le budget. [...] Hier excellente journée : matinée de travail avec Avenol et Niemeyer représentant Blackett » ; il ajoute qu'il a passé l'après-midi avec De Bordes, Pelt et Vigier et note la « bonne atmosphère. Robitsek et Simon m'ont téléphoné. Rist arrive mercredi matin ». Le climat semble changé le lendemain :

« Les heures s'écoulent ; depuis cinq longues heures d'horloge, nous siégeons, chaque ministre devant exposer devant nous les économies de son département. Fatigue et découragement. Chacun essaie de sauver le plus possible des sommes énormes qu'il réclame pour son administration ; inertie terrible – Toute la matinée et tout l'après-midi nous aurons siégé. Cette nuit,

---

<sup>1259</sup> Lucette LE VAN-LEMESLE *Le Juste ou le Riche, op. cit.* p.603-604, rappelle que, par exemple, Rist, de son propre aveu, ne « déplace ses centres d'intérêts » vers les questions monétaires qu'à partir de 1914.

<sup>1260</sup> C'est notamment le cas de la Banque de France dans l'immédiat après-guerre comme le montre Marcel NETTER, *Histoire de la Banque de France entre les deux guerres : 1918-1939*, Pomponne, M. de Tayrac, 1994. Publié à titre posthume par la fille de l'auteur, p.43.

<sup>1261</sup> Nicole PIETRI p.70.

nous arrêterons nos demandes formelles au gouvernement – Pourra-t-il les faire accepter des divers ministres et des divers partis politiques ? Il faut cependant aboutir vite. Je travaille beaucoup. Salter est ici. Rist arrive demain. Charron gagnera Paris le 15. Tout notre ancien bureau C[ommission des] R[éparations] cessera de vivre à ce moment. Les journaux nous disent que le Comité des garanties va s'installer définitivement à Berlin ; le service diplomatique de Frère aussi sans doute. Dans ce cas nous reviendrions ici. [...] hier soir chez Avenol nous avons discuté en petit comité jusqu'à 2 heures du matin »<sup>1262</sup>

Il décrit là la mise en place du « programme de réformes et d'assainissement [autour de] la nécessité de procéder à des économies radicales [par] la réduction du nombre des fonctionnaires, [...] une diminution très sensible des dépenses militaires et sociales et des subventions fédérales aux Länder »<sup>1263</sup>, finalement « le gouvernement autrichien s'engagea à licencier progressivement 100000 fonctionnaires avant la fin de 1924 »<sup>1264</sup> : il intervient alors comme « expert participant », pour reprendre la définition de Jean-Yves Trépos, quand, au regard des « difficultés des effets des politiques publiques et de la nécessité de politiques d'urgence, l'expertise participe alors de la définition de la politique voire même de la formulation de la demande »<sup>1265</sup>. C'est d'ailleurs à cette dernière partie de son travail qu'il passe ses nuits d'après sa lettre suivante à Carin :

« Nous avons dicté nos volontés la nuit dernière et aujourd'hui nous attendons la réponse : ce sera dur. On a travaillé comme des fous. Après l'audition de chaque ministre, nous avons arrêté nos vues d'ensemble leur portée est tellement plus grande que celle des petites mesures envisagées jusqu'ici que le parti au pouvoir devra négocier avec l'opposition : attendons le résultat [...] Hier travail acharné [...] Jusqu'à 2 heures, j'ai arrêté notre

---

<sup>1262</sup> Pierre Quesnay à Carin le 31 octobre 1922.

<sup>1263</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.70-71.

<sup>1264</sup> *Idem* p.74.

<sup>1265</sup> Jean-Yves TRÉPOS *La sociologie de l'expertise op. cit.* p.13-16.

programme puis l'ai corrigé avec Salter et Avenol. Il a été remis ce matin [...] Monnet arrive demain »<sup>1266</sup>

Au-delà de la fierté de la tâche accomplie « tellement plus grande que [l]es petites mesures envisagées » qui ramène à la thématique de la réputation de l'expert, il faut remarquer d'une part, que Quesnay place la négociation entre les partis autrichiens comme la condition indispensable à la réussite de ses propositions, tâche à laquelle Pelt s'attachera<sup>1267</sup> : il ne s'agit pas de se substituer directement au politique (« ce sera dur » « attendons le résultat ») tout en ne lui laissant que peu d'alternatives (« le parti au pouvoir devra négocier avec l'opinion »). D'autre part, il se voit propulser à un niveau de responsabilité plus important lors de ce round de négociation, puisqu'il travaille directement avec les acteurs de premier plan de la délégation de la SDN. C'est d'ailleurs ce qu'il confirme à Carin dans sa lettre du 9 novembre 1922 :

« Je suis devenu en fait le secrétaire général ici du contrôle et la délégation voulait me voir rester assumer l'intérim jusqu'à l'arrivée du Commissaire général. J'avais de trop bonnes raisons pour qu'on ne s'incline pas [la proche naissance de son deuxième fils] [...] J'établis avec Schwarzwald les bases du contrôle, je vois beaucoup Rist à nouveau. Notre loi constitutionnelle avec collaboration des socialistes au plan de relèvement sera déposée demain et tout finalement voté pour mardi espère-t-on [...] Il en restera l'application : il faudrait évidemment la prendre dès le début. Pourtant je voudrais bien n'avoir pas à venir dès le début de décembre. Je voudrais ne plus venir en mission temporaire mais n'arriver pour m'installer que si le Commissaire général me requiert comme le veut Genève et avec un engagement à la SDN dont les conditions restent à déterminer ».

---

<sup>1266</sup> Pierre Quesnay à Carin le 2 novembre 1922.

<sup>1267</sup> En effet, Nicole PIETRI écrit, dans *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.70, « une autre tâche qui n'avait peut-être pas été envisagée au début, attendait M. Pelt : prendre contact avec les sociaux-démocrates. [...] Il parut bon, en effet, dans le cadre de la démocratie parlementaire autrichienne, d'amener l'opposition à participer d'une certaine manière à la reconstruction financière du pays ».

On peut noter que la volonté de conciliation portée par Quesnay a fructifié avec « notre loi constitutionnelle »<sup>1268</sup> réalisée par « collaboration des socialistes », obtenue aussi par les efforts des membres du Comité financier, en particulier de Joseph Avenol<sup>1269</sup>. Le 11 novembre 1922, c'est à nouveau la description du labeur intense, occasion aussi de soigner ses relations : « avec Avenol j'ai dû jusqu'à 3 heures du matin terminer un travail terrible que j'avais conduit toute la journée pour le contrôle avec le Directeur des Douanes et celui des tabacs [...] aujourd'hui j'ai beaucoup travaillé de nouveau ; je déjeunais chez Maugras avec Avenol et Rist de même qu'hier chez Salter avec Rist [...] et Niemeyer. J'ai conduit Rist chez Robitsek. Je suis allé au thé de l'ambassade pour l'armistice » : Quesnay intervient alors pour préparer le financement des besoins temporaires de la trésorerie, puisque les revenus des douanes et des tabacs servent à garantir un emprunt en bons du Trésor à l'automne 1922<sup>1270</sup>, selon la logique double du plan de stabilisation « la discipline monétaire s'accompagn[ant] d'une démarche parallèle sur le plan budgétaire, celui-ci [devant] être équilibré et son éventuel déficit [...] pas être financé par la banque centrale »<sup>1271</sup>. Quesnay paraît souscrire complètement au discours orthodoxe des experts du Comité financier de la SDN, pour lesquels « un état d'équilibre sera automatiquement atteint en disciplinant des politiques budgétaires et monétaires »<sup>1272</sup>. Il semble suivre au plus près les questions de trésorerie, à la fin de l'année 1922, à un moment particulièrement délicat, avant la mise en place des protocoles genevois.

---

<sup>1268</sup> Il s'agit, selon Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.76-80, de la loi « des pleins pouvoirs » visant à permettre au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réaliser en deux ans « sans qu'il soit nécessaire de recourir ultérieurement à un sanction nouvelle du Parlement ».

<sup>1269</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.78.

<sup>1270</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.82.

<sup>1271</sup> Michel FIOR *Institution globale, transition et pouvoir. La Société des Nations et la reconstruction de l'Europe 1918-1931*, thèse dactylographiée, Neuchâtel, 2005, p.163.

<sup>1272</sup> *Idem* p.130.

C'est particulièrement net dans une série de lettre à Carin : le 9 décembre 1922, il écrit :

« Avenol, Denis m'attendaient cependant à la gare malgré le retard et nous avons eu tout de suite une grande conversation sur les difficultés de Trésorerie du gouvernement autrichien : Avenol partait en effet à 8H du matin pour Paris et la Conférence de Londres [...] Dès 10 heures du matin j'étais chez Seipel avec Denis et depuis j'ai eu fort à faire avec Schwarzwald. Toutes les affaires sont arrangées devant le Parlement : il faut seulement trouver les ressources de Trésorerie nécessaires (quelques millions de dollars) pour attendre les résultats des gros emprunts à placer. Au moment où je t'écris j'attends dans ma chambre la visite de de Sèze, le directeur de la Länderbank que je veux consulter. »

Le 15 décembre 1922, il explique, plus concrètement encore, comment il fait arriver l'argent à Vienne, depuis la Tchécoslovaquie, sans doute au titre des reliquats des prêts liés aux accords de Lana signé en février 1922<sup>1273</sup> :

« Rentrant hier de Budapest, rappelé en hâte par les difficultés de Trésorerie à la suite d'un coup de téléphone de Vienne, j'ai dû partir vers minuit pour être ici hier matin à 7 heures. Nous avons passé toute notre journée en coups de téléphone avec Prague et dans le bureau du ministre des Finances où nous étions encore à 9 heures du soir, Denis et moi avec Schwarzwald et Schüller. J'ai bien failli prendre le train de 11 heures pour Prague, mais tout s'est finalement arrangé, nous espérons. Un autrichien part à midi avec un contrat tout signé par nous, pour revenir demain avec les fonds de la semaine prochaine – ce sont vraiment des journées bien remplies et qui comptent ! »

Le 17 décembre 1922, il lui annonce son absence probable pour Noël car

« Si les ennuis de Trésorerie que je suis seul à bien connaître sont résolus cette semaine, si j'obtiens avant samedi les quelques millions de dollars

---

<sup>1273</sup> Selon Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.41, « le prêt tchèque, consécutif aux accords de Lana, était un témoignage des dispositions favorables du gouvernement de ce pays envers l'Autriche. Les 500 millions de couronnes tchèques, prévus aux termes de la Convention du 8 février 1922, représentaient une avance sur la vaste opération de crédit prévue par le Comité financier de la SDN ».

nécessaires pour finir l'année, alors je m'enfuirai samedi et débarquerai dimanche 24 à Paris mais il ne faut pas trop y compter ». « Or il faut que ma situation se règle définitivement. J'essaierai donc – avec quelle énergie- de trouver des fonds dès le début de la semaine ; si j'assurais la Trésorerie jusqu'en fin d'année, je pourrais partir le samedi 23 ; on vivrait sur mes provisions et Denis le 28 s'arrangerait pour les dépenses du début de janvier. Si nous continuons à vivre jour par jour – car quand on ne veut plus fabriquer de billets, il est bien difficile d'avoir de l'argent – je passerai le 28 la caisse à Denis et gagnerai Paris pour ne revenir ici [à Vienne] que définitivement, sans doute après les conférences de janvier ».

Dans les trois extraits, transparaît clairement l'urgence de la situation, tant dans la description de l'action des experts, de la discussion au sommet directement dans la gare à la journée passée en coups de téléphone, que dans l'analyse de la situation, donnée au détour de la formule « Si nous continuons à vivre jour par jour – car quand on ne veut plus fabriquer de billets, il est bien difficile d'avoir de l'argent », mesurant, au quotidien, les contreparties difficiles du souci de la délégation provisoire de limiter l'inflation, une de ses principales réussites selon Nathan Marcus<sup>1274</sup>.

On retrouve la double dimension (budgétaire et monétaire) du plan de stabilisation au début de 1923, quand il revient à Pierre Quesnay de participer à la vérification de l'application des conventions de Genève. Il devient l'un des cinq conseillers – avec les hollandais Adrian Pelt, Rost van Tonningen, Jan van Walré de Bordes et l'autrichien Hans Patzauer - auprès du Commissaire général, le hollandais Rudolf Zimmerman<sup>1275</sup>. Et l'année 1923 commence dans le même climat d'urgence dans lequel s'était fini 1922. Ainsi dès le 2 janvier, il cherche des solutions aux problèmes monétaires :

---

<sup>1274</sup> Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital. Austrian Reconstruction and the Collapse of Global Finance: 1921 to 1931*, thèse de doctorat New York University, version photocopié, 2011, p.114 « Eliminating the risk of inflation was certainly among the most important achievements of the Provisory Delegation ».

<sup>1275</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.88.

« Les Français veulent réduire de 2 millions leur reliquat, visite à Lefèvre Portalis – Télégramme à Avenol après études des dossiers chez Maugras. Janssen<sup>1276</sup> me demande tout l'après-midi de leur exposer la situation. Je l'ai convaincu de la nécessité de voir croître la circulation. Passionnant ! Belle note à rédiger pour convaincre Zimmerman encore hésitant, quoiqu'il ne voit rien à répondre. Enthousiasme intellectuel pour la tâche à accomplir. Ce soir j'ai entamé mon exposé ».

Le lendemain, apparaissent aussi les questions budgétaires :

« Gros travail ! Etude du budget préalable de janvier. Dépenses prévues formidables. Principes à poser. Déjeuner De Bordes avec attaché juridique. Utilisation du reliquat français, note sur les méthodes indirectes, se servant des banques privées pour répondre au désir d'Avenol<sup>1277</sup>. Je suis en pleine possession de tous mes moyens. Note confidentielle à Zimmerman pour lui expliquer les raisons d'Avenol. Libération de 50 milliards ».

Elles se poursuivent le lendemain :

« Matinée chez Zimmerman avec le ministre des Finances ; réduction du déficit de janvier qui reste haut ; visite à De Jèze à la Länderbank ; Zimmerman convaincu, ça marchera. Lettre à Kienböck précisant la réforme du budget préalable : ça gaze ! Chez Z[immerman] avec Schwarzwald pour l'or. Mais Z[immerman] craint encore trop sa subtilité et celle des Français trop habitués aux difficultés financières. Notre thèse d'émission gagée est pourtant la seule possible : on le convaincra »

Puis le 6 janvier 1923 :

« Pelt est arrivé [...] gros travail : douanes, garanties d'emprunt, trésorerie ; j'ai encore dû libérer 30 milliards après discussion avec Knappe [ou Knapp]. Cet après-midi, Z[immerman] a fait admettre par Janssen ses propositions de contrôle permanent sur la Banque. L'autre ne peut ainsi venir mais tentera de faire la liaison. Je dois lui remettre un autre mémoire sur les éléments favorables de la situation : toujours plus de travail. »

---

<sup>1276</sup> Le belge Albert-Edouard Janssen (1883-1966), alors directeur de la Banque nationale de Belgique est le président du Comité financier de la SDN.

<sup>1277</sup> Peut-être agit-il dans le cadre de la tentative de placement des bons du Trésor pour 80 millions de couronnes, premier grand emprunt international, qui n'est pas alors un succès d'après la presse autrichienne du mois de janvier 1923 ?



Et enfin le 12 janvier 1923 :

« Z[immerman] donne interview. DC a dû alimenter marché en devises en diminuant sa réserve ; danger. Aimerais suivre à Genève négociations sur crédits surtout si banquiers présents, mais Trésorerie ici ? Ecrirai à Salter pour demander que Schwarzwald soit convoqué. Lettre de plus en plus énergique à Kienböck cette fois-ci sur désorganisation des chemins de fer des douanes chemins de fer qui ne rentrent pas »

On peut constater, en particulier avec la mention de nombreuses « notes » et « mémoires » que, progressivement, Quesnay limite son rôle au contrôle de l'action autrichienne, plus proche alors de l'« expertise de décision » qui est un outil de gestion des situations normales, l'expertise étant alors une mesure d'accompagnement (d'une politique publique...), selon Jean-Yves Trépos<sup>1278</sup>. Apparaît alors plus directement la question de la nouvelle banque centrale, dont l'organisation porte alors à débat : quand il évoque le contrôle permanent de la nouvelle banque centrale souhaité par Zimmerman, le 6 janvier, il faut sans doute y voir la conséquence des tensions qui ont présidé à la nomination de l'ancien ministre des finances, Richard Reisch, à sa présidence, nomination, dont, d'après Michel Fior, Zimmerman ne voulait pas<sup>1279</sup>. C'est cette question qui est évoqué directement par Quesnay avec Reisch lui-même à l'occasion d'un dîner, le 9 janvier 1923 :

---

<sup>1278</sup> Jean-Yves TRÉPOS *La sociologie de l'expertise op. cit.* p.13-16.

<sup>1279</sup> Selon Michel FIOR *Institution globale, transition et pouvoir op. cit.* p.189, « en décembre 1922, en dépit des mises en garde du commissaire général de la SDN à Vienne (Zimmerman), du directeur de l'OEF et du Comité financier, le Chancelier autrichien désigne Richard Reisch, un ancien ministre des finances, à la présidence de la nouvelle banque. L'irritation est vive dans les milieux bancaires britanniques et au Comité financier. Norman, Niemeyer et Strakosch s'élèvent contre une nomination qui à leurs yeux ne garantit pas suffisamment l'autonomie de l'institut, et mine la confiance des investisseurs à quelques semaines de l'émission de l'emprunt international. Pour eux, un banquier étranger aurait dû occuper la présidence de la nouvelle institution, et surtout pas un ancien ministre des finances autrichien ». On retrouve la même idée chez Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.148 « Despite all the pressure from the League, the City of London and the Bank of England, not a foreigner but the Austrian Richard Reisch was chosen to head the new central bank. »

« Ce soir grand dîner Z[immerman] avec Kienböck et Reisch. C'était bien [...] J'ai longuement conversé avec celui-ci sur la N[ational] B[ank]. Statut du conseiller [ ? ] à la Banque fixé aujourd'hui : Janssen a intrigué encore, assiste à leur tête à tête chez Z[immerman] où accord incomplet »

Les tensions paraissent alors davantage être entre Janssen et Zimmerman – d'ailleurs un accord, certes partiel, apparaît entre eux à propos du conseiller de la Banque centrale, garant de « l'indépendance » de celle-ci élément essentiel du *central banking* des années 1920<sup>1280</sup> - qu'entre le Commissaire Général et le directeur de la nouvelle banque centrale, puisque Quesnay note encore le même jour que « Janssen part demain, Z[immerman] ne l'appelle plus que "le petit intrigant" ». D'ailleurs le lendemain, il se félicite que « Janssen a emporté premier bilan tout à fait remarquable de B[anque] N[ationale] ».

*L'expert entre contrôle et observation.*

Une fois la phase d'installation des nouveaux acteurs terminée, Quesnay poursuit sa tâche de contrôle, surveillant notamment la conformité du budget – le 15 octobre 1923 « notes sur le budget 1924 » puis le 18 octobre 1923 « la lutte budgétaire » - ou la liquidation des différents emprunts d'avant les protocoles - le 5 novembre 1923 « 9H chez Salter / l'emploi du reliquat d'emprunt / Avenol veut le rembourser !!! ». Il est donc dans une position idéale pour voir arriver au début 1924 « la crise qui vient » (6 février), ce qui, à côté des encouragements au gouvernement autrichien, est aussi discrètement souligné dans l'introduction du quatorzième rapport du Commissaire Général<sup>1281</sup>, sur lequel il a fourni un « travail acharné » (24 février). Il souligne dans les premiers mois de 1924 combien le rétablissement autrichien est précaire : dès le 4 janvier il note « bonne explication de la

---

<sup>1280</sup> Michel FIOR *Institution globale, transition et pouvoir op. cit.* p.176.

<sup>1281</sup> Il est noté, dans le rapport daté du 28 février 1924, « les craintes que j'avais cru devoir exprimer dans mes deux rapports précédents ne sont pas révélées tout à fait illusoire [...] à une époque où le mouvement des transactions se révélait déjà moins intense, où la diminution du trafic laissait clairement entrevoir à chacun la possibilité du retour d'un malaise économique ».

prospérité de cette année : capital  $\neq$  ressources » puis le 23 janvier 1924 : « Les dépenses depuis un an ont augmenté ! Nécessité d'une révolution dans les esprits et les méthodes. Je compte aussi galvaniser le patron : il le faut : j'écrase de plus en plus Patzauer en discussion »<sup>1282</sup>. Lorsque, un an après, Quesnay – utilisant le pseudonyme de Nisaque employé auparavant par son illustre homonyme<sup>1283</sup> - analyse rétrospectivement, pour la *Revue des sciences politiques*<sup>1284</sup>, la crise de 1924, il distingue un contexte politique défavorable avec le relâchement des efforts autrichiens :

« Lorsqu'au début de 1924, les dangers de la ruine et de l'anarchie sont oubliés, la conscience de la nécessité vitale des réformes diminue. Le public s'est habitué à nouveau à des conditions normales d'existence ; il trouve tout naturel d'en profiter, moins indispensables les sacrifices qu'il faut encore lui demander pour mener l'œuvre à bonne fin. [...] Le Gouvernement dans sa majorité même rencontre des résistances qui ralentissent son effort. Le commissaire général est obligé de le constater et l'opposition exploite ses critiques contre le gouvernement »<sup>1285</sup>

Et d'autre part, une crise boursière :

« Au même moment se produit une crise que ni les dirigeants de la politique financière, ni la Banque nationale, ne semblent avoir prévue. Les dividendes payés par les titres autrichiens sont loin de rémunérer la valeur atteinte en bourse par ceux-ci ; une baisse se produit, la notion de rentabilité

---

<sup>1282</sup> On peut rapprocher ces remarques de l'analyse de Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.108 soulignant d'une part que « la prospérité de l'année 1923 apparaissait factice et temporaire. Selon sir Otto Niemeyer, de très gros profits avaient été réalisés, mais surtout dans le domaine des transactions financières et boursières » particulièrement volatiles et « le 1<sup>er</sup> février 1924, Zimmerman faisait observer au ministre des Finances d'Autriche que la réduction réelle des dépenses avait été trop faible depuis un an ».

<sup>1283</sup> Quesnay évoque ce point avec Rist dans une lettre du 6 décembre 1924 (AN 374 AP 2) : « dans le cas où vous publieriez, je préférerais que ce fut sous une signature supposée : mon homonyme le physiocrate lié par ses fonctions à la Cour; signait je crois d'un anagramme de notre nom NISAQUE. C'est une forme que je reprendrais volontiers ».

<sup>1284</sup> *Revue des Sciences politiques*, tome 48, juillet –septembre 1925 « les finances des états européens depuis la guerre. V – L'Autriche » p.347-377.

<sup>1285</sup> P.355.

succédant à celle de valeur intrinsèque [...]. La spéculation abandonne la bourse pour se porter vers le marché des devises, jouer à la baisse du franc ; elle s'engage à fond dans cette direction et le redressement subit de la monnaie française la trouve entièrement découverte. C'est un coup qui peut être fatal à une place nouvellement reconstituée comme Vienne »<sup>1286</sup>.

Lors de ces événements, il peut alors apparaître comme le gardien sourcilieux du cap fixé par les protocoles de Genève, à propos des contraintes budgétaires imposées aux Autrichiens, quand il se félicite de voir le commissaire général partager ses inquiétudes le 15 janvier 1924 « Zimmerman accepte le rapport – plus de pression financière possible en raison des recettes ; les menaces du Conseil si la réduction des dépenses n'est pas opérée ou la clause des pleins pouvoirs non effective ; et le reste de l'emprunt remboursé ! » ; cette impression est renforcée quand il note le 22 janvier 1924 « Passionnément occupé : on approche de la *Sanierungskrise* » qui renvoie bien à une crise de régénération nécessaire. Il en est de même le 30 janvier avec les formules « je bloque Douanes tabac de février » et « non seulement mes lettres financières partent mais à destination de tous les ministres ! ». Le 29 janvier 1924, il note que « la discussion sur la politique monétaire continue sans qu'on touche à mon avis au fond du problème : surconsommation à la suite d'adaptation ». Dès le 7 février 1924 il voit la « gravité de la crise imminente : Z[immerman] contre le crédit anglais à Breitner<sup>1287</sup> ». Cette analyse renforce son intransigeance lorsqu'il note le 24 mars 1924 :

« Mais il n'y a plus rien en caisse : ni pour rembourser l'or à Reisch, ni même pour la Trésorerie du mois. / Demande de libérer douanes et tabac que nous voulons garder en remboursement du trop versé de 1923 »

Puis le lendemain « Kienböck demande libération. Zimmer[man] refuse – on en reparlera demain » et le 26 mars 1924 « on libère 150 douanes et tabac mais j'écris demandant versement du reste au compte B et

---

<sup>1286</sup> *Ibid.*

<sup>1287</sup> Il s'agit vraisemblablement d'Hugo Breitner, dirigeant socialiste viennois et principal responsable de la réussite de « Vienne La Rouge » selon Paul PASTEUR *Histoire de l'Autriche, op. cit.* p.207.

indication précise de ce qu'est devenu l'argent avant toute nouvelle rétrocession ». Le 27 mars 1924, il souligne la fragilité de la situation de la place de Vienne, semblant encore assumer auprès de Zimmerman, qui semble légèrement fléchir, une ligne plus "dure" par rapport aux demandes d'intervention :

« Histoire des 100 millions pour intervention à la Bourse – crise des Bourses sans précédent : effondrement / Suites de la spéculation contre F / Je déconseille intervention / Z[immerman] les accorde (Pelt et Rost indignés) / Situation de Bosel<sup>1288</sup> [ ? ] ! »

Il poursuit le lendemain : « la question de la Banque m'inquiète. Tant de crédit et de devises placés à l'heure d'une grave crise de la Bourse » puis le 29 mars 1924 « Envoi de ma lettre à Reisch sur les dangers des trop grands crédits aux banques – copie à Schnyder ». Il semble donc bien être partisan d'une stricte orthodoxie, aussi concernant la crise boursière, en voulant limiter l'action de la banque centrale et du Commissariat général face aux difficultés des banques privées demandant de l'aide, contre ce que décide finalement Zimmerman<sup>1289</sup>. Ses arguments semblent être partiellement entendus puisqu'il note le 16 avril 1924 « la crise financière s'aggrave – affolement de Popper – encore 200 milliards pour la Bourse : j'obtiens au [ou en ?] plus promesse de non renouvellement dans deux mois d'échéances ». Plus la crise avance, plus Quesnay a l'impression, comme il le note le 2 mai 1924, que « Norman [en est

---

<sup>1288</sup> Sigmund Bosel est un spéculateur à tête l'UnionBank selon Félix KREISSLER *De la révolution à l'annexion: l'Autriche de 1918 à 1938* PUF, 1971, p.144-188-189-236 et Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.114. qui évoque un « nouveau venu » à la « fortune rapide » et suspecte. On peut d'ailleurs noter que Zimmerman continue malgré les réticences de Quesnay à le rencontrer le 29 avril 1924 « Bosel chez Zimmerman ».

<sup>1289</sup> Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.187, note « Since a crash of the VSE was liable to produce a panic and provoke an outflow of capital large enough to undermine confidence in the crown, General Commissioner Zimmerman agreed to support a syndicate of Vienna banks, which intervened to shore up share prices, with funds from the loan. After Zimmerman provided 100 milliard crowns (\$1.4 million) against ANB guarantee at the end of March, the ANB cabled the Bank of England in April that the crisis was now in hand ».

l'arbitre / Nuit à écrire à Salter »<sup>1290</sup>. Il se félicite d'ailleurs le 7 mai quand est « Fini le XVI<sup>e</sup> rapport / Réponse de Norman dans mon sens », à savoir, comme le note Nicole Pietri, le refus opposé à une demande d'intervention (et de capitaux) du commissaire général<sup>1291</sup>. Il reçoit d'ailleurs le même jour une lettre de De Bordes qui souligne combien « votre remarquable lettre du 3 courant à Sir Arthur Salter, concernant la situation du marché à Vienne a fait grande impression ici [...] Tout le monde ici est d'accord pour soutenir M. Zimmerman qui doit refuser de faire de nouvelles avances sur le produit de l'emprunt pour soutenir les banques privées »<sup>1292</sup> Comme l'écrit Nicole Pietri, il « fit d'ailleurs tout son possible “pour qu'on ne chargeât pas la Banque nationale de tous les péchés du marché” et suggéra que les banques privées obtiennent solidairement un crédit étranger au lieu de recourir uniquement à l'institut d'émission profondément affecté par la crise »<sup>1293</sup>, ce qui est confirmé notamment par une annotation au crayon à papier de la main de Quesnay sous un graphique résumant, pour Rist la « Politique Monétaire de la Banque nationale d'Autriche en 1923 »<sup>1294</sup> : « directement ou indirectement, le marché s'adresse donc à la Banque (mentalité d'inflation). Il lui enlève ce qui fait sa force actuelle (son stock) ou virtuelle [...]. La crise est trop grave pour que la Banque Nationale seule puisse la liquider. Il faut aussi le crédit des principales banques privées cherchant au dehors des crédits extérieurs ». On peut sans doute voir dans

---

<sup>1290</sup> Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.*, souligne, p.187, les tensions entre le gouverneur de la Banque d'Angleterre et Reisch, son homologue autrichien, apparues à l'occasion de cette crise : « In Norman's eyes, Reisch was acting under the sway of Vienna's reckless bankers. Reisch thought that Norman was being ignorant and dictatorial. Their disagreement created a rift that made future cooperation between the two central banks impossible. ».

<sup>1291</sup> « On supplia alors la Banque nationale, L'Etat et le commissaire général d'intervenir [...] Une nouvelle demande de fonds fut adressée au commissaire général, qui refusa, soutenu par le gouverneur de la Banque d'Angleterre » Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.115.

<sup>1292</sup> AN 374 AP 37.

<sup>1293</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.115.

<sup>1294</sup> Fonds Rist BF, boîte n°22.

cette position les traces de l'influence de ses rencontres fréquentes avec Künwald comme le 3 mai 1924 « visite à Künwald : emploi devises. Plutôt appel grandes banques au crédit extérieur » puis le lendemain « Künwald ! De 8H½ à 12H½ minuit / Idée du sentiment national autrichien à éveiller : vois [ ? ] danger du tuteur déclaré ». Puis le 6 mai 1924 « *Depositensbank* reprise par grandes boîtes de la place. [...] Midi Künwald : le marché refuse l'effort personnel. [...] Alors la crise est grave ». Quesnay ne fait plus ensuite de référence directe à la crise boursière, jusqu'au 2 octobre 1924 quand il mentionne une « longue conversation avec Zimmerman sur le scandale Castiglioni, qui saute, est à l'étranger mais va rentrer, sa maison reprise par la *Banca Commerciale* [ ? ] et réglant partie passif de la *Depositens* ». Le 9 octobre, il en évoque les conséquences quasi physiques avec « l'immense bâtiment de la *Nordisch-Ö* en faillite. *Banca Commerciale* renonce à sauver Castiglioni : Z[immerman] craint crack de la Bourse »<sup>1295</sup>, avant de noter le 16 octobre que l'« affaire Castiglioni semble s'arranger ».

A l'occasion de cette crise du début 1924, on a vu Quesnay à plusieurs reprises, tenter de convaincre ses différents interlocuteurs, en particulier Zimmerman, auprès duquel par exemple il prend l'ascendant sur Patzauer<sup>1296</sup>. C'est sans doute dans cette capacité à négocier avec les différents acteurs qu'il faut chercher une des principales spécificités de son action autrichienne. Sa connaissance relativement précoce de la situation locale lui confère un avantage important comme il l'écrit à sa femme le 7 novembre 1922, quand il faut faire accepter par les différents partis politiques le plan de stabilisation :

« Nous nous débattons dans de bien grandes difficultés et je passe mon temps au Parlement où le programme de relèvement est discuté depuis hier. Complications de toute sorte : il faudrait s'entendre avec tous les partis

---

<sup>1295</sup> Selon Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.188 « When Castiglioni's large *Depositensbank* announced in May that it had experienced serious losses, Zimmerman categorically refused to provide any more money ».

<sup>1296</sup> Le 23 janvier 1924, cf. *infra* p.355.

politiques si le gouvernement ne réussit pas à négocier avec eux. Nous préparons tout cela et on compte toujours sur moi en ma qualité de vieux viennois : je n'ai plus le temps de voir Rist Charron, je cours partout et le temps presse. C'est quand même cette semaine que tout va se dessiner. [...] Après [novembre] tant qu'aucun commissaire général n'est nommé, on ne peut rien savoir sur les éventualités de nomination ici, la date, l'installation etc... nous travaillons ferme, c'est tout ce qu'on peut dire. Monnet est arrivé<sup>1297</sup> : Salter Avenol lui et moi avons tout le temps des entretiens où l'on envisage tout : le chancelier nous arrive tout à l'heure »

De même il garde en mémoire les terribles difficultés qu'a connues le pays dans l'immédiat après-guerre et leurs conséquences quotidiennes – l'aide alimentaire d'urgence américaine<sup>1298</sup>, les sollicitations personnelles dont il a l'été l'objet<sup>1299</sup>... - tout en mesurant bien les limites de son poste d'observation<sup>1300</sup> : il écrit en 1925 « il faut avoir vécu sur place ces années de misère pour s'expliquer à quel point le déséquilibre des esprits a pu compliquer la situation »<sup>1301</sup>. Il connaît aussi les conséquences sociales des plans de stabilisation dont il est un des auteurs, qui n'auraient été construits que « sous un angle étroitement monétaire » sans aucun souci des « enjeux sociaux »<sup>1302</sup>. Même quand ils échouent comme le premier plan du Comité financier<sup>1303</sup>, ils provoquent « une grève

---

<sup>1297</sup> Eric ROUSSEL *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1996, p.99-102.

<sup>1298</sup> Le 10 janvier 1920 : « 11H ¾ Elisabethstrasse 9 pour cuisines américaines [...] Belvédère, merveilleuse organisation, X<sup>e</sup> arrondissement, peuple, les enfants ! Gâteau, lait. Prestige américain »

<sup>1299</sup> Ainsi Carin écrit à son mari le 15 décembre 1921 « lettre de Giraud aussi qui envoie une note d'un de ses camarades sur des renseignements à faire prendre à Vienne sur un article inédit de Gérard de Nerval. Un pauvre universitaire s'en occuperait peut-être bien moyennant quelques mille couronnes ? »

<sup>1300</sup> Autour du 25 juin 1920 « Carin démentit en Finlande les histoires de famine viennoise. Ce n'est pas en effet la société qu'elle voit qui souffre »

<sup>1301</sup> *Revue des Sciences politiques*, tome 48, juillet –septembre 1925 « les finances des états européens depuis la guerre. V – L'Autriche » p.349.

<sup>1302</sup> Michel FIOR *Institution globale, transition et pouvoir op. cit.* p.129.

<sup>1303</sup> Nicole PIETRI, *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.47, décrit ainsi la situation : « nous atteignons ainsi le mois de juin 1922 : il s'était avéré impossible de mettre en œuvre le premier plan du Comité financier ; les actifs autrichiens n'étaient pas encore libérés, le crédit britannique de 2 250 000 livres s'épuisait, les milieux



formidable en Autriche<sup>1304</sup> [qui] arrête les courriers : les journaux français n'en disent rien mais d'après la presse anglaise chemins de fer, postes etc. Seraient arrêtés depuis dimanche pour une question d'augmentation de salaires »<sup>1305</sup>. De même, quand il note le 5 janvier 1923 « L'affaire marche et atteint 27000 fonctionnaires mais le chômage croît ». Peut-être insuffisantes pour jauger la “conscience sociale” de Quesnay, ces remarques ne semblent pas non plus motivées principalement par une peur exacerbée d'une révolution déferlante, qui constituerait le ciment de la foi des « missionnaires du Comité financier »<sup>1306</sup>, la seule occurrence de ce thème est alors à trouver le 15 janvier 1920 quand il évoque « [l']audition Schuller résultats Prague : "beaucoup de pareils sujets conduisent à Révolution" arrêt demain des travaux, théâtres, cabarets, mouvements communistes pour dimanche. À la veille de quoi. Monde désorganisé, veille de ruines, Bourse, affaires, vent de folie ». Certes l'Autriche a constitué, aux yeux de Quesnay, ainsi qu'il l'écrit à Rist, le 16 juillet 1925, un « heureux terrain d'expériences économiques »<sup>1307</sup>, donnant naissance à un certain modèle de stabilisation, qui sera appliqué par exemple dans le « dossier hongrois »<sup>1308</sup> sur lequel Quesnay est amené à travailler à partir de l'automne 1923, puisque le 5 novembre, il évoque le « plan enquête

---

financiers anglo-saxons hésitaient beaucoup à investir en Autriche. A Vienne, le nouveau cabinet de Mgr Seipel s'efforçait de mettre au point un programme de réformes ».

<sup>1304</sup> Paul PASTEUR note pourtant, dans *l'Histoire de l'Autriche, op. cit.*, p.195, que si « en 1920, on enregistre 329 grèves [...] mobilisant 179400 personnes, en 1921, le nombre passe à 435 mobilisant 207900 personnes, les deux années suivantes, le nombre diminue nettement ».

<sup>1305</sup> Pierre Quesnay à Carin le 28 juin 1922.

<sup>1306</sup> Michel FIOR *Institution globale, transition et pouvoir, op. cit.* p.84.

<sup>1307</sup> Selon Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.9, on retrouve la même idée sous la plume du Commissaire Général Zimmerman : « In the early 1920s, the League's General Commissioner in Vienna called it, —“a grand laboratory” » ». Il note d'ailleurs p.8 : « The reconstruction program drawn up in Geneva was reproduced to help Hungary and parts of it were incorporated in the schemes for Bulgaria, Danzig, Greece and, though not sponsored by the League, the German Dawes plan. »

<sup>1308</sup> Le 4 septembre 1923 lors d'un séjour genevois.

hongroise / ma part » et encore le 15 décembre quand il se rend à Paris pour une « séance hongroise ». En effet Yann Decorzant rappelle que « forte de sa première expérience [autrichienne], la SDN, consultée en automne 1923 pour venir en aide à la Hongrie qui souffre des mêmes maux que sa voisine, peut réagir rapidement. [...] Après une session sur la question, [le Comité financier] est en mesure de rendre un rapport au Conseil à la fin de l'année. Grâce à cette première étude, durant l'année 1924 une seconde commission peut se rendre en Hongrie et proposer un programme de réformes budgétaires. La SDN nomme également un commissaire général, l'Américain Jeremiah Smith pour s'assurer du suivi des réformes »<sup>1309</sup> en poste jusqu'en 1926. Il se rend même sur place au début 1924, pour mettre en place le plan prévu avec, comme en Autriche, la « réception des partis politiques » (le 16 janvier) et des principaux ministres<sup>1310</sup> puis celle des « industriels » (le 19), entrecoupées par des événements mondains<sup>1311</sup>. Vient ensuite la « préparation des chiffres définitifs – je monte chez Kallay – arrêt du budget par étapes [...] Nuit sur la loi » (le 20 janvier). Quesnay sert même, au printemps, depuis Vienne, de formateur auprès des acteurs hongrois, ainsi qu'il l'écrit à Carin le 4 mai 1924 : « Budapest m'a longuement téléphoné hier à la maison. Charron y est déjà. Il paraît que pour Lager [ ? ] ce sera dur mais on n'a pas perdu tout espoir. Les uns après les autres, à partir de jeudi, les gens viendront s'initier auprès de moi aux méthodes de contrôle ».

*Dans la boîte à outils de l'expert.*

Dans le cadre de ses missions, Quesnay utilise les instruments qu'on l'a vu déjà utiliser précédemment à Paris : on retrouve le recours fréquent aux statistiques et à leurs représentations graphiques qu'il semble encourager auprès de Zimmerman comme le 1<sup>er</sup> février 1924 quand il

---

<sup>1309</sup> Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, op. cit., p.380.

<sup>1310</sup> Le 18 janvier 1924 « Bethlen et Kallay ». Istvan comte Bethlen von Bethlen (1874-1946) est premier ministre de la Hongrie de 1921 à 1931.

<sup>1311</sup> Le 11 janvier 1924 est noté un « diner Horthy ? » et le 15 tout est suspendu car c'est la « fête indépendance hongroise 1848 ».

note que « il faudrait commencer le rapport / Idée du graphique », qu'il mène à bien le 12 : « mise au point des graphiques sur le marché de devises en 1924 ». Dans l'ample documentation fournie aux acteurs politiques du contrôle<sup>1312</sup>, on peut remarquer plusieurs mentions concernant la balance des comptes, en particulier en septembre 1924 quand la venue de Rist donne l'occasion à Quesnay d'échanger à propos des « théories monétaires »<sup>1313</sup> avec son ancien maître : ainsi le 23 « écrit Kienböck pour approbation condition emprunt par comité de contrôle / Rist : discussion monétaire et déjeuner / Bureau : remis à Z[immerman] dossiers sur balance des comptes / Etudes Quesnay et Frère de Hongrie et d'Autriche (Rist) » puis, le 26, « revu document balance des comptes : Zimmerman demande que je fasse une enquête [...] Causerie avec Rist sur l'Europe et les finances françaises », encore, le 29, « commencé étude sur la balance des comptes et en attaquant Van Gyn sur la question des causes premières de la dépréciation monétaire (inflation seule ou balance déficitaire) ». Le 14 octobre 1924, à l'occasion d'un « déjeuner [à l']Hoffner Ring avec petit anglais du service d'études *Anglo Bank*. Je disserte sur les suites de l'inflation : ma note balance des comptes toujours inachevée, et pourtant il y a dedans des idées qui valent ». Cette note est finalement achevée dans le courant du mois, puisqu'on en trouve un exemplaire aux Archives Nationales<sup>1314</sup> : la balance des comptes est l'outil que Quesnay utilise pour proposer un diagnostic relativement original de la situation autrichienne<sup>1315</sup>. Il qualifie d'abord le plan de stabilisation monétaire du Comité financier de « classique » (avec, parmi les mesures prises, « l'organisation d'une banque d'émission autonome ») (I, p.3) soulignant ensuite combien est inédite la situation économique du pays « nouvelle unité économique créée par un traité de

---

<sup>1312</sup> Le 11 juin 1924 « Les membres du C[omité] F[inancier] avalent les 5kg de papier ».

<sup>1313</sup> Le 24 septembre 1924 : « Trouve Rist au bureau. Tout l'après-midi avec lui, théories monétaires ».

<sup>1314</sup> AN 374 AP 3 dossier « Equilibre autrichien ».

<sup>1315</sup> Voir Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche*, op. cit. p.167-168.

paix, unité dont le fait qu'elle existe ne constitue pas à lui seul [...] une preuve de ses possibilités d'existence » - ces difficultés étant illustrées pendant la période 1918-1922 par le déséquilibre entre consommation et production (p.4). Dans ce contexte, Quesnay loue la politique de stabilisation monétaire menée, avec constance, par la Banque Nationale, même si elle a pu apparaître comme relativement hétérodoxe, voire « antiéconomique » quand elle s'apparentait à « la constitution d'un stock régulateur du change » (p.6), alors que « le jeu normal de la hausse du taux d'escompte peut paraître un moyen beaucoup plus élégant d'assurer à l'économie nationale la disposition des sommes nécessaires » (p.7). Il explique combien ce choix - qui s'avère judicieux lorsque le flux des capitaux étrangers, fort en 1923 (car dû à une hausse spéculative (p.10)), se tarit un an plus tard - en mettant en avant « nombre d'éléments psychologiques [venant] rendre impossible l'application des règles traditionnelles de politique bancaire », au premier rang desquels le souvenir dans le « public autrichien » des « temps d'instabilité monétaire » (p.7). Dans ce cadre, il constate, au début de la deuxième partie, l'existence d'un déficit commercial chronique (II p.1) mais note, par des comparaisons internationales, que le rapport entre importations et exportations « démontrent l'extrême dépendance de l'économie autrichienne à l'égard de l'étranger », comme la fait remarquer M. Rist mais [...] ne révèlent pas une situation invraisemblable » (p.4). En effet, ce déficit commercial doit être vu comme la conséquence du changement de statut du pays, que Quesnay tente alors de placer dans une typologie qu'il reprend à Hartley Withers<sup>1316</sup> et donc à ses propres travaux d'étudiant : le déficit commercial autrichien correspond à la fois aux « pays jeunes en période de croissance » comme « la Chine » « obligés d'hypothéquer leur avenir pour se procurer des capitaux et assurer leur développement » (car « l'Autriche [est] en période de relèvement »),

---

<sup>1316</sup> Hartley Withers était l'éditeur de l'hebdomadaire *The Economist*, jusqu'en 1922 selon Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, op. cit. p.186

mais aussi aux « pays en plein développement » comme « les Etats de l'Amérique du Sud » qui « exportent encore des titres pour s'assurer le capital nécessaire à la continuation de leur croissance » et aussi comme « les pays de développement ancien » comme « la Grande-Bretagne » « rentiers du monde » qui ont eux aussi « une balance commerciale défavorable » (p.6). Dans cette « crise d'adaptation » d'une « économie organisée matériellement pour un fonctionnement comparable à celui d'avant-guerre quoiqu'obligée en fait à faire face à une situation entièrement nouvelle », la solution ne peut être que par un apport de capitaux extérieurs car « c'est par Vienne surtout que doit se faire la stabilisation économique, par Vienne redevenant centre financier de premier ordre, attirant les capitaux et sachant les faire circuler. Il est normal que l'Autriche ait une balance commerciale fortement passive [...] Il n'est pas normal que Vienne manque de capital, parce qu'elle possède les organisations qui la canalisent, le conduisent et le font fructifier » (p.8) car « sa constitution économique, sa forme, son passé la désignent comme sa position géographique pour jouer le rôle d'intermédiaire » (p.9). Quelques jours plus tard, il note qu'il a « discuté avec Siepmann<sup>1317</sup> toutes les questions de pénurie de capital ». Ces discussions s'appuient sur des lectures universitaires, comme en témoigne sa lettre à Rist du 6 décembre 1924<sup>1318</sup> dans laquelle il le « remercie pour thèse de de Bordes demande article Kulp sur stabilisation [du] F[ranc] en marche ». Mais, pour Quesnay, ces considérations et

---

<sup>1317</sup> Harry Arthur Siepmann (1889-1963) est, comme on le verra, un proche de Quesnay, avec lequel son parcours n'est pas sans similitude (Olivier FEIERTAG « Pierre Quesnay et les réseaux de internationalisme monétaire en Europe » art. cité, p.332). Après une scolarité à Rugby puis à Oxford il est fonctionnaire du Trésor de 1912 à 1915. Comme Quesnay il est mobilisé de 1915 à 1919 comme capitaine dans l'artillerie. De retour au Trésor en 1919 il prit part à la conférence de la paix de Versailles au titre de la délégation britannique. De 1923 à 1924, il est assistant du membre des finances au conseil du Vice-roi des Indes et, jusqu'en 1926, conseiller étranger de la Banque Nationale de Hongrie. De 1926 à 1932 il est conseiller du Gouverneur de la Banque d'Angleterre puis de 1932 à 1935 chef du département de l'outre-mer et de l'étranger. Puis jusqu'en 1945 il est conseiller du gouverneur puis jusqu'en 1954 Executive Director, d'après John FFORDE, *The Bank of England and public policy, 1941-1958*, CUP, 1992, p. 38, n. 10.

<sup>1318</sup> AN 374 AP 2.

apports théoriques ne doivent pas primer sur la réalité de la situation autrichienne. C'est notamment ce qu'il le sépare de son collègue De Bordes, d'après ce qu'il écrit à Pelt le 23 janvier 1925 : alors que la situation de l'Autriche empire (avec l'augmentation du chômage, et une industrie « tuée par la cherté de l'argent ») provoquant « le réveil de la tendance éteinte depuis 1922 [...] l'Autriche ne peut pas vivre » avec le mouvement Dinghofer, alors que qu'il entrevoit une solution par « une action d'ensemble ayant pour but 1) de valoir des crédits qui diminueront le loyer de l'argent 2) de fournir des débouchés (accords économiques danubiens) », « au moment où avec bien du mal on amène Z[immerman] sur ce terrain, où on peut espérer que l'évidence convaincra les Anglais<sup>1319</sup> » « c'est précisément de Bordes, le mieux informé, qui relance toute l'affaire dans une direction que tous ceux qui voient sur place la situation savent fautive : Brauneis comme Van Gyn, Schwarzwald, Künwald, [...] comme Rost Bousquet et moi-même » ; « Je n'y mets aucune susceptibilité d'amour-propre. Je regrette seulement cette anarchie qui fait que sans prendre contact avec les faits, un monsieur quelconque- fut-il mon meilleur ami - croit pouvoir partir d'une idée théorique pour orienter une négociation très difficile avant d'avoir discuté avec un seul des observateurs sur place »<sup>1320</sup>. Cette expérience, de « vieux viennois », dimension essentielle de l'expertise en général<sup>1321</sup> et de son analyse, l'amène souvent à noter avec attention les réactions du côté autrichien comme le 14 juin 1924 le « Séance C[omitée] F[inancier] puis Comité d'Autriche / Avec bien du mal accord mais Autrichiens déçus ». Il fait souvent office de messenger auprès de la délégation autrichienne comme le 13 juin 1924 « discussion des rapports correction / Déjeuner au bureau / Je vais à la Paix chez K[ienböck] /

---

<sup>1319</sup> Sur le rôle majeur voire dominant de la Grande-Bretagne et notamment de la Banque d'Angleterre dans la stabilisation autrichienne cf. Michel FIOR *Institution globale, transition et pouvoir, op. cit.* p.78-79.

<sup>1320</sup> AN 374 AP 2.

<sup>1321</sup> Frédéric GRABER rappelle dans « Figures historiques de l'expertise », article cité, que cette dimension certes à dépasser, est la plus ancienne dans la définition de l'expert (p.167).

Remettre aux Autrichiens les textes / Désillusion très dure / A 5H, ils sont convoqués mais on discute ferme sur la résolution / A 7H on les introduit [ ?] / A 8H Comité Contrôle (ils ont déclaré à Z[immerman] qu'ils ne signent pas) ». En effet il est en contact, dès son arrivée à Vienne, avec des responsables autrichiens de premier plan – par exemple le 23 janvier 1919 « Spitzmüller, ancien président du conseil, ministre des finances : m'avait demandé audience : gouverneur général de la Banque austro-hongroise [...] Rôle brillant : les 3 sortes de crédits, les façons de se les procurer, la situation actuelle, l'inflation croissante, mais quel programme si crédit financier outre [ ?] ravitaillement [ ???] aucun ? » Quand il note, le 16 juin 1924 « Pelt et moi. Cours chez Salter avec discours Grunbeyer, reviens chez Z[immerman] Kienböck [ ?] et Sichel [ ?] le discutent : séance difficile et confuse : on fixe leur texte (un 3<sup>e</sup> [ ?] de 30 [ ?] lignes) ils renoncent à le prononcer » « couloirs avec Autrichiens – séance publique parole [ ?] de critique (Palmoveer [ ?]) vœux (Bourgeois Salamit [ ?]) / Conférence sur les salaires / Pénible : incompréhension politique », il se retrouve lui l'expert dans la coulisse, ici les « couloirs », à côté (voire presque du côté) des Autrichiens, à déplorer l'« incompréhension politique » au projet patiemment construit avec ses pairs. C'est notamment autour de la négociation des dix-huit points posés par les experts en septembre 1924, dépêchés à Vienne pour tenter de résoudre les difficultés posés au gouvernement autrichien par l'application des protocoles de Genève<sup>1322</sup>, qu'on le voit utiliser sa

---

<sup>1322</sup> Nicole PIETRI souligne, outre le conflit personnel entre Zimmerman et Reisch (*La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.122), que « la situation des responsables autrichiens, partagés entre les engagements contractés à Genève et les exigences de la politique nationale, était très difficile en ce qui concernait notamment la question des traitements des fonctionnaires » (p.118), que « dans d'autres domaines, il serait difficile de respecter les dates fixées dans le calendrier » des réformes (p.119) et que « au Commissariat Général, d'autres sujets d'inquiétude se faisait jour. Il s'avérait quasiment impossible de se représenter clairement la question budgétaire des six derniers mois » (p.120). Selon Nathan MARCUS (*Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.207-208) « The Financial Committee's delegation that arrived in Vienna in August, quickly concluded that the economic consequences of the French franc crisis remained too uncertain for control to be terminated by the end of the year. Tax revenues had dropped over the summer and in August the government ran a deficit of 13 million gold crowns (\$ 2.6 million). Zimmerman thus thought the

capacité négociatrice, appuyée sur connaissance particulière du cadre autrichien. Ainsi dès le 2 septembre 1924 il note :

« chez Künwald qui part chez Seipel [...] déjeuner au bureau / Discussion Z[immerman] / [...] /Niemeyer chez Künwald / Séance où l'on arrête de nouveaux rapports du Sous-Comité et fixe les 18 points à demander ! / Dîner Imperial avec Pelt et Loveday [...] discute point par point des 18 / Envoi par Ter Meulen à minuit / Causer jusqu'à 1H avec Niemeyer touché par mes conseils [ ? ] »

et encore le lendemain, le 3 septembre 1924, « à nouveau chez Künwald, son effroi des 18 points / Séance Impérial sur les 18 points / Kienböck les attaque et pose le problème politique « sans doute autour de la question du budget de l'armée et de la politique étrangère ; le 4 septembre 1924 c'est « séance 3H½ on arrête les concessions sur forme contrôle – Ter Meulen et Janssen vont chez chancelier [ ? ] » puis le 5 septembre 1924 « chez Künwald / Séance avec Kienböck sur les 18 points reséance Kienböck ». On retrouve d'abord le rôle d'intermédiaire auprès des négociateurs autrichiens facilité par la proximité avec Künwald ; ensuite on peut observer combien cette proximité (dès le 2 avec rôle de “pivot” des entretiens de Künwald) permet progressivement de dépasser les difficultés (« son effroi des 18 points ») pour rechercher les nécessaires « concessions » par de nombreuses séances et « reséances » de travail. Ce travail se poursuit à Genève à partir du 8 septembre 1924, autour notamment des propositions de Niemeyer<sup>1323</sup> : « Avec Haare et Z[immerman] à l'assemblée / Vu Mensdorf Smith [ ? ] Taponnier Jouvenel<sup>1324</sup> / Déjeuner Coq d'Or [...] longue causerie Avenol puis discussion chez lui avec Salter [...] travaillé Denis texte » autour de la

---

budget remained excessive and that the extraordinary revenues they had witnessed in 1923 would not return ».

<sup>1323</sup> Nathan MARCUS dans *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.209 note, « Niemeyer thought a compromise along these lines, granting the Austrians a permanently balanced budget at 490 million gold crowns (\$98.8 million) in return for the prolongation of control, was likely to result during the Financial Committee meeting in September ».

<sup>1324</sup> Henry de Jouvenel est depuis 1922 délégué (suppléant) de la France à la SDN selon Christine MANIGAND *Henry de Jouvenel*, PULIM, 2000, p.111-112.



question du budget autrichien (et de ses restrictions). Le 9, quand il écrit « Coup de théâtre – C[omit ] F[inancier] veut brusquer : séance dès ce soir / Je vois Avenol, Salter / Gagner du temps – Les Autrichiens sont-ils vraiment décidés à tout accepter ? », on observe, avec les formules « gagner du temps » et « les Autrichiens sont-ils vraiment décidés à tout accepter », combien les frontières entre les deux parties en train de négocier sont floues : Quesnay semble peu favorable à l’accélération souhaitée par le Comité financier, plus politique, prêt même à « gagner du temps » pour voir mieux préparer la réponse autrichienne. Cette impression se confirme dans la suite des négociations : alors que Quesnay, après le refus autrichien<sup>1325</sup>, semble vouloir travailler dans un « bon esprit »<sup>1326</sup> de conciliation comme les représentants suisse suédois et italien partisans d’une solution plus équilibrée comme Zimmerman<sup>1327</sup>, le 12 septembre 1924, il note : « Seipel me demande / Projet du rapport / Rapport distribué dans les chambres / Dubois<sup>1328</sup> ravi – discussion hystérique / Démolition – rage [...] Cause avec Z[immerman] / Esprit meilleur – Ter Meulen a vu le chancelier / De Bordes a refait le rapport qui finalement est accepté pas mauvais / Mais les termes de l’accord - - ». Le même jour, il est plus clair encore dans une lettre à son épouse, il est « aux côtés de nos Viennois » pour faire entendre « par nos banquiers du Comité financier » la nécessité d’un contrôle moins strict :

---

<sup>1325</sup> *Ibid.*: « However, at the meeting in Geneva, Finance Minister Kienböck refused the Financial Committee’s proposal and once more insisted that he could not reduce his budget below 500 million gold crowns (\$100.8 million).<sup>65</sup> Strakosch claimed there would be a collapse of foreign confidence if Kienböck did not do more and Niemeyer threatened that control would have to continue in its present form if the budget was not reduced further ».

<sup>1326</sup> Le 10 septembre 1924 « Depuis chez De Bordes / Travaille avec lui à un projet de rapport dans le bon esprit ».

<sup>1327</sup> Nathan MARCUS note, dans *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.209, « The Swiss, Swedish and Italian delegates took a more conciliatory position. Zimmerman himself argued that asking Kienböck to spend less than in 1924 was politically difficult ».

<sup>1328</sup> Il s’agit de Léopold Dubois, banquier et représentant suisse (Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.228)

« La lutte ici actuellement est très vive : je ne parle pas seulement des questions de désarmement et de sécurité mais aussi du problème autrichien. Je me bats, aux côtés de nos Viennois sans déficit depuis dix mois, pour leur obtenir un allègement du contrôle. J'ai l'impression qu'en leur faisant largement confiance ils feraient passer eux-mêmes plus de mesures de réformes encore nécessaires que si l'opinion publique doit les accepter sous une pression étrangère mal supportée. [...] Les Autrichiens feraient comme une éducation de la liberté, le contrôle restant un an prêt à reprendre dans tous les détails si le déficit réapparaissait et la suppression future du contrôle dépendant des progrès plus ou moins grands accomplis dans le domaine économique conformément aux suggestions (non pas aux ordres) que donnent actuellement les experts étrangers. C'est une thèse bien difficile à faire admettre par nos banquiers du Comité financier et pourtant bien justifiée si l'on veut éviter que notre contrôle finisse dans une hostilité croissante, la gratitude étant de plus en plus oubliée, le sentiment national se révoltant non seulement contre la personne du contrôleur mais encore contre l'ingérence internationale. [...] C'est ce que j'ai longuement exposé à Jouvenel, c'est ce que comprennent bien Avenol Salter et les gens de Genève, Loucheur [ ? ] au contraire ne veut pas voir non plus que Serruys [ ? ] atténuer le contrôle au moment où l'on va créer le contrôle allemand. »

Il faut remarquer qu'il conçoit son travail d'expertise comme la formulation de « suggestions » et surtout pas comme des « ordres », dans un climat de « confiance » non seulement avec les interlocuteurs autrichiens mais aussi dans une certaine mesure auprès de « l'opinion publique ». Il ne s'agit pas d'imposer mais bien de « responsabiliser » les Autrichiens dans une démarche libre<sup>1329</sup>. Le 15 septembre, on le retrouve capable d'entendre les confidences autrichiennes à propos d'un accord peu satisfaisant mais finalement accepté<sup>1330</sup> : « Q[uel]ques mots à Salter. / Hier C[omité] F[inancier] et Autrichiens ont discuté. / Avenol résigné,

---

<sup>1329</sup> Sur l'importance de l'opinion publique dans le libéralisme notamment politique, cf. Lucien JAUME *Les origines philosophiques du libéralisme*, Paris, Flammarion « Champs essais », 2010, p.300 et suiv.

<sup>1330</sup> Nathan MARCUS, note dans *Credibility, Confidence and Capital. op. cit.* p.209 : « Eager to obtain a compromise, Kienböck was offered the figure of 495 million gold crowns (\$99.8 million), if he pledged to implement the list of reforms compiled in Vienna in. Finally, the Finance Minister agreed and the matter ».

495 sans truc, puis silence avec truc. “Entre nous, bien mauvais a dit le chancelier !” » ; L’attitude du représentant italien pendant le « comité de contrôle où Pantaleoni comiquement sceptique » semble renforcer l’idée d’un regard critique de l’expert sur les décideurs politiques. Finalement le 16 septembre, quand se termine le round de négociations, on voit finalement son travail en coulisses, poursuivi jusqu’au bout comme un éternel étudiant, « chiadant » son travail en bibliothèque, reconnu publiquement : « et dès 9H avec ce discours chez Z[immerman]. Temps superbe au bord du lac. Secrétaire. Revu discours en bibliothèque. [...] Comité d’Autriche chez Drummond / Jouvenel et Avenol / Z[immerman] et le contrôle économique / Z[immerman] et l’ancien empire. [ill.] d’Avenol (on ne peut pas modifier les protocoles) et de Bénès. Il tremble [ ?] et modifie son discours en entrant au Conseil. Atmosphère de succès autrichiens sont heureux et émus : discours remarquable du chancelier me remercie – conférence de presse ».

D’après la dernière formule de Quesnay, on peut penser que les remerciements du chancelier à son égard sont intervenus publiquement mais pas lors de la conférence de presse, ce qui amène, comme ses réflexions dans la lettre à Carin du 12 septembre, à se pencher sur la question de l’opinion publique, élément constitutif du triangle expert-politique-public. « Eduqué » au Ravitaillement, Quesnay maintient, dès son arrivée, des contacts avec la presse française : le 21 janvier 1920, il « sympathise » avec Paul Eric du *Journal*. En 1924, il est fréquemment en contact avec Marcel Dunan qui semble déjà être correspondant du *Temps* à Vienne<sup>1331</sup> : le 15 février il mentionne un « article [de] Dunan » : peut-être s’agit-il de l’interview de « trois hommes d’états autrichiens » (le président Hainisch, le chancelier Seipel et le gouverneur Reisch) « au pays des dollars alpestres » qui paraîtra dans la *Revue de Paris* de mai

---

<sup>1331</sup> Selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française*, Paris PUF, 1972 t.3, p.560, il le sera aussi dans les années 1930.

1924<sup>1332</sup> ; il y a aussi le 27 mars un « dîner au Sacher avec les Chadenet Dunan et Cheysson », une « visite de Dunan » le 8 octobre, et encore les « articles Dunan » mentionnés le 7 août. Ayant aussi tribune ouverte dans la presse parisienne, non seulement militant pour la Société des Nations mais tout particulièrement favorable à la politique qu'elle mène en Autriche<sup>1333</sup>, Henry de Jouvenel<sup>1334</sup>, lors de ses séjours autrichiens, croise à plusieurs reprises la route de Quesnay. Ainsi le 12 juillet 1923 : « matinée avec Jouvenel (Bachet) / déjeuner Kautsky gêné / amène Jouvenel chez Zimmerman/ Discuté rapports / Jouvenel dîne chez Seipel » ; le lendemain Quesnay passe une partie de sa journée à « travaill[er] pour Jouvenel ». Il est possible qu'il lui fournisse alors des éléments pour nourrir ses articles parus dans *Le Matin*<sup>1335</sup>, par exemple le 18 juillet (« le terrain du droit est le plus solide », où pour évoquer la question des Réparations, il évoque le redressement autrichien « un cas peut-être unique en Europe ») ou le 28 (« comment on sauve un pays » dans lequel il détaille notamment l'action de Seipel dont il brosse un portrait favorable). Même s'il ne s'agit pas ici de comparer Quesnay à « l'entrepreneur intellectuel » que devient Rueff, selon la belle formule de Frédéric Tristram<sup>1336</sup>, pendant son passage à la SDN, on peut remarquer que lors de ses passages à Paris, Quesnay semble avoir la charge de diffuser des informations sur l'Autriche par d'autres biais : ainsi il écrit à Carin le 28 juin 1922 : « hier je me suis occupé de la

---

<sup>1332</sup> Il est précisé dans l'interview qu'elle date de « février mars » 1924.

<sup>1333</sup> Cf. Christian BIREBENT *Militants de la paix et de la SDN. Les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni 1918-1925*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.271.

<sup>1334</sup> Celui-ci est alors, d'après Christine MANIGAND Henry de Jouvenel *op. cit.* p.12, « membre inamovible de la commission des Affaires étrangères » au palais du Luxembourg où il a été élu en 1923 sénateur de Corrèze.

<sup>1335</sup> Sur la collaboration d'Henry de Jouvenel avec ce journal cf. Christine MANIGAND *Henry de Jouvenel, op. cit.* p.56-60.

<sup>1336</sup> Frédéric TRISTRAM « Jacques Rueff : haut fonctionnaire atypique et acteur du renouveau libéral au tournant des années 1930 » p.154 dans Dominique BARJOT, Olivier DARD, Frédéric FOGACCI et Jérôme GRONDEUX *Histoire de l'Europe libérale. op. cit.*

question des éditions de documents C[omit  des] R[ parations] et j'ai pour cela été voir les Moreau qui m'ont aiguillé du côté de M. Max Leclerc de chez Armand Colin »<sup>1337</sup>. Même s'il semble avoir moins de contacts avec les journalistes étrangers, Quesnay ne néglige pas la presse anglo-saxonne. Ainsi le 6 avril 1924 «   10H chez *Manchester Guardian* et Labour Party ». De même, selon une lettre de Pelt   Krabbe du 28 août 1925<sup>1338</sup>, avec « Salter, Comert<sup>1339</sup> [...], De Bordes » et Pelt, il réfléchit aux moyens de limiter l'effroi des journalistes américains devant les louanges du rapport de Layton et Rist à propos de la mairie socialiste de Vienne<sup>1340</sup>, tablant sur l'absence de l'un au profit de l'autre qui «  tant viennois, comprend beaucoup mieux la situation » ou souhaitant les renvoyer aux annexes du rapport où se trouvent « les meilleurs arguments à employer vis-à-vis de ces Américains pour adoucir un peu leur opinion au sujet des Socialistes ». Il joue parfois le rôle de responsable des relations avec les journalistes puisque le 5 septembre 1922 il écrit que « demain, commence au conseil la délibération autrichienne. Seipel nous exposera la situation en comité restreint, où si gera Bénès : j'ai dicté ce soir pour la presse un historique de la question », allant même parfois

---

<sup>1337</sup> La pratique est courante puisque il note le 15 janvier 1923 « Je me suis mis à rédiger la partie Tr sorierie et Budget qui me va – Il faudrait que Pelt emportât jeudi le rapport fini pour le faire imprimer ».

<sup>1338</sup> AN 374/AP 3 dossier « Correspondance Autriche ».

<sup>1339</sup> Pierre Comert, condisciple d'Albert Thomas à l'Ecole Normale Supérieure (selon Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations op. cit.* p.53), agrégé d'allemand (p.67), dirige la section d'information de la Société des Nations. Selon Renaud MELTZ dans « Lorsque le Quai d'Orsay dictait des articles : la fabrication de l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, 2013/2 né 154, pp. 33-50, p.47 « cet universitaire protestant, né en 1880, marié à une Américaine, avait lui-même été correspondant du *Temps* en Allemagne avant la guerre. Il avait connu Léger au service de Presse d'Henri Ponsot en 1914, avait rejoint l'ambassade de France   Londres comme attaché de presse puis René Massigli, au service de Presse du service français de la Société des Nations (SFSDN) ».

<sup>1340</sup> P.3 : « le rapport étant en général très favorable aux socialistes et particulièrement à la municipalité de Vienne, la crainte semble justifiée que notamment les cinq représentants de la presse américain à Vienne, qui comme vous savez sont tous sans exception violemment anti-socialistes, ne se mettent à câbler à leurs journaux des commentaires défavorables sur le rapport, en détruisant ainsi en bonne partie l'effet utile que nous espérons obtenir par sa publication en Amérique du Nord ».

jusqu'à « écri[re] article Z[immerman] *Europe Nouvelle* »<sup>1341</sup> (le 11 septembre 1924). La médiatisation auprès de l'opinion internationale de l'action de la SDN en Autriche passe aussi par d'autres canaux comme la réception des membres des organisations de soutien à la Société des Nations : Quesnay se voit recommander par une lettre d'Arthur Salter du 13 août 1924 de donner le meilleur accueil à Mustard membre de la *British League of Nations Union*. Il semble au moins autant préoccupé par l'écho international que trouve l'action à laquelle il participe à Vienne, que soucieux d'expliquer celle-ci à l'opinion autrichienne. Il relève ainsi le 10 janvier 1924 que « le *Tag* reprend les nouvelles de *l'Europe nouvelle* – campagne contre les critiques de Z[immerman] sur la *Wiederbesiedlung Gesetz* – faute politique » et le lendemain « *N[eu]e F[rei]e P[re]sse* démente information du *Tag* », le 25 septembre 1924 que la « *N[eu]e F[rei]e P[re]sse* publie discours creux de Z[immerman] hier et article d'Avenol sur la fin du contrôle !!! ». Il sait combien la presse autrichienne peut être utilisée par les différents protagonistes comme pendant la mini-crise politique de la fin février 1924 quand, le 24, il y a une « attaque de Kienböck contre Zimm[erman] à propos [du] XIII<sup>e</sup> rapport et charge fiscale avantageuse Annonce démarches à Genève pour relâchement du contrôle. Suprême maladresse parce que relance par consommation intérieure »<sup>1342</sup>, le 28 « *Die Börse* réclame le départ de Zimmerman. Mais Seipel en un discours remarquable freine et Kienböck vient annoncer qu'il n'ira pas à Genève : pressentant le terrain trop bien préparé, il renonce à échec certain ». Il est convaincu qu'aucun plan de redressement ne peut réussir sans la confiance de l'opinion autrichienne, c'est pour cela qu'il note le 12 janvier 1923 « j'ai gagné Z[immerman] à mon idée d'emprunt sur reliquat et garantie parlementaire à la fois. Il faut absolument que Genève donne quelque chose car confiance baisse.

---

<sup>1341</sup> Il n'y a cependant pas trace de cet article dans cette revue pour l'année 1924.

<sup>1342</sup> Il s'agit, sans doute du discours prononcé par Kienböck le 23 février 1924 dans lequel selon le *Bulletin hebdomadaire de la presse autrichienne* il affirmait que « le gouvernement s'efforçait de faire réviser par le Conseil de la SDN, le programme d'assainissement [pour] un autre programme financier à plus longue échéance ».

Z[immerman] donne interview ». Inversement le 18 mars 1924 il écrit : « table en rond Hungaria – impression déplorable interview Z[immerman] » (à moins que l'impression désagréable soit uniquement autour de la table). Dans ce contexte, la rédaction des rapports mensuels du Commissariat général est un exercice qui peut s'avérer périlleux, d'autant plus quand le Commissaire lui-même est hésitant : ainsi en janvier 1924, le 3 « Zimm[erman] décide de changer de ton dans ses rapports. C'est l'atmosphère qu'il faut changer : esprit d'économie »<sup>1343</sup> mais le 12 « lutte avec Z[immerman] qui a demandé le changement de ton et hésite pourtant ». On retrouve la nécessité d'euphémiser la situation, propre du travail de l'expert, comme le 1<sup>er</sup> mars 1924 quand Quesnay écrit qu'il a fait une « visite à Z[immerman] et causerie pour reprendre la question opinion viciée contre contrôle, nécessité publier au moins avec coupures. Progrès ». De même un mois plus tard, le 5 avril 1924 : « j'achève à peu près le XV<sup>e</sup> rapport. Zimmerman hésite à publier le XIV<sup>e</sup> et veut sortir bien des choses en annexes confidentielles », il faut alors négocier entre experts du Commissariat comme le 8 février 1925 : « discussion serrée sur publication ou non des questions Coûts Separés [?]. / Avenol et moi (question Serpil) l'emportons ». Et on retrouve même Quesnay, œuvrant en coulisse (en jouant sur ce qui peut rentrer dans les « documents secrets » plutôt que dans les « rapports publics ») pour, en quelque sorte, « protéger » la délégation autrichienne quand il explique à son épouse le 13 juin 1924 : « les Autrichiens seront un peu déçus par l'atmosphère d'ici : nous avons dû nous entremettre pour que les critiques les plus dures qu'on leur adresse soient consignées dans des documents qui restent secrets. Dans les rapports publics, on se montre confiant et modéré : tu retrouveras cela dans la presse avec mon nom et mes idées »<sup>1344</sup>. Avec la question de l'opinion publique et plus encore celle de la presse, on retrouve aussi la question, tout aussi fondamentale

---

<sup>1343</sup> Nicole PIETRI dans *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.107, dit que le changement de ton intervient dès le 12<sup>e</sup> rapport de décembre 1923.

<sup>1344</sup> Il n'a pas encore été possible d'identifier ces références signalées par Pierre à Carin.

pour l'expert, de la réputation personnelle. Quesnay sait bien quel rôle négatif peut jouer la presse en la matière : ainsi le 14 janvier 1923 il rapporte qu'il a « déjeuné avec de Monès qui nous a dit les terribles déboires d'Avenol accusé par la presse d'avoir viré le milliard d'or de la B[anque de] F[rance] à l'Angleterre. Pourra-t-il encore être nommé SDN ? Affaire très embêtante ». Inversement, il est flatté, malgré ce qu'il écrit, de voir son nom cité dans la presse française : le 5 janvier 1924 : « *L'Europe Nouvelle* dans ses échos parle de l'idée Z[immerman] [ill.] et parle de moi. Un peu gêné mais Z[immerman] n'est pas fâché »<sup>1345</sup>. Faut-il voir aussi dans l'intérêt tout particulier de Quesnay pour son illustre homonyme du siècle des Lumières – par exemple le 29 juin 1924 quand il fait référence à un ouvrage de la femme de chambre de Madame de Pompadour, « où il est fort question des opinions de Quesnay à la cour de Louis XV », ouvrage qu'il trouvera plus tard dans la bibliothèque de ses beaux-parents<sup>1346</sup> - une volonté de légitimation en quelque sorte généalogique de sa situation et de son action ? Est-il même possible d'y voir là, au-delà de sa seule personne, un premier élément renvoyant au « passé sublimé » recherché par les technocrates des années 1930 et 1940, celui des « ingénieurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles » mis en avant par Olivier Dard<sup>1347</sup> ? Plus certain est son souhait d'utiliser ses réseaux parisiens pour être plus reconnu : il écrit par exemple le 21 janvier 1923 à

---

<sup>1345</sup> « Puisque M. Zimmerman a presque terminé à Vienne sa besogne d'organisation et d'assainissement on a suggéré, au conseil de la SDN qu'il pourrait avantageusement descendre le Danube jusqu'à Budapest, et reprendre en Hongrie l'œuvre qu'il a menée à si bonne fin en Autriche [...] M. Zimmermann conserverait d'ailleurs le contrôle des finances viennoises, qui doit être continué, et ferait la navette entre Budapest et Vienne ; il laisserait en permanence dans cette dernière ville son très distingué secrétaire général, M. Pierre Quesnay, qui est Français et qui a su gagner la sympathie et la confiance des Viennois » *L'Europe nouvelle* 5 janvier 1924 p.4

<sup>1346</sup> Le 14 juillet 1924 « examinant la bibliothèque, je trouve le Quesnay Pompadour tant cherché ! »

<sup>1347</sup> Olivier DARD dans « les technocrates : archéologie d'un concept, généalogie d'un groupe social » dans Olivier DARD, Jean-Claude DAUMAS et François MARCOT (dir.), *L'Occupation, l'État français et les entreprises*, Paris, ADHE, 2000, pp.213-228, p.219-220.



propos du choix de la ville pour le lieu de la réunion du conseil de la SDN :

« Je suis tout triste quand même à la pensée que probablement le conseil va se tenir à Genève. Paris me donnait de tels avantages : accompagner partout Z[immerman], lancer la question Réparations, être enfin avec ma famille, la ramener. Je commence à en avoir assez : être las, me sentir fatigué. C'est ce soir qu'on serait parti pour Paris : attente tout le jour et rien ! C'est donc que la nouvelle de Pantaleoni était prématurée hier. J'espère encore que les Italiens céderont que les Français tiendront. Dire quand même qu'on m'a demandé en septembre pour l'Autriche et que je ne serai pas là pour Autriche et Réparations ! A moins que Salter ne m'exige ! »

On peut déjà noter au passage la volonté “globale” de Quesnay d'utiliser l'éventuel séjour parisien pour dépasser la seule question autrichienne et travailler sur la question des réparations. Même s'il ne peut à cette occasion utiliser ces contacts parisiens, il voit, un an plus tard sa renommée confirmée ainsi qu'il l'écrit à sa femme le 12 septembre 1924 :

« En liaison avec nos problèmes de relâchement du contrôle, Avenol a déclaré à Zimmerman que le moment approchait où il devrait me rappeler à Genève. Avenol m'a tout de suite fait part de son avertissement à Zimmerman et m'a communiqué ses vues. Cette offre jointe à celle de Parmentier pour Berlin, à l'idée ici exprimée de me voir passer à Vienne comme "*berater*" à la Banque Nationale, à l'idée de m'envoyer en mission en Esthonie [sic] te confirmera dans l'opinion trop favorable que tu as de ton mari ! Ce ne serait pas comme secrétaire du Comité financier que la SDN me réclamerait mais comme chef de cabinet d'Avenol, chargé au centre de la maison de suivre le travail des organisations financières économiques et politiques, d'assurer la liaison avec les ministères français ; je remplacerais en cette qualité Denis avec qui Avenol s'entend assez mal et Denis – qui a toujours regretté Monet [sic] – passerait adjoint de Salter. Sir Eric Drummond et Salter ont déjà donné leur approbation à cette combinaison dont Denis n'est pas informé, Avenol voulant s'assurer de mon assentiment avant de lui en parler – Avenol qui est comme tu le sais le secrétaire général français de l'organisation voudrait réorganiser son service et j'ai eu une satisfaction très légitime à constater qu'il avait pensé à moi pour ce poste de

confiance [...] dans l'esprit d'Avenol, il faudrait entrer en fonction dès la fin de cette année ou le début de l'an prochain. C'est un poste où je serais en rapport avec énormément de monde, où je préparerais par conséquent joliment noter avenir. Il me tente mais la disgrâce voilée de Denis m'est pénible ; acceptera-t-il, après s'être occupé de tout, de passer à une section ? J'espère qu'avant mon départ, Avenol lui parlera de la chose et que je pourrai la discuter avec lui et avec Salter – la date rapprochée du transfert m'est aussi un ennui, mais j'espère qu'avec les difficultés autrichiennes que nous prépare la session actuelle, je pourrais toujours reculer au printemps mon départ de Vienne »

Outre la « satisfaction très légitime » à être pressenti pour le poste, Quesnay évalue bien le poste qu'Avenol lui propose en termes de possibilités pour ses réseaux et sa notoriété (« je serais en rapport avec énormément de monde »).

Quesnay sait bien que ce poste, proposé par Avenol, ne le verra pas quitter la coulisse où il sait qu'il a excellé pendant son séjour autrichien. Dès le début, il sent projeté dans « la vie, la société parisienne, le centre des renseignements, des potins et des fortunes »<sup>1348</sup>, confronté à toutes les formes de coulisses comme le 13 janvier 1923 quand il a « été dérangé par colonel hongrois Reinoga venant me relancer pour intervention difficile en faveur fraudeur du fisc condamné à 400M[illions] d'amende ; femme charmante m'avait déjà été envoyée. Bien embêté ». Il évolue avec aisance dans le monde où le « secret »<sup>1349</sup> est recommandé, là où sont produits non seulement les communiqués à la presse mais aussi les discours des responsables de premier rang comme celui de Gustave Ador dont il « fai[t] discours Ador / déjeuner avec Pelt / discours revu avec Salter / chez Ador en auto pour son discours » le 8 septembre 1923<sup>1350</sup>, même s'il n'est pas encore admis lors des discussions entre ces acteurs

---

<sup>1348</sup> Le 2 février 1920.

<sup>1349</sup> Le 9 novembre 1924 « le télégramme de De Bordes demandant “le secret” »

<sup>1350</sup> D'après le *Bulletin périodique presse autrichienne*, ce discours résume la situation pays en termes favorables : la SDN « avait le droit de se féliciter de l'œuvre accomplie » notamment car le chômage était moins fort qu'ailleurs.

majeurs<sup>1351</sup>. Il sait très bien qu'il est comme « Künwald, l'éminence grise qui m'avait demandé : j'espère que nous arriverons à nous entendre pour faire pression dans le même sens, lui sur Serpil moi sur Z[immerman] » capable de faire revenir sur sa décision de démissionner un ministre<sup>1352</sup>. Cette action de discrète influence est particulièrement nette auprès du Commissaire Général, Zimmerman. Quesnay l'informe : le 11 janvier 1923 il a « mis Z[immerman] au courant des entretiens Young-Benes annoncés par Simon, non décelés [ou déclarés ?] par Kienböck »<sup>1353</sup>. Il sait se faire apprécier par le hollandais – le 17 janvier 1923 « chez Zimmerman à discuter le rapport : de Bordes faible- Z[immerman] paraît apprécier mes pages / nuit du rapport » - en participant notamment, sous son contrôle, à la complexe rédaction des rapports mensuels - le 23 octobre 1924 « Terminé rapport / Fais approuver par Z[immerman] / Préparé annexes budget » - au point de se voir proposer son secrétariat général qu'il refuse<sup>1354</sup>. Sans doute préfère-t-il œuvrer dans l'ombre sur celui dont il surveille les états d'âme – le 24 mars 1924 « le voyage et la campagne qui a eu lieu ici pendant un temps ont affermi Zimmerman » - s'accommodant ou plutôt « s'arrangeant » de ses demandes comme le 18 février 1924 quand il relève que « Le rapport est tapé / Z[immerman] demande des corrections à la partie monétaire pour affirmer l'inflation : je m'arrange / [...] Discours de Z[immerman] conseil des ministres /

---

<sup>1351</sup> Le 3 mars 1924, il mentionne ainsi « Z[immerman] sans moi va chez Seydoux ».

<sup>1352</sup> Pierre Quesnay à Carin le 3 mai 1923 : « j'ai eu hier de grandes discussions avec Reisch qui menaçait de démissionner et ai passé ma matinée avec Künwald, l'éminence grise qui m'avait demandé : j'espère que nous arriverons à nous entendre pour faire pression dans le même sens, lui sur Serpil moi sur Z[immerman]. Cette nuit j'ai écrit à Salter. Carpentier a vaincu son adversaire dès le 2<sup>e</sup> round. Langer m'écrit désolé d'être encore à Paris. Si tu lui téléphones, dis-lui que les "fonctionnaires" sont dès maintenant partis pour Budapest et s'occuperont là-bas de la constitution des bureaux. Denis avec Smith m'a encore dit qu'on insisterait en sa faveur ».

<sup>1353</sup> G.M. Young est « désigné par le Trésor britannique pour surveiller l'emploi des deux millions de livres avancées » « Administrateur de l'*Anglo-Austrian Bank* contrôlée en fait par la Banque d'Angleterre, dont le gouverneur n'a jamais caché ses préférences pour un contrôle exercé au nom des prêteurs, Young cherche-t-il à créer une situation de fait conforme aux préférences de ce dernier ? » selon Marie-Renée MOUTON *La Société des Nations et les intérêts de la France op. cit.* p.488.

<sup>1354</sup> Le 23 août 1923 il « refuse S[ecrétariat] G[énéral] Z[immerman] ».

Continue les aménagements [ ?] au rapport ». N'hésitant pas à repousser ceux qui menaceraient sa position privilégiée – le 20 octobre 1924 « Explication avec Patzauer : lui reproche vivement d'exciter Z[immerman], le secoue fort et l'écrase » - il utilise une image socratique pour définir au mieux son rôle quand il note le 18 novembre 1924 :

« 1H avec Z[immerman] un de nos plus beaux entretiens mayeutiques. Je l'amène à faire siennes toutes mes vues (craintes rattachement dérivant fédéralisme, politique active pour l'éviter : rapprochement économique Europe centrale). Et il me demande de rester : intérêt pour mon gouvernement »

C'est bien par l'influence qu'il a sur le Commissaire général, que Quesnay compte lui faire "accoucher" ses propres idées à un niveau supérieur où il n'a pas encore accès. Quand sa proximité avec Zimmerman ne suffit pas, il entre encore davantage dans l'ombre des coulisses pour faire avancer ses idées. Ainsi pendant les négociations de septembre 1924, pendant lesquelles on l'a vu trouver les « banquiers du Comité financier » trop peu compréhensifs avec « nos Viennois », le voilà qui décrit, dans sa lettre du 12 septembre 1924 - « une bien longue lettre, trop technique peut-être à ton goût mais c'est l'influence du milieu » - à Carin une scène hors du commun :

« Tu n'imagines pas ma lutte de coulisses !! J'habite à l'hôtel de la Paix porte à porte avec les Autrichiens : le premier jour, Serpil me rencontrant en ville a fait arrêter son auto pour descendre me serrer la main. Je me glisse incognito dans la chambre de Kienböck pour discuter avec lui ou Schüller ou Grünbeyer la situation. Ce matin dès 9 heures le chancelier m'a fait demander de lui rendre visite et pendant une demi-heure seul avec Schüller et lui, j'ai étudié les arguments qu'il pourrait faire valoir contre un papier que jusqu'à 2 heures du matin j'avais établi avec De Bordes sur les instructions du Comité !! Avenol et Salter sont au courant de la situation mais si Z[immerman] se doutait que je suis le "berater" du gouvernement autrichien ! Demain à 10 heures grande discussion. J'espère obtenir des améliorations au rapport que j'ai préparé. Il serait étudié lundi, au comité de Contrôle des Etats garant de l'emprunt, mardi au comité d'Autriche et

mercredi sans doute au Conseil. Si tout va bien nous pourrions donc être de retour vers la fin de la semaine prochaine »

Déjà le 9, il avait noté « me risque chez Kienböck minuit », confirmant ainsi ses changements de camp secrets. Même si il mesure les risques qu'il prend en menant de telles actions (le « si Z[immerman] se doutait que je suis le "berater" du gouvernement autrichien ! »), il semble ne se placer en rien sur le terrain de la morale mais bien de l'efficacité rationnelle, avant tout conseiller des uns et des autres pour faire prévaloir la solution technique qui lui apparaît comme la meilleure. Cependant il faut aussi se souvenir combien cette attitude est fondamentalement motivée par son passé de « vieux viennois » conscient des efforts accomplis par le gouvernement autrichien et de leurs conséquences quotidiennes pour la population. Il ne méconnaît en rien les difficultés politiques qui surgissent les jours suivants : ainsi le 13 septembre 1924 « Séance 10H audition Seipel / trois heures et demi pénibles. Le rapport se tient mais esprit de discussion détail mauvais – Kienböck a été assez bête pour parler des *verschiedene* [ill.]. On bloque sur chiffre budgétaire. [...] séance enrageante ! [ill.] / 4 heures de discussion avant vote inattendu. On décide le conflit. Et Z[immerman] qui a voulu réintroduire le contrôle fiscal a plaidé le "trop bas", vote le plus bas !!<sup>1355</sup> ». Au pinaillage public (l'« esprit de discussion [en] détail [qui est] mauvais »), générateur de tensions voire de « conflit », il préfère travailler « incognito » dans une chambre d'hôtel, ce qui correspond au fait que « le secret constitue une tradition ancienne de la diplomatie »<sup>1356</sup>. D'une

---

<sup>1355</sup> On peut penser qu'il s'agit là de la question du contrôle du gouvernement central sur les autorités locales : selon Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.125-126 « le gouvernement devait présenter des propositions destinées à élargir le domaine fiscal de la Confédération et à renforcer le contrôle du gouvernement sur les autorités locales et provinciales et considérer la possibilité de négocier avec la municipalité viennoise une réduction des taxes municipales [...] Mgr Seipel insista pour que ces deux conditions ne figurent pas dans le rapport sous forme de "dictum" ».

<sup>1356</sup> Aurélien COLSON « La négociation diplomatique au risque de la transparence : rôles et figures du secret envers des tiers », *Négociations*, 2009/1, n°11, p.31-41, p.33. Il souligne, même page, que même si « cette institution du secret comme tradition de

certaine manière, en suivant la définition que donne Erhard Friedberg du processus de négociation<sup>1357</sup>, Quesnay, en changeant de camp, ne cherche-t-il pas à annihiler le processus de négociation en tant que tel, en voulant d'une part empêcher ce qui éclate lors de la séance publique, à savoir « l'imprévisibilité du comportement des protagonistes »<sup>1358</sup> (la « bêtise » Kienböck), pour promouvoir une solution qu'il voit comme la plus rationnelle, et, d'autre part, en donnant des « arguments » plus consistants aux Autrichiens donc des « ressources » plus « pertinentes » autre élément qui « peut faire la différence »<sup>1359</sup> ? Il s'agit pour lui de promouvoir un « bon esprit » qui permettrait de transcender les blocages et autres conflits personnels<sup>1360</sup>, ainsi qu'il le note le 10 septembre « audition Kienböck qui ne cède pas / Fureur Ter Meulen / Depuis chez De Bordes / Travaille avec lui à un projet de rapport dans le bon esprit ». Tapi dans la machinerie, il mesure cependant bien la limite de son action, quand il note le 20 octobre 1924 que « le budget discuté d'une haleine : bon rapport : qu'en restera-t-il ? » une fois qu'il aura été repris d'abord par les décideurs politiques puis qu'il sera passé au filtre de la presse et de l'opinion. Dans cette perspective, comment l'expert Quesnay perçoit-il alors le politique ? Comme un atout ou comme un handicap ?

---

la négociation diplomatique n'est pas restée incontestée » elle a « traversé les régimes et les siècles » même après les Quatorze points de Wilson.

<sup>1357</sup> Erhard FRIEDBERG « Pouvoir et négociation », *Négociations*, 2009/2, n°12, p. 15-22, p.18 « La négociation doit donc se concevoir comme un processus ouvert dans lequel il y a une large place à la découverte et à l'indétermination, où le résultat dépend souvent autant des ressources initiales à la disposition des uns et des autres que du déroulement même du processus et des découvertes (de ressources, de contraintes, d'objectifs), des inventions et des ajustements imprévus qu'il permet de faire émerger ».

<sup>1358</sup> *Idem* p.19

<sup>1359</sup> *Ibid.*

<sup>1360</sup> Il en fera encore l'expérience amère quelques mois plus tard à propos de l'attitude de Zimmerman dont il impute, dans une lettre à Rist du 6 décembre 1924, les changements d'attitude à propos de crédits extérieurs, à des blessures « d'amour-propre » : « mon Commissaire général est hésitant ; dans cette question des crédits, il travaille tantôt dans un sens tantôt dans l'autre. Il réalise la nécessité d'en obtenir mais les Autrichiens l'ont trop souvent blessé dans son amour-propre, il ne leur pardonne pas et parfois les dénigre un peu trop » (AN 374AP/2).

## **Le politique, chance ou handicap de l'expert ?**

*Autour du choix du Commissaire général (fin 1922).*

Le rapport de Quesnay au politique durant sa période autrichienne se place d'une part dans la continuité de ses critiques précoces contre le traité de Versailles ; d'autre part son intégration progressive dans une communauté épistémique transnationale d'experts le fait sans doute adhérer à « des valeurs éthiques communes, célébrant l'ouverture des frontières et dévalorisant corrélativement l'archaïsme des nationalismes », comme le souligne Anne-Catherine Wagner à propos des « élites managériales de la mondialisation » des années 1990<sup>1361</sup>. Il ne peut donc que rejeter la politique française de force incarnée notamment d'abord par Clemenceau<sup>1362</sup> puis par Poincaré : il décrit à Carin le 7 juin 1922 sa rencontre en gare d'Oissel avec Gerald et « sa femme qui s'appelle à l'opéra Germaine Lubin je crois et qui part pour Wiesbaden chanter Lohengrin en allemand est venue longuement discuter avec nous politique : c'est une poincariste enracinée mais elle est très bien [...] Gerald m'a raconté ses discussions avec Hervé et même avec Pierat pour Aimer. Il m'a conté ses projets qui t'intéresseront : développer l'idée du couple, cellule de la société moderne, harmonie du ménage uni intellectuellement et humainement ». Plus loin il poursuit : « ce soir la C[ommission des] R[éparations] a voté sur la question de l'emprunt des Banquiers : la Belgique a lâché la France qui reste seule avec le Verboten [ ??? ] Poincaré. Les banquiers vont pourtant étudier la mobilisation de la dette allemande et faire des propositions. Mieux vaudrait 50 milliards

---

<sup>1361</sup> Anne-Catherine WAGNER « les élites managériales de la mondialisation : angles d'approche et catégories d'analyse » article cité, p.20.

<sup>1362</sup> On peut relever combien les positions de celui-ci viennent indirectement troubler le retour du voyage de nocces du jeune ménage Quesnay, qui passant par l'Angleterre note avec humour : « les livres y coutent chers. On a l'impression de payer non seulement son billet mais celui de M. Klotz et de M. Clemenceau. Quels fichus compagnons de voyage ! Et c'est bien eux qui se sont laissés imposer à nous par Lloyd George... Peut-on cependant en vouloir aux Anglais ? La guerre est encore souvenir tout récent, l'accueil est partout amical. Le peuple anglais nous aime, mais les politiciens anglais savent rouler les nôtres » (le 26 avril 1920).

immédiats que la promesse de 132 en cinquante ans ! ». Il ne cesse de se désespérer de la politique menée dans la Ruhr : dès le 12 janvier 1923<sup>1363</sup>, il note « français entrés dans la Ruhr ! Hélas !!! » ; puis le 13 « La Ruhr pourtant tourne au tragique : arrêt des industries, grève perlée, que va-t-on faire ? Le mark coule à pic » et le 14 « Que ça va mal dans la Ruhr. On s'obstine »<sup>1364</sup>, enfin le 19 « On s'enfonce de plus en plus dans la Ruhr arrestations conseils de guerre »<sup>1365</sup>.

Quand il écrit à Carin le 9 décembre 1922 « Avenol m'a dit combien il tenait à ce que je vienne représenter dans le contrôle les intérêts français. Je suis disposé à accepter surtout dans le cas de la solution B. J'ai repris aux Finances mes discussions sur le contrôle. Ma tâche m'intéresse », on ne peut être sûr que ce soit la dimension «représentant des intérêts nationaux» qui guide le plus Quesnay dans son choix d'accepter cette offre. Mais quand il décrit les circonstances de la nomination de Zimmerman comme Commissaire général, au cours de l'hiver 1922, cette dimension redevient, à ses yeux, prépondérante. Le 9 novembre 1922, il annonce à Carin que « Avenol Salter Janssen se reliaieront pendant la période intermédiaire et je puis retourner auprès de ma petite femme [à propos de son retour en Autriche] mais tout cela dépendra beaucoup du Commissaire général : il semble que Boyden le délégué américain à la C[ommission des] R[éparations] refuse finalement afin de se consacrer à la question des réparations allemandes qui devient terrible avec la chute

---

<sup>1363</sup> Stanislas JEANNESSON dans *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924). Histoire d'une occupation*. Presses universitaires de Strasbourg, 1998 p.154, note : « les troupes franco-belges pénètrent dans la Ruhr le 11 janvier 1923. Le premier objectif est d'occuper la région d'Essen, et d'atteindre ce qu'on nomme la "ligne verte", englobant les quatre cercles industriels de Mulheim sur Ruhr, Oberhausen, d'Essen-ville et d'Essen-campagne, qui tous appartiennent à la province de la Prusse rhénane ».

<sup>1364</sup> On peut penser qu'il ne s'agit déjà pas là dans l'analyse de Quesnay de la seule situation militaire puisque Stanislas JEANNESSON note dans *Poincaré, la France et la Ruhr op. cit.* p.156 que « l'opération s'est déroulée sans heurts » jusqu'au 16 janvier quand un premier allemand est tué à Bochum.

<sup>1365</sup> Il s'agit sans doute là d'une référence aux trois ordonnances de la Haute Commission, du 18 janvier 1924 plaçant tout le personnel allemand des douanes forêts et syndicats des charbonniers sous son autorité et toute infraction à ces ordonnances étant passible du conseil de guerre (Stanislas JEANNESSON *Poincaré, la France et la Ruhr op. cit.* p.191).



du F[ranc]. Nous aurons sans doute le hollandais Zimmerman ». Mais un mois plus tard « La question du commissaire général s'est compliquée. Le Hollandais Z[immerman] a fait de grosses difficultés (traitement etc.) hésite à accepter. Nous l'attendons demain soir dimanche et serons seuls à le recevoir pour le mettre au courant. S'il ne considère pas sa tâche comme un apostolat, on reviendra à l'idée de notre américain B. Salter s'occupe à Paris en ce moment de la question et sera là mardi pour que Z[immerman] prenne enfin une décision »<sup>1366</sup>. Le lendemain, le 10 décembre 1922, il précise

« Mais nos ennuis politiques sont énormes : le Commissaire général doit être à la fois un Napoléon pour l'énergie et un Jésus-Christ pour la foi. Or l'homme avec qui tout est engagé semble manquer de cette seconde vertu. Ses doutes, ses hésitations, ses réserves n'ont rien d'un apôtre. Il propose finalement de venir "essayer" ; quelles influences pessimistes s'exercent sur lui, on ne peut que le deviner. En tout cas, il n'arrive pas ce soir et ne veut venir qu'en dégageant à l'avance sa responsabilité. Comme la foi dans la réussite, dans la vie possible de l'Autriche est une des conditions du succès, nous espérons vivement qu'on se tournerait vers un autre côté. Les pages de télégrammes chiffrés se succèdent. Il semble que finalement nous l'aurons, mais le travail sera-t-il bien intéressant ? J'attendrai de la voir pour décider pour voir si nous viendrons ».

On peut remarquer, à côté du percutant portrait « en creux » du candidat rêvé par Quesnay (avec toujours ce sens de la formule : « un Napoléon pour l'énergie et un Jésus-Christ pour la foi ») la mention des pressions venues des chancelleries nationales avec la profusion des « télégrammes chiffrés ». Il poursuit le même jour, en décrivant les effets des attermoissements de Zimmerman sur la communauté des experts de la Commission :

« Si l'on accepte ses conditions, ses restrictions d'aujourd'hui, il sera là le 15 ; de Bordes est revenu cette nuit de Rotterdam et au lieu de la communion parfaite de toujours, ce dimanche s'est passé en deux clans : de Bordes et Pelt, Denis Duplessis et moi. Dans deux chambres différentes, on raisonnait

---

<sup>1366</sup> Le 9 décembre 1922.

différemment. Au dîner très superficiel quoique très gai, on sentait quelque chose qui était entre nous ; c'était une impression regrettable. Je comprends qu'ils fassent bloc pour leur homme. Mais quelle que soit l'opinion qu'ils aient sur les traités de 1919, les Français se serrent aussi les coudes quand il s'agit d'en confier l'application à quelqu'un qui n'y croit pas et accepte pourtant de s'en mêler. Enfin !! D'heure en heure, je regrette davantage Boyden dont je connais au moins le grand idéalisme, l'humanitarisme et le dévouement ; l'autre est peut-être très bien, mais c'encore grand X ! »

Là encore, la justesse de la description est évidente : à la séparation en chambres nationales correspond la divergence des « raisonnements », même si finalement est surtout pointée du doigt la question du choix de celui qui sera le négociateur en chef, l'ultime « imprévisible protagoniste », à propos duquel il faut encore éliminer tout aléatoire (le « grand X ») selon la terminologie de Friedberg. On retrouve le 15 décembre 1922, toujours dans une lettre à Carin, la scission entre clans nationaux : « la vérité est que je crains que le travail avec Z[immerman]. En milieu holl[andais] hostile soit pénible, je verrai ». Certaines de ces inquiétudes semblent balayées dès le premier contact avec Zimmerman : « son aspect son abord et nos premiers rapports ont été très encourageants. Ce n'est pas l'homme cassant et hautain qu'on pouvait croire, mais un homme intelligent, ayant physiquement quelque chose de Manclère [ ? ], conscience de la difficulté de sa tâche et de sa grosse responsabilité »<sup>1367</sup>.

#### *La question nationale.*

Les relations avec les Britanniques constituent un autre exemple des tensions entre logiques nationale et transnationale à l'œuvre simultanément au sein du comité autrichien. Dès le 5 janvier 1923, Quesnay note : « toute ma soirée, écoeuré je travaille les plans français et anglais de réparation : ce dernier partant d'une base juste a un ton d'égoïsme bien décevant », sans doute à propos de l'emprunt à long

---

<sup>1367</sup> Pierre Quesnay à Carin le 17 décembre 1922.

terme négocié à la suite des protocoles de Genève<sup>1368</sup> Dans une lettre à Rist du 6 décembre 1924<sup>1369</sup>, il analyse l'attitude britannique en Autriche depuis la fin de la guerre : s'il souligne que depuis 1920, « le capital britannique a été, avouons-le le seul vraiment actif ici »<sup>1370</sup> parce que l'Autriche était alors un « terrain libre » des influences françaises<sup>1371</sup> « aujourd'hui la situation est renversée ». Il note que les Autrichiens ont déçu leurs prêteurs mais il met aussi en avant le rôle, dans ce changement, des « directives générales de la politique financière anglaise » : « Londres veut la £ au pair de l'or ; Londres quoique riche ne peut avec ce but faire des crédits illimités sur continent or le marché allemand est ouvert<sup>1372</sup>, l'Amérique s'empresse ; il ne faut pas s'y laisser distancer. La Hongrie d'autre part séduit ». Et il accuse : « dans le même temps on déclenche une campagne vraiment dure contre le crédit autrichien » car « l'idée d'écarter à la fois nationaux et concurrents qui pourraient venir prendre une place qu'on laisse vide ». Il faut donc

---

<sup>1368</sup> Cf. Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.*, p.102 et suiv. Voir aussi Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital* ouvrage cite, p.148 sur les tensions entre Niemeyer et Salter pendant cette période.

<sup>1369</sup> AN 374/2.

<sup>1370</sup> Pour Philip L. COTTRELL, dans « Central banks central banking and central bank cooperation » p.46 dans Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ *Les banques centrales à l'échelle du monde*, Paris, Presses de Sciences Pos, 2012, Norman « had displayed little active interest in this problem [de l'Autriche] before spring 1920 », stimulant alors les autres acteurs britanniques pour y intervenir.

<sup>1371</sup> Jean-Claude DEBEIR, dans « la Banque de France et la coopération monétaire internationale dans les années 1920 » dans Patrick FRIDENSON et André STRAUSS *Le capitalisme français XIX<sup>e</sup>- XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Fayard, 1987, souligne notamment que « jusqu'en 1926, la Banque de France joua un rôle très réduit dans les grandes entreprises de relèvement monétaire effectuées en Europe » notamment en Autriche où elle « boude l'initiative » qui conduit au relèvement de 1923. Éric BUSSIÈRE, dans *Horace Finaly op. cit.* p.129, souligne combien la Banque de Paris et des Pays-Bas se retrouva souvent seule, parmi les banques française, pour agir en Autriche, devant faire face à la défection de « partenaires initialement pressentis, comme la Société générale ou la Banque de l'union parisienne ».

<sup>1372</sup> Selon Claire WAPLER dans « Montagu Norman, la Banque d'Angleterre et la question allemande de l'Armistice à l'occupation de la Ruhr (1919-1923) » *Histoire économie et société* 1999, 18 n°4, p.681-700, p.695, après un premier tournant au printemps, c'est au cours de l'automne 1921 que « Norman passait d'une analyse globale de la situation européenne à une prise en considération exclusive des difficultés allemandes ».

apporter en Autriche les « crédits mérités » parce que « la situation des finances publiques est bonne, la stabilité monétaire est assurée, l'Europe centrale progresse lentement mais progresse dans le sens du rétablissement de la collaboration économique ». Il attribue alors un rôle précis à la France : « que par l'intermédiaire de Paris par exemple, le liquide américain sans conduites pour faire de l'irrigation en Europe centrale vienne se servir des canalisations viennoises » en prenant soin de distinguer « [le] côté de Londres, [où] il s'agit d'un appui de conjoncture, [alors que] du côté de Paris, il s'agit d'une communauté durable de buts et cela fait un terrain plus solide » ; il a répété ce point de vue « à votre ami Christian Lazard<sup>1373</sup> qui compte revenir ici avec des Américains [...] hier à des gens de la *National City Bank of New York*, aujourd'hui à Gossin de la Banque de France - il y a quelque chose d'utile et de profitable à réaliser » avant d'inciter Rist à faire de même, toujours dans une démarche d'influence discrète dont il mesure aussi bien les limites : « si vous pouvez faire quelque chose n'hésitez pas ! Je ne sais dans quelle mesure la Fondation Carnegie<sup>1374</sup> peut agir : je ne crois pas beaucoup aux résultats des conférences de banquiers, d'hommes d'affaires, mais il y a un courant à créer et je sais que vous pouvez y travailler ». Incontestablement, Quesnay conçoit alors son action comme celle d'un facilitateur, fluidifiant l'afflux de capitaux nécessaires pour l'Autriche mais en privilégiant alors l'option qui favorise les intérêts français.

Au-delà de la seule satisfaction de ceux-ci, la question nationale est un aspect important de son diagnostic de la situation autrichienne. Il l'évoque avec ses interlocuteurs<sup>1375</sup>, trouvant par exemple chez

---

<sup>1373</sup> S'agit-il de Christian Lazard (1860-1943) associé de la banque du même nom ?

<sup>1374</sup> Ludovic TOURNÈS dans *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XXe siècle op. cit.*, p.211, souligne les liens de Rist avec les grandes fondations philanthropiques américaines : il est à partir de février 1922 le premier et le principal interlocuteur du *Laura Spelman Rockefeller Memorial*, sélectionnant notamment les jeunes universitaires français accueillis par la fondation aux Etats-Unis

<sup>1375</sup> Le 15 août 1924 « déjeuner Török » « discussion le soir sur le caractère autrichien ».

Künwald<sup>1376</sup> et chez Rist des idées qui font écho aux siennes : dans la réponse de celui-ci à la lettre précédemment citée, son maître rajoute à l'analyse de Quesnay « un élément de la psychologie politique... l'Autrichien se décourage et n'a pas confiance. [...] l'Autrichien a peur du socialiste et ne veut risquer les fonds que dans une entreprise que l'étranger puisse venir soutenir et protéger même militairement »<sup>1377</sup>. Quesnay lui-aussi fait de l'attitude collective une des clés du succès du redressement du pays. C'est particulièrement clair dans son article de septembre 1925 dans la *Revue d'Economie Politique*, déjà cité. A propos de la crise du début des années 1920 il écrit : « la section d'Autriche de la Commission des réparations en 1920-1921 s'occupa des crédits internationaux de relèvement consentis par un grand nombre de pays, mais pour la plupart en vivres et marchandises » mais sans résultat à cause d'un tel « déséquilibre des esprits ». En effet, « soutenue par l'étranger, l'Autriche s'abandonnait elle-même. Mise plusieurs fois en possession des moyens de se relever, elle ne croyait pas à la possibilité de ce relèvement. Toute tentative de réorganisation, de réforme, semblait inutile à ses nationaux parce que de nature à augmenter encore les sacrifices de la population, sans avoir chance de réussir ». Donc « dans une telle atmosphère, les capitaux ne pouvaient que quitter un pays qui ne croyait pas en lui-même »<sup>1378</sup> car « l'Autrichien fuyait devant la couronne. Dans son absence de sentiment national, il perdait toute confiance en sa monnaie dont il constatait sur place la multiplication en nombre et la diminution de valeur en pouvoir d'achat ; le seul fait que cette monnaie fut "autrichienne" conduisait le public intérieur à la troquer contre des valeurs plus solidement gagées ». Une des principales causes du renversement de la situation fut le regroupement des « partisans de l'effort » autour de Seipel qui « par son prestige personnel,

---

<sup>1376</sup> Le 4 mai 1924 « Künwald ! De 8H1/2 à 12H1/2 minuit. Idée du sentiment national autrichien à éveiller : vois [ ??] danger du tuteur déclaré »

<sup>1377</sup> Charles Rist à P. Quesnay le 23 décembre 1924 AN 374 AP/2.

<sup>1378</sup> P.349.

avait obtenu que les provinces restassent unies au Gouvernement central de Vienne bien que par un lien très lâche. Il réussit à inspirer confiance à une grande partie de la population en lui-même, sinon dans l'avenir du pays »<sup>1379</sup>. C'est le début de ce qu'il désigne dans un brouillon préparatoire d'un texte pour les *Annales des Sciences Politiques*, par la formule « essai de self-action : Seipel » provoquant le « renversement de l'opinion » et l'« établissement de la confiance intérieure ». La confrontation des réactions immédiates de Quesnay avec cette analyse *a posteriori* permet de distinguer au moins deux éléments qui sous-tendent sa vision de la question nationale autrichienne. Au moment de la chute du gouvernement Seipel, le 17 novembre 1924, il note dans son carnet : « Z[immerman] accepte l'éventualité de son départ avec un secret contentement qui m'indigne [...] Situation s'aggrave ! Maintien du ministère improbable. J'écris longuement à Denis lui développant mes craintes en présence du mouvement autonomiste régional. Quelle faute de ne pas avoir soutenu Seipel, qui a même but que nous, une Autriche ! ». Il poursuit le 18 novembre :

« Quelle journée ! [...] Bureau ! Ramak, chef du Salzbourg, formerait le cabinet avec aux finances le jeune styrien Ahrer – le premier accessible à Seipel, le second hostile. Pas question de coalition mais provincialisme. / J'en développe les dangers. Une lettre à Salter noire mais à vues d'ensemble. Mon départ me semble difficile. / En pleine possession de mes moyens, gagnant Rost plus que Krabble. / Porte à Künwald copie de mes lettres [...] les envoie à Lefèvre / Me sens maître de la situation, la dominant. Vois clairement ce qui peut advenir et ce qu'il faut faire : ne rien accorder aux nouveaux de ce qu'on refusait à S[eipel]. Les bloquer préparer éventuellement un retour centraliste et alors les libérer. D'ici là, renforcer au contraire les contrôles etc. / 1H avec Z[immerman] un de nos plus beaux entretiens mayeutiques. Je l'amène à faire siennes toutes mes vues (craintes rattachement dérivant fédéralisme, politique active pour l'éviter : rapprochement économique Europe centrale) Et il me demande de rester : intérêt pour mon gouvernement »

---

<sup>1379</sup> P.350.

Domine dans ses notes “à chaud” la crainte de l’éclatement de l’Autriche, minée par les séparatismes. Il n’hésite d’ailleurs pas à utiliser son ascendant sur Zimmerman pour promouvoir « un retour centraliste », meilleure garantie contre ce qui constitue une des principales craintes de la diplomatie française, l’Anschluss par l’Allemagne. Cette préoccupation semble, un an plus tard, dans l’article analytique, s’inscrire dans une problématique plus vaste qui est celle de la confiance de l’opinion publique dans le projet de redressement. La défense des intérêts nationaux doubles (et autrichiens et français) redevient la composante d’un discours technicien plus global : le sentiment national autrichien est à vivifier pour former le socle nécessaire de la confiance indispensable au redressement financier : c’est l’idée qu’il va assez longuement développée dans le chapitre « le problème psychologique » d’une note de 1925, figurant dans le dossier « Autriche 1 » dans le carton n°2 du fonds des Archives nationales<sup>1380</sup>, à propos d’un allègement du contrôle international qu’il estime nécessaire :

« L’effet psychologique du contrôle peut cependant paraître aujourd’hui différent de ce qu’il était au début. L’Autriche ne présente sans doute pas encore le modèle des administrations financières. Mais y a-t-il un seul pays qui puisse jamais réaliser cet idéal ? L’opinion publique autrichienne a conscience que de grands efforts ont été accomplis, que des résultats ont été atteints. La présence d’un étranger contrôlant la gestion d’un Etat relativement sain, permet à certains éléments d’affirmer, bien à tort, que le pays est sous tutelle, qu’il le demeurera pour des raisons politiques, même si sont exécutées les conditions posées pour la fin du contrôle.

Il en résulte un renforcement de l’idée qu’à l’extérieur on manque de confiance dans l’avenir de l’Autriche. Et cette impression peut réagir sur les formes mêmes de l’idée nationale : pour qu’un sentiment autrichien intense puisse se dégager, il faut que l’Autriche ait conscience de sa responsabilité, et pour cela il faut qu’elle se dirige elle-même complètement.

---

<sup>1380</sup> La note n’est pas signée mais le style et les idées sont indiscutablement ceux de Quesnay.

Ce sont des idées autrichiennes qu'il faut mettre en avant, des Autrichiens qu'il faut voir en vedettes ; le pays doit être incarné par des nationaux ; plus vite il fera l'expérience de sa liberté, plus vite se formera la conscience nationale indispensable pour le maintien de sa stabilité politique »

En insistant sur cette dimension, Quesnay met aussi en avant la *credibility technology* retrouvée de l'Autriche, mise en avant par Nathan Marcus<sup>1381</sup>, soulignant indirectement ainsi sa propre action.

*Une pensée européenne en gestation ?*

N'est-il pas possible de trouver en filigrane de celle-ci les germes d'une véritable pensée européenne, faisant en quelque sorte de l'Autriche un modèle transposable à l'ensemble du continent ? En effet comme il l'écrit à Rist le 16 juillet 1925 « c'est le gros avantage du problème autrichien de nous permettre de remuer des idées et d'essayer d'obtenir des résultats qui peuvent entraîner d'importants développements [ailleurs] ». Le redressement autrichien doit servir de vitrine de la réussite de la SDN : quand il conclut sa lettre à Salter du 27 octobre 1923 à propos du budget de l'année 1924, soulignant combien il presse Zimmerman de « tenir » sur une politique rigoureuse, alors que « la marge est grande » il « pense aux expériences futures hongroises polonaises, allemandes » en défendant cette « conception dont l'application me semble indispensable si l'on veut renforcer la confiance générale dans les plans de la Société des Nations »<sup>1382</sup>. En effet, centre bancaire de l'ancienne double monarchie, Vienne doit devenir le point d'entrée du liquide capitaliste occidental, c'est-à-dire principalement

---

<sup>1381</sup> « His control over Austria's fiscal policies and his power to withhold funds raised by the Austrian government on foreign capital markets, served as a —credibility technology , which made it appear unlikely to the eyes of citizens and foreigners that the Austrian National Bank or the Austrian government would renege on their pledges. To further consolidate confidence in Austria's economic future, the General Commissioner published regular reports, in which he gave an account of the progress of Austrian reconstruction. The reports were used as a tool to pressure the Austrian government into implementing reforms, and, by providing positive news, they were geared towards generating confidence » Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital, op. cit.* p.9.

<sup>1382</sup> AN 374 AP 37.



américain qui irriguera l'Europe orientale : « que par l'intermédiaire de Paris par exemple, le liquide US sans conduites pour faire de l'irrigation en Europe centrale vienne se servir des canalisations viennoises » (Quesnay à Rist le 6 décembre 1924). C'est dans ce sens qu'il écrit à Simon (de l'*Anglo-Austrian Bank*) le 23 juin 1925 : « j'avais ces jours-ci la visite d'un américain de chez J-P Morgan qui m'était envoyé par Thomas Lamont : Mr Weens passera tout l'été à Vienne et je crois l'avoir en partie gagné à l'idée de se servir de Vienne comme centre répartiteur de capital américain. Il est remarquablement intelligent » ; il utilise les mêmes termes pour le présenter à son collègue Van Tonningen, dans une lettre datée du même jour<sup>1383</sup>, précisant ensuite à propos du rôle qu'il attribue à la capitale autrichienne : « je crois toujours en effet que c'est là la fonction normale de la nouvelle Autriche, et que c'est en lui rendant son rôle de grande place financière, beaucoup plus encore qu'en développant sa production industrielle, qu'on équilibrera la vie économique du pays ». C'est même dans cette perspective globale, la « tâche d'une vie » dont la SDN fournit le cadre, qu'il inscrit son action, assez tôt dans son parcours autrichien puisqu'il écrit à Carin le 17 décembre 1922 :

« Salter réorganise le service économique et financier de la Ligue des nations, dont il est directeur et qui doit jouer, au cours des années qui viennent un rôle de premier plan dans la question du salut économique de l'Europe. Toute la question des dettes mondiales, des emprunts, de l'inflation, du crédit international, du relèvement Europe Russie etc. doit y être tranchée. C'est une tâche de toute une vie. Un Anglais, lui est directeur comme un Français Mantoux, l'ancien interprète Lloyd George Clemenceau, est directeur du service politique qui a réglé Åland et Haute Silésie. Salter veut deux sous directeurs égaux au traitement initial de 26800 franc-or (presque mon traitement actuel 27400) avec engagement de 21 ans par périodes de 1 [puis] 6 [puis] 7 [puis] 7 ans. L'un s'occupera spécialement de la question économique et ce sera un Italien Stoppani qui entrera ne fonctions au 1<sup>er</sup> janvier à Genève. L'autre serait un français Quesnay, prenant plus

---

<sup>1383</sup> AN 374 AP 3.

spécialement la partie financière. Sous cette direction des gens de la valeur de Felkin, De Bordes, Jacobsen etc.... Voici la situation. Le travail à Genève dans un tel milieu ne serait-il pas la vie rêvée ? Comme la question autrichienne est pour le moment la plus grosse affaire financière européenne, pour le moment Quesnay et De Bordes seraient détachés à Vienne auprès de Zimmerman jusqu'au 1<sup>er</sup> avril au moins et pour un an au plus. La durée totale du contrôle autrichien sera de deux années : à l'extrême limite, notre séjour à Vienne aurait donc cette durée, mais nous compterions au service économique et financier de Genève dès janvier 1923 ; il est hors de doute que dès qu'une autre tâche importante (réparations, dettes interalliées) serait confiée à Genève, nous y serions appelés, peut-être dans 4 ou 6 mois et c'est là dans une villa au bord du lac que nous fixerions enfin notre nid stable »

Même s'il mesure bien les limites, notamment budgétaires de la mission Zimmerman :

« un bureau temporaire qui utilisera les ministères autrichiens et ne comprendra que Zimmerman moi et Bordes, milieu bien hollandais diras-tu mais De Bordes s'occupera du contrôle (états des recettes, dépenses, personnel etc....) moi du plan même d'assainissement (équilibre budgétaire, emprunts, impôts négociations intérieures et extérieures, répercussions du plan sur la vie économique du pays, nécessité de retouches etc.) C'est une tâche passionnante, surtout lorsque la mise en train du programme, le placement des emprunts extérieurs, nous auront déchargés de ces angoissantes difficultés de Trésorerie qui nous talonnent actuellement jour et nuit (Schwarzwald est entré dans ma chambre comme j'écrivais ces mots et nous avons repris nos conversations avec Prague) »

On peut penser qu'en arrière-plan de cette projection continentale, on trouve chez Quesnay un substrat culturel favorable. Il pense profondément une entente possible avec l'Allemagne, dont il admire la culture : dans le carnet qu'il tient à la naissance de son fils pour celui-ci, "la table de Pierre"<sup>1384</sup>, il note « c'est à 15 semaines<sup>1385</sup> que Pierre a fait son premier voyage. Il ne commence pas par peu de choses : Vienne

---

<sup>1384</sup> Fonds Irène QUESNAY.

<sup>1385</sup> Pierre Louis Auguste Quesnay est né le 20 janvier 1921, ce qui place donc ce voyage début mai 1921.

Paris 27 heures [...] Papa qui devient chef de service va en France établir la liaison et il emmène sa petite famille » « retour difficile car l'Orient Express nous laisse à Munich où nous devons coucher. Et dans sa voiture aussitôt établie, bébé fait le tour de la capitale de la culture allemande [...] et pourtant j'espère qu'entre mon fils et les Allemands, la vieille querelle aura cessé. Il admirera ce qui dans leur esprit est admirable ; il aimera leurs poètes et suivra leurs penseurs ; il rêvera peut-être leur musique. Mais comme nous sommes aujourd'hui les vainqueurs l'avenir hélas n'est pas entre nos mains ; voudront-ils la conciliation tant souhaitée, comprendront-ils l'accord ? Nous ne pouvons que le rendre possible ; eux-seuls peuvent le réaliser ». Même si ses lectures restent alors très majoritairement françaises (par exemple Stendhal, Anatole France, Maupassant, Hugo pendant ses congés estivaux de 1924 passés en Finlande), il se retrouve à Vienne dans un cadre culturel propice pour nourrir voire constituer un socle à une idéologie européenne, en particulier avec un des « lieux de mémoires européens » identifiés par Étienne François et Thomas Serrier<sup>1386</sup> : l'opéra. Dès le 11 janvier 1920, il assiste à une représentation de *Tristan et Yseult* avec un « merveilleux orchestre dirigé par Strauss », avant d'entendre et de voir quelques jours plus tard une partie des *Maîtres chanteurs*, dont l'interprétation n'est « pas extraordinaire ». Le 13 janvier 1924, il note sa « visite au Schubertmuseum Nussdorferstrasse » puis le 14 avril 1924 qu'il assiste à un « concert [de] Cortot » en tournée européenne.

Evidemment décisive dans sa trajectoire, sa période viennoise est, pour Quesnay, l'occasion de donner, dans ses écrits privés, une image assez précise de son rôle d'acteur de l'ombre. On mesure mieux la sourde

---

<sup>1386</sup> Étienne FRANCOIS et Thomas SERRIER, dans *Lieux de mémoire européens*, Paris, La Documentation française, 2012, p.32, rangent l'opéra parmi les « structures » constitutives de ces « lieux de mémoire européens » car l'opéra est européen par sa « diffusion » sa « diversification croissante » y compris architecturale (avec les opéras du XIX<sup>e</sup> « nouvelles cathédrales des bourgeoisies triomphantes » dont le Ring viennois est « une parfaite illustration de ces temples du “bonheur irradiant” dont parlait Stendhal »), sa « mondialisation » et « ses livrets où se retrouve tout le patrimoine culturel du continent ».

lutte d'influence qui finalement semble plus se jouer, non autour des dirigeants autrichiens, qu'autour du Commissaire général, qu'il s'agit autant de conseiller que de « dominer » intellectuellement, afin de lui faire accepter son point de vue. De même, Quesnay prête une attention toute particulière à l'opinion publique internationale mais aussi autrichienne, car il mesure bien combien la réussite de la politique de stabilisation financière et économique est d'abord une question politique, avec en particulier la question nationale, qui doit servir de ciment à la confiance nécessaire. Il semble ainsi avoir parfaitement intégré le contexte nouveau dans lequel il doit agir à propos des questions monétaires, contexte qui, selon Barry Eichengreen, est depuis « l'avènement du XX<sup>e</sup> siècle » marqué par « l'apparition du suffrage universel masculin, la montée du syndicalisme et l'apparition de parlementaires représentant les classes ouvrières, [qui] contribuèrent à introduire dans les débats politiques des questions relatives à la politique monétaire et à la politique budgétaire »<sup>1387</sup>. Baignant dans un milieu réellement transnational pendant ces années autrichiennes, Quesnay semble commencer à y élaborer un projet global quasiment à l'échelle continentale, plaçant, au cœur de sa réflexion, l'épineuse question politique des intérêts nationaux à ménager tout en cherchant à les transcender, en s'appuyant notamment sur un substrat culturel commun.

Arrivé à Vienne dans l'obscurité (y compris celle des sources), Quesnay en repart auréolé d'un certain prestige personnel, grâce à son activité débordante, souvent couronnée de succès. Il a réussi à faire sa place dans la « clique »<sup>1388</sup> des experts internationaux, tissant des liens forts non seulement à l'intérieur de ce groupe mais aussi parmi ses interlocuteurs autrichiens. Il faut en chercher la cause, d'une part, dans sa

---

<sup>1387</sup> Barry EICHENGREEN *L'expansion du capital*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.12-13.

<sup>1388</sup> Le terme s'entend ici au sens défini par Claire LEMERCIER dans « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* Paris, Belin, 2005/2 - no52-2, pp. 88-112, p.93 : « les "cliques" sont des groupes à l'intérieur desquels tous les liens possibles sont réalisés », ce qui est le cas dans le groupe d'experts évoqués, développant par exemple des liens personnels à côté des relations professionnelles.

pratique d'expert. Non seulement il a démontré une rare efficacité technicienne tant dans l'urgence des premières années, quand il fallait assurer la survie financière de la jeune république, que dans la mise en place du plan de redressement, mais il a su aussi développer des talents de négociateur, y compris vis-à-vis de ses pairs (par exemple lors de ses entretiens « maïeutiques » avec Zimmerman). D'autre part, Quesnay a progressivement placé au centre de ses préoccupations la question nationale, avec notamment le souci permanent de ménager l'opinion publique autrichienne, dont la confiance, y compris dans l'existence même de la nation autrichienne, est un élément indispensable à la réussite des plans de sauvetage, élaborés dans l'urgence comme à plus long terme. Les capacités d'« euphémisation » de Quesnay et à agir en coulisse (la scène où il est le *Berater* secret du gouvernement autrichien en constituant sans doute l'acmé) sur les différents acteurs se révèlent alors particulièrement précieuses. Cette question n'est pas seulement pour lui, d'ordre strictement technique, mais s'inscrit dans une conception réellement politique, proprement transnationale, puisque le fait national reste l'indépassable cadre dans lequel pourront s'épanouir des projets de rapprochement à l'échelle d'une partie voire du continent tout entier. Dans ce contexte, son départ pour Genève doit pouvoir lui donner les moyens de faire avancer plus concrètement encore ses projets dans un environnement favorable.

### Chapitre 3. Genève: entre espoirs et désillusions (1925-1926).

Comme on l'a déjà vu<sup>1389</sup>, même s'il s'imprègne avec bonheur et affectionne les charmes de la vie autrichienne, très tôt Quesnay semble voir se dessiner son avenir au cœur de la machine de la Société des Nations, à Genève. Il décrit, en 1922, à l'occasion des négociations des protocoles du même nom, une ville riche<sup>1390</sup>, aux grands hôtels luxueux<sup>1391</sup> : « Genève est vraiment une belle ville et sous tous ses drapeaux on se prend à espérer une union générale des peuples où tous s'entraideraient »<sup>1392</sup>. Dans les mois qui suivent son installation, en février 1925 (le 9 février 1925 « entrée en fonction chez Avenol »), dans la « ruche bourdonnante »<sup>1393</sup> du Palais des Nations, on sent encore poindre cet enthousiasme initial, qui va aller en s'étiolant nettement à partir d'octobre 1925, quand son regard se tournera aussi davantage vers la France. Même si une partie des carnets est peu lisible, en particulier en ce qui concerne l'année 1925, il faut se demander d'abord comment agit Quesnay dans ce milieu « cosmopolite » (le 2 septembre 1922), en gardant les yeux rivés sur le dossier autrichien et en développant en même temps une réelle polyactivité, dans une organisation aux contours restés pendant longtemps assez flous<sup>1394</sup> ; mais l'histoire de la SDN

---

<sup>1389</sup> Par exemple le 16 janvier 1921 « Hier causerie Stoppani, son passé, professeur philologie Berlin, Chicago. L'avenir : le C[omitée des ] R[éparations] à Genève, seul organe stable qu'on n'osera supprimer et qui en cas de réussite offrira pour tous pays gouverneur [ou gouvernement ]Arménie Russie etc. ».

<sup>1390</sup> Pierre Quesnay à Carin le 4 septembre 1924 : « c'est effrayant ce que les Suisses sont riches », le 2 septembre 1922 : « en changeant de l'argent ce matin, j'ai reçu un beau louis d'or français : heureux pays ».

<sup>1391</sup> *Idem* à propos de l'hôtel de la Paix « pas trop cher pour ce grand Palace » sauf pour les repas car « on paie les palmiers et les fleurs du hall, ainsi que l'usure des tapis d'Orient » « Palais des nations : formidable bâtiment cosmopolite ».

<sup>1392</sup> Pierre Quesnay à Carin le 4 septembre 1922.

<sup>1393</sup> Le 8 mars 1926.

<sup>1394</sup> « Les historiens ont tardé à s'intéresser aux organisations internationales en raison d'un certain scepticisme quant au rôle réel de celles-ci dans les relations

connaît actuellement un profond renouvellement : outre la mise en avant de ses succès<sup>1395</sup> et de ses soutiens dans les sociétés européennes<sup>1396</sup>, elle est étudiée dans sa dimension globale tant dans ses moyens<sup>1397</sup> que ses buts<sup>1398</sup>. Ensuite, se pose la question de savoir si Quesnay trouve là le cadre de « la tâche d'une vie », lui qui semble participer aux plus ambitieux projets d'intégration économique, au moment même où les difficultés françaises commencent aussi à mobiliser son attention.

### **Une abeille dans la « ruche bourdonnante ».**

#### *Un élargissement du regard et des compétences.*

Dès son premier séjour suisse, en 1922, Quesnay souligne combien son action au sein de la Société des Nations est plurielle, il trace même pour sa femme un schéma lui permettant de se repérer dans les méandres de ses nombreuses fonctions :

« Si tu veux te retrouver dans tout ceci voici un schéma de l'organisation » avec le Service permanent de la SDN à Genève toute l'année « c'est là que se prépare tout le travail » Secrétariat général, « Service économique et financier (Salter) 1, service juridique, Service des minorités

Commission d'experts qui se réunissent à Genève 2 ou 3 fois par an, chaque pays intéressé a un délégué dans chaque Commission. C'est là qu'on approuve les travaux des services techniques permanents ; on transmet pour

---

internationales, dominées par le jeu des grandes puissances » selon Pierre Gerbet, « Chapitre 10. Les organisations internationales », in Robert Frank, *Pour l'histoire des relations internationales*, Presses Universitaires de France « Le Noeud Gordien », 2012, p. 255-269, p.262.

<sup>1395</sup> Comme le résume Pierre Gerbet « l'action de la SDN s'avéra très positive dans les domaines non politiques » (*idem* p.258).

<sup>1396</sup> Cf. par exemple, Christian BIREBENT, *Militants de la paix et de la SDN. op. cit.* ou Jean-Michel GUIEU, *Le rameau et le glaive. Les militants français pour la SDN*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008.

<sup>1397</sup> Cf. Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations* Bern, Peter Lang, 2003.

<sup>1398</sup> Cf. notamment Patricia CLAVIN *Securing the world economy the reinvention of the League of Nations, 1920-1946*, Oxford university press, 2013.

décision les rapports au Conseil : commission économique (Serruys) 2, financière (Avenol) j'y suis secrétaire 3, des armements, du transit (Leverve), de l'hygiène, de coopération intellectuelle (Bergson Einstein)

Assemblée des Nations vrai Parlement où siègent 4 envoyés de chaque pays session annuelle

Conseil de l'Assemblée qui est comme un ministère et qui décide (Balfour président du Conseil, Hanotaux, Imperiali) exceptionnellement Bénès y est admis aux séances sur l'Autriche – j'y assiste comme secrétaire de la commission financière 4 »

« je travaille en 1 pour 2 3 et pour 4, séjour des augures où il est particulièrement intéressant et rare d'avoir été admis. Ce sont comme des discussions au sein d'un conseil des ministres (les hommes célèbres ne gagnent pas d'ailleurs à être vus de très près) »<sup>1399</sup>

Il se fait déjà remarquer par son ardeur au travail, en particulier par Arthur Salter ainsi qu'il l'écrit à sa femme le 2 septembre 1922 : « autrement j'ai travaillé aujourd'hui comme un nègre [sic] [...] je creuse la situation autrichienne, passant des heures avec Salter, téléphonant à Paris, dictant dictant dictant ! Salter paraît pris d'une grande affection pour moi. Il m'a reparlé de son désir de me confier un poste important si quelque chose est tenté pour l'Autriche »<sup>1400</sup>. Même s'il s'occupe principalement de l'Autriche<sup>1401</sup>, il commence pendant ce premier séjour à faire porter son regard sur d'autres horizons : « dès ce soir j'ai fait une note sur les contrôles établis en Grèce en Turquie en Egypte »<sup>1402</sup>. On

---

<sup>1399</sup> Pierre Quesnay à Carin le 11 septembre 1922.

<sup>1400</sup> De même le 15 septembre 1922, il écrit à Carin : « depuis toutes ces discussions de nuit avec les Autrichiens j'ai ma place ici dans la maison : je crois qu'on apprécie plutôt trop. Serruys propose l'envoi d'une mission de 8 jours d'enquête d'un Anglais et d'un Français à Vienne : bien inutile ! Mais il m'offre d'être ce français – Salter me renouvelle non seulement sa proposition d'être du contrôle mais encore de rester ici temporairement ; il voudrait me garder ».

<sup>1401</sup> Il écrit ainsi à Carin le 1<sup>er</sup> septembre 1922 : « Ce doit être dimanche ce soir mais je n'en suis pas bien sûr ! Je viens de fournir un effort de deux jours assez intense pour ne plus trop savoir rien en dehors des questions autrichiennes ! Le Conseil (Balfour Hanotaux Bénès etc.) se réunit demain et il fallait d'ici là avoir fait une série de rapports dont j'ai pris au fond la plus grande part. »

<sup>1402</sup> Pierre Quesnay à Carin le 8 septembre 1922.



retrouve les mêmes phénomènes (polyactivité et élargissement du regard) de manière encore plus nette dès son arrivée définitive en février 1925 au cœur de l'institution internationale, puisque il est « membre du Secrétariat de la Société des Nations (secrétaire du Comité Financier, puis secrétaire des organisations techniques, chef de cabinet du Secrétaire Général adjoint) »<sup>1403</sup>. Il utilise ses fonctions comme un poste d'observation unique pour suivre l'actualité internationale : ainsi le 18 janvier 1926 « visite Pantaleoni / Attolico et ses nouvelles de Rome sur l'Allemagne : (désarmement assemblée Pologne) / causerie Walters / que va-t-on décider pour les nouveaux bâtiments ? / En Hongrie le scandale des faux billets français touche beaucoup de monde » ou le 25 février 1926 « Invitation Polonais lundi / Avenol occupé par l'incident de frontière lituano-polonais / le PV Syrie Rome, dur / en Roumanie aux élections municipales, défaite du parti libéral ». Il ne cesse d'échanger notes et informations avec divers interlocuteurs<sup>1404</sup>. Dès les premiers jours, il se trouve plongé au cœur des négociations concernant l'entrée de l'Allemagne dans l'organisation<sup>1405</sup>. Ainsi il note, le 9 février 1925, « Entrée en fonction chez Avenol – Dantzig ; / Les Allemands à la SDN ? » puis le 10 février « Volksman Emprunts Dantzig », et encore le

---

<sup>1403</sup> D'après le *curriculum vitae* de son dossier personnel dans les ABF Dossier personnel de Pierre Quesnay boîte 191 dossier 52614.

<sup>1404</sup> Par exemple le 10 janvier 1926 « Discussion amicale avec Avenol à qui je fournis des études. / Envoyés aux Polonais des papiers sur les finances Europe centrale et Dantzig » ; la mention, le 30 janvier 1926, « parcouru thèse sur relèvement finances hongroises » montre aussi la SDN comme un lieu d'échanges de travaux intellectuels.

<sup>1405</sup> Jean-Michel GUIEU rappelle, dans « Les Allemands et la Société des nations (1914-1926) », *Les cahiers de l'IRICE*, Paris 2011/2 n°8, p.61-90, p.80-81 que, « dans un mémorandum approuvé le 25 septembre par le Cabinet du Reich, le gouvernement allemand [...], avec Gustav Stresemann aux Affaires Etrangères, indiquait donc qu'il [...] était décidé à "poursuivre l'entrée immédiate de l'Allemagne dans la Société des nations", mais celle-ci était assortie de conditions, destinées principalement à contenter la droite nationaliste, toujours hostile à une institution qui restait le symbole de la défaite et l'instrument du maintien du statu quo territorial » ; parmi ces conditions, on trouve notamment l'obtention d'un siège permanent au Conseil dès son entrée à la SDN.

13 février « note Dantzig De Chalendar<sup>1406</sup> » le 21 février 1925 « Porté à Bonnet télégramme question entrée Allemagne » On peut penser que le 11 février 1925 le « déjeuner avec les Polonais au cercle international / [comme l']exposé esthonien Avenol » ne sont pas sans lien avec cette possible intégration, peut-être comme quand il note le 2 mars 1925 qu'il faudrait « avoir les turcs au Conseil » pour compenser une éventuelle entrée allemande. Il doit aussi se préoccuper plus largement de la situation en Europe centrale et orientale : le 2 mars 1925 « une heure avec Attolico<sup>1407</sup> question économique Europe centrale » ou encore le premier avril 1925 quand il note le « départ Bonnet pour Varsovie », le 2 avril 1925 « Avenol avait à déjeuner le Danube : il est fatigué Seydoux accepte comité de contrôle le 14 » ; le 22 octobre 1925 il note encore qu'il a « avec Avenol et Denis, discussion affaires économiques, Autriche / avec Mathenet, Grèce / avec Denis Bonnet Hoden<sup>1408</sup>, Caillaux ». Bientôt il porte son regard au-delà même de l'Europe puisque le 16 octobre 1925 « discutera-t-on Mossoul et Syrie à la commission [ ? ] des mandats ? » et, le même jour « Clauzel<sup>1409</sup> téléphone Syrie ». Le 19 octobre 1925 encore « au bureau, commission des mandats : traite-t-on la

---

<sup>1406</sup> André de Chalendar (1899-1972) chargé de mission auprès de différents ministres des Finances, alors envoyé en Pologne, est par la suite membre du comité financier de la SDN, d'après Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.), *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009*, op. cit.

<sup>1407</sup> Selon Yann DECORZANT dans « La Société des Nations et l'apparition d'un nouveau réseau d'expertise économique et financière (1914-1923) », *Critique internationale*, 2011/3 n° 52, p. 35-50, p.39, « Bernardo Attolico (1880-1942) est professeur d'économie politique à Rome. Il est toutefois habitué à travailler dans une logique de coopération internationale, car il a également été commissaire pour l'émigration à New York entre 1907 et 1912. En 1915, il est nommé directeur de l'approvisionnement pour l'Italie à Londres. Dès 1917, il prend la direction de la délégation civile italienne dans la capitale britannique ».

<sup>1408</sup> Marcel Hoden, agrégé d'histoire, entre à section d'information SDN en 1921, il sera membre du bureau du secrétaire général en 1931, puis chef de cabinet d'Avenol en 1933, renvoyé par celui-ci en 1938 (Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations* op. cit. p.70).

<sup>1409</sup> Il s'agit du comte Clauzel chef du Service français à la Société des Nations, remplissant les fonctions de secrétaire général selon Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations* op. cit. p.35.

Syrie ? Clauzel est là. Avec lui en séance [ill.] /Bau<sup>1410</sup> bien fatigué », avant que l'affaire ne soit conclue le 16 décembre 1925 quand se tient la « dernière séance conseil séance publique : Mossoul rattaché à Irak en absence des Turcs ». Il porte également son attention sur les questions humanitaires, par exemple le 21 septembre 1925 quand il écrit : « en 2<sup>e</sup> commission, discussion Ciarolo<sup>1411</sup> : pas en arrière des Italiens ne demandant même pas envoi au gouvernement mais renvoi à la commission pour améliorations » et c'est sans doute à cette occasion qu'il sympathise avec René Cassin<sup>1412</sup>. On peut remarquer qu'il s'attache surtout à noter le recul des prétentions nationales (ici italiennes) au profit des organes de la Société. Comme quand il « fait note Avenol Office International Forestier »<sup>1413</sup> ou évoque l'« affaire opium Paris »<sup>1414</sup> voire participe au « comité du Personnel »<sup>1415</sup>, il est alors bien loin des problématiques financières qui l'occupaient presque exclusivement dans ses dernières années viennoises.

Ce double élargissement, et de son activité et de la portée géographique de son regard, s'accroît notamment en 1925 et 1926, pendant « l'année de la SDN » puis quand souffle « l'esprit de

---

<sup>1410</sup> Il s'agit de Paul ou Jean-Baptiste Paul Beau ancien gouverneur général d'Indochine, représentant France à commission des mandats

<sup>1411</sup> Giovanni Ciarolo (1873-1954), sénateur italien et président de la Croix-Rouge de son pays, préside une commission de la SDN créée en 1923 ayant pour but d'organiser « une fédération internationale des Etats pour le secours mutuel aux populations frappées de calamités » au nom d'un « droit de secours » donné « non par grâce mais par justice », selon Antoine PROST et Jay WINTER *René Cassin*, Paris Fayard, 2011, p.99.

<sup>1412</sup> Le 26 septembre 1925 « adieux à Cassin ». En effet celui-ci après être entré « dans la politique internationale par la porte du mouvement international des anciens combattants qu'il lance avec l'aide du BIT, à Genève au début des années 1920, [...] de 1924 à 1938, fait partie de la délégation de la France à la SDN [comme] représentant officiel du mouvement combattant français » selon Antoine PROST et Jay WINTER *René Cassin op. cit.* p.79.

<sup>1413</sup> Le 25 novembre 1925.

<sup>1414</sup> Le 26 novembre 1925. Référence à la conférence internationale sur l'opium qui s'ouvre, sous l'égide de la SDN le 19 novembre 1925 à Paris.

<sup>1415</sup> Le 13 novembre 1925.

Locarno »<sup>1416</sup>. Quesnay semble être un témoin privilégié du mouvement d'ouverture de l'organisation genevoise vers les Etats importants qui s'en étaient ou en avaient été jusque-là tenus à l'écart. Ainsi au début du mois d'avril 1925, il évoque successivement le « Dossier observateur [soviétique] à Genève »<sup>1417</sup> et trois jours plus tard, il est question du « budget de la société, note russe »<sup>1418</sup>. Le 15 décembre 1925 « Denis part pour Paris affaire russe ». Encore le 15 mai 1926, lors d'un séjour parisien, il décrit, dans une lettre à Carin la « grande conférence au Quai d'Orsay, dîner avec des ministres de Hygiène dont le commissaire du Peuple à Moscou pour l'hygiène ». De même il multiplie les contacts avec des américains que l'absence de leur pays dans la SDN n'empêche pas de fréquenter, nombreux, les rives du Léman : le 8 avril il a un « dîner avec colonel Haynes américain du Danube », le 13 juillet 1925 il reçoit la « visite [de] Pasvolsky *Institute of Economics* »<sup>1419</sup> à qui il fait une lettre de recommandation auprès de plusieurs responsables autrichiens dont Künwald<sup>1420</sup>, le 29 août 1925 c'est un « déjeuner avec Allen Young de Boston (Harvard) chez Salter ». A côté des grands événements institutionnels comme l'assemblée générale actuelle courant

---

<sup>1416</sup> Formules empruntés à René GIRAULT et Robert FRANK *Turbulente Europe et nouveaux mondes op. cit.* p.247 et 255.

<sup>1417</sup> Le 3 avril 1925.

<sup>1418</sup> Sabine DULLIN rappelle, dans « Litvinov, les diplomates soviétiques et l'Europe au seuil des années 1930 » dans Mikhail MATVEEVICH NARINSKIĬ (dir.) *L'URSS et l'Europe dans les années 20*, Paris, PUS, 2000, pp.151-167, p.160, que « à partir de 1925 et dans le contexte du traité de Locarno qui conduit l'Allemagne à se rapprocher de l'Ouest de l'Europe, la diplomatie soviétique tente d'introduire un représentant de l'URSS à Genève sans pour autant entrer dans la Ligue des nations ».

<sup>1419</sup> Il s'agit de Leo Pasvolsky puisque Craufurd D. GOODWIN écrit « After joining the Institute of Economics in 1922 he became one of the pioneer "think-thank in-and-outers" serving on leave from Brookings for periods in the Department of Commerce (1934-1935) and in the Department of State (1935-1946) » dans « Vision accomplished : Harold Moulton and Leo Pasvolsky of the Brookings Institution as champion of a new world order » dans Malcom RUTHERFORD (dir.) *The Economic Mind in America*, New York 1998, p.89.

<sup>1420</sup> AN 374 AP3 dossier « Correspondance »

septembre<sup>1421</sup>, il assiste aux négociations tortueuses pour entrer dans la SDN : on retrouve les Allemands puisque le 29 septembre 1925 il rencontre le « député allemand Hinbreit [ ? ] » puis mentionne le 17 octobre 1925 une « note sur entrée [de l']Allemagne ». Il voit là satisfait son goût pour l'action en coulisse : ainsi le 4 janvier 1926 « Denis pessimiste C[on]f[é]rence économique se plaignant d'A[venol] et s'écartant un peu : a l'impression qu'on le lâche dans son idée de sous-commissions. Lance Noguera Amérique du Sud dans cette direction » puis le 7 janvier 1926 « Avenol a des visites toute la matinée. Denis a prévenu Noguera de ne pas trop parler de comités de producteurs ». Le 19 janvier 1926, il s'agit encore de placer un tel à tel poste - « entretiens Haas : mettre un japonais au comité mixte désarmement » - et d'autres marchandages – « Les Russes viendront à Conférence économique si hors Genève. / Je montre lettre à Salter Stoppani Comert »<sup>1422</sup> - à l'occasion desquels il a « discuté avec Denis Salter Felkin De Bordes mentalité Amérique du sud pour conférence économique »<sup>1423</sup>. Reviennent aussi les tractations à propos de « l'élargissement du conseil »<sup>1424</sup> et des sièges permanents à y pourvoir, par exemple le 21 janvier 1926 « Pelt : Assemblée Pologne ou Pays-Bas si Espagne permanente », presque en même temps que celles concernant la conférence sur le désarmement et son possible ajournement<sup>1425</sup>. A

---

<sup>1421</sup> Le 26 septembre 1925 « dernier jour de l'Assemblée / derniers discours / adieux à Cassin ».

<sup>1422</sup> L'affaire de Genève se poursuit puisque Quesnay note encore le 28 janvier 1926 : « Suisses se butent pour ne pas faire excuses à la Russie qui ne viendrait pas si Genève ».

<sup>1423</sup> Le 30 janvier 1926. A propos de la « mentalité sud-américaine », Yannick WEHRLI rappelle dans « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *Relations internationales*, 2009/1 n° 137, p. 45-59, p.49 qu' « on trouve dans les archives diplomatiques françaises nombre d'allusions à leur "incommensurable vanité", à leur susceptibilité et "extrême impulsivité" ou à leur "amour-propre suprêmement chatouilleux" »

<sup>1424</sup> Le 23 février 1926.

<sup>1425</sup> Le 28 janvier 1926 « Denis a entretien avec Avenol : Drummond est à Paris Chamberlain semble peu disposé à ajourner Conférence désarmement » puis le 30

l'occasion de ces "marchandages", sur lesquels on reviendra, concernant l'attribution des sièges supplémentaires au conseil, apparaît non l'attitude d'experts qui « vont se comporter essentiellement comme des négociateurs au service de leurs gouvernements », comme les experts délégués fiscaux étudiés par Christophe Farquet<sup>1426</sup>, mais bien un souci d'équilibre entre les différents états<sup>1427</sup>, révélateur d'un certain « "sens réformateur commun" autour duquel semblent se retrouver, par-delà leur diversité, les différents tenants du droit international »<sup>1428</sup> participant d'une « "technique de la paix" seule capable, à leurs yeux, de circonscrire le jeu des puissances dans un ensemble de contraintes et d'obligations »<sup>1429</sup>. Invité à venir mettre ses compétences monétaires au service de la Syrie – le 1<sup>er</sup> février 1926; « en Syrie Jouvenel demande appui : voudrait que j'y aille pour réforme monétaire (Denis) [...] Bonnet me parle de la demande Jouvenel<sup>1430</sup>. Comert la discute avec Avenol » - Quesnay est aussi en contact avec des acteurs qui lui permettent d'élargir son regard, vers des destinations plus "exotiques", au-delà de l'Europe, comme par exemple le 22 septembre 1925 « Pelt part pour la Grèce,

---

janvier 1926 « Les Français demandent ajournement comité désarmement » et le 1<sup>er</sup> février « demande ajournement conférence désarmement arrivée ».

<sup>1426</sup> Christophe FARQUET, « Expertise et négociations fiscales à la Société des Nations (1923-1939) », *Relations internationales*, 2010/2 n° 142, pp. 5-21, p.8.

<sup>1427</sup> C'est dans cet esprit que le 9 février 1926 il passe l'« après-midi avec [Avenol] : discuté toutes les questions politiques, postes aux allemands aux français (question Vigier) »

<sup>1428</sup> Guillaume SACRISTIE et Antoine VAUCHEZ « Les "bons offices" du droit international : la constitution d'une autorité non politique dans le concert diplomatique des années 1920 » dans *Critique internationale*, Paris 2005, n°26, pp.101-117, p.107.

<sup>1429</sup> *Idem* p.108.

<sup>1430</sup> Cette demande est sans doute à replacer dans le contexte de la fin la révolte druze ainsi que dans le cadre de la politique d'Henry de Jouvenel, haut-commissaire de la République française auprès des états du Levant sous mandat (Syrie et Liban), entre fermeté et ouverture (selon Christine MANIGAND *Henry de Jouvenel op. cit.* p.217-219), dans un contexte financier difficile (*idem.* p.208). Sur l'action de la Banque de Syrie et du Grand Liban pendant la période, cf. Toni SAKR « Banque centrale et construction de l'Etat-nation dans les pays en développement. Le cas de la Banque du Liban » dans Olivier FEIERTAG Michel MARGAIRAZ (dir.) *Les banques centrales et l'Etat-Nation*, Paris Mission historique de la Banque de France-Presses de Sciences Po, 2016, p.489-523, p.500-501.

partira peut-être pour le Japon avec Rajchman (conversation Avenol) » ou le 29 janvier 1926 quand il a la « visite de Cayla qui doit partir en Perse, mission remplacement culture du pavot, ingénieur agronome »<sup>1431</sup>, le lendemain c'est le « retour de Chine Rajchman Wilson ». De même, il est amené à se pencher sur des sujets aussi divers que l'« Etude du budget / Hygiène »<sup>1432</sup>, la question de l'opium<sup>1433</sup> puis, il s'intéresse aux différentes conférences organisées par la SDN à propos du désarmement<sup>1434</sup> et continue à observer le suivi de la question<sup>1435</sup>. Comme lors de son premier séjour, où il avait fait preuve de toute son activité<sup>1436</sup>, il se multiplie pour accomplir ses multiples tâches parfois dans la même journée comme par exemple le 10 septembre 1925 : alors que, comme on le verra en détail plus loin il participe aux travaux du Comité financier concernant l'Autriche, il rédige une note pour Loucheur et semble intervenir dans la « Commission Hongrie et [celle de l']Hygiène » tout en ayant aussi « beaucoup de travail pour compte-rendu presse et les PV [...] Jusqu'à 11H revue compte-rendu pour épreuves du Journal » ; de même le 8 janvier 1926 quand il aborde, dans la même journée, les questions concernant « les minorités roumaines / Le retour de l'or en Finlande. / Sous-commission du bâtiment ». Cette polyactivité lui permet aussi de dépasser son affectation technique unique (les questions financières) constitutive de sa condition limitée d'expert

---

<sup>1431</sup> Le 9 mars 1926 « Cayla qui part en Perse ».

<sup>1432</sup> Le 19 mars 1925. De même le 15 août 1925 « dicté note pour Bonnet sur Hygiène (discours Painlevé) ».

<sup>1433</sup> Le 15 juillet 1925 « Candidat opium Lié ». Le 7 octobre 1925 « Ennuis affaire hygiène, après discussion Walter /refait texte circulaire opium ».

<sup>1434</sup> le 4 mai 1925 « la cf [conférence] du désarmement est commencée », le 26 mai 1925 « cf. Prohibitions » qui se tient à Genève du 4 mai au 17 juin 1925

<sup>1435</sup> le 5 janvier 1926 « Comité mixte désarmement, son rôle restreint et sa composition attitude française. Note Bonnet pour Monnet qui part aux USA ».

<sup>1436</sup> Pierre Quesnay à Carin le 11 septembre 1922 « c'est moi qui, sans me vanter, ai fourni jusqu'ici le plus gros effort ».

technique, telle qu'elle était prévue dans les statuts de l'organisation, c'est-à-dire soumis aux seuls intérêts de son gouvernement national<sup>1437</sup>.

*Des réseaux renforcés.*

La position discrète mais centrale que Quesnay occupe au Secrétariat général lui permet d'étendre et de développer ses réseaux. Dans la liste de ses nombreux contacts, dans laquelle on remarque le nom de Louis-Ferdinand Destouches<sup>1438</sup>, il faut noter progressivement l'apparition de personnalités de niveau supérieur. Cette tendance est assez nette en ce qui concerne ses interlocuteurs français. D'une part il est en contact de plus en plus étroit avec d'autres "hommes de l'ombre" plus expérimentés et mieux placés que lui, qui appartiennent souvent aux « élites permanentes » mises en avant par Christine Manigand<sup>1439</sup> : ainsi le 26 mars 1925 il échange avec « Massigli<sup>1440</sup> Hongrie Dantzig ? / Téléphoner Bergery<sup>1441</sup> réunion chez Herriot », le 7 mai 1925 « Rome veut maintenant enquête autrichienne immédiate ! / Je téléphone à

---

<sup>1437</sup> « Les organisations techniques [...] sont destinées [...] à faciliter aux États membres de la Société, par l'établissement d'un contact direct avec leurs représentants techniques dans chaque domaine, l'accomplissement des devoirs internationaux qui leur incombent » Annexe du compte rendu de la seizième séance, Rapport général de M. Gabriel Hanotaux sur les organisations techniques « Relations entre les organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations » in SDN, *Actes de la première assemblée. Séances plénières*, Genève, 1920, p. 339-340.

<sup>1438</sup> Le 6 janvier 1926 « Lettre de Zimmerman. Ecrit à Niemeyer, PV comité de contrôle. Causerie Avenol sur section Hygiène, Destouches, Rajchman et sur Denis, section financière, c[on]f[é]rence économique et sous-comités ».

<sup>1439</sup> Christine MANIGAND, « les élites genevoises » dans Henri BRESC Fabrice D'ALMEIDA Jean-Michel SALLMANN (dir.) *La circulation des élites européennes*, Paris, Seli Arslan, 2002, p.214-226, p.219, désigne ainsi « l'équipe française du Secrétariat général de la SDN, ceux qu'on a souvent appelé les "Normaliens de Genève" ».

<sup>1440</sup> René Massigli se consacre alors à la démocratie multilatérale, « mais à un niveau encore modeste » notamment comme secrétaire général de la Conférence des ambassadeurs, il sera nommé chef du Service français de la Société des Nations au ministère des Affaires étrangères en 1928, selon Raphaëlle ULRICH-PIER dans « René Massigli (1888-1988) un Grand du Quai d'Orsay » dans *Relations internationales*, 2005/2 n°122, pp.3-16, p.4-5.

<sup>1441</sup> Gaston Bergery (1892-1974) est alors chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères d'après Jean JOLLY (dir) *Dictionnaire des parlementaires français op. cit.*



Seydoux<sup>1442</sup> /Salter conseille à Charron attendre juin » ; le 17 juillet 1925 il s'agit d'un « dîner Berthelot<sup>1443</sup> Denis ». D'autre part il commence à fréquenter d'autres dirigeants politiques français importants, parmi lesquels on trouve aussi des « élites passagères »<sup>1444</sup> (Christine Manigand), même s'il mesure bien la fragilité de sa situation<sup>1445</sup> : ainsi le 14 janvier 1926 « déjeuner [...] avec les Thomas (bonne causerie) », le 3 septembre 1925 « préparé notes Painlevé nuances » puis le 4 « chez Painlevé avec Rist puis avec Avenol j'expose clairement la situation », le 11 septembre 1925 il semble préparer un « travail pour Jouhaux » avec qui le 20 avril 1926 il partage un « déjeuner chez Denis avec Jouhaux [...] [avec qui] discussion CE francs [ ?] comité contribution volontaire [ ?] stabilisation très bien / Retourne au BIT nous au bureau ». Au sein de la Société des Nations, il reste connecté à la « galaxie Monnet » : s'il a seulement croisé le premier secrétaire général de l'organisation en Autriche en 1922<sup>1446</sup>, il conserve, comme le montre les très nombreuses occurrences précédentes, des liens privilégiés avec un de ses très proches, Pierre Denis<sup>1447</sup>, ce qui lui permet d'avoir la primeur des informations

---

<sup>1442</sup> Il est alors, et jusqu'à son départ en 1926, directeur adjoint des Affaires politiques et commerciales du ministère des Affaires étrangères, selon Stanislas JEANNESSON dans « Jacques Seydoux et la diplomatie économique dans la France de l'après-guerre », *Relations internationales*, 2005/1, n°121, pp.9-24, p.13.

<sup>1443</sup> Il vient d'être réintégré, depuis le début de l'année 1925, comme secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

<sup>1444</sup> Christine MANIGAND, « les élites genevoises » art. cité p.216, désigne ainsi celles qui « sont rassemblées tous les ans au mois de septembre, à Genève pour la grand-messe de l'Assemblée générale de la SDN » et qui « émanent du monde politique, intellectuel ou économique ».

<sup>1445</sup> Il note ainsi le 17 octobre 1925 « avec Avenol ce midi / pas invité Chambéry au déjeuner BIT, Thomas Salter C[on]f[é]rence économique ».

<sup>1446</sup> Pierre Quesnay à Carin le 14 septembre 1922 : « Hier bat tous les records ! Je suis rentré cette nuit à 3 heures quittant Salter, Avenol et Monnet. Je repars ». De même le 7 novembre 1922 : « Monnet est arrivé : Salter, Avenol lui et moi avons tout le temps des entretiens où l'on envisage tout : le chancelier nous arrive tout à l'heure ».

<sup>1447</sup> On retrouve des traces de la vie quasi-communautaire menée auparavant à Vienne : le 13 février 1926 avec la « leçon de danse Denis Stoppani ».

concernant les projets du mentor de celui-ci<sup>1448</sup>. De même, il œuvre, au début 1926, pour réconcilier Ludwik Rajchman avec d'autres membres de l'organisation, avec lesquels le principal responsable de l'action sanitaire de la SDN semble être en conflit<sup>1449</sup> : le 10 février 1926 « grande discussion avec Rajchman jusqu'à 7H½ : Avenol a bloqué ses demandes au comité du personnel et le prie exposer organisation sa section » puis le lendemain « Rajchman prépare sa note / Causerie Avenol Bonnet [...] après-midi avec Rajchman : je discute sa note, la porte à Avenol qui la critique / Bonne causerie ». Mais leur relation ne se limite pas à cette dimensions pacificatrice puisque il note le 1<sup>er</sup> mars 1926 « causerie Rajchman son pessimisme au retour de Pologne / situation financière situation politique : Krymski [?] et Salter » et encore le 7 avril 1926 « dîner Rajchman » avec notamment « Flexchner de fondation Rockefeller, Lilliacus, Denis ». Ces amitiés ne l'empêchent pas également, on l'a vu, d'avoir de bonnes relations avec Avenol<sup>1450</sup>, même si il n'y a pas de liens privés entre les deux hommes comme il peut y en avoir avec Rist ou Denis par exemple. Observant les tensions et conflits personnels qui agitent le microcosme genevois - le 25 avril 1926 « Avenol préoccupé par besoin Salter se mettre en avant : me téléphone aura discussion avec lui aujourd'hui / Denis Avenol – L'affaire avec Salter est-elle élucidée ? Explication complète "en jeu notre amitié" » - il paraît souvent y jouer un rôle pacificateur, transposant, en quelque sorte, à l'intérieur même de l'institution SDN, cette capacité médiatrice qui est

---

<sup>1448</sup> Le 7 mars 1926 « dîner chez Denis avec Niemeyer (parle entrée Monet [sic] banque américaine Blair) » puis, le 7 avril 1926, « avec Denis ses impressions de Paris Conférence économique – les projets de Monet / Bonne entente Avenol ».

<sup>1449</sup> Le 2 février 1926 « Dîner chez lui (Commert Denis) – souvenirs d'Extrême-Orient, vive discussion entre Comert et Rajchman [...] Comert : sa déception Syrie, son ennui, rupture équipe – caractère [ ? ] Avenol craintes [ill.] » et le 3 février 1926 « de 4 à 6 seul avec Avenol en confiance : Rajchman, Comert Chine, Syrie, conférence économique – agir autrement sur Denis, moins de hiérarchie, plus de formes ; voyager, reconnaître les points de vue. Très bonne causerie ».

<sup>1450</sup> le 29 janvier 1926 « Avenol toujours bienveillant, Bonnet sympathique ».

l'un de ses instruments favoris<sup>1451</sup>. Il bénéficie alors d'« une économie réputationnelle spécifique où se trouvent valorisées à la fois la compétence technique et l'extériorité aux jeux politiques et diplomatiques [qui] impose dans le même temps d'élargir le recrutement des médiateurs bien au-delà du cercle étroit des “grandes personnalités” internationales »<sup>1452</sup> Cependant la présence, dans son entourage, de quelques grandes figures de la Société (on peut aussi ici penser Albert Thomas<sup>1453</sup>), dont il souligne parfois les faiblesses<sup>1454</sup>, ramène à l'idée, déjà soulignée par des responsables même de l'institution genevoise comme Arthur Salter<sup>1455</sup>, d'une organisation à la plasticité remarquable, « pilotée par ses membres (*member driven organization*) »<sup>1456</sup> mais en grande partie façonnée par ses propres agents finalement assez autonomes par rapport aux contraintes de leur politique nationale

---

<sup>1451</sup> En effet selon Guillaume SACRISTIE et Antoine VAUCHEZ « Les “bons offices” du droit international : la constitution d'une autorité non politique dans le concert diplomatique des années 1920 » article cité, p.111-112, « les années 1920 sont marquées par la diffusion de la pratique de la médiation et par son institutionnalisation sous l'effet conjugué des multiples traités internationaux contractés au cours de la période et du fonctionnement même des organisations internationales. [...] Cette banalisation des dispositifs de conciliation va de pair avec la marginalisation des formes traditionnelles d'arbitrage (les “bons offices”) [...] et avec le développement des formes quasi juridictionnelles de résolution des conflits »

<sup>1452</sup> *Idem*, p.112.

<sup>1453</sup> Le 28 septembre 1925 « monté au BIT avec Nansen Salter Becker / chez Thomas (Arménie [?]) ».

<sup>1454</sup> Il écrit à Carin le 8 septembre 1922 « Bénès m'a profondément déçu. [...] Je n'ai rien appris, hélas, au Conseil de ce soir, mais il valait la peine d'y assister : lord Balfour m'est très sympathique, c'est le type du vieil Anglais chic ».

<sup>1455</sup> Arthur SALTER, *Memoirs of a Public Servant*, Londres, Faber and Faber, 1961 p. 198-199 selon qui le principal atout des fonctionnaires internationaux du Secrétariat était leur relative liberté d'action vis-à-vis des hommes politiques nationaux qui ne se retrouvaient à siéger au Conseil que 2 ou 3 fois par an, laissant dans l'intervalle beaucoup de marge de manœuvre aux membres du secrétariat (p. 199). En outre, les hommes politiques du Conseil ne formaient qu'une entité collective et non individuelle, donc son contrôle était plus relâché que le contrôle ministériel qui pesait sur les fonctionnaires nationaux. C'était une différence considérable avec le fonctionnement de la Commission des Réparations sans cesse placée sous le regard direct des hommes politiques délégués, présent en permanence au siège de la commission.

<sup>1456</sup> Formule reprise à Marc ABÉLÈS à propos de l'Organisation Mondiale du Commerce dans « Le global-politique et ses scènes » dans *Des anthropologues à l'OMC., op. cit.* p.116.

respective, ainsi que le soulignent Patricia Clavin et Jens-Wilhelm Wessels<sup>1457</sup>. Quesnay est sans doute un des plus en vus parmi « les agents permanents internationaux [qui] sont, en 1925, plus d'un millier à s'affairer dans les différentes sections du Secrétariat permanent ou au sein du Bureau international du travail, faisant ainsi émerger une sociabilité fondée à la fois sur le déracinement et sur la participation à la politique multilatérale »<sup>1458</sup> et participant de réseaux proprement transnationaux notamment en raison de leur caractère complexe entre intérêts nationaux et aspirations supranationales, entre diplomatie officielle et négociations officieuses<sup>1459</sup>. Ils profitent du fait que « les assemblées de septembre [certes] transformées en événements internationaux de grande répercussion »<sup>1460</sup> ne dureraient finalement que deux ou trois semaines, pour intervenir dans de nombreux domaines, pour faire de la Société bien plus qu'un simple « instrument de coopération »<sup>1461</sup> entre nations, convaincus de « la nécessité d'une

---

<sup>1457</sup> Patricia CLAVIN Jens Wilhelm WESSELS dans « Transnationalism and the League of Nations: Understanding the Work of Its Economic and Financial Organisation » article cité : « It is significant that in public the Economic and Financial committees presented themselves as 'independent advisory' bodies of the League. In reality there was nothing independent about them. [...] the structure of the Economic and Financial committees themselves neutralized any claim to genuine political or intellectual independence, given that both operated as inter-governmental groups whose members' policy positions entirely reflected those of the nation-states which had nominated them. [...] Informally, however, things were very different. Very quickly after its creation, the Economic and Financial Section came to attain a significant degree of autonomy that enabled it to shape international economic and financial relations in some hidden and surprising ways. » p.474-475.

<sup>1458</sup> Guillaume SACRISTE et Antoine VAUCHEZ « Les "bons offices" du droit international... » article cité, p.104.

<sup>1459</sup> Patricia CLAVIN dans « Defining Transnationalism » dans *Contemporary European History*, 14, Cambridge, 2005, pp 421-439 caractérise le transnationalisme par notamment *fluidity of categories - national and ethnic identity, professional attribution, political affiliation and cultural attachments* dans Clavin *Defining transnationalism*, p. 422.

<sup>1460</sup> Jean-Michel GUIEU « Genève 1926 : capitale de la paix ? L'admission de l'Allemagne à la SDN » *Bulletin de l'institut Pierre Renouvin*, n°12, 2001 p.7.

<sup>1461</sup> Formule d'Alfred Zimmern cité par Mark MAZOWER *Le continent des ténèbres*, Paris 2005, p.72.

solution d'ensemble conduisant à la pacification du continent »<sup>1462</sup>. Bien que l'on ne dispose d'aucun élément permettant d'affirmer une claire conscience chez Quesnay de ce "projet global", il faut noter qu'il intervient, même modestement, dans les différents domaines qui le composent, qu'il s'agisse de « la sécurité collective » (avec la question des mandats<sup>1463</sup>), mais aussi les « action sociale » (autour notamment de la question des réfugiés en particulier arméniens<sup>1464</sup>) et évidemment « l'action financière » (avec évidemment la question autrichienne mais pas uniquement<sup>1465</sup>) qui offre sans doute le plus d'éléments pour mesurer l'ampleur de ce dessein.

### **De l'Autriche à l'Europe.**

#### *Toujours l'esprit à Vienne.*

Ardemment et précocement souhaitée, l'arrivée à Genève n'empêche pas Quesnay de garder l'esprit largement à Vienne pendant une assez longue période. Il fait d'abord le bilan de son action autrichienne en rédigeant, sous le pseudonyme de Nisaque, pour la *Revue d'Economie Politique*, l'article déjà évoqué : il note le 28 avril 1925 qu'il a « fini premier chapitre article autrichien : l'éveil du sentiment national », la suite semble un peu plus laborieuse (le 11 mai 1925 « il faut finir par faire l'article des annales de sciences politiques sur l'Autriche » le 14 mai 1925 « dicté chapitre III article autrichien sur balance des comptes, trop vite, pas bon ») et semble s'achever courant mai<sup>1466</sup>. Il reste toujours

---

<sup>1462</sup> Sylvain SCHIRMANN dans *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du IIIe Reich*, op. cit. p.118.

<sup>1463</sup> Par exemple le 22 janvier 1926 « commission des mandats à Rome pour la Syrie : date ».

<sup>1464</sup> Toujours le 22 janvier 1926 il mentionne « la commission pour les réfugiés arméniens ». Encore le 4 mai 1926 « J'avance péniblement mon article Dossier Hygiène Arménie question Singapour [peut-être peste ???] ».

<sup>1465</sup> Ainsi le 13 janvier 1926 il achève une « note sur le retour de la Finlande à l'étalon-or ».

<sup>1466</sup> Le 10 octobre 1925 « mon article *Revue Politique* est paru » puis le 19 octobre 1925 « reçu 300 F de *Revue politique* pour article ».

attentif à la situation, par exemple au moment des présidentielles allemandes d'avril 1925 qui voient la victoire d'Hindenburg, ce qui lui inspire le commentaire « danger mais rattachement Autriche moins menaçant »<sup>1467</sup>. Dans les journées de mars avril 1925, il assiste aux négociations préparant la mission Rist Layton : le 24 avril 1925 « Bonnet téléphone, Seydoux prend en main cette affaire autrichienne / Salter nerveux, Stoppani télégraphie de Rome »<sup>1468</sup>, puis se sera le 7 mai la position italienne : « Rome veut maintenant enquête autrichienne immédiatement ! Je téléphone à Seydoux ». Il semble alors regretter de n'être pas plus consulté : « Avenol part ce soir Roumanie très occupé enquête autrichienne. Tout le monde s'agite autour de cela et moi qui le mieux connais la question reste un peu à l'écart. J'obtiens pourtant blanc-seing d'Avenol pour aller à Paris au Comité de Contrôle – ce qu'il m'avait d'abord déconseillé (plutôt Denis) »<sup>1469</sup>. Il vit cette période sous « le régime de la douche écossaise »<sup>1470</sup> car on le sent presque déçu de ne pouvoir retourner en Autriche où il ne cesse d'entretenir ses contacts. Ainsi, on voit régulièrement défiler chez lui, des « Viennois » de passage à Genève : le 4 juin 1925 « tous les Viennois déjeunent chez nous : arrivée Zimmerman », le 10 juin 1925 on retrouve un peu le « maïeuticien » du Commissaire général : « retour avec Z[immerman] :

---

<sup>1467</sup> Le 27 avril 1925. Nathan MARCUS note dans *Credibility, Confidence and Capital op. cit.* p.224 « The visit of two Pan-German politicians to Berlin in January 1925 and the participation of two Socialist parliamentarians at the Reichsbanner's anniversary meeting in Magdeburg raised worries about the strengthening movement for Anschluss in Austria ».

<sup>1468</sup> Selon Nicole PIETRI, « le projet de faire effectuer une enquête économique était apparu à partir du mois de mars 1925 dans les lettres adressées par Jacques Seydoux et Otto Niemeyer à Joseph Avenol et à Arthur Salter. Seydoux aurait envisagé la nomination d'un comité d'experts au cours de discussions privées avec le commissaire général, Arthur Salter et Leith-Ross » *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.145-146.

<sup>1469</sup> Le 23 avril 1925.

<sup>1470</sup> C'est ce qu'il écrit à Carin, le 4 avril 1925 : « puisque nous vivons sous le régime de la douche écossaise, tu ne seras pas surprise d'apprendre que mes chances de partir la semaine prochaine pour la France sont à nouveau plus grande aujourd'hui. Paul-Boncour a renoncé à son voyage en Pologne à cause de la crise politique française. Bonnet qui devait l'accompagne pourrait donc venir me suppléer ici, mais n'y comptons pas trop ! Avenol pour ses démarches à Paris aura besoin d'être assisté ! »

confidences pénibles [?] de son abatement : 6 semaines ». Il y a aussi une certaine continuité dans les méthodes qu'utilise Quesnay à propos de l'Autriche depuis Genève : toujours particulièrement soucieux de l'opinion publique – le 13 février 1925 « bureau – émotion affaire autrichienne : attaque socialistes sur ton Comité financiers [ill.] - discutons jusqu'à 9H chez Salter – je télégraphie Grunbeyer » puis le 16 février 1925 « Visite à Pelt : Ahrer a répondu : dans premier document, comité financier nous avait encore plus mal parlé »<sup>1471</sup> ou encore le 13 août 1925, où on retrouve aussi la volonté de la discrétion nécessaire « journaux autrichiens connaissent voyage Seipel » *idem* le 18 août 1925 « discussion sur publication du rapport » ou le 14 septembre 1925 « Je dicte un rapide compte-rendu pour les journaux » -, il est à l'affût de toutes les informations viennoises (le 3 octobre 1925 « Parcours dossier sur état ratification Vienne des lois demandées »<sup>1472</sup>, le 22 octobre 1925 il « discute avec Denis affaire autrichienne attitude socialistes ratification »<sup>1473</sup>) n'hésitant pas ensuite à les diffuser à ses contacts (le 8 novembre 1925 « j'envoie à Grünberger<sup>1474</sup> mémoire sur accord économique [ ? ] »). Au-delà des aspects strictement techniques, (comme le 1<sup>er</sup> janvier 1926 « 10H bureau avec Denis note contrôle Autriche [ ? ] et

---

<sup>1471</sup> Michel FIOR rappelle, dans *Institution globale, transition et pouvoir op. cit.* p.257, que Quesnay malgré un Zimmerman « véhément » souhaite, en décembre 1924, soutenir la politique de la municipalité socialiste de Vienne.

<sup>1472</sup> Il s'agit vraisemblablement de la ratification des deux points « concernant le maintien du conseiller auprès de la Banque nationale et le rétablissement éventuel du contrôle » voté par la majorité des députés le 14 octobre 1925, selon Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.188, après le rejet d'une contre-proposition socialiste.

<sup>1473</sup> Nathan MARCUS, dans *Credibility, Confidence and Capital, op. cit.* p.239, note « The prolongation of the Conseiller's position and a law allowing the reinstating of control had both required negotiations with the Socialists, who were naturally opposed to both. Aware of the importance of foreign confidence, they had presented a counter proposal in which the Austrian government promised not to engage in inflation, to offer new securities if the pledged revenues became insufficient and to accept a new Conseiller if the exchange rate dropped below the gold point for more than a week. Ramek had ignored the Socialist proposal and a resolution on the reinstating of control subsequently voted by the Nationalrat was dismissed by the Socialists because it was not presented as a constitutional law and only passed by a simple majority ».

<sup>1474</sup> Alfred Grünberger (1875-1935) est alors ambassadeur d'Autriche à Paris.

reste emprunt : rembourse à la Banque ? / Autoriser bons du Trésor »), on le retrouve dans son rôle d'entremetteur-facilitateur-négociateur dans la coulisse : ainsi le 4 août 1925 il est une sorte de messenger facilitateur quand il mentionne une « visite Veverka et visite Pflügl demandant intermédiaire Painlevé pour Seipel [...] visite à Seipel : son attitude par rapport au contrôle : abolitionniste malgré nouvelles de Vienne (conversation Layton) » d'ailleurs le 5 août 1925 il « téléphone Avenol qui marche pour arranger rendez-vous ». Il est toujours soucieux de la « très bonne *stimmung* »<sup>1475</sup>, lui dont le rôle est sans doute croissant, en particulier lors des négociations de décembre 1925<sup>1476</sup> : dès le 4 décembre il « emmène Niemeyer déjeuner : emploi du reste de l'emprunt : création d'un marché de bons du Trésor. / Retourner à Vienne non ! / Après-midi Autriche C[omité] F[inancier] / Rost sera l'agent du C[omité] F[inancier] / pas de place pour senior », le 7 décembre il note « Somme Z[immerman] de quitter Vienne / Comité Hongrie : opposition Petite Entente » et surtout le 8 décembre « les Autrichiens pressés de céder une fois de plus / Journée émouvante / Conseil des ministres dans mon bureau / Téléphone à Schüller ils ne répondront que demain » et le 9 « ils cèdent : on leur dore la pilule ». Il paraît relativement plus circonspect à propos des phases publiques de négociations. C'est assez clair lors des négociations de septembre 1925 : il note ainsi le 11 « grand discours Boncour / entre De Max et Sertillanges [ ? ] / éloquence dominicaine », le lendemain il se contente de noter le nom des orateurs « assemblée : discours Bénès et Spaloja » et le dimanche 13 se dispense de l'assemblée : « pas au sermon SDN ».

---

<sup>1475</sup> Le 10 février 1925. De même le 5 juin 1925 « Comité financier Autriche / Bon esprit ».

<sup>1476</sup> Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche, op. cit.* p.190 note « le problème des débouchés commerciaux demeurerait donc toujours au premier plan des préoccupations. A cet égard, les résolutions proposées par le Comité économique et adoptées le 9 décembre 1925 par le Conseil de la SDN étaient conçues en termes vagues et ne pouvaient offrir à l'Autriche, au cours de ces négociations, une base suffisante pour obtenir des avantages ».



Il participe assez activement à la préparation de la mission Rist-Layton à l'été 1925 : il n'est pas impossible que Quesnay ait dicté une des deux listes de « personnalités autrichiennes à voir » visibles dans les archives de Rist<sup>1477</sup> ; il a aussi passé une semaine à ses côtés à Paris pour préparer ce voyage<sup>1478</sup>. Il évoque aussi le 11 juin 1925 une « discussion Pelt De Bordes sur le genre [ ? ] de l'enquête autrichienne. Je combats l'idée d'une commission à secrétariat et à partir comme secrétaire Rist si De Bordes part comme aide de Layton ». Une fois le type de mission fixé, il « rétablit la liaison » avec ses « camarades » restés à Vienne pour les éclairer sur la nature de cette mission, avant même qu'elle ne parte : « les enquêteurs ont été choisis à titre personnel en raison de leur valeur scientifique [...] mais ce n'est pas une mission d'enquête ayant mandat de trancher les problèmes à l'étude. Ils se contenteront de s'informer pour se faire un opinion personnelle et pouvoir ensuite donner des avis au Conseil, qui décidera. Rien ne doit donc être négligé pour enlever au public autrichien l'impression qu'il s'agit, comme toutes les autres fois, d'une délégation ayant des pleins-pouvoirs, donnant des ordres aux Viennois ou aux Gouvernements voisins. Tel n'est pas le cas. Krabbe et vous agirez utilement en préparant l'opinion sur ce point » écrit-il à Rost Van Tonningen, le 23 juin 1925<sup>1479</sup>, insistant à nouveau sur la question de l'opinion publique. Krabbe lui précise, le 30 juin 1925, comment il a suivi ses instructions et qu'il n'a pas « manqué de faire ressortir partout où j'ai pu la pleine impartialité des experts. (Voir par exemple l'article de la *Neue Freie Presse* du 28 juin) »<sup>1480</sup>. Une fois Rist et Layton sur place,

---

<sup>1477</sup> BF fonds Rist boîte 22, 22.6 « Autriche 1924 ».

<sup>1478</sup> « J'étais allé passer à Paris une semaine, avant le départ des experts, pour pouvoir m'entretenir avec eux de la situation ; j'habitais à Versailles chez Rist, et j'ai eu le plaisir de constater que Layton et moi voyaient très clairement le but et les dangers de leur mission » écrit-il à Rost Van Tonningen le 8 juillet 1925 (AN 374 AP 3 « Autriche Correspondance »).

<sup>1479</sup> *Idem.*

<sup>1480</sup> *Idem.*

outre un certain soutien “logistique”<sup>1481</sup>, Quesnay poursuit cette action mais cette fois à l’intention du public anglo-saxon<sup>1482</sup> et, en même temps demande à ses interlocuteurs viennois de « recueillir à ce sujet [les premiers entretiens des deux « experts »] quelques informations dans les milieux bien renseignés »<sup>1483</sup>, en prenant soin de rester toujours dans l’ombre : quand il évoque dans la lettre à Rist du 16 juillet 1925, son éventuelle venue à Vienne, il écrit : « Avenol préférerait, si j’allais en Autriche, ne pas me voir séjourner à Vienne, mais plutôt dans l’endroit tranquille et ignoré où vous vous recueillerez pour méditer et écrire » une fois l’enquête achevée ; d’après son carnet, il s’agit de la station tyrolienne de Nauders, où il rejoint Rist du 26 au 30 juillet 1925. Ce soutien de l’opinion publique, notamment autrichienne est essentiel pour la réussite de la mission car, comme Quesnay l’explique à Krabbe le 9 juillet 1925, « les experts, très justement, ont l’intention de ne formuler que des conclusions dont la réalisation apparaît politiquement possible »<sup>1484</sup>. En effet, il souhaite voir l’action de Rist et Layton être conforme à ses idées de fin du contrôle international, remplacé par un contrôle national autrichien : le Commissaire général aux « pouvoirs très étendus », est comparé aux « proconsuls romains nommés pour la durée d’une guerre » mais « lorsque les plus grosses difficultés sont passées,

---

<sup>1481</sup> Ainsi dans sa lettre à Rist du 16 juillet 1925 (AN 374 AP 3 « Autriche Correspondance »), Quesnay écrit : « je n’ai pas encore de réponse au télégramme que je vous avais envoyé pour l’engagement du précis-writer : peut-être aurez-vous télégraphié directement à l’agréé d’allemand que nous avons vu ensemble [...] malgré toute la meilleure volonté du monde, il était impossible de vous trouver un précis-writer de la maison pour vous l’envoyer à Vienne ».

<sup>1482</sup> Il écrit ainsi à Krabbe le 9 juillet 1925 : « Nous avons appris que Bartlett n’avait pas pu voir Niemeyer, trop occupé, et qu’il ne lui avait pas été possible, dans ces conditions, de faire passer dans le Times au moment opportun une rectification des articles autrichiens inspirés par M. Ahrer [Jakob Ahrer (1888-1962) est ministre des finances] » (AN 374 AP 3 « Autriche Correspondance »).

<sup>1483</sup> *Idem.*

<sup>1484</sup> Il précise d’ailleurs un peu plus loin dans le document l’attitude de Rist qui souhaite « voir personnellement Bauer, et qu’il essaierait de ne recommander de modifications aux lois sociales ou aux impôts de la ville de Vienne, que si Bauer, à titre personnel, sinon comme chef de parti [socialiste en l’occurrence], convenait de la nécessité de faire quelque chose sur ces points ».

l'existence de ce que certains nomment à tort une dictature n'a plus évidemment les mêmes raisons d'être », et les entretiens auxquels il a assisté lors de la préparation de la mission lui « semblent indiquer qu'on est de plus en plus d'accord sur la nécessité de laisser librement se développer le sentiment national autrichien ». Il évoque alors la mise en place d'un

« Système de collaboration très différent en associant par exemple aux fonctionnaires autrichiens quelques fonctionnaires étrangers bien au courant de la situation, mais à peu près invisibles pour l'opinion publique. Si des gens comme Rost, De Bordes senior, Bousquet, un Anglais à la Banque Nationale, restaient en Autriche avec des fonctions diverses, nul ne le remarquerait évidemment en dehors des administrations avec lesquelles ils seraient en contact, administrations qui souhaitent un appui, et des cercles étrangers qu'ils continueraient à informer sur l'état réel de la situation. On travaillerait ainsi à renforcer la confiance intérieure de ceux qui savent tout ce qui reste à faire, et la confiance extérieure de ceux qui veulent être tenus au courant pour accorder leur crédit à l'Autriche »

Il expose dans une note confidentielle du 7 août 1925<sup>1485</sup> cette position favorable à la fin du contrôle international : il explicite la position du gouvernement autrichien qui « désire vivement » la levée du contrôle « mais il préférerait l'obtenir sans le demander » (p.1) principalement « pour des motifs de politique intérieure et extérieure » (p.2), voulant notamment ne pas donner l'impression de subir un nouveau « dictat » international (p.6) ; parmi les premiers, on trouve la question nationale avec l'idée « qu'il faut laisser l'Autriche faire l'expérience d'un *self government*, il faut qu'elle soit incarnée, non par un étranger, mais par des nationaux, il faut mettre en vedette des Autrichiens, en relief des idées autrichiennes : l'orgueil national fera le reste, la population voudra rester autrichienne [plutôt que devenir allemande] si elle n'a plus l'impression qu'on la condamne à l'être. Ce sentiment national n'apparaîtra jamais sous un contrôle qui humilie le pays et qui, dominant

---

<sup>1485</sup> AN 374 AP3 dossier « Autriche 1 ».

l'Etat, diminue son autorité et son prestige » (p.2) et qui « symbole du provisoire [...] écarte ceux qui attendent une stabilisation définitivement reconnue, un régime permanent pour s'intéresser à longue échéance aux affaires autrichiennes » (p.3). Il souligne que « le gouvernement a imaginé un système de contrôle national [...] reposant [notamment] sur la publicité », la mise en place d'« une Cour suprême de contrôle remplaçant le Commissaire général » (p.5). Quesnay évoque même enfin les réticences de Zimmerman, largement liées à des questions de réputation personnelle<sup>1486</sup>, car « pas favorable en principe, car il redoute que son départ entraîne le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne [Zimmerman] est pourtant prêt à se retirer, à condition que les formes de la suppression du contrôle international fassent clairement ressortir que la personne du Commissaire général n'est aucunement en jeu » souhaitant que « l'importance de la tâche qu'il a accomplie fût reconnue » (p.7-8). On retrouve, par ailleurs dans la lettre à Krabbe comme dans celle à Rist du 16 juillet 1925, un autre axe central de la pensée de Quesnay, la dimension européenne, en particulier autour de la question des accords commerciaux centre-européens. Au premier, il souligne les limites du plan Bénès<sup>1487</sup> pour vanter les vertus d'un rapprochement italo-autrichien, qui, au premier abord déséquilibré, révélerait en fait la puissance de la place viennoise, utilisable à l'échelle centre-européenne :

« Il s'agit là de 40 millions d'Italiens associés à 6 millions d'Autrichiens, c'est-à-dire d'une unité économique beaucoup plus complète en elle-même

---

<sup>1486</sup> On peut remarquer que, dans une lettre à Quesnay, du 23 avril 1925 (AN 374 AP 3), Adrian Pelt évoque avec une certaine gourmandise l'attitude de Zimmerman que « de certains côtés l'on accuse de coller à sa place » et qui donc fait savoir « qu'il regretterait beaucoup si l'on prolongerait le contrôle à cause de lui », tout en sachant par ailleurs qu'avait été « définitivement écarté la possibilité pour [lui] d'être nommé aux Indes [néerlandaises] ».

<sup>1487</sup> « Il est certain que l'idéal tchécoslovaque n'a jamais été de voir les négociations économiques autrichiennes s'engager dans le sens d'accords égaux entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche d'une part, l'Italie et l'Autriche d'autre part. La Tchécoslovaquie et l'Autriche ont une organisation productive trop semblable pour pouvoir se donner l'un à l'autre des débouchés intéressants. Le plan Bénès doit donc être toujours d'associer à l'accord entre ces deux pays des régions agricoles pouvant constituer d'excellents débouchés telles que la Yougoslavie, la Roumanie et la Hongrie » (p.4).

que l'organisme tchèque-autrichien avant l'inclusion des autres Etats d'Europe centrale<sup>1488</sup>. Les paysans italiens deviendront des consommateurs pour l'industrie autrichienne si des accords préférentiels peuvent être passés ; mais surtout l'activité bancaire de Vienne doit trouver en Italie des possibilités d'action que la Tchécoslovaquie ne peut évidemment lui laisser chez elles. Les Italiens chercheront sans doute à se servir de Vienne comme d'un point d'appui pour leur développement d'affaires en Europe centrale, mais, à la vérité, se sont probablement les banquiers autrichiens qui très rapidement financeront des entreprises jusqu'en Calabre et en Sicile. [...] la collaboration austro-italienne pourrait avoir surtout l'avantage de redonner à Vienne un champ d'activité pour ses banques, qui constituent l'un des éléments de la richesse du pays sans le développement duquel la vie économique de l'Autriche aurait bien du mal à se reconstituer. Or cette vie économique prospère est indispensable pour la stabilité politique de la nouvelle Autriche » (p.5-6).

Dans la lettre à son mentor, Quesnay reprend, avec davantage de lyrisme les mêmes arguments<sup>1489</sup>, qu'il illustre en crayonnant en marge un croquis faisant apparaître que « dans l'avenir, on pourrait avoir l'Autriche participant à trois systèmes préférentiels 1) Europe Centrale 2) Italie Autriche 3) Allemagne Autriche, c'est-à-dire qu'on lui rendrait son rôle de grande place d'échanges » ; en effet « toute proposition libérale en faveur de la reprise de relations économiques en Europe centrale nous intéresse dès lors pour son principe autant que pour les avantages qu'elle doit apporter à l'Autriche, heureux terrain d'expériences financières en 1922, et maintenant, souhaitons-le, heureux terrain en matière d'expériences économiques » ; l'Autriche semble même n'être qu'un prétexte quand il note un peu plus tard qu'« il faut profiter de

---

<sup>1488</sup> En marge au crayon, est noté : « réserver la possibilité de cette extension tel doit être le jeu tchèque-autrichien. Il y aura peut-être là des difficultés du côté de l'Italie ».

<sup>1489</sup> « Mon imagination voit déjà un accord austro-tchèque se transformant en une collaboration industrielle pour la vente en Roumanie, Yougoslavie, etc. pendant que le rapprochement austro-italien entraînerait surtout un développement de l'activité financière de Vienne, soit que les Italiens se servissent des banques autrichiennes pour leurs affaires du Proche-Orient, soit que ces banques puissent trouver en Italie même l'occasion de profitables "invisible exports" : la Calabre et la Sicile remplaceraient, pour nos banquiers viennois, la Bohême et la Moravie où ils ne peuvent espérer pouvoir travailler aussi complètement qu'avant la guerre » (p.3-4).

l'inscription du problème économique autrichien à l'ordre du jour pour pouvoir discuter sous une forme ou sous une autre toute la question des relations économiques internationales » (p.4) ; on peut remarquer que cette ambition correspond aux positions du gouvernement autrichien au cours de l'été 1925<sup>1490</sup>. Dans ce cadre, se pose la question de l'attitude britannique car « toutes ces combinaisons supposent toutefois que les Etats tiers ne fassent pas obstacle à la possibilité de rapprochements économiques entre les pays qui négocient, et que la question des accords préférentiels ne soit pas écartée a priori par la Grande-Bretagne notamment »<sup>1491</sup> plutôt qu'un « accord général [avec lequel] on risque de n'obtenir rien du tout » (p.4). Quesnay reprend là ce qui constituera, notamment à partir des analyses de Charles Gide<sup>1492</sup> (qu'il range parmi ses « patrons » en 1919) et sous l'influence de Louis Loucheur la position officielle française au moins depuis la fin de la guerre<sup>1493</sup>, selon Éric

---

<sup>1490</sup> Selon Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.161, « le "plan autrichien", tel que le présenta Mgr Seipel à Layton avait encore plus d'envergure. Il consistait à réunir une conférence économique et commerciale où la question des tarifs ne serait pas traitée en tant que problème spécifiquement autrichien, mais comme susceptible d'intéresser tous les Etats d'Europe centrale. Le gouvernement autrichien escomptait que les deux experts dénonceraient les effets nuisibles du protectionnisme dans tous les pays danubiens ».

<sup>1491</sup> Cette réticence britannique est sans doute à replacer dans le cadre du « différend avec la Banque d'Angleterre » (Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche op. cit.* p.140).

<sup>1492</sup> « Les perspectives que pouvait offrir cette démarche furent analysées par l'économiste Charles Gide dans son cours d'économie politique publié en 1919. Gide situait l'évolution des politiques douanières en cours depuis le début du siècle entre protectionnisme et "laisser-faire, laisser-passé". Il considérait avec intérêt cette tendance dans la mesure où elle était susceptible de favoriser des "rapports qui ne soient pas compétitifs ni même purement échangistes mais coopératifs". Il se déclarait en faveur de la promotion de la méthode des "traités de commerce, soit qu'ils constituent simplement des contrats synallagmatiques entre deux pays, soit, bien mieux encore, quand ils constituent une union commerciale entre plusieurs pays" » selon Éric BUSSIÈRE dans « Des conventions du début du XX<sup>e</sup> siècle au plan Schuman : les permanences d'une approche contractuelle du processus d'unification économique de l'Europe » dans *Parlement[s], Revue d'histoire politique* 2007/3 - n° HS 3, pp.11 à 23, p.14.

<sup>1493</sup> « Dans les branches concernées, le désarmement douanier interviendrait au fur et à mesure que les cartels auraient permis une régulation du marché. Le décloisonnement du marché européen serait ainsi réalisé sur une base régulée et permettrait d'atteindre le niveau d'efficacité de l'économie américaine tout en ménageant les intérêts nationaux et en gérant mieux la mutation des structures

Bussière. Il doit porter ses idées devant le Comité financier au mois de septembre 1925 : il écrit, le 2, « ouverture Conseil et conférence / non seulement difficultés question commerciale mais il faut encore se défendre pour question contrôle » « Zimmerman est le plus libéral ». le 4 c'est le « Comité d'Autriche Rist et Layton – brutalité de Painlevé – réserve de Chamberlain – Impression : roulés ! Et pourtant question posée : c'est un fait ! Dans ce sens aux Autrichiens » donc le soir venu, voilà Quesnay qui reprend son rôle de l'ombre, cherchant à promouvoir ses positions lors d'un « dîner maison Schwarzwald Rist : je développe idées d'un contrôle national ». Le lendemain, il note « on commence Autriche C[omité] F[inancier] pessimisme des banquiers attitude très chic de Z[immerman] gentleman » puis continue son action discrète quand il « ramène Chalendar à déjeuner pour lui exposer historique de l'affaire ». De même le dimanche 6, c'est toute une partie de ses proches qu'il réunit pour un « déjeuner ici [chez Quesnay] Rost et Pelt, du Plessis. Après-midi ici. Denis et De Bordes nous rejoignent. Téléphone Avenol et Salter ». Mais cela ne suffit pas puisque le 8 septembre 1925 c'est une « séance tragique : Ramek<sup>1494</sup> refuse ultimatum C[omité] F[inancier] / C[omité] F[inancier] bien ennuyé / Salter supplie Avenol de faire pression- j'arrangerai un rendez-vous »<sup>1495</sup>. Et le lendemain « Rist m'a remis papier sur les incertitudes des débouchés. Que dire d'autre si on

---

industrielles que la concurrence pure et simple. Les accords commerciaux résultant de cette démarche revêtaient la forme contractuelle conformément à ceux qui avaient été signés au début du siècle. La grande nouveauté devait résider dans leur caractère plurilatéral et non plus bilatéral comme avant la guerre et dans leur caractère préférentiel, dans la mesure où ces accords ne seraient applicables qu'aux États qui en seraient signataires » *idem*, p.18-19.

<sup>1494</sup> Rudolf Ramek est chancelier à la suite de la démission de Seipel en décembre 1924 et jusqu'en octobre 1926. Selon Nathan MARCUS dans *Credibility, Confidence and Capital op. cit.* p.130, « born in 1881 in Austrian Silesia, Ramek trained as a lawyer and then worked in Salzburg before the war. Following the Armistice, Ramek was elected to parliament and served as Minister of Interior and Justice under Chancellor Renner from 1919 to 1920 »

<sup>1495</sup> Nathan MARCUS évoque cet épisode ainsi, dans *Credibility, Confidence and Capital op. cit.* p.234 : « Chancellor Ramek and Finance Minister Ahrer protested emphatically and called the conditions unacceptable in light of the progress made and the favorable report presented by Layton and Rist »

veut rester libéral éviter réglementations. / Le C[omit ] F[inancier]   Canossa / contre-projet se discute :  a ira à.

*Quesnay dans l'ombre avec Loucheur ?*

Cette action dans le dossier autrichien est exactement concomitante de celle qu'il mène auprès de Louis Loucheur<sup>1496</sup> et qui permet d'inscrire ses solutions autrichiennes dans un projet plus large, à l'échelle européenne, dans une perspective qu'il évoque d j à fin août 1925<sup>1497</sup>. Il note, en effet, le 9 septembre 1925 : « Tout l'après-midi je rédige notes pour Loucheur. Insécurité  conomique. Course aux armements douaniers. Entente internationale pour l'arrêter » et précise le lendemain : « Avenol remet mes papiers à Loucheur », le 12 il est au « bureau : Avenol : discours Loucheur » que celui-ci prononce le 15 devant l'assemblée. Dans le projet global proposé à l'assemblée de la Société par le ministre « qui embrasse les domaines industriel, commercial et social »<sup>1498</sup>, dans le domaine commercial « la conférence internationale que proposait de réunir Loucheur, devait déterminer les modalités d'un désarmement douanier en Europe. Le but en était de mettre fin aux obstacles non tarifaires mis en place durant le conflit et qui n'avaient pas tous été démantelés, mais il s'agissait aussi d'enclencher le processus de réduction des droits. Le projet de Loucheur en ce domaine visait à combiner l'action des gouvernements dans la sphère douanière et celle des industriels organisés en ententes internationales ». Si Loucheur s'inscrit dans « une approche des relations économiques en Europe selon une démarche contractuelle dans le droit fil des premières démarches du

---

<sup>1496</sup> Stephen Douglas CARLS *Louis Loucheur, 1872-1931 ingénieur, homme d'Etat, modernisateur de la France* Presses universitaires du Septentrion, 2000 p.262-264 à propos de sa proposition d'une conférence économique internationale à la SDN au nom de la délégation française, contre « les plus graves dangers » provoqués par le nationalisme économique mondial.

<sup>1497</sup> Le 21 août 1925 «  crit à Frère longue lettre sur avenir de l'Europe ! [...] après dîner chez Bonnet, causerie sur idées conférence économique (Denis Stoppani Haas) »

<sup>1498</sup> Éric BUSSIÈRE « Premiers schémas européens et économie internationale durant l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, 2005 n 123, pp.51-68, p.60



début de siècle prolongées et élargies »<sup>1499</sup>, ce qui limite sans doute l'originalité des notes qui lui sont fournies, entre autres par Quesnay, et si celui-ci reste assez flou dans son carnet, on y retrouve les deux axes défendus publiquement par le ministre le « désarmement » douanier et les « entente internationale ». Quesnay assiste à la suite de la conférence, qui voit adopté le principe de la conférence économique<sup>1500</sup> – le 23 septembre 1925 « fin de commission : on accepte rapport Belloni C[on]f[é]rence Ec[on]omique. Cecil<sup>1501</sup> [ ? ] se rallie à la proposition reconnaissant nécessité étude problème économique [...] dîner hollandais » le 24 septembre 1925 « assemblée : discours Jouhaux Loucheur C[on]f[é]rence] économique / corrigé texte résultats 2<sup>e</sup> Com[mission] / on va respirer / vu Van Eysinga [ ? ] en 4<sup>e</sup> commission / vu Rajchman » - avec les différents espaces de la négociation et de l'échange, des plus exposés aux plus discrets<sup>1502</sup>. Même s'il est absent de Locarno et suit la conférence de loin<sup>1503</sup>, même s'il on le sent parfois tempérer son enthousiasme et celui de ses proches - 12 octobre 1925 « Avec Denis discussion C[on]f[é]rence] F[in]ancière] ; son idée d'organisation économique internationale ; mes restrictions : oui mais quand même des résultats sans quoi rien ne se crée dans la désillusion » - il poursuit ses réflexions “globales”, puisque, le 4 janvier 1926, il projette « si l'on pouvait faire venir Mayer à la Section juridique, organisations techniques, formation graduelle d'un droit international genre droit administratif du Conseil d'Etat. / Je lui écris ». Même si Mayer refuse

---

<sup>1499</sup> *Idem* p.61.

<sup>1500</sup> On peut remarquer le 16 septembre une « causerie Avenol procédure C[on]f[é]rence] Ec[on]omique] »

<sup>1501</sup> Il s'agit vraisemblablement de lord Robert Cecil (1864-1958) « le champion anglais de la SDN » (selon la formule de Jean-Jacques Becker), prix Nobel de la paix en 1937.

<sup>1502</sup> Même alternance encore espace public et la coulisse le 25 septembre 1925 « grand discours Cecil / Jouvenel » « assemblée / au bureau avec Avenol / question conférence économique et question Rajshman / retour assemblée ».

<sup>1503</sup> Le 13 octobre 1925 « Locarno marche / Avenol y conduit demain en auto Comert qui y déjeunera jeudi » le 14 octobre 1925 « Comert déjeune à Locarno : téléphone enthousiaste », le 20 octobre 1925 « publication des textes de Locarno » et le 21 octobre 1925 « Comité des Directeurs Locarno / je dicte le PV ».

cette proposition<sup>1504</sup> et que la source est, sur le fond, assez succincte, la démarche correspond assez au « paradoxal » « développement sans précédent [du droit international des années 1920] à la faveur de l'émergence des organisations politiques multilatérales de Genève [...] sans pour autant que ceux qui le mobilisent et le manipulent s'inscrivent dans un espace institutionnalisé de positions véritablement autonomisées à l'égard des intérêts diplomatiques qui structurent les relations internationales »<sup>1505</sup> ; avec l'évocation d'un futur « droit international genre droit administratif [sur le modèle de celui] du Conseil d'Etat »<sup>1506</sup> on est bien devant un exemple de « cette hybridation du national et de l'international » qui va constituer le socle de la définition de « l'intérêt général international »<sup>1507</sup>, qui émerge au cours des années 1920. Alors qu'il a semblé suivre d'assez loin la conférence économique de décembre 1925 – on peut cependant relever le 3 décembre 1925 la curieuse formule « pas de comité économique / conférence financière / Serruys libéral mais discussion sur sa clientèle qu'il ne veut pas nous laisser prendre » - il est bien plus impliqué dans les discussions du comité préparatoire de la

---

<sup>1504</sup> Le 9 janvier 1926, Quesnay note « Mayer refuse venir service juridique ». Dans une longue lettre du 16 mai 1926 (fonds Fr. Quesnay), celui-ci explique à Quesnay que bien qu'« apercevant parfaitement le bénéfice intellectuel que j'aurais retiré d'un séjour de quelques années dans un milieu complètement différent, consacré à un genre de travaux également différents, et qui aurait heureusement complété les connaissances que j'ai pu acquérir à ce jour dans d'autres domaines » « c'est en réalité pour des considérations personnelles ou de famille que j'ai renoncé à ce projet, ma femme ne voulant à aucun prix quitter Paris, même pour Genève ».

<sup>1505</sup> Guillaume SACRISTIE et Antoine VAUCHEZ « Les “bons offices” du droit international » article cité, p.102.

<sup>1506</sup> Il faut noter le rôle croissant que joueront les conseillers d'Etat dans l'entourage de Monnet dans l'apparition d'un nouvel ordre juridique européen au début des années 1950, René Mayer jouant un rôle initial pionnier dans cette évolution ainsi que le rappelle Jérôme WILSON dans « Jurisconsultes et conseillers d'État: aux origines de l'ordre juridique communautaire » dans la *Revue de l'intégration européenne*, 2008, 14, pp.36-57, p.40-41. Merci à Laurent Warloutzet de nous avoir signalé cette référence.

<sup>1507</sup> Guillaume SACRISTIE et Antoine VAUCHEZ « Les “bons offices” du droit international » article cité p.116.

future conférence économique de la fin avril 1926<sup>1508</sup>, qui s'inscrit dans la continuité des propositions de Loucheur<sup>1509</sup>, même s'il semble avoir des réticences personnelles par rapport au ministre français<sup>1510</sup>. Il note le 26 : « première séance / présidence Theunis proposée par Da Costa / Bonne ambiance / Déjeuner Theunis Layton Auboin<sup>1511</sup> chez Avenol : échanges de vue. / On s'entendra remarquablement avec Theunis. / Début de la discussion générale. Bon discours Jouhaux qui épate Dubois en demandant stabilisation / Long exposé de Serruys, à boire et à manger » : outre le discours de Jouhaux sur la question brûlante de la stabilisation monétaire<sup>1512</sup>, il faut souligner le rapprochement immédiat avec Theunis, alors que les positions belges et françaises sembleront finalement les plus antagonistes<sup>1513</sup>. Il se poursuit le lendemain : « Suite discussion générale [...] Peyerimhoff ironique paraît restrictif – beaucoup de suggestions : la discussion se précise. / Remarquable amélioration dans rapport Dr Salt. /

---

<sup>1508</sup> On le voit ainsi passeur d'informations le 17 février 1926 « je ramène Hoden à déjeuner, lui explique les diverses attitudes en présence C[on]f[érence] économique ».

<sup>1509</sup> A propos de la genèse de cette réunion, il note le 22 septembre 1925 : « Loucheur cède à tout pour le pacte – tous lui sont favorables. Discours Jouhaux Loucheur On obtient au moins que l'assemblée laissant le conseil juge de convoquer la conférence reconnaisse nécessité d'examiner question économique ».

<sup>1510</sup> Il note le 12 avril 1926 « Grabky et Ador [?] ne viendront pas à Conférence économique. Comment éviter Loucheur ? » Même idée déjà le 27 novembre 1925 « cabinet Briand (évitera-t-on Loucheur aux Finances ?) ».

<sup>1511</sup> Roger Auboin (1891-1974), maître des requêtes au Conseil d'Etat selon Ileana RACIANU dans *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales, 1922-1935*, thèse en cours de parution, p.16, travaille alors pour Painlevé et Georges Bonnet, étant « un des autre jeune talent dont [Bonnet] fera ensuite la carrière » selon Jacques PUYAUBERT dans *Georges Bonnet. Les combats d'un pacifiste*, Rennes, 2007, p.32.

<sup>1512</sup> Éric BUSSIÈRE dans *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1918-1935. op. cit.* p.262 rappelle que : « le débat le plus immédiat porta cependant sur la date à laquelle se tiendrait la conférence et donc sur la stabilisation préalable des monnaies ».

<sup>1513</sup> *Idem* p.262 « Les propositions allemandes occupent une position médiane entre thèses françaises et belges. Les Belges mirent l'accent sur le nécessaire libre-échange et sur la nécessité pour la conférence d'aboutir à de véritables protocoles d'accord qui seraient proposés aux États. Cette thèse fut défendue par G. Theunis qui dirigea les travaux du comité préparatoire [...] La délégation française resta fidèle à sa doctrine : entente préalable entre producteurs (avec ou sans directives des gouvernements) puis réduction progressive des droits de douane ».

Fin discussion générale. / Theunis, président remarquable se fait charger d'établir liste des questions abordées et de les répartir entre 3 commissions dont il choisira lui-même les membres. / Après son dîner polonais avec Denis, il nous rejoint chez Salter / Récapitulatif des questions / Constitution des commissions ». Le rôle public de Quesnay va croissant puisque le 28 il se voit proposer le secrétariat d'une commission : « Theunis annonce les 3 commissions / Jouhaux passe de Population Finances à Commun [ ? Peut-être communication ?] puis production / ai refusé secrétariat A / Déjeuner Rajchman avec Bonnet et le sénateur Poitevin Directeur adjoint de l'Office Hygiène Paris. Rajchman le convainc facilement. / Séance publique / Début des commissions / Denis s'occupe de la production / On s'y empoigne tout de suite : étude extérieure ou intérieure des industries. Participation des intéressés. Comités par tranches ? / Chez Stoppani atmosphère Comité économique. A population, Belloni / Dîner Avenol / Dubois Kenzo Mold [ ??? ou Kenzo Moro ?] et des Américains du Sud : Dubois blessé dans son orgueil par diversité collègues sa commission ». Observateur attentif de la superposition des égoïsmes individuels sur les enjeux diplomatiques – il note le 29 « à la production, discussion remarquable : Layton, Jouhaux en face du bloc patronal<sup>1514</sup>. [...] Je vais de commission en commission / à la commission Belloni, le Brésilien pour l'amadouer est nommé président du comité des finances : Dubois vexé : négocier la démission d'Andrada [ ? ou Anstrada] pour après cette session / Theunis parfait : réunion des présidents de commission et de lui dans le bureau de Salter ; y suis » - il travaille en coulisse, en particulier nuitamment, pour aplanir les difficultés : le 30 « fin des travaux des commissions / Theunis voudrait finir aujourd'hui / En rapprochant leurs études, on s'aperçoit d'une énumération effrayante de sujets, liste terrible » « On achève mise

---

<sup>1514</sup> Il semble ici davantage retourner du côté des positions françaises inspirées par Loucheur dont le projet comporte aussi un volet social, alors que les belges « mirent en avant la question des coûts [notamment ceux de la] main-d'œuvre (loi de 8 heures) » selon Éric BUSSIÈRE *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe op. cit.* p.262.

au point / Discussion avec Theunis / 5H½ séance plénière / Lecture des fameux questionnaires ; ce détail byzantin fait évidemment mauvaise impression. Serruys demande comité de priorité [?] [ill.] dure débat interminable jusqu'à 8H½. On ne peut plus s'habiller pour le dîner japonais [...] Menu formidable discours Theunis. Prenons Avenol chez les Allemands ainsi que Salter – Revenons chez celui-ci et jusqu'à 2H du matin faisons déclaration Theunis pour faire passer la liste indigeste », si bien que le 1<sup>er</sup> mai, « et Theunis prononce notre discours. / Dans bureau de Salter, réunion des présidents, tout va bien / Séance publique de clôture, on se sépare amis ». Toujours soucieux de la réaction de l'opinion publique, ici à cause d'un « détail byzantin » et d'une liste « indigeste », Quesnay semble voir cependant prévaloir l'esprit de conciliation auquel il est si attaché et pour la promotion duquel il n'a pas ménagé ses efforts ; de même, il est peu soucieux des détails techniques préférant voir avancer une solution globale (l'ouverture des marchés). On retrouve dans son appréciation du 2 mai 1926 – « notre nomenclature d'études va heureusement passer inaperçu dans le tumulte mondial. Accord franco-américain lourd sur dettes<sup>1515</sup>. Trouble Grande-Bretagne – piétinement paix marocaine<sup>1516</sup> » - ce rôle clé qu'il attribue à la diffusion des informations dans l'opinion mais aussi un certain sentiment d'échec (l'impossible dépassement de la « nomenclature d'études » trop techniques).

### **De Genève à Paris.**

Le relatif succès de ces négociations préparatoires ne suffit pas à occulter la déception croissante de Quesnay au cours du printemps 1926. Dès le 26 novembre 1925, il note : « Enervé dégoûté. Comment faire ma

---

<sup>1515</sup> Quesnay évoque ici les accords Mellon Berenger signés le 29 avril 1926.

<sup>1516</sup> Il s'agit des derniers feux de la guerre du Rif.

place dans milieu SDN ? »<sup>1517</sup>. Sa capacité à apaiser les conflits n'est notamment pas suffisante face aux tensions en particulier entre Avenol et Rachjman. Ainsi le 3 mai 1926 : « que d'arriérés à liquider au bureau. / Hygiène d'abord : Avenol hostile à mon départ demain avec Rajchman : craint qu'il ne nous emploie comme otages pour convaincre ses délégués d'attaquer office en leur présentant notre aide comme la preuve d'un consentement français [...] discussion âpre entre Rajch et Avenol très excité. Il faudra pourtant aider Rajch quand la situation sera créée et favoriser alors la transaction dans l'intérêt de tous. Pour Rajch et sa section, l'affaire a une importance capitale. / Résumé mensuel établi par Blondel sur conférence économique. Comert furieux. Devrai redicter. / En taxi avec Denis Rajch très abattu ». Il faut noter que se superpose aux rivalités personnelles la question de l'appartenance nationale des membres de l'organisation internationale avec l'image des fonctionnaires utilisés comme « otages » prisonniers des intérêts nationaux. De même, même si progressivement le contrôle en Autriche et en Hongrie s'allège au début de mars 1926, les efforts d'euphémisation de Quesnay et d'autres, pour favoriser sur cette question une bonne « *Stimmung* » - le 8 mars 1926 « je ne vais pas à l'assemblée. Da Costa un portugais est élu. Ter Meulen a posé au Comité financier la question de la fin[ill.] Hongrie du contrôle, demandant étude préparatoire du Secrétariat – grosse émotion – on fait effacer du PV et on arrange » - semblent pas suffire : le 9 mars 1926 « comités Autriche et Hongrie : jamais séance aussi froide / on ne serre pas la main de Bethlen un vrai accusé ». Donc, quand, pendant la même période, la question de l'élargissement du conseil de la SDN devient plus brûlante, Quesnay semble évoluer dans un climat moins favorable et pressent que « les luttes nationales vont être dures »<sup>1518</sup>. En effet, « la discussion sur la modification du conseil s'étend : unanimité presse anglaise hostile à la permanence de la

---

<sup>1517</sup> Même tonalité laissant pointer une certaine lassitude, déjà le 19 octobre 1925 « manque d'entrain actuellement : à quoi bon tout cela ? Vivre à la campagne, en bord de Seine y aller au moins de Rouen en auto ».

<sup>1518</sup> Le 27 février 1926.

Pologne »<sup>1519</sup>. Les débats se déroulent non seulement entre les membres de l'organisation - le 19 février 1926 : « déjeuner chez les Colban, Montenach<sup>1520</sup>, Sokal<sup>1521</sup>. Entrée de la Pologne ? / Montenach ultra petites puissances / Avenol dicte lettre sur résultat voyage Drummond : Allemands hostiles entrée Pologne mais accepteraient peut-être Espagne ; dès mars ? » - mais dressent surtout les états les uns contre les autres – le 10 mars 1926 « Conseil secret : le Brésil s'obstinerait à voter contre l'Allemagne ; l'Espagne prête à quitter la société. Du coup atmosphère favorable à Pologne mais pour septembre » - au cours de ce qui apparaît aux observateurs contemporains comme une véritable « crise de la SDN »<sup>1522</sup>. On retrouve dès le 9 mars - « Salter ému des reproches que lui font [ill.] et Bénès / Pas d'assemblée / On perd son temps et pendant ce temps les gens prennent des positions. Mais Briand forme le nouveau cabinet, sera là jeudi » - et encore plus le 11 mars 1926 les divisions interpersonnelles induites par ce débat avec le retour des « clans » : « fièvre conseil : si on ajournait toute question de principe en admettant tout de suite la Pologne, Hindenburg se retirerait ? Briand est de retour. Beau cafouillis. Clans nets : Comert Avenol pour le ½ succès par Espagne ; Haas Denis Rajsh[man] et moi pour ½ succès Pologne – Boncour et Loucheur intransigeants – qui l'emportera ? - méfiances colères – Briand encourage Schrimski [ou Schrimski ?] / Ainsi malgré Comert Avenol, problème espagnol passerait 2<sup>e</sup> plan, polonais au premier, opinion intérieure française / Denis soigne toujours ses Brésiliens. Salter et moi discutons. L'ajournement des principes, le siège non permanent pour la Pologne rallierait beaucoup de monde / Entente Rajchman ». Les divisions concernent tant les agents de la SDN que les

---

<sup>1519</sup> Le 17 février 1926.

<sup>1520</sup> Il s'agit d'un secrétaire suisse à l'Institut international de Coopération intellectuelle de la SDN.

<sup>1521</sup> S'agit-il de Max Sokal, directeur du *Wiener Giro und Rassenverines*, mentionné dans la liste des personnalités viennoises à rencontrer, destinée à Rist ?

<sup>1522</sup> Titre emprunté au juriste Georges Scelle : SCELLE (Georges), *Une crise de la SDN, La réforme du Conseil et l'entrée de l'Allemagne à Genève*, Paris, PUF, 1927 par Jean-Michel GUIEU dans « Genève 1926 : capitale de la paix ? » article cité p.8

dirigeants français (Paul-Boncour et Loucheur visiblement plus favorable à la solution espagnole face à Briand partisan de la solution polonaise). Bien plus que vers des questions d'équilibre stratégique<sup>1523</sup>, l'essentiel semble alors surtout à chercher du côté de « l'opinion intérieure française » voire plus largement dans la capacité de l'institution genevoise à générer une solution consensuelle et publiquement présentable, d'où le “dorlotage” de « ses Brésiliens » par Denis. Si la journée du 12 mars 1926 va être, comme finalement la semaine cruciale de négociations qu'elle ouvre, une « journée de douche écossaise », elle offre des informations précieuses sur le processus de négociations et ses limites. Quesnay la décrit ainsi :

« Journée de douche écossaise / Chamberlain très attaqué par ses compatriotes Uden<sup>1524</sup> par les miens / “England hopes every Swedish will so his duty” Brésil Espagne rupture ? Mauvaise réunion Briand Streseman puis séance des locarnistes / Il en sort ma solution. On créerait un siège pour la Pologne ajourne et réorganisation complète des permanents au Conseil. Uden d'accord si Allemagne accepte / Enthousiasme de la ruche [...] Comert atterré parce qu'Espagne sacrifiée. / Rajchman et moi radieux / La solution Bonnet de commission pour Espagne et Brésil ? / Après-midi d'optimisme fébrile, les Allemands répondront à 7H. Je dîne avec Pelt au cercle international [...] les Allemands ont répondu NON. “Briand prestidigitateur” Colère générale contre eux Interview Briand qui les rend responsables Chamberlain qui dit avoir fait le maximum de concessions aux Allemands : ses journées Beau Rivage 1H matin furieux contre lui, même Bartlett [?], commissaires / Alors tout échoué : [abréviation ill. peut-être Allemagne] pure et simple ou [*idem*] aussi ajournée à septembre / Couché 1H½ »

On retrouve, non seulement les clans déjà évoqués, mais aussi toute la palette des réunions utilisées pour débloquer la situation, de la « séance »

---

<sup>1523</sup> Selon Jean-Michel GUIEU dans « Genève 1926 : capitale de la paix ? » article cité p.9 « Les Allemands [...], surtout, redoutaient que l'attribution d'un tel privilège à la Pologne vienne en quelque sorte consolider l'État polonais et rendre plus difficile la révision des frontières à l'Est ».

<sup>1524</sup> Il s'agit d'Osten Uden (1886-1974) alors ministre des affaires étrangères de la Suède.



peut-être partiellement publique, « séance des locarnistes », interview et discret dîner. La mention de « ma solution » alors que Quesnay n'est manifestement pas convié à la réunion, pendant laquelle elle est promue, ramène à la question de ses rapports avec les acteurs de premier plan (ici notamment Briand). Il poursuit le lendemain, en mettant immédiatement en avant les différentes scènes de l'action négociatrice :

« À l'assemblée éloge Bourgeois ; en couloirs complots... La Suède pour prouver son impartialité montrer que son intransigeance n'a que raisons de principe SDN démissionnerait en faveur Pologne pour réélections – Quelle splendide justification / Déjeuner Arménie chez Avenol, Meyer, Nansen, Conti Rossini / Vandervelde<sup>1525</sup> offre de faire le coup et Bénès se propose pour assurer leur réélection / Rajchman m'apprend qu'Unden a demandé autorisation aux Allemands qui refusent. Alors Belgique ? Ou Bénès ? / Conseil secret après départ Mantoux, Avenol nous conte que Briand a seulement fait allusion à déception d'hier / nécessité finale faire assemblée / juge (par élection après une démission) (ou démission de tous Haas) »

Alors qu'il critique les « complots » « en couloirs », Quesnay cherche encore à organiser, dans la coulisse, au cours d'un déjeuner, un « coup » afin de rétablir la confiance publique. Mais on lit à nouveau les limites de son accès aux décideurs politiques puisque c'est par Avenol qu'il est informé de l'attitude de Briand. Si le dimanche 14 est un « un jour de repos personnel » durant lequel il note la « visite des Stoppani – téléphone à Rajchman Denis – on parle moins de la solution démissions : est-ce que l'Allemagne accepterait création poste ou que les démissions d'enthousiasme sont moins aisées ? Vandervelde et son opinion publique pour la première fois qu'il vient ici / Bénès et les Roumains ? – Unden et le veto allemand ? Mais on verrait nouvelle solution », dès le lundi 15

« Par ce temps magnifique, à nouveau la tempête politique [...] on raisonne en couloirs sur la création d'un siège non permanent immédiat avec élection immédiate de la Pologne mais occupation en juin ou en septembre seulement. Et pourtant Avenol sortant de la séance secrète nous annonce que c'est à la solution démission Suède-Bénès que les Allemands ont donné leur

---

<sup>1525</sup> Il s'agit d'Emile Vandervelde (1866-1938) ministre belge des affaires étrangères.

assentiment. Mais alors les Serbes ? Promesse pour septembre ? Et les Roumains ? Dissociation Petite Entente ? Union douanière polono-tchèque. Le différend franco-allemand se réglerait donc en tous cas et Bénès personnellement grandi poserait candidature Drummond : Vandervelde ne pourrait, nouveau venu ; opinion intérieure Hymans – mais Rio de Janeiro intransigent : voter contre. Nouvelle barrière : nous le savions. / Téléphone Denis Rajchman ; causerie Haas Comert. Puis en secret, l'affaire Brésil : démarches à Rio. On dit que Hollande remplacerait Suède ou que pour triomphe Brésil, l'assemblée déciderait réélection générale »

L'action toujours « en couloirs » est à nouveau soulignée avec une distinction de niveau entre celle qui nourrit la « tempête politique » autour des négociations et celle entreprise « en secret » vraisemblablement depuis le bureau de Quesnay. Le lendemain :

« Au bureau, les américains du Sud préparent leur action sur le Brésil pour le faire céder, mais Roumanie ferait difficultés à laisser démissionner Bénès » puis l'après-midi survient « le cataclysme : Avenol abattu : Briand efface toute sa combinaison, abandonne ses avantages devant les obstacles nouveaux, l'Espagne se retirerait, la Roumanie viendrait remplacer la Suède ce qui est évidemment impossible. Profitons du Brésil et ajournons tout. / J'instruis Denis Haas Rajchman : la fièvre monte. Le bruit se répand dans les couloirs par Espagnols et Italiens qui auront été âmes damnés. Enervement au dernier point. Et ça y est : on ajourne, même entrée de l'Allemagne. Gros et grave échec. Dans ma fièvre j'entends Bonnet à Comert : Rajchman sait tout, c'est Quesnay ».

Aux crispations nationales (les pays méditerranéens « âmes damnés » responsables de la détérioration du climat) répondent des divisions au sein même du groupe des fonctionnaires français, la proximité avec Rajchman semblant suspecte. Mais à partir du 17, Quesnay, déjà l'esprit occupé pendant les journées précédentes par la santé chancelante d'un de ces fils, est grippé et se retrouve hors-jeu, absent de son bureau pendant plus d'une semaine, « et pendant ce temps assemblée ajourne tout, chacun part, idée même de la SDN atteinte. Je suis bien abattu ». Le

« spectacle humiliant »<sup>1526</sup> offert à Genève en mars 1926 semble bien l'avoir marqué et avoir fait réapparaître ses doutes concernant son aptitude à se fondre dans ce « milieu SDN ».

Ces interrogations correspondent aussi à un intérêt croissant pour la question des finances françaises qui va de pair avec un rapprochement encore plus marqué avec Rist. Dès l'hiver 1925, il souligne « la grosse inquiétude finances françaises »<sup>1527</sup>, notant la déliquescence du Cartel avec l'échec du deuxième gouvernement Painlevé : le 8 novembre 1925 « accueil glacial des projets Painlevé »<sup>1528</sup>, le 10 novembre 1925 « sombres heures françaises / la Chambre se rapproche des solutions Painlevé mais la situation est bien mauvaise / quant à la conférence économique toujours pas de projet français », remarquant au passage combien l'instabilité intérieure affaiblit la position internationale de la France. La paralysie va croissant fin novembre, après la chute du cabinet Painlevé le 22, avec le 24 : « en France le gâchis ! Pas de majorité (Briand Doumer... ?) » puis le 25 « le Franc à 13 ! / On parle d'un cabinet Boncour (puis Caillaux ?) » et le 27 novembre 1925 « cabinet Briand (évitera-t-on Loucheur aux Finances ?) ». Il ne cesse de noter l'évolution de la situation politique – le 24 janvier 1926 « à Paris, la commission des finances a refait tout un plan contre celui de Doumer », le 22 février 1926 « La livre à 138 : le F français au plus bas / Le Sénat plus courageux que la Chambre vote impôts » et le 6 mars 1926 « la nouvelle : Briand est renversé ! Discussion financière : pauvre franc. Vient quand même pour demain [Austen ?] Chamberlain Streseman » - et il continue d'utiliser le centre d'informations que constitue la SDN à propos de la situation financière française, en multipliant les échanges avec divers

---

<sup>1526</sup> MARTIN William, « Sous les yeux des sceptiques », *Journal de Genève*, 13 mars 1926 cité par Jean-Michel GUIEU dans « Genève 1926 : capitale de la paix ? » article cité p.9.

<sup>1527</sup> Le 8 novembre 1925.

<sup>1528</sup> Il s'agit vraisemblablement des projets d'augmentation d'impôts et de consolidation forcée de la dette publique, acceptables par les socialistes et les radicaux.

interlocuteurs : ainsi le 10 janvier 1926 « causerie Avenol avec Denis. Résultats entretiens Stoppani Milan avec Pirelli Bianchini etc... / La réforme monétaire en Belgique et la situation française », le 12 janvier « Discussion Avenol cours du Franc. Réévaluation encaisse et amortissement dette de l'Etat », le 14 janvier 1926 « au bureau note Auboin sur le budget français en fonction du cours du franc [...] Réflexions financières : francs Belgique Allemagne Finlande... », ou le 6 mars après la chute de Briand il « trotte partout. Comité financier. Déjeuner Chalendar [...] avec Denis (atmosphère Paris, banques et chambre, Inspection) ». Devant l'aggravation de la situation – le 5 mai 1926 « arrêt complet et calme vie économique anglaise / Le franc belge s'effondre et tombe sous le franc français qui passe à 1635. On arrive à mes cours de parité or £ à 154 ! / Effrayant quand même » - qui, alors que se développent des mouvements sociaux majeurs en Angleterre, lui fait craindre une crise plus grave – « Grève générale depuis cette nuit en Angleterre : quelles rancunes sociales se préparent ? Du coup tourmente des changes »<sup>1529</sup>, il semble réfléchir à une solution pour stabiliser le franc. Il mentionne le 13 janvier 1926 une « note pour Avenol sur moyens d'éviter une émission exagérée sur base devises après stabilisation Lier [ou liée] à l'or : franc métrique ». C'est sans doute à celle-ci qu'il fait encore référence, quelques jours avant son départ pour Paris le 7 mai 1926 quand il note : « Profite absence Avenol pour terminer et dicter ma note sur le franc vingtième partie d'un gramme d'or. L'envoie à Auboin, la transmettre à Avenol ». On verra qu'il reprendra et utilisera ces idées lors du Comité des Experts, mais on peut déjà noter sa volonté de trouver une solution simple (un vingtième de gramme d'or), facilement explicable auprès du grand public (grâce à son sens de la formule « le franc métrique »). Paradoxalement, dans les premiers mois de 1926, au moment où l'intérêt de Quesnay pour la situation française

---

<sup>1529</sup> Le 4 mai 1926.

s'accroît, on trouve peu de traces de contacts avec Rist<sup>1530</sup>, alors que leur proximité, déjà perceptible pendant la période précédente, s'est renforcée à l'occasion de la mission autrichienne de Rist<sup>1531</sup>, pendant lequel il a joué ponctuellement un rôle de secrétaire informel<sup>1532</sup> : il a fait alors profiter Quesnay de ses contacts parisiens, le 26 mars 1925 à la « fondation Carnegie »<sup>1533</sup>, le 24 juin 1925 « Rist chez Léger » avant de « dîner [avec] Bouglé » ; ne pouvant l'emmener comme secrétaire<sup>1534</sup>, il s'épanche auprès de lui – le 17 août 1925 « lettre amère de Rist », le 19 août 1925 « télégramme et lettre Rist dur pour son collègue » - semblant par exemple partager certaines des préventions de Quesnay à l'égard de Loucheur<sup>1535</sup>. Il n'est donc pas étonnant de voir Rist faire appel à son ancien élève, quand il est appelé au chevet du franc.

Féru de cinéma<sup>1536</sup>, Quesnay semble avoir moins de temps à Genève qu'à Vienne, pour projeter des films dans le cadre familial<sup>1537</sup>. C'est précisément l'image du monteur d'images qui « coupe, colle, assemble,

---

<sup>1530</sup> Mention d'une lettre de Quesnay à Rist le 12 janvier 1926.

<sup>1531</sup> Elle prend même une connotation familiale quand le 28 juillet 1925, Quesnay prend part à une excursion dans les Alpes autrichiennes avec « Claude Léonard et Noël », les fils de Rist.

<sup>1532</sup> Le 5 août 1925 il joue manifestement un rôle dans l'élaboration des notes de la mission « Envoyé 1<sup>e</sup> note sur rapport des experts travaille 2<sup>e</sup> jusqu'à minuit » et le 6 « 2<sup>e</sup> note sur contrôleur ».

<sup>1533</sup> Ludovic TOURNÈS dans *Sciences de l'homme et politique. op. cit.* p.211, rappelle que Rist a mené en 1922 une enquête, en Autriche pour la *Carnegie Endowment* sur « les voies et moyens de la réintégration de ce pays dans les échanges économiques européens ».

<sup>1534</sup> Le 25 juin 1925 « Conversation Salter Rist Layton (Comert) Rist cherche un secrétaire ». On se souvient que Quesnay obtiendra seulement d'Avenol de pouvoir se rendre quelques jours en juillet en Autriche pour épauler Rist.

<sup>1535</sup> Le 11 septembre 1925 « On renvoie à novembre. Question [c]ill. Peut-être contrôle] / Rist indigné contre Loucheur [ ? ] et Serruys ».

<sup>1536</sup> Son frère Jacques commence d'ailleurs pendant cette période à travailler chez Pathé.

<sup>1537</sup> Quatre occurrences pour cette période contre par exemple 18 pour l'année 1925 à Vienne.

associe, diminue et accentue de fragments afin de produire un ensemble avec une nouvelle lisibilité » qu'utilise Máximo Badaró à propos des experts auprès de l'OMC<sup>1538</sup> et qui correspond assez à l'action de Quesnay à la SDN. On le voit assez clairement poursuivre son action discrète en faveur d'un allègement du contrôle en Autriche, notamment à l'occasion de la mission Rist-Layton. Plus encore, il profite de la dynamique de la SDN des années 1925-1926 pour trouver un "écran" plus large pour projeter ses idées d'entente à l'échelle européenne, en particulier en travaillant à l'élaboration des propositions de Louis Loucheur en septembre 1925. Cependant il constate aussi les limites de cette situation : pour continuer de filer la métaphore cinématographique, monteur d'images, il n'est pas le "réalisateur" décisionnaire : il n'a pas suffisamment encore de prestige personnel et d'entregent pour influencer directement le premier cercle des décideurs politiques, qu'il a eu l'occasion de côtoyer davantage, son réseau peinant à s'étendre au-delà de ceux qu'il côtoyait déjà à Vienne. Il voit aussi, à l'occasion de la crise de mars 1926, à propos de l'élargissement de l'organisation, les égoïsmes nationaux freiner cet élan. Mesurant bien l'effet désastreux de ces négociations stériles sur les opinions publiques, il semble connaître au printemps 1926 une certaine désillusion à propos de la SDN, au moment où survient la proposition de Rist de l'accompagner à la Banque de France, pour faire face à une situation financière française à laquelle il n'a cessé de s'intéresser.

---

<sup>1538</sup> « Le régime d'invisibilité des experts » dans Marc ABÉLÈS (dir.) *Des anthropologues à l'OMC op. cit.* p.105.

La deuxième période de la vie de Quesnay est d'abord celle de l'apprentissage concret et accéléré de l'expertise, en 1919-1920, avec notamment l'attention particulière portée à l'opinion publique autour de la question sensible du ravitaillement dans l'immédiat après-guerre. Mais très vite, c'est au-delà de l'espace national que Quesnay donne sa pleine mesure : au chevet de l'Autriche, s'appuyant en particulier sur sa capacité négociatrice (les entretiens « maïeutiques » avec Zimmerman) il intègre un véritable réseau transnational ; bien plus dynamique pragmatique que projet théorique abouti, bénéficiant d'un contexte singulièrement favorable – avec l'éloignement des centres de décision nationaux et la faiblesse de la jeune république autrichienne – mais toujours fragile (comme l'illustrent les moments de tension internationales comme avant la nomination de Zimmerman) celui-ci permet de tenter de saisir la complexité des rapports névralgiques entre expert et politique, alors dans un rapport nettement moins déséquilibré que dans le cadre strictement national, l'expert se jouant presque parfois du politique comme lors de la scène du changement de camp nocturne lors des négociations de septembre 1924). A Genève, au sein de l'ample structure de la SDN, arrivé après que « l'embryon de culture transnationale [ait] culmin[é] en 1924 »<sup>1539</sup>, l'expert Quesnay ne dispose pas de la même « profondeur » d'influence qu'il avait par exemple sur Seipel par l'intermédiaire de Künwald, et lors des assemblées générales, les logiques géopolitiques traditionnelles l'emportent, comme lors des marchandages liés à l'entrée de l'Allemagne qui laissent Quesnay bien amer.

---

<sup>1539</sup>Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations op. cit.* p.211.

## TROISIEME PARTIE.

### Juin 1926-1930 : un transnationaliste à la Banque de France.

Après la première partie des années 1920, période de « cristallisation » doctrinale et pratique, vient, dans la trajectoire de Quesnay, la période sans doute la plus intense, et sans doute aussi la plus marquante, de sa brève trajectoire. En effet, au cours de son passage à la Banque de France de 1926 à 1930, il n'est plus un expert parmi d'autres au sein de la vaste SDN, mais l'un des plus proches – et souvent le plus écoutés des - conseillers du gouverneur Moreau, ayant aussi accès à un certain nombre d'acteurs politiques importants. Quel est donc son rôle pendant cette période de double transformation de la Banque, à la fois en train de devenir à l'intérieur la « Banque de la France », notamment à l'occasion des événements de 1926, et en se changeant à l'extérieur en participant actif à la coopération entre banques centrales, lors des stabilisations en Europe centrale et orientale par exemple ? Apparaît alors clairement la problématique de l'influence de l'expert sur la décision politique, ainsi que celle de l'opinion publique au poids croissant, plus aigue pour un Quesnay alors plus exposé, car plus près du « sommet ». Ces questions paraissent avec d'autant plus d'acuité que la Banque de France semble alors dans un « temps fort » de son histoire, jouant notamment un rôle fondamental dans la stabilisation Poincaré dont elle dicte en quelque sorte « le tempo et les termes » selon Kenneth Mouré<sup>1540</sup>. Mais au-delà de la position individuelle de Quesnay au sein de l'institution de la rue de la Vrillière, quel est, sur son action et ses idées, le poids du contexte général de la deuxième moitié des années 1920, moment de mondialisation pendant lequel se brouillent les échelles, entre questions de politique intérieure (voire à l'intérieur même de la Banque) intérêts

---

<sup>1540</sup> *The Gold Standard Illusion* Oxford University Press, 2002 p.101-102.



nationaux et enjeux internationaux, moment où « un rôle diplomatique de premier plan [échoit] aux banquiers et particulièrement aux gouverneurs des grandes banques centrales »<sup>1541</sup> (comme lors des négociations du plan Young) ?

---

<sup>1541</sup> René GIRAULT et Robert FRANK *Turbulente Europe et nouveaux mondes op. cit.* p.132.

## **Chapitre 1 : La stabilisation du franc : logiques nationales, réalités internationales (1926-1928).**

Projeté progressivement au cœur de la crise du franc du printemps 1926, Quesnay décrit, de manière assez précise, dans son carnet, les événements dont il est à la fois le témoin et l'acteur. Il prend soin aussi d'éclairer Carin, restée un temps à Bâle, sur la situation parisienne par des lettres assez longues. Celle-ci conservera, au moment du legs du fonds Quesnay aux Archives Nationales un compte-rendu du Comité des Experts rédigé par son mari. Le premier intérêt de ces trois ensembles documentaires qui constituent les pièces maîtresses du fonds Frédéric Quesnay pour cette période essentielle est d'abord de permettre une description « de l'intérieur » de la crise, avec le regard relativement distancié de l'expert issu d'une organisation transnationale plongé dans le chaudron de la politique nationale. Ils permettent ensuite de mesurer, encore mieux, la place centrale occupée par Rist – et, dans son ombre, par Quesnay - sollicité de toute part, à l'intersection des deux scènes où se joue l'intrigue de la stabilisation, mises en valeur par Jean-Noël Jeanneney, le politique « où la crise déploie ses rites entre Parlement et Elysée » et le financier « rue de Rivoli, où chaque après-midi, se réunissent les experts, et rue de la Vrillière où les régents s'inquiètent de ce que préparent les experts »<sup>1542</sup>. Apparaît aussi assez nettement le rôle joué dans la coulisse par les réseaux de Jean Monnet et de Pierre Laval, qui souvent se recourent et se rejoignent. Enfin, il faut considérer combien la solution pour sortir de la crise, proposée par Quesnay, ouverte sur l'extérieur, c'est-à-dire notamment sur les capitaux anglo-saxons, est non seulement l'antithèse de ce que défendent certains régents comme

---

<sup>1542</sup> Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir. 1914-1940*. Atelier reproduction thèses Lille III, 1976, p.411.

François de Wendel, mais également assez originale parmi les partisans  
d'un nouveau rôle de la Banque

**Du Comité des experts (juin 1926) à l'arrivée de Poincaré : « en coulisses oui, en vedette non »<sup>1543</sup>.**

*« Vivant tout cela ! »<sup>1544</sup> : l'arrivée à la Banque de France.*

Suivant depuis longtemps, comme on l'a vu, la dégradation de la situation française, Quesnay se trouve à Paris à la mi-mai 1926 dans le cadre de la commission d'hygiène de la SDN : ainsi il note le 14 mai « gagné Quai d'Orsay pour conférence Sanitaire ». Dans un premier temps, travaillant notamment avec Rajchman à propos de l'éventuel transfert d'une partie des services genevois à Paris<sup>1545</sup>, il semble inclure la crise de la monnaie française dans un ensemble de crises qui toucheraient alors l'ensemble de l'Europe (alors même que ces crises semblent de nature bien différente), puisqu'il note le 14 mai « Révolution Pidulski en Pologne<sup>1546</sup>. Crises ministérielles en Allemagne (le drapeau)<sup>1547</sup> en Belgique demain et peut-être en France (où Briand en a marre) et en Angleterre où grèves partielles continuent<sup>1548</sup>. Tourmente des changes (£ = 158) gagne l'Italie : la lire tombe ». Pourtant Quesnay intervient dès les journées du 19-20 mai, au cours de ce qui apparaît, en suivant Bertrand Blancheton, comme la préparation de l'ultime offensive du gouvernement, en particulier du ministre des Finances Raoul Péret,

---

<sup>1543</sup> Le 21 juin 1926.

<sup>1544</sup> Le 1<sup>er</sup> juin 1926, quand Quesnay décrit à Avenol ses premiers séjours parisiens

<sup>1545</sup> Le 15 mai 1926 « visite midi Harismendi : une heure d'exposé des difficultés résultat de la convention épidémiologique du double emploi travaux des 2 organisations, de l'existence des 2 secrétariats [...] Causerie Rajshman sur entrevue Harismendi » et le 17 mai « Rajshman préoccupé par mémo Buchanar [ou Buchaner ?] proposant le transfert à Paris des services épistémologiques genevois [...] le comité CH [Comité Hygiène ?] a siégé, accepte notre compromis : j'en prends copie »

<sup>1546</sup> Jerzy KLOCZOWSKI, Natalia ALEKSIUN, Daniel BEAUVOIS, Marie-Elizabeth DUCREUX, Henryk SAMSONOWICZ, Piotr WANDYCZ *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Nouvelle Cléo, Paris, p.540

<sup>1547</sup> Alfred WAHL *op. cit.* p.51 : « le 5 mai poussé par Hindenburg, le chancelier [Luther] avait ordonné que les missions allemandes à l'étranger hissent le drapeau commercial noir-blanc-rouge et non le drapeau de la République. Une satisfaction symbolique était ainsi donnée aux monarchistes ».

<sup>1548</sup> Il s'agit vraisemblablement de la grève des mineurs (Roland MARX *L'Angleterre de 1914 à 1945*, Armand Colin, Paris, 1998, p.78).

appuyé par le Trésor, pour obliger la Banque de France à sortir de sa « stratégie du pourrissement »<sup>1549</sup> en obtenant la garantie de l'or de la Banque pour obtenir de la banque Morgan un crédit de cent millions de dollars<sup>1550</sup>. Il note ainsi le 19 « en route vers Versailles, déjeuner Rist [...] Commission de Stabilisation / Téléphone De Moüy<sup>1551</sup> [ ? ] Monnet / Visite Monnet chez Bénard<sup>1552</sup> / Son idée : faire jeter sur B[anque de] F[rance] responsabilité de politique monétaire. Son papier. Je le refais » et le lendemain « Quelle fièvre ! Avoir préparé tout le conseil des ministres de ce matin !!! ». Mais il est en Suisse ensuite jusqu'au 25 mai puis y retourne du 1<sup>er</sup> au 10 juin : si pendant le premier retour il « dicte M<sup>elle</sup> Mayras dossier Franc en 3 notes », il est très occupé pendant le second par les comités financiers concernant la Hongrie et l'Autriche. Mais entre les deux séjours il suit l'évolution de la situation politique : ainsi le 27 mai 1926 « Serrique m'emmène à la Chambre : l'attaque, la molle défense de Briand, mais le vote de confiance ». Surtout il rédige un compte-rendu des réunions du comité des experts<sup>1553</sup>, mis sur pied par

---

<sup>1549</sup> Bertrand BLANCHETON *Le Pape et l'Empereur. La Banque de France, la direction du Trésor et la politique monétaire de la France (1914-1918)*, Albin Michel, Paris, 2001, p.346 et suiv.

<sup>1550</sup> Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* p.386 et suiv.

<sup>1551</sup> Pierre de Moüy, né en 1887, qui n'est pas inspecteur des Finances, après avoir été sous-directeur du Mouvement général des Fonds, en devient le directeur en 1923, jusqu'en décembre, quand à l'issue de l'affaire des faux bilans de la Banque de France il est nommé directeur général des Douanes selon Bertrand BLANCHETON *op. cit.* p.220 et 229. Il rejoint la banque Lazard en 1925 (selon Guy DE ROUGEMONT *Lazard Frères. Banquiers des Deux Mondes (1840-1939)*, Fayard, Paris, 2010, p.416) puis la Société générale en 1927 (*idem* p.434).

<sup>1552</sup> S'agit-il d'un membre de la banque coloniale du même nom ? On le retrouve plusieurs fois mentionnés par Quesnay le 18 octobre 1927 « Dîner chez les Denis Bénard les Pleven », et encore le 20 janvier 1928 « Bénard et Forben [ou Forbes] ».

<sup>1553</sup> Le document issu du fonds Frédéric Quesnay n'est pas signé et il relate notamment les événements parisiens du 2 au 10 juin, période pendant laquelle Quesnay est à Genève. Mais on peut supposer, malgré tout qu'il en est l'auteur, s'appuyant sur le récit de Rist pour la période où il est absent, notamment car la remarque « dimanche 13, nous avons élaboré Rist et moi, sur les lignes ci-dessus, un plan qu'il doit défendre aujourd'hui 14 juin. Monnet était enthousiaste. Quoique l'ayant écrit, j'avoue qu'il me paraît très bon (copie jointe) » correspond, non seulement à l'assurance très forte de Quesnay dans ses capacités, mais surtout aux annotations de son carnet du 14 juin « fait taper note Caisse, fin du autor Experts I pour Avenol et autor Experts II avec

Péret à la fin du mois de mai « pour élaborer un plan de stabilisation économique et financière »<sup>1554</sup>. Il y insiste notamment sur le rôle éminent joué par Rist, qui par exemple « dès la première séance du Comité, [le 2 juin] séance sans inauguration officielle dans grand salon du Ministère des Finances sous le plafond représentant l'Empereur l'Impératrice et Hercule » remet en cause le calendrier prévu pour traiter en priorité la question monétaire<sup>1555</sup>. Car, sous sa plume, le Comité apparaît d'abord, dans le premier fascicule « Autour du Comité des Experts I », comme le lieu où sont condamnés les choix de la direction de la Banque de France refusant son concours au gouvernement : « dans la discussion, Sergent, Moreau, les industriels et les banquiers privés s'étaient montrés favorables, comme Rist, à idée de faire jouer son rôle à la Banque de France dans la défense du Franc, mais la Banque de France, très nettement déclinait l'honneur qu'on voulait lui faire »<sup>1556</sup>. Au-delà des métaphores plus ou moins raffinées, qu'il utilise pour décrire la position de la Banque - il « fait rire le Comité en évoquant l'attitude des maris qui font publier qu'ils ne paieront pas, à l'avenir les dettes que contracterait leur femme. Mais une image inverse traduirait mieux la situation : la Banque se présente comme une vierge inviolable, oubliant qu'elle a consenti bien souvent à céder dans le passé, et qu'elle garde la trace de ses rencontres avec l'Etat sans pouvoir rejeter sa part des communes responsabilités »<sup>1557</sup> -, Rist met en avant un véritable projet plus global qu'ourdiraient les dirigeants et les régents de l'institution de la rue de la Vrillière : « avant tout pour des raisons politiques, la Banque de France

---

mécanisme banque » qui correspondent aux titres des différents fascicules de ce compte-rendu.

<sup>1554</sup> Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré*, Albin Michel, Paris, 1998, p.46 et suiv.

<sup>1555</sup> Rist fit remarquer que les trois premiers points [dont l'examen est proposé par Sergent 1) étude situation budgétaire 2) étude des problèmes de trésorerie 3) étude de la balance des comptes] dépendaient étroitement de la solution qui serait adoptée pour le quatrième [question de la stabilisation monétaire] » « Autour du Comité d'experts I » p.1.

<sup>1556</sup> « Autour du Comité d'experts I » p.3.

<sup>1557</sup> *Idem* p.4.

ne veut pas actuellement mettre ses avoirs au service d'un Franc qu'ELLE RENIE ». En effet, la Banque « croirait nécessaire de se désolidariser du franc français » car « Aupetit est furieux d'avoir misé sur le mauvais tableau d'avoir toujours espéré le retour au pair, de voir qu'aujourd'hui les événements paraissent donner raison à ceux qui, comme Nogaro Rist etc... ont eu depuis plusieurs années une conception théorique différente. Et dans cet état d'esprit, Aupetit hostile à la dévaluation, accepterait inconsciemment la dépréciation complète du franc d'Etat, et la création d'un franc Banque de France, à valeur d'avant-guerre »<sup>1558</sup>. « Le franc Banque de France, à la parité d'avant-guerre peut-être même entièrement convertible, redeviendrait ainsi la monnaie du pays, chassant le pauvre franc papier abandonné avec le crédit de l'Etat à son malheureux sort »<sup>1559</sup>. S'il faut, sans doute faire la part de l'exagération rhétorique à propos de ce qui est sans doute bien plus embryonnaire que ce que Rist affirme<sup>1560</sup>, un tel projet permet de mesurer d'une part la violence de l'affrontement dont le Comité des Experts est un des théâtres. D'autre part, il fait apparaître "en négatif" les idées de Rist et de Quesnay concernant le rôle de la Banque de France investie d'une mission de « service public »<sup>1561</sup> : « une pareille conception monétaire témoigne d'un tel égoïsme cynique qu'on se refuserait à y croire si de tous les côtés cette théorie ne s'affirmait. Elle répond évidemment aux idées doctrinales du Secrétaire Général de la banque et aux intérêts de ces actionnaires considérés comme propriétaire d'une Banque privée ; elle méconnaît si profondément la notion de crédit national et le devoir d'un Institut public qu'on peut prononcer le mot de trahison ». Cette conception s'appuie sur le rôle que doit jouer la Banque, qui est développé au début du deuxième fascicule, « Autour du Comité des Experts II », au contenu plus

---

<sup>1558</sup> *Idem* p.4-5.

<sup>1559</sup> *Idem* p.5.

<sup>1560</sup> Un tel projet n'est évoqué ni par Jean-Noël Jeanneney, Kenneth Mouré ou Bertrand Blancheton notamment.

<sup>1561</sup> L'expression est utilisée, quelques jours plus tard, le 18 juin, à « Bellegarde [quand Quesnay fait] quelques pas avec Jouvenel "état de grève d'un service public" »

technique : « le lundi 14 juin la discussion de trésorerie continue. Rist est décidé à faire ressortir que la Banque ne peut pas persévérer dans son attitude négative, se désintéresser d'une question importante qui est bien, en dernière analyse, celle du marché monétaire<sup>1562</sup>. Le devoir de la Banque est de diriger ce marché du crédit : c'est elle qui aurait dû proposer un plan lui rendant cette possibilité en même temps qu'il résout le problème des difficultés de trésorerie »<sup>1563</sup>. A partir de cette idée forte, Rist développe, avec Quesnay un plan de stabilisation, qu'ils proposent au comité dans la semaine du 14 juin 1926<sup>1564</sup>. Il est organisé en trois périodes : « a) tout d'abord une période de préstabilisation avec oscillations du change autour d'un cours plus ou moins arrêté à l'avance b) puis une période de stabilisation de fait pendant laquelle les intéressés tout au moins sauront que la Banque achète et vend or et devises à un cours fixe. c) enfin une période de stabilisation de droit seule période pendant laquelle on légalisera et confirmera la situation antérieure de fait. – C'est uniquement, dit-il, pendant cette période qu'il faudra régler la question de l'étalon monétaire et celle des rapports définitifs entre la Banque et l'Etat »<sup>1565</sup>. On le retrouvera pratiquement dans les mêmes termes dans le rapport final du Comité<sup>1566</sup>, comme la mise en place d'une caisse autonome de gestion (« caisse des bons de la Défense nationale »<sup>1567</sup>) pour consolider la dette de l'Etat envers la Banque, estimée dans le compte-rendu à environ 45 milliards de francs. On peut, au passage, noter la distinction faite entre « la clientèle des campagnes »

---

<sup>1562</sup> Sur cette question, cf. Michel MARGAIRAZ, « Monnaie, État et marché entre les deux guerres : le Trésor, la Banque de France et le marché monétaire dans une perspective européenne », dans Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ *Politique et pratiques des banques d'émission en Europe*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 419-450.

<sup>1563</sup> « Autour du Comité d'experts II » p.1.

<sup>1564</sup> « Telles sont les lignes générales sur lesquelles Rist engage son action. Vers la fin de la semaine, les discussions devront être finies pour que le rapport soit rédigé la semaine prochaine. » *idem* p.7.

<sup>1565</sup> *Idem* p.1-2.

<sup>1566</sup> Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur op. cit.* p.363.

<sup>1567</sup> Cf. notamment le dernier fascicule « Création d'une caisse de gestion ».



fidèle aux bons de la Défense nationale et « les Banques privées et les entreprises » enclines à se tourner vers des produits plus sophistiqués (en l'occurrence des « adjudications publiques hebdomadaires de traites à montant élevé » sur le modèle anglais)<sup>1568</sup>. De manière plus significative et plus récurrente, dans la description des débats au sein du comité comme dans celle du plan de Rist, la place de l'opinion publique paraît centrale. Outre la lassitude des experts devant les révélations de la teneur de leurs échanges par la presse<sup>1569</sup>, ils manifestent aussi une grande prudence quant aux informations à diffuser : ainsi quand « il a été proposé de rédiger un communiqué répondant au Ministère des Finances par ces suggestions[,] Rist et plusieurs banquiers privés s'y sont opposés, en disant que si l'on continue à intervenir, il ne faut pas dire par quels moyens, surtout quand les moyens sont si aléatoires et tout à coup la question de l'encaisse de la BF s'est trouvée posée »<sup>1570</sup>. A propos de la deuxième période de son plan, Rist souligne que « le taux et la logique importent moins que la décision prise de stabiliser »<sup>1571</sup> et la publicité donnée à cette décision. Pour faire avancer ses idées, « l'article écrit pour l'*Economist* donne une vue d'ensemble et prépare l'opinion aux résistances de la Banque »<sup>1572</sup>.

A partir du 11 juin 1926, Quesnay accompagne sans cesse<sup>1573</sup> Rist et le conduit, de son domicile versaillais, à travers Paris, à ses différents rendez-vous<sup>1574</sup>, qui sont en quelque sorte le pendant, sur le terrain

---

<sup>1568</sup> « Autour du comité d'experts I » p.9-10.

<sup>1569</sup> C'est net dans la formule « une allusion à l'incident a été faite dans le Quotidien du lendemain, et la campagne de presse s'est rouverte » « Autour du comité d'experts I » p.3.

<sup>1570</sup> *Idem* p.2.

<sup>1571</sup> « Autour du comité des experts II » p.5.

<sup>1572</sup> *Idem* p.1.

<sup>1573</sup> Preuve de l'intensité de l'action, il note le 21 juin « arrivé à Paris [de Versailles] sans être rasé ».

<sup>1574</sup> Le 11 juin 1926 « Versailles [...] chez Rist », le lendemain il « le condui[t] aux Finances » puis le chez Philippe le représentant des Lazard dans le comité des Experts « 1 avenue de Friedland », ou encore le 18 « chez Painlevé ».

politique, de son action sur le plan intellectuel au sein du Comité des experts. Dès les premiers entretiens, on retrouve la logique d'affrontement<sup>1575</sup> entre les partisans d'une évolution du rôle de la Banque de France et les tenants d'une ligne traditionnelle, à propos desquels Rist et Quesnay sont mis en garde le 15 juin : « deux heures avec de Moüy remarquable le marché de Paris – la Banque ne mésestimez pas l'adversaire ». La situation est d'autant plus grave que la confusion politique règne avec les rumeurs consécutives à la chute du deuxième cabinet Briand, à cause de la démission de Péret le 15 juin : Quesnay note ce jour-là « Briand ? Ou Caillaux ? Ou Herriot Monzie [ ? ] avec un Aupetit corrigé ? » Et le lendemain « Herriot Monzie feraient volontairement céder la Banque ? Promettraient fiscalité de droite ? Ou Briand cassera l'Etat dans l'Etat avec Poincaré ? ». Il jauge ensuite quelle combinaison est susceptible de durer et de lutter contre la direction de la Banque de France « Etat dans l'Etat » : ainsi le 19 juin « le cabinet Herriot offrira-t-il des surprises ? Caillaux au lieu de Monzie ? Alors Aupetit ? ». Rist, et donc Quesnay, sont alors en contact avec tous les prétendants à la présidence du Conseil : le 19 « Rist a déjeuné avec Herriot qui comprend mais ne peut attaquer la Banque, d'où Monzie Aupetit. La Banque les tient : pessimisme donnera aumône pour que Etat tienne le franc et dominera gouverneur [ ? ] ; a parlé direction Banque » mais le soir « Herriot ne peut pas se désister et la Banque le tient », le lendemain « avec Rist enthousiasme de Briand contre Banque ». Au milieu des combinaisons hypothétiques pour le nouveau cabinet, alors que, depuis la fin mai, sa nomination au comité des Experts l'a un peu plus mis dans la lumière, Rist semble même être sollicité pour prendre un poste ministériel : dès le 21 juin quand « Séance dure. Banque obstrue [...] Indignation générale ! Les briser [à propos des Régents] dit Rist : ah

---

<sup>1575</sup> On peut noter, le 14 juin 1926, l'image quasi militaire utilisée avec notamment l'interjection finale « Rist s'est déchargé le cœur : chez le ministre, rôle de la Banque pan ! »

être ministre 48H : Avenol et vous n'y couperaient pas » mais surtout le  
22

« Déjeuner Comert au Fouquet's avec les G. Bonnet. Rage mais inflation – Non ça peut réussir, alors je le torpille. Saute chez Painlevé, moi au téléphone sur Künwald pour faire supplier Painlevé pas se retirer, faire échouer. Mais c'est Doumer qui refuse plan experts et tout croule ? Briand va réessayer Poincaré, sinon Painlevé ou Sergent<sup>1576</sup>. Refuseront : alors cabinet Painlevé ou Caillaux. Tragiques luttes de personnes autour du pays. Chez Parmentier<sup>1577</sup> : accord absolu contre la Banque reviens chez Comert, téléphone Avenol. [...] 8H15 quoi ? Voici Prétet. On essaie Sergent-Rist ou un parlementaire et Rist – Rist ! Caillaux est là [...] lui [Rist] qui rentre à 10H éccœuré par stupidité de Doumer et sa grossièreté contre Sergent banquier. Ça prouve Briand contre Banque. D'ailleurs 12 experts ont marché avec Rist pour stabilisation ».

Et le 23 juin :

« Pichon téléphone. Briand n'ayant pu faire coup sur banque par homme de droite (Poincaré Doumer refusant) le ferait lui-même aux finances avec un conseiller technique Rist. / Bonnet me téléphone : Painlevé torpille tout ! Veut faire lui-même l'affaire. Briand part donc refuser chez Doumergue. Painlevé sera appelé puisque Doumergue ne veut pas de Caillaux. Non ! Doumergue charge à nouveau Briand qui débarquant Poincaré, Doumer et Painlevé appelle Caillaux et envoie Sarraut chez Herriot. Si Caillaux refuse, prendra lui-même avec Rist. [...] Odette furieuse Caillaux accepte [...] vers Künwald. Désespéré de Painlevé Saxon [ ? ] mais que va faire Caillaux ? [...] Drouilhet<sup>1578</sup> : Laval enchanté. Caillaux va prendre Pietri et Duboin<sup>1579</sup>.

---

<sup>1576</sup> Charles Sergent (1869-1949), inspecteur des Finances a été notamment directeur du Mouvement général des fonds de 1909 à 1911 puis sous-secrétaire d'Etat aux Sinances de Clemenceau de 1917 à 1920 avant de devenir président du conseil d'administration de la Banque de l'Union parisienne (jusqu'en 1944). Il préside le comité des experts selon le *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009* Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.), IGPDE, Paris 2012.

<sup>1577</sup> Jean Parmentier (1883-1936), inspecteur des Finances, fut directeur du Mouvement général des fonds de 1921 à 1923 puis premier expert français du comité des Réparations (plan Dawes). Il est alors membre du comité des transferts (jusqu'en 1929) selon le *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009 op. cit.*

<sup>1578</sup> Peu d'informations sur ce personnage qu'on verra pourtant souvent près de Quesnay : d'après une lettre d'automne 1926 figurant dans les AN 374 AP9, il s'agirait

Sarraut décidera-t-il Herriot ? Va-t-on reprendre Painlevé ? À la Banque, Moreau garderait tout mais Caillaux contre Aupetit. Laval pour Avenol et moi. Voir Caillaux demain. [...] Herriot refuse. Alors ? Sont tous ensemble et à 6H½ on a une liste où figurent Nogaro et Chaptal. Pas très forts comme prestige ces noms mais de bons éléments. Mais G. Bonnet nous téléphone qu'on discutera Washington. Ah !! [...] Rist doit partir des Finances, a pas vu Caillaux mais est navré. Washington remis en question. - [Rist] Estime tâche finie, est chargé rapport stabilisation approuvé par tous ses collègues, lâchant tous Picard. »

L'idée ayant déjà été évoquée pendant le Comité des experts<sup>1580</sup>, il n'est donc pas surprenant que Rist soit pressenti, dès le 24 mai, dans le cadre d'un « plan commun » de Briand et Caillaux, pour entrer à la Banque de France : « discute avec Rist projet de rapport mais se hâter : quotidien annonce hostilité (?) Caillaux [...] coups de téléphone : Laval parti, attendre Auboin : revu *Europe Nouvelle* [...] chez Monnet Bénard : arguments pour la ratification de Washington – chez Drouilhet la bande marocaine de Pietri<sup>1581</sup> et la banque [...] Denis Loveday [...] Rist est chez Caillaux. L'attend : vois Clerc. Rist me présente à Sergent, Masson<sup>1582</sup> tout ravis [?]. Briand semble avoir demandé à Caillaux plan commun : travailleront à plan commun demain. Rentrons mon hôtel. Monnet nous attend. A vu Parker Gilbert. Rist annonce que changements

---

de Franck Drouilhet directeur général des services Alsace Lorraine à présidence du Conseil.

<sup>1579</sup> Jacques Duboins (1878-1976), sous-secrétaire d'Etat aux Finances dont Emile MOREAU dans ses *Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France. Histoire de la Stabilisation du Franc (1926-1928)*, Librairie de Médicis, Paris, 1954, souligne les imprudences p.12, est député de la Haute-Savoie 1921-1928 selon le dictionnaire Jolly.

<sup>1580</sup> « Autour du Comité d'experts I » p.6 « on pense de plus en plus à l'opportunité de changer en même temps la Direction de la Banque. Simon [de la Société Générale], ni Martin ne seraient plus les candidats de Caillaux ».

<sup>1581</sup> Il s'agit sans doute du député François Pietri (1882-1966) qui, d'après le dictionnaire JOLLY, « prend part à la discussion de demandes d'interpellation sur les événements militaires au Maroc ou de projets de loi ayant pour objet de mettre fin à la crise financière en 1925 et 1926 ». C'est un proche de Caillaux selon Bertrand BLANCHETON, *Le pape et l'empereur op. cit.* p.226.

<sup>1582</sup> Robert Masson est chargé au Crédit Lyonnais des affaires financières d'après Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.* p.274.

Banque seront préparés. Sans doute Moreau mais “voici le futur S[ecrétaire] G[énéral]” Laissez-vous faire dit Monnet ».

Quesnay va suivre le conseil dans un premier temps depuis Genève où il apprend la nomination de Moreau, qui achève de balayer les espoirs conçus par Avenol : le 25 juin 1926

« Au bureau Bonnet Avenol m'emmène Chambéry : lui raconte comment on a parlé de lui, les chances de Moreau, ce qu'on a fait. Est très chic : se réjouit de la situation. Jamais tant d'éléments. On sent son regret de l'autre affaire : il y avait si grande tâche ! Garde faible espoir mais vante Moreau et Rist [...] au bureau Comert : le rapprochement de Caillaux et des experts apparaît dans la presse. [...] soir : Avenol demande à me voir et me parle en ami : pourquoi il aurait aimé ce poste, non seulement stabiliser le franc, mais diriger le crédit intérieur, rendre le prestige financier à la France, mais Moreau a 90% de chances. Rist confirmé au téléphone »

puis le lendemain

« au bureau avec Avenol : MOREAU NOMMÉ [...] Télégramme Rist “téléphonez ce soir : sous-gouverneur a besoin de vous”. Est-il sous-gouverneur ? Profite pour téléphoner Avenol et Bonnet en disant : avait fait allusion Avenol aurait peut-être besoin de moi – téléphone Comert [...] après-midi énervée au jardin [...] : que va-t-on m'offrir ? Je rappelle Avenol. Dîner. Téléphone à Versailles : Rist a accepté sous-gouverneur provisoire et m'a proposé S[ecrétaire] G[énéral] à Caillaux. Un peu jeune a-t-on dit mais il négocie. Bravo dit Avenol : c'était hélas mon plan. [ill. rature] compromis : S[ecrétaire] G[énéral] pour politique monétaire sans les affaires administratives successorales etc. Mais chef des directions techniques et dans les cadres. Touchant l'intérêt – S[ecrétaire] G[énéral] insiste Comert. Partez regrette Bonnet. Enervé »

Pendant le voyage qui l'emmène avec toute sa famille vers Paris le 27, on peut remarquer son souci de l'opinion avec les réactions des différents journaux et immédiatement son ouverture sur l'international, ici par le canal familial (les Ramsay) :

« range bureau dès 7 H. Appelle Rist déjà parti mais propose à sa femme le compromis Avenol. Moreau me convoque demain matin. La presse hurle : main mise et coup d'Etat. Téléphone Avenol Comert Bonnet [...] En

première avec Carin, les bonnes, François et Nils [...] pense beaucoup à la B[anque] de F[rance], dicte lettre au père de Carin [...] Indignation du *Temps* ; annonce Rist. *Progrès de Lyon* parle départ Aupetit. Dijon : pas de journaux. Laroche non plus mais j'en parcours dans un wagon. Les décrets ont paru ce matin Rist est nommé »

Survient alors le récit de son arrivée à la Banque le 28 et 29 juin 1926 :

« à la Banque Attends Rist dans salon de Robineau qui sort et est embrassé par vieux messieurs, part. Aupetit a démissionné. Rist ne peut me faire recevoir par Moreau : dans la grande galerie, me dit les difficultés statutaires, prendre un fonctionnaire de la Banque, me faire entrer au cabinet. Je demande S[ecrétaire] G[énéral] technique sans administration, refuse cabinet. Monnet vient de chez Caillaux où l'on me pousse [!!!] : il est content de ses entretiens, allons voir tapis. Revenons dans cabinet régence de Rist, discutons télégrammes aux autres Banques d'Emission. Accepterais-je sous- S[ecrétaire] G[énéral] qui a existé ? Oui si monétaire » après déjeuner « un mot à Rist. Chez Drouilhet agit énergiquement. Laval a pris Caillaux au déjeuner. Eviter Decamps S[ecrétaire] G[énéral] – un autre directeur et moi politique monétaire [...] chez Monnet : Jay, les emprunts américains chez Morgan Harjes: chez Monnet : téléphone Avenol : vous devez avoir poste approuvé par conseil de Régence ou rien. Dîner chez Künwald [...] bonne soirée : me conseille d'entrer quand même. Téléphone Rist qui parle chef de cabinet »

Puis le lendemain

« *Le Quotidien* dit Descamps<sup>1583</sup> ou Quesnay. Est-ce la grande journée ? [...] je gagne la Banque après avoir téléphoné à Monnet [...] Ecris note Monnet Jay pour Rist sur crédits extérieurs dans antichambre Rist qui arrive :

---

<sup>1583</sup> Jules Descamps ou Décamps (mort en août 1926) est le directeur du service des Etudes économiques de la Banque de septembre 1920 et août 1926. Il « apparaît à ce moment-là comme un défenseur acharné de la déflation et d'un rétablissement l'ancien pair au franc. Décamps est un homme du sérail : il a débuté sa carrière aux Etudes comme attaché en 1910 et semble (comme beaucoup à l'époque) nostalgique de l'avant-1914 » selon Bertrand BLANCHETON dans « fonctions et structures de la Banque de France dans l'entre-deux-guerres » dans Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Gouverner une banque centrale. Du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, Mission historique de la Banque de France, Bibliothèque Albin Michel, 2010, p.186.

Descamps semble écarter pour Strohl<sup>1584</sup>, directeur des services administratifs. Drouilhet vient voir Rist de la part de Laval pour le même but : voit son ami Ramon qui dit D[rouilhet] seul possible. Après visite Picard, Rist et moi déjeunons Renaissance : chef de cabinet ou S[ecrétaire] G[énéral] adjoint. Drouilhet aurait voulu acceptation de [ill peut-être L.]. J'hésite. Même si 10000 logé, dans la maison administration l'importance traditionnelle compte trop. Monnet d'accord [...] Demande moyens d'être utile Jouvenel et Dulot<sup>1585</sup> noirs sur atmosphère parlementaire de ratification. Cette après-midi déclaration. Téléphone Comert Bonnet : sont d'accord pour pousser dans sens Sec. Adj avec attributions nettes, pensant que pour Chef de cabinet, congé de Genève pourrait être obtenu en 2<sup>e</sup> semaine [?]. Avenol m'appelle ce soir chez Rist. Fais taper à nouveau note crédits. Chez Künwald très enthousiaste mon entrée [...] vois Peyerimhoff<sup>1586</sup> et Chalendar, Philippe<sup>1587</sup> Sergent [...] Rist très fatigué et déballé. Tiendra-t-il ? Mauvaise séance à la Chambre : Tardieu contre crédits étrangers émiette la majorité – Les Rist ne croient plus à ma venue, attristés mais ne voulant pas me demander ce sacrifice. Ai-je trop bien réussi ? Au lieu de lui donner envie de lutter pour établir ma position, accablé par difficultés, semble penser à s'entendre [?] à regret avec Descamps qui brigue ce rôle de centre politique monétaire et romprait peut-être si on installait quelqu'un d'autre »

---

<sup>1584</sup> D'après Vincent DUCHAUSSOY *Histoire de l'organisation et de la gouvernance de la Banque de France (1936-1993). La construction d'une institution de marché ?* Thèse de doctorat, Université de Rouen, 2013, p.70, « né le 24 octobre 1881 à Bordeaux, Pierre Strohl entra à la Banque de France le 1<sup>er</sup> avril 1904, en tant que commis à la succursale de Libourne, puis de Nîmes, avant d'intégrer le service administratif du secrétariat général à Paris le 26 novembre 1906. Intégré à l'Inspection à compter du 1er juillet 1911, il fut toujours détaché au sein du Secrétariat général, jusqu'à prendre la tête du service administratif le 16 mars 1920. Nommé Secrétaire général le 1er juillet 1926 en remplacement d'Albert Aupetit, il conserva ce poste jusqu'à sa nomination comme Contrôleur général le 25 juin 1937, six mois avant de prendre sa retraite ».

<sup>1585</sup> S'agit-il de Charles Dulot journaliste à *l'Information sociale*, cité dans *l'Histoire générale de la presse française* p.559 ?

<sup>1586</sup> Henri de Peyerimhoff (1871-1953) est alors secrétaire général (et bientôt président) du Comité central des Houillères de France, « figure du permanent patronal » homme d'influence vis-à-vis de la presse notamment d'après Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.* p.544.

<sup>1587</sup> Il s'agit vraisemblablement de Raymond Philippe, « fils d'un modeste commerçant parisien [qui] a débuté chez Lazard Frères au bas de l'échelle, se révélant au fil des ans un cambiste très doué » au point de devenir associé de la célèbre banque en octobre 1923 selon Guy DE ROUGEMONT *Lazard Frères... op. cit.* p.397.

Une fois de plus, la plume alerte de Quesnay met bien lumière les jeux d'acteurs multiples qui constituent la trame véritable d'un système financier et très certainement, au-delà, de tout marché<sup>1588</sup> : les réseaux transnationaux, forgés pendant la période SDN, jouent notamment à plein, avec par exemple la présence continue de Monnet (apport inédit des carnets Quesnay). C'est encore sur eux qu'il s'appuie pour défendre ses intérêts dans les tractations concernant la formation de la nouvelle équipe dirigeante de la Banque qui se poursuivent le 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet :

« Téléphone à Layton. Téléphone à Avenol qui croit mon retour prochain Rist me fixe rendez-vous Moreau [...] Mayer [ ? ] et Drouilhet conseillent entrer à la Banque. [...] déjeuner Chalendar à la Régence [...] Chez Rist. Jay. Une heure avec Moreau. Suivre comme chef cabinet toute réorganisation monétaire. Avenol ne pourrait refuser détachement Genève demandé par gouvernement. 60000 [F.]. Revois Rist. Rentre Vernet. Téléphone Monnet [...] téléphone en vain à Avenol [...] détachement est-il possible ? D'ailleurs va-t-on faire quelque chose ou gouvernement va-t-il tomber mardi sur Washington ? »

Et

« Les gens sont si bêtes qu'on peut douter ratification – alors pas de stabilisation Genève – si ça colle viendrai-je comme chef de cabinet ? [...] Avenol semble très peu favorable, va écrire Moreau. Monnet me parle venue Denis dans trois semaines. Dans son esprit, aiderais mon ami puis après trois mois remplacerais Denis puis Salter. Suis fatigué. Dictons note Duboin<sup>1589</sup> » ensuite lors du déjeuner en compagnie de Monnet « avec Auboin. Peu d'espoir évidemment : si peu de temps pour temps à faire. Rist éreinté téléphone : parle de démissionner. Le franc suisse dépasse 7. Tardieu hostile

---

<sup>1588</sup> « La thèse de l'encastrement souligne, quant à elle, le rôle des relations personnelles concrètes et des structures (ou "réseaux") de ces relations dans le développement de la confiance » élément fondamental du développement du marché, selon Mark GRANOVETTER « Action économique et structure sociale : le problème de l'encastrement » dans *Sociologie économique*, Paris Seuil 2008, p.88. Cf. l'application qui en est faite par le même auteur au marché du travail dans « approches sociologiques et économiques de l'analyse du marché du travail. Une conception sociostructurelle » *idem*. p.189.

<sup>1589</sup> Jacques Duboin (1879-1976), député de Haute-Savoie de 1921 à 1928, est alors sous-secrétaire d'Etat au Trésor (du 23 juin au 19 juillet 1926) d'après le dictionnaire Jolly.



à ratification et à crédits étrangers a criminellement blessé à mort nouveau cabinet. Monnet va pour moi voir Drummond. Comert téléphone, colère Avenol. Que ferai-je ? Chez Künwald Grünebeyer ».

Ces questions matérielles, tant salariales que statutaires (« chef de cabinet ? »), traduisent la préoccupation de Quesnay de voir validées “socialement” ses compétences particulières, à l’image d’un groupe en plein essor, les experts. Les difficultés sont levées au début de la semaine suivante, puisque Quesnay, comme il l’écrit à Carin le 5 juillet, va « être détaché deux mois ». Cependant il paraît, d’après cette lettre ne pas vouloir demeurer trop longtemps en France, pour faire fructifier son expérience parisienne ensuite à la SDN, le transnational apparaissant bien ici comme une dynamique faite de va-et-vient du national à l’étranger : « il semble que je ne puisse me dérober, d’autant plus que ce séjour à la tête de la Banque de France me sera très utile. Après quelque temps ici, je regagnerais Genève, sans doute pour y prendre la place de Denis chez Salter : souhaitons que ce soit couvert du prestige d’une opération réussie ». On ne retrouve pas dans son carnet un tel projet mais plutôt des éléments – « sauté chez Monnet. Très embarrassé par mon indiscretion involontaire (Avenol Banque Drumond Thirel – lui S[ecrétaire] G[énéral]) Avenol y a vu plan organisé de nov[embre]. De Comert. Me recommande prudence. Vais être détaché deux mois [...] chez Monnet qui revient à ses conseils de prudence » - nourrissant l’hypothèse que des changements à la tête de la Banque étaient “dans l’air du temps” dans certains milieux depuis plusieurs mois<sup>1590</sup>.

Une fois sa situation personnelle provisoirement réglée<sup>1591</sup>, Quesnay fixe à nouveau son intérêt sur la scène politique – « Les discussions à la Chambre vont être dures mais j’espère que finalement on

---

<sup>1590</sup> Le « plan organisé de nov[embre] » évoqué par Avenol correspond-il à celui qu’il a élaboré au moment de la tentative d’un second cabinet Painlevé, début novembre 1925, quand lui-même, selon les carnets Quesnay est à Paris ?

<sup>1591</sup> Le 8 juillet, il note « chez Rist. Moreau porterait de 5 à 10 ou 12000 mon traitement mensuel ». On trouve aux archives de la Banque de France dans le « Dossier personnel de Pierre Quesnay » un projet de décision du 15 juillet 1926 le nommant chef cabinet gouverneur à compter de ce jour avec un traitement annuel de 15000 F.

s'en tirera. La politique de stabilisation devrait alors être entreprise par la Banque »<sup>1592</sup>. Sur celle-ci aussi, le poids de l'expertise financière apparaît de plus en plus nettement, car son témoignage illustre de la plus belle des façons la réalité nouvelle du « mur de l'argent »<sup>1593</sup> (« les discussions [...] dures »). Il assiste, dès le 7 juillet aux débats à la Chambre « dans l'hémicycle les côtoyant : parlé à Joseph Barthélémy, Nogaro<sup>1594</sup>, Clerc<sup>1595</sup>, Franklin-Bouillon<sup>1596</sup> (passe d'armes avec Marin<sup>1597</sup> Renauld<sup>1598</sup>) puis grand discours de Blum, très prenant, modéré, en chef de gouvernement, démolit le rapport des experts<sup>1599</sup>. On pourrait répondre, Caillaux et Briand criblés et crispés ». Le lendemain, les débats se poursuivent sous ses yeux : « à nouveau en séance. La réplique technique de Caillaux est saine mais porte moins bien que discours Blum.

---

<sup>1592</sup> Pierre Quesnay à Carin le 6 juillet 1926. Il lui confirme dans la suite de la lettre le caractère provisoire de son engagement à la Banque : « De toutes façons il semble que dans les prochains jours je m'embarque à la Banque pour juillet et août tout au moins ».

<sup>1593</sup> Sur l'expression et son origine encore obscure cf. Vincent DUCHAUSSOY « Les socialistes, la Banque de France et le « mur d'argent » (1981-1984) » dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*. 2011/2 (n° 110), p.111-122, p.112.

<sup>1594</sup> Bertrand Nogaro (1880-1950), député radical des Hautes-Pyrénées de 1924 à 1934, est aussi agrégé de sciences économiques et docteur en droit, enseignant aux facultés de droit de Montpellier Caen puis Paris, d'après le dictionnaire Jolly. Il est alors (brièvement) ministre de l'Instruction publique en 1926, et surtout « partisan de la dévaluation/stabilisation, s'est effacé devant Caillaux, pour lui laisser la responsabilité des Finances » selon Lucette LE VAN-LEMESLE *Le Juste ou le riche... op. cit.* p.495. « Economiste de renom » il a commencé à militer pour cette stabilisation-dévaluation dès 1924 selon Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.336.

<sup>1595</sup> Il s'agit d'Henri Clerc (1881-1967) futur député radical de Haute-Savoie (1932-1936) qui écrit alors dans *l'Europe Nouvelle* (Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes et la France*, Paris, 1947, T.III p.379 n.2). Sur cet intéressant personnage, cf. Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner... op. cit.* p.138 notamment.

<sup>1596</sup> Henry Franklin-Bouillon (1870-1937) alors député radical de Seine-et-Oise, sera un des partisans les plus fervents d'un gouvernement d'union derrière Poincaré Jean JOLLY (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français op. cit.*

<sup>1597</sup> Il s'agit vraisemblablement de Louis Marin (1871-1960), député de Meurthe-et-Moselle, un des principaux opposants au Cartel des Gauches.

<sup>1598</sup> S'agit-il d'Auguste Reynaud (député du Var de 1924 à 1936) ou de son homonyme Simon Reynaud (député de la Loire de 1924 à 1928) ?

<sup>1599</sup> Avis partagé par ... François de Wendel qui le juge « magistral » parce qu'il « a mis en pièces le projet des experts » selon Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* t.1 p.426.

Sa péroration porte bien. Margaine<sup>1600</sup> et la Banque. Dans les couloirs, Georges Bonnet ». De retour de Genève, le 12 juillet, il formule la question centrale du moment et espère un dénouement rapide : « comment gagner votes et presse ? Caillaux à Londres cette semaine, pleins pouvoirs, semaine prochaine ratifications ». Mais après un week-end familial, pendant lequel il déguste le « cognac Monnet », il assiste à la fin de l'expérience Caillaux – le 16 juillet « avec Drouilhet à la Chambre : Caillaux a poussé Commission des finances pour Parlement demain : du coup livre retombe à 200. / Chez Monnet - Avenol. Caillaux n'aura pas ses pleins pouvoirs : Briand Doumergue [ ? ] pour Poincaré !! » et le 17 « Herriot a voulu parer le coup Poincaré et renverser lui-même le cabinet. Le sauve-t-il ou l'a-t-il ? Il l'a mais c'est la ruine : cabinet cartelliste tuant le crédit mais arrêtant le franc à 350 ou cabinet élargi sans programme, glissade continue. Grande tristesse » - puis à l'échec de la tentative désespérée d'Herriot de remplacer celui qu'il a fait chuté – le 18 juillet « Le cabinet Herriot cartelliste vivrait 8 jours ; le cabinet Herriot modéré tombera sur la chute du franc, faute de programme. [...] Herriot renoncerait à un cabinet cartelliste, essaierait la large combinaison avec Poincaré en se mettant au besoin sous l'étiquette Marin [...]. Ils formeront aujourd'hui. [...] Les socialistes ont refusé collaboration, mais les droites aussi, malgré Marin dont se séparent les amis de Plichon<sup>1601</sup>. Au sein du parti radical, on blâme et mine Herriot » puis le lendemain « le cabinet se forme : Painlevé aurait voulu Finances : reprend Guerre et Bonnet les Pensions !! Monzie seul aux Finances ... », le 20 « la panique gagne / Barthou Vavasseur se débinent. Cabinet cartelliste dont 3 saxons [ ? ] dont Colrat<sup>1602</sup> Loucheur. Programme socialiste et non pas des experts. La Livre monte à 240 ! / Presse contre

---

<sup>1600</sup> Alfred Margaine (1870-1953) est député radical de la Marne (de 1910 à 1942). Quesnay fait référence à sa question « dans un but de clarté » pour « savoir ce qu'elle pense de ce plan, la Banque de France » d'après le Journal Officiel- Débats parlementaires, séance du 8 juillet 1926 p.2807 et suiv.

<sup>1601</sup> Jean Plichon (1863-1936) est député du Nord pour l'Union républicaine démocratique.

<sup>1602</sup> Maurice Colrat (1871-1954) est ministre de la Justice.

Herriot. Public enragé contre. Pas de plan. Crime », enfin le 21, dans la soirée, il passe devant la « Chambre, manifestants, *Marseillaise* Herriot est tombé. Oui, me téléphone *Petit Journal* par 290 contre 239 et l'on appelle Poincaré ». Si l'hypothèse d'un curieux attelage Herriot-Louis Marin est bien connue<sup>1603</sup>, l'analyse de Quesnay à propos du geste inédit d'Herriot, abandonnant son habit de président de la Chambre pour revêtir le complet veston de député<sup>1604</sup>, afin de mieux provoquer la chute de Caillaux, est beaucoup moins conventionnelle voire très surprenante. Il semble ne pas mesurer les motifs personnels et internes au parti radical qui conduisent à un geste si hors des usages parlementaires, y compris quand il raconte à Carin la situation le 18 :

« et le mal s'est accompli, plus grave encore qu'on ne s'y attendait. Herriot sentant venir un cabinet Poincaré a voulu tuer lui-même le ministère pour former, lui, le nouveau mais avec quel programme ou quelle absence de programme ? Je doutais de la capacité de Poincaré à appliquer le plan des experts. Herriot obligé de ménager la droite et la gauche ne va pas pouvoir reprendre ce plan. Il en constituera un à lui, prenant d'un côté prenant de l'autre, rejetant les choses essentielles : je crains que ce ne soit la solution la plus mauvaise. Nous ne pouvons, nous, rien faire et j'ai bien peur que le franc aille bien bas. C'est à désespérer ! ».

Il paraît plus lucide lorsqu'il lui écrit le 16 juillet :

« La situation est bien mauvaise : Caillaux a enfin compris que la vitesse fait partie de notre opération, il va brusquer les choses, exiger qu'en un vote on lui donne à la fois pleins pouvoirs et ratification des accords de Londres et Washington. Mais c'est sans doute trop tard. Il paiera son erreur de ne pas l'avoir fait la semaine dernière, d'avoir à ce moment fait un discours-programme au lieu de déposer des projets. La majorité qui à ce moment a approuvé son discours aurait accepté ses projets et tout serait fini. Au contraire maintenant qu'il présente ses projets, les gens se sont concertés, il ne retrouvera dessus sa majorité. Il faut prévoir sa chute. Le malheur c'est

---

<sup>1603</sup> Cf Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* p.433, notamment sur l'intervention de Wendel pour empêcher sa réalisation.

<sup>1604</sup> Jean-Marie MAYEUR *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Paris, Le Seuil, 1984, p.283.

que le pays paiera et que le franc va tomber on ne sait à quels cours. On s'attend à un cabinet Poincaré Briand qui appliquerait à la lettre le programme des experts ; on dit qu'il le ferait sans comprendre mais avec ponctualité, comme Poincaré a appliqué le traité de Versailles sans l'avoir accepté. Cela ne me rassure pas. J'espère encore que Caillaux, voulant mourir en beauté, se surpassera et décrochera 2 ou 3 voix de majorité, mais on n'y peut compter. Tout cela est bien triste ».

Il souligne ainsi la différence du rapport au temps entre l'expert et le politique. Percevant, depuis son nouveau poste, l'urgence de la situation – il note ainsi le 19 « Discute avec Rist. Je redoute l'escompte à la Banque, en raison panique des porteurs devant consolidation forcée : [...] rien de grave aujourd'hui mais Trésor a dû décaisser 100 millions » - il regrette l'incapacité de Caillaux à adopter le *tempo* indispensable, voire à dégager un plan d'ensemble clair (comme celui qu'il a élaboré à la mi-juin avec Rist lors du Comité des experts), empêtré dans le jeu politique. Peut-être faut-il y voir aussi, en rapprochant ce regret de l'ironie mordante, semble-t-il assez injuste<sup>1605</sup>, contre la faible culture économique de Poincaré, l'effet d'un certain seuil générationnel, Caillaux, Poincaré ou Briand, dirigeants expérimentés, apparaissant aux yeux du jeune Quesnay comme peu capables de faire face à une crise d'un type nouveau.

*Vers la stabilité politique et la stabilisation monétaire.*

C'est pourtant avec Poincaré, nommé président du Conseil et qui forme son cabinet le 23 juillet, que la nouvelle équipe de la Banque va devoir commencer à cohabiter<sup>1606</sup>, un gouvernement avec qui les premiers contacts sont relativement frais puisque Quesnay note le 27 juillet « Moreau et Rist ont lutté contre Poincaré ce matin : pas

---

<sup>1605</sup> Cf. Kenneth MOURÉ, « Poincaré avait-il besoin de connaissances économiques pour sauver le franc ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 16, janvier-avril 2012, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr), en particulier les pages 1 à 4 à propos de la « formation financière » de l'ancien président de la République.

<sup>1606</sup> On peut remarquer dès le 19 juillet que, lors d'un déjeuner chez Monnet, celui-ci « voudrait papier pour Poincaré. Déclare faux les emprunts que Caillaux prétend avoir eus prêts (Morgan et Dillon) ».

d'inflation, cherchez aux banques, on leur escomptera portefeuille commercial mais aussi 1/5 de bons – le gouvernement ne comprend pas la question monétaire ». Si, dans un premier temps la situation ne semble pas beaucoup évoluer – le 28 juillet « Discute avec Leclerc<sup>1607</sup> Rist et lui l'escompte actuel : rapproche terriblement le plafond, ferai note sur modification règles d'émission », le lendemain « Partons avec Moreau pour Versailles : g[ou]v[ernemen]t acculé aux derniers expédients: pense à tirages croisés d'industriels du Nord. Non non et non. Boka[nowski<sup>1608</sup>] fertile et inquiétant »<sup>1609</sup> - rapidement cependant, comme le note Quesnay le 26 juillet au milieu d'un entretien avec le gouverneur, « Urgent le franc vient de monter, la £ allant de 246 à 189. Au lieu laisser faire on pourrait accumuler \$ ». Même si, comme on le verra, il est particulièrement occupé par les relations avec la Banque d'Angleterre, Pierre Quesnay prend sa part technique mettant au point les différents textes réglementaires entérinant le nouveau rôle de la Banque dans la stabilisation. Ainsi dès le 30 juillet, « Avec [Strohl] dans son bureau rédigeons lettre Poincaré sur limite d'émission. Parlementairement va-t-il pouvoir la faire relever ou adopter nouvelles règles ? Ca s'impose » : il s'agit de la hausse du taux d'escompte de la Banque, véritable « tournant psychologique » qui « signifiait au public que la création monétaire serait dorénavant rigoureusement contrôlée »<sup>1610</sup>. Mais la principale innovation porte sur la face externe de la monnaie et donc sur la capacité d'action de la Banque de France sur le marché des changes. C'est la principale

---

<sup>1607</sup> Omer-James Leclerc est alors premier sous-gouverneur de la Banque, chargé de l'escompte et du contentieux selon Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.370.

<sup>1608</sup> Maurice Bokanowski (1879-1928) est le nouveau ministre de l'Industrie du Commerce, des Postes et Télégraphe et de l'Aviation.

<sup>1609</sup> MOREAU note dans ses *Souvenirs...* (p.50) : « l'après-midi, M. Descamps me rapporte qu'il a reçu la visite de M. Mathon, gros industriel de Tourcoing. M. Bokanowski aurait demandé à ce dernier d'amener les industriels du Nord à consentir au Trésor un prêt de 4 milliards qui, représentés par du papier croisé, seraient escomptés par la Banque de France. Si tel est le cas, cette demande de M. Bokanowski démontrerait le désarroi du gouvernement qui ne paraît avoir ni plan ni doctrine »

<sup>1610</sup> Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.387.

innovation du coup d'état de juin 1926 à la Banque. Il aboutit rapidement au vote de la loi du 7 août 1926 autorisant, on le sait, l'Institut d'émission à acheter directement des devises sur le marché<sup>1611</sup>. La part prise par Quesnay dans l'élaboration de cette loi est considérable. Dès le 31 juillet, il note :

« Poincaré a compris demande qu'on prenne question monétaire acceptée de nous autoriser à acheter devises au-dessus de notre limite d'émission, pense nous en donner à vendre en ratifiant et prenant emprunts sinon crédits. Je rédige cet article pour les achats devises et or au-dessus de la limite, vais avec Moreau et Leclerc chez Moret<sup>1612</sup>, Barnaud<sup>1613</sup> au Mouvement des fonds. / Sommes si près de notre plafond qu'allons devoir refuser escompte, ne plus sortir un franc sauf sur les devises. Mais alors le ravitaillement en devises le voilà, mais avec crise immédiate de violence extrême, tous ceux qui ne peuvent avoir de devises... »

N'étant pas associé à l'entretien crucial de la veille entre le président du conseil et le gouverneur qui voit, à sa grande surprise, son interlocuteur lui confier la responsabilité de la stabilisation<sup>1614</sup>, Quesnay forge les armes nécessaires (« cet article ») à cette nouvelle mission. De même le 3 août, après en avoir « discuté avec Moreau [les] conditions à poser pour prendre responsabilités monétaires »<sup>1615</sup> il « rédige noir sur blanc [les] éléments de [la] convention [liant la Banque et l'Etat que] Moreau porte à Moret », mais en même temps « on travaille ferme en ce moment ma

---

<sup>1611</sup> Cf. Olivier FEIERTAG, « Banques centrales et relations internationales au XX<sup>e</sup> siècle : le problème historique de la coopération monétaire internationale », *Relations internationales*, n°100 ; hiver 1999, p. 367-368.

<sup>1612</sup> Clément Moret est directeur du Mouvement général des Fonds (1924-1928). Il sera ensuite sous-gouverneur (1928-1930) puis gouverneur de la Banque de France (1930-1935) selon Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.386.

<sup>1613</sup> Jacques Barnaud (1893-1962), inspecteur des Finances, est alors directeur-adjoint du Mouvement général des fonds selon le *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009*.

<sup>1614</sup> Cf. le récit qu'en donne MOREAU lui-même p.54 et 55. Voir aussi Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* p.446, Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.397.

<sup>1615</sup> Cette convention sera finalement signée le 16 septembre selon Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.63.

loi sur achat des devises est déposée, mais Blum dit inflation. Ça sera voté pourtant », le 7 août 1926. Grâce à elle, « la Banque de France se voit [...] attribuer de nouveaux pouvoirs : elle peut désormais acheter et vendre des devises sans intermédiaire et dispose d'une capacité d'achat théoriquement illimité [...] la loi garantit la Banque de France contre toute nouvelle hausse des avances »<sup>1616</sup>. Son intense activité n'empêche pas Quesnay d'être un observateur particulièrement perspicace des débuts du « miracle Poincaré » : au cœur de cette « "histoire chaude" [des premiers jours du nouveau ministère] influencée par le charisme de ces acteurs »<sup>1617</sup>, il mesure bien combien le président du conseil est l'acteur principal, dans un cabinet qui « a vraiment [des] gens de toutes opinions, sauf gens à programme, ces socialistes et experts caillautistes, quid ? » (le 25 juillet 1926). C'est particulièrement net le 5 août, quand il note :

« Rist a donc vu Poincaré ce matin et s'en est allé pour Bruxelles [...] Denis m'a téléphoné – le change remontait : 164 170 174 avertissant pour Poincaré. Mais avant Moreau le voyait, très gai de ses succès et moins traitable. A cause de Marin Herriot, il refusait de s'engager officiellement par Barnaud, sans être couvert par conseil des ministres, en tout cas pas avant 4 ou 5 jours et même alors négocier en octobre pour ratification. Mais le dernier mot n'en est pas dit. Taxi. Je porte ces nouvelles à Monnet pour Parker Gilbert. Part ce soir pour Londres. [...] Parmentier s'excuse et nous explique. Moreau a vu Boka[nowski] qui au Conseil a de nouveau vivement insisté pour ratification. Poincaré ébranlé, mais Marin contre, de même que Wendel au conseil de Régence contre achat francs : loi à la Chambre aujourd'hui. »

L'essentiel semble de réussir à trouver le moment où Poincaré, quitte à être « ébranlé », sera plus « traitable »<sup>1618</sup>, voire le moins soumis à

---

<sup>1616</sup> Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.398.

<sup>1617</sup> Formule empruntée à Bertrand BLANCHETON, *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.388.

<sup>1618</sup> Selon Jean-Noël JEANNENEY, *François de Wendel... op. cit.* t.II, p.450 « L'euphorie des premiers jours est dissipée. Les deux camps [...] savent la nécessité de tout faire pour influencer un Poincaré encore si incertain, qui avance à pas comptés et qui n'a



l'influence d'un entourage néfaste<sup>1619</sup>. On retrouve cette idée, ainsi que les différences entre les temporalités de l'expert et du politique dans les jours suivants, à propos de la ratification de l'accord franco-américain sur les dettes de guerre, favorisant la négociation de futurs prêts internationaux en faveur de la France<sup>1620</sup>. Nul plus que Quesnay n'est conscient de l'importance de cet enjeu dans le contexte de la stabilisation prochaine de la monnaie française. : le 6 « Chez le gouverneur : désolé ! On ne ratifie plus, Poincaré effrayé par la réaction parlementaire en a peur. Je suis sceptique, espère un nouveau revirement. Pourtant ! » Puis le 7 « Et vraiment l'on ne ratifie plus. Après l'Assemblée nationale de mardi pour constitutionnaliser le cadre (sans fonds) de la caisse de gestion, Poincaré mettra les Chambres en congé ! Mais si d'ici là le change bougeait trop... Ça remonte... ». Il l'explique à Carin dans une lettre du 11 août : « Et les Chambres s'en vont en vacances sans avoir ratifié : c'est évidemment très mauvais. Poincaré comprend que ce serait nécessaire, mais il a peur de risquer l'échec au Parlement après la lettre de Clemenceau. Nous voilà repartis dans l'incertain: c'est rageant après avoir été si près du but ! Mais on va reprendre toute l'affaire. Dans l'intervalle évidemment rien à faire pour éviter des mouvements de change. ». Cette incertitude générale est renforcée par les hésitations de Quesnay lui-même. Plus exactement, il ne pense pas la remontée du franc durable, sans action sur le marché notamment par l'achat massif de devises étrangères, constituant une réserve opérationnelle, qu'il ne cesse d'appeler en vain de ses vœux. Ainsi, il note dès le 26 juillet 1926 « au lieu laisser faire on pourrait accumuler \$ » ou encore le 2 août « le vote Chambre du programme fiscal et l'annonce d'un programme monétaire

---

fermé aucune porte. Ils savent que ce sera une tâche de longue haleine où il faudra user de toutes les armes disponibles, combiner les campagnes de presse avec les pressions les plus directes sur le président ».

<sup>1619</sup> Cf. la conversation avec Moreau le 7 janvier 1927 « Gouverneur a vu Poincaré hier soir : content : pas plus de détail. [...] longue causerie avec gouverneur très bonne : signe les lettres et me raconte conversation Poincaré voulant complète liquidité, remboursements [?], commençant à comprendre et se méfiant de son entourage »

<sup>1620</sup> Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.59.

agissent. La livre tombe de 199 à 191, 184, sans qu'on accumule, grosse faute ». Il est rejoint par Rist le 6 août : « la livre tombe à 160 155. Rist et moi nous nous indignons : on achète pas de devises sauf Barnaud 8 milliers [ou M?] £ ». Plus nettement encore le 4 août « la hausse du franc s'accroît. Et l'on achète toujours pas : la £ tombe à 163. On va avoir réaction » et plus loin il « télégraphie [au] père Carin [de] revendre [des] francs. On va avoir réaction et rien contre », les indications qu'il donne alors à son beau-père illustrant bien sa confiance extrêmement relative quant à la continuation du redressement du franc<sup>1621</sup> ; n'est-il pas possible aussi d'y voir la difficulté de l'expert à anticiper l'impact du politique (ici celui du retour de Poincaré) quant à la résolution de la crise ?

L'accalmie très relative sur le terrain politique, offerte par la mise en place du cabinet Poincaré puis les vacances parlementaires, permet à Quesnay d'achever son installation dans un nouveau cadre, au sein de la Banque de France. De provisoire d'abord – le 6 juillet « chez Rist à Banque pour lettre d'Avenol et pour mon traitement à rembourser Genève si détachement (habiterai chez Picard) » - sa situation devient plus pérenne à partir du début du mois d'août : le 6 « Nouvelle terrible : Décamps [Descamps] en auto s'est tué ainsi que sa femme. Fatalité. Aurait-il dû partir en congé ? » « Causeries avec Rist, qui sur visite de Bousquet, me demande si la succession de Décamps me conviendrait. Triste mais oui. On pourrait renoncer à francs suisses, même à la Retraite pour une telle rentrée sur la place. Mais est-ce possible ? » et le lendemain « Le gouverneur me parle : a consulté Rist et Strohl, peut m'offrir de faire fonction de chef de service Economique, restant son chef de cabinet. Après quelques mois je passerais chef puis Directeur. Demande réflexion. Ecris à Avenol pour conseil » avant d'accepter quelques jours plus tard. Cette nomination, dans le contexte monétaire

---

<sup>1621</sup> Preuve du flou de la situation et de sa confiance très relative, il avait pourtant, le 1<sup>er</sup> août « télégraphié [au] père Carin acheter des francs ».

compliquée<sup>1622</sup>, a des conséquences directes sur les revenus de la famille Quesnay, ainsi que Pierre le note le 10 août - « Ecris note au gouverneur signalant ma situation Genève : vais perdre mes versements à la caisse, mon déménagement, mes frais de maison. Début bail traitement. Fais lire à Rist et Strohl » - et surtout ainsi qu'il l'écrit à Carin le lendemain :

« Nous en souffrirons maintenant directement à titre personnel, car depuis ce matin, j'ai accepté la proposition de Moreau et nous voici payés en francs français. Mon traitement est évidemment, étant donné mon âge le plus gros traitement officiel français mais je ne crois pas qu'il puisse actuellement nous suffire pour vivre comme nous vivons [mais] il était vraiment impossible de refuser et du point de vue avenir c'est une rentrée à Paris par une porte inespérée. J'aurai environ 100000 francs par an à la Banque : je ne crois pas que cela nous suffise. J'aurai la possibilité de compléter ce traitement par d'autres ressources comme le faisait Décamps : je ne tirerai pas sur cette corde, car c'est ce qu'on reprochait surtout à mon prédécesseur. Tout au plus pourrai-je accepter d'écrire quelques articles et peut-être de reprendre son cours de sciences financière à l'Ecole de Sciences Politiques : ton rêve de me voir rentrer dans l'Université recevrait ainsi satisfaction ».

Il poursuit en écrivant qu'il espère pouvoir se faire céder par la Banque de France un appartement donnant sur le jardin du Palais-Royal, dans un des vieux immeubles qu'elle a acheté mais où les travaux nécessaires effraient Moreau. Puis il poursuit :

« Mon traitement officiel va être de 30000 comme chef des Etudes et 24000 comme chef de cabinet ; les allocations de vie chère, indemnités familiales le porteront à 75000 80000 et une enveloppe de 20000 F en fin d'année complète le tout. C'est évidemment très loin de ce que je pourrais avoir dans le cadre international (2300£ soit 4 à 500000 F) mais ce n'exclut pas la possibilité d'y rentrer un jour et mes nouvelles fonctions vont me faire un nom dans mon pays ».

Éloquent témoignage qui confirme que l'expert transnational des années 1920 ne cesse de bénéficier d'une identité nationale forte et même

---

<sup>1622</sup> Se pose ainsi à lui très concrètement la question du change, puisqu'il note le 28 juillet 1926 : « n'avons plus guère d'argent : hésite à changer argent suisse. Faudra bien vivre en septembre ».

revendiquée. « Nommé » le 20 août<sup>1623</sup>, après avoir noté le 15 « et nous revoilà Français de France », il insiste tout particulièrement sur les questions de logement, avec parfois une pointe de nostalgie par rapport à sa situation suisse – le 17 août « Vu Strohl : peu à compter sur appartement Palais-Royal ! Aupetit prend tout. Pourtant à insister. Ça vaudrait la peine. Sinon, regret de Genève d'autant plus que paierai cher pour moche » ou encore le 3 septembre quand il repasse à Genève « au bureau conversation Avenol / que la maison est agréable ! [...] et quitter tout ça ? » - d'abord car la situation va mettre un certain temps pour se régler<sup>1624</sup>. Mais la question immobilière ne se résume pas pour Quesnay à trouver un logement parisien : il se met aussi en quête d'une propriété normande, ainsi qu'il le note le 1<sup>er</sup> août quand il visite une propriété un « grand château » vers Bourg Achard Mauny, qui ne lui semble « pas trop cher ». Ce projet s'inscrit indiscutablement dans un souci de “tenir son rang” dans une institution où Quesnay entre en contact avec les représentants de la très haute bourgeoisie et les familles dirigeantes de la haute banque, notamment lors de ses rencontres avec les régents de la Banque : ainsi le 28 juillet il est « en jaquette » car prend part au « déjeuner des régents : Bourgis Montigny<sup>1625</sup> Balsan<sup>1626</sup> à côté Rothschild : discussion chasses seulement ». Quesnay se plie rapidement et sans grande difficultés aux rituels qui organisent la vie de la Banque notamment lors de la fin de l'année : le 28 décembre le « Gouverneur me remet 40000 francs enveloppe pour mon service » le 31 décembre ce sont

---

<sup>1623</sup> On trouve dans le dossier personnel de Pierre Quesnay (Banque de France Dossier personnel de Pierre Quesnay boîte 191 dossier 52614) une décision de Moreau du 19 août 1926 en en faisant, à compter du 20 août le chef service études économiques en remplacement de Décamps, avec un traitement annuel de 20000 F.

<sup>1624</sup> Le 12 septembre 1926, Quesnay écrit une longue lettre à Rist (BF Fonds Rist boîte 18) dans laquelle il se plaint des difficultés de logement alors qu'il a accepté de ne toucher que la moitié de ce qu'il touchait à Genève. Le 28 septembre il note dans son carnet la signature du bail pour un logement 28 rue Gay Lussac, au 3<sup>e</sup> étage sur le jardin.

<sup>1625</sup> Charles Bourgis et Maurice Montigny sont des trésoriers –payeurs-généraux, nommés comme régents par l'Etat, selon Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel...* *op. cit.* t.1 p. 238.

<sup>1626</sup> Jean Balsan, élu en 1923, est le représentant des industriels *ibid.* p.239.

« visites traditionnelles de la Banque ! », un peu plus tard, le 15 janvier 1927, c'est « en habit [la] soirée du gouverneur [...] foule les Rist l'Inspection des Finances – pour le reste pas d'accrochage ». A côté de l'installation familiale et personnelle, il prend soin également de s'installer professionnellement : dès le 16 juillet 1926 il note « 11H Banque. Mon bureau est l'ancienne antichambre de Rist » et écrit à Carin « Je me suis présenté aux grands chefs de service de la Banque qui m'ont très bien reçu ». Ayant levé tout malentendu avec Strohl – le 30 juillet « Strohl m'ouvre son cœur : Aupetit, collaborer, équipe. Ça gaze » - il recrute les membres de son service : le 6 août il « convoque Lelaurain qui voudrait quitter son service, pour le change qu'on crée par exemple », le 12 août « Drouilhet voudrait remplacer Ramon<sup>1627</sup>. Oui si R[amon] part. ». A propos de celui-ci, il note le 8 octobre 1926 : « Dîne avec Rist [...] est méfiant de Ramon » ; en effet, cette situation personnelle traduit bien le petit putsch administratif qu'a constitué l'arrivée de la nouvelle équipe dirigeante autour de Moreau et le limogeage de Robineau et Aupetit dont Ramon était proche. Un extrait d'une lettre un peu postérieure de Quesnay à son maître le 11 juillet 1927 - « Je laisse mon service à vos ordres. J'aimerais que rien n'y soit réglé en mon absence. La question de réintégration formelle de Ramon est toujours en suspens : il continue son *Histoire*<sup>1628</sup> jusqu'en février mars et fait liaison avec l'Escompte pour leur fournir des prix de marchandises et autres indices économiques. J'aimerais l'orienter de ce côté et peut-être même si l'Escompte y consent, le détacher matériellement chez Mollie. J'ai si peu

---

<sup>1627</sup> « Gabriel Ramon, alors en charge des recherches historiques auprès du secrétariat du Conseil général après avoir été chef de service à la direction des Études économiques sous la direction de Pierre Quesnay, tenta à la fin des années 1920 de produire la première somme historique sur la Banque de France se fondant sur les archives de la banque d'émission » Vincent DUCHAUSSOY *Histoire de l'organisation et de la gouvernance de la Banque de France (1936-1993)...* op. cit., p.25. D'ailleurs Quesnay mentionne le 22 novembre 1926 : « Ramon et son histoire banque ».

<sup>1628</sup> Cette *Histoire de la Banque de France d'après des sources originales* sera finalement publiée chez Grasset en 1929.

de place. Je récupèrerais ainsi un bureau »<sup>1629</sup> -, non seulement confirme les tensions autour de Ramon mais permette aussi de mesurer les difficultés matérielles dans lesquelles se débat Quesnay à la recherche d'un peu d'espace, lui qui compte ses bureaux. D'après un croquis de sa main, sans date<sup>1630</sup>, son service des Etudes, qui compte douze personnes<sup>1631</sup>, est divisée en trois sections, la section économique avec « Ramon, Lacourt, Rodas et Bénouville<sup>1632</sup> », la section monétaire avec « [Pierre] Ricard, Lagarde, Royot » ainsi que Lacourt chargé de la « liaison avec Information Changes ») et le « bureau des traductions » « avec « Dubern<sup>1633</sup>, De Valette, Raffégeau<sup>1634</sup> [et] Coste ». Ces péripéties de bureau traduisent bien la mutation qui caractérise alors l'Institut d'émission en France en train de se transformer en « banque centrale » notamment par le « constant effort de construction de ses capacités techniques et administratives »<sup>1635</sup> avec la naissance du service du change<sup>1636</sup>, le développement du service des Etudes... La faiblesse numérique de ses moyens semble pourtant ne pas trop gêner Quesnay pour faire entendre au sein de la Banque des positions théoriques

---

<sup>1629</sup> BF fonds Rist, boîte n°18, dossier 18-5 « correspondance ».

<sup>1630</sup> AN 374 AP 37-38 dossier « Services ».

<sup>1631</sup> Effectif qui correspond à ce qu'observe Bertrand BLANCHETON, pour 1927, dans « Fonctions et structures de la Banque de France dans l'entre-deux-guerres » article cité p.183.

<sup>1632</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 1926, Quesnay note « Bénouville nouveau stagiaire ». Maurice Bénouville « attaché au services des études de la Banque de France » a traduit en 1935 *L'Angleterre dans le monde, formation et expansion de l'Empire Britannique. Histoire de notre temps* de Johannes Stoye aux éditions Payot.

<sup>1633</sup> Il s'agit peut-être d'Eugène Boislandry-Dubern « attaché au service des Etudes économiques à la Banque de France » ayant collaboré au *Journal des économistes* entre 1910 et 1912 et au *Journal de la société statistique de Paris* en 1919 et 1921 (base Isidore).

<sup>1634</sup> S'agit-il de Pierre Charles Raffégeau (1892-1969) directeur honoraire de la Banque de France, d'après le faire-part de décès, contenu dans son dossier d'officier de la Légion d'honneur, obtenu pour sa conduite au front pendant la première guerre ?

<sup>1635</sup> Cf. Carl-L. HOLTFRERICH et James REIS « Introduction » dans Carl-L. HOLTFRERICH James REIS et Gianni TONIOLO *The Emergence of Modern Central Banking from 1918 to the Present*, Aldershot, Ashgate, 1996, p.1-10, p.6.

<sup>1636</sup> Cf. Emile MOREAU *Souvenirs op. cit.* p.103.

relativement originales. Il peut s'appuyer sur sa proximité avec Rist : avant même leur nomination, le 13 juin 1926, il note « Gagne Rist à l'idée de taux variables<sup>1637</sup>, Spitzer<sup>1638</sup> lui suggère les obligations de chemin de fer allemands à la caisse de gestion ». On retrouve des idées proches le 18 quand il « supplie Rist faire proclamation monétaire » puis avec Künwald « discute taux à cause bouleversement social mais l'accord contre la Banque, veut faire rétablir convertibilité, abolir cours forcé. Donnerait à la Banque la gestion des bons, l'obligeant ainsi à élever taux ». Cette volonté de donner un rôle accru à la rue de la Vrillière se retrouve à propos des réserves de change que Quesnay veut voir constituer : il note ainsi le 26 juillet « chez le gouverneur : refuser l'argent à l'Etat, l'orienter vers les banques privées, n'accorder à celles-ci de crédit que contre leur papier commercial, les bloquer pour leur autonomie en visant tous emprunts extérieurs. / Il a compris et, ravi, il marche. 2<sup>e</sup> stabilisation c[est]à d[ire] avoir réserves de devises et de billets, ce qui suppose emprunts extérieurs et abolition règle du plafond pour %age [pourcentage] ». On retrouve ici et les idées échangées avec Rist le 13 juin à l'occasion d'une « excellente promenade bois : devoir de la Banque de diriger le marché monétaire ». Cette idée très « technique », portée par l'expert qu'est Quesnay, d'une Banque de France dirigeant le marché monétaire est à rapprocher de l'idée de « service public » monétaire qu'il a déjà utilisé dans son compte-rendu

---

<sup>1637</sup> Il s'agirait alors d'une rupture avec la politique menée par la Banque de France à propos de son taux d'escompte au moins jusqu'en 1914 puisque, dans « La révolution de l'escompte dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle » dans *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n°23/2001 p.143-163, Alain PLESSIS écrit que, à partir des années 1870, « comme la Banque de France a réussi à amasser un magot d'or considérable qui protège ses billets en cas de crise, comme de plus elle se montre soucieuse de donner satisfaction à une opinion toujours hostile aux hausses de son taux, elle tend à en limiter autant que faire se peut les modifications, et à le maintenir de plus en plus stable à un niveau modéré de 3 à 2,5 % ».

<sup>1638</sup> S'agit-il de la banque Spitzer fondé par Arthur Spitzer (1871-1944) le « banquier-financier » évoqué par Hubert BONIN dans *La Banque de l'Union Parisienne (1874/1904-1974). Histoire de la deuxième grande banque d'affaires française Paris, éditions Plage, 2001* p.526 le Arthur Spitzer « administrateur d'origine hongroise, spécialiste des finances obligé de démissionner en 1913 » selon Chantal RONZON-BELOU « Banquiers de la Belle Epoque » ARSS 2003/1 - n° 146-147 pp. 8-20 ?

du comité des experts et qu'il explicite également dans une note (sans date) « Autorisation d'émission donnée à la Banque de France »<sup>1639</sup> : la Banque de France va être autorisée à acheter de l'or et des devises contre des billets ne rentrant pas dans le calcul de son contingent normal d'émission « c'est-à-dire que la Banque de France est autorisée à dire à ceux qui thésaurisaient l'or ou les devises étrangères pour se préserver contre les mouvements du change "à quoi bon conserver votre propre encaisse ; l'insécurité monétaire va cesser, je vous remets des francs contre ces réserves que je groupe pour les employer à la défense du franc" » « ces achats de devises marqueront le retour à l'état normal à la notion d'un service public garantissant la sécurité monétaire au lieu que chaque particulier prenne lui-même, au détriment de l'intérêt général, des mesures pour sa propre sauvegarde ». Il explique ensuite que ce n'est pas de l'inflation mais « c'est la conversion d'épargnes faites en monnaies étrangères qui pourront se replacer en monnaie nationale », ce n'est pas « créer, sans base ni raison, de nouveaux pouvoirs d'achat » (inflation) mais c'est « émettre du billet sur la base de valeurs réelles », « pour la Banque remplir son rôle de Banque nationale d'émission ». Dans une note de début août à propos des « Conditions de la sécurité monétaire »<sup>1640</sup>, on retrouve le discours de l'expert au regard ouvert sur le monde par ses expériences précédentes quand il défend notamment l'idée d'un recours aux emprunts extérieurs, liés au règlement de la question des dettes de guerre :

« L'annonce du programme financier du gouvernement a eu les effets qu'il en attendait. La confiance est rétablie, les cours de change sont notablement améliorés » « le renversement du mouvement des capitaux s'est produit. Les rapatriements de devises ont commencé, leur conversion en F se poursuit. Par une loi, actuellement devant les Chambres, le gouvernement autorise la Banque de France à acheter ces devises, constituant ainsi la réserve de change qui doit remplacer la réserve privée que trop de

---

<sup>1639</sup> AN 374 AP 5.

<sup>1640</sup> AN 374 AP 5.



particuliers avaient amassée » « mais un grand pays comme la France peut non seulement compter sur les concours que lui apportent ses nationaux ; il inspire aussi suffisamment confiance pour que des appuis étrangers lui soient consentis [...] l'afflux de ces devises [étrangères] comme le retour des avoirs français qui demeuraient à l'étranger, doit améliorer et renforcer la valeur du franc » « L'Amérique est un grand réservoir de capital disponible. Mais l'exportation de fonds américains ne peut avoir lieu que vers un pays ayant réglé la question de leurs dettes envers les Etats-Unis » « Il ne faut donc pas que ce réservoir lui soit fermé pendant les mois où elle assainira sa situation monétaire. Elle doit apparaître le plus tôt possible comme une débitrice avec laquelle on peut contracter et se mettre ainsi dans la situation de pouvoir créer et maintenir la sécurité monétaire »

Enfin dans une autre note du 6 août 1926<sup>1641</sup>, à propos des « Considérations pouvant intervenir dans la détermination du taux de stabilisation », il fait une proposition originale<sup>1642</sup>, celle du franc comme « la 1/20<sup>e</sup> partie d'un gramme d'or monétaire » (20000 unités au kilo d'or monnayable), ce qui équivaut à un taux de 162,72 FF/livre<sup>1643</sup>. Outre les avantages strictement économiques d'un tel franc sous-évalué « afin de minimiser les tensions économiques nées de la stabilisation »<sup>1644</sup>, Quesnay insiste aussi sur les effets psychologiques et internationaux d'un tel taux : outre que, selon lui, les anciennes pièces qui ont une valeur non décimale ne pourraient plus circuler dans le public et seraient donc ainsi rapatrier vers les réserves de la Banque, « le pays qui avait pris la tête de l'Union latine, qui a donné au monde le système métrique, peut lui proposer une monnaie liée directement à l'or par un rapport simple, créer un franc qui corresponde à un poids d'or facilement vérifiable, comme la

---

<sup>1641</sup> *Idem.*

<sup>1642</sup> Il semble nourrir cette idée depuis un certain temps puisqu'il note le 26 mai 1926. On la retrouve également dans le plan préparé avec Rist lors du comité des experts : « notons en passant et sans attacher trop d'importance aux caractéristiques de la future parité qu'au taux de 6,45 pour le franc suisse (162,70 pour la £), 100 F représenteraient exactement 5 grammes d'or 900/1000<sup>e</sup> », il serait alors possible de « rallier à l'étalon monétaire français un certain nombre de pays qui appliquent actuellement le système métrique décimal » « Autour du comité d'experts II » p.7.

<sup>1643</sup> Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.71.

<sup>1644</sup> Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.63.

Révolution avait créé un franc de poids décimal par rapport à l'argent » ainsi « le nouveau franc or seule monnaie du monde rigoureusement décimale pourrait prétendre au rôle de monnaie internationale, étalon des valeurs comme le mètre est admis pour étalon des mesures », ainsi auprès d'un « public français logique et rationnel » « le nouveau cours lui ferait l'effet d'avoir été de tout temps le cours fixé par la prédestination ». Cette proposition semble être bien accueillie par Moreau selon Quesnay qui note le 9 août 1926 « mon article sur le niveau décimal enthousiasme Moreau qui l'a fait lire à Poincaré, prévenu contre parce que trop bas »<sup>1645</sup>. La mention de l'attention que porte le président du Conseil à ses notes, montre bien que l'installation à Paris de Quesnay, en ce qui concerne sa réputation, est réussie. C'est notamment dans les lettres à Carin qu'il évoque cette reconnaissance croissante de sa valeur : le 6 juillet « J'ai diné hier soir avec Künwald et à midi avec Auboin le directeur de *l'Europe Nouvelle*. On a tant parlé de moi ces derniers temps que je vais rencontrer pas mal de jalousies, mais qu'importe si l'on peut faire quelque chose » le 22 « Vais-je partir ? En tout cas, bien coté, en cour » puis le 2 août « Moreau très gentiment cette nuit a exposé mes idées à Poincaré qui a dit "Quesnay ah oui on m'a dit qu'il était tout à fait remarquable" ». L'appréciation portée par Moreau, au moment de la nomination de Quesnay à la tête du service des études illustre bien également l'aura pris par le jeune trentenaire<sup>1646</sup>. Cependant, dès les journées de juin quand est évoqué son nom pour être secrétaire général de la Banque, Quesnay affirme préférer être « en coulisses oui, en vedette non » (21 juin). Il se fixe notamment comme mission de soutenir un Rist qu'il dépeint parfois comme dépassé ou écrasé par les événements : le 22

---

<sup>1645</sup> Il faut noter qu'on ne trouve pourtant, aucune mention de cet enthousiasme dans les *Souvenirs... op. cit* d'Emile MOREAU.

<sup>1646</sup> « Je le [Quesnay] crois très supérieur à ce dernier [Décamps]. Son instruction est étendue et malgré son jeune âge, il a beaucoup d'expérience. En qualité d'agent technique, il a dirigé pendant quatre ans, la réforme monétaire de l'Autriche. Son passage au Secrétariat général de la Société des Nations lui a assuré de nombreuses relations avec les personnalités les plus importantes à l'Etranger » Emile MOREAU *Souvenirs op. cit.* p.67.

juin il « dope Rist – conciliation oui mais chacun son métier. » puis le 29 « Rist très fatigué et déballé. Tiendra-t-il ? Mauvaise séance à la Chambre : Tardieu contre crédits étrangers émiette la majorité – Les Rist ne croient plus à ma venue, attristés mais ne voulant pas me demander ce sacrifice. Ai-je trop bien réussi ? Au lieu de lui donner envie de lutter pour établir ma position, accablé par difficultés, semble penser à s'entendre [ ? ] à regret avec Descamps [chef service études économique] qui brigue ce rôle de centre politique monétaire et romprait peut-être si on installait quelqu'un d'autre » puis le 30 « Rist écrasé. Comprends que je ne puis lâcher le certain pour cabinet et que S[ecrétaire] G[énéral] adjoint signifie lutte à mort avec Decamps. La redoute. Alors ? ». Il faut noter que dans cette coulisse on retrouve une figure bien connue des réseaux transnationaux nées en Autriche, Künwald : le banquier viennois semble influent auprès de Painlevé puisque le 19 juin « Künwald consulté par Painlevé sur Avenol » puis le 21 « Künwald va chez Painlevé. Trois dangers de Poincaré : prestige, rapports avec Experts, rapports avec Banque ». Les contacts avec Quesnay sont fréquents : le 5 juillet « dîner [avec Künwald] : nationalisme économique américain contre socialisme » le 4 octobre « chez Künwald » le 6 « déjeuner Künwald ». Cette médiation de nature internationale, au cœur du jeu politico-administratif français, tend à confirmer que les dynamiques transnationales des années 1920 se fondent toujours sur le cadre international, mais que les franchissements de frontières, de nature privée sont la marque décisive de l'après 1914<sup>1647</sup>.

### **Un projet ouvert sur le large.**

#### *Vers le central banking.*

Outre son vieil ami autrichien, Quesnay n'hésite pas à consulter et fréquenter ses anciens collègues de la SDN. Ainsi le 11 juin « avec Rist hôtel Byron, thé Niemeyer. Bonne conversation. Rist lui montre les 2

---

<sup>1647</sup> Cf. Raymond ARON *Guerres et paix entre les nations*, Paris, Calmann-Levy, 2004, p.180-190.

difficultés : la dette flottante et la théorie monétaire soupçonnée chez la Banque ». Il est manifestement consulté par Avenol à propos de sa succession ainsi qu'il l'explique à Rist dans une lettre du 12 septembre 1926<sup>1648</sup>, dans laquelle il analyse combien l'indépendance du personnel de la SDN vis-à-vis du monde politique français rehausse sa crédibilité : « Avenol a de gros ennuis pour ma succession à Genève : la presse ayant annoncé mon départ, Briand lui a notifié qu'il savait l'existence d'une vacance, attachant une importance particulière actuellement au choix du personnel français et entendait désigner les candidats. Nous sentons là l'influence de son entourage qui doit avoir des créatures politiques à placer et nous sommes très ennuyés : c'est parce que nous nous sommes toujours recrutés librement que l'équipe française de Genève a pu se constituer et prendre tant d'action sur toutes les autres nationalités »<sup>1649</sup>. Il y annonce à Rist qu'il va être sollicité pour devenir le membre français du comité financier, lui recommandant d'accepter pour que ne soit pas nommé un inspecteur des Finances qui fasse « perdre tout contact avec la SDN »<sup>1650</sup>. Il participe aussi à une « conférence économique » en novembre 1926, à Genève, notant uniquement dans son carnet les rencontres qu'il y fait, parmi lesquelles celle d'Albert Thomas dont il semble assez proche pour retoucher son discours : le 18 « conférence économique – déjeuner Serruys les Allemands Trendelouby [?] Lammers / auto Serruys Peyerimhoff [...] auto Avenol / seul avec lui », le 19 « petit déjeuner avec Denis » « comité de coordination » « Déjeuner Pelt Török Denis » « colonel Wase maison / Conférence finale Avenol Thomas / Discussion Basch / Denis et Bonnet sont chez Avenol » puis le

---

<sup>1648</sup> ABF fonds Rist boîte 18.

<sup>1649</sup> Autre signe que son avis compte à propos de son successeur : il note dans son carnet le 12 novembre 1926 « Avenol me téléphone – vu Rist Moreau [...] Avenol (Haguenin ? Giraud ? Charron ?) ». Le 1<sup>er</sup> décembre 1926, il note encore « visite Chalendar : refusera ma succession ? »

<sup>1650</sup> Cette demande est formulée finalement par Avenol lors d'un dîner le 25 novembre 1926, selon le journal de Rist (BF fonds Rist boîte 17), qui lui dit qu'il acceptera « si Moreau consent, à cause des contacts que le Comité permettra à la Banque de garder avec la situation financière internationale »

20 « avec Denis chez Stoppani pour petit déjeuner » « taxi Thomas – revoir son discours contre revalorisation -son action Paris » « Banque visite Attolico (Mussolini et Volpi) » « Déjeuner Comert au club avec Cambo, épatant : esprit israélite gena [ ?] *etcetera* et profond. Conversation Comert (Haguenin). Thé chez Salter » « Bonnet ». Une fois installé à la Banque, Quesnay reçoit, de la part de ses anciens collègues, des sollicitations<sup>1651</sup> qui peuvent aussi se révéler des atouts pour lui. C'est notamment le cas le 25 août 1926, quand Comert lui recommande Roberts de l'*Associated Press* ainsi qu'Howard de l'*United Press* « un des Américains les plus remarquables que j'ai rencontrés. Extrêmement intelligent et très vif, très loyal, très sûr. Il m'a souvent fait songer à notre ami Monnet. Il a aux Etats-Unis une influence très considérable. Ayant commencé avec rien, il est aujourd'hui possesseur d'une fortune d'une quinzaine de millions de dollars. Président de l'*United Press*, propriétaire de vingt-sept journaux et directeur d'une correspondance qui adresse à 1100 journaux des articles sur les sujets les plus divers »<sup>1652</sup>. Outre les félicitations pour sa nomination à la tête des Etudes, Quesnay reçoit aussi des conseils de Maurice Frère à propos de la stabilisation à venir, le 30 août 1926 : « si je puis me permettre un conseil, je vous dirai de ne pas trop craindre la consolidation forcée. L'expérience que nous venons de tenter est bien intéressante à cet égard. On devrait craindre qu'à la suite de cette mesure il se produirait un resserrement du marché des capitaux. Au lieu de cela et en dépit de la hausse du franc le mois de septembre a été marqué à Bruxelles par une hausse appréciable des valeurs ! N'est-ce pas là un résultat de nature à vous pousser dans la même voie »<sup>1653</sup>. De Ter Meulen, le 1<sup>er</sup> puis le 9 novembre 1926, il reçoit des indications à

---

<sup>1651</sup> Ainsi Maurice Frère recommande, par sa lettre du 18 août 1926, le professeur David Friday de passage à Paris ou Pospisil (gouverneur de la banque nationale tchécoslovaque) qui recommande, le 18 septembre 1926, Haskovec venu étudier à la Banque de France (AN 374 AP 9).

<sup>1652</sup> BF Fonds Rist boîte 18. Roy W. Howard dirige le groupe Scripps troisième groupe de presse américain selon Yves-Marie PÉREON *L'image de la France dans la presse américaine 1936-1947*, Peter Lang, Bruxelles, 2011, p.36.

<sup>1653</sup> AN 374 AP 9.

propos de la spéculation sur le franc sur le marché d'Amsterdam « et probablement aussi [de] la spéculation allemande qui a opéré sur le marché hollandais », ce qui n'est pas sans rappeler, dans le sens inverse, la situation de 1924<sup>1654</sup>, même si « il est toujours excessivement difficile, pour ne pas dire impossible, d'estimer l'envergure » de ces actions. Quesnay est surtout en contact avec Jean Monnet, dont les conceptions, au moment du comité des experts, sont assez proches des siennes comme on l'a vu le 19 mai 1926. D'après le compte-rendu inédit du comité des experts, Monnet est assez actif dans la coulisse : il « était enthousiaste » au projet de plan Rist Quesnay du 14 juin<sup>1655</sup>, il transmet les informations reçues des Etats-Unis :

« Une lettre de Douaigh Morrow à Monnet a été aussi pressante et l'a, lui, tout à fait convaincu. Les Banques d'Emission étrangères auraient accordé il y a 6 mois à la B[anque de] F[rance] des *revolving credits* sur la base de son encaisse pour faire une politique oscillante de préstabilisation. Aujourd'hui, elles s'y refuseront ; il faudrait donc marcher directement sur l'or, sans pouvoir jouer du taux d'escompte pour le récupérer et l'on risquerait un coûteux insuccès. L'étranger craint en effet qu'avec notre atmosphère politique, des hésitations se produisent pendant la période d'oscillations, qu'on ne change le taux moyen. Il veut un engagement ferme dès le début, convaincu d'ailleurs qu'on ne trouve pas par tâtonnements le taux idéal pour la balance des exportations et des importations, mais que tout s'adapte au taux fixé d'autorité. Il est donc probable qu'il faudra dès le début une politique de change fixe, l'annonce d'un taux, ce qui permettra d'obtenir les *revolving credits*, de ne pas toucher à l'or en apparence, de jouer du taux d'escompte »<sup>1656</sup>.

On a vu qu'il continuera ce rôle le 24 juin. Il tente avec Quesnay d'influencer les acteurs politiques, ici Caillaux par l'intermédiaire de

---

<sup>1654</sup> Cf. Jean-Noël JEANNENEY dans « la spéculation sur les changes » dans *L'argent caché*, Paris, Fayard, 1981. Cf. aussi Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.402.

<sup>1655</sup> « Autour du comité d'experts I » p.11.

<sup>1656</sup> « Autour du comité d'experts II » p.2. Mention synthétique de cette information dans le carnet de Quesnay le 13 juin 1926 : « visite Monnet : lettre de Douaigh Morrow stabilisation immédiate ».

Laval : « c'est la conception que, Monnet et moi, nous avons développé à Laval aujourd'hui 14 juin en lui disant : la possibilité de la stabilisation c'est aux experts de la démontrer ; le taux c'est à eux de l'indiquer ; la volonté de fixer immédiatement ce taux c'est au gouvernement qu'il appartiendrait de l'affirmer »<sup>1657</sup>. Il est aussi pour Quesnay un connecteur vers des acteurs de premier rang : le 20 juin après qu'il ait « Téléphon[é] à Monnet sur Banque d'Angleterre », il se rend « chez Monnet ; Jouvenel Kindersley<sup>1658</sup>. Monnet veut que je laisse Rist me proposer S[ecrétaire] G[énéral]. A Londres pour B[anque de] F[rance] et non espion de B[anque d'] A[nleterre] » ; le 28 juin toujours « chez Monnet : Jay<sup>1659</sup>, les emprunts américains chez Morgan, Hajes<sup>1660</sup> » ; plus tard, ce sera le 3 septembre 1926 un « après dîner chez Dwight Morrow de la part de Monnet. Très bonne conversation hôtel Beau Rivage »<sup>1661</sup> ou le 16 novembre 1926 c'est « chez Monnet : [qu'il rencontre] Chilton et Goron de la Chase ». Le rôle de ses réseaux internationaux est souligné indirectement lors d'une conversation avec Avenol le 26 juin dès la nomination de Moreau connue « Avenol plus tranquille : me remercie avec émotion. Veut envisager maintenant liaison avec le ministère et Banque pour, avec Monnet, engager action internationale ». Grâce à eux il est à-même de fournir des indications pratiques importantes comme le 22 juillet « je pars ce soir pour Londres ! Moreau Rist. Non dit Monnet :

---

<sup>1657</sup> *Idem* p.3.

<sup>1658</sup> Sur cette figure centrale de la place de Londres, « l'un des directeurs de la Banque d'Angleterre et président de Lazard Brothers de Londres » (selon Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.153), cf. DE ROUGEMONT *Lazard Frères... op. cit.* p.328 et suiv.

<sup>1659</sup> Pierre Jay (1870-1949) est lui un associé de la Banque Morgan, il est aussi agent général adjoint pour paiement réparations (1926-1930).

<sup>1660</sup> Herman Harjes est le représentant de Morgan à Paris selon Jean-Noël JEANNENEY dans « la spéculation sur les changes » dans *L'argent caché*, p.225.

<sup>1661</sup> Sur les contacts privilégiés de Monnet avec Dwight Morrow (1873-1931), un des principaux associés de la banque Morgan, cf. P.L. COTTRELL « Norman, the Bank of England and Europe during the 1920s: case studies of Belgian and Italian stabilisation » dans Eric BUSSIÈRE et Michel DUMOULIN *Milieux économiques et intégration européenne en Europe occidentale au XX<sup>e</sup> siècle*, Artois Presse Université 1998, p.39.

Norman absent jusqu'à lundi » ou le 27 « Télégramme Norman arrive demain, sera ici jeudi : Monnet confirme ». On trouve une sorte de synthèse des différents rôles de Monnet le 2 août quand Quesnay note « Visite de Monnet qui a fait marcher Boka[novski] sur Poincaré mais veut dire [à] Moreau ce qu'a dit Strong : télégraphe Morgan, mettre Parker avec Mellon pour lettre interprétation [ill.] et déclaration française transfert [...] Note Strong : expose Moreau questions Monnet. Monnet arrive chez Rist. Voit Moreau avec nous, est bon ». Le jugement final de Quesnay semble être confirmé par les *Souvenirs* de Moreau qui consacre un assez long développement aux informations apportés par Monnet<sup>1662</sup>. La proximité personnelle entre les deux hommes, attestée par exemple par une réelle fréquentation dominicale par exemple le 10 octobre, certes avant de partir pour Londres (« 2H½ chez Monnet ») ou le 5 décembre (« visite à Monnet – Promenade avec lui et Denis Luxembourg situation ») n'empêche pas Quesnay de relever la critique à peine voilée du successeur de Monnet à la SDN le 5 août 1926 « Dîner Avenol : c'est Monnet qui "lance" Auboin place Denis, après Assemblée moi ? », faisant de l'illustre cognaçais un marionnettiste hors pair, tendant partout ses fils. Lui dont il a noté aussi la capacité à s'adapter aux bouleversements de la scène politique, le 19 juillet quand, à l'occasion d'un déjeuner chez Monnet, celui-ci « voudrait papier pour Poincaré. Déclare faux les emprunts que Caillaux prétend avoir eus prêts (Morgan et Dillon) ».

Nanti des conseils de Monnet qu'il a vu « rue Cambon » mais ayant aussi « 1000F 20£ et une auto [mise] à ma disposition » par la Banque, Quesnay entame son premier voyage à Londres le 22 juillet 1926 moins d'un mois après sa nomination. L'absence de Norman, annoncée comme on l'a vu par Monnet<sup>1663</sup>, en limite la portée, à ce qui ressemble surtout à une prise de contact : il note le 23 « Lu papiers de la Banque dans le train [...] Taxi ministère du Travail *White Hall Gardens* : Niemeyer Salter,

---

<sup>1662</sup> Emile MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.58-59.

<sup>1663</sup> Mais Quesnay note le 22 « Moreau demande que je parte quand même ».



[ill] à Treasury Wilkelson, secrétaire de Niemeyer m'arrange tout à la Banque et me donne rendez-vous pour Siepmann. Rentre en séance du comité financier : Chalendar, Charron, De Bordes, affaires bulgares et Dantzig. Déjeuner Charron De Bordes. Retourne Trésorerie vois Siepmann, bien, très bien. Gagne Banque pour 4H vu Trotter. Entendu Norman Paris mardi ou mercredi. » « message me dit de rester mais puisque tout fini, ne puis me faire entendre de Moreau, parle à Charron Chalendar » donc il est de retour avec Charron le 24 notant « FIN DE MISSION » dans son carnet. Pourtant cette première ouverture, même limitée, sur la scène internationale tranche dans un contexte peu favorable : à peine rentré, Quesnay note ainsi, toujours le 24, avec un certain désabusement : « vu Rist, Monnet, Moreau, Strohl. Bravo, mais... Poincaré ne veut plus qu'on entre en contact avec "l'étranger". Ah ça va être gai ! Moreau écrit donc lettre à Norman, "ne pas venir", je la refais. Je ne puis discuter, ajoutez si voulez ? Dire que c'est de l'intérieur que les ennuis viendrait. Tout irait ! » La méfiance de Poincaré par rapport à « l'étranger » va à l'encontre des choix de la nouvelle équipe dirigeante de la Banque de France, qui rencontre, dès le 20 juillet 1926 le gouverneur de la Fed, Benjamin Strong de passage à Paris. Quesnay laisse un compte-rendu de ces différentes rencontres<sup>1664</sup>, même lorsqu'il est absent, utilisant alors le récit que lui en fait Rist<sup>1665</sup>. Rassuré par la personnalité de Moreau, car la principale garantie de l'indépendance de la Banque est « la personnalité du gouverneur » (rencontre du 21 juillet), Strong insiste beaucoup sur la nécessaire autonomie de la Banque de France par rapport à l'Etat, en particulier lors des premières rencontres du 20 et du 21 juillet. Les éléments présentés par Moreau et Rist, appuyés en partie sur les notes fournies par Quesnay, achevant de le convaincre, il donne des informations confidentielles concernant une déclaration bienveillante du Trésor américain (écartant la menace, pour l'opinion

---

<sup>1664</sup> AN 374 AP 5 «

<sup>1665</sup> Il note ainsi le 21 juillet 1926 « Rist me conte entretien Strong [de la veille] et souhaite tableaux pour le convaincre. Me mets au travail ».

française, de la commercialisation de la dette) et évoque prudemment un plan concret d'appui, avec notamment des transferts d'or français en gage, mais qui ne se réalisera qu'une fois la question des réparations réglée (le 29 juillet) : Quesnay note le 31 « Partons chez Strong, hôtel Chatham. Très importante conversation. Expose ses idées crédit et propose envoi psychologique d'or. Raconte modifications possibles accord américain ». Dans ses carnets, il est assez plus précis concernant les entretiens menés pendant la même période à Paris avec Norman : il détaille notamment les coulisses de ces entrevues : ainsi le 29 au soir « saute en taxi pour chez Monet 9H½ [du soir] Soirée avec Norman charmant étincelant. Je lui explique toute la situation. Sympathie, mais soudain dur sur ses propres affaires » et le lendemain « Norman vient me dire adieu. / Content de sa conversation part 4H½. Mais Rist inquiété par son sens des affaires : prorogation ou nouveaux crédits de stabilisation mais pas les 2 ». C'est Quesnay qui prépare le programme qui est présenté à Strong fin août puisqu'il note le 12 août « Rist part ce soir en congés. Vais devoir faire le programme pour jeudi Stong. Je le vois bien d'ailleurs. ». Il note le 13 août : « Donc au travail. / Programme d'avant stabilisation. / Presse – Pouvoirs – Crédits / Pendant : niveau – méthode. / Travaille bien. » « 5H vais aux Finances voir Bisot<sup>1666</sup> pour interpréter amendement Lautier<sup>1667</sup> dans loi achat des devises : billets ne rentreront pas si compte courant » puis le 14 « continue étude niveau de stabilisation : pour budget, £ entre 131 et 196 pour banque or, 131 et 159 pour circulation, 159 et 196 pour prix, etc. » et enfin le 17 « continué

---

<sup>1666</sup> Il s'agit plutôt Jean-Jacques Bizot (1899-1939), inspecteur des Finances comme son père Jacques (1867-1953) et son frère Henry (1901-1990). Il est alors chargé de mission à la direction du Mouvement général des fonds. Cf. Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner, un grand commis des finances 1902-1978*, IGPDE, Paris, 2006, p.59.

<sup>1667</sup> Eugène Lautier (1867-1935), alors député radical-socialiste de la Guyane, « a fait ajouter notamment à l'article 3 un amendement contraignant la Banque, à chaque diminution de son stock de devises, à faire rentrer un chiffre de billets correspondant pour se rapprocher d'autant du plafond en sus duquel ils auront été émis » selon Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* t.III p.1146, rajoutant que « grâce à un heureux hasard technique » cet amendement ne gênera pas l'action de la Banque. Pour Eric BUSSIÈRE *Horace Finaly... op. cit.* Lautier fut l'agent d'exécution des missions de lobbying de Finaly » (p.294).

travail au programme. Difficile préciser niveau des prix [...] Terminé choix du taux et méthode ». Quesnay apparaît donc bien comme un des acteurs discrets mais majeurs qui font entrer la Banque de France dans la dynamique de la coopération internationale entre instituts d'émission. Il faut noter au passage que la réputation de Quesnay est déjà bien faite à la Banque d'Angleterre, principal moteur de ces nouvelles relations entre banques centrales, puisque, le 29 juillet, quand Norman « arrive [à la Banque], [il] me reconnaît familièrement, me visite après, accroît de beaucoup mon prestige. Est très aimable, charmant ». Ce « prestige », né à Vienne et entretenu à Genève par les réseaux qu'il a su créés, lui permet de se voir, à l'occasion de la rencontre avec le secrétaire de Strong, comme membre d'un véritable groupe d'acteurs de l'ombre au service d'un projet commun puisqu'il note le 10 août : « Déjeuner Warren<sup>1668</sup> Boeuf Mode. Très bien, discutons organisation d'un service monétaire et économique ; comprend parfaitement situation française nous aide près de Strong – Sieppman lui et moi équipe ».

*A l'école de la Banque d'Angleterre.*

Les idées échangées correspondent à celles qui occuperont Quesnay lors de son voyage à Londres en octobre 1926, ainsi qu'il l'annonce à Sieppmann dès le 4 septembre : il ira à Londres « pour prendre avec vous un contact personnel plus intime » et « discuter [...] avec vous la façon dont je compte organiser le service d'études économiques et monétaires dont je prends la direction à la Banque de France. Mon intention serait de créer un centre de documentation monétaire français, de m'outiller pour suivre toutes les variations du taux d'intérêt sur le marché (taux d'escompte hors banque, taux de banque à banque, taux d'escompte privé, reports, etc.). Ceci n'existe pas en France, il me paraît essentiel, si nous voulons reprendre la direction du marché monétaire et agir à

---

<sup>1668</sup> Robert Warren est chargé par Strong de suivre la situation à Paris selon Kenneth MOUR2 *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.53. Emile MOREAU dans ses *Souvenirs* p.81, le qualifie de « secrétaire de Strong ».

nouveau comme une véritable Banque centrale »<sup>1669</sup>. Pourtant son départ semble se décider assez tard (le 9) puisqu'il écrit à Carin le 11 octobre :

« Conférence avec le gouverneur l'après-midi où mon voyage à Londres s'est décidé » « je vais discuter à la Banque d'Angleterre l'organisation de mon service avec Siepmann qui était à Budapest avec Charron et crée le même service à la Banque d'Angleterre. Je vais surtout rétablir le contact avec Norman et leur donner confiance en nos projets [...]. Ai eu avec le Gouverneur une longue conférence pour attirer son attention sur la baisse du métal argent : la conséquence a été que la Banque a arrêté aujourd'hui l'achat des pièces d'argent, nous espérons à cette occasion recevoir plus d'or. A midi j'ai été au conseil des Régents où ma lettre à M. Poincaré sur les conditions de la stabilisation a été discutée. L'atmosphère reste bonne. On parle de ratification et le franc est à la hausse ».

Il commence son compte-rendu a posteriori, de ce voyage<sup>1670</sup> - commencé par un trajet maritime agité<sup>1671</sup> - précisément par rappeler que le « principal objet de ma visite à Londres était de me renseigner sur les méthodes employées par la Banque d'Angleterre :

1. pour connaître à tout moment l'Etat des disponibilités du Marché de Londres (taux de l'argent, abondance ou rareté, prévisions prochaines, etc.)

2. pour agir sur ce marché et, en cas de besoin, modifier sa tendance ». Il va donc décrire le marché financier de la City « une merveille de précision ». Donc « grâce aux concours tout à fait exceptionnels qui m'ont été accordés sur place » il dit avoir acquis une « notion suffisante du fonctionnement du marché de Londres et du mécanisme grâce auquel la Banque d'Angleterre, exerçant un contrôle réel, peut ainsi jouer son rôle de grande banque centrale d'émission » car « son pouvoir indiscutable et indiscuté [inimaginable en France ] tient moins aux méthodes de la Banque d'Angleterre qu'à l'organisation séculaire [p.2] d'un marché dont la centralisation assure la force, pour le plus grand prestige de la Banque d'Angleterre et pour le plus grand profit

---

<sup>1669</sup> AN 374 AP 9.

<sup>1670</sup> AN 374 AP 6.

<sup>1671</sup> Il décrit, dans la lettre à Carin, « les malaises de mes voisins (on ne sait jamais si le liquide qu'on entend tomber à côté sur le plancher provient d'un paquet de mer dégoulinant du pont ... ou d'ailleurs) ».

des maisons privées ». Il met aussi en avant que « M.Siepmann, un peu au mépris des règlements de la Banque d'Angleterre, a été appelé auprès du Gouverneur pour organiser à la Banque un service de liaison avec les Banques d'émission étrangères et décharger ainsi M. Norman d'une partie de sa tâche ». Cette création dans l'organigramme de la Banque correspond à un projet global, clairement et longuement mis en valeur par le compte-rendu de Quesnay :

« Son effort [de Norman] a indiscutablement pour but de faire de Londres le grand centre financier international. Mais on affirme autour de lui, que toute idée de centralisation mise à part, il souhaite bien plus encore [p.4] voir établir des liens entre les différentes banques d'émission même sans son intermédiaire.

L'organisation économique et financière du monde lui paraît être l'œuvre du vingtième siècle. Les hommes politiques auxquels il reconnaît les qualités nécessaires pour décider des problèmes politiques, lui semblent hors d'état de mener avec continuité cette tâche d'organisation qu'il voudrait voir entreprendre par les Banques d'émission indépendantes à la fois des gouvernements et des financiers privés. D'où sa campagne en faveur de banques tout à fait autonomes vis-à-vis de l'Etat et maîtresses de leur marché financier » tirant « leur pouvoir de leur accords entre elles » réussissant « à faire sortir du domaine politique les problèmes essentiels pour le développement de la prospérité nationale, comme la sécurité monétaire, l'intensification du crédit et le mouvement des prix. Elles empêcheraient ainsi les luttes politiques intérieures de nuire à la richesse des nations et à leurs progrès économiques.

M. Norman est un doctrinaire, comme beaucoup des dirigeants actuels de la politique financière britannique (Sir Arthur Niemeyer, Sir Arthur Salter etc.). Leur idéalisme, si étrange qu'il puisse paraître à constater, ne doit pas être oublié. En le méconnaissant et en cherchant toujours des arrière-pensées égoïstes, on risquerait de se tromper gravement », avis confirmé par De Fleuriau, l'ambassadeur de France à Londres.

Même si Quesnay insiste sur l'aspect « doctrinaire » de Norman, on sent bien une proximité idéologique qui est renforcée par les liens interpersonnels qu'il a tissé précédemment – avec Siepmann « avec qui j'avais noué des relations d'amitié en Europe Centrale, lorsqu'il

remplissait à Budapest, des fonctions analogues à celles que j'exerçais moi-même à Vienne » - ou pendant ce séjour – il souligne qu'il a été mis en contact par Harvey avec des personnalités de la City<sup>1672</sup> « mettant ainsi en pratique la boutade de M. Norman : "les divers fonctionnaires des Banques d'émission doivent se sentir chez eux dans les autres banques *at home* et l'on ne doit plus s'étonner de voir entre Pierre Quesnay librement chez le Gouverneur de la Banque d'Angleterre que d'y voir entrer Ernst Harvey" Il y a dans cette attitude une certaine part d'affectation. Mais, en fait, j'ai vraiment été traité par eux comme un des leurs » qu'il s'agisse du directeur de la plus importante maison d'escompte de la City, l'*Alexander Discount C<sup>ie</sup>*, Spring-Ryce, Sir Henry Strakosch<sup>1673</sup> qui lui expose son projet pour l'Afrique du Sud, Layton, directeur de l'*Economist* qui lui fait suivre l'évolution du taux de l'argent sur place. Le chef de la Trésorerie Sir Otton Niemeyer le fait assister à des opérations de placement de bons du Trésor dans la Cité. Changeant l'échelle de sa description, il donne à voir un véritable réseau international de banquiers centraux, « Strong, Schacht, Vissering sont aujourd'hui les meilleurs champions » des idées de Norman, même si Quesnay mesure bien aussi les réticences suscitées par la personnalité du gouverneur britannique : « Kindersley ou Strakosch ou Salter effraieraient sans doute moins que Norman. Les deux derniers affirmeraient d'ailleurs qu'aucune organisation des Banques centrales ne peut avoir son centre à Londres et proposeraient Genève, conformément à la nouvelle tendance que doit affirmer, selon M. Avenol, le Comité financier de la SDN ». Dans une lettre à Moreau du 12 octobre 1926<sup>1674</sup>,

---

<sup>1672</sup> Il concède ailleurs un peu plus tard que « je connaissais déjà intimement la plupart de mes interlocuteurs ».

<sup>1673</sup> Autrichien de naissance, Strakosch devient citoyen britannique en 1907, s'étant installé en Afrique du Sud entre 1895 et 1902 où il deviendra un acteur majeur de l'exploitation aurifère, s'intéressant à ce titre aux questions monétaires, selon Philipp COTTRELL « Central Banks, Central Banking and Central Bank Cooperation » dans Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Les Banques centrales à l'échelle du monde*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p.41.

<sup>1674</sup> BF fonds Rist 18, 3.

premier compte-rendu “à chaud” il explique que « mon camarade Siepmann » lui présente « ce contrôle du marché monétaire, ses divers taux de l’argent sur la place, est exercé par la Banque d’Angleterre depuis une centaine d’années ! “On n’a jamais compris ici comment la B[anque de] F[rance] pouvait faire son métier de Banque Centrale d’Emission sans une connaissance analogue de la situation sur sa place”. J’ai expliqué que nous avions, en gros, cette connaissance mais que nous désirions maintenant systématiser notre organisation ». Il décrit aussi son entretien avec le gouverneur de la banque centrale des Pays-Bas : « Vissering et moi avons passé une heure, seuls, dans un salon, parlant de façon générale de la situation française : le nom de Strong n’a pas été prononcé. Je lui ai expliqué la loi du 7 août, l’actuel bilan de la Banque, la situation de la dette flottante, les émissions tabac, le resserrement monétaire, la stabilité politique. Il a paru extraordinairement satisfait, très optimiste, m’a parlé de ses discussions avec M. Picard à Gênes sur le retour au pair. J’ai répondu, à peu près comme Bianchini, que les mêmes mesures pouvaient servir à la revalorisation et à la stabilisation ». Vient ensuite l’entretien avec Norman :

« Après une conversation d’un quart d’heure sur les éléments favorables de la situation française, Norman m’a tenu à peu près ce langage : / “j’attendais votre arrivée avec grande impatience et, si vous n’étiez pas venu cette semaine, j’aurais écrit au gouverneur Moreau. Mais je préférerais vous employer comme messenger car j’aurais difficilement pu expliquer dans une lettre la proposition dont il s’agit. [...] / La Belgique, pour commencer son opération, a besoin d’un stock de devises, elle l’a et elle va le compléter. Outre les devises achetées sur le marché, elle va recevoir de banquiers privés des crédits sur la base de son portefeuille commercial (opération Dubois *etc...*). Pour créer l’atmosphère favorable, nous avons envisagé un concours plus moral que matériel de Banques d’Emission. Vissering, Schacht, Pierre Jay (pour la Banque de Réserve Fédérale des Etats-Unis) et moi avons promis notre soutien. Nous avons dit : si les banquiers privés vous assurent 75 millions de dollars, les Banques d’émission vous accorderont leur soutien et un crédit de 25 millions de dollars. C’est fait. Maintenant nous pensons, Vissering, Schacht, Jay et moi qu’il faut étendre la base d’appui (pas le chiffre, mais le concours moral). Nous avons donc demandé à la Suède, à

l’Autriche, à la Hongrie, à la Suisse et au Japon de se joindre à nous : la stabilisation belge aura ainsi derrière elle la collaboration des banques d’Emission : leur prestige l’appuiera, sans qu’elles aient à faire un effort financier. Psychologiquement, ce sera un élément considérable de succès [...] La solidarité des Banques d’Emission devient une réalité, leur collaboration commence. / *Dignus es intrare*. La Banque de France veut-elle se joindre à nous ? Ne répondez pas. Je vois vos objections. Le public français attend l’opération belge comme une expérience. Il est heureux qu’elle soit extérieure à lui, il la jugera et se décidera d’après ses résultats. Je comprends cela ; mais d’autre part, sans risque financier, la Banque de France peut entrer dans une opération qui la mettra en contact avec les autres banques sur une action de solidarité où elle n’est pas directement intéressée. C’est en discutant à Genève les affaires grecques ou bulgares que MM. Briand et Chamberlain ont appris à se connaître, puis à s’entendre sur leurs propres affaires. En suivant le problème belge avec les autres Banques, la B[anque de] F[rance] leur fera comprendre la situation française. Peut-elle rester en dehors ? [...]” / J’ai transcrit, Monsieur le Gouverneur, cette proposition que je n’ai ni encouragée ni combattue. Elle me paraît mériter un sérieux examen. Je m’abstiens bien entendu d’en parler ici à l’ambassade où je verrai sûrement Roger Cambon sinon Fleuriau. Du seul point de vue Banque, l’affaire me paraît intéressante. Si la collaboration des Banques, leur appui moral, doit jouer un jour en notre faveur, il est bon que nous ayons été offrants dans cette collaboration avant d’y être demandeurs. Il serait d’autre part dangereux de la laisser se former en dehors de nous : elle apparaîtrait trop comme un syndicat des riches en face des autres et nous n’appartenons pas à ces “autres” – mais le problème dépasse la question de collaboration des Banques : il a son aspect politique. Comment l’opinion publique française prendrait-elle cette espèce de garantie morale donnée par la B[anque de] F[rance] à l’œuvre de stabilisation en Belgique ? Elle serait la preuve du renouveau du prestige international de la France, mais dirait-on “charité bien ordonnée comme par soi-même” ? Songeons pourtant à la collaboration de la France dans l’affaire autrichienne, à son abstention dans l’affaire hongroise (qui l’a bien diminuée), aux affaires polonaise et autres qui viennent. Convient-il de rester en dehors si nous pouvons en être sans concours financier appréciable ? C’est là une question gouvernementale que vous tiendrez sans doute à soumettre à qui de droit. Le ministère des affaires étrangères me paraît aussi intéressé en la circonstance que le Président du



Conseil. Vous verrez M. Poincaré, mais M. Rist ne verra-t-il pas M. Seydoux ? »

Dans son carnet, Quesnay souligne la « grosse importance » de cette proposition de se joindre à l'opération belge : « téléphoné Bank of England / Niemeyer Salter / Siepmann à midi / Osborne / Norman / 1H avec Vissering / déjeuner Siepmann [...] à 5H chez Siepmann / Norman nous appelle une heure avec lui. France puis Belgique : solidarité des Banques d'émission pour la Belgique. Proposition d'y entrer. Grosse importance / écrit à Moreau de 9 à 11. Content ». Il faut noter le lendemain l'opinion qu'il porte sur l'ambassadeur de France, De Fleuriau<sup>1675</sup> : « Visite Dumaine, Thiery, Fleuriau (Norman français) ». Il note ensuite « Exposé à Siepmann qui note notre programme de mesures avant stabilisation et de choix de taux. Epaté ». On retrouve dans une lettre à Carin le 13, la même satisfaction voire le même enthousiasme tant en raison de son « prestige » international que pour les propositions de Norman, avec aussi une description assez originale (les « coulisses de cirque ») et juste de l'environnement dans lequel il a évolué :

« Très bonne journée hier pour mes 31 ans. J'ai vraiment une grosse cote sur le marché de Londres. Norman m'a pris dès le matin et a tenu à ce que je passe une heure seul avec Vissering, le gouverneur de la Banque de Hollande. Déjeuner avec Siepmann [...] Ensuite une heure encore avec Morgan et j'ai dû passer ma soirée à écrire à Moreau pour lui transmettre de très importantes propositions. J'en suis fier mais Poincaré acceptera-t-il ? Il s'agit de notre contribution à la stabilisation belge qui commence dans 15 jours. Si nous collaborons à ce sujet avec les autres banques, nous nous mettrons avec elles sur un pied d'égalité, ce qui nous sera très utile lorsque nous serons demandeurs et qu'elles collaboreront pour notre propre affaire. La Banque d'Angleterre avec ses vieux laquais à huppelands rouges, ses

---

<sup>1675</sup> Aimé de Fleuriau (1870-1938) est un habitué des joutes transnationales selon Maurice VAÏSSE *Le multilatéralisme* La Découverte 2007 p.18 « Lors de la Conférence de Bruxelles (septembre-octobre 1920) organisée par la SDN pour étudier la crise financière, l'ambassadeur Aimé de Fleuriau trouve la situation pénible : "Je suis habitué depuis des années à parler au nom de mon gouvernement à des représentants d'autres gouvernements et je ne comprends pas ma présence au milieu de soi-disant experts" ».

couloirs bas de plafond me fait penser à des coulisses de cirque : je t'assure qu'on y sent la sciure et le cheval ! Ce matin, je vais voir l'ambassade de France et les ministres de Serbie et de Roumanie. Je déjeune demain avec Niemeyer, vendredi avec Salter ».

Le lendemain il note dans son carnet les premières réactions parisiennes à ces propositions, tout en continuant à prendre des informations sur le fonctionnement du marché britannique : « visite à la Légation – téléphoné à Rist (Moreau chez Poincaré avec ma lettre). Première réaction Banque favorable [...] Déjeuner Niemeyer Siepmann *Reformclub* / Pas de crédits : or – Thoiry /Salter après déjeuner au bureau / Réserves américaines : leur sens et leur opportunité. Date stabilisation » « Explique situation et recueille informations sur marché de Londres ». Dans la journée du 15 aux actions déjà menées la veille, se rajoute la multiplication des contacts avec différents interlocuteurs issus de différents horizons : « parlé gouverneur "favorable en principe. Intéressé mais doit consulter son conseil de régence" Osborne Harvey<sup>1676</sup> T[rès] B[ien] / Alexander D C° Siepmann / Osborne escompte / Conseil des directeurs /Strakosch très intéressé de 3 à 4 [...] Diuritch très brillant de 5 à 6 / Norman / téléphone à Siepmann reverra demain matin projet de contrat ». Le 16, avant de rentrer à Paris, il passe par l' « ambassade – Téléphone Rist : ça va [...] Osborne [...] Norman : lettre – Harvey ». Si Rist semble plutôt favorable aux propositions de Norman concernant la situation belge, relevant surtout les difficultés politiques qu'elles vont créer – il note le 15 octobre : « Poincaré confiant après la lettre de Quesnay à nous laisser faire partie du groupe des banques qui vont aider la Belgique. Il prétendait nous dicter la formule de coopération. Moreau a refusé »<sup>1677</sup>, Moreau semble plus réservé en particulier face au projet global de son homologue britannique : dans ses *Souvenirs*<sup>1678</sup>, reprenant

---

<sup>1676</sup> « Le centralisateur général, qu'on appelle "comptroller" Sir Ernst Harvey, ancien caissier général » qui « assure la coordination entre tous les Services de la Banque » selon le rapport de Quesnay (AN 374 6).

<sup>1677</sup> BF Fonds Rist, 17-4

<sup>1678</sup> P.135-137.

de nombreux éléments du rapport de Quesnay, il évoque quand même des « vues bien doctrinaires, et sans doute quelque peu utopiques ou peut-être machiavéliques ». Ainsi, dans une institution qui ne se concevait jusque-là que comme « strictement nationale »<sup>1679</sup>, Quesnay apparaît, par la confrontation des différentes sources concernant ce crucial deuxième séjour londonien, comme le plus enclin, au sein de la nouvelle équipe dirigeante, à participer à ce projet de coopération d'un genre nouveau. Lui dont la culture internationale est fort éloignée de celle, très nationale, du nouveau gouverneur<sup>1680</sup>, semble mieux saisir la nécessité d'un tel dessein pour faire face à un nouveau monde monétaire, légué par la Grande Guerre, marqué par la fin d'un « mode de règlement des paiements internationaux largement automatique privé et décentralisé » remplacé par « une organisation fortement centralisé, essentiellement publique et politique ».<sup>1681</sup>, obligeant les banques centrales à construire « une pyramide toujours croissante de superstructures de dettes sur une base d'or monétaire assez étroite »<sup>1682</sup>.

On retrouve ces différences, une fois Quesnay rentré à la Banque, en particulier autour de la question du change. Dès le 17 octobre il note : « Gouverneur m'expose revirement Poincaré. Ratification ? Stabilisation ? » « Gouverneur trop pour bénéfices Banque notamment sur change. / Verdier<sup>1683</sup> lui fera-t-il comprendre qu'on ne risque rien : on

---

<sup>1679</sup> C'est ainsi que la définissait son secrétaire général en 1914 selon Olivier FEIERTAG dans *Banques centrales et relations internationales au XXe siècle : le problème historique de la coopération monétaire internationale* Relations internationales, n°100, 1999.

<sup>1680</sup> Ainsi Moreau ne pratique pas l'anglais, Quesnay faisant souvent office de traducteur comme le 4 août 1926 « Visite Parker Gilbert à Moreau. J'assiste et interprète. Excellent entretien ».

<sup>1681</sup> Olivier FEIERTAG « La déroute des monnaies » p.1163 dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004.

<sup>1682</sup> Barry EICHENGREEN *L'expansion du capital*. Paris, L'Harmattan, 1996, p.86.

<sup>1683</sup> Léon Verdier, cambiste du Crédit Lyonnais, est provisoirement « prêté » à la Banque de France pour y mettre en place le service des changes d'après Bernard DESJARDINS, Michel LESCURE, Roger NOUGARET Alain PLESSIS André STRAUS *Le Crédit lyonnais, 1863-1986 : études historiques*, Droz, 2003, p.494-623-624-893.

peut toujours éviter montée. Ratification ? / Service de change » Le 18, il poursuit : « La £ tombé à 167 quoiqu'on ait acheté 250000 £. Le gouverneur [n']a pas voulu plus : bénéfices privés de la [?] Banque. Terrible. Le vois de 7H½ à 8H½ ». La déception de Quesnay rejoint celle, bien connue, de Rist<sup>1684</sup> - il note d'ailleurs le lendemain « Ça ne va pas entre Rist et Moreau : on rate l'occase : défense d'acheter. La livre baisse. Heureusement Barnaud nous passe des ordres : toutes ses rentrées d'impôt se convertissent en livres ! » Mais au fur et à mesure que perdure la situation, ses notes – le 20 « Spéculation sur le franc. Plus de 2 000 000 \$ [ou £ ?] achetés aujourd'hui, moitié par nous, avec cours final 162 ! Formidable » « Gouverneur mandé par Poincaré lui cède : or acheté !! Alors ? Trésor reste responsable change ?? Mauvais » le 21 « La chute se précipite £ à 157,80 alors vendeurs de francs pour réaliser leurs projets. Perdons contact marché » puis le 22 « Rist déballé. Réaction £ s'accroît 163. On a cessé nos achats – grosses positions Amsterdam (plus de 1 milliard) vont-elles se liquider ? » - montrent aussi qu'il regrette de ne pas voir la Banque être un acteur plus indépendant du politique (Moreau « mandé » et « cédant » à Poincaré, après avoir cédé aux « intérêts privés » de la Banque) et contrôlant réellement le marché monétaire (laissé entre les mains du Trésor, et avec lequel la Banque n'est plus en « contact »). Mais on voit aussi dans les jours suivants comment la situation, à sa grande surprise, se retourne : le 22 « Allons vendre 25 millions de \$ or pour mettre risque change au compte gouvernement mais garderons \$. Ça ne va donc pas si mal que cela. Et si Poincaré retarde ratification à début an prochain mais fait voter son budget ; bon effet extérieur alors ? Attendons pour stabiliser avons réserves : laisser aller en hausse mais barrer à cours bas en baisse [?]. Parker Gilbert disait à Rist :

---

<sup>1684</sup> Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.65, note : « au sein de la Banque, Rist était persuadé, comme Poincaré, qu'il fallait exploiter la demande de francs pour constituer une réserve de devises et menaça de donner sa démission si le gouvernement n'agissait pas avec promptitude pour stabiliser le franc. Moreau, lui persistait dans ses efforts pour faire de la non-intervention de la Banque un moyen de pression qui pousserait Poincaré à adopter le plan des experts en vue d'une stabilisation rapide avec l'aide de crédits internationaux ».

Sénat seulement jusqu'en mars. » le 23 « Stable à 161-162 ? Etranger achète à nouveau des francs » puis le 25 « franc remonte encore. Avons acheté 600000£ et l'or va à 158 [ ?] et ce soir le Trésor recevant impôts directs a 790 millions / Gouverneur et moi plus confiants que Rist en une certaine revalorisation. 162 devient cours très possible ». Quesnay analyse, immédiatement, non seulement les fissures dans l'équipe dirigeante de la Banque<sup>1685</sup>, mais surtout le motif principal de ce changement, quand il note, dès le 23<sup>1686</sup> : « confiance formidable explique le miracle »<sup>1687</sup>. Pendant le mois de novembre, Quesnay relève l'évolution du change : le 29 octobre « Ricart écoeuré. £ à 154. Rothschild [ ?] Lazard Paris PB cherchent à affoler clientèle pour racheter valeurs à change qu'ils ont vendues [...] on tombe à 152 ! Trésor vendrait par Union parisienne / Note Boka[nowski] – Gut – on cherche à écrémer la place en créant la panique » le 12 novembre « £ rebaisse : spéculation cherche à attirer des livres sur le marché pour se dénouer » puis le 22 « la spéculation se couvre en employant son franc à acheter valeurs internationales ». La multiplication des interlocuteurs qu'il rencontre ou qui viennent voir Moreau- le 8 novembre « Banque 3H Crane de la F[ederal] R[eserve] B[ank] [...] Ruef [sic] : vrai valeur du franc – Auboin », le 9 « Crane chez le gouverneur »<sup>1688</sup> puis le lendemain « Crane chez Rist Strohl et Platet » le 16 « Mac Kenna pour revalorisation !! » - donne l'impression d'une certaine passivité devant les événements, impression confirmée par deux remarques à un moment pourtant où « rien ne peut maintenant se faire sans la Banque de

---

<sup>1685</sup> Emile MOREAU décrit Rist le 22 octobre comme « tout à fait découragé » (*Souvenirs op. cit.* p.142).

<sup>1686</sup> Emile MOREAU n'évoque un changement qu'à compter du 27 octobre (*idem* p.146).

<sup>1687</sup> Selon Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.*, p.402, « à compter de la mi-octobre, dès que le parti radical confirme sa participation gouvernementale (lors du congrès de Bordeaux des 14, 15 et 16 octobre), l'appréciation du franc s'accélère »

<sup>1688</sup> S'agit-il de Jay E. Crane de la Federal Reserve Bank of New York ? En tout cas il n'y a aucune mention de cet entretien dans les *Souvenirs* de MOREAU.

France »<sup>1689</sup> : le 23 novembre où point toujours une inquiétude quant aux incertitudes politiques (relatives) « Rist : où va-t-on ? Poincaré plus revalorisateur que jamais, Moreau obstiné. On verra Blum et impôt sur le capital succéder à Poincaré » et surtout le 13 décembre « le Trésor ouvre des comptes courant à un mois qui bouleversent marché monétaire / Gouverneur accepte baisse à 120. On abaissera escompte [ ?] jeudi / Tout cela dénote absence de plan ». La fin de l'année voit alterner satisfaction, en particulier une fois le « budget voté » (le 17 décembre) - car « on frise le change » (le 22) et « nous tenons le marché du change » (le 23) – et inquiétudes – ainsi le 31 « difficultés de change [...] Rist effrayé : on avale toujours £ ». Mais pendant cette période, Quesnay se voit attribuer par un « gouverneur pris par [la] routine [de la] Banque »<sup>1690</sup>, une tâche qui va le détourner de ces préoccupations, puisqu'il note, le 14 décembre, « la tuile ! Le gouverneur veut que je me mette tout de suite au compte-rendu de fin d'année ». En plus de la surcharge de travail<sup>1691</sup>, qui lui permet cependant d'introduire des nouveautés formelles<sup>1692</sup>, la présentation de ce compte-rendu devient l'objet d'un conflit de pouvoir entre les services de la Banque : alors que le 28 le « compte rendu [est] fini [et] remis à Rist et au gouverneur / Tranquille », le 3 janvier 1927, « le gouverneur a chargé Strohl de reprendre le compte-rendu... suis vexé et ennuyé ». Par contre, on peut penser qu'il a davantage de succès dans son projet de placer la Banque au centre du marché monétaire, quand est mentionné dans son carnet, quelques jours à peine après son retour de Londres, le 22 octobre, le déjeuner auquel il participe avec la fine fleur des grandes maisons de banques parisiennes, ainsi que les entretiens qui le suivent : « déjeune Chadenet club Union rue Boissy d'Anglas avec

---

<sup>1689</sup> Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.403.

<sup>1690</sup> Le 11 décembre 1926.

<sup>1691</sup> Avec des conséquences sur sa vie familiale puisqu'il note le 22 décembre « ce maudit compte-rendu au moment des fêtes. Quand ferai-je mes courses ? ». Il note aussi le 27, « visites visites puis au travail ! Refais partie monétaire du compte-rendu. / mal à la tête. Remets à demain partie économique. Content de mon texte ».

<sup>1692</sup> Le 15 décembre 1926 « parcours les vieux comptes rendus pour le style mais m'occupe surtout des graphiques ».

Lambert-Ribot<sup>1693</sup>, Ardant<sup>1694</sup>, Chastenet<sup>1695</sup> / Retour à pied : collaboration avec Ardant, Moroneray [pour Moreau-Néret<sup>1696</sup>] - Jean Boyer<sup>1697</sup>, Barnaud, De Moüy<sup>1698</sup> – Maroni<sup>1699</sup> pour création d'un marché monétaire ». A propos d'un projet qui se révélera de très longue haleine<sup>1700</sup>, il faut noter la relative homogénéité générationnelle des participants à ce déjeuner (dont Moreau semble être absent<sup>1701</sup>) dont certains sont placés entre le monde des affaires et le monde politique. C'est aussi dans les rapports de Quesnay avec ce dernier que sa période initiale à la Banque se révèle intéressante.

---

<sup>1693</sup> Alors secrétaire général de l'UIMM selon Jean-Claude DAUMAS (dir) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.* p.706.

<sup>1694</sup> Henri Ardant (1892-1959) est alors secrétaire général de la Société Générale, dont il deviendra directeur général en 1935 puis PDG en 1941, selon Jean-Claude DAUMAS (dir) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.* p.27-29 et selon Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009 op. cit.*

<sup>1695</sup> Il s'agit sans doute de Jacques Chastenet (1893-1978), plus que son père, Guillaume (1858-1933) alors sénateur de Gironde. Jacques, qui sera journaliste (directeur du *Temps* en 1931) et historien, fut directeur de *l'Opinion* mais aussi de la Banque de l'Union des Mines, selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.559.

<sup>1696</sup> Olivier Moreau-Néret (1892-1983), inspecteur des Finances est sous-directeur du Crédit Lyonnais en 1924, directeur-adjoint en 1925, démissionne de l'Inspection des Finances en mars 1926 pour devenir secrétaire général du Crédit Lyonnais, chargé de la comptabilité générale, de la trésorerie et des risques, banque qu'il présidera de 1955 à 1961 d'après Olivier FEIERTAG « Le Crédit lyonnais et le trésor public dans l'entre-deux-guerres : les ressorts de l'économie d'endettement du XX<sup>e</sup> siècle » p.822 dans Bernard DESJARDINS, Michel LESCURE, Roger NOUGARET Alain PLESSIS André STRAUS *Le Crédit Lyonnais, 1863-1986 : études historiques, op. cit.*

<sup>1697</sup> Jean Boyer (1893-1968), diplômé de l'Ecole libre de Sciences politiques en 1912, fut attaché financier à New York en 1922, avant de rentrer au Comptoir national d'escompte de Paris dont son père était président. Il en sera directeur financier puis directeur général adjoint selon Jean ALOUF « Lettres de Drieu La Rochelle à Jean et André Boyer » *La revue des deux mondes*, mars 2014.

<sup>1698</sup> Alors chez Lazard.

<sup>1699</sup> Il est rédacteur financier au Journal des Débats d'après les *Souvenirs...* de MOREAU Selon *l'Histoire générale de la presse française* p.495, il écrit aussi dans les *Débats*.

<sup>1700</sup> Peut-être jusqu'au milieu des années 1980 cf. Laure QUENNOUËLLE-CORRE *La place financière de Paris au XXe siècle. Des ambitions contrariées ?* CHEFF -IGPDE, Paris, 2015, p.361-371.

<sup>1701</sup> Aucune mention dans ses *Souvenirs*.

## L'expert et le politique.

### *L'action sur la presse.*

Pendant une période où, autre legs de la Grande Guerre, les questions financières, notamment celle de la dette, s'installent aux premières places du débat public<sup>1702</sup>, Quesnay se trouve propulsé à un poste à la fois d'observation et d'action de premier ordre. S'il profite de la période du comité des experts pour observer le spectacle parlementaire – ainsi le 27 mai 1926 « Serrique m'emmène à la Chambre : l'attaque, la molle défense de Briand, mais le vote de confiance. Sorti avec Spanien » - il doit assez vite, une fois rentré à la Banque, scruter et surveiller la presse, qui joue un rôle-clé dans le rétablissement de la confiance et donc dans le « miracle Poincaré » : le 6 août « Alors vraiment ça y est ?! Toute la presse pour la ratification. Du coup la livre tombe à 160 155 [...] les journaux du midi enthousiastes de la ratification : alors vraiment ça va aller ». Il ne cesse de scruter quotidiennement les tendances de la presse : ainsi le 17 décembre 1926 « Bonne presse sur baisse taux d'escompte de 7 ½ à 6 ½ », le 25 octobre 1927 « Jeune<sup>1703</sup> habilement interprète démenti court terme comme indice emprunt et explique ainsi baisse Bourse ». Il convient alors pour Quesnay d'utiliser le savoir-faire acquis en Autriche pour prendre part à la véritable lutte dont les journaux sont les armes, puisque le 11 août 1926 « Les Lazard nous attaqueraient dans [l']*Information*<sup>1704</sup> pour notre service de change. *L'intran*[sigeant] publie interview de moi sur achat or. Pourquoi nommé ? ». Dans l'article publié le 12 août, sous la plume d'André Laphin, Quesnay fait preuve d'une

---

<sup>1702</sup> Cf. Michel MARGAIRAZ « les politiques économiques, financières et monétaires d'une guerre à l'autre : l'affirmation de l'hégémonie des inspecteurs des Finances » p.169 dans Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009 op. cit.*

<sup>1703</sup> S'agit-il A-L. Jeune qui écrivait dans *Paris Soir* d'après Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.524 ?

<sup>1704</sup> Dont la banque est propriétaire d'après Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.586-587



grande prudence à propos de la loi du 7 août et de ces « pièces d'or et d'argent françaises qui se cachent depuis des années », il répond que « la loi nous autorise à acheter, elle ne nous y contraint pas », il justifie la nécessité de mise en place d'un service de changes « lequel n'existait pas chez nous », dont le but sera de « faire entrer dans les actifs de la Banque de France le plus d'éléments stables possible et [...] l'or en est un. Pas de stabilisation possible sur un terrain instable ». On va le voir, au « ras du quotidien », déployer toute une palette des moyens d'influence variées pour parvenir à ses fins. Il semble être chargé par Moreau d'orchestrer une campagne de presse entière, en fournissant les problématiques des articles à paraître à des journalistes amis, quand il note le 5 août 1926 « Prépare campagne de presse ? Je lâche ma note sur Points à éclairer pour 3 thèmes d'articles, le 1<sup>er</sup> pour Hutin<sup>1705</sup> ». C'est pour ce même Hutin que Quesnay semble prendre lui-même directement la plume puisqu'il note le 16 novembre « article pour Marcel Hutin » puis « [fait] approuver article Hutin par gouverneur ». Il semble en être de même le 20 avril 1927 quand « Moreau me dicte article Marcel Pays<sup>1706</sup> ». Autre méthode d'influence directe, bien connue également<sup>1707</sup>, la rétribution d'articles : ainsi le 18 décembre 1926 « appelé chez le gouverneur pour St Albin, offrirait 250 à 300 F par article hebdomadaire. En parler à Mayer Donne à Moreau potins de presse » ou encore le 23 août 1927 « Visite Baume du Gaulois (subvention 2000) ». Les sommes évoquées peuvent être beaucoup plus importantes auprès du gouverneur, comme le 7 novembre 1927 « gouverneur veut engager campagne sur la politique [ ? ] réalité [ ? ] Economiquement d'abord – *Petit Parisien* 100000 – Rist

---

<sup>1705</sup> Les liens de Marcel Hutin (1869-194 ?) de l'Echo de Paris et la Banque de France sont connus depuis la parution des *Souvenirs* de Moreau, cf. Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.495.

<sup>1706</sup> Selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.495 et 516, Marcel Pays est lui aussi proche de la Banque mais en travaillant dans un journal mondain de droite dont la rédaction est sous la coupe de Wendel !

<sup>1707</sup> Voir l'article pionnier de Jean-Noël JEANNENEY « la vénalité du journalisme financier entre les deux guerres » dans *L'argent caché, op. cit.* p.237 et suiv.

projette d'autres [journaux] ». On vient quémander auprès de Quesnay un soutien pour obtenir une subvention : ainsi Drouilhet par ses lettres du 28 septembre et 27 octobre 1926<sup>1708</sup>, plaide la cause de madame Lapauze directrice à la *Renaissance* à propos de la subvention « que lui accordait "l'ancienne Direction" » ; le 29 juin 1928 Quesnay note « visite Astruc<sup>1709</sup> subvention Radio »<sup>1710</sup> ». peut-être est-ce aussi ce que vient chercher « Favier [directeur financier financier] du *Journal* » le 25 janvier 1927. Moins directe, la pratique par Quesnay d'entretiens extrêmement fréquents avec les journalistes et autres publicistes comme le 21 octobre 1926 quand il reçoit d'« innombrables visites [parmi lesquelles] Aubert<sup>1711</sup> – René Théry<sup>1712</sup> », semble au moins tout aussi efficace<sup>1713</sup>. Parmi ceux qu'il rencontre fréquemment, outre Hutin<sup>1714</sup> déjà cité, on trouve, sans surprise<sup>1715</sup>, « Jenny du *Temps* »<sup>1716</sup> mais aussi,

---

<sup>1708</sup> An 374 AP9.

<sup>1709</sup> Gustave Astruc prend le contrôle, avec Marius Gabion de l'Agence Radio en 1918 ; il est aussi lié au groupe Havas et sera proche de Stavisky d'après Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.468 et 497.

<sup>1710</sup> Il faut noter que cette démarche est un échec puisque Quesnay note le refus de la subvention le 2 juillet suivant.

<sup>1711</sup> Louis Aubert est rédacteur financier au Figaro d'après une liste de journalistes figurant dans le dossier AN 374 AP 19-20.

<sup>1712</sup> René Théry (1890-1952) est l'auteur de livres sur l'industrie, journaliste il écrit dans *l'Economiste Européen* d'après une lettre de 1929 (fonds Frédéric Quesnay), journal qui, lorsqu'il était dirigé, avant 1914, par son père Edmond (1855-1925) avait une certaine réputation de sérieux d'après Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.262. le 16 février 1929 Quesnay mentionne encore un « dîner René Théry 48 avenue Victor Hugo »

<sup>1713</sup> Marc MARTIN dans « Retour sur "l'abominable vénalité de la presse française" » dans *Le Temps des Médias* n°6, 2005, p.22-33, souligne la part faible représentée par les sommes issues de la corruption par rapport aux budgets généraux des journaux, ainsi que la dénonciation accrue de ses pratiques au cours des années 1920.

<sup>1714</sup> Le 23 novembre 1926 « Hutin pour stabilisation ».

<sup>1715</sup> Cf. Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.495.

<sup>1716</sup> Les 23 et 25 octobre 1926, le 10 février 1927, les 6 et 28 avril 1927.

plus tard, Mireaux<sup>1717</sup>, avec qui il déjeune le 19 juillet 1928. On retrouve Henri Clerc<sup>1718</sup>, Jeune<sup>1719</sup>, dont Quesnay se félicite qu'il fasse de « bons articles »<sup>1720</sup> et avec qui il n'hésite pas à faire une « revue des derniers mois : Bucarest New York emprunt »<sup>1721</sup> : il sera utilisé pour répondre aux attaques dont la Banque est l'objet comme le 10 mai 1927 « mauvais article revalorisation de Bainville : la Banque ne peut plus tenir / Discute avec Moreau réponses, téléphone Jeune Aubert », puisque, à la tête d'une agence de presse, il est en mesure d'amplifier l'impact de la parole de la Banque, tout en étant capable d'en saisir les nuances (ou en tout cas de se corriger quand la Banque, par la bouche de Quesnay, en veut davantage) comme le 26 mai 1927 quand « Karriguen [pour Carriguel<sup>1722</sup> ?] me relance : Banque d'Angleterre a publié communiqué Jeune dans *Paris Midi* explique 'spéculation' » « téléphone Jeune pour atténuer »<sup>1723</sup>. Ces entretiens sont l'occasion pour Quesnay, bien plus dans l'influence que dans la pression, d'« aiguiller »<sup>1724</sup> le journaliste dans la direction qu'il souhaite voir prendre tel ou tel article, comme il le fait le 21 septembre 1927 quand il « discute longuement avec Gerville-Réache<sup>1725</sup> qui recule

---

<sup>1717</sup> Emile Mireaux (1885-1969) est alors directeur du *Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques* d'après un document des AN 374 AP 19-20, qui d'après Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* est une émanation directe du Comité des Forges (p.494).

<sup>1718</sup> Le 11 et 19 janvier 1927 ainsi que le 28 février 1927.

<sup>1719</sup> Le 9 octobre 1926 « reçois Jeune de l'agence Radio »

<sup>1720</sup> Le 27 octobre 1926 « longue visite Jeune de Radio T[rès] B[ien] /Fait bons articles ».

<sup>1721</sup> Le 20 avril 1928.

<sup>1722</sup> Charles Carriguel est entré à la Banque en 1927 pour y diriger les opérations sur les changes selon Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.233.

<sup>1723</sup> On peut aussi remarquer le 9 novembre 1926 « article Jeune dans radio contre consolidation italienne et pour rémunération à l'anglaise de la dette – Ruef [sic.] reconnaîtra ».

<sup>1724</sup> Le 18 octobre 1927 il « aiguille Jenny sur un article sur Pologne dont publication coute 20000 aux Blair ».

<sup>1725</sup> Léo Gerville-Réache est grand reporter au *Matin* selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.478.

devant inertie des gens à secouer / Trésor banques privées vieille rancune contre Banque empêcheront l'aide à prendre contrôle du marché ». Il n'hésite pas non plus, parfois, pour appuyer son propos à utiliser les images comme, quand il fait faire des « photos pour Marcel Pays de billets de banque ombrés pour avances à Etat. / Gouverneur enchanté »<sup>1726</sup>. Plus significatif encore, le souci de Quesnay de la presse étrangère : il reçoit, le 27 juillet 1926, la « visite [de] Vaz Dias agence hollandaise presse financière », le 16 novembre c'est « Wolf du *Frankfurter Zeitung* » qu'il rencontre à nouveau le 19 octobre 1927, le 22 octobre 1927 c'est « Ussag journaliste hongrois bonne discussion ». Le 27 mai 1927, alors que les tensions avec la Banque d'Angleterre sont particulièrement vives à propos de l'accumulation de livres par la Banque de France<sup>1727</sup>, c'est une « journée d'occupation folle – presse réagit pas trop sur nouvelle de nos achats d'or : mais *Financial News* avec violence extrême nous accuse de sabotage inamical. Dicte réponse à 15 journalistes (Gerville, Despaux<sup>1728</sup>, Jerny [ ?] etc.) et à Hargrove » : le souci de Quesnay de se faire entendre aussi de l'opinion britannique, que fait éclater l'ampleur de sa réponse diffusée auprès de quinze journalistes, peut-il entrer dans la catégorie du « global-politique » ainsi qu'il est défini par Marc Abélès notamment, en ce que le champ traditionnel des relations internationales est débordé, au-delà de la seule dimension institutionnelle, vers les différentes « pores des sociétés »<sup>1729</sup> ? On retrouve le même souci de se faire entendre au-delà de la Manche le 29 mars 1927 « Gerville-Réache : presse anglaise déchainée au sujet notre or / Rédige articles sur liquidités. [...] Ecris en déjeunant », on remarquera au passage l'ambivalence du journaliste, qui transmet aussi

---

<sup>1726</sup> Le 24 août 1927.

<sup>1727</sup> Cf. Charles P. KINDLEBERGER *La grande crise mondiale 1929-1939*, Paris, Economica, 1988, p.64-65.

<sup>1728</sup> Il est peu probable qu'il s'agisse du propriétaire *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* (Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.399).

<sup>1729</sup> Marc ABÉLÈS dans « Le global-politique et ses scènes » dans *Des anthropologues à l'OMC... op. cit.* p.111.

des informations à Quesnay. Il faut souligner aussi combien les rapports avec les journalistes demeurent dans une dimension interpersonnelle forte : quand le 21 octobre 1926, le « Gouverneur a apprécié ma note demande contact à *Information* », c'est sans doute le signe que Moreau cherche à développer son «portefeuille» de journalistes<sup>1730</sup>. Malgré tout le gouverneur garde bien une position prééminente, puisque Quesnay note, le 10 novembre 1926 «Demande au gouverneur pour l'article de Coulon<sup>1731</sup> contre refus de la Banque acheter des devises le 7 août » ou qu'il s'inquiète le 20 octobre 1927 que « Rist laisse Maroni écrire article sur mobilisation nos bons. Que dira gouverneur ? » Paradoxalement, quand il écrit directement un article pour *Excelsior*<sup>1732</sup>, « l'équipement des forces monétaires françaises »<sup>1733</sup>, Quesnay insiste précisément sur l'unité d'action à la tête de la Banque et, plus généralement, entre les différents acteurs de la stabilisation, « véritable collaboration intime des différents services publics qui dirigent l'évolution du marché monétaire français »<sup>1734</sup>. Il n'hésite pas à souligner que

« Le Gouverneur de la Banque de France est en contact étroit avec le Directeur du Mouvement Général des Fonds ; il est, comme lui, membre du Conseil d'administration de la Caisse d'amortissement et membre du comité de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Chacun sait qu'une amitié personnelle lie le Président du Conseil à M. Lebrun, député, Président du Conseil d'administration de la Caisse d'amortissement et à M. Nilan, sénateur, président du Comité technique financier de la même Caisse.

---

<sup>1730</sup> On retrouve la même idée le 10 février 1927 « Jenny voudrait parler de mobilisation de nos bons. L'envoi au gouverneur ».

<sup>1731</sup> Lucien Coulon (connu aussi sous le pseudonyme d'Emile Helsey) est directeur de l'Agence économique et financière (d'après AN 374 AP 19-20) qui a acquis une solide réputation en matière boursière sous la direction de Robert Bollack (selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.468).

<sup>1732</sup> S'agit-il de l'article mentionné succinctement le 29 août 1927 « Article du *Pays* et demain d'*Excelsior* » ?

<sup>1733</sup> AN 374AP 7.

<sup>1734</sup> P.3.

Enfin des rapports constants existent entre le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Directeur du Mouvement Général des Fonds et le Gouverneur de la Banque de France, ainsi qu'entre ces personnalités et le Syndic des Agents de Change »<sup>1735</sup>

Alors même qu'il a vécu de l'intérieur les dissensions entre les différentes parties, il cherche à en donner une version cohérente et rassurante. De même, bien qu'on l'ait vu pester dans son carnet contre les attermolements des différents dirigeants, notamment au moment du retournement du cours du franc, le voilà qui met en avance « la coordination complète entre les différents services qui travaillent au redressement monétaire et financier français » sous l'autorité de Poincaré<sup>1736</sup>, qui a réussi à redonner, au « public français [et à] l'opinion internationale » « foi dans nos destinées financières »<sup>1737</sup>. Le but même de cet article semble moins de décrire les actions permettant le redressement monétaire, dont le « mécanisme [qui] paraît un peu compliqué au grand public, toujours dérouté par l'enchevêtrement des rouages », que d'en donner une vision claire, rationnelle et positive. On retrouve la même préoccupation quand Quesnay donne une réponse plus technique aux attaques du député Landry à propos des avances de la Banque à l'Etat, en février 1927<sup>1738</sup>. Il veut faire œuvre de pédagogie en tentant de repousser des « critiques qui ne peuvent s'expliquer que par une mauvaise interprétation des faits et de leur signification réelle » à propos « d'une politique, qui s'appuyant sur la confiance, conduit au rétablissement de la situation financière normale du pays », formant un véritable « grand plan d'ensemble tendant à redonner à la France des finances en ordre, un crédit indiscuté et la saine monnaie qui lui est

---

<sup>1735</sup> P.2.

<sup>1736</sup> P.1.

<sup>1737</sup> P.1.

<sup>1738</sup> AN 374 AP 7 « Marché monétaire 1926-1928 ». Le 4 février 1927 Quesnay note dans son carnet « fait article réponse à Landry ».

nécessaire »<sup>1739</sup>. Les remboursements de l'Etat doivent « mettre la Banque de France en état de renoncer au cours forcé, [...] permettre le retour à la convertibilité du billet et [...] faire ainsi cesser les fluctuations de la monnaie »<sup>1740</sup>, ils offrent aussi à la Banque les moyens de « jouer son rôle de service public monétaire » en intervenant sur le marché des changes : ils sont donc un élément important du retour de la confiance contre « le retour de la politique de facilité qui faillit nous mener à la ruine »<sup>1741</sup>.

*Au contact du monde politique parisien.*

Autre levier que Quesnay essaie d'actionner, en revenant à Paris, les contacts avec le monde politique mettent en lumière des connexions relativement inattendues en particulier au moment de l'installation de la nouvelle équipe dirigeante de la Banque. En effet, dès le comité des experts, Quesnay, ainsi que Rist, semblent être en contact assez étroit avec Pierre Laval, alors ministre de la Justice : ainsi le 31 mai 1926, Quesnay note « 11H avec Comert et Bonnet carte blanche. Midi chez Drouilhet avec Prétet<sup>1742</sup> Duchesne Laval. Proposera cet après-midi à Briand Monnet et Gaston Lévy<sup>1743</sup> pour le Comité des Techniciens ». C'est sans doute grâce à René Mayer<sup>1744</sup>, qui collabore alors avec Laval<sup>1745</sup> et à « Drouilhet chef adjoint cabinet Laval »<sup>1746</sup> que le contact

---

<sup>1739</sup> P.1.

<sup>1740</sup> P.4.

<sup>1741</sup> P.3.

<sup>1742</sup> C'est sans doute Henri Prété, journaliste proche de Laval selon Fred KUPFERMAN *Laval*, Paris, Tallandier 2006, p.39.

<sup>1743</sup> S'agit-il de l'auteur de l'article « la stabilisation financière » dans la *Revue des études coopératives*, n°21, octobre-décembre 1926 ?

<sup>1744</sup> Les contacts Mayer-Quesnay sont fréquents et intenses : ils se téléphonent et se voient le 25 et 26 mai 1926, le 11 août c'est un « déjeuner les Mayer Boeuf à la mode. Causons : que de choses en 4 mois ! » le 8 octobre « Visite Mayer jusqu'à minuit » et encore le 3 décembre « 8H René Mayer ».

<sup>1745</sup> Fred KUPFERMAN *Laval op. cit.* p.67. Denise MAYER (*René Mayer... op. cit.* p.20) rappelle que « c'est Léon Blum et Georges Bonnet, [...] anciens du Conseil d'Etat, qui indiquèrent le nom de René Mayer à Pierre Laval, mal préparé au recrutement de collaborateurs techniques », pour que celui-ci soit son chef de cabinet.

se fait et que Quesnay a ses entrées « place Vendôme, au cabinet Laval : vu Duchesne, discuté Drouilhet, remis notes »<sup>1747</sup>. La transmission d'informations (les « notes ») est assez fréquente : le 12 juin 1926 « Caillaux ou Poincaré ? Avertir Laval de la tendance de la Banque à renier le franc », de même le 20 « Herriot renonce, Briand appelé / Leur annonce ça à la Justice : Avenol irait donc à la Banque, moi à Londres » ; on peut noter qu'il s'agit tant d'informations concernant la Banque elle-même que le choix du futur président du Conseil, à propos duquel on pourrait penser Laval plus directement informé. Par contre, le jour même de sa nomination à la Banque, Quesnay note qu'il a « vu Laval optimiste sur Washington<sup>1748</sup> ». Cette transmission semble même s'accompagner d'une mise à niveau du ministre par Quesnay, à propos des questions financières, puisqu'il note le 14 juin 1926 « de 12H½ à 1H¼ chez Laval : la découverte de l'escompte ! Les pièces d'or ». En contrepartie, il voit nourris ses contacts dans la presse : il écrit à Carin le 16 juillet 1926 « sur le retour fin de la semaine nous déjeunerons avec Laval qui veut me faire déjeuner aussi avec les directeurs de grands journaux dont je vais avoir à m'occuper Brunau Varilla<sup>1749</sup> etc. », le 4 août 1926 « parle à Moreau pour Laval *Petit Journal* ». Il ne s'agit pas seulement d'échanger des informations mais aussi d'appuis pour assurer des situations<sup>1750</sup> : ainsi au moment de la constitution du comité des experts le 30 mai 1926 Quesnay contacte « Mayer pour avoir Drouilhet, touché Laval pour Monnet. Mais Drouilhet est à Eaubonne et Laval dans l'Orne<sup>1751</sup> » et le lendemain

---

<sup>1746</sup> Le 19 mai 1926.

<sup>1747</sup> Le 26 mai 1926.

<sup>1748</sup> Il s'agit vraisemblablement de la ratification de l'accord Mellon-Bérenger d'avril 1926.

<sup>1749</sup> Il s'agit évidemment de Maurice Bunau-Varilla (1856-1944) directeur du *Matin*. Sur ses liens avec Laval et son soutien ensuite à la politique de Poincaré, cf. Dominique PINSOLLE, *Le Matin (1884-1944). Une presse d'argent et de chantage*, Rennes, PUR, 2012, p. 242 et p. 207-208.

<sup>1750</sup> Le 28 octobre 1926 « Envoie Drouilhet curriculum vitae pour Légion d'honneur ».

<sup>1751</sup> Vraisemblablement dans son domaine de la Corbière à Moussonvilliers, aux confins de l'Orne et de l'Eure d'après Fred KUPFERMAN *Laval op. cit.* p.49.



« Drouilhet téléphone : plus rien à faire pour Monnet, liste étant paru. Comert attristé au téléphone » ; de même, le 18 juin 1926, il « téléphone Avenol. Laval pensait à lui », peut-être pour la nouvelle équipe dirigeante de la Banque. D'ailleurs dans sa lettre à Carin du 16 juillet 1926, il lui raconte que, la veille, il a « déjeuné avec Avenol que j'ai présenté à Laval, dîné chez Giraud : le cabinet était par terre. Depuis ce matin, je suis à la Justice, attendant des nouvelles avec les collaborateurs de Laval ». Quesnay semble aussi compter sur Laval pour influencer les autres acteurs importants : il évoque ainsi « l'action de Briand et de Laval sur Rothschild, de Doumergue et de Laval sur Wendel<sup>1752</sup> » pour que cesse la « mauvaise attitude de la Banque »<sup>1753</sup> ; c'est aussi à Laval, le 14 juin 1926, que, avec Rist, ils exposent leur plan « en lui disant : la possibilité de la stabilisation c'est aux experts de la démontrer ; le taux c'est à eux de l'indiquer ; la volonté de fixer immédiatement ce taux c'est au Gouvernement qu'il appartient de l'affirmer. Il discute avec Caillaux cet après-midi, espère le décider à accepter les fiances sans la présidence du Conseil. Briand resterait ainsi le chef, modérant son ministre des Finances qui exige des pleins pouvoirs et des amis à lui à la Justice, à l'Intérieur, à l'Instruction publique et aux Travaux publics »<sup>1754</sup>. La proximité entre Laval et Caillaux est bien connue – c'est Laval le dernier témoin de la défense lors du procès devant la Haute Cour en 1920<sup>1755</sup>, il a aussi été l'instigateur de la loi d'amnistie de 1924, n'hésitant pas à s'entourer de proches de l'ancien président du conseil<sup>1756</sup> - et Quesnay semble vouloir utiliser au mieux les talents de chacun : d'un côté,

---

<sup>1752</sup> Il n'y a aucune trace de cette intervention chez Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.*, ni chez Fred KUPFERMAN *Laval op. cit.*. Quesnay n'exagère-t-il pas un peu les contacts directs de Laval ? A moins qu'il ne s'agisse de cette « capacité unique d'avoir des amis partout » de Laval (KUPFERMAN p.66).

<sup>1753</sup> « Autour du Comité d'experts I » p.4.

<sup>1754</sup> « Autour du Comité d'experts II » p.3.

<sup>1755</sup> Jean-Claude ALLAIN *Joseph Caillaux l'oracle 1914-1944*, Imprimerie Nationale, Paris 1981, p.252.

<sup>1756</sup> Fred KUPFERMAN *Laval op. cit.*, p.62-63.

l'entregent et les réseaux de l'« Auvergnat fin et malin »<sup>1757</sup> et de l'autre « on voudrait ne pas donner à Caillaux carte blanche, mais lui faire avaliser le plan des experts et utiliser son énergie, sa force pour appliquer un programme connu et approuvé de l'opinion publique »<sup>1758</sup>. Ces connexions sont confirmées le 21 juillet 1926 : « Moreau m'appelle très nerveux. A vu Monzie Herriot. Ils veulent l'incident de séance : Caillaux préparait inflation. Moreau acceptait acheter \$32 restant de Morgan. Et après ! Mais sur Chambre idiote ça porte. Prévenir les autres. / Monnet est là. Je saute à son bureau [...]. Saute en taxi chez Mayer., de là avec Drouilhet Sénèque villa Saïd<sup>1759</sup>, voyons Laval, comprend saute chez Caillaux avec Dubois. C'est fait : “bon placement”, sont contents. Déjeunons à la Lorraine, téléphone à Moreau ravi ». Même si l'intervention de Laval est finalement inutile pour empêcher au terme cette « fameuse journée » la chute de Herriot, la manière dont elle est décrite par Quesnay suggère une certaine connivence “technicienne” entre les experts de la Banque et du Trésor et les deux ministres, bien au-dessus de la « Chambre idiote ». Il n'est pas impossible de penser qu'elle se nourrit d'une certaine proximité du point de vue des idées, entre Quesnay et Caillaux, « oracle pondéré de l'unification européenne », donnant « son approbation cordiale aux propagateurs de la fédération européenne comme Jouvenel »<sup>1760</sup> et partisan d'une « “économie ordonnée” », grâce à une « restauration de l'autorité publique » en matière économique<sup>1761</sup> car soucieux du « danger du libéralisme traditionnel »<sup>1762</sup>. Si elles ne sont pas rompues par la suite, les relations avec Laval semblent moins intenses une fois la crise de l'été passée : le 9 janvier 1927 Quesnay note « Laval élu Sénat 1<sup>er</sup> tour » puis le 16

---

<sup>1757</sup> Le 31 mai 1926.

<sup>1758</sup> « Autour du Comité d'experts II » p.3.

<sup>1759</sup> C'est la résidence parisienne de Laval depuis la fin de la première guerre mondiale (Fred KUPFERMAN *Laval op. cit.* p.47).

<sup>1760</sup> Jean-Claude ALLAIN, *Caillaux... op. cit.* p.445.

<sup>1761</sup> *Idem* p.414.

<sup>1762</sup> *Idem* p.413.

septembre 1927 « Laval voit Braid [Briand ?] demain. / Manœuvres, cuisine, avenir ». Mais, en octobre 1927, « Laval et Hamp [sont] attaqués [dans l']*Action française* »<sup>1763</sup> : « Drouilhet Mayer empoisonnés par le scandale de la lettre de Hamp à Homberg sur procédés à employer, d'après Laval, pour se faire élire. Au Sénat c'est un coup de canif dans une page blanche »<sup>1764</sup>. Plus ancien, puisque né à la Société des Nations, le contact avec Albert Thomas reste actif, puisque Quesnay note, le 20 novembre 1926, « taxi Thomas – revoir son discours contre revalorisation - son action Paris » ; ils se revoient dix jours plus tard<sup>1765</sup>, avec la curieuse mention dans le carnet de Quesnay « Poincaré chef des gauches après janvier [ ? ] : Blum entrerait [au gouvernement] impôt sur capital », et encore le 21 décembre 1926 « Déjeuner Thomas Charveron ». La relation avec Georges Bonnet, issue aussi de l'époque genevoise semble, comme avec certains proches de Laval, se fonder sur une certaine proximité générationnelle puisque Quesnay note le 28 mai 1926 « Déjeuner [Pierre] Comert avec Monet et les Georges Bonnet et Odette Pelletan [épouse de Bonnet]. Bonne atmosphère le cabinet de demain ? » mais les choix de Bonnet<sup>1766</sup> - le 6 juillet 1926 « Déjeuner Auboin [...] influencé par Georges Bonnet hostile aux experts : comment restreindre le crédit sans consolider la dette ? » et le lendemain « déjeuner Comert Avenol au Fouquet's. La position que va prendre Georges Bonnet hostile aux experts. Avenol contre lui » - les éloignent. Parmi ses autres contacts politiques, on remarque aussi Louis Dausset, par ailleurs “connecté ” à Laval<sup>1767</sup>, à qui Quesnay fournit un « rapport

---

<sup>1763</sup> Le 13 octobre 1927. Les attaques commencent, en une, le lendemain sous le titre « S.M. l'Argent roi de la République » avec reproduction de la lettre manuscrite de Hamp à Homberg. Ainsi Laval apparaît comme le « symbole des méthodes sinueuses du parlementarisme » lui qui conseille le financier Homberg sur les méthodes pour se faire élire sénateur (Fred KUPFERMAN *Laval op. cit.* p.84).

<sup>1764</sup> Le 20 octobre 1927.

<sup>1765</sup> Le 30 novembre 1926 « Albert Thomas (Blum Jouhaux) ».

<sup>1766</sup> Jacques PUYAUBERT *Georges Bonnet... op. cit.* p.59-60.

<sup>1767</sup> Fred KUPFERMAN en fait l'un de ses « parrains » favorisant son élection sénatoriale de 1927 dans sa circonscription de la Seine (*Laval op. cit.* p.67).

devises »<sup>1768</sup>, à propos duquel il note le 2 décembre 1926 « fait note Dausset vient bien, règle toute question dette flottante et remboursement banque ». Il faut noter que ce travail est surveillé par le gouverneur puisque, le 9 décembre, « gouverneur est de retour. Reçoit note pour Dausset. Leclerc et lui m'y font enlever quelques passages : refais » et le lendemain « note pour Dausset finalement bonne ». La note proposée<sup>1769</sup>, à propos du budget 1926, est une reprise du programme des experts avec la nécessité d'un « superéquilibre [...] condition préalable et nécessaire de toute politique monétaire », et aussi la nécessité de supprimer les « attributions temporaires du Trésor » issues de la guerre (gestion de la dette flottante et commerce des changes comme une banque commerciale) ; il propose un système de double bons, un à long terme et un à plus court terme, pour réduire la dette flottante, avec la nécessité constitution d'un stock de devises. Quesnay se demande, le 17 décembre, « Dausset a-t-il utilisé ma note : son rapport pas paru » et le 18 « toujours pas le rapport Dausset ». Il a moins de surprises et davantage de succès parmi les autres experts qu'il fréquente. On y retrouve d'abord ses contacts de la SDN : le 9 octobre 1926 il participe à un « déjeuner [avec] Comert Massigli Denis Haas<sup>1770</sup> au Boeuf [à la] mode. Monnet nous rejoint Promenade avec Massigli en confiance », le 16 décembre 1926 « Basch Loveday<sup>1771</sup> [...] Basch et Loveday dînent ici ». Il semble s'impliquer dans le choix de son successeur, ainsi le 12 août 1926 « Visite Chalendar : a lettre Sergent, voudrait suite Descamps. Lui fait

---

<sup>1768</sup> Le 30 novembre 1926.

<sup>1769</sup> BF fonds Rist boîte17, dossier n°7, rapport de 17 pages sur le budget 1926 qui, d'après note manuscrite, est une « note de Quesnay pour le rapport sur le budget de 1926 ».

<sup>1770</sup> Robert Haas, normalien, a collaboré dès l'origine à l'organisation des communications et du transit de la SDN dont il est devenu le directeur, selon Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations op. cit.* p.68.

<sup>1771</sup> Le britannique Alexandre Loveday (1888-1962) est un expert en statistiques, qui rejoint le *War Office* pendant la première guerre mondiale, puis fait partie des premiers membres du secrétariat de la SDN. Il y travaille jusqu'en 1946, devenant à partir de 1931 le directeur de la Section Financière et du Service de l'Intelligence Economique, selon Yann DECORZANT *La Société des nations et la naissance... op. cit.* p.303.

entendre mon option. À Genève ma suite ? Sent hostilité Avenol » et le 13 « Ereinté me repose avant d'aller dîner avec Auboin mon futur successeur ». Il met en contact réseaux genevois et parisiens comme le 22 décembre 1926 « dîner Avenol – Rueff Denis Bonnet – très gai – Rueff fait bon effet à Avenol – on attaque revalorisation ». Parmi les nouveaux noms qui apparaissent outre l'économiste spécialiste de l'URSS Boris « Eliacheff » (10 et 13 décembre 1926), il faut relever celui de « Chistian Lazard<sup>1772</sup> » (le 21 octobre 1926) ou encore « Pouyanne<sup>1773</sup> allant chez Doumergue Longue causerie internationale avec Lacourt et Ricard » (le 29 décembre 1926).

Avec aisance et efficacité, grâce à son intense activité, Pierre Quesnay se glisse extrêmement rapidement dans son nouveau rôle et dans son nouvel environnement. Il apparaît comme le promoteur de solutions relativement originales au sein de la nouvelle équipe, tant du point de vue strictement monétaire (le projet de franc « décimal ») qu'en ce qui concerne les relations de la Banque avec ses consœurs (il est sans doute plus favorable que Rist et Moreau aux projets de Norman). Il prend sa part à la lutte contre les « revalorisateurs », en particulier pendant le comité des experts ; au-delà de cette période, il apparaît, au cœur de « l'histoire chaude » qui peu à peu conduit à l'autonomisation croissante de la Banque<sup>1774</sup>, comme un agent d'influence important, notamment par le biais de la presse et par ses réseaux politiques, au premier rang desquels l'inattendue connexion Monnet-Laval, en particulier pour

---

<sup>1772</sup> Plus jeune fils de Simon, il obtient le titre d'associé en nom collectif le 21 juillet 1921 (Guy DE ROUGEMONT *Lazard Frères... op. cit.* p.370).

<sup>1773</sup> Henri Pouyanne est attaché à Londres de 1920 à 1928 puis directeur de l'*Anglo-French Banking Corporation* (selon Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.145-146).

<sup>1774</sup> Formule reprise à Jean Bouvier par Bertrand BLANCHETON dans « l'autonomie de la Banque de France de la grande Guerre à la loi du 4 août 1993 » *Revue d'Economie financière*, mars 2014 p.158.

promouvoir une stabilisation préalable indispensable à la réalisation de desseins plus ambitieux. Il s'agit de consolider auprès du gouverneur sa position et, dans un premier temps, de chercher dans la classe politique celui qui pourrait incarner au mieux le projet de stabilisation puis de chercher à être entendu par Poincaré. Cependant on sent déjà poindre des divergences avec Moreau et Rist, souvent réticents devant ses propositions ses plus audacieuses.

## Chapitre 2. Au chevet des monnaies européennes (1927-1928).

Comme la monnaie *de facto* stabilisée, Quesnay voit sa position au début de l'année 1927 moins provisoire que lors de la phase précédente. Il peut réellement s'installer au sein de la Banque, où il participera aux tentatives pour mettre en place le « grand dessein » de Moreau, « réorganiser le marché de Paris pour en faire l'un des premiers marchés du monde »<sup>1775</sup>. De même c'est la période pendant laquelle il utilise le savoir-faire acquis en Autriche pour se porter aux chevets des monnaies des états en difficulté, dans le contexte de ce qui peut apparaître comme un autre volet de ce « grand dessein » du gouverneur Moreau, une action internationale forte de la Banque de France. L'analyse devra donc être menée à deux échelles. D'une part, au sein de la Banque, il conviendra donc de mesurer quelle est l'autonomie dont dispose Quesnay dans le triumvirat qu'il forme avec Rist et Moreau, au-delà de la formule bien connue de Quesnay « j'ai les idées, Rist les filtre et Moreau tape du poing sur la table pour les faire aboutir »<sup>1776</sup>. Dans une institution dont il découvre progressivement le fonctionnement et avec les autres acteurs (le Trésor...), comment Quesnay peut-il se faire entendre avec sa culture issue d'une organisation protéiforme mobile comme la SDN ? D'autre part, il faudra se demander quel *money's doctor* est Quesnay, à la fois chirurgien dans l'urgence en Roumanie et Pologne mais aussi, plus timidement encore, auprès de la pharmacie monétaire américaine ou face à la banque d'Angleterre. Comment concilie-t-il les ambitions de Moreau avec son souci de promouvoir la coopération entre les banques centrales ?

---

<sup>1775</sup> Michel MARGAIRAZ « Emile Moreau (1868-1950). L'entrée remarquable du premier inspecteur gouverneur de la Banque de France » dans Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.), *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009 op. cit.* p.179.

<sup>1776</sup> Pierre DIETERLEN « Le négociateur » dans *Charles Rist, l'homme, la pensée, l'action. Revue d'Economie politique* t. LXV, 1955, p.948.

## Les rapports de (et le rapport au) pouvoir à la tête de la Banque de France.

### *Dans la Banque.*

La relative accalmie de la situation monétaire de la fin 1926 début 1927 correspond à la réelle installation de Quesnay au sein de la Banque, qui s'accompagne de changements importants dans sa vie quotidienne, qu'il ne faut pas négliger. Il faut d'abord loger une famille de plus en plus nombreuse avec la naissance de Nikolaus et d'Eric<sup>1777</sup>), même s'il ne peut être aussi présent qu'il le souhaiterait parmi les siens<sup>1778</sup>. D'un côté, il cherche une résidence parisienne : ainsi le 2 juin 1928 « taxi rue d'Assas, le 102 est cossu. Rien vu porte d'Italie » avant de s'installer à Combs-la-Ville début juillet 1928<sup>1779</sup> et de l'autre il a « envie d'avoir une maison à la campagne »<sup>1780</sup> puisqu'il visite le même jour, le 2 avril 1927 « par la plaine des ancêtres » Yville « le beau château » Mauvry [ ?] « c'était vraiment bien je regrette assez » et « La Haizette : bien mais les ripolineurs ont tout saccagé » ; une semaine plus tard « en route pour Saint Martin / On en ferait quelque chose sans être mangé. Offrir 100000 de maison et 100000 de ferme ? Attendons architecte » puis le 25 mai 1928 le voilà qui est « passé chez maître Sauvage notaire pour château de la Vilette à Caudebec les Elbeuf ». Le 18 août 1928 il visite l'abbaye de Montgeron et le 20 note qu'il a « donné ordres pour vente [sans doute des actions] Dombrowsi et PLM [compagnie des chemins de fer Paris Lyon Méditerranée]. Aurai ainsi 80000 F nécessaires » puisqu'il signe le compromis de vente le 31. Le souci qu'il apporte à l'achat d'une résidence provinciale, comme, une fois l'acquisition faite, la question de « comment trouver gardien ou jardinier pour l'abbaye ? »<sup>1781</sup> relève à la

---

<sup>1777</sup> Respectivement en novembre 1924 et février 1927.

<sup>1778</sup> Le 3 mai 1927 « arrivée Karin chez nous mais je n'y suis pour ainsi dire pas ».

<sup>1779</sup> Le 1<sup>er</sup> juillet 1928 « installation à Combs la ville ».

<sup>1780</sup> Le 20 mars 1927.

<sup>1781</sup> Le 5 septembre 1928.



fois de considérations pratiques mais sans doute aussi de la recherche d'une certaine forme de notabilité, appuyée, classiquement, sur la propriété foncière<sup>1782</sup>. En effet il commence à tirer les fruits économiques de son arrivée dans l'équipe dirigeante de la Banque : un accident domestique original, le 2 janvier 1928 « l'arbre de Noël [qui] brûle. Le brasier au salon, en 2 minutes la flamme lèche tout et retombe. Désastre », permet de distinguer quelques signes de cet enrichissement, comme « nos Greuze nos tableaux, nos bibelots, sacs de perle » ou « le van der Meulen et aussi Laureinier [ ? ] [qui sont] bien perdus »<sup>1783</sup> dans l'incendie. Il peut aussi compter sur l'aide de sa belle-famille<sup>1784</sup> avec qui les échanges restent importants notamment lors des congés estivaux en Finlande comme en 1927<sup>1785</sup> : le 15 juillet à son beau-père il « parle politique de l'or », le 22, tandis qu'il continue à s'intéresser à la traversée de Nungesser et Coli, il « raconte à [son beau-]père les difficultés anglaises » et le 25 « raconte à Henri [le frère de Carin], histoire de l'or européen de l'Amérique et difficultés anglaises ». Son installation dans la campagne normande ne s'accompagne manifestement pas d'une tentative d'ancrage local fort : sa fréquentation ponctuelle de l'association de son collègue<sup>1786</sup> ne peut être analysée comme une politique d'installation locale. Il faut sans doute y voir aussi la conséquence du manque de temps dont il dispose pour sa vie personnelle : hormis quelques films<sup>1787</sup> et les

---

<sup>1782</sup> On peut aussi noter le retour d'un souci ancien, le 2 janvier 1929 quand « m'occupe généalogie famille ».

<sup>1783</sup> Le 13 janvier 1928.

<sup>1784</sup> Le 15 juillet 1927 « regarde les comptes de Carin : aurons encore 100000 marks cette année / Père [de Carin] nous préférerait voir acheter maison Paris et venir ici campagne ». Le 31 août 1928 au moment de l'achat de l'abbaye de Montgeron « Télégrammes Finlande pour 200000 et Granville ».

<sup>1785</sup> Le 16 août 1927 « on fait les valises C'était un bon été »

<sup>1786</sup> Le 26 novembre 1928 « 7H banquet Joint Lambert : Mgr Lecoœur "Pierre" parlons de Seipel / Maxime [ ? ] Morin Couillard Flambard Lebaube et l'Été des Finances [ ? ] / Est au courant Fournier » ou le 31 juillet 1929 « 12H1/2 Renaissance Join Lambert / types biens, bonne atmosphère / Morin d'Été, Flambard, Lebaube [ ? ], Couillard et Duchesnois / Couillard cherche situation »

<sup>1787</sup> Ainsi le 4 décembre 1928 « 2H film [Bernard-]Deschamps. Places /Empire. 4H avenue Wagram *L'agonie des aigles* [de 1922] / Histoire des ½ soldes foule ».

lectures de vacances, et même s'il peut projeter le dimanche 21 août 1927 de « faire relier comme [ ? ] Siepmann – réunir mes articles mon œuvre / Toute la journée à classer – un travail souhaité depuis 7 ans », Quesnay semble avoir seulement le temps de préparer le permis de conduire<sup>1788</sup> qu'il obtient le 13 août 1928 puisqu'il a « passé examen conduite 2 questions et j'ai le permis », tout entier tourné vers son labeur quotidien. Soulignant la « tristesse citadine » parisienne<sup>1789</sup> et regrettant sa maison champêtre genevoise<sup>1790</sup>, il reste nostalgique de la vie campagnarde, comme ce « dimanche merveilleux [pendant lequel il peut se livrer à l'] exercice physique »<sup>1791</sup> ou quand il peut initier ses fils à la chasse<sup>1792</sup>, notant à propos des travaux dans la maison « tout est bien, mais trop neuf, perte de mystère des vieilles choses »<sup>1793</sup>. Mais il se doit de participer à la vie mondaine de la Banque : le 28 octobre 1928, il est à l'opéra dans loge des Moreau, alors que le 19 février 1928, il a « téléphoné à Rist et au gouverneur qui dormait après nuit bal à la Banque : les nouvelles que j'apporte sur [ill.] et Petite Entente renforcent son énergie ». Le 3 décembre 1928, « Le soir chez Edgar Dreyfus » il croise le « tout Paris ». On voit aussi se dessiner certains liens interpersonnels, qui dépassent les relations professionnelles, à l'occasion d'événements heureux comme le 1 juin 1928 avec le « mariage Koszul à Lyon » ou le 7 juillet suivant quand Quesnay est « invité par mon service à déjeuner à la Petite Biche. » ou dramatiques – le 21 mai 1928 « gouverneur ému par mort auto du fils Simon (S[ecrétariat] G[énéral]) ». Ils semblent favoriser par certains rituels propres à l'institution comme la « course cycliste de la Banque » pour laquelle Quesnay fait un don le 18

---

<sup>1788</sup> Le 25 mai 1928, alors qu'il est à Rouen « Boulingrin leçon d'auto demain ».

<sup>1789</sup> Le 15 janvier 1928 : « Vers Montrouge pas encore un quartier logeable / Retour à pied : tristesse citadine »

<sup>1790</sup> Le 11 janvier 1928 à propos des enfants malades « il faudrait trouver appartement avec jardin. Ah Genève ! »

<sup>1791</sup> Le 8 juillet 1928.

<sup>1792</sup> Le 2 septembre 1928 « Pierre et Nils chasseurs ».

<sup>1793</sup> Le 2 juillet 1929.

mai 1928 ou la visite des caves de la rue de la Vrillière offerte aux hôtes de marque<sup>1794</sup>. Mais c'est d'abord par ses réseaux hors de la Banque que Quesnay espère obtenir ce qui lui permettrait d'asseoir symboliquement encore davantage sa notabilité, la légion d'honneur, qui viendrait s'ajouter aux décorations étrangères déjà reçues<sup>1795</sup>. En effet il note le 3 octobre 1928 « Reçu Drouilhet qui croit tenir ma croix par Mayer Cianne [ ? ] et Peycelon » et le lendemain « déjeuner avec [...] Drouilhet Mayer / Discussion politico financière / La croix par lui et Peycelon<sup>1796</sup> ! ? » Surveillant les différentes promotions<sup>1797</sup>, en espérant compter parmi les heureux récipiendaires<sup>1798</sup>, il ne ménage pourtant pas ses efforts pour arriver à ses fins, comme le montre une longue lettre du 29 juin 1927<sup>1799</sup> qu'il envoie à un interlocuteur inconnu (peut-être Briand<sup>1800</sup>) dans laquelle il s'« excuse de raconter [s]on histoire »<sup>1801</sup> car « cher Monsieur vous m'avez dit si spirituellement il y a quelques semaines que chacun parlait de "son poste" et de "sa croix" en pensant à ce qu'il n'avait pas... que je m'enhardis à vous parler de "ma croix" ! » ; en effet « ce n'est pas

---

<sup>1794</sup> Ainsi le 19 décembre 1928 « réveillé par téléphone Siepmann » « visite des caves avec Siepmann / Mottelay [ ? ] et B.G. Catterns / Formidable ! Defras l'architecte est là avec Brunet, Boyer, Lebeau / Accompagner Siepmann au Wagram »

<sup>1795</sup> Par exemple le 9 juillet 1929 « [Constantin] Diamandy [(1868-1931) ambassadeur de Roumanie à Paris selon Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.63] / Reçois la cravate de l'étoile roumaine ».

<sup>1796</sup> Gabriel (ou Gilbert-Antoine) Peycelon (1867-1940) est « chef de cabinet, secrétaire, éminence grise factotum [...] un peu tout cela pour Briand. Si un Philippe Berthelot lui était indispensable au niveau de la grande politique internationale, un Peycelon lui était tout aussi nécessaire, mais à un niveau plus "vulgaire et subalterne", touchant parfois aux basses œuvres de la politique » selon Bernard OUDIN dans *Aristide Briand*, Paris, Perrin « Tempus », 2016 p.718.

<sup>1797</sup> Le 26 janvier 1929 « Promotion finances Légion d'honneur : Strohl officier ».

<sup>1798</sup> Le 19 juillet 1929 « à 4H chez Moret : ma légion d'honneur une fois de plus ne marche pas !! »

<sup>1799</sup> Fonds Frédéric Quesnay.

<sup>1800</sup> Quesnay lui « signale au Quai d'Orsay l'existence du dossier de "ma croix" » et se prévaut de « la sympathie que vous m'avez toujours montrée, de votre connaissance des affaires autrichiennes ».

<sup>1801</sup> Il rappelle notamment avoir « refusé l'an passé de me laisser inscrire par Pierre Laval dans une promotion de la Légion d'Honneur, au titre du ministère de la justice, jugeant d'ailleurs qu'à ce titre je n'y avais absolument aucun droit ».

que j'éprouve le besoin de la recevoir mais il semble qu'à Paris le droit au ruban augmente les possibilités d'action, tant de gens pensant que si M.X avait vraiment fait quelque chose d'utile à l'étranger, cela se verrait à sa boutonnière.. ». Malicieusement il soutient que « depuis, vous avez quitté le ministère, M. Rist en a parlé à M. De Beaumarchais qui a parait-il, fait des réserves en raison de mon âge. J'ai pourtant huit ans de plus qu'à l'époque de la commission Fayolles et peut-être aussi quelques titres supplémentaires. Certains de mes camarades d'Ecole ont déjà dans l'intervalle reçu la rosette ! Mes quatre garçons, le poste que j'occupe et la participation qu'il me permet de continuer à prendre aux discussions internationales pourraient d'ailleurs peut-être aider à me vieillir aux yeux officiels ! » Ces efforts porteront leurs fruits finalement en février 1930 ainsi qu'en témoignent les nombreuses félicitations reçues<sup>1802</sup>.

Ces démarches personnelles n'empêchent en rien Quesnay de participer pleinement à la vie quotidienne de la Banque, à propos de laquelle ses carnets fournissent quelques éléments. Il est toujours attentif à l'organisation de son service comme quand il « propose Ricard sous-chef » (le 9 mars 1927), quand, le lendemain, il « termine note mon personnel : y joint exposé d'ensemble et adresse le tout à Allemandet [directeur du personnel de la Banque] » quand, le 7 novembre 1927, il « discute avec Rist. Ramon aux Archives Demongeot pour le remplacer : conjoncture. Parle ici du service étranger » ou quand le 20 décembre 1927 il se rend « chez Allemandet pour mes nominations ». On dispose d'un tableau de la main de Quesnay<sup>1803</sup>, récapitulant les différentes missions au sein de son service : il est divisé en quatre branches et non trois comme indiqué dans le sous-titre : une consacrée aux « questions de stabilisation monétaire (Quesnay) » une aux « questions de crédit intérieur (Ricard) », une aux « questions de crédit international (le chef

---

<sup>1802</sup> AN 374 AP 37. Il faut noter, par contre, qu'il n'y a pas de Pierre Quesnay référencé par la base Léonore des récipiendaires de la Légion d'honneur.

<sup>1803</sup> « Organisation du service des Etudes », AN 374 AP 37 dossier « Démission de Pierre Quesnay ».

traducteur) » et une aux « études pour les services de la Banque (Ramon) ». On retrouve dans l'organisation des « petites mains » du service - deux « dépouilleurs de presse », deux « statisticiens » et « deux rédacteurs d'études » - la main de Quesnay avec le souci de l'opinion publique (il faudra veiller aux « opinions monétaires exprimées » et fournir des « directives à la presse ») et l'utilisation des outils statistiques, qui doivent permettre de représenter aussi bien « la situation des banques privées » et de la « Bourse » que celle des « industries » du « chômage ». On voit déjà poindre (c'est la tâche de la paire de rédacteurs d'études) un embryon de programme global avec le « programme de stabilisation » la « création d'un marché monétaire français » appuyés sur la « recherche d'enseignements dans les actions entreprises en dehors ». Même s'il n'est pas sûr que Quesnay se soit totalement reconnu dans le style parfois très imagé et enthousiaste de son collaborateur, voulant faire du service des Etudes « un phare prêt à projeter instantanément son faisceau lumineux sur n'importe quelle matière », il partage sans doute un certain nombre des idées que cet auteur anonyme lui expose dans sa note du 31 janvier 1927<sup>1804</sup>, telles les atouts de ce département « son indépendance même des autres services, son attachement théorique et effectif au Gouvernement de la Banque, le recrutement et la spécialisation de ses collaborateurs ». On peut aussi compter le souci que les Etudes ne soient pas « installé[es] dans une tour d'ivoire. Autrement dit, une documentation écrite, le plus souvent retardataire, est tout à fait insuffisante. Il faut y adjoindre une documentation privée, confidentielle, écrite ou verbale, qui assure la rapidité des informations et permette la satisfaction des justes curiosités »<sup>1805</sup>, et qui correspond assez bien à la culture réticulaire de l'ancien de la SDN qu'est Quesnay, ce qui peut amener le service à mettre sur pied une « organisation de rapports, d'intimité croissante, s'il se peut, avec quelques grands organismes publics ou privés,

---

<sup>1804</sup> « Note pour M. Quesnay » AN 374 AP 37 dossier « Démission de Pierre Quesnay ».

<sup>1805</sup> P.1.

judicieusement choisis, par exemple (abstraction faite des précisions) : Ministère des Finances, Ministère du Commerce, Conseil national Economique, Statistique générale de la France, Office du Commerce Extérieur, Chambre de Commerce de Paris, Syndicats des Agents de Change et des banquiers en valeurs, syndicats et confédération de syndicats patronaux, CGT »<sup>1806</sup>. Il s'acquitte des différentes tâches administratives qui lui incombent en tant que chef de service comme le 2 mars 1928 quand il « commence notes agents ». Il n'hésite pas aussi progressivement à utiliser tous les moyens de la Banque notamment le corps des inspecteurs : par exemple le 27 février 1928 Il fait en sorte que « Bolgert<sup>1807</sup> [soit] mis dans l'affaire / Koszul et Mitzakis dans papiers ». Il revient souvent sur les questions de traitement comme le 30 août 1927 quand il note que le « Gouverneur demande à Strohl de supprimer gratification pour calculer net par an traitement du personnel ». La fin de l'année est le moment des « gratifications dans [le] service » (27 décembre 1927) : le 31 arrive l'« enveloppe service (pour moi 10000 + 10 de rab !!!) / J'ai mes vérificateurs : 7000 Ricard 2000 Lacourt »<sup>1808</sup>. Mais de telles gratifications supplémentaires surviennent aussi à d'autres moments comme le 1<sup>er</sup> juin 1929, peut-être pour les congés estivaux ou en récompense des négociations du plan Young quand il a« reçu de Strohl 150000F / Commence distribution / Départ du chauffeur pour ses 21 jours ». On trouve aussi traces des tensions que génèrent ces questions salariales ainsi le 22 octobre 1928 quand « Moreau [est] occupé par les questions traitement [ ? ] / Carriguel est paraît-il furieux / Aurons 120 +

---

<sup>1806</sup> p.6.

<sup>1807</sup> Entré à la Banque le 1er janvier 1918 après des Études à l'École libre de sciences politiques puis reçu au concours de l'inspection en 1927, Jean Bolgert avait été associé à l'origine de la création des études économiques et des service étrangers à la Banque autour de Pierre Quesnay, puis participa aux opérations internationales de stabilisation monétaires menées par la Banque de France en Roumanie (1928-1932) et en Yougoslavie (1931-1939) Il sera nommé directeur général des Études et des services étrangers le 1<sup>er</sup> mars 1942, selon Vincent DUCHAUSSOY *Histoire de l'organisation et de la gouvernance de la Banque de France (1936-1993)... op. cit. p.202.*

<sup>1808</sup> On peut remarquer qu'un an plus tard, elles apparaissent sous une autre forme : le 18 décembre 1928 « Voir Strohl pour frais représentation inspection et visite demain », puis le 21 « Strohl me signe mes 2000 "frais par inspecteur" ».

peut-être 30 ou 40 Ça ira [...] Dangle pour traitement inspecteurs mécontents », le 23 Quesnay « explique à Bolgert [la] réforme traitement inspection » et à « Allemandet la réforme des traitements : j'aurai 150, Carriguel 160 Strohl 180 » et le 24 « Traitement et indemnités plus bas que ne m'avait dit Allemandet / Dans l'ensemble beaucoup de mécontents / Je recherche ce que j'ai touché depuis mon entrée à la Banque ». Il est aussi associé au recrutement des nouveaux agents de la Banque puisque, pendant son voyage en Roumanie, le 25 janvier 1928 il évoque une « lettre à Strohl sujets et concours ». « Amusant » d'abord<sup>1809</sup> puis chronophage<sup>1810</sup>, ce travail, auquel il est associé pour la première fois en 1927<sup>1811</sup>, lui permet aussi de diffuser ses idées auprès des futurs agents de la Banque puisque il note le 7 février 1927 que « au concours d'attaché à l'inspection, on tire mon sujet : moyens de la Banque de France pour agir sur volume circulation ». On le voit continuer d'utiliser les outils graphiques, lui permettant de saisir, au mieux la situation : le 25 janvier 1927 il mentionne le « bilan et liquidités graphiques »<sup>1812</sup>, le 4 février 1927 il « reprend graphique de liquidités des banques », le 9 novembre 1927 « vu courbes de conjoncture / Carriguel discute Ricard service étranger » puis le 10 décembre 1928 il a « travaillé question d'index de prospérité probabilité d'accroissement ». Le 30 septembre 1927 il « termine dessins de l'atlas monétaire », alors qu'on commence à penser à une réunion des services des études des différentes banques centrales, puisque il note le 21 octobre 1927 que « Moreau revient sur idées De Chalendar / créer Service extérieur. Inspecteurs ? / alors service nouveau [ill] / déjeuner [...] Osborne Rueff Loveday / Conférence des

---

<sup>1809</sup> Le 9 février 1927 « Concours oral bon jury faibles candidats / Jury / C'est assez amusant ».

<sup>1810</sup> Le 12 février 1927 « Les dossiers le classement enfin fini ! Mais le gouverneur n'en veut que 6 ».

<sup>1811</sup> Le 31 janvier 1927 « réunion chez Strohl pour concours inspection. Sujets ».

<sup>1812</sup> Est-ce à cet outil que fait référence MOREAU dans ses *Souvenirs...* (*op. cit.* p.212) quand il note le 26 janvier 1927 que « M. Quesnay a inventé un graphique fort intéressant qui permet de suivre, mois par mois, la situation de la circulation fiduciaire » ?

services d'études des banques d'émission à Paris ? sous ma présidence ? ». Plus tard, il sera destinataire (ou auteur) d'une note, postérieure à juin 1928<sup>1813</sup>, « la statistique des émissions publiques dans les divers pays »<sup>1814</sup> prônant la mise en place d'une statistique internationale concernant les valeurs mobilières qui sont « l'essence même du commerce de banque, et que, dans nul autre milieu on se montre aussi réservé pour tout ce qui peut toucher, de près ou de loin, à ce que l'on a convenu d'appeler le secret des affaires »<sup>1815</sup>. Pour cela, il est projeté de s'appuyer sur les « investigations permanentes du fisc »<sup>1816</sup>. A propos d'innovations méthodologiques au sein de la Banque, il y côtoie Gaston Roulleau<sup>1817</sup>, un de ceux qui ont fait du bureau des Etudes économiques d'avant 1914 « un centre de recherche actif et reconnu dans le domaine de la statistique »<sup>1818</sup> mais surtout en tant que directeur de la Comptabilité générale<sup>1819</sup>. Cependant, on ressent une certaine proximité

---

<sup>1813</sup> A la troisième page du document, il est fait référence à la séance du 28 juin 1928 du Comité des règlements internationaux et d'informations économiques de la Chambre de Commerce Internationale.

<sup>1814</sup> AN 374 AP 20 dossier « Etudes monétaires françaises ».

<sup>1815</sup> p.1.

<sup>1816</sup> p.2

<sup>1817</sup> Né en 1874, Gaston Roulleau intègre la Banque de France en 1895. Il devient chef adjoint du service des Etudes en 1913 puis chef en 1918, après une guerre qu'il finit capitaine chargé de questions économiques et administratives relatives à L'Alsace puis détaché au ministère du Blocus. En 1922, il devient directeur de la Comptabilité générale puis contrôleur général en 1930. Il meurt en 1937 selon Patrice BAUBEAU dans « Gaston Roulleau et l'étude des effets de commerce ou la tension entre statistiques fiduciaires et conceptions métallistes » dans *Histoire et mesure* XXVI-1 2011, p.221-242. Selon Alain PLESSIS dans « La révolution de l'escompte dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle » art. cité « avec l'économiste libéral André Liesse et quelques autres comme Albert Aupetit ou Jules Décamps, il fait partie du petit groupe d'experts que le gouverneur de la Banque Georges Pallain a réuni autour de lui. [...] De plus, il fréquente le milieu des économistes et il est membre de cette Société de statistique de Paris dont il deviendra le président en 1924 ».

<sup>1818</sup> Alain PLESSIS « La Banque de France et la production de statistiques au XIX<sup>e</sup> siècle dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)* Paris, Albin Michel, 2005, p.66.

<sup>1819</sup> *Idem* p.67. Première mention le 19 mars 1927, à l'occasion d'une « longue causerie avec le gouverneur / Rembourser par anticipation Norman (Roulleau) » puis le 21 décembre 1927 « chez gouverneur : Roulleau [Emile MOREAU *Souvenirs op. cit.* le



entre les deux hommes, comme le 28 août 1928 : « Gouverneur rentré : Carriguel commence [ ? ] maladroitement : à Londres on ne veut jamais d'acceptations – alors dit Leclerc nous n'obtiendrons pas des Régents, Rist d'ailleurs se désolidarise... gouverneur effrayé, renonce à regret à brusquer [ ? ] Il demande règlement [ ? ] pour achats des banques étrangères seules. On le fait : Roulleau comprend le mieux : piques Carriguel ». Quesnay porte aussi une attention particulière à la question de la répartition des rôles dans et entre les différents services : il note le 21 juin 1927 que le « gouverneur a mis Allemandet sous Leclerc », le 30 octobre 1928 le « gouverneur me demande mon avis sur titre du service /Carriguel : « service étranger » ? », le lendemain « Cherche à voir Strohl pour situation mon service et Carriguel service étranger » et finalement le 2 novembre « Gouverneur – titre mon service “relations extérieures” Service bancaire étranger [ ? ] pour Carriguel note à Strohl – Leverne [ ? ] Rist et moi ». Ce souci de définir précisément son périmètre d'action résulte évidemment des tensions entre les services qui se traduisent par une coopération parfois difficile<sup>1820</sup>, voire même à l'intérieur de son service<sup>1821</sup>. Elles nourrissent une certaine déception de Quesnay vis-à-vis de l'ambiance générale au sein de la Banque, par exemple lors de l'épisode du rapport pour l'année 1926 : il note ainsi le 13 janvier 1927 « Ricard me dit qu'au service administratif on se plaint d'avoir à faire le compte-rendu qu'on nous enlève. Il faut explication » « Pose chez Strohl très [ill. peut-être jésuite] mon désir ne pas le surcharger de mon travail »

---

mentionne p.442 460 mais ne précise pas son rôle], Lussing et l'Escompte ». Il y a d'autres mentions les 13 juin 23 août et 17 septembre 1928.

<sup>1820</sup> Quelques incidents le 13 septembre 1927 et les jours suivants en attestent : « Travail graphique. Mais refuse élément à mon service. Il va falloir explication », donc le 14 « Descends à Carriguel mon atlas, discutons et obtiens promesse de renseignement » ; mais le 15 « Vintilo-Bratiano vient voir Leclerc qui ne me le renvoie pas ! / Il n'aurait rien dit, genre Poincaré, veut et ne peut pas revaloriser [ ? ] »

<sup>1821</sup> Ainsi le 3 janvier 1928 « vu gouverneur : Ramon amer et peut-être agressif » « Ramon a vu Strohl : résigné ? Adouci ». Aucune mention de l'incident dans les *Souvenirs* de MOREAU.

et un peu plus tard, le même jour, « Déjeuner Rueff Laurent<sup>1822</sup>. Les gens des Finances sont mieux que les gens de la Banque : moins de routine étroite, plus de sens de l'intérêt général. J'expose mon plancher unique ». Il faut aussi noter qu'il trouve peut-être moins de raideur théorique auprès de ces jeunes inspecteurs qu'au sein de la banque comme par exemple avec Carriguel à propos duquel il note le 2 mars 1928 « Long entretien Carriguel : sa cuirasse pratique et ses possibilités théoriques. Pointes amicales. Bonne conclusion ». Cette proximité interpersonnelle n'empêche pas les incompréhensions plus institutionnelles : le 5 février 1927 « vois Rist : gouverneur ennuyé. Moret s'est plaint de mon hostilité au Mouvement des Fonds. / Quoi ? Article Dausset [ ? le sénateur ? ] ou 1<sup>er</sup> compte-rendu. Moi qui prêche la collaboration avec eux ! Eclaircir. Conscience claire mais ennuyé »<sup>1823</sup> puis le 7 « Rist et Moreau ennuyés par l'hostilité Moret à mon égard » et le 8 « vu Moreau : c'est l'escompte des Bons de la Défense par la Caisse de gestion que j'avais critiqué ! Malentendu à lever ». On retrouve la même idée dans la grande lettre du 11 juillet 1927 de Quesnay à Rist<sup>1824</sup> : Quesnay est sans doute échaudé par l'attitude mesquine du ministère des Finances par rapport au voyage de Rist aux Etats-Unis :

« J'ai appris indirectement, en déjeunant avec Laurent, que le Mouvement des Fonds avait été horriblement vexé de ce qui vous soyez parti sans avoir discuté avec eux : peut-être est-ce la raison pour laquelle ils vous ont mêlé dans la presse à leurs négociations sur l'opération de conversion. Farnier a tenu à ne pas vous adresser les informations que vous lui aviez fait demander pour bien marquer qu'il ne vous les remettrait que lors de votre visite. J'ai exposé à Laurent que vous aviez été débordé avant votre départ et que,

---

<sup>1822</sup> Il s'agit peut-être de Jean Laurent (1900-1952), inspecteur des Finances de la même promotion que Rueff, alors chef adjoint du cabinet de Poincaré et chargé de mission à la direction du Mouvement général des fonds selon Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009 op. cit.* p.770.

<sup>1823</sup> Cf. MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.225.

<sup>1824</sup> ABF fonds Rist, boîte 18.5.

d'ailleurs, votre intention était de ne vous occuper que de questions monétaires, à l'exclusion de toute affaire intéressant l'Etat français.

« La mentalité du Ministère des Finances semble être que tous les banquiers, même ceux qui vont discuter au Luxembourg des questions de wagons-lits, viennent en parler au ministère, que, seule, la Banque de France, semble systématiquement les tenir à l'écart, ce qui a conduit Moret à prendre position contre le départ de Chalendar en Grèce, avec l'idée que, dans ce cas, vous le remplacerez au Comité Financier de Genève, et que le Ministère des Finances serait, désormais, tenu à l'écart de tout. J'ai essayé de dissiper ces équivoques, mais je pense que vous feriez bien, à votre retour, de rendre visite à Moret, pour lui parler amicalement de votre voyage »<sup>1825</sup>

Il souligne un peu plus loin, à propos de la désignation à venir, de l'expert français au comité financier de la SDN, une autre source de tension entre la Banque et le ministère des Finances :

« pas mal d'intérêts semblent, d'ailleurs, se rencontrer autour de cette affaire. Seydoux lui-même m'a dit que dans sa maison on ne pouvait envisager avec faveur l'idée que le Français du Comité financier. A tort, à son avis, ses collègues identifient la Banque de France et l'Union Parisienne ! Sous prétexte que l'Union Parisienne a été créée par les Régents de la Banque de France et que la Banque de France et elle forment un groupe rival internationalement de la Banque de Paris, alliée au Quai d'Orsay ! J'ai répondu à Seydoux que ceci était tout à fait stupide, que nous ne prenions aucunement position entre les groupes français, que nous ne nous occupions que de l'intérêt général français et des possibilités que pourrait trouver le marché de Paris, s'il était un peu moins anarchique. Personnellement, il en est convaincu, mais ceci vous explique certaines difficultés rencontrées par Avenol du côté du quai d'Orsay »<sup>1826</sup>

Peut-être faut-il y voir aussi une conséquence de l'activisme de Quesnay qui froisse parfois certaines susceptibilités, comme c'est le cas par exemple avec le Mouvement général des fonds : ainsi le 14 octobre 1927 il note « dès 9H½ pour Haguenin » « Lui parle mobilisation. Il tente réorganisation fiscale. / Mouvement des fonds me soupçonne d'avoir

---

<sup>1825</sup> P.8-9 (texte photocopié).

<sup>1826</sup> P.9-10 (texte photocopié).

divulgué emprunt ( ! ) gêne la négociation grecque – être trop agressif [ ? ] / Les ânes ». Il semble en être parfois de même avec le ministère des Affaires étrangères : si les contacts semblent bons, par exemple avec Jacques Seydoux<sup>1827</sup>, Pouyanne, dans sa lettre à Quesnay du 5 juillet 1927, lui rappelle subtilement, la nécessité d’être plus diplomate dans sa manière de présenter ses arguments : « je ne doute pas que vous eussiez présenté plus vigoureusement votre thèse, mais c’est volontairement que j’ai pris un ton modéré et très objectif, car je sais, qu’ici, cela portera beaucoup plus en faveur de votre thèse qu’un plaidoyer plus accentué. / je veux bien que l’or ‘doive’ servir à solder le déficit des balances de compte, mais le ‘peut-il’ ? Pour des mouvements économiques, peut-être mais pour des vagues spéculatives comme celles des derniers mois, sûrement pas. Ne l’avez-vous pas admis vous-même par vos actes ? »<sup>1828</sup>

Il multiplie, durant la période, les contacts avec Jacques Rueff<sup>1829</sup>, ainsi qu’avec certains de ses proches parmi lesquels Erik Haguenin<sup>1830</sup> : ainsi le 26 janvier 1927 « Haguenin /causons ouvertement esprit banque et esprit ministres alors pessimisme », le 11 février 1927 « Vois Lorrain<sup>1831</sup> bien /Rueff cf. [contre ou à propos de ?] Haguenin » ou

---

<sup>1827</sup> Ainsi le 4 mars 1927 « visite à Seydoux bonne reprise de contact » puis le 7 « téléphone à Seydoux / Accompagne Simon chez lui » ou encore le 17 « Conversation Carriguel sur réunion demain au ministère des Finances, pour supprimer exportation capital – Rist Verdier / Déjeuner Seydoux / Du Halgoüet, fils et Mme Seydoux ».

<sup>1828</sup> AN 374 AP/10.

<sup>1829</sup> Le 21 janvier 1927 « Marcel Hoden / Jacques Rueff », le 11 février 1927 « Vais prendre Rueff [sic.] pour déjeuner à la Présidence », ou le 16 octobre 1927 « Rueff téléphone ».

<sup>1830</sup> Erik Haguenin (1900-1940), normalien supérieur et inspecteur des finances, est alors chef adjoint du cabinet de Poincaré (jusqu’en novembre 1928) selon Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009* p.715. Laurence BADEL note dans le chapitre IX de son ouvrage, *Un milieu libéral et européen. Le grand commerce français 1925-1948*. IGPDE, Paris 1999, « c’est par l’entremise de son camarade des Finances, jeune directeur du Budget, Erik Haguenin, que Rueff, chargé de mission au cabinet de Poincaré en 1926, va commencer à se tailler une réputation d’expert ».

<sup>1831</sup> Maurice Lorrain (1897-1970) est inspecteur des finances. Il a été chef adjoint du cabinet de Raoul Péret, ministre des Finances. En 1926 il est secrétaire général adjoint à la Société Générale selon Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009*.

encore le 29 juin 1927 « Déjeuner Haguenin Laurent »<sup>1832</sup>. Il se rapproche d'autres inspecteurs, proches de ce qu'on qualifie de « jeune école du Trésor »<sup>1833</sup>, comme le 23 septembre 1927 quand il note que « [je] vais chercher aux Finances Laurent et Farnier<sup>1834</sup> / Déjeuner Petite Biche / Discutons. Mais ils trouvent sans avoir tort que les placements des bons leur coûterait (visite Jay) / Cherche jusqu'à 8 heures au bureau combien » ou le 19 mai 1928 « 9H½ Bizot Baumgartner [dont c'est la première mention] / Discussion lois monétaires ». Cependant, il n'épargnera pas certains des membres de ce groupe : ainsi le 12 novembre 1928 « Bizot me téléphone sa note est apothicaresque » et le 4 décembre suivant « 5H Bizot chez le G[ou]v[erneu]r / Discutons documentation et thèmes – toujours assez arrogant et suffisant » Quand, le 27 janvier 1927, il mentionne un « dîner [avec] Rost Denis : longue conversation Europe France paix avenir », on peut penser trouver là, dans l'intérêt pour la question européenne<sup>1835</sup> un autre élément qui peut-être rapproche ces inspecteurs des Finances. Il faut aussi noter une certaine proximité générationnelle, de celles qui l'amènent le 16 février 1927 à noter qu'il « discute avec Ricard [à propos du] vieux pays fossilisé ». On retrouve le même thème dans la grande lettre à Rist, déjà citée, du 11 juillet 1927 :

---

<sup>1832</sup> Il y a aussi le 30 septembre 1927 « déjeuner Auboin [...] Louise Weiss et Haguenin sont là / Rentre avec Haguenin. »

<sup>1833</sup> Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner, un grand commis des finances op. cit.* p.65.

<sup>1834</sup> Selon Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009, op. cit.* Jean Laurent (1900-1952) est alors chef adjoint du cabinet de Poincaré. Charles Farnier (1894-1980) est alors directeur adjoint à la direction de la Comptabilité publique, avant d'être de 1928 à 1930 directeur du Mouvement général des fonds (1928-1930) puis second sous-gouverneur à la Banque de France (1930-1934) puis de mener sa carrière au Comptoir national d'escompte.

<sup>1835</sup> Sur les positions de Rueff et certains de ses collègues de l'Inspection des Finances à propos de l'Europe, cf ; Eric BUSSIÈRE « Les inspecteurs des Finances et la construction européenne, dans Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009* p.241.

« Pour la France, ceci me paraît traduire un vieillissement profond. Nos cadres administratifs 1800, nos dirigeants 1890, notre squelette politique, parlementaire, la mentalité qui règne dans les administrations, à la tête des grandes banques, tout cela appelle Révolution ! Pour saisir les possibilités énormes qui s'offrent à nous, il faudrait rénover les esprits, faire un peu partout ce que Caillaux a fait à la B[anque de] F[rance] en vous y appelant. Sinon, ça cassera ! »<sup>1836</sup>

Il n'est donc pas étonnant de trouver dans les contacts de Quesnay les tenants de changements plus ou moins rapides et importants dans le fonctionnement du pays : ainsi le 14 février 1927 « 1H Georges Bonnet 33r Charles Laffite Neuilly, Richard de Paris Pays-Bas, Jaujard<sup>1837</sup> du cabinet Painlevé, Godot de *l'Oeuvre* / Retour avec G.Bonnet ». S'il semble ne pas donner suite à l'invitation qui lui est faite de le rejoindre, il est convié par le Redressement français « centre d'Etudes et d'action »<sup>1838</sup>, aux réunions de sa section financière, dont le directeur est Jean Parmentier, ce mouvement s'inscrivant dans la « mouvance technicienne » en plein renouveau en 1926-1927, selon Olivier Dard<sup>1839</sup>. Peut-on aussi, en plaidant l'erreur orthographique, émettre l'hypothèse que Quesnay est déjà, pendant cette période, en contact avec Gérard

---

<sup>1836</sup> P.16 (texte manuscrit).

<sup>1837</sup> « Jacques Jaujard est également un des ligueurs, qui dans le sillage de Painlevé, a intégré les cabinets ministériels. En 1924, il est chef adjoint du cabinet du président de la Chambre des députés, puis en 1925 chef de cabinet du président du Conseil. Publiciste, collaborateur, notamment de *L'Oeuvre* de *Bonsoir* et *L'Ere nouvelle*, membre du conseil central de la Ligue de la République, il est secrétaire général et administrateur de son journal de combat politique *La République*. Egalement actif dans le comité d'études économiques présidé par Painlevé, il a participé à l'organisation des Semaines "fiscales" et des "PTT" » selon Anne-Laure ANIZAN *Paul Painlevé. Sciences et politique de la Belle Epoque aux années 1930*, PUR, Rennes, 2012 p.270.

<sup>1838</sup> L'invitation adressée à « M.Quesnet » se trouve dans les papiers Quesnay aux Archives Nationales (AN 374 AP9).

<sup>1839</sup> Le Redressement Français est né en décembre 1925, dirigé par Ernest Mercier (l'industriel de l'électricité et du pétrole) soutenu par journaliste André de Fels (de la *Revue de Paris*), des universitaires (Germain-Martin, Mestre). Il propose une critique frontale de la démocratie participative, avec un projet prétechnocratique (mise en avant des valeurs de l'élite de la compétence, primat de l'économique et du social sur le politique), il est donc déjà en rupture avec le libéralisme classique (ce qui sera surtout visible dans les années 1930) selon Olivier DARD dans *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, op. cit. p.42 et suiv.

Bardet, qui sera l'un des fondateurs d'X-Crise, quand il note le 28 novembre 1928 « 12H Barde / Voudrait maintien de sa subvention. / Je le souhaite aussi pour mes statistiques d'émission »<sup>1840</sup> ? Il multiplie, par contre, les contacts dans différents milieux, ainsi le 18 février 1927 il semble élaborer un sorte de programme avec le ministre « Bokanowski 1H avec lui : réorganisation de l'Economie française : une monnaie », le 5 mars 1927, il participe à un « déjeuner Rist Fabre-Luce<sup>1841</sup> Robert Wolff<sup>1842</sup> à la Renaissance » ; quelques jours plus tard, le 15 mars 1927, il rencontre dans la même journée « Pleven et Union des assurances exportat[ion], commissaire aux comptes » puis reçoit la « visite de Romier<sup>1843</sup> Italie / Bon exposé et bonne discussion ». Il entretient d'autres contacts dans les milieux patronaux par exemple, le 26 mars 1927, avec 1927 « Max Hermant<sup>1844</sup> téléphone (repas [ou repris] assurance) » ou le 19 avril 1927 « Rist arrive Monnet, déjeunons ensemble à L'Escargot avec Rueff et Moret, Colson<sup>1845</sup>, Salter ».

---

<sup>1840</sup> A l'appui de cette conjecture, la référence dans le dossier AN 374 AP 31, à un Barde pour un réabonnement de Quesnay au « Centre polytechnicien Etudes Economiques » en mai 1937.

<sup>1841</sup> Alfred Fabre-Luce (1899-1983), proche de Coudenhove-Kalergi, fondateur de Pan Europa, participera au cours des années 1930 à la remise en ordre du pôle réaliste selon Olivier DARD, *op. cit.* p.22 et 168-170.

<sup>1842</sup> Polytechnicien et beau-frère de Bokanowski, il est associé de la banque Alfred Salomon Cahen, excellent analyste en matière de changes selon Guy DE ROUGEMONT, *Lazard Frères op. cit.* p.411.

<sup>1843</sup> Lucien Romier (1885-1944), futur ministre Vichy, a écrit dans *le Figaro* (Kenneth MOURÉ, *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.67). Mais il est aussi actif dans la presse patronale depuis le début des années 1920 (Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.494) et, en 1927, son départ du Figaro le « ramène vers les cercles patronaux puisqu'il devient le porte-plume du Redressement français selon Olivier DARD dans « Journalistes et porte-plume du patronat dans Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français* p.1198.

<sup>1844</sup> Max Hermant (1892-1943) est alors responsable Comité général des assurances, incarnant « la figure de l'intellectuel patronal », selon François DENORD dans Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français* p.356-358.

<sup>1845</sup> Clément Colson (1853-1939), centralien et conseiller d'Etat, est proche de Jacques Rueff et du groupe X Crise selon *Dictionnaire historique des patrons français* dirigé par J-Ci.Daumas p.1028 et 1078. Lucette LE VAN-LEMESLE dans « Cauwès et Colson, le juriste et l'ingénieur : une ou deux conceptions du service public ? » dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2005/3 - no 52-3, pp.75-87, p.77 insiste sur son

*Vers des projets plus vastes.*

Ces rapprochements sont aussi peut-être une conséquence de l'impression qu'a Quesnay au cours de l'année 1927 d'une certaine passivité des acteurs de premier plan devant l'évolution de la situation monétaire. C'est dans cette idée que l'avait entretenu Künwald par sa lettre du 31 décembre 1926 :

« Je vous l'ai prédit [lors de discussions d'octobre 1926] : on ne ratifiera pas en France tant qu'on aura besoin ou croira avoir besoin de l'aide américaine. J'ai senti ça dans l'atmosphère pendant les quelques semaines que j'étais à Paris, et j'ai senti, aussi, que le novembre serait le moment psychologique décidant de l'avenir économique de votre pays. Aussi, je vous l'ai dit, à vous et à Rist : il n'y a qu'à choisir : ou l'on se décidera, en octobre et en novembre, de faire monter le franc rien qu'un petit peu pour amorcer le mécanisme de la confiance générale, ou bien le franc tombera dans l'abîme. Et je vous l'ai prédit que, la hausse de franc une fois mise en route par un petit commencement, bientôt vous étoufferez dans l'or ; et, de plus, que, la circulation s'élargissant dès lors non pas en chiffre d'émission, mais par l'accroissement de la valeur or des billets émis, il n'y aura plus ni de calamités de trésorerie ni, par conséquence de danger inflationniste. Vous rappelez-vous que je vous ai dit que la stabilisation sera demandée très énergiquement en décembre à un cours de la livre de 120 ? Et que, si on ne stabilise pas à 120 en décembre, on sera forcé de stabiliser à 100 en mars – limite extrême pour la France ? Pourtant je ne crois pas qu'on a fait cette politique si sage et si heureuse. Elle s'est fait d'elle-même. Et c'est une preuve pour la force et la santé morale de votre peuple. / Je n'ai qu'une crainte : qu'on ne gâte maintenant artificiellement tout ce que le bon sens du peuple lui-même a réussi d'atteindre. / Ce qu'il faut faire maintenant, c'est remplacer sans bruit et sans ostentation les échéances des prochains dix-huit mois par des longues échéances de dix années. Il faut y procéder très énergiquement, car le temps ne restera pas toujours beau. Il ne faut pas penser maintenant aux désavantages qu'un tel remplacement pourra amener pour la liquidité des banques et du marché monétaire. On pourra prévenir plus tard aux resserrements de la liquidité des banques. Il faut s'abstenir

---

influence sur plusieurs générations de polytechniciens mais aussi d'ingénieurs par le biais de son cours à Polytechnique en 6 volumes, réédité de 1908 à 1927.



absolument, pour le moment donné, d'émettre des bons de trésor à court terme ou des traites d'Etat, même si le marché les demandait urgemment. C'est là une *cura posterior*. Pour le moment, il faut la politique déflationniste non pas déclarée mais exercée. Il faut fermer les soupapes qui, si l'on ne les ferme pas maintenant, pourraient s'ouvrir à un moment peu propice. /Et vous verrez encore une prédiction s'accomplir bientôt dont vous vous rappellerez. Je vous l'ai dit le 4 octobre à vous et à Rist qui, lui, m'a même applaudi : aide-toi et l'Ouest t'aidera. Dès que vous aurez un franc stable tendant à monter, dès que vous aurez une B[anque de] F[rance] se déclarant responsable du cours de change comme elle l'a fait actuellement, dès que vous aurez fermé les soupapes des bons de trésor – l'Amérique et l'Angleterre s'empresseront de coopérer avec vous, et vous offriront plus de crédits qu'il n'en aura besoin. La ratification, alors, ne sera qu'une formalité qu'on sera heureux des deux côtés de finaliser »<sup>1846</sup>

Autre image utilisée par le banquier viennois, le 3 février 1927 « Il n'y a qu'un conseil qu'il me faut vous donner, conseil d'ami, comme je vous en ai déjà donné quelquefois : Rist et vous, ne soyez pas l'Achille boudant, mettez-vous à la tête des vainqueurs et rapportez les lauriers, vous ! / Que vous êtes heureux en France de passer par la crise tant qu'elle n'est qu'un orage et non pas un ouragan tant que le corps a encore assez de force pour la surpasser et pour en sortir sain et plein d'espérance ! »<sup>1847</sup>. Dans les jours suivants, les notes dans le carnet Quesnay le montrent non « boudant » mais déçu de l'attitude notamment de Poincaré – à propos de qui il notait déjà le 15 janvier lors d'un « déjeuner St Albin [...] Poincaré et la peur des responsables devant l'histoire » - le 4 février il est « chez Moreau chez Rist reprendre idée de la mobilisation », le 14 il note « au bout de la corde, on revient sur cours [...] On a dû acheter plus de 2M de £ » et le lendemain « chez gouverneur : Poincaré laisse liberté jusqu' à 125 mais aimerait mieux réabsorption des francs / Moreau discute avec Leclerc ( ! ) Rist et moi, va tenter convaincre Rothschild [ ? ] » ; le 18, lors d'un « déjeuner Drouilhet

---

<sup>1846</sup> AN 374/AP9.

<sup>1847</sup> *Idem*.

Mayer – Mayer retenant Drouilhet [...] perspective des mois à venir : Poincaré déclarait hier à la Chambre à Dubois “pas de stabilisation avant les élections 18 mois !” Mais stabilisation », il semble se satisfaire de la seule affirmation d’une stabilisation à venir qui s’éclaire le lendemain quand a lieu « chez Rist : discussion intéressante [à propos de la] sensibilité Poincaré ». Un peu plus tard, le 23 septembre 1927, il prend soin de faire une « note à Poincaré sur signification monétaire de l’emprunt », retrouvant, en quelque sorte le rôle d’éducateur financier qu’il avait déjà auprès de Laval par exemple<sup>1848</sup>. En septembre 1927, survient à nouveau une « période de sous-tension ! Au lieu de vivre sous tension, on se laisse aller mollement »<sup>1849</sup>. Il l’analyse ainsi, le 21 septembre 1927, quand il « discute longuement avec Guerville-Réache qui recule devant inertie des gens à secouer / Trésor banques privées vieille rancune contre Banque empêcheront l’aide à prendre contrôle du marché/ Gouverneur pris par réforme des traitements / Je lui expose quelques idées sur la situation ». On retrouve ce sentiment encore le 3 octobre 1927 quand avec « Rist – discussion chez Moreau sur l’anarchie du marché et la mobilisation des bons. Principe admis pour après stabilisation. Mais dès maintenant ? ». Malgré son impatience, Quesnay mesure bien combien la période de stabilisation *de facto* formée par l’année 1927 et la première moitié de 1928, demeure le fruit d’un équilibre relativement fragile. Il scrute l’attitude de Poincaré<sup>1850</sup> qui, le 15 juillet 1927, « a eu son vote de confiance ». Il mesure sans doute bien, quand il note le 5 novembre 1927 « Rapport Palmade<sup>1851</sup> hostile /Le fais

---

<sup>1848</sup> De même le 4 janvier 1928 le « gouverneur me demande / Discours monétaire pour Poincaré. »

<sup>1849</sup> Le 5 septembre 1927.

<sup>1850</sup> Il note à propos de Bratianu le premier ministre roumain le 15 septembre 1927 : « il n’aurait rien dit, genre Poincaré » ce qui correspond à l’attitude souvent énigmatique entretenu par le président du Conseil français, le *cunctator* dont parle Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* p.545.

<sup>1851</sup> Maurice Palmade (1886-1955) sera brièvement ministre des Finances en 1930 1931 et 1932. Il est alors député radical de la Charente-Inférieure et siège à la commission des Finances.

lire au gouverneur qui va parler avec Poincaré de ça de Roumanie et d'échec emprunt par la faute méthodes bancaires crédit Lyonnais »<sup>1852</sup>, combien il est difficile d'influencer le président du Conseil, et encore davantage pour lui qui n'est en contact avec lui que par l'entremise de Moreau. Mais il le décrit, dans la grande lettre du 11 juillet à Rist, comme « fatigué, veut-il tomber ? » dans une « situation politique : très changée : impression de carence des pouvoirs publics, le ridicule des positions prises dans les affaires communisme, Action française, etc. réagissant sur le gouvernement entier. Barthou, Sarraut etc. très diminués, Tardieu au contraire se posant en chef de gouvernement »<sup>1853</sup>. Il souligne aussi combien le chef du gouvernement doit faire face aux exigences contradictoires de la droite et de la gauche à propos du scrutin par arrondissement et des « crédits fonctionnaires », au point de lui prêter un projet assez tortueux pour retrouver des coudées franches : « s'il recule son cahier de crédits après la loi électorale, il a des chances d'être renversé ; il ne consentira pas alors à reformer un cabinet, ne voulant pas recommencer l'expérience de 1924 ; il passera la main dans l'idée que ses successeurs auront des difficultés à l'automne et qui peut-être reviendra cet hiver pour faire les élections ». Cependant il affirme « je crois à l'absence de crise immédiate ». Quand il note le 5 novembre 1927 les propos tenus lors d'un « déjeuner Mayer et Drouilhet. Caillaux remonte. Fera-t-il stabilisation 160 quand budget déséquilibré et élections auront démolé Poincaré ? », il ne semble pas enthousiasmé ni par la perspective du retour de Caillaux ni surtout par le départ du président du Conseil. Toujours pas en contact direct avec Poincaré – même si celui-ci

---

<sup>1852</sup> Selon les *Souvenirs* de MOREAU, p.421 « M. Palmade, député, a, dans le rapport sur le budget du ministère des Finances, fait des réserves sur l'utilité des remboursements du Trésor à la Banque ». S'interrogeant sur l'opportunité de déclencher une réponse dans la presse, le gouverneur choisit de ne pas le faire « le public ne lisant pas le rapport de M. Palmade » !

<sup>1853</sup> Il fait ici sans doute référence à « l'offensive contre les "extrêmes" » (Nicolas BEAUPRÉ 1914-1918. *Les grandes guerres op. cit.* p.660 et suiv) menée par le gouvernement Poincaré, à la fois avec la levée de l'immunité parlementaire de certains députés communistes, la lutte judiciaire contre l'autonomisme alsacien et l'arrestation de Léon Daudet enfermé au siège de son journal.

continue de reconnaître son talent notamment par les compliments de Moreau<sup>1854</sup> - il reconnaît, à travers les informations que lui transmet le gouverneur après ses entretiens, l'autonomie croissante que laisse le dirigeant politique à la Banque : ainsi dès le 26 janvier 1927 « Déclaration de Poincaré hier à la Commission des finances : le change = la Banque » et le 15 février 1927, à propos du cours du franc « chez gouverneur : Poincaré laisse liberté jusqu' à 125 mais aimerait mieux réabsorption des francs / Moreau discute avec Leclerc ( ! ) Rist et moi, va tenter convaincre Rothschild »<sup>1855</sup>. De la même manière, en quelque sorte réciproquement, Quesnay, le 11 mai 1927, « conseille [à] Moreau [de] laisser Poincaré choisir entre dissolution et prorogation »<sup>1856</sup>. Il est aussi parfaitement conscient des hésitations de Poincaré quant à la stabilisation à venir, ainsi qu'il l'explique à Rist dans la lettre du 11 juillet 1927 : « M. Poincaré hésite à stabiliser à 125 pour deux raisons. Comme Président du Conseil d'un pays de rentiers, il regrette l'amputation que cela représente pour les classes moyennes, il est revalorisateur – Comme ministre des Finances, technicien, il redoute la charge que 125 représente du point de vue budgétaire. Le successeur éventuel pourrait ne retenir que ce deuxième sentiment et dire : “Je ne peux tout de même faire ce que n'a pas osé Poincaré dans toute sa gloire !” ». Il souligne bien le dilemme de Poincaré, entre son aura de défenseur des « classes moyennes » et sa conscience des réalités économiques<sup>1857</sup>. Quesnay, lui, au cours de l'année 1927, donne relativement peu d'informations quant à sa position sur le niveau auquel doit être stabilisée la monnaie : ayant produit ses

---

<sup>1854</sup> Ainsi le 21 février 1928, « Moreau fait mon éloge à Poincaré (ss secrétaire affaires étrangères) – bureau en effervescence ».

<sup>1855</sup> Cf. MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.237-239 où sont confirmés ces éléments.

<sup>1856</sup> On peut remarquer que MOREAU dans ses *Souvenirs* n'évoque pas directement Quesnay quand il note « diverses personnes, et notamment M. Mignon me préviennent que si je préconise ouvertement la dissolution de la Chambre, je m'attirerai de profondes inimitiés. Ils me conseillent de rester sur le terrain strictement technique, et de laisser au Gouvernement le choix entre la prorogation et la dissolution ».

<sup>1857</sup> Cf. Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* p.570 avec l'image de Poincaré Agamemnon sacrifiant sa fille.

principaux arguments à l'été et à l'automne 1926, il semble n'avoir ni le temps ni l'envie de retravailler en profondeur cette question, d'autant plus qu'il n'accède pas au cercle des réels dirigeants<sup>1858</sup>. C'est dans la même lettre à Rist du 11 juillet 1927 qu'il développe quelques arguments un peu nouveaux en ce qui concerne :

« Le cours 125 / j'en ai beaucoup parlé au Gouverneur qui me reprochait d'être devenu moins stabilisateur que M. Leclerc. Je crois que trois considérations interviennent pour le cours de stabilisation : / Monétairement, nous tiendrons 100, et même mieux, si par un autre procédé on résorbait la dette. La France a été le seul pays où l'industrie ait travaillé à fond de 1919 à 1926, elle avait été champ de bataille, elle a été champ de visites. Sa balance des comptes a été fortement créditrice dans toute cette période par suite de ses exportations et de ses visiteurs. Elle n'est certainement pas 5 ni 4 fois moins riche qu'avant-guerre. / Economiquement, l'industrie adaptée au cours 135-140 pourrait s'adapter à 125, si ses charges fiscales n'avaient pas à augmenter, par suite de nouveaux impôts ou de de meilleur contrôle des impôts existants. Ce ne serait pas un effort de réadaptation impossible... / Mais... budgétairement, on a vue qui à 125 l'équilibre ne s'obtenait qu'en comprimant à l'excès certaines dépenses de personnel. On ne peut espérer les maintenir à ce niveau de façon permanente. Autrement dit, le budget actuel parfaitement en équilibre n'est pas un "normal-budget". Il faudra augmenter les traitements et pour cela accroître les impôts (ce qui économiquement sera difficile) ou réduire les dépenses autres que les traitements (ce qui n'est possible qu'en imposant les rentes) – La stabilisation est un manquement à une parole donnée : ce manquement, il faut le faire avec assez de courage pour ne pas être obligé d'en faire un second d'un autre ordre, qui soulèvera autant de polémiques que le premier (impôt sur le capital etc. ) – D'où ma conclusion stabilisez à un cours où la charge de la dette n'oblige pas à des mesures nouvelles d'un autre ordre. Elle s'impose à moi surtout depuis mes négociations de Londres et l'impression recueillie que nous aurons du mal à amortir une partie de notre dette par le solde net Réparations – Dette Interalliées »

---

<sup>1858</sup> Ainsi le 22 décembre 1927 c'est indirectement qu'il apprend que le « gouverneur a eu conflit [ ? ] Wendel conseil avec lui sur escompte étranger / Causeries organisation service »

En appuyant son analyse du cours 125, sur une vision synthétique de l'évolution économique du pays depuis la fin de la guerre, associée à des éléments de commentaire plus politiques (en particulier à propos des sacrifices nécessaires pour réussir la stabilisation « manquement à une parole donnée »), Quesnay semble bien rejoindre ceux qui formeront bientôt la « jeune école du Trésor », que, par ailleurs, on l'a vu fréquenter. Il partage avec eux une conception de la valeur de la monnaie « déterminée avant tout en fonction d'impératifs économiques et commerciaux analysés dans leur dimension internationale »<sup>1859</sup> que l'on observe notamment dans les propositions de fin mai début juin 1928 faites au Trésor par Wilfrid Baumgartner et Jean-Jacques Bizot, témoignage de l'engagement de la « jeune école du Trésor », opposée à la « vieille école des Budgétaires », en faveur de la stabilisation<sup>1860</sup>. On retrouve cette conception, qui se nourrit aussi sans doute de l'expérience autrichienne de Quesnay dans l'ensemble de ses notes portant « sur la réforme monétaire » de juin 1928<sup>1861</sup>, conservées aux archives de la Banque de France<sup>1862</sup>. La monnaie « étalon d'échange, [...] mesure constante permettant d'apprécier et de comparer entre elles toutes les transactions du pays »<sup>1863</sup> « n'est qu'un signe et une mesure : il y a derrière elle des réalités économiques qu'il est absolument impossible

---

<sup>1859</sup> Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner op. cit.* p.65.

<sup>1860</sup> *Idem* p.63.

<sup>1861</sup> Il est probable que Quesnay commence cet ensemble, qu'il considère comme une seule note, le 1<sup>er</sup> juin 1928 puisque dans ses carnets il mentionne « Prépare dossier Poincaré stabilisation [...] écris premier chapitre dossier ». Il la termine visiblement dans la nuit du 12 au 13 (« bon travail de nuit : la note indispensable avance [...] Je termine à 2H1/2 »). Elle est « épluchée » par Moreau le 14.

<sup>1862</sup> Archives de la Banque de France, Direction Générale des Etudes, n°62. D'après une note manuscrite, elles y ont été versées en février 1964 par Jean Bolgert « ultime contribution aux archives des Etudes : une série de notes Quesnay, de 1928, exposant les principes et les objectifs de la réforme monétaire : ces commentaires vieux de 35 ans demeurent d'une brûlante actualité. J'aurais fait plaisir à M. Rueff en lui adressant ce dossier... ».

<sup>1863</sup> « I. La monnaie française » p.1.

d'oublier »<sup>1864</sup>, ce que vient appuyer les références aux situations britannique (« la Grande-Bretagne, en revalorisant sa monnaie au pair d'avant-guerre, les a peut-être négligées ») et italienne (« l'Italie, de l'avis de ses industriels les plus compétents, traverse une crise des plus sérieuses et il lui faudra plus d'une année certainement pour ajuster son industrie à la nouvelle valeur de la lire »<sup>1865</sup>). Il convient donc d'écarter la solution de la revalorisation : « revaloriser pour améliorer le sort des rentiers et réparer ainsi une injustice sociale évidente, c'est diminuer ses sources de taxation, bouleverser l'économie nationale, avec la quasi-certitude de devoir finalement prononcer la faillite sous une forme ou sous une autre »<sup>1866</sup>. On retrouve le poids des considérations internationales pour rejeter une stabilisation « par paliers » qui « signifie l'abandon par la France de toute politique internationale » et l'accroissement des inégalités sociales<sup>1867</sup>, car « définir le franc, c'est en fixer définitivement la valeur internationale »<sup>1868</sup>. Inversement « c'est précisément l'un des gros avantages du système de réforme monétaire qui a été choisi en France [la phase de stabilisation *de facto*] d'avoir laissé le temps à l'économie du pays de s'adapter à une nouvelle valeur du franc avant de consacrer définitivement cette valeur »<sup>1869</sup> : ainsi « si les prix ne se sont pas élevés pendant la période de stabilité de fait il ne semble pas y avoir de raison pour qu'ils montent après la consécration de cette stabilité »<sup>1870</sup> ; de même en ce qui concerne les salaires, « la réforme

---

<sup>1864</sup> *Idem* p.8.

<sup>1865</sup> *Idem*.

<sup>1866</sup> *Idem* p.10-11.

<sup>1867</sup> *Idem* p.12 car « ce sont toujours les classes de la population les plus éduquées financièrement qui prennent position et réalisent des profits dans un sens comme dans l'autre au détriment des classes s'adaptant moins vite ».

<sup>1868</sup> « II. Choix d'un taux pour la valeur de convertibilité-or du franc français » p.1.

<sup>1869</sup> « VI. Répercussions possibles de la réforme monétaire sur les prix, les salaires et les mouvements de capitaux » p.1.

<sup>1870</sup> *Idem*.

monétaire ne fera que consacrer un état de choses déjà existant »<sup>1871</sup>. Faut-il interpréter la curieuse prédiction qu'il fait le 22 décembre 1927 « 1928 on stabilise prospérité / 1929 prix en baisse crise Angleterre ici ? [ ? ] » comme un autre signe de cette nouvelle conception ? Autour de la poursuite de la stabilisation, selon ce qui avait été envisagé avec Rist à l'été 1926, la question de l'afflux de devises<sup>1872</sup> semble autant préoccupée Quesnay que celle du niveau du taux en particulier en septembre 1927 : le 20 il note « M. Ponimery [ ? ]<sup>1873</sup> / Lui expose réponse engorgement court terme etc. Prends pied sur lui » et le 22 « au bilan portefeuille à 1 milliard / La pléthore d'argent nous ruine / Moret en conclut à l'intensification [ ? ] des reports. Je reprends avec le gouverneur toute la question. Au lieu éponger avec devises ou traites, utilisez vos bons. Pour la première fois il est ébranlé. / Je me mets à ma note ». Cette question ne manque pas de générer certaines tensions avec le Trésor : ainsi le 16 janvier 1928 « Gouverneur / Augmentation circulation effraie Finances obtenir emprunts ou épongeage ? Epongeage ! Va chez Moret pas encore décidé »<sup>1874</sup>. Plus largement, il voit, dans cette situation nouvelle, un élément de plus qui le renforce dans une de ses convictions les plus fortes et les plus constantes, la volonté de placer la Banque au centre du marché. Il exprime cette idée là encore dès l'été 1926 d'abord dans la note du 6 août 1926 « Considération pouvant intervenir dans la détermination du taux de stabilisation »<sup>1875</sup> dans laquelle il souligne

---

<sup>1871</sup> *Idem* p.8.

<sup>1872</sup> A ce propos, cf. Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur op. cit.*, p.407-411.

<sup>1873</sup> S'agit-il de Louis Pommery maître de conférences à l'école des Sciences Politiques dont le texte de la conférence « Le marché monétaire français » faite le 7 décembre 1927 à l'école spéciale de préparation aux Banques est conservé dans le fonds Rist des Archives de la Banque de France (dossier 22.5) ?

<sup>1874</sup> MOREAU note dans ses *Souvenirs op. cit.* p.474 « conversation avec M. Moret, hostile à la mobilisation des bons du Trésor par la Banque. Le directeur du Mouvement Général des Fonds redoute qu'au Parlement et dans la Presse, on accuse le Gouvernement d'obliger le Trésor à payer des intérêts sans nécessité, pour permettre aux établissements de crédit de placer leurs disponibilités de façon avantageuse. [...] M. Moret me demande encore quelque temps pour réfléchir à la question ».

<sup>1875</sup> AN 374 AP/5



qu'au cours de la deuxième étape de la stabilisation, la Banque de France devient maîtresse du marché des changes (car elle dispose alors d'assez de devises pour faire face à l'offre de franc et réciproquement). Il voit surtout les conséquences d'un tel projet pour la Banque de France : « après avoir pris le contrôle du marché des changes, elle assurerait véritablement le contrôle du crédit, - ce qui rentre dans ses attributions normales »<sup>1876</sup>. Il envisage aussi, dans la grande lettre à Rist du 11 juillet 1927, « l'avantage [que] pour nous serait de nous constituer ainsi une réserve occulte de devises » en jouant sur les « divers » pour masquer les sorties de devises, à l'occasion de l'emprunt estival<sup>1877</sup>, autre instrument permettant d'accroître l'autonomie et les capacités d'action de la Banque ; on retrouve la même idée le 25 août 1927 quand il note « le nouveau remboursement consécutif à l'emprunt va vraiment nous rendre liquide ». Il s'agit bien d'une vision globale de la part de Quesnay puisque, dans une autre note de la même période, il étend sa réflexion au « le marché des capitaux à long terme »<sup>1878</sup>, qui « constitue le point le plus fort de la place parisienne »<sup>1879</sup> : il s'agit là aussi d'en prendre le contrôle avec la fin de la « politique du guichet » des grandes banques (c'est-à-dire la prime aux caissiers orientant les clients vers ces produits) qui « trop souvent estime[nt] avoir rempli [leur] rôle lorsqu'elle[s] ont placé plus ou moins bien les titres et encaissé [leur] commission » sans suivi des placements, il faut aussi « demander aux agents de change d'étudier des moyens de développer le marché à terme des rentes et d'aider à l'éducation d'intermédiaires qui ont pris l'habitude de s'occuper de toutes les catégories de titres plutôt que des rentes » « le fait que le

---

<sup>1876</sup> *Idem.*

<sup>1877</sup> « Au début de l'été 1927, sont ainsi offertes au public des obligations 6% amortissables en 50 ans dont il est stipulé que le produit net sera intégralement consacré à rembourser les avances » selon Marcel NETTER *Histoire de la Banque de France entre les deux guerres, op. cit.* p.215.

<sup>1878</sup> AN 374AP/6.

<sup>1879</sup> Selon Youssef CASSIS, p.493 dans « Les places de Londres et de Paris au début du XXe siècle. Quelques réflexions comparatives » pp.487-501, dans Olivier FEIERTAG Isabelle LESPINET-MORET *L'économie faite homme. Hommage à Alain Plessis, op. cit.*

syndicat des agents de change ne se sent pas obligé par ses fonctions de travailler au développement du crédit de l'Etat apparaît jusque dans de petits détails du marché ». Préparée depuis l'été 1926, cette réflexion est présentée à Moreau au début de 1927 puisque Quesnay note dans son journal le 10 janvier « Discussion avec Verdier sur Banque remplaçant répertoire pour contrôle des changes »<sup>1880</sup> puis le 12 « expose à Moreau système contrôle des changes : voudrait bénéfiques ! Rédige note avec Ricard sur contrôle des changes ». La réaction du gouverneur semble indiquer que le projet de Quesnay, en quelque sorte une prise de contrôle « grise »<sup>1881</sup> du marché parisien, n'est pas perçu dans toute son ampleur par Moreau à ce moment-là. Il semble évoluer au cours de l'automne 1927 si l'on suit les notes du carnet de Quesnay. Elles portent d'abord la trace de l'intense effort de celui-ci pour présenter un « plan d'ensemble »<sup>1882</sup> : le 14 septembre « A prendre ma note sur désorganisation actuelle du marché français des capitaux / Causes et remèdes », le 23 « travaillé jusqu'à 1 heure ma note sur réorganisation marché monétaire », le 26 « travaille tard à ma note marché à court terme » puis enfin le 27 « Jusqu'à 1 heure je travaille ma note sur court terme ». Dans sa note sur la « Désorganisation du marché des changes »<sup>1883</sup>, il propose une véritable politique d'ensemble pour « organiser le marché [...] faire enfin cesser la complète anarchie qui règne à l'heure actuelle sur la place de Paris »<sup>1884</sup>. Il analyse les

---

<sup>1880</sup> Il s'appuie sans doute sur la « note sur la possibilité de remplacer le répertoire des changes par un certain contrôle de la Banque de France » (AN 374 AP6) qui, au regard des annotations manuscrites, semble émaner de son service.

<sup>1881</sup> On reprend ici la typologie des contrôles proposée par Marc FLANDREAU et Chantal RIVIERE dans « la grande "retransformation" ? Contrôles de capitaux et intégration financière internationale, 1880-1996 », dans *Economie Internationale*, n°78, 1999, p.11-58 : les « contrôles gris sont typiquement représentés par les proscriptions qui touchent certains types d'investissements », ils sont le « deuxième niveau des contrôles sur les flux de capitaux » p.15.

<sup>1882</sup> Il emploie l'expression le 13 septembre 1927 quand il note « « 12H1/2 Laurent /Déjeuner Petite Biche / Je le gagne à l'idée de concentrer en un plan d'ensemble l'action monétaire : reports à la caisse d'amortissement aux banques, bons russes »

<sup>1883</sup> AN 374 AP/6.

<sup>1884</sup> P.2.

« caractéristiques troublantes » de celle-ci : l'« extrême abondance de l'argent à court terme entraîne une profonde diminution du taux d'escompte hors banque, un dégonflement du portefeuille de la Banque de France et un accroissement des comptes courants à vue du Trésor » ; car l'« achat de devises crée abondance monétaire » et l'absence de décision sur la valeur du franc empêche capitaux de s'immobiliser<sup>1885</sup>. Il décrit ensuite un marché à court terme engorgé notamment par le rapatriement des fonds de roulement (mais pas des épargnes) car la Banque de France n'a pas pu (comme les autres banques centrales) acquérir « un portefeuille mobile d'effets publics à côté de [son] portefeuille mobile d'effets commerciaux » et lui permettant d'avoir contrôle sur leur place<sup>1886</sup>. Un peu plus loin il note qu'« il est curieux de remarquer que pour rentrer des francs, la Banque de France est obligée de se séparer de ses meilleurs actifs, traites ou devises, alors qu'elle conserve précieusement, intangibles, les papiers d'Etat qu'elle détient. Toute sa politique est pourtant de les sortir de ses actifs ; mais faute de pouvoir, comme dans tous les pays, céder directement au marché ces instruments publics de placement dont il a besoin et dont elle regorge, elle est condamnée à voir diminuer son action dans les deux domaines où elle se doit d'agir : la direction de l'escompte et le contrôle du change. / Là est la raison profonde de la désorganisation présente du marché à court terme français »<sup>1887</sup>, première référence aux opérations d'*open market* menées notamment à Londres et New York. Il voit, ainsi que l'a montré Michel Margairaz<sup>1888</sup>, dans les bons russes l'« instrument le plus susceptible d'être utilisé pour un commencement d'action sur le

---

<sup>1885</sup> P.1.

<sup>1886</sup> P.2.

<sup>1887</sup> P.12

<sup>1888</sup> Dans « La place de Londres modèle pour les autorités monétaires en France dans le premier XX<sup>e</sup> siècle ? » p.76, pp.69-83, dans Florence BOURILLON, Philippe BOUTRY, André ENCREVE et Béatrice TOUCHELAY *Des économies et des hommes Hommage à Albert Broder*. Paris, 2006.

marché »<sup>1889</sup>, sans quoi Paris « figurera à côté de Rome et de Madrid parmi les marchés inorganisés en face de places européennes telles que Londres ou Berlin, moins richement dotées mais mieux conduites »<sup>1890</sup>. Dans la « note sur la mobilisation des bons du Trésor remis à la Banque en représentation des avances de l'Etat »<sup>1891</sup>, il vante un « mécanisme [...] des plus simples »<sup>1892</sup> qui ferait que « la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque resterait à son chiffre intégral et n'apparaîtrait nullement comme diminuée par l'émission des bons du Trésor »<sup>1893</sup>. Evitant ainsi « l'accroissement de la dette flottante de l'Etat », ce dispositif permettra « l'absorption des disponibilités surabondantes du marché », ainsi « la Banque en raréfiant les disponibilités surabondantes du marché ramène à elle les demandes de crédit lorsque celles-ci se présentent »<sup>1894</sup> et prend ainsi une place dominante sur le marché. Vient ensuite l'exposé à Moreau dès le 30 septembre<sup>1895</sup>, puis à Rist le 3 octobre « chez le gouverneur longue causerie à nuit tombante sur mon système qui le frappe. Demande copie pour Leclerc Rist » et le 5 : « Bonne matinée à

---

<sup>1889</sup> P.13 : il explicite plus loin le mécanisme : « depuis que la Russie a fait défaut, les intérêts s'ajoutent, chaque semaine, au capital, accroissant l'immobilisation de la Banque de France. Pour remédier à cette situation, une convention a été négociée, en vertu de laquelle l'Etat consent à l'avenir à rémunérer ces Bons à 3% dont 0,50 seront conservés par la Banque. Les bons du Trésor français dits "Bons russes", deviendront donc assimilables aux avances [...] Au lieu d'offrir aux banques privées des devises en report, afin de retirer des francs de la circulation, le service des changes de la Banque de France pourrait leur proposer par grosses coupures des Bons endossés en blanc [...] sans perdre encore du papier commercial et sans abandonner le contrôle des devises, la Banque de France résorberait donc des francs en diminuant son portefeuille d'effets publics » p.15.

<sup>1890</sup> P.16.

<sup>1891</sup> AN 374 AP6.

<sup>1892</sup> P.2. Il l'explicite p.1 : la Banque recevrait du Trésor des Bons ordinaires. Ces bons ordinaires porteraient la mention : "le Caissier Principal du Trésor et la Banque de France paieront au porteur, etc...". Ainsi l'engagement de la Banque se trouverait à côté de l'engagement du Trésor ce qui permettrait au porteur de faire rembourser ces bons soit au Trésor, soit à la Banque et ne créerait pas un type distinct de Bons. [...] la Banque, sans cesser d'être le créancier du Trésor, se substituerait momentanément, comme débiteur pour la durée des bons émis par elle, [pour ?] le public ».

<sup>1893</sup> P.2.

<sup>1894</sup> P.3.

<sup>1895</sup> « Reprends avec Moreau toute discussion court terme ».

discuter avec Rist, d'abord réticent puis en accord » « Ce droit de mobiliser l'or serait la victoire, la banque remise au centre du marché / Termine graphiques / Gouverneur consulte les banquiers : Sergent Boyer Simon / De 7 à 8, avec lui beaucoup plus décidé que je ne le pensais par Rist. Voit tous les avantages, a beaucoup réfléchi, me demande seulement de le convaincre que ça n'empêche pas remboursements définitifs. / Me félicite de penser à l'avenir de la Banque où j'ai si belle carrière à faire ». Il faut immédiatement souligner la différence entre l'enthousiasme à chaud de Quesnay que semble partager Moreau et la version bien plus neutre que celui-ci en donne dans ses *Souvenirs* : dès le 29 septembre « M. Quesnay me remet une note pour me démontrer la nécessité d'avoir dans le Portefeuille de la Banque des bons du Trésor mobilisables. Je fais des objections nombreuses à ce projet »<sup>1896</sup> et surtout le 5 octobre :

« Nouvelle et longue discussion avec M. Quesnay sur les avantages et les inconvénients de la mobilisation des avances de la Banque à l'Etat, par l'émission dans le public des bons du Trésor qui les représentent. Je reconnais que l'abondance des capitaux disponibles et l'avilissement du taux de l'intérêt à court terme désorganisent le marché et sont de nature à préparer des situations périlleuses. Je reconnais également que la Banque Centrale a le devoir de réglementer le marché en étendant et en contractant les crédits. Mais la Banque d'Emission a pour principale fonction de fournir au pays une bonne monnaie. Or cette monnaie ne sera bonne qu'à partir du jour où les avances à l'Etat auront définitivement disparu du bilan. Je dis à Quesnay : "Démontrez-moi qu'en émettant dans le public les bons du Trésor qui représentent les avances, je ne rendrai pas plus difficile et plus aléatoire le remboursement de ces bons." M. Quesnay ne me donne pas de réponse satisfaisante »<sup>1897</sup>

Au rôle élargi que Quesnay veut voir jouer à la « Banque centrale », qui n'est pas sans rappeler ses conceptions monétaires assez hétérodoxes, Moreau oppose une vision plus traditionnelle et étroite, voire strictement

---

<sup>1896</sup> MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.393.

<sup>1897</sup> *Idem* p.395-396.

monétariste de la « Banque d'Émission ». Il est sans doute aussi possible de retrouver une certaine influence « normannienne »<sup>1898</sup> dans les idées de Quesnay quant au rôle central que devrait occuper la Banque de France.

A travers l'importante différence entre la réaction de Moreau telle qu'il la rapporte lui-même et telle que les carnets de Quesnay la donnent à voir, on retrouve sans doute une des traits saillants du caractère du gouverneur, son caractère influençable. Souligné par certains de ses ennemis<sup>1899</sup>, il est aussi mis en avant par Rist<sup>1900</sup>, pour qui cela dépasse le simple constat psychologique, car il pèse fortement sur les relations de pouvoir au sein de la Banque<sup>1901</sup> : pour lui « Moreau avait assisté aux séances du Comité [des experts] plus en spectateur qu'en participant. Sa contribution personnelle aux discussions s'était bornée à proposer de confier la gestion de la dette flottante à la Banque de France »<sup>1902</sup>. Il poursuit, pour ce qui semble s'appliquer aussi au moment de son arrivée à la tête de la Banque « sur tous les autres points de la politique monétaire Moreau était comme une feuille de papier blanc » ayant fait siennes les idées des experts mais « sans conviction et sans réflexion ». Même s'il souligne aussi les difficultés « générationnelles » du nouveau gouverneur<sup>1903</sup>, il s'empresse d'ajouter que « dès qu'il fut entré à la

---

<sup>1898</sup> L'idée est ainsi émise par Bertrand BLANCHETON dans « Fonctions et structures de la Banque de France durant l'entre-deux-guerres » dans Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ *Gouverner une banque centrale, op. cit.* p.188 : « une approche comparative, notamment l'examen du système monétaire et financier anglais conduit Quesnay à recommander des réformes visant l'intégration du marché monétaire français ».

<sup>1899</sup> Cf. le pamphlet anonyme bien connu contre Moreau (Archives de la Banque de France, Caisse générale MA.AR.8.C.3) reproduit dans *Les cahiers anecdotiques de la Banque de France* n°35 « Propagande et versements. Témoignages et documents ».

<sup>1900</sup> « *Personalia* » fonds Rist boîte n°17, Archives Banque de France.

<sup>1901</sup> « Dans l'administration d'une grande institution et spécialement dans la mise en œuvre commune d'une politique nouvelle, les relations personnelles, l'adaptation des caractères et des conceptions, la facilité à se pénétrer réciproquement joue un grand rôle. A cet égard mes relations avec Moreau ont été l'un des éléments fondamentaux de ma vie à la Banque » p.1.

<sup>1902</sup> p.1-2.

<sup>1903</sup> A propos de l'image de la « feuille de papier blanc », « chose [...] bien caractéristique des hommes de sa génération, il ignorait tout du fonctionnement des

Banque et que les difficultés commencèrent, je le vis avec stupéfaction changer de bord – accepter les unes après les autres les conceptions de l’ancienne Banque »<sup>1904</sup>. On trouve, dans les carnets de Quesnay des éléments assez nombreux qui accèdent une partie de ce portait tracé par Rist, l’amère déception *a posteriori* en moins. Alors qu’il avait ressenti, pendant le crucial été 1926 une réelle « affection de plus en plus grande pour Moreau : se bat bien, est ferme, décidé. »<sup>1905</sup>, il note le 7 janvier 1927, peu après l’épisode du compte-rendu annuel qui lui a été enlevé, « mal dormi, remué question de ma situation à la Banque, perte d'action sur le gouverneur, Genève ». Quelques jours après, il constate « gouverneur aimable mais sous le boisseau pris par autres – Découragé »<sup>1906</sup>. Les semaines suivantes, la question des avances de la Banque au Trésor remet en lumière les pressions qui s’exercent sur Moreau : ainsi le 11 février 1927 il note « Vois le gouverneur et Rist / Ai repris l’action mais me heurte à l’impossibilité plans d’ensemble et à l’idée que les Rothschild ont la raison d’argent [ ? ] » « si quand même on laissait échapper toutes occasions » puis le 16 « Rothschild pas convaincu »<sup>1907</sup> « on renonce à la mobilisation de nos Bons Rothschild et Moret hostiles ». Progressivement, tout en mesurant bien les limites de son périmètre d’action auprès du gouverneur, lui qui ne peut pas assister aux entretiens avec les régents<sup>1908</sup>, Quesnay retrouve progressivement une certaine proximité avec le gouverneur, notamment au moment de la préparation du règlement de la dette contractée auprès de la Banque

---

banques d’émissions étrangères, tout des discussions d’après-guerre sur le rôle de ces banques » p.1.

<sup>1904</sup> p.2.

<sup>1905</sup> Le 28 juillet 1926.

<sup>1906</sup> Le 20 janvier 1927. Il est plus explicite la veille : « 1H avec le gouverneur : lui dis mon désaccord mais est sous influence Rothschild [ ? ] Leclerc et Strohl ».

<sup>1907</sup> cf. MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.240 « M. de Rothschild ne voit pas la nécessité de changer de ligne de conduite. Je suis tout à fait de cet avis, et les arguments qu’il vient de me fournir, je les avais présentés à MM. Rist et Quesnay ».

<sup>1908</sup> Le 25 janvier 1927 « Rothschild est chez le gouverneur je le vois un moment » ou le 10 mai 1927 « Chez Moreau le laisse avec de Wendel ».

d'Angleterre pendant la guerre<sup>1909</sup> : le 18 mars 1927 « retour du gouverneur / Voit Rist avec [ou avant] son départ sans moi pour Comité des banques / Avec Carriguel sur exportation des capitaux / Voit Leclerc puis moi / Strong et Pologne / Norman et Pouyanne », le 19 « longue causerie avec le gouverneur / Rembourser par anticipation Norman (Rouilleau) Causerie Carriguel rafler disponibilités en reportant devises » et surtout le 21 « Visite Denis qui voit le gouverneur. / Conversation sur la B[anque d'] A[nleterre] et l'or. / Moreau très bien [...] longue conversation avec Rist et Moreau qui va chez Poincaré / Revient ravi : on peut offrir remboursement anticipé : hésitation de Rist / Entente parfaite de moi avec Moreau / Je télégraphie Norman pour jeudi »<sup>1910</sup>. Par contre apparaissent alors les premiers tiraillements avec Rist puisque Quesnay note le 22 mars « chez le gouverneur – discussion avec Rist hostile aux remboursements anticipés / visite de Pouyanne. Partons demain à 4H » « gouverneur – note sur notre offre à la B[anque d']A[nleterre] / Rist-Moreau – ça gaze » puis le 26 « longue discussion Rist /causerie gouverneur après sa nuit Poincaré : faire campagne presse pour remboursement de liquidités et non la déflation. Rist hostile ». Mais il s'analyse davantage comme un problème interpersonnel puisqu'il note le 28 mars 1927 « Télégramme Harrison<sup>1911</sup> / raconte à Moreau Rist ma journée d'hier – Rist paraît penser que je suis trop actif et le supplante trop – comment montrer que seule l'action m'intéresse et que toute jalousie serait stupide ». On retrouve cette dimension plus tard, par exemple au mois de juin 1927 : il note le 18 juin « chez Rist. Discutons étalon-or d'après-guerre et politique Norman et Strong. A priori pour lui,

---

<sup>1909</sup> Cf. Marcel NETTER *Histoire de la Banque de France... op. cit.* p.230-233.

<sup>1910</sup> cf. Emile MOREAU *Souvenirs op. cit.* p.260-261 : « j'entretiens le président du Conseil de mes prochaines négociations avec la Banque d'Angleterre [... M. Norman ne posséderait plus l'or déposé par la Banque de France à la Banque d'Angleterre. Dans ces conditions, pour faire pression sur lui, il y aurait avantage à le menacer d'un remboursement immédiat et total de notre dette. C'est la thèse de M. Moret. Mais je ne veux pas bluffer ».

<sup>1911</sup> Georges L. Harrison (1887-1958) est alors sous-gouverneur de la *Federal Bank*, dont il deviendra gouverneur après la mort de Benjamin Strong en 1928.



Strong a raison. Cherche à le convaincre [ ?] de sectarisme intellectuel. Je m'en irrite / Chez Moreau – fais réponse à Poincaré sur Londres » puis le 19 « Rist toujours a réactions inexplicables : veut reculer d'un mois signatures Banques d'émission contrat polonais (juge à son retour). » Le lendemain « retour causerie Rist : rétentente de forme ; accord de fond sur aide à fournir Norman par Strong / Lettre à Poincaré sur Londres – Chevalier Ricard / Visite Monnet la Chase / Clarkson Callahan Gannon / Gouverneur a vu Vincent Auriol ». Vient ensuite le temps de la réconciliation apparente avec le 21 une « lettre touchante de Rist » reçue chez lui et le 22 « départ Rist et Ricard New York / Rist affectueux au possible ». Pourtant on retrouvera le même comportement de la part de Rist rentré des Etats-Unis, comme le 15 octobre 1927 « Rist a pris toute la question des placements hâtivement parce que je m'en allais occuper, souhaite que je ne m'en mêle pas... -suspend ma note ». Pendant le printemps 1927, Quesnay semble, par contre, se rapprocher davantage de Moreau qu'il « entreprend [...] sur réfection bilan, sortir devises du divers [...] Longue conversation avec lui : faire apparaître devises provenant de l'Etat ; lui en retourner intérêt, devises provenant des monnaies et du marché ; garder ou amortir or indisponible à étranger avec intérêt. / Examine tableaux de démobilisation de notre bilan. Refaire bilan », le 22 avril 1927. Il semble en particulier apprécier sa fermeté face aux exigences des régents comme le 9 mai 1927 alors qu'il « établi[t] graphiques des bilans vrais – devises continuent à arriver en foule Rothschild en veut<sup>1912</sup> Moreau inébranlé » donc un sentiment de « complète harmonie avec Moreau ». De même le 11 mai 1927, « Moreau veut couper les crédits £ aux allemands : que dira Norman ? / Ca rendrait, mais on peut encore avaler les livres touché à 10 milliards. D'autres possibles / Refuse déjeuner avec Monnet / Discutons marché. Va bien » « Mes articles épatants, Moreau ravi. Rothschild [ ?] à la hausse du franc ». Le lendemain, il note « le bilan montre 2 milliards de

---

<sup>1912</sup> Sur cette attitude des Rothschild cf. Charles P. KINDLEBERGER *La grande crise mondiale 1929-1939, op. cit.* p.64-65.

devises qui par l'emprunt en cours vont au compte-courant de la caisse de Gestion / Moreau heureux des arrivées de devises qui doivent permettre emprunt de remboursement, emprunt des 400 \$ etc. a peur des Régents ; cherche à ralentir en coupant [ ?] Londres / Annonce en conseil à Rothschild que les spéculateurs trinqueront ! » et un peu plus loin « Entente avec Moreau » alors que quand il « expose à Rist situation – [celui-ci] est effrayé abondance argent et désir rembourser banque mais les deux choses se comprennent [ ?] ». Le 13 mai, une fois après avoir analysé la situation - « graphique des bilans réévalués / Il arrive encore des £ mais on coupe le circuit en transférant 5 de Londres à N York. Londres non ravitaillé couper crédits à Berlin où la Bourse fléchit. Les positions se liquideront là ; les banques rachèteront leurs titres et ensuite voudrons que nous continuions à acheter des devises pour alimenter la Bourse [?]. / Les revalorisations intéressées cesseront / Chez Carriguens [plutôt Carriguel] – avec Jeune chez Moreau » - il réitère son jugement sur les inquiétudes du gouverneur : « Moreau a eu très peur de la pression des régents pour revaloriser / On est à 105 millions de £ ». Si au début de l'été, Quesnay « voi[t] peu gouverneur préoccupé par faible rendement emprunt »<sup>1913</sup>, il note au retour de vacances, le 22 août 1927 qu'il « retrouve tous et gouverneur en bonne disposition / Vacances situation ici grand calme / Discute Amérique avec Ricard » immédiatement dès le premier « après-midi [il a une] longue causerie Moreau / Sommes entièrement d'accord attendre preuves pour stabiliser / Ennuyé par dette flottante qui se rembourse plus vite que ne se souscrivent les 2 ans ». Il reprend rapidement son continuel travail d'influence sur le gouverneur : le 24 août il « expose [à] Moreau dangers des trop bas traitements, avenir du pays, convenons à fond, lui reparle de création bons à 3 mois pour banques, minimum 1 million », on notera, au passage, le retour du thème du contrôle du marché avec ce qui semble être un nouvel outil avec les bons à trois mois qui seraient spécifiquement réservés aux banques. Il s'agit toujours d'être auprès de lui la voix qui porte le plus dans un

---

<sup>1913</sup> Le 7 juillet 1927.

concert nombreux qui fait varier ses décisions : ainsi, le 2 novembre 1927 il voit « Rist. Le mets au courant de ma surprise Bruxelles : n'ont pas fait grand-chose depuis stabilisation ce qui a mauvais effet sur gouverneur ». Pourtant, Moreau, de retour d'un voyage qui l'a emmené « voir les bouchers du Jura »<sup>1914</sup>, est le « patron »<sup>1915</sup>, à qui Quesnay, sans doute dans l'émotion de la fin de l'année 1927, se lie par une sorte de filiation intellectuelle, quand il note le 31 décembre 1927 « Rouvier<sup>1916</sup> – Moreau = Moreau – Quesnay / Affection [ ? ] Rist : 1928 ? » Ainsi l'image traditionnelle d'un fonctionnement harmonieux du triumvirat Moreau Rist Quesnay commence, à la lecture du journal de Quesnay, à présenter quelques fissures, d'une part à cause du caractère influençable de Moreau et d'autre part par les dissensions naissantes entre Rist et son ancien élève, tiraillements que l'on va voir augmenter en ce qui concerne l'action internationale de la Banque de France.

### **Son rôle à l'international : quel *money doctor* est Quesnay ?**

#### *La Pologne.*

Nanti d'une réputation internationale croissante, comme en témoigne le 16 septembre 1927, la requête bulgare de le faire venir à Sofia pour remettre sur pied la banque centrale nationale<sup>1917</sup>, Quesnay va mettre son savoir-faire au service des intérêts de la Banque, dans un contexte nouveau pour celle-ci<sup>1918</sup>. Peut-on mesurer quelle est la part de Quesnay

---

<sup>1914</sup> Le 12 novembre 1927.

<sup>1915</sup> Le 14 novembre 1927.

<sup>1916</sup> Maurice Rouvier (1842-1911) fut le mentor de Moreau, qui fut son chef et directeur de cabinet aux Finances selon Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009 op. cit.* p.179.

<sup>1917</sup> « Ivanof [gouverneur de la Banque nationale de Bulgarie selon MOREAU p.90 ; Asen Ivanof (1869-1937) est gouverneur Banque Bulgarie de 1926 à 1931] : les Bulgares ont demandé à Briand mon envoi à Sofia avec Niemeyer pour réorganiser banque. »

<sup>1918</sup> « De 1919 à 1924, les moyens de la coopération monétaire manquaient à la Banque de France. De 1924 à 1926, c'est semble-t-il, la compréhension de la situation et l'intention qui faisaient le plus défaut à la Banque. Après 1926, l'attitude de la

dans la mise en place du pan international du « grand dessein » de Moreau ? En continuant son activité de « chirurgien des monnaies » en difficulté d'Europe centrale et orientale, participe-t-il de l'extension de l'influence française face à la Banque d'Angleterre, souhaitée par le gouverneur<sup>1919</sup>, ou faut-il nuancer cette impression en se tournant vers son action anesthésiante à propos des relations directes entre les deux instituts d'émission ? Quelle compréhension à Quesnay du nouveau contexte international qui fait de la question du change un problème central et politique ? Il est sûr que Quesnay est, parmi les cadres dirigeants de la Banque, un des mieux armés pour appréhender les questions de politique étrangère. Outre sa pratique des langues étrangères, il dispose toujours d'un solide réseau extérieur qu'il n'envisage pas un instant de partager avec qui que ce soit, même à l'intérieur de la Banque, ainsi qu'il le note très clairement le 17 mai 1927 : « réponse Federal – y répondre / Carriguel veut tout en main : le modère tiens à mes contacts B[anques d'] Emission ». Outre ces contacts, on retrouve, sans surprise, à l'œuvre les réseaux Monnet particulièrement actifs dans la première grande opération à laquelle prend part Quesnay, la stabilisation polonaise<sup>1920</sup>. Alors que Moreau semble surtout préoccupé par la question yougoslave – le 7 janvier 1927 Quesnay note « le

---

Banque se modifie non seulement en raison d'une abondance de moyens financiers et de compétences nouvelles, mais aussi d'une nécessité inéluctable de coopérer avec les autres instituts d'émission. Désormais la coopération monétaire envahit tout l'espace politique de la Banque de France » selon Jean-Claude DEBEIR dans « la Banque de France et la coopération monétaire internationale dans les années 1920 » dans Patrick FRIDENSON et André STRAUS *Le capitalisme français XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris Fayard, 1987, p.280.

<sup>1919</sup> « Le retour à des conditions normales qui s'effectue peu à peu dans la situation de la Banque de France nous donne le loisir de nous intéresser à divers opérations monétaires à l'étranger. [...] D'une façon générale, nous cherchons à étendre notre influence sur les Banques d'Emission de l'Europe centrale » MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.419.

<sup>1920</sup> Eric BUSSIÈRE souligne, dans « Monnet et la stabilisation monétaire roumaine » dans Gérard BOSSUAT et Andreas WILKENS (dir.) *Jean Monnet l'Europe et les chemins de la paix*, Publications de la Sorbonne, 1999, p.64, pp.63-76, « le talent de Monnet [qui] consista à s'insérer au cœur du dispositif en allant au-devant des souhaits polonais et du souci de la France d'épauler, en la circonstance, un allié essentiel de son système d'alliances en Europe centrale » car il « réunissait les compétences techniques, le savoir-faire et les relations politiques nécessaires ».

gouverneur m'a demandé lettres aux Serbes et à New York pour stabilisation du dinar » alors que Rist évoque dans son journal, le 30 janvier 1927, l'« affaire serbe qui excite beaucoup Moreau. / Il veut rétorquer en enlevant de l'or à Londres, ce qui n'a aucun sens. Les Serbes ont été à Londres parce qu'il n'y a pas de marché financier à Paris. Il a reçu la visite d'Avenol très découragé de la SDN et de l'abandon des intérêts français »<sup>1921</sup> - les premières rencontres avec une délégation polonaise ont lieu fin janvier 1927<sup>1922</sup>. C'est surtout lors du deuxième round de négociations en mars 1927<sup>1923</sup> qu'on voit encore plus à l'œuvre l'ancien secrétaire général de la SDN : le dimanche précédent les négociations officielles, le 27 mars 1927, Quesnay participe à une réunion informelle où beaucoup de questions semblent préparées puisque il note « Denis me demande déjeuner chez Monnet [...] chez Monet [sic] / Claus, Mliniaroki, Rajchman / très bonne discussion jusqu'à 6H½ / partent pour Genève Varsovie / Harrison ici mardi / Reste mercredi – après congés ? / Rist expert et arbitre : moi administrateur Polski ». Au cours de la semaine de négociations qui suit, Monnet est encore à la manœuvre<sup>1924</sup> utilisant au mieux ses connexions américaines : le 28 « Discussion Pologne chez Moreau / Fais traduire projet », le 29 « Moreau Rist / Traduction plan polonais » « déjeuner chez Monnet avec Klaus et Denis » « Monnet chez Moreau » « gare du Nord arrivée Harrison » « dîner chez Monnet avec Harrison ». Moreau fait, d'ailleurs, de Monnet, ce jour-là, l'interprète du changement d'attitude

---

<sup>1921</sup> ABF fonds Rist boîte n°17.

<sup>1922</sup> Quesnay note le 27 janvier 1927 « Longue causerie Moreau va chez Poincaré : Serbie Pologne puis le dimanche 30 « pas de nouvelle Rachjman pour déjeuner polonais [...] appelle Denis. Les Polonais préfèrent rester entre eux, craignant s'engager à contrôle » le 31 « Polonais viendront demain Moreau optimiste Rist de retour » et enfin le 1<sup>er</sup> février « visite de Hargrove » « 5H Pologne ».

<sup>1923</sup> La question ressurgit mi-mars, d'après le journal de Quesnay : le 17 mars est reçu un « télégramme Strong Pologne » ; le lendemain lors d'un entretien avec Moreau sont évoqués « Strong et Pologne » ; et le 19 c'est un « nouveau télégramme Strong / Demande détails à Denis / Convoque Pouyanne ».

<sup>1924</sup> Ce rôle est confirmé par une lettre de Rist à Quesnay du 31 mars 1937 (AN 374 AP7) dans laquelle non seulement il se déclare partisan d'un président « choisi par la Federal », mais où il évoque aussi « le lead Monnet très combatif ».

américaine<sup>1925</sup>, il est raisonnable de penser que Quesnay en avait été informé au moins dès le 27. Son absence lors de la grande réunion secrète des gouverneurs du 3 avril 1927 à Calais<sup>1926</sup> est seulement due à des congés familiaux puisqu'il note, quand il en fait le bilan le 4 : « Rist m'a remplacé hier avec Moreau à Calais / Reviennent à midi / Harrison roulé par Schacht et Norman / Promettent leur aide pourvu que pas d'apostille dans le plan. Mais alors banquiers privés donneront-ils argent ? Ou exigeront-ils Genève SDN ? / Déjeuner Denis Petite Biche / Norman ayant accepté réponse mais refus s'engager à garder la ristourne – mes propositions avancent acceptées »<sup>1927</sup>. Il est aussi particulièrement actif un mois plus tard quand se déroule une série de « journée[s] de vie fiévreuse chaque minute occupée / Avec Monnet Gilbert Dwight Morrow [consacrées à l'] affaire polonaise »<sup>1928</sup> : dès le 5 mai, avec l'autorisation du gouverneur<sup>1929</sup>, on retrouve les proches de Monnet à la manœuvre, Quesnay utilisant son expérience autrichienne pour souligner le rôle central du commissaire dans l'architecture générale du projet : « matinée bousculée pour Pologne » « déjeuner Boston Adams » « à 1H on reprend

---

<sup>1925</sup> Emile MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.268 : « j'ai l'après-midi une assez longue conversation avec M. Monnet qui vient m'expliquer la genèse de l'accord américano-polonais. Les Américains, tout en désirant maintenir un front commun avec MM. Norman et Schacht ont pris conscience de leur force. Ils ont beaucoup appris ces derniers mois. Et s'ils veulent toujours venir en aide à l'Europe, ils sont décidés à ne plus le faire par le canal exclusif de la Banque d'Angleterre ».

<sup>1926</sup> La lettre de Rist à Quesnay du 31 mars 1927 (AN 374 AP7) détaille de manière assez savoureuse les précautions prises, avec grand soin, notamment par les Américains pour préserver la confidentialité de la réunion : « H[arrison] craint que cela [at]tire trop l'œil » donc ils arriveront « sans même que leurs noms soient donnés à l'hôtel ».

<sup>1927</sup> Il faut noter que, que dans ses *Souvenirs*, p.273, MOREAU insiste surtout sur sa fermeté face à la « proposition Norman-Schacht » de demander l'intervention de la SDN et de son Comité financier, dominé par la Banque d'Angleterre.

<sup>1928</sup> Le 3 mai 1927.

<sup>1929</sup> MOREAU note dans ses *Souvenirs... op. cit.*, p.301 à la date du 4 mai, « je raconte à M. Quesnay mon entretien avec M. Poincaré et nous convenons d'accepter de lier partie avec la *Federal Reserve Bank* dans l'affaire polonaise. Je reçois MM. Morrow et Monnet. Nous les mettons au courant de nos décisions [...] Tout étant ainsi convenu, M. Dwight Morrow invite M. Quesnay à dîner, pour commencer le soir même la révision du plan de stabilisation du zloty ».

/ Gouverneur me laisse travailler avec Denis et Dolles<sup>1930</sup> chez moi / Denis expose état du plan / Résumé. Exprime avis sur force morale *adviser* / On fera qqe chose ». Le lendemain, on voit Rist et Moreau superviser le travail réalisé jusque-là par Quesnay, qui lui, par ailleurs, n'oublie pas ses contacts avec les journalistes : « matinée avec Jeune pour lui exposer état des questions internationales /Dawes [ill] » « convoqué chez Rist dans son bureau / Denis Dolles [pour Dulles ?] Fraser / Gilbert et Morrow d'accord / Traces lignes plan polonais / “bien débroussaillé dit Moreau” »<sup>1931</sup>. Le 11, après qu'ait été reçu, la veille un « télégramme Harrison plus positif sur Pologne », se dessinent pourtant des divergences entre la direction de la Banque et Monnet : « Monnet voudrait réponse trop nette à Harrison. Poles [Polonais] arrivent demain. Prépare réponse. Moreau n'envoie qu'aimable accusé de réception » dont il n'y a aucune trace dans ses *Souvenirs* ; de même, le gouverneur n'y mentionne pas que la question polonaise a été abordée avec Poincaré lors de leur grand entretien du 16 mai 1927<sup>1932</sup>, alors que Quesnay lui note « gouverneur nous expose sa visite Poincaré à Rist et moi – Retient sur Pologne / Monnet et Denis /Rist ». Pourtant dans les jours suivants, alors que se poursuit la reprise du plan d'action<sup>1933</sup>, il souligne surtout les divergences avec la délégation polonaise<sup>1934</sup>. Puis vient le moment de

---

<sup>1930</sup> Il faut sans doute lire ici Dulles, puisque on connaît la proximité du futur secrétaire d'Etat américain, John Foster Dulles (1888-1959), avec Monnet (cf. Philippe MIOCHE « Jean Monnet, businessman avant l'Europe » *Journal of European Integration History*, 2/2012, volume 18, p.143-159, p.147-148 notamment) et qu'on sait qu'il intervient directement dans l'affaire polonaise à propos de laquelle il a notamment publié un ouvrage (cf. Philippe OULMONT *Pierre Denis... op. cit.* p.203 et suivante).

<sup>1931</sup> Pourtant MOREAU donne, à la date du 7 mai 1927 (p.304), une version moins favorable, concluant de la réponse que Morrow a reçue que « la mentalité américaine me paraît faite de scrupules et de complications qui s'accordent mal avec l'action. Je déclare à M. Quesnay que je ne ferai rien pour les Polonais tant que mon concours n'aura pas été requis par la *Federal Reserve Bank* de New-York directement et officiellement ».

<sup>1932</sup> P.312-314.

<sup>1933</sup> Le 12 mai 1927, « déjeuner Denis Dolles [pour Dulles ?] à la Petite Biche –plan polonais ».

<sup>1934</sup> Le 13 mai 1927, « les Polonais de Denis renâclent ».

« régler [la] fin [des] détails [de l']affaire polonaise »<sup>1935</sup> : le 9 juin, le jour même où le Conseil Général de la Banque ouvre un crédit de 3,5 millions de dollars à la Banque de Pologne (sur un total de 20 accordé par quatorze instituts d'émission)<sup>1936</sup> il est « chez Rist /Télégramme polonais 12-13 pages », le 13 « Rist (Pierre Jay) – Bureau /Télégrammes Pologne or / Moreau rentre de chez Poincaré 7H½ à 8H¼ /Tout va ». Le 18, quand il note « New-York télégraphie recul émission emprunt polonais. Visite du fils Wallenberg très bien /Toujours rien écrit » « soirée chez Monnet avec la *Chase* – rien à faire pour grosses souscriptions américaines notre emprunt », on mesure bien le rôle prépondérant joué par les banques américaines, qu'il s'agisse de la Réserve fédérale ou des banques privées et celui plus limité échu à la Banque de France<sup>1937</sup>, impression confirmée les jours suivants, alors que l'on procède aux opérations formelles de mise en place du prêt à la Pologne, quand il note le 21 « télégramme Strong / Mlyneko et Monnet acceptent 20 août limite crédit banques émission / Déjeuner Rakowski » puis le 22 « Cherche à / Télégramme Strong mais ... fixation 20 millions \$ empêche de fixer en monnaies nationales participation » « téléphone Fraser - Siepmann / Chez gouverneur – lettres Pologne à toutes banques / Haguenin Laurent ». Il évoque la situation polonaise le 16 septembre 1927 lors d'une de « visite de Chevalier. Emprunt polonais, prospectives. Bonne discussion marché français », quelques jours avant que n'intervienne une demande américaine à son propos, témoignant de sa forte réputation internationale, puisque le 22 « Strong demande ma

---

<sup>1935</sup> Le 22 juin 1927.

<sup>1936</sup> Marcel NETTER *Histoire de la Banque de France... op. cit.* p.299 et MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.343.

<sup>1937</sup> Christophe LAFOREST rappelle que « en concourant à hauteur de seulement 15 % au crédit de 20 millions de \$ ouvert à la Banque de Pologne et pour moins de 3 % (2 millions de \$ sur un montant global de 72 millions) à l'emprunt polonais de stabilisation conclu le 13 octobre 1927, la France, tout en laissant à d'autres, les États-Unis notamment, le soin d'assumer les risques inhérents à une telle opération, se donna le bon rôle et retira de sa participation somme toute assez modeste un surcroît d'influence en Pologne » dans « La stratégie française et la Pologne (1919-1939). Aspects économiques et implications politiques » dans *Histoire, économie et société*. 2003, 22e année, n°3. pp. 395-411, p.403.



présence Varsovie en octobre : Moreau accepte »<sup>1938</sup> et le soir même Quesnay « téléphone longuement à Denis avant son départ Varsovie ». Il se tourne aussi vers les proches de Monnet pour s'informer sur la situation polonaise, parfois à contre-courant des canaux officiels puisqu'il note, le 30 septembre 1927, qu'a été reçu un « télégramme Strong sur échec Varsovie : meilleure nouvelle par Pleven<sup>1939</sup> », alors que dans une lettre du 5 octobre 1927, depuis Varsovie, Denis lui fait part du retard pris dans les négociations de l'émission de l'emprunt<sup>1940</sup> et de sa crainte que « vraiment aucune angoisse ne nous aura été épargnée. Nous sommes d'ailleurs entre les mains de la Providence et j'hésite encore à me montrer optimiste »<sup>1941</sup>. On a l'impression parfois que c'est Monnet qui désigne quels sont les interlocuteurs "fréquentables", quand Quesnay note le 11 novembre 1927 « téléphoné Pleven et Fischer<sup>1942</sup> pour cette affaire polonaise : dîner Fisher ? Monnet contre ». A partir de mi-octobre, le voyage polonais devient une priorité qui l'emporte sur les autres dossiers : le 14 octobre 1927 jour de la « promulgation [du] programme polonais », le « gouverneur me demande d'aller Bruxelles avec lui. Mais Varsovie d'abord ». Il utilise, outre les services de la Banque ou du ministère des Affaires étrangères<sup>1943</sup>, ses connexions à la SDN pour préparer au mieux son voyage, comme le 13 novembre 1927

---

<sup>1938</sup> Cf. MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.390.

<sup>1939</sup> Monnet a repéré le jeune René Pleven en 1924 alors que ce dernier était un jeune militant du Groupement universitaire français pour la SDN, et l'a embauché l'année suivante selon Philippe OULMONT, *Pierre Denis... op. cit.* p.204.

<sup>1940</sup> « Nous nous étions fait quelques illusions à notre arrivée ici en pensant que nous arriverions rapidement à la signature du contrat. Le plan de New York comporterait l'émission le 5 octobre ; cette date est maintenant hors de question. Les négociations ont été prises en mains par le maréchal lui-même, et après avoir passé plusieurs journées de très vive anxiété, nous espérons maintenant avoir de lui une réponse satisfaisante ».

<sup>1941</sup> AN 374 AP 7.

<sup>1942</sup> Henri Fischer représente la *Bankers Trust* (selon AN 374 AP 7) cf. aussi MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.18.

<sup>1943</sup> Dans le dossier « Pologne – dossier de M. Quesnay » (AN 374 AP7), on trouve notamment l'annexe 1 « la situation politique en Pologne » qui analyse les réactions des différentes forces politiques du pays au projet de stabilisation financière.

« Dîner les Rajchman / M'instruisent [ ?] sur Pidulski ». Après l'arrivée, à Paris, le 15 novembre<sup>1944</sup>, de Dewey, chargé de superviser l'ensemble de l'opération, on dispose, outre du carnet de Quesnay, d'un dossier assez complet – « Pologne. Dossier de M. Quesnay »<sup>1945</sup> - avec notamment un calendrier détaillé « Installation de M. Dewey comme membre du conseil de la Banque de Pologne conseiller financier du gouvernement (15 novembre- 15 décembre 1927) » et différentes notes. Est ainsi mentionnée une ultime phase de négociations parisiennes, dans l'urgence, car dès le lendemain « première conversation Dewey : préférerait partir seul / Oui mais non. / Rist réagit le laisser / Moreau pas le lâcher / Déjeuner Dewey Banque régents / Poullenc, Cordier[ ?] Mallet / Rajchman Pleven / Avenol / Diner Avenol chez Rist ». Si tout est résolu rapidement<sup>1946</sup> et que peut se dérouler le cérémonial formel du départ<sup>1947</sup>, cet ultime incident souligne, non seulement les divergences persistantes entre Moreau et Rist, la relative autonomie dont jouissent les acteurs “techniciens” qui peuvent remettre en cause des accords pourtant passés à un niveau supérieur (entre gouverneurs).

Le 20 novembre 1927 c'est le départ sans « Rajchman, lumbago au lit, [qui] renonce à partir » « 3H25 vers Varsovie ». Le long voyage vers Varsovie, en passant près du « [lac] Balaton tout blanc », alors que « les carreaux gèlent », qu'« il a fait -11 il fait -16 », est l'occasion de reprendre encore une fois les détails du plan de stabilisation : / Causerie Dewey Durant Rojot [ill] / Boris allant Stockholm Citroën / Bon travail sur plan » et le lendemain après l'arrêt à « Berlin 9H à 10H / Travail révision plan monétaire / Frontière polonaise 1H » et « revoyons

---

<sup>1944</sup> Le 15 novembre 1927 « 6H Pleven » « 8H30 arrivée Dewey Fisher Wallenhose ».

<sup>1945</sup> AN 374 AP 7.

<sup>1946</sup> Le 17 novembre 1927 « à nouveau avec Dewey » « expose Maréchal – travail / D'accord sur mon départ / Tout arrangé »

<sup>1947</sup> Le 17 novembre 1927 d'abord « renvoie Novakovitch / Rist- Pleven parti / Adieux au gouverneur » « Ritz grand dîner Rohr / Moret Moreau / Ramené par Fitzer / Franco-polonais » puis le 18 « visite avec les Dewey tableaux et de l'imprimeur des billets » « adieux au service » et enfin le 19 « 1H déjeuner ambassade de Pologne / Auto Rist ; déjeuner Berthelot »

programme emprunt après-midi. Bon travail ça ira – Royot content », enfin l'« arrivée... et j'ai perdu ma montre (Zenith de Carin) Denis Pleven minuit ½ ». Dans le dossier consultable aux Archives Nationales, on trouve les fruits de ces échanges dans l'annexe 2 « Questions soulevées par l'examen du programme de stabilisation »<sup>1948</sup>, qui en comporte au total vingt-deux. Outre certains aspects pratiques (la question n°12 sur la méthode de frappe monétaire), la plupart des questions portent, sans surprise au regard du précédent autrichien, soit sur les efforts que devra consentir le gouvernement polonais (réduction des dépenses administrative (question n°1), ressources complémentaires (question n°2), question du monopole des chemins de fer (question 6), réorganisation fiscale (question 7), finances locales (question 8)... ) soit sur la surface d'action du conseiller Dewey et de ses moyens d'actions (notamment les questions 18 à 22). Dans sa lettre à Carin, datée du 21 novembre 1927, il insiste un peu plus sur les liens interpersonnels qui commencent à se tisser pendant le trajet : « dès ce soir certainement je retrouverai Denis et Pleven. Voyage excellent : en vous quittant hier, j'ai présenté Royot aux Dewey et nous avons très tard bavardé de cabine à cabine [...] après le dîner où j'ai retrouvé Boris<sup>1949</sup> autrefois de la C[ommission des] R[éparations] qui gagnait Stockholm pour Citroën [...] travail très agréable de 10H à 12H, révisant le plan d'emprunt, le programme, tout ce qu'il y a à faire Dewey est heureux des avis exprimés, les sollicite et en tient compte : je crois que la tâche sera agréable ». Une fois découverte Varsovie, « une ville s'essayant comme

---

<sup>1948</sup> D'après le calendrier dactylographié (p.1-2) l'« étude du programme de stabilisation [et la] liste des questions à soulever à l'occasion de son application » a lieu le 20 novembre « de 20h. à 23h » ; le 21 de 10h à 12h c'est « l'examen de la partie monétaire du plan » et de 15h à 17h l' « étude du contrat d'emprunt, système d'encaissement des gages, conservation du produit de l'emprunt à la Banque de Pologne, intérêts pour l'Etat ».

<sup>1949</sup> Peut-être s'agit-il de Roland Boris frère de Georges, polytechnicien (cf. Jean-Louis CREMIEUX-BRIHAC *Georges Boris*, Paris, Gallimard, 2010, p.26), qui a travaillé à la Commission des Réparations (cf. Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.I p.143-156)

Budapest à la vie moderne »<sup>1950</sup> et accomplit la rituelle visite de bienvenue de « la Banque de la salle du Conseil avec vieilles monnaies vieux billets aux caves où les lingots sont rangés visibles »<sup>1951</sup>, on commence les discussions, à un double niveau, d'une part à l'intérieur de la délégation, notamment avec Dewey, et de l'autre avec les différents interlocuteurs polonais<sup>1952</sup>. Dans les deux cas, Quesnay agit comme une sorte d'éducateur, indiquant aux uns et autres les bonnes pratiques à mettre en place : ainsi le 22 « auto Banque. Szebako agent de liaison : président Karpinski puis Mliniasky – les Directeurs sont [ou dont] Karpinski [ ?] – bureau Dewey –/ Dewey chez Finances – chez Durand avec Karpinski jeune sur bilan – pas revu Mliniasky / Déjeuner hôtel Europe gibiers / Discussion Dewey chez moi – Wiggins / Auto vers ambassade » « travaillé refonte bilans / 9H½ dîner meeting chez Dewey / Expose mon travail. Ravi / 1H [ ?] Slebovitch café de l'Europe » puis le 23 « Dewey me demande l'assister banque. Commençons Mliniasky refonte bilans et moyens donner Etat intérêt sur dépôts. Mais Karpinski appelle Dewey. Seul Kalinsky. J'insiste sur règles générales Wilinsky Il y répugne / 1H Bristol déjeuner Banque – à gauche de Karpinski, à côté de TB Ch-Com Intérêt [ ?], profesor [ ?] / Très brillante réunion / Banque avec Dewey mettons au point question bilans / 5H½ Laroche taxi –retour 6H½ de l'ambassade – Denis ». De même le 1<sup>er</sup> décembre, il évoque un entretien avec « Azkanazig Directeur général Banque d'Escompte / Lui remonte le moral – en prouvant que tout va si capital vient, or Dewey – Banque d'Emission ont de l'action ». On retrouve cette production d'un discours normatif par Quesnay dans la formulation employée dans le

---

<sup>1950</sup> Le 22 novembre 1927. Dans la lettre à Carin du même jour, il précise « Varsovie me rappelle Budapest, en moins bien, les gens me plaisent assez. »

<sup>1951</sup> Le 23 novembre 1927.

<sup>1952</sup> Cette dualité est observable dans le calendrier (p.2) où sont notées le 22 novembre, d'une part une « discussion Quesnay-Durand avec Dr. Karpinski des divers postes du bilan de la Banque » puis une même « discussion entre MM. Dewey, Durand, Quesnay, Royot, sur la procédure de négociation [...] MM. Quesnay et Royot proposeront à M. Dewey des systèmes d'organisation capable de jouer automatiquement ; ils l'assisteront dans la présentation de ces mécanismes aux autorités polonaises ».

compte-rendu calendaire : le 22 « MM. Quesnay et Royot préparent la refonte des situations hebdomadaires de la Banque de Pologne » qui est ensuite l'objet d'une « présentation à M. Dewey » et le lendemain d'un « exposé à M. Mlinarski : encaisse à faire apparaître, etc.... »<sup>1953</sup>, ces aspects étant détaillés dans l'annexe 3. Le 24, - « 10H Baransky Mlinarski : intérêt pour l'Etat sur ses dépôts. Szebako. / 11H½ Karpinski jeune et Zejda : comptes douanes. J'expose système automatique. Effondrement : veulent payer par avance sans gage ! / 11H½ Docteur Karpinski / Comptes douanes [ill] » - apparaît l'idée d'un « système automatique » des paiements qui correspond bien à la même démarche, ce dispositif étant expliqué dans l'annexe 4 du dossier<sup>1954</sup> ; il y revient encore dans l'après-midi du 26, faisant de cette automaticité un gage de confiance et de stabilité : « Mlinarski, sa femme / Intérieur simple autrichien / Parle nos bilans Zajda<sup>1955</sup> raisons mon attitude : établir règles automatiques pour éviter conflit, or Amérique Europe Angleterre Paris [ ? ] ». Non sans une certaine vanité d'auteur, il en fait le cœur de son action quand il l'a décrit à Carin dans une lettre du 27 novembre : « j'ai été formidablement occupé mais content [...] jeudi j'ai tenté d'établir un

---

<sup>1953</sup> p.3.

<sup>1954</sup> « Les agents de perception polonais, en l'occurrence les bureaux de douanes, continuent à encaisser les recettes dues en vertu des lois de la République, mais, au lieu de verser ces recettes dans les caisses du Gouvernement polonais, ils doivent les acheminer vers le compte des Agents fiscaux. / Afin de vérifier que la totalité des recettes ainsi encaissées passe bien par le compte des Agents Fiscaux, un système de relevés des registres doit ensuite être établi, permettant au représentant à Varsovie des Agents Fiscaux de comparer les montants passant par le compte bloqué aux états de paiements établis tous les 10 jours ou tous les mois par les autorités douanières » Annexe IV « L'organisation du recouvrement et du contrôle des revenus gagés » p.1-2 AN 374 AP 7.

<sup>1955</sup> Il s'agit du responsable des douanes polonaises : il est noté sur le calendrier, le 25 novembre (p.3) « discussion Douanes avec M. Zajda. Difficultés sur le principe du gage. M. Zajda voudrait que l'Etat continue à encaisser librement les recettes affectées, prenant dans la caisse tous les 10 jours une somme équivalente pour la verser lui-même au compte bloqué. Nécessité d'un système automatique ». Il note, le 26 (p.4), « Violente discussion Zajda sur le mode de perception des recettes gagées. Aucun progrès. M. Dewey pose nettement le principe du gage : versements directs au compte bloqué ». Correspond le passage du carnet, toujours à la date du 26 : « Je loupe mon rendez-vous avec Mlinarski pour d'arrache-pied avec énervement combattre entêtement. / Avec Zejda sur les douanes / Dewey aussi agacé / Passer au-dessus de lui par Baransky. »

contrôle des douanes et me suis opposé avec force à nos amis polonais dans leur propre intérêt. Toute ma ligne est d'établir des règles automatiques qui joueront toutes seules sans entraîner de conflits avec Dewey. Heureusement que j'ai une certaine expérience de ces questions je ne sais trop comment on trancherait tout cela si je n'étais pas là » : on retrouve le postulat que l'automatisme des paiements permet d'apaiser les tensions (« établir règles automatiques pour éviter conflit » « sans entraîner de conflits avec Dewey »), la technicité « refroidissant » en quelque sorte les tensions politiques. C'est la même logique que l'on retrouve le 6 décembre, quand il note que « Mlinarski en désaccord avec [une] règle trop précise [à propos du] compte F, voudrait accepter d'abord [les] statuts. Fais renvoyer le tout et promettre 25 millions immédiat Dewey pour voir. / A toujours pas pris contact M. Rivans[ ?] et question de Sinking Fund. / Chez Karpinski, qui veut aller voir M. Rivans. Dewey se bute. / Jusqu'à 9H pour que Karpinski ne voit pas ministre avant rediscussion ». Non seulement on voit le français négocier autant avec les polonais qu'avec le contrôleur américain, mais on peut observer aussi son souci de laisser, le plus longtemps possible, les acteurs politiques (en l'occurrence le « ministre ») à l'écart des discussions et « discussions » que doivent mener seuls les techniciens, par ailleurs seuls maîtres du calendrier des négociations<sup>1956</sup> et aux contacts assez épisodiques avec Paris<sup>1957</sup>. Le lendemain encore le politique apparaît comme un frein à l'action des spécialistes quand est noté que « Dewey et Karpinski iront chez le ministre des finances. Conseil des ministres a refusé acheter titres avant règlement Genève question lithuanienne ». Le savoir-faire de Quesnay semble en faire le principal acteur des négociations avec les Polonais parmi lesquels il trouve des interlocuteurs de qualité, ainsi qu'il le note le 23 novembre 1927 - « dîner du ministre

---

<sup>1956</sup> En témoigne la remarque, dans la lettre à Carin du 30 novembre 1927, à propos d'un éventuel retour en France autour du 10 décembre « mais ça dépendra de la marche de nos discussions ».

<sup>1957</sup> Si le 1<sup>er</sup> décembre 1927 il mentionne qu'il a « écrit à Rist. Envoyé notre agenda emploi du temps avec annexes [qui forment sans doute le dossier des AN 374 AP7] ».

des Finances – prince Loubomirsky président de la Bourse de la Banque du commerce du Léviathan – Baransky très remarquable (mouvement des fonds [ ?]) Woikevitz son adjoint » - ou qu'il l'explique à Carin dans une lettre du 30 novembre : « Mardi [29] grosse journée de travail à nouveau. J'ai abouti dans mes discussions avec la Banque mais rencontré des difficultés avec le ministère des Finances sur l'encadrement des Douanes : heureusement le directeur du mouvement des Fonds, un jeune homme très gentil et remarquable est un type avec qui je finirai toujours par m'entendre ! [...] Hier, grosses, grosses discussions et dîner chez Mlinarski, le vice-président de la Banque. Dewey me laisse tout conduire. Beaucoup à faire, mais ravi. Je mets au point mes notes pour les envoyer aujourd'hui à Rist », le calendrier portant la trace de cette intense activité puisque Quesnay est présent à pratiquement toutes les réunions. Il les mentionne également dans son carnet sans être très prolix quant à leur déroulement : le 25 c'est à la « Banque 10H¼ / Télégramme sur intérêts et emprunts à transférer en dollars<sup>1958</sup>. / 10H½ conférence Karpinski Rybinski (bilans) – J'expose plan nouveaux bilans. Accord sur tout sauf sur 2 points »<sup>1959</sup>, le 28 « 9H30 à pied avec Dewey / A la Banque / Comité de direction de la Banque / 10H30 : Karpinski on termine heureusement question des bilans », le 29 « Bonne discussion Dewey Baranski Mlinarski sur le fonds F. escompte centralisé à la Banque de Pologne faits à + 3 mois avec fonds d'Etat etc. »<sup>1960</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre c'est à « 10H30 Baransky Mlinarski excellente discussion accord sur principe utilisation fonds libres à escompte + 3 mois bill, fonds F par achat bons à Crédit foncier et Banque Economie mais argent

---

<sup>1958</sup> Dans le calendrier est noté (p.3) « télégramme aux banquiers privés pour leur signaler l'existence à leur compte Zlotys Varsovie des sommes nécessaires au service de l'emprunt (1-30 novembre). Quel montant transférer en dollars, contrevaletur Zlotys étant débitée au compte Varsovie ? »

<sup>1959</sup> Il est plus prolix dans sa lettre à Carin du 27 novembre : « vendredi [...] pendant 3 heures au conseil de direction de la Banque, j'ai fait un exposé des changements à faire dans leur bilan. J'ai l'accord presque sur tous les points. Cela sera fini demain ».

<sup>1960</sup> D'après le calendrier, la discussion porte, les 28 et 29, aussi sur les « besoins de crédit, l'utilisation des fonds de développement économique, la Banque de l'Economie Nationale, la concentration des avoirs de l'Etat à la Banque de Pologne ».

restant bloqué jusqu'à contrôle usage. / Bonne matrice » : on retrouve, dans le calendrier le Quesnay pédagogue et vis-à-vis des Polonais<sup>1961</sup>, mais aussi, notamment en ce qui concerne l'opinion publique, avec Dewey<sup>1962</sup>. Le 2 « discussion douanes avec Zejda et Michalosky (bien) / Ça finira par aller. On envoie papier à Rist. Fiscal agents [ ?] demandent achat par avance de l'amortissement pour soutenir marché (Pidulski traite de dément Volderamas président Lithuanien) / Dewey télégraphie à Strong », le 3 « chez Dewey : examen avec lui des règles emploi Fonds F mémorandum / Réponse Strong : intervenir pour soutenir cours emprunt »<sup>1963</sup>. Les dix derniers jours du séjour sont moins consacrés à des réunions qu'à la rédaction des différents rapports : pendant cette période, le rôle prépondérant de Quesnay n'est pas remis en cause : on le retrouve éclairant, le 10 décembre, « chez Dewey : plan des rapports / Miez Kowolka [ ?] : placement devises / Dewey à nouveau : système douanes / Bilans » c'est même lui qui « dicte à Dewey système douanes » et encore le lendemain « dicté plan rapport Dewey / Discuté Royot ». Plus largement, le carnet de Quesnay montre surtout combien celui-ci retrouve une activité intense de contacts, au-delà des aspects mondains obligés<sup>1964</sup>, comme la soirée à l'opéra du 24 novembre, le « dîner Angleterre [du 25] : parlons de l'Autriche. Salle viennoise, danses. 2H

---

<sup>1961</sup> P.6 « M. Quesnay ébauche la discussion relative aux avoirs libres du Trésor. Il fait remarquer à M. Baranski que ce que l'on appelle "fonds libres" comprend des fonds immobilisés, soit dans les banques d'Etat (banque de l'Economie Nationale, Banque de l'Agriculture, Caisses d'Epargne postales, etc....) soit ailleurs (avances aux fonctionnaires, par exemple) et que le Trésor ne devrait compter ces fonds parmi ses avoirs libres, que lorsque les Banques pourront les remettre à sa disposition, c'est-à-dire, pour certains cas, dans 10, 15, ou 20 ans ».

<sup>1962</sup> P.7 « Entretien avec MM. Dewey et Quesnay. Discussion des termes de "l'interview" de M. Dewey dans le *Messenger Polonais* ». On retrouve le même savoir-faire particulier le 9 décembre puisque est noté dans le calendrier, p.9, « Quesnay met au point article Dewey pour le *Messenger Polonais* »

<sup>1963</sup> Dans le calendrier, est noté l' « examen par MM. Dewey, Quesnay, Royot, du projet d'utilisation du fonds (f) élaboré par le Ministère des Finances. MM. Dewey et Quesnay rédigent une note précisant certains des points de cette note à revoir et à étudier spécialement ».

<sup>1964</sup> En témoigne le 30 novembre la remarque quand il a « dicté [la] fin [de la note] Royot en passant mon smoking » pour le « dîner Mlinarski avec Dewey [où les] Places à table [étaient] curieuses ».



quand nous pensons à rentrer » ou le « bal polono-américain » du 27 auquel il ne descend pas, au milieu des « comtesses en ka, princes en ki, [car] je ne suis pas fichu de me retrouver dans les noms des gens que je rencontre »<sup>1965</sup>. Si le contexte lui rappelle parfois l'Autriche à la fois par son activité incessante – quand il narre le « samedi nouvelles luttes sur les douanes : je ne sais combien il faudra encore de temps pour aboutir sur ce point. Je suis en pleine forme pour la discussion et en pleine activité intellectuelle pour les conversations comme aux plus beaux temps des affaires SDN ou comité d'experts »<sup>1966</sup> - et par le cadre géographique - comme par exemple lors d'une visite à Cracovie « bel et bon dimanche dans un Salzbourg polonais qui garde pourtant quelque chose de son charme autrichien. Je n'ai plus besoin d'aller à Vienne pour avoir l'impression cette fois encore d'être venu dans la véritable Europe centrale »<sup>1967</sup> - il ne s'agit pas là d'un retour dans un milieu transnational, mais plutôt de relations liées au renforcement des positions françaises en Pologne<sup>1968</sup>. Dès le 25 novembre il est invité à un « déjeuner Ambassade : Président Crédit Foncier, les Potlowski Mme Laroche et Rome... Elle est turque au henné. Il évoque sans Briand un sujet Léger le remplaçant avec Beaumarchais ». Il note le 27 qu'il a participé à un « déjeuner Cachier, très remarquable, français de la société générale des pétroles en Galicie [ ? ] (Malotowika) et Banque industrielle de Zwolf [ ? ] le seul groupe actif et satisfait (Lyonnais piétine à Huta Bankowa<sup>1969</sup>)

---

<sup>1965</sup> Pierre Quesnay à Carin le 27 novembre 1927.

<sup>1966</sup> *Idem.*

<sup>1967</sup> Pierre Quesnay à Carin le 4 décembre 1927. Il note le même jour dans son carnet à propos de la ville « Etudiants (beaucoup de juifs) parlent autant allemand que polonais. Atmosphère autrichienne ».

<sup>1968</sup> Il y a dans le dossier « Pologne – dossier de M. Quesnay » (AN 374 AP7), une « Note sur les intérêts français en Pologne » émanant du ministère des Finances et datant du 28 décembre 1927, qui témoigne aussi de cette dimension.

<sup>1969</sup> « La société française de Huta Bankowa, créée avant 1914 par les milieux stéphanois et lyonnais était largement implantée [au début des années 1920] des confins charbonniers silésiens au fer de Krivoï-Rog. Elle conserve les mines et installations métallurgiques de Dombrowa en Pologne silésienne » selon Claude BEAUD dans « Une multinationale française au lendemain de la Première Guerre

(Simon Michel Peyerimhoff en haute Silésie où leur contrat draconien crée atmosphère hostile) »<sup>1970</sup>, puis le 6 décembre, avec à nouveau Quesnay dans son rôle d'éducateur lors d'un « déjeuner Cachier et son directeur des Pétroles : lui explique injection capital ». Le 30 novembre c'est « Pleven [qui] croit aboutir dans sa potasse et espère partir ». Le 8 décembre, c'est « jour de fête » avec un « déjeuner à l'ambassade à droite de l'ambassadeur – pétroliers Pleven » puis le « retour avec Pleven / Discussions sur le sentiment religieux, la politique monétaire, le maréchal à Genève » et enfin un « diner Boncenne Cachier. Les possibilités formidables du développement polonais et les réserves virtuelles de placement français. Bonne soirée ». Le 10 décembre il a encore un entretien avec l'ambassadeur Jules « Laroche : développement polonais et activité française ». Même si une remarque avant son départ – le 7 novembre 1927 « Moreau chez Poincaré / Enchanté par mon voyage en Pologne – y reste plus longtemps. Enchanté politique étrangère financière – action hausse des rentes. Ça va » - Il faut bien remarquer les limites de l'action de Quesnay, qui semble surtout rassembler des informations, voire, parfois, apporter des conseils ou aider à la prise de conscience des potentialités du marché polonais ; on est bien loin d'une attitude très offensive à visée impérialiste<sup>1971</sup>. Indirectement ces contacts lui permettent de consolider ses réseaux parisiens, à propos desquels d'ailleurs « Pleven et moi avons discuté chez moi jusqu'à 1H du matin, milieu parisien mentalités politiques etc. »<sup>1972</sup>. Quesnay accueille ainsi chaleureusement Léonard Rist, le fils de son mentor, en quelque sorte en tournée d'apprentissage en Europe orientale, puisqu'il le décrit ainsi à

---

mondiale : Schneider et l'Union Européenne Industrielle et Financière » dans *Histoire, économie et société*. 1983, 2e année, n°4. pp. 625-645, p. 631.

<sup>1970</sup> A l'issue de la description, qu'il fait à Carin, de ce repas, il note « On me demande auparavant d'aller à Lemberg aux puits de pétrole et à Kattowitz aux Forges » Pierre Quesnay à Carin le 27 novembre 1927.

<sup>1971</sup> Cf. Jean-Claude DEBEIR dans « la Banque de France et la coopération monétaire internationale dans les années 1920 » dans Patrick FRIDENSON et André STRAUS *Le capitalisme français XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris Fayard, 1987, p.283.

<sup>1972</sup> Pierre Quesnay à Carin le 27 novembre 1927.

Carin dans une lettre du 30 novembre « Léonard Rist est arrivé lundi après deux nuits en wagon de 3<sup>e</sup>; au lieu de coucher à l'hôtel, il a eu le courage de reprendre à 11 heures du soir un train pour aller passer la matinée à Cracovie, revenir mardi soir. Il a dormi dans ma chambre et est parti mercredi matin pour Moscou : sympathique et débrouillard. Il compte se marier à son retour, pense à entrer à Genève, mais devra auparavant acquérir un peu de pratique : je crois pour voir le faire prendre par Monnet (tu penseras peut-être que c'est une position bien agitée pour un jeune marié) ». Dans un cadre où « le temps n'existe pas »<sup>1973</sup> et dans un milieu stimulant<sup>1974</sup>, Quesnay trouve des interlocuteurs pour hisser ses réflexions à un niveau "global" : le 26 novembre 1927 c'est un « déjeuner avec Royot et Durand : comment l'Europe parera l'Amérique. Comment l'Angleterre a rompu solidarité européenne » ou le 6 décembre avec un « dîner Woidkevitch [ ? ] Pleven / L'idée nationale et la solidarité internationale ». D'ailleurs, comme il l'écrit à Carin le 5 décembre 1927 « l'une de mes découvertes de ce voyage en Pologne aura été celle de Pleven, vraiment bien » : son nom revient de manière croissante dans le carnet de Quesnay pendant le séjour polonais car « nous faisons connaissance et sympathisons en d'interminables causeries »<sup>1975</sup>, qu'il s'agisse d'échanger sur le contexte polonais (« promenade Pleven [...] parlement de 1920, bolchevicks, lutte contre Russes et Wrangel, Denikine etc » le 27 novembre) ou de visiter Cracovie, sa « vieille ville [et le] ghetto juif grouillant, tous ces types des Tharaut à bonnets et lévites, aux yeux de Christ, l'impression d'avoir fait des milliers de kilomètres »<sup>1976</sup>. Les deux hommes parlent de tout, souvent de la situation française comme le 7 décembre quand Quesnay note « discutons refonte moules administratifs français ». C'est à

---

<sup>1973</sup> Le 25 novembre 1927 : « toujours pas de montre mais ici le temps n'existe pas ».

<sup>1974</sup> En témoigne le 27 novembre, le « dîner Neymanne / Bonne discussion littéraire historique avec lui et sa femme, affaire avec leur ami Rildniezi (inertie française) ».

<sup>1975</sup> Pierre Quesnay à Carin le 27 novembre 1927.

<sup>1976</sup> *Idem*.

l'occasion de l'un de ces échanges, le 25 novembre 1927, que Pleven lui confie les grands projets que semble nourrir Monnet à son égard : le long de la « Vistule avec Pleven. / Conversons intimement. / Monnet me voudrait directeur général Union Parisienne. Quand on aura une monnaie et un marché, agir. – Discutons mille problèmes à cœur ouvert ». Le retour vers Paris, à partir du 14 décembre, lui permet de cultiver ses contacts anciens notamment à l'occasion d'une étape pragoise, où l'attend « Basch à la gare » puis vers la « Banque ministre Novak, Kutehera, Roos » il évoque au « déjeuner prix et Londres ». Le lendemain il se rend à « 11H½ banque – Basch Roos / Visite au père de Roos [ill] / Crédit foncier / Déjeuner Basch au club (marchés monétaires) » et passa la « Soirée dans bel intérieur de goût lui [Pospichil] sa femme Novak Kutchera les Ross Basch. Grandes discussions Pologne Londres New York Russie ([ill.]) ». Une fois de retour en France, la question polonaise ne semble plus faire partie de ses préoccupations importantes et immédiates : on en trouve mention seulement début janvier 1928 le 3 lors du « Retour de Ricard de Pologne a tenté obtenir pour Dreyfus affaires foncières contre les Blair. Prétendent qu'américains mal vus maintenant là-bas. Dramatisent un peu », puis le 6 à nouveau « Denis discute Pologne avec Ricard – Monnet nous joint – rentre à pied avec Ricard et jusqu'à 9H discutons rue Gay Lussac sur Carriguel, la politique, l'or, Siepmann le marché de Paris à organiser ».

#### *La Roumanie.*

Le début de l'année 1928 amène en effet déjà Quesnay sur un autre terrain où son expertise est nécessaire, la Roumanie. La question roumaine, qui est apparue dans le carnet de Quesnay avant même son séjour polonais, le 8 novembre 1927 « Chalendar : Bulgarie [...] / Roumanie (dettes) avantages [ ? ] et [ill] : leur règlement et le prestige français à l'étranger) / Pologne » en partie incluse dans un ensemble de stabilisations à mener, devient bien plus présente en janvier 1928, avec le

départ de Rist le 17<sup>1977</sup>. Le 21 il échange avec le « gouverneur : question roumaine et serbe. Ecrit à Strong »<sup>1978</sup>. Le 25 c'est le départ à « 7H30 Orient Express » par Vienne où il a le temps de saluer Rost puis le 26 le voyage, « jaune et fatigué », à travers une « campagne plate à vergers dans la neige : au loin des coteaux brumeux. Bois de chênes et de châtaigniers. Paysans en peau de mouton ». Même s'il « travaille dossier roumain » ayant notamment « Lu les critiques de Madgearu<sup>1979</sup> / La convention revalorisation de 1925<sup>1980</sup> » il prend le temps d'observer « mes voisins de voyage. / Quelle passion politique latine en ce pays. On s'arrache les journaux : que peuvent-ils contenir ? Tout cela dans la couche dirigeante : peuple bien calme ». A l'arrivée, il assiste « à la gare [à une] manifestation pour mon compagnon qui était Popovici<sup>1981</sup> ». Immédiatement, on remarque la présence à Bucarest de Jean Monnet lui-même, puisque Quesnay note le 27 « hier soir jusqu'à 1H½, discuté Monnet Denis : aller vite / Plan semaine prochaine ». Comme pour la

---

<sup>1977</sup> « 7H30 départ Monnet Denis Bucarest ».

<sup>1978</sup> Les échanges épistolaires avec le gouverneur Strong qui se poursuivent le 23 (Quesnay note « chez gouverneur : lettre à Strong ») servent, d'après MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.480, à « le mettre au courant de nos négociations avec la Banque Nationale de Roumanie [...]. Comme les Anglais, très jaloux comme à l'habitude du développement de notre influence en Europe, essaient de contrarier notre action en Roumanie – ils cherchent à soulever l'opinion roumaine contre le Gouvernement Bratiano – il est bon de prendre nos précautions du côté de Strong qui pourrait être circonvenu par sir Otto Niemeyer et Norman ».

<sup>1979</sup> Il s'agit, selon des informations transmises par Ileana RACIANU, de Virgil Madgearu (1887-1940), membre du Parti National Paysan qui conteste le maintien au pouvoir du Parti National Libéral de Vintila Bratianu, ainsi que le recours de la Roumanie à la Banque de France. Madgearu (plusieurs fois Ministre de l'Economie et du Commerce durant les années trente) prône la stabilisation de la monnaie roumaine avec l'aide de la Société des Nations.

<sup>1980</sup> En se référant Ileana RACIANU, *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p. 109, on peut penser qu'il s'agit de la convention du 19 mai 1925 fixant un plafond maximum aux avances à l'Etat par la Banque nationale de Roumanie.

<sup>1981</sup> *Idem* p.125 : après des études de droit et de philosophie à Budapest et à Vienne, Mihai Popovici (1879-1966) commence sa carrière politique au sein du Parti National de Transylvanie. Popovici est nommé à plusieurs reprises durant les années 1928 -1933 ministre des Finances, de la Justice et des Travaux publics. Arrêté en juillet 1947 par le régime communiste, Mihai Popovici sera condamné quelques mois plus tard, le 11 novembre. Il sera libéré en 1955.

Pologne, l'ancien secrétaire général de la SDN est étroitement associé à la mise en place de stabilisation, cette fois-ci non en amont mais directement pendant le séjour : en effet à l'occasion du premier week-end en Roumanie, le 28 après une « matinée à la Banque / Kiriacescu<sup>1982</sup> / Lui expose programme en 7 chapitres qu'il faudrait rédiger la semaine prochaine / [a lieu un ] Déjeuner Monnet Denis / 3H½ Badulescu<sup>1983</sup> / [puis] En route [vers] Sinaïa<sup>1984</sup> [station centre Roumanie] / [où les protagonistes se retrouvent] Déguisés en skieurs – [avec] bérets de chasseurs » « un Semmering<sup>1985</sup> roumain » et c'est là qu'« avec Badulescu Monnet sans Denis plan en 7 chapitres ». Ce travail s'effectue toujours avec une très claire autonomie des acteurs sur place, les communications avec Paris semblant plus compliquées qu'en Pologne<sup>1986</sup>. Mais, alors que la Banque de France a en Roumanie les coudées plus franches qu'en Pologne, puisqu'elle est le principal acteur de l'opération<sup>1987</sup>, Quesnay doit sur le terrain composer d'abord avec l'autre expert français Gaston Jèze. Par la description cruelle qu'il en fait, Quesnay donne à voir une sorte d'anti-modèle, expert néfaste car arc-bouté sur un savoir universitaire déconnecté de la réalité contemporaine, dépassé par la nouvelle situation issue de la guerre, surtout soucieux de sa postérité personnelle : dès le 30 janvier lors de [l']« arrivée Jèze et sa

---

<sup>1982</sup> Oscar Kiriacescu est alors sous-gouverneur de la Banque nationale de Roumanie selon Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.64.

<sup>1983</sup> Victor Badulescu (1892-1953) était alors ministre adjoint aux Finances.

<sup>1984</sup> Sinaïa est une station de ski du centre de la Roumanie où se trouvait la résidence d'hiver de la maison royale de Roumanie (ce qu'on appelle le Château Peles) et un magnifique monastère, selon les indications aimablement communiquées par Ileana RACIANU.

<sup>1985</sup> Station de sport d'hiver proche de Vienne

<sup>1986</sup> Quesnay écrit à Carin le 3 février « courrier paraît aller très lentement. N'ai encore reçu ni journaux ni nouvelles » même s'il mentionne le même jour dans son carnet un coup de téléphone à Rist. Voir aussi la curieuse injonction à sa femme dans la lettre du 9 février « je n'ai eu le temps d'écrire à personne : donne de mes nouvelles à maman et à la Banque » même si on peut penser qu'il s'agisse là de son service.

<sup>1987</sup> Selon Eric BUSSIÈRE, « Monnet et la stabilisation monétaire roumaine » article cité, « l'opération polonaise constitua un préliminaire à l'affaire roumaine qui devait impliquer la France beaucoup plus en profondeur » p.64.

filles / Discute seul puis avec Monnet et Denis : tranchant, primaire, avant tout préoccupé que l'affaire roumaine s'attache à son nom comme [ ? peut-être Rist] à l'affaire autrichienne. On a du mal à aboutir pratiquement » et un peu plus loin, plus cinglant encore « Jèze nous rejoint. Avec Kiriacescu et comptabilité détails du bilan. Terrible de stupidité déconstruction. B[anque de] F[rance] dépassée. Le connais assez bien », donc habilement le soir, au « retour Jèze : [Quesnay] flatte ses théories ». Le 1<sup>er</sup> février, il note qu'il a « prié Jèze m'accompagner chez Monnet. / Toute la matinée, discussion des objets de l'emprunt, de la situation, des gages. Tient à exposer souvent théorie générale mais dans l'ensemble d'accord avec nos propositions » mais dans l'après-midi « avec Jèze grandes discussions éreintantes sur contrôle et publicité. S'oppose aux budgets préalables, estime qu'on obtiendra jamais autre chose qu'un contrôle du service de l'emprunt, connaît 1833 mais rien des programmes d'après-guerre », même si par la suite l'action de Jèze sera un peu revalorisé à ses yeux. Logé, semble-t-il par le prince Calimachi<sup>1988</sup>, Quesnay, outre son labeur incessant<sup>1989</sup>, doit composer avec les obligations mondaines, ainsi qu'il l'écrit à Carin le 3 février 1928 : « tellement pris que n'ai pas encore fait dix pas dans la ville : travaux, conversations, repas avec officiels en discutant ont jusqu'ici absorbé tout mon temps ». Mais, du carnet de Quesnay transparaît un climat moins cordial que celui observé en Pologne, la charge de travail semble être supérieure avec dans les premiers jours un véritable travail d'information, souligné le 31 janvier quand il note « n'ai pu nuit dernière faire vrai bilan. / Pour la première fois, trouve deux heures Banque pour me recueillir seul, dresser actif vrai bilan [...] Faire vrai bilan et programme et écrire Paris ? ». Il apparaît rapidement que la situation est

---

<sup>1988</sup> Selon les informations aimablement fournies par Ileana RACIANU, Scarlat Callimachi, d'une vieille famille noble, n'a alors aucune fonction politique. Cependant le 30 janvier 1928 Quesnay note Prince veut s'entremettre pour régents [ou régence] Banque.

<sup>1989</sup> Pierre Quesnay à Carin le 9 février 1928 : « Je serai heureux de rentrer car toute cette période a été dure. On s'est couché trop tard : le séjour à Bucarest n'a pas été le repos que me conseillaient mes médecins au départ ! ».

moins claire qu'en Pologne : le même jour il note : « termine passif bilan / Trou de 8 milliards / En récupère [ ?] 2 par [ill.] 4 par 25 millions \$. Mais que vaudra alors portefeuille. / Donne-t-il base à crédit de réescompte. / En présence de Jèze, je presse le directeur de l'escompte. C'est là le pot-aux-roses. Comment à l'avenir éviter renouveler ces erreurs ». Les remontrances du "professeur" Quesnay ont peut-être été préparées, ainsi que le laisse penser une note anonyme du service des Etudes de la Banque<sup>1990</sup> : parmi les « points principaux qui seraient à examiner au cours du voyage en Roumanie, en ce qui concerne la situation de la Banque d'émission », se pose la question de savoir « quelle est, dans l'encaisse métallique, la partie qui est réellement disponible » ; « il semble nécessaire de procéder à un examen très serré du poste "Portefeuilles" » (p.2) et « il semblerait nécessaire d'examiner si les ressources budgétaires affectées au remboursement des avances à l'Etat se maintiennent et se maintiendront par la suite ». Encore plus qu'en Pologne, le programme semble être établi dans l'urgence, au fur et à mesure des découvertes de Quesnay qui, dès le 1<sup>er</sup> février, signale que « Denis et moi dictons début d'un programme puis de 1H à 2H, note sur objets emprunt seulement ». Le 2 février est, autour des éléments mis en place pendant la nuit, la « première journée de négociations, puisque « fatigué, gagne Monnet dès 9H, allons chez Badulescu avec le papier de cette nuit », et cette base de négociations<sup>1991</sup> est retravaillée après le déjeuner : « refaisons papier sur la présentation de ce matin. /Plus d'arriérés mais reconstitution de fonds de roulement pour services publics et banques de crédit agricole ». De même le 3, au milieu des discussions, il se livre à l'« étude du portefeuille des liquidations nécessaires au bilan ». De même le 4, il obtient « à la Banque [les] vrais

---

<sup>1990</sup> Archives de la Banque de France, Services des Etudes, boîte n°5, « voyage de Quesnay ».

<sup>1991</sup> On retrouve cette idée dans la lettre à Carin du 3 février 1928 : « Jèze arrivé lundi. Avons tous travaillé parfois jusqu'à 3 heures du matin et avons hier communiqué résultats notre travail. Suis très intéressé et optimiste mais ne crois pas pouvoir partir avant milieu ou fin semaine prochaine ».



chiffres d'immobilisation ». Cette découverte progressive d'éléments nouveaux favorise sans doute l'accroissement de son autonomie, actée le 2 car « tout évolue si vite. Télégramme hier / J'en ai réponse, me laissant libre ». Elle est peut-être aussi due à une situation finalement moins problématique qu'il apparaît : s'il constate le 6 au soir que « le portefeuille est affreux : intérêts certains papiers pas même pays grossissant la dette. Et aujourd'hui même, on a refait 500 millions de compte courant débiteur / C'est à qui le soir me rend critique et pessimiste », il note le lendemain que la « situation [est] facile à redresser : mais sont-ils capables de le faire. »<sup>1992</sup> En effet, dans l'élaboration du plan, se préoccupant principalement de la Banque nationale de Roumanie<sup>1993</sup>, du strict point de vue technique, Quesnay ne met en avant, dans son carnet, aucune solution originale dans les solutions qu'il propose : le 6 février il « écrit préambule du plan et chapitre Stabilisation Banque. / Dans ma chambre au petit bureau devant la fenêtre / Jèze fait chapitre II avec sous-titres de son cours : principes directeurs de la comptabilité publique » ; le lendemain « je remonte travailler / Refonte statuts, liquidité banque, règles convertibilité, emprunts extérieurs, publicité et présence étranger (Kiriacescu [ ? ] voudrait conseil consultatif jamais réuni) », il termine la rédaction du programme le 8. Cette relative simplicité transparaît dans la lettre qu'il envoie à son épouse le 9, à propos de la sempiternelle question de son

---

<sup>1992</sup> On retrouvera finalement cet état d'esprit selon Ileana RACIANU, *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.86, quand « dans le rapport remis à la Banque de France le 12 février 1928, Pierre Quesnay et Gaston Jèze affirment que la Roumanie, malgré le grand désordre qui règne au Ministère des Finances et à la Banque Nationale, se trouve dans des conditions favorables pour réaliser la stabilisation de sa monnaie, le leu. Selon Quesnay, la stabilisation du leu pourra être réalisée avec toutes les chances de succès compte tenu aussi du fait que la Banque Nationale de Roumanie et le gouvernement sont favorables à la nomination d'un conseiller technique français pour une durée de trois ans ».

<sup>1993</sup> Eric BUSSIÈRE, dans « Monnet et la stabilisation monétaire roumaine » article cité p.67, décrit ainsi la répartition prévue des rôles : « Gaston Jèze, ancien membre du comité des experts français de 1926 examinerait les finances publiques roumaines, Pierre Quesnay la situation et l'organisation de la Banque nationale de Roumanie, les représentants de Blair, en l'occurrence Jean Monnet et Pierre Denis, les conditions d'émission d'un emprunt ».

retour en France : « quand serai-je de retour à Paris ? J'ai télégraphié à Moreau et ne crois pas désirable de m'arrêter au retour à Belgrade<sup>1994</sup>. Monsieur Jèze qui emporte cette lettre part demain matin et sera dimanche à Paris. C'est dire que les principes généraux du programme roumain sont fixés. Il reste à préciser certains points, notamment la forme sous laquelle seront réalisées les idées directrices actuellement posées. Je ne crois pas que cette discussion puisse se poursuivre très longtemps ». C'est précisément dans la fixation de « certains points » particulier par la négociation que des tensions vont apparaître. Les règles que veulent imposer les experts doivent parfois être exposées avec une certaine vigueur : ainsi le 5 février « Jèze éreinte mauvaise centralisation financière de Badul[escu]. Fera pour le programme un chapitre épatant sur ce point. Moi sur la Banque ». Mais globalement les remarques strictement techniques sont assez bien accueillies par les interlocuteurs roumains : le 2 février « 10H Vintila Bratiano<sup>1995</sup> Jèze Antonesco<sup>1996</sup> Badulescu Monnet Denis et moi dans la salle du conseil des ministres / Objets de l'emprunt plaisent : Vintila très sympathique et ouvert [...] Vintila contre Burililanu<sup>1997</sup> qui voudrait qu'on aille à Londres. Très bonne discussion. Vintila comprend qu'il faut refaire crédit public par conseils d'étranger ». Ce qui semble rapidement poser problème est la

---

<sup>1994</sup> Il s'agirait là aussi également de mesurer si une participation de la Banque de France à l'opération de stabilisation locale est possible et souhaitable, puisque Quesnay note dans son carnet le 8 « Télégraphie Paris pour [...] savoir si je dois passer Belgrade où Anglais après accord préalable Londres font plan ».

<sup>1995</sup> « Diplômé de l'Ecole centrale des arts et des manufactures de Paris en 1891, Vintila Bratianu entre dans la vie politique roumaine comme maire de Bucarest, fonction qu'il occupera de 1907 à 1911. Très tôt, il réussit à se distinguer par l'élaboration de nombreux projets de modernisation de la société roumaine par l'introduction du suffrage universel et l'abolition de la grande propriété foncière. [...] Toutefois, l'éclatement de la Première Guerre mondiale a obligé Vintila Bratianu à différer de quelques années ses projets de modernisation de l'État roumain » selon Ileana RACIANU, *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.34. Il est alors premier ministre et ministre des Finances.

<sup>1996</sup> Victor Antonescu est l'ancien ministre de Roumanie à Paris, un des premiers négociateurs auprès de la Banque de France à la fin 1927.

<sup>1997</sup> Dimitrie Burillianu (1878-1954) est nommé à la tête de la Banque Nationale de Roumanie, fonction qu'il occupera jusqu'au 10 mars 1932 selon Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.68.

volonté de Quesnay de voir placer un contrôleur étranger pour superviser le processus de stabilisation : le 4 février lors de la « revue des statuts : quand je parle d'un étranger, Boyconiano [pour Baicoianu] bondit. Difficile à calmer », le 6 il note à nouveau qu'il faut « travailler idée de l'expert étranger à un service d'Etudes Economiques qui publierait ». Le lendemain, il fait encore un effort de pédagogie sur le même thème : « Dîne chez Cina avec M[onnet] et D[enis] / Retrouvons Jèze ici / Expose ma vision du technicien étranger / Chef des Etudes qui publie rapport ». Quesnay mesure, sans doute, bien, en effet, la charge politique lourde de cette question. Si la solution proposée par la Banque de France apparaît comme un « programme technique avec moins de politique qu'à Genève »<sup>1998</sup>, la question du contrôleur étranger touche à un point sensible pour l'opinion et les dirigeants roumains : à la fois parce que c'est une tutelle directe de l'extérieur et parce que c'est un élément de ce qui avait été fait en Autriche et en Roumanie, sous l'égide de la Société des Nations, elle ravale, à leurs yeux, le pays au rang des puissances vaincues<sup>1999</sup>. La force de persuasion de Quesnay semble jouer, comme sa capacité à inclure ce point épineux dans un ensemble plus vaste et en multipliant les discussions interpersonnelles ou en petit comité : le 8 février, après avoir « écri[t] fin programme en précisant publications monétaires et rôle de l'étranger. Jèze d'accord », « j'invite Kiria[cescu] chez Capsa<sup>2000</sup>, lui lit note : accord d'ensemble » puis « Pars chez Vintila 5H seul avec lui : rôle B[anque de] F[rance] question Banque Angleterre, nécessité centraliser direction Banque et étranger suivant [ ou vivant ?] politique Banque /Séance générale sur formes du plan d'ensemble et des lois d'application : demain textes ». Si le lendemain, le 9, il semble exceptionnellement laisser les autres travailler puis qu'il reste « toute la

---

<sup>1998</sup> Le 27 janvier 1928.

<sup>1999</sup> Sur le rejet par la Roumanie de la solution SDN qui n'est pas adaptée à « un pays comme la Roumanie [qui] ne peut être soumis ni à un Contrôleur ni à un Commissaire » selon Vintila Bratianu, cf. Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.74 et suiv.

<sup>2000</sup> Le Casa Capşa est un des restaurants les plus réputés de Bucarest.

matinée au lit à lire journaux français, pendant que Jèze et Badul[escu] tirent ici de nos notes un programme comptable, que Kiria[cescu] fait de même pour la Banque, que Monnet et Denis travaillent contrat et formes légales de publication d'un plan en attendant nouvelles de New York », une fois Jèze parti le 10, le voilà le 11 qui « porte à Kiria[cescu] partie banque / [puis avec Monnet] Allons chez V[intilia] B[ratianu] où seuls avec Badul[escu], lecture approbation [...] / Le nouveau leu sera 100 = 9 gr or / Retour à la Banque / Visite au gouverneur. Je lui expose le truc. K[iriacescu] en parle au conseil » Puis « à 5H½ chez V[intilia] B[ratianu] à nouveau / Lecture complète : satisfaction évidente. Précisons formes de publication et d'application lois etc... / Discussions sur gages, possibilité priorité générale au lieu chemin de fer ». Il peut mesurer à l'occasion de cet entretien le poids, même loin de Paris, des tensions Trésor Banque de France, puisqu'il note : « exposé politique V[intilia] B[ratianu] : sa confiance dans l'œuvre, l'égide de la France crée bien quelques difficultés Londres propagande américaine. Mais télégramme Titulesco<sup>2001</sup> lui fait craindre en plus obstacle par position française inadmissible dettes de guerre. Toujours Moret et son principe dettes /Echouer là-dessus aurait grande importance politique »<sup>2002</sup>. Mais les notes personnelles de Quesnay montrent bien aussi le jeu des pressions subies par les Roumains de la part des principaux futurs bailleurs de fonds américains, ici représentés par Monnet et Denis. Si est noté le 13 février quand est réglée la question de « la forme de mise en application du programme [que] Denis s'attache à des exigences inutiles », le carnet de Quesnay montre une réelle proximité entre les trois hommes. Leur collaboration est implicite, à propos notamment de la question brûlante

---

<sup>2001</sup> Selon Ileana RACIANU, *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.72, « professeur de droit international aux Universités de Bucarest et de Iasi, Nicolae Titulescu (1882-1941) devient à l'issue de la Première Guerre mondiale un personnage politique d'envergure européenne », il est alors ministre des Affaires Etrangères, favorable, lui l'ancien ambassadeur à Londres, à la solution SDN.

<sup>2002</sup> Sur les tensions entre la Banque de France et le Trésor à propos de la stabilisation roumaine, cf. Eric BUSSIÈRE « Monnet et la stabilisation monétaire roumaine » article cité p.68-69.

des gages qui constitue l'un des buts principaux du voyage des représentants de la Blair : ainsi le 3 février « Dinons chez Denis. Discutons gages contrôle deux points à régler ». Le 5 février ce sont « Denis et Monnet [qui] amènent Badulescu à notion du programme », de même le 8 Quesnay « fai[t] taper chez Denis. Sont découragés : pas de nouvelle précise de N[ew] Y[ork] mais on sent que là-bas ils doutent. Il faudrait donc programme précis et ici on ne voit pas la question ». On observe alors aussi une pression assez forte venue des Etats-Unis, que l'on retrouve le lendemain avec un « télégramme de New York contre ch[emin] de fer », le 10 février il dîne avec Denis puis ils « étudi[ent] introduction générale, chapitre emprunt et formes de publication et des lois pour les adjoindre au programme ». On voit au fur et à mesure croître le rôle de Monnet et Denis, notamment le 11, quand « à pied chez Monnet où Denis et Badul font plan roumain définitif. / Porte à Kiria partie banque / Allons chez V[intilia] B[ratianu] où seuls avec Badul, lecture approbation – Dis à V[intilia] B[ratianu] ma ratification opinion Jèze sur K[iriacescu] N[ew] Y[ork] / Le nouveau leu sera 100 = 9 gr or / Retour à la Banque / Visite au gouverneur. Je lui expose le truc. K[iriacescu] en parle au conseil. / Déjeuner seul avec Monnet. Il veut que Paris prenne une grosse tranche pour pousser N[ew] Y[ork]. / Papier complet Denis se tient. Le révisons. / A 5H½ chez V[intilia] B[ratianu] à nouveau / Lecture complète : satisfaction évidente. Précisons formes de publication et d'application lois etc... / Discussions sur gages, possibilité priorité au lieu chemin de fer ». On voit alors, notamment lors du déjeuner du midi, le subtil jeu d'influence entre les trois acteurs, ici Monnet insistant auprès de Quesnay sur la nécessité d'une forte participation française<sup>2003</sup>. Le lendemain c'est, sur le même thème, encore une « discussion avec Monnet : puis-je partir sans nouvelles certaines négociation Paris d'où [ou d'or] marché français. Croit

---

<sup>2003</sup> Même idée le lendemain lors d'une « Discussion avec Monnet : puis-je partir sans nouvelles certaines négociation Paris d'où [ou d'or] marché français. Croit participation française essentielle pour nous. /Je télégraphie ».

participation française essentielle pour nous ». Le 15 février, les pressions, toujours amicales et feutrées, se font un peu plus pressantes, à propos d'une question voisine, puisque « Denis et Monnet me joignent pendant la douche : veulent dès origine débuts de mise en application programme générale au lieu chemin de fer ». Dans ces « dernières journées » c'est encore avec ses amis qu'il règle les derniers détails puisque le 16 c'est « chez Monnet [que] discutons leurs lettres de mission et ce qu'au déjeuner je dirai à V[intilia] B[ratianu]. / Banque : ma lettre – gouverneur [ ? ] les directions et la revalorisation de l'émission / Dangers hongrois de Schröder / Chez Badulescu ». Une fois rentré à Paris<sup>2004</sup>, Quesnay ne perd pas de vue la question roumaine, son voyage ne constituant qu'une étape intermédiaire : le 19 février 1928 « 6H Taxi Blair avec Benard [ou Benoit] et Pleven, étude situation et moyens pousser au bout », le 28 « Vu quai d'Orsay sur la question chemin de fer roumain ». Arrive ensuite, en mars et avril 1928, le voyage aux Etats-Unis, sur lequel on reviendra, pour achever le programme de stabilisation. Au retour, Quesnay reçoit les responsables roumains lors de leurs fréquents passages à Paris<sup>2005</sup>. Il semble même être pressenti un moment pour occuper le poste de contrôleur à Bucarest, puisqu'il note le 24 avril 1928 « télégramme roumain accepte ma nomination Bucarest ». Mais cette hypothèse est balayée quand le 4 juillet le « Gouverneur refuse que je parte avec Rist Roumanie ». Faut-il lier cette décision à la confusion qui semble alors régner à la tête de l'Etat roumain puisque le même jour « Bratiano veut démissionner – Rist part demain » ? Elle n'empêche pas Quesnay, toujours en lien avec Monnet, d'une part de continuer à agir directement auprès de ses interlocuteurs roumains pour

---

<sup>2004</sup> Le retour se fait le 18 par un « temps superbe Budapest /Bratislava /Causerie parlementaire libéral / Vienne » « Salzbourg sous la neige ».

<sup>2005</sup> Le 10 avril 1928 « attends en vain visite Antonesco » puis le 19 « 11H Gouverneur Radesco [...] 5H Kiriacesku » ; le 21 mai 1928« Visite Kiviacescu [il s'agit vraisemblablement d'Oscar Kiriacescu, sous-gouverneur de la Banque nationale de Roumanie selon Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.64]. Va enfin partir Londres mercredi avec Badul et Monnet » et le 23 « déjeuner roumain / Départ Badulesco pour Londres ».

faire avancer le plan ébauché à Bucarest<sup>2006</sup>. D'autre part il semble être consulté à propos du poste pour lequel il fut un moment pressenti, informant certains prétendants<sup>2007</sup> ou déconseillant d'autres<sup>2008</sup>, jusqu'au 24 juillet 1928 quand il « propose au gouverneur Monès ou bien Auboin / 12H Auboin Petite Biche lui expose affaire, crois qu'il acceptera et y fera très bien / 5H Auboin gouverneur qui lui propose et part en congés ». Scrutant toujours la situation roumaine aussi en termes d'opportunités pour les entreprises françaises<sup>2009</sup>, il note aussi les hésitations roumaines : ainsi le 17 août 1928 « Lettres Bate et Bratianu inquiets retard roumain » ; et le lendemain « Bratiano refuse arrivée immédiate Auboin et passage par Paris. Mauvaise impression. / Fais signer lettres par Moreau. Discutons Roumanie et acceptations ». A la demande de Rist<sup>2010</sup>, il repart même pour la Roumanie du 8 au 15 octobre 1928<sup>2011</sup>. Il s'agit d'abord de finaliser le plan de stabilisation, tâche à laquelle Quesnay s'attelle dès son arrivée, le 9, « Au travail / Avec Bolgert [ill.] étalages, rues animées et souriante. Banque. / Kiviacescu, Burillianu, Balanescu Boyesaiano / Remettre à cause récolte serait folie » « au ministère Badulescu toujours débordé, allons étudier situation banque après dépôt de cartes à la légation / Révision de chiffres on y voit clair.

---

<sup>2006</sup> Le 7 juillet 1928 « Kiviacescu, je le bouscule. » puis le soir « 10H auto Monnet : son plan Caisse autonome roumaine empruntant [ ? ] à la place de l'Etat ».

<sup>2007</sup> Ainsi le 17 juillet 1928, « Ecrit à Gaillet Billoteaux [qui est alors membre de la délégation du comité des Garanties à Berlin cf. Etienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.II p.69] pour Bucarest », puis le 23 « 6H Gayet : ne peut quitter complètement Berlin, viendrait en expert, difficile... / Pense à genre Deyras Chalendar [ill]... faible » « téléphone Monnet qui part Londres suggestion Auboin »

<sup>2008</sup> Ileana RACIANU rappelle, dans *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.112, qu'il se montre, dans une lettre à Avenol du 18 juillet 1928, peu favorable à la candidature de Jacques Rueff en raison de l'antisémitisme latent en Roumanie.

<sup>2009</sup> Le 25 juillet 1928 il note ainsi « 11H Martignon : pétrole roumain (Sg Steava) et financement des filiales ». De même le 8 août 1928 il est question de l'« acceptation de traites de pétrole par Générale ou Dreyfus – Leclerc Banque du Marco et affaire roumaine Moret [ ? ] ».

<sup>2010</sup> Le 1<sup>er</sup> octobre 1928 « Rist voudrait que je parte en Roumanie ».

<sup>2011</sup> Pendant le 8 octobre, il note « « Yougoslavie : on dirait une plaine de France sauf gens incultes ».

Les sommes affectées suffiront malgré implorations Bogevaiano [ ?] mais il faut libérer banque des garanties raffineries et autres. Laisserons 4 milliards de reliquat de dette » « nous emmenons Badulescu dîner avec nous » « nous montons ensuite travailler dans nos chambres jusqu'à 1 heure. Statuts : les 3 formes. Badul[esco] trouve comme moi la dernière Rist donne trop décousue [ ?] ». Mais l'autre tâche, relativement originale, qu'il doit mener, est de convaincre les hauts cadres de la Banque nationale de la Roumanie de la nécessité d'appliquer le programme de stabilisation : c'est ce qui transparait de la longue description de la journée du 10, après le matin avoir « convoqué Kivia au ministère pour neuf heures. Les collègues et lui sont en train de réviser les statuts. Je lui remets formule sur Conseil devant cesser être composé de directeurs. / Révise programme liquidités banque » puis « déjeuner Bratiano : même bonne atmosphère patriarcal [sic] entre sa femme et ses jeunes chasseurs de fils / Longue causerie sur Roumanie, France, plan Dawes. Photos du Lido / Retour au ministère travail de réfection du programme. Je dois aller à la Banque comparaitre devant comité des directeurs », « quand nous y arrivons (voiture), fumée, tribunal. On revoit du début. Un seul point occupe ces messieurs : leur avenir, les règles d'administration. Etablir incompatibilité pour garder leur chapelle et obliger à hauts traitements. Pour comité de direction, ils demandent ajournement indéfini, suppression même aux statuts de ses [pour ces ?] règles : une A[ssemblée] G[énérale] dans 3 ans en déciderait. Je refuse, me fâche puis propose télégraphe A[ssemblée] G[énérale] si on me propose texte supprimant confusion administration et Direction. On me dit que ce n'est qu'une apparence, qu'on admet le texte. Il est 10 heures du soir ! » D'après ses notes des jours suivants, il semble bien que son impression première, à la sortie de cette réunion à propos de « la Banque tout entier à sa proie attachée ? », se confirme dans les jours suivants à propos de ce second point, tandis que la rédaction du programme avance convenablement jusqu'à son achèvement dans la soirée du 11<sup>2012</sup>. Malgré

---

<sup>2012</sup> Le 11 octobre « Vers les 9H du soir nous achevons le programme ».



les différentes pressions dont ils sont l'objet<sup>2013</sup>, les directeurs ne cèdent pas, puisque le 12 « à la Banque Kivia sinistre annonce retrait par ses collègues de leur acceptation. Je somme Burudi [ ?] de choisir. Il menace avenir et rappelle leur assemblée [ ?] / Je pars furieux », ce qu'il confirme une fois dans le train du retour avec « lettres du G[ou]v[erneu]r au P[résiden]t et à Buril / Il faut souligner l'incapacité des directions ». De retour en France, il poursuit la finalisation du programme : ainsi le 26 octobre 1928 à la « Banque – Monnet et des *lawyers* sur le prospectus et le programme discutent dans mon bureau pendant que avec le gouverneur discute annuités, lui fais abandonner notion des valeurs acquises pour revenir aux valeurs actuelles ». Outre sa critique contre la « mauvaise foi roumaine »<sup>2014</sup>, on retrouve les questions du contrôleur étranger – le 31 octobre 1928 « déjeuner Antonesco chez Rist / On règle son statut là-bas » et le lendemain « Rist me télégraphie pour Auboin / Mande celui-ci [...] lui expose changements situation politique, position Rist opposition nervosité [ ?] attacher son nom à l'affaire. En principe d'accord » - toujours dans un contexte roumain relativement agité. Ainsi le 4 novembre 1928 « Bratiano a démissionné / Téléphone à Monnet – partir là-bas ? » donc le 5 il a « discuté gouverneur Réparations et Rist Roumanie, Antonesco est là / Valeurs actuelles » « Gouverneur tableaux Roumanie [...] Que vont décider les Roumains emprunt ou élections / Chute lei et stabilisation plus tard / Titulesco traverse Paris / Radulesco au téléphone. Part avec lui », avant que finalement le 14 « Monnet téléphone : Roumains se décident à continuer ». A la fin novembre 1928, il envisage ce dossier davantage sous l'angle des rapports de force entre les acteurs français : une fois soulignée, le 27, la nébulosité de la situation<sup>2015</sup>, il note le 29 la « Visite Monnet / Ordres New York.

---

<sup>2013</sup> Le 10 octobre, c'est manifestement Kiviacescu qui « leur rappelle qu'ils n'auraient pas mérité d'être nommés là par lui ».

<sup>2014</sup> Le 27 octobre 1928.

<sup>2015</sup> « Gouverneur : télégramme de Rist réponse – appelé Monnet – Auboin Comert – avec Denis et Rist sur la vraie signification des chiffres du déficit roumain. Ils en ont assez ! »

Prévenir groupes de l'état leur marché et de leur impossibilité prendre part prévu / Banque Paris triomphe : Finally effraie gouverneur qui refuse voir Monnet. Que faire ? / Tranche réduite Blair seul garderait Faire aussi GS [ ou 65?] ? », l'accès à Moreau étant encore l'élément clé. Il conserve la même grille de lecture en janvier 1929, le 15 « Rist effrayé par Banque de Paris flirtant avec Schroeder pendant discussion conditions emprunt roumain », puis le 16 « Déjeuner Moreau : revois Monnet Smith – Popovici Radulesco Moret Rist Auboin / Entre Auboin et Chevalier qui informe pas Moreau son désir fermer marché sa note opération roumaine torpille – ne digère pas ce hors d'œuvre – déjeuner fin – Fragonard Galerie Dorée / Chez Rist à l'appartement. Discutons cette affaire roumaine qui va assez mal » et un peu plus tard « 1H¼ Hôtel Ritz Roumains grand déjeuner après lequel je prends Radulesco pour attaquer manœuvres Londres contre opération / Etais à table à côté de Chevalier de l'autre côté du ministre – avons parlé Réparations, Seydoux, régime fiscal / Smith et Anglais absents / Retour au bureau avec Monnet / Finir cette difficile affaire roumaine / Faire agir Popovic Bucarest (Rist verra Diamond) et Poincaré ou Briand »<sup>2016</sup>. Ces derniers échanges remettent en avant un des éléments clés de la question roumaine, les relations entre les Banques de France et d'Angleterre.

*Au cœur des relations avec la Banque d'Angleterre.*

Cette question est en quelque sorte l'arrière-plan sur lequel se résout le dossier roumain, malgré la rareté des références explicites faites par Quesnay à ce propos dans ses carnets. Depuis Bucarest, au cours de son premier séjour, il voit bien comment son action en Roumanie participe de la remise en cause par la Banque de France de la suprématie britannique, quand il note, le 15 février 1928 à propos de l'« arrivée télégramme Rist : Norman a écrit Moreau pour SDN. Moreau voit rouge : part pour

---

<sup>2016</sup> A propos du changement d'attitude roumaine, semblant se tourner vers la SDN, provoquant la menace de Moreau de cesser les négociations et le rôle de conciliateur de Rist cf. Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.132-133.

Londres poser tout le problème égalité nos deux banques ! La bataille ! »<sup>2017</sup>. Quelques jours plus tard, de retour à Paris, il s'engage directement dans ce sens, le 2 mars 1928, quand, alors que le « gouverneur roule vers Nice [il] reçoit Kiriacesku ; Denis l'empêche de partir pour Genève voir Titulescu. Je le somme de déclarer publiquement qu'en aucun cas Roumanie n'ira par Genève ». Pourtant l'attitude de Quesnay et sa position n'ont pas toujours été aussi tranchées. Il est sans doute celui qui, dans l'équipe dirigeante de la Banque France, envisage les relations avec leur homologue britannique de la manière la plus constructive possible. Dès février 1927, alors qu'il se penche sur « le scandale de l'accord Banque de France Banque d'Angleterre »<sup>2018</sup>, vraisemblablement l'accord signé en 1923<sup>2019</sup>, il « travaille compte Banque d'Angleterre / Discuté avec Rist [...] Soirée avec Moreau lui expose argumentation à soutenir à Londres »<sup>2020</sup> ; de même quelques jours plus tard, il envisage son rôle de manière positive : « chez Rist discussion Banque d'Angleterre Je trouve nouvelles solutions »<sup>2021</sup>. Dans la foulée, il participe aux échanges lors de la visite de Norman à la fin du mois : on remarque dans le compte-rendu, assez bref, qu'il en fait, l'importance des échanges qu'il a seul avec les britanniques notamment Harry Siepmann<sup>2022</sup> : le 26 février après le « dernier entretien avec

---

<sup>2017</sup> Il n'y a pas de référence directe à ce télégramme dans le journal de Moreau.

<sup>2018</sup> Le 16 février 1927.

<sup>2019</sup> Puisqu'il semble l'évoquer le 15 « déjeuner Avenol : discutons remboursement antique dette commerciale [ ? ] à Banque d'Angleterre [...] Revois avec Lacourt dette Banque d'Angleterre ».

<sup>2020</sup> Le 17 février 1927.

<sup>2021</sup> Le 22 février 1927.

<sup>2022</sup> Selon John Fforde, *The Bank of England and public policy, 1941-1958*, CUP, 1992, p.38, n.10, Harry Arthur Siepmann (1889-1963) après sa scolarité à Rugby puis à Oxford (New College), devient fonctionnaire du Trésor de 1912 à 1915. Mobilisé de 1915 à 1919, il est de retour au Trésor en 1919 et prit part à la conférence de la paix de Versailles, au titre de la délégation britannique. En 1923-24, il est assistant du membre des finances au conseil du Vice-roi des Indes. De juillet 1924 à 1926, il est conseiller étranger de la Banque Nationale de Hongrie. Entré à la Banque d'Angleterre, il est conseiller du Gouverneur de 1926 à 1932, puis chef du département de l'outre-mer et

Moreau / Calculs de tableaux / Arrivée Norman Siepmann / Discussion toute la matinée / Déjeuner au conseil de Régence / Gillet TB / Reprise causerie Rist / Puis thé Leclerc sans Norman / Conversation Moreau / Raconte à mon service » et le dimanche 27 au Plaza il échange avec « Norman (l'Europe et l'Amérique) Siepmann (ses impressions d'hier) [...] Moreau Siepmann / Départ de Norman causerie Siepmann », on notera au passage la dimension globale de l'échange avec le gouverneur anglais ; donc le 28 il fait en quelque sorte son rapport lors d'une « visite au gouverneur sur hier ». De même il accompagne Moreau lors de son voyage à Londres un mois plus tard du 23 au 25 mars 1927 : le 23 il est « en route [dans l']auto [du] gouverneur Mme Moreau Gare du Nord / Rist Pouyanne » puis « causerie Pouyanne [à] Folkerstone / pullman dîner » une fois à Londres « Norman Siepmann » ; le lendemain « breakfast chez Moreau / promenade Hyde Park » puis « visite Fleuriau » « téléphone Pouyanne » et il « prépare visite à Niemeyer et heure départ » ; est rédigée une « carte chez Pouyanne pour premier ministre /Banque d'Angleterre / beau joueur mais touché – sympathique conviction [ ? ] modalités pratiques : dans 10 jours » « Niemeyer / journalistes Pouyanne ici – on s'habille – dîner Fleuriau ». Refusant par contre de participer à un séjour à Londres manifestement aux enjeux moindres<sup>2023</sup>, il participe activement à la préparation de la visite de Norman à Paris en mai 1927 quand, à l'occasion d'une visite préparatoire de Siepmann, il note, le 21 mai 1927, dans le cadre de l'affaire polonaise :

« Pourtant je plaide devant Rist chez Moreau. 'Epatant' dit Rist – j'obtiens qu'on essaie de juger [ ? ] B[anque d']A[n]g[le]terre à nous aider spontanément sans que nous enfonçons le couteau et qu'on profite pour passer accord général sur problèmes monétaires, dettes et réparations, reconstruction / Siepmann enchanté – déjeune avec Rist : ils ont manqué de

---

de l'étranger (1932-1935) ; il sera conseiller du gouverneur de 1935 à 1945 puis Executive Director de 1945 à 1954.

<sup>2023</sup> Le 11 avril 1927 « on m'a téléphoné : partir demain pour Londres avec Carriguel pour replacer £ 18 millions. Pas de feu sacré, justement mercredi maison Saint Martin, le fait entendre à Rist ; il ira ».

surveillance sur leur marché /Avenol jubile. Quelles belles journées : liquider en bonne humeur 5 ans d’humiliation ! / Avenol content de Poincaré : l’a vu, part pour Grèce – vient voir Moreau – je cours de Moreau à Rist, Monnet, Denis / Excitation intellectuelle de 1<sup>e</sup> ordre / Rentre à la maison avec Avenol »

Alors qu’il semble que ce soit non Quesnay mais Avenol qui « jubile » de prendre une réelle revanche sur Norman, dans un état d’esprit qui correspond à celui de Moreau<sup>2024</sup>, le chef du service des Etudes de la Banque cherche lui à ne pas détériorer durablement les relations entre les deux banques pour chercher un « accord général » qui correspond bien à sa capacité à envisager globalement les différents dossiers. Confirmant cette hypothèse, il a noté la veille à l’occasion d’un échange personnel avec le « collaborateur préféré » de Norman<sup>2025</sup> : « retour à pied. Levons toutes arrière-pensées. La façon de [ill] ! Ce que B[anque d’]A[n]gleterre] a fait en Autriche, Bulgarie et Grèce... et France complique ma tâche de conciliation ». Pourtant plutôt dans la journée, Quesnay évoque une revanche mais « amicale » sur la situation passée : « Discussion Siepmann / Voulait ergoter pas de création de crédit – je le tombe !!! Devez avoir sur étranger pouvoir que nous avons sur vous. Ils sont formidables... - ne soyez pas Samson – non, mais vous avez,-vous, abusé ? Et c’est la revanche amicale de 5 ans – écrit à Norman ». Ces échanges préparent la visite de Norman quelques jours plus tard, dont les différentes sources soulignent l’importance<sup>2026</sup> : alors que Rist dans son journal mentionne cette visite « à 3 heures. Elle dure jusqu’à 7 heures !!! »<sup>2027</sup>, Quesnay note « GRANDE ENTREVUE NORMAN / Tension sous cordialité apparente / 4H sans arrêt ni thé / Pas satisfaisant / Moreau part – taxi Monnet / 9H maison – Siepmann a téléphoné / Taxi

---

<sup>2024</sup> Cf. notamment le grand exposé de Moreau à Poincaré pour « détourner les pays en mal monétaire du Comité de Genève et leur venir en aide sans recourir au mécanisme monté par l’Angleterre » le 6 février 1928, dans ses *Souvenirs*, *op. cit.*, p.488-489.

<sup>2025</sup> Formule de MOREAU, *Souvenirs... op. cit.* p.251.

<sup>2026</sup> Charles P. KINDLEBERGER (*La grande crise mondiale 1929-1939*, *op. cit.* p.64-65) souligne que cette entrevue permet une trêve entre les deux banques centrales.

<sup>2027</sup> ABF fonds Rist, boîte 17.

Plaza / Avec Norman jusqu'à 12H / Avec Siepmann jusqu'à 2H ». De même on retrouve l'idée chez Rist d'une réunion finalement peu concluante car « la visite est restée sans résultat. Chacun a gardé ses positions ». On dispose aussi d'un assez long compte-rendu de cette rencontre dans le fonds Quesnay des Archives nationales<sup>2028</sup> que Moreau va très largement reproduire dans ses *Mémoires*<sup>2029</sup> : le gouverneur français commence par souligner la nécessité, pour la Banque de France, de freiner les achats de devises qui affluent sur le marché de Paris, en partie par des mouvements spéculatifs, donc « il faut agir aussi à l'étranger » par exemple Berlin pour « arrêter le jeu »<sup>2030</sup>, c'est-à-dire qu'« il faut faire cesser ces grands mouvements internationaux de capitaux spéculatifs, donner une leçon aux modernes capitaines de grandes compagnies qui ont épuisé, avec leurs banques, successivement tous les marchés en évolution ». Avec ces opérations « Paris acquiert un pouvoir formidable sur Londres et sur New York » mais en convertissant les livres et les dollars en or Paris pousse Londres à agir sur places comme Berlin<sup>2031</sup>. Or Moreau assure que « la Banque de France ne tient pas à exercer sur Londres une contrainte. Obligée d'arrêter la spéculation, elle préfère n'avoir pas à tirer sur Londres et que, les Anglais tirant les premiers, spontanément sur l'Europe Centrale, le résultat final soit atteint par une franche collaboration sans perturbation pour les marchés intermédiaires »<sup>2032</sup>. Norman, après avoir défendu le

---

<sup>2028</sup> AN 374 AP.19-20. Il est probable que Quesnay en soit l'auteur puisqu'il mentionne le 28 mai « toute la journée sur PV Norman au lieu d'aller à Rouen » et le 30 « on tape à toute allure ma note » qu'il relira à Londres avec Siepmann le 1<sup>er</sup> juin « Siepmann : lisons PV chacun voit position de l'autre ». Il y en a également un exemplaire dans les ABF Fonds Rist boîte n°17.

<sup>2029</sup> Emile MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.324-333. Il semble, finalement, être le plus positif à l'issue de cette rencontre puisqu'il note « pour ma part, surtout après mon entretien avec M. Norman, j'incline à plus de modération. Je ne veux pas jeter la livre sterling par terre, ce qui viendrait troubler encore l'œuvre de reconstruction de l'Europe et ce qui nous vaudrait des reproches sans doute justifié de Strong et des Américains »

<sup>2030</sup> P.2

<sup>2031</sup> P.3.

<sup>2032</sup> P.4.

refus encore nécessaire de Schacht de relever son taux escompte, justifié pour « abattre la spéculation sur son marché en lui rationnant les crédits »<sup>2033</sup> souligne les « conditions exceptionnelles » offertes aux capitaux étrangers sur le marché de Paris<sup>2034</sup> donc il préconise « une baisse du taux d'escompte de la Banque de France ayant un effet psychologique d'avertissement. Une modification, non une suppression de la Loi sur l'exportation des capitaux » pour que banques françaises renvoient devises vers étrangers « une déclaration, sinon de stabilisation, du moins de la ferme intention du Gouvernement et de la Banque de ne pas abandonner actuellement le cours du franc sous la pression du mouvement spéculatif présent »<sup>2035</sup>. Ensuite il souligne que son action à Londres est incapable de soulager la situation de Paris décrivant le « mécanisme de haute précision » permettant à sa banque de suivre « pas à pas » le marché de Londres<sup>2036</sup> et comment « il y a concentration des soldes étrangers à Londres dans les mains de la Banque de France »<sup>2037</sup>, il explique que « ce qui fait le tragique de la situation anglaise, c'est en effet l'état de l'industrie. Toutes les banques du Royaume sont engagées au maximum pour soutenir l'industrie ; la proportion d'immobilisation est arrivée au maximum : 54% des disponibilités sont prêtées à l'industrie qui ne peut s'en passer, quand bien même on mettrait l'argent à 10% » rendant impossible toute augmentation du taux qui pèse sur les entreprises<sup>2038</sup>. Alors que Rist (p.18-19) dit comprendre le souci anglais de préserver l'étalon-or mais justifie les mesures de la Banque de France prises « pour sauver son étalon-or à elle »<sup>2039</sup>, Quesnay qui « éprouve une grande sympathie pour les difficultés de l'Angleterre », d'abord doute

---

<sup>2033</sup> P.5.

<sup>2034</sup> P.7 : « du 6,5% pour la vie, plus l'espoir soigneusement entretenu de la possibilité d'une prime de revalorisation peut-être formidable » (p.8).

<sup>2035</sup> P.9.

<sup>2036</sup> P.11.

<sup>2037</sup> P.12.

<sup>2038</sup> P.14.

<sup>2039</sup> P.18.

qu'il n'y ait pas de crédits spéculatifs à Londres , ensuite analyse la situation comme l'apparition, à côté de Londres, d'un « autre grand marché offrant une sécurité suffisante et en plus des avantages exceptionnels » ne laissant d'autre choix à Londres que d'augmenter taux pour combler ce « trou permanent » et enfin mesurant bien difficultés de industrie anglaise, souligne le caractère inapproprié de la baisse taux anglais en avril<sup>2040</sup>. Dans les « conclusions », Moreau, dans une perspective qui pourrait avoir été suggérée par Quesnay, propose de réfléchir aux « bases d'une politique commune pour a) le contrôle et la défense des deux marchés monétaires b) la coordination des intérêts français dans les questions de dettes et de réparations c) pour les problèmes de reconstruction financière dans les divers pays d'Europe » ; Norman propose étendre l'accord qu'il a avec Schacht pour le point a et d'étudier les points b et c, des visites croisées de Quesnay et Siepmann étant prévues pour réfléchir à ces propositions<sup>2041</sup>. Après ce compte-rendu de l'entretien proprement dit, on trouve les « Impressions d'après entretien »<sup>2042</sup>, consacrées, en fait, à l'entretien Quesnay-Siepmann-Norman de la nuit suivante : une fois effectué le constat de « l'affaiblissement de l'Europe, de l'insuffisance des couvertures-or de ce côté-ci de l'Atlantique, de la nécessité de l'aide américaine [et que] la Banque de France ne peut être seule à soutenir la livre sterling, il faudrait qu'elle puisse répartir entre plusieurs banques d'émission le crédit qu'elle est obligée de faire à la Banque d'Angleterre », Quesnay insiste sur le rapprochement franco-anglais avant toute discussion avec l'Allemagne ; Siepmann fait part de son impression pénible de l'entretien de l'après-midi, comme si « chercher une politique commune revenait à indiquer ce que l'autre devait faire ! ». Survient ensuite un entretien plus proche : la Banque d'Angleterre est heureuse de traiter avec 3 gentlemen puis « il nie leur impérialisme et leur égoïsme mais craint que, tel Samson, nous

---

<sup>2040</sup> P.19-23.

<sup>2041</sup> P.24-25.

<sup>2042</sup> P.26-30



n'abusons de nos forces auxquelles ils commencent à croire ». Quesnay propose alors d'abord d'étudier la solution de Norman de baisse des taux d'intérêt, ensuite de travailler énergiquement à transférer à d'autres les créances de la Banque de France sur Londres (Fed notamment) et enfin pour l'avenir d'acheter le moins possible de livres et créer à Paris un marché du dollar. Certains des éléments se retrouvent dans le journal de Rist : « Quesnay, dans la nuit, a une longue conversation avec eux. Il sent qu'ils ne sont pas plus satisfaits que nous du résultat. Mais l'idée que leur étalon d'or est menacé les rend fou. Norman a dit dans la voiture à Siepmann : 'nous avons une chance unique ; nous avons pour la première fois affaire à la Banque à trois gentlemen – et il n'y a pas moyen de s'entendre. Du reste aucun d'eux n'est représentatif des français que je n'aime pas !' ». Il souligne aussi l'inversion du rapport de force au détriment du gouverneur anglais qui « a été grand comédien, mais il a dévoilé toute la faiblesse du marché de Londres et son étonnement de la force que nous avons accumulée vis-à-vis de lui ». Le voyage de Quesnay à Londres, du 31 mai au 3 juin est une conséquence directe et prévue lors de cette rencontre des gouverneurs. Il s'agit pour Quesnay d'explicitier à nouveau la position française, comme c'est net le 1<sup>er</sup> juin « téléphoné Pouyanne Win Kelson, Siepmann / Visite Pouyanne très ému. Essaie lui expliquer notre position – son auto me conduit à la Banque 11H ½ / Siepmann : lisons PV chacun voit position de l'autre. Explique notre retrait ½ £ or, montre nécessité nous démobiliser des stocks passés de £ et plus en acquérir » « 5H½ Norman et sous-gouverneur. Je suis clair et netraliste [ ? pour neutraliste ?]. Peser sur £ pour avenir – répartir notre crédit passé » « dîner Pouyanne / Refuse soirée Pouyanne avec marins français ». Puis, le lendemain, a lieu un « déjeuner [avec] Siepmann [pendant lequel] amitié / Arrivons à formes concrètes d'accord / Taxi Niemeyer / Leith Ross<sup>2043</sup> et Niemeyer / Or. Leur faire baisser la tête (Mais Winston, politique, les dettes...) / (taux

---

<sup>2043</sup> Sir Frederick Leith Ross avec qui Quesnay a déjà travaillé en Autriche est un des principaux responsables de la Trésorerie britannique.

plus haut Norman et banque d'Etat) Problèmes des dettes : expose mes vues. Niemeyer prêt à lutter sur bien des points<sup>2044</sup> ». Le lendemain, Quesnay est moins précis quant au contenu des discussions : « taxi Salter » « Pouyanne Gauthier » « Seith Ross Siepmann » « Deputy Governor » « dîner Layton » « National Liberal club » avant de rentrer en France. Les remarques du 8 juin suivant - « Gouverneur soucieux : pas empiéter sur Finances. Ne plus voir Niemeyer. Bon ! / Qui rapports à Londres / Siepmann trouve difficultés chez Norman aussi » - montrent Siepmann en quelque sorte comme le miroir de Quesnay, étant confronté aux mêmes difficultés de son côté, en particulier dans les rapports à l'intérieur de la Banque et avec les Finances<sup>2045</sup>. Il le retrouve dès le 10 juin à l'occasion d'un nouveau séjour londonien : « chez De Fleuriau » puis « avec Pouyanne en auto à B[anque d']A[nleterre] / Siepmann / Vissering est là / On voit que ce sera dur. Lui explique nos difficultés à discrimine [ ?] sauf pour or : expert “stabiliser [ ?]” l'engueule – déjeuner. Explique à Siepmann qu'il leur faut taux plus élevés ou crédits ! My God ! / Devant Lumbock, député gouverneur / Très inquiété, refais mon réquisitoire. Téléphone à Rist / élévation taux Schacht, puis Vissering ». Puis le lendemain, « Fleuriau avec Pouyanne / Papiers de celui-ci : escompte de dette anglaise (300), américaine (300) et Banque de France (400) par émission Dawes. Banque / Norman : discrimination par taux – répartition des balances par crédits – presse. Négatif le souligne. C'est avec son gouvernement qu'il a difficulté : Strong arrangera ? / Déjeune banque Grenfeld / Reprenons : présenterai mais rien / Partons Siepmann et moi » vers Molifield où il goûte au « charme du cottage anglais » de Siepmann où il passe le dimanche 12 avant de rentrer par Calais le

---

<sup>2044</sup> MOREAU, dans la relation qu'il donne de cet échange (*Souvenirs... op. cit.* p.339) note « A la Trésorerie, sir Otto Niemeyer a été menaçant. Il a dit à M. Quesnay, qu'au cas où nous continuerions à drainer l'or de la Banque d'Angleterre, il présenterait au Gouvernement français, pour être payées, les obligations du Trésor détenues par lui. Il a d'ailleurs vivement critiqué, paraît-il, la politique de la Banque d'Angleterre, à laquelle il reproche d'être purement monétaire ».

<sup>2045</sup> Sur ce dernier point, Quesnay avait noté le 7 juin 1927 « Dureté Niemeyer / Crainte ambassade / Bonne volonté BA / Mais Sergent dit qu'Abbis à Berlin n'a pas parlé pour relèvent [ill] ».

lendemain. La grande proximité personnelle entre les deux hommes se manifeste à cette occasion comme lors de la visite parisienne de Siepmann, le 18 septembre 1927 - « Siepmann vient déjeuner. Bonne intimité calme et franche » « Il me raconte ses malheurs : divorce, ici même celle qu'il eût dû épouser, mariée » - les deux amis allant ensuite applaudir *Knock* « très bonne pièce de Jules Romain jouée par Jouvet ». Cette proximité personnelle apparaît aussi assez clairement dans la partie de leur correspondance conservée aux Archives nationales<sup>2046</sup> : ainsi, le 3 juillet 1927, Siepman en vacances en France a « besoin d'argent, et il me paraît plus simple de vous envoyer un chèque que d'entrer en correspondance avec Londres : ce qui démontre déjà que Paris est redevenu un marché international » ; il en profite pour lui glisser malicieusement « il vous intéressera peut-être de savoir qu'à Toulon on est encore à peine tombé sur l'idée que le franc français est stabilisé sur la livre sterling ». Ces échanges épistolaires, qui ne peuvent remplacer les contacts directs<sup>2047</sup>, sont d'une nature fluctuante entre correspondance privée<sup>2048</sup> et semi-officielle<sup>2049</sup>. Leur but est clair, fluidifier au maximum les relations entre les deux instituts d'émission, par une action protéiforme, en particulier par des efforts pour expliciter leur politique réciproque, pour échanger des informations et pour se prémunir vis-à-vis de l'opinion publique. C'est très clair dès le 9 octobre 1926 quand Quesnay écrit à Siepmann « j'ai hâte de pouvoir vous expliquer de vive voix la situation qui n'est pas aussi compliquée et aussi trouble que le croit la presse financière anglaise. Il y a bon nombre d'éléments

---

<sup>2046</sup> Dossier « Correspondance Siepmann » AN 374 AP 9.

<sup>2047</sup> C'est elle qui permet à Siepmann le 30 décembre 1926 de gourmander un peu abruptement Quesnay à propos de son silence : « malgré toutes les indications qui pourraient me conduire à une conclusion contraire, je veux supposer que vous n'êtes pas mort, et je me permets de vous envoyer pour vous-même, votre famille, et pour la Banque tous mes meilleurs souhaits pour l'année prochaine ».

<sup>2048</sup> Par exemple l'envoi « à titre tout à fait personnel » de la lettre de Siepmann à Quesnay le 10 décembre 1926.

<sup>2049</sup> Comment expliquer sinon le fait qu'un certain nombre de ces lettres aient été traduites ?

favorables et je regrette que les circonstances n'aient pas encore permis que nous les envisagions ensemble. Le but officiel de mon voyage sera d'étudier avec vous l'organisation du service d'observation monétaire que j'ai commencé à créer ». On notera au passage la distinction entre buts officiel et réel du voyage envisagé. Au cours du dernier trimestre 1926, les demandes d'information réciproques se multiplient<sup>2050</sup>, y compris à propos de l'attitude des deux banques centrales en Hongrie<sup>2051</sup> et Yougoslavie<sup>2052</sup>, théâtres dominés par les Britanniques, « preuve de l'intimité de nos relations »<sup>2053</sup>. De même, quelques jours plus tard, le 17 décembre 1926, l'envoi de l'aide-mémoire Ivanof par Siepmann « devrait être un moyen d'éviter quelques malentendus qui pourraient résulter des rapports inexacts que donnent quelquefois les voyageurs qui passent par Paris en retournant chez eux ». En ce qui concerne la Pologne, Quesnay fait part de son optimisme, au regard notamment de la qualité du personnel politique local : « je crois au développement rapide de la prospérité polonaise dans les prochaines années, j'ai confiance dans les gens qui sont à la tête des affaires, je vous dirai pourquoi, mais je ne crois pas que le retard apporté à vous renseigner puisse être qualifié d'une perte de contact entre nos deux banques »<sup>2054</sup>. A propos de la Roumanie, l'échange d'informations débute, après que Siepmann ait fait part de sa

---

<sup>2050</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre 1926 il demande à Quesnay d'intervenir auprès des responsables pour recevoir le *Bulletin d'Information* que lui a fait connaître Denis. Le 15 du même mois, il le remercie pour l'envoi des index hebdomadaires de la Banque de France qui « nous sont extrêmement intéressants ».

<sup>2051</sup> Le 15 novembre 1926 Siepmann demande à Quesnay : « je vous serais très reconnaissant si vous vouliez bien me faire part de vos opinions officielles dans une forme que je pourrais transmettre directement aux Hongrois » et le 10 décembre 1926 il envoie « à titre tout à fait personnel » de l'aide-mémoire sur les conversations entre la Banque d'Angleterre et Novakovics Directeur Général de la Banque nationale serbe qui ont eu lieu à Londres du 29 novembre au 4 décembre 1926.

<sup>2052</sup> Ce sera encore le cas le 14 avril 1928 quand Siepmann conclut sa lettre par la litote : « I have no further news of Monsieur Novakovics, but I shall not fail to let you know what happens »

<sup>2053</sup> Formule dans la lettre du 17 décembre 1926 à propos de d'une « explication personnelle » transmise par Charron à propos d'une lettre et d'un aide-mémoire « je vous remercie de cette nouvelle preuve de l'intimité de nos relations ».

<sup>2054</sup> Quesnay à Siepmann le 31 décembre 1927.

connaissance des démarches entreprises à propos de ce dossier le 29 décembre 1927<sup>2055</sup> : le 31 Quesnay répond, en soulignant le caractère vague des propositions roumaines, que « vous pouvez me croire quand je vous affirme confidentiellement que nous-mêmes ignorons tout à fait si quelque chose peut sortir de là » et que si quelque chose en sortait la Banque de France adopterait une « attitude aussi correcte et aussi amicale que l’a été l’attitude de la Banque d’Angleterre vis-à-vis de nous dans l’affaire italienne ». Le 24 février 1928, c’est Siepmann qui envoie la lettre adressée par la Banque d’Angleterre à Burillianu et qui assure par ailleurs Quesnay que la Banque d’Angleterre suit « en aveugle » le schéma prévu par la Banque de France et la Fed, même si le désintérêt de la Banque d’Angleterre, à propos de la Roumanie, n’est pas aussi fort que celui de Moreau à propos de l’Italie<sup>2056</sup>. Malgré cette réaffirmation d’un soutien compatible, selon Siepmann, avec l’expression d’une “petite musique” britannique autonome<sup>2057</sup>, la réponse de Quesnay du 27 février est assez vive : lui faisant part d’abord de sa surprise devant ce courrier et soulignant la primauté du contact direct<sup>2058</sup>, il rappelle que « j’ai écrit sous votre dictée que vous conformeriez alors votre attitude à celle prise par la B[anque de] F[rance] dans le cas de la restauration monétaire italienne : vous accorderiez sans discussion votre concours si nous déclarions satisfaits et si M. Strong, ayant étudié avec nous le programme, nous avait déjà le promis le sien. J’ai même été autorisé à porter ce fait à la connaissance de la Banque Fédérale de Réserve »<sup>2059</sup>

---

<sup>2055</sup> « J’apprends indirectement la conversation que votre Gouverneur a eue avec un représentant de la Banque Nationale de Roumanie, et j’observe, de loin, des avancées sur plusieurs points à Paris qui n’ont pas de pendant à Londres ».

<sup>2056</sup> “We have agreed to come in blind on any scheme recommended jointly by you and by the Federal Reserve Bank of New-York. We have not, however, disinterested ourselves to the extent to which Monsieur Moreau disinterested himself in the case of Italy”.

<sup>2057</sup> « Endorse the conclusions which you and American may reach together [...] in the meantime to advocate these opinions ».

<sup>2058</sup> « Vous m’avez toujours dit qu’une conversation réglait mieux que dix lettres tous les problèmes et j’en ai toujours été convaincu » (p.1)

<sup>2059</sup> P.2.

donc « faut-il conclure malgré tout de vos deux lettres que vous revenez sur les engagements pris ? »<sup>2060</sup> Même si un instant il se veut plus conciliant<sup>2061</sup>, le ton se fait plus cinglant car « la lettre de M. Norman va beaucoup plus loin : en contradiction formelle non seulement avec la lettre mais avec l'esprit de notre accord, elle marque le désir de prendre position sur la procédure (Société des Nations ou non) et sur l'ensemble du programme dont M. Norman regrette de n'avoir pas encore connaissance » donc, étant sûr que « tel n'était pas l'esprit dans lequel se sont séparés les représentants des deux banques »<sup>2062</sup> lors des entretiens des jours précédents, il aimerait se voir confirmer par retour de courrier son interprétation. Cette « longue réponse verte », selon le carnet de Quesnay, intervient après la visite de Moreau et de Quesnay à Londres les 21 et 22 février 1928 dont le journal de Quesnay donne une impression un peu moins martiale que celle laissée par les *Souvenirs* de Moreau<sup>2063</sup>. Bénéficiant de l'appui de Poincaré, soucieux de ne pas voir intervenir dans l'affaire roumaine des banquiers allemands soutenus par la Banque d'Angleterre<sup>2064</sup>, Moreau, plus apaisé que la veille<sup>2065</sup> lors des « préparatifs de la bataille », va se livrer, le 22, à un « exposé [...] énergique et non blâmant tout à fait dans le ton – j'interviens [c'est Quesnay qui écrit] pour préciser, avoir réponses nettes tout à fait

---

<sup>2060</sup> P.2-3.

<sup>2061</sup> La Banque de France peut « comprendre et admettre » que la lettre portait sur certains engagements antérieurs anglais à régler (l'emprunt de 1913) même si « à notre avis, ces questions devaient être soulevées par les banquiers privés et non par les banques d'émission » P.3.

<sup>2062</sup> P.3-4.

<sup>2063</sup> Voir notamment « l'exorde » d'un Moreau qui « débute en leur disant que je ne suis pas un diplomate » et qui « ajoute qu'au surplus, si j'étais trop désagréable, ils auront la ressource de me mettre à la porte » *op. cit.* p.506.

<sup>2064</sup> « Moreau chez Poincaré à 9H. Très effrayé, à tout prix empêcher Schröder dissocier nos alliés en agissant de Budapest ». Irons jusqu'au bout, sur cette tentative cf. Ileana RACIANU, *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.92 : « selon Emile Moreau, ce changement d'attitude s'expliquerait par la volonté de Montagu Norman de donner satisfaction à Frank Tiarks, en réservant à la maison Schroders et aux banques allemandes la possibilité de travailler en Roumanie à l'exclusion de tout autre groupement ».

<sup>2065</sup> « Gouverneur a mal dormi [...] meilleur qu'hier ».

satisfaisantes», un « exposé d'égalité »<sup>2066</sup>, qui reçoit un accueil favorable de leurs différents interlocuteurs<sup>2067</sup>. L'accueil est nettement moins cordial pour Siepmann, lors de sa venue à Paris le 1<sup>er</sup> mars 1928, après l'échange des lettres du 24 et 27 février : « Arrivée de Siepmann / Entrevue souvent dramatique / Situation très grave – je vous plains devez revenir sur vos engagements / Faites reculer de 2 ans notre collaboration par manquement à parole donnée. / Il me dicte ses 4 points. Je le domine / Prouverons absence arrière-pensées politiques– Etes-vous aussi purs ? / Sommes armés– si rupture pour Marx, Norman champion banditisme international – et si marchions seuls, rupture bien plus grave Strong sentira / L'impressionne fortement ». L'ensemble constitué par ces échanges de la fin février début mars 1928, flagrant moment de tension dans la relation entre les deux hommes, éclaire d'autant mieux certains de ses ressorts profonds. Au cours de l'entretien du 1<sup>er</sup> mars, certaines formules (« je le domine » « l'impressionne fortement ») renvoient à une logique interpersonnelle correspondant à des éléments déjà aperçus dans le mode de fonctionnement de Quesnay (conscience de l'expert de son savoir-faire particulier, un certain goût pour l'affrontement intellectuel...). Mais l'ensemble s'inscrit dans une négociation qui se déploie à un double niveau, à la fois « négociation de régulation »<sup>2068</sup> à

---

<sup>2066</sup> MOREAU note, dans ses *Souvenirs* (p.507), non que c'est lui qui propose une telle égalité entre les deux banques mais que, en quelque sorte de haute lutte, de ses interlocuteurs britanniques il « obtient une déclaration de complète égalité et de concours mutuel entre nos deux établissements ».

<sup>2067</sup> Quesnay que de la Banque d'Angleterre, le midi « on part heureux sans voir Niemeyer » et que plus tard dans la journée « téléphone Niemeyer – de 9H à 1H revue d'ensemble, ton amical : montre programme, parle de Roumanie d'Angleterre, d'or [ ill. ] ». Même idée chez MOREAU p.507 qui note « nous nous séparons très bons amis ».

<sup>2068</sup> Christian THUDEROZ, « Régimes et registres de négociation », *Négociations*, 2009/2 n° 12, p. 107-118, la définit comme « une négociation "en-vue-de" (et non pas seulement, comme la précédente [la négociation de marchandage], "à-cause-de", [...]). Il y a projection dans le futur des protagonistes, et recherche d'un avenir commun, découlant de leur interdépendance : ils sont, individus ou groupes, inscrits dans un même système social qui, à la fois, les contraint et les dote de ressources » (p.112).

propos de la question roumaine et « négociation valorielle »<sup>2069</sup> pour reprendre la catégorisation de Christian Thuderoz. Or si dans le champ de la « régulation », il est clair que le désaccord est profond, si profond qu'il ne permet de déboucher sur une solution négociée seulement en tant qu'elle est conséquence plus d'une décision (notamment celle de la Banque d'Angleterre de céder aux injonctions françaises) que d'un marchandage<sup>2070</sup>, qu'elle est non « concertative » mais « conflictuelle »<sup>2071</sup>, en ce qui concerne la « négociation valorielle », la véhémence des critiques de Quesnay notamment le 1<sup>er</sup> mars (« faites reculer de 2 ans notre collaboration par manquement à parole donnée »), ne peut masquer la proximité conceptuelle entre Quesnay et Siepmann, qui, tout en défendant les intérêts de leur Banque nationale respective, sont convaincus l'un et l'autre de la nécessité d'une réelle coopération forte entre elles, ainsi que le montre le reste de leurs échanges. Il s'agit, pour eux, de trouver les « moyens [...] de faire tourner le monde comme d'habitude sans catastrophe » selon une boutade de Siepmann<sup>2072</sup>, qu'il faut comprendre comme la volonté de « purifier l'atmosphère »<sup>2073</sup>, par exemple, à propos de la situation grecque, tout en sachant rester dans l'ombre puisque « tout cela dépasse ma compétence<sup>2074</sup> et peut-être aussi

---

<sup>2069</sup> Il la définit comme « celle qui porte sur des principes ou des valeurs ("porter la kippa, ou le turban sikh, ou le voile"), ou sur des identités (de "colonisés", de "Noirs", de "Cris" ou de "Kanak") » (*idem* p.113).

<sup>2070</sup> *Ibid.* « Il ne s'agit plus ici de seulement marchander (bien qu'à divers moment, les acteurs entreprennent de *barguigner*, car tel sera, à cet instant, leur intérêt), mais, bel et bien, de *décider d'un cours d'action commun durable*. Pour que celui-ci se poursuive (par exemple : pour que la relation d'emploi se renouvelle et progresse en efficacité productive), les parties conviennent de résoudre *ensemble* un certain nombre de *problèmes* (c'est-à-dire : ce qui s'écarte du cours usuel des actions) ».

<sup>2071</sup> Cf. Christophe DUPONT, « Coopérer pour s'entendre ou s'affronter pour vaincre ? », *Négociations*, 2006/1 no 5, p. 93-114, p.102.

<sup>2072</sup> Siepmann à Quesnay le 3 juillet 1927.

<sup>2073</sup> Siepmann à Quesnay le 22 septembre 1927. Celui-ci le rassure par la lettre du 24 septembre soulignant que « Avenol et Rueff m'ont parlé des mérites de ce plan [...] si laborieusement élaboré à Genève » donc il espère un accord, le seul but du gouvernement français étant d'obtenir le règlement de ses créances.

<sup>2074</sup> On retrouve la même idée, quand Siepmann écrit à Quesnay le 21 décembre 1927 à propos des négociations avec les dirigeants de la Banque d'Italie Stringher et



la vôtre. Ce qui, je pense, nous intéresse tous deux est de savoir si le risque de difficultés réelles ou supposées, est grand ou non, et je me suis demandé, si, à cet égard, vous pourriez m'aider »<sup>2075</sup>. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant de voir Quesnay partager à l'occasion d'une sorte de lettre bilan de l'année 1927<sup>2076</sup>, non seulement les projets qu'il porte fortement au sein de la Banque de France à propos du marché parisien - « l'année 1927 a marqué la prise de possession par nous du marché des changes. Il faut que l'année 1928 nous rende le contrôle du crédit. J'ai longtemps cherché à obtenir que nous intervenions sur le marché libre en y mobilisant nos bons d'Etat, en raréfiant ainsi les disponibilités, en tendant le taux libre pour le rapprocher de notre taux officiel. Jusqu'ici j'ai échoué ; mais la diminution de notre taux officiel de 5 à 4% aujourd'hui, de 4 à 3 ½ prochainement sans doute, travaille au même rapprochement. Quand l'écart sera plus faible, j'espère obtenir plus facilement notre intervention sur le marché libre et nous pourrons alors organiser notre marché français » - mais aussi sa volonté de l'entretenir « du retour de l'or américain [...] des perspectives de l'année 1928, de celles beaucoup plus sombres à mon avis de la période suivante : je crains beaucoup la restriction que les Américains finiront par faire (peut-être pas avant leurs élections) lorsqu'ils constateront que l'argent facile agit moins pour tenir les prix, la consommation l'activité économique et aider l'Europe que pour faciliter une surspéculation boursière qui finira par les effrayer. Dans la mesure où la hausse des titres ne s'accompagne plus d'un développement d'activité économique, elle ne peut en effet continuer sans limites. / Mais les effets de la restriction américaine de crédit sur les prix mondiaux, nos budgets anglais et français, la situation européenne peuvent être durs », faisant preuve d'une rare acuité sur les premiers symptômes de la crise à venir. Parmi les domaines dans lesquels

---

Beneduce, dont il se félicite de la réussite, tout apparaissant réglé « except upon the technical question of the stabilisation rate and upon political questions which lie outside our sphere ».

<sup>2075</sup> Siepmann à Quesnay le 22 septembre 1927.

<sup>2076</sup> Quesnay à Siepmann le 29 décembre 1927.

les deux hommes semblent vouloir agir de conserve, on trouve notamment l'opinion publique avec notamment la question de la presse<sup>2077</sup>. Dès le 30 décembre 1926, Siepmann envoie un extrait du *Financial Times* « afin que vous puissiez, le cas échéant, corriger le malentendu au moyen de votre organisation de presse ». Dans sa lettre du 14 février 1927, il lui demande de préciser sous quelles signatures il peut espérer trouver ce qui émane directement ou indirectement du directeur des Etudes de la banque<sup>2078</sup>. Comme les visites entre responsables des deux banques qui doivent intervenir à « *a psychological moment* »<sup>2079</sup> et qui doivent déboucher sur « d'utiles amitiés »<sup>2080</sup>, il s'agit pour les deux architectes discrets, en quelque sorte, de préserver un équilibre, véritable *cosmos* (le monde à « faire tourner ») à protéger, au nom d'une sorte d'impératif supérieur – puisque quand il s'excuse pour le surplus de labeur engendré par leurs échanges, Siepmann évoque un véritable devoir qui s'impose à eux<sup>2081</sup>. C'est sans doute là qu'il faut chercher le ciment de la relation personnelle forte entre les deux hommes, qu'ils souhaitent absolument privilégier, à travers les vicissitudes des rapports entre les deux banques centrales (dont elle est aussi une composante<sup>2082</sup>), point sur

---

<sup>2077</sup> Au-delà de la seule fonction d'informer comme le 16 novembre 1927 quand Siepmann joint à sa lettre une coupure de *l'Information* du 8 octobre 1927 et demande des informations sur les mouvements dans les stocks d'or de la Banque, qui y sont signalés, ou le 29 décembre 1927 quand Quesnay envoie les commentaires de la presse française à propos de la stabilisation italienne.

<sup>2078</sup> "I believe that your relations with certain newspapers are particularly close. It would be useful to me if I might know which these papers are, that is to say, where and over what signatures I may expect to find something which emanates directly or indirectly from you".

<sup>2079</sup> Siepmann à propos de la visite londonienne de Quesnay, le 21 décembre 1927.

<sup>2080</sup> Quesnay à Siepmann le 20 avril 1928 « j'ai été enchanté de l'atmosphère de notre réunion ici : d'utiles amitiés se sont nouées ».

<sup>2081</sup> Siepmann à Quesnay le 4 janvier 1928: "that cannot excuse me from constantly working and keeping our lines of communication unimpaired. [...] our primary duty, placed as we are, is to keep cooperation going and therefor to remain in close touch with one another".

<sup>2082</sup> Siepmann écrit (en français) ainsi à Quesnay le 3 juillet 1927 : « le contact 'direct et personnel' qui a tant de valeur et qui en ce moment est maintenu par M. Norman (par l'intermédiaire de M. Rist) pourrait bien sans danger se doubler d'un contact encore plus direct et encore plus personnel entre vous et moi ».

lequel insiste Siepmann, par exemple dans sa lettre du 1<sup>er</sup> février 1927<sup>2083</sup>. Quesnay fera de même presque un an plus tard<sup>2084</sup>, à la réception d'une lettre de son ami anglais assez détaillée quant à la stabilisation yougoslave<sup>2085</sup> et une semaine après un entretien entre les deux hommes : après l'avoir remercié « d'avoir essayé de voir objectivement la situation de la Banque de France », il lui rappelle sa « conviction que seules des idées fausses et des malentendus peuvent dangereusement nous séparer. J'estime donc que nous serions coupables de ne pas chercher à dissiper ces malentendus quand nous avons la chance d'arriver à en soupçonner l'existence. Ce que vous m'avez dit l'autre nuit<sup>2086</sup> sur les prétendues coulisses de notre action m'a stupéfait : nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en reparler » ; il sollicite ensuite l'intervention personnelle de Siepmann pour provoquer une rencontre entre les deux gouverneurs car « ne croyez pas que je songe aux paysans roumains en insistant sur la nécessité d'un échange de vues très prochain, mais je suis sûr que le seul moyen d'éviter de nouveaux malentendus est d'obtenir que nos deux banques rentrent en contact encore ce mois-ci ».

Pendant cette période, les liens avec les responsables américains n'ont pas la même intensité, Quesnay ne disposant pas d'un relais du même niveau et aussi proche que Siepmann outre-Manche. S'il a quelques contacts directs avec des visiteurs américains passant par Paris, hommes politiques<sup>2087</sup> ou banquiers<sup>2088</sup>, il semble surtout être connecté aux

---

<sup>2083</sup> « i am glad that our personal relations have suffered no disturbance » et plus loin « I do hope nevertheless that we shall continue to remain in close touch with one another ».

<sup>2084</sup> Quesnay à Siepmann le 20 avril 1928.

<sup>2085</sup> Siepmann à Quesnay le 18 avril 1928

<sup>2086</sup> Référence à la conversation du 14 avril 1928 « jusqu'à 3H30 avec Siepmann » sans que le carnet de Quesnay soit plus précis.

<sup>2087</sup> Il évoque, dans son carnet le 26 août 1927, un « « dîner cercle interallié invité par Laporte armateur et F.Monod avec Américains et américaines : Slempe, secrétaire », dîner dont on trouve dans le dossier AN 374 AP 10 l'invitation émise par Monod (ancien chef cabinet Tardieu à Washington et sous-directeur au commissariat des affaires franco-américaines à Paris) annonçant la présence du général Dalton président

réseaux américains de Monnet<sup>2089</sup>, qui semble d'ailleurs être l'instigateur du voyage de Quesnay aux Etats-Unis au printemps 1928<sup>2090</sup>. C'est par exemple le cas en mars 1927 quand il rencontre Murnane (vice-président du *New York Trust Company*<sup>2091</sup>) et associé de Monnet<sup>2092</sup>. Dans le cadre de la Banque, il commence à échanger avec Parker Gilbert qui est, le 24 janvier 1927 de « retour Amérique : Norman et Pologne. Expectative américaine sur notre situation. Gouverneur optimiste : mets Gilbert en sortant en garde contre évolution : de 3 mois à 2 ans »<sup>2093</sup>. Il souligne d'ailleurs la qualité de l'Agent général des paiements chargé du recouvrement des Réparations quelques mois plus tard, le 2 mai 1927 « 10H Parker Gilbert très bien nous expose ses craintes à propos transferts – optimiste ». Dans le cadre de l'affaire polonaise, s'il semble dans un premier temps partager les critiques de Moreau à l'encontre d'une attitude américaine trop « frileuse » - le 7 mai 1927 « Moreau voudrait savoir nouvelles de Harrison. Téléphone Morrow. On déchiffre ! » « trop prudence et restrictif / Moreau très net. Il n'y aura jamais rien à faire avec eux / Norman réussira tout, eux rien ! / Je le remonte, lui explique mais redoute à nouveau échec » « Moreau bien décidé : tout stopper jusqu'à demande Harrison / Fait visite Galerie Dorée et tableaux à Mr et miss Dwight Morrow Mr et miss Jay. Mais

---

du Merchant Fleet Corporation et de Slep ancien membre du congrès et ancien secrétaire du président Coolidge ainsi que d'armateurs.

<sup>2088</sup> Le 3 mars 1927 « visite Wiggins » président de la Chase selon MOREAU (*op. cit.* p.258), le 18 du même mois c'est « Zell de *NY Trust* ».

<sup>2089</sup> Son rôle d'intermédiaire transparaît même de manière anecdotique le 10 mai 1927 quand il fait littéralement le facteur : « Monnet passe, porte à la gare télégramme à Dwight qui gagne Londres ».

<sup>2090</sup> Le 28 février 1927 « Lettres Strong et Monnet (moi aux USA au printemps) [...] Moreau très intéressé lettre Monet ».

<sup>2091</sup> Selon AN 374 AP 9

<sup>2092</sup> Le 14 mars 1927 « Murnane fameux dîner. Très bonne causerie dans son petit salon. France Strong etc. » puis le lendemain « bureau Carriguel Murmane ».

<sup>2093</sup> On peut, à partir de ce témoignage immédiat, nuancer la vision beaucoup plus optimiste que celle qu'en donne MOREAU dans ses *Souvenirs...* *op. cit.* p.209-210 selon qui Parker Gilbert lui « dit que là-bas les milieux financiers sont pleins d'admiration pour le relèvement français et qu'on y a beaucoup d'estime pour Rist et moi ».

malaise » - il semble ensuite rassuré d'abord par l'action commune sur les Polonais – le même jour « Dîner Morrow Gilbert Monnet King Rakowsky Gombery / Morrow et moi criblons Rakowsky : mériter du crédit avant de l'argent »<sup>2094</sup> - puis par les échanges directs avec Morrow – le 9 mai 1927 « dîner Moreau Morrow chez Jay / 41 avenue Hoche – très bien /Morrow me reconduit / (Plan Dawes, avenir franc etc.) ». Pourtant, si Quesnay semble plus intéressé par les nouvelles américaines que Moreau<sup>2095</sup>, il développe dans une longue lettre à Rist du 11 juillet 1927<sup>2096</sup>, une vision assez critique des Etats-Unis, comme de la politique britannique, au sein d'une analyse plus large :

« Politique de l'Or » « Dans ce problème de l'amortissement de notre dette, l'attitude anglaise est évidemment révoltante d'égoïsme, mais étant donné la politique qu'ils ont suivie, pourrait-elle être différente ? [...] Je crois que Londres a commis une faute irréparable dont les conséquences pour l'Europe entière peuvent être tragiques. Parce que la tradition de Londres était le respect formel des engagements, parce que les Anglais se regardent comme étant avant tout des marchands d'honnêteté. Londres a rétabli la parité-or d'avant-guerre après une guerre ruineuse. Ce faisant, Londres a spéculé sur la dépréciation de l'or : avec un niveau or des prix égal à 200 pour 100 avant-guerre, Londres pourrait revenir à la parité-or, qui n'était que la demi-parité marchandises. Avec un niveau or revenant à 150 ou à 100 – ou même à 80 – car il y aura pénurie d'or dans quelques années si l'on reprend l'étalon-or avec principes d'avant-guerre – c'est une impossibilité absolue. Norman passera dans l'histoire pour un génie qui s'est lourdement trompé. Et Strong en portera quand même, me semble-t-il, la responsabilité morale. / Je ne reprends pas la politique d'argent cher qu'a dû faire Norman pour attirer les dépôts temporaires et qu'il ne peut plus faire : on ne comble pas indéfiniment une diminution de revenu par des appels de capital. Son industrie, ses parlementaires, ses contribuables s'y refusent. – Je ne reprends

---

<sup>2094</sup> On notera l'utilisation d'un champ lexical renvoyant à l'expérience combattante de l'artilleur Quesnay.

<sup>2095</sup> Ainsi le 23 août 1927 « reçu de Strong rapport américain sur stabilisation des prix. Expose au gouverneur préoccupations qui lui paraissent d'abord chimériques puis l'intéressent. Accord parfait ».

<sup>2096</sup> ABF fonds Rist, boîte 18, dossier 5 « Correspondance 1927-1929 ».

pas non plus la politique de déflation qu'il a menée pour comprimer ses prix, renverser le mouvement, attirer l'or américain en redonnant à son industrie la possibilité de vendre à la place de l'industrie américaine. Strong en a empêché la réalisation en comprenant lui-même ses crédits et ses prix. Je constate que la Grande-Bretagne qui, pour sauver le British Empire et son unité a fait cette politique, ne pourra pas la continuer. Dès maintenant elle doit demander grâce à Strong, solliciter de lui des crédits ou un changement de politique de l'or. Sinon les souffrances anglaises auront des conséquences sociales et politiques qui pourraient à la longue se traduire par un mot commode : bolchevisme. / La faute que l'Angleterre a commise en rompant la solidarité des débiteurs européens, l'état où l'a mis son erreur de jugement sur ce que ferait l'Amérique auront pourtant pour l'Europe des conséquences profondes. Vous m'avez dit : Londres-Berlin, New York-Paris. Je vous réponds : Sparte-Ephèse, Rome-Athènes. Et c'est bien ce qui a fait passer de Grèce à Rome le centre de la civilisation. Je suis bien loin de faire de l'anti-américanisme, mais je ne puis m'empêcher de trouver que nos chancelleries continuent à donner aux problèmes d'avant-guerre le coefficient d'importance qu'ils méritaient alors, qu'ils ne méritent plus. – On s'occupe de forteresses polonaises et de la Sarre pendant que l'avenir du monde se dessine : c'est une balkanisation profonde : de même, les cabinets de Belgrade et Sofia avant-guerre ne voyaient rien en dehors de leurs questions balkaniques. Ils avaient la responsabilité de leurs problèmes, ils n'avaient pas celle de la politique générale mondiale – nous restons braqués sur nos petites questions et pourtant nos "vastes Empires" couvrent tout le globe ! »

On trouve dans son analyse, derrière la critique de l'attitude britannique, l'idée assez commune alors d'une rupture des équilibres entre « fin de l'Europe » et intuition qu'il y a « à l'Ouest du nouveau : "le siècle américain" ? »<sup>2097</sup>. On remarque aussi le refus net de Quesnay d'un retour tel quel à l'étalon-or d'avant 1914, tandis qu'il souligne à propos de l'expérience britannique l'impossibilité de concilier un taux de change stable attaché à l'or (« Londres a rétabli la parité-or d'avant-guerre après une guerre ruineuse ») une politique monétaire nationale indépendante

---

<sup>2097</sup> Formules empruntées à Christophe CHARLE, qui, dans *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011, montre, pp.341 et suivantes, l'émergence de ce thème dès l'immédiat après-guerre et au moins jusqu'à la fin des années 1920

(d'où le refus des crédits américains avec une politique « faite pour sauver le British Empire et son unité ») et la libre-circulation des marchandises et des capitaux (la volonté d'« attirer l'or américain en redonnant à son industrie la possibilité de vendre à la place de l'industrie américaine »), les trois éléments du trilemme, certes anachronique mais fort utile pour comprendre les difficultés monétaires des années 1920 et 1930<sup>2098</sup>. Il poursuit immédiatement sur un thème qu'il a déjà employé bien avant :

« Pour la France, ceci me paraît traduire un vieillissement profond. Nos cadres administratifs 1800, nos dirigeants 1890, notre squelette politique, parlementaire ; la mentalité qui règne dans les administrations, à la tête des grandes banques, tout cela appelle Révolution. Pour saisir les possibilités énormes qui s'offrent à nous, il faudrait rénover les esprits, faire un peu partout ce que Caillaux a fait à la Banque de France en vous y appelant. Sinon ça cassera ! / Je reviens à l'Amérique : savez-vous quelle atmosphère règne à Genève à la conférence navale ? L'Amérique veut l'emporter sur l'Angleterre, elle l'emportera, dans cinq ans, sa flotte devra être égale aux flottes européennes réunies. France et Allemagne applaudiront à la diminution de la puissance anglaise. Et cependant pour des Américains, la force navale anglaise, la force financière de la Cité, ce sont les restes de la puissance européenne. Croyez-vous avec vos banquiers, vos 25%, vos difficultés remplacer jamais cela en face de New York ? / Je vous écris pendant un formidable orage et vous me trouverez bien pompeux, bien vague » donc il finit par une « note technique » « j'admettrais temporairement des encaisses dollars, jamais d'encaisses livres. / Sous l'encaisse dollars qu'y a-t-il en effet ? De l'or inemployé qu'on peut donc faire servir à gager du crédit étranger. En cas de crise généralisée, l'étranger peut l'utiliser sans nuire au dollar. [...] L'absence d'un surplus d'or sous la livre doit la faire exclure des encaisses » « Vous verrez que la presse ici a été obligée pour répondre au *Financial News* à nouveau très dur (Churchill défend sa peau) de souligner la position anglaise : j'y ai aidé et je regrette pour l'Europe cette nécessité. Voyez-vous : l'idéal SDN qui est mien est trop

---

<sup>2098</sup> Cf. Kenneth MOURÉ « Jean Tannery, la France et l'évolution du système monétaire international à l'époque de l'étalon-or, 1925-1936 », dans Alya AGLAN Michel MARGAIRAZ Philippe VERHEYDE *De la croissance à la crise (1925-1935) : Le moment Tannery*, Librairie Droz, 2014, p. 15-34, p.17.

passif. Dire à des diplomates : “Soyez amis” n’est pas un mot d’ordre. Il faut leur dire : “Certains intérêts nous sont communs avec l’Angleterre, l’Allemagne etc. suivez l’évolution américaine”. L’Allemagne a dû, dans sa politique de rapprochement français donner un mot d’ordre contre quelqu’un : la Pologne. Genève ne peut donner de mot d’ordre contre personne, pas même contre l’Amérique, c’est sa faiblesse. »

Derrière « l’idéal SDN », dont se réclame clairement Quesnay, et qui correspond à son rejet, dans d’autres circonstances du nationalisme étroit – il note ainsi dans son carnet le 12 janvier 1927 « quitte le service pour aller au banquet 61 [...] je communique mal avec le milieu moyen français, exclusif nationaliste, je suis déjà Européen Banquet 61<sup>e</sup> R[égiment d’]A[rtilerie de] C[ampagne] Cercle militaire avenue de l’Opéra »<sup>2099</sup> - on peut déceler une conception européenne assez “dynamique” voire “offensive” (puisqu’il déplore la « passivité » de l’idéal SDN), afin d’éviter une « balkanisation » affaiblissant l’Europe qu’il veut voir regrouper autour d’intérêts communs. On peut noter au passage que l’horizon de Quesnay reste strictement occidental-centré, même s’il a quelques contacts au-delà de l’Europe occidentale et des Etats-Unis : hormis la rencontre avec un uruguayen mentionné le 26 septembre 1927 sans plus de précision dans son carnet, on reste sur les marges européennes avec l’URSS<sup>2100</sup> et la Turquie<sup>2101</sup>. On retrouve les mêmes limites “géographiques” – indice qu’elles sont aussi celles de la Banque de France toute entière - dans la liste des participants à la conférence des services des études des principales banques d’émission, qui se tient à Paris du 11 au 14 avril 1928. Les limites plus pratiques de cette réunion,

---

<sup>2099</sup> Remarque, au fil de la plume, du 21 décembre 1928, « Pourquoi est-ce que je m’entends toujours mieux avec ces gens-là [les Belges] qu’avec les Français ? »

<sup>2100</sup> Le 21 juin 1927 « or russe à Londres – Gomberg attaché commercial /Pacte non-agression Pologne / Désir russe de paix, pour avoir capital étranger, créer industrie, classe ouvrière contrôlant forces paysannes ».

<sup>2101</sup> Le 3 janvier 1928 « déjeuner Monnet / Bénard – Forbs- Monnet / Banque d’émission Turquie ? » puis le 25 février 1928 « Ivanoff : aide aux Bulgares [...] Rist à Banque ottomane revoient programme turc ».



dont les participants, comme le note Michel Margairaz<sup>2102</sup>, « étant dépourvu de véritables responsabilités [...] ont préféré mesurer les écarts dans les réalités des marchés monétaires comme dans leur traduction statistique », se retrouvent aussi tant dans le compte-rendu de la réunion conservé aux Archives Nationales<sup>2103</sup>, que dans les notes du carnet de Quesnay. D'après le premier document, le but de cette réunion est d'abord "relationnel" : « L'idée fondamentale qui a présidé à la réunion [est] la mise en rapports personnels des personnes ayant des préoccupations analogues, ce qui leur fournit la possibilité d'examiner en commun les divers aspects de certaines questions, qui, dans des pays différents et avec des habitudes différentes n'apparaissent pas toujours sous les mêmes angles »<sup>2104</sup>. Quesnay, lors de la première journée, tente de promouvoir une nomenclature commune, permettant un échange accru d'informations<sup>2105</sup>, « ce qui constituerait une sorte d'échange de "cartes de visite" entre les délégués »<sup>2106</sup>, ce qui constituera, d'après la conclusion du document, les principaux acquis de la réunion<sup>2107</sup>. Dans les rares notes de son carnet pour ces journées, celui qui a été porté au poste

---

<sup>2102</sup> Michel MARGAIRAZ « La SDN, les banques d'émission et les statistiques monétaires entre les deux guerres. Harmonisation des usages et convergences des pratiques » dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Albin Michel, 2005, p.149-167, p.164-165.

<sup>2103</sup> AN 374 AP 19. Cette version de travail (avec annotations manuscrites peut-être de Quesnay) complète le procès-verbal de séances utilisé par Michel Margairaz dans l'article cité, et conservé dans les archives de la Banque de France.

<sup>2104</sup> p.2

<sup>2105</sup> Il suggère « aux délégués d'établir de courtes notes en vue, d'une part, de définir certaines expressions, identiques dans toutes les langues, mais différentes quant aux opérations représentées – comme day-to-day money [...] et d'autre part de préciser sommairement l'organisation des Services d'Etudes » p.4.

<sup>2106</sup> *Idem.*

<sup>2107</sup> Ces résultats ont été « 1) d'apporter à l'étude des marchés étrangers la contribution des notes souvent très détaillées rédigées par les délégués pendant la session 2) d'établir entre les Représentants des diverses banques d'émission un contact personnel permettant d'échanger plus facilement, par la suite, les informations nécessaires à une étude approfondie des marchés monétaires 3) de permettre l'emploi de méthodes statistiques plus facilement comparables d'un pays à l'autre 4) de recueillir, grâce aux notes déjà publiées et à celles qui doivent être rédigées par les délégués, après leur retour un ensemble de documentation particulièrement précieuse sur les marchés internationaux » p.11.

de président de la conférence en raison de son prestige international personne<sup>2108</sup>, insiste surtout sur la publicité donnée à cette réunion<sup>2109</sup> : il note le 11 avril « conférence Banques Emission / Ouverture. Photographes. / Ma présidence / Déjeuner de procédure : Loveday, Rueff, Osborne, Burgess, Basco [ ? ] Ricard et moi au Bœuf à la mode / Fixation ordre du jour / J'emplis la presse », ne mentionnant ensuite que des échanges individuels avec tel ou tel.

L'arrivée de la nouvelle équipe dirigeante à la tête de la Banque en 1926 constitue une indéniable rupture concernant l'attitude extérieure d'une institution qui se définissait encore à la veille de la première guerre mondiale comme à vocation intrinsèquement nationale. Il est clair que Quesnay joue un rôle personnel majeur dans cette évolution, en particulier grâce à son expérience acquise précédemment. D'une part, il possède le savoir-faire pour mener les opérations de stabilisation polonaise et surtout roumaine, participant ainsi de la montée en puissance de la Banque de France face à sa rivale britannique, favorisant aussi à cette occasion l'action de son ami Monnet. D'autre part, par ses contacts privilégiés à la Banque d'Angleterre, en particulier avec Harry Siepmann, il fait entendre une "petite musique" personnelle légèrement divergente par rapport aux projets résolument offensifs du gouverneur Moreau. Son souci permanent de préserver les relations les meilleures avec la Banque d'Angleterre correspond non seulement à une volonté forte et profonde de maintenir et développer une réelle coopération entre les institutions

---

<sup>2108</sup> « La désignation de M. Pierre Quesnay, au poste de Président, n'était pas faite pour surprendre, et les suffrages de ses Collègues se sont portés sur lui avec d'autant plus d'empressement qu'il avait connu déjà la plupart d'entre eux au cours des neuf années qu'il a passé tant à la Commission des Réparations qu'à la Société des Nations, où son rôle en Autriche et en Hongrie a été tout particulièrement apprécié, qu'à la Banque de France même, à l'occasion des multiples missions internationales dont il a été chargé » p.2.

<sup>2109</sup> En témoigne aussi le dossier « Presse » contenu dans le même dossier des Archives nationales, contenant notamment les coupures de presse et la liste des journalistes concernées par cette réunion.

d'émission, mais tient sans doute aussi à ses projets d'affirmer le rôle de la Banque de France sur la place de Paris, dans lesquels son alter ego londonienne tient lieu de modèle à suivre. Il est probable aussi qu'il trouve auprès de ses contacts étrangers une manière de penser et d'agir qui correspond davantage à sa manière de faire que le conservatisme croissant qu'il ressent chez Moreau, voire chez Rist, avec toujours en tête un certain rapprochement européen.

### **Chapitre 3. La question des Réparations (1928-1929).**

Même s'il a lieu juste avant la réunion des services d'études des banques centrales, le voyage aux Etats-Unis de mars-avril 1928 constitue, pour Quesnay, une césure dans son parcours à la Banque de France, car son action porte moins sur les sujets qu'il traitait jusque-là et on voit apparaître au premier plan de nouveaux chantiers. Le chantier du franc achevé avec la stabilisation *de jure* de juin 1928, il va se tourner principalement vers la question brûlante des Réparations : c'est pour cela qu'il effectue son premier séjour américain et, plus largement, qu'il va développer ses connexions aux Etats-Unis, moyen de sortir du face-à-face avec la Banque d'Angleterre. C'est dans ce contexte que ses rapports avec Moreau et Rist semblent évoluer : il tente de concilier les ambitions du gouverneur renforcées par la nouvelle situation du franc avec son propre souci de promouvoir et maintenir la coopération avec ses interlocuteurs étrangers ; d'autre part, il prend plus nettement ses distances avec son ancien mentor, pour des raisons à la fois personnelles et théoriques, alors qu'il tente de faire avancer plus fortement qu'auparavant le contrôle de la Banque sur le marché parisien, Rist incarnant à ses yeux un libéralisme du passé, dépassé par le nouveau contexte issu de la première guerre mondiale. Ces nouveaux dossiers amènent aussi un changement de la situation de Quesnay qui doit assumer un rôle plus exposé, à la fois lors des négociations, en particulier celles qui aboutissent à la naissance de la Banque des Règlements Internationaux, mais aussi sur le plan "médiatique".

## Quesnay et les Etats-Unis : vers de nouveaux horizons ?

### *Le voyage américain.*

Le voyage de Quesnay aux Etats-Unis s'inscrit dans la continuité des négociations concernant la stabilisation roumaine, il s'agit de rassurer les bailleurs de fonds américains en leur présentant le projet élaboré par la Banque de France<sup>2110</sup>. Il semble pourtant revêtir un caractère assez nouveau dans les usages de la Banque, Netter l'évoquant comme un « fait exceptionnel »<sup>2111</sup>. Sa préparation ne semble pas être de tout repos puisque Quesnay note le 24 février 1928 que le « gouverneur insiste départ rapide pour New York – prépare télégramme Strong » « télégramme à Strong : date de mon départ / Rist téléphone au gouverneur [ ? ] pour éviter dix jours sur l'eau. Refuse violemment » ; puis le lendemain « Télégrammes de Strong. Rist jusqu'à mai. Je puis donc attendre jusqu'au 7 l'Ile de France » ; le 28, il mentionne encore un « mauvais télégramme Strong refusant recevoir Roumains et suggérant retarder mon départ. / Mauvaise atmosphère » mais un peu plus tard dans la même journée « gouverneur me demande être accompagné Rist auprès de Strong – soulagement – départ le 7 Ile de France ». Le 5 mars enfin « visite Monnet amaigri mais partant. Allons chez Rist. Il faut obtenir de Moret règlement des dettes et formation groupe ou français / Essentiel pour réussir là-bas. Laisse Monnet téléphoner » et le lendemain « *Le Journal* annonce mon départ ». Il faut remarquer, outre la présence de Monnet au côté de la délégation de la Banque, l'idée de Quesnay que les discussions dont les prémisses se passent sous l'œil de la presse,

---

<sup>2110</sup> Cf. Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.93 : « le 18 mars 1928, Charles Rist et Pierre Quesnay se rendent à New York afin de présenter au Gouverneur Strong le projet établi par la Banque de France pour l'émission de l'emprunt roumain de stabilisation monétaire et de développement économique. Il convient de rappeler que ce voyage est d'une très grande importance car l'action de la Banque de France en faveur de la Roumanie, ainsi que le changement de l'attitude de la Banque d'Angleterre à l'égard de cette opération, dépendent entièrement de la décision des dirigeants de la Federal Reserve Bank de New York ».

<sup>2111</sup> Marcel NETTER *Histoire de la Banque de France... op. cit.* p.301.

débordent de la seule question roumaine. Vient ensuite le temps de la traversée du 7 au 13 mars 1928 : dans un cadre impressionnant et luxueux - « cabines somptueuses [...] hall d'hôtel salons : est-ce un bateau ? [...] départ sur le pont avec Rist. Splendide »<sup>2112</sup> - il en profite pour lire le *Mirabeau* de Jouvenel<sup>2113</sup> puis « chez Monnet qui s'endort un roman de Bernanos [*Sous le Soleil de Satan* curieux de mysticisme »<sup>2114</sup>, mais aussi pour préparer le séjour américain en échangeant avec ses compagnons de voyage : ainsi le 12 « Rist parle à Jay, me promène avec Monnet et Jay, tournant en parlant [?] affaire serbe » « revenons travailler dossiers chez Monnet : bonnes notes Denis. Rist va dormir. Monnet voit Jay qui souhaiterait participation Morgan à l'emprunt roumain. Mais ne pas insister sur différend avec Londres » puis le 13 « visite Rist. Blair – discussion » « discussion Rist prochain /mauvais télégrammes Paris sur dettes et New York sur agitation marché, mon arrivée [?] bons roumains jetés sur la place / Causerie Monnet » « Discuté Rist Londres-Paris ». Le même jour, Quesnay note que les « agences ont dû annoncer notre venue outre télégramme de félicitations à Rist élu membre de l'Institut bienvenue de Stong et à moi de Clarkson ». Le soir même, assez émerveillé, il décrit de son « arrivée à New York dans la nuit et le brouillard / [la] Venise fantastique : gratteciel troués de lumière ». Même absorbé par sa tâche, il ne manquera pas de consigner dans son carnet quelques impressions sur ce nouveau monde qu'il découvre, comme le 15 mars à propos du « *Down Town*, les rues canons entre les gigantesques bâtisses, pas monstrueuses mais formidablement impressionnantes » ou le 26 mars lorsqu'il visite le Capitole à Washington « formidable néo-grec » où il sent un « nationalisme latent [liés aux] souvenirs militaristes ». Logé dans les

---

<sup>2112</sup> Le 7 mars 1928.

<sup>2113</sup> *La vie orageuse de Mirabeau*, Paris Plon, 1928. Cf. Christine MANIGAND *Henry de Jouvenel op. cit.* p.190.

<sup>2114</sup> Le 9 mars 1928.

plus grands hôtels<sup>2115</sup>, il est aussi sensible à l'opulence de certains de ses hôtes américains comme quand il découvre la « somptueuse maison Renaissance » de Walker, le directeur général de la Blair, à l'occasion d'un dîner le 16 mars 1928 ou quand il est convié à un « dîner intime chez Mellon, véritable musée de tableaux »<sup>2116</sup>, voyant là « l'avantage de la richesse »<sup>2117</sup> et profitera aussi de la riche vie culturelle new-yorkaise assistant notamment à plusieurs représentations lyriques<sup>2118</sup>. Très vite après leur arrivée, commencent d'intenses négociations que Quesnay détaille assez précisément dans son carnet, et qui vont très vite débordés la seule question roumaine. Ainsi dès le 14 mars il note « avec Harrison chez Strong [...] d'abord un peu ironique puis de plus en plus confiant, France Banque d'émission, or, historique affaire roumaine - simple. Lève difficultés possibles : dettes Allemagne politique. Etonné des réponses. Bonne impression. Déjeunons avec lui. Ici à 3H pour Monnet télégramme Paris. Denis plus optimiste sur rupture dettes. Stupidité, Léon, Prévot, l'affaire or russe mauvaise [?]. Règlement [?] ? Jay. Llévinwell [pour Leffingwell<sup>2119</sup>] et leurs avocats avec Rist en ma chambre » « pars chez Strong, causons à Rist Yougoslavie, Roumanie.

---

<sup>2115</sup> Le 14 mars 1928 « on quitte Biltmore pour Ambassador ».

<sup>2116</sup> A. Mellon, ancien secrétaire d'Etat est un « banquier et homme d'affaires multimillionnaire » selon Denise ARTAUD *La question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Lille III, 1978, p.346.

<sup>2117</sup> Le 27 mars 1928.

<sup>2118</sup> Le 15 mars il assiste à une représentation des *Contes* d'Hoffman, le 18 c'est un « *Tannhäuser* très bon »...

<sup>2119</sup> Ancien Secretary-Assistant à la sortie de la guerre, Russell Leffingwell entre ensuite à la Banque Morgan selon Denise ARTAUD *La question des dettes interalliées... op. cit.* p.43 et 82. Selon Ali Bouhaili et Slim Thabet dans leur communication « Keynes et les institutions. Au-delà des rapports à l'institutionnalisme historique, l'Hypothèse Commons » CRIISEA, Université de Picardie Jules Verne, Amiens (France), XIIIe colloque international de l'association Charles Gide PHARE, Paris, 27-29 mai 2009, après avoir suivi des études de droit à Yale avant d'intégrer un cabinet d'avocats dans lequel il se spécialise sur la question de l'émission des obligations, il occupera successivement un certain nombre de responsabilités au sein de l'administration américaine de conseiller du Trésor sur les obligations d'Etat à assistant du Secrétaire de cette même institution, William MacAdoo, pour la gestion de la dette. Partisan d'une cogestion du système financier mondial par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, il ne néglige pas d'après ces auteurs, le rôle de la SDN.

Raisons attitude Norman favoriser son marché. Pas de compétition, ça porte ». Il s'agit d'abord de créer un climat propice, en ne critiquant pas trop ouvertement l'attitude de la Banque d'Angleterre. C'est la même logique à l'œuvre le 15 : « matinée avec Prevost sur or russe : bien mal engagé. Visite de Lacour-Gayet / Déjeuner Board Federal » prévu mais ils sont finalement perdus par leur guide donc « Gagnons la Federale où Monnet et Walker nous attendent depuis  $\frac{3}{4}$  heure. Il faut cesser ces retards systématiques. / Strong et Young sortent du Board. Harrison ira quand même en Pologne et Strong part demain pour Washington : mauvais voudrait faire venir Norman. / Visite de Jack Morgan. Vais chez Lacour-Gayet envoyer télégramme or russe. Léon est là, part chez Leffingwell qu'il attaque. Lacour arrive de Leffingwell : Léon fixe par écrit sa position » « dînons chez les Leffingwell charmant milieu anglais ». Le 16, le ton est un peu plus offensif contre Norman : « Monnet a vu Strong hier tenté de retenir Harrison. / Allons chez Strong à 10H $\frac{1}{2}$  Jay y est, plaidant pour opération rouvrant marché de Paris. / Strong appelle Norman – lui lisons correspondance qui montre arrières pensées anglaises et danger de rupture ». Le reste de la journée semble être un peu “pollué” par la question des emprunts russes, Quesnay soulignant, dans un passage assez peu lisible, après le repas avec les Morgan l'importance des *lawyers* dans l'organigramme des banques américaines : « déjeuner board Morgan entre Jack Morgan et vieux Seed – Wilney Jay Leffingwell parle adossé à la cheminée de notre malheureuse affaire de l'or russe qui prend tout notre temps. Part pour la Californie. / A la Federal avec Sanchez [ ? ] dettes interalliées Dwight Morrow refusant [ ? ] (Ramener chez Rist) – arrivée Prévot Léon Scholb [ ? ] mais aussi de Kerch Chaume Equitable [ ? ] avec son conseil juridique Alldrich de la Clarkson de la Chase avec le sien ! Il faut les renvoyer gaffe de Prévot. Rist ennuyé. On remet à lundi étude leurs propositions. / Léon renonce à soutenir replevin [ ? ] Soviets affirment leur discontinuité avec Banque impériale – ce n'est pas notre or, et avons jamais réclamé – Rist fatigué ». Dans les jours suivants, la délégation française semble reprendre la main :



Le 17 « expédition du fameux télégramme sur l'or russe – je résume la semaine sur Roumanie en télégramme que fait partir Guitard [ ? ] / Visite Harrison ici. Invertain repartir ? Mauvaise impression » Rist va chercher sa nièce « avec Monnet et Harrison chez Harrison [...] On précise position roumaine contre Leyrie et responsabilité de nous contre simple position critique sans responsabilité de Norman mais télégramme de Paris annonce que Bratianu prêt à abandonner, appelle Kiviacesko / 5H seuls avec Harrison Rist prise de position énergique / Moreau ne reculera pas. Diminuerait trop sa position. Donc agir sur Norman seul moyen éviter la rupture. », puis le 18 « téléphone Prevot. Soviets prennent avocat / Téléphone Monnet bonnes nouvelles Poincaré / Moreau furieux. Poincaré fait céder Moret » « écris mes notes » « vais déjeuner avec Monnet. / Savoy : décodé bon télégramme de Denis / Accord de Paris se fait sur 525 millions » « discute avec Monnet nos balances \$ Rist nous joint, discutons position prise hier avec Harrison / Se justifie par télégramme Leclerc sur désir Moreau nous voir manœuvrer librement et énergiquement / Ecrivons télégramme à Badul Kiriavek Moreau et Denis pour former groupe français important ».

Les notes du 19 rappellent que ces négociations s'effectuent sous la pression de l'opinion et des événements de Roumanie :

« Guitard et Prévot codent télégramme à Moreau / 9H<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Jay : nous raconte son entretien avec Strong pour marché de Paris avec Londres et désir des moyens aider emprunt (quoique Blair) » « journaux mauvais : Soviets nous attaquent pour or, 60000 paysans seraient à Bucarest sous Maniu exigeant démission Bratianu » « Rist chez les Morgan pour argent, moi chez Lacour-Gayet : dettes interalliées » « 3H Léon Choate – puis la grande conférence Equitable (Aldrich) Chase (Clarkin Biobec) : beaucoup mieux que Léon. Suis notre mal fondé, proposant arbitrage rapide – télégramme Paris inquiet dans le même sens – trouverons voie de sortie / Harrison Crane : marché Paris reports »

Dans les jours qui suivent, la position de la Banque de France semble davantage encore renforcée, en particulier après l'entrevue avec Strong du 20 - « Chez Strong revenu de Washington /Mellon veut nous y voir. Semble intéressé. / **Strong décide pas nous laisser seul.** / Si Norman refuse, sera avec nous / Gros succès ». Semble même poindre le même jour l'élargissement du champ des négociations, puisque Quesnay note

aussi qu'il a « vu Claudel et Lacour-Gayer. Mellon voudrait aussi nous parler des dettes interalliées. / Rentrons hôtel contents de notre journée. Monnet dîne avec nous : assez abattu par difficultés / Dînons chambre : SDN, réunion internationale, esprit collectif. ». On remarquera au passage, outre la rencontre avec le dramaturge diplomate, alors en poste à Washington, la mention de la Société des Nations et de son « esprit collectif » susceptibles de redonner de l'espoir à Monnet.

Progressivement, dans les jours suivants, on voit les certitudes de Quesnay se fissurer à propos du soutien américain : le 21, les nouvelles roumaines sont meilleures « Guitard et Prévot. Bratianu en meilleure posture ? » puis dans l'après-midi « décodé télégramme Moreau : félicitations et nouvelles optimistes Antonescu » mais à « 10H½ Strong télégraphie à Norman : on ne reparle pas rester seuls avec nous. Pas responsabilité conjointe. Est-ce pour préparer évolution ? On attendra board demain / Pologne or et prix. Déjeuner Strong Strague professeur Harvard », le reste de la journée passant en consultations et discussions diverses « 3H Wickersham, avocat à consulter or russe – chez Léon » « Léon critique Wickersham / Fédérale. Retour avec Harrison. Monnet chez Strong » « Promenade causerie Rist : Moreau moi banque enfants ». Le lendemain se poursuit de la même manière, avec à la fois élargissement des perspectives le matin et multiplication des contacts divers parmi les journalistes et les banquiers privés : « Revoyons au Marguerie avec Strong le projet de télégramme. / Discutons futur politique de convertibilité française. Partant [ ? ] mes graphiques, explique notre politique de placement. » « 3H Noyse du *New York Times* effrayé de l'intensité de la spéculation actuelle. Cela n'a-t-il quand même rien à faire avec la création de crédit ? / 4H½ Seligman / Rist chez les Rockefeller – je passe avec Burgess une heure sur les graphiques ». Il faut remarquer le soir lors d'une réception à l'ambassade de France, des Roumains que « Boncesco et ministre [sont] effrayés question juive contre Roumanie ici ». Le 23 et le 24, d'une part est envoyé, le 23, « à Moreau [un télégramme codé disant] que Banque de Paris doit s'engager ferme » et d'autre part Quesnay s'informe notamment sur la situation

économique américaine, le 23 avec la « visite [de] Morre économiste de l'Irving [ ?] pas si rassuré sur la situation économique » et le 24 « visite Anderson : surspéculation surcrédit croit pas à baisse des prix rapides ». Les contacts se poursuivent avec notamment la « visite de Dolles [pour Dulles ?] – Harrison et le programme roumain qu'il n'a toujours pas regardé », des petites divergences apparaissant avec Rist - « Renonce à partir à la campagne malgré printemps. Il a son concert Paderesky à 2H½ et il a accepté déjeuner avec correspondant Gillet où il veut m'emmener – aurai préféré aller au golf avec Strong Harrison / Discutons politique de l'or, gold standard tempéré par achats devises ou [ill] pour éviter vider Londres-Télégrammes Roumanie partis [ ?]. Souvenir stabilisation italienne » - mais il s'agit aussi de divergences de méthode de négociation, Quesnay étant soucieux de peser constamment sur leurs interlocuteurs américains même pendant les temps plus “mondains”, dont Rist semble vouloir davantage profiter en tant que tels. Après, le 25, avoir « arrêt[é] avec Monnet texte de la lettre d'acceptation des banques privées » et tout en continuant à agir sur la question roumaine –le 26 il note qu'auprès d'« Harrison et Noris gouverneur de Philadelphie : je vends de la Roumanie » et le 27 à l'occasion du dîner chez Mellon « je plaide la Roumanie. Ne s'engagent pas, Strong et Harrison les mieux disposés, Mills<sup>2120</sup> Young et Mellon écoutent avec sympathie. Après repas parlons France mais non dettes » - le voyage à Washington le 26 est l'occasion d'approfondir la réflexion sur l'économie américaine dans sa globalité : « Maison Blanche Trésorerie / Gouverneur Young : Mellon nous attend. / Rist reste 3/4 H sans qu'il parle de choses intéressantes. Nous reverra – voulait sans doute présence Mills – sous-gouverneur Plabt très bien, Hambin (ou Hamlin] aussi. Tous deux contre stabilisation des prix : système fédéral le rend inapplicable faute de centralisation. Elle ne serait pas souhaitable (hausse agricole obligeant [ ?] baisse industrielle, baisse étrangère entraînant crise). Le contrôleur de la circulation

---

<sup>2120</sup> Odgen Mills représentant de New-York devient sous-secrétaire au Trésor début 1927 selon Denise ARTAUD *La question des dettes interalliées... op. cit.* p.854.

Mactintoste vaut Emmerly ». Le 28 la proximité du fait assez nettement changer de ton Quesnay dont on sent l'impatience devant l'absence de réponse américaine franche et devant l'attitude de Rist :

« Comment en 3 jours réaliser nos avantages. Il faut pousser – l'idée du télégramme Mellon [ ? ] être seuls avec nous dans l'affaire française a pas paru emballer Strong – Monnet a bonnes nouvelles Paris on y avance / Chez Strong : malade ! [...] attendons Harrison qui ne vient pas. Il faut maintenant télégraphier à Lübork et rédiger notre demande officielle et y répondre. / A qui vous adresser dit Strong – je ne puis rien dire surtout à Norman – la [ill.] s'engage mal avec un homme malade – ah que les Anglais ont de la chance d'avoir de l'énergie : cette affaire roumaine ce seront eux qui la feront. J'éclate et je le dis. Contrat yougoslave donnant aux banques anglaises contrôle de toutes opérations financières yougoslaves en Europe est caractéristique / Déjeuner Harrison [...] voit le jeu de Londres mais n'ose s'y opposer : rappel de l'attitude dans le cas italien. En auto, lui lisons projet de lettre, Rist chez Rockefeller, moi chez Monnet. / 4H½ visite d'Alexander qui croit à la hausse de la Bourse parallèle à prospérité des grosses affaires par concentration. / Chez Harrison pour discussion lettre. Nous fait allusion toute allusion au programme, il faudrait pourtant laisser moyen à Londres de reculer. A aucun prix ils ne veulent lui fournir de bridge – et Harrison insiste sur crédit semblable aux précédents : alors si pas la B[anque d']A[ngleterre] quelle sera l'attitude de la Federal. Tout cela gros de dangers. Je voudrais le montrer, parler convaincre mais Harrison tient à ne discuter qu'avec Rist qui entre mieux dans ses préoccupations. Je sens que mon insistance l'agace, je perds action. Moreau pourtant m'avait demandé de prendre en main la négociation. »

Le lendemain, veille du départ, la tension augmente encore :

« visite Jay Préparation télégramme à Moreau sur acceptations des banquiers conditionnée par refonte du programme. / Monnet insiste. Il faudrait aussi que nous mettions Moreau au courant. Dans la 1<sup>e</sup> semaine nous avons créé atmosphère inespérée. Allons-nous pouvoir en négocier les résultats » « lettre refaite dictée à Moore. / Nous abandonnons toute demande d'avis sur le programme : tant pis pour la discussion avec Norman mais alors il faut la déclaration que l'on nous suit parce que nous sommes la B[anque de] F[rance] et engagement maintenant et jusqu'au bout – lutte pénible avec Harrison : à tous mes efforts pour exposer nos difficultés il répond à Rist en

exposant les siennes et Rist cherche à me convaincre ce qui fait dévier de nos difficultés aux leurs toute la discussion. Et quand finalement nous laissons toutes les équivoques afin de ne pas effrayer les directeurs (*subject of furth agreement about terms and condition of such or credit*) on apprend que le conseil n'aura pas le quorum, qu'aucune décision ne pourra donc être prise. Après notre départ, on soumettra. D'ailleurs seul le contrôle définitif vaudra. Je me retire exaspéré. / Rist va retrouver Harrison qui lui promet faire de son mieux. Il est évidemment plein de bonne volonté mais n'ose rien demander. » « Préparons lettre de couverture réclamé par Harrison pour le couvrir des 4 points son télégramme à Lüblok. Quant à sa réponse elle ne peut que confirmer télégramme la semaine dernière, rien de plus. Et même l'esprit est changé. On ne veut plus être seuls avec nous. Aurons-nous au moins promesse de commencement d'exécution Board et Washington. / La vérité c'est qu'il faudrait rester. 4H Harrison a eu acceptation de principe de son Board preuve qu'il fallait oser, qu'on aurait pu oser davantage : c'est au moins ça. Montent prévenir Londres nous répondre et mardi conférence Washington. / Visite Wiffrin renouvelle son offre. Monnet chez Blair »

Dans sa recension du dernier jour, Quesnay souligne d'une part les attermoissements américains, surtout soucieux de la discrétion entourant leur aide à la solution française et d'autre part la responsabilité de Rist dans l'échec (très relatif) des négociations :

« visite de Warren. Monnet vient. Il nous faut le télégramme de Londres et notre réponse. » « Rist envoie fleurs à Strong » « Harrison se couvre en téléphonant aux directeurs absents qui approuvent. Ne pouvons le voir ce matin » « refuse déjeuner des économistes » mais avec Monnet « et les émetteurs de Blair » « Rist avec Wickelsham sur or russe. Jay Téléphone à Sanchez. Vais chez Snyder<sup>2121</sup>. / 3H½ chez Harrison avec Rist / Sa réponse : obtiens suppression d'une forme conditionnelle mais toujours 'similar to Polish-Italien' porte sortie possible si nous échouons avec Londres. / Et absolu secret vis-à-vis de tous, banques privées comme banques d'émission. C'est impossible ! Savoir au moins ce qu'ils vont dire à Londres. Essaie de le faire fixer par télégramme à Moreau mais ce télégramme est tel 'only

---

<sup>2121</sup> Il s'agit sans doute de Carl Snyder, membre du conseil d'administration de la Banque fédérale de New York que Quesnay remercie le 4 mars 1930 pour le texte de sa conférence sur les relations du crédit-de commerce à l'Académie des Sciences politiques (AN 374 AP 10).

tentative' qu'il vaut mieux l'abandonner. / Dans l'auto au retour devant Harrison essaie de faire comprendre à Rist tous les risques de cette attitude. Suis au fond très déçu. Avons laissé Harrison n'accorder que minimum après l'avoir convaincu au maximum. Il faudrait du temps. Adieux à Strong bien bas » « avec Monnet, pendant que Moore tape notre lettre de [ill.] et que nos inspecteurs codent une demande à Moreau de secret absolu : considérons lettre comme engagement secret vis-à-vis de nous, nous aidant à prendre énergiquement nos responsabilités et entraîner ainsi banques privées et banques d'émission. Mais il faudrait connaître télégramme Londres et obtenir que Federal prévienne au moins ses banques de son intention [ill.] mais suivre » ; le soir lors d'un dernier dîner chez Harrison, il note une « grande sensibilité mais secret absolu rien aux banques privées et pas texte Londres. Suis mécontent ».

Pendant le voyage du retour sur le Majestic – plus « stable »<sup>2122</sup> que le France mais où les « toilettes [sont] moins brillantes que sur le France à l'aller » (le 2 avril), Quesnay semble d'abord atténuer un peu ses critiques puisqu'il note le 31 mars « j'ai dû peiner Rist en insistant trop cette nuit sur la déception que me laisse négociation dernière après le gros succès de conviction de la première semaine. Et pourtant oui on aurait pu obtenir davantage » « Rist malheureux me demande ce qu'avec plus d'énergie il aurait pu tirer – au fond Strong étant malade, Harrison inquiet d'aller trop loin, mon insistance au contraire l'aurait peut-être mis en méfiance et fait reculer ». Mais il souligne aussi combien « Rist [est] toujours docteur cherchant à me convaincre, moi un peu déçu ». Entre la lecture de *The road of Rome* « bonne satire des USA sous la forme d'une critique de Rome »<sup>2123</sup> et la découverte des échecs, qui s'avèrent une activité « aussi passionnant qu'une négociation »<sup>2124</sup>, il continue d'analyser ce qui s'est déroulé aux Etats-Unis notant le 1<sup>er</sup> avril « Non la négociation n'a pas valu l'exposé des motifs ! J'aurais dû mener la 2<sup>e</sup>,

---

<sup>2122</sup> On peut noter d'ailleurs qu'il participe à la « visite des machines ce monde mécanique formidable » (le 1<sup>er</sup> avril 1928).

<sup>2123</sup> Le 3 avril 1928.

<sup>2124</sup> Le 4 avril 1928 « au fumoir partie d'échecs Rist contre Dolles [ou Dulles ?]. J'apprends les règles : c'est passionnant comme une négociation »

Rist m'a au contraire laissé la première et Harrison m'a écarté de la 2<sup>e</sup>. Enfin confiance ! On verra ». Une fois débarqués, le rapport fait, avec Rist, à Moreau, le 6 avril 1928 semble mettre de côté ces divergences : « Chez le gouverneur : Rist rend compte du voyage. Bonne atmosphère : approchent maintenant Londres et Berlin ensemble – préparatifs soirée Services des Etudes – Moreau prêt à abandonner action or russe contre banques américaines – Ravi projets d'ici : son emprunt de remboursement, stabilisation marché. Parcours presse et dossiers »<sup>2125</sup>. On peut remarquer, qu'après ce voyage, Quesnay mentionne davantage de contacts avec des interlocuteurs américains – le 8 novembre 1928 « Visite de Roberts *Associated Press* » ou le 5 janvier 1929 « Matheau conseiller commercial américain » - souvent plus importants que ceux qu'il croisait auparavant notamment Charles S. Dewey, sous-directeur du Mouvement des Fonds à la Trésorerie américaine et vice-président de la *North Trust C.* de Chicago<sup>2126</sup> qu'il rencontre en mai 1928<sup>2127</sup> en même temps que Thomas E. Perkins qui sera un des membres de la délégation américaine lors des négociations d'avril 1929<sup>2128</sup> ou encore Dean Jay, associé de chez Morgan<sup>2129</sup>. Surtout il participe aux entretiens avec Strong de mai 1928, lors de la venue à Paris du gouverneur de la Fed : le 21 « En auto Georges V. / Visite à Strong. Va mieux / A vu Stewart à Cherbourg qui lui parlé de nos causeries. Ravi. A gourmandé Norman qui a tenté de le circonscrire. / Très bonne causerie. Prendrons Franc demain » puis le 24 « Chez Strong marché N[ew] Y[ork] Paris ». Autre signe de la nouvelle reconnaissance dont jouit Quesnay outre-Atlantique,

---

<sup>2125</sup> Cf. MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.531.

<sup>2126</sup> Cf. Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.82.

<sup>2127</sup> Le 19 mai 1928 « 10H Dewey chez le gouverneur » « 3H vois Dewey discutons. Voit Moreau et Rist comme Bavaresky les a vus. »

<sup>2128</sup> Cf. Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.195

<sup>2129</sup> Le 9 juillet 1928 « déjeuner D.Jay » « 3H Dean Jay », le 11 septembre 1928 « Jay a son fils tué chute de cheval forêt de Blau. Télégramme ».

la mention, le 2 octobre 1928 que « Dwight Morrow voudrait me voir réorganiser la Banque du Mexique ».

*Les relations avec la Banque d'Angleterre.*

Ces suites comme le voyage lui-même sont également à replacer dans le cadre des relations toujours compliquées avec la Banque d'Angleterre : malgré les efforts conjoints de Quesnay et Siepmann, elles ne forment pas un continuum régulier tendant à un rapprochement irrémédiable. La question de l'or cristallise, par exemple, ces tensions et blocages, dès avant la stabilisation de droit de juin 1928 qui donne à la Banque de France, les moyens légaux de thésauriser l'or, provoquant les récriminations de nombre de ses partenaires<sup>2130</sup>. La question réapparaît au cours des entretiens de la fin avril 1928 à propos de la Roumanie, d'abord le 27 « 5H ½ à 7H½ Norman / Pas de désaveu Lübbock Coopération en jeu ? Raisons de préférences personnelles SDN [ ? ] mais personnelle[ment ?] derrière [ ? ] Moreau, difficultés y gagner ses gens non à cause intérêts privés régents mais Stock Exchange / Discuté Moreau 8H½ /Dîner Moreau Laurent » puis le lendemain « 2<sup>e</sup> entretien [ ? ] Norman Quelques mécontentements [ ? ] / Se rebiffe, admet pas Yougoslavie, atmosphère anglaise hostile : B[anque de] F[rance], Niemeyer etc. / On s'explique- il écrira avant 10 jours - déjeuner ici avec Rist à qui j'explique la situation /Marchera sous réserve Stock Exchange / Laisse tomber autre question / de principe soutenu par Siepmann ». Quelques mois plus tard, Quesnay souligne combien l'attitude britannique n'est pas encore totalement satisfaisante à ses yeux : il note le 5 juillet 1928, toujours à cause de la situation à Bucarest « Rist hésite à partir ce soir : téléphone à Siepmann pour bousculer sa réponse / Edwards / Déjeuner Giraud "Petite Biche" / Texte lettre invitation aux diverses banques pour affaire roumaine / Londres voudrait encore traîner. Je dicte à Siepmann sa réponse. Ça va mal à Bucarest. Rist hésitant. Les pousser à signer contrat préliminaire, à s'entendre avec Allemagne

---

<sup>2130</sup> Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.134-136.



pendant l'été [ ? ] et peut-être à faire cabinet d'Union. / Il y aurait belle lutte à mener. Bolgert part avec Rist ». Cette lutte est celle que Quesnay continue de mener notamment au cours de son voyage à Londres qui débute le 7 mai 1928. Le but de la visite est la Roumanie : « chez Burgess<sup>2131</sup> : Roumanie, heureux attitude allemande<sup>2132</sup> – liste questions à voir – visite chez Siepmann : les Roumains doivent s'en remettre aux banques moralement nous devons savoir ce que cela signifie car... Je marque point devant Burgess. » « Pendant que Burgess Stewart Siepmann chez Norman, vois Niemeyer, parlons France ». Puis les entretiens s'élargissent : « 1H<sup>1</sup>/<sub>2</sub> déjeuner Siepmann Stewart Burgess /Refuse déjeuner à la Banque. / Stewart prépare sa conférence. Discute avec Burgess et Osborne *Gold Exchange*. Siepmann vient un moment. Burgess expose note qu'il compte rédiger sur Ile-de-France. /Thé Niemeyer salle de discussion [...] Reprend avec Siepmann affaire roumaine, règles du Stock Exchange ». Les échanges se poursuivent ainsi le lendemain « à la Banque avec Stewart Burgess Osborne et [...] Siepmann, exposé sur projets France. Vrai Gold Standard ou encaisse aussi devises ? Alors [ill.] moindre pour travailler à l'économie d'or en démolissant *Gold Exchange Standard* – Règles convertibilité or seulement : devises ou marché libre de changes ». Après un « déjeuner au Board. Affectation d'attentions. Tous les directeurs ont lu compte-rendu visite Norman à Paris : Allan Anderson, lord Revelstoke, Charles Addis spécialement aimables » et une visite à la Chambre des Communes, bâtiment d'un « beau gothique [où il prend place dans la] tribune des

---

<sup>2131</sup> Il s'agit sans doute de Randolph Burgess (cf. AN 374 AP 28), évoqué par Siepmann dans sa lettre à Quesnay du 30 avril 1928 (« me souvenant que vos plans dans une certaine mesure étaient dépendants de ceux du docteur Burgess »), auteur de *Les Banques de réserve fédérale et le marché monétaire de New-York*, préfacé par Moreau, gouverneur de la Banque de France et traduit par Pierre Coste, attaché au service des études de la Banque de France en 1930.

<sup>2132</sup> Référence à la rencontre entre les gouverneurs français et allemands du 5 mai 1928 pendant laquelle « partisan de la coopération des banques centrales à la reconstruction économique et financière de l'Europe, Hjalmar Schacht approuve l'initiative de la Banque de France de soutenir le projet de la Banque Nationale de Roumanie » selon Ileana RACIANU *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales... op. cit.* p.95.

étrangers distingués », ils reprennent la « discussion française. [...]. Tous avec Niemeyer discutons autour du feu *Gold Exchange*. Duel Niemeyer moi. “Je commence à comprendre pourquoi Roumains veulent pas C[omité] F[inancier] SDN” dit Burgess. Faiblesse règles Siepmann pour Yougoslavie<sup>2133</sup>. J’ai le dessus. / Niemeyer seul excuse ses bavardages [?]. Nous invite Burgess et moi au *Reform club* où Salter. Dawes émission (sans option par bons internes). Retour à pied : or et C[omité] F[inancier] ». Le 9 mai « les adieux » donnent encore lieu à une passe d’armes : « Banque : Lacourt Siepmann : adieux à Burgess. Réponse à mes questions Stock Exchange. Déjeuner Siepmann l’atmosphère des deux maisons : Niemeyer ! Vraiment [?] Judas et le continue contre C[omité] F[inancier] / Explique à Stewart l’historique des difficultés (Rist ou rien [?]) me dispute avec Niemeyer sur C[omité] F[inancier], expose à Siepmann politique supposée de l’Angleterre contre nos amis sans crédit, immoralité des demandes [ill.] / Bien difficile le satisfaire. Se brouille-t-on là-dessus ? / Dinons en amis. Nos deux banques. On me trouve trop imaginaire, constructif. Je suis l’esprit animateur à côté de la pensée Rist et la décision Moreau ». Il faut remarquer que, comme par la rencontre avec Burgess la veille, la Banque d’Angleterre reste une source d’inspiration pour Quesnay qui, dans le train du retour en profite pour « dormir [tout] en pensant à consolider son service des changes ». Ce sera toujours le cas, quelques mois plus tard, le 2 juillet 1928 quand il échange avec « Carriguel [à propos d]es taxes *Treasury Bill* ». Il est moins disert sur les rencontres des 26 et 27 juillet 1928<sup>2134</sup> que sur le passage de Siepmann<sup>2135</sup>, le 11 et 12 août 1928 - « arrivée Siepmann. /

---

<sup>2133</sup> Selon MOREAU, *op. cit.* p.558, « Quesnay me rapporte également que Sir Otto Niemeyer a préparé un plan de stabilisation yougoslave, qui est tout à l’avantage de l’Angleterre [...] Il n’est pas douteux que l’on poursuit ainsi un but politique et que la Banque d’Angleterre veut mettre la main sur la Yougoslavie ».

<sup>2134</sup> Le 26 juillet 1928 « Dès 8H1/2 Georges V / 11H Wilson / Déjeuner Siepmann [Mayer barré] / 3H1/2 P.Jay / 6H1/4 Denis », et le 27 « déjeuner chez Rist Strong Jay / 3H1/2 De Bordes / 5H Comert »

<sup>2135</sup> Il découvre à cette occasion que « Siepmann [est] asthmatique, [à cause du] gaz / Nous promenons lentement au jardin ».

Echange télégrammes Londres N[ew] Y[ork] sur ventes change pour éviter mouvement d'or vers Amérique – retour Bolgert ». Cependant à propos de l'or, l'entretien ne semble pas suffisant puisque Siepmann y revient, plus explicitement dès sa lettre à Quesnay du 15 août suivant :

« Je me suis demandé si, dans le cas où la livre sterling continuerait à baisser par rapport au dollar, une demande américaine d'or ne pourrait pas se faire sentir à Paris plutôt qu'à Londres. Vous m'avez dit que, si vous aviez à tenir compte seulement de votre propre situation, vous préféreriez laisser sortir un peu d'or avant de céder des changes étrangers. Nous nous trouvons placés dans une situation semblable, mais nous avons décidé pour le moment, comme je vous l'ai [dit] au dernier week-end, d'invertir l'ordre de ces deux opérations. Tout mouvement d'or vers New York, même pour de petites quantités, pourrait exercer des effets psychologiques gênants pour la Banque de Réserve. Bien plus : celle-ci pourrait se trouver amenée éventuellement à prendre une mesure qui risquerait fort d'avoir une influence perturbatrice en Europe. Ceci, bien entendu, s'applique à des mouvements d'or de Paris aussi bien que de Londres ; et il nous serait utile de savoir si, à l'occasion, vous pourriez agir comme nous agissons actuellement. [...] J'aimerais m'assurer, si possible, que la méthode que je vous ai décrite au dernier week-end paraît, par elle-même, recommandable à la Banque de France, comme étant conforme à notre intérêt général à tous ».<sup>2136</sup>

Quesnay détaille aussi son nouveau séjour londonien quelques jours plus tard, du 23 au 25 août : « Siepmann : Tobakovich [pour le hongrois Tobakovits<sup>2137</sup>] Hairvey, marché bonne causerie /déjeuner Lazard Sir Robert Kindersley / Londres New York Roumanie /Banque Angleterre : Siepmann or, change, pays étrangers / Thé Lübbok Harvey bonne atmosphère. Heureux que Carriguel y soit pris [ou présent ?] / Notre rapprochement cimenté par commune appréciation des caractères

---

<sup>2136</sup> Selon Kenneth MOURÉ, *La politique du franc Poincaré... op. cit.* p.135, ce n'est pas exactement le choix fait alors par la Banque de France : « lorsque, en novembre 1928, le taux de couverture passa au-dessous de 38%, la Banque procéda à la conversion en or de dollars et de livres et vendit des dollars afin d'alléger les pressions qui s'exerçaient sur le franc ».

<sup>2137</sup> En atteste la lettre de Siepmann à Quesnay du 25 août 1928 dans laquelle il se félicite de cette rencontre.

étrangers / Bonne journée »<sup>2138</sup>. On retrouve les deux “facilitateurs” à l’œuvre au début du mois d’octobre 1928 à Paris où on vient d’apprendre l’« hémorragie Kindersley très mal / 10H Gilbert. Causerie chez Moreau avec Rist / 11H Hoden » (le 4 octobre 1928) : le 6 octobre (juste avant le départ de Quesnay pour son second séjour roumain) il y a entrevue avec « Siepmann : tour d’Europe / Déjeuner Bœuf [à la Mode] : règlement général. Je l’ébranle mais trop tard dit-il : faute de contacts, Londres ne comprend pas et s’opposera ». Nouveau tour d’horizon général un mois plus tard le 10 novembre 1928, « Siepmann » « gouverneur nous appelle : cabinet Poincaré probable mais difficultés Siepmann chez (illisible) /Allons déjeuner P[etite] Biche » « visite à Rist : discutons Roumanie /Revenir Banque pour voir gouverneur : crise continue /En taxi avec Siepmann chez marchand de joujoux » où chacun fait ses achats « discutons Espagne (Olanego [ ?] Bernis[ ?]) Roumanie / repart ». La journée s’achève par un dîner chez Quesnay au cours duquel « discutons guerre armistice – Réparations transferts : je l’ai ». On retrouve le mélange d’intimité amicale de proximité des idées et de rivalité à la fois intellectuelle (le « je l’ai ») et institutionnelle (la « crise »). Les contacts pendant cette période semblent très fréquents puisque dès le 13 novembre, Quesnay « téléphone Siepmann pour or » ; le 24 novembre 1928 « Avec Siepmann [qui a eu des difficultés à venir à cause de la météo] à maison – dinons /Parlons or du Cap /Livrés Londres ou Cherbourg [ ?] /En auront 3’’’’’’ [millions] £ - lui parle des plans Bonn jusqu’à 1H ½ ». La proximité avec Siepmann est à rapprocher des difficultés croissantes que Quesnay connaît à l’intérieur de la Banque de France, n’étant pas tout à fait conformes aux choix et aux idées de Moreau et de Rist.

---

<sup>2138</sup> Ce bon climat est confirmé car le soir il « raconte [à] Carriguel [avec qui il était alors en froid] période comité des experts et question Rist Moreau ».

## Un moyen de contourner le conservatisme à l'intérieur de la Banque de France ?

*Avec la stabilisation de jure, un contexte favorable ?*

Sans surprise Quesnay participe à l'achèvement du processus de stabilisation du franc, en préparant son ultime phase la stabilisation *de jure*. Ainsi le 19 mai 1928, il note qu'il est « repris par les textes français. Les remets au gouverneur ». Le 24 mai c'est le « départ [de] Moreau [pour] Rome / Moreau effrayé par Moret /Stabilisation en juillet ? Romier les Marin [ ?] veulent continuer situation actuelle. Dire = spéculation ». A son retour de Rome, le gouverneur est plus décidé puisque Quesnay note, le 1<sup>er</sup> juin, que « hier Moreau a menacé démission si pas décision avant 15 juillet. / Ça a porté : peut-être même 15 juin / On a acheté hier 6 millions £ ! / Téléphone à Siepmann / Prépare dossier Poincaré stabilisation / Strohl / Travail fou – déjeuner Ricard / Vu Mayer et Drouilhet / Repart travail / Bonnet – Carriguel – note projet convention simplifié par Strohl, pas mauvaise base. / Ecrit 1<sup>er</sup> chapitre dossier. / Lettre à Norman / Mussolini et Lacourt ! » « dîner Denis ». On note, au passage, que Quesnay informe immédiatement la Banque d'Angleterre par Siepmann de ce changement d'attitude. Il déploie la même activité dans les jours qui suivent, puisqu'il note le 2 juin 1928 qu'il a « discuté loi Monétaire avec Moreau Strohl et Leclerc / Déjeuner Petite Biche : Ricard Lacourt Raffegau [ ?] Lagarde » puis se poursuit la « longue discussion contre les autres sur la loi monétaire, vente d'or, accord seul après avec Strohl. /Mais mes notes n'avancent pas. ». Il « écri[t] à table et dans le train ». Le 12 juin, il est encore « dans le maquis des textes », alors que les contacts avec le Trésor et notamment Moret (mentionnés les 11 et 12 juin) sont quotidiens<sup>2139</sup>. C'est aussi le cas le 23 avec une rencontre avec « Avenol / Déjeuner Salter Rueff Bœuf à la mode », le jour même où se réunit la « commission des Finances / Téléphone Jeune /

---

<sup>2139</sup> Sur le soutien de Moret à Moreau pendant cette période, cf. Bertrand BLANCHETON *Le pape et l'empereur... op. cit.* p.412.

Le cours =  $124,21 / 65,5$  milligrammes or  $900/1000 = 100F$  ». C'est dans une lettre à Siepmann que Quesnay évoque les sentiments que provoque chez lui le vote définitif de la stabilisation du franc : « vous avez raison de penser que j'ai accueilli avec joie – et aussi avec soulagement – le vote de la réforme monétaire. Après deux années d'efforts, il est naturel que cet événement nous procure une certaine satisfaction, d'autant plus que la loi nous fournit, en même temps qu'une monnaie, les moyens d'action qui nous faisaient défaut sur le marché monétaire »<sup>2140</sup>. Le lendemain, son carnet porte la trace de son souhait d'utiliser le nouveau contexte, né de la stabilisation pour se lancer dans des projets plus larges, qu'il nourrit depuis un certain temps : « Se mettre à l'étude du marché de Paris pour le comité des Banques » « Signé lettres aux services d'études Banques sur Goldpoint ». Il met son service au travail et multiplie les entretiens sur ce thème comme le 3 juillet « Ricard commence notes marché ; visite Auboin : la Banque et l'avenir de la politique monétaire » le 6 « préparé lettre à toutes les banques. Ricard termine sa note sur marché court terme. / Déjeuner Bœuf à la Mode Jap [ou Jacques] de Neuflize, baron Mallet, André Matheu [?], marché court terme, acceptations » ou encore le 11 « 3H½ Marcasson : l'avenir de la France au point de vue financier / 5H Edgar Dreyfus : Dewey Crédit foncier polonais et Ricard ». Le 12 il échange à ce propos avec le gouverneur : « 4H gouverneur : recevons acceptation des différentes banques pour Roumanie. Discutons marché de Paris, conférence de lundi – avec Ricard question Dewey Dreyfus ». Le même jour, il faut remarquer un déjeuner avec des banquiers « 12H3/4 Mayer Seligman [de la banque du même nom] Laprée 24 rue Drouot 1<sup>er</sup> étage », comme ce sera aussi le cas le 16 « 2H½ Dewey. Frondeville pour Crédit Immobilier / En faveur de Dreyfus / 4H réunion des banquiers- bien – Explique à gouverneur comment nous irons au marché par [ill.] mais non banque à nous ». Une semaine plus tard, il note à nouveau « Rist- gouverneur / 4H réunion des

---

<sup>2140</sup> Quesnay à Siepmann le 28 juin 1928, AN 374 AP/9.

banques / Nouvelle bonne séance / Ajournement à octobre »<sup>2141</sup>. Même si certains contacts sont infructueux comme avec le publiciste Georges Lachapelle le 1<sup>er</sup> août 1928<sup>2142</sup>, Quesnay se démène pour faire avancer ses idées, donnant un rôle plus important à la Banque de France sur le marché parisien, comme le 13 septembre 1928 - « Banque [...] Ricard Lacourt Mitzakis – on veut du change – réponse banques acceptation » - ou le 4 octobre 1928 « visite à Edgar Dreyfus /Longue causerie Rueff / Notes Ricard sur bons de Caisse [ ?] et marché de l’argent à vue » / « quelles journées occupées ». La note du 7 avril 1930<sup>2143</sup>, « Paris, centre financier international et les dégrèvements fiscaux »<sup>2144</sup>, montre non seulement la constance de l’expert Quesnay à se pencher sur la question du marché de Paris, mais aussi dans l’utilisation de ses instruments intellectuels éprouvés (perspective large car ouverte sur l’international, rationalité, souci de l’opinion) : c’est l’absence de politique globale (« nous ne pouvons avoir un marché financier international parce que nous n’avons pas en France la possibilité d’un taux de l’argent » p.1) qui nuit à son développement, du fait de l’incapacité des principaux acteurs à l’envisager (« ce sont là des problèmes dont l’existence même n’est pas soupçonnée en France par la plupart des gens : l’organisation d’un marché suppose la connaissance de ce que doit être un marché ») faute d’une ouverture internationale indispensable, celle des « étrangers qui observent la situation française avec une connaissance approfondie des autres marchés », celle qu’a la Banque de France grâce notamment à son

---

<sup>2141</sup> Laure QUENNOÛELLE-CORRE dans *La place financière de Paris au XXe siècle. Des ambitions contrariées*. IGPDE CHEFF, Paris, 2015, souligne, p.131, que « la Banque de France organise, à partir de la fin de 1928, des réunions avec une dizaine d’établissements bancaires en vue d’étudier “l’organisation générale du marché de Paris” ».

<sup>2142</sup> « Rentre pour Lachapelle : 2H perdues avec lui, comprend peu questions marché »

<sup>2143</sup> AN 374 AP 23. On en trouve mention le 8 avril 1930 dans le carnet de Quesnay : « ai remis note au G[ou]verneur sur dégrèvement et marché de Paris ».

<sup>2144</sup> Laure QUENNOÛELLE-CORRE dans *La place financière de Paris au XXe siècle... op. cit.* p.149 et suiv, souligne l’importance de cette question pendant cette période.

directeur du service des Etudes<sup>2145</sup>. De cette méconnaissance découle une situation anarchique en particulier du point de vue fiscal (« En France, par l'exemption fiscale des fonds d'Etat et par la mentalité qui en est résultée chez les prêteurs, on a faussé complètement la notion du loyer de l'argent. Et sans un prix de l'argent, on ne peut avoir un marché financier » p.4) faisant que, pour les investisseurs étrangers « Paris apparaîtra toujours trop cher, n'aura que de mauvaises valeurs » (p.5). La solution qui implique « profondes réformes » (p.6) est marquée au sceau de la rationalité et de la clarté (informative) : « tout placement, quel qu'en soit la nature [...] sera passible d'un même droit : 1% de timbre par exemple, 10% d'impôt sur le coupon et un droit de transmission simple et modéré », avec pour la période de transition, là encore une inspiration puisée à l'étranger (la fin des exemptions fiscales obtenues sur le marché de Londres pendant la guerre par le gouvernement britannique).

Parallèlement à ces projets intérieurs, Quesnay continue à la fin de 1928 de suivre les dossiers de stabilisation extérieure comme en Yougoslavie<sup>2146</sup> ou en Espagne<sup>2147</sup>. Mais ses carnets le montrent surtout préoccupé de trouver des appuis à l'intérieur de la Banque, dont il continue de vilipender le conservatisme<sup>2148</sup>, ou ailleurs. Il est toujours en

---

<sup>2145</sup> D'autant plus que « l'administration des finances a une préparation fiscale admirable ; elle n'a aucune connaissance des problèmes monétaires ; elle est même très fière, ne les comprenant pas, d'en nier à tout propos la réalité et l'existence. Le mal est plus profond qu'on ne l'imagine » p.4.

<sup>2146</sup> Le 2 juin 1928 « Diouritchich : en attendant que Diouritchich est réglé Paris dettes de guerre et que marché soit ouvert, il compte continuer son contrat de Londres : Moreau l'attrape ».

<sup>2147</sup> Le 8 août 1928 « Banque de France à la tête groupe banques centrales pour stabilisation Espagne ? » puis le 5 novembre après-midi « Léon Dufour – Edgar Dreyfus /Réévaluation bilans /Lartigue [ ?] Pologne Espagne ».

<sup>2148</sup> Ainsi dans une lettre dans à l'inspecteur des Finances Pierre Cheysson (vraisemblablement de la Banque de Union européenne industrielle et financière ou Union des mines d'après le dictionnaire de l'Inspection des Finances) sans date qui demande des renseignements sur Pierre Cauboue qui souhaite entrer à l'Union Européenne, il dépeint un homme avec « 'beaucoup d'allant', ce qui dans une maison aussi traditionnelle que la nôtre peut avoir un sens péjoratif mais ne vous effraiera certainement pas ».



contact assez étroit avec Monnet<sup>2149</sup> - notamment le 17 décembre 1928 lors d'un « dîner Monnet avec Kroger [Kreuger ?] et Rist / Bonne soirée intellectuelle avenir Paris et économie mondiale » - ainsi qu'avec ses contacts issus de la période SDN, comme le 27 août 1928 « téléphone Monnet / déjeuner Bonnet / m'enverra le rapporteur Chambon<sup>2150</sup> affaires étrangères » ou encore le 1<sup>er</sup> octobre 1929 « Déjeuner Denis : travaux formidables rue de Condé /Maison achète 1 ½ / Discutons BI et contrôle général B[anque de] F[rance] / Union parisienne /Vu journalistes ». Cependant il faut remarquer ce qu'il note le 21 janvier 1929 après un « dîner Hauser – les Eisenmann Bernstein / professeurs aigris et superficiellement spirituels », semblant assez loin de ces intellectuels dont il était proche à la sortie de la guerre, lui devenu surtout un homme “dans l'action”. Il s'ouvre de ses projets à un homme politique comme « Germain-Martin<sup>2151</sup> / Marché de Paris, réparation », le 23 octobre 1928. C'est souvent lors des déjeuners ou des dîners que l'on voit Quesnay tentait de convaincre tel ou tel de ses interlocuteurs comme le 11 août 1928, chez lui « arrivée Lacourt et Royot puis Lagarde son auto et les Ricard [...] bonne soirée aux lampions sur le gold standard » ; ou le 21 suivant « Déjeune Carriguel : le gagne peu à peu. Malgré tout clos et braqué sur point de vue personnel / Repris avec Carriguel questions marché Pouyane ». Le 6 novembre 1928 il participe à un « déjeuner avec Bonnet et Aubry de Vivandière à 30 francs / Discutons son voyage en Chine, la situation politique et la solution des Réparations / Visite Bianchini, Jay, Rueff et ses articles anti transfert » ; par contre le 22

---

<sup>2149</sup> Ainsi le 4 août 1928 « déjeuner Monnet, seul avec lui chez lui » ou encore le 28 « téléphone à Monnet pour renoncer aller chez lui ». Le 6 décembre 1928 il « attend [...] Monnet chez lui pour lui parler idée Moreau Parmentier »

<sup>2150</sup> Il s'agit vraisemblablement de Pierre de Chambrun (1865-1954), député de la Lozère, alors à la commission des Affaires étrangères, bientôt beau-frère de Laval (Fred KUPFERMAN *Laval op. cit.* p.165-166), le seul député Chambon mentionné par le dictionnaire Jolly étant décédé en 1912.

<sup>2151</sup> Louis Germain-Martin dont on connaît grâce à Olivier FEIERTAG (*Wilfrid Baumgartner, un grand commis des finances op. cit.* p.76 par exemple) la proximité avec Baumgartner, fut député de l'Hérault depuis 1928, sous l'étiquette de la gauche radicale et ministre deux fois, à la fin de 1932 et de nouveau à partir de 1934 (*idem* p.86).

novembre il constate qu'au « dîner Mayer / Trop de monde : les Haas Michel Drouilhet Boisanger. Eviter Fournier en lui procurant qqe chose / Kroeger [pour Kreuger] ? Ça ne m'avance pas », on remarque la connexion avec Ivar Kreuger qui est aussi un proche de Monnet<sup>2152</sup>. Au sein de la Banque, autour de Moreau, les débats semblent assez intenses comme c'est le cas le 28 août 1928 à propos du nouveau règlement que la Banque de France tente d'imposer aux autres banques centrales afin d'affermir le rôle de Paris sur le marché des capitaux à court terme<sup>2153</sup> : « Leclerc nous mande à 9H [...] Gouverneur rentré : Carriguel commence [ ? ] maladroitement : à Londres on ne veut jamais d'acceptations – alors dit Leclerc nous n'obtiendrons pas des Régents, Rist d'ailleurs se désolidarise... gouverneur effrayé, renonce à regret à brusquer [ ? ] Il demande règlement [ ? ] pour achats des banques étrangères seules. On le fait : Roulleau comprend le mieux : piques Carriguel. / Gouverneur me mande. Craint que le seul censeur hésite. “J'ai mal manœuvré” dit-il. Ce sera étape. On peut d'ailleurs par Gilbert avoir des fonds. / Préparons texte [...] Dewey et Stewart / Gouverneur regrette : aurait tout obtenu. / On vend du dollar. / Je prépare lettres pour banques pour envoi du règlement ». S'il met en avant des différends

---

<sup>2152</sup> Sur les relations entre Monnet et ce « géant énigmatique [...] figure hors du commun dont la puissance est liée au monopole sur les allumettes » cf. Éric ROUSSEL *Jean Monnet, op. cit.* p.124. Selon Örjan APPELQVIST, « Entre prudence rentière et mondialisation spéculative. La banque de suède dans l'entre-deux-guerres », dans Alya AGLAN Michel MARGAIRAZ Philippe VERHEYDE *De la croissance à la crise (1925-1935) : Le moment Tannery*, Librairie Droz, 2014 pp.57-66, p.57 et 61, il est « la figure emblématique de la mondialisation suédoise des années 1920 » car « à partir des exportations de ses industries forestières, [son] groupe a connu une expansion fulgurante. Il a utilisé les nouveaux moyens de financements par émissions d'obligations, notamment sur le marché américain. En utilisant des financements de plus en plus hasardeux pour acheter des droits de monopoles dans plusieurs pays, le groupe a réussi à contrôler près de 40% de la production des allumettes ».

<sup>2153</sup> Cf. Marcel NETTER *Histoire de la Banque de France... op. cit.* p.310-312 : dans le cadre de « l'article 9 de la convention du 23 juin 1928 [qui] autorise la Banque à procéder, pour le compte des banques d'émission, à l'achat, sur le marché, d'effets de commerce et de valeurs à courte échéance » « le 30 août, le Gouverneur adresse [...] à une vingtaine de banques d'émission étrangères, le texte du règlement, adopté le jour même par le Conseil Général, et relatif aux opérations “d'achats d'effets et valeurs à court terme” qu'elle est prête à entreprendre pour leur compte, “sur le marché hors banque”. [...] Il est précisé que la Banque prélèvera pour sa garantie de bonne fin une commission fixée à 1/8% ».

d'ordre personnel en soulignant chez certains leur manque de modestie, comme par exemple le 15 octobre 1928 lors d'un « dîner chez Rist avec Lacour-Gayet assez hostile à toute l'idée de règlement général : plein de lui-même [ ? ] / Certains arguments sur dégagement [ ? ] français portent cependant, mais vexé pas avoir primeur attitude favorable américain » ou le 17 décembre 1928 « Rouvier et de Mun [ ??? ] semblables / Relations plein la bouche pas gd chose au fond. Parais évidemment trop optimiste sur mobilisation ! », il mentionne aussi, le 23 octobre 1928, à l'occasion d'un échange avec « Potut<sup>2154</sup> : [qu'il] affirme [s]a prudence vis-à-vis des Finances ». Il s'étonne pourtant quelques jours plus tard, le 13 novembre 1928, de la réaction hostile de Moret à son égard : « Chez Rist : Gouverneur l'appelle. N'est plus expert<sup>2155</sup> : Gillet ou Vogüe. Autrement bonne atmosphère. Discutons achats d'or à Londres, Carriguel fait beaucoup trop de service Etranger / 6H Grünebeyer : faire plan gouverneur : Moret pas ravi que Moreau ait prévenu qu'il m'emmenait ? / Que d'hostilité. Pourquoi mon Dieu ? » Il souligne aussi pendant cette période, le « pessimisme » de certains grands industriels avec qui il est en contact<sup>2156</sup>, dans un contexte politique qui reste finalement assez incertain, puisqu'il note le 29 novembre 1928 « 1H Drouilhet Mayer / Croient changement politique en février – Tenir jusque-là “mon maître” et suppléer Fournier ». Alors que le 22 avril 1928 « je vote pour Marie<sup>2157</sup> contre [Louis] Dubreuil [candidat de l'Union républicaine démocratique],

---

<sup>2154</sup> Il s'agit de Georges Potut (1900-1989) alors journaliste (il serait directeur de *l'Information* en 1929 selon une lettre à Quesnay (AN 374 AP 10)) puis sera député de la Nièvre à partir de 1932.

<sup>2155</sup> Vraisemblablement en ce qui concerne les négociations du plan Young.

<sup>2156</sup> Le 2 décembre 1928 « thé Chapey (Mirault Vallin, quelques autres / Pessimisme de tous ses milieux grande industrie sur solution du problème en cours) ». Il est sans doute périlleux mais pas illogique de lire Mireaux (1885-1969) pour « Mirault » et Waline (1894-1980) pour « Vallin », responsables importants de l'UIMM.

<sup>2157</sup> André Marie (1897-1974) sera finalement élu au second tour : selon Mathieu BIDAUX et Christophe BOUILLON dans *André Marie 1897-1974. Sur les traces d'un homme d'Etat*, Paris, Autrement 2014, p.125, André Marie l'emporte avec 53% des voix. Le 24 avril Quesnay analyse les résultats « dépouille élections mouvement à droite, groupe Marin gagne. Le 2<sup>e</sup> tour redressera à gauche. Georges Bonnet me paraît battu ».

l'ancien maire de Rouen [de 1924 à 1928] – s'il passait malgré son étiquette radicale-socialiste ce serait bon indice évolution des esprits ici », on voit Quesnay entretenir ses contacts avec l'entourage de Laval, autour du remaniement ministériel de novembre 1928 consécutif au « coup d'Angers », qu'il analyse d'abord comme un retour aux incertitudes de 1926<sup>2158</sup> : ainsi le 9, il détaille un « déjeuner Dautry<sup>2159</sup> avec Drouilhet petite Biche / Situation du réseau Etat. Question politique : Poincaré aurait pressenti Laval qui l'aide dans presse et collaborera à moins que Briand ne préfère le prendre lui-même / Essai de solution d'ensemble / Gouverneur ravi [par] ma note / Jette idées pour solution : les discutons demain avec Siepmann / Lagarde travaille pour Dautry » « discussion cabinet continue : souhaiterais entrée Laval remplaçant Sarraut à l'Intérieur. / Poincaré essaie formation » puis le 11 « radicaux empêchent les leurs entrer dans cabinet Poincaré. Forme sans eux. / Bonne leçon mais combien cela durera-t-il ? / Laval semble pas avoir été appelé, toujours discrédité par affaire Hamp<sup>2160</sup> ? » et enfin le 13 il note que Laval « veut me faire rencontrer avec Briand, préparer “ma retraite” (comme [ ?] sous-gouverneur). Demande appui à Cianme [ ?] (?) et Vincent<sup>2161</sup> près Moreau ». Cependant il semble prendre ses distances avec l'Auvergnat début 1929 quand il note le 23 janvier 1929 « Laval compromis plus ou moins dans affaire prestation [ ?] et *Gazette du*

---

<sup>2158</sup> Le 6 novembre 1928 « Chez le G[ou]v[erneu]r : situation politique mauvaise Caillaux hier à Angers à sommer de rompre [plutôt que rejoindre ?] l'Union. Gaffe qui consolide le ministère, dit Moreau. Je doute. Astruc téléphone : les 4 radicaux partent cabinet par terre. / Tous 3 avec Rist comme en juillet 1926 ».

<sup>2159</sup> Selon Olivier DARD, *Le rendez-vous manqué...* op. cit. p.248 Laval s'appuie sur Raoul Dautry (ancien conseiller de Doumergue) pour recruter des experts dans les rangs du CNOF. Selon Ileana RACIANU, *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales...* op. cit. p.114, c'est un ancien ingénieur de la Compagnie du Nord.

<sup>2160</sup> Il s'agit de la dénonciation, notamment par l'Action française en octobre 1927, des liens de Laval avec le publiciste Pierre Hamp, démarcheur du financier Octave Homberg qui tentait de devenir sénateur, selon Fred KUPFERMAN, *Laval op. cit.* p.84.

<sup>2161</sup> Il s'agit sans doute d'André Vincent, le nouveau président de la Banque nationale de Crédit (MOREAU *Souvenirs...* op. cit. p.448), proche de Laval à qui il prête les fonds nécessaires à l'achat de plusieurs titres de la presse régionale (KUPFERMAN *Laval op. cit.* p.68 et 70).

*Franc*<sup>2162</sup> / Quelle pourriture en ce pays ? ». Pourtant quelques mois plus tard, le 11 juillet il évoque un « déjeuner Léger chez Laval [Boissard barré] » qui ressemble à une tentative de rapprochement<sup>2163</sup> le soir « 8H½ Volonté 4 rue de la Michodière / Luchaire – Léger Dubarry<sup>2164</sup> Consekhof [?] Montigny<sup>2165</sup> ». De même le 29 novembre 1929 il mentionne une soirée à « 8H Crillon smoking / Laval » sans être plus explicite.

*Avec Rist un éloignement croissant.*

Plus précoce et plus importante paraît la prise de distance de Quesnay vis-à-vis de Rist. Malgré une affection sincère et toujours présente<sup>2166</sup>, l'ancien élève souligne combien son maître a dû mal à le voir s'affirmer chaque jour davantage : ainsi le 19 janvier 1928 Rist est « contre ouverture compte Blair (parce que j'en parle ?) / Visite Rouvier : contre Blair aussi Roumanie ! »<sup>2167</sup>. De même le 23 « chez gouverneur : lettre à Strong / Rist vexé d'avoir fait le projet » mais de ne pas en tirer tous les fruits, finalement Quesnay a « revu Rist. Expédié lettres Strong Burilleau Harrison ». On retrouve les mêmes griefs « caractériels » en août 1928 à propos de la Roumanie : la crise éclate le 13 « Rist / Toujours le point de sur réaction sur son prestige personnel. Hostile à acceptations et à l'envoi de la lettre roumaine. Je fais de mon mieux et

---

<sup>2162</sup> Il ne semble pas pourtant y avoir de lien entre Laval et la sulfureuse Marthe Hanau.

<sup>2163</sup> Il note en effet le 3 juillet 1929 « Comert, voir Léger prévenu contre moi ».

<sup>2164</sup> Ancien directeur du *Pays*, il est devenu l'homme de confiance de Caillaux depuis le grand procès de 1920 selon KUPFERMANN *Laval op. cit.* p.11.

<sup>2165</sup> Jean de Montigny, appartient à « l'arc réaliste » selon DARD, *Le rendez-vous manqué... op. cit.* p.16. Il a été proche de Caillaux, avocat d'affaires, ayant travaillé pour Union des Mines, puis s'est brouillé avec Poincaré pour une affaire de fraude selon ROTH *Poincaré op. cit.* p. 523

<sup>2166</sup> Par exemple le 17 septembre 1929 « à Paris pour l'enterrement de la mère de Rist » « la réunion calviniste et la méditation sur la morte et sur la mort [?] – à la sortie Leclerc Plevin [?] Mitzakis Roulleau les Ricard » « Pauvre Rist »

<sup>2167</sup> MOREAU dans ses *Souvenirs (op. cit.* p.478) met en avant l'influence de la Banque d'Angleterre sur Rist ; cf. aussi p.492 « d'une façon générale, j'ai remarqué que M. Rist a peur de mécontenter les Anglais. Au contraire, le chef du Service des Changes, M. Carriguel, penche toujours pour que l'on prenne une attitude énergique vis-à-vis de la Banque d'Angleterre ».

puis je m'irrite de cette [ill.] de quelqu'un pourtant intelligent. / Tout s'accumule : je n'aurai rien réglé dans mon été – avec Bolgert déjeuner Petite Biche. Etude du programme qu'il rapporte : c'est du joli ! Pas un chiffre, pas une précision nouvelle : cette affaire me décourage. / Surmené – Rist demande la Banque de Paris et l'empêche de signer : qu'il en garde la responsabilité, seul » et le 14 se déroule la réconciliation « discussion à fond avec Rist acceptation des lettres à Bratiano [...] Reprends amicalement [ ?] discussion avec Rist, tente de le convaincre ». Pendant les longues traversées vers l'Amérique - « pas une trépidation impression d'immobilité absolue »<sup>2168</sup> - Quesnay a le temps de définir un autre des ressorts psychologiques de Rist qui l'insupportent : « Rist complique sous son apparence simple, n'a pas la vraie simplicité de Moreau. Son intérêt personnel joue toujours un rôle énorme d'arrière-plan dans ses préoccupations même pour m'offrir une boîte de cigares ou bonbons ou pour discuter la réunion statistique de la semaine prochaine »<sup>2169</sup>. D'ailleurs Rist lui-même, le lendemain, « explique [à Quesnay] pourquoi il était content d'aller aux USA. Il y est quelqu'un. Sans lui aurait-on eu plus ? ». Mais, au-delà des questions d'ordre psychologique<sup>2170</sup>, le voyage américain permet aussi à Quesnay d'énoncer clairement des différences plus fondamentales avec son mentor : ainsi le 8 mars 1928, « Rist et moi entamons grande discussion sur Comité financier, ses interventions, le libéralisme spontané de Rist. Essaie de lui faire sentir nécessité moderne de l'organisation, le passage à l'ère vie des sociétés, la stupidité de l'organisation sans base mais la nécessité de coordonner les initiatives une fois prises. Genève les groupes autour du vocable SDN pour servir à construction édifice paix, or Rist lui pacifiste avancé en doctrine est nationaliste indivisible [ou individuel ?] par réactions. Son horreur toute française de l'organisation par crainte de

---

<sup>2168</sup> Le 8 mars 1928.

<sup>2169</sup> Le 3 avril 1928.

<sup>2170</sup> Le 3 avril 1928 encore « Rist a télégramme de Moreau qui semble-t-il ne sera pas là à notre retour : prépare élections chez lui. Discutons sa position à la Banque. Pourquoi ne serait-il pas en titre [ ?] le conseiller roumain. Jalousie de ses fils contre moi ».

l'organisation explique nos oppositions sur questions marché de Paris, collaboration banques d'émission, direction des prix et du développement économique – nous nous découvrons deux moteurs totalement dissemblables, ma jeune activité croyant encore à l'action, aimant l'action, alors que son horreur de l'action l'a poussé au scepticisme pour expliquer son inaction ». La différence générationnelle recouvre ici un vrai différend théorique : à un Rist, incapable de penser le nouveau contexte issu de l'après-guerre – voir l'appréciation cruelle du 21 juillet 1928 « Rist ravi succès roumain / Comprend rien au marché » - et donc de penser autrement qu'en "pur" libéral du XIX<sup>e</sup> siècle, s'oppose un Quesnay convaincu de la nécessité d'une « organisation » du marché, comme de la « collaboration » à l'échelle internationale. C'est aussi net dans une lettre de Quesnay à Siepmann le 16 août 1928 à propos du contrôle du marché intérieur et des conséquences de la stabilisation, avec le projet de Quesnay de faire mener par la Banque de France des opérations d'*open market* :

« M. Rist est partisan du retour dans tous les domaines aux conditions d'avant-guerre : libre circulation de l'or à l'intérieur et internationalement, libre pratique des mouvements de taux officiels d'escompte, etc... Les actions de change ou les interventions sur le marché libre d'escompte lui paraissent donc regrettables ; en théorie, je suis d'accord avec lui. En pratique, je soutiens que revenir seuls aux conditions d'avant-guerre serait non pas rentrer dans le mouvement international, mais bien s'en isoler, dans toute la mesure où les circonstances ont obligé les autres pays à évoluer. / Je préconise donc de tout faire pour amener avec nous les autres à revenir aux conditions normales d'avant-guerre, mais d'éviter de faire "cavalier seul" et de conformer notre action à la leur. / En ce qui concerne nos projets, M. Rist pense que la stabilisation se suffit à elle-même, qu'elle crée l'atmosphère dans laquelle notre marché doit se réveiller suivant ses habitudes normales. Le mot "organisation" répugne à son libéralisme autant que le mot "intervention". Autrement dit, il préfère les églantines aux roses ! / Je soutiens que sur toutes les places aujourd'hui, les banques centrales vendent et achètent des effets pour agir sur les taux du marché. A Londres comme à New York, elles agissent par les *Treasury Bills* parce qu'ainsi leur intervention se remarque moins, il est impossible de reconnaître sur le

marché un *Treasury Bill* qui est passé par la Banque tandis qu'on y reconnaît un effet de commerce que son montant, ses signatures, son objet individualisent beaucoup mieux. / Comme nous n'avons pas de *Treasury Bills* impersonnels à notre disposition, que nos bons de caisse ont même l'uniforme de la Banque, je soutiens que nous pouvons remettre sur le marché, sans les endosser, soit les effets que nous aurions achetés, soit les bons de caisse, quand nous voulons raréfier les disponibilités ; et que ces interventions sont, hélas, devenues pratique courante des banques centrales. Est-ce exact ? / Si nous nous bornons à jouer du taux officiel, alors que partout on intervient, nous provoquerions une amplitude trop grande des mouvements internationaux de capitaux et, loin de contribuer au rétablissement d'une situation normale, je crois que nous apporterions des perturbations dans le fonctionnement international du crédit »

Ces différences théoriques se traduisent par des affrontements au quotidien comme par exemple le 14 juin 1928 lors d'une « journée de triomphe / Le gouverneur épluche ma note avec Leclerc et Strohl : il veut qu'elle parte chez Poincaré. Enthousiaste du contrôle du marché – on a bien manœuvré. » « visite Zimmerman / Documents retapés prêts pour Poincaré – Rist plus attristé qu'agressif combat contre Moreau passage des bons russes à la Caisse et centralisation du marché [ ? ] Moreau chez Moret / Tout ira ! Cigarettes mais règle achats d'or etc. ». On retrouve ici la figure du gouverneur pris entre différentes influences, qu'il s'agit d'attirer de son côté, voire d'être avec lui dans une « intimité complète »<sup>2171</sup> comme c'est le cas le 13 juin 1928 : « bon travail de nuit : la note indispensable avance / Heureusement [ ? ] ! Moreau effrayé par la découverte d'hier ne veut plus rien faire avec le Trésor<sup>2172</sup>. Je termine à 2H½ lui fait porter. / Révolution ! » « Elle est bonne cette note ! Vous avez raison mais c'est impossible d'obtenir. Je prouve facilité. Leclerc

---

<sup>2171</sup> Le 26 avril 1928 « Moreau discussion Kiriacesku sur révision programme et notamment sur moi administrateur. Expose à Moreau aussi mes objections. Intimité complète ».

<sup>2172</sup> MOREAU impute la résistance du Trésor davantage à Farnier qu'à Moret (*op. cit.* p.584). Laure QUENNOUËLLE-CORRE souligne la « prudence » du Trésor lorsqu'il s'agit d'intervenir dans l'économie de l'entre-deux-guerres, « orthodoxe sur le principe mais fluctuant sur la pratique » dans *La Direction du Trésor. L'Etat-banquier et la croissance, 1947-1967*, Paris IGIPDE, 2000 p.35.



consulté / Moreau retourné / Strohl termine sa note sur intérêts [ill] et redevances. / Cherche à le voir avec Roulleau / Moreau gagné, comprend, voit. Mes textes sont prêts. Partie gagnée ? Quel progrès »<sup>2173</sup>. Quesnay ne va pas cesser de parler à Moreau de son projet de contrôle du marché parisien tout au long de l'été 1928 : ainsi le 30 juin « Gouverneur gagné à l'abaissement du Goldpoint. Prendra [ ? ] aussi question de l'organisation du marché de Paris », puis le 7 juillet « gouverneur ravi de note sur le marché, laisser invitation lundi », le 19 juillet c'est une « causerie gouverneur : Roumanie marché » puis le 21 août « Gouverneur : réparations – dettes – marché – jeudi à Londres ». Septembre 1928 marque un tournant dans la relation personnelle entre les deux hommes, puisque, signe fort de leur rapprochement, Quesnay est invité par Moreau à chasser avec lui dans son domaine de la Frissonnière : le 22 septembre, il note « en route pour Le Blanc, la Haute Vienne, La Frissonnière / Pays pauvre – maison moderne [ ? ] normande [ ? ] dominant les 400 ou 500 hectares de Moreau » « on coupe au bridge / La mort de Neuflyze nous oblige à repartir dès lundi », le lendemain il « guette départ Moreau et Boudin pour la chasse. Les accompagne ». On retrouve le Quesnay compétiteur qui constate : « j'aurais tiré plus et mieux que Moreau [...] Il rate un beau lièvre. Causons Rist et réparations ». Parmi les invités arrivant dans après-midi on remarque « Raoul Péret le préfet et le sénateur »<sup>2174</sup>. Il est plus facile, une fois rentrés à Paris de poursuivre son discret travail d'influence comme le 4 octobre 1928 quand il note « nouvelles idées semées chez Moreau ». Le 22 on voit les deux hommes choisir ensemble l'attitude à adopter face au Trésor : « chez Moreau : lui expose déjeuner Gilbert, lui parle de ce que m'a dit Monnet. Jalousie des Finances contre [ ? ] moi, crainte d'indiscrétion dit Lacour-Gayet. Me

---

<sup>2173</sup> Plus mesuré, MOREAU évoque lui dans ses *Souvenirs*, p.584, « une longue conférence avec M. Quesnay » car « il s'agit d'organiser d'avance la période d'après stabilisation, de façon à donner à la Banque de France la maîtrise du marché monétaire

<sup>2174</sup> Ce sera à nouveau le cas en 1929 du 3 au 10 septembre avec notamment le 4 lors de l'« ouverture de la chasse » « Chabron bon marcheur / Appleton indolent / Moreau fatigue vite, chasse seul »

propose donc de conserver extrême prudence ! Donne indication dans ce sens à Ricard et aux autres ». En novembre 1928, il faut “remonter” le gouverneur manquant d’allant après le congrès radical d’Angers<sup>2175</sup> : ainsi le 8 novembre politique « Moreau revient de chez Doumergue pas bon : il semble se rallier à l’idée Poincaré sur cabinet d’attente précédant son retour au pouvoir mais dans qqes mois il sera trop tard. Des Raoul Péret Clémentel ou Doumer seraient mauvais : mieux vaudrait ajourner. Briand avec Chéron au budget seraient encore les mieux : Ramon enthousiaste à l’idée Clémentel » et le lendemain « Gouverneur croit à appel Poincaré (combinaison 1) qui se retirera si une combinaison bonne n°2 / Attente géné[r]ale] Raoul Péret est possible mais acceptera si la combinaison 3 Briand Tardieu s’oppose à la 2 pour agir elle-même ». Lors du voyage en Belgique début 1929, le binôme Moreau-Quesnay semble bien fonctionné puisque le 11 janvier il est noté que « Moreau excellent, clair, énergique, modéré, en forme. Parmentier très gentil et utile. J’interviens assez sans le faire trop ». Cette proximité n’empêche pas Quesnay de mesurer assez amèrement à la fin 1928 les limites de son influence au sein de la Banque quand interviennent certaines nominations au sein de l’institution : il note ainsi le 20 novembre qu’il « expose au gouverneur l’idée des deux échelles, Chéron nommé / Moret comme [ill. sans doute successeur] Leclerc. Fournier du budget voulait le Mvt des fonds. On lui promet la succession de Rist et l’on nomme Fournier – je perds une belle occasion » puis le lendemain « Nomination Leclerc au CF / Rist comme 1<sup>er</sup> sous-gouverneur – Moret 2<sup>nd</sup> – Farmier et Bizot aux Fonds paraît » puis en fin le 22 « Pense à cette arrivée Fournier par-dessus moi : a 36 ans / Etait-ce inévitable ? Enfin ». Sa déception est peut-être avivée car il reçoit, pendant cette période, un certain nombre de propositions pour passer dans le privé. Le 29 février 1928, alors que la situation est assez tendue avec la banque d’Angleterre, il note un « déjeuner Pouyanne très effrayé : créera [ ? ] sa [ ? ] banque à Londres

---

<sup>2175</sup> Le 4 novembre 1928 « Moreau : mauvaise action [ou allure] du congrès radical d’Angers contre le Cabinet »

voudrait que j'aïlle m'y installer. » puis la « visite Gannon : m'offre rentrer Chase pour bureau de Paris européen ». Le 27 mars 1928, pendant le voyage américain, il mentionne qu'il doit « remercier la *Chase* de son offre. Plus tard peut-être ». A l'été 1928, est-il tenté de faire comme ses anciens collègues de la SDN le 10 juillet « 12H De Bordes : quitter SDN pour banque américaine » et le 10 août « 11H½ Rougé [ ? ] : entrerait à la *Chase* ». Après la déception des nominations de novembre, la question redevient plus brûlante puisqu'il s'en ouvre même à Rist le 20 décembre 1928 : « déjeuner Drouilhet : les concentrations presse et les scandales / Barrer la route à Fournier ? / Avec Haguenin doit le remplacer. Poincaré menacé. Tardieu me nommerait-il ? ou laisser créer président et savoir attendre ? / Courses de Noël ? Non G[ou]v[erneu]r me demande, discutons secrétariat » « Rist me reconduit dans auto. Lui dis en route mon hésitation entre l'argent privé et le G[ou]v[ernemen]t de la Banque. Il feint être très hostile à Z [à identifier] pour moi » « soirée Moreau / Fatigué, perdu dans la foule ». Si les divergences avec Rist semblent bien porter sur le fond, notamment sur la capacité à saisir les transformations induites par la guerre et ses conséquences sur la pensée économique libérale, les relations avec Moreau, aussi bonnes soient-elles, montrent aussi un Quesnay trop « à l'étroit » dans le costume de « générateur d'idées » dans lequel il semble être réduit par le fonctionnement de l'équipe dirigeante de la Banque – il note ainsi le 9 mai 1928 au cours d'un séjour londonien « On me trouve trop imaginaire, constructif. Je suis l'esprit animateur à côté de la pensée Rist et la décision Moreau ». Il va trouver un terrain plus approprié à ses ambitions avec la question des Réparations de la fin 1928 à son départ vers Bâle en 1930.

### **Un acteur majeur des négociations du plan Young.**

*Les Réparations, une préoccupation ancienne et importante.*

Sans qu'il soit possible d'en préciser la nature exacte, il semble clair que Quesnay réfléchit depuis longtemps à une solution à la question des Réparations : il note ainsi le 10 janvier 1923 « 1H¼ Simon déjeuner très

intéressant : perspectives de crédit Londres, Young parti. J'esquisse un système ; Je lui expose ma grande solution du problème Réparations qui prend vraiment tournure et que je crois la seule », puis le 14 suivant « J'ai exposé à Charron mes idées internationales sur les Réparations : elles se fixent et, à chaque fois, elles frappent » ; il souligne le 2 mai 1926, encore depuis la Suisse, l'« accord franco-américain lourd sur dettes » à propos de l'accord Mellon-Bérenger du 29 avril 1926 ; le 13 octobre 1928 de retour de Bucarest, il profite d'un arrêt à Vienne pour échanger avec Künwald, en partie sur ces questions : « 5H½ 8H½ Autriche, sa merveilleuse philosophie, sa pensée profonde et pleine, sa désir faire des affaires par Paris aussi. / Plan Dawes et libre-échange ». On peut penser que les idées de Quesnay dans ce dossier se nourrissent de ses contacts qu'il a conservés de ses années SDN<sup>2176</sup> et qu'il développe parmi ceux qui sont favorables, comme Louise Weiss<sup>2177</sup> : le 3 août 1928 il mentionne « Déjeuner Louise Weiss » ; par une lettre du 16 janvier 1929, il la remercie pour l'envoi d'un numéro spécial de *l'Europe nouvelle* dont « je garde les numéros presque depuis l'origine »<sup>2178</sup>. Il reste aussi en contact avec Coudenhove-Kalergi<sup>2179</sup>. Au cours de l'année 1928, il s'intéresse davantage à la situation allemande notamment lorsqu'il accompagne Moreau vers Berlin le 2 mai 1928<sup>2180</sup> : le 3 « allons chez de

---

<sup>2176</sup> Ainsi le 14 novembre 1928 « Exposé à Stoppani situation /Rentrons 8H1/2 en taxi /Bavarde pendant que nous dînons (langouste vide). Part à 0H1/2 chez Lebeleson [ ? ] Ira-t-il Rome agriculture ou organisation marché européen [ ? ou économique ? ] ? »

<sup>2177</sup> A propos de cette « Européenne », à la tête de *l'Europe Nouvelle* depuis 1920, cf. Christine MANIGAND « Louise Weiss Aristide Briand et l'Europe Nouvelle » dans Jacques BARIETY (dir.) *Aristide Briand la Société des nations et l'Europe 1919-1932* PUS, Strasbourg 2007, p.264-278, p.264-266.

<sup>2178</sup> AN 374 AP 10.

<sup>2179</sup> Celui-ci lui demande une entrevue lors de son prochain passage à Paris (le 10 décembre 1929) par une lettre du 6 décembre 1929 (AN 374 AP 10). Dans le même esprit (et le même dossier des Archives nationales, on trouve les remerciements de Quesnay à Francis Delaisi, le 19 novembre 1929, pour son ouvrage *Deux Europes* qui est, selon Quesnay, « un pas dans la voie de l'organisation économique de l'Europe, de la création du grand marché européen qui s'impose aujourd'hui ».

<sup>2180</sup> Il remplace au dernier moment Rist dont la mère est au plus mal.

Margerie<sup>2181</sup> (fils Autriche) / Son auto nous conduit à *Reichsbank* / Schacht et Dreyer [ou Dreyse ?] / Bonne impression. Vous pouvez seuls, vous demandez [ ?] : donc collaboration. Flattés. / Schacht ainsi renforcé près Streseman dont notre visite facilite élections – mais difficultés morales : règle emprunt Berlin question *Reichsbank* sans inspection [ ?]. Je discute. ». Vient ensuite le « déjeuner Schacht minuit. Finances banquiers – reprise conversation / Plus doux: pas [ill.] limite au minimum revendications : non règlement mais accepte discussion négociations » puis « dîner Pierre Jay Schacht Frère Byer [ ?] [ill.]. Bonne soirée. Je discute avec Schacht ». Le lendemain, les banquiers centraux sont « harcelés photographes [ ?] Avec Nordshoff<sup>2182</sup> et Schuld à Sans Souci Potsdam » ; après le « déjeuner ambassade », « allons au comité des Transferts / Jay demande ce qu'on va faire en France – et si pour amorcer escompte et mobilisation [ ?], France pourrait faire paiement au taux [ ?] d'escompte donc difficultés. / Chez Schacht qui vient d'incinérer son père. Accord / Enverra lettre demain / Grand accord – Luyer Frère Berger / Dîner seuls Moreau et moi ». Une fois rentré en France le 5, Quesnay semble très positif dans le compte-rendu qu'il fait notamment à Monnet de son voyage allemand<sup>2183</sup>. Il note le 21 mai les « élections allemandes à gauche »<sup>2184</sup>. Au cours de l'été, il mentionne un échange de lettres avec Schacht à propos de la Roumanie<sup>2185</sup>. Dans ce contexte, il n'est pas

---

<sup>2181</sup> Pierre Margerie est ambassadeur de France à Berlin de 1922 à 1931

<sup>2182</sup> cf. Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.52 : Nordhoff est, dans les années 1920 le directeur de la *Volkswirtschaftliche Abteilung*.

<sup>2183</sup> Le 6 mai 1928 « chez Monnet Denis Roumanie » « Antonesco et Monnet rediscutent de la sécurité / Ai présenté très optimiste Berlin [ ???]. Tout cela pas fini »

<sup>2184</sup> Si les élections laissent penser à un retour au pouvoir du SPD, c'est finalement un cabinet de personnalités dirigé par Müller qui se met en place après de longues négociations.

<sup>2185</sup> Le 30 juin « lettre pour engager Berlin négociations » puis le 10 juillet « lettre à Schacht sur achat traites Berlin. Dénonciation des reports, création de francs, émission bons russes » « P.Jay expert indice prospérité allemande [ ?] » et enfin le 13 novembre « Schacht accepte Roumanie ».

étonnant de le voir se rapprocher de Parker Gilbert<sup>2186</sup>, Agent Général des Réparations et acteur majeur de la question. Dès les premiers contacts, le 18 juillet 1928, il note « 5H Gilbert : jeune et sympa / Règlements : Poincaré – Gayet / Indice prospérité : gouverneur me propose au lieu de Colson qu'il dit gâteaux / Gilbert expose et expose / Poincaré problème des 400 millions [ou milles] \$ de l'accord Mellon-Bérenger à transformer en accord Poincaré et des réparations. / Revenons de chez Moreau, me quitte à 7H½ ». Le 1<sup>er</sup> août suivant il a avec « Gilbert bonne discussion amicale sur règlement général, accord Mellon Berenger et évacuation rhénane / Probabilités des prochaines semaines. Raisons de l'attitude anglaise. Grande intimité. / Part avec Mellon pour Dinart ». On voit les deux hommes capables de se situer à niveau global. Même tonalité le 14 août 1928, avec l'inquiétude partagée quant aux contacts entre décideurs politiques de premier plan : « travaillé note acceptations / Enfin quelque chose avance / Visite Gilbert craignant contact difficile Schacht Poincaré / La liquidation générale va-t-elle se déclencher malgré Londres en échange de l'évacuation rhénane ? / Adieux à Rist / Retour du gouverneur : pas du tout disposé à renoncer aux acceptations / statut roumain ». La proximité entre les deux hommes tient peut-être aussi à la relative ressemblance de leur action puisque celle de Parker Gilbert s'apparente aussi à un subtil jeu d'influence, comme le note Quesnay le 29 octobre 1928 : « Gilbert doit-il venir avant conseil de demain et avant visite de von Hoechst pour agir sur Poincaré, faire qu'il demande moins d'assurance. / J'explique à Monnet pour quoi je ne veux pas intervenir / Parle au G[ou]v[erneu]r / Gilbert décide de venir », l'entremise de Monnet se confirmant d'ailleurs le lendemain (« Gilbert et sa femme dînent chez Monnet – je les rejoins Gilbert ravi de son entretien »). On retrouve le même genre d'intervention quand la situation se complique à la fin de l'année – le 29 novembre « Lettre

---

<sup>2186</sup> Seymour Parker Gilbert (1892-1938) est l'Agent Général des paiements des Réparations, « jeune et brillant américain » selon Jean-Baptiste DUROSELLE *La France et les Etats-Unis... op. cit.* p.137.

Gilbert très noir si retards durent. L'a téléphonée pour moi » et surtout le 30 « Tuile roumaine / Et tuile traité Réparations » « Monnet chez Moreau / Chevalier me téléphone – Rist sera désolé / 12H Dolleau [ ? ] : important rapport Chambre Com[merce ?] Int[ernational ?] / Bate Cutcheon<sup>2187</sup> / Club “The Travellers” Champs Elysées / Explique désir respect traité / 11H Dreyfus : CF [pour conférence] Varsovie / Tout le plan, contre les Américains / Croit Barasky [ ? ] assemblé [ ? ] / Fisher me téléphone pour s'imposer / Je le mouche / 3H Novakovitch : va chez Carriguel / Coudurier qui ne me rembourse pas mes 15 [ill.] 1000 à 1500 / Réponds à Gilbert / Lis à Moreau / Discutons position pour demain avec Francqui / Refuse d'y rester » - puisque le 1<sup>er</sup> décembre « Téléphone de Monnet / Gilbert a bonne réaction sur lettre de Poincaré : il décide de venir / Lettre de Rist – préparation conversation Francqui / Causerie avec camarades / 6H René Benjamin : rôle de la France dans le monde. Les possibilités, son action / 7H appelé chez le gouverneur avec Francqui et Gutt / Veulent aval international pour mobilisation ». Ainsi quand se préparent les négociations cruciales, Parker Gilbert n'hésite pas à favoriser la candidature de Quesnay, à qui il livre des informations confidentielles : ainsi le 7 février 1929 « 5H Gilbert : sa visite à Poincaré – accord complet : procédure samedi : confidences Gilbert sur trahison Leith Ross bluff Schacht – consent [ou plutôt content ?] m'avoir présent – secrétaire du comité (avec ou sans Areef [ ? ] ou alors de la délégation (au lieu des suppliants alors) ». Par ailleurs, il multiplie les contacts avec les autres acteurs du dossier des Réparations, notamment en août 1928 : ainsi dans la même journée, le 10, il mentionne un « déjeuner Ter Meulen au bois de Boulogne : longue causerie or réparations, Roumanie / 3H¼ Edgar Dreyfus, acceptation internationale, Pologne et Dewey / 4H½ Frerichs les réparations et dettes inter » ; ensuite le 14 alors qu'il « travaille statuts : visite de Comert : plan Dawes et règlement général » « suite des statuts. Bolgert va partir en congé » et enfin, le 18, il « va aux Finances pour

---

<sup>2187</sup> Cutcheon est le délégué américain à la Commission des réparations, Bate est son adjoint cf. AN 374 AP 10 et MOREAU *Souvenirs... op. cit.* p.528.

question Gilbert Streseman Réparations et Rhin ». S'il n'est pas surprenant de retrouver, parmi ceux avec qui il échange sur ce dossier, Monnet<sup>2188</sup>, il est plus marquant de constater sa proximité croissante avec ses homologues belges, puisqu'il note le 6 décembre 1928 « 9H Gutt chez Rist / Discutons Gutt Perier Janson Bruys [ou Bruges ?] Bizot Rist et moi / Ils sont bien M'entends mieux avec eux qu'avec gens d'ici. / Leur montre nos tableaux et calculs »<sup>2189</sup>.

A partir d'octobre 1928, selon son carnet, la question des Réparations passe au premier rang des préoccupations de Quesnay, à un moment qui est encore celui des "experts" et pas encore celui des "négociateurs". Ainsi le 1<sup>er</sup>, dès son « retour à la Banque / Courrier – chez Rist : l'affaire des réparations marche / Du coup pour en [ill.], Rist reste jusqu'au 1<sup>er</sup> février, Poincaré acceptant que Moret le remplace alors après le budget / Dès maintenant engagement du Président de la République / Moreau aurait accepté même sans Rist "Quesnay assurant l'intérim" / Je déjeune chez Monnet » puis chez lui « seuls discutons [avec] Gilbert / moi secrétariat général anglais hostiles ». De même le lendemain, il semble tenter de faire entériner ce qu'il a convenu avec son ami américain : « décide départ Bucarest samedi matin. Parle au Gou]v[erneu]r de mon secrétariat général au Comité– Strohl / Longue causerie Carriguel / Déjeuner chez Rist avec Sanchez / Parlons des dettes et réparations [...] Vu Gouverneur pour Pouyanne / Refuse d'abord, ajourne ensuite / 4H Auboin / 5H Pouyanne / Carriguel téléphone justement son consentement ?! Revoir Moreau /Moreau Chevallier [ ?] retard [ill.] roumain / Monnet Rist / Monnet part pour Londres / Rist rentre de chez Poincaré [ ?] / Reste ; mais inquiet idée Poincaré sur ratification [ill. peut-être escompte ?] / Dîner Walter Ramsay et sa femme ». A peine de retour de son second séjour roumain, il rouvre le chantier, s'appuyant sur

---

<sup>2188</sup> Le 15 octobre 1928 « chez Monnet : Réparations ».

<sup>2189</sup> Le 9 janvier 1929 il échange avec « Gutt / Discutons dossiers belges et réunion Bruxelles vendredi / Gutt nommé démissionnerait ainsi que Parmentier du CT. /Rist remplace Parmentier / Pierre Jay téléphone / Rendez-vous Moreau / 5H Jay / Assez pessimiste ».



son service : le 16 « quelques mots encore de l'affaire roumaine mais on reprend surtout affaire des réparations / Gilbert retenu Londres par Churchill / Atmosphère difficile là-bas ! Poincaré toujours pour comité officiel, Moreau pourtant en serait. » « discussion annuités / visite Roger Auboin / Berger / Discute avec mes types toute la répartition des annuités » Pendant le dîner au Bœuf à la Mode où Carin est aussi présente, « discutons réparations son avenir dans un comité mobilisation ou les affaires ». Le lendemain, il souligne l'accumulation des difficultés : « Gilbert toujours à Londres / A 11H du soir / Coup de téléphone de Londres Monnet Gilbert / Anglais retournés Churchill a mandat du conseil des ministres s'entendre avec Poincaré mais celui-ci vient de refuser le recevoir. / Agir ». Le 18, il ne va pas hésiter à outrepasser ses fonctions pour faire pression sur Moret, afin de surmonter le différend avec les Britanniques : « dès 7H½ téléphone à Moreau qui saute chez le Président » « j'accours à la Banque : c'est fait Poincaré recevra Churchill demain à 10H½ / Téléphone Londres Mme Gilbert / Gilbert prend train 11H on peut plus toucher Churchill. Que faire ? / Chalendar ? Attendre ? [ ? ] / Je décide Moret à agir sans instruction !! / Tout colle !!! / Un coup inespéré !!! / Midi Berger » « visite de Boris qui a quitté Citroën et Chenka [ ? ] » « Gilbert chez Poincaré ». Il s'en félicite le 19 : « Gilbert est avec Churchill chez Poincaré / Un pas énorme grâce à notre coup d'hier » « Ayant reconduit Churchill au train de 4H il arrive ici à 4H¼ / Nous raconte le changement de front anglais, le bon entretien de ce matin / Annuité de 100 000 000 £/an moins demande Churchill / Mais que vont faire les Allemands ? »<sup>2190</sup>. Il ne manque pas non plus d'en faire part à ses amis, qui donnent aussi à l'affaire une tonalité plus strictement nationale et politicienne : « déjeuner Mayer Drouilhet / Je leur conte mon succès de la semaine. / Cette affaire leur paraît nécessaire

---

<sup>2190</sup> cf. Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.410 et suiv.

pour consolider Poincaré autrement [ ?] très attaqué »<sup>2191</sup>. Dans les jours suivants, son carnet le montre faisant avancer différents points du dossier en multipliant les discussions avec les uns et les autres : le 24 il est « chez Rist / Avec Lazard annuités Dawes / Avec mes inspecteurs, traitement », on remarquera au passage la mise sur le même plan (ironique ?) des problèmes internes de la Banque et des Réparations ; le 26 c'est une « discussion G[ou]v[erneu]r des réparations, vient de chez Doumergue : sera délégué » puis le 27 la « visite Monnet sur Gilbert et les réparations / On progresse mais quel engagement Poincaré exigera-t-il des allemands ? » Il choisit, le 29, contre l'avis de Monnet de ne pas intervenir pour faciliter les entretiens parisiens de Gilbert : « Gilbert doit-il venir avant conseil de demain et avant visite de von Hoechst pour agir sur Poincaré, faire qu'il demande moins d'assurance. / J'explique à Monnet pour quoi je ne veux pas intervenir / Parle au G[ou]v[erneu]r / Gilbert décide de venir ». Cette attitude semble finalement productive puisque le 31 « Gilbert ravi de son entretien d'hier avec Poincaré ». Il semble être au cœur des décisions quand vient la constitution de la délégation française, avec laquelle vient interférer la situation roumaine, dans laquelle Rist est bloqué : « déjeuner Monnet avec Gilbert et Jay / Gilbert a vu Poincaré ce matin : journée décisive pour choisir [ ?] » « Finaly ? non. Rist ou Sergent » « je mande Gilbert. Lui expose ensuite Jèze, besoin d'un argumentaire [ou d'un argentier ?] au lieu de Finaly Rist ou Sergent – Gilbert conte entretien avec Poincaré. Pirelli<sup>2192</sup>, von Hoechst [ill.] / Insiste sur Rist et Sergent / Moreau va chez Poincaré / Gilbert avec moi : secrétariat : Salter ou Ermitage Smith<sup>2193</sup> ou le secrétaire de la délégation française qui devrait être moi / Moreau de

---

<sup>2191</sup> S'agit-il d'une référence à la distance prise par le président du Conseil, saisi par une « inquiétante liberté », par rapport à certains de ses anciens soutiens comme François de Wendel (cf. Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* T.II p.593) ?

<sup>2192</sup> Alberto Pirelli (1882-1971) est le président de la Chambre Internationale de Commerce et sera le représentant italien dans le comité Young selon Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.67.

<sup>2193</sup> Il s'agit sans doute d'Armitage Smith secrétaire général de la Commission des Réparations selon la liste de ses membres contenue dans le dossier AN 374 AP 10.

retour ravi : lui et Rist et Gilbert ou Vogüe si 3 – moi il voudrait comme S[ecrétaire] G[énéral] – mauvaises nouvelles de Roumanie : Rist ne peut démissionner car Leclerc part sans doute remplacer par Larose Crédit Foncier »<sup>2194</sup>. Le lendemain, l'entretien qu'il a avec Gilbert, s'il marque la fin des difficultés avec les Britanniques, amène à la nouvelle question centrale, celle de l'attitude allemande : « Gilbert : nécessité du front allié pour règlement définitif mais maintenant qu'il est fait, Allemands marchent-ils ? » C'est dans les mêmes termes qu'il en parle avec Rist le 6 : « Discute Rist solution complète et définitive, mais devant l'incertitude politique avec espoir Mac Donald à Londres, les Allemands vont-ils marcher ? » Dans un contexte général difficile, qui risque de peser sur la résolution générale du problème, il se met le lendemain à « commencer note générale réparations<sup>2195</sup> – crise continue en Roumanie où tout paraît devoir tenir et ici où on veut traîner pour effrayer pays. Briand tentera formule gauche : s'il consent à échouer (mais... ? Charon finances), Poincaré se sauverait alors supplié par radicaux modérés de reformer cabinet dans 4 ou 5 jours / Travaille tard » « Bolgert gouverneur Auboin – Pays : cette crise jointe à l'espoir d'un cabinet travailliste anglais l'an prochain vont évidemment faire hésiter les Allemands à s'engager / Jusqu'à 9H du soir je mets au point note d'ensemble ». S'inspirant du plan Dawes dont il loue la qualité – le 8 novembre « ma note me révèle combien plan Dawes serait profitable s'il durait – la relis avec Lacourt et Ricard » -, il recueille un premier avis favorable du gouverneur, le 9, sans doute frappé par sa capacité à envisager la question dans sa globalité : « essai de solution d'ensemble / Gouverneur ravi [par] ma note / Jette idées pour solution : les discutons demain avec Siepmann ». Le 12, alors que la situation politique s'éclaire, il voit le soutien du gouverneur confirmé même si il semble qu'il y ait eu débat autour de Moreau, puisque il note « cabinet Poincaré sans les radicaux » « explique à Frerichs plan d'ensemble – chez le gouverneur : détails du

---

<sup>2194</sup> Le 3 novembre 1928.

<sup>2195</sup> cf. AN 374 AP 11

plan – me suit moi – chez Rist : causerie Siepmann - affaire Auboin ! / Ecrit à Harrison – téléphone Denis / Visite Monnet Roumanie ». Si le 13 il note seulement, à propos de ce dossier, « 10H¼ Auboin / Le mets au courant Réparations », le 16 il se plaint de ne pouvoir suffisamment s’y consacrer « voudrais mettre plan concret sur pied / déjeuner Massigli / Avenol le petit Seydoux / J’expose possibilités[...] Gouverneur pouvoir par Rist et moi à prendre Sergent pour éviter les Mirault Allix et autres candidats groupe [ou y couper] Parmentier ». Même idée le lendemain « je suis en plein dans mon problème / Quand finirai-je note ? / 5H ¼ Pirelli : me demande note rapport pour chambre du commerce internationale / Objecte à l’idée du désendettement annuel par emprunt [ill.] / Voit le gouverneur / Je discute avec Lacourt 1926 ».

Pourtant on dispose d’une note<sup>2196</sup>, datée du 11 novembre 1928, qui même incomplète montre bien l’ampleur du projet de Quesnay<sup>2197</sup> : long d’une soixantaine de pages, il propose à la fois un diagnostic de la situation et des réponses mais aussi un véritable programme plus global qui dépasse les seuls intérêts français. Après l’exposé des objectifs généraux - « il s’agit aujourd’hui : - De fixer le nombre et les valeurs des annuités à payer par l’Allemagne (modification du plan Dawes) -De supprimer les prévisions de non-transfert et d’accroissement d’annuité (deuxième modification du plan Dawes) - De rendre ainsi certaine la valeur en capital de la dette allemande résultant de la fixation d’annuités (modification de l’accord de Londres) - De préparer enfin la commercialisation de la dette désormais fixée et sa mobilisation par voie d’émission publiques sur les marchés internationaux »<sup>2198</sup> - l’auteur rappelle les *desiderata* français - « la France demande que la dette allemande soit fixée à un chiffre tel que le pourcentage lui revenant suffise à couvrir ses dettes extérieures et lui laisse un solde substantiel pour le remboursement des réparations aux régions dévastées dont elle a fait l’avance ». Face aux difficultés de la

---

<sup>2196</sup> An 374 AP 11.

<sup>2197</sup> Même si on ne peut affirmer qu’il en est intégralement l’auteur, les notes manuscrites (notamment de la dernière partie restée à l’état de brouillon) et le ton général permettent d’appuyer cette hypothèse.

<sup>2198</sup> P.1

tâche car il est « bien difficile de trouver une solution acceptable pour tous »<sup>2199</sup>, vient une des idées forces de la note qui correspond bien à la patte de Quesnay, depuis ses années autrichiennes :

« dans l'état présent de l'opinion en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en France, on peut même affirmer qu'il serait impossible d'y parvenir, sans profondes modifications de cette opinion » donc « le premier problème à résoudre consiste donc à créer dans les différents pays une atmosphère, en mettant en lumière certains aspects de la question dès maintenant entrevus et en les utilisant pour dissiper les illusions qui risquent encore à l'heure actuelle de faire obstacle au règlement »

Commence alors un long exposé de l'état des opinions publiques des différents protagonistes. D'abord l'allemande :

« C'est du côté de l'Allemagne que ces illusions sont les plus fortes. / On a soigneusement entretenu dans le public allemand l'idée que l'expérience du plan Dawes échouera tôt ou tard ». Donc il faut « amener l'opinion publique allemande à accepter les conditions nécessaires à un règlement complet du problème des Réparations :

1. Cessation de toute équivoque sur le montant réel de la dette [...]
2. Cessation de toute équivoque sur la solvabilité de l'Allemagne [...]
3. Conséquence de la Reconstitution du crédit allemand [...]
4. Retour progressif à l'indépendance, au fur et à mesure de la disparition de la dette politique : fin de l'occupation rhénane, restitution de la Sarre, suppression des contrôles financiers à Berlin. Nécessité pour cela d'une commercialisation rapide de la dette [...]
5. Réduction malgré tout sensible des charges, même si les Alliés ne consentent des abattements que pour faciliter la commercialisation de la dette »

« la conviction qu'un règlement définitif profite avant tout à l'Allemagne semble avoir été assez forte pour décider le Gouvernement allemand à engager toute l'action. Il y a de sa part un choix délibéré entre deux solutions : préparer en accord avec la Russie un bouleversement général ; ou

---

<sup>2199</sup> P.15.

reprendre sa place dans le monde capitaliste, avec les charges mais aussi les possibilités d'avenir que cela implique. Il semble avoir opté définitivement pour la deuxième solution »<sup>2200</sup>

La référence à la fin du rapprochement avec l'URSS<sup>2201</sup> montre, malgré tout, la difficulté à considérer une attitude allemande qui reste ambiguë<sup>2202</sup>. Pourtant malgré les difficultés en Allemagne, Quesnay semble craindre davantage les réactions outre-Manche :

« C'est peut-être en Grande-Bretagne que doit être fait le plus grand effort pour créer l'atmosphère favorable à un règlement. / Il semble en effet qu'à Londres on soit convaincu que le plan Dawes se révélera économiquement impossible et qu'en même temps on se refuse à faire les concessions qui permettraient une solution définitive. / La position ainsi adoptée n'est contradictoire qu'en apparence. Sur la base de la note Balfour, les Anglais ont l'impression d'être couverts de leurs paiements à l'Amérique tant que le plan Dawes reste en vigueur. Ils se refusent donc à tout règlement qui ne leur assurerait pas cette couverture intégrale. / D'autre part, ils s'attendent à la cessation des paiements Dawes [...] Or l'annulation de la créance des États-Unis semble en Angleterre le but final qu'il faut atteindre, parce que son rachat doit encore appauvrir l'Europe au profit des États-Unis; sa suppression rétablirait en partie l'équilibre rompu par la guerre; son règlement au moyen des versements de l'Allemagne, c'est-à-dire par la consolidation des charges qui pèsent sur une partie de l'Europe, aggraverait au contraire la diminution relative du Vieux Monde par rapport au Nouveau Continent. / Pour créer l'atmosphère nécessaire à un règlement définitif, il

---

<sup>2200</sup> P.17-18

<sup>2201</sup> Cette référence intervient précisément au moment où le pouvoir soviétique tourne le dos à l'Occident capitaliste notamment à partir du sixième congrès du *Komintern* en juillet-septembre 1928 cf. Nicolas WERTH *Histoire de l'Union soviétique*, Paris PUF, 1990, p.289-290.

<sup>2202</sup> Selon Frédéric CLAVERT dans « Banque de France et *Reichsbank* face aux négociations du plan Young » *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 2007, pp.225-240, p.229, « Le Reich, pendant la préparation des travaux du Comité, fait planer une certaine ambiguïté sur ses buts. Depuis 1924, Stresemann n'a jamais caché qu'il recherchait la révision du plan Dawes et l'a dit clairement à Briand en septembre 1926. Si l'entrevue de Thoiry avait débouché sur un accord, l'Allemagne aurait obtenu dès 1926 un règlement politique général à l'Ouest en contrepartie de concessions financières. En 1928, ces concessions financières représentent un coût qui paraît bien élevé au gouvernement du Reich ».

convient de combattre l'illusion anglaise que l'arrêt probable des paiements de l'Allemagne est un bien pour l'Europe dans son ensemble, parce qu'il mettra fin à la servitude financière de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique:

1. Cet arrêt des paiements allemands n'est pas à prévoir comme une nécessité économique (voir plus haut). S'il y a cessation des versements, ce sera par suite de la disparition de la volonté allemande de payer, non de la capacité de paiement de l'Allemagne.
2. Il faut donc donner à l'Allemagne un intérêt à vouloir s'acquitter. L'Amérique n'est pas seule créancière d'un solde : la France et le Belgique, États Européens, ne peuvent en aucun cas renoncer à un actif final indispensable. S'ils ne l'obtenaient pas, danger de complications politiques européennes.
3. Ces complications inévitables diminueraient encore la position relative de l'Europe vis-à-vis des États-Unis: rien ne serait alors moins certain qu'un geste de générosité américaine.
4. En admettant même annulation des dettes, le résultat d'une libération financière complète de l'Allemagne serait en Europe une rupture dangereuse d'équilibre ne sa faveur [...] L'Allemagne aurait les moyens de devenir un grand un centre d'exportation de capitaux et de marchandises. La cité de Londres aurait en Berlin un redoutable concurrent.
5. Le rétablissement de la paix nécessaire à la reprise de la prospérité européenne suppose un règlement définitif. L'attente de la catastrophe est une illusion dangereuse qu'il faut abandonner pour travailler à une solution réaliste. Si la volonté d'aboutir existe partout, le succès est certain, car les éléments de solution sont aujourd'hui réunis.
6. La reconstitution du crédit de tous les États Européens, y compris l'Allemagne, suppose la fixation des charges ; elle s'impose pour l'avenir de l'Europe. Ses avantages sont tels qu'il y a lieu de l'acheter au prix de certains sacrifices.

Si ces idées finissent par être admises en Angleterre, il restera encore, pour faire aboutir un règlement définitif à convaincre la Trésorerie de la nécessité de mobiliser la dette allemande. Ce sera, sans doute, la tâche la plus dure.

1. Les Anglais, gens pratiques, savent très bien que des versements politiques risquent d'être suspendus, mais ils croient alors être couverts par la note Balfour. Le sont-ils ? (voir 1 et 6 ci-dessus)
2. Les Anglais, gens pratiques, trouvent absolument fou de mobiliser à 7% leur créance sur l'Allemagne pour racheter des dettes intérieures à 4 ½ ou extérieures à 3% alors que leurs seuls engagements extérieurs équivalent à leurs réclamations (note Balfour). Ce serait, pensent-ils, renoncer à leur principe de couverture. Il convient d'étudier avec eux si le crédit allemand ne peut être renforcé assez pour mobiliser la dette allemande à un taux moins onéreux et si le taux de rachat des engagements extérieurs ne peut être rapproché du taux de mobilisation des créances sur l'Allemagne. »<sup>2203</sup>

Au-delà de l'insistance sur le caractère « pratique » des Anglais, Quesnay déploie une batterie d'arguments capable de triompher de « la position ambiguë »<sup>2204</sup> des dirigeants britanniques, en cherchant, subtilement, à la fois à ressouder les vainqueurs face au vaincu débiteur (la menace de la renaissance de la place berlinoise) et en même temps en semant les germes d'un rapprochement européen face éventuellement aux Etats-Unis<sup>2205</sup>. Vient alors précisément l'analyse de l'attitude américaine :

« Il est bien évident que si les États-Unis s'en tenaient purement et simplement aux accords conclus relatifs aux dettes interalliées, aucune possibilité de solution n'existerait. Avec de l'argent 7%, la France ne consentirait pas plus à acheter une dette lui coûtant 2 ½ % en moyenne que

---

<sup>2203</sup> P.19-21.

<sup>2204</sup> Denise ARTAUD, *La question des dettes interalliées... op. cit.* p.896-897, souligne que, derrière la « vive résistance » de la Banque d'Angleterre et du Trésor britannique, synthétisée dans une note du 20 septembre 1928, « la position des hauts fonctionnaires du Trésor et des représentants de la Banque d'Angleterre est beaucoup plus ambiguë » d'une part reprochant à Gilbert son optimisme mais d'autre part conscients de la nécessité de revoir un plan Dawes ne pouvant « durer éternellement ».

<sup>2205</sup> Pourtant Denise ARTAUD, *La question des dettes interalliées... op. cit.* p.899, note que « même à l'approche d'un règlement général des questions pendantes depuis le traité de Versailles [...], on ne note pas plus à Londres qu'à Paris une volonté de s'entendre entre Européens, et de distendre les liens avec l'Amérique » en particulier de la part de Churchill.



l'Italie une dette lui coûtant moins de 1%, ou l'Angleterre une dette lui coûtant 3 ¼.

Mais exiger l'application de tels taux pour le rachat des dettes serait, en fait, revenir au capital initial, ce qui n'est dans l'esprit d'aucun Américain ; les États-Unis, en fixant les échelles d'annuités, ont au contraire fait valoir l'étendue du sacrifice consenti par eux, en accordant des taux d'intérêt beaucoup plus bas que ceux auxquels, d'après leur crédit les États européens auraient pu trouver de l'argent sur le marché de New York.

Il est donc tout à fait certain que s'ils voyaient un avantage à recevoir comptant la valeur de ces annuités, ils accepteraient un taux d'escompte commercial, sans tenir compte du taux d'intérêt adopté au moment des accords : le principe de l'escompte n'implique en lui-même aucune concession nouvelle; ce n'est que la réalisation immédiate de concessions déjà faite pour l'avenir. [...] Le principe de l'escompte a de tels avantages pour les États-Unis qu'il est facile à faire accepter par l'opinion américaine.

1. On supprime ainsi toute controverse et tout risque de non-paiement futur
2. On reçoit immédiatement les moyens de réduire la dette intérieure et de diminuer par là même la charge fiscale qui pèse sur les électeurs américains de la précédente génération
3. On renforce l'idée capitaliste que 'toute dette doit être payée dans l'intérêt même du crédit des débiteurs', on restaure le crédit des États, on prépare le retour du monde entier à des conditions normales, favorables à l'extension des débouchés pour la production américaine.

La troisième raison, incomprise en Europe, est la plus forte pour une mentalité américaine. Un créancier n'a pas moralement le droit de faire une remise de dette, parce qu'il nuit alors au crédit futur de son débiteur! Il peut par contre tenir compte de la capacité de paiement en fixant les modalités de l'indispensable paiement, c'est le principe puritain qui a été appliqué à tous les États par la Commission Américaine des Dettes.

Le principe de l'escompte étant admis, il reste à en déterminer les conditions et c'est sur ce point qu'un gros travail de préparation est nécessaire à un règlement complet et définitif du problème des réparations.

On peut soutenir que l'application d'un taux d'escompte correspondant au crédit des débiteurs au moment de la conclusion des accords constitue la

réalisation immédiate des concessions alors faites, sans entraîner de sacrifice nouveau. Cette thèse conduirait à faire bénéficier la Grande-Bretagne d'un taux d'escompte de 5% environ, la France, l'Italie et la Belgique d'un taux de 8%. Elle se heurtera certainement à l'opposition des trésoreries anglaise et américaine, la première soutenant qu'elle ne peut escompter à 7% sa créance sur l'Allemagne pour annuler à 5% sa dette envers l'Amérique, la seconde qu'elle n'aurait aucun intérêt à recevoir de l'argent qui lui coûterait 5 ou 8% et qui serait employé à amortir la dette intérieure américaine qui ne coûte que 3 ½ à 4 ½ %.

La discussion du taux d'escompte se trouvera ainsi ramenée à un débat entre 4% et 8%. Les trois raisons données ci-dessus en faveur d'une acceptation par l'Amérique du principe de l'escompte jouent cependant en faveur d'un taux relativement élevé.

1. Un 'tiens' vaut mieux que deux 'tu l'auras'
2. C'est actuellement que la dette américaine doit être amortie ; non seulement dans 60, mais déjà dans 35 ans, la dette intérieure des Etats-Unis doit avoir disparu (elle a été réduite de 24 ½ à moins de 17 millions de dollars entre 1919 et 1928). La génération présente de contribuables et d'électeurs est la plus intéressante pour les autorités américaines
3. 'Si nous pouvions assurer une réciprocité plus grande dans la bonne volonté, la liquidation finale du solde de nos créances extérieures, et une nouvelle limitation des armements qui pourrait être parallèle au traité de renonciation à la guerre – alors notre confiance dans l'efficacité d'un effort complémentaire de notre part pour collaborer à un nouveau progrès en Europe se trouverait grandement accrue' (discours Coolidge 11 novembre 1928).

Quel peut être l'ordre de grandeur de cet effort complémentaire ? Prendre le taux du crédit allié au lieu de prendre le taux du crédit américain ? (l'Angleterre refusera de traiter). Prendre le taux auquel l'argent reviendra aux Alliés, c'est-à-dire le taux du crédit allemand ? Ce semble être la condition nécessaire à la possibilité d'un règlement. Il n'est peut-être pas impossible d'obtenir ce résultat, au moins pour une première opération, si les Alliés apparaissent véritablement désireux de collaborer avec l'Allemagne, de relever son crédit, de permettre ainsi des opérations ultérieures moins coûteuses, l'Amérique se réservant alors de discuter si elle peut à nouveau accorder le taux auquel l'argent reviendra aux Alliés.

Le refus toujours opposé par l'Amérique aux tentatives de lier le problème des dettes à celui des Réparations tient moins à des raisons [man.] de principe qu'à des considérations [fin man.] de fait. Les États-Unis ont toujours eu l'impression qu'ils n'auraient aucun moyen de coercition sur l'Allemagne que leur éloignement aurait pour conséquence une annulation de la valeur de leur créance. Les objections valent donc moins lorsqu'il s'agit de recevoir des fonds au taux du crédit de l'Allemagne que lorsqu'il s'agit de recevoir une simple créance de réalisation difficile »<sup>2206</sup>.

L'argument de l'absence de moyen de coercition américain semble moins pertinent (et, peut-être, correspondre plus à un raisonnement "français") que l'insistance sur la stricte défense des intérêts des États-Unis, à un moment où, à l'issue des élections présidentielles de l'automne 1928, les dirigeants américains semblent se replier sur une ligne plus isolationniste<sup>2207</sup>. Quesnay souligne ensuite les profondes évolutions de l'opinion française<sup>2208</sup>, conformes au changement d'attitude de Poincaré, perceptible dès la fin septembre 1928<sup>2209</sup> :

« Contrairement à ce qui s'est produit pendant des années, l'opinion publique française est aujourd'hui celle qui est la plus préparée à un règlement définitif

1. La crainte d'un non-paiement par l'Allemagne est très forte. Même s'il est prouvé que le plan Dawes peut économiquement durer, la France redoute que la volonté de payer une dette politique ne fasse [p.26] défaut en Allemagne, surtout après 1935 lorsque les garanties d'exécution auront disparu, en même temps qu'aura cessé l'occupation rhénane.
2. L'émotion créée dans le pays par la perspective de devoir payer des annuités à l'Amérique et à l'Angleterre pendant 62 ans dispose favorablement l'opinion à l'idée d'un règlement général rapide.

---

<sup>2206</sup> p.21-25

<sup>2207</sup> Denise ARTAUD *La question des dettes interalliées... op. cit.* p.900.

<sup>2208</sup> Même François de Wendel n'est « pas hostile, en cette fin d'année à l'idée nouvelle qui a pris corps depuis peu dans les milieux financiers de Grande-Bretagne et des États-Unis : en révisant le plan Dawes, les alliés accepteraient certaines réductions de la dette allemande, à condition que celle-ci soit "mobilisable" immédiatement » selon Jean-Noël JEANNENEY *François de Wendel... op. cit.* p.584-585.

<sup>2209</sup> *Idem* p.895-896.

3. Les discussions relatives aux dettes ont fait comprendre au pays sinon la notion de valeur actuelle du moins la différence entre des séries d'annuités additionnées et une dette en capital. Cette circonstance, jointe à la fatigue de dix années de déceptions, permet de fixer aujourd'hui la dette allemande à un chiffre inférieur à 132 milliards sans soulever l'opinion.
4. Il existe en France un désir profond de paix et de tranquillité. La liquidation de la guerre est souhaitée par l'ensemble du pays ; une solution qui intéresserait l'Allemagne à la mobilisation rapide de sa dette, c'est-à-dire qui l'obligerait à préparer l'atmosphère pour l'émission d'emprunts, serait éminemment favorable à une politique de détente : le Gouvernement allemand devrait s'abstenir de toute manifestation "revancharde" pendant les années d'émission : ce serait l'époque rêvée pour le rapprochement franco-allemand.
5. La France supporte une charte budgétaire très lourde qui tient au service des emprunts contractés pour les réparations : si une partie de ces emprunts était immédiatement amortie, des allègements fiscaux seraient la conséquence directe du règlement. [...]
6. L'économie réalisée permettrait, outre des réductions d'impôts spéciaux ou généraux, l'inscription au budget de dépenses nouvelles pour des œuvres présentant un véritable caractère d'utilité publique.

[...] L'opinion en France est donc mûre pour un règlement. Il conviendra toutefois de lui faire reconnaître un certain nombre de principes :

1. Il est impossible de vouloir recevoir en capital la valeur de la créance de l'Allemagne et de chercher en même temps à conserver un droit aux annuités qui la représentent
2. L'intérêt français est de travailler au rétablissement du crédit de l'Allemagne, condition indispensable pour mobiliser sa dette au taux d'intérêt le plus bas possible c'est-à-dire recevoir la valeur actuelle la plus élevée.
3. Pour inspirer confiance dans le crédit allemand, il faut fixer définitivement la dette, choisir un nombre d'annuités qui puisse être commercialisé donner à l'Allemagne un intérêt à "vouloir" se libérer, plutôt que chercher à lui imposer des paiements, faire en sorte que le monde entier croie à la possibilité pour l'Allemagne de s'acquitter [...] être prêt enfin à favoriser l'émission à Paris de titres allemands

4. L'Allemagne doit pouvoir compter sur son indépendance politique et financière dès que la dette aura été mobilisée en totalité. Jusque-là, au contraire, il convient de garder sur elle une emprise pour l'amener à vouloir une commercialisation rapide de sa dette. Les concessions faites doivent donc avoir toutes pour but de faciliter cette opération : il convient d'écarter les considérations politiques qui conduiraient à faire trop de concessions ou à les faire trop tôt, comme celles qui pousseraient à en faire trop peu et empêcheraient ainsi la reconstitution du crédit allemand »<sup>2210</sup>.

On retrouve là des éléments à la fois d'un discours typique de l'expert (la méfiance vis-à-vis des « considérations politiques ») et ceux relevant d'une volonté de rapprochement européen, au-delà du seul « désir profond de paix et de tranquillité », en particulier par le « nécessaire rétablissement du crédit de l'Allemagne ». La conclusion provisoire de ces analyses – « si dans les divers pays, l'opinion prend conscience des véritables intérêts nationaux, un règlement complet et définitif du problème des réparations est certainement possible »<sup>2211</sup> - peut être lue comme une sorte de profession de foi transnationale, les « véritables intérêts nationaux » étant ici à chercher paradoxalement dans l'indispensable coopération entre les différents protagonistes. Le passage suivant, véritable viatique du négociateur, relève bien du même état d'esprit :

« Beaucoup de solutions peuvent être envisagées : sans doute sera-t-il nécessaire pour chaque délégation de partir de positions extrêmes, quoique l'exposé, dès le début d'une thèse trop égoïstement nationale soit parfois un obstacle à des possibilités ultérieures d'accord.

Il est possible qu'il y ait intérêt à défendre un projet de règlement ne tenant compte que des intérêts français tout en choisissant dans les divers programmes des idées différentes pouvant servir à l'établissement d'une solution commune à laquelle on souhaite finalement aboutir. En faisant défendre chacune de ces idées par leurs auteurs, sans les appuyer soi-même

---

<sup>2210</sup> P.25-28.

<sup>2211</sup> P.29.

mais avec la pensée de s'y rallier ensuite, on prépare les éléments du règlement d'ensemble.

Pour pouvoir choisir ces idées, il convient cependant d'avoir dès le début, à côté de la thèse exposée publiquement, une notion suffisamment précise de ce que pourrait être le compromis final et de ce qu'il implique de sacrifices pour chacun. C'est ce travail qui est tenté ci-dessous »<sup>2212</sup>.

Il s'agit bien de se placer dans une « négociation de régulation » et non « de marchandage »<sup>2213</sup>, même si sa médiatisation rend « nécessaire » d'abord d'afficher des positions extrêmes. Le « travail » commence par la mise en avant de l'objectif général des négociations :

« Préparer l'encaissement en capital, des créanciers alliés sur l'Allemagne, tel doit être l'objectif du Comité.

La perte sur ces créances sera d'autant moindre que le crédit allemand sera meilleur.

De même que le Comité Dawes a travaillé à rendre à l'Allemagne une monnaie stable et un budget en équilibre pour lui permettre d'effectuer des versements annuels, le nouveau Comité doit travailler à restaurer le crédit allemand, condition nécessaire à une mobilisation avantageuse de la dette.

Rien ne doit être négligé pour obtenir ce résultat (cessation immédiate de toute équivoque sur le nombre des annuités, sur leur montant, sur les possibilités d'accroissement ou de non-paiement suppression de l'index de prospérité et des clauses de transfert ; garantie de désintéressement économique et politique ; preuves du désir de collaboration devant n'être effective qu'après commercialisation de la dette)

De même que le Comité Dawes s'est terminé par l'émission d'un emprunt pour la reconstruction de l'Allemagne, le nouveau Comité doit se terminer par l'émission d'un emprunt qui restaure le crédit de l'Allemagne en permettant un raccourcissement de la durée de ses engagements. Tout le prestige du Comité doit être utilisé pour faire réussir ce premier emprunt qui

---

<sup>2212</sup> *Idem*

<sup>2213</sup> Cf. Christian THUDEROZ « Régimes et registres de négociation » article cité.

est le plus difficile, parce qu'il représente l'escompte des annuités les plus lointaines et qu'il prépare les autres opérations de conversion »<sup>2214</sup>.

On remarque l'importance du « prestige » du comité qui doit rassurer les opinions et permettre de restaurer le crédit allemand. Viennent ensuite les questions plus techniques avec d'abord la « fixation du nombre des annuités »<sup>2215</sup> « en principe, 60 ans comme l'endettement allié. Toutefois, la mobilisation d'une créance en 60 annuités étant difficilement réalisable, il y a lieu de préparer un raccourcissement de la dette » donc est prôné un délai de 40 ans, non par l'augmentation du montant des annuités (à cause de l'hostilité de l'opinion allemande) mais par l'émission immédiate d'un emprunt, le prix du rachat des 20 dernières années fixés « pour amortir à 7% les dettes interalliées ». Ensuite c'est la « fixation de la dette »<sup>2216</sup> : « en principe 132 milliards de marks-or conformément aux décisions de Londres. Il y a lieu de faire application à l'Allemagne des règles posées par le puritanisme américain. Dans l'intérêt même de son crédit, aucune remise du principal de la dette ne peut se justifier ; par contre, des modalités de règlement peuvent en adapter le fardeau à sa capacité de paiement ». Enfin dans une dernière ébauche de dernière partie d'une page manuscrite de la main de Quesnay, il s'agit de faire face à « la principale objection qui puisse être faite aux idées de règlement d'ensemble qui précèdent [qui] tient à la difficulté technique des émissions. L'absorption de titres allemands pour un montant aussi élevé sera-t-elle possible sur les différents marchés en six années ? » Mais il semble être optimisme car les dettes intérieures américaines anglaises et françaises devraient pouvoir servir à absorber ces nouvelles émissions. On retrouve dans toute cette note, non seulement une analyse fine de la situation générale des différentes opinions publiques, mais aussi une véritable volonté de rapprochement

---

<sup>2214</sup> P.30.

<sup>2215</sup> P.31-36

<sup>2216</sup> P.37-61.

entre les acteurs du dossier dans une perspective d'organisation générale, qui correspondent bien à des axes déjà observés de la pensée de Quesnay.

Dans les jours suivants, on le retrouve à la manœuvre afin de faire avancer ses idées notamment autour de la question de la composition de la délégation française. Ainsi le 19 novembre, quand « Moreau hésite à choisir son 2<sup>nd</sup> / Se décide pour Sergent / Discussion tactique » « bonne discussion à idée de la double échelle, les soldes européens étant au moins mobilisés ! / Fixer ça sur papier mais auparavant terminer l'autre note sur la solution d'ensemble ». Le 21 il note toujours à propos de la constitution de la délégation française que « Moreau et Rist me disent hésitation Sergent, sans pessimisme que les gens sont donc difficiles » puis plus tard dans la journée « Moreau me dit le désir Poincaré d'avoir un 2<sup>e</sup> expert indépendant de Moreau. / Sergent refuse. Allix<sup>2217</sup> ? Moret m'est toujours hostile. Bizot – Leurs mets cartes de félicitations et de dévouement vrai ». Le même jour on le voit aussi utiliser ses contacts à la SDN : « 12H Salter / Question de l'or : il verra Moreau /Réparations : formidablement intéressé, écrit à Stamp<sup>2218</sup> / Déjeuner Bœuf à la Mode / Rentre nager dans les répartitions de valeurs actuelles ou de francs 1929-1935 / Enfin on en sort mais que de confusion ! ». Si, le 23, il se félicite de la « charmante réponse de Moret / Liaison se fera par lui avec les Finances, alors dans quelques mois peut-être... non pour cela il aurait fallu que Rist le posât », il est moins optimiste le 26, d'une part car les nouvelles de l'extérieur sont peu engageantes - « Chez Gouverneur. Va voir Francqui / Discutons 132 milliards et position légale : anglais renonceront jamais à note Balfour » - mais aussi car les difficultés s'accroissent de l'intérieur « Gouverneur chez Président avec

---

<sup>2217</sup> Edgar Allix fut désigné seconde expert suppléant selon Etienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* p.412.

<sup>2218</sup> Sir Josiah Stamp (1880-1941), secrétaire des industries Nobel et économiste réputé, déjà expert dans le comité Dawes en 1923 (Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.II p.514), sera l'un des deux représentants britannique dans le comité Young (Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.67).



Chapsal<sup>2219</sup> : repartent à fond dans vieilles directions du traité / Quel pays difficile ! / Vais chez Carriguel pour l'or de Londres et de Suisse / Gouverneur rentré : Poincaré attend propositions allemandes ». De même le lendemain, les deux se mêlent, la solution semblant venir de la discussion avec Gilbert : « toujours pas de remise au travail. Gouverneur et ce qu'il dira à Francqui : influencé par position juridique de Poincaré » « Conflits : Poincaré veut de plus en plus de C[ommission des] R[éparations], traité, etc... Anglais regimbent Allemands refusent projet d'ordre du jour Gilbert avec "limites du traité" / Comment en sortir ? / Téléphone Gilbert ». Quelques jours plus tard, c'est bien l'action de l'Agent général des Réparations qui permet de débloquer la situation, puisque le 5 décembre « Chez le gouverneur / Attendons Gilbert / Il arrive 11H ¼ ravi de sa discussion hier Poincaré : il l'a eu : on ne se limite plus à traité, on envoie note à tous pour réponse commune / Discutons 132 [milliards] point de départ négociation ou présentation / 2H ¾ Drouilhet Mayer / Gilbert chez moi jusqu'à 2H / Discutons Parmentier qu'il souhaite et organisation conférence / S[ecrétaire] G[énéral] : moi ou Ermitage [Armitage] Smith ; alors Moreau président ? Parle de Bonn » et un peu plus tard dans la journée « Raconte [à] Moreau ce que m'a dit Gilbert. Séduit par idée présidence. Prendrait alors Parmentier : voudrait avoir assurance. Difficile et peut-être peu souhaitable ». Le lendemain, il s'agit de "travailler" l'opinion publique française quand il a « revu article Auboin visé par Moret » : il s'agit d'un article publié dans *L'Europe nouvelle*<sup>2220</sup>, qui, de manière assez pédagogique, synthétise le dossier (généalogie de la question, position des différents acteurs, objectifs, bilan du plan Dawes) avant les négociations à venir, insistant sur le fait qu'il s'agit d' « experts indépendants [et de] gouvernements responsables ». Le 7 décembre, on le voit agir directement sur les dirigeants de la Banque, toujours à propos de

---

<sup>2219</sup> Fernand Chapsal (1862-1939), sénateur des Charentes inférieures siégeant dans le groupe de la Gauche démocratique, selon Jean JOLLY (dir.) *Dictionnaire des parlementaires français op. cit.* fut président de la Commission des Réparations.

<sup>2220</sup> AN 374 AP 11.

l'organisation des futures négociations : « Fais revenir Moreau et Rist sur idée mêler Cutcheon à question présidence ou Parmentier ». Pas encore sur le devant de la scène, il doit composer avec les informations reçues notamment du gouverneur : ainsi le 28 décembre, « gouverneur me donne excellentes instructions de Poincaré / Verra lundi Frazer [pour Léon Fraser<sup>2221</sup>] qui me voudrait suppléant ». Il continue les contacts à l'international à l'occasion de la venue de tel ou tel à Paris : le 14 décembre 1928 « Gutt malade ne vient que cet après-midi / Avec gouverneur questions de cette après-midi » « 2H<sup>3</sup>/<sub>4</sub> Gutt / Expose hypothèse dépréciation de l'or et indice des prix / Parle de l'idée de Bonn des tranches de mobilisation / Bonne discussion » puis le soir chez les « Henderson<sup>2222</sup> » à Neuilly « réparations en nature et règlement » ; le lendemain c'est un « coup de téléphone Frazer [Fraser] / 12H Thomas du Board Washington qui gagne Berlin travaille avec Pierre Jay » « 5H<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Frazer [Fraser] : va chez le Gouverneur / Discutons "taux commercial d'escompte" - il faut en finir avec procédure [...] Lagarde est mis aux calculs de valeurs actuelles sur tableaux C[ommission des] R[éparations] » ; de même le 21 décembre « 9H<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Les Belges sont là. On discute. / Pourquoi est-ce que je m'entends toujours mieux avec ces gens-là qu'avec les Français ? » « 3H Delattre remis à demain » « Discute avec Fraser [Fraser] toute l'organisation. Hostile à toute l'idée de me voir trop fort secrétaire, mettre petits jeunes gens avec Ermitage [Armitage] Smith et vous restez au centre délégation français / Mais alors pas aux séances à moins d'être suppliant ». C'est finalement le 2 janvier 1929, par Moreau

---

<sup>2221</sup> Léon Fraser (1889-1945), membre de la commission des réparations du plan Dawes de 1924 à 1927, sera membre du conseil puis président de la BRI entre 1930 et 1935 puis vice-président puis président de la First National Bank of the City of New York, selon Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements 1930-1973* Cambridge University Press, 2005, p.702.

<sup>2222</sup> Il s'agit, sans doute, non d'Arthur Henderson ministre des Affaires étrangères britannique (Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.505) que d'un membre de la Commission des Réparations (mentionné sur la liste contenue dans le dossier AN 374 AP 10), auteur, avec Mosca, le 22 janvier 1929 d'une « Note du bureau des livraisons en nature sur l'origine et le fonctionnement du règlement Wallenberg relatif aux prestations en nature ».

qu'il apprend quel sera son rôle exact : « Chez le Gouverneur : son entretien Peyerhimhoff, Fraser, Poincaré / Moret suppléant au lieu de Rist / Gaillet Billoteaux suppléant de Parmentier / Moi, un des 3 secrétaires généraux ».

Le mois de janvier 1929 est notamment l'occasion de comprendre la formule de Quesnay du 21 décembre 1928 à propos de sa plus grande proximité avec les délégués belges, à un moment où la Banque de France s'impose, du côté français, comme un des acteurs majeurs des négociations à venir. On voit d'abord, le 3 janvier 1929 les divergences qui existent avec le gouverneur et le subtil jeu que Quesnay mène pour l'amener à se rapprocher de son point de vue : « trouve Parmentier et Gaillet qui m'attendent / Longue causerie : expose comment sommes venus au problème. Idées Bonn mobilisation partielle / Gouverneur nous rejoint dans mon bureau où Strohl vient m'offrir pour mes réunions la salle des commissions [...] Gouverneur : a évolué. Voudrait annuités assez élevées pour contenter tous alliés et imposer à l'Allemagne leur mobilisation. Lui prouve que 4 milliards par an seraient alors nécessaires – chiffre avec Lacourt et Lagarde – de 7 à 8, le reprends, le décourage, plante idées Bonn ». Le lendemain, il donne des indications sur son refus d'annuités trop fortes et sur le peu de cas qu'il fait sur ceux qui étaient en charge jusque-là du dossier, mais qu'il doit ménager : « Longue discussion avec Gouverneur Rist. / J'attaque l'annuité trop forte, insistant sur autres moyens accroître notre solde (idée Bonn en particulier). Bonne causerie avec Rist. Moret lui rend visite sera ici mardi – visite Hoden Réparations, enquête SDN sur l'or » « Longue visite de Gaillet[-Billotteau] et Parmentier / Plaide l'idée Bonn. Sens que question rôle personnel les préoccupe plus que la question elle-même : ménagent gens CR et autres insuffisants qui ont toujours échoué sur la question – Engueule Lacourt noyé dans ses tableaux ». Apparaît d'une certaine manière l'idée que seules les banques centrales ont la compétence pour résoudre ce dossier. On retrouve la même idée le 15 janvier quand il note « rangé dossiers pour discussion 11H avec Moret Parmentier Gaillet Bizot / Ce que nous apportons est bien : les autres n'ont rien. Ah ces gens

qui ont mobilisé le problème des réparations ! Il faudrait faire comme pour ceux qui avaient monopolisé le franc. Vieux pays ! » Les nouvelles de l'étranger ne sont guère meilleures : si le 10 janvier, il a pu échanger avec notamment Siepmann - « je profite visite P. Jay pour lui exposer nos difficultés renoncer indice prospérité dans mobilisation au moins de nos soldes – thèse Bonn » « Siepmann me téléphone ravi notre renonciation voyage Londres – avons-nous eu tort ? – demander à Schacht de venir – les isoler / 8H taxi Wagram – Siepmann et sa femme – dînons. M'expose attitude Londres : dormir et freiner. Pas bon / Norman ira New York, lui part Allemagne [ ? ] / Discutons jusqu'à 12H½ » - de retour de Belgique où il a accompagné le gouverneur le 11, il note le 12 qu'il « discute avec Ricard voyage d'hier et l'opposition anglaise / Téléphone à Frazer [Fraser] / Gouverneur content d'hier / Presse américaine de Paris annonce hostilité des banques américaines à mobilisation / Est-ce raison pour laquelle milieux officiels américains, sachant que sans mobilisation pas de réduction, annoncent au Berliner que 2500 sont fixés : temps seulement : presse allemande hurle / Tout cela pas fameux / Discute avec Rist qui attend Léonard [Rist] retour d'Amérique [ ? ] et donne des déjeuners d'adieux ». Le 19, alors que les nouvelles de l'étranger s'améliorent, ce sont les relations avec le Trésor<sup>2223</sup> qui posent souci : « note sur montant des annuités – visite Fraser chez G[ou]v[erneu]r et Shepard Morgan ici – allons chez G[ou]v[erneu]r : Allemands abandonnent idée discussion capacité de paiement afin de ne pas nuire à leur crédit » « 3H Seydoux : lui explique conversions outre épargne nouvelle et abandon de dividende croissant avec index contre intérêt prix garantie » « A 7H chez le G[ou]v[erneu]r arrêté dans mes notes par absence de documents des finances, leur demande – notes C[ommission des] R[éparations] gardées par eux ». Donc le 21, « Bizot s'irrite de ma réclamation notes. Veut m'en “sortir” / Est-ce procès de tendance contre

---

<sup>2223</sup> Ce sont sans doute eux aussi qui étaient critiqués le 18 quand il note « toute la matinée pris par difficultés roumaines. / Pendant ce temps-là à la réunion salle des Commission, on discute démarche française [ ? ] : confusion et suffisance / Ces gens me tapent sur les nerfs »

moi ou désir établir hors de moi version officielle. Je me mets en colère. On se radoucit – tout s’apaise » « J’explique à Moreau mon différend avec Bizot : travail / Il va falloir enfin sortir dossier – procédure Président traîne toujours- se mettre en rapport avec tous experts pour agir sur Young ». Le 22, ce ne sont plus seulement les Finances mais les ministres qui sont incapables, à ses yeux, de se hisser au niveau nécessaire : « réunion des Experts sans Moreau assez froide. G[ou]v[erneu]r a attrapé Bizot qui déclare que c’est à nous nous débrouiller tout seuls. Me donne 1<sup>er</sup> papier, esquisse demande française. / Tableaux sur totalisation demandes commencés par Boissard<sup>2224</sup> et Gayet seront continués chez nous » « G[ou]v[erneu]r me demande, Frazer [Fraser] et Cutheon le priant télégraphe sur Young pour présidence après consultation des collègues – conseil des ministres français hostile à première réunion à la Banque de France !! / Que de jalousies et difficultés / Moreau chez Briand et Berthelot qui fait sa paix avec Parmentier / Visite Pouyanne sceptique sur mobilisation : dette intérieure a des souscripteurs timides ou réservés [ou plutôt or réserves longues ?] qui prendront [ou perdront] pas valeurs allemandes ». Les notes des jours suivants – le 23 « Visite Parmentier : lui expose idée de garder partie index prospérité / 1H Mayer Drouilhet. Rien à faire avec mes 17 ½ annuités sans une proposition exceptionnelle » « Visite de Gayet et Boissard / M’apporte éléments de leurs tableaux, qu’il faut calculer et faire. Pour après-demain ça sera court. Donne travail » et le 24 « Gouverneur très pris. Ravi de la note que lui annonce Schacht. Invitation pour lundi soir – transferts mardi – Case même jour / Télégraphie téléphone Fraser / Il vient avec Cuteleon pour le message à Jong [?] qui doit être montré à Coolidge / Constitution du dossier avances [ou annexes] / Je l’installe dans l’armoire de la salle des

---

<sup>2224</sup> Selon les indications de Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009 op. cit.*, il s’agit d’Henri Boissard (1894-1978), qui va devenir quelques mois plus tard le chef de cabinet de Jean Champetier de Ribes sous-secrétaire d’Etat aux Finances (son frère Adéodat (1901-1976) ne semble pas encore en fonction).

Réunions » - montrent l'intensité du travail fourni par Quesnay et ses équipes<sup>2225</sup>. Le décalage avec les autres acteurs français du dossier, en particulier le Trésor, est d'autant plus éclatant quand arrivent les échanges du 25 « Moreau – bonne réunion tableaux demande française demandes totales – première étude de la constitution du dossier / Sans nos travaux qu'aurait-on ? Gazet vasouillant sait beaucoup ne fixe rien – Finances débordées - Aron est là – avec Gayet et Boissard qui voudraient établir cadre nos calculs. Qu'ils fassent donc plutôt leurs études budgétaires ! » « Avec Lagarde [ ? ] et Lacourt /Travaux nouveaux à faire /Gouverneur et Rist : idée Parmentier de faire payer USA par Angleterre et obtenir distribution proportionnelle [ ? ] des sacrifices malgré note Balfour est folle ». Le lendemain, son irritation semble avoir quelques effets puisqu'il note « Lagarde au travail. Boissard vient timidement confirmer forme des tableaux. Me mets à notes Moreau, développe consolidation annuité fixe mobilisable et plafonnement prospérité ».

*Les négociations de Paris.*

Il faut faire la part, dans cet agacement de Quesnay, de l'urgence qui pèse, puisque le 28 janvier 1929 il est « en veston noir pour le début des négociations officielles ». Après les derniers préparatifs - « Ricard m'expose problème du taux d'intérêt en Allemagne : je le transcris à Moreau : on se prépare aux discussions » - en début d'après-midi, Schacht arrive « avec lui Ruppel<sup>2226</sup> Boden. Photographes, merveilleuse Rolse [pour Rolls ?] / Rentrons Gouverneur et moi. Il est assez ému. Discutons ma note utilisation prospérité “vous demanderai-je ?” dit Moreau, je conseille non / Bavarde avec Rist, taux roumain non encore décidé. / Va-t-il prendre des conseils d'administration ? Discutons taux

---

<sup>2225</sup> Même idée le 15 janvier 1929 « Commence note sur position du problème Fixation Capacité paiement plus en discussion »

<sup>2226</sup> « Conseiller intime au Ministère allemand de la Reconstruction » (Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.918) il est notamment en juin 1922, le signataire des accords Gillet-Ruppel à propos des réparations en nature (*idem* T.II p.144-146).

d'intérêt allemand, sa séance Comité des Transports demain, question des Réparations / Moreau me demande : "sur tous points d'accord avec Gouverneur" dit Schacht mais ils n'ont parlé que de détails. Je serai un des 3 secrétaires.»<sup>2227</sup> Le soir a lieu un « Dîner Banque Simon Brincard<sup>2228</sup> Boyer Finaly Sergent [ill.] Allix Moret Rist – suis l'enfant de la maison ». Le lendemain, aux négociations sur les Réparations se superpose la question roumaine : « longue conversation Gouverneur / Schacht anti Gilbert, Morgan / Filons en auto chez Frazer [Fraser] : Joyce, Ruppel, Cutcheon, Janssen<sup>2229</sup>, Jay très anti allemand à qui je remets nos tables calculs / 13H déjeuner Frazer [Fraser] – comité des transferts / 3 villa Saïd / Américains très en notre faveur / Retour G[ou]v[erneu]r avec lui. Gare du Nord : départ Schacht et Jay "à bientôt"/ Taux roumain se discute toujours / Kreuger ayant meilleur crédit que Roumanie fait très bonne affaire en empruntant sous son nom les 30 millions \$ qu'il apporte / Retour avec Moreau Rist Parmentier / Discute avec Parmentier / Seydoux Berger Gayet téléphonent / 5H : Case : expose Gouverneur leurs ennuis New York. Moreau fatigué par repas trop nombreux ». Toujours soucieux de l'opinion pblique, il note le 30 janvier : « Gouverneur ravi thèses ; lui envoie Gaillet Delattre téléphone [...] Cartes au Georges V à Ermitage [Armitage] Smith puisque nous allons être ensemble semble-t-il. / Seydoux : mauvais articles, trop concrets et en même temps trop confus. / Les réformes autant que possibles » puis « le gouverneur m'a demandé – prépare déjeuner dîner fais inviter Carriguel / 4H½ Poliakoff<sup>2230</sup> : très informé.

---

<sup>2227</sup> Les faibles résultats de cette rencontre préliminaire sont confirmés par Frédéric CLAVERT qui parle de simples « contacts préliminaires » (*Hjalmar Schacht... op. cit.* p.66)

<sup>2228</sup> Le baron Georges Brincard (1871-1953), polytechnicien, est à partir de 1922, président du Crédit Lyonnais (selon Jean-Claude DAUMAS (dir) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.* p.324).

<sup>2229</sup> Albert-Edouard Janssen est le directeur de la Banque Nationale de Belgique, il fut un des experts belges dans le comité Dawes (Eric BUSSIÈRE *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1918-1935 op. cit.* p.197).

<sup>2230</sup> Vladimir Poliakoff est correspondant à Paris du *Times* selon Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.145.

Veut point de vue français. Le renvoi à Farnier. Prospérité > transferts / 5H Case chez Rist / 6H Guittard : Londres /Prends rendez-vous demain Case ». Le lendemain, alors que se tient l'assemblée générale de la Banque, il est à nouveau question des tensions avec le Trésor : « Gouverneur : aujourd'hui **assemblée générale de la Banque** / Mouvement des fonds s'est plaint que Poliakoff fut trop informé : on m'accusera encore ! N'y suis pourtant pour rien / Visite Parmentier / Refuse Auboin Rueff – Case et Roelse : difficultés Londres /Notre politique devises pourrait tout arranger vendre \$ et recevoir or ». Les notes du journal de Quesnay, succinctes pour le reste du mois de février, montrent qu'il multiplie les contacts à l'international au moment où commencent les travaux du comité Young : le 9 février les « experts à la Banque » « téléphoner à Armitage Smith » ; pendant cette journée Moreau propose sa candidature comme secrétaire général adjoint de la conférence en raison de « ses rapports avec les différents Instituts d'émission ou les Banques internationales qui seraient chargées de la mobilisation des titres de réparation »<sup>2231</sup> mais elle est écartée pour limiter les participants aux réunions, notamment à l'instigation de Francqui ; le 11 (jour officiel du début des travaux du comité<sup>2232</sup>) « Larue américains Gilbert », le 12 « Revelstoke<sup>2233</sup> chez Parmentier », le 13 « Francqui » puis le 14 « Pirelli / Sanchez / Leith Ross / Frère » ; le 23 il mentionne « Frazer [Fraser] / 4H Gilbert / Gouverneur » et le lendemain que « Siepman dîne ici ». Le 25, il note « Norman et Schacht chez Moreau / Déjeuner Stewart Siepman Georges V / 3H½ M. Elliston / Siepman / Dîner Poincaré » puis le 26 « Siepman et Stewart / Burgess et Sheph Morgan arrivent / déjeuner ici / chez Francqui à 2 H½ à la CR /

---

<sup>2231</sup> Selon le Fonds de la direction générale des services étrangers, Archives de la Banque de France, ABF DGSE 11 « séance du 9 février 1929 ».

<sup>2232</sup> Selon Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.424.

<sup>2233</sup> Lord Cecil Revelstoke est l'expert britannique dans le comité Youg selon CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.67.



Américains – Gouverneur / Dîner Francqui»<sup>2234</sup> et enfin le 27 « Eberstadt<sup>2235</sup> et Stewart. Le plan ! / Déjeuner Petite Biche / Royot Lagarde ». De même Quesnay laisse assez peu d'indications lors de la première quinzaine de mars qui voit approuver la mise en place d'une Banque des Règlements Internationaux<sup>2236</sup> : on trouve, dans le compte-rendu disponible dans les archives de la Banque de France<sup>2237</sup>, quelques indications sur son action pendant cette période : il est mentionné le 4 mars, qu'avec Eberstad<sup>2238</sup>, Shephard Morgan et Steward<sup>2239</sup>, entre la fin février et le 1<sup>er</sup> mars, il a participé à une première évaluation du plan proposé par Young<sup>2240</sup>. Par contre, il n'est pas partie prenante du premier projet<sup>2241</sup>, présenté par les autres experts mentionnés, le 5 mars concernant « l'Institution Internationale dont il a été question précédemment ». Par contre, « les échanges de vue entre MM. Stewart [et non plus Steward] Shepard, Morgan, Burgess et Quesnay au sujet de la constitution du capital, se sont poursuivis, les 2,3 et 5 mars »<sup>2242</sup> Ces quelques mentions concernent l'action nécessaire sur la presse, véritable partie des négociations proprement dites, puisqu'il écrit le 15 « Eberstadt demande presse plus conciliante / Sous-comité capital / Mets au point texte avec Pinsard [ou Pinsert ?] / Déjeuner Esnard / Séance plénière / Montre aux journalistes revirement opinion allemande : couvrir dettes et

---

<sup>2234</sup> D'après le compte-rendu disponible dans les archives de la Banque, la journée est surtout occupée par la présentation d'un premier projet sur la forme que prendra le « trustee » chargé de commercialiser la dette allemande, dont le siège serait « plutôt aux Etats-Unis ».

<sup>2235</sup> Il est le représentant de Dillon Read d'après ABF DGSE 11, puis passera chez Otis and C° d'après une lettre à Quesnay du 19 décembre 1929 (AN 374 AP 9).

<sup>2236</sup> Cf. Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.424-425

<sup>2237</sup> Archives de la Banque de France, DGSE 11.

<sup>2238</sup> Il remplace Burgess du *Federal Reserve Board* selon le compte-rendu du 4 mars 1929

<sup>2239</sup> Il est détaché de la *Federal Reserve Bank* de New York à la Banque d'Angleterre, *idem*.

<sup>2240</sup> P.3-4 du compte-rendu du 4 mars 1929.

<sup>2241</sup> Il est explicitement mentionné p.1 du compte-rendu du 5 mars 1929, que « personne du côté français ne participe à sa rédaction ».

<sup>2242</sup> Compte-rendu du 6 mars 1929 p.4.

donner soldes / Leur conseille rester attentif dans cette direction, ne pas gêner en accueillant reproches ». Il note encore le lendemain « presse parle de Plan arrêté ! / s[ou]s-comité : texte anglais réduisant action des banques / déjeuner Massigli à la Pergola 23 av. du Maine / Fais ajouter introduction magnifiant rôle banque / Discute statut avec Gouverneur ». Plus développés à la fin du mois, au moment où les discussions portent sur un point central, le montant des annuités allemandes<sup>2243</sup>, ses commentaires du 25 le replacent dans une attitude de négociation plus attendue, notamment quand il est question de reprendre « l'initiative » abandonnée par Schacht : « Comment faire le redressement / Moment venu de parler chiffre : adoptons en sous-comité commercialisation / Schacht rentré avec autorisation négocier mais dépose ses chiffres bas. Perd ainsi l'initiative. A nous de reprendre<sup>2244</sup> / Addis Renestoke [ ? ] et Strong contre Berlin / Déjeune avec Moreau / Séance 3H / Moreau / Puis chez Young / Comert dîner ». Le 26 alors que se déroule dans Paris l'« enterrement Foch [...] / Grandes funérailles », il est d'abord « au Meurice chez Francqui » puis se rend à une « réunion chez Young / Moreau fatigué. Brutal écarte procédure de Pt [ ? ] malgré Stamp Pirelli / Partir de Dawes / Allons avoir à établir procédure / Dîner Pirelli Moreau banquiers / Jusqu'à 1H½ chez Gilbert » : dans le compte-rendu des archives de la Banque, on retrouve cette démarche entreprise par Parker Gilbert auprès de Quesnay pour sortir de l'impasse, à la fois plan de bataille global (autour à nouveau de « l'initiative » à reprendre) mais aussi réflexion tactique autour du montant à proposer puisque il est noté

« Dans la soirée des suggestions nouvelles sont présentées à M. Quesnay par M. Parker Gilbert, l'Agent général des paiements insistant d'ailleurs de la façon la plus pressante pour ne pas être mis en cause. M. Gilbert est d'avis que les incidents de la veille et de la journée ont eu le grand avantage de nous

---

<sup>2243</sup> Frédéric CLAVERT (*Hjalmar Schacht... op. cit.* p.71) souligne que « à partir du 22 mars 1929, la question des annuités devient essentielle aux yeux des Français [...]. Rapidement, les experts constatent qu'un fossé sépare les Allemands des autres ».

<sup>2244</sup> Étienne WEILL-RAYNAL évoque « des chiffres tellement bas que Young s'était refusé à les soumettre au Comité » (*Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.428)

faire sortir d'une véritable impasse : la procédure Young ne pouvait qu'être désastreuse pour nous. Nous reprenons l'initiative, il faut que nous en profitons sans délai. M. Gilbert est d'avis comme M. Moreau que nous devons rester dans le cadre du plan Dawes.

Mais selon lui, il faut que tout en gardant cette position, la seule justifiée, nous ne restions pas dans de simples généralités car nous aurions un refus immédiat allemand et une offre du Dr. Schacht insuffisante ; que nous parlions chiffres pour être bien certains que la discussion sera portée sur le terrain que nous avons choisi.

Les créanciers, selon lui, pourraient parfaitement indiquer qu'ils sont disposés à tenir compte des travaux qui se sont déjà poursuivis au Comité, et notamment de la division à établir entre ce qui est nécessaire au paiement des dettes politiques et ce qui doit être conservé définitivement par les intéressés. [...] Sur les 2500 millions de marks-or [prévus par le plan Dawes] la moitié à peu près exactement correspond à ce qui est conservé définitivement par les pays créanciers, l'autre moitié correspond à ce qui est nécessaire au paiement des dettes politiques [...] on peut assurer la correspondance exacte et proposer que la seconde moitié des annuités allemandes soit immédiatement abaissée par rapport au montant actuel de 1250 millions de marks-or et croisse au fur et à mesure de l'augmentation des paiements aux Etats-Unis. En ce qui concerne la première moitié, on consentirait à la rendre fixe, au contraire, par abandon de l'indice de prospérité [prévu par le plan Dawes] si l'on obtenait la commercialisation et la mobilisation. [...] On pourrait même ajouter que le chiffre de 1250 millions ne serait pas intangible, certains pays créanciers étant disposés à faire quelques concessions à l'Allemagne »<sup>2245</sup>

Son carnet permet de mesurer qu'il continue de jouer un rôle croissant car le 27 « chez Stamp. Moreau propose mon plan. / Faire mémo au lieu de déjeuner – je l'écris / 4H on le soumet à Young qui décide son dépôt et attendre / Stamp veut lui faire proposition sans / Moreau se rallie à Young déposant ses principes. / Ensemble bon / Mets au point note / Dîne avec Gaillet Frère Beyer ». Il n'est pas impossible que Young s'appuiera sur les éléments de ce « mémo » le lendemain pour faire sa déclaration du 28 mars, le lendemain, « où il énonçait son intention

---

<sup>2245</sup> Archives de la Banque de France DGSE 11 compte-rendu du 26 mars 1929.

d'assurer à la France, outre la couverture de ses dettes extérieures, un solde de 40 milliards de francs, en valeur actuelle "à un taux d'intérêt équitable" »<sup>2246</sup>, puisque Quesnay note le 28 : « Grande séance / Notre mémo et le plancher Young sans réplique de Schacht. / Déjeuner Eberstadt / Jeudi 28 au mercredi 3 (vacances) / Ou draft sur comité le 3 réunion le 8 ». Le 29, on le voit dans un autre rôle puisque les « Allemands me demandent / Nordhoff<sup>2247</sup> et le coût annuel des dettes », sans doute pour ses capacités techniques mais peut-être également car apparaissant comme plus ouvert à la négociation, au sein de la délégation française. Après quelques jours de congés normands, le 3 avril il se « réveil[le] à Paris / Berger – Banque / Moreau – Warren Roos / Parmentier / Pirelli : bluff / Sa note. Echec ? [...] Visite Mottelay – Bilthosky [ ? ] » « 7H Gutt Périer » « dîner Pereyre Gutt ». Le lendemain, outre l'enterrement de l'ancien ambassadeur américain Myron T. Herrick<sup>2248</sup>, il assiste au dépôt du premier mémo Young pour faire face à l'obstruction allemande, notamment de Schacht<sup>2249</sup> : « Moreau – dès 10H à Georges V, chez Stamp, a vu Winston<sup>2250</sup> : rien de Balfour pour nous [...] A 12H½ chez Young : avec lui pour la procédure des conversations séparées. Ravi / Déjeuner – séance Schacht demande explications sur mémos – séance des créditeurs – je dicte la réponse / Journalistes [...] / Porte à Moreau 8H / Dîner Bœuf Gutt contre demande italienne ». Alors qu'on ne dispose d'aucune note pour les jours suivants du début avril<sup>2251</sup>,

---

<sup>2246</sup> Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.428

<sup>2247</sup> Selon Frédéric CLAVERT, *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.52, il est directeur de la *Volkswirtschaftliche Abteilung*.

<sup>2248</sup> Il note « Enterrement Mirron [pour Myron] Herrick [Myron T. Herrick est l'ambassadeur américain en France selon Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.II p.196] / Troupes, gouvernement, etc. »

<sup>2249</sup> Frédéric CLAVERT « Banque de France et *Reichsbank* face aux négociations du plan Young » article cité p.232

<sup>2250</sup> S'agit-il de Garard Winston, le sous-secrétaire au Trésor de Mellon (cf. Denise ARTAUD *La question des dettes interalliées... op. cit.* p.883) ?

<sup>2251</sup> On peut cependant supposer que Quesnay est le « représentant de la Banque de France » avec qui Parker Gilbert à un « entretien particulier dans la soirée du vendredi 5 avril » au cours duquel il « se montre assez optimiste sur l'issue des négociations »

il va progressivement jouer, dans la deuxième quinzaine d'avril, un rôle discret mais crucial de facilitateur auprès de la délégation allemande. Le 15 et le 16, on retrouve le Quesnay technicien – le 15 « Séance 11H / Schacht conciliant accepte discussion / Prépare chiffres avec Pinsent<sup>2252</sup> / Séance sous-comité / Mon exposé / Mets au point / Kengo Mori<sup>2253</sup> / Meurice – grand dîner » - et proche de la presse, tout en observant les difficultés croissantes du président de la *Reichsbank* - « déjeuner Ganem<sup>2254</sup> Broucken [ ? ] / Schacht dans corner, affolé, lève questions, mémo demandé ». Il n'en est pas moins surpris, le 17, de ce qui constitue « le mémo Schacht / Si aucune révision politique 1650 avec Q inconditionnel / C'est fou ». Cependant dans son commentaire du 18, « sous-comité annuités / Schacht s'emballe ne peut dépasser. C'est l'ultimatum ! » « on décide passer au rapport / Rupture allemande / C'est cassé ! / Presse lancée contre Schacht responsable personnellement [ ? ] pour raisons personnelles », Schacht responsable de la « cassure » devient finalement le gibier d'une presse à ses trousses. Le journal de Quesnay du 19 avril le montre déployant toute son activité discrète et efficace au cours d'une journée particulière qui commence par un « coup de théâtre mort de Revelstoke / On ajourne après séance de deuil ». Alors « Young me demande voir Schacht : conférer avec lui / Moreau m'autorisera-t-il ? / Mme Moreau en doute / Il se repose / Déjeuner Petite Biche / ... Et j'obtiens le droit / Trois heures seul avec Schacht / Redistribution frais de guerre / Responsabilité invalide [ou plutôt immédiate ?] contre propriété [ou plutôt prospérité] bien plus grande que par prise de changes qu'il ne crée pas mais qui existent : d'où impression française que Allemagne ne paie pas / S'il ne prend pas la responsabilité

---

notamment car « Schacht lui-même redouterait de se brouiller avec les Américains » (compte-rendu du 6 avril 1929 Archives de la Banque de France DGSE 11 p.1-4).

<sup>2252</sup> Il appartient à la délégation britannique d'après le dossier AN 374 AP 12.

<sup>2253</sup> Il est un des deux représentants japonais (cf. Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht...* *op. cit.* p.67 et Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes...* *op. cit.* T. III p.423 n.2).

<sup>2254</sup> André Ganem est un journaliste du *Temps* d'après Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes...* *op. cit.* T.III p.499.

comme expert, il l'aura comme RBP [*Reichsbank* Président] le jour où je lirai [ou lierai ?] arrêt des transferts / Explique nos thèses / Me remercie, pas des chiffres qui sont hélas [ou tels ?] ceux qu'il craignait / J'informe Moreau / Et le soir calme Bourgrès<sup>2255</sup> et Sauerein<sup>2256</sup> me téléphonent / Bate me télégraphie à 12H½ ». Sollicité directement par Young, Quesnay apparaît donc comme le plus à même de négocier directement et personnellement avec Schacht. On dispose d'un résumé des échanges entre les deux hommes dans le compte-rendu disponible dans les archives de la Banque de France<sup>2257</sup> :

« M. Moreau [...] sur l'insistance de M. Young, consent à ce que M. Quesnay voie le Dr. Schacht.

M. Le Dr. Schacht paraît très déprimé, déclare qu'il a été mal renseigné, mal conseillé, que la délégation allemande a eu "un moment d'aberration" en rédigeant son mémorandum. Il se plaint que les membres français du Comité n'aient pas eu de contacts plus fréquents avec lui, les points de vue auraient pu se rapprocher, il aurait compris pourquoi nous insistons sur la commercialisation et la mobilisation dont l'intérêt pour notre pays ne lui pas été suffisamment expliqué. Pourquoi ne lui a-t-on pas facilité sa tâche en lui présentant quelques suggestions ?

Le Secrétaire de la délégation française lui répond que les suggestions présentées au Comité ont été multiples, toute l'organisation de la Banque des Règlements Internationaux ayant été conçue pour permettre à l'Allemagne de s'acquitter sans difficultés de ses obligations. Quant au principe de la commercialisation et de la mobilisation, c'est celui même qui, depuis neuf semaines, a présidé aux travaux des experts. Ceux-ci ne veulent abandonner le régime du plan Dawes qui donne satisfaction qu'avec la compensation de paiements en capital car le Comité a mission de préparer un arrangement et non de proposer dans le seul intérêt allemand des réductions des annuités du Reich. La délégation allemande qui a participé à tous ces travaux savait bien

---

<sup>2255</sup> Sans doute pour Bourgues du *Petit Parisien* (cf. AN 374 AP 12).

<sup>2256</sup> Pour Jules Sauerwein grand reporter du *Matin* cf. Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française* p.519-520.

<sup>2257</sup> ABF DGSE 11 compte-rendu du 19 avril 1929, p.4 à 7.

à quoi s'en tenir à ce sujet. Aussi sa proposition qui ne comportait aucun versement inconditionnel a-t-elle été considérée comme un moment d'inconscience. Nous envisageons sans aucune appréhension le retour au plan Dawes que l'Allemagne se propose de saboter ; nous avons l'impression qu'elle n'y réussira pas et en tout cas, si elle y parvient, le monde entier se rendra compte qu'il y aurait là toute une organisation systématique qui ferait ressortir bien nettement la volonté arrêtée de ne pas payer. Le Secrétaire de la délégation française ajoute que M. Schacht cherche à impressionner l'opinion par cette perspective ; il a accumulé l'or à la *Reichsbank* pour pouvoir le faire sortir théâtralement comme il le fait depuis plusieurs semaines. Or une Banque d'Emission a des moyens d'action dans un pays dont l'économie est saine ; si elle veut maintenir sa monnaie, elle le peut par des moyens appropriés : la livre sterling notamment est menacée, personne ne s'en aperçoit parce qu'avec l'énergie qui le caractérise M. Montagu Norman a assuré le redressement nécessaire. Si la monnaie allemande fléchit c'est la *Reichsbank* qui en portera toute la responsabilité.

M. Quesnay explique que nos chiffres sont irréductibles, et que M. Moreau se refusera à entamer une nouvelle discussion.

Le Dr. Schacht indique que tout son passé s'oppose à ce qu'il revienne sur ce qui a été fait, que d'autres peut-être pourront signer un accord sur la base du mémorandum des experts des quatre principales Puissances créancières, que lui est un "homme fini" qui n'a plus qu'un désir "rentrer dans l'ombre".

A la fin de la journée, le Dr. Schacht a eu de longues conversations, sur lesquelles on n'a aucun renseignement, avec M. Young et avec M. Pirelli.»

Face à un Schacht plus que jamais, poussé « dans le corner »<sup>2258</sup>, Quesnay semble, d'après ce document semi-officiel, adopter un ton assez intransigeant, menaçant son interlocuteur que soit révélé devant l'opinion (« le monde entier ») son double jeu (« une organisation systématique qui ferait ressortir bien nettement la volonté arrêtée de ne pas payer »)<sup>2259</sup>. Il

---

<sup>2258</sup> Frédéric CLAVERT note qu' « à la mi-avril, le gouvernement allemand reproche à Schacht son intransigeance » (*Hjalmar Schacht... op. cit.* p.73)

<sup>2259</sup> Ce ton général semble correspondre à l'attitude générale plus offensive de la Banque de France, suite au memorandum Schacht du 16 avril, ainsi que le note Charles

ne se prive pas, au passage, de rappeler au président de la *Reichsbank* ses devoirs en tant que dirigeant d'une banque d'émission, acteur central, à ses yeux, de la vie économique nationale, par ses efforts pour garantir une monnaie stable. Cependant, le lendemain, le 20 avril 1929, Quesnay décrit, dans son carnet, la poursuite de son action dans un sens plus conciliant : « chez Moreau – chez Young : mon idée : minimiser dettes. Ne capitaliser que les dettes / Il voit Schacht. A 11H<sup>3</sup>/<sub>4</sub> à 1H <sup>1</sup>/<sub>4</sub> encore seul avec Schacht / Il marche nos 500 millions immédiatement mobilisables. Plus vite fait, plus vite dettes interalliées, les seules politiques frais de guerre, révisées. / Me reverra lundi / Part : Berlin ? Ganem / Déjeuner Petite biche / Camarades / Moreau heureux – Perkins, / Accord [ ? ] Quesnay / Francqui Gutt – Parmentier / Gilbert / Moreau : procédure mardi / On reporterait à cause service Reverstoke / Young / Dîner Ganem Grumbach<sup>2260</sup> / Parc de Montsouris / On revit ici : il téléphone à Breitscheid<sup>2261</sup> pour Hilferding<sup>2262</sup> ». On dispose là encore dans les archives de la Banque du compte-rendu de l'entretien avec Schacht présenté comme « déprimé, moins par les répercussions à la Bourse de son refus de concessions [...] que par le soutien insuffisant que lui donne la partie de la presse allemande sur laquelle il comptait le plus et par l'hostilité complète de la presse de gauche » :

---

P. KINDLEBERGER évoquant notamment des attaques contre la monnaie allemande (*La grande crise mondiale... op. cit. p.78*).

<sup>2260</sup> Il s'agit sans doute de Salomon Grumbach (1884-1952) député socialiste du Haut-Rhin (1928-1932) qui s'intéresse notamment à la question des réparations, aussi en tant que journaliste (cf. Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit. T.III p.416*). Son nom apparaît également dans une lettre de Comert à Pierre Quesnay du 4 février 1929 (AN 374 AP 9) : il lui demande avant une rencontre des leaders socialistes européens (français allemands anglais et belges) de rencontrer le député socialiste de Mulhouse Grumbach.

<sup>2261</sup> Il s'agit peut-être de Gehrard Breitscheid qui a écrit à Rist le 22 mai 1927 à qui il a été présenté par professeur Hirsch de Berlin : il lui demande des renseignements à propos du développement économique de la France (Archives de la Banque de France, fonds Rist 18.5 correspondance Rist 1927).

<sup>2262</sup> Rudolf Hilferding (1877-1941) est alors le ministre (socialiste) des Finances de l'Allemagne (selon Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit. T.III p.529*)



« à la fin de la matinée, le Dr. Schacht a une conversation avec le Secrétaire de la délégation française. “J’ai pris une décision, dit-il, mais j’ignore si je serai suivi par les autres membres de la délégation allemande”

Cette décision serait de proposer au Comité de donner pleine satisfaction aux demandes des Puissances créancières en ce qui concerne les priorités (restitutions, dettes belges, créances mixtes, éventuellement même arriérés d’occupation intéressant les Etats-Unis) et les soldes (réparations). Les chiffres ne seraient pas discutés : la seule modification envisagée serait que les 58 annuités seraient transformées en 37, mais avec la même valeur actuelle. Les versements seraient inconditionnels et le Dr. Schacht faciliterait de tout son pouvoir la mobilisation dans le plus bref délai possible, reconnaissant maintenant que cette mobilisation rapide serait dans l’intérêt de l’Allemagne, de manière que tous les pays européens ne fussent plus qu’en présence de la dette américaine. “C’est un trait de lumière qui m’a frappé l’esprit” aurait-il dit à ce sujet.

En ce qui concerne les annuités correspondant au règlement des dettes extérieures, aucun chiffre ne serait indiqué. On fixerait seulement en montants les dix premières annuités qui correspondraient à la période d’organisation de la Banque des Règlements Internationaux. Ensuite, il serait dit que les dettes européennes envers les Etats-Unis seraient payées au moyen des bénéfices du nouvel établissement revenant à l’Allemagne, le Reich prenant l’engagement d’assurer le complément par des versements directs.

De la sorte, il pourrait n’être présenté au public allemand que le chiffre en capital des priorités et des soldes, soit en plus de l’emprunt Dawes, un plus de 15 milliards de marks-or ; pour le reste, il serait impossible de donner une indication chiffrée en raison de l’inconnue représentée par les bénéfices éventuels de l’Etablissement »<sup>2263</sup>

Il n’y a pas de trace d’un refus par Quesnay de cette proposition qui va dans le sens d’une conciliation qu’il souhaite ardemment. Ses notes sont à nouveau succinctes dans les jours qui suivent, mentionnant surtout des rencontres sans doute parallèles aux négociations – le 21 avril « Visite de S.Wolff / Déjeuner Pyramide » « visite Gutt / Téléphone Grumbach » le

---

<sup>2263</sup> ABF DGSE 11 compte-rendu du 20 avril 1929, p.3 à 5.

24 « Déjeuner Mayer Seligman (Freischman) », le 25 « Mayer ». Au cours du mois de mai, quelques annotations, dans son agenda, semblent montrer une certaine prise de distance du secrétaire de la délégation française vis-à-vis du gouverneur Moreau : le 1<sup>er</sup> c'est le « rapport Moreau G[eorges] V traduction / Déjeuner seul Mère Tourtine / Lamont<sup>2264</sup> / Réduire [ou réduction] de dette belge / Moreau refuse / Dîner Moreau » ; le 2 il assiste à « des mauvaises conversations Moreau Young Morgan - Parmentier » et le 10 il note encore que « Young expose situation aux créanciers / Moreau reproche à Stamp et Addis leur “mauvaise foi” ». D'autre part, les comptes rendus des archives de la Banque de France pour la même période montrent encore l'action de Quesnay principal intermédiaire de la délégation française vis-à-vis de la délégation allemande. Ainsi le 3 mai il a à nouveau un entretien avec Schacht :

« Le Dr. Schacht, dans une conversation privée avec le Secrétaire de la délégation français, le vendredi 3 mai, en présence de M. Perkins expert américain adjoint [...] expose que ses deux réserves correspondent à une véritable “clause de sauvegarde” pour le Reich. Il fait remarquer que les suggestions françaises ont toujours tendu à une mobilisation rapide de la partie de l'annuité correspondant au paiement des soldes attribués définitivement aux pays créanciers. Plus vite cette mobilisation sera faite, plus vite l'Allemagne sera dans la position de n'avoir plus à régler aux gouvernements que ce qui correspondra à l'exécution des propres obligations de ceux-ci envers les Etats-Unis. En faisant ces suggestions les experts français ne voulaient pas mettre d'ores et déjà brutalement dans la discussion la question des dettes américaines, mais il n'est pas douteux qu'ils l'avaient en vue, et il est préférable de la poser franchement vis-à-vis de l'opinion mondiale. Le Dr. Schacht explique qu'il reste convaincu que le paiement de l'annuité de 1650 millions de marks reste bien la seule solution raisonnable. Il accepte, pour faciliter l'accord, de prendre le chiffre du président Young, mais on doit revenir à l'annuité rationnelle si les besoins des créanciers sont

---

<sup>2264</sup> Thomas Lamont (1870-1948) est directeur de la banque Morgan, expert suppléant au comité Young, partisan d'une révision du plan Dawes (selon Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.479).

réduits et, corrélativement, s'il est démontré par la suite de circonstances encore imprévisible qu'on s'est trompé dans les espoirs formulés au sujet de la puissance économique et des possibilités de paiement de l'Allemagne.

M. Quesnay ne peut que faire savoir au Dr. Schacht qu'il n'a pas qualité pour répondre au nom des experts français, ni même pour donner une indication sur l'accueil susceptible d'être réservé par ceux-ci tant à la proposition de fixation de l'annuité moyenne de 2050 millions qu'aux deux réserves présentées. Son rôle se borne donc à entendre l'exposé allemand sans commentaires. Il ne peut cependant s'empêcher de remarquer que la proposition allemande n'est pas la proposition américaine puisque M. Young est hostile à l'adoption de la "clause de sauvegarde" sous la double forme qu'elle revêt ; il n'en saurait d'ailleurs être autrement puisque le Gouvernement des Etats-Unis, dans les accords qu'il a passés avec les Etats européens au sujet du règlement des dettes politiques, a toujours, malgré la vive pression exercée sur lui, eu une attitude négative de l'insertion dans les textes portant sa signature d'une clause de cette nature.

Dans ces conditions, dit M. Quesnay, pourquoi le Dr. Schacht s'en tient-il au chiffre de M. Young, soit 2050 millions et refuse-t-il de porter ses propositions à celui du mémorandum des experts des principales puissances créancières, soit 2198 millions ? Le Dr. Schacht n'est pas logique dans son argumentation : il dit que la capacité de paiement allemande n'est, en réalité, que de 1650 millions et que c'est pour tenir compte des besoins des Puissances créancières que, malgré son opinion bien arrêtée au sujet de ladite capacité de paiement il consent à revenir sur la proposition contenue dans son mémorandum du 17 avril. Or les besoins des puissances créancières sont ceux qui figurent dans le mémorandum du 12 avril ; ils sont irréductibles. Puisque le Dr. Schacht n'adopte pas dans son entier la suggestion de M. Young, il n'a pas à tenir compte de la fixation arbitraire faite par celui-ci des dits besoins. : ce sont les experts français, anglais, belges et italiens qui seuls pouvaient se prononcer à ce sujet.

Le Dr. Schacht reconnaît que le chiffre de 2050 millions de marks est établi en dehors de toute considération tenant compte de la capacité de paiement allemand. Mais pour faire une nouvelle proposition il s'est rapporté à l'arbitrage américain : il aurait donné aussi bien le chiffre de 2200 millions de marks si MM. Young et Morgan l'avaient estimé équitable en leur âme et conscience, que celui de 1800 millions si on le lui avait suggéré. Maintenant il est trop tard, il n'acceptera jamais d'aller au-delà de l'annuité

qui lui a été indiquée ; tous les efforts seront vains pour l'amener à l'annuité du memorandum des quatre principales Puissances créancières »<sup>2265</sup>

On retrouve alors un Quesnay plus prudent (la claire définition de son rôle limité) et moins compréhensif (la mise en avant de l'incohérence de l'argumentaire de son interlocuteur) face à un Schacht tentant peut-être de jouer des divergences entrevues au sein de la délégation française. Le même jour, Quesnay participe également à une rencontre entre « les deux experts allemands [...] avec les experts américains » ; il intervient notamment à propos du taux d'intérêt qu'offrira la Banque des Règlements Internationaux pour les dépôts français<sup>2266</sup>. Le 24 mai, il s'entretient avec d'autres membres de la délégation allemande

« MM. Kastl<sup>2267</sup> et Melchior<sup>2268</sup> sont manifestement désireux d'aboutir et cherchent les solutions de conciliation. Dans une conversation privée avec le secrétaire de la délégation française, ils demandent si la mise en application du plan, au point de vue des versements qu'il comportera, ne pourrait être reculée du 1<sup>er</sup> avril 1929 au 1<sup>er</sup> septembre ou au 1<sup>er</sup> octobre prochain, ce à quoi il paraît difficile de consentir, mais ce qui indique une tendance à accepter le principe de la concomitance des paiements pendant une période déterminée avec ceux qui continueraient à être faits au titre du plan Dawes.

Le secrétaire de la délégation française leur fait remarquer, au sujet de leur proposition, que les dettes extérieures étant d'ores et déjà couvertes la première annuité du nouveau plan ne serait que de 420 millions au titre des soldes [...] Au total 2295 millions de marks, au lieu des 2500 millions de marks du régime actuels. La différence avec la première annuité du premier projet Young (1675 millions de marks) ne serait que de 600 millions de marks, malgré le double emploi signalé.

---

<sup>2265</sup> ABF DGSE 11 compte-rendu du 3 mai 1929, p.4 à 8.

<sup>2266</sup> *Idem* p.9-10.

<sup>2267</sup> Ludwig Kastl (1878-1969), deuxième suppléant de la délégation allemande en tant que représentant des industriels allemands, remplace Voegler après sa démission (Étienne WEILL-RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* T.III p.436).

<sup>2268</sup> Karl Melchior qui travaille pour Warburg & Co, est le suppléant de Schacht, jugé par certains trop favorable à la capitalisation et la commercialisation des réparations (selon Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.68).

De même pour l'indemnité à payer à la Belgique pour les émissions pendant l'occupation allemande, MM. Kastl et Melchior posent la question de savoir si l'ambassadeur de Belgique à Paris et l'ambassadeur d'Allemagne à Paris ne pourraient être chargés par leurs gouvernements respectifs de signer immédiatement un accord engageant les deux Puissances intéressées au moins *ad referendum*. Cette proposition se heurtera à l'hostilité de M. Francqui qui désire être partie prenante audit accord.

MM. Kastl et Melchior sont portés à penser, d'autre part, qu'on ne doit pas soulever la question des biens d'Etat cédés et des indemnités de libération.

Resteraient donc surtout en question, si le Dr. Schacht suivait ses collègues, ce qui n'est pas du tout certain, la question du moratoire de paiements et celle de la *Reichsbahn*.

Sur la première les experts américains paraissent au moins aussi peu disposés aux concessions que les experts français. M. Morgan, notamment est très ferme à ce sujet.

Quant à la question des obligations de la *Reichsbahn* elle paraît se compliquer, et on a l'impression que le Dr. Schacht, sans doute même M. Melchior, reviennent sur leur proposition, si même celle-ci a bien été formulée avec la netteté que lui a donnée l'interprétation française de la conversation de la veille des experts allemands avec le président du Comité »<sup>2269</sup>

Outre l'échange d'arguments, on peut penser que Quesnay est sollicité aussi en raison de ses contacts auprès des Belges (le projet de rencontre entre ambassadeurs parisiens) comme des Américains (la remarque sur la position ferme de Morgan). Ses notes de la fin du mois, au moment où se concluent ces négociations, montrent clairement un certain désenchantement en particulier par rapport à l'attitude de Moreau. En effet, le 26 mai il écrit « C'est donc fini ! Après tout, s'il tient mark, plan Dawes tiendra q[uel]ques mois ! » avant de partir vers Yerres pour « dormir sur l'herbe au soleil » puis le 28 « Siepman : crédit à Hongrie / Comme [ ? ] précédent [ ? ] en cas crises / Moreau refuse idée 1<sup>er</sup>

---

<sup>2269</sup> ABF DGSE 11 compte-rendu du 24 mai 1929, p.1 à 3.

sept[embre]<sup>2270</sup> / Laisser aux gouvernements [ ? ] » « taxi Royal Monceau / Avec Kastte [pour Kastl ?], Melchior, Rumpel [pour Ruppel] et Plessing [ ? ] / Eberstadt et Zarnhof [ ? ] jusqu'à 1H – vraie conférence sur les 863 PD, pas de renoncement les armes [ou les arrières] d'impôts, l'échelle (et les réserves). Enorme progrès ». Mais le 29 « Et Moreau buté refuse ! Laisser plan Dawes jusqu'à date incertaine – gardons le Rhin. / J'en pleure et veux aller me coucher / Remue américains : recommande [ ? ] principe de fixation par G[ou]v[ernemen]ts – j'ai Eberstadt mais malgré Gilbert, Lamont Perkins Morgan, Young excédé refuse – avec Zarnhof [ ? ] jusqu'à 2H pour fixer clause ». Même si la raison technique reste assez obscure (les « 863 PD » notamment), il est clair que le motif de Quesnay est surtout provoqué par l'étroitesse de vue du gouverneur incapable de penser autrement que selon une vision strictement nationale voire nationaliste (l'image de la défense du Rhin). Il continue cependant de s'acquitter de ses différentes tâches durant cette dernière période, à la fois véritable facilitateur entre les différentes délégations et contrôleur-informateur de la presse : ainsi le 1<sup>er</sup> juin « Informe Moreau des trames [ ? ] d'hier soir / Vu Strohl / Georges V Lamont cherche à en sortir. Montre à Young mémo Schacht 4 avril demandant inclusion des MK dans accord général / Moreau et Francqui / Causerie avec mes journalistes ! / Georges V Rédaction rapport [ill.] / Gutt téléphone Bruxelles ». Il n'est pas sûr qu'il assiste à la signature officielle du rapport du comité Young par les différents experts le 7 juin, puisqu'il note seulement dans son agenda ce jour-là « 1H Vienot [ ? ] Laurent<sup>2271</sup> ».

Au cours de l'été 1929, conséquence sans doute du rôle éminent qu'il a joué lors des négociations parisiennes, Quesnay se voit davantage projeté dans la lumière. Toujours hautement conscient de sa valeur par opposition à nombre de ceux qui se penchent sur la question – il note

---

<sup>2270</sup> Il s'agit sans doute de la date d'entrée en vigueur du plan Young qui ne sera pas retardée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930 (cf. Étienne WEILL RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* p.437).

<sup>2271</sup> S'agit-il de l'inspecteur des Finances Jean Laurent ?

ainsi le 21 juin 1929 alors qu'il est en vacances près de Saint Malo « on téléphone de Paris : impossible de comprendre. Inquiétudes ? Avoir à repartir ? » « téléphone : c'était Grumbach qui veut me voir : audition Poincaré continue, il aura ratification. C'est complète liquidation de guerre par gens mal préparés » et le lendemain Grumbach vient s'entretenir avec lui – Quesnay constate que son nom est davantage cité dans la presse. Ainsi le 2 juillet, il note « vu Moreau : me met au courant : pas trop pessimiste mais Norman à New York d'où attente pour date et Schacht veut se consulter avec lui – Lettre Lamont / Taxi chez Jay – déjeuner Pirelli » « Banque internationale / Pertinax<sup>2272</sup> veut m'en exclure ». Multipliant les contacts – le 6 juillet « Dîner de la presse chez Langer » - il note encore le 19 juillet « notes à faire sur horaire cf Berthelot et sur élucubration [ ?] Cutheon [ ?] / Je m'y mets » « déjeuner Künwald / Parlons de la Banque » « Partout mon portrait pour la Banque / C[on]f[é]rence Moreau : a vu les banquiers qui se plaignent de concurrence / Plaide Banque centrale / Parlons de la Conférence ». Mesurant bien les inimitiés que son ascension suscite – le 3 juillet « midi ½ auto Banque, téléphoné au Gouverneur : attaqué de tous côté au téléphone : demain Monès Bate Zenneceanu [ ?] / Déjeuner Comert Denis Vigier au Bœuf : on me jalouse dit [ ?] Comert, voir Léger prévenu contre moi » - il tente le plus possible de rester discret, malgré les sollicitations<sup>2273</sup> : le 4 juillet « banque : de Monès situation / Bate : correction de chiffres comptabilité / Innombrables coups de téléphone / Lambert-Ribot, Duplessis, Hargrove etc. voudraient me voir » « Schacht suit Londres : aller le voir. Sera du C.O [pour Comité d'Organisation ?]. En être ou pour ensuite entre à la Banque rester dans la coulisse (attaque

---

<sup>2272</sup> Pertinax est le pseudonyme d'André Géraud (1882-1974). Il dirige le service étranger de *L'Echo de Paris* ; nationaliste, favorable à Versailles et à Poincaré, il est hostile à SDN et anglais. Il deviendra rédacteur à *l'Europe Nouvelle*, après le départ de Louise Weiss (cf. Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire de la presse française op. cit.* p.533).

<sup>2273</sup> Ainsi le 25 juin 1929, Pierre Cheysson lui adresse une lettre pour défendre la candidature de Vienne comme siège de la future Banque des Règlements Internationaux (AN 74 AP 15).

Pertinax) ». A la fin du mois de juillet et au début du mois d'août, il participe à la préparation de la conférence de La Haye, notamment en fournissant des arguments et des informations à opposer aux revendications du nouveau gouvernement britannique<sup>2274</sup> : le 31 juillet « 3H Aigner London General Press voudrait interviews / 4H Fraser m'expose position de Snowden anglais contre plan Young / 5H Moreau rentre : le mets au courant de ce que m'a dit Fraser. Berthelot lui a dit la même chose et que Chéron hésitait à l'emmener. Moreau furieux souhaiterait rester, mais nous partirons vraisemblablement lundi matin. Vois demain Chéron » puis le 1<sup>er</sup> août, constatant que les « vacances et ½ vacances finis », il note ensuite « gouverneur a vu Cheron qui veut me voir à 4 H. Partons lundi à 11H. / Note pour Berthelot / Lettres à liquider. Coulon. » « déjeuner Massigli Bœuf [à la Mode] / Reçu Joy de chez Morgan / Lammont sera là / Visite à Cheron : lui donne lettre Fraser à Pirelli : Farnier présent / Visite à Bryot [ ?] /Gouverneur – Rodenbach / Dicté note » « fin du repos – note à faire ici [à la maison] cette nuit », puis le 2 « note faite cette nuit contre Anglais.» « Dewey / On s'entend à merveille ». Avant le départ, il constate avec satisfaction, qu'il peut ainsi se rapprocher de Briand : le 4 août « Déjeuner intime chez Briand Je parle peu mais c'est le contact / Chéron Léger Peyerlongue [ ?] Corbin et nous trois Moreau [ill.] et moi / Ça va être drôle La Haye ». Au cours de cette conférence, pendant laquelle il accompagne Moreau, on remarque autant le poids des mondanités qui semble peu lui convenir que l'attention que porte Quesnay à la presse : ainsi le 5 août « Photo *Excelsior* de la sortie du Quai d'Orsay / 10H Banque Moreau / Gare [...] Mayer foule / Photo *Intransigeant* – en route ! / Farnier Bizot Seydoux Coutondre / Invité chez Briand. Déjeuner avec Cheron sa femme Loucheur et Fromageot<sup>2275</sup> Moreau – on raconte anecdotes : à peine 10 minutes travail » A arrivée « Charks [ ?] conférence française – les

---

<sup>2274</sup> Étienne WEIL RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* t.3 p.493 et suiv.

<sup>2275</sup> Il est conseiller juridique ministère des Affaires Etrangères d'après Étienne WEILL RAYNAL *Les réparations allemandes... op. cit.* t.3 p.908.



visites Seydoux Gutt – dîner Francqui » puis le 6 « « Donc reprise causerie Trésoreries mais sans Francqui Pirelli ni moi / Chalendar, Bizot, Farnier, Aron exultent. On passe sur une voie de garage ! / Partons ! / Avec Pelt en auto » « Mon portrait dans Handelsbladen<sup>2276</sup> [ ? ] ». Quelques jours plus tard, il reçoit d'un auteur inconnu un compte-rendu sur les réactions dans la presse américaine, réalisé avec l'aide de « nos amis journalistes »<sup>2277</sup>. Cependant, comme il a repris, avant la conférence son activité de producteur intensif de notes, on le retrouve, pendant, agissant en coulisses, par exemple le 19 août, de manière concertée avec Moreau et avec des interlocuteurs déjà rencontrés auparavant : « Les trésoriers travaillent donc téléphone à Lamont : l'esprit du plan en danger. Pas chiffres mais Banque / Chez Briand très bien / Chéron contre "mystique" du Plan / Loucheur que j'effraie sur les suites / Louise Weiss part. / Avec Grumbach Ganem que j'informe – Massigli que j'informe » « vois longuement [ ? ] Léger : d'accord / Thé Gutt » « Gagne Gutt créer comité Banques / Moreau plaide ça chez Briand / Toujours parfait / Note sur banques coloniales Indochine / Lemer cier va agir Amérique / Esprit Plan menacé / Ai bien travaillé coulisse » « Massigli ».

*Le « voyageur errant de la Banque de France ».*

Au début de l'automne 1929, Quesnay se change en « voyageur errant de la Banque de France »<sup>2278</sup> véritable commis-voyageur préparant, à un rythme effréné, le bouclage du dossier des Réparations<sup>2279</sup>. Le 12

---

<sup>2276</sup> Peut-être s'agit-il du *Algemeen Handelsblad* (quotidien néerlandais existant depuis 1828).

<sup>2277</sup> AN 374 AP 15.

<sup>2278</sup> A un de ses anciens condisciples en Sorbonne (André Ledos) sollicitant une place à la Banque, Quesnay écrit le 2 octobre 1929 (AN 374 AP 10) : « lorsque vous êtes venu me voir, j'étais une fois de plus le voyageur errant de la Banque de France visitant en une semaine Londres, Bruxelles et Berlin ; j'ai dû à mon retour, m'occuper des derniers préparatifs de la conférence de Baden-Baden à laquelle je pars ce soir et où je pense rester tout le mois d'octobre ».

<sup>2279</sup> Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT (*Central Bank Cooperation... op. cit.* p.40) soulignent que « Quesnay [...] [...] was particularly active in the pre-committee diplomacy. He visited the central banks of Belgium, Germany, Italy and England, discussing the statutes and functions of the BIS as well as its future seat ».

septembre, de retour de la campagne de chasse avec Moreau, il note : « Banque- gouverneur – déjeuner Ricard. Discussion Banque, leur projet des statuts est purement formel aucun fonds / Explique à Moret, Moreau [ ? ] la situation, revois texte, me prépare à discussions de Londres, Lausanne (Italien), Berlin ». Dès le lendemain il est à Londres : « Cannons Street hôtel / Relis papiers / 10H à la Banque / Siepmann : mes idées d'ensemble / Déjeuner Root / Gouverneur Banque de Suède avec Siep[mann] et Stewart » « travaillons notes faits par eux, assez confus encore. / Thé Norman / Norman (Layton pas [ill. ch d'abord ensuite illisible] américain) / Addis Layton / Dîner Siepman / Soirée avec Stewart et son frère / Difficultés procédure Siep [ ? ] moi Guerin 2h½ » ; le lendemain les entretiens se poursuivent notamment quant au choix de la ville om on se réunira « Réveil 8H vaseux / Siep [ ? ] au bar / Souvenirs de lutte d'hier / Lis papiers : déjeuner Banque / Norman : meeting régents / Présidence (G[ou]v[erneu]r ou extra : américain) / Dwight Morrow – lieu : Bruxelles Amsterdam – laisser choisir par le chairmann / Moreau et moi Dr Jemal [ ? ] / Influencer ; craintes réciproques ». A peine de retour à Paris, il doit non seulement régler des tensions internes à la Banque – le 16 septembre « Rendu compte à Moret Mon service semble l'avoir irrité en lui transmettant mes avis « S[ou]S G[ou]v[erneu]r : Prends mes responsabilités » Aujourd'hui ennuyé avoir répondu Schacht [...] Remets mes types dans l'atmosphère » - mais aussi négocier avec les responsables belges : le 17 « Gutt téléphone de Bruxelles : accord avec nos procédures [ ? ]. Renoncer à Jasper / Tenter obtenir que G[ou]v[erneu]rs fixent Bruxelles /Déjeuner au Conseil avec Moreau Moret Vernes /Discutons. Moreau tout de suite rallié à politique Gvt et ... Wiesbaden /Plaide, étincelant, Moret assis / Rédige lettres, télégrammes, Moret ravi / Pars demain pour Lausanne Berlin Bruxelles ». Il repart ensuite, le 19, cette fois-ci pour Lausanne, où il est à nouveau question du lieu de la conférence : « arrivée 7H½ / Hôtel Cecil - Osborne parti / Chambre : vue du lac / 9H : Nathan Pennachio Benedur / De 10 à 1H : secrétariat Comité : organisation Banque / Déjeuner / Dormi – téléphone Ricard / De 4 à 8H, lieu comité, siège Banque,

organisation banque, statuts rôle avenir Banque / Les invite à dîner : Londres / Après quoi réclame droit défendre Wiesbaden Bruxelles contre lacs italiens / Se rallie à regret ». Puis c'est Berlin dès le 21 « à pied *Reichsbank* / De 10H à 13H½ avec Schacht / Baden Baden – refus aller à Bruxelles / Grammor [ ? ] capital – etc. / Hôtel - téléphoné bureau / Frère m'appelle – taxi : déjeuner / [ill.] Frère – Paul Jean – taxi / Gayet – Berger nous joignent / Causerie sur lit – 6H en route / Linsenstram – Shephard / Causerie – télégraphie Benidur [ ? ] / Réserves – fonds de compensation / Hôtel coup téléphone Moret ». Il commence la synthèse de ces différents entretiens le 23 avant de repartir pour Bruxelles : « note sur entrevue: Beneduce Moret – Saïto / En vain tente téléphoner Moreau et pas réponse / Beneduce – déjeuner mon service à la Petite Biche » « dîner Gutt / vers Bruxelles / lui fais lire notes [ill.] / Francqui et Jasper à ménager / C'est le seul problème / Réunion Bruxelles exclue maintenant / 9H½ Bruxelles / Hôtel Astoria ». Il ne reste dans la capitale belge qu'une journée, le temps là encore d'essayer de convaincre à propos du lieu où se tiendra la prochaine conférence : « Bruxelles / Téléphoné à Moret » « Francqui et Gutt : plaide Baden Baden contre ville italienne, lettre Fraser à Young / Gaspar [ ? ] à Imhondheim [ ? ] démarche Moreau au nom tous G[ou]v[er]ne[ur]s contre [ ? ] participation Francqui / Avec Gutt B.N : Frank / Historique – plein de livres – souci pas déplaire aux anglais déjeuner après, avec Francqui Delacroix BB [pour Baden Baden ?] mais présidence Francqui si possible plutôt qu'autre démarche Moreau / Franck et Delacroix [ ? ] Van Zeeland secrétaire » « 4H départ pour Paris / Fin note Berlin / Commence note Bruxelles » « arrivée 8H½ ». De retour à Paris, il voit d'abord Moreau « taper du poing sur la table » devant les belges, alors que continuent les tensions avec Moret : le 25 « Vu Moret a déjà reçu de Franck contre ordre : Jasper refuse Baden-Baden / Insister malgré Moret / Téléphone Francqui / Déjeuner Ricard [ill.] / Gutt a quelques succès / Termine mes notes / Moreau à son retour empoigne son téléphone / Bouscule Franck qui accepte revoir Jasper / Bravo / Ah [ ? ] avec Moreau ! » Tout en continuant à préparer les réunions à venir, il note, le 26, ses réticences personnelles à quitter la Banque de France pour

la BRI : « Banque : G[ou]v[erneu]r : ses indications générales. Croit toujours à mon directorat. Sauf pour des raisons matérielles, préférerais rester organiser marché de Paris / Invité par Royot Lacourt Lagarde Petite Biche / Discutons BRI et BF, la 2<sup>e</sup> le meilleur instrument / Allemandet me poursuit : pas de réponse des Belges / Prépare lettres et télégrammes tout comme avec Moreau et Moret, statuts / Moreau repart ». D'ailleurs dans les jours suivants, il continue à échanger à propos de cette réorganisation du marché de Paris qui l'intéresse tant – le 27 « Weill Monnet Argentine [ ? ] / Franck accepte. Envoie télégramme / Chez Albert Thomas / Déjeuner Lucas : la Banque- le marché de Paris - Pige » « Dewey souffrant ne vient pas / De 4 à 7, temps perdu chez Moret à revoir projets de statuts qui ne peuvent être déjà dans leur forme définitive / Ensuite avec Lacourt pour les nouveaux » - regrettant, le 28, les nombreux chantiers qui restent à entreprendre : « visite Denis belge Rooth gouverneur banque de Suède<sup>2280</sup> / Déjeuner à la Banque / En forme : lui parle de la situation / Revu statuts lettres / Moret me rejoint : vraiment gentil mais étroit et fermé. Et quand on pense à tout ce qu'il y aurait à faire ».

Au terme de ce trépidant mois de septembre, Quesnay part pour Baden-Baden où les représentants des différentes banques d'émission se réunissent au sein du Comité d'Organisation de la Banque des Règlements Internationaux (COBRI). Le 3 octobre 1929 il voyage vers « Baden » Baden « expose à Sanchez et Liechstenstein [ ? ] nos vues sur Londres monétairement / Baden Baden, au milieu des arbres, au pied des monts / Soleil et jardins. Très calme et charmant »<sup>2281</sup> « Hôtel Stephani [ ? ] / Distribution des chambres / Je prends 19 20 / Stresemann est mort – télégramme – hall – on voit chacun / Déjeuner – invités Moret / Les autres arrêtent programme cet après-midi / Tour avec Franck / Séance 3H

---

<sup>2280</sup> Ivar Rooth sera à la tête de la BRI entre 1931-1939 et après 1945.

<sup>2281</sup> Dans sa lettre à Carin du 8 octobre 1929 (fonds privé Frédéric Quesnay), il détaille un peu plus le cadre où se déroule la rencontre : « L'impression faite par le pays est tout à fait celle que donne le Wienerwald [...] la vieille ville badoise et ses habitants sont sympathiques ».

levée signes deuil / A 4H jusqu'à 6 chez Reynolds / Dîner Layton / Bonne discussion avec lui ». Le 4, commencent les discussions, dans un climat bien différent de celui de Paris, favorisé peut-être par les échanges informels possibles lors des nombreuses promenades dans la ville ou dans le parc de l'hôtel<sup>2282</sup> : « avec Moret, promenade en ville de 9H à 10H : lui raconte / Séance 11H : bonne atmosphère : Beneduce bon. J'invite Stewart et Siepmann / Promenade / Puis visite à Shepard écarté par Schacht et à Sanchez / Dicte notes nos conversations / Séance 5 H / Je parle contre loi créatrice banque et pour contrat des trust fixant à Banque ces conditions<sup>2283</sup> / Avec Boissard, dîner dans grand café allemand. Lui parle des Finances et de ce qu'il conviendrait pourtant de faire / Dîner / Couché minuit ». Le lendemain, on voit Quesnay non seulement multiplier les contacts mais aussi prendre toute sa place dans les discussions, puisqu'il préside une sous-commission, toujours dans un climat relativement détendu : « Moret et Boissard en promenade, cependant que je revois PV d'hier / Séance sous-comité du contrat du Trust à 10H½ / Décide Traylor à présider, le décide au moins à être au fauteuil : moi et Boissard [?] / Bon sous-comité dans [ill.] / Frère secrétaire. Préparons textes ce soir » « déjeuner invité par Franck / [...] Promenade Van Zeeland gouverneur / Réunion Pinsent<sup>2284</sup> Frère Berger sur contrat de trust. Je préside / Comment Banque marchera-t-elle / Elle doit payer plus qu'elle ne reçoit<sup>2285</sup>. Indispensable que les fonds de Gilbert lui soient remis / Or, on les bouffe pour prestations en nature. Voir Shepard ou Gilbert / Dîner Boissard [...] / Blagué avec lui et Frère ».

---

<sup>2282</sup> Ce sentiment semble être celui de Schacht ainsi que le note Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.93, aussi car « le président du COBRI s'est conduit de manière plus ferme que Young

<sup>2283</sup> Peut-on voir ici l'illustration de l'affrontement entre une ligne « latine » (franco-italienne) favorable à une mise en place de la BRI par les seules banques centrales et la ligne allemande voulant un contrôle gouvernemental (cf. Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.41) ?

<sup>2284</sup> Il sera membre de la délégation britannique à la SDN en 1932 d'après une lettre à Quesnay AN 374 AP 28.

<sup>2285</sup> Selon Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.42 « the bank's capital [is] fixed at the rather modeste amount of \$100 million ».

Après le repos dominical, le 6, qui lui permet de goûter davantage le « beau calme des grands hêtres » du parc, il déploie à nouveau toute son activité au cours de la semaine suivante, d'une part au sein des différents comités de la conférence comme le 8 « Revu PV d'hier / Séance certificats [...] / Revu PV / Avec Layton Benedu Van Zeeland / Chez nous, rédaction art.6 / Séance liquidités Schacht de retour / Dîner Boissard Moret / Sous-comité Pinsert Vocke<sup>2286</sup> / Contrat de trust Ecarte texte anglais remarquablement changé pour texte à préparer par Frère » ou encore le 12 « séance organisation [...] Moret continue à discuter pouvoirs président et directeur général / Drafting [ ? ] / Moret vers Paris / Tanaka / Travaille Layton ». D'autre part il multiplie les échanges avec les différents acteurs notamment lors des déjeuners et soupers<sup>2287</sup> ; ainsi le 7 « Stolper / Déjeuner Shepard / Grammon / Dîner et soirée Reynolds », le 9 « déjeuner Moret avec italiens / Dîner Crane » puis le 10 « dîner Traylor » le 11 « déjeuner Schacht Vöcke / Contre moi et contre Bruxelles / Dîner italien / Les buts de Schacht / Van Zeeland ». Même le dimanche 13 est très occupé puisqu'il note : « temps idéal / Seul au bois / Note grammar / Déjeuner balcon / Fini note / Revu textes, traductions / Dîner Franck / M'horripile avec Reynolds / Travaille Layton ». Dans sa lettre à Carin du 8 octobre, il souligne ce double travail permanent : « nous siégeons de 10H½ à 12H½ et de 5H à 7H pour pouvoir être libre aux belles heures du jour et discuter par petits groupes en nous promenant dans les bois. Mais déjà les sous-commissions sont créés et comme je suis dans toutes (2H½, 4H) les heures de loisirs disparaissent » et on retrouvera la même idée dans celle du 16<sup>2288</sup> : « les journées passent... de 9H du matin à 1H du matin, en conversations, séances, repas, je suis pris, et jamais n'ai le temps pour me retrouver seul avec

---

<sup>2286</sup> Wilhelm Vocke (1886-1973), membre depuis 1919 du directoire de la *Reichsbank* (selon Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.90) est l'autre représentant de la banque d'émission allemande.

<sup>2287</sup> Le dimanche 27 octobre, ce sera dans un cadre plus insolite : « Funiculaire Mercier avec Van Zeeland ».

<sup>2288</sup> Fonds privé Frédéric Quesnay.

moi-même c'est-à-dire avec vous » et quand il veut écrire « il était 1H½ 2H, je me disais que tu me conseillerais toi-même plutôt d'aller au lit [...] on voudrait s'égarer dans les grands hêtres qui commencent devant l'hôtel ; on a à peine le temps d'y jeter un coup d'œil à travers les vitres ou de s'y aventurer dix minutes entre deux séances ». Dans sa lettre du 8, il donne une certaine vision d'ensemble sur le début des travaux et sur la méthode employée, principalement faite de rencontres informelles :

« La mort de Streseman que nous avons apprise en arrivant ici est une catastrophe. Schacht est parti pour Berlin aux funérailles : il doit revenir aujourd'hui. J'ai vu beaucoup jusqu'ici Siepmann, Steward, Van Zeeland, Frère, Shephard Morgan, la Trésorerie anglaise, Layton. L'atmosphère est très bonne : chacun essaie de comprendre les autres. Il y a seulement quelques points (dont le siège) sur lesquels on sait par avance qu'on s'entendra difficilement. Aussi en-a-t-on sagement ajourné l'examen pour permettre aux conversations officieuses de rapprocher les points de vue. En attendant on discute le texte des statuts de la Banque et du contrat de réparations. Il y a tant de détails techniques à mettre au point que les plus optimistes ne peuvent espérer finir avant trois semaines. Il faudrait en finir avant la fin du mois ».

D'après les notes de son carnet, les jours suivants marqués par la mort du représentant belge Delacroix, le 15, - « 8H Réveil mort Delacroix / [...] / Séance de deuil / 11H Drafting chez les anglais / [...] contrat de trust / [...] / On avance opérations / Dîner anglais / Layton Addis / Londres ou Genève / Causerie Moret – moi et la BF ou la BIS / Ecrit Carin »<sup>2289</sup> - le voit prendre un part sans cesse croissante aux travaux, toujours sous leur double forme formelle et plus discrète :

---

<sup>2289</sup> Il est plus prolix dans sa lettre à Carin du 16 : « Décidément ces comités de 14 n'ont pas de chance ; la mort subite de Delacroix la nuit dernière nous a rappelé exactement la mort de Revelstoke ; c'était le même genre de personnalité, un homme conciliant, foncièrement bon, respectable, qui avait une heureuse action sur les uns et les autres. Il me rappelait l'impression qu'on m'a donnée de mon grand-père Tallevast. Sa fin soudaine m'a ému. [...] C'est une mort idéale sans souffrances, c'est celle que nous voudrions tous avoir, pourvu que nous soyons assurés que ceux qui demeurent après nous ne souffrirons pas trop de notre perte : s'il m'arrivait à moi en ce moment de partir ainsi, l'idée de te laisser avec les quatre petits, sans personne pour leur en imposer un peu et les aiguiller, me serait atroce ; si au contraire dans une trentaine

Le 18 « dîner Siepmann Stewart et Van Zeeland / Refaire articles trop peu juridiques de Layton / Couché 3h pour PV » le 19 « Séance fini articles administration / Restent les projets / Schacht : Pr[ésident] et les statuts / Je réponds / Déjeuner Moret qui part (D[irecteur] G[énéral] si Dwight Morrow ou si offre) / Dicté lettres Farnier ou Coulonde / [...] / Dîner Shepard Morgen et Fraser », le 21 « Moret rentre au moment séance sous-comité Trust / On engage étude des articles / Je domine [...] Livraisons en nature sous-comité / Contrat de trust / J'engage lutte contre Pinsent [ ?] sur l'inconditionnel / Américains avec moi / Bonne soirée, grand succès [...] / Sous-conseil rédaction contrat du trust dans salon » ; le 22 « Séance de 10H½ / On discute le grammor / Je l'abandonne pour statuts non effrayants. On le critique sans comprendre / Schacht voudrait actions à valeur différente selon marchés / Déjeuner Schacht Vöcke / Se fait bonhomme pas effrayant du tout. Je le [ill. peut-être prends] sur cette banque. On parle d'Alsace. / 2H½ contrat de trust / On épilogue sur la participation des fonds de roulement aux 75% des projets / 5H½ séance arbitrage / Vasouillage terrible : c'est toute la question de fond que je déballe : Schacht paroles [ ?] Quesnay / Juristes éreintés / Je remonte Moret qui va comme champion (seul) au dîner des 7 sièges [ ?] » et le 23 « Franck ravi hier soir. Pourtant ! / En séance, contrats de trust. Schacht attaque. / Vient au ss-comité trust demander réunion en séance publique / Travail de rédaction contrat de Trust / Berger. Ran Plan Plan ! [...] Texte loi [ill.] rendant certains autres hors pouvoirs 4 [ill.] ».

Les extraits des procès-verbaux, disponibles aux Archives nationales<sup>2290</sup>, confirment ce rôle de plus en plus central qu'il tient, notamment comme "fournisseur d'idées" principal de la délégation française. On retrouve sa capacité à synthétiser et à envisager les problèmes dans leur globalité. Ainsi le 9 octobre, alors qu'un débat oppose Moret et l'anglais Addis autour de la question des dépôts d'or à la future banque, Quesnay prend de la hauteur en affirmant clairement quel rôle la BRI pourrait jouer au

---

d'années je venais à m'en aller aussi doucement, je pense que ce serait le mieux. Il avait encore discuté toute la soirée ; il s'est réveillé à 5 heures, est passé dans son cabinet de toilette, a eu un étourdissement, est revenu s'asseoir dans un fauteuil et s'y est endormi pour toujours ; Mme Delacroix est aussitôt allé chercher Frère qui n'a pu que constater le décès. Nous l'avons salué hier soir et mis en bière parmi les fleurs. Il est reparti ce matin pour la Belgique dont il a été le Président du Conseil d'après-guerre ».

<sup>2290</sup> AN 374 AP 17.



profit de toutes les banques d'émission, en particulier pour contrôler le marché des changes :

« Il expose qu'à son avis l'un des principaux services que la Banque des Règlements Internationaux pourra rendre aux Banques Centrales participantes, si elles le désirent, sera précisément de mettre à leur disposition un moyen nouveau pour les aider à maintenir la stabilité des changes. La Banque peut devenir le fonds de compensation à travers lequel les Banques qui y auront fait des dépôts pourront passer d'un instrument de paiement international à un autre. La Banque au début pourra ne servir qu'à économiser des mouvements d'or. Par la suite, elle pourra, si le Conseil d'Administration et les Banques participantes le souhaitent, fournir des facilités que les Banques Centrales ne peuvent actuellement trouver nulle part »<sup>2291</sup>.

Il faut noter que cette perspective ne recueille que des assentiments, Schacht trouvant « l'idée française [...] intéressante ». Si en redevant plus technique, la discussion vire à la confusion (p.4)<sup>2292</sup>, elle fait apparaître une des autres propositions originales de Quesnay, celle du grammor. Il a justifié dans une note datée du 12<sup>2293</sup> (mais rédigée d'après son carnet le 13) la mise en place de ce nouvel étalon international. D'abord sont détaillées les objections au choix d'une monnaie déjà existante : « aucune monnaie n'est invariable dans l'état présent des régimes monétaires », « la BRI [qui] est internationale [...] peut-elle adopter comme mesure une monnaie dont d'autres qu'elle-même assument la responsabilité ? N'y a-t-il même pas là un danger pour l'indépendance de la Banque Centrale intéressée ? » (p.2) « on ne peut donc prendre comme mesure internationale des valeurs l'un des

---

<sup>2291</sup> p.3.

<sup>2292</sup> On peut remarquer au cours de ces échanges l'affirmation forte de Quesnay, conforme notamment à la ligne « latine » déjà évoquée, en réponse à Schacht : « les problèmes monétaires, la question de l'or, celle de la stabilité des changes lui paraissent relever exclusivement de la compétence des Banques Centrales à partir du moment où elles sont chargées par l'Etat du service monétaire ; c'est à elles qu'incombe la responsabilité de maintenir la valeur de la monnaie ; c'est donc elles qui doivent avoir tous les pouvoirs à cet effet ».

<sup>2293</sup> « Raisons qui ont amené la Délégation française à proposer l'adoption du gramme d'or pur GRAMMOR comme unité de compte de la BRI » AN 374 AP 17.

“monnaies vivantes” existant actuellement. La susceptibilité politique des opinions publiques ne le permettrait sans doute pas » (p.3). Il constate ensuite qu’« aucune monnaie au monde ne se définit par un poids simple d’or » (p.5) d’où la proposition française du grammor « millième partie du kilogramme d’or fin » (p.6). Par l’ouverture par la BRI de comptes généraux en grammors aux banques centrales participantes, est prévue une « économie d’or par concentration volontaire des encaisses métalliques actuellement éparpillées dans de nombreux petits pays et inutilisées » et seraient évités « les dangers de la superposition de crédit qui résultent d’un “gold exchange standard” non organisé » (p.7), même si l’auteur « ne nie pas la force de l’argument qui repose sur la crainte d’effrayer le public par une innovation mal comprise » (p.8). Ce projet n’est pas sans rappeler sa proposition d’août 1926, elle aussi hyper-rationnelle, du franc « vingtième du gramme d’or » susceptible lui aussi d’avoir un destin international à la tête d’une nouvelle « union latine monétaire » dans un monde monétaire ainsi mieux régulé et contrôlé par les banquiers centraux. Au cours de la séance du 17<sup>2294</sup>, où est discuté l’article 24 concernant le fonds de compensation, Quesnay revient sur ce projet, en l’intégrant à une perspective plus vaste et en même temps en lui donnant une connotation plus “réaliste” : il souligne d’abord que « si ce Comité est composé des représentants des banques centrales [...] – c’est comme techniciens qu’ils sont ici – c’est qu’on a reconnu la nécessité de donner à cette Banque les moyens de faciliter les règlements internationaux en mettant à la disposition des Banques centrales des moyens nouveaux de faire leur métier » (p.2), proposant ainsi « l’ouverture de comptes de clearing sur lesquels les Banques centrales créditées en avoir international pourraient tirer dans la monnaie de leur choix, transformant ainsi un change en un autre, sans passer par les marchés des changes, grâce aux réserves de diverses monnaies que possédera la BRI. Cette disposition nouvelle permettrait aux avoirs en devises des Banques centrales de prendre le caractère vraiment

---

<sup>2294</sup> AN 374 AP 17.

international qui leur manque actuellement : elle aiderait vraiment dans leur tâche les Banques qui ont à maintenir la stabilité des changes et ne possèdent pas des devises de tous les grands marchés » (p.3-4). Devant notamment la réticence de Layton, il affirme, un peu plus tard, que « cette stabilisation internationale (peut-être possible dans 100 ans) ne serait pas désirable, car elle ferait disparaître les réactions naturelles qui permettent aujourd'hui un équilibre automatique des balances des paiements. Mais il s'agit de quelque chose de beaucoup plus simple : mettre des facilités nouvelles à la disposition des Banques centrales et non bouleverser tout le mécanisme des règlements internationaux ». Finalement, comme on l'a vu à partir de son carnet, Quesnay consentira à abandonner son projet de grammor, le 22 ; le procès-verbal de la séance<sup>2295</sup>, plus explicite, permet aussi de retrouver une de ses préoccupations importantes, au cœur de ce retrait :

« les objections qui ont été présentées et qui, si M. Quesnay en croit ses conversations, subsistent encore, reposent toutes sur la crainte d'effrayer le public et de lui donner l'impression qu'il y a là quelque chose de tout à fait inconnu et d'inquiétant. M. Quesnay lui-même a tout à fait présente à l'esprit l'idée que les actions de la Banque devront être vendues, que la Banque aura à faire appel aux capitaux privés ; il reconnaît par conséquent qu'il est indispensable que rien dans les statuts ne paraisse obscur au public ; celui-ci doit savoir exactement ce à quoi il s'engage, ce que la Banque aura à faire »<sup>2296</sup>

Dans sa lettre à Carin du 16, sans s'arrêter sur ce retrait, il souligne son rôle majeur dans la conférence, réitérant son souhait de rester à Paris :

« Nous travaillons comme des forçats : Layton et moi sommes les deux pivots de la conférence et nous entendons à merveille. Finira-t-on pour la fin du mois, j'en doute beaucoup. Après ce sera Paris pour quelques jours et sans doute La Haye à nouveau pour quelques semaines. Après ?... Je reste dans le même état d'esprit : par goût je préférerais rester à la Banque de France et me consacrer à l'organisation du marché de Paris avec toutes les possibilités

---

<sup>2295</sup> AN 374 AP 17.

<sup>2296</sup> P.1.

d'action que j'ai actuellement et peut-être de nouvelles. Par force, si M. Moreau y tient, je me trouverai obligé d'aller à la nouvelle Banque) Bruxelles Bâle ou Genève ; dans le cas où le Président du Conseil d'Administration serait Dwight Morrow, j'accepterais d'être Directeur général non seulement comme un devoir mais même avec plaisir : ses chances augmentent. Si ce n'était pas lui, je n'y consentirais qu'avec un certain regret et pourvu que les fonctions ne soient pas trop étroitement surveillées. Schacht le sait bien, il a pour moi la plus grande estime intellectuelle, mais je suis Français, il cherche donc à faire diminuer le poste pour m'amener à le refuser. Il m'a dit combien il regretterait de me voir y aller : j'ai dû pour obéir aux instructions de M. Moreau poser officiellement ma candidature. Schacht cherche à convaincre les Américains qu'il vaudrait mieux un de leurs compatriotes comme pour le Président. On verra comment tout cela se développe ».

On remarque aussi qu'il considère l'opposition de Schacht à son égard n'est en rien personnelle mais liée à sa nationalité. Dans la lettre du 20<sup>2297</sup>, il évoque la « grande semaine » en cours :

« Nous arrivons ici à la grande semaine. J'ai en séance de belles passes d'armes avec le Dr Schacht et je me bats beaucoup pour empêcher qu'on ne démolisse notre travail de Paris. Mardi, on doit discuter du siège de la Banque : je ne pense pas qu'on arrive à se mettre d'accord : nous refusons Londres, les Allemands refuseront Bruxelles, les Belges Amsterdam. Finalement on se rabattra sur Bâle ou Genève, mais sans doute seulement à la Conférence des gouvernements. Si Dwight Morrow acceptait de présider la Banque, je serais heureux d'en être le Directeur Général. Mais tout cela est encore en l'air. On ignore qui sera Président et les Anglais et les Allemands ont assez peu de moi. Ricard d'ailleurs a raison ; à Paris aussi il y a du beau et intéressant travail »

Dans les jours suivants, les notes, dans son carnet, montrent que cette lutte est à la fois intense et feutrée. Ainsi le 24 « Moret pourra-t-il contrôler [ ? ] D[irecteur] G[énéral] ? / Journée de négociation au lieu de bataille et séance / Beneduce Layton sur compromis objet et loi / [...] Comité rédaction / Objet Limiter devoirs du Plan aux possibilités des statuts / [...] / Dîner Siepmann » « Layton ici : objet Schacht ». Dans ses

---

<sup>2297</sup> Fonds privé Frédéric Quesnay.

notes du 25, on remarquera les derniers mots, favorisant peut-être aussi dans son discours la volonté de prise de responsabilité des experts techniciens : « avec Frère, contrat trust / Chez Layton, loi charte / Moret et les 6 autres chez Reynolds sur marché travaux / Déjeuner Boissard / Toujours pas de cabinet en France ». Le 28, on voit assez clairement les deux champs des négociations, officielles et officieuses : « on reprend séances / Art.1-27 en réunion, le 4 pour la bataille / Quelques retouches de rédaction et tendance à supprimer malgré anglais certaines restrictions / Déjeuner Moret / 3H½ comité rédaction Charrier [ ? ] Vöckle et Van Zeeland / Dîner Schacht : a déjeuné avec Schacht : ??? / Allons voir Reynolds sur 47 / Il comprend l'ensemble mais croit que Schacht ne cèdera pas ». De même le 29 : alors qu'en séance « Layton propose mon 47 » « Dîner Crame Siepmann / Travail Siepmann Stewart Van Zeeland sur contrat de trust ». De même le 1<sup>er</sup> novembre où les contacts en dehors de la salle de réunion semblent y réduire les oppositions : « Cabinet Clémentel a échoué / Tardieu forme » « visite Reynolds qui nettement me flatte par crainte leur projet / Fraser [ ? ] – Frère continue avec eux : ils excluent dettes. / Travaille avec Boissard / En auto avec Frère à Plättig dans les nuages / Excellent séjour là-haut / Beau tour forêt / De 5 à 8 finissons notre projet Boissard et moi ». Dans les derniers jours de la conférence, après que le 9 les « Anglais reculent – télégramme Morgan effraie Addis / Siepmann me prévient / Déjeuner Shep Fraser / Après déjeuner vote Basle [pour Bâle] / Addis nous réunit pour dire qu'on s'incline / Refus : demandons ajournement / Séance : on ajourne au 4 / Reynolds très déçu / Lui expliquons choix à faire / Dîner Stewart [ill.] Siepman », on retrouve le Quesnay conciliateur qui quitte la conférence pour aller à Londres le 11 « 3H Intérieur / Lettre à Morgan : mes vues “je sais que vous êtes un type épatant” /Gouverneur me met gare du Nord / Salter / Gilbert / En route pour Londres / La bonne causerie avec Gilbert / Créanciers ou Européens / Dwight Morrow et moi ou Monnet et X » puis le 12 « Gilbert a vu Morgan / Contre “plan” télégraphie Moreau / Allons chez Morgan. Je l'ai / Gilbert Sanchez chargé 300MK [...] / Déjeuner Siepmann et sa femme à Charvey Cross ». Le 13 après un bref passage

par Paris, où il voit rapidement « Moreau / Intérieur – Chambre / (Moisset – Millot) / Tardieu presque renversé / Revalorisation rentes / Banque – Ricard / Gare de l'Est » il repart « vers Baden-Baden / A Baden Ost, Moret Lacourt Royet – tout est fini – Schacht est parti. Adieux à Beneduri / Je signe ».

Dans les jours qui suivent, on retrouve Quesnay en action et en mouvement pour faire avancer le projet de BRI. Si le 15 novembre, il note que selon le « gouverneur : américains me seraient hostiles ! / Lettre à Poincaré du 13 juin », il se rend surtout à Londres début décembre : ainsi le 3 « Chalendar à 10H½ / On cause / Leith Ross 11H½ / Expose thèse française inconditionnelle / Déjeuner Chalendar / Fleurain absent [ ? ] / Bureau Chalendar / Téléphone Siepman et Layton / Trésorerie : leur donner assurance pas de réduction [ill.] au-dessus part proportionnelle / Retour avec Coulonde / Travaillons formule [ ? ] / Dîner / Bonne causerie » et le lendemain « chez l'ambassadeur / Chez Chalendar / Leith Ross / Déjeuner ambassadeur / Retour Chalendar / Télégramme Paris [donc vraisemblablement à Londres depuis la veille] formule engagement » « 5H½ Layton » avant de passer la soirée avec Siepmann. Les réticences britanniques ne s'estompent qu'à partir du 6 « chez Chalendar / Téléphoné à Paris / Textes remis en état / Déjeuner maison basque Farnier / Terminé rédactions / De 4 à 8H à la trésorerie / Leith Ross bluffe / Refuse hier ses 4 millions à mobilisation, insiste pour recevoir dès le 15 du mois torpille avancées Banque [ ? ] », permettant le 7 qu'il se rende « dès 9H½ Trésorerie pour la mise au point et les signatures / On finit à 2H / Chez Chalendar les textes français / A 3H retour hôtel ». A peine rentré, il repart le 10 en Belgique où il rencontre à « 2H½ Gutt à la gare » « discussion / Opposition / Formule de garantie / maintien des pourcentages » « 6H auto Banque nationale / Franck / Chez Gutt en banlieue / Dîner – retour Astoria / (Berger Léon Pilloth) / Notes Seurin ». A parti du 16 décembre, il participe, à Paris, à la « conférence financière interalliées / Gutt Frère – Leith Ross – Fensena [ ? ] Sonoda – Deyras / On voit la liquidation du passé, les sous-comités des lois / Retour à la Banque sans voir personne ». Le lendemain, la réunion se

poursuit « 10H Finances / Contrat de trust, sans dommages / Nathan. Téléphone à Schacht et à Londres pour loi suisse BRI / Belges refusent / 6H Wolf. Gilbert me prévient d'emprunt allemand Dillon Read. On stoppe / Emotion. Coup de téléphones / Pas eu le temps pour faire la note rémunération Banque ». Le 18, comme dans les jours suivants à Paris, on le voit continuer à participer aux discussions tout en soignant ses contacts à haut niveau : « donné note à taper Royot » « bonne discussion sur textes au comité / Moreau Moret – Bruxelles / Déjeuner David Weill<sup>2298</sup> / 1 avenue Sylvestre de Sacy / Téléphone Siepmann / Plan Young va mal. Schacht délégué<sup>2299</sup> / Regagne séance / Reviens sans voir Moreau Moret. Dîne avec Gutt chez Boilauvin [ ?]. On s'entend ». De même, le 19, avec une coloration plus politique des interlocuteurs, « vais voir Moreau avant séance – Basil Blankett proposé par Franck / On arrête texte accord / Refuse déjeuner Comité » « 12H½ déjeuner G. Bonnet<sup>2300</sup> / (rue Lalo) / Les Berthelot les Caillaux / Painlevé Delachambre [ ?] / A 4H ayant agi sur Bonnet je viens au comité / On finit textes » « 10H soirée Moreau ». Quelques jours plus tard, il est plus précis à propos de l'opposition de Schacht à sa candidature : le 27 décembre, il note « Schacht répète à Berlin que j'ai mené attaque du M[ar]K d'où son opposition / Pessimisme sur évolution : on a passé le moment psychologique [lettre psy] / Moreau me demande note contre mémo Schacht » « 4H½ avec Moret, discutons Londres ». Il part d'ailleurs le 29 dans la capitale britannique où il se rend, le 30, en « auto [à la] Bank / [où il rencontre] Norman Addis Layton Siepmann / Organisation : attendre président » « Lübock Kindersley / Chez Norman, Paris, or, prix, crédit mondial »

---

<sup>2298</sup> Il s'agit sans doute de David Weill (1871-1952) principal dirigeant de la banque Lazard (cf. Jean-Claude DAUMAS (dir.) *Dictionnaire historique des patrons français op. cit.* p.408-409).

<sup>2299</sup> Il n'y a pas de trace des difficultés croissantes de Schacht avec son gouvernement (cf. Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.94 et suiv.).

<sup>2300</sup> Il faut cependant noter que cette proximité mondaine ne garantit pas une adhésion aux idées de Quesnay puisque Bonnet porte la parole contre le travail des experts de Baden-Baden quelques jours plus tard à la Chambre (cf. Jacques PUYAUBERT *Georges Bonnet... op. cit.* p.68).

« chez Fleuriau » « chez Tanaka [ ? ] » Le soir a lieu « chez Siepmann / [une] discussion : à votre perte ! / A moins que Stewart, Siep[mann] / Organisation Banque ». Le lendemain, il n'accompagne pas le gouverneur qui était aussi à Londres à une « réunion chez Tardieu ». Dans la foulée il participe à la deuxième conférence de La Haye à partir du 2 janvier 1930 puisqu'il note qu'il est à « La Haye / Même chambre aux Indes / Moreau. Parmentier chez Tardieu avec Jaspar » « [ill.] Chéron BRI !! / Dîner Moret Bizot / Les Débats Chambre Moreau 12H ». On retrouve au cours de cette conférence plusieurs traits déjà observés de l'activité de l'expert, avec l'activité technique à côté du jeu subtil d'influence dans la coulisse ; on remarque aussi la proximité croissante avec des acteurs politiques de premier rang. Ainsi le 3 janvier « à 9H chez Tardieu / Préparé notes sur certificat question belge et moyens d'intéresser Allemagne par une part d'inconditionnel / Promenade Moreau Moret / Téléphone Ricard / Déjeuner Moreau / 3H Gaillet discussion Moreau sur Belgique / Pirelli / Séance plénière 5H / Séance privée / Sous-comité d'Allemagne / Comité de trésorerie demain / Vu Francqui ! Revenu avec Gutt – Lacourt arrivé / Dîner Moreau (Chéron) / Soirée Bolgert Loucheur Chéron [ill.] Tardieu 3H ½ ». Le lendemain on le voit actif surtout au sein de la délégation française : « à 8H chez Chéron / Formule pour les belges renvoyant à l'accord anglais donc protégeant attributions définitives / Séance de délégations à 9H / Chéron m'emmène à Willburg [ ? ] pour se couvrir s'il doit livrer la référence. Je m'esquive avec Bizot après avoir vu Francqui / Déjeuner [...] Moret Moreau / Prépare notes sur participation allemande et passage concomitant du différable à l'inconditionnel. Bonne / Parmentier saute à Witterbury se compromettre / Tardieu avec la presse. Attendons avec Berthelot Briand. / Voyons Tardieu / Chéron revient avec formule contradictoire [ ? ] / Dîner Lacourt / Tardieu ». Dans ses notes du dimanche 5, on remarquera notamment l'image de l'épicier pour qualifier le travail propre du négociateur : « Moreau avant mon lever : affaire belge remise en question. Chéron avait promis ristourne en plus du texte ! A voulu nous rouler est allé se dégager par Jaspar / Séance à 9H. On



charge d'éclairer lanterne Curtis ! Pendant ce temps Parmentier prépare formule garantissant aux Belges petit montant. En épicier, cédant sur les principes et discutant gros sous / Déjeuner Gutt. Jaspar exaspéré, vient chez Tardieu. On ne nous dit rien. Moreau à un thé. Pertinax m'attaque comme international<sup>2301</sup> / Causerie Moreau, ma succession, la Banque / Dîner les Rodenbach Royal puis Tardieu Chéron Briand. Gutt satisfait » alors que le 6, apparaît nettement le paradoxe des détails négociés par les ministres mais préparés par les experts : « Les ministres discutent seuls tous les détails de mise au points [sic] / Fais note mobilisation discutée avec Leverve Sarthe [ ?] Parmentier / Déjeuner G[ou]v[erneu]r à la fin / Cette note remise à Tardieu est à reprendre pour avoir moins le ton d'avantage offert aux Allemands / Dîner Moret chez Hack / Briand Tardieu traitent les Francqui Jaspar ». Le 7, est évoquée le sens de l'anticipation nécessaire de l'expert par rapport à la crise qui vient – « après séance délégation note encore refaite ! / Visite Tanaka / Déjeuner G[ou]v[erneu]r + Lacourt [...] / Les ministres continuent à s'empoigner sur date. Gage négatif ! / Fais note sur rémunérations Banque / Visite de Gilbert / Schacht et la crise / Dîner avec Gilbert que j'invite avec Moreau. Préparer tout pour crise Schacht avant plutôt qu'après / Chez Gutt de 11h à 1H » - alors que le 8 est qualifiée de « Journée d'Experts. Après séance délégations, on discute note mobilisation faite au goût allemand et ... on la porte aux Alliés qui évidemment la rejettent / Trainaillerons sur détails / Vu Beneduca / Déjeuner Tanaka / Etude du Rapport / 4H conférence des Experts du plan Young sur date / Je me retrouve avec Kastl venu de Berlin / Ils discutent / Rapport avec Gutt / Dîner Pospisil / Evoquons souvenirs communs ma connaissance d'eux tous sert quand à B[anque de] F[rance] / Soirée [ill.] les Pelt et Rodenbach / Charron 3H du matin ». Le 9, on voit, d'un côté, le rôle d'informateur que joue Gutt pour Quesnay et une certaine lassitude chez celui-ci : « En délégation, rapport sur les dates. Parmentier et Farnier ont échoué avec Leith Roos sur mobilisation facilités / Discute la banque

---

<sup>2301</sup> Cf. *l'Echo de Paris* 1<sup>er</sup> et 3 janvier 1930.

avec Movelay / Déjeuner Moret avec Beneduca, Azzolini / Beneduce remarquable, Italie comprenant monde actuel / Moreau en est frappé / Je sors / On n'a rien à faire / Gutt vient me raconter la séance des ministres, pas un projet aujourd'hui. / Schacht animera-t-il cela ? / Soirée au Palais. Une heure d'attente en délégation pour présentation / Schüller Allemands / Enfin buffet ». Dans les jours suivants, il est clair que la position allemande, avec notamment la personne de Schacht, est centrale faisant ralentir les négociations, ainsi que Quesnay le note d'abord le 10 « Tardieu Briand avec les Allemands. Pas de réunion de délégation. / On piétine – Ce matin avec Moret puis G[ou]v[erneu]r discutant marché d'or à Paris / Adieux à Briand qui part pour Genève / Déjeuner de la presse entre Gutt et Hussar [ ? ] de l'Agence économique – Mme Francqui Jaspard – Loucheur / Discours : Tardieu hors ton [...] Soirée Jaspard pour la [ill.]Schuller les Rodenbach / Ensuite ici 2H Frère et Boissar / Attitude Schacht », puis le 11 « Délégation à 9H / *Binnenhof*: on va trouver accord / Snowden : presse attend [ ? ] / Vu Melchior qui veut accord / Télégramme Morgan [ill.] Fraser / Déjeuner Luchaire / Le mets au courant des difficultés à prévoir / Retour au *Binnenhof*: les Allemands ont fait un grand effort de conciliation avant l'arrivée de Schacht / Vu Mme Moreau / Pospichil Basehmann [ ? ] / Thé Berthelot / Frère nous prend Leverne [ill.] et moi pour aller dîner ». Même idée le 12, autour notamment de la candidature Quesnay à la BRI : « rendons visite à Siepmann / Note idée Stewart marche, mais Schacht serait hostile / Voter contre, mais sans veto / Norman sympathique, Addis non / Déjeuner Francqui Gutt / Visite de Franck, obligé Schacht à se déclarer / Visite d'Addis hostile à Margaret Kajio [ ? ] / Arrivée Reynolds procédure de demain : remettre séance à 3H pour lui laisser le temps de voir Schacht le matin [...] prépare presse ». Le 13 on voit encore tout le jeu de la négociation entre séance officielle et coulisses, Quesnay, toujours soucieux de l'opinion publique, apparaissant comme conciliant : « Reynolds chez Schacht / Tardieu, Loucheur partent ce soir malheureusement / Moreau songe à émettre des bons / Reynolds a pris Schacht à déjeuner pour lui dire qu'il faut savoir si oui ou non

*Reichsbank* participe ; si non, au revoir » « Séance / Schacht confirme sa lettre / Tardieu furieux / On mande les Allemands / Agitation. Je plaide question intérieure allemande / Tardieu part Paris / Allemands promettent autre groupe / Presse excitée ». Les notes sont moins développées les jours suivants, entre fourniture des textes comme le 16 « dîner Moreau / Travaille Frère Bizot textes » et conciliabules divers, le 17 « Gilbert voudrait toujours déboulonner Schacht en prévoyant nouvelles élections / Reynolds / Dîner Reynolds [« Siepmann » barré] ». le 18 c'est la « Dernière réunion / Tardieu nous raconte fureur contre banquiers [ ?] / Dernière séance / Addis : Van Zeeland – Siepmann, moi aussi... Du coup au centre de l'affaire / Vois Schacht / Déjeuner Siepmann / Schacht – Norman Londres Bâle, [ill.] / Revois textes avec Layton / Juristes / Adieux – Moreau a vu Reynolds et Beneduce – crise orientale – Italiens ne signeraient plus – Gilbert : Fraser ? / Dîner Van Zeeland – Traylor [ ?] / Van Zeeland se excuse / Jusqu'à 2H avec les Gilbert ».

Une fois la conférence terminée, de nouveau, Quesnay reprend la route, ou plus exactement les voies ferrées, à travers l'Europe pour finaliser la mise en place de la BRI. Il se rend à Berne du 28 au 30 janvier 1930, sans beaucoup plus de précision. A Paris le 1<sup>er</sup> février, il note, toujours à propos de l'équipe dirigeante de la future banque : « content de la soirée / 10H à la gare / Norman reviendra mercredi / Moreau et Siepmann / Banque : débordé de lettres visites candidatures [...] ; Siepmann chez Moreau Harrison ici vers le 15. Gilbert téléphone / Réponse à Siepmann de Morgan / Fraser pas vice-chairman mais vice-président » « Pleven : télégramme Monnet qui dit lui aussi accepter ! Vis et Jay *idem*. Moreau prêt / Moret Siepmann Van Zeeland furieux : “pour accepter, je voudrais Siepmann” Il dit non. Van Zeeland me voudrait administrateur pour équilibrer. Fraser en grande discussion avec Moreau. A justement fait nommer des administratifs [ ?]. J'en pleure. Les quitte. Réunion désorganisé ». Le 4 février 1930 il note : « Siepmann de retour / Pas de réponse commune / Départ Berlin / Pleven » avant de se rendre à Berlin les 5 - « Berlin / 9H½ Bonn / 10H ½ Gilbert / 3H Schacht / Dîner Frère » - et surtout le 6, où on remarque notamment l'appréciation sur

l'ambiance générale « plan Dawes avec Gilbert / Déjeuner *Reichsbank* en allemand – amabilité plus que cordialité / Départ Bâle ». Le 7 il est à Bâle où, le 8, il écrit que « Recopions [impossible de savoir à qui correspond ce pluriel] lettres demandant l'option / Départ pour Paris / Van Zeeland ira directement Milan ». Après le 9, une « soirée Norman / Etre seul à Bâle », il est à Paris le 10 auprès de « Moreau / Norman / Déjeuner au conseil B[anque de] F[rance] / Norman / Lettres / Chez Norman : / Esprit Bâle le créer au lieu esprit [peut-être Réparations ] / Départ 8H30 pour Milan ». Pendant ce premier séjour italien, se mêlent échanges sur la composition de la future banque internationale et moments de détente : le 11 février « les Siepmann » « le soleil d'Italie / Milan / En auto /Stresa, le lac Majeur / Puccini / *La fille du Far West* / La Scala », le 12 « banque d'Italie / Déjeuner Pirelli / Lac de Côme / Sans Siepmann / Question de personnel avec Beneduce / *Tanhaüser* à la Scala ». Le 15 il est manifestement à Bâle quand il prend connaissance des attaques dont il est l'objet dans la presse allemande, envisageant d'ailleurs de riposter grâce à des titres proches des intérêts français : « réattaque hier dans la Gazette de Cologne – Siepmann fait téléphoner à Schacht par Norman qui refuse venir s'entretenir à Londres avec Moreau / Dicte note pour Genève et action à Berlin ou Francfort par Wolffs<sup>2302</sup> [ ? ] / Signons contrat / Déjeuner 3H / Range, visite nouveau quartier maisons / Siep refait des notes au whisky [sic] / Départ de Bâle ». On retrouve la même idée le lendemain alors qu'il est de retour à Paris et multiplie les rencontres dans le milieu politique : « Tas de lettres- Stohl / Moreau et sa nomination comme tuteur de Chéron pour réorganisation financière / Déjeuner / Larue 12H3/4 / [ill.] / Rossignol- Laval – Thomas – Oudot – Bavière – Picard – Moret / Gonesse – téléphone Gilbert / Agir par Tardieu car g[ou]v[ernemen]t allemand derrière Schacht / Fais comprendre à Moreau difficulté situation / Télégraphe vers N[ew] Y[ork] / Plevin câble Moreau San Francisco ». Il trouve à Bruxelles où il se rend

---

<sup>2302</sup> S'agit-il du journaliste du *Berliner Tageblatt* Theodor Wolff (1868-1943) (cf Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.32) ?

le 18 un climat plus favorable puisqu'il écrit « Siepmann / Déjeuner Astoria / Travail B[anque] N[ationale de Belgique] / Discussion Gouverneur / Dîner Van Zeeland / Famille internationalisme et régionalisme / Jusqu'à 3H avec Siepmann / Viendra comme porte-étendard », même si le lendemain est moins fructueux : « Bruxelles / Mauvaise réponse Margerich [ ? ] / Actions et grammors / Déjeuner BN / Textes / Discussion : demande à Schacht un homme / Gilbert annonce ça va mieux aller. Muddy / Dîner Gutt. / Erré jusqu'à l'heure du train / Retour Paris 0H55 ». Quelques jours plus tard, il participe à la conférence de Rome, donnant à voir dans son carnet autant d'aspects mondains et touristiques que de discussions de fond :

Le 23 février alors qu'il voyage vers l'Italie « Norman et Siepmann / Siep[mann] n'est plus porte-étendard » ; le 24 « Riviera italienne / Siep[mann] dort jusqu'à 2H / Norman interviendra-t-il ? / Ile d'Elbe / Arrivée Rome / Grand Hôtel / Le soir avec Moreau et Moret en ville / Vers le Forum / On me téléphone / Lettre de Schacht » ; le 25 « Schacht arrivée hier / Visite Stringher / Janicule – Aventin / Déjeuner maison des Césars / Norman dit à Morgan / Va tenter arranger les choses / Promenade archéologique / Via Appia / Colysée [sic.] Forum / Soir Opéra / *Conchita* [de Zondenai] – Schacht ne croit pas à amour parce que argent à origine / Schacht [...] / Revenu avec Beneduce » ; le 26 « matin Musée des Thermes / Manqués Franck et Norman / Grand déjeuner Maison des Césari : il pleut / On fait du japonais / Séance à 3H / Schacht ne désigne pas pour des administrateurs. Se réserve pour le cas où D[irecteur] G[énéral] français... / Dîner Palais Farnèse / Repassé par opéra / *Méphistopheles* » et enfin le 27 « 2<sup>e</sup> séance. On presse Schacht de se décider. / Promet sous 5 jours après ratification / Après-midi à nouveau séance. On signe contrat ».

Après la conférence de Rome, tout en commençant à régler les questions matérielles initiées par son futur changement d'affectation<sup>2303</sup>, Quesnay continue de déployer son inlassable activité, en particulier en multipliant les contacts à la fois internationaux (peut-être dans la

---

<sup>2303</sup> Le dimanche 2 février 1930 à Bâle il « visite immeuble / M. Buser / Appartement de ses parents à la Balosse / Connu à Vienne » et le lendemain contacte l'« école française / [et visite] Maisons ».

perspective de la constitution des futures équipes de la BRI) et nationaux (en particulier dans le monde politique). Il continue à gérer les affaires courantes à la Banque comme le 5 mars 1930 « Moreau me rappelle » « on parle après déjeuner / Gouverneur / Evolution à Berlin ? / Le nouveau cabinet Tardieu avec Reynaud Germain-Martin aux Finances. Placer les devises du Trésor. Je montre la nécessité tout prendre et placer surplus francs. Refuse. / Fais note »<sup>2304</sup>. Le lendemain, si « Moreau méfiant [vis-à-vis de] ma note refuse discuter rémunération avoirs Etat. / Trop dangereux », les deux hommes « discut[ent] mille questions, accord d'âmes », comme un peu plus tard dans la journée avec « Ter Meulen / [qui] Me confie en secret qu'il va partir... / Bouleversé ». On retrouve la même proximité le 7 avec « Harrison / Causons en amis pendant plus d'une heure / Veut se retirer au calme, gagner argent, dans 3 ans me ferait-il entrer dans les affaires ? ». Mais cette journée est marquée par la nouvelle que « Schacht a démissionné pressé par ses banquiers de cesser notamment contre moi ». Ce départ va incontestablement apaiser les relations avec les dirigeants allemands : ainsi le 26 mars « 10H½ Luther / sans Vöcke donc seuls [...] / vois seul Luther : bonne impression déjeuner [...] Moret et Parmentier à Berlin / On m'aurait voulu moi mais je tiens à rester en dehors » ; il note ensuite le 29 mars 1930 que la « presse allemande m'accepte »<sup>2305</sup>. Pendant ces deux mois, il multiplie aussi les rencontres avec ses homologues étrangers. Par exemple le 9 mars se sont, à « 10H à la banque / Les Italiens : pas de Stoppani mais Pilotti<sup>2306</sup> / 11H Meurice : Mac Garrah Fraser – fin entretien général » puis le 10 « Harrison / Déjeuner Conseil / Cordier [ ? ] Gilbert / A la gare pour départ Mac Garrah / Fraser : accord sur conceptions Banques ». Le 12 il se rend « chez gouverneur Argentine / Carriguel / Visite ambassade

---

<sup>2304</sup> Il note le 8 avril 1930 « Nage dans papiers en retard / ai remis note au G[ou]v[er]neur sur dégrèvement et marché de Paris ».

<sup>2305</sup> Est-ce l'inverse le 11 avril quand il note « Germania à nouveau contre moi ! » ?

<sup>2306</sup> Raffaella Pilotti (1885-1974) après une carrière dans différents ministères italiens, devient secrétaire général de la BRI en 1930 jusqu'en 1951 selon Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.707.

USA / Jenny et son article sur Conversions et mobilisations » et le 13 « Dayras / Rooth gouverneur banque Suède », puis le 21 une délégation japonaise « 10H½ Nogara / Visite services et caves de la Banque / à la Banque /déjeuner Tanaka ». Il s'agit notamment de recruter les agents qui travailleront dans la future Banque des Règlements Internationaux : ainsi est mentionné le 22 mars, dans son carnet, « Bergmani à Bâle ? NON » puis le 2 avril « 10H Bernheim volontaire Bâle sans traitement ». On le voit aussi en contact avec des représentants des grandes banques étrangères, déjà intéressées auparavant aux opérations conduites par la SDN ; ainsi début avril – le 3 « Mannheimer sa lutte contre Ter Meulen Van Loonen » et le 4 « Mannheimer va voir Ter Meulen » puis le 8 avril « Mannheimer me remet lettre d'engagement » - il reçoit plusieurs fois Fritz Mannheimer (1890-1939) du groupe Mannheimer-Bosel<sup>2307</sup> ; le 1<sup>er</sup> avril il note un « coup de téléphone de Stockholm / Wallenberg emprunt ! » et le lendemain il est question de « l'affaire d'escompte de l'emprunt Kreuger, l'autorisation des Finances et l'hostilité de Moreau ». On retrouve aussi Siepmann avec qui les relations personnelles sont toujours aussi proches, en dépit des difficultés entre les deux banques : le 4 avril 1930 : « Siepmann et Van Zeeland / ordre du jour / Visite de Reisch / déjeuner voisin Van Z[eeland] et Fraser / Rentrons travailler / Siepmann énigmatique / Van Zeeland toujours réservé / Visite de Mac Garrah à Moreau / Les autres Etats à inviter / Aboutir la semaine prochaine / V[an] Z[eeland] et Siepmann dînent à la maison / Bonne soirée. Europe » puis le 5 « Elliatt effrayé Berlin : encore difficultés. Discours Schacht : V[an] Z[eeland] retenu Ch. L. Inte. [?] / seul avec Siepmann / Déjeuner l'Escargot / Avec force et conviction, je supplie Siep[mann] de venir et voir. A décidé NON mais ... / Etre au début à cheval. / CR !! Lamirault / Megaut Fraser / Je gagne Banque pour Lamont chez Moreau / Dégrèvements : [ill.] / Diner la Cigogne : V[an]

---

<sup>2307</sup> Sur ce groupe qui avait notamment participé à la spéculation contre le franc en 1923 avant de devenir un des principaux alliés de la Banque de Paris et des Pays-Bas cf. Éric BUSSIÈRE *La France, la Belgique... op. cit.* p.229 et 343-346.

Z[eeland] / Seul Siepman – Seine / Amitié profonde – être ensemble ». Il se rapproche aussi à nouveau d'Albert Thomas : il lui écrit le 21 mars 1930, le voit le 24, lui écrit à nouveau le 1<sup>er</sup> avril. Pendant cette période, Quesnay maintient le contact avec le milieu politique parisien : le 24 mars, il répond à une demande collective « notes demandées pour Comm[ission] des Finances réponses à Georges Bonnet [ ? peut-être Bonnet] », comme le 28 « note pour Germain-Martin », le 8 avril à l'occasion d'un dîner chez Moreau, il croise « Caillaux (qui a fait hier bon discours au Sénat) [...] les Laval, Berthelot ». Pendant ces quelques jours il agit auprès de Paul Reynaud : le 22 mars 1930 après des « notes pour Coulondre<sup>2308</sup> sur Banque et politique étrangère / [il est] appelé chez Reynaud / préparation de ses réponses à la Commission / 2H rejoint Rueff pour déjeuner ». Il l'entend ensuite le 2 avril lors d'un « dîner Continental Théry / Discours Reynaud / Entre Lavergne<sup>2309</sup> et Agabriel / Plaide l'Europe », le jour même où le « Gouverneur [était] furieux contre Parmentier qui bourre le crâne de Reynaud veut historique Comité Young ». Le lendemain 6H30 appelé chez Reynaud pour la préparation de son discours au Sénat (Dumont contre mobilisation) / On travaille superficiellement jusqu'à 8H30. Le ministre renvoie alors son auto jusqu'à 11H30 / Je m'évade pour aller dîner chez Coulondre ». Enfin le 21 avril 1930, il note « quel malheur de quitter ce printemps pour embarquer sur la galère ! » et lendemain part vers Bâle où, le 22, a lieu son intronisation : « seul au bureau, on m'a mis dans grande pièce / 11H arrivée de gens aimables / Ai préparé déclaration Moreau sur ma

---

<sup>2308</sup> Robert Coulondre est entré à la Direction des Relations commerciales du ministère des Affaires étrangères en 1921, il en devient sous-directeur en 1927 jusqu'en 1932 selon Stanislas JEANNESSON « Les diplomates français face au dollar pendant l'entre-deux-guerres : un parcours initiatique », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013 p.3.

<sup>2309</sup> Bernard Lavergne (1884-1975), professeur à la faculté de Droit, membre de la Société d'Economie Politique, est l'auteur de *La crise et ses remèdes* (une charge contre l'économie dirigée) et participe au colloque Lippmann en 1937, selon François DENORD « Aux origines du néo-libéralisme en France. Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 » dans *Le Mouvement Social*, 2001/2 n°195, p.9-34, p.19 et 21.



technicité car Allemands ont préparé déclaration politique / Addis approbation COBRI [...] Je me retire, suivant de temps en temps où on en est / Nommé ».

Dans la lettre, déjà citée, à Carin du 20 octobre 1929, envoyée depuis Baden-Baden, Quesnay se livre, assez longuement, à un exercice d'introspection, finalement très positif :

« Je n'ai jamais eu davantage que depuis mes 34 ans la sensation d'être à mon maximum de rendement en possession de la totalité de mes moyens physiques et intellectuels. J'ai vraiment l'impression d'être sur les questions dont je m'occupe au moins égal aux gens qui m'apparaissent les plus remarquables. Je m'efforce de ne pas le laisser voir, mais chaque jour m'en apporte la preuve et c'est pour moi une profonde satisfaction intérieure. Souvent je me demande si c'est chez moi orgueil ou vanité ; je suis convaincu du contraire, et ma foi, l'expérience me donne raison [...] Il est vrai que cette impression de supériorité à ses inconvénients ; elle ne me donne pas d'ambitions personnelles mais elle m'impose une vie trop occupée et trop active. Je sens comme un devoir de m'occuper de choses qui ne seront bien faites à mon avis que si je les ai prises en mains ; j'accepterais volontiers que personne ne sût jamais que j'y ai collaboré- ce n'est donc pas vanité ou désir de me faire valoir - mais je souffre à l'idée que quelque chose qui aurait pu être bien fait soit saboté ou mal conduit parce que je n'ai pu m'en mêler. Il m'est impossible de me dire qu'après tout je ne suis pas responsable des erreurs des autres ; si j'ai l'occasion d'agir à leur place, sachant que le résultat général sera meilleur je ne puis m'empêcher de le faire. Et c'est une forme d'esclavage comme une autre. Il en est ici comme ailleurs : aussi le travail ne me manque-t-il pas »

Il se trouve sans doute, en effet, dans période la plus intense de cette « vie débordante »<sup>2310</sup> qui, pour continuer à filer la métaphore cinématographique, lui permet de se rapprocher, toujours plus de la chaise du réalisateur. Bien plus que Rist, il est à même de saisir le nouveau contexte général, issu de la première guerre mondiale, celui qui

---

<sup>2310</sup> Carnet du 18 mai 1928.

« place ainsi les questions financières et monétaires – et leur technicité accrue – au premier rang des politiques publiques, reléguant au second plan les préoccupations politiques stricto sensu relatives à la République, désormais mieux établie, à l'École ou à la laïcité » <sup>2311</sup> (Michel Margairaz), celui de la mise en place d'une véritable économie de la dette, non plus seulement à l'échelle nationale comme il l'a vu dans la France de 1926 ou ensuite en Roumanie et en Pologne, mais à l'échelle des relations internationales. Bien davantage que Moreau, il a cette capacité de penser au-delà des étroites considérations nationales, le basculement du centre de gravité de la finance mondiale outre-Atlantique, amenant à élaborer des réponses déjà à l'échelle continentale et à mener une autre politique par rapport à l'Allemagne, ainsi qu'il le montre dans ses tentatives de médiation avec Schacht notamment lors de la conférence de Paris.

---

<sup>2311</sup> Dans Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009*, op. cit. p.169.

La période 1926-1930 constitue l'apogée paradoxale de la carrière de Quesnay : c'est dans le cadre national qui lui semble pourtant le moins propice que l'expert paraît être le plus influent, parvenant à insuffler un peu de sa culture de la coopération transnationale dans la Banque de France en réussissant à lui faire à prendre part à l'*international central banking* promu par Norman (à l'occasion de la stabilisation belge par exemple). Il semble trouver ainsi un instrument pour faire progresser son libéralisme « organisé » d'un nouveau genre qu'il veut voir déployer à l'échelle mondiale, fort éloigné du « libéralisme spontané [et dépassé] de Rist » (28 mars 1928). Son savoir-faire strictement technicien se double d'une expertise dans l'art de la négociation, particulièrement lors des négociations du plan Young, comme le célèbre un sonnet anonyme, :

« Quesnay dit son secret dévoile son mystère  
C'est un plan éternel en quatre mois conçu  
Vainement il voudrait s'efforcer de la taire  
Il doit en pénétrer ceux qui n'en ont rien vu  
  
Du coup Jean Parmentier en passe inaperçu  
toujours assez crêté, mais pourtant solitaire  
Et Pirelli, ravi, suit son chemin sur terre  
Demandant tout toujours, bien qu'il ait tout reçu  
  
Quesnay du ton charmeur qui sut rendre Schacht tendre  
Entreprend d'éclairer ce soir, sans plus attendre  
Le blond maître d'hôtel qui s'attache à ses pas  
  
Mais celui-ci, l'effroi troublant son œil fidèle  
Va se dire en offrant oeufs durs et mortadelle  
Quel est donc ce plan Young ? Et ne comprendra pas. »<sup>2312</sup>

Cependant il faut mesurer combien lui est favorable le contexte général qui voit affirmer depuis la conférence de Bruxelles en 1920<sup>2313</sup>

---

<sup>2312</sup> Fonds Frédéric Quesnay « le 6 août 1929 hôtel Wittebrug, strasse Gravenhage ».

<sup>2313</sup> Cf. Yann DECORZANT *La Société des Nations... op. cit.* p.268.

l'indépendance croissante des banques centrales<sup>2314</sup>. Il est aussi nécessaire de nuancer cette influence qui n'est possible que grâce à la proximité avec les acteurs politiques nationaux, dont les buts coïncident alors, dans une certaine mesure, avec ceux de la rue de la Vrillière et auxquels, à aucun moment l'expert ne peut se substituer : s'il fallait utiliser les termes de la formule choc de Lord Bradbury à propos du rétablissement du système de l'étalon-or<sup>2315</sup>, les experts comme Quesnay restent encore pendant cette période, malgré tout, les « valets » des politiciens.

---

<sup>2314</sup> Cf. Carl-L. HOLTFRERICH et James REIS « Introduction » dans Carl-L. HOLTFRERICH James REIS et Gianni TONIOLO *The Emergence of Modern Central Banking from 1918 to the Present*, Aldershot, Ashgate, 1996, p.1-10, p.4 notamment.

<sup>2315</sup> Formule citée par Kenneth MOURÉ « Jean Tannery, la France et l'évolution du système monétaire international à l'époque de l'étalon-or, 1925-1936 » article cité, p.20, « Pour Lord Bradbury, le système était "à l'épreuve des valets" [« knaveproof »], les valets étant les politiciens [P.J. Grigg, *Prejudice and Judgment*, London, Jonathan Cape, 1948, p. 183]. L'étalon-or en effet était censé apporter une discipline essentielle à la politique du gouvernement, et les banques centrales autonomes censées ajuster la politique monétaire "automatiquement », en réponse aux changements survenus dans la balance des paiements et les réserves d'or ».

## QUATRIEME PARTIE.

### 1930-1937 : l'expert face à la crise.

L'impression que Quesnay, alors au « en possession de la totalité de [s]es moyens », atteindrait le sommet de sa carrière et de son action en intégrant la Banque des Règlements Internationaux, dans une sorte de continuité logique, si on veut voir dans la jeune institution bâloise une sorte d'organisation transnationale des banques centrales, est une illusion que dissipe rapidement l'étude des sources. Celles-ci montrent surtout combien l'expert est confronté à la crise des années 1930 : en quoi « l'implosion financière qui suivit la crise de 1929 avec son cortège de banqueroutes, de chômage, de désastres politiques et finalement de guerres »<sup>2316</sup> bouleverse-t-il les idées et les pratiques de Quesnay ? Dans ses carnets, la crise apparaît bien d'abord comme un « conflit des temporalités » majeur, « discordance des temps » entre « le temps court de la finance contre la temporalité propre de l'économie »<sup>2317</sup>, mais aussi entre celui des marchés financiers qui pèse sur celui des opinions publiques et celui des décisions politiques. Car la crise révèle aussi la « complexité des interactions entre la sphère économique, le domaine politique et leur articulation à la société »<sup>2318</sup>, ce conflit est illustré par le contraste entre l'urgence quasi physique qui saisit Quesnay à certains moments cruciaux et une forme d'impuissance dont il souffre de plus en plus au fur et à mesure de la période. Mais la crise est aussi féconde car « moments de haute théorie »<sup>2319</sup>, dans la mesure où elle oblige Quesnay à confronter ses idées et ses conceptions à une situation nouvelle de crise

---

<sup>2316</sup> Marc FLANDREAU « Le début de l'histoire : globalisation financière et relations internationales » dans *Politique étrangère*, Année 2000, Volume 65, Numéro 3 p. 673 – 686, p.685.

<sup>2317</sup> Robert BOYER « Les crises financières comme conflit de temporalité », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 2013/1, n°117, p.69-88, p.76

<sup>2318</sup> *Idem* p.73.

<sup>2319</sup> *Idem* p.71.

de la mondialisation, « le basculement d'un système de globalisation à un système de segmentation financière (années 1930) »<sup>2320</sup> selon la formule de Marc Flandreau. Il convient alors aussi d'examiner comment Quesnay perçoit les transformations politiques des années 1930 et comment évolue son positionnement personnel.

---

<sup>2320</sup> Marc FLANDREAU « « Le début de l'histoire... » article cité p.675.

## **Chapitre 1. Un nouveau cadre, la Banque des Règlements Internationaux (1930-1931).**

L'arrivée et l'installation à Bâle de Quesnay peuvent apparaître à plusieurs égards comme l'acmé de sa carrière, aboutissement tant espéré après les efforts déployés pour mettre en place la Banque des Règlements Internationaux. Du point de vue personnel, elle semble être le cadre adéquat pour permettre à son « principal animateur » de déployer sa prodigieuse activité afin de mettre en place cette nouvelle structure inédite puis de la faire fonctionner quotidiennement. Il utilise tout son savoir-faire de négociateur en particulier dans le cadre du comité directeur de la nouvelle banque, qui apparaît alors non seulement comme un poste d'observation macrofinancier inédit, mais aussi comme un centre de distribution de capitaux notamment américain. Du point de vue des idées, il veut dès le départ l'inscrire dans un projet bien plus ambitieux, à forte dimension intégratrice européenne, en s'appuyant sur ce qu'il a mené à la SDN puis à la Banque de France, mais utilisant aussi d'autres canaux comme celles que lui offre l'ouvrage du jeune Pierre Mendès France. Cependant assez rapidement il se heurte à un certain nombre de difficultés qui tiennent pour une part à son éloignement des centres de pouvoir parisien et au lent effilochage de ses réseaux. D'autre part il perçoit vite les fragilités de la BRI dans des domaines pourtant à ses yeux essentiels, comme la communication en particulier à destination du grand public, qui renforce le problème de la légitimité de l'institution bâloise.

## Dans un cadre européiste.

### *Quel rôle pour la BRI dans une vision globale ?*

A peine la nouvelle Banque des Règlements Internationaux installée<sup>2321</sup>, Quesnay répond, le 24 juin 1930, dans une longue note<sup>2322</sup>, à Edouard Herriot qui lui avait « demand[é]<sup>2323</sup> quelques informations sur le rôle que pouvait jouer la Banque des Règlements Internationaux dans la formation d'une Fédération Européenne<sup>2324</sup> » car, écrit-il au maire de Lyon, « je me rends bien compte qu'aucun texte officiel, aucune déclaration ne met actuellement ce rôle en lumière. J'ai la conviction qu'il apparaîtra progressivement dans les mois et les années qui viennent, mais je ne puis malheureusement appuyer mon opinion sur des documents ». Même si « l'âme de la Banque n'existe pas encore : elle est à créer et l'esprit de Bâle sera ce que le feront les gens qui s'occuperont de l'organisme et la confiance que les divers milieux mettront en lui », il inscrit donc immédiatement la nouvelle institution dans le cadre plus large d'un projet global : en plus de faire « disparaître, dans le domaine financier également, la psychose de "sécurité" »<sup>2325</sup> il faut que la BRI « joue un autre rôle que celui d'un huissier, [elle] peut devenir un organe de collaboration entre les diverses banques centrales ou services publics monétaires chargés d'assurer le maintien de la stabilité monétaire, s'il établit ainsi entre elles une solidarité. La Banque [pourra alors être] considérée comme une société d'Assurances mutuelles pour le maintien dans l'intérêt de tous de la stabilité monétaire chez chacun »<sup>2326</sup>. Or dans cette « création d'un organe régulateur commun », « l'ensemble de ces pays entre lesquels se nouent ce pacte d'entraide a géographiquement et

---

<sup>2321</sup> Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.61-63.

<sup>2322</sup> AN 374 AP 26-27.

<sup>2323</sup> Par une lettre du 20 mai 1930 AN 374 AP 26-27.

<sup>2324</sup> C'est le titre du discours prononcé par Herriot lors du congrès de Reims en octobre 1929.

<sup>2325</sup> Quesnay à Herriot le 20 mai 1930 AN 374 AP 26-27 P.2.

<sup>2326</sup> *Idem* P.3.



politiquement un nom, c'est l'Europe, en collaboration avec le Japon et les Etats-Unis ». « Etablir une première solidarité entre des places qui doivent constituer un ensemble me paraît un pas important dans la voie de la Fédération Européenne » ; pour cela un effort majeur s'impose car « alors qu'ils comprennent mal encore la nécessité d'une libre circulation des marchandises entre pays qui doivent constituer une même unité économique, ils ne se rendent compte de l'utilité d'une libre circulation des capitaux. L'étroitesse des marchés existants en Europe, derrière les frontières douanières de chaque pays, empêche la réorganisation de la production européenne »<sup>2327</sup> donc « entre ces mêmes pays, il faut régulariser les conditions de crédit, éviter que l'épargne ne reçoive ici un taux d'intérêt trop bas, alors qu'à côté on souffre du manque de capital. Une meilleure répartition des capitaux, une plus grande unification dans la politique du crédit, une coordination des efforts pour diriger l'argent du court terme vers le long terme, des places qui n'utilisent pas leurs ressources vers celles où l'on constate une sous-consommation, voilà probablement ce dont il faut s'occuper pour permettre la création de grands marchés économiques, l'abaissement des frontières douanières, la rationalisation de la production ». Et pour cela, Quesnay pense que « la BRI peut rendre d'immenses services en coordonnant la politique des Banques centrales, en renforçant les services publics monétaires chargés de maintenir stable les changes, en créant ainsi la sécurité qui doit permettre la circulation des capitaux »<sup>2328</sup>. Peu importe, alors qu'« on semble souvent redouter l'action politique de la Banque : je considère que les problèmes du maintien d'une monnaie, du développement du niveau d'existence, de la prospérité internationale et de la Paix sont en dehors de la politique ». On retrouve, dans une lettre que Quesnay adresse à Maurice Palmade<sup>2329</sup> le 4 septembre 1930<sup>2330</sup>, les mêmes idées

---

<sup>2327</sup> *Idem* P.4.

<sup>2328</sup> *Idem* P.5.

<sup>2329</sup> Il est alors « député de Charente-Inférieure et rapporteur du budget des Finances ».

auxquelles s'ajoute une certaine dimension sociale car « en dehors même des considérations politiques, l'idée de travailler au maintien général de la stabilité monétaire est probablement le seul moyen de permettre le développement du progrès social dans les différents pays d'Europe. Les intérêts sont aujourd'hui si mêlés, que toute crise affectant un pays européen a sa réaction sur l'économie voisine »<sup>2331</sup>. De même il justifie ce projet par la menace d'une marginalisation de l'Europe entre les Etats-Unis et l'URSS : « associer les organes responsables de la politique monétaire, établir entre eux une certaine solidarité, grouper en un marché financier européen des pays actuellement trop faibles vis-à-vis d'une économie collective russe unifiée et d'une économie capitaliste américaine également unifiée est une des grandes tâches qui sollicitent notre attention pour les dix années qui viennent ». En définissant « la BRI [comme un] véritable service public monétaire international<sup>2332</sup> groupant les organes responsables du maintien de l'équilibre des monnaies et de l'organisation du crédit »<sup>2333</sup>, il espère non seulement simplifier les échanges d'or entre banques centrales<sup>2334</sup> mais permettre un basculement des capitaux à court terme vers des investissements plus durables et plus productifs économiquement : « en groupant ainsi la gestion des devises et en conservant elle-même une complète liquidité, elle pourra éviter que trop de capital faisant double emploi ne soit

---

<sup>2330</sup> AN 374 AP 28-29.

<sup>2331</sup> P.2.

<sup>2332</sup> On retrouve cette idée quelques semaines auparavant dans une note de Quesnay « projet : utilisation des annuités Young pour la couverture des paiements extérieurs » du 16 juin 1930 (ABRI, papiers Pierre Quesnay carton n°1) « la Banque [des Règlements Internationaux], chargée de collaborer avec les Banques centrales pour le maintien de la stabilité monétaire devait être ainsi mise en mesure de jouer un rôle de clearing » mais « ces conceptions ont cependant été perdues de vue lors des conférences de la Haye ».

<sup>2333</sup> Quesnay à Palmade le 4 septembre 1930 P.4.

<sup>2334</sup> *Idem* P.8 « plus tard, la BRI, si elle reçoit aussi des Banques Centrales des dépôts d'or, pourra, vraisemblablement, d'après ses statuts, éviter aussi des mouvements inutiles de métal, transférer la propriété de lingots de la Banque d'Angleterre à la Banque de France, sans déplacements d'effectifs, dans un sens puis dans l'autre, comme s'est actuellement le cas ».

conservé à court terme sur les marchés par les Trésoreries d'une part, par les Banques centrales d'autre part. Dans la mesure où elle servira ainsi la cause de l'organisation internationale du crédit, elle permettra à du capital court terme de pouvoir s'investir à long terme et travaillera par conséquent à réduire non seulement les différences de taux d'intérêts entre les marchés, mais encore la différence trop grande qui existe à l'heure actuelle entre l'argent court terme et l'argent long terme »<sup>2335</sup>. Dans la correspondance avec Albert Thomas, la BRI devient un élément d'une machinerie encore plus vaste :

« J'ai la conviction que la Société des Nations ne pourra créer le marché européen qui s'impose au point de vue économique et douanier que lorsque BIT et BRI auront dégagé pour elle le terrain : la libre circulation des marchandises, l'unification des prix qui risque d'en résulter blessent tant d'intérêts qu'on objecte toujours la différence des conditions, soit de la main d'œuvre soit du loyer de l'argent. Travailler à unifier le régime social dans les pays qui devraient constituer un marché, ou à favoriser la circulation des capitaux pour organiser le crédit, faire travailler ensemble des pays complémentaires à cet égard comme la France et l'Allemagne, voilà probablement les mesures préparatoires pour la création d'un grand marché européen face au marché des États-Unis. Quant à l'association des Banques d'Émission comme société d'assurances mutuelles pour le maintien de la stabilité monétaire générale, le clearing des changes et la préparation d'une Union monétaire entre pays de ce même marché, vous savez ce que j'en pense : il faut tout faire pour progresser, même lentement dans cette direction »<sup>2336</sup>.

Ce à quoi Albert Thomas répond le 5 mai 1930 « Je suis tout à fait de votre avis : BIT et BRI doivent préparer les voies à la création du grand marché européen nécessaire. Je suis de plus en plus convaincu que le problème le plus urgent est celui de nos relations avec les États-Unis et que nous ne pourrions le résoudre que par une organisation européenne préalable. Au cours de mon dernier voyage dans les Balkans, j'ai

---

<sup>2335</sup> p.9.

<sup>2336</sup> Pierre Quesnay à Albert Thomas le 30 mars 1930 (fonds Albert Thomas AN 94 AP 392).

d'ailleurs mis par avance la BRI en cause. J'ai développé la thèse qu'une organisation internationale de crédit agricole était indispensable<sup>2337</sup>, et j'ai suggéré que la BRI ou une institution autonome sous son contrôle en devienne l'instrument »<sup>2338</sup>. Dans la continuité de la période précédente, « premier âge d'or de l'idée européenne », Quesnay poursuit son véritable militantisme en faveur d'une intégration européenne en « action et opinion », ce qui correspond bien à la définition d'un projet européiste<sup>2339</sup>. On retrouve sa capacité à penser globalement tant les objectifs, à la fois politiques financiers économiques et sociaux, que les moyens pour les atteindre

Dans sa lettre à Quesnay du 23 septembre 1930<sup>2340</sup>, Albert Thomas écrit à Quesnay « je pense souvent à vous, tantôt à cause de la situation allemande, tantôt à cause des projets européens. J'ai été assez intéressé par le livre de Mendès France. Je ne souscris pas à toutes ses thèses sur l'action coordonnée entre la BRI et le BIT, mais il y a beaucoup de vrai dans son idée » faisant référence à l'ouvrage, paru en mai 1930 à la librairie Valois, *La Banque des règlements internationaux, contribution à l'étude du problème des Etats-Unis d'Europe* du jeune journaliste. Comme il est fort probable que Quesnay soit « aussi le candidat de Mendès France » pour la direction de la BRI<sup>2341</sup>, on peut raisonnablement penser qu'il a fourni au futur député de Louviers une documentation voire un certain nombre d'analyses structurant une partie de l'ouvrage. Un dossier de correspondance entre les deux hommes<sup>2342</sup>, dans les papiers Quesnay aux Archives nationales, permet d'étayer cette hypothèse, même s'il est postérieur à la publication de cet ouvrage : à

---

<sup>2337</sup> Sur cette question agricole cf. Sylvain SCHIRMANN *Quel ordre européen ?... op. cit.*, p.173-176.

<sup>2338</sup> AN 374 AP 32.

<sup>2339</sup> Ainsi qu'il est défini, par exemple, par Robert FRANK et Christophe LE DREAU, dans « Introduction », *Les cahiers Irice* 2008/1 (n°1), p. 7-15, p.7-8.

<sup>2340</sup> AN 374 AP 32.

<sup>2341</sup> Eric ROUSSEL *Pierre Mendès France*, Paris, Gallimard, 2007, p.46.

<sup>2342</sup> AN 374 AP 27

Mendès France qui, le 19 février 1931, le félicite pour sa conférence à l'Ecole de la Paix portant sur « La Banque des Règlements Internationaux » et le remercie d'avoir cité son ouvrage en « des paroles trop élogieuses », puis qui, le 30 juin 1931, lui demande « une documentation aussi détaillée que possible sur les relations de la Banque Internationale et des Etats-Unis », Quesnay, le 9 juillet 1931, donne « trop rapidement, quelques indications sur la question qui vous intéresse ». Il souligne que, si « il n'existe aucune relation officielle entre les Etats-Unis et la Banque des Règlements Internationaux », « le dollar intervient dans une très forte proportion comme véritable monnaie de base dans les transactions internationales » donc constitue une bonne part des réserves de la BRI, formant même une sorte de masse de manœuvre monétaire librement utilisable par la banque<sup>2343</sup>. D'autre part, « plus directement, les Etats-Unis nous ont apporté ces temps derniers le concours le plus précieux et le plus effectif en participant, par l'intermédiaire de la *Federal Reserve Bank*, aux divers crédits [...] aux banques nationales d'Autriche et de Hongrie ainsi qu'à la *Reichsbank* ». Il faut remarquer dans le post-scriptum<sup>2344</sup> que Quesnay insiste, non seulement sur « [la] compréhension [la] bonne volonté et [l']assistance » manifestées par la Federal et les autorités américaines en général, mais surtout que « contrairement à ce que l'on redoutait, la BRI n'a pas été un canal d'importation en Europe de capital américain venant coloniser l'Europe et y prendre de l'influence [...] la création de la BRI a permis à du capital européen de travailler en Europe sans avoir à emprunter comme jadis le canal américain ». Ainsi dans l'ouvrage de 1930, il semble clair que certaines formules sont de Mendès comme quand il dénonce, à propos de la formation de la BRI que « l'abdication des

---

<sup>2343</sup> P.2 « l'importance et l'échelonnement dans le temps de ces engagements dollars nous donnent la possibilité de nous découvrir en toute sécurité en cette monnaie ; une partie des fonds reçus à titre temporaire au département Dollars finit ainsi par constituer un volant quasi permanent que nous pouvons ajouter à nos disponibilités long terme [...] et forme un fonds international pour lequel nous n'avons pas d'engagement immédiat [...] et que nous pouvons librement faire circuler ».

<sup>2344</sup> P.3.

gouvernements, représentants théoriques de l'intérêt général, en face des organisations de finance et d'affaires, représentants réels de certains grands intérêts, est la marque dominante de ces 18 mois de diplomatie financière »<sup>2345</sup>, même si le rôle des banquiers centraux, voire l'embryon d'un pouvoir des experts est aussi souligné de manière très juste : alors que depuis le traité de Versailles les experts étaient choisis « parmi les hommes dont la fonction même est de représenter ou de défendre certains intérêts »<sup>2346</sup> « quand il s'est agi de rédiger les statuts de la BRI [...] les hommes chargés de ce travail n'ont pas été désignés par les gouvernements »<sup>2347</sup> donc « des délégués non pas des Etats mais des instituts d'émission ! Bien entendu ces hommes-là ont élaboré un projet qui leur donne à eux-mêmes et à leurs banques, les pouvoirs les plus étendus. L'indépendance des experts vis-à-vis des gouvernements n'a même pas eu pour corollaire l'indépendance des gouvernements vis-à-vis des experts. Alors qu'auparavant on s'était contenté de demander aux spécialistes, aux "compétences", des consultations, on s'est plus tard accoutumé à obéir de plus en plus à leurs suggestions. Aujourd'hui ils détiennent quasiment un pouvoir de décision propre [...] Alors qu'auparavant on s'était contenté de demander aux spécialistes, aux "compétences", des consultations, on s'est plus tard accoutumé à obéir de plus en plus à leurs suggestions. Aujourd'hui ils détiennent quasiment un pouvoir de décision propre »<sup>2348</sup>. C'est sans doute aussi Mendès qui rédige la conclusion générale où il souligne le rôle trop important des banquiers privés : « nous aurions voulu, en effet, conserver – ou restituer – à notre continent, à ses volontés, l'autonomie, la liberté d'action par rapport au "bonapartisme d'affaires" dont les prétentions semblent trop souvent couronnées de succès » « d'autre part le patronage technique de

---

<sup>2345</sup> Pierre MENDÈS FRANCE *La Banque Internationale*, Paris, Librairie Valois "Bibliothèque économique universelle", 1930, p.64.

<sup>2346</sup> *Idem* p.10.

<sup>2347</sup> *Idem* p.13

<sup>2348</sup> *Idem* p.13-14.

la finance américaine augmente encore nos appréhensions », puis met en cause certaines des « fées qui se sont penchées sur son berceau [et qui] n'ont pas été également inspirées de sentiments désintéressés » en particulier Snowden Schacht ou Kreuger<sup>2349</sup>. Ainsi la remarque de Quesnay dans une lettre à Salander, de Brême, le 29 septembre 1930<sup>2350</sup> à propos de l'ouvrage de Mendès - « je suis loin de souscrire à toutes les idées exprimées dans ce livre mais certains aperçus sur nos possibilités d'action internationale me paraissent à retenir » - n'est pas que formelle. Cependant dans de nombreux autres passages, il est possible de retrouver la «patte» de Quesnay avec des thématiques qu'il a déjà développées ailleurs. Ainsi, dès les premières pages, on retrouve « l'opinion publique ; bien qu'elle réserve généralement son audience à des préoccupations plus frivoles, il est curieux et réconfortant de constater qu'elle a intelligemment et immédiatement réagi à l'exposé, pourtant insuffisant, que lui a fait la grande presse, d'une question qui, sous l'aspect technique, comporte d'incalculables répercussions politiques, économiques, sociales, internationales et parfois même spirituelles »<sup>2351</sup>. Ensuite la mise en place de la BRI constituerait l'« éclatante confirmation de deux théories » chères au directeur-général de la nouvelle banque : « 1. Les grands moyens d'action du monde moderne appartiennent au mode économique et financier et dépassent, à ce titre, les cadres retardataires d'un droit individualiste et politique révolu et qu'il faut renouveler. 2. Les solutions efficaces des difficultés pratiques présentes sont d'ordre international »<sup>2352</sup>. Les deux hommes se retrouvent dans le projet européen : « selon nous, c'est dans l'adaptation aussi prochaine que possible de l'Union douanière européenne que dans le rapprochement des divers codes occidentaux, dans les Etats-Unis d'Europe, en un mot, que l'on trouvera les remèdes efficaces qui

---

<sup>2349</sup> *Idem* p.279-280.

<sup>2350</sup> AN 374 AP 28-29.

<sup>2351</sup> Pierre MENDÈS FRANCE *La Banque Internationale op. cit*, p.5.

<sup>2352</sup> *Idem* p.6.

rassureront la conscience inquiète des démocrates et des pacifistes. Il faut créer l'Europe nouvelle, rationalisée, organisée, harmonisée, afin qu'existent, en face de la Banque, les forces qui seront ses nécessaires contrepoids »<sup>2353</sup> ; cependant si Quesnay ferait sans problème sien les adjectifs qualifiant cette « Europe nouvelle », il est moins certain qu'il la conçoive comme un contrepoids « en face de la Banque » qui est plutôt à ses yeux « la banque fédérale d'une fédération qui n'existe pas encore »<sup>2354</sup> ; plus loin elle peut devenir « un excellent trait d'union entre les nations », car « elle n'est inquiétante que parce qu'elle est organisée seule, en face du monde inorganisé » « si, en effet, on bâtit l'internationale de la finance avant l'internationale du travail, de la production d'intérêt général, de la paix, le danger est que celle-ci ne se fasse que sous le contrôle et à la discrétion de "l'argent roi" » donc « seule la solution paneuropéenne est de nature à parer aux risques politiques que comporte la Banque internationale »<sup>2355</sup>. On retrouve plus directement des éléments de sa pensée quand sont évoqués plus directement les aspects plus techniques : le projet du grammor réapparaît<sup>2356</sup>, comme la volonté de voir la coopération entre banques centrales approfondie et pérennisée car « les simples méthodes de collaboration épisodiques ne suffisent donc plus... parce qu'elles sont épisodiques. Une communauté constante de travail doit être instituée. C'est la BRI qui en sera chargée »<sup>2357</sup>. De même, sont remis en avant les moyens de coopération que l'ancien chef du service des Etudes de la Banque de France avait voulu développer car la Banque « doit d'abord organiser un système de statistique, de constatation et de prévision économiques, comme il en existe aux Etats-Unis », tandis que la coopération nécessaire avec la Société des Nations est réaffirmée - « La

---

<sup>2353</sup> *Idem* p.8

<sup>2354</sup> *Idem* p.18.

<sup>2355</sup> *Idem* p.216.

<sup>2356</sup> *Idem* p.147-150.

<sup>2357</sup> *Idem* p.58.



BRI, bien qu'indépendante de la SDN, apparaîtrait alors comme sa collaboratrice au point de vue financier. Et cela ne pourrait que renforcer l'autorité des deux institutions »<sup>2358</sup>. L'affirmation plus générale selon laquelle

« une collaboration intime s'impose de la politique et de la science. Les spécialistes sont devenus indispensables, en raison de la complexité croissante des questions et de la difficulté des temps modernes. Ils doivent donc s'adjoindre aux hommes d'Etat. Mais ils ne peuvent les remplacer, car ces derniers ont seuls une vue suffisamment large et une conception suffisamment vaste des problèmes, pour avoir l'intuition et le sentiment des adaptations, des ajustements, des arbitrages qui sont la matière délicate de la politique. Cette collaboration, qui est si vivement souhaitée dans le domaine de l'administration interne des Etats, doit se poursuivre sur le plan supranational »<sup>2359</sup>

semble être à la croisée des idées de Quesnay et de celles de Mendès, qui écrit alors dans la revue de Jean Luchaire *Notre Temps* et « milite activement pour l'économie dirigée »<sup>2360</sup>. Ainsi, l'ouvrage dont il a été pour une part réelle l'inspirateur permet au directeur-général de la nouvelle institution bâloise d'exposer un certain nombre des thèmes qui lui sont chers dans la continuité de ses positions des années 1920.

#### *Un « nationalisme d'expansion » européen ?*

C'est à partir de lettres échangées avec différents interlocuteurs, pendant ces débuts de la BRI, que l'on peut essayer de préciser la pensée de Quesnay concernant le lien européen et en faire apparaître la complexité. Quand il répond, le 4 janvier 1932<sup>2361</sup>, à Jacques Bainville, l'« un des très rares publicistes français traitant des questions internationales et des questions financières en étant capable de les raisonner et de les comprendre », il dépasse les contingences immédiates

---

<sup>2358</sup> *Idem* p.224.

<sup>2359</sup> *Idem* p.254-255.

<sup>2360</sup> Eric ROUSSEL *Pierre Mendès France op. cit.* p.44-45.

<sup>2361</sup> AN 374 AN 24-25.

– des rumeurs de faillite de la BRI colportées notamment dans *l'Action française* – pour affirmer ce qui les sépare irrémédiablement : « en matière de nationalisme français, je suis, cher Monsieur, d'une opinion complètement opposée à la vôtre : au lieu d'une action française repliée sur la France, je crois à la nécessité d'un nationalisme d'expansion ; je pense que si nous ne prenons pas la tête de l'Europe que nous avons créée en 1918, sur laquelle nous nous appuyons et si nous ne sommes pas capables de la faire vivre, nous renonçons par là-même à maintenir notre position, nous nous abandonnons comme la France ne l'a jamais fait ». Cette idée d'un « nationalisme d'expansion » est à nouveau présente dans un courrier à Emile Buré<sup>2362</sup> le 3 mars 1932<sup>2363</sup> « Je ne crois pas du tout comme vous, mais pas du tout, que l'intérêt de la France soit de s'isoler ; je suis au contraire “international” parce que je souhaite que la France joue le rôle directeur qui est le sien dans la formation d'une unité plus large que l'unité nationale, et parce que je sais que cette unité est en train de se faire ». On la trouvait déjà dans une lettre à René Mayer, le 8 avril 1931<sup>2364</sup> : à partir du constat que « en dépit de la psychose française de la sécurité, la France est aujourd'hui dans le monde le pays le plus fort et à une position morale que les Français sont les seuls à ne pas voir clairement. Faisons leur sentir des réalités, exaltons leur orgueil en les rassurant par là même, préparons-les à oser prendre des initiatives, faisons du nationalisme de direction internationale et d'expansion, mais pas, grands Dieux, nationalisme de repliement apeuré sur soi-même, de [ill.] et d'isolement ! ». Il poursuit en donnant une véritable définition du lien européen, à ses yeux avant tout pragmatique : « association de raison et non d'amour, interdépendance d'intérêts et non solidarité de sentiments » à replacer dans une perspective plus large : « dans la grande

---

<sup>2362</sup> Journaliste d'abord à *l'Aurore* où il devient un proche de Clemenceau (Michel WINOCK lui attribue la paternité du surnom Le Tigre (*Clemenceau*, Paris, Tempus, 2011 p.9)), il devient le « seule maître » du journal de droite *l'Ordre* à partir de 1929 selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU *Histoire générale de la presse française op. cit.* p.368-369 et 545-546.

<sup>2363</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2364</sup> AN 374 AP 26.

contestation de la primauté du Politique sur l'Économique ou des intérêts matériels sur l'idéologie, il n'y a plus à prendre position : il ne s'agit pas de savoir ce qui vaut mieux intellectuellement ou moralement, mais ce qui est... En fait, notre âge est l'âge économique. Il n'y a plus guère qu'en France que le XIX<sup>e</sup> siècle continue à vivre avec ses idées de "politique d'abord"<sup>2365</sup> jusqu'en cet an de grâce de 1931. Là est le profond divorce entre la France et les autres pays : nous voyons d'abord l'aspect politique des problèmes, et nous supposons aux autres notre psychologie, alors qu'eux ont beaucoup plus en tête le "*Primum vivere*" surtout s'ils traversent des périodes difficiles ». Il mène, à partir de ce postulat finalement très techniciste, une analyse de l'échec du plan Briand : si d'une part, le contexte était favorable car « heureusement, pour une fois, les intérêts politiques de la France et les intérêts économiques du reste de l'Europe paraissent concorder », et, d'autre part, l'objectif clair – « diminuer la signification des frontières c'était donc préparer la solution pacifique du problème politique européen » - « ni Léger, ni aucun de ses conseillers n'ont assez vu que les autres avaient besoin économiquement de cette Europe à laquelle la France s'intéressait politiquement<sup>2366</sup>. Ils ont hésité, tâtonné, ne trouvant pas les leviers économiques sur lesquels appuyer pour entraîner les autres [...] ne sent[ant] pas le besoin politique que la France a de la création d'une Europe et voy[ant] surtout qu'économiquement la France est, hélas, une unité complète, ayant moins besoin que les autres de cette nouvelle grande unité économique »<sup>2367</sup>. Et Quesnay de conclure avec une de ses

---

<sup>2365</sup> Référence à l'une des bases du maurrassisme cf. Olivier DARD *Charles Maurras*, Armand Colin Paris, 2013 p.79.

<sup>2366</sup> Sur l'attitude française, Antoine FLEURY écrit « il ne semble pas que la diplomatie française ait entrepris une quelconque offensive pour sonder ou convaincre ses partenaires dans le souci de s'assurer de leur futur appui sur des points essentiels du projet » dans « Le plan Briand d'Union fédérale européenne : les dimensions diplomatiques, 1929-1932 » p.339-354, p.344-345, dans Jacques BARIETY (dir.) *Aristide Briand la Société des nations et l'Europe 1919-1932* PUS, Strasbourg 2007.

<sup>2367</sup> Il faut remarquer qu'il ne dédouane pas pourtant totalement Briand lui-même de toute responsabilité dans cet échec puisqu'il écrit : « Briand a eu sans doute le tort de lancer lui son idée européenne, de lui donner une forme politique alors que nous

formules percutantes à propos de « l'attitude des techniciens français à toutes les conférences douanières réunies à la demande des hommes d'Etat français [ :] ils ont donné l'impression de marcher sur place comme des chœurs d'Opéra ». Cependant on trouve aussi dans cette riche missive, un autre aspect du lien européen, selon Quesnay, apparemment plus "spirituel", l'idée d'une « civilisation » commune à préserver par l'abattement des frontières :

« En grande partie grâce à Briand, l'Europe sent aujourd'hui qu'il faut fondre en une unité plus grande ses différentes parties constituantes. Notre civilisation actuelle est à base technique et le pays qui est à la tête de la technique moderne est l'Amérique. Or la technique n'existe pas en soi, mais est fonction du nombre de gens pour lequel elle agit : la technique américaine est une technique (industrielle, commerciale ou financière) pour une unité de cent vingt millions d'habitants. Si l'Europe était composée de cent cinquante ou deux cents Etats du genre Monaco, Luxembourg, Liechtenstein, voulant se suffire à eux-mêmes et rester pourtant à la tête de la présente civilisation, il est évident qu'elle ne pourrait pas résoudre ce problème et serait rapidement colonisée par une technique américaine à l'échelle cent millions que ni Monaco, ni Luxembourg, ni Liechtenstein ne pourraient appliquer. L'Europe est composée d'Etats plus grands que ceux dont je viens de parler, mais trop petits pourtant pour rester à la page entre les économies américaine et russe, si elle ne trouve pas moyen d'amener à collaborer dans certains domaines ses divers éléments ».

Cependant ce qui constitue, à ses yeux, l'essence de la « civilisation actuelle » renvoie bien d'abord à « la technique ». On retrouve la même "dimension civilisationnelle", dans une lettre à Walton Newbold<sup>2368</sup>,

---

devions en cueillir les avantages politiques mais sans les souligner ». Selon Antoine Fleury (« Le plan Briand d'Union fédérale européenne... » article cité p.339) Briand « pense pouvoir mieux légitimer cette nouvelle coopération économique européenne en la fondant sur un socle moral et politique ».

<sup>2368</sup> D'après la lettre d'introduction faite par Pouyanne à Quesnay pour Walton Newbold (1888-1943) (sans date, vraisemblablement 1929, AN 374 AP 10), celui-ci est membre du Labour, désigné par Philip Snowden (chancelier de l'Echiquier) pour participer à la commission d'enquête sur les Finances et l'industrie mise en place par le gouvernement travailliste, il le décrit comme « un économiste et un militant ».

quelques jours plus tard, le 17 avril 1931<sup>2369</sup> ; elle sert de base à l'affirmation de la nécessité de la mise en place d'un grand marché commun européen :

« D'ailleurs, et vous le faites très justement remarquer, la nécessité de grandes unités économiques est de plus en plus évidente ; on ne peut nier que notre civilisation actuelle est à la base technique, et cette technique (industrielle, commerciale ou financière) est fonction du nombre de gens pour lesquels elle agit. Si l'Europe était composée de cent cinquante ou de deux cents états du genre de Monaco, Luxembourg ou Liechtenstein, voulant se suffire à eux-mêmes et rester pourtant à la tête de la présente civilisation, il est certain qu'elle ne pourrait pas résoudre ce problème et qu'elle serait rapidement colonisée par une technique américaine, c'est-à-dire une technique à l'échelle de cent-vingt millions d'habitants que ni Monaco, ni Luxembourg, ni Liechtenstein ne pourrait appliquer. L'Europe est certes composée d'Etats plus grands que ceux dont je viens de parler, mais ils sont trop petits cependant pour se tenir au niveau des économies américaines et russe, si elle ne trouve pas moyen d'amener à collaborer dans certains domaines ses divers éléments. [...] Aujourd'hui moins que jamais on ne peut d'opposer à ce qui est dans le mouvement naturel de l'évolution vers de plus grandes unités, et il y aurait pour l'un ou l'autre pays, le plus grave danger à imiter l'erreur que l'Autriche a commise lors de la création du *Zollverein* entre les petits états allemands en se tenant à l'écart ; il me semble donc que nos pays devraient s'associer résolument à l'union douanière qui s'ébauche : substituer l'union douanière européenne à l'union douanière purement austro-allemande, imaginer un ensemble de tarifs préférentiels et d'échelles mobiles qui permettent à chacun de trouver son équilibre économique dans les limites politiques actuelles qui ne seront plus ainsi des barrières infranchissables. / Voilà le programme autour duquel devraient se rallier, sans retard, tous ceux qui estiment que notre civilisation européenne mérite d'être sauvée »

Ainsi, on peut constater que, sans grande surprise, les idées européistes de Quesnay renvoient pour une part – celle du « nationalisme d'expansion » - à son vécu (à la fois idéologique et pratique)

---

<sup>2369</sup> AN 374 AP.26-27

transnational, dans la mesure notamment où elles portent encore la marque du cadre national indépassé tant dans leur conception (finalement assez bonapartiste et centralisatrice) que leur finalité (placer la France à la tête de ce mouvement d'intégration). D'autre part, elles semblent assez proches de certaines conceptions du « pôle réaliste » mis en lumière par Olivier Dard<sup>2370</sup>, en particulier par leur teneur « technicocentrale ».

### **De quoi le Comité de Direction est-il le nom ?**

#### *Vers une synchronisation générale ?*

Dans le fonds Frédéric Quesnay, un carnet singulier est consacré par Quesnay aux « notes prises en Comité de Direction 23 août 1930 fin 1931 » : très descriptif et technique, il permet de voir le travail quotidien de Quesnay au sein du comité de direction de la BRI. Se trouvent réunis, chaque jour, et désignés par une initiale dans le carnet, les directeurs de chacun des départements de la Banque<sup>2371</sup> : Fraser le suppléant du président, Hülse<sup>2372</sup> adjoint du directeur général, Porters<sup>2373</sup> chef du bureau administratif, Pilotti le secrétaire général, Marcel Van Zeeland<sup>2374</sup> directeur du département bancaire et Jacobsson<sup>2375</sup> responsable du département monétaire et économique. Il s'agit d'abord de régler les questions matérielles concernant la mise en place de la nouvelle

---

<sup>2370</sup> Olivier DARD *Le rendez-vous manqué... op. cit.*

<sup>2371</sup> Selon l'organigramme de la banque dans Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.64.

<sup>2372</sup> L'allemand Ernst Hülse (1881-1949) est membre suppléant du conseil de la banque de 1935 à 1938. Il sera responsable de la *Reichsbank* en zone britannique de 1946 à 1948 selon Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.703.

<sup>2373</sup> R.H. Porters est issu de la banque d'Angleterre et reste en poste à la BRI jusqu'en 1936 d'après Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.707.

<sup>2374</sup> Frère de Paul Van Zeeland qui sera premier ministre en 1935-1937, Marcel Van Zeeland (1898-1972) est directeur du département bancaire de la BRI jusqu'en 1947 d'après Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p. 710.

<sup>2375</sup> Per Jacobsson (1894-1963) après avoir enseigné l'économie à la High School of Forestry, travaille à la SDN jusqu'en 1928. Entré au FMI après la seconde guerre mondiale, il en devient directeur de 1956 à 1963 selon Yann DECORZANT *La Société des Nations... op. cit* p.306.

institution, ce qui correspond d'abord à la lente mise en place d'un mode de fonctionnement commun<sup>2376</sup> : parmi les questions concrètes comme la question de la taille des coffres prêtés par la Banque Nationale Suisse<sup>2377</sup>, le souci de Quesnay d'installer des horloges "universelles" en est sans doute le meilleur symbole<sup>2378</sup>. Le cadre helvétique dans lequel s'installe la banque n'est pas lui-même pas neutre et nécessite des ajustements : outre le statut juridique des personnels de la BRI<sup>2379</sup>, se pose souvent la question de la fiscalité à laquelle ils doivent être soumis : ainsi dès le 23 août 1930, Quesnay note qu'il faudra évoquer l'« exemption fiscale en suisse (note Roncagli, bien. Y penser pour négociations début septembre) » ; le 10 octobre suivant c'est la « demande des églises au personnel 2½% des revenus » puis le 23 mars 1931, tandis que sont préparées les « vacances de Pâques [arrivent les] impôts cantonaux fédéraux (impôts de guerre) ». Le 8 avril 1931 c'est Fraser qui s'interroge : « pourquoi retenons-nous à la source les impôts sur jetons des administrateurs français ? Sommes société suisse ». Dans ce domaine particulier apparaissent les premières difficultés puisque, même à propos des fonds non des personnels mais de la Banque le constat est fait le 27 octobre 1930 par « P[orters]. Exonération fiscale italienne. Demander si nous sommes exemptés ailleurs pour fonds autres que Réparations – oui en fait – Convention générale serait difficile au vue des systèmes fiscaux différents ». De même, il faut mettre en place les « statuts du Personnel

---

<sup>2376</sup> Cf. Regina BENDIX, « Une salle, plusieurs sites : les négociations internationales comme terrain de recherche anthropologique », *Critique internationale* 2012/1 (n° 54), p. 19-38, p.30 « Cette intervention [...] résume le problème de la plupart des négociations internationales, sinon de toutes. Il n'y a ni langue ni fonds culturel partagé, donc pas non plus de normes partagées de communication, à part celles que certains délégués (pas tous) ont acquises au cours de leur carrière dans les organisations internationales [...]. Aussi toute négociation sur le contenu nécessite-t-elle d'abord une négociation sur la procédure, sur ce que Foucault appelait la conduite de la conduite. Il en résulte une lenteur parfois exaspérante ».

<sup>2377</sup> Le 10 avril 1931 : « visite banque nationale Bâle : caves pour l'or, petites mais ça va / Tubes pneumatiques pour télégrammes vers la poste / Vérification des signatures comme des nombre témoins des télégrammes ».

<sup>2378</sup> Le 6 mai 1931 « Tapis escalier ? Horloge mondiale ».

<sup>2379</sup> Le 28 août 1930, c'est la question de l'« immunité diplomatique pourrait-elle être réclamée pour le président ? Il ne veut pas avoir de régime spécial ».

[qui sont] prêts [alors que les] Certificats médicaux [sont] à réclamer », le 25 août 1930, le 27 septembre il est question des « cartes d'identité pour le personnel ». La question des vacances et congés apparaît plusieurs fois<sup>2380</sup>. Dès la fin 1930, alors même que certains postes sont trop peu pourvus<sup>2381</sup>, il semble qu'un premier effort de réorganisation est lieu, se traduisant notamment par la diminution des effectifs pourtant déjà limités<sup>2382</sup> de la « petite famille BRI »<sup>2383</sup> : est mentionnée le 12 décembre 1930 la « 2<sup>e</sup> étape de réorganisation » (suit une liste de noms et de rémunérations)<sup>2384</sup>, puis le 28 mars 1931 « réforme des traitements » ; une note de Quesnay pour le président de la BRI du 4 décembre 1931 (à l'occasion du détachement de Pilotti vers d'autres missions) à propos des « bases d'une certaine réorganisation administrative » voire d'un « projet de rationalisation des services de la Banque »<sup>2385</sup> semble indiquer que cette tendance à se poursuit. Au-delà de la question de l'accès même à Bâle<sup>2386</sup>, on remarque l'importance prise par les questions concernant les communications, essentielles pour une institution centralisant un grand nombre d'informations : le 28 août 1930 « Banques Centrales nous débitent de leurs frais télégraphiques pour nos placements [ ? ] : devons les débiter de nos frais de télégrammes pour les dépôts reçus d'elles ? Sans doute pas : nous débite-t-on des télégrammes pour nos dépôts en banques privés ? Sans doute pas, cela rentre dans le taux. », puis le

---

<sup>2380</sup> Le 4 décembre 1930 « tous les congés de Noël », le 29 juin 1931 « voudrait ajouter quelques jours de congés pour heures supplémentaires ».

<sup>2381</sup> Le 1 novembre 1930 « P. Préavis à 4 employés et 3 sténo [noms suivent] / F. 1 seul interprète prochaine séance ».

<sup>2382</sup> D'après l'Annexe II du rapport de la BRI de 1931, elle compte 94 personnes, au 31 mars 1931 « à l'exclusion du petit personnel employé à l'entretien des bureaux, des plantons, etc. ».

<sup>2383</sup> C'est ainsi que, parfois Quesnay semble considérer l'institution qu'il sert (un peu sur le modèle de ce qu'il avait connu à Vienne) : ainsi le 29 octobre 1930 il note « naissance fille Rodd 1<sup>er</sup> enfant B[ank of] I[nternational] S[ettlements] ».

<sup>2384</sup> Le lendemain encore « P[orters] Proposerait augmentations Sohet, Roger, Young : plutôt renoncer à l'augmentation Rodenbach, attendant réorganisation des sections ».

<sup>2385</sup> ABRI Notes de et pour le directeur général Pierre Quesnay.

<sup>2386</sup> Le 24 avril 1931 « Q[uesnay] wagons-lits neufs vont être mis en service entre Bâle et Paris »



lendemain « Facture téléphone était pour *l'Univers*. Télégramme Dominions : on a le droit de se les faire rembourser. Les B[anques] C[entrales] nous débitent des télégrammes envoyés comme intermédiaire. Mais les Banques privées recevant nos dépôts le font-elles en dehors des banques italiennes », le 2 octobre 1930 « frais de télégrammes pour nos dépôts : les faire payer ou refusons de payer aux autres », puis le 5 octobre « Télégrammes : coût / Frais des Dominions / Principes des frais : a) refuser payer autres frais qu'internationaux b) faire payer ».

A la synchronisation des moyens<sup>2387</sup>, correspond la volonté de rapprocher les différentes banques centrales mises en contact dans la Banque des Règlements Internationaux, voire au-delà. Pour cela, sont poursuivis les efforts de rapprochement technique entrepris dans la deuxième moitié des années 1920, sous l'impulsion notamment de Quesnay, comme cela a déjà été évoqué : dans le rapport annuel de 1932 est soulignée la mise en place d'un département monétaire et économique « chargé d'étudier de près les tendances diverses des marchés monétaires et de rassembler les données statistiques concernant ces marchés »<sup>2388</sup> et est évoquée la conférence des experts des banques centrales convoquée, en novembre 1931, à Prague par la BRI. Elle accueille de nombreux visiteurs dès sa création. Ainsi dès le 28 août 1930 l'américain « Sprague<sup>2389</sup> est ici » puis le 25 « Karpinski à déjeuner avec Hülse Simon Laguiche et Royot », le lendemain ce sont « les Irlandais ici ». Le 2 septembre 1930, Quesnay annonce que « Cassel<sup>2390</sup> viendra samedi ». Le 8 janvier 1931 le belge « Frère [est] ici », puis le 21 « Bolgert est ici ». Le 10 mars 1931, il présente les « visiteurs : Monnet Tobakovitch

---

<sup>2387</sup> Le 30 mars 1931 « Q[uesnay] Travaux du bâtiment : horloges boursières »

<sup>2388</sup> P.26.

<sup>2389</sup> S'agit-il de l'historien et analyste de l'économie (1873-1953) ?

<sup>2390</sup> Gustav Cassel (1866-1945), professeur d'économie politique suédois est membre de la Délégation or de la SDN en 1929-1932, puis sera délégué à la conférence économique de Londres en 1933, selon Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.699.

Schmidt Popovic Basch Lacourt – les mettre en rapports et organiser discussions » ; le 18 « Raffégeau [est] ici ». Le 30 avril 1931 est noté que « lundi ou mardi visite de Bachmann<sup>2391</sup>. Ravi de son rapport. Rooth ira voir Bachmann mais ne sait s'il sera ici pour l'assemblée, car il doit être à Londres du 7 au 20 peut-être ». Le 6 mai 1931 c'est la « visite [de] Carnegie est le lendemain « Watteau [est] ici ». On peut remarquer que, à la différence par exemple du BIT pendant la même période, comme l'a remarqué Véronique Plata<sup>2392</sup>, ces visiteurs restent principalement européens. Les efforts de Quesnay pour « établir des automatismes »<sup>2393</sup> concernant les paiements et leur répartition, qui apparaissent notamment dans sa correspondance de la deuxième moitié de l'année 1930<sup>2394</sup> avec Jean-Jacques Bizot, alors directeur-adjoint du Mouvement général des Fonds français, relèvent du processus normal d'installation mais sans doute aussi du projet de permettre à la BRI de se consacrer à des tâches plus vastes que la seule réception-répartition des Réparations. Toujours dans cette philosophie générale de rapprochement des différents acteurs, la nouvelle institution bâloise devient l'organe de mise en relation régulier entre banques centrales et banques privées, notamment anglo-saxonnes, et ce dès sa mise en place, puisque par exemple la banque Lazard demande de pouvoir envoyer « l'un des nôtres » lors des réunions de mai-juin 1930, ce à quoi Quesnay semble plutôt favorable comme c'est déjà le cas par exemple du groupe « Wallenberg [...] pour la Suède »<sup>2395</sup>. Si le processus provoque parfois quelques tensions – ainsi le 9 octobre 1930 « Bank of Japan se plaint qu'on soit passer [sic] par

---

<sup>2391</sup> Gottlieb Bachmann (1874-1947) est alors le président du conseil de la Banque Nationale Suisse (*idem* p.697).

<sup>2392</sup> Véronique PLATA dans « Le Bureau international du travail et la coopération technique dans l'entre-deux-guerres », *Relations internationales* 2014/2 (n° 157), p.55-69, p.62, souligne l'« influence nouvelle des pays extra-européens ».

<sup>2393</sup> Pierre Quesnay à Jean-Jacques BIZOT le 30 octobre 1930 ABRI Papiers Pierre Quesnay carton n°1.

<sup>2394</sup> Cf. ABRI Papiers Pierre Quesnay carton n°1.

<sup>2395</sup> Brouillon de la main de Quesnay (peut-être pour Moreau ?) 1<sup>er</sup> ou 2 juin 1930 ABRI Papiers Pierre Quesnay carton n°2.

Yokohama Specie Bank pour une opération » - il prend rapidement un caractère habituel : ainsi en décembre 1930, le 13 « 30 millions de florins contre 13 ½ millions \$ / France refuse / R[eichs]b[an]k 5 à 10 millions fl[orins] ? / Suisse par intéressé /Angleterre on attend réponse /Italie 3 millions fl[orins] ? / Essayons de faire moitié de l'opération avec l'aide des B[anques] C[entrales], laissant l'autre moitié traitée par B [anque de] B[elgique ?] » ; puis le 27 « Dépôts Grèce : 1 million Lee Higginson ». De même, le mois suivant, sont surveillées propositions des différentes grandes banques et sont indiquées les conséquences pour la BRI : le 6 janvier 1931 « Lazard offre 1 ¾ à vue, NY Trust 2 à 30 jours 2 ¼ à 1 3 mois 2 ½ à 6 mois » le lendemain « Demande Union Parisienne trust Sofia » puis le 18 « Placements New York : remettre 2 millions \$ chez Lazard » et encore le 24 février « \$ chez Lazard à nouveau ». De même en avril 1931, le 29, « Lee Higginson doit payer 12 ½ pour le 15. On lui en redonne à plus long terme ainsi qu'à Morgan ». Laboratoire que l'on visite, entremetteur entre banquiers centraux et banquiers privés, la Banque des Règlements Internationaux est aussi, dans le fonctionnement quotidien de son comité de direction, un centre unique de centralisation et d'échanges d'informations. Il faut remarquer qu'il s'agit parfois d'informations politiques et financières relativement générales : ainsi le 2 septembre 1930 « Décret italien du 8.27 août autorisant la Banque d'Italie à acheter acceptations ». Le 29 du même mois, « en Allemagne, nouveau programme, nouveau gouvernement<sup>2396</sup>. Plus calme » ; il faut noter alors que ces nouvelles sont souvent données par le membre de la BRI selon sa nationalité ici c'est « H[ülse qui évoque le] programme gouvernemental allemand » comme le 10 octobre 1930 « déclarations Schacht contre plan Young /Faillite Price Whitney New York » ou encore le 14 du même mois les « troubles Berlin ». Le 21 octobre 1930 ce sont les « nouvelles d'Amérique : moratoire dettes ». Le 16 janvier

---

<sup>2396</sup> Il s'agit vraisemblablement des conséquences des élections législatives du 14 septembre 1930, marquées par la poussée nazie et débouchant sur la formation du gouvernement minoritaire Brüning II.

1931 sont indiquées les « faillites bancaires en Esthonie... visite annoncée » puis le 20 « indiscretions sur Lettonie ». Ensuite c'est la situation hispanique qui est scrutée : le 11 avril 1931 « Tirage espagnol [détail] : a téléphoné à Pass : élections dimanche, on vend » « Peseta en hausse » et le 14 « Résultats désastreux élections espagnoles<sup>2397</sup> : attendre ». Sans surprise, la plupart des informations échangées au sein du comité de direction concernent, d'une part, la « situation des changes »<sup>2398</sup> et d'autre part la situation des différentes banques centrales. Ainsi le 21 octobre 1930 Quesnay note que « F français et R[eich]m[ar]K forts. On parle d'une réduction du taux en Allemagne : prendre du mark avant ? En vendant de la £ ? [ ? ] », le 16 novembre c'est la « £ faible, F suisse et F[ranc]f[rçais] remontent » tandis que le 7 janvier 1931 « Pesetas et £ faibles. F[ranc]f[rçais] et \$ forts » ; de même le 14 février 1921 « H[ülse] Franc suisse et pesetas faibles / Transferts \$ de banque à banque / Taux vue N York 1% ». A la fin avril 1931, c'est la situation du dollar qui est scrutée attentivement : le 24 c'est le début de la « baisse du dollar », le 27 le « dollar [est] faible : grand mouvement de marché par opérations triangulaires pour éviter or de partir pour New York et l'amener à Londres si possible » puis le 30 « Banque de France vend \$ contre £ Paris achète £ : on va toucher le point de sortie d'or vers l'Angleterre ». Le directeur général s'intéresse particulièrement à la situation de la *Reichsbank* : ainsi le 2 octobre 1930 « situation R[eichs]b[an]K : / Hier perte 1/3 de la veille, mais la veille c'était 80 millions M[ar]K / Perte total surtout en francs : retrait 250 millions M[ar]K / Rien qu'à la R[eichs]b[an]K cout 800 en tout. Banques françaises offrent nouveaux crédits, mais on les refuse par crainte nouveaux retraits » ou le 22 janvier 1931 « R[eichs]b[an]K demande quelles banques ont dépôts £ et \$ chez nous ». On surveille aussi les différentes politiques de taux et l'action des différentes banques : le 29

---

<sup>2397</sup> De ces élections municipales, traduisant l'antimonarchisme de la population espagnole, naît la deuxième république proclamée le 14 avril (Andrée BACHOUD *Franco* Paris, Fayard 1997, p.88-89).

<sup>2398</sup> Le 14 octobre 1930.

novembre 1930 « changement taux Londres T[rès] B[ien] / Changements taux banques américaines et Banque en base » ; puis le 1<sup>er</sup> décembre 1930 « taux remonteront à Berlin » ; le 12 mars 1931 les « Yougoslaves demandent F[ranc]f[rançais] Tch et F[ranc] S[uisse] / Hungarian peut \$ F[ranc]f[rançais] / Tch dollar contre F[ranc] S[uisse] » alors que le 31 mars Quesnay remarque que le « portefeuille italien [a] pris [de la] valeur aujourd'hui ». Pour cela, on utilise des outils comme la bande du ticker<sup>2399</sup> - le 29 octobre 1930 « Ticker 8H effet N[ew]Y[ork] 8H30-9H Politique Economique 11 à 12 Bons Bill 1 ½ cours Londres Milan Paris Berlin » - ou « on téléphone de Madrid et de N[ew] York » donc « cela complique pour le placement. F[ranc] S[uisse] très bas » (le 14 mars 1931). Ainsi le comité de direction de la BRI apparaît comme un poste d'observation privilégié sur la situation économique et financière du monde, avec comme seul équivalent alors, le comité financier de la SDN.

Mais à la différence de l'institution genevoise, il joue aussi un rôle actif et important concernant les placements de la Banque des Règlements Internationaux, car, même si elle n'a pas comme « but principal de réaliser des bénéfices », elle doit par « l'épargne dans nos dépenses et la prudence dans nos placements »<sup>2400</sup> développer ses fonds. Son comité de direction apparaît, sous la plume de Quesnay, comme l'instrument scrupuleux de cette politique. En ce qui concerne les placements qu'il effectue pour la banque, il fait preuve d'une très grande prudence dès les premiers jours : ainsi le 26 août 1930 en ce qui concerne la communication avec les banques actionnaires « échéances : 10 jours avant l'échéance prévenir pour demander aux déposants leurs ordres. Ne pas leur dire que faute d'ordres on laissera à vue. Ne pas non plus leur proposer de renouveler automatiquement dans la même catégorie de placement », puis le 28 concernant l'origine des placements « Banque

---

<sup>2399</sup> Cf. Alex PREDA, « Les hommes de la bourse et leurs instruments merveilleux. Technologies de transmission des cours et origines de l'organisation des marchés modernes », *Réseaux* 2003/6 (n°122), p. 137-165, p.139-140.

<sup>2400</sup> Rapport annuel de la BRI 1931, p.2.

d'Angleterre nous offre des bons du Trésor australien 6 mois 2  $\frac{3}{4}$ . Ne pas les prendre »<sup>2401</sup> « Réduire nos fonds en money employed : nous n'avons que 1  $\frac{3}{4}$ . Passer sur marché japonais jusqu'à maximum 5 millions de dollars, et sur marché hollandais où nous avons maintenant des offres intéressantes de dépôts en banques privées. ». Le lendemain, on remarque d'ailleurs que « Addis conseille limiter à 500000 £ nos opérations au Japon en plus du capital ». On retrouve la même attitude les jours suivants, à propos et de la nécessaire garantie des opérations par les banques centrales et de la taille critique des marchés sur lesquels les placements doivent intervenir : le 1<sup>er</sup> septembre « Trésorerie anglaise voudrait nous changer de collecter tous ses *inpaiements* pour couvrir outpaiements. Question des achats de titres américains. Question des dépôts au-delà de l'échéance des dettes américaines : taux au-delà 4 mois ? / Il faudrait alors payer plus à Trésorerie française que 3  $\frac{1}{8}$  attention ! / Deux questions : - \$ pour couvrir 2<sup>e</sup> échéance américaine - \$ pour plus tard / V[an] Z[eeland] Italie refuse Money Employed accounts N'aurons donc pas leur garantie », puis le 4 « P[ilotti] Cotation action en Belgique : attention / [ill.] la Banque de Belgique, marché faible ». Il en est de même le 29 septembre 1930 quand Quesnay note « nos placements en Kronor pourraient être réduits, car on nous passe à 1  $\frac{1}{2}$ . Etat couverts par possibilité réescomptes, nous pourrions aller sur marché roumain 9% ? Moins si bon papier – question de la garantie de la Banque Nationale ». Le directeur général lui-même paraît partisan de cette retenue puisque c'est lui qui intervient dans ce sens le 16 octobre 1930 « Q[uesnay] Etudier couverture risques de changes par réévaluation du gold point » puis le 24 « Q[uesnay] Pourquoi notre découvert en \$ décroît-il si vite chaque jour ? Arrêter ces achats de \$ ». Ces choix peuvent être lus aussi ponctuellement comme le moyen d'éviter d'accroître les placements à court terme : ainsi le 27 octobre 1930 est mentionné que le « renouvellement des dépôts nous donne la possibilité

---

<sup>2401</sup> Même circonspection quant à des investissements "exotiques" : le 3 octobre 1930 « offre curieuse de placements roupies ».

de replacer plus long terme à cause des paiements mensuels Allemagne », à rapprocher de la remarque du 5 décembre 1930 « placement à Londres ? Rien d'intéressant à long terme ». C'est peut-être encore le cas le 26 novembre 1930, à propos de la « position \$ : ouverture des comptes 13 janvier mais a-t-on l'assurance que la Trésorerie anglaise nous laissera les fonds jusqu'au 13 juin et non pour 3 mois seulement » puis le 20 avril 1931 avec la « décision de créer comité Long terme de remplacer Bills russes par dépôts GD ». Plus généralement, il s'agit évidemment de profiter des informations – ainsi le 31 octobre 1930 « F[raser] Félicitations à Rodd<sup>2402</sup> qui nous a prévenus de vendre bons australiens avant leur chute. Intérêts du fonds de garantie française » - en ne s'engageant qu'avec des partenaires fiables – par exemple le 10 mars 1931 « Certificats : Banque de Boston les offre à meilleur prix. Faut-il le faire par la Federal sur la Trésorerie anglaise » - pour ne prendre que des positions sûres - « Q[uesnay] Crédit 3 millions £ à Espagne... Van Zeeland eut voulu partie en \$, à taux plus bas mais avec change couvert » (le 26 mars 1931) – y compris juridiquement – le 15 avril 1931 « Réponse des juristes ne reconnaissent pas les *russian bills* comme papiers réescomptables. Hülse craint que ce ne soit une critique de la RbK qui les regarde comme liquides » - et avec les meilleurs rendements – ainsi le 27 mars 1931 « Discussion with Farnier pour avoir or au même prix que prix de vente à Paris. Aurions ainsi 500m\$ or or Paris Pologne à Paris et or 10M\$ emprunt roumain. Offre or suisse 500000\$ en mois ». On retrouve ces différents ingrédients à la mi-avril 1931 à propos de la Südbahn autrichienne : le 14 « Offre *Südbahn* pour 4% 3 mois pour traites finançant transport de civils du sud /Il faudrait la garantie des B[anques] C[entrales] » puis le 15 « *Südbahn* : leurs coupons. Emettre nouveaux titres par notre intermédiaire ? » et en fin le 17 « Pouvons-nous émettre nos titres pour *Sudbahn* / Nous pourrions

---

<sup>2402</sup> Francis Rodd (1895-1978), de la Banque d'Angleterre, manager à la BRI en 1930-1931 puis rejoindra Morgan Grenfell and Co en 1933 d'après Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.708.

être trustee /Ne pouvons prendre traites Südbahn mais pouvons les prendre des BC [ill.] ». On retrouve la même prudence à propos des taux de change concernant les fonds de la BRI : ainsi dès le 26 août 1930 Quesnay note à propos des « placements : Karpinski a accepté 2 [millions ?] \$ septembre. Rediscutera en fin de mois ici pour les mois suivants. 4 ½ millions de \$ seront payés pour la Pologne à l'Amérique en décembre ; on les prélèvera sur les dépôts polonais chez nous. Pologne aussi doit payer 300000000 liras 2 fois par an à l'Italie : paiera par la BRI – cours du jour \$ lire ne pas passer par le marché fait une économie pour la Pologne : faut-il partager ce profit ? Toute la question du taux de change est à considérer ». De même le 25 septembre 1930, c'est dans le contexte électoral troublé en Allemagne qu'il remarque que « [nous] continuons achats de M[ar]K / Aujourd'hui attendre si cours se tiennent malgré mauvais articles de presse ». Notamment le 4 février 1931 se pose la question de savoir si se seront les « francs français [la] réserve de Trésorerie ? ». A nouveau, sont utilisées les connexions particulières des participants au comité de direction comme le 10 février 1931 « Rodd verra à Amsterdam comment régler la perte d'un point [ ? ] d'intérêt [ ? ] en Hollande quand on passe par Banque de Hollande » ou le 12 suivant « Versements du 15 [suivent les détails notamment] découvert \$ : pour le réduire, offrir à nos déposants \$ de tirer autre monnaie que le \$. Pour cela discuter avec les banques conditions auxquelles nous pourrions nous procurer leur monnaie. Convention pour immunité or ». L'image de la BRI du début surtout « tour de contrôle » de l'activité financière<sup>2403</sup> est donc appuyée par la prudence qui caractérise l'action de son comité de direction quant aux placements de la banque. Les notes prises par Quesnay permettent, en plus, de suivre au plus près la mise en place d'une telle politique.

---

<sup>2403</sup> Cf. Kazuhiko YAGO *The financial History of the Bank for International Settlements*, Londres, Routledge, 2012.



### *Un lieu de débats ?*

Regroupant des personnalités issues des principales banques centrales, aux intérêts souvent divergents voire opposés, le comité de direction apparaît pourtant rarement comme un lieu de débats proprement internationaux<sup>2404</sup> : c'est le cas le 4 septembre 1930 « H[ülse] Propositions de replacements. /Le président a regardé le bilan et propose de racheter des bills. Nous perdons trop (dit Hülse). /Non, dit Quesnay, si nous transformons en même temps des dépôts à courte échéance en dépôts à plus long terme. D'ailleurs les profits des mois d'août montrent que nous pouvons subir des pertes sans affecter la couverture de nos dépenses, de nos dividendes et la constitution de nos réserves » et manifestement le directeur-général a le dernier mot. Mais on davantage l'impression que c'est un lieu de fabrication du consensus, ce qui est aussi l'essence des négociations multilatérales<sup>2405</sup> : ainsi, le 25 septembre 1930, on le voit produit à deux niveaux d'une part par le rappel de l'objectif commun de la BRI, à propos de la réunion des économistes, « R[odd] Réunion de demain des économistes des Banques centrales : 3 rapports. Assez peu encourageants. /Leur montrer les raisons de nos études : si nous demandons accord réescompte, c'est pour donner aux BC des facilités nouvelles, non pour nous donc 1) quelles facilités voulez-vous ? 2) quels moyens avons-nous pour vous les donner ? ou pouvons-nous avoir ? Nous voyons 3 points. En voyez-vous d'autres ? 1. Echanger une devise contre une autre ? Accord réescompte [ ? ] 2. Passer d'un

---

<sup>2404</sup> Dans la mesure où « la dimension internationale désigne à la fois un changement d'échelle (négocier à l'international) un changement d'objet (négocier l'international) et un changement de style ou de culture (négocier internationalement) » selon Delphine PLACIDI-FROT « Les négociations internationales à travers le prisme des sciences sociales », pp.27-74, p.31, dans *Négociations internationales* Franck PETITEVILLE Delphine PLACIDI-FROT (dir.) Presses Sciences Po 2013

<sup>2405</sup> Guillaume DEVIN dans « Paroles de diplomates. Comment les négociations multilatérales changent la diplomatie » pp.77-103, p.94, dans *Négociations internationales* Franck PETITEVILLE Delphine PLACIDI-FROT (dir.) Presses Sciences Po 2013, souligne que « la négociation bilatérale évoque un face à face dans lequel la force s'exprime par la capacité de dire non. En revanche c'est davantage la capacité de convaincre les autres qui fonde la position d'influence dans la négociation multilatérale ».

marché à l'autre ? 3. Pensionner papier intervention [ ?]. Leur faire prendre », et d'autre part par la préparation de la réunion des gouverneurs effectuée de telle sorte que tout motif d'achoppement soit éliminé, « Q[uesnay] Ordre du jour gouverneurs Conseil /N'arriver à conclusions obligatoires [ ?] au Conseil que sur les points pour lesquels auront réalisé entre les gouverneurs ». Il note d'ailleurs le lendemain : « Après-midi réunion des Banques d'Emission sur clearing devises ». Le 5 décembre 1930, quand « Quesnay soulève / la question de la demande de B [ill. peut-être Belgique] d'une avance de 2 millions £ sur l'or de Londres. Envoyer Mitzakis / La question juridique de la situation de l'or à nous confier à Londres. Etonnement sur les notes Weiser et Rodd [il s'agit de] trouver un pont aux difficultés juridiques ». La recherche d'un accord le plus large possible est favorisée par le fait que le comité de direction n'apparaît pas comme un organe décisionnaire : il s'agit, pour lui, d'abord, de centraliser les questions à trancher – le 25 août 1930 « Réparations : Trésorerie allemande demande si nous payons le Portugal quoiqu'il n'ait pas signé le contrat de Trust. Payons livraisons en nature pour ne pas arrêter (de même Pologne). Pour le reste portons à leur compte mais ils ne retirent pas : bloquer ! Si on avait laissé au Cpt Trust, ils n'auraient pas bénéficier d'intérêt à vue 2% mais alors Allemagne devrait déposer 50% [ ?] sur intérêt : Trésorerie allemande ne peut donc protester », puis le 28 suivant « Portugal a-t-il le droit de recevoir ses fonds et extraits de comptes quoique n'ayant pas ratifié ? Oui Berlin dit non ? ». Il lui faut ensuite rassembler des informations nécessaires à leur résolution – le 3 octobre 1930 « Demande Esthonie : indépendante. SDN. Pourquoi la refuser ? Information Simon » - et informer les différents acteurs – le 6 octobre 1930 « Crédit allemand : groupe français et garantie exécution du programme : tous banquiers d'accord pour que crédit ne serve que pour exécution du programme. Téléphoner Moret : vite discussion » ou le 24 mars 1931 « R[odd] Conditions pour nos opérations USA pour compte de tiers : demandons assimilation / Ecrire à Bizot pour lui demander si nous avons droit de payer dans mêmes conditions qu'à lui, c'est a-dire en bills aussi bien qu'en cash » - y

compris pour des opérations apparemment simples comme le 22 janvier 1931 « V[an] Z[eeland] Italie accepte : si nous sommes leur correspondant pour les \$ à leur verser, clearing simple, sans mouvement de fonds. Faut-il informer Federal ? En parler à Crane lors de sa visite ». Quand une initiative (prudente évidemment) est prise par l'un des membres du comité, on peut remarquer le souci de recueillir un accord collégial : le 6 mai 1931 « « Q[uesnay] Téléphone de Madrid. Demandent à utiliser pour report les 2 millions £ et si nous renouvelons. J'ai répondu qu'à mon avis pour un tel objet la réponse négative était certaine, chaque gouverneur étant hostile à l'idée de se substituer aux marchés pour report Tout le comité d'accord ». Puisque même le directeur général n'est pas habilité à donner son avis sur quelque affaire que ce soit au cours du conseil des gouverneurs<sup>2406</sup>, les membres du comité de direction semblent surtout avoir une action incitatrice sur les banquiers centraux, vrais décideurs : ils font tout pour pouvoir ensuite se féliciter de l'« atmosphère satisfaisante du Conseil » des gouverneurs<sup>2407</sup>. Par exemple, le 29 septembre 1930 quand le « gouvernement italien envisage opération de conversion intérieure de bons de Trésor lires contre 35 millions R[eichs]M[ar]K d'annuité. On doit leur livrer. Mais ne peut-on les dissuader ? Bien peu opportun. Ils liquideraient ainsi la fin de l'inconditionnel. Cours ? Le Young ne serait qu'aux environs de 80 » ; De même le mois suivant, quand le 24, quand arrive une « offre yougoslave de financement tabac », le lendemain quand est reçue une « lettre [de] Baïony sur traites tabacs. [est d'abord constatée l']Opposition B[anque de] F[rance]. [donc] Discussion : ne pas faire d'offre parce que autonome mais leur proposer, pour aider réduction taux, de dire à leurs banques que sommes prêts à réescompter 9 mois »

---

<sup>2406</sup> La question de son éventuelle prise de parole est évoquée pour la première fois, le 7 février 1937 quand « le président remarque que [...] l'avis du Directeur général est nécessaire, justement parce qu'aucun texte ne lui donne le droit de prendre la parole au conseil sur toutes les questions », selon le compte-rendu que fait Quesnay de cette réunion (AN 374 AP 22).

<sup>2407</sup> Le 20 janvier 1931.

mais finalement, le 27, il faut « répondre aux Yougoslaves : Banque de France hostile ». De même, dans l'affaire espagnole<sup>2408</sup>, c'est bien la proposition du comité de direction qui conditionne l'action de la BRI puisque Quesnay note le 12 décembre 1930 « Espagne. Aujourd'hui le conseil décide sur notre télégramme refusant prêter sur or avant qu'un plan d'ensemble permettant de tenir change entre certaines limites et engagement de bouger or aient été pris. ». Il est probable que cela soit facilité par le rôle éminent joué directement par Quesnay dans la préparation de l'opération de stabilisation hispanique<sup>2409</sup>, lors de la venue d'une délégation espagnole à Paris en octobre 1930 et surtout par son voyage en novembre suivant. Quasiment muets à propos de la première, les carnets Quesnay sont un peu plus fournis à propos du second avec une description dans laquelle on retrouve comme lors des stabilisations précédentes, la nécessité de convaincre une partie des acteurs locaux<sup>2410</sup>, en particulier autour de la question de l'or<sup>2411</sup>, ce qui n'empêchera pas la reconnaissance immédiate du travail du négociateur français<sup>2412</sup>. En décembre, une fois revenu à Bâle, devant l'évolution de la situation politique - « état de siège en Espagne : attendre pour partir voir plus clair.

---

<sup>2408</sup> Cf. Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.77 et suiv.

<sup>2409</sup> Rôle mis en avant par Pablo MARTIN-ACEÑA dans « La Banque de France, La BRI et la création du service des Etudes de la Banque d'Espagne au début des années 1930 » dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Albin Michel, 2005, p.127-148.

<sup>2410</sup> Le 17 novembre 1930 « 12H au change : ils savent leur métier reculent sans trop vendre ni céder de terrain ». Le soir même « dîner Waiss [Julio Wais le ministre des finances] au Ritz. J'attaque Zimpas et me bats avec Flores de Lemus [Antonio Flores de Lemus, haut-fonctionnaire du ministère des Finances, professeur d'université est sans doute l'économiste alors le plus prestigieux du pays selon Pablo Martin-Acena]. A 1H nous sommes d'accord en philosophes mais c'est un boche [ ? ] négatif »

<sup>2411</sup> Le 17 novembre 1930 « A la Banque dans bureau du Gouverneur / Il y a eu bataille au Conseil sur l'or ».

<sup>2412</sup> Il note le 18 novembre 1930 « Banque d'Espagne : le gouverneur revient de chez le Roi qui veut me voir et me décorer ! Ma note ». Sur ce point, cf. Pablo MARTIN-ACEÑA dans « La Banque de France, La BRI et la création du service des Etudes de la Banque d'Espagne... » article cité p.137.

Conseil votera aujourd'hui ou vendredi»<sup>2413</sup> - puis les réticences espagnoles – le 18, « Q[uesnay] Espagnols ont relevé à 45 la peseta préparent programme à nous envoyer mais peu enthousiastes pour recevoir des étranger » - il semble que le comité de direction cherche à maintenir à tout prix le dialogue : le 20 « Espagne furieuse contre conditions BRI décide pourtant en principe envoyer or. Combien de temps tient encore notre offre de crédit ? », jusqu'à obtenir le 12 mars 1931 que, à propos du « taux renouvellement crédit espagnol [un] système plus avantageux, s'ils n'utilisent pas, plus conforme aux taux du marché s'ils utilisent ». A propos du Portugal et de ses demandes de réparations, il semble que soit privilégiée par le comité la recherche d'une solution discrète pour éviter de donner trop de publicité à un éventuel conflit : le 13 décembre 1930 c'est l'exposition du problème en amont de la réunion des gouverneurs : « H[ülse] [...] Questions Portugal : pouvons-nous payer avant ratification ? Nous payons en fait. Luther soulèvera la question au Conseil ». Le 19, « Hülse part pour Berlin sur question paiements au Portugal avant ratification » puis le 22 « Fraser à Berlin affaires portugaise », vient le temps des échanges informels loin de Bâle avant que ne soit prise une position permettant de sortir de la crise « F[raser] Poussons au clearing des dettes de guerre (Portugal, Yougoslavie, Roumanie, même Lithuanie, etc.) » (13 janvier 1931). En utilisant la correspondance Mitzakis, on mesure combien ce rôle de l'ombre dévolu au comité de direction sied assez au directeur général de la BRI : par exemple le 26 janvier 1932 le voilà qui avec « toute sa persuasion habituelle » tente de désamorcer une crise avec l'Allemagne, prenant prétexte des garanties demandées par la Banque de France. De même dans sa lettre du 7 juin 1932<sup>2414</sup>, à propos de la prochaine séance du comité d'administration de la Banque, « j'ai fait part à M. Quesnay de ce que vous m'avez dit au sujet de la clause de remboursement-or du crédit à la *Reichsbank*. Il est entendu que ce

---

<sup>2413</sup> Le 16 décembre 1930.

<sup>2414</sup> Mitzakis à Lacour-Gayet le 19 mai 1932 ABF DGSE dossier 186 BRI.

problème d'interprétation du contrat ne sera pas posé en séance officielle mais discuté officieusement entre M. le Gouverneur et le Président Lüther ». Dans la même lettre quand sont évoquées les difficultés autrichiennes, voilà Quesnay qui utilise ses contacts parisiens pour pacifier la situation : « M. Comert alarmé a téléphoné au Directeur général pour plaider la cause d'une opération définitive. Je crois que M. Quesnay a eu, à la suite de cette conversation avec Genève, un long entretien avec M. Coulondre qui avait, par hasard, dans son Cabinet, M. Bizot ! » « Je ne crois pas finalement que la Directeur Général pourra aller à Paris à la veille du Conseil, à moins que "ses amis" sollicitent sa venue immédiate. Il tiendrait beaucoup néanmoins, à avoir une conversation avec M. Herriot au début de la semaine prochaine, avant le départ de la délégation française pour Lausanne ». Mais il agit aussi ainsi y compris dans les détails, à l'intérieur de l'institution bâloise comme en mai 1932 quand il apaise un incident entre Pilotti et Jacobsson, le second ayant « enfanté une note italienne où la patrie du fascisme était quelque peu malmenée et rangée au nombre de ces pays balkaniques inférieurs, en mal de moratoire et de dépréciation » « finalement M. Quesnay a donné raison en grande partie à M. Pilotti en recommandant une liaison plus amicale et internationale entre les participants à une même œuvre de documentation et de clarification monétaire »<sup>2415</sup>. C'est encore plus net le 16 juin 1932<sup>2416</sup> avec le « président Mac Garrah [qui] traverse une crise de pessimisme » car « ainsi qu'il s'en est ouvert officieusement à M. Quesnay, il perçoit très nettement la tentative actuelle d'isolement de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique pour ne pas dire le front commun des débiteurs contre "le créancier". De là ses scrupules et son désarroi momentané » « le Directeur général a dû dispenser au Président ses philtres de réconfort », même si une fois celui-ci parti vers Londres, Quesnay « partira en auto cinq minutes après afin de passer le week-end

---

<sup>2415</sup> *Idem.*

<sup>2416</sup> *Idem.*

auprès de ses amis et se replonger dans une atmosphère réparatrices de réparations ! »

Magicien apaisant les tensions interpersonnelles et autres doutes quant au bien-fondé de la nouvelle institution, selon l'image utilisée par Mitzakis, Quesnay semble trouver à la BRI un cadre encore plus propice à son action discrète de conciliation, au service de ses idéaux d'entente internationale et d'intégration européenne. Pourtant Bâle dès 1930 n'est pas, pour son directeur général, une nouvelle Vienne ou Genève des années 1920 : le seul contexte de la crise ne suffit pas à comprendre pourquoi, peu à peu, malgré son activité et ses succès, Quesnay semble s'y trouver trop à l'étroit voire réduit à l'impuissance.

### **La BRI le cadre adéquat pour Quesnay ?**

#### *Le principal « animateur » de la BRI.*

Les débuts de la BRI sont indiscutablement marqués par le rôle majeur qui joue son directeur général. Quesnay lui-même l'exprime dans une lettre à Moreau le 25 mars 1931 : « je suis très content de l'évolution de mes affaires : je crois avoir entièrement gagné la confiance de mes Américains, atténué l'hostilité allemande, évité les crocs-en-jambe anglais, pris en mains la maison et tracé prudemment une ligne prudente d'orientation »<sup>2417</sup>. Le 25 mai 1932 c'est Mitzakis dans sa lettre-rapport à Lacour-Gayet qui note « Depuis samedi la BRI est en veilleuse, attendant le retour de son animateur. L'absence du Directeur Général est d'autant plus sensible que la Direction est réduite à sa plus simple expression »<sup>2418</sup>. C'est notamment par l'envoyé de la Banque de France que l'on mesure la part prise par le principal « animateur » de la nouvelle banque dans la rédaction du rapport annuel de la Banque : ainsi le 20 avril 1932 il remarque que « depuis la semaine dernière, la maison est repliée sur elle-même dans une silencieuse et active gestation du rapport

---

<sup>2417</sup> AN 374 AP 26-27.

<sup>2418</sup> ABF DGSE 186.

à l'Assemblée générale ». « Indépendamment d'un chapeau consacré par M. Fraser à une revue générale de l'activité et des déboires de la BRI au cours de l'exercice écoulé, M. Quesnay rédige également une partie importante sur les causes de la crise en y condensant les mémoires et opuscules abondants que le Central Banking a enfanté depuis quelques mois sur la question », avant de conclure que « en dehors de ces travaux, il ne se passe rien de saillant à Bâle »<sup>2419</sup>. Deux jours plus tard, « la laborieuse rédaction du rapport à l'Assemblée générale se poursuit à la BRI, bénie par les premières chaleurs printanières » « M. Quesnay a terminé son chapitre sur la crise de crédit et les mesures exceptionnelles adoptées pour y faire face »<sup>2420</sup>. Mais le 26, si « la rédaction du Rapport à l'Assemblée Générale est maintenant presque terminée » il remarque combien « fortement condensé et légalisée par la Présidence, l'étude Quesnay sur l'endettement à court terme se présente maintenant sous une forme honnêtement bourgeoise et de mélancolie modérée »<sup>2421</sup>. On peut nuancer le propos assez acerbe de Mitzakis sur "l'affadissement" du premier rapport de Quesnay, en observant comment celui-ci travaille à la rédaction du même rapport annuel quelques années plus tard. Dans une lettre à Beyen<sup>2422</sup>, le 22 février 1936<sup>2423</sup>, qui supplée alors le président de la banque, on le voit d'une grande prudence :

« Vous trouverez ci-joint les papiers dont je vous ai parlé au téléphone ; j'espère que vous prendrez pas pour les lire une partie des heures de soleil qui doivent être utilisées sur la neige mais que vous pourrez jeter dessus un coup d'œil le soir au coin du feu. / J'ai fait au crayon quelques remarques sur le projet préparé par Goodwin comme essai de chapitres sur les fonctions de mandataire et d'agent fiscal exercées par la Banque. Le texte

---

<sup>2419</sup> *Idem.*

<sup>2420</sup> *Idem.*

<sup>2421</sup> *Idem.*

<sup>2422</sup> Johann Willem Beyen (1897-1976) travaille à la Trésorerie des Pays-Bas de 1919 à 1923, il présidera la BRI de 1937 à 1939, avant de diriger Unilever. Après la seconde guerre mondiale, il dirige le FMI (1948-1952) selon Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.698.

<sup>2423</sup> AN 374 AP 24.



est beaucoup plus court que les années précédentes<sup>2424</sup> : je ne crois pas qu'il y ait intérêt à le développer ; par contre, à moins que cela ne soulève des objections en raison du principe du secret bancaire, il me semble que nous pourrions corser un peu la sauce en parlant de nos fonctions relatives au service de l'emprunt polonais et de la distribution par nos soins aux créanciers hongrois d'une partie des sommes accumulées chez nous par les fonds agraires. / Dans les deux cas, il s'agit bien de règlements internationaux intéressant un ou plusieurs gouvernements. Si nous donnions quelques détails sur le procédé adopté pour permettre aux Polonais de donner effet sur clause-or de leur emprunt, cela pourrait nous valoir la clientèle d'autres gouvernements ayant les mêmes obligations que l'Etat polonais et désireux de se servir de nous pour y faire face »

Bien conscient des difficultés de l'exercice liées notamment au « principe du secret bancaire », il veut cependant faire preuve de pédagogie en rattachant les différentes actions de la Banque aux grands principes qui lui ont donné naissance (les « règlements internationaux intéressant un ou plusieurs gouvernements ») paradoxalement sans hésiter à verser dans les « détails » pour « corser la sauce »<sup>2425</sup>. Il poursuit :

« En ce qui concerne la déclaration des dividendes, j'ai établi comme le demandait M. Trip un projet de rédaction pour le chapitre "Bénéfices nets" et avec une obstination qui ne vous choquera pas trop, je l'espère, [p.2] j'ai repris dans une note que je me suis efforcé de faire aussi objective que possible, les arguments que l'on peut faire valoir en faveur de la déclaration de bénéfices nets extrêmement faibles, mais aussi en faveur de bénéfices nets d'un ordre de grandeur analogue à celui qu'envisagerait l'autre jour le Dr. Schacht. J'avoue que je suis très effrayé par les possibilités de complications que me paraît comporter la réduction à 3 ou 4 millions des profits déclarés les exercices précédents : 13, 14 ou 15. Non seulement je redoute des difficultés de la part des réviseurs aux comptes et des gouvernements, mais je crains surtout la réaction psychologique du public. [...] il me semble qu'avant de faire prendre à nos gouverneurs une position

---

<sup>2424</sup> Finalement le rapport présenté comprendra 122 pages dans la « norme » des années précédentes (100 en 1934, 117 en 1935).

<sup>2425</sup> Il faut remarquer que ces questions n'apparaîtront finalement pas dans la version publique du rapport.

sur la question, il ne serait pas inutile de leur mettre sous les yeux une étude de ces divers aspects, leur permettant de prendre leurs responsabilités en toute connaissance de cause. / Mon opinion personnelle est que la déclaration de bénéfices nets d'un ordre de grandeur de 8, 9 ou 10 millions de francs suisses, contre 13, 14 et 15 les années précédentes, serait davantage dans la ligne du conseil et permettrait à très peu de chose près d'obtenir les mêmes résultats que la solution extrémiste primitivement envisagée. Le maintien de sommes relativement importantes au fonds de réserve des dividendes n'est peut-être pas une objection aussi grave que nous l'avions d'abord pensé »

On retrouve derrière la volonté de Quesnay d'être « objectif », le souci de l'opinion publique (« la réaction psychologique du public ») qu'il ne s'agit ni de choquer ni d'effrayer par des bénéfices trop importants. Mais la rédaction de ces rapports annuels ne recouvre qu'une petite partie de l'activité du directeur général, qui par certains aspects semble jouer parfois, en quelque sorte, le rôle de directeur des ressources humaines des la BRI. Alors même que les « machiavéliques négociations<sup>2426</sup> » de Baden-Baden n'étaient pas achevées, alors qu'avait « tout de même été amené l'ours à Baden-Baden en face des chasseurs », pour reprendre la formule spirituelle de Camille Gutt, celui-ci et d'autres venaient déjà « vendre un petit morceau de sa fourrure »<sup>2427</sup> auprès de Quesnay en tentant de pousser un tel ou un tel parmi les candidatures qui se multipliaient alors « comme le bambou »<sup>2428</sup> : ainsi le belge souligne les qualités de « nos “jeunes gens” de la Commission [des Réparations] », tandis que, de Bucarest, Bolgert fait, avec l'aide de Rist, des offres de service<sup>2429</sup> ou Simon de Vienne<sup>2430</sup>... Une fois l'institution installée, Quesnay continue d'être sollicité sans cesse au cours des années qu'il y passe : il ne s'agit plus seulement d'embaucher tel ou tel mais aussi de

---

<sup>2426</sup> Gutt à Pierre Quesnay le 30 janvier 1930 AN 374 AP 22.

<sup>2427</sup> Gutt à Quesnay le 30 septembre 1929 AN 374 AP 22.

<sup>2428</sup> Quesnay à Gutt 4 février 1930 AN 374 AP 22.

<sup>2429</sup> Bolgert à Quesnay 19 janvier 1930 puis 9 février 1930 AN 374 AP 22.

<sup>2430</sup> Simon à Quesnay 24 juin 1930 AN 374 AP 22.

recommander – par exemple Paul Berryer, patronné par Franck, pour être intégré au secrétariat de la conférence de Londres en 1933<sup>2431</sup> - y compris pour des postes ô combien importants, mais ne semblant pas, a priori, directement de son ressort<sup>2432</sup>. Il faut aussi se pencher sur la question des rémunérations des personnels qui, en temps de crise, devient un problème sensible : la situation financière du même Berryer donne lieu à une intervention d'Emile Francqui à qui Quesnay répond le 18 novembre 1932<sup>2433</sup> : au-delà de la déploration contre « la cherté de la vie à Bâle » et le rappel du petit nombre de solutions dont il dispose pour donner satisfaction à la requête, le directeur général rappelle « combien, dans une administration internationale, toute mesure en faveur d'un agent entraîne la nécessité d'autres mesures en faveur d'autres fonctionnaires de même grade et de nationalité différente. Or nulle part, la tendance n'est à une augmentation générale des traitements ! » On retrouve cette difficulté, plus tard, quand, devant la poursuite de la crise, Quesnay rédige une « note confidentielle » à propos des « traitements du personnel et dépenses extérieures » le 26 octobre 1936<sup>2434</sup>. Ecartant une hausse générale des salaires, que « la dévalorisation du franc suisse ne saurait justifier » car « il serait impossible pour un organisme monétaire comme la BRI de donner le signal d'un relèvement des traitements », il constate cependant que « des situations difficiles se présentent [car] tous nos agents venus du dehors ont des frais à couvrir dans leur pays d'origine et dans cette mesure la dévalorisation du franc suisse les atteint », d'autant plus que la BRI à la différence de la SDN n'a pas « pour son personnel

---

<sup>2431</sup> Cf. Quesnay à Louis Franck 24 mai 1933 AN 374 AP 22, lettre par laquelle il lui apprend l'échec de sa demande « Avenol [chargé du secrétariat ayant] manifesté le désir de ne recevoir de nous que quelques agents connus de lui et ayant déjà travaillé en collaboration avec le personnel du secrétariat de la SDN ».

<sup>2432</sup> On pense ici aux efforts que fait Quesnay pour que Joseph Chèvre « chef de service du buffet des C[hemins de] F[er] F[édéraux suisses] à Bâle [prenne] la succession de Monsieur A. Müller » à la gestion du même buffet, lui qui a organisé depuis 1930 les buffets de la BRI (Pierre Quesnay à G. Bachmann le 25 août 1937 AN 374 AP 23).

<sup>2433</sup> AN 374 AP 22.

<sup>2434</sup> *Idem*

un système de pensions ». Il envisage donc « la possibilité de payer chaque mois en valeur-or l'indemnité d'expatriation distincte du traitement suisse proprement dit ». Cette solution permettant de donner « dans l'ensemble satisfaction au personnel et lui [prouvant] que sa situation spéciale n'a pas été perdue de vue » serait surtout plus facile à justifier auprès du « personnel suisse [qui] ne recevrait aucun avantage de la revalorisation de l'indemnité d'expatriation, mais [qui] n'a pas les mêmes dépenses extérieures » ; en discrète contrepartie « il pourrait être informé – sans qu'aucun lien soit créé entre les deux questions – que la Banque accepte de lui verser en supplément le montant du nouvel impôt sur les salaires qui vient d'être établi à Bâle et qui s'élève à environ 1% du traitement ». Ainsi, d'une certaine manière, Quesnay apparaît comme l'un des régulateurs de la vie interne de la Banque des Relations Internationales, à laquelle il participe aussi au quotidien, au fur et à mesure qu'elle se met en place avec, par exemple, son club sportif<sup>2435</sup>, de la même manière qu'il ne boude pas les opportunités mondaines bâloises<sup>2436</sup>.

*Des faiblesses importantes.*

Cependant, au fil des pages de ses carnets, se dégage l'impression d'un Quesnay cherchant dans la chasse<sup>2437</sup> à laquelle il ne cesse de consacrer un temps important, et un certain mode de vie campagnard<sup>2438</sup>, une échappatoire aux difficultés d'une situation qui mine son moral. C'est la même image que l'on trouve dans certains passages de la correspondance Mitzakis : ainsi le 21 janvier 1932 « dans la mesure où vous pouvez téléphoner en ce moment à Quesnay pour le tenir au courant

---

<sup>2435</sup> Quesnay y cotise de 1932 à 1936 cf. AN 374 AP 24-25.

<sup>2436</sup> Ainsi il cotise à l'association Jeanne d'Arc de Bâle pour 1935 et 1936 ; il est aussi membre de l'association suisse des amis de Sequana (cotisation pour 1933), et à ce titre il assiste à la réception de réception du 13 mai 1933 où Louis Barthou est présent et à la conférence de Valéry le 4 juin 1936 (cf. AN 374 AP 24-25).

<sup>2437</sup> On peut remarquer aussi les jolis croquis de gibier qui ornent les notes prises pendant certains conseils des gouverneurs (AN 374 AP 22).

<sup>2438</sup> En particulier dans les carnets de 1934 à 1936, il est souvent question de la tonte des rosiers du jardin bâlois ou des chevrettes qui y sont en pension.

de ce qui se passe à Paris, même s'il ne s'y passe rien, vous ferez une bonne action ! "Le Centre" est sans nouvelles... et dans l'inaction. Sevré même des joies espérées d'une liaison avec Lausanne, le D[irecteur] G[énéral] se ronge. De grâce, parlez-lui, de tout, de rien, du mémoire Strakosch... mais parlez-lui... »<sup>2439</sup>. De même, le 13 mai 1932, cette fois-ci ce n'est pas l'inaction mais les conflits internes qui semble lui peser :

« Je m'empresse de vous adresser, avant les fêtes de la Pentecôte, la note que M. Quesnay a tenu à rédiger personnellement pour le consul et le Quai d'Orsay. Cette note reflète évidemment l'état d'esprit actuel du Directeur Général qui continue à être assez nerveusement pessimiste. Par ailleurs, la nouvelle orientation probable de la politique française, si elle le remplit secrètement d'aise, lui apporte aussi beaucoup d'incertitudes qu'il aimerait bien dissiper, en partie par un voyage à Paris, rendu difficile par le départ de M. Fraser. C'est vous dire qu'il y a de l'électricité dans la maison ! On y trouve aussi la publicité faite au rapport un peu discrète encore qu'elle ait été jusqu'ici plutôt bienveillante et approbatrice. Enfin depuis, hier pour corser les choses, Jacobson s'est permis d'empiéter sur les terres économiques du Secrétaire Général en déposant sur le [p.2] bureau de Quesnay plusieurs notes massives sur la situation générale de certains pays, notes qui avaient déjà étaient faites auparavant par la section Pilotti. Grave confusion des pouvoirs accompagnée de critiques jugées injustifiées sur l'Italie ! Jacobson s'est naturellement réfugiée sous l'aile du Directeur général pendant que Rodenbach appuyait l'offensive du secrétaire général. J'espère que ce conflit sera réglé pacifiquement avant la Pentecôte et que le prochain conseil n'aura pas encore sur les bras une deuxième affaire japonaise »

C'est la même chose le 19 suivant quand a lieu un incident entre Pilotti et Jacobsson, le second ayant « enfanté une note italienne où la patrie du fascisme était quelque peu malmenée et rangée au nombre de ces pays balkaniques inférieurs, en mal de moratoire et de dépréciation » « finalement M. Quesnay a donné raison en grande partie à M. Pilotti en recommandant une liaison plus amicale et internationale entre les

---

<sup>2439</sup> Mitzakis à Lacour-Gayet le 21 janvier 1932 ABF DGSE 186.

participants à une même œuvre de documentation et de clarification monétaire », le directeur général semblant ne pouvant opposer que sa bonne volonté aux conflits contraires à l'esprit même de la banque internationale. Il semble que l'on retrouve la même idée en décembre 1936 quand le gouverneur Labeyrie répond à Quesnay que « votre lettre me désole. D'abord parce que je vous sens affecté. Et aussi parce que je sens que l'esprit d'intrigues, de vilaines intrigues de personnes risque de compromettre l'œuvre que nous sommes en droit d'attendre de la BRI pour des jours meilleurs »<sup>2440</sup>. De même, le rappel fréquent du « beau passé » de la SDN viennoise ou genevoise<sup>2441</sup>, dans les échanges épistolaires avec ceux qu'il a croisé pendant cette période, n'est pas que de pure forme, mais confirme cette impression d'un directeur général de la BRI finalement de moins en moins à l'aise au sein de cette institution. Il montre aussi combien Quesnay reste appuyer principalement sur ses réseaux issus des années 1920, ce qui n'est pas parfois sur influencer sur son humeur selon Mitzakis : « on me dit cependant que les conversations du Directeur général avec MM. Georges Bonnet, Rist, Francqui, Avenol ont dissipé en grande partie le bel optimisme qui était sien depuis une semaine »<sup>2442</sup> notamment à propos de la conférence de Lausanne<sup>2443</sup>. Quand il dresse, en décembre 1931, la liste de « quelques français auxquels il pourrait être fait appel pour mission BRI »<sup>2444</sup>, on trouve sans surprise les noms de Charles Rist pour les « missions d'enquête exigeant une haute valeur scientifique et une grande autorité », Jean Monnet « spécialement qualifié pour les questions financières et les négociations

---

<sup>2440</sup> Lettre manuscrite du 18 décembre 1936 AN 374 AP 23.

<sup>2441</sup> Quesnay à Fred Bates (de Lee Higginson) le 24 octobre 1931 (AN 374 AP 24-25) « chaque fois que je vous retrouve, mon cher Fred, je me sens rajeuni : le beau passé revit. Nous l'aimons ! »

<sup>2442</sup> Mitzakis à Lacour-Gayet ABF DGSE 186 le 20 juin 1932 ; elle fait écho à celle du 16 où était annoncée la volonté de Quesnay d'aller « chercher du réconfort » du côté de Lausanne.

<sup>2443</sup> Cette conférence solde la question des Réparations, selon Sylvain SCHIRMANN *Crise, coopération économique et financière entre Etats européens 1929-1933*, Paris, CHEFF, 2000, p.215.

<sup>2444</sup> AN 374 AP 31

exigeant des qualités humaines de persuasion et d'action », René Charron, Pierre Denis, Jacques Rueff « spécialement qualifié pour des enquêtes monétaires et des études de situation financière », Pierre Dieterlen, Jean Bolgert pour les « études financières et monétaires, contrôle pratique de la gestion d'une Banque centrale » et Michel Mitzakis. Il reste en contact avec Pierre Comert à qui il décrit, dans sa lettre du 26 août 1931<sup>2445</sup> ce que devrait être à ses yeux une conférence internationale fructueuse :

« Votre article du New York Directorial m'a bien amusé en effet ! Il ne déparera pas le curieux Musée Grévin que j'ai pu constituer en réunissant les coupures de ce genre et je vous remercie d'avoir songé à me l'envoyer. / Vous me parlez de Genève et ce ne serait pas, je vous assure, l'envie qui me manque d'aller vous retrouver là-bas au milieu de beaucoup de bons amis sur lequel le monde entier compte, en ce mois de septembre 1931 pour consolider notre Europe inquiète et pour donner l'impulsion nécessaire à des conceptions plus libérales de notre économie capitaliste. / Le "rapport du comité constitué sur recommandation de la Conférence de Londres" peut être un premier pas heureux dans cette direction, et je crois, en fait, qu'il faut éviter une conférence purement financière pour préparer par des conversations, dans le cadre de la SDN, la réunion d'une sorte de nouveau Congrès de la paix, où devraient recevoir une solution les divers problèmes politiques économiques et financiers qui empoisonnent actuellement l'atmosphère. Les problèmes territoriaux devraient être remis à plus tard, mais si des comités traitant la question des dettes se réunissaient en même temps que des comités politiques, douaniers ou de désarmement, un grand pas vers la pacification serait fait »

Avec Avenol qui lui fait part des limites de la SDN, « cette énorme machine et [ce] milieu dans lequel tout mouvement est réglé par des rouages séculaires »<sup>2446</sup>, Quesnay envisage des éléments de convergence avec la BRI puisqu'il note dans son carnet le 5 août 1931 « très bonne conversation hier : Avenol intéressé collaboration BRI et intéressé

---

<sup>2445</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2446</sup> Avenol à Quesnay le 26 septembre 1930 AN 374 AP 24

Autriche, va y aller ». Bien sûr, les échanges continuent avec Künwald, « votre vieux Socrate »<sup>2447</sup>, dont il fait un portrait très élogieux à Coulondre « un autre Autrichien, celui-ci beaucoup plus intéressant [le] Dr. Künwald, avocat à Vienne, où il est notre conseiller juridique. C'est un des hommes les plus intelligents que j'ai rencontrés, un de ceux qui ont toujours cherché à développer en Autriche un sentiment de nationalité et de responsabilité et qui ont pensé que ce développement devait se faire en liaison avec l'activité française. Voilà dix ans maintenant que je connais le Dr. Künwald : pas une minute il ne s'est départi de cette ligne. / [...] Curieuse figure de prophète, plus infirme encore que n'était Seydoux, grand ami de Kienböck et Mgr Seipel. »<sup>2448</sup> Même s'il est compliqué par les pérégrinations de Monnet<sup>2449</sup>, le contact n'est jamais rompu avec Monnet<sup>2450</sup>, en particulier par le truchement de Denis. C'est à lui que Quesnay indique qu'il est impossible à la BRI de placer ses fonds dans la nouvelle structure que Monnet vient de mettre en place :

« Il est exact que nous ne faisons, à l'heure actuelle, aucun nouveau dépôt de dollars en banques privées : je puis même vous dire que nous diminuons le montant des dépôts en banques que nous avons jusqu'ici et que nous réduisons le nombre des institutions auprès desquelles nous faisons de tels dépôts. [...] Certains de nos administrateurs, et en particulier le gouverneur Norman, sont en effet extrêmement opposés au principe même du dépôt des fonds [p.2] de Banques centrales dans des banques privées : ils font valoir – non sans raison du point de vue économique – que

---

<sup>2447</sup> Künwald à Quesnay le 28 janvier 1934 AN 374 AP 32.

<sup>2448</sup> Quesnay à Coulondre 13 décembre 1930 AN 374 AP 24-25.

<sup>2449</sup> Qu'on en juge par ce qu'écrit Denis à Quesnay le 1<sup>er</sup> septembre 1934 [ou 1935] (AN 374 AP 23) « Monnet a été difficile à saisir. Il a eu dans le Transsibérien un empoisonnement intestinal, qui l'a obligé à s'arrêter à Moscou 15 jours (où Bullet l'a heureusement recueilli). Il est arrivé à Paris, très fatigué, n'y a passé que quelques jours et s'est embarqué par New York mercredi dernier. Il ne fera à New York qu'un court séjour [...] et je l'attends ici avant la fin du mois. Mais il compte retourner en Chine en novembre ou décembre ».

<sup>2450</sup> Comme en attestent trois télégrammes des archives Monnet fonds AMC, Monnet a suivi avec attention la nomination de Quesnay et est un des premiers à le féliciter, le 23 avril 1930.



c'est un pur scandale qu'une banque crée du crédit pour d'autres raisons que pour financer des opérations économiques connues d'elle. [...] Vous comprendrez que dans cette atmosphère nous ne puissions, à l'heure actuelle, augmenter le montant des sommes mises par nous à la disposition des banques privées. Nous plaçons donc en effets de commerce tous les fonds nouveaux qui peuvent nous parvenir et nous faisons progressivement passer une partie de ceux que nous avons jusqu'ici en dépôts dans des placements dont la base économique peut être directement contrôlée »

Il semble que Monnet continue à être, en quelque sorte, "l'éclaireur américain" de Quesnay, un informateur privilégié, comme ce dernier le rapporte à Siepmann, le 22 avril 1933, « Dieu seul sait quelle formule bizarre nous allons voir sortir des discussions de Washington : Monnet par téléphone me donne, d'Amérique, quelques aperçus ! »<sup>2451</sup> D'une certaine manière, il lui apporte aussi de quoi nourrir sa réflexion sur l'évolution des banques quand il crée une structure nouvelle, très déterritorialisé, au moins autant dispensatrice de conseils et de relations que détentrices de capitaux « bagage inutile et encombrant », ainsi que la décrit Denis le 21 mars 1935<sup>2452</sup> :

« Il me semble qu'il y a une éternité que je n'ai plus eu signe de vie de vous. Ne viendrez-vous pas à Paris un de ces jours, ne fut-ce qu'en passant vous rendre au Varat et y regarder pousser les premières feuilles. / Je vous envoie une carte annonçant officiellement la formation de la partnership Monnet Murnane. Je crois que vous connaissez Murnane, autrefois associé de Lee Higginson, en ce temps patron de Charron, et resté depuis son ami. J'attends Murnane dans les prochains jours à Paris ; je ne sais pas s'il a l'intention d'aller vous rendre visite. / Inutile de vous dire que je reste associé à la partnership ; elle représente une formule nouvelle de banque fondée sur l'idée qu'un capital est un bagage inutile et encombrant. Le génie financier de la firme et ses vastes relations sur les différents marchés sont à la disposition de tous ceux qui voudraient lui confier une étude, ou auraient besoin d'un intermédiaire intelligent pour des négociations, etc. ... / Je me recommande chaudement à vous si vous voyiez des affaires de ce

---

<sup>2451</sup> AN 374 AP 31.

<sup>2452</sup> AN 374 AP 25.

type. Pour le moment les affaires de Chine<sup>2453</sup> constituent notre principale occupation. Vous savez qu'il y a en train un projet de réforme monétaire chinoise, et je crois que nous allons parvenir à organiser une consultation technique en vue de cette réforme monétaire entre la Chine, l'Angleterre, Les Etats-Unis, le Japon et la France. Monnet qui a été retenu à New York et à Washington par la phase américaine de ces négociations, s'embarque pour Shanghai le 23 de ce mois »<sup>2454</sup>

C'est par Monnet et Denis que Quesnay est entré en contact avec Kreuger, dont il fait beaucoup d'éloges à Maurice Duchesne le 7 février 1931, puisqu'il lui écrit : « Kreuger est un ami en qui j'ai confiance. Il est parmi les plus remarquables et les plus audacieux des néo-capitalistes de notre époque. Je crois que grâce au crédit dont il jouit, surtout aux Etats-Unis et en Scandinavie, ses affaires passeront la crise actuelle »<sup>2455</sup>. Pourtant, l'empire du « roi des allumettes » s'effondre entraînant son suicide : « les affaires du groupe étaient fondées sur une expansion continue, comme un jeu de domino. Pourtant avec le revirement de la conjoncture internationale, la situation devenait intenable. Tous les avoirs étaient hypothéqués auprès des banques – une seule détenait des créances de plus de 300 millions de couronnes. Dans la course aux crédits à court terme, la Banque de Suède fut de plus en plus intimement impliquée. Au cours de l'année 1931 et les premiers mois de 1932, la Banque de Suède garantissait des crédits en devises internationales d'un équivalent de 158 millions de couronnes. Après qu'Ivar Kreuger se fut suicidé à Paris le 16 mars 1932, tout son édifice spéculatif s'écroula, ce qui eut de graves conséquences pour la Banque de Suède, aussi bien pour ses marges de

---

<sup>2453</sup> Yuichiro MIYASHITA « Jean Monnet et l'Asie (1933-1940) » dans Gérard BOSSUAT (dir.) *Jean Monnet, banquier (1914-1945). Intérêts privés et intérêt général*, Paris IGPDE CHEFF, 2014, p.19-42.

<sup>2454</sup> Sur la création de cette curieuse « banque d'affaires sans capital et dont le &Co était nous c'est-à-dire Drummond Denis et Mazot » selon la formule de David Drummond cf. Philippe OULMONT *Pierre Denis... op. cit.* p.208 et suiv.

<sup>2455</sup> AN 374 AP 24-25.

manoeuvre que pour sa réputation »<sup>2456</sup>, ce dont Mitzakis décrit à Lacour Gayet les conséquences au sein de la BRI le 17 mars 1932<sup>2457</sup> :

« Depuis le dernier conseil, la BRI n'a cessé de supputer et de suivre avec anxiété les répercussions de la mort d'Ivar Kreuger sur les principaux marchés [...] [qui] résistaient relativement bien à cette nouvelle cause de dépression [...] En businessman, Kreuger avait laissé à ses concitoyens et à ses pairs financiers à travers le monde le week-end pour prendre leurs décisions et il est probable qu'ils en ont tous profité, Lee Higginson en tête ! Il ne m'appartient pas d'entrer ici dans des considérations philosophico-économiques sur la question d'apprécier la gravité du coup porté par ce suicide à l'esprit d'entreprise et au système de crédit européen, surtout à la veille d'une reprise déjà tant différé de l'activité générale. Je n'insisterai pas non plus davantage sur les nouvelles armes données ainsi indirectement à la Grande-Bretagne pour faire de sa reconstruction monétaire et financière la seule chance de redonner au monde un marché organisé et un banquier international »

Il n'est pas impossible que, pour l'envoyé de la Banque de France, qui fait une analyse très inter-nationale des suites de cette affaire, Quesnay compte parmi ceux portés aux « considérations philosophico-économiques ». De même, on peut penser que c'est Quesnay encore (ou peut-être Monnet) qui est désigné sous le titre de « un de ses lieutenants au *central banking* » dans la lettre du 28 avril 1932 :

« Quant à l'affaire Kreuger, abstraction faite de l'orgueilleuse satisfaction professionnelle manifestée par les inspecteurs de la firme britannique Price and Waterhouse, dont nous avons quelques représentants à Bâle pour la vérification annuelle, il se forme peu à peu ici une conspiration du silence autour des révélations lamentables que la presse apporte quotidiennement sur les agissements frauduleux du roi des allumettes et de la mégalomanie. Pour les raisons que vous devinez, la situation d'un de ses lieutenants au Central Banking n'a pas souffert autant qu'on pourrait le croire, chacun pouvant faire aussi, à Bâle comme ailleurs,

---

<sup>2456</sup> Örjan APPELQVIST, « Entre prudence rentière et mondialisation spéculative... » article cité, dans Alya AGLAN Michel MARGAIRAZ Philippe VERHEYDE *De la croissance à la crise (1925-1935) : Le moment Tannery*, op. cit. p.63.

<sup>2457</sup> ABF DGSE 186.

son *mea culpa*. Même à Londres, on commence à craindre les conséquences futures du krach de ce super Hatry sur la renaissance du financement international britannique “Comme facteur de reprise dans une période de pessimisme systématique, on aurait pu évidemment trouver mieux !” »<sup>2458</sup>

Quesnay, lui, a seulement noté dans son agenda le 12 mars 1932, jour où il apprend la mort du suédois : « Ivar Kreuger se suicide à Paris...Ça va être la curée contre tout ce qui a vu un peu grand, avec cœur, avec âme, avec le désir de faire un monde nouveau, meilleur ! » De manière imprévue et spectaculaire, cette affaire illustre les limites croissantes des réseaux de Quesnay au cours des années 1930. Pour le féliciter de son arrivée à la tête de la Banque de Paris et des Pays-Bas, il fait part à Moreau, dans une longue lettre<sup>2459</sup>, de son attachement personnel très fort à son égard et de la proximité intellectuelle qu’il ressent à son égard :

« Bien que vous soyez toujours pour moi “le Gouverneur”, permettez-moi d’appeler le nouveau président de la Banque de Paris par son nom de famille, comme je le fais tous les jours en parlant de vous à la maison ou au bureau » « j’espère que Madame Moreau et vous êtes heureux, que tout en ayant plus de loisirs qu’à la Banque de France vous avez autant de satisfactions et de quoi occuper cette volonté d’activité plus grande que celle d’aucune autre personne que je connaisse en France, même aux hommes de vingt ans ! »<sup>2460</sup>

A partir de la description de sa nouvelle tâche à la tête de la BRI il décrit “de l’intérieur” le fonctionnement du “couple Moreau-Quesnay”

---

<sup>2458</sup> *Idem.*

<sup>2459</sup> Le 25 mars 1931 AN 374 AP 26-27.

<sup>2460</sup> On retrouve cette profonde amitié teintée d’une réelle admiration dans les dernières lignes de la lettre : « je ne sais, cher Monsieur Moreau, si vous aurez eu le courage d’aller jusqu’au bout d’une lettre aussi longue et aussi décousue. Je la termine à 3H1/4 du matin... ce qui montre bien qu’en dehors du travail courant et des visites je ne puis rien faire pendant les heures normales de la journée. / Puis-je vous demander de nous rappeler au souvenir de Madame Moreau et de croire, cher Monsieur Moreau, à la profonde affection et reconnaissance de votre fidèle tout dévoué [...] J’ai honte une telle lettre en la relisant mais je l’envoie quand même... vous m’avez toujours permis des libertés que d’autres n’auraient pu prendre. Et c’est parce [p.7] que je sais votre affection que j’ai confiance en votre indulgence. »

dans lequel son rôle serait d'être le "fournisseur d'idées" qui ose « dire ce qu'il pense »

« La seule [p.2] chose qui me manque vraiment est de ne plus avoir avec vous le contact que j'avais eu la chance d'établir et la joie de garder pendant les quatre dernières années. On s'habitue si bien à penser tout haut avec quelqu'un dont on admire le caractère et dont on aime le jugement ; il est si agréable et si utile de pouvoir dire tout ce qu'on pense et de recevoir les critiques ou les encouragements de quelqu'un qui consent à faire vous le tour d'une question, qui accepte d'en regarder les différents aspects et dont on sent l'affection et la sympathie... Je pense souvent aux discussions que nous ne manquerions pas de continuer à avoir sur toutes les questions si nous vivions ensemble : je sais que je m'excuserais comme autrefois de dire ce que je pense, je sais que je soutiendrais souvent des thèses peu orthodoxes, que je m'arrêteraï par crainte de vous choquer, que vous m'encourageriez à continuer, que vous réagiriez violemment ou bien souririez avec indulgence ; je sais que vous conserveriez de ces idées ce que l'on en peut conserver ; je sais surtout qu'après de telles discussions je penserais plus juste, comprenant mieux ce qu'il y a d'excessif ou de dangereux dans des idées trop neuves. »

Moreau serait en quelque sorte le modèle et l'oracle à suivre :

« Le difficile est de trouver un équilibre entre le passé et l'avenir ; d'éviter à la fois de s'immobiliser dans l'ornière et de verser dans le fossé, de ne se laisser prendre, ni au respect de celles des traditions qui n'ont plus de raisons d'être mais qui n'en sont pas moins des traditions, ni au mirage des vues nouvelles qui semblent séduisantes mais qui n'en sont pas moins des mirages. / Devant les problèmes qui se posent à nous, je pense souvent à ce que serait, me semble-t-il, votre réaction si vous étiez avec nous devant la question sous tous ses aspects : je pense aussi à ce que sera votre jugement en face de solutions qui, neuf fois sur dix, seront présentées déformées. Et je regrette plus que jamais que nous n'ayons pu garder le contact avec vous. Je me rappelle si bien ce que vous me disiez pendant le Comité Young : "Si je n'étais pas dans cette affaire, comme je critiquerai, comme je m'indignerais !" Et aujourd'hui que vous n'êtes plus "dans cette affaire", je me dis souvent que vous ne devez pas être à Paris le plus indulgent ! Et pourtant, voyez-vous, nous n'avons pas changé et je puis

vous assurer qu'en qui me concerne mon souci constant est d'agir comme il me semble que vous le feriez vous-même. »

Cependant, d'une part – et il l'indique discrètement avec la formule à propos de « l'indulgence » de Moreau – il est bien conscient que cette proximité personnelle n'empêche pas un certain éloignement du point de vue des idées tant en matière économique que politique. D'ailleurs Albert Thomas ne manque pas de lui rapporter l'attitude de son ancien patron : « puis-je me permettre avec vous une indiscretion personnelle ? Vous m'avez parlé l'autre jour très gentiment, malgré toutes les divergences d'idées, de M. Moreau. Au cours de mes conversations de Paris, il m'a été rapporté qu'il se répandait contre vous en propos hostiles qui m'ont surpris. Je sais sa position intransigeante en ce moment, mais j'estime qu'il devrait vous avoir assez de reconnaissance pour le travail que vous avez fait à côté de lui pour être plus gentil personnellement à votre égard. Je ne suis pas un colporteur de potins, je vous aime assez pour avoir cru devoir vous prévenir »<sup>2461</sup>. D'autre part, même si à la tête de la Banque de Paris et des Pays-Bas « Moreau fut un président beaucoup plus actif que ne l'avaient été ses deux prédécesseurs »<sup>2462</sup>, il n'occupe plus une position aussi centrale qu'auparavant, garantissant à Quesnay un appui majeur. Avec Rist, à la distance géographique, notamment pendant sa longue mission roumaine, s'ajoute l'éloignement quant aux idées, perceptible tant dans le journal de Rist<sup>2463</sup>, comme par exemple le 1<sup>er</sup> octobre 1931 « reçu le soir visite de Denis – qui me parle de conversations Quesnay-Charron-Denis en vue de préparer un programme de travail pour Laval en Amérique. Certaines personnes envisageraient une dévaluation des monnaies (! ?). Mais il vaudrait mieux se cantonner dans les questions de désarmement, réparations, coopération financière et éventuellement douanière. J'insiste en particulier sur les deux derniers points » et le lendemain « visite à Moreau, Banque de Paris » « d'après

---

<sup>2461</sup> Albert Thomas à Pierre Quesnay le 17 juillet 1931, fonds Frédéric Quesnay.

<sup>2462</sup> Eric BUSSIÈRE *Horace Finaly op. cit.* p.400.

<sup>2463</sup> ABF fonds Rist boîte 26 26.2

lui marché de Paris marchera pour l'Angleterre mais pour personne d'autre. Trouve que la BRI a agi très légèrement ». L'ancien élève n'est pas dupe de l'attitude de celui qui fut son mentor, ainsi qu'il l'écrit à Florian Delhorbe, à l'occasion de remerciements pour l'envoi de deux articles de presse, le 23 octobre 1933<sup>2464</sup> : « je connais bien les vues de M. Rist sur l'avenir de la BRI et je conçois moi-même qu'il puisse être parfois sceptique sur le sort d'une institution où trop de discussions ont jusqu'ici rappelé Byzance sans qu'on y ait encore créé le fameux besant d'or ! / Il me paraît non moins certain cependant que les raisons d'être de la BRI, s'affirment de jour en jour davantage, et je serais fort surpris que l'avenir ne rende pas pleine justice à une conception de collaboration entre Banques centrales qui se trouve matérialisée par notre banque ». Progressivement disparaissent les hommes politiques qui dominaient les années 1920, auxquels Quesnay était uni par des liens assez forts, comme Albert Thomas, dont il écrit à son épouse que « tous ceux qui admiraient en [lui] un grand cœur en même temps qu'une merveilleuse intelligence un courage et une force tous ceux qui savent combien il est rare de trouver ces qualités d'homme d'Etat réunies en une même personnalité souffrent profondément de la disparition de celui qu'ils regardaient comme un chef et comme un ami »<sup>2465</sup> ou Aristide Briand au surlendemain de la mort duquel, il note dans son carnet le 9 mars 1932 « “Le seul motif qui pourrait nous rattacher à la vie et nous y retenir, ce serait d'avoir le bonheur de s'y trouver avec des hommes qui auraient les mêmes pensées que nous” (repris de Marc-Aurèle à propos de la mort de Briand) ». A l'écart du centre parisien, le directeur général de la BRI peine, comme on le verra, à créer avec les acteurs politiques de premier plan de la nouvelle génération de mêmes relations, ce qui fragilise sa position, y compris au sein de l'institution bâloise.

A côté de ce relatif affaiblissement de sa position personnelle, Quesnay pointe, assez tôt après les débuts de la nouvelle banque, un

---

<sup>2464</sup> AN 374 AP 31.

<sup>2465</sup> AN 374 AP 30

certain nombre des faiblesses de celle-ci. Assez rapidement, même s'il ne faut pas en exagérer la portée, il faut noter les réticences de son directeur général à voir la BRI transformer en un club des "grandes" banques centrales replié sur lui-même : il écrit à Lacour-Gayet le 28 octobre 1930<sup>2466</sup>, à propos de la situation yougoslave : « vous verrez qu'après avoir déclaré aux Banques Centrales des petits pays que notre mission est de les aider à organiser leur marché et à éviter qu'on ne les exploite, nous renonçons délibérément à répondre à leur appel pour tenir compte des désirs exprimés par les banques Centrales des grands marchés. / Je regrette un peu [euphémisme ?] ce nouvel aspect de la solidarité des Banques d'Emission, mais dans le cas qui nous occupe, j'ai pu me retrancher derrière le fait que le dinar n'étant pas encore stabilisé, nous aurions eu à travailler en Yougoslavie en une monnaie autre que celle du pays, ce que nous avons évité de faire jusqu'à présent » même s'il poursuit que « nous avons indiqué à la Banque de Yougoslavie que nous serions prêts éventuellement au moins pour partie à réescompter les effets envisagés aux banquiers escompteurs s'ils le désiraient : je crois qu'en agissant ainsi, nous facilitons aux maisons d'acceptations de Paris et de Londres la prise en charge de tels papiers et que nous leur rendons possible de faire l'opération à des conditions acceptables pour la Yougoslavie et intéressantes pour eux-mêmes. Dites-moi ce que vous pensez de cette forme de collaboration possible entre le marché d'acceptation de Paris et la BRI ». Ne s'agit-il pas là de placer la BRI en quelque sorte comme prêteur en dernier recours ? Il conclut toujours à propos de cette affaire yougoslave en s'appuyant sur son expérience des stabilisations précédentes pour distiller quelques conseils, insistant notamment sur la rapidité nécessaire à de telles opérations : « si l'on prend la responsabilité d'envoyer quelqu'un, il faut aboutir vite à une opération complète et à un emprunt. Comme on le veut international, s'est-on déjà assuré des concours nécessaires ? Je veux le croire [...] Je prévois que vous allez avoir là votre première grosse affaire : ce sera dur.

---

<sup>2466</sup> ABF Fonds DGSE



Et quand on prend publiquement position, il faut réussir vite. Surtout en ce moment ». Dès le début du fonctionnement de la nouvelle institution, surtout par rapport aux mentions nombreuses de tel ou tel journaliste pendant la période Banque de France, on remarque la faible part, dans les carnets de Quesnay, concernant la presse : on trouve le 7 janvier 1931 « F[rancqui] bons commentaires notre bilan dans *Financial News* », puis le 31 mars « Publication de la situation mars seulement pour la presse de mardi », puis le 6 mai « Communiqué pour dire réunion du 20 mai privée ». Le directeur général fait même de cet apparent faible intérêt une des faiblesses de la BRI dans la lettre à Moreau déjà cité<sup>2467</sup> :

« Vous m’avez parlé en fin décembre, je me le rappelle, des erreurs que nous aurions commises dans des questions de crédits yougoslaves où nous n’avions pourtant vraiment rien sur la conscience. Au moment où nous luttons actuellement contre le financement indirect du plan russe quinquennal, on fait courir le bruit que nous voulons le financer nous-mêmes ! On nous accuse à la fois d’initiatives dangereuses et d’inertie complète. Le fait de n’avoir aucun budget de publicité nous vaut des critiques fort partiales dont il reste toujours quelque chose. Et par crainte traditionnelle de [p.3] tous efforts nouveaux, ceux qui auraient le plus d’intérêt à remettre les choses au point et à nous défendre, se font parfois sans le vouloir l’écho des reproches les moins justifiés. / La grande idée me paraît être actuellement que la BRI veut sortir du domaine où ses créateurs ont entendu la cantonner, qu’elle cherche à devenir banque d’affaires, à se poser en concurrente des autres établissements et que son activité est particulièrement dangereuse pour les intérêts français bien compris. / C’est la question, cher Monsieur Moreau, dont je vous aurais entretenu si j’avais pu vous rendre actuellement visite »

S’il poursuit en soulignant son opposition personnelle et celle de la BRI au plan Kindersley, c’est aussi en partie en raison de la question de l’opinion publique sur laquelle la nouvelle institution ne pèse pas autant que chaque banquier central :

---

<sup>2467</sup> Le 25 mars 1931 AN 374 AP 26-27.

« Dès le début nous avons pris position contre ce qu'avait d'artificiel la grandiose conception Norman-Kindersley : j'ai amené nos amis américains à soutenir avec nous que dans les questions de crédit la formule Grands Magasins n'était pas applicable, que la BRI ne devait pas prendre l'initiative et la responsabilité de la création d'un pareil organisme ; dans la mesure où elle contribue à rétablir un peu de confiance dans le maintien de conditions monétaires normales, elle permet ainsi aux entreprises privées d'oser prendre à nouveau certains risques pourvu que les conditions politiques leur permettent. Elle joue un peu à cet égard au point de vue international le rôle que joue au point de vue national une banque d'émission, maintenant stable la monnaie et permettant aux autres d'établir leurs prévisions et de s'engager à long terme, ce qu'elle ne peut pas faire elle-même. Puisque l'opinion publique attache une certaine importance aux réunions mensuelles des gens responsables de la politique de crédit, des hautes personnalités industrielles et bancaires qui constituent le conseil de la BRI, que ce conseil use de son influence morale, qu'il alimente les espoirs en disant sa confiance dans la reprise des initiatives privées, qu'il apporte son appui à la réalisation de ces efforts, que chaque gouverneur fasse de son mieux sur sa place ! Mais que la BRI ne se substitue pas à ces initiatives ! »

C'est pour cela qu'il veut voir, pour l'instant la BRI, véritable "banque centrale des banques centrales" elle qui « permet aux autres d'agir [...] et de s'engager à long terme, ce qu'elle ne peut faire elle-même », pour l'instant limiter ses actions et ne pas bâtir de fragiles « tours de Babel » :

« Je suis personnellement convaincu que jamais le Plan Kindersley n'aurait donné de résultats : l'organisme n'aurait pu être mis sur pieds ; s'il l'avait été, il n'aurait pu avoir les compétences voulues pour prendre des risques dans toutes les directions. Chacun y voyait d'ailleurs un objet différent ; les Anglais souhaitaient lever sous pavillon international des fonds américains ou français pour les orienter vers les pays d'Amérique du Sud où ils doivent, pour appuyer leurs placements anciens et étayer leur position, apporter de l'argent fais qu'ils ne peuvent trouver chez eux ; les Allemands croyaient que les fonds ainsi levés internationalement devraient leur être donné par priorité ; les Italiens etc... [p.4] Je suis convaincu que quelque chose doit être fait dans chacune de ces directions mais quelque chose de spécialement adapté à son objet. Que les banques anglaises ayant

des intérêts en Argentine ou au Brésil se groupent pour émettre des obligations qui les engagent ; sur la base de leur propre crédit, elles obtiendront du capital qu'elles pourront réexporter ; mais ce sera un service rendu par le marché français ou le marché américain au marché de Londres, visiblement et clairement avec les avantages que Paris ou New York peuvent trouver à aider la Cité. Que des organisations spécialisées dans les affaires hypothécaires, d'autres se consacrant aux questions de crédit industriel, d'autres encore aux problèmes hydrauliques italiens ou aux entreprises et services publics de villes allemandes ayant absolument besoin de consolider leurs dettes à court terme, que telles institutions à objet précis se constituent, elles feront œuvre utile et inspireront confiance ! Mais aucune entreprise du genre de la Tour de Babel ne peut aboutir ou servir, même (surtout) si elle est créée par la BRI. »

En plus de l'absence de « budget de publicité », la prise de parole publique semble problématique pour le directeur général qui refuse à plusieurs reprises d'accéder à telle ou telle demande, au-delà de l'évocation de son emploi du temps surchargé<sup>2468</sup> ou de sa « vie errante »<sup>2469</sup>. Ainsi le 22 juillet 1931<sup>2470</sup> il écrit à Daniel Mieg, président société industrielle de Mulhouse pour décliner son invitation pour faire une conférence notamment car « il me serait difficile de faire des déclarations publiques, même si celles-ci devaient ne pas être consacrées à l'action de la BRI ; à plus forte raison me serait-il impossible de dégager au cours de l'évolution actuelle, la signification de nos travaux ou de montrer comment la collaboration des organismes chargés d'assurer la stabilisation des monnaies doit travailler au retour de l'équilibre monétaire et social dont on a tant besoin dans les divers pays d'Europe ». De même, le 23 janvier 1934<sup>2471</sup> il remercie Coudenhove-Kalergi pour l'invitation à participer à la conférence économique

---

<sup>2468</sup> Dans sa lettre à l'autrichien Karpeles, le 29 septembre 1931 (AN 374 AP 32), il fait part de son intérêt pour la revue « en différentes langues » que celui-ci dirige mais se dit trop surchargé pour y écrire

<sup>2469</sup> Formule qu'il utilise dans sa lettre au célèbre éditeur Pierre-Quint le 25 mars 1931 (AN 374 AP 32) pour s'excuser de la non-rédaction de l'ouvrage promis.

<sup>2470</sup> Fonds Frédéric Quesnay.

<sup>2471</sup> AN 374 AP 25.

paneuropéenne à Vienne fin février 1934, avec éventuellement la présence de Delaisi<sup>2472</sup> et Künwald ; « mais en ma qualité de directeur général de la BRI, je ne puis participer à de tels travaux sans que les banques centrales des différents pays groupés dans l'organisation BRI redoutent que ma collaboration ne paraisse engager la BRI ou elles-mêmes ». Encore en avril 1935, on voit Quesnay se tourner vers son président pour déterminer s'il peut prendre la parole devant la Chambre Commerce Internationale<sup>2473</sup> :

« Lorsque vous m'avez dit l'autre jour votre assentiment à ma participation aux travaux du congrès de la Chambre de Commerce Internationale, je ne me doutais pas que la question allait prochainement se poser sous une forme nouvelle et délicate. / Je reçois ce matin la lettre officielle ci-jointe que je n'ai pas encore montrée dans la maison qu'à M. Fraser, désirant avoir vos vues avant d'en parler à mes collègues et de répondre aux dirigeants de la Chambre. / La réunion de Paris du 25 juin aura sans aucun doute une grande importance et les positions qui seront prises par le Congrès, un mois environ après notre assemblée générale, pourront avoir une certaine influence sur l'évolution des opinions publiques dans les divers pays – à première vue, si notre conseil était moins réservé, il pourrait donc paraître désirable que l'exposé sur la stabilisation et sur les banques centrales fût fait par quelqu'un touchant de près à la BRI. Nous éviterions ainsi qu'il ne risquât d'être confié à quelque économiste anglo-saxon qui aurait peut-être moins de réserve que n'en eut le Professeur Gregory il y a deux ans lorsqu'il fut chargé, après notre refus, du rapport monétaire à un autre congrès de la Chambre. / Ceci dit, je vous avoue mes très grandes hésitations personnelles : entre le 10 mai, date de la remise du rapport et le 25 juin, date de la discussion, bien des événements interviendront, par exemple le plébiscite suisse [p.2] du 2 juin, et bien d'autres pourront survenir ! Considérez-vous que, du point de vue BRI, il y a du danger dans ces conditions à prendre position ? De plus, je ne vous apprendrai rien en vous disant que si j'ai renoncé depuis deux ans à donner suite aux demandes de conférences et d'articles, c'est parce que j'ai eu

---

<sup>2472</sup> Celui-ci est toujours proche de Georges Valois et peut donc être rangé parmi les « réalistes confirmés » selon Olivier DARD *Le rendez-vous manqué... op. cit.* p.168.

<sup>2473</sup> Quesnay à L.J.A Trip le 15 avril 1935 AN 374 AP 32.

nettement l'impression que de telles manifestations d'activité – qui étaient autrefois l'une de mes tâches courantes – ne plaisaient que médiocrement à certains membres de notre conseil. Je ne fuis pas les responsabilités lorsqu'il est nécessaire d'en prendre, mais je ne tiens pas à attirer inutilement des critiques systématiques ! / Je me permets donc, mon cher Président, de vous demander votre avis sur la réponse à faire. Si vous croyez préférable pour la BRI de s'abstenir, je déclinerais l'invitation, en recommandant à la Chambre de s'adresser par exemple au professeur Rist – ce qui ne nous empêcherait pas de venir à la discussion et d'y apporter notre rapport annuel. Si vous pensez utile, au contraire, que la BRI saisisse l'occasion qui lui est donnée de prendre position et de rappeler sa raison d'être, je répondrai en ce sens aux organisateurs, les priant seulement de ne pas insister sur la remise du rapport dès le mois de mai. Mais, ne désirant aucunement avoir l'air de me mettre en avant, je serais tout prêt à suggérer – si vous pensez que cela vaut mieux du point de vue du conseil – que le rapport soit présenté par vous, dans le cas où vous le pourriez, ou par le Dr Beyen. L'une des raisons pour lesquelles la Chambre s'est adressée à moi est, je crois, ma nationalité, la séance étant présidée par l'un de vos compatriotes, M. Van Vlissingen, président en exercice de la Chambre de Commerce internationale »

On peut remarquer comment sont soulignés d'une part le savoir-faire de Quesnay en matière de communication « autrefois l'une de mes tâches courantes » et l'indispensable action pédagogique de l'institution bâloise pour avoir « une certaine influence sur l'évolution des opinions publiques dans les divers pays » et d'autre part l'extrême prudence du directeur général, n'ayant pas ébruité même au sein de la BRI une telle invitation. Cependant malgré cette réserve affichée, il conserve ses habitudes de la période précédente, continuant à lire la presse autant qu'il le peut : il note ainsi dans son carnet le 10 janvier 1934 « on lit toujours tous les journaux », ainsi qu'en témoigne aussi la liste de ses abonnements<sup>2474</sup>.

---

<sup>2474</sup> On trouve dans le dossier AN 374 AP 24 la liste des « abonnements renouvelés par M. Quesnay le 22 décembre 1933 » : *L'Information*, *Le Petit Parisien*, *L'Echo de Paris*, *La Gazette de Lausanne*, *Le Démocrate*, *L'Illustration*. Il s'abonne aussi à *Politique* en 1931 (AN 374 AP 32) et, en 1937, à *l'Agence économique et financière* (AN 374 AP 31).

Mitzakis souligne, le 22 janvier 1932<sup>2475</sup>, combien le directeur général de la BRI est sensible aux informations de la presse financière : « le sort des actions BRI préoccupe beaucoup, en ce moment, le D[irecteur] G[énéral]. Une lettre de Potut vient encore d'attirer son attention sur les doléances que *l'Information Financière* reçoit de ses abonnés : pourquoi les actions BRI ne sont-elles plus cotées depuis le 11 novembre, le capital a-t-il été englouti dans des placements malheureux ? Etc. Emu par cette supplique et d'autres expressions françaises d'anxiété, émanant je crois, des Lazard, M. Quesnay prépare une lettre attendrissante pour M. le gouverneur. » Quesnay garde des contacts directs et personnels avec un certain nombre de journalistes français, y compris avec ceux qui ne partagent pas ses idées comme François Félix Legueu<sup>2476</sup>, à qui il indique qu'il serait « heureux de faire par nos amis communs de la Banque de France votre connaissance à l'un de mes prochains voyages à Paris et d'avoir ainsi vos réactions sur les quelques idées que j'ai tenté de remuer »<sup>2477</sup>. De même à Bainville, il écrit qu'« en lisant à Bâle vers les quatre heures de l'après-midi comme d'habitude votre article de *l'Action française* d'aujourd'hui, j'ai vraiment regretté pour la BRI... comme pour vous-même, de ne pas avoir donné suite à l'idée que j'avais eue de déjeuner avec vous chez des amis communs »<sup>2478</sup>, n'hésitant pas ensuite à lui assener une véritable petite leçon de journalisme financier :

« une telle condition n'aurait modifié, j'en suis sûr, ni vos convictions ni les miennes, mais elle m'aurait sans doute confirmé dans l'idée que vous êtes un des très rares publicistes français traitant des questions internationales et des questions financières en étant capable de les raisonner et de les comprendre ; elles vous auraient peut-être apporté certains éclaircissements qui vous auraient évité cette erreur que regrette toujours

---

<sup>2475</sup> ABF DGSE 186.

<sup>2476</sup> Né en 1898, il travaille alors pour le journal *L'Avenir*. Il sera l'éditorialiste, pendant la seconde guerre mondiale, de *La vie industrielle commerciale agricole et financière*, lié à la fois au patronat et à l'Alliance industrielle d'après le *Dictionnaire historique des patrons français* Jean-Claude DAUMAS (dir.) p.1199.

<sup>2477</sup> Le 12 mars 1932 AN 374 AP 26-27.

<sup>2478</sup> Le 4 janvier 1932 AN 374 AP 24-25.

un journaliste de bonne foi, un article écrit sur la base d'indications qu'il croit exactes et dont il découvre après coup que la fausseté devait choqué ses lecteurs les plus avertis, c'est-à-dire ceux auxquels il tient le plus. / Inutile de vous dire les raisons pour lesquelles du point de vue BRI, j'aurai souhaité avoir pu vous rencontrer plus tôt à titre personnel ; aucune banque au monde ne pourrait, de gaieté de cœur accepter de voir annoncer par un des journalistes financiers généralement les mieux informés qu'elle est en faillite virtuelle ! Une banque ordinaire de dépôts, même si les informations étaient exactes, parlerait de manœuvres contre son crédit. Une banque qui, pour remédier aux méfaits du gold exchange standard, s'efforce de grouper les réserves de devises des Instituts d'Emission aurait peut-être encore plus de raisons de se plaindre, surtout lorsque les nouvelles publiées sont nettement contraires à la réalité ! »

Le ton est plus conciliant avec Emile Buré, le 3 mars 1932<sup>2479</sup> : « depuis que je suis à Bâle, vous me faites le service de *L'Ordre* et chaque jour, j'ai le plaisir de lire et de faire lire votre article. C'est un régal ! J'aime votre sens du mouvement, votre lutte contre les solutions paresseuses, votre effort pour sortir des formules et réveiller l'opinion française ». C'est le même état d'esprit avec A-L. Jeune, à qui il écrit le 6 octobre 1930<sup>2480</sup> que « la publication de *Paris-Midi* n'est plus pour nous à Bâle, l'événement mi-quotidien dont les Parisiens se réjouissent, et vous ne m'en voudrez pas de vous avouer que c'est avec un certain retard que les divers numéros m'en passent sous les yeux. / Ce retard s'augmente encore du fait que les journées passent fort vite, et remplies, dans la "poursuite de l'âge d'or monétaire" ; et si notre tâche est ardue, c'est qu'on souhaiterait préparer pour demain ou après-demain l'apparition de cette nouvelle période d'équilibre, alors qu'on sent trop qu'il faudrait pouvoir tripler ou quadrupler la durée de chacune de nos journées » ; il lui précise, à propos des difficultés de la BRI, qu'elles sont « dues en grande partie à notre jeune âge » et souligne qu'il est « sensible à votre indulgence aimable et nuancée, et je trouve dans vos lignes une

---

<sup>2479</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2480</sup> AN 374 AP26-27.

sympathie et un encouragement qui me sont, croyez-le bien, fort précieux », le remerciant de sa « fidèle traduction que vous donnez de quelques-unes des paroles que j'ai prononcées à Belgrade ». De même avec Léon Chavenon directeur de *l'Information*<sup>2481</sup> le 6 août 1932<sup>2482</sup> « vous m'avez si gentiment encouragé à garder le contact que je me permets de vous signaler l'erreur d'interprétation que paraît faire régulièrement chaque mois le rédacteur qui commente la publication de notre situation » : « il paraît croire que les crédits de soutien monétaire donnés par la BRI à un certain nombre de Banques centrales sous la forme d'un réescompte de leur portefeuille sont comptés dans notre portefeuille réescomptable et entrent ainsi en ligne de compte pour le calcul de notre liquidité » or ces crédits figurent dans fonds à trois mois et non dans portefeuille donc « la liquidité réelle de nos placements à vue est beaucoup plus grande que ne paraît le laisser supposer *l'Information* ». Puis « confidentiellement » Quesnay donne l'ordre de grandeur des placements des différentes banques centrales précisant que « je vous donne toutes ces explications cher Monsieur, non pas pour que vous fassiez rectifier l'impression trop pessimiste que peuvent avoir créée les entrefilets de *l'Information* de ces derniers mois, mais pour qu'à l'avenir votre rédacteur soit encore mieux informé de la réalité d'une situation qui en elle-même est vraiment plus satisfaisante qu'on ne l'imagine ». Au même destinataire le 5 mars 1932, au prétexte d'envoyer sa conférence à l'Ecole de la Paix (du 18 février 1932) pour la diffuser à côté de la presse internationale dans un journal français, il prend soin d'indiquer quels points il devrait développer : « le *Financial News* et certains journaux de langue allemande m'ont demandé le texte de ma causerie à l'Ecole de la Paix pour la publier à Londres et en Allemagne.

---

<sup>2481</sup> Agence fondée à côté du journal du même nom par Léon Chavenon en 1903 selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU, *Histoire générale de la presse française* p.291, elle connaît un essor remarquable après 1938 et passe entre les mains des Lazard ; après 1930 Ferdinand de Brinon devient son principal rédacteur (*idem* p.586-587).

<sup>2482</sup> AN 374 AP 25.



Je ne pensais pas qu'elle soulèverait autant d'intérêt quoique je sois assez heureux d'avoir parlé des possibilités de redressement du marché de Londres avant qu'elles ne deviennent évidentes pour chacun. / Je me permets de vous envoyer un texte complet de cette conférence. Si vous pensiez que certaines parties vaudraient la peine d'être publiée dans *l'Information*, Georges Potut pourrait peut-être les extraire. J'ai lu ces derniers temps d'assez vives critiques contre le *gold exchange standard* et beaucoup de plaidoyers en faveur du retour à un système d'étalon-or purement métallique. C'est peut-être sur ce point surtout qu'il y aurait lieu de faire comprendre au public quels effets déflationnistes dans tous les domaines une pareille thèse implique. Vous verrez [...] que je me suis occupé de cette question et que la BRI s'efforce de parer aux dangers d'une telle régression ». On remarque notamment le refus d'un retour au système d'étalon-or d'avant 1914 aux effets déflationnistes dévastateurs<sup>2483</sup>. Deux épisodes, qui l'atteignent personnellement, justifient pleinement la préoccupation constante de Quesnay vis-à-vis de la presse et illustrent les difficultés qu'il rencontre à contrôler sa communication au sein d'une institution comme la Banque des Règlements Internationaux, particulièrement "poreuse". Il s'agit d'abord d'une polémique avec un journaliste du *Manchester Guardian*, en janvier-février 1933 : elle est évoquée par René Pleven dans une lettre à Quesnay du 10 février 1933<sup>2484</sup> à propos des articles *Manchester Guardian* des 1<sup>er</sup> et 2 février 1933 « dans lesquels votre nom est associé à des déclarations dont le caractère tendancieux m'a profondément étonné, à la fois parce qu'elles vous étaient attribuées et qu'elles étaient reproduites par Cecil Sprigge, l'éditeur financier du *Manchester Guardian* » donc il a demandé immédiatement une explication à Sprigge

---

<sup>2483</sup> Kenneth MOURÉ « Jean Tannery, la France et l'évolution du système monétaire international à l'époque de l'étalon-or, 1925-1936 » art. cité, p.17 souligne que « lors de la Dépression, l'étalon-or exerça la contrainte externe d'une intolérable pression déflationniste sur les économies nationales ».

<sup>2484</sup> Fonds Frédéric Quesnay. On retrouve les mêmes documents aux ABRI dans le carton « Correspondance et notes du directeur général ».

en lui disant que les « propos [avaient été] détachés d'une conversation privée chez un ami qui l'avait invité, sans aucune considération pour ses attaches professionnelles » et « qu'ayant assisté à la conversation sur laquelle il a fondé ses articles, je considérais qu'il en avait déformé complètement la nature, d'une part en associant à votre nom deux hautes personnalités de la Banque d'Angleterre, d'autre part en transformant en une opinion sur le chef du gouvernement Allemand, exprimée en des termes que vous n'aviez pas employés, un jugement général de confiance dans la stabilité financière de l'Allemagne ». On dispose aussi d'un récapitulatif de l'affaire de Quesnay<sup>2485</sup>, présent à Londres le 30 janvier 1933 pour y rencontrer uniquement Norman et Siepmann et pour la première fois Charles Hambro, il s'est rendu le soir à un repas chez un ami (qu'il ne nomme pas) ; alors qu'un convive se montrait très pessimiste sur la situation allemande après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il a dit qu'il ne partage pas ces craintes et que « en matière financière notamment, le maintien aux affaires de personnalités jusqu'ici responsables de la situation paraît indiquer continuation de la politique de restauration du crédit allemand ». Mais le 1<sup>er</sup> février, un article de Sprigge le citait sans son autorisation et le lendemain lui prêtait la formule « l'administration allemande dirige et Hitler se borne à signer » suscitant des protestations allemandes et de Norman, qui « en liaison avec les indiscretions de Bâle, insiste sur les dangers courus à Londres de la part visiteurs SDN » ; pour Quesnay il est inadmissible que quelqu'un cherche toujours à brouiller les cartes entre Norman et lui qui se dit prêt à quitter son poste s'il est reconnu coupable d'une faute. Pour compléter le dossier, figure la lettre d'excuses de Sprigge exigée par Pleven et Quesnay. Il s'agit, ensuite de rumeurs répandues par certains journaux impliquant la BRI dans l'affaire Stavisky<sup>2486</sup> et dont l'agenda de Quesnay porte aussi la trace : il note ainsi le 9 janvier 1934 « Grand scepticisme

---

<sup>2485</sup> *Idem.*

<sup>2486</sup> Dans le dossier AN 374 AP 27, sont conservées trois coupures de presse, une de *l'Action française* du 11 janvier 1934, une de *l'Echo de Paris* du même jour et une troisième sans date ni origine.

[ill.] suicide Stavisky – L’agence d’aujourd’hui [ ?] reparle de nos non rapports avec la bande, en parlant de 3 lettres de visites non reçues – Fraser et moi soupçonnons Royot » puis le lendemain « Affaire Stavisky se calme. Garat<sup>2487</sup> arrêté Bayonne » puis le 17 « toujours la lecture des journaux où la grande presse cherche à étouffer le scandale »<sup>2488</sup>. Pourtant, sans doute pendant cette période, le directeur-général a clairement expliqué dans une lettre manifestement destinée à être rendue publique<sup>2489</sup> que s’il a bien rencontré fin mai 1932, par l’intermédiaire de « M<sup>e</sup> Bonnaure<sup>2490</sup>, avocat, député de Paris, de passage à Bâle » Stavisky, il a opposé immédiatement « une fin de non-recevoir nette et définitive » aux projets de ce personnage faits « de façon aventurée par quelqu’un qui se prétend français » à propos de créances hongroises sur fonds agraires car la BRI « ne travaille en francs français que par l’intermédiaire de la Banque de France et ne traite jamais avec des particuliers ». Paradoxe intéressant, il précise bien qu’« il tient d’autant plus à donner son refus sous une forme courtoise qu’à ce moment la BRI est violemment attaquée par certains organes de la presse française : inutile de créer de la mauvaise humeur et de risquer des difficultés nouvelles », allant jusqu’à préciser le sens très formel de la formule de politesse finale de la lettre qu’il a envoyé à Stavisky le 8 juin 1932 (lettre qui réitère son ferme refus) et soulignant qu’il a ensuite fait en sorte de ne pas donner suite aux

---

<sup>2487</sup> Il s’agit de Joseph Garat (1872-1944) député maire de Bayonne dont la carrière est brisé par cette affaire d’après Jean JOLLY (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français, op. cit.*

<sup>2488</sup> Il notera ensuite comment le gouvernement est menacé par le scandale : le 19 « Scandales rebondissement sur une interpellation judiciaire où Gouvernement, Bonnet Chautemps Boncour etc. secoués. Avocats et Parlement » et le 20 « Bonnet écrasé à la Chambre a cité Constantin Rosenberg. Boncour accusé d’avoir été au chevet de Mme Stavisky invoque St Aignan. Le scandale rebondit, le cabinet tombera-t-il ? Monzie contre Herriot duel ? Panama ! »

<sup>2489</sup> Fonds Frédéric Quesnay. Cette « Lettre Quesnay expliquant pourquoi la BRI ne peut entrer en relations avec le Crédit Municipal de Bayonne (8 juin 1932) » n’a ni date (le 8 juin 1932 est la date de la lettre de Quesnay à « M. Serge Alexandre » dont la copie est jointe au texte principal) ni destinataire.

<sup>2490</sup> Gaston Bonnaure (1886-1942) est député de Paris de 1932 à 1936, il est surtout le conseil et un des amis les plus intimes de Stavisky qui l’entraîne dans sa chute selon Jean JOLLY (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français, op. cit.*.

demandes d'entretien faites par Stavisky. Dans l'un et l'autre affaire, les attaques sont nourries de l'intérieur de l'institution qu'il sert, sans doute par Royot pour l'affaire Stavisky, par l'attitude ambiguë de Norman dans l'autre ; dans l'un et l'autre cas on voit Quesnay devoir ériger, manifestement dans l'urgence, des défenses médiatiques pour faire face aux attaques contre ce qui fonde son action, sa réputation, sur le plan national comme sur le plan international, et il n'est pas possible d'en mesurer l'efficacité.

Assez rapidement après le début de l'aventure bâloise, on sent poindre chez Quesnay un certain désabusement. Il tient sans doute à son évolution personnelle, à un moment où les bonnes fées politiques veillant jusque-là sur sa trajectoire si brillante disparaissent et où sa bonne étoile pâlit de la situation périphérique bâloise loin du berceau de tous les réseaux, Paris. Mais il est aussi dû aux faiblesses structurelles de la BRI, en particulier son absence de visibilité claire pour l'opinion publique (accompagnée paradoxalement par une propension forte à générer de très nombreuses rumeurs) qui l'empêche de jouer pleinement son rôle alors que la crise mondiale se développe. Plein d'énergie, Quesnay se trouve en quelque sorte pris à la fois dans le jeu d'intérêts divergents et dans la position d'observation qu'est la BRI.

## **Chapitre 2. Vers l'impasse (1932-1933).**

Apparue presque simultanément que la BRI, la grande crise mondiale va précipiter celle-ci, comme le reste des acteurs politiques et économiques, en particulier les experts, dans une course effrénée pour reprendre le contrôle des événements, course contre le temps que donne particulièrement à voir « de l'intérieur » les carnets de Quesnay. Celui-ci voit les fragilités de l'institution bâloise aggravées par la crise, malgré tous les efforts qu'il déploie en son sein, y compris pour enrayer l'irrépressible mouvement de fermeture des frontières. Derrière un discours apparemment assez plastique selon ses interlocuteurs, le directeur-général de la BRI reste partisan d'une solidarité internationale accrue, notamment par rapport à l'Autriche et l'Allemagne, premières victimes européennes de la crise, qui pourra seulement être vaincue par ce moyen. Cherchant sans cesse à promouvoir ses idées à l'intérieur de la BRI mais surtout auprès des décideurs français, Quesnay mesure bien combien sans relais politique ni médiatique suffisant, malgré des contacts avec des acteurs plus ou moins hétérodoxes, son discours semble de moins en moins porter. L'autre axe structurant de sa pensée, autour d'un « néocapitalisme », se distinguant de « l'ancien » capitalisme par son caractère régulé et prenant en compte la globalité des faits économiques et sociaux, amène à se poser la question de son libéralisme, mais aussi celle de l'adaptation de solutions issues de l'expérience de la période précédente, confrontées à l'urgence et à la nouveauté de la crise.

## Un nouveau contexte : la crise.

### *De la crise boursière américaine à la crise mondiale.*

Par un heureux hasard pour l'historien, Quesnay, encore à la Banque de France, a reçu (et conservé<sup>2491</sup>) des informations de première main à propos des débuts de la crise boursière américaine de 1929. En effet, deux inspecteurs de la Banque de France, Michel Mitzakis – que l'on a retrouvé ensuite à Bâle – et Julien Pierre Koszul, « attachés égarés », sont envoyés à l'automne 1929 en mission d'observation auprès des banquiers américains, dans le cadre de la politique d'échanges d'informations inspirée par Quesnay. Après avoir « terminé l'étude des départements [de la Federale] concernant l'escompte, les “securities”, les “open market operations” – ce dernier département présentait évidemment à nos yeux un intérêt tout particulier » et avoir « pris également grand intérêt à entrer un peu dans le détail des opérations des dealers »<sup>2492</sup>, Mitzakis écrit le 26 octobre 1929 que « j'abuserais vraiment de votre patience en vous parlant des devises événements du Stock Exchange. D'ailleurs je serais obligé de dire du mal des *investment trusts* et Koszul m'arracherait les yeux ! En dehors de l'effondrement des cours et de sérieuses pertes spéculatives, il est réconfortant de constater que de pareils événements n'ont aucunement ébranlé les banques de New York et qu'ils laissent même le marché en état d'aisance monétaire. En bourse, on n'enregistre jusqu'à aujourd'hui qu'une seule faillite, encore est-elle au Curb [ ? ] »<sup>2493</sup>. Les inspecteurs attendent le 30 décembre 1929<sup>2494</sup> pour constater « quel passionnant attrait d'actualité les événements de Wall Street ont donné à nos études ». Ils poursuivent « naturellement, la crise était à peine déclarée que tout le monde était déjà à la recherche d'un bouc émissaire, et il ne manque pas de saveur de voir la *Federale Reserve Bank*, la *National City Bank*, les

---

<sup>2491</sup> Aujourd'hui dans le fonds Frédéric Quesnay.

<sup>2492</sup> Koszul à Quesnay le 6 octobre 1929.

<sup>2493</sup> Mitzakis à Quesnay le 26 octobre 1929.

<sup>2494</sup> Koszul à Quesnay 30 décembre 1929.

*Investments trusts*, se rejeter la faute... La période des débats académiques sur ce sujet n'est pas encore close... » Pourtant ils semblent ensuite minimiser les conséquences immédiates du « krach » car « d'une manière générale, croit-on à Wall Street, les pertes de ces “companies” [les Investments trusts] se réduisent à des “paper losses” qui le plus souvent ne feraient qu'annuler des bénéfices non distribués résultant des “plus-values comptables” antérieures de leurs portefeuilles. Ces “paper losses” sont assez couramment estimées à quelques 500 millions de dollars, ce qui est en somme un chiffre relativement peu élevé, par rapport au total des actifs des investments trusts et trading companies américaines (environ 4 milliards de dollars) et au pourcentage moyen de la baisse qui vient d'affecter les valeurs du Stock Exchange (environ 30%) ». Cependant sont montrées ensuite les conséquences psychologiques de la chute de la Bourse sur ces entreprises : « il n'empêche que l'engouement populaire pour les titres d'investment trusts vient d'être sérieusement touché et cela se manifeste nettement d'une part par la disparition subite et totale depuis octobre des émissions de ces sociétés et d'autre part par les cours de leurs actions qui sont cotées à des taux inférieurs à ceux qui correspondraient aux cours actuels des valeurs dont elles sont l'intégration [...]... avant le krach, on observait régulièrement le phénomène contraire... ». Le 29 janvier 1930<sup>2495</sup>, ils pointent que les investisseurs changent de stratégie à cause de la crise : « il semblerait donc que le krach boursier a déjà et va sans doute encore favoriser indirectement ce compartiment financier [les émissions d'obligations] » ce qui ouvrirait des perspectives intéressantes pour le placement « de la tranche américaine des réparations ». Tout à leur découverte du système bancaire américain (notamment par le biais de Monnet), également fort préoccupés, comme le destinataire de leurs missives, par la question des Réparations, les deux inspecteurs ne semblent pas percevoir immédiatement l'ampleur de l'effondrement boursier américain et de ses éventuelles conséquences. Comme

---

<sup>2495</sup> Mitzakis à Quesnay le 29 janvier 1930.

l'institution qu'il sert alors, Quesnay est au cours du mois d'octobre plongé dans les négociations de Baden Baden et semble avoir peu de temps à consacrer à la situation américaine. De même le début de l'année 1930, moment où la crise boursière se transforme d'abord en crise bancaire<sup>2496</sup>, est dominé, pour Quesnay, par la mise en place de la Banque des Règlements Internationaux. C'est finalement, au printemps 1931 quand « une crise financière et monétaire de grande ampleur dévaste une partie de l'Europe à partir du mois de mai »<sup>2497</sup>, que la nouvelle banque et son directeur général se retrouvent au cœur de la tempête. Les notes qu'il prend lors du comité directeur montrent l'inquiétude croissante à propos de la situation autrichienne : le 11 mai « Q[uesnay] Demande autrichienne de crédit de réescompte à la suite du run redouté pour cette semaine quand les difficultés *Kredit-Anstalt* seront connues<sup>2498</sup>. Simon parti hier. On insiste pour mon départ aujourd'hui. Hülse [ ? ] redoute malentendus : envoyer Rodd. Je propose que Fraser téléphone demandant s'ils peuvent venir », le lendemain « Q[uesnay] Simon a téléphoné de Vienne / Nouvelles » puis le 13 « Q[uesnay] Autriche – Rodd reviendra samedi / Retraits de 50 millions au *Kredit-Anstalt* / Portefeuille est passé de 70 à 222 [ ? ] : leur en réescompter partie [ill.] / Sur 900 de devises, perdre 14% seulement / Toute la question est Contrôle [ ? ] Contrôle : comment financer les 100 millions ? / 3 ans 7% 70 à 80 de l'étranger / Rist Roos / Banquiers privés les tâter ». On voit donc les techniciens du comité de direction à la fois immédiatement envisager des solutions (« les 100 millions » qui seront finalement versés<sup>2499</sup>, en utilisant le truchement des « banques privées » que l'on « tâte ») et en même temps se réfréner dans leur élan, sans doute

---

<sup>2496</sup> Pierre-Cyrille HAUTCOEUR *La crise de 1929*, Paris, La Découverte, 2009, p.43 et suiv.

<sup>2497</sup> *Idem* p.62.

<sup>2498</sup> D'après Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.88, c'est le 8 mai que la « plus grande banque d'Autriche » a fait part au gouvernement de ses difficultés avec un passif de 140 millions de schillings.

<sup>2499</sup> *Idem.* p.108.



car la sphère d'action de la BRI est encore mal définie (la remarque d'Hülse à propos de la confusion que ferait naître le retour de Quesnay en Autriche) et car le comité de direction reste un organe incitatif non décisionnaire. Le lendemain alors que c'est l'« Ascension : Autriche Autriche », montrant bien l'urgence de la situation. Pourtant le 16 « Q[uesnay] téléphone avec Rist : le comité de contrôle veut ajourner à la semaine prochaine sa décision sur l'emprunt autrichien. Je souligne le danger »<sup>2500</sup> Pourtant du 17 au 21 pendant le conseil des gouverneurs puis l'assemblée générale qui occupent l'institution bâloise, la question autrichienne est au centre des discussions<sup>2501</sup>, sans que l'on puisse mesurer le rôle qui tient alors Quesnay. Celui note le 21 à propos du « Crédit réescompte autrichien : situation difficile » puis constate le début de la contagion et sa prévention le lendemain avec l'« offre money employed à Hongrie »<sup>2502</sup>. Le 26 mai, on retrouve un Quesnay plus actif à propos de la « situation autrichienne : jour critique 3 millions \$ de Berlin, 5 de Paris, 5 de Londres / Passera-t-on le jour ? Arriver à jeudi pour garantie générale parlementaire / Encourageons la B[anque] N[ationale Autrichienne] à refuser un moyen général de crédit, se déchargeant sur BRI et B[anques] C[entrales] des région de change. L'Etat doit prendre le risque de crédit ; la B[anque] N[ationale Autrichienne] le risque de change ainsi appui sympathique des B[anques] C[entrales] et de nous ». Si le lendemain arrivent de « bonnes nouvelles de Vienne. Notre télégramme lu au conseil des ministres hier soir a arrêté le moratoire. Loi de garantie d'Etat préparé pour vote demain / Maxime Robert parti pour Clauzel : avertir Lacour-Gayet mais purement observateur, je dis qu'il continuera sur Budapest », dès le 29, la « nuit [est] agitée. Rodd parti en avion pour Vienne. Autrichiens acceptent contrôle. Norman organise

---

<sup>2500</sup> Est-ce à ce délai de quelques jours que Eichengreen fait référence quand il évoque « des discussions [qui] s'éternisèrent de manière peu concluante » (Barry EICHENGREEN *L'expansion du capital... op. cit.* p.103) ?

<sup>2501</sup> Cf. Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.91-92 qui évoque notamment la visite de Reisch le président de la Banque nationale autrichienne.

<sup>2502</sup> *Idem* p.97.

envois d'or psychologique vers Vienne ». Ainsi, les indiscutables limites de l'action de la BRI<sup>2503</sup> semblent être moins causées par ses craintes concernant "l'aléa moral" qu'aurait représenté l'absence de garantie étatique – la question est résolue en moins d'une journée – que par l'ampleur et la rapidité de la crise qui prend de court autant les autres acteurs que l'institution bâloise, qui doit même recourir à la rapidité aérienne pour tenter enrayer ce que les déplacements classiques en train de ses experts ne peut bloquer. Au début du mois de juin, tandis que la crise s'aggrave en s'étendant géographiquement, on retrouve la BRI organe centralisant l'information par différents canaux – le 2 « toutes les B[anques] C[entrales] perdent des devises / Acheter R[eichs]M[ar]k à Paris contre francs / Changes un peu plus calmes », le 4 « Rien de nouveau d'Europe centrale. Tobakovtich à Vienne met Rodd au courant de ses secrets » ; mais aussi dans la continuité du mois précédent, elle apparaît comme tentant de créer, dans l'urgence et sous la pression des événements, des modes de coopération inédits jusque-là<sup>2504</sup> : ces notes du comité directeur, notamment le 3 - « Q[uesnay] : Vienne : va-t-on relever le taux et faire partir Reisch [...] Hongrie demande aller à 8 millions de \$. Condition préalable voir leur situation complète. Qu'ils se mettent en rapports avec Rodd. En général, ce doit être actuellement notre règle dans tous les cas où nous avons à aider » - montrent que le directeur général semble vouloir donner une dimension systémique à cette action de coopération inédite de la BRI (« cela doit être actuellement notre règle ») en quelque sorte placée *de facto* à la tête de la coalition des bailleurs de fonds cherchant à circonscrire la crise (le 2 « France, Belgique, Angleterre, Suisse, Tchécoslovaquie donnent argent pas Italie », le 4 « H[ülse] Rooth nous donne des fonds pour nous aider dans nos actions

---

<sup>2503</sup> Idée que l'on trouve par exemple chez Aurel SCHUBERT, *The Credit-Anstalt Crisis of 1931*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 14 : « When the BIS loan finally arrived, it was not only too late and much too small, but its release was tied to a state guarantee for the Credit-Anstalt ».

<sup>2504</sup> Cf. Olivier FEIERTAG « Les banques d'émission et la BRI face à la dislocation de l'étalon-or (1931-1933) : l'entrée dans l'âge de la coopération monétaire internationale » dans *Histoire, économie et société*. 1999, n°4. pp. 715-736.

de secours »). Mais comme le mois précédent, les notes révèlent l'impuissance des experts de la Banque devant l'ampleur et l'emballement de la crise, notamment le 6 avec à la fois « 2<sup>o</sup> versement à l'Autriche. Rodd arrive. Perte hier 22 millions devises », ou encore le 22 quand sont mentionnés des « besoins plus urgents de Hongrie qu'on le croyait : nouvelle tranche mise aujourd'hui à leur disposition », même si la situation paraît s'améliorer dans les jours suivants – le 25 « Q[uesnay] Question hongroise / Collatéral pas or mais TB gouvernement hongrois / Téléphoner à Moret » - et qu'on retrouve l'idée de la BRI centre de coordination face à la crise - le 26 « Q[uesnay] situation hongroise / M Mac Garrah est à Paris et va voir Charron / Pourrait-on étendre les participations de BC et grandes banques » puis encore en juillet le « Q[uesnay] renseignements sur Hongrie donnés par Charron... » puis le lendemain « Q[uesnay] Charron a obtenu de Phil Weiss la constitution d'un syndicat qui reprendrait la *Crédit Bank* et souscrirait 1 million £ sur 5 [ill.] TB » et le 4 « Q[uesnay] Charron repart de Budapest ce matin ayant les engagements hongrois dont Blessing nous apporte copies. Demande rendez-vous avec Siepmann et moi mercredi à Paris / Envoyer là-bas Porters si Charron ne peut y rester ? plutôt que Tylor » - . L'autre tendance que l'on peut observer au cours du mois de juin, est le retour dans ces notes des logiques nationales : Quesnay lui-même fait un aller-retour le 16 juin à « Paris ! [pour ne parler que de l']Autriche »<sup>2505</sup> puis un autre les 7 et 8 juillet, pendant lequel on a l'impression qu'il est en quête de solutions d'abord nationales par la multiplication des contacts : « Paris : Charron : Hongrie / Placement des bons : Moret / Escalier Coulondre agissement Union Parisienne Thomas / Nous demandera à son Conseil de participer mais ne l'espère pas / Vu Laval : fonds de garantie. / Opposition Norman / Danger de rupture. Nouveaux crédit à R[eichs]b[an]K / Laval reçoit von Hoesch [ill.] ». Au moment de cette

---

<sup>2505</sup> Dans son agenda est mentionné « Paris / B[anque de] F[rance] Autriche conseil des ministres / 11H chez Laval / Retour »

visite, il est préoccupé par la résistance inattendue de l'Autriche<sup>2506</sup> : le 12 alors que « Q[uesnay]. Rodd croit à un moratorium pour lundi si rien de nouveau avant la fin de la semaine. /Schüller annonce les mesures de Bruins [ ?] dans la nuit : garantie et émission ou BRI et lui se retirent. Gouvernement a perd la tête : voudrait voir le *Kredit-Anstalt* retirer ses crédits devises aux pays successeurs. Il crée un comité de Direction CA avec Spitzmüller p[rési]d[en]t ( !!!) Van Haugel ( !!!) Breitner. On parle de Samozy ou Ritsler comme directeur général » ; le 17 « Q[uesnay] compte-rendu de la journée d'hier “journée des dupes”. Démission gouvernement autrichien / H[ülse]. Emission des bons sera faite aujourd'hui. Optimisme en Autriche. Vive l'Angleterre ». La proposition d'un moratoire d'un an sur les dettes intergouvernementales, faite par le président américain Hoover le 20 juin 1931<sup>2507</sup>, est évoquée à la fois du point de vue d'une éventuelle « conséquence pour la BRI de la proposition Hoover : reprendre l'idée d'hypothèse [ ? ou Azopolini ?] sur les dépôts des B[anques] C[entrales] obligatoires » (22 juin) et en ce qui concerne la réaction française (les 23 et 24 juin) « Paris ! Réponse française à Hoover – appel de Brüning – invitation à venir à Paris ». Alors que la crise s'accroît encore – en Allemagne le 13 juillet « Rentenmark en Allemagne ? / Tout sauter... », puis le 21 à propos de la « Hongrie saute lundi si rien de nouveau /Londres sans avances » - Quesnay, malgré son action au sein de la BRI<sup>2508</sup>, ne peut que déplorer son éloignement bâlois : « Paris / Rapprochement franco-allemand Laval-

---

<sup>2506</sup> Cf. Aurel SCHUBERT *The Credit-Anstalt Crisis... op. cit.*, p.15.

<sup>2507</sup> On peut remarquer qu'il n'y a aucune trace dans ces sources de ce qui sera, selon Robert BOYCE dans « When “Uncle Sam” became “Uncle Shylock”: Sources and Strength of French Anti-Americanism, 1919-1932 », *Histoire@Politique* 2013/1 (n° 19), p. 29-51, p.48, la principale préoccupation française – faire reconnaître le caractère inconditionnel des réparations allemandes – abandonnée sous la pression anglaise et américaine.

<sup>2508</sup> Le 22 juillet 1931, il note dans le compte-rendu du comité de direction : « Nombreux retraits de dépôt / Offrir taux 6 mois aux Trésoreries » « Q. Ecrire à Ryti pour son marché / Résultats de Londres : travail pour nous / Convoquer conseil ? a)Renouveler 3 mois crédit R[eichs]b[an]K céder sous participations ou prendre dépôt BF b) Former comités appui immédiat (Murmane) c)Transformer court terme en long terme (Francqui) »

Brüning / Je rentre à Bâle pendant que commence la conférence de Londres »<sup>2509</sup>. Car il est particulièrement critique quand il évoque l'attitude de Paris face aux difficultés allemandes, puisqu'il note dans son journal le 27 juin : « RbK [*Reichsbank*] a perdu 24 36 aujourd'hui 60 / Et rien ne se dessine / Hongrie. Engueule Lacour-Gayet [ ? ] [...] Position impossible. La France s'isole. / Charron part sans argent français – téléphone Coulondre. Moret furieux / [...] / Lacourt part / Quelle attaque contre position France 10 années ! ». Cette critique d'un égoïsme national étroit est à rapprocher de celle qu'il expose, avec une certaine prémonition, dès avril 1931, dans la lettre à René Mayer déjà citée<sup>2510</sup>, à propos des inquiétudes françaises quant à l'accord douanier germano-autrichien, qui favoriseront le repli sur soi dénoncé une fois la tempête commencée : Quesnay écrit « pour vous faire part de mes inquiétudes. Dites à Laval de faire attention : je crois qu'on est en train de se préparer à Paris des lendemains difficiles. J'ai suivi de très près, comme vous l'imaginez, les développements de l'affaire austro-allemande qui m'intéresseraient doublement en ma qualité d'ancien spécialiste de l'Autriche et de trustee des réparations. J'ai suivi aussi les réactions de l'opinion publique en France et la façon dont, par la presse, on oriente ses tendances. Laissez-moi vous dire qu'à mon humble avis on fait complètement fausse route : nous risquons dans très peu de temps d'être complètement isolés et de devoir faire volte-face, comme dans l'affaire Weingartner, mais sur une question où il sera infiniment plus difficile, pour des raisons de prestige et de politique internationale de changer de position. »<sup>2511</sup>. Une fois défini, comme on l'a vu, le lien européen qu'il appelle de ses vœux, il développe longuement à propos de cette union douanière austro-allemande : peut-être conscient du changement de la

---

<sup>2509</sup> Dans son agenda pour la semaine du 14 au 20 juillet 1931.

<sup>2510</sup> AN 374 AP 26.

<sup>2511</sup> P.1.

situation commerciale de l'Allemagne au tournant des années 1930<sup>2512</sup>, il commence par la décharger de toute arrière-pensée expansionniste, soulignant par comparaison avec le chancelier Brüning, dont il souligne la qualité, la piètre attitude de la diplomatie française :

« Un moment, on a cru qu'à Oslo [ ? ] les Belges, Hollandais, Danois, Norvégiens, Suédois allaient former une unité préférentielle qui aurait pu être le noyau de l'Europe. Les Allemands les ont devancés par leur projet d'accord avec l'Autriche. J'étais à Berlin au moment où l'affaire se négociait (il y a un peu plus d'un mois) et j'ai vu très longuement Brüning. Au risque de passer pour un jobard, je puis vous dire que l'idée politique me paraît à l'arrière-plan de leurs préoccupations. Brüning, qui est un type de tout à fait premier ordre, ne la considérait que du point de vue tout à fait intérieur. Il pensait que ses nationalistes ne protesteraient pas parce qu'il s'agissait d'une entente avec l'Autriche : il ne pensait pas que la France referait une fois de plus la faute qu'elle a toujours commise dans le problème de l'Anschluss : exciter à le vouloir des gens qui, des deux côtés, y étaient hostiles, mais qui ne pouvaient que chercher à abattre tout ce qui les séparait si, sur ce mur, l'étranger chaque jour inscrivait "verboten". Je vous ai souvent dit que les obstacles au rattachement considéré comme un problème entre l'Allemagne d'une part et l'Autriche d'autre part ne pouvaient disparaître que si les protestants du Nord et les bourgeois de la vieille capitale Vienne étaient amenés à penser que c'était une question où s'opposaient d'un côté l'Allemagne et l'Autriche mises dans le même sac, de l'autre l'étranger interdisant ce qu'il craint. Que le secret des conversations préliminaires entre Vienne et Berlin ait choqué, je le conçois ; qu'on ait incriminé le procédé, je l'admets ; mais y a-t-il un tel secret, un tel mystère ? Des amis autrichiens m'ont parlé de l'affaire quinze jours avant qu'elle n'éclatât : ou Clauzel et Margerie n'ont pas fait leur

---

<sup>2512</sup> « Entre 1929 et 1931, l'Allemagne passa de la perspective d'un déficit commercial à un important excédent commercial, en grande partie grâce à la réduction de la demande intérieure de produits intérieurs. [...] Afin de compenser l'effondrement de la demande intérieure, l'Allemagne avait besoin d'exporter. Il n'était pas illogique qu'elle cherche à resserrer ses liens économiques avec l'Autriche » selon Adam TOOZE *Le déluge... op. cit.* p.476.

métier, ou ils ont prévenu le Quai qui n'a pas prévu les réactions de l'opinion française et n'a pas osé dire ensuite qu'il était au courant »<sup>2513</sup>.

Il poursuit en soulignant les incohérences de Paris :

« Bref on a fait à l'Allemagne un splendide succès diplomatique qu'elle n'avait pas cherché ; on a redonné vie aux idées d'Anschluss politique austro-allemand, alors que la diminution de l'importance des frontières entre tous les Etats est le seul moyen d'éviter l'Anschluss politique. Après avoir dit pendant des mois qu'on voulait rapprocher les économies européennes on s'est aperçu que si cet Anschluss économique tant prêché venait à se réaliser entre les Etats du Continent (et que nous voulions rester en dehors, comme le souhaitent Tardieu, Flandin et d'autres) on laisserait en présence l'Allemagne et les Etats secondaires : on a donc hurlé "Mitteleuropa" sans voir que la Mitteleuropa ne se ferait que par notre faute. Les économies agricoles, la Tchécoslovaquie elle-même ne peuvent que souhaiter la création d'un vaste marché. L'Allemagne en prendra-t-elle la tête ? Cela dépend de nous et de nous seuls ».

Pour mieux souligner ensuite, les forces de la France, permettant le « nationalisme d'expansion » qu'il souhaite, dans un cadre libre-échangiste global, à ses yeux indispensable :

« Nous avons une telle position de force, de prestige moral, de crédit financier, de situation industrielle aussi, que nous pouvons et devons être le New York du continent européen, si nous ne commettons pas l'erreur que l'Autriche a commise lors de la création du Zollverein entre les petits Etats d'Allemagne. Elle a laissé la Prusse en prendre la direction parce qu'elle est restée en dehors. Faisons-nous comme l'Autriche au siècle dernier ? / Il ne s'agit pas aujourd'hui de s'opposer à ce qui est dans le mouvement naturel de l'évolution vers de plus grandes unités. Il s'agit d'être prêt à en prendre la direction, il s'agit de faire du nationalisme français, c'est-à-dire de créer une Europe à capitale Paris, au lieu de laisser se créer contre nous une Europe à capitale Berlin. Par nos tergiversations des quinze derniers mois, nous avons perdu l'initiative. Les voyages de Brüning et de Curtius à Londres, l'évolution de Rome nous font passer de plus en plus à l'arrière-plan. Attention ! C'est le moment de manœuvrer serré. Mais, il y a pour

---

<sup>2513</sup> P.4

Laval une grande et merveilleuse responsabilité : nous avons à reprendre l'initiative, à proposer nous-mêmes quelque chose et, en premier lieu, à l'Allemagne, non à la Pologne ou à la Roumanie ! / Le projet d'accord austro-allemand, sapristi (projet inacceptable s'il était isolé), nous donne des idées : on parle d'union douanière, mais si l'on lit entre les lignes, on voit que sous prétexte de périodes transitoires, on maintient des droits pour tous les produits qui ne pourraient accepter la suppression des douanes ; on les maintient au minimum nécessaire, autrement dit on fait un droit préférentiel. C'est la ligne dans laquelle il faut travailler : des droits faibles entre Etats Européens que vis-à-vis des produits fabriqués en dehors de l'Union. C'est cela l'initiative qu'il faut prendre et l'on aura derrière soi tous ceux qui ont besoin d'une Europe économique et qui consolideront ainsi, sans le vouloir, l'Europe politique que nous voulons maintenir. / La France a eu Louis XI pour démolir au profit de Paris les nationalismes féodaux ; l'Allemagne a eu Bismarck, l'Italie Cavour. L'Europe doit avoir un Français parce que c'est actuellement la France qui peut faire l'Europe dont elle a besoin. Si elle ne la fait pas sous sa direction, le Russe le fera avant même que l'Amérique ne l'ait colonisée. / [...] On fait dans beaucoup d'organes une politique "crainte de l'Allemagne" alors que le gouvernement allemand désire avant tout un accord avec la France et que dans cet accord seulement est pour la France la solution de consolidation. Mais il est temps de passer des paroles aux réalisations pratiques. C'est le moment de décider et d'oser. Ne le laissons pas échapper... »<sup>2514</sup>

Dans sa conférence à l'Ecole de la Paix, le 18 février 1932 portant sur « l'internationalisme monétaire et ses conditions d'application »<sup>2515</sup>, Quesnay, s'il est évidemment beaucoup plus mesuré dans ses critiques lors de cette prise de parole publique<sup>2516</sup>, retrouve certains des accents audibles dans la lettre à Mayer pour analyser la crise qui touche le monde

---

<sup>2514</sup> p.5 à 7.

<sup>2515</sup> Dont le texte est publié dans la *Revue de Science et législation financières* janvier-mars 1932, Marcel Giard, Paris, (ABF DGSE).

<sup>2516</sup> Prise de parole dont il semble satisfait puisqu'il note dans son agenda le 19 février « je suis vraiment content de ma conf[érence] d'hier soir : modéré tout en disant tout ce que je voulais dire et puis tout l'enthousiasme de D'Ormesson, Mme Bonardel, Philippe m'a paru de bonne augure : André Maurois m'a présenté comme un génie et c'est une revanche bien amusante d'enlever ainsi tout le milieu où trônait Bob Lacour-Gayet ».



dans sa globalité, comme une véritable crise systémique. Dès l'exposé du sujet de sa conférence « l'examen des problèmes que pose l'internationalisme monétaire », Quesnay constate, devant un public choisi qui partage ses convictions<sup>2517</sup>, que « tout ce qui est international paraît un peu passé de mode actuellement ; le mot "international" lui-même n'a pas bonne presse, quoique nous soyons à une période où la nécessité d'actions internationales concertées soit probablement plus grande qu'elle n'a jamais été ». Il poursuit « la solidarité monétaire suppose un internationalisme actif dans bien d'autres domaines : vouloir réaliser l'internationalisme monétaire sans internationalisme tout court serait poursuivre une illusion »<sup>2518</sup>. Il fonde cette affirmation sur l'idée que « presque tout ce que nous avons sur nous, dans nos poches, a nécessité également un recours à une activité s'exerçant hors des frontières politiques de ce pays. Pouvons-nous concevoir que viennent à cesser les échanges internationaux et que notre façon de vivre actuelle demeure cependant ce qu'elle est ? »<sup>2519</sup> Après avoir rappelé quelques chiffres mettant en lumière le développement du commerce international jusqu'au repli consécutif à la crise<sup>2520</sup>, il soutient que « le développement ou même le maintien des échanges internationaux indispensables à notre

---

<sup>2517</sup> Christine MANIGAND, « les élites genevoises » dans Henri BRESC Fabrice D'ALMEIDA Jean-Michel SALLMANN (dir.) *La circulation des élites européennes*, Paris, Seli Arslan, 2002, p.214-226, p.224-226, souligne combien l'auditoire lors des conférences de l'Ecole de la Paix « à l'image sans doute du lectorat de l'Europe nouvelle est surtout composé de « parlementaires, universitaires, professions libérales, financiers et industriels » « de plus en plus avertis sur des sujets de plus en plus pointus ». Elle rappelle la formule de Louis Joxe à propos de l'Ecole de la Paix qui tenait « à la fois du Club du faubourg en plus intime et de l'Université des Annales en plus grave ».

<sup>2518</sup> p.5.

<sup>2519</sup> p.6.

<sup>2520</sup> « Si nous considérons le total des exportations des différents pays, - chiffre légèrement inférieur, vous le savez, au total des importations qui tient compte des frais de transport, assurances, etc. - nous trouvons, vers 1820 un montant de 500 millions de dollars par an environ ; vers 1850 on atteint 1 milliard et quart de dollars ; puis en 1890, 8 milliards de dollars par an ; le total des exportations s'élève à 11 milliards en 1900 ; 19 milliards en 1913 ; 30 milliards en 1926 ; 34 milliards de dollars en 1929. Depuis ce moment, - et même en tenant compte de la baisse des prix, c'est une réduction formidable, - le volume des échanges internationaux est tombé de 34 milliards à 27 milliards en 1930 à moins de 19 milliards de dollars en 1931 ».

genre de vie, dans le cadre de la civilisation à laquelle nous sommes habitués, suppose l'existence, entre les différentes économies, de moyens de paiement internationaux »<sup>2521</sup>. Puis il rappelle le rôle central de l'or dans le système commercial international :

« Dans la mesure où exportations et importations ne se balancent pas, le solde est réglé par des mouvements d'or ou par la cession des créances, le transfert des crédits dont l'acheteur peut disposer. Ces deux moyens supposent que, par accord tacite ou par convention expresse, il existe une unité commune de mesure : cette unité commune à la base de la civilisation internationale dont nous parlons est la valeur de l'or, et le régime international d'étalon or, sous lequel nous vivions jusqu'à ces derniers mois, permettait le fonctionnement d'échanges dont nous constatons aujourd'hui l'extraordinaire ralentissement » donc « pour qu'entre unités politiques différentes, les relations économiques et financières puissent continuer, il faut que puisse se maintenir un système de crédit construit sur la base d'une valeur communément admise comme étalon. Quoique la valeur de l'or soit un instrument international de mesure assez imparfait, c'était sur la base de cette valeur de l'or que se liquidaient les échanges et les comptes internationaux. »<sup>2522</sup>

Ainsi il peut affirmer « que nous nous en réjouissons ou que nous en soyons effrayés, il faut bien constater que toute notre civilisation moderne est à base de crédit »<sup>2523</sup>, c'est-à-dire l'interdépendance d'un monde fondé sur l'économie d'endettement, principal bouleversement provoqué par la première guerre mondiale<sup>2524</sup>. Autre facteur nouveau qu'il met un peu plus loin en avant et auquel on sait qu'il est sensible, le rôle de l'opinion : « Le retour en arrière est moins que jamais possible, lorsque les opinions publiques sont souveraines, que des habitudes et des besoins ont été créés, que toute la vie économique est organisée dans des

---

<sup>2521</sup> p.7.

<sup>2522</sup> p.7-8.

<sup>2523</sup> p.9.

<sup>2524</sup> Cf. Olivier FEIERTAG « La déroute des monnaies » p.1174-1175 dans Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*.

cadres rigides. Si le crédit a décuplé l'importance du métal, qui renoncera au neuf dixièmes de sa fortune, de ses revenus, de sa part dans le bien-être collectif pour faciliter le retour à un système purement métalliste ? »<sup>2525</sup>. Dans ce nouveau contexte, il veut voir la BRI être non un simple répartiteur de crédits, mais un acteur important de coopération internationale car « on a trop souvent regardé la Banque comme devant être un centre de distribution du crédit. C'est beaucoup plus un centre d'organisation du crédit, travaillant à créer entre marchés les liens de solidarité qui permettent les mouvements de capital »<sup>2526</sup>. Il est « nécessaire d'assurer une meilleure coordination » et « le fait d'amener à se rencontrer régulièrement les gouverneurs des banques d'émission responsables de ces marchés, un certain nombre de financiers et d'industriels importants, devant à leur avis permettre une meilleure organisation du crédit entre ces pays »<sup>2527</sup>. Il rappelle alors l'action organisatrice de la banque bâloise dans le *gold exchange standard*, qu'il définit bien avant tout comme une pratique et dont le maintien ne lui paraît pas être une fin en soi : « le seul nom du “gold exchange standard” semblait impliquer une assurance que les devises détenues à la place de l'or conserveraient toujours leur valeur or. Mais il aurait fallu, pour cela, que la gestion de ces devises fût toujours soumise au contrôle des Banques Centrales qui en étaient responsables. La Banque des Règlements Internationaux s'est efforcée d'apporter un peu d'ordre dans la pratique anarchique du gold exchange standard »<sup>2528</sup>. Mais vient ensuite la description des effets de la crise qui d'abord crée un climat tout à fait défavorable à l'indispensable coopération internationale : « au lieu de voir se développer, dans les autres domaines que le domaine monétaire, les liens de coopération entre unités politiques, qui malgré tout étaient étroitement solidaires, on a assisté, dans cette période, à

---

<sup>2525</sup> Conférence à l'École de la Paix, le 18 février 1932 (ABF DGSE) p.9.

<sup>2526</sup> P.10-11.

<sup>2527</sup> P.11.

<sup>2528</sup> P.12.

l'élévation entre les peuples de barrières politiques, douanières ou psychologiques, de plus en plus infranchissables »<sup>2529</sup>. Or « dans une période où la civilisation repose sur le crédit et sur la confiance, la confiance a été complètement détruite. L'internationalisme monétaire, qui était à la base de notre vie moderne, s'est effondré. Le système de crédit sur lequel reposait notre régime continue tous les jours à se désagréger, et nous verrons, en analysant maintenant le développement de la crise, que très vraisemblablement les conséquences de cette catastrophe ne se sont pas encore complètement révélées »<sup>2530</sup> : ainsi, à ses yeux, il s'agit bien d'une crise systémique globale, dont il faut débattre pour la résoudre. Il semble ainsi adopter une position bien différente de la position dominante alors parmi les analystes français préconisant souvent « la politique de l'autruche » à propos d'une crise vue principalement comme la conséquence de l'excès de crédit notamment américain, perçu comme un phénomène uniquement négatif<sup>2531</sup>. On retrouve la même idée dans le déroulé chronologique des événements, qu'il propose ensuite : si « du printemps 1929 au printemps 1931, le monde a vécu une période de crise sans doute aiguë, mais présentant tous les aspects d'une crise économique ordinaire », « c'est au mois de mai 1931 que la crise économique a changé de caractère pour devenir une crise monétaire internationale portant atteinte au système de crédit sur lequel repose notre régime de vie. L'effondrement du *Kredit-Anstalt* en Autriche ne put être évité ; la chute d'une entreprise aussi connue, jouissant dans les milieux financiers d'un crédit suffisant pour lui avoir valu d'importants dépôts à court terme internationaux, déclencha immédiatement une véritable panique sur les divers marchés. Les rappels de fonds commencèrent. La vague du retrait des capitaux à court terme non encore consolidés déferla sur l'Europe ; sa violence dépassa tout ce

---

<sup>2529</sup> P.13.

<sup>2530</sup> P.14.

<sup>2531</sup> Formule et idée empruntées à Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.112 et suiv.

qu'on pouvait imaginer ». A partir de là, « la disparition de la confiance ne pouvait qu'entraîner un effondrement de l'économie de crédit, résultant du rappel de capitaux qui n'avaient souvent été prêtés qu'en anticipation d'opérations à long terme »<sup>2532</sup> et Quesnay de lancer la sentence « un capital qui se retire, c'est le signe le plus clair d'un capitalisme qui se renie », qui condamne ainsi le moratoire Hoover « dont l'effet psychologique fut exactement inverse de ce qu'il en attendait ». Quand il souligne les efforts déployés par la BRI pour lutter contre la crise, il met à nouveau en avant le poids central de la confiance dans le phénomène :

Dès le début, nous avons vécu la crise du *Kredit-Anstalt*, en suivant jour et nuit le développement, pendus à Bâle au téléphone, envisageant les répercussions que risquait d'avoir cet effondrement. La Banque des Règlements Internationaux a pris immédiatement l'initiative d'un crédit de réescompte en faveur de la Banque nationale d'Autriche, non avec l'idée qu'on pouvait avec du crédit remédier à la situation, mais afin de donner aux autorités monétaires autrichiennes le temps d'en entreprendre l'assainissement. C'est un principe dont nous avons fait l'expérience : le crédit en lui-même ne suffit pas à sauver les gens, il leur donne le temps d'attendre soit que cesse une crise saisonnière ou injustifiée, soit qu'aient pu produire leurs résultats les mesures prises pour modifier le fond même de la situation. Mais le crédit ne donne pas autre chose que du temps : il faudrait retourner le proverbe anglais et dire *money is time* plutôt que *time is money* !<sup>2533</sup>

On peut remarquer qu'entraîné par sa fougue apologétique, Quesnay pare les banques centrales de vertus qu'elles n'ont sans doute pas toutes alors autant manifesté qu'il l'affirme : « les différentes banques centrales et la Banque des Règlements Internationaux ont eu, bien au contraire, au suprême degré, la notion du devoir qui incombe aux organismes disposant d'un part de responsabilité en régime capitaliste : éviter la panique, ne pas se condamner soi-même en s'enfuyant au moment du

---

<sup>2532</sup> P.16.

<sup>2533</sup> P.18.

sauve-qui-peut ». Dans l'analyse de la crise, il met en avant le dysfonctionnement de la place de Londres, surtout pour souligner l'interdépendance structurelle organisant la finance et l'économie mondiale qu'il décrit par analogie avec le monde industriel (division taylorienne du travail, pompe aspirante et refoulante...) :

« Si le mouvement de capital vers les pays en détresse n'a pas eu l'ampleur qui aurait été nécessaire pour éviter l'effondrement de l'économie de crédit, c'est qu'au moment des difficultés l'organisme qui, dans cette unité financière internationale dont nous avons parlé, jouait traditionnellement le rôle de distributeur de crédit – la place de Londres – se trouvait malheureusement hors d'état de remplir sa fonction de pompe aspirante et refoulante des capitaux. / Toute société suppose une certaine division du travail ; la civilisation internationale existant par-dessus les frontières politiques, reposant sur le crédit, se maintenant par des échanges internationaux financés internationalement, c'est Londres, il faut bien le constater qui en est le cœur. Depuis bien longtemps, la Cité joue ce rôle, et elle le joue admirablement avec une expérience et un sang-froid qu'on ne retrouve nulle part ailleurs »<sup>2534</sup>.

Mais la crise a brisé le ressort fondamental du système, la confiance :

« La plupart des banques d'émission détenaient [p.22] des livres sterling comme réserves d'instruments de paiement internationaux pour faire face à leur obligation d'assurer la convertibilité or de leurs monnaies ; croyant posséder des réserves dont la valeur or permanente était assurée par les principes mêmes du gold exchange standard, elles les ont conservées jusqu'au bout. Il en est résulté, pour elles, des pertes souvent très importantes ; il en est résulté aussi une attitude nouvelle chez un certain nombre d'entre elles. Ce n'est pas seulement leur foi dans les monnaies atteintes par la catastrophe de septembre 1931 qui a disparu à ce moment, c'est leur confiance dans le régime même du gold exchange standard ; pour ne pas courir le risque de monnaies étrangères dont la valeur or dépendait de la décision souveraine d'une puissance extérieure, elles ont commencé à convertir en or leurs réserves de devises. De telles

---

<sup>2534</sup> P.19-20.

mesures prises en pleine crise ont eu un nouvel et terrible effet de déflation »<sup>2535</sup>

Et cela, malgré les efforts de la BRI :

« Après les désillusions provoquées par l'effondrement du gold exchange standard, la Banque des Règlements Internationaux proposait de rétablir la confiance monétaire en donnant aux diverses banques dont la monnaie repose sur la valeur de l'or la possibilité de s'accorder les unes aux autres une garantie or par son intermédiaire ; c'était reconnaître qu'entre membres d'un même système monétaire, intéressés à maintenir la valeur de l'or comme unité de mesure internationale des valeurs, on ne connaissait qu'un étalon commun, poids d'or, dans lequel on traitait. On pouvait ainsi espérer arrêter les conversions de crédits en métal et éviter les dangers qui résultent du passage en pleine crise, d'une économie de crédit à une économie purement métalliste. »<sup>2536</sup>

Donc « la crise a continué à se développer. Devant la chute des prix, accentuée aujourd'hui non plus par la surproduction, mais par la diminution du volume mondial de crédit, la thésaurisation et les dévaluations, chaque pays a dû tenter de réagir par ses propres moyens »<sup>2537</sup>. Et, dans ce cadre « les pays qui ne peuvent ni dévaluer ni faire défaut doivent diminuer autrement leur coût de revient, obliger leur économie à s'adapter à une baisse dont on ne verra pas le fond avant qu'ait pu reprendre un système mondial de crédit. / Ces derniers pays, auxquels appartient la France, commencent à sentir les difficultés de la crise économique. On peut parler d'un assainissement par la déflation et de l'utilité de la baisse des prix, mais il faut concevoir que les adaptations nécessaires sont de la plus grande difficulté »<sup>2538</sup>. Quand il évoque un peu plus loin la dévaluation de la livre, il émet moins une critique sur le choix britannique en lui-même que sur la manière dont il est conduit, sans aucun souci de coopération internationale en dépit de ses conséquences

---

<sup>2535</sup> P.21-22.

<sup>2536</sup> P.23.

<sup>2537</sup> P.24.

<sup>2538</sup> *Idem.*

bien au-delà de Londres : « la dévaluation de la livre sterling n'a pas seulement eu pour conséquence les terribles réactions sur l'économie internationale dont nous parlions tout à l'heure, elle a aussi provoqué en faveur de la place de Londres des réactions extraordinaires qui d'ailleurs n'avaient sans doute pas toutes été prévues » car « laisser la livre se déprécier de 30%, c'était diminuer de 30% la valeur de ce portefeuille, mais c'était en même temps lui rendre une partie de sa liquidité »<sup>2539</sup>. Il redira plus loin son opposition ferme non à la déflation mais à la déflation solitaire : « je sais bien qu'on a l'habitude de parler bien haut des effets salutaires de la déflation. Loin de moi, l'idée de nier l'utilité qu'il y a souvent à voir disparaître des entreprises malsaines ! Mais dans la mesure où il ne s'agit pas simplement d'économies individuelles, où le nettoyage porte non plus sur de petites affaires dont la faillite passe plus ou moins inaperçue, mais sur de très grandes entreprises dont la disparition risque d'avoir des conséquences sociales, de créer du chômage pour des centaines de milliers d'individus, vous savez combien il est difficile d'envisager ce nettoyage d'un cœur aussi léger »<sup>2540</sup>. Or « je crois donc que c'est dans l'espoir d'une collaboration franco-anglaise, d'une association entre le marché de Paris et la place de Londres, le jour prochain où l'Angleterre sera en état de pouvoir faire à nouveau du crédit, qu'on peut chercher le remède à la crise, pourvu que, dans l'intervalle, la pression de plus en plus grande sur des économies anémiées n'ait pas entraîné de catastrophes irrémédiables »<sup>2541</sup>, même si « en attendant le moment où Londres pourra, en collaboration avec Paris, jouer à nouveau le rôle de distributeur du crédit dont l'économie internationale a besoin, Paris, même seul, pourra se trouver amené à prêter à nouveau son assistance à certains pays étrangers, si le besoin urgent d'un appui temporaire se fait sentir à un endroit ou à un autre ». Il ne manque pas d'ailleurs discrètement de critiquer une attitude française

---

<sup>2539</sup> P.27.

<sup>2540</sup> P.29.

<sup>2541</sup> P.28-29.



trop frileuse, adossée à son stock d'or inutilisé car « “Une puissance monétaire qui ne s'utilise pas se dévore” ; le maintien de la valeur du stock d'or français suppose la continuation entre pays d'un système dans lequel l'or demeure l'instrument de mesure international des valeurs »<sup>2542</sup>. Ainsi qu'il l'affirme clairement pour finir, l'avenir ne peut être que transnational et européen car « l'internationalisme monétaire, dont nous constatons la nécessité absolue pour le maintien de notre civilisation moderne, suppose la mise au point d'une collaboration supranationale entre les différentes unités politiques qui ne peuvent se passer les unes des autres. L'une des raisons de la gravité de la crise actuelle est que les économies des divers pays se replient sur elles-mêmes alors que le maintien de leurs habitudes, de notre genre de vie à tous ne peut se concevoir sans la constitution d'unités plus vastes que les unités nationales actuellement souveraines »<sup>2543</sup>. S'appuyant sur l'histoire – « cette période de transition entre l'économie nationale aujourd'hui trop étroite et l'économie internationale rappelle d'autres périodes de l'histoire, le passage du régime féodal au régime national ou l'élargissement du cadre provincial jusqu'aux limites de l'Etat national » - il conclut en affirmant que « de même pour l'Europe d'aujourd'hui, il s'agit de s'adapter et d'organiser une collectivité plus grande que les unités nationales tout en maintenant l'autonomie de celles-ci. Pour le salut d'une civilisation internationale à laquelle nous tenons parce qu'elle nous a formés, souhaitons que les opinions publiques pendant qu'il en est temps encore, comprennent la nécessité de cette évolution »<sup>2544</sup>.

On retrouve les mêmes analyses dans le rapport de 1932 de la BRI, sous la plume de Quesnay, puisque Mitzakis décrit la rédaction proprement dite et le rôle qui tient le directeur général dans sa lettre à

---

<sup>2542</sup> P.30.

<sup>2543</sup> P.31.

<sup>2544</sup> P.32.

Lacour-Gayet du 20 avril 1932<sup>2545</sup> - « Depuis la semaine dernière, la maison est repliée sur elle-même dans une silencieuse et active gestation du rapport à l'Assemblée générale » « Indépendamment d'un chapeau consacré par M. Fraser à une revue générale de l'activité et des déboires de la BRI au cours de l'exercice écoulé, M. Quesnay rédige également une partie importante sur les causes de la crise en y condensant les mémoires et opuscules abondants que le Central Banking a enfanté depuis quelques mois sur la question »<sup>2546</sup> - puis le "lissage" de sa pensée dans celle du 28 avril 1932 : « la rédaction du Rapport à l'assemblée générale est maintenant presque terminée. Fortement condensée et légalisé par la Présidence, l'étude Quesnay sur l'Endettement à court terme se présente maintenant sous une forme honnêtement bourgeoise et de mélancolie modérée ». Il rappelle de manière assez neutre que l'année écoulée a été marquée par des « circonstances dramatiques dans tous les domaines de la finance internationale, du crédit, de la monnaie et des mouvements de capitaux, tant publics que privés »<sup>2547</sup>, avec notamment le moratoire Hoover et la « chute soudaine de la livre qui a presque immédiatement été suivie de la suspension de l'étalon-or ou de l'étalon de change-or par six autres nations [...] événements ont achevé de faire vaciller ce qui subsistait de confiance et [...] ont immédiatement provoqué une pression sur les réserves de toutes les Banques Centrales du monde »<sup>2548</sup>. Il fournit ensuite, dans la partie consacrée à « l'endettement international à court terme et ses conséquences » une explication à cette crise plus consensuelle mettant en avant le poids des capitaux à court terme mais aussi la fermeture des frontières : les dettes internationales à court terme sont évaluées à plus de cinquante milliards

---

<sup>2545</sup> ABF DGSE Dossier 186.

<sup>2546</sup> Même tonalité dans la lettre du 22 avril 1932 (même origine) « la laborieuse rédaction du rapport à l'Assemblée générale se poursuit à la BRI, bénie par les premières chaleurs printanières » « M. Quesnay a terminé son chapitre sur la crise de crédit et les mesures exceptionnelles adoptées pour y faire face ».

<sup>2547</sup> CD-Rom *Rewinding the global economy over 75 years. BIR Annual Reports 1931-2005*, Bâle juillet 2005, rapport de 1932, p.5.

<sup>2548</sup> P.6.

de francs suisses début 1931, ce dont les banques centrales étaient conscientes augmentant leurs réserves de devises jusqu'au début 1931<sup>2549</sup> ; mais cela se révèle insuffisant face à crise, car elle crée un « point de rupture » dans la confiance, suite aux « difficultés bancaires et politiques de l'année dernière »<sup>2550</sup>. Alors que les crédits accordés par les banques centrales la BRI et les trésoreries nationales sont estimés à 5 milliards de francs suisses soit 10% de l'endettement total à court terme, cela ne suffit pas car « de nouvelles forces de dislocation ont été introduites dans le système économique international par la mise en vigueur – pour parer au moins temporairement aux dangers de la situation – d'une série de mesures d'exception ayant pour conséquence arbitraire d'interrompre les mouvements de capitaux et de protéger les monnaies nationales, telles que contrôle des devises, accords de prorogation (standstill), moratoires, restrictions des importations et autres dispositions exceptionnelles »<sup>2551</sup> ; ainsi « le contrôle des changes, avec ou sans accords de clearing, a emprisonné le commerce dans une sorte de camisole de force » donc la solution doit venir des Etats : « la collaboration des Banques Centrales pourra, certes, aider au rétablissement de la structure du crédit mondial ; mais la solution véritable des problèmes qui se posent nécessite l'action énergique et concertée des gouvernements »<sup>2552</sup>

*Un intérêt particulier pour l'Autriche et l'Allemagne.*

Dans cette crise devenue systémique et générale, Quesnay continue de porter un regard particulier sur deux pays eux-mêmes particulièrement touchés, l'Autriche et l'Allemagne. Il continue de recevoir de la part de Künwald des informations régulières : ainsi en mars 1931, alors que l'avocat viennois est aussi occupé dans une affaire de « pose des câbles

---

<sup>2549</sup> P.14.

<sup>2550</sup> P.15.

<sup>2551</sup> P.16.

<sup>2552</sup> P. 18.

téléphoniques en Pologne dont on m'a donné le mandat de négocier le financement », il n'hésite pas à faire part à son ami bâlois de son sentiment à propos du rapprochement douanier avec l'Allemagne<sup>2553</sup> : il en est raisonnablement partisan d'abord comme « patriote autrichien », car « c'est bien facile de dire à petit peuple de six millions qu'on avait déraciné de toutes ses coutumes séculaires, qu'on avait privé de toutes ses relations traditionnelles : “Te voilà sur l'île de Robinson ; c'est à toi maintenant de commencer une nouvelle vie et de t'aider toi-même”. C'est à un peuple caractère Robinson qu'on peut dire chose pareille. Mais l'Autrichien n'est pas un Robinson. L'initiative et l'adaptation ne sont pas ses qualités »<sup>2554</sup> ; ensuite, il y est favorable car « il y a qu'un bon principe en politique comme en affaires : “Make the best of it” » qu'il traduit pour la France par « s'occuper enfin de l'Autriche et y réveiller l'initiative économique, qui, elle seule est ce qui manque à notre pays »<sup>2555</sup>. La correspondance de Mitzakis avec Lacour-Gayet, en particulier la lettre du 31 mars 1932<sup>2556</sup>, fournit des éléments intéressants à propos des contacts autrichiens de Quesnay et de leurs positions : à Vienne « que j'ai retrouvé macérant dans une indicible mélancolie » dans un « sentiment de crise latente et sans issue prochaine [car] depuis plus de six mois la dépréciation virtuelle du schilling s'est incrustée dans les prix dont le niveau monte lentement mais irrésistiblement », il rencontre sur la recommandation de Quesnay, Simon et Künwald. A propos du premier qui « en attendant la faillite de son entreprise, [...] circule dans une superbe limousine », il « prodigue maintenant ses conseils de théoricien moins pessimiste qu'à Bâle » et « ne m'a pas caché que son dernier espoir de redressement politique du pays reposait sur Monseigneur Seipel. Malheureusement, ce dernier vient de rattraper une

---

<sup>2553</sup> Künwald à Quesnay lettre du 21 avril 1931 (avec la copie de la lettre de Künwald à André Meyer de la Banque Lazard du 18) AN 374 AP 26.

<sup>2554</sup> Künwald à Meyer (copie adressée à Quesnay) P.2.

<sup>2555</sup> P.3.

<sup>2556</sup> ABF DGSE 186.

pleurésie [qui] est indisponible pour deux ou plusieurs mois »<sup>2557</sup>. « Quant au Dr. Künwald, j'ai été introduit dans la même soirée dans son cabinet par son secrétaire, un géant à pourpoint de velours et mollets nus. Je n'ai pas eu à me compromettre beaucoup avec celui qu'on appelle à Vienne l'Eminence Grise de Monseigneur Seipel, parce qu'il m'a exposé pendant une heure et demie ses vues personnelles ». Premier point abordé, « la reconstruction de la [sic] *Kredit-Anstalt* est, comme vous le savez, le grand "dada" du Dr. Künwald qui est venu spécialement à Paris au mois d'août dernier pour en parler à M. Moreau et intéresser la banque de Paris et des Pays-Bas à son grand projet de financement français en Autriche » mais « ce qui était relativement aisé en août dernier, au moment de sa visite à Paris, était devenu plus difficile maintenant, mais il n'était pas encore trop tard. ». Au passage, Künwald essaie de rassurer son interlocuteur à propos de l'accord douanier avec l'Allemagne : « tous les gouvernements français depuis la fin de la guerre sont partis de cette idée fixe que l'Autriche voulait l'Anschluss. Vous avez sans doute crû que la proximité créait l'amitié. C'est une erreur psychologique et une incompréhension historique. Il n'y a pas, l'heure actuelle, dix pour cent du pays qui souhaite pareille chose ». Et Mitzakis de poursuivre : « le Dr. Künwald m'a ensuite exposé avec la même verve ce qu'il pensait du projet danubien de M. Tardieu. Pour lui, il y avait tout d'abord un projet plus modeste et plus urgent à mettre sur pied : celui d'un arrangement douanier entre la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Autriche » car « en élargissant le cercle des participants à cinq et même à six avec la Suisse, on a naturellement compliqué économiquement et politiquement la situation. On a ainsi amoindri économiquement et politiquement les chances de succès ». Quesnay lui semble analyser la crise qui frappe Vienne comme une crise du crédit, ainsi qu'il l'écrit, le 2 juin 1931, à Karl Schlesinger qui lui avait adressé un projet sur « l'éventuelle réorganisation de la *Kredit-Anstalt* dans le cadre d'une coopération

---

<sup>2557</sup> P.1-2

franco-allemande »<sup>2558</sup> : « je crois en effet que la crise actuelle est en grande partie due à une exagération de crédit court terme qui a conduit à un développement de la production tel qu'il y a un profond déséquilibre avec la consommation. Il est donc essentiel de trouver le moyen de renforcer la consommation et ceci ne peut se faire par l'octroi de crédits long ou moyen terme ; l'un des remèdes cherchés consisterait donc à pouvoir orienter du court terme au long terme c'est-à-dire de la production à la consommation, une partie des capitaux disponibles »<sup>2559</sup>. C'est notamment le caractère global de la crise qui le fait refuser la proposition de son interlocuteur : « dans les circonstances actuelles, je crains hélas ! Que la réalisation ne s'en révèle excessivement difficile ; au moment, en effet où tant de pays se trouvent virtuellement en état de cessation de paiement et où de nombreux courants économiques ont été rompus, nous assistons à une contraction graduelle des échanges qui risquent de briser l'instrument même des échanges. Les phénomènes de désagrégation se multiplient sur le plan monétaire, et la crise dont nous ressentons les effets semble être d'une portée plus grave et plus étendue que ces dépressions cycliques auxquelles vous faites allusion ». Dans ce contexte difficile où « on est au bout de ses nerfs avant d'être au bout de ses peines », on retrouve aussi le Quesnay pacificateur, implorant dans une lettre personnelle du 22 juin 1931<sup>2560</sup>, Reisch, président de la Banque nationale d'Autriche, de chercher à s'accorder avec l'envoyé de la BRI, Bruins.

A propos de l'Allemagne, il semble que ses analyses se doublent d'une action plus directe. Quand René Berger lui narre, dans sa lettre du

---

<sup>2558</sup> Karl Schlesinger (1889-1938) qui correspond avec Rist en 1926 (BF fonds Rist correspondance 18 3) est un banquier et un économiste autrichien, qui contribue à diffuser à Vienne les idées de Cassel et Walras dès 1914 avec son ouvrage *Theorie der Geld- und Kreditwirtschaft* d'après Annie-Lou COT, Jérôme LALLEMENT, « 1859-1959 : de Walras à Debreu, un siècle d'équilibre général », *Revue économique* 2006/3 (Vol. 57), p. 377-388, p. 380.

<sup>2559</sup> AN 374 AP 30

<sup>2560</sup> AN 374 AP 23.

9 avril 1930<sup>2561</sup>, « voici un jeu de mots qui court Berlin en ce moment : on prétend que à ton arrivée à Berlin lors de ton dernier séjour la foule t'a accueilli par ce cri : '*Ave Quesnay moratoria te salutant*' », il faut faire la part de l'amicale exagération, mais il est certain que Quesnay ne ménage pas ses efforts en faveur d'une attitude mesurée vis-à-vis de l'Allemagne, en particulier en incitant certains de ses contacts à une action dans cette direction auprès de l'opinion publique française. C'est ce qu'il écrit à Lacour-Gayet le 28 octobre 1930 :

« Au moment où vont se développer les attaques contre la BRI en liaison avec la situation allemande, il serait dangereux que l'on eût l'impression d'un recul important de notre activité. /D'après les informations que j'obtiens de Berlin, les mois qui viennent vont être difficiles : il est si facile, au moment où l'on doit imposer des sacrifices à la population, d'en rejeter toute la responsabilité sur les paiements de réparations ! Je m'étonne que la presse française ne fasse pas ressortir plus clairement un certain nombre de points : 1) jamais personne n'a mis en doute la possibilité pour l'Allemagne d'un paiement annuel de 1 milliard 600 [...] Or aujourd'hui, à la suite de la complète désorganisation des finances allemandes c'est pour des raisons fiscales et non pour des raisons de transferts que l'on parle à Berlin d'un moratoire 2) [...] toute la difficulté vient donc des exportations allemandes de capitaux qui ont leur origine dans le désordre intérieur et l'absence de confiance en l'avenir 3) l'hypothèse d'un moratoire semble une telle folie qu'on ne voit vraiment pas comment des gens responsables pourraient l'envisager : le grand public ignore en effet mais il serait bon de le rappeler que la déclaration du moratoire n'apporterait à l'heure actuelle aucun allègement à l'économie allemande » « Il me semble qu'au lieu d'être hypnotisé sur des dangers de guerre qui n'existent pas, l'opinion publique française devrait être orientée dans les directions où il est possible d'apporter un peu de calme et de sang-froid tant à l'intérieur qu'au dehors »<sup>2562</sup>

On retrouve les mêmes idées quelques mois plus tard, quand il répond à Newbold, le 17 avril 1931 :

---

<sup>2561</sup> AN 374 AP 10.

<sup>2562</sup> ABF Fds DGSE p. 1 et 3.

« Je partage un grand nombre de vos idées. / Je crains comme vous, en particulier, qu'une opinion publique mal avertie n'exagère beaucoup trop la portée politique du projet d'accord austro-allemand ; la soudaineté de cet accord et le mystère dont il a été entouré ont pu faire redouter certaines arrière-pensées politiques, mais ce serait pourtant une grave erreur de faire à l'Allemagne un succès diplomatique qu'elle n'a aucunement cherché. / Si la situation intérieure de l'Allemagne était mieux connue, on se rendrait davantage compte qu'elle se trouve, moralement et matériellement devant de très difficiles problèmes d'existence quotidienne, et je crois sincèrement que seuls des motifs économiques pressants lui dictent actuellement sa conduite »<sup>2563</sup>

Son attitude compréhensive par rapport à la situation de l'Allemagne prend parfois des détours inattendus, comme en témoigne sa lettre du 17 mars 1931 à Dannie N.Heineman<sup>2564</sup>, à la fois acteur majeur de l'électrification de la Belgique à la tête de la SOFINA et européen convaincu<sup>2565</sup> qui l'avait manifestement sollicité pour investir à Berlin :

« en discutant avec le Dr. Luther, avec nos administrateurs et collègues allemands des meilleurs moyens d'orienter vers l'Allemagne du capital à long terme, j'ai eu l'occasion de parler plusieurs fois de la situation financière de la ville de Berlin. En dehors des opérations de crédit hypothécaire ou industriel, la consolidation par des opérations à long terme des dettes à court terme contractés par les villes allemandes est en effet l'un des problèmes les plus urgents.

J'ai insisté sur la nécessité de commencer ce travail de consolidation avec un groupe bancaire disposant des plus larges appuis internationaux, afin de préparer ainsi la possibilité d'opérations analogues pour d'autres villes et de frapper l'opinion publique allemande en lui montrant les résultats concrets obtenus par le rétablissement de la confiance étrangère grâce à trois mois de politique Brüning.

---

<sup>2563</sup> AN 374 AP 26-27.

<sup>2564</sup> Fonds Frédéric Quesnay.

<sup>2565</sup> Sur cette figure singulière, généreux sponsor notamment de *Panuropa* cf. Geneviève DUCHENNE, « Regards sur l'engagement européiste dans la Belgique d'entre-deux-guerres (1919-1939) », *Les cahiers Irice* 2008/1 (n° 1), p. 17-31, p.24.



Sur tous ces points mes interlocuteurs étaient d'accord avec moi, mais en ce qui concerne la conclusion qui vous intéresse spécialement, je les ai trouvé beaucoup moins décidés : ils m'ont exposé la division de l'Allemagne en trois secteurs d'influence pour les affaires électriques ; ils m'ont fait remarquer que le groupe allemand avec lequel la SOFINA est en rapports n'a pas la ville de Berlin dans son secteur, que concéder 51% des droits revient à laisser fixer les tarifs par le consortium, ce qui soulève de difficiles problèmes intérieurs etc.... De l'autre côté, un très important consortium étranger comprenant, comme vous le savez, Schroeder, la Chase etc... aurait été constitué derrière la banque de Prusse et aurait d'assez grandes chances d'aboutir en raison des conditions d'exploitation envisagées. Je crois que vous avez eu l'occasion de rencontrer ces jours derniers le Dr.Melchior qui souhaitait encore, sans trop l'espérer, un accord pourrait intervenir entre la SOFINA et les autres intéressés. Du point de vue du travail ultérieur ce serait certainement la meilleure solution. »

Il mentionne ensuite la joie procurée par lecture de « votre *Esquisse d'une Europe nouvelle* » soulignant que « dans une causerie à l'Ecole de la Paix, le mois dernier, j'ai touché quelques détails du grand tableau que vous avez si magistralement brossé ».

Son attitude est fondée sur la confiance qu'il semble ressentir à l'égard des dirigeants allemands, qu'il s'agisse des dirigeants de la banque centrale ou du gouvernement. A propos du président de la première, Luther, il écrit à Moret le 14 mars 1931 :

« Du point de vue BRI, le problème sera de trouver les moyens d'établir sous une forme ou sous une autre une apparence au moins de contact entre nous et ces groupements pour que l'opinion publique allemande qui attend de la BRI une action dans le domaine long terme ne puisse nous reprocher que tout se fasse en dehors de nous. J'attire, monsieur le gouverneur, sur ce dernier point votre attention et je suis sûr que vous trouverez des formules : souscriptions à quelques obligations dans certains cas, fonction de trusts dans d'autres, déclaration que la constitution est le résultat des échanges de vues à Bâle entre gouverneurs etc. Je ne sais si vous vous êtes fait encore

traduire le dernier livre de Schacht<sup>2566</sup> : il amorce sur ces questions une grosse campagne qui effraye d'autant plus le Dr. Luther que la lutte personnelle entre les deux hommes semble plus vivre. Tout ce qui pourra être fait pour permettre à Luther de prouver que sa confiance en la BRI est justifiée contribuera grandement à améliorer la situation »

L'insistance sur le conflit personnel avec Schacht sert sans doute, en creux, à rehausser encore les qualités de Luther aux yeux de Moret. De même dans une longue lettre à Moreau le 25 mars 1931<sup>2567</sup>, il semble soutenir les négociations directes menées par son ancien patron, à la tête de la Banque de Paris et des Pays-Bas<sup>2568</sup>, avec le gouvernement allemand :

« Il y a certainement intérêt pour le marché de Paris à engager une discussion directe avec les Allemands et à ne pas aborder les problèmes de crédit à l'Allemagne dans une commission internationale où la pression s'exerce contre celui qui peut fournir appui au profit de celui que tant d'autres ont tendance à soutenir, ne fut-ce qu'à cause des intérêts qu'ils ont déjà chez lui et qu'il faut étayer. En discussion directe avec l'Allemagne, on peut obtenir des assurances sur l'attitude du gouvernement vis-à-vis du problème russe, vis-à-vis d'une éducation progressive de l'opinion publique sur la nécessité de se calmer au sujet des questions polonaises ou de désarmement »

---

<sup>2566</sup> Frédéric CLAVERT dans *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.40-41 : « en 1931 Schacht publie la *Fin des réparations (Das Ende der Reparationen)*, Oldenburg, G. Stalling, 1931), inspiré des conférences faites aux Etats-Unis. Cet ouvrage a un grand retentissement, alors que certains journaux en publient les "bonnes feuilles". Il provoque une polémique avec le gouvernement allemand [...] Le chancelier propose simplement de publier de rendre publiques les archives contredisant Luther. Hans Luther approuve cette décision : le livre est décevant car il ne pourra servir d'arme contre les Réparations »

<sup>2567</sup> AN 374 AP 26-27. Guérin (qui remplace Mitzakis) fait référence à cette lettre dans une lettre à Lacour-Gayet du 27 mars 1931 « M.Quesnay, dans une longue lettre privée à M.Moreau, insiste sur la nécessité pour les banques privées de prendre une initiative de crédits à l'Allemagne ; [en marge « le moment est particulièrement bien choisi »] il condamne la formule Kindersley et préconise les accords directs. En terminant, il offre l'hospitalité chez lui à M. et Mme Moreau et propose une rencontre en terrain neutre avec Luther. Ceci est la suite des conversations de Fraser avec M.Moret sans doute [en marge « ? »] » (ABF DGSE).

<sup>2568</sup> Éric BUSSIÈRE rappelle la grande prudence de l'attitude de la banque de la rue d'Antin quant à l'Allemagne depuis le début de 1930, au regard des facteurs économiques et politiques (*Horace Finaly op. cit.* p.362 et suiv.).

Il met l'accent sur le poids de l'opinion publique pour souligner ensuite les difficultés dans lesquelles se débat ce gouvernement et la qualité de son chef :

« Ce sont les directions dans lesquelles le gouvernement allemand fait depuis janvier un effort dont on n'a en France aucune idée. Mais la situation est telle que toute demande de renonciation publique à la révision des frontières orientales ou à la diminution des armements ne peut, croyez-moi, conduire actuellement à des résultats. J'ai passé un très long temps avec Brüning à mon dernier voyage à Berlin il y a moins d'un mois : je ne crois pas que nous puissions actuellement avoir un chef de gouvernement allemand plus remarquablement disposé à tout faire pour la détente (ma lettre est trop longue pour que je parle du problème autrichien que je connais assez bien, vous le savez bien). Brüning m'a fait l'effet d'un grand homme d'Etat qui a fait son choix : il a opté pour la collaboration avec l'Occident sur pied d'égalité. Mais il doit très vite pouvoir montrer quelques preuves que sa politique améliore la situation de son peuple plus que la politique d'Hitler ne pourrait le faire »<sup>2569</sup>

Il insiste ensuite, de manière forte (la répétition des « je voudrais »), sur le rôle qu'il voudrait voir tenir par Moreau dans une réponse positive à cette politique conciliante de Brüning :

« Je dis qu'il faut de nouvelles preuves fragmentaires d'encouragement en échange d'un renforcement d'une détente d'opinion publique : des affaires de crédit industriel ou de collaboration à des travaux faits à l'étranger sur emprunts français, de financement municipal allemand me paraîtraient dans la ligne. Et je voudrais, mon cher Monsieur Moreau, que, pour ne pas regretter dans quelques mois d'avoir tardé, vous en preniez l'initiative. Je voudrais que vous ayez, en échange, des assurances d'amélioration d'atmosphère ; je voudrais que ces négociations soient engagées avec ceux qui luttent nettement dans le sens pacification en soutenant que là est le salut. Ce sont ceux-là qu'il faut renforcer en face de ceux comme notre ami Schacht qui soutiennent le contraire (J'ai dîné avant-hier avec Schacht et déjeune de nouveau demain avec lui : inchangé ! Lui, annonce la révolution toute prochaine !) Bref, je voudrais que vous

---

<sup>2569</sup> Quesnay à Moreau le 25 mars 1931 p.4-5.

rencontriez Luther au plus tôt : M. Moret ne peut prendre avec lui de problème concret sans qu'on paraisse retomber dans la direction "efforts des Banques centrales". Mais vous, vous pourriez mettre l'affaire sur le terrain pratique »

L'urgence de la situation lui semble (à juste titre) telle qu'il veut avant tout voir avancer des projets concrets de coopération transrhénane, quitte à momentanément moins insister sur les « efforts des Banques centrales » qu'il connaît si bien pour les avoir tant promus. Selon lui, sans ces actions, à terme l'action de la BRI est vouée à l'échec, en raison notamment de l'écho assourdissant des propos de Schacht auprès de l'opinion allemande :

« Si un accord financier apportant à l'Allemagne du capital français venait à être conclu après les négociations directes nécessaire, je pense qu'au moment de de la réalisation il faudrait trouver une forme pour y associer la BRI. Nous savons, vous et moi, que les experts du plan Young n'ont pas voulu faire de la Banque un organisme ayant pour tâche d'améliorer la situation économique de l'Allemagne pour lui faciliter ses paiements ; nous savons qu'on a pensé surtout à créer un intermédiaire commercial et à organiser une solidarité des banques centrales pour faciliter le maintien des stabilités monétaires. Mais 99% de l'opinion allemande est empoisonnée par les déclarations quotidiennes de Schacht »<sup>2570</sup>

Dans son rapport à Lacour-Gayet du 27 mars 1931<sup>2571</sup>, Mitzakis revient sur cet épisode : « M. Quesnay, dans une longue lettre privée à M. Moreau, insiste sur la nécessité pour les banques privées de prendre une initiative de crédits à l'Allemagne ; [en marge « le moment est particulièrement bien choisi »] il condamne la formule Kindersley et préconise les accords directs. En terminant, il offre l'hospitalité chez lui à M. et Mme Moreau et propose une rencontre en terrain neutre avec

---

<sup>2570</sup> Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.41 : Schacht a tenu quatre conférences dont le contenu est proche de la *Fin des réparations* : à Berne le 25 mars 1931, à la Chambre de commerce de la Ruhr le 20 mai 1931, à Dresde le 3 juin et peu de temps après à Brême.

<sup>2571</sup> ABF DGSE 186.

Luther »<sup>2572</sup>. La condamnation flagrante à ses yeux de la « formule Kindersley », si elle correspond par exemple aux vues de Jacques Rueff<sup>2573</sup>, ne semble pas aussi nette sous la plume de Quesnay qui insiste surtout sur la discrétion nécessaire des banquiers centraux. C'est encore dans la correspondance Mitzakis que l'on retrouve ce dernier promoteur incessant d'une attitude plus compréhensive vis-à-vis de l'Allemagne : en janvier 1932, alors que « le renouvellement de la participation française au crédit de la *Reichsbank* reste la question d'actualité qui prime, pour le moment, tous les autres problèmes BRI », autour notamment de la clause subordonnant l'entrée en vigueur de l'accord au renouvellement du crédit des banques centrales et de la BRI qui est une « arme politique » entre les mains de la Banque de France, Quesnay l'a présenté au Quai d'Orsay comme une « arme à double tranchant » ce qui a inquiété<sup>2574</sup>. Et Mitzakis de préciser le lendemain que le directeur général tente d'inciter ses interlocuteurs allemands à une attitude plus conciliante par sa « persuasion habituelle » (on retrouve d'ailleurs la pratique de la discrète négociation nocturne) :

« depuis hier, MM. Fraser et Quesnay ont essayé de calmer le Dr. Hülse qui annonçait que la *Reichsbank* enverrait certainement une réponse aussi courte qu'historique, accompagnée d'un roulement de tambours dans la presse allemande annonçant la fin de la politique de collaboration internationale et un "alea jacta est" ; personnellement, il ne pouvait même que le souhaiter étant donné le caractère exclusivement politique de la mesure ! / Après avoir épuisé toute sa persuasion habituelle, le Directeur Général, qui était d'ailleurs dans une position assez fautive pour plaider un dossier aussi ingrat, a conseillé au Vice-Président d'aller rendre personnellement visite au Dr. Hülse la nuit dernière afin de l'amadouer en

---

<sup>2572</sup> p.2.

<sup>2573</sup> Dans *De l'aube au crépuscule*, Plon, 1977, cité par Marc FLANDREAU 1931 : la chute de la livre sterling et la crise internationale vues par Jacques Rueff. in *Politique étrangère* N°4 - 1998 - 63e année pp. 865-876, p.875, il a cette formule définitive « L'instrument d'une coopération financière véritable existe, et il a été porté par l'Angleterre - au temps où la raison y prévalait encore – au maximum de sa perfection : c'est le marché financier ».

<sup>2574</sup> Mitzakis à Lacour-Gayet le 25 janvier 1932 ABF DGSE 186.

faisant ressortir qu'une réaction violente ne servirait à rien en ce moment qu'elle ne pourrait avoir que des conséquences désastreuses pour l'Allemagne »

Dans la suite de sa description, la relative solitude des partisans d'une vraie coopération, semblant tous regroupés à la BRI, est soulignée :

« je ne vous cacherai pas que tout le monde est préoccupé, aussi bien du côté allemand que du côté "alliés" MM. Fraser et Quesnay – qui continuent à soutenir le moral du Dr. Hülse et à lui proposer les formules les plus diverses de conciliation sous forme d'earmarking à l'étranger, engagement de maintenir les réserves-or au-dessus d'un chiffre X etc... - s'étonnent eux-mêmes du calme quelque peu indifférent qu'ils perçoivent dans leurs communications avec Londres et Paris. On se demande même si ce calme ne cacherait pas une sorte de gentlemen's agreement déjà passé entre les gouvernements créanciers pour faire front commun contre le débiteur et l'obliger à accepter sans condition une prorogation du moratoire Young en échange de renouvellement du crédit *Reichsbank*, garanti ou non »<sup>2575</sup>

Ainsi, face à la montée foudroyante des périls financiers en Autriche et en Allemagne, Quesnay agit avec constance et énergie, à son niveau, pour tenter de maintenir une réelle coopération internationale (question du renouvellement du crédit français à la *Reichsbank*) y compris en favorisant des solutions relativement nouvelles pour lui jusque-là (l'appel à Moreau).

### **La BRI pompier dans l'urgence.**

*Quesnay toujours partisan de la coopération internationale.*

La position conciliatrice de Quesnay vis-à-vis de l'Autriche et de l'Allemagne n'est pas l'exception : au milieu des difficultés qui s'accumulent, il n'a de cesse de souligner la nécessité d'une coopération internationale forte auprès de différents correspondants à qui il écrit au début de la décennie 1930. Ainsi face à un vraisemblable partisan d'une

---

<sup>2575</sup> P.3.

“ligne dure”, Edmond Michel<sup>2576</sup>, il déploie toute son habileté rhétorique, pour retourner les arguments “moraux” de son interlocuteur (l’ampleur des sacrifices français) en faveur d’une position bien plus coopérative, appuyée notamment sur le consentement des opinions publiques :

« Vous avez bien raison d’insister sur l’énormité des sacrifices faits par la France, sur la possibilité pour l’Allemagne de faire face aux charges de plus en plus réduites qu’elle a librement acceptées et vous faites justement ressortir qu’il n’existe qu’une seule morale qui exige le respect des contrats publics comme des contrats privés. / Au moment où, d’un accord unanime, va s’élaborer un contrat nouveau qui a été reconnu nécessaire pour tenir compte des perturbations exceptionnelles qui ont faussé toutes les données économiques sur lesquelles avaient été basés les règlements antérieurs, je souhaite, que, dans l’intérêt du créancier comme du débiteur, et en vue précisément d’assurer le respect de la parole donnée, on tienne compte, plus peut-être que par le passé, de certains facteurs psychologiques qui sont inévitablement mis en mouvement lorsqu’il s’agit par exemple de prolonger des paiements pendant plusieurs générations. Il ne s’agit pas seulement de techniques financières dans les relations entre Etats, et ne croyez-vous pas que l’établissement d’une paix durable entre la France et l’Allemagne – si elle était possible – permettrait une diminution des dépenses et un développement de prospérité qui rapporteraient finalement beaucoup plus à l’économie française que la continuation même des paiements intégraux précédemment prévus. / J’ignore dans quel sens on cherchera les bases d’un nouvel arrangement lors de la Conférence de Lausanne, mais, dans l’intérêt de la France et du monde, je souhaite qu’un nouvel accord sincère intervienne et que les diverses opinions publiques sauront admettre, le cas échéant, que certaines concessions sont infiniment plus apparentes que réelles »

Plus largement Quesnay ne cesse de prêcher pour une réelle coopération internationale, seul remède efficace à ses yeux contre la crise en cours : le 13 décembre 1930 il écrit ainsi à Coulondre « Quelle terrible période nous traversons ! Le vent n’est guère à la solidarité financière internationale. Et c’est pourtant grâce à elle, et à elle seulement que nous

---

<sup>2576</sup> Il s’agit de l’auteur de *Les dommages de guerre de la France et leur réparation avec préface de M. Louis Marin*, Paris, Berger-Levrault, 1932.

pouvons espérer sortir d'une situation européenne qui, socialement m'inquiète »<sup>2577</sup>. Même tonalité dans une lettre au professeur de droit public Louis Troabas de Nancy, le 10 août 1931<sup>2578</sup>, qui avait consacré un ouvrage à la BRI :

Il lui rappelle d'abord « nos raisons d'être et nos ambitions qui sont, en première ligne, de faciliter le développement du progrès social dans les divers pays d'Europe en travaillant au maintien général de la stabilité monétaire. / Cette tâche doit, dans l'esprit des experts du plan Young, s'accomplir en dehors des considérations politiques et c'est là en effet un des motifs principaux qui ont amené la création d'un organisme nouveau entièrement indépendant de la SDN ; néanmoins, comme vous le faites très justement remarquer, l'étude des nombreux et difficiles problèmes qui se posent à nous ne saurait se faire utilement sans une étroite coopération entre la SDN et la BRI puisque certains de ces problèmes présentent un caractère à la fois politique, juridique et technique. Nous nous sommes donc employés dès le début à établir le contact nécessaire avec la SDN et nous avons déjà été heureux de constater les utiles résultats d'une très cordiale collaboration. / C'est encore sur elle que nous nous appuyons pour remplir notre tâche au cours de la grave crise actuelle, car c'est seulement en conjuguant tous les efforts dans tous les domaines, que nous contribuerons au rétablissement de l'équilibre de tant d'économie bouleversées en Europe »

Auprès d'Alberto Pirelli, il replace cette nécessaire coopération dans une perspective plus large : « j'espère qu'il est encore temps de sauver Apollon et que nous pourrons rétablir, avant qu'il ne soit trop tard, l'équilibre que tant d'abus de tout genre ont si gravement compromis dans nos divers pays d'Europe. / En ce qui concerne plus particulièrement notre domaine monétaire, on se rend compte plus que jamais combien une entente monétaire internationale peut seule arrêter peut-être l'effondrement général qui nous menace ; au moment où en effet nous assistons au passage d'une économie de crédit à une économie

---

<sup>2577</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2578</sup> AN 374 AP 32.



purement métallique, nous risquons de voir disparaître la notion même du crédit, telle que nous nous efforçons de la maintenir sur la base du gold standard. Lutter contre l'effroyable méfiance générale actuelle devient chaque jour plus difficile, mais nous ne voulons pas, ici, perdre courage et il semble que nous pouvons compter sur un certain nombre de très généreux et très actifs concours »<sup>2579</sup>. Il lui soutient qu'il faut prendre, en la matière, des mesures énergiques et rapides : « je reste de l'opinion que les mesures que l'on a prises ces mois derniers révèlent par leur caractère partiel et temporaire une incompréhension de la gravité de la situation. Même si les chefs responsables s'en rendent désormais compte, l'opinion publique dans certains pays ne paraît pas être encore mûre pour approuver les mesures qui seraient nécessaires. Et pourtant ce n'est pas en se limitant à quelques pansements dans le domaine économique que l'on rétablira la confiance. / Je tiens à dire que je ne suis pas du tout pessimiste sur la possibilité de sauver le malade. Mais il faudrait avoir le courage d'abandonner les cures homéopathiques »<sup>2580</sup>. Quelques mois plus tard, quand il dresse sur une feuille volante le bilan de l'action de la BRI depuis sa création<sup>2581</sup>, s'il semble moins optimiste - « on n'a rien fait depuis 3 ans de ce qu'il y avait à faire, éduquer les B[anques] C[entrales], leur servir de guide et de modèle » - car « on a voulu courir avant de savoir marcher », à cause de la crise, il ne voit pas d'issue positive autrement que par la poursuite de la politique entamée dans les années 1920 sous l'égide de la Banque d'Angleterre, car sans la BRI « la régression des idées Norman de coopération entre BC eut encore été plus marquée, en une période où chaque pays s'est replié sur lui-même ».

Confirmant le sentiment de Quesnay, Guérien décrit à Lacour-Gayet le 29 juillet 1931 la situation à Bâle ainsi : « je ne puis mieux comparer la BRI qu'à une barque dans laquelle on est sans cesse projeté d'un bord à

---

<sup>2579</sup> Pierre Quesnay à Alberto Pirelli le 13 octobre 1931 AN 374 AP 28-29.

<sup>2580</sup> *Idem* le 16 octobre 1931.

<sup>2581</sup> Fonds Frédéric Quesnay. Le document date vraisemblablement de la fin 1932 début 1933.

l'autre ; les espoirs du matin s'y transforment en cours de journée en désillusions » car la veille « on tressait des lauriers en Charron » à propos du placement des bons hongrois mais « ce matin coup de théâtre, Lee Higginson ne pouvait constituer le groupe preneur américain » donc apparaît l'hypothèse de la *Chase* avec l'augmentation de la participation française. Cependant le rapport annuel de la BRI de 1931 fait apparaître une certaine cohérence dans l'action de la Banque, en distinguant plusieurs phases : au cours de la première qui « s'est terminée à peu près au moment où le "moratoire Hoover" a été proposé », « la Banque s'est limitée à ses fonctions normales d'organisme gérant les réserves des Banques Centrales, aidant à la stabilisation des monnaies, recevant et répartissant les paiements intergouvernementaux, développant ses relations d'affaires » contribuant « à orienter l'accumulation exagérée et dangereuse des capitaux à court terme vers les crédits à plus long terme, dont, manifestement, le besoin se faisait sentir » voire à transformation « des crédits à court terme sur les marchés internationaux [...] en capitaux plus permanents » avec des « études approfondies [...] sur la possibilité ou l'opportunité de créer, en dehors de la Banque, une organisation destinée à encourager les emprunts à long terme et à en accorder »<sup>2582</sup>. Mais « des retraits importants de crédits à court terme d'Europe centrale et d'Allemagne accélérés plutôt qu'atténués par l'avertissement impliqué dans la proposition du président Hoover, ont exercé une pression violente sur les réserves des Banques Centrales des pays intéressés » d'où une deuxième phase au cours de laquelle « une aide urgente s'est révélée indispensable pour permettre à ces Banques Centrales de faire face aux retraits de fonds à court terme et pour donner, tant aux débiteurs qu'aux créanciers, le temps de prendre les mesures nécessaires pour résister au choc et pour tenter de consolider leurs positions »<sup>2583</sup> donc la BRI aida les banques centrales est et centre-européennes (Hongrie Autriche Allemagne Yougoslavie et Dantzig), en

---

<sup>2582</sup> p.8.

<sup>2583</sup> p.9.

particulier en organisant des syndicats de banques centrales. Ensuite « dans la 2<sup>e</sup> phase des opérations et sous la pression des événements, l'activité de la Banque s'est en partie modifiée, notre établissement s'est trouvé à avoir à accorder des crédits pendant une période de dépression économique générale, au lieu de se consacrer à sa tâche plus normale d'organe régularisateur des fluctuations monétaires résultant de mouvements saisonniers ou de difficultés transitoires et localisées »<sup>2584</sup> ; d'une certaine manière, la BRI, organe initialement seulement « régularisateur », devient, à cause de la crise, une instance régulatrice en raison de l'ampleur sans cesse croissante de ses interventions, tant par leur montant que par leur durée. La dimension conjoncturelle de ce changement de rôle apparaît nettement dans la phase suivante, marquée par la rétractation de l'action de la BRI sous le coup de l'aggravation de la crise qui change alors de nature : « la 3<sup>e</sup> phase de l'évolution de l'exercice de la Banque a débuté avec la chute de la £ démontrant que l'octroi de crédits était, à lui seul, insuffisant pour surmonter les difficultés économiques ou pour soutenir les monnaies contre le courant rapide des retraits et des évasions de capitaux, qui se sont produits lorsqu'on a de plus en plus pris conscience du déséquilibre de la balance des paiements internationaux, lorsque s'est aggravée la dépression économique et développée une crise de confiance prenant presque des allures de panique »<sup>2585</sup> ; alors la BRI « s'est vue finalement obligée de répondre par un refus aux nouvelles demandes d'avances qui lui ont été présentées par diverses Banques Centrales après la chute de la £ ; elle a interrompu ainsi la politique qui consistait pour elle, à consentir d'importants et nouveaux crédits aux divers instituts d'émission »<sup>2586</sup> ; donc « l'instabilité de la situation monétaire et l'aggravation de la crise mondiale expliquent la 3<sup>e</sup> phase du développement de la Banque pendant l'exercice. Cette phase est dominée par deux faits » 1) « du point de vue

---

<sup>2584</sup> P.10.

<sup>2585</sup> P.10-11.

<sup>2586</sup> P.11.

de la gestion [...] une administration prudente des ressources de la Banque, une révision de ses placements sur chaque marché, en vue d'acquiescer le maximum de sécurité, un maintien continu de la liquidité de ses actifs et une accumulation croissante de ses ressources auprès des B[anques] C[entrale]s ou sous leur garantie » « pour l'accomplissement d'une des tâches statutaires de la Banque, l'octroi de facilités additionnelles pour les opérations financières internationales » 2) le remaniement de l'organisation interne et le fait d'« orienter ses recherches pour pouvoir suivre de près les phénomènes et les problèmes monétaires » pour « servir de centre de discussion et d'action pour la reconstruction monétaire qui se révélera indispensable au lendemain de la crise mondiale, comme elle le fut après la guerre mondiale »<sup>2587</sup>. Quesnay lui-même semble aller plus loin dans le projet d'une BRI régulatrice active des marchés financiers déséquilibrés par la crise. Ainsi dans une lettre à Vincent Auriol le 12 juillet 1932<sup>2588</sup>, après lui avoir proposé son aide dans ses nouvelles « fonctions de Rapporteur spécial des comptes internationaux auprès de la Commission des finances », constatant (à nouveau) que « nous sommes déjà à une époque où il existe une Unité internationale et pourtant elle est morcelée par des abus de la souveraineté nationale qui la condamnent au désordre, comme jadis les particularismes féodaux empêchaient la vie de la nation », il estime que pour s'attaquer aux « difficultés profondes, le problème douanier européen et le problème de l'endettement », il faut aller chercher le « crédit nécessaire » « par une meilleure utilisation des disponibilités actuellement existantes ». Pour cela, il évoque la mise sur pied d'un fonds commun européen, sur lequel sans doute la BRI exercerait un contrôle : « si les Etats dotaient d'un fonds communs de recettes même futures, les Banques centrales pourraient escompter ces recettes, en faisant dans la proportion de leurs encaisses une certaine avance à ce fonds. La Banque de France exigerait certainement pour son avance la

---

<sup>2587</sup> P.12.

<sup>2588</sup> AN 374 AP 24-25.

garantie de l'Etat français. Mais elle la possède déjà : au lieu de laisser ses livres sterling garanties par l'Etat travailler à Londres hors de son contrôle, faciliter l'octroi ou l'offre de crédits par l'Angleterre aux Etats qui dévaluent leurs monnaies, elle aurait tout intérêt à ce que ces mêmes fonds garantis aident à maintenir la situation européenne pendant que se prépare l'organisation européenne qui peut seule remédier aux présentes difficultés ». Un tel fonds serait ainsi à la fois la première étape et l'instrument d'une indispensable intégration européenne croissante, unique remède à la crise. Même si il est moins précis, c'est sans doute à une solution similaire qu'il pensait en soulignant auprès de Christian Lazard le 7 octobre 1931<sup>2589</sup> « les avantages que pourrait présenter la constitution d'un grand Trust International conçu selon la formule des Investment Trusts anglais, mais sans doute faut-il attendre quelques lueurs d'amélioration sur l'horizon international avant d'entreprendre utilement aucune action de ce côté ».

Cherchant à provoquer les « lueurs d'amélioration » sur le plan international, Quesnay déploie une partie de son énergie dans le champ de la politique nationale, car comme d'autres acteurs d'institutions transnationales tels Luchaire, à la tête de l'IICI, l'Institut International de Coopération Intellectuelle, son action est « caractérisée par un jeu d'équilibre entre motivations nationales et transnationales »<sup>2590</sup>. Il arrive même parfois que celles-ci convergent comme cela semble être le cas à l'occasion du plan Flandin pour l'Europe orientale. Mitzakis dans son compte-rendu à Lacour-Gayet du 22 mars 1932<sup>2591</sup>, souligne les convergences de vue entre Quesnay et Flandin d'abord à propos de la situation internationale et du nécessaire soutien à Londres :

---

<sup>2589</sup> AN 374 AP 26.

<sup>2590</sup> Daniel LAQUA « Internationalisme ou affirmation de la nation ? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres », *Critique internationale* 2011/3 (n° 52), p. 51-67, p.62.

<sup>2591</sup> ABF DGSE 186.

« M. Quesnay est rentré très satisfait de son voyage à Paris et de l'accueil qu'il a trouvé aux Finances et à la Banque. La bonne entente Paris-Bâle se poursuit donc : pourvu qu'elle dure ! M. Flandin a été, paraît-il, très catégorique dans son entretien avec le Directeur Général sur la nécessité d'une reprise du financement international par le marché de Londres et sur l'importance qu'il y avait pour la France, comme pour la solution de la crise à faciliter et à hâter l'assainissement monétaire anglais. Le ministre des Finances aurait même dit que l'occasion exceptionnelle de 1928 à 1931 n'avait pas été saisie par le marché de Paris et qu'il était trop tard maintenant pour improviser quelque chose d'aussi délicat qu'un mécanisme de distribution de crédit. Dans le même ordre d'idées, il ne verrait aucune objection au transfert de la BRI à Londres, éventualité qui mûrira certainement beaucoup d'ici à la conférence de Lausanne. Des combinaisons s'échafaudent déjà et l'on cite de nouveaux noms pour la Présidence et le Directoriat.

Surtout, il note ensuite comment « M. Flandin a naturellement exposé à M. Quesnay son projet danubien. Il a bien voulu lui laisser espérer que la BRI aurait certainement un rôle à jouer dans cette création, si tant est qu'elle se réalise. Il a même parlé de réunions périodiques des cinq gouverneurs de l'Europe centrale pour entendre la bonne parole du Conseil et du comité de direction ». Mais, contrairement à ce que laisse entendre l'envoyé de la rue de la Vrillière, les motivations nationales semblent bien souvent l'emporter chez Quesnay pendant cette période troublée. Il reste ainsi fidèle à ce qu'il écrivait dans sa lettre de démission au secrétaire général de la Banque de France le 26 juin 1930 « je reste en effet, Monsieur le Secrétaire Général, profondément attaché à la Banque de France, convaincu qu'elle peut tenir la première place parmi les Instituts d'Emission dont le travail en collaboration apparaîtra tous les jours un peu plus comme une absolue nécessité. C'est pour permettre à la Banque de France de jouer ce rôle que j'ai accepté de prendre la Direction Générale de la BRI ; mon plus vif désir est de rester avec elle en contact étroit. En vous offrant ma démission, je vous prie donc de me considérer comme appartenant toujours à la Banque : notre association de Banques Centrales n'est qu'un prolongement des diverses banques :

celles qui le comprendront en assureront la direction effective. Je sais qu'on le comprend à la Banque de France comme dans d'autres Banques d'Emission et je m'en réjouis »<sup>2592</sup>. En plusieurs circonstances, il donne la preuve de son attachement à son ancienne "maison" en défendant sa politique. Ainsi, selon Mitzakis<sup>2593</sup>, le 21 janvier 1932, au cours d'une « soirée intellectuelle sous la forme d'une petite conférence contradictoire de Jacobsson sur le mémoire Strakosch » critique à l'encontre de la politique française de l'or<sup>2594</sup>, « M. Quesnay a justifié avec beaucoup d'éloquence la politique monétaire française par des considérations plus psychologiques que techniques. Il a été assez dur pour le mémoire Strakosch en disant que "si l'un des agents de son Service d'Etudes l'avait écrit, il l'aurait mis à la porte...". D'après lui, l'étude Strakosch n'est qu'une analyse incomplète menée sans esprit scientifique et sans bonne foi, cumulant par exemple les stocks d'or américain et français et groupant tous ceux des autres pays comme si leur accroissement ou réduction étaient dus aux mêmes causes ». Le 14 juin 1932, c'est au nom des intérêts de la BRI, en insistant sur le nécessaire équilibre qui doit y régner, que Quesnay défend ceux de la Banque de France, toujours selon Mitzakis<sup>2595</sup> : « M. Quesnay a discuté ce matin au Comité de direction un problème plus délicat : celui de la conversion des 20 millions de dollars de la Banque de France en francs suisses, belges et florins. Il m'a dit qu'il s'était heurté à pas mal de résistances et d'opinions divergentes. / La première réaction du Dr. Hülse et de ses collègues du Service bancaire a été de rembourser purement et simplement notre dépôt [...] Le Directeur Général a combattu auprès du Président cette thèse brutale du remboursement en lui faisant valoir qu'elle équivaldrait à transformer la BRI en Service de change de la Banque d'Angleterre. Ce n'était pas une solution désirable au moment où

---

<sup>2592</sup> ABF Dossier personnel Pierre Quesnay.

<sup>2593</sup> ABF DGSE 186 Mitzakis à Lacour-Gayet.

<sup>2594</sup> Cf. Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.133.

<sup>2595</sup> Mitzakis à Lacour-Gayet 14 juin 1932 ABF DGSE 186

l'on parlait tellement d'un transfert de la BRI à Londres. Le caractère international de la maison et l'effort poursuivi jusqu'à présent pour y équilibrer les influences (!) ne pourraient donc qu'en souffrir » Finalement le directeur-général obtient gain de cause puisque « M. Mac Garrah a bien voulu partager cette façon de voir et charger M. Quesnay de trouver d'autres formules qui permettent de maintenir à la BRI les 100 millions de francs suisses qui y ont toujours été déposés, en moyenne, jusqu'à ce jour » et l'envoyé de la Banque de France de noter avec justesse « que cette question de conversion, qui peut paraître à première vue normale et exclusivement technique pour une banque internationale, a soulevé aujourd'hui quelques passions à teinture politique et qu'elle gagnera à mûrir et à être étudiée plus objectivement pendant quelques jours ». Plus discrètement Quesnay fournit des informations à ses concitoyens comme par exemple le 29 juin 1932 quand Mitzakis explique à Lacour-Gayet que « la lecture du compte-rendu de la conversation de Mr. Norman avec Jacobson vous édifiera aussi sur les préoccupations actuelles du gouverneur de la Banque d'Angleterre et sur ce qu'il pense du rapport de la Délégation. Vous y trouverez aussi quelques critiques irrévérencieuses [sic] de Jacobsson sur la politique monétaire française. Il est même probable que le dossier du chef du Central Banking ne serait jamais passé entre mes mains si M. Quesnay ne me l'avait prêté pour répondre à votre demande en connaissance de cause. A peine Jacobsson a-t-il su que ses papiers étaient dans mon bureau qu'il est venu me signaler le caractère tout à fait personnel du dossier »<sup>2596</sup>. Il semble même que, subtilement, Quesnay cherche à orienter les positions françaises dans le sens qui lui paraît le meilleur, en modifiant les informations qui partent vers Paris : ainsi dans sa lettre du 9 février 1932, Mitzakis évoque le rapport mensuel de Perron pour le ministère des Affaires Etrangères (concernant la 18<sup>e</sup> séance du Conseil de la BRI), « retouché » par Pierre Quesnay lui-même « qui a tenu surtout à agiter fortement le nouveau grelot de la future hégémonie monétaire

---

<sup>2596</sup> *Idem.*



britannique ». C'est le même but qu'il poursuit, en janvier 1934, quand il se soucie de voir affecté à Bâle « quelqu'un de bien » de la part de la Banque de France, pour faire pendant à l'arrivée d'un nouvel agent de la Banque d'Angleterre<sup>2597</sup>. Cependant, pendant la même période, devant l'accumulation des difficultés, Quesnay semble favorable à une solution plus radicale, transcendant cadre national trop étroit et relations transnationales trop limitées, ainsi qu'il l'écrit à Henri Clerc le 15 janvier 1932<sup>2598</sup> : il note d'abord son « accord avec vous sur la nécessité de briser dans tous les domaines les cadres trop étroits de l'économie nationale : si nous voulons maintenir une civilisation qui est devenue par essence internationale, il faut arriver à des limitations de la souveraineté des pays et à une direction internationale ». En effet, « à l'heure actuelle, tous les pays se replient sur eux-mêmes : ils ne font qu'aggraver la situation et prouver par l'absurde la nécessité de reconstruire le monde sur un plan qui corresponde à l'état présent de civilisation internationale qu'il s'agit de maintenir ». Il poursuit un peu plus loin en faisant part de son relatif désenchantement devant les efforts trop limités au seul domaine monétaire : « je puis difficilement vous suivre quand vous croyez pouvoir commencer cette reconstruction par l'établissement immédiat de liens de solidarité monétaire. Croyez-moi, cher ami, j'ai les mêmes espoirs que vous, mais depuis dix ans, je vis précisément ce problème » car « hélas ! Ce n'est pas un hasard que les monnaies se détraquent, mais bien parce que les erreurs économiques ou budgétaires commises par les pays bouleversent la balance des comptes, entraînent des pertes d'or ou de devises » ; en effet « la monnaie est un signe ; la vie économique est à sa base ». La solution est donc, à ses yeux, plus large pour les pays affaiblis par la crise : « tant qu'ils n'auront pas renoncé à une fraction de leur souveraineté – et ceci dans leur propre intérêt – en faveur d'un groupement de chefs d'Etat ou d'un supergouvernement

---

<sup>2597</sup> Le 11 janvier 1934 « Banque d'Angleterre nous envoie Alport pour commencer visite. J'essaie avoir aussi quelqu'un de bien de Banque de France » Carnet Pierre Quesnay.

<sup>2598</sup> AN 374 AP 31.

imposant à chaque nation certaines règles ou limitations, disposant des pouvoirs que n'a pas acquis malheureusement la SDN, vous ne pouvez espérer "arrimer" ». C'est sans doute dans ce projet relativement radical que Quesnay peut concilier au mieux sa double fidélité vis-à-vis des deux banques qu'il doit servir ; peut-être faut-il aussi y voir l'influence de certains des contacts que Quesnay conserve et entretient dans le monde intellectuel.

*Le goût constant de l'échange intellectuel.*

En effet, le directeur général de la BRI, malgré son emploi du temps extrêmement rempli, conserve le goût de l'échange et du débat, même si lui, le praticien, mesure aussi les limites de certains de ses interlocuteurs issus des milieux intellectuels. Il décrit ainsi à Coulondre<sup>2599</sup>, le 13 décembre 1930<sup>2600</sup>, la visite de Robert Eisler<sup>2601</sup> que lui avait signalé Coulondre et recommandé Grünberger<sup>2602</sup> « je ne crois pas que M. Robert Eisler soit mû par des raisons politiques : c'est un théoricien qui rêve de supprimer l'étalon-or et de le remplacer par un système de crédit reposant sur des tirages réciproques des Banques Centrales, et donnant des possibilités pratiquement illimités de financer dans le monde des travaux publics ! J'ai discuté avec lui quelque temps lui faisant ressortir l'impossibilité de voir adopter son système et de le faire fonctionner même si les prix de toutes choses (rentes, créances, traitements, aussi bien que marchandises) s'adaptent à l'inflation sur la base d'un index variable ! Ne vous effrayez pas trop, par conséquent du compte-rendu de Monsieur Clauzel : Eisler est un rêveur plutôt qu'un agitateur. Je ne pense pas que ce soit encore lui qui démolisse dans le monde l'étalon-or. Je ne crois pas non plus que nous ayons le moins du monde à faciliter son

---

<sup>2599</sup> Celui-ci est alors « sous-directeur des relations commerciales Ministère des affaires étrangères ».

<sup>2600</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2601</sup> cf. Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.423 n.115.

<sup>2602</sup> Quesnay possède dans sa bibliothèque son ouvrage *This Money Maze. A way out of the Economic World Crisis* de 1931 (fonds Nicolas Savoye).

action net j'ai par conséquent refusé de soumettre ses idées à aucun des membres du Conseil ou de lui donner l'occasion de les voir, comme il en aurait eu le désir ». C'est autour de cette question de l'homme d'action et de l'intellectuel qu'il échange avec André Siegfried qui lui écrit le 20 mars 1931 « vous êtes financier, et par là, hélas, assez loin de moi, qui ne vis pas la vie de l'action ; mais vous êtes aussi un intellectuel, passionné, n'est-ce pas, pour tant de problèmes qui me passionnent moi-même ? Je le crois »<sup>2603</sup>. Il lui répond le 22 mai 1931 soulignant « le très profond intérêt avec lequel j'ai lu votre ouvrage sur la crise britannique au XX<sup>e</sup> siècle » dont il partage un certain nombre d'analyses :

« J'ai dû m'avouer intérieurement qu'en réalité ce n'est souvent pas le "merry old England" qui, seul, est en cause. Il me semble que le XIX<sup>e</sup> siècle, pavé sans doute de bonnes intentions, mais sans flamme bien que de magnifiques individualités ne lui aient pas manqué, nous a conduits, nous aussi, à un égoïsme et à un matérialisme facile dont nous avons vu l'éclosion tout près et tout autour de nous ces années dernières ; notre pays cependant est étonnamment "resté fidèle à sa légende" et puisque nous assistons ainsi chez nous à une sorte de renaissance spirituelle, c'est sans trop d'effroi que je veux regarder, par-delà les difficultés du moment, notre propre horizon. / Je souhaite qu'on puisse bientôt en dire autant en Angleterre et si à travers vos lignes on perçoit de façon angoissante combien ce grand pays a encore d'efforts à accomplir pour sortir d'une routine néfaste, je pense que vos graves avertissements auront eu la valeur de la plus utile des actions dans la mesure où ils auront contribué à éclairer la conscience anglaise vis-à-vis d'elle-même et à avancer ainsi le réveil que toutes les forces latentes assoupies du pays ; permettez-moi à ce sujet de vous dire ici combien je m'étais senti porté à protester contre ce paragraphe d'une lettre que vous m'envoyiez en mars dernier, et dans lequel vous sembliez regretter de ne pas vivre la vie de l'action, alors que vous la créez et la dirigez au contraire de si magistrale façon »

On remarquera au passage la dimension assez "spiritualiste" de sa réflexion défavorable à un « matérialisme facile » engendrant « une routine néfaste ». Ses échanges avec un certain nombre d'autres

---

<sup>2603</sup> AN 374 AP 28-29.

intellectuels portent plus précisément sur les institutions qu'il sert pendant la période. C'est ainsi qu'il échange avec Marc Bloch qui le sollicite, sur recommandation de Rist, par une lettre du 5 décembre 1929<sup>2604</sup> pour « notre jeune revue » des *Annales* qui « se propose avant tout de réaliser, entre l'étude du monde économique contemporain et celle de la vie économique du passé, un nécessaire et bienfaisant rapprochement ». Quesnay s'excuse le 15 février 1930 du retard de sa réponse « entre deux trains » lui qui « au cours des deux mois qui viennent de s'écouler [n'a] passé à mon bureau plus de huit à dix jours ». Dans sa lettre du 20 février 1930, Bloch lui fait part des premiers échanges qu'il a eu avec la Banque de France pour se faire ouvrir ses archives, comme cela a été le cas avec « les archives des établissements de commerce et d'industrie » car « nous voudrions que la France en regard [des établissements étrangers ayant déjà répondu favorablement] ne parût ni trop pauvre ni trop fermée ; il serait excellent que la Banque dont l'histoire résume, depuis sa fondation, celle même de l'économie française donnât l'exemple ». Il est peu probable que les notes manuscrites de Quesnay, dans le même dossier, concernant la « situation de la Banque de France au 21 février » constituent un élément de la réponse (éventuelle mais inconnue jusque alors) à Marc Bloch. Avec Jean Argoud, il s'agit évidemment d'échanger autour de la BRI, objet de la thèse de celui-ci (« La BRI dans le cadre de l'économie mondiale » soutenue en 1931), dont Quesnay le félicite, mettant en avant certains de ses thèmes de prédilection, la confiance et la solidarité internationales indispensables dans un monde sans cesse plus interdépendant :

« Vous avez très justement fait ressortir que tout le but de notre action tend, dans son domaine purement monétaire, à rétablir le sentiment de la sécurité, à renforcer par là même le sentiment de la confiance et à rendre possible ainsi une restauration économique dont tous nos pays ont un si urgent besoin. / La santé de chacun de nos pays, étroitement solidaires les uns des autres, dépend essentiellement du rétablissement des courants

---

<sup>2604</sup> AN 374 AP 10 comme pour le reste de cette correspondance.

normaux de circulation de richesses et de capitaux, et si nous pouvons dès maintenant tirer une première leçon de la crise mondiale présente, c'est qu'une solution d'ensemble s'impose pour lutter contre elle. La BRI a sans doute de ce côté un rôle important et indispensable à jouer, et, je suis heureux des sympathies et des compréhensions, qui, comme la vôtre, nous facilitent une tâche délicate et souvent nouvelle »<sup>2605</sup>

Avec Georges Boris, dirigeant alors *La Lumière* et analysant de manière relativement hétérodoxe la crise<sup>2606</sup>, ce sont des considérations plus techniques : en février 1932, Boris envoie à Quesnay le projet de son ami André Istel<sup>2607</sup> « comment rapatrier les dollars de la Banque de France » qui est pratiquement irréalisable selon une note en marge de Quesnay<sup>2608</sup>. En avril suivant, Boris se « réjouit[t] de notre communauté de vues. / Je viens de rédiger pour la CGT un projet de manifeste qui a été adopté et qui explorera avec mesure les idées qui devraient inspirer les futurs gouvernements. J'espère que cet exposé, non conforme aux opinions courantes aura quelque poids ». Le 9 juin 1932 il lui envoie le « manifeste de la CGT sur la crise » « l'importance de cette déclaration anti-déflationniste ne vous échappera pas ». On peut remarquer aussi que Quesnay sera en contact avec son frère Rolland qui l'invite à prendre parole devant le groupement polytechnicien le 10 octobre 1935. Parmi ses contacts au-delà des frontières, il échange avec le militant européen hongrois Elémer Hantos<sup>2609</sup>, qui le félicite pour son élection à la BRI<sup>2610</sup>,

---

<sup>2605</sup> Quesnay à Jean Argoud le 29 décembre 1931 AN 374 AP 25.

<sup>2606</sup> Cf. Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC *Georges Boris. Trente ans d'influence*. Paris Gallimard 2010, p.60-62.

<sup>2607</sup> D'après Olivier FEIERTAG dans « Haute banque protestante » dans *Dictionnaire historique des patrons français* dirigé par J.-Cl. Daumas p.55, il est un ami proche de Maurice Schlumberger avec qui il fonde en 1919 un cabinet d'études financières et d'arbitrage commercial qui deviendra une banque.

<sup>2608</sup> Toute cette correspondance se trouve en AN 374 AP 31.

<sup>2609</sup> Selon Jean-Marie GUIEU (dans « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, p.2) il est représentatif du « militantisme [européen] de notables ». Frédéric CLAVERT dans « La fondation de la Banque des Règlements Internationaux » *Histoire Economie et Société* 2011/4 p.13 rappelle qu'il a signé « l'appel aux Européens » adressé à la SDN en mars 1925.

ce à quoi le nouveau directeur général lui répond en le remerciant de l'avoir cité dans la préface de son ouvrage *L'Economie mondiale et la Société des Nations*<sup>2611</sup>. Elemér Hantos lui fera également parvenir son étude sur « la coopération des Banques Centrales »<sup>2612</sup> et son livre *La monnaie en Europe centrale*. Avec Coudenhove-Kalergi, la proximité générationnelle est plus évidente<sup>2613</sup>, la proximité personnelle ne peut être niée mais ne doit pas non plus être exagérée : certes Quesnay cotise à Paneuropa de 1932 à 1937<sup>2614</sup> et il accepte, en 1932, de « figurer dans le comité d'honneur de votre prochain congrès », pour lequel il recommande « en ce qui concerne les noms des personnes dont l'autorité européenne rendrait service à la cause que vous défendez » Henri Clerc, Rist, Beneduce, Layton, Salter, Van Zeeland, Trip, Créna de Jong<sup>2615</sup>. Mais, en 1934, s'il remercie pour l'invitation à participer à la conférence économique paneuropéenne à Vienne en février, et souffle les noms de Delaisi et Künwald, il refuse d'y participer car « en ma qualité de directeur général de la BRI, je ne puis participer à de tels travaux sans que les banques centrales des différents pays groupés dans l'organisation BRI redoutent que ma collaboration ne paraisse engager la BRI ou elles-mêmes »<sup>2616</sup>. Evoqué, dans cette correspondance, dès 1931 - « une monnaie internationale basée sur l'or lorsqu'on sera sorti des difficultés immédiates des présents dangers monétaires »<sup>2617</sup> - le projet grammor est mis en avant par Quesnay dans une lettre d'octobre 1934<sup>2618</sup> :

---

<sup>2610</sup> AN 374 AP 26-27 le 15 juillet 1930.

<sup>2611</sup> Cf. Yann DECORZANT *op. cit.* p.57-58

<sup>2612</sup> *Die Kooperation der Notenbanken* (1931) est en effet visible dans la bibliothèque de Quesnay (fonds Nicolas Savoye).

<sup>2613</sup> Jean-Marie GUIEU souligne, dans « Le militantisme européen... » article cité p.2 et 3, combien le comte tchécoslovaque fait exception parmi les militants européens, puisqu'il publie son projet Pan Europe en 1923 alors qu'il n'a pas encore 30 ans.

<sup>2614</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2615</sup> Quesnay à Coudenhove-Kalergi le 20 août 1932 AN 374 AP 24-25.

<sup>2616</sup> *Idem* le 23 janvier 1934.

<sup>2617</sup> *Idem* le 22 juillet 1931.

<sup>2618</sup> *Idem* le 31 octobre 1934.

« Je sais combien il est difficile de vaincre les oppositions doctrinales ou les timidités de ceux qu'il conviendrait de gagner. Voici quatre ans que je cherche à faire reconnaître que toutes les monnaies sur une base-or ne sont que des sous-multiples d'une monnaie commune en poids d'or : j'ai parlé du gramme d'or, vous parlez du déci, l'idée est bien la même. Mais j'ai toujours trouvé dans les divers pays la crainte que la consécration d'une telle vérité d'évidence ne diminuât la confiance du public intérieur pour la monnaie nationale traditionnelle. Même comme unité de compte, il a donc fallu que je renonce au poids d'or [...] / Quant à votre idée de la clause européenne dans les traités de commerce elle est, elle aussi, dans la ligne des progrès qu'il y aurait lieu de faire pour [p.2] obtenir une certaine reprise économique à l'intérieur d'unités plus vastes que nos Etats politiques européens actuels ; malheureusement l'avenir politique apparaît si incertain aux dirigeants qu'ils ne veulent rien faire qui puisse risquer d'apparaître aux peuples anglo-saxons et à la Russie comme un accord dont les pays hors du continent européen pourraient prendre ombrage. / Rueff m'a parlé de ses conversations avec vous. J'ai fait ce que j'ai pu dans le sens de vos idées. Je crois qu'elles font des progrès mais leur adoption complète et leur application logique ne sont malheureusement pas encore à prévoir pour tout de suite »

Quesnay semble ainsi espérer trouver auprès du fondateur de PanEurope, une oreille attentive pour “tester” certaines de ses idées voire pour les faire résonner plus largement. On trouve sous la plume de Benvenuto Griziotti<sup>2619</sup> dans *L'évolution monétaire dans le monde depuis la guerre de 1914* ouvrage publié en 1934, une autre preuve du rayonnement international des idées de Quesnay :

« M. Quesnay, directeur de la Banque des Règlements Internationaux, a déjà remarqué avec justesse que l'on se trouve dans la vie internationale avec le même esprit que celui des notables convoqués par le roi de France à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : bien que ceux-ci aient été frappés par la situation économique et financière, ils ne l'étaient pas assez toutefois pour accepter des limitations de ce qu'ils considéraient comme leurs droits, et qui, d'un

---

<sup>2619</sup> Il est notamment depuis sa fondation en 1929 le directeur de l'Institut des finances de Pavie, qui sous sa houlette se révèle un « vivier de chercheurs » selon Rosanna SCATAMACCHIA dans « l'émergence du service des Etudes de la Banque d'Italie et le développement de sa fonction d'expertise (1894-1947) » dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie, op. cit.*, p.99-100.

point de vue d'intérêt général, constituait des abus, le résultat fut que, trois ans après, l'antique ordre politique était en ruine. /On en vient à se demander si les peuples de notre civilisation sauront surmonter cette crise politique et psychologique plus encore qu'économique pour éliminer les antagonismes et les esprits hégémoniques en une entente mondiale en vue de réaliser leur plus grand intérêt commun, de même qu'en certains pays furent éliminés, sous l'influence de l'Etat, les résultats dommageables des conflits effrénés entre les classes sociales. /Agissant ainsi, outre les rapports entre l'individu et l'Etat, on réussirait à résoudre d'une manière harmonique le problème des rapports entre les peuples, dans l'intérêt supérieur commun, et, dans un sens large, également la question sociale. On résoudrait même le grand problème de la civilisation humaine. /Si l'on ne peut obtenir ce résultat, le problème fondamental, posé par la crise économique, d'une meilleure répartition de la production et de la consommation de la richesse dans le monde restera sans solution, et les peuples persisteront dans leurs tentatives de trouver, par la guerre »<sup>2620</sup>.

On retrouve aussi, pendant la période, un compagnonnage intellectuel d'un autre genre, en quelque sorte transhistorique, celle qui relie Pierre Quesnay à son illustre homonyme, le physiocrate François Quesnay, lien déjà évoqué pendant la première guerre mondiale. En quelque sorte débarrassé de toute prétention généalogique, Quesnay trouve dans le parcours de son devancier quelques motifs d'espoir voire d'inspiration, ainsi qu'il l'écrit à Stéphane Bauer le 14 octobre 1932 : « Quoique je ne sois pas descendant de François Quesnay et que les liens en ligne collatérale soient bien difficiles à établir, on m'a toujours plus ou moins regardé comme un parent ; et la sympathie que j'éprouve pour le caractère du bonhomme, pour ses luttes en une période aussi désorganisée que la nôtre, me l'ont depuis longtemps fait adopter intellectuellement. Je reçois donc assez souvent des lettres de gens qui, me voyant occupé des problèmes économiques du temps présent, me communiquent des souvenirs de l'époque où mon homonyme vivait les problèmes économiques du sien », lui-même ayant acquis les œuvres

---

<sup>2620</sup> p.125.



complètes de François Quesnay y compris « une copie manuscrite de la première édition du *Tableau économique* » et des lettres manuscrites<sup>2621</sup>. De même, il écrit à Ernest Benn le 21 mai 1932 pour le remercier de son ouvrage sur l'économiste finnois Chydenius qui lui « permet de trouver ainsi un lien plus direct entre Smith et les Physiocrates qui l'ont précédé. Ces théories libérales dont Chydenius a ainsi été un précurseur, ont très heureusement marqué de leur empreinte tout notre XIX<sup>e</sup> siècle, et sans doute faut-il attribuer à leur disparition une partie des déceptions que les 15 dernières années nous ont apportés dans le domaine économique »<sup>2622</sup>.

### **Un Pierre Quesnay toujours libéral ?**

Si ici Quesnay semble en regretter la « disparition », il n'a pas toujours la même attitude face aux « théories libérales », au cours d'une période où elles sont discutées, ainsi que le rappelle Véronique Plata : « une nouvelle sensibilité de l'opinion publique à l'égard de l'intervention publique dans le domaine économique et social. Plusieurs rencontres internationales sont ainsi organisées autour de la question de la planification économique et sociale. En 1931, la Chambre du commerce internationale et l'Union internationale des associations pour la SDN se déclarent publiquement en faveur d'une organisation internationale de l'économie. De même, les milieux catholiques participent au débat avec la publication de l'encyclique *Quadragesimo Anno*, qui appelle les diverses nations à s'engager dans la coopération économique internationale. Enfin lors de son congrès de juillet 1931, l'Internationale ouvrière socialiste exprime le vœu que soit trouvée une alternative au système capitaliste fondé sur le principe du laisser-faire »<sup>2623</sup>. Quesnay lui-même souligne, lors de sa conférence à l'École

---

<sup>2621</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2622</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2623</sup> « Le Bureau international du travail et la coopération technique dans l'entre-deux-guerres », *Relations internationales* 2014/2 (n° 157), p. 55-69, p.59-60

de la Paix du 18 février 1931<sup>2624</sup>, le nouveau contexte général d'un monde de plus en plus interdépendant et où la nécessité de coopérer est sans cesse plus urgente : il s'agit pour lui de parler, « dans un milieu international, à Paris, à l'Ecole de la Paix, d'une institution à laquelle nous sommes à Bâle quelques-uns à nous consacrer corps et âmes », la Banque des Règlements Internationaux. Parlant sous la présidence de Louis Loucheur « qui comprend si bien la nécessité politique d'un rapprochement économique et financier entre les peuples, surtout lorsque leurs économies sont aussi complémentaires que celles de la France et de l'Allemagne », son directeur général rappelle que « la BRI [...] n'est pas comme pourrait le croire une partie de l'opinion dans les divers pays, une arène où s'affrontent des intérêts nationaux contradictoires ». Au contraire « elle doit se fixer des buts qui soient communs, poser une doctrine dont l'application puisse être dans l'intérêt de tous. Et c'est autour de l'idée de solidarité nécessaire, c'est sur les modalités techniques d'application d'une telle doctrine, que s'est construite et se développe notre action »<sup>2625</sup>. Elle reste ainsi fidèle aux engagements des ses fondateurs qui affirmaient lors des négociations du Georges V puis de La Haye : « “Nous avons essayé, disent-ils dans leur rapport, de créer un organisme dont les tendances seraient dès l'origine orientées vers la collaboration internationale. Les membres de cet organisme s'engageraient à supprimer toute atmosphère de guerre, à renoncer à l'animosité, à la particularité et même au langage tendancieux que la guerre a fait naître et à collaborer à une fin commune, dans un esprit d'intérêt mutuel et de bonne volonté réciproque” »<sup>2626</sup>. En quelque sorte il s'agirait à la fois d'un retour à un état antérieur à la guerre et à son « langage tendancieux » (donc au libéralisme “chimiquement pur”) et d'un projet positif autour en vue d'une « collaboration internationale » (qui représenterait une évolution de ce même libéralisme). Or si depuis sa

---

<sup>2624</sup> AN 374 AP 36 « 14<sup>e</sup> leçon » « sous la présidence de M. Loucheur ».

<sup>2625</sup> P.2.

<sup>2626</sup> P.3-4.

création « c'est autour de ces deux idées : renforcement de la sécurité monétaire et internationalisation des mouvements de capitaux, que gravite depuis l'origine l'activité de la BRI »<sup>2627</sup>, elle le fait dans un système capitaliste transformé par la guerre :

« La BRI ne peut agir que dans le domaine monétaire. Et les plus beaux efforts d'organisation monétaire sont impuissants, quoiqu'on dise, pour remédier aux erreurs économiques fondamentales. / Or, depuis 1914, un néocapitalisme dirigé a remplacé le vieux capitalisme libéral du XIX<sup>e</sup> siècle. Au régime automatique de libre concurrence rétablissant l'équilibre entre la production et la consommation, faisant progressivement disparaître les entreprises les plus faibles, assurant la prospérité des mieux gérées, on a substitué – pour des raisons d'abord bien compréhensibles les nécessités de la guerre, puis pour d'autres raisons moins valables – un capitalisme autoritaire avec une concentration formidable, avec une réglementation si poussée que les erreurs commises, je dirai par sélection à rebours, n'apparaissent souvent que trop tard. Les trusts et les cartels d'une part, en maintenant les prix à un niveau artificiel, les Etats d'autre part avec les droits de douane, les subventions, primes et indemnités diverses, ont créé pendant des années des conditions irréelles de production. Les entreprises les plus faibles économiquement ont pu continuer à produire ; d'autres se sont créées pour profiter de prix de vente trop avantageux... tant qu'ils étaient maintenus »<sup>2628</sup>

Ainsi reviendrait à la BRI la mission large de participer au retour d'un libéralisme plus authentique puisque « loin de chercher à établir des cloisons étanches, il s'agit pour la BRI d'en abattre, et, reprenant sur le plan international la vieille formule libérale du "laissez-passer", de préparer la solidarité monétaire et la libre circulation des capitaux »<sup>2629</sup>. Mais quand il s'agit d'examiner le rôle monétaire de la nouvelle banque, il est à la fois moins ambitieux mais plus contraignant : « la BRI n'est donc ni une banque européenne, ni un organisme mondial universel comme la Société des Nations ; elle est une association des banques

---

<sup>2627</sup> P.5.

<sup>2628</sup> P.5-6.

<sup>2629</sup> P.6.

centrales des pays dont la monnaie repose sur l'or, et qui tous ont intérêt par conséquence à ce que les autres maintiennent le même régime »<sup>2630</sup>. Or « la reconstruction monétaire européenne [depuis la fin de la guerre] s'est faite, il faut bien le dire, sur des bases assez anarchiques »<sup>2631</sup> qu'il faut remettre en ordre et qui explique la crise en cours : « le développement des réserves de change a eu comme résultat dans le monde une accumulation formidable de fonds à court terme, une immobilisation de capitaux qui ne pouvaient en aucun cas s'investir à long terme » car « par la pratique du Gold Exchange Standard on a donc déconsolidé les capitaux, en les retenant à court terme sur les marchés ; et si l'on tient absolument à trouver des raisons monétaires à la crise économique actuelle – idée contre laquelle je m'élevais en commençant – l'unique raison que l'on pourrait donner est peut-être, non pas la rareté du crédit comme on le prétend mais tout au contraire l'exagération des crédits court terme et leur conservation court terme par suite de l'adoption du Gold Exchange Standard par les banques centrales ». Ainsi « chaque Banque centrale a accumulé le plus possible de réserves de devises comme les écureuils accumulent le plus possible de noisettes ». Or « la création de la BRI permet une certaine centralisation des réserves des banques d'émission. La BRI s'offre à recevoir leurs dépôts : elle peut jouer entre elles le rôle d'une espèce de société d'assurances mutuelles » donc « par la concentration progressive à la BRI des réserves de devises à court-terme des banques centrales, nous avons l'espoir de diminuer les inconvénients du "*Gold Exchange Standard*" »<sup>2632</sup>. Il développe un peu plus loin les avantages d'une telle régulation :

« Pour les banques d'émission, le processus de concentration des réserves à la BRI qui leur assure une sécurité plus grande n'implique d'ailleurs pas un sacrifice financier. D'une part, et c'est là qu'apparaissent un fois de plus les bienfaits de l'association, la concentration permet de leur assurer un taux

---

<sup>2630</sup> P.7.

<sup>2631</sup> P.9

<sup>2632</sup> P.10.

d'intérêt au moins égal à celui qu'elles obtiendraient isolément, même par des placements critiquables d'après leur nature. D'autre part, grâce aux économies de réserves qui résultent de la concentration, la BRI peut procéder à une certaine redistribution géographique du capital ; assurée de pouvoir à tout moment repasser d'une devise à une autre grâce aux accords qu'elle conclut avec les Banques centrales, elle peut quitter les marchés où l'afflux et l'accumulation de capital sont tels que les taux de change sont élevés et les taux d'intérêt trop bas ; elle peut porter ces avoirs au contraire sur les places où le taux de change est temporairement bas et le taux d'intérêt trop élevé, en raison d'une certaine rareté de capital. Il en résulte une certaine tendance au nivellement des taux de change et des taux d'intérêt »<sup>2633</sup>

Il en donne ensuite un des moyens, relativement contraignant puisqu'il s'agit de parvenir à une harmonisation des taux entre les principales banques centrales : « Ces différences entre les taux pays pour la monnaie nationale et pour la monnaie étrangère dans un même pays, voilà la marge qu'on peut indiscutablement travailler à diminuer, en renforçant la confiance dans les banques centrales et en établissant entre elles plus de solidarité »<sup>2634</sup>. Il s'agit là du premier élément d'une remise en ordre plus générale du système financier international, dans laquelle la BRI est « organe de réorganisation » : « si je me suis étendu si longuement sur cet aspect de l'activité de la BRI, organe de réorganisation monétaire centralisant les réserves à court terme des banques centrales pour établir entre elles une certaine solidarité monétaire, c'est ce que cette action est pour elle la condition du succès dans les autres domaines. En créant une solidarité plus grande entre institutions bancaires toutes responsables du maintien chez elles de l'étalon-or, en consolidant ainsi ce système monétaire, base de notre civilisation occidentale, la BRI renforce le sentiment de sécurité financière »<sup>2635</sup>. Ainsi « cette libération de capitaux qui pourront désormais s'engager à long terme, travaille elle aussi dans le sens du progrès économique en permettant le financement de la

---

<sup>2633</sup> P.11-12.

<sup>2634</sup> P.12.

<sup>2635</sup> P.13.

consommation, le développement du commerce mondial auquel il est urgent et indispensable de songer ». Dans cette nouvelle étape, l'institution bâloise doit être incitatrice : « sur ce point bien des critiques n'ont pas manqué d'être adressée à la BRI. C'est de crédit à long terme, a-t-on dit, que le monde a besoin : que peut-elle faire dans ce domaine ? / Ce qu'elle peut faire ? Montrer des voies ». En effet, par son fonctionnement régulier – « pour la première fois dans l'histoire du crédit, de tels échanges de vues réguliers entre représentants de pays à l'étalon-or sont devenus possibles »<sup>2636</sup> - « elle peut surtout créer une atmosphère »<sup>2637</sup>. Or cela est d'autant plus indispensable que « pour des places comme Paris, Londres, Berlin qui savent créer, répartir et utiliser du capital, la notion d'une dépendance réciproque s'impose de plus en plus, car aucun pays ne peut espérer demeurer prospère de façon durable si ceux dont le régime repose sur les mêmes bases que le sien sont en difficultés. On peut vouloir temporairement ignorer leurs malheurs, on finit par en souffrir soi-même. Comme Edouard Herriot l'a repris en banderole autour de son ouvrage sur l'Europe : “Quand il pleut chez le voisin, on risque toujours d'avoir les pieds mouillés” ». Ainsi c'est par l'organisation supranationale qu'on parviendra à rétablir un vrai système capitaliste : « de même qu'on a progressivement évolué de l'économie individualiste à l'économie nationale, le monde capitaliste moderne doit évoluer aujourd'hui de l'économie nationale à l'économie internationale, ou disparaître. / Il ne s'agit pas, comme on l'a trop souvent fait dans ces dernières années de construire de l'artificiel et de mettre obstacle au fonctionnement des lois naturelles ; il s'agit au contraire de laisser jouer à nouveau ces lois naturelles, mais cette fois-ci entre groupements organisés, comme elles ont joué pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle entre individus ou entre groupements plus étroits »<sup>2638</sup>. En conclusion l'orateur ne répugne pas à un certain lyrisme, totalement assumé y compris en

---

<sup>2636</sup> P.14.

<sup>2637</sup> P.15.

<sup>2638</sup> P.17.

matière financière : « la lutte aujourd'hui est entre les individualistes nationalistes et les partisans de l'organisation internationale, entre ceux qui cherchent à tout ramener à l'unité la plus petite et ceux dont l'âme aspire au contraire vers ce qui est plus grand, aspect moderne du sentiment religieux. / On m'a parfois accusé de faire du romantisme financier. Mais les tendances idéalistes sont celles qui dans tous les temps, ont fait la grandeur de l'esprit français »<sup>2639</sup>. Quelques jours avant de prononcer cette conférence, il avait en quelque sorte testé certaines idées développées ensuite à Paris auprès de Maurice Duchesne qui lui demandait conseil à propos d'éventuels placements américains :

« Je crois que nous sortirons de la crise économique, mais je ne sais pas si le néo-capitalisme dirigé qui depuis 1914 remplace le vieux capitalisme libéral du 19<sup>e</sup> siècle est durable. Au régime de libre concurrence rétablissant automatiquement l'équilibre entre la production et la consommation, faisant disparaître les compagnies les plus faibles, assurant la prospérité des mieux gérées, on a substitué un régime de capitalisme autoritaire avec une concentration formidable, une réglementation si poussée que les erreurs commises n'apparaissent que trop tard. Les trusts et les cartels d'une part, les Etats avec les droits de douane, les indemnités de chômage et mille autres mesures ont maintenu pendant des années des prix de vente et des salaires élevés : les compagnies les plus faibles ont pu continuer à produire, d'autres se sont créées pour profiter de prix de vente avantageux tant qu'ils étaient maintenus : un déséquilibre formidable s'est établi entre la production et la consommation : le jour où tombe la barrière artificielle, il faut que se liquident toutes les erreurs accumulées ; on ne sait où, comment, à quel niveau se rétablira l'équilibre ; et c'est bien souvent dans de telles mesures artificielles, masquant les difficultés sans les supprimer qu'on va chercher le remède ! / Même après être sortis de la crise présente, on n'aura donc pas encore reconstruit les bases d'une prospérité durable ; on pourra toujours se demander si le système actuellement suivi ne contient pas en lui-même sa condamnation. Je pense à l'effort des fils de Noé construisant la tour de Babel : la Bible nous dit qu'ils ont échoué ; elle ne nous indique pas malheureusement comment les choses se sont rétablies après leur confusion

---

<sup>2639</sup> P.19.

et leur ruine. / Vous comprendrez que, dans cet état d'esprit, j'hésite beaucoup à vous conseiller sur le choix de valeurs américaines. Les Etats-Unis sont le pays où le néo-capitalisme de concentration a eu le plus grand développement : je crois aussi que c'est le pays où il est le plus facilement applicable, s'il peut l'être nulle part ; l'absence de tradition et de routines, la suppression des barrières intérieures de douanes sur un immense continent, la psychologie des gens sont autant de facteurs qui peuvent permettre d'espérer une reprise rapide, plus rapide qu'ailleurs, s'il doit y avoir reprise. Je ne partagerais donc pas absolument le pessimisme de votre ami qui revient d'Amérique : le Krach total américain ne me paraît concevable que si c'est un krach général du capitalisme ici comme là-bas. Et si la reprise a lieu, elle sera sans doute plus facile outre-Atlantique que sur notre vieux Continent. »<sup>2640</sup>

Outre un certain lyrisme biblique, on retrouve la définition de ce « néo-capitalisme de concentration » fruit d'un ensemble de facteurs historiques et « nationaux ». Après cette conférence, Quesnay reçoit une lettre d'Albert Thomas du 24 février 1931 qui lui reproche certaines formules « trop rapidement libérales » : « J'ai lu dans *L'Information* le compte-rendu de votre conférence. Bravo pour le plein succès que vous avez eu ! Mais je ne suis pas tout à fait content. Il y a dans votre conférence un certain nombre de formules qui me semblent condamner l'économie organisée. Je sais bien qu'au fond, vous ne condamnez que les erreurs commises par les États, par les Gouvernements qui, bon gré mal gré, devaient se résigner à cette politique. Je sais bien aussi que tout votre effort est un effort d'économie organisée. Mais alors, pourquoi prêter le flanc à nos adversaires, à ceux qui nous opposent les prétendus lois économiques, ou jeu naturel des forces économiques ? Non, non, prenez garde, il faut avoir le courage total de nos idées. La bataille est engagée sur tout le front, vous verrez : vous ne pourrez pas échapper. Alors, le mieux est de se jeter à fond avec nous dans la mêlée »<sup>2641</sup>. S'engage alors un dialogue amical mais ferme entre les deux hommes sur

---

<sup>2640</sup> Pierre Quesnay à Maurice Duchesne, le 7 février 1931, AN 374 AP 24-25.

<sup>2641</sup> Fonds Albert Thomas AN 94 AP 392.



cette question, puisque Quesnay répond par une carte postale du 9 mai « Presque chaque jour depuis deux mois j'ai eu le désir de me justifier des reproches de libéralisme moderne international dont vous m'avez gratifié. Je pense aux bonnes discussions que nous aurons lors de notre prochaine rencontre. Rassurez-vous d'ailleurs : je suis avec vous à fond dans la mêlée, car même pour "organiser un libéralisme" si l'on peut dire, il faut d'abord détruire les moules trop étroits, et en dessiner d'autres ». Le 13 mai 1931, Albert Thomas gourmande encore un peu Quesnay avant de lui redire leur proximité : « vous avez sur le cœur mon petit reproche de libéralisme nouveau. Hum ! Les études que je m'efforce de poursuivre – dans la mesure où je puis, hélas, étudier et réfléchir dans ma vie présente – me conduisent moi-même à tenir compte du libéralisme que je combats. Je crois d'ailleurs, comme vous, que nous demeurons, très près l'un de l'autre »<sup>2642</sup>. Quelques mois plus tard, Quesnay note encore « Albert Thomas me reproche parfois mon "naturalisme" qui n'est pas un absolu libéralisme »<sup>2643</sup>. Le fréquentant déjà pendant sa période Banque de France, Quesnay, le 29 août 1931, « dîne avec Rueff à l'Exposition coloniale : on a voulu artificiellement organisé : revenir à un libéralisme de gauche pour atteindre les fins humaines de bonheur et de prospérité. Contre l'égalitarisme quantitatif. Qualités et personnalité [ ? ] »<sup>2644</sup>. Le texte est trop allusif pour saisir dans quelle mesure ce « libéralisme de gauche » serait compatible avec celui vanté par Albert Thomas. Par contre Quesnay donne des éléments de définition de sa propre conception du libéralisme, dans une lettre à Félix Legueu (alors à *L'Avenir*) le 12 mars 1932<sup>2645</sup>, dans laquelle il commence par prendre la défense de la BRI :

« Je lis avec le plus vif intérêt les articles et même les critiques que vous consacrez dans la presse à l'activité des organismes de collaboration

---

<sup>2642</sup> AN 374 AP 32.

<sup>2643</sup> Quesnay à Bauer 11 mars 1932 AN 374 AP 24-25.

<sup>2644</sup> Carnet Pierre Quesnay Fonds Frédéric QUESNAY.

<sup>2645</sup> AN 374 AP 26-27. Il s'agit d'un brouillon annoté en marge par Quesnay.

internationale, et vous me permettez de vous envoyer ci-joint le texte d'une récente causerie que j'ai faite à Paris sur un sujet qui touche d'assez près à la Banque des Règlements internationaux. / Pourquoi voudriez-vous que nous remplacions notre acte de foi par un acte de contrition. Lorsque nous affirmons que la BRI n'est point encore "couverte du linceul de pourpre où l'on couche les Dieux morts" nous pensons moins à la boutique, je vous assure et je crois que vous reconnaissez notre sincérité – qu'à notre vif désir de maintenir dans le monde le présent état des choses. Essayer de faire durer ce qui est en organisant le fonctionnement, c'est faire, je crois, du bon conservatisme et je ne crois pas que la France, en ce qui la concerne ait intérêt à prouver qu'on ne peut pas faire vivre l'Europe de 1919. / Vous défendez souvent les théories du "Laissez-faire" ; je suis sur bien des points d'accord avec vous, mais je me permets de vous renvoyer à quelques remarques que vous trouverez à la page 27 de l'exposé ci-joint : est-ce à ceux qui passent pour les plus fermes défenseurs de "l'Economique d'abord" d'insister sur l'aspect politique des problèmes ? En toutes choses il est bien difficile de trouver le point d'équilibre. Je ne crois pas que la théorie facile du "laissez-faire" soit le remède à tous nos maux mais je ne pense pas davantage que l'homme, sujet de Nature, puisse imposer à cette nature tout ce que conçoit sa logique ou tout ce que souhaite sa faiblesse. Son intervention active peut aider à régulariser le cours naturel des événements, elle ne peut, je crains le transformer fondamentalement. C'est ce que j'avais voulu résumer dans une lettre à la *Frankfurter Zeitung*, au moment de son jubilé : / "Je suis loin de condamner tous efforts d'organisation, je crois au contraire à leur nécessité ; mais encore faut-il que ces efforts s'exercent dans le sens naturel et non dans le sens contraire à la nature des choses. De même que dans le monde physique on peut régulariser un cours d'eau, le diriger et éviter ses débordements, pourvu qu'on ne tente pas de faire remonter l'eau de l'embouchure à la source, de même dans le monde social, l'homme peut agir sur le cours des événements, les ordonner et diminuer ce que leurs effets peuvent avoir de malheureux pour le bonheur et la prospérité humaines ; mais c'est à condition de ne pas chercher à violer certaines lois naturelles, plus difficiles à découvrir, mais tout aussi impératives que les lois de la pesanteur. Ces lois naturelles, l'économie artificiellement dirigée, les a trop souvent ignorées." [p.2] je ne souscrirais pas à la formule du Physiocrate [François Quesnay] : "*Ex natura, jus ordo et leges ; ex homine arbitrium, regenerere et coercitio*". Je crois à la nécessité d'agir, mais aussi de respecter certaines règles fondamentales. Entre ces deux attitudes, il faut évoluer

comme entre deux points d'or, et ne pensez-vous pas que cela peut-être la formule de la vie ? »

On retrouve là un Quesnay fondamentalement libéral mais réaliste donc partisan d'une voie médiane et équilibrée. Ce sont les mêmes idées qu'il développe auprès de Jacques Bainville dans une lettre du 12 mars 1932<sup>2646</sup>, la recherche d'équilibre est alors triple sur le plan économique (à propos de l'inflation) sur le plan politique (autour de la défense des traités) et idéologique (autour du libéralisme tempéré), ce que Quesnay résume dans la formule du « bon conservatisme » :

« Vous avez bien voulu, dans une de vos dernières chroniques de la Liberté, faire allusion à la récente causerie que j'ai faite à Paris, et je n'ai pas été surpris de voir le défenseur des théories d'automatisme monétaire laisser percer une certaine préoccupation sur la difficulté de trouver le juste milieu entre une inflation dangereuse et une déflation paralysante. Est-ce donc à nous qui passons pour les plus fermes défenseurs de "l'Economique d'abord" d'insister sur l'aspect politique de la déflation ? [...] / Nous ne cherchons pas, voyez-vous à défendre la BRI et les efforts d'organisation internationale pour le plaisir de les maintenir et par intérêt de boutique. Mais il nous semble utile de chercher à maintenir dans le monde un état de choses créé par les traités de 1919. Je ne crois pas que ce soit faire du bon conservatisme que de laisser démontrer par l'absurde que la France est incapable de faire vivre l'Europe qu'elle a créée. / En toutes choses, il est bien difficile de trouver le point d'équilibre : d'une manière générale, un certain interventionnisme me paraît nécessaire et je ne crois pas que la théorie facile du "laisser-faire" soit le remède à tous les maux, mais, mais... je doute aussi que l'homme sujet de Nature, puisse imposer à cette Nature tout ce que conçoit sa logique ou tout ce que souhaite sa faiblesse. Son intervention active peut aider à régulariser le cours naturel des événements ; elle ne peut, je crains, le transformer fondamentalement. »

Peut-être a-t-il puisé quelques idées dans les travaux d'Henri de Man, ainsi que le suggère la mention manuscrite en marge de l'article « Le capitalisme autoritaire » d'Henri de Man publié dans le *Bulletin d'Information et de documentation de la Banque Nationale de Belgique*

---

<sup>2646</sup> AN 374 AP 24-25.

du 25 janvier 1931 « article extrêmement remarquable à mon avis / P[ierre] Q[uesnay] »<sup>2647</sup>. Est notamment développée dans cet article l'idée que « dans toute économie capitaliste existante, le jeu de la concurrence individuelle, présumée par tous les théoriciens du système, est entravé par des puissances sociales collectives que l'on peut considérer, pour une part, comme des survivances du régime féodal, et, pour l'autre part, comme des embryons d'institutions spécifiques » comme le « caractère monopoliste d'une grande partie de la propriété terrienne », la « survivance de l'état bureaucratique et militaire » en particulier en Allemagne où l'auteur souligne aussi l'impact de « la crise d'inflation qui a atteint son point culminant en 1923 » ; à partir de cet exemple il arrive à l'idée d'un capitalisme ne détruisant pas les classes moyennes qui serait à mettre en place. Lors d'une conférence donnée M. Golay, directeur général de la Société de Banque Suisse à la Société d'Economie politique et de Statistiques de Bâle le 6 novembre 1933<sup>2648</sup>, Quesnay intervient et « est venu rendre hommage à la clarté et à l'orthodoxie de l'exposé de M. Golay » (qui s'est notamment lui aussi appuyé sur Henri de Man), avant de souligner que, parmi les causes de la crise, « si les gouvernements restent sourds à ce qui paraît être l'appel à la raison, si le retour au libéralisme est toujours ajourné, c'est que la politique artificielle dans laquelle se sont engagés les Etats a inscrit ses conséquences dans la vie des peuples. Les protections artificielles, dont l'existence ruine l'économie mondiale et prépare des catastrophes, ne peuvent cependant disparaître sans que risque d'être bouleversé tout le régime social qui s'est progressivement établi derrière ces barrières : quel Etat, même pleinement conscient de ses erreurs passées, pourrait aujourd'hui sacrifier sa classe agricole, sa classe ouvrière, ses industries dont toute l'orientation a été influencée par le système protecteur et dont la réadaptation en régime de libre concurrence internationale apparaît souvent humainement impossible ? Au vieux principe anglais de la

---

<sup>2647</sup> AN 374 AP 26-27.

<sup>2648</sup> AN 374 AP 33.

liberté protectrice du commerce, on a peu à peu substitué le principe de la protection à [ ? ] [celui ?] de la production avec le morcellement géographique, le collectivisme étatique et nationaliste qu'il implique ». Derrière la dénonciation assez vive du caractère artificiel non seulement des barrières douanières mais aussi des politiques sociales, apparaît, quand vient le moment d'évoquer les solutions possibles, un ton différent, relativement plus consensuel :

« Sur la possibilité d'application des remèdes, les avis diffèrent donc beaucoup plus que sur la recherche des causes de la crise. M. Quesnay doute un peu que le retour pur et simple aux doctrines anciennes puisse être présenté comme une solution. C'est de l'observation des faits tels qu'ils sont aujourd'hui qu'il convient de partir et c'est empiriquement, pas à pas, qu'il convient de partir et c'est empiriquement, pas à pas, qu'il convient de préparer les évolutions et adaptations nécessaires. Jamais plus qu'aujourd'hui l'on n'a senti le besoin du non-conformisme, de la lutte contre le verbalisme et contre l'inertie intellectuelle. Pourvu, bien entendu, qu'on cesse de vouloir aller contre les lois naturelles, il convient de repenser dans chaque cas les solutions possibles, sans se préoccuper de savoir si elles risquent d'être étiquetées réactionnaires ou révolutionnaires, socialistes ou libérales, d'être cataloguées solutions de droite ou solutions de gauche »<sup>2649</sup>

De même, quand il s'agit de donner des pistes plus techniques, « reprenant certains points de l'exposé de M. Golay, M. Quesnay se demande si l'on a vraiment fait tout ce qui pouvait être fait pour augmenter le pouvoir d'achat des populations et diminuer ainsi le déséquilibre aujourd'hui si profond entre la production et la consommation ». Il voit d'ailleurs dans cette question une des raisons des critiques contre le système capitaliste : « s'appuyant sur une étude de l'économiste belge, Henri de Man, professeur à Frankfurt, il souligne le fait que la tendance du grand capitalisme industriel moderne a toujours été d'accroître ses facultés de production en procédant aux réinvestissements les plus grands possibles : la fraction du produit social distribuée sous forme de dividendes et de salaires est seule allée à la

---

<sup>2649</sup> P.1.

consommation, le reste mis en réserve, servant à créer de nouvelles entreprises dans l'ensemble du monde. Quoique le public soit propriétaire de ces instruments de production grâce au développement des sociétés anonymes et des valeurs mobilières, la tendance des dirigeants financiers à accroître les facultés de production plus que la capacité de consommation est peut-être à la base des critiques que la masse tend aujourd'hui à faire au grand capitalisme »<sup>2650</sup>. De même, en matière monétaire, on retrouve le souci d'un certain équilibre :

« M. Quesnay entièrement d'accord avec M. Golay sur l'impossibilité de voir établir par consentement unanime de monnaie dirigée, croit comme lui au retour à l'étalon-or. L'abandon forcé des parités anciennes par un certain nombre de pays est en effet tout différent de l'abandon du système. Il aimerait toutefois souligner la contradiction qui peut exister entre la nécessité interne de changer de parité pour des raisons financières et la situation externe qui résulte de la position relative d'un pays par rapport aux autres en ce qui concerne sa balance des paiements. La France en 1926-1928 devait changer de parité sous peine de ne pouvoir faire face aux obligations assumées par l'Etat pendant la guerre ; l'endettement public obligeait à une dévaluation du franc beaucoup plus grande que ne l'aurait motivée la position de la balance des comptes : aussi la France a-t-elle dû pendant longtemps lutter contre la hausse du franc et émettre du franc français contre des devises convertibles en or. M. Golay constate que l'endettement privé américain a de même poussé le gouvernement à dévaluer le dollar, mais il doute de la volonté du monde extérieur d'acheter du dollar. Il y a peut-être plus qu'une question de volonté : tout dépend de la situation de la balance des paiements des Etats-Unis et quand on constate combien le dollar s'est jusqu'ici montré résistant malgré les tendances connues du gouvernement américain et malgré la spéculation à la baisse qui devra un jour se couvrir, on peut se demander si cette balance n'est pas actuellement en faveur des Etats-Unis, ce qui provoquerait de besoins de dollars, indépendamment de toute volonté d'en acheter »<sup>2651</sup>

---

<sup>2650</sup> P.3.

<sup>2651</sup> P.4-5.

Ainsi, à travers ces différentes analyses, se dessine l'image d'un Quesnay profondément libéral, soucieux de voir les échanges internationaux notamment se dérouler sans entrave. Mais, c'est aussi un réaliste, qui mesure parfaitement bien les conséquences de la guerre sur l'organisation des systèmes économiques, marquées par l'accroissement à la fois du rôle de l'Etat et des demandes du corps social, qu'il sait ne pouvoir être balayées sans effondrement politique. Il semble donc en recherche constante du point d'équilibre entre ses aspirations profondes et ses observations d'une nouvelle réalité, un peu à l'image des ordolibéraux allemands après 1945, voulant selon la formule d'Ehrard « éviter et l'anarchie et l'Etat-termite »<sup>2652</sup>. D'une certaine manière, il ressemble aussi donc aux « libéraux contraints » avant tout pragmatiques, dont Wilfrid Baumgartner fournira, dans la France des Trente Glorieuses, l'archétype comme l'a montré Olivier Feiertag<sup>2653</sup>.

---

<sup>2652</sup> Formule d'Ehrard en 1948 citée par Michel FOUCAULT *Naissance de la biopolitique* Paris Gallimard Le Seuil EHESS, p.2004, p.82.

<sup>2653</sup> Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner, op. cit.* p.20 « haut fonctionnaire libéral en une période où, globalement, n'a cessé de s'affirmer l'intervention de l'Etat dans l'économie et de la société. Partisan du libre-échange en un monde où le protectionnisme est demeuré la norme, et la liberté de circulation, l'exception. Homme du passé, conservateur placé de par ses fonctions éminentes au cœur des mutations économiques et sociales les plus rapides et profondes que la France ait jamais connues dans son histoire longue ».

### **Chapitre 3. Où agir ? (1933-1937).**

A partir de 1933, quand, à l'urgence de la situation économique et financière aggravée par l'échec de la conférence de Londres, se rajoute l'urgence politique avec l'irruption de nouveaux acteurs bouleversant les relations internationales, Quesnay semble vouloir passer plus nettement du statut d'observateur actif à celui d'acteur majeur. Il se positionne progressivement mais aussi de plus en plus nettement par rapport à un nouveau contexte international, sans rejeter entièrement ses positions précédentes ; il faut donc essayer de comprendre comment il perçoit et prend position par rapport au totalitarisme nazi. Depuis Bâle, il continue à chercher surtout un espace pour agir, sans doute moins dans la coulisse et davantage dans l'espace public. Depuis une BRI de plus en plus réduite à son rôle d'agent de liaison, il lorgne principalement vers la Banque de France pour un éventuel retour, mais se heurte constamment à l'hostilité de ses différentes équipes dirigeantes ; il convient donc de faire la part des oppositions personnelles mais aussi de celle de l'originalité de Quesnay quant au rôle qu'il veut voir dévolu à une Banque de France rénovée, véritable banque centrale moderne. De même pendant toute la période, il ne cesse de chercher le « bon cheval » politique sur qui prendre appui pour faire avancer ses idées, ce qui implique de préciser quel est son positionnement politique et dans quel mesure celui-ci fluctue au gré des circonstances, de la proximité avec Laval à celle avec Blum.



## Un nouveau contexte international.

### *Autour de la conférence de Londres.*

Absent, comme on l'a vu lors de la conférence de Londres, Quesnay participe, par contre, à la réunion préparatoire de Bâle en mai 1932 organisée par la BRI<sup>2654</sup>. Il en fait un compte-rendu "à chaud" destiné au ministère des Affaires Etrangères ainsi que le rapporte Mitzakis à Lacour Gayet dans sa lettre du 13 mai 1932<sup>2655</sup>. Dans cette note assez longue, on perçoit plusieurs évolutions dans le discours de Quesnay (même s'il se présente comme le compilateur de différents avis d'experts<sup>2656</sup>), qui se rapproche alors assez nettement des positions du nouveau gouvernement Herriot, ce que remarque d'ailleurs Mitzakis – « la nouvelle orientation probable de la politique française, si elle le remplit secrètement d'aise, lui apporte aussi beaucoup d'incertitudes qu'il aimerait bien dissiper en partie par un voyage à Paris rendu difficile par le départ de M. Fraser »<sup>2657</sup>. D'abord, dans la première partie, la description de la crise se fait plus alarmiste que précédemment avec notamment la prise en compte des petits pays (la Bulgarie par exemple) arrivés au bout de ce qu'ils pouvaient supporter : « Le désespoir rend souvent injuste et les petites nations qui attendent péniblement depuis un an la reprise annoncée en vertu de l'adage que "toute crise a une fin" ne sont pas loin de reprocher aux grandes puissances d'avoir complètement failli à leur tâche en ne

---

<sup>2654</sup> « La conférence de Bâle 12 mai 1932 » ABF DGSE 186. P.1.

<sup>2655</sup> ABF DGSE 186. « Je m'empresse de vous adresser, avant les fêtes de la Pentecôte, la note que M. Quesnay a tenu à rédiger personnellement pour le consul et le Quai d'Orsay. Cette note reflète évidemment l'état d'esprit actuel du Directeur Général qui continue à être assez nerveusement pessimiste ».

<sup>2656</sup> P.1 « L'assemblée générale de la BRI a provoqué la réunion de Bâle, dans une période particulièrement critique, des représentants de Banques centrales d'une vingtaine de nations. La connaissance approfondie qu'ont ces diverses personnalités de l'évolution économique de leurs pays permet de prendre une vue d'ensemble de la situation ; à la veille de conférences internationales, il m'a paru intéressant de recueillir quelques indications sur leurs prévisions quant au développement des événements, sur leur psychologie et sur leurs espoirs ».

<sup>2657</sup> Mitzakis à Lacour Gayet *idem*.

proposant aucune tentative de réorganisation profonde »<sup>2658</sup>, avec d'éventuelles conséquences politiques particulièrement dangereuses car « aujourd'hui ces pays cherchent leur voie : ils redoutent les réactions de leur opinion publique s'ils sont obligés de laisser leur monnaie se déprécier »<sup>2659</sup>. D'autre part, il observe et que la crise prend une dimension mondiale car « ce n'est pas en Allemagne mais en Europe Centrale et en Amérique, que le danger paraît le plus imminent »<sup>2660</sup> et que certaines des solutions évoquées ne feraient que renforcer les difficultés « Une décision aussi simpliste que la fermeture des Bourses peut tenter certains parlementaires américains, mais elle doit être à tout prix évitée » donc « ce serait un nouveau pas dans le sens de la paralysie complète du système capitaliste »<sup>2661</sup>. Ainsi la tâche à accomplir est gigantesque : « aujourd'hui, après l'effondrement de la confiance, du crédit, des prix, du système monétaire et bancaire et après toutes les difficultés qui ont été le résultat d'une inaction prolongée, c'est le problème de la reconstruction économique du monde qui est posé »<sup>2662</sup>. Pour l'accomplir, est d'abord évoquée une mesure éminemment politique, correspondant aux « garanties de paix et de sécurité » attendues par la France, notamment sous la forme « d'un recul allemand à la conférence du désarmement »<sup>2663</sup> de Genève commencée en février 1932 : « si dans la situation politique actuelle du monde, il est difficile d'espérer des progrès réels dans la voie du désarmement, il est par contre possible de poser le principe du plafond budgétaire des dépenses militaires, chaque Etat s'engageant à ne pas augmenter pour le moment cette catégorie de dépenses, ce qu'il aurait d'ailleurs bien du mal à faire, vu la situation budgétaire qui est partout le résultat de la crise

---

<sup>2658</sup> « La conférence de Bâle 12 mai 1932 » P.2.

<sup>2659</sup> P.5.

<sup>2660</sup> P.6.

<sup>2661</sup> P.7.

<sup>2662</sup> P.8.

<sup>2663</sup> Sylvain SCHIRMANN *Crise, coopération économique et financière...*, op. cit. p.215.

économique ». Le but est « qu'elle impressionne [...] suffisamment les Américains pour les rallier à la formule de la suspension des paiements politiques “tant que durera la crise” », car « le terrain étant ainsi déblayé, la conférence de Lausanne pourrait étudier les moyens de parer à une situation mondiale qui peut se résumer en une phrase : “avec leurs revenus actuels, les débiteurs sont dans l’incapacité matérielle de faire face à leurs charges” »<sup>2664</sup>. Le deuxième remède préconisé correspond au prolongement et à l’élargissement des propositions françaises des mois précédents concernant l’Europe centrale<sup>2665</sup> puisque il s’agit de mettre en place une préférence européenne dans l’agriculture : « dans le cas où il paraîtrait difficile de compter sur la collaboration des banques centrales pour provoquer une reprise générale des prix par l’application dans le monde d’une politique monétaire concertée, il conviendrait au moins en Europe de procurer aux pays agricoles les moyens d’écouler par préférence leur production à des prix rémunérateurs dans les pays industrialisés du même continent » donc, derrière ces frontières renforcées, « un marché économique européen à l’intérieur duquel les barrières douanières seraient considérablement abaissées pourrait ainsi se constituer pour le plus grand profit des régions agricoles et des régions industrielles du continent »<sup>2666</sup>. En ce qui concerne le troisième point évoqué, une fois soulignée à nouveau l’ampleur de la crise - « l’accroissement du revenu des débiteurs ne suffirait d’ailleurs sans doute pas à remettre en état la machine économique incapable aujourd’hui de continuer à fonctionner » - les questions monétaires, le procédé de présentation est le même : d’abord exposer un point faisant relativement consensus – « la solution anglaise de la dévaluation monétaire pour les pays surendettés et la fixation d’une nouvelle parité-or de 30% inférieure à l’ancienne serait dangereuse et insuffisante en elle-même, à moins d’être appliquée à l’ensemble des monnaies-or du

---

<sup>2664</sup> p.9.

<sup>2665</sup> Cf. René GIRAULT et Robert FRANK *Turbulente Europe... op. cit.* p.303 et suiv.

<sup>2666</sup> « La conférence de Bâle 12 mai 1932 » P.11-12.

monde »<sup>2667</sup> - avant d'introduire une première pensée hétérodoxe de portée relative – « la solution de la dévaluation volontaire ne doit sans doute pas être écartée pour les monnaies de certains pays où la rigidité économique ne permet pas les adaptations nécessaires de prix nominaux » - prémisse d'une proposition plus originale – « la création d'une sorte de *Federal Reserve Board*, groupant les autorités responsables des monnaies d'Europe centrale et associant à leur gestion les gouverneurs des banques des grands marchés. Une telle solution pourrait permettre d'en finir avec les réglementations de devises qui ont progressivement paralysé toute la vie économique du Centre Europe » - qui fait écho à celle envisagée précédemment et qui relève de la même logique d'intégration européenne. Elle est complétée par une proposition qui ressemble à « l'éventualité d'un moratoire à long terme sur l'ensemble des dettes intergouvernementales »<sup>2668</sup> évoquée par le nouveau gouvernement français : à partir du constat que « des Etats comme la Grèce ou la Hongrie semblent absolument hors d'état, au nouveau niveau des prix dans le monde, de faire face à 100% aux obligations-or qu'ils ont antérieurement contractées »<sup>2669</sup>, « la nécessité d'une réduction des charges nominales semble dans bien des cas être évidente »<sup>2670</sup>. Quesnay semble aussi être dans la coulisse lors de la conférence de Lausanne, préparatoire à celle de Londres, si l'on se réfère à la lettre qu'il envoie à Siepmann le 1<sup>er</sup> juin 1932<sup>2671</sup>, qui participe aussi, à son échelle, à l'esquisse de « front franco-britannique » alors en cours<sup>2672</sup> : il s'y présente vraiment là comme un instigateur, tentant d'influencer une partie de la haute-fonction publique et de la classe politique : « comme je vous l'ai dit au téléphone, j'ai été satisfait des

---

<sup>2667</sup> P.12-13.

<sup>2668</sup> Sylvain SCHIRMANN *Crise, coopération économique et financière...*, op. cit. p.214.

<sup>2669</sup> « La conférence de Bâle 12 mai 1932 » p.14.

<sup>2670</sup> P.15.

<sup>2671</sup> AN 374 AP 31.

<sup>2672</sup> Sylvain SCHIRMANN *Crise, coopération économique et financière...*, op. cit. p.215.

réactions, à la fois du côté des Affaires Etrangères (Coulondre successeur de Seydoux) et des Finances (Bizot, Desperas [ ?]) j'ai trouvé des gens comprenant enfin qu'il fallait tenter un effort général de réorganisation. Du côté des hommes politiques (Caillaux Painlevé, Lamoureux, je verrai sans doute Herriot la semaine prochaine) j'ai insisté sur l'absolue nécessité de donner l'impression qu'un travail d'ensemble est amorcé. Sans cela, chaque Etat quittera Lausanne avec l'impression que chacun a repris désormais sa liberté dans tous les domaines et peut faire ce qui lui plaît, même les pires folies, sans se soucier des autres »<sup>2673</sup>. On retrouve ensuite certaines des propositions présentes dans la note précédente : ainsi Quesnay affirme qu'« il ne suffit peut-être pas de constater l'impossibilité des paiements politiques “tant que durera la crise” ; il faudrait pouvoir constater que peut-être même que jamais ne seront repris les paiements d'Etat à Etat, mais amorcer en même temps la possibilité d'une redistribution des charges de dettes du passé pour le moment où se reconstruira l'économie mondiale »<sup>2674</sup>. Avec l'évocation, pour cela, « d'une “caisse commune” ou trustee commun (la BRI) ayant les coupons et recevant pour la couverture de ce service de dette européenne 30% de Grande-Bretagne, 25% de France 20% d'Allemagne etc... », première anticipation de « la future organisation nécessaire » qui influencera positivement l'opinion française – « Mon impression est qu'on pourrait [p.4] amener les Français à renoncer à l'idée de paiements directs de l'Allemagne que si l'on préparait une réorganisation d'ensemble et que si à Lausanne les divers participants s'engageaient à prendre une position commune vis-à-vis de l'Amérique » -, on retrouve la “patte Quesnay”. C'est encore le cas quand il se penche sur les « moyens de constituer le fonds commun auquel Paris pense toujours pour procurer à l'Europe centrale le temps d'attendre les résultats de la nouvelle politique économique et de la liquidation de l'endettement » car « au lieu d'envisager la constitution de ce fonds par des versements des

---

<sup>2673</sup> Quesnay à Siepmann le 1<sup>er</sup> juin 1932 p.1.

<sup>2674</sup> P.2-3.

trésoreries sous leur responsabilité et à leurs frais les montants nécessaires (solution à laquelle je ne crois guère) » il a « plaidé la cause d'une affectation au fond commun de l'or 2% des réserves d'or ou devises de chaque Banque centrale, les pourcentages légaux de couverture minima étant en même temps diminués. La Banque de France par exemple earmarkerait dans ses caves une partie de son or au nom de la BRI et en cas d'utilisation recevrait une garantie du gouvernement français ou des gouvernements participants (pourcentages de garantie solidaire à déterminer) ». Ainsi serait résolu un des points de tension importants des relations financières internationales de la période, la thésaurisation de l'or par la Banque de France car « on ferait ainsi disparaître une partie de la surcouverture-or qui actuellement n'est pas base de crédit et l'on amorcerait le processus inverse de celui de l'année dernière où le crédit a été transformé en métal » et « la BRI remettrait aux banques centrales ayant besoin de renforcer leur couverture pendant le temps de l'assainissement économique, des certificats-or représentant ces dépôts earmarked et échangeables entre elles. L'or actuellement stérile servirait à nouveau ainsi de base de crédit ».

Avant la conférence de Londres, Quesnay prend à nouveau la parole à l'Ecole de la Paix, le 1<sup>er</sup> décembre 1932, pour tenter de répondre à la question « Que demander à une conférence économique mondiale ? »<sup>2675</sup> Il commence par se mettre en scène « un de ces pauvres experts dont les exposés un peu touffus donnent certes une haute idée de la complexité des sciences économiques, mais dont les projets ont assez peu souvent l'occasion de passer du domaine des imaginations et des rêves au domaine pratique des réalités » dans un contexte extrêmement difficile pour les experts car sans cesse en train d'évoluer dans le sens d'un accroissement de la crise : « Et il y a deux mois, dans ma présomption d'expert, j'avais l'impression de pouvoir, en étudiant avec vous la question, tracer les grandes lignes du programme d'une telle

---

<sup>2675</sup> AN 374 AP 35-36.

Conférence ! Mes services travaillaient à ce moment à la préparation du Comité préparatoire de la conférence - Vous voyez que nous sommes en plein domaine d'experts – ils mettaient au point des projets ma foi bien étudiés pour la reconstruction d'un système monétaire commun reposant sur une base-or et pour le rétablissement du crédit dans le monde. Je comptais passer en revue avec vous les problèmes paraissant pouvoir venir en discussion au cours d'une Conférence économique mondiale et indiquer les solutions que l'on pouvait envisager pour la reconstruction économique et financière »<sup>2676</sup>. En effet analyse-t-il un peu plus loin « l'unité économique mondiale s'est rompue : des pays qui appartenaient à un même régime de civilisation et entre lesquels s'était établie une certaine division du travail, se replient de plus en plus sur eux-mêmes. Sans doute la rupture est-elle encore moins marquée que pendant la guerre entre les deux camps de belligérants, mais le morcellement est beaucoup plus accentué puisque c'est chaque unité politique qui tend à devoir se suffire »<sup>2677</sup>. De plus « alors que se développe cette dangereuse situation à laquelle ne peut remédier aucun processus de déflation », les difficultés s'accroissent aussi à l'intérieur des états car « les oppositions d'intérêts s'affirment de plus en plus à l'intérieur de chaque pays entre les différentes classes sociales et dans l'ensemble du monde économique moderne entre les différentes unités politiques »<sup>2678</sup>. En outre « l'état des opinions publiques rend bien aléatoires à l'heure actuelle les perspectives d'accord ». De même, quand se pose la question titre de la 2<sup>e</sup> partie « faut-il une conférence ? », il apparaît nettement que « le grand public est aussi fatigué des conférences que les gens qui sont obligés d'y prendre part »<sup>2679</sup> mais elle se révèle indispensable dans la mesure où « l'examen de la production mondiale montre immédiatement combien l'espoir, pour un pays quelconque de parvenir à l'autarchie économique

---

<sup>2676</sup> P.2.

<sup>2677</sup> P.3.

<sup>2678</sup> P.4.

<sup>2679</sup> P.6.

est une dangereuse illusion »<sup>2680</sup>. A partir du constat que « la carte des frontières actuelles a été tracée sur des bases politiques et que la plupart des Etats sont dans l'impossibilité absolue de se suffire économiquement à eux-mêmes »<sup>2681</sup> Quesnay insiste sur cette idée de manière forte : « le continent européen pourrait sans doute, s'il était uni, faire vivre beaucoup plus d'Européens qu'il n'en porte actuellement, mais s'il doit tenter de limiter les échanges aux cadres des présentes unités politiques, ne nous faisons pas d'illusions des millions d'hommes y sont de trop »<sup>2682</sup> puis « l'idée d'autarchie économique pousse à la guerre, sa réalisation exigeant la conquête ou l'absorption des territoires fournissant les richesses qui manquent à l'Etat qui veut ou qui doit s'organiser en vase clos »<sup>2683</sup> donc « la première chose qu'on puisse demander à une conférence économique mondiale, c'est donc de nous arrêter sur cette pente dangereuse de l'autarchie où glissent tous les peuples à une allure vertigineuse et qui ne peut conduire qu'à la Révolution et à la guerre »<sup>2684</sup>. Intervient alors la deuxième question du propos de Quesnay « que peut faire la conférence ? ». Il met en avant l'échec des politiques menées jusque-là car « pendant des mois et des mois dans tous les pays on a eu foi dans une reprise automatique »<sup>2685</sup> et « parmi les grandes nations chacun a tendance à oublier ses fautes pour accuser le voisin »<sup>2686</sup>, avant de souligner à nouveau les dangers du repli sur soi : « le continent européen reste dominé par l'insécurité politique destructrice de confiance et de possibilités d'action commune. La France qui souhaite le maintien d'une organisation européenne que les traités signés sur son territoire ont créée, aurait intérêt à consolider cette Europe

---

<sup>2680</sup> P.7 bis.

<sup>2681</sup> P.8.

<sup>2682</sup> P.8-9.

<sup>2683</sup> P.9.

<sup>2684</sup> P.10.

<sup>2685</sup> P.11.

<sup>2686</sup> P.12.



en travaillant à lui redonner la prospérité. Mais le souci de maintenir son équilibre interne fait d'elle une nation protectionniste et l'exaspération du nationalisme dans d'autres pays crée une situation dans laquelle il est impossible de songer même aux possibilités de collaboration financière et de circulation internationale du crédit ». La seule solution paraît alors, à ses yeux, le retour à un authentique libéralisme qu'il va prendre le temps de définir, par la négative en énumérant tout ce qu'il n'est pas et en définissant le rôle que doivent tenir les experts :

« Il est en tous pays des gens qui prétendent se réclamer du libéralisme mais dont toute la doctrine consiste à nier l'utilité de l'effort. "Ne sème pas et tu n'auras pas la peine de récolter". Vis-à-vis de la conférence mondiale, leur attitude est évidemment négative ; tout au plus la politique les amèneraient-elles à s'en tenir au scepticisme. "N'attendez rien, disent-ils, de ces parlottes. Que d'agitation et de mouvement. N'avez-vous pas encore compris que de tels efforts sont toujours dangereux ou au mieux inutiles. Laissez faire, tout finit toujours par s'arranger automatiquement ". Si vous les voyez au bout de quelque temps quand la situation a encore empiré, vous apercevez que leur foi apparente dans l'ordre naturel n'est en réalité qu'un pessimisme désespérant : "oui, disent-ils, les choses ne se sont pas arrangées ; mais maintenant vous avouerez qu'il est trop tard pour tenter quoi que ce soit" ; ils ne croient pas à l'effort parce qu'ils n'osent pas agir. Leur doctrine n'est qu'un prétexte à l'inaction, une excuse pour leur tendance innée à dormir sur leurs deux oreilles. Pourquoi se réclament-ils du libéralisme ? C'est probablement parce qu'ils interprètent la formule du "Laissez faire laissez passer" comme signifiant "laissez aller, va comme je te pousse !" Et en souvenir des grands libéraux du XVIII<sup>e</sup> siècle, que je crois avoir étudiés autant que quiconque, je ne puis m'empêcher de protester, car j'ai tout à fait l'impression que c'est là l'inverse de ce qu'était leur attitude. Dans une période où les réglementations intérieures avaient créé une situation fort comparable à celle que nous procurent les entraves apportées par les diverses nations à la vie internationale, "Laissez faire laissez passer" signifiait pour eux "attaquez tout ce qui s'oppose au rétablissement de l'équilibre, faites disparaître les abus, ayez un pouvoir fort, un bon despote et qu'il assure le libre jeu des lois naturelles !" / Dans l'autre camp, et je me demande s'ils ne sont pas encore plus dangereux, il est des idéalistes autoritaires qui ont tendance à croire que le monde peut être dirigé de telle

sorte que tout soit organisé suivant nos vœux. Ceux-ci attendent tout d'une conférence mondiale, car à leurs yeux, rien n'est impossible à l'homme. " Plions la nature à nos volontés et bâtissons enfin le monde que nous souhaitons". Hélas l'ingénieur peut régulariser le débit du fleuve : il sait établir des barrages, des réservoirs, bâtir des quais, construire des digues ; il arrive ainsi à éviter le retour périodique d'inondations et de crises dangereuses. L'en empêcher sous prétexte qu'il faut s'en remettre à la Nature aveugle au soin de tout régler automatiquement serait un crime. Mais lui demander de faire remonter l'eau de l'embouchure du fleuve à la source en dépit de toutes les lois physiques serait une folie. [...]Les ingénieurs aujourd'hui, ce sont les malheureux experts dont chacun dit tant de mal »<sup>2687</sup>

Quand il aborde le troisième temps de sa conférence « quelles questions peut-on soumettre à une conférence économique mondiale ? », il poursuit la définition de ce libéralisme d'un nouveau genre en reprenant son diagnostic de la crise. Elle « est avant tout remarquable par son caractère d'universalité » ; « à son origine est une baisse des prix, créatrice de ralentissement économique et de chômage » mais elle a aussi « des raisons bien plus profondes, l'accumulation d'erreurs dans le développement de l'activité productrice. Peut-on parler d'erreurs du régime capitaliste ? Nous voyons que l'économie soviétique a commis les mêmes, sur une plus grande échelle. Il s'agit donc plutôt d'erreurs de direction, de l'impossibilité dans laquelle on a été d'évaluer les besoins et d'y proportionner la production »<sup>2688</sup>. A propos du « développement de l'activité productrice », il pointe moins une crise de la surproduction en tant que telle que le fait que « les formidables progrès techniques dans le domaine industriel n'ont pas été accompagnés d'un progrès parallèle dans le système de la distribution des richesses, dans le domaine de la finance et du crédit. L'ingénieur a eu plus d'imagination que le banquier »<sup>2689</sup>. Même si la dilution de la pratique du crédit dans tout le corps social rend la situation extrêmement périlleuse – « Faudrait-il,

---

<sup>2687</sup> P.14-17.

<sup>2688</sup> P.18.

<sup>2689</sup> P.19.

après 120 ans de civilisation industrielle, faire une remise des dettes, comme on en faisait une tous les vingt ans dans l'Antiquité, ou tous les soixante au Moyen-Age ? Mais les créanciers ne sont plus aujourd'hui une petite classe sociale qu'on peut accuser d'usure et dépouiller au nom de la Justice. On a pendant un siècle prêché l'épargne aux foules et l'on a construit la société actuelle sur la notion de sécurité juridique reposant sur le respect des contrats. Si l'on veut conserver à la société sa structure actuelle, il faut donc sauvegarder la situation des créanciers et l'idée même de la banqueroute doit être proscrite comme moyen de diminuer le poids des dettes », « cependant, il faut bien le constater, au niveau où sont tombés les prix, où s'est restreinte l'activité économique, les débiteurs obligés à payer des sommes fixées en numéraire sont de plus en plus dans l'incapacité matérielle de faire face à leurs charges au moyen de leurs revenus actuels. / Il ne s'agit plus seulement des dettes politiques malheureusement : il s'agit aussi bien des contrats privés dont la base a été complètement modifiée par la baisse des prix-or qu'il a été impossible d'enrayer et qui se poursuit dans le monde »<sup>2690</sup>. Ainsi « accroissement du revenu des débiteurs et réduction consentie bilatéralement des charges qu'ils ont à supporter, tels sont les deux problèmes que pose la baisse des prix et qu'il semble indispensable de résoudre pour éviter des catastrophes ». Pour cela un discours plus orthodoxe est mis en avant : « la décision prise par les gouverneurs des banques centrales réunis en conseil d'administration de la BRI à Bâle a montré que le régime de l'étalon-or demeure le régime que désirent conserver ou auquel souhaitent revenir tous les pays de civilisation occidentale »<sup>2691</sup> car « adopter un régime monétaire, en prévision de modifications constantes du niveau général des prix serait reconnaître le caractère normal de modifications qui ne doivent être regardées que comme la conséquence d'erreurs en matière de politique économique et de politique de crédit, erreurs dont le renouvellement peut être évité ». De même on sent une

---

<sup>2690</sup> P.20.

<sup>2691</sup> P.22.

réticence à utiliser la politique de l'endettement comme base de relance économique, même si elle n'est pas totalement écartée : « la reprise des prix serait le salut : elle diminuerait le poids réel des dettes, elle permettrait à l'activité économique de reprendre, elle diminuerait le chômage, aiderait puissamment à rétablir la situation. Mais il ne semble pas hélas, que la création artificielle de crédit puisse remédier à un phénomène de baisse qui tient par-dessus tout à un déséquilibre entre la production et la consommation. Le crédit n'est qu'une anticipation de ressources futures et la consommation ne créant pas normalement de ressources ne constitue pas une base de crédit. Tout au plus pourrait-on, par la mise en œuvre de certains programmes de travaux publics, essayer de créer une tendance. Il existe pour de tels travaux des plans Albert Thomas bien étudiés ; leur application pourrait permettre d'employer des millions de chômeurs. Mais dans l'état présent des budgets et de la méfiance des marchés financiers, c'est leur financement qui s'avère difficile ». Plus attendu de sa part, vient le plaidoyer pour faire de la pédagogie lors de la conférence de Londres en faveur d'un abaissement des barrières douanières : « sera-t-il possible de parvenir à [p.27] des accords pour la rationalisation de l'appareil productif mondial ? de mettre en lumière tout ce qu'a de décevant le système de protection par tarifs ou contingentement ? de proposer aux Etats de nouveaux principes de politique douanière susceptibles de prendre la place des anciennes règles aujourd'hui périmées, telle à mon humble avis que la clause de la nation la plus favorisée ? Je sais bien qu'elle trouve encore d'éloquents défenseurs des pays d'Europe centrale bien entendu, car c'est là surtout qu'on en voit les méfaits ! Si la conférence mondiale avait dans ce domaine un rôle éducatif analogue à celui que joua la conférence de Bruxelles dans le domaine financier, un pas sérieux vers la solution des problèmes aurait certainement été fait »<sup>2692</sup>. En lien avec ce qu'il a défendu auparavant concernant les dettes internationales, il espère que « la conférence pourra donc avoir à organiser une procédure de révision

---

<sup>2692</sup> P.26-27.

des endettements ; la révision elle-même ne peut pas sans doute intervenir que directement entre les parties intéressées, créanciers et débiteurs ; mais le fait qu'une telle procédure de révision n'existe pas à l'heure actuelle a pour conséquences que les contrats dont l'exécution intégrale est devenue accessible sont purement et simplement violés en totalité »<sup>2693</sup>. Il résume ensuite ses différentes attentes à propos de « quelques-uns des problèmes où il semble que l'on puisse théoriquement demander à une conférence économique mondiale d'arriver à des solutions susceptibles d'arrêter la désagrégation présente de notre société : - rétablissement d'un régime monétaire international pour redonner une base aux transactions entre pays, arrêter la baisse catastrophique des prix-or – réparation de la possibilité de réviser les endettements, pour éviter les dénonciations unilatérales de contrats, conséquences de l'exagération des dettes et de l'aggravation de leur poids. – effort de réorganisation et de rationalisation de la production mondiale pour mettre fin à l'anarchie présente créatrice de chômage, de baisses des prix et de déficit. Refonte à cet effet des systèmes douaniers protecteurs dans un sens libéral et permettant l'établissement de droits préférentiels. Si dans ces trois domaines, les gouvernements étaient capables de faire les progrès que peut théoriquement concevoir un "expert indépendant", comme on disait au moment du plan Young, la situation mondiale pourrait sans doute être redressée »<sup>2694</sup>. Quand vient le moment d'aborder la question « à quelles conditions peut-on attendre d'une conférence mondiale les résultats recherchés ? », Quesnay souligne alors le poids croissant de l'opinion publique qui complique la tâche des experts en réduisant leur expression à ce qu'elle veut entendre : « on dirait qu'avec le développement des opinions publiques, la rigidité du monde moderne s'est étendue au domaine des idées. Rien ne peut aujourd'hui aboutir qui n'ait été longuement préparé par vulgarisation. Trop souvent les experts sont obligés de se transformer, porte-paroles

---

<sup>2693</sup> P.30.

<sup>2694</sup> P.31-32.

nationaux capables d'exprimer en langage technique les thèses gouvernementales, trop souvent celles-ci ne sont qu'un reflet de l'opinion mal informée des foules ». Il développe alors un argument relevant du discours technocratique car, selon lui, « c'est la difficulté qu'elles éprouvent à voir au-delà de l'immédiat, c'est leur impossibilité de comprendre leur véritable intérêt qui bloquent la machine et font obstacle à toute solution tant que les gouvernements se trouvent obligés de suivre l'avis des dirigés au lieu de les conduire. Il n'est à ce mal que deux remèdes : une éducation des opinions ou un renforcement des gouvernements. Et les deux solutions doivent aller de pair, car ce sont seulement des peuples mieux conscients du danger que leur fait courir le chaos actuel qui accepteront de s'en remettre à la décision des gouvernements qui les dirigent ». Selon la même logique, il poursuit « s'il s'agit, après tout, de réorganiser l'économie mondiale, il faut, pour aboutir, des gouvernements forts, capables de départager chez eux les intérêts, d'oser prendre des responsabilités et de faire admettre les sacrifices inévitables pour que les peuples n'aient pas à en subir de beaucoup plus terribles »<sup>2695</sup> : l'appel à un gouvernement fort dans le cadre d'une « crise d'autorité dont nous payons les conséquences » semble conditionné à la résolution des difficultés économiques. Cela est confirmé par l'idée que « c'est vraiment de l'impossibilité dans laquelle on est encore de limiter ce droit de souveraineté, que nous souffrons. Dans l'intérêt même des membres de la société, il a fallu limiter le vieux droit romain de propriété individuelle “user et abuser” afin que l'exercice de ce droit ne rende pas intolérable la vie sociale pour chacun des membres du groupe » qui débouche sur l'affirmation « je parlais en commençant du discrédit dans lequel l'opinion publique tenait aujourd'hui les réunions internationales c'est à l'absence d'une autorité supranationale qu'il est dû »<sup>2696</sup>. Ainsi « si l'on pouvait obtenir d'une conférence internationale la création d'une autorité arbitrale, dont les

---

<sup>2695</sup> P.35.

<sup>2696</sup> P.37.

décisions supranationales seraient obligatoires sur un certain nombre de questions économiques et financières, en attendant qu'elles le deviennent dans d'autres domaines, c'est le plus important résultat qu'on en pourrait attendre » : c'est internationalement que Quesnay voudrait voir une action plus rationnelle et conforme aux desideratas des techniciens, peut-être par un renforcement des pouvoirs de la BRI et de la SDN. C'est ce qu'il promet ensuite : « la conscience de l'unité internationale de l'interdépendance des peuples est encore trop faible, le préjugé national de souveraineté trop ancré, pour que des résultats importants puissent être attendus à brève échéance. Le jour où serait ouvert le Grand Livre de la Dette européenne, où les budgets de travaux publics d'un certain nombre de pays seraient aussi mis en commun, où il se formerait un cadre supranational et où les finances de la SDN ne seraient plus seulement des finances administratives pour le paiement des fonctionnaires, mais un véritable budget international comme entre les différentes provinces d'un même pays, ce jour-là les problèmes que pose actuellement la crise n'existeraient plus. Mais il faudrait aussi pour cela l'ébauche d'un gouvernement supranational, une sorte de directoire de chefs ayant chez eux une grande autorité. Et ce sont ces rêveries qui sont les conditions de salut »<sup>2697</sup>. Une partie de la conclusion confirme le caractère peu révolutionnaire de la pensée de Quesnay puisque « c'est dans les cadres actuels que doit se réorganiser le monde pour nous permettre de conserver les améliorations matérielles, le genre de vie, les conquêtes morales, tout ce que nous regardons comme des progrès auxquels nous sommes profondément attachés. Il n'est pas encore trop tard pour accepter de dévaloriser volontairement la signification économique de nos frontières, permettre ainsi l'adaptation du monde et assurer une continuité entre les temps que nous avons vécus et ceux qui viennent »<sup>2698</sup>.

---

<sup>2697</sup> P.39.

<sup>2698</sup> P.40-41.

Outre cette prise de parole publique, Quesnay agit plus directement dans la préparation de la conférence de Londres puisqu'il fournit à Georges Bonnet, alors ministre des Finances, qui « s'entoure de tous les avis autorisés possibles »<sup>2699</sup>, une longue note préparatoire « Suggestion sur les Problèmes à l'ordre du Jour de la Conférence Économique Mondiale »<sup>2700</sup>. Dans la lettre qui l'accompagne le 14 avril 1933, il souligne le caractère relativement iconoclaste de ses « quelques idées » « je ne vous cacherai pas que, si j'avais été encore à la B[anque] de F[rance], j'aurais réussi probablement à faire admettre par elle les thèses exposées dans le papier ci-joint. Je n'y suis plus malheureusement, et ces idées qui me paraissent essentielles pour la défense de l'étalon-or ne correspondent pas aux siennes en tous points ». Il demande donc à son interlocuteur une certaine discrétion : « je ne voudrais pas qu'il y eut un plan Quesnay en face des idées métallistes de nos amis. Les problèmes monétaires sont probablement les seuls, dans lesquels je sois sûr d'avoir une certaine expérience, mais je n'ai pas la même conception qu'eux des questions de crédit ». Pourtant Quesnay semble, dès le premier point de sa note, afficher des positions d'un certain « conservatisme », orthodoxes vis-à-vis de l'attitude française jusque-là : « trop de gens prétendent à l'étranger que rien ne peut être reconstruit tant que les solutions politiques données il y a quatorze ans à certains problèmes n'auront pas été révisées dans un sens susceptible de provoquer l'apaisement des esprits et de rétablir ainsi la confiance. La France a tout intérêt, au contraire, à prouver que le monde peut se redresser sous sa forme actuelle. Une politique "conservatrice" au sens profond du mot impose donc de travailler au succès de la Conférence ». Cependant dans le deuxième point, il note qu'« ayant, il y a cinq ans, dévalué des quatre-cinquièmes sa monnaie, elle entend lui conserver la valeur-or qui correspond à l'actuelle parité : la baisse des prix-or, si elle se poursuivait dans le monde, ne permettrait ce résultat qu'en imposant à la nation des

---

<sup>2699</sup> Jacques PUYAUBERT *Georges Bonnet... op. cit.* p.83.

<sup>2700</sup> ABF DGSE Dossier 35 BRI.



compressions du prix de revient nominal dépassant probablement les possibilités du présent régime politique français. La position conservatrice dans le domaine monétaire et dans le domaine politique interne comme en matière de politique internationale, oblige donc les Français à souhaiter la réussite des efforts de réorganisation actuellement envisagés ». Dès le point quatre, il remet en cause les analyses dominantes en France jusque-là<sup>2701</sup> : « On s'est en général refusé jusqu'ici en France à reconnaître que les problèmes de la baisse des prix et de la désorganisation du crédit étaient à la base de l'ébranlement de la société actuelle, du mécontentement général et de la désagrégation politique du monde, qui en ont été la conséquence. Il était plus facile d'ironiser sur certaines exagérations de crédit étranger, de laisser l'opinion souhaiter une baisse du coût de la vie et de conseiller à chaque pays de savoir se résigner à son sort plutôt que de prendre la tête d'un mouvement de réorganisation, destiné à conserver ce que la France – plus peut-être qu'aucun autre pays – avait intérêt à ne pas laisser s'effondrer ». Toujours hostile aux barrières douanières – « Les fixations arbitraires de prix trop élevées, à l'abri de barrières douanières, à l'abri des accords conclus par les trusts et les cartes non contrôlés ont poussé à une multiplication des instruments de production qui a provoqué la surproduction et finalement l'effondrement des prix » - Quesnay ne se fait cependant peu d'illusions sur l'impact de la future conférence en la matière : « Les intérêts nationaux et économiques en cause sont toutefois si forts qu'on ne peut espérer voire résoudre la crise par des décisions radicales de la Conférence réglant le problème des tarifs et permettant ainsi la rationalisation nécessaire de l'appareil mondial de production ». Donc il poursuit, dans le point six, « force est donc de chercher aussi du côté de la consommation les moyens de préparer le rétablissement de l'équilibre des prix » car « au niveau présent des prix, la charge que

---

<sup>2701</sup> Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.124 « l'idée très généralement acceptée que c'était à l'étranger que se situait les origines et la responsabilité de la crise ».

présente dans bien des cas l'endettement-or n'est plus supportable ». Cette situation le conduit donc à proposer une entorse au libéralisme le plus pur puisque « il faut être prêt à organiser une procédure de révision du nominal des endettements » et non pas laisser le marché seul réguler la situation et que « la Conférence Economique Mondiale doit en tous cas chercher, semble-t-il, à établir une procédure de révision des contrats pour rendre ceux-ci “respectables” et rétablir ainsi les notions de crédit et de confiance financière sans lesquelles il serait impossible de voir à nouveau la circulation du capital qui est la base du développement de la présente société ». Dans le point suivant, discrètement, il poursuit de colorer et son conservatisme de propositions originales et son libéralisme de volontés organisatrices avec la mise en place d'« un mécanisme monétaire international correspondant aux besoins de l'époque doit sortir des délibérations de la Conférence mondiale ». On retrouvera une idée analogue dans le rapport de la BRI de 1934 quand il est noté : « l'étalon-or n'est pas une fin en lui-même. [...] Ceux, donc, qui cherchent à rétablir un étalon commun ne sont pas à la recherche d'un fétiche ou d'une abstraction intellectuelle ; ils travaillent à réaliser cette plus grande prospérité économique, résultat naturel d'un échange plus actif des marchandises, des services et des capitaux, qui présuppose en retour l'existence d'un étalon sûr et d'une mesure commune de valeur et d'échange. »<sup>2702</sup>. Il précise dans le point suivant sa pensée : soulignant le poids des opinions publiques – « l'opinion publique est trop inquiète pour accepter un autre système monétaire que l'étalon-or » - il s'appuie sur une vision transnationale du monde puisqu'il écrit « notre civilisation suppose l'existence d'échanges entre les Etats, une certaine division du travail international, donc une commune mesure de valeur qui, psychologiquement, ne peut être cherchée ailleurs que dans l'or », choix qu'il justifie en explicitant ce qu'il considère le rôle d'une banque centrale : « c'est l'existence de cette monnaie bancaire à base-or, dont elles ont finalement à assurer la convertibilité, qui a obligé les “banques

---

<sup>2702</sup> Rapport BRI 1934 p.71.

d'émission" à tout faire pour concentrer le métal dans leurs caves, en éviter la thésaurisation par les particuliers, le réserver aux besoins internationaux, c'est-à-dire à la défense du change et à se transformer en "Banques Centrales" contrôlant la création de crédit par les banques de dépôt, intervenant activement sur le marché libre afin de le diriger, de l'orienter, de le freiner ». Dans une perspective toujours trans- voire supranationale, il avance, en dixième proposition que « l'adoption de règles communes pour éviter la thésaurisation privée et empêcher que le volume de la monnaie à valeur-or ne tende à passer de 13 à 1 (ce qui ne manquerait pas de faire sauter le régime) sera certainement discutée à la Conférence ». Comme « le gold exchange standard n'a cependant jamais été réglementé », il « est aujourd'hui mort. Les banques d'émission n'accepteront plus de conserver leurs réserves en monnaie étrangère sur lesquelles elles couraient un risque de dévaluation ». Il faut donc, et c'est l'objet du point suivant, « une Convention Monétaire Internationale pour le fonctionnement de l'étalon-or. La fixation des règles du jeu s'impose dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres. On remarquera que l'organisme central des règlements entre pays à l'étalon-or existe sous la forme de la Banque des Règlements Internationaux », qui deviendrait en quelque sorte ainsi vraiment, la banque centrale des banques centrales. Pour parvenir à ce résultat, la mise en place d'un système de garantie-or lui semble être le moyen adéquat : « si les Banques Centrales des marchés de placement acceptaient de reconnaître, comme le font déjà toutes les petites banques et la Banque d'Italie, qu'elles ne traitent avec la BRI qu'en valeur-or, la BRI, couverte pour ses actifs, pourrait donner la garantie-or aux réserves de devises des banques d'émission concentrées chez elle ». Dans sa treizième proposition, Quesnay envisage, au-delà du seul domaine monétaire, les moyens de relancer l'économie mondiale car « il resterait à voir si la reprise économique ne pourrait être hâtée par la mise en action d'une consommation publique analogue à celle qui a permis de rétablir l'équilibre entre production et consommation lors de la grande crise agricole par l'application en France du programme Freycinet. / La difficulté consiste aujourd'hui à trouver les moyens de

financer les programmes de travaux publics qui pourraient être envisagés ». Ainsi « c'est pour obvier à ces inconvénients que les partisans d'une distribution de pouvoir d'achat par l'Etat (seul moyen de faire repartir la consommation, puisque nous avons vu que la création de crédit distribué par l'appareil bancaire ne pouvait pas la financer) ont mis en avant un certain nombre de systèmes dont la Conférence pourra avoir à entreprendre l'examen » ; parmi celles-ci il évoque des « accords intergouvernementaux pour l'établissement d'un fonds commun international », la « création internationale de crédit par un organisme central mettant les ressources ainsi disponibles à la disposition des Etats et maintenant ainsi entre les diverses économies nationales une position relative inchangée ». Cependant, il fait en sorte de tempérer ses propositions en écartant tout rapprochement avec celui de son célèbre quasi-homonyme britannique : « le projet de Keynes à ce sujet présente un grave inconvénient psychologique, car il ne fonde la création de crédit que sur la remise de bons du Trésor gouvernementaux qui rappelleront au public les inflations d'Etat ». De même dans la proposition suivante qui est aussi la dernière, il souligne que « de pareils projets ne sont sans doute pas actuellement susceptibles d'application pratique, mais leur possibilité serait réservée par la création d'un mécanisme monétaire assez souple pour permettre le rétablissement dans le monde d'un étalon-or international susceptible de jouer le rôle qu'on attend de lui ». Ainsi Quesnay fait entendre auprès du ministre sa 'petite musique' encore accordée au transnationalisme (dans un monde qu'il décrit sans jamais faire référence à quelque différence nationale que ce soit, il ne peut y avoir que de solution globale) ; si elle semble relativement en accord avec l'idée de la « défaillance de la demande [qui est] au cœur du raisonnement de 'l'école française' »<sup>2703</sup>, elle se distingue par le rôle accru qu'elle donne à la régulation du marché des changes par les banques centrales et notamment la BRI.

---

<sup>2703</sup> Jacques PUYAUBERT *Georges Bonnet... op. cit.* p.83.

*Face à un nouveau type d'acteur.*

Dans « le désordre mondial des années trente »<sup>2704</sup>, l'arrivée au pouvoir d'Hitler constitue un autre bouleversement majeur : dans la mesure où ses objectifs diffèrent voire s'opposent à ceux des autres acteurs du système international, celui-ci est remis en cause puisque il est notamment fondé sur « un accord entre les principaux États sur les objectifs, reflétant des valeurs partagées »<sup>2705</sup>. Quesnay, on l'a vu, est soucieux des progrès électoraux nazis qui mettent en péril la politique de Brüning qu'il tient en haute estime. Ainsi Mitzakis rapporte, le 31 mai 1932, à Lacour-Gayet<sup>2706</sup> l'analyse par les « augures de la maison » de la chute prochaine du gouvernement Brüning pas seulement par l'action seule des nazis (vision française) mais aussi par celle des agrariens de l'Est et de l'état-major ; dans ce contexte, se pose la question du renouvellement de crédit à la *Reichsbank* (évoquée par Quesnay lors de son passage à Paris). Après le 30 janvier 1933, si le fait que Quesnay conserve un article sur le manuel « naziste » du parfait fiancé aryen<sup>2707</sup>, traduit une certaine curiosité devant un phénomène perçu comme relativement 'folklorique, le directeur général de la BRI est plus directement concerné par la mise en place du nouveau régime à travers la question des réfugiés allemands : le 23 janvier 1934<sup>2708</sup>, il écrit à Pierre Comert alors « directeur des services d'information, ministère des Affaires étrangères » : « puisque tout le monde vous assiège avec des histoires de réfugiés allemands, je fais comme tout le monde et vous envoie copie d'une lettre que j'ai envoyée au consul de France ici. /

---

<sup>2704</sup> Robert FRANK « Les systèmes internationaux au XX<sup>e</sup> siècle » dans Robert FRANK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales* Paris PUF 2012 p.195.

<sup>2705</sup> *Idem* p.187.

<sup>2706</sup> ABF DGSE 186

<sup>2707</sup> La coupure est datée du 9 août 1933 sans indication d'origine.

<sup>2708</sup> AN 374 AP 24-25.

Celui-ci m'annonce que la demande du Dr. Hodann<sup>2709</sup> a été transmise par lui ; si vous êtes en rapports avec le service intéressé, pourriez-vous faire étudier quelle suite peut lui être donnée ? Je ne recommande pas le Dr. Hodann, car je ne le connais pas autrement que pour l'avoir entrevu avec Bauer : je compatis seulement avec sa situation, parce que je le vois ici exilé en Suisse alors que sa femme et ses deux enfants sont à Paris. Il m'a dit avoir été Président d'un office de la Santé Publique à Berlin et, comme tel, chef du département d'Hygiène pour 150000 personnes, spécialiste de Sexuologie [sic.] et de psychologie infantine. Les difficultés sont venues du fait qu'il était président de l'Association des médecins socialistes. Notre ami Grumbach connaît peut-être son nom. / Dites-moi si l'autorisation qu'il sollicite peut être obtenue : il est appelé à Paris pour un certain Mercure d'Europe pour signer un contrat d'édition ». On perçoit une volonté de détachement de la première phrase à l'insistance sur l'absence de proximité personnelle. De même, à l'été 1934, il intervient pour placer, auprès de Denis et Comert, le « jeune Lerchenfeld » « jeune allemand de 28 ans tout particulièrement remarquable [...] docteur de l'université de Kiel, nuancé, très agréable [...] fils du comte H[ugo] Lerchenfeld, qui après avoir été ministre d'Allemagne à Vienne de 1926 à 1931, était jusqu'à ces derniers mois ministre d'Allemagne à Bruxelles »<sup>2710</sup>, jeune homme qui doit alors quitter la BRI (« la *Reichsbank* désirant nous envoyer des gens de ses services plus en contact avec elle »). Il ne développe pas quand il écrit que « si Lerchenfeld nous quitte, il préférerait ne pas rentrer en Allemagne pour le moment », mais il est possible de rapprocher cela au fait que son père, ancien député conservateur<sup>2711</sup> « s'est retiré chez lui en Bavière », peu de temps après la « Nuit des longs couteaux ». A titre de

---

<sup>2709</sup> Max Hodann (1894-1946) appartient à la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle d'après Florence TAMAGNE, « La Ligue mondiale pour la réforme sexuelle : La science au service de l'émancipation sexuelle ? », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 22/2005, pp.101-121, p.107.

<sup>2710</sup> Pierre Quesnay à Pierre Denis le 30 août 1934 AN 374 AP 23.

<sup>2711</sup> De 1924 à 1926 pour le DVP.

comparaison, quand, en octobre 1936<sup>2712</sup>, il intervient auprès du ministère des Affaires Etrangères pour faire évacuer de Barcelone la famille de Recasens (ancien directeur du *Centro de Contratacion* de la Banque d'Espagne) il ne manque pas de souligner que celle-ci est « exposée aux pires exploits des anarchistes », mais l'urgence est alors plus grande. Ainsi Quesnay, sans se départir d'une certaine réserve traditionnelle du diplomate, intervient assez rapidement pour venir en aide à certaines victimes du nazisme. On retrouve la même attitude quand Quesnay écrit à Luther après son éviction de la *Reichsbank*. Dans le rapport Perron pour le ministère des Affaires étrangères du 13 mars 1933, sont notées les circonstances de cette mise à l'écart telles que la nouvelle en est parvenue à Bâle et qui font apparaître une forme de résistance passive de la part de l'ancien chancelier face aux nazis : « Luther dont le contrat à la *Reichsbank* expire en avril 1934, paraît peu disposé à démissionner. Il aurait reçu, cependant, il y a quelques jours, la visite de deux officiers nazis, qui, après avoir fait placer le drapeau à la croix gammée sur l'édifice de la *Reichsbank*, auraient exigé sa démission immédiate. Prétendant n'avoir d'ordres à recevoir que du gouvernement du Reich, M. Luther s'y serait énergiquement refusé. A sa demande, il aurait eu, le jour même, avec le chancelier Hitler, une entrevue dont on ignore les résultats. A cette occasion, le délégué italien Beneduce aurait mis en garde le Dr Vocke, membre du conseil des directeurs de la *Reichsbank* et représentant de l'Allemagne au comité préparatoire de Genève, contre les dangers d'un renvoi brusque du Dr Luther. Il aurait rappelé que M. Mussolini, désireux de ne pas ébranler le crédit de l'Italie, à l'époque de son accession au pouvoir, s'était bien gardé d'apporter des changements dans la direction de la Banque centrale d'Italie. On croit, malgré tout, à la BRI que le Dr Schacht sera rappelé tôt ou tard à la présidence de la *Reichsbank* ». Quesnay écrit donc une forte lettre à

---

<sup>2712</sup> AN 374 AP 29

Luther le 6 avril 1933<sup>2713</sup> car « je n'ai pas voulu me contenter d'une carte pour vous renouveler l'expression de [ses] sentiments » et pour lui dire « mon affection et mon respect ». Ils sont fondés sur le rôle politique de Luther : « vous êtes pour tous le Chancelier de Locarno et le Président de la *Reichsbank* qui, dans une période exceptionnellement difficile, a su maintenir la confiance dans la monnaie allemande et défendre le crédit de son pays », il est « l'éminent représentant des intérêts allemands qui a réussi à faire partager aux étrangers sa conviction que la sauvegarde des intérêts allemands pouvait et devait se confondre pour tous avec la sauvegarde des intérêts généraux bien compris » dans une démarche réellement transnationale qui sied tellement à Quesnay. Vient ensuite l'éloge des qualités du diplomate, qui renvoie « en creux » aux défauts présentés par les nouveaux interlocuteurs nazis qui ne respectent pas la même éthique partagée : « grâce à votre ténacité, à vos profondes qualités psychologiques, à votre action personnelle, à votre esprit de persuasion et de conciliation, vous avez su obtenir, avec le minimum de heurts et de conflits des résultats importants pour l'Allemagne et le reste du monde. Dans une institution comme la nôtre qui suppose compréhension mutuelle, bonne volonté et respect réciproques, votre attitude était sans doute la plus favorable aux intérêts dont vous aviez la charge et au maintien de l'esprit de collaboration dont nos statuts nous instituent gardiens ». Vient ensuite la proximité personnelle car « ayant fait vos réserves sur ma nomination, vous avez bien voulu juger mes efforts en eux-mêmes, acceptant de travailler avec moi sans préjugé ni parti-pris » ; outre « votre attitude objective » est rappelé « votre sympathique accueil personnel ». Saluant enfin « vos éminentes qualités d'homme d'Etat et de diplomate », Quesnay lui fait part de son souhait de « collaborer [...] sous une forme ou sous une autre et je tiens à vous dire avec quelle joie et de quel cœur je serai toujours prêt à le faire ». Les occasions seront rares au cours des années suivantes en raison de la politique nazie à propos de laquelle le directeur général de la BRI laisse peu d'indications

---

<sup>2713</sup> AN 374 AP 26-27.



directes : le 7 mars 1936 la remilitarisation de la Rhénanie signe définitivement, à ses yeux la fin de la dynamique née à la fin des années 1920 « dénonciation de Locarno – occupation de la Ruhr par l’Allemagne » ; le 30 janvier 1937 il note seulement « discours d’Hitler »<sup>2714</sup> de même que le 29 juin 1937 il mentionne sans plus de précision sa rencontre avec Hitler et Schacht<sup>2715</sup>. Ses réticences sont plus nettement exprimées à propos de la politique menée par les nazis en particulier autour de la question des accords de clearing et de la fermeture des frontières. Quesnay évolue dans un milieu qui s’intéresse à la question du « nationalisme économique », puisqu’il a lu Paslovsky qui a sans doute été le premier à le définir<sup>2716</sup> et qu’on connaît sa proximité avec Arthur Salter qui a aussi étudié la question<sup>2717</sup>. Est réitérée, dans le rapport de la BRI de 1933, la condamnation des politiques autarciques : « le monde se trouve maintenant à un carrefour; il devra choisir à bref délai entre un avenir comportant la constitution d’économies nationales fermées, avec un niveau plus bas de bien-être général, et le retour à cette économie internationale vers laquelle, il faut bien le reconnaître, nous tendions en fait, naturellement et sainement, à la veille de la guerre

---

<sup>2714</sup> Il s’agit sans doute de celui par lequel Hitler « révoque la signature de l’Allemagne pour l’article 231 du traité de Versailles. Il rappelle que le Plan de 4 ans est irrévocable, annonce la volonté de l’Allemagne de commercer, mais rejette tout désarmement à cause du bolchevisme. Il renouvelle les prétentions coloniales de l’Allemagne, en insistant sur leur fondement économique “naturel” » selon Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.307.

<sup>2715</sup> Faut-il relier cette visite à l’attitude du moment de Schacht développant des revendications plus agressives notamment pour obtenir des colonies, à un moment où sa position commence à être fragilisée (selon Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.313 et suiv.) ?

<sup>2716</sup> « L’économiste libéral Michael Heilperin affirme que l’expression “nationalisme économique” a été “employée et mise en lumière” pour la première fois par Leo Pasvolsky dans un livre intitulé *Economic Nationalism of the Danubian States*, publié en 1928 par l’institut Brookings de Washington [Heilperin, 1963 (1960), p. 17 ; Pasvolsky, 1928] » selon Eric BOULANGER dans « Théories du nationalisme économique », *L’Économie politique* 2006/3 (no 31), p. 82-95, p.82.

<sup>2717</sup> Il compte parmi parmi les auteurs qui définissent l’autarcie (p.85) avec article 1932 « The future of economic nationalism », *Foreign Affairs*, vol. 11, n° 1, octobre, p. 8-20 dans lequel selon lui « au XXe siècle les guerres ne tirent plus leurs origines de la compétition entre dynasties et religions, mais entre les nationalismes économiques et politiques (p.16) » (*idem* p.86).

comme au cours des quelques années qui l'ont suivie»<sup>2718</sup> or « la préparation d'un plan concerté dans le domaine économique et financier suppose en outre le désir de la collaboration politique »<sup>2719</sup>. Dans sa lettre à Coulondre du 21 novembre 1934<sup>2720</sup>, trois semaines après la signature de l'accord de paiements anglo-allemand du 1<sup>er</sup> novembre, essentiel dans la mise en place de la politique autarcique nazie<sup>2721</sup>, Quesnay, outre la question sarroise<sup>2722</sup>, évoque cependant la question des accords de clearing, en semblant chercher le moyen à la fois de maintenir à tout prix les échanges et de ne pas céder à la volonté allemande d'un accord de clearing : « je veux seulement vous signaler, comme je l'ai indiqué à Fournier, que si vous abandonnez les accords de clearing d'autres possibilités que celles du *Recovery Act* paraissent se présenter. Vous connaissez la fureur malade des allemands contre toute mesure qui leur paraît une atteinte à la *Gleichberechtigung*. Etant donné l'extrême organisation économique que leur permet leur régime politique, il est à craindre qu'une interdiction d'exportation plus ou moins formelle n'intervienne vers les pays qui soumettraient les marchandises allemandes à des droits spéciaux. Si je suis bien informé, c'est la crainte d'une telle attitude qui a conduit Leith-Ross à abandonner l'idée du *Recovery* et à conclure des accords de garantie qui, après tout, semblent assez intéressants. J'ai fortement l'impression que l'on serait prêt, du côté allemand, à envisager avec la France des accords du même ordre, et

---

<sup>2718</sup> Rapport annuel de la BRI 1933 p.53.

<sup>2719</sup> p.54.

<sup>2720</sup> AN 374 AP 24-25.

<sup>2721</sup> Selon Adam TOOZE *Le salaire de la destruction. Formation et ruine de l'économie nazie*, Paris 2016 (2012), p.132 « non seulement il scinda le front anglo-américain et stabilisa les relations avec le premier partenaire commercial de l'Allemagne, mais il fut aussi un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle avaient sombré les précédents accords de compensation avec les voisins ouest-européens de l'Allemagne ».

<sup>2722</sup> « Rueff est, je crois, toujours à Rome pour la question de la Sarre. Je n'ai donc pu m'entretenir récemment avec lui, mais j'ai par contre des nouvelles de leurs négociations indirectement » « Jusqu'ici même, les Allemands m'ont toujours paru hostiles à l'idée d'accepter que les billets français retirés de la circulation sarroise soient temporairement bloqués en dépôt à la Banque des Règlements Internationaux qui pourrait ensuite en remettre tout ou partie au gouvernement français ».

je souhaite que l'on en arrive pas à une impasse par suite des préférences marquées de certains milieux français en faveur d'un *Recovery Act* ». Peut-être s'agit-il aussi d'utiliser un contexte relativement favorable<sup>2723</sup>, dans lequel semble pouvoir être mené le même genre de diplomatie que précédemment car « dans des conversations amicales avec moi, Schacht a insisté sur le fait que toutes ces questions devaient faire l'objet d'échanges de vues entre personnalités capables de s'entendre “Je me rappelle, m'a-t-il dit, mes dernières conversations avec Flandin ; sûr qu'on souhaite un accord, je n'hésiterais pas à aller le voir, même à Paris, même en mettant un col bas pour ne pas être reconnu” ». On retrouve les mêmes traits dans une lettre à Lacour-Gayet du 23 juillet 1935<sup>2724</sup>. D'une part, il semble que Quesnay conserve l'illusion d'une certaine normalité du régime nazi dans la mesure où elle serait garantie par la place éminente qui occuperait Schacht<sup>2725</sup>, illusion de la préservation du rôle central de l'expert : « A Berlin, j'ai trouvé des gens ennuyés par l'agitation politique intérieure plus que par les problèmes techniques dont Mitzakis entretient ses lecteurs. François-Poncet et Berthelot m'ont confirmé que Schacht a complètement en mains à l'heure actuelle la direction des affaires économiques et financières et qu'il a l'oreille du Führer à un point qui fait dire couramment qu'il est lui-même le véritable dictateur du moment. On affirme même que c'est en manière de protestation contre son pouvoir et afin de marquer qu'ils encore pour quelque chose que les éléments extrémistes du parti naziste insistent pour une recrudescence des luttes religieuses intérieures malgré l'opposition

---

<sup>2723</sup> Cf. Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.186 : une fois le conflit commercial avec la Grande-Bretagne en passe d'être évité « il reste à faire en sorte que les Français ne se sentent pas lésés. En effet, la République pourrait durcir les négociations sur la Sarre. Schacht se dit prêt à négocier à tout moment avec les Français ou à rallonger l'accord conclu le 28 juillet 1934 et tente de faire pression sur Paris par le biais d'un discours musclé à Weimar deux jours plus tard [le 30 octobre 1934] », donc « des négociations franco-allemandes s'ouvrent le 19 novembre 1934 pour corriger l'accord de juillet ».

<sup>2724</sup> ABF DGSE dossier 186.

<sup>2725</sup> En effet, selon Christophe CLAVERT, « Schacht [est alors] au sommet de sa puissance d'août 1934 à avril 1936 » *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.173.

de Schacht et de la *Reichswehr* à ce genre de sport ». Il faut remarquer le ton apparemment détaché (et assez surprenant) par rapport aux persécutions antisémites qualifiées de « luttes religieuses intérieures » et de « sorte de sport ». D'autre part, il manifeste un réel intérêt pour les innovations techniques allemandes, voire pour la philosophie générale mise en place pour financer le développement économique : « Hülse m'a affirmé – et Schacht m'a confirmé le lendemain, tant dans son cabinet qu'au déjeuner qu'il avait organisé à la *Reichsbank* avec quelques banquiers privés – que le volume de la dette à court terme créée par le Reich était sensiblement inférieur au chiffre de 15 milliards de marks qui avait été mis en avant. Pour consolider cette dette, constituée par des Bons du trésor de l'Etat des bons des chemins de fer, par des acceptations de la *Golddiskontobank* pour 450 millions de marks, par des traites du travail et autres endettements court terme, on estime là-bas que l'on dispose d'un certain nombre de moyens entre lesquels on est en train de choisir<sup>2726</sup>. Le problème est certes difficile, mais ne paraît pas effrayer les gens qui suivent l'évolution du marché : on fait observer en particulier que l'Allemagne a la possibilité de mettre au point une organisation analogue à celle des Dépôts et Consignations, ce qu'elle n'a pas fait jusqu'ici : les caisses d'épargne du Reich ont pour plus de 12 milliards de dépôts en contrepartie desquels elle ne possède guère qu'un milliard de titres à long terme, les onze autres étant représentés par un portefeuille court terme y compris des effets publics dont une large partie pourrait

---

<sup>2726</sup> Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.222-223 « les premiers emprunts "réels" de l'Etat nazi sont émis en 1935. Deux d'entre eux sont émis à 4 ½% en 1935, pour un total de 1414 millions de RM. Des bons du Trésor à moyen terme sont en même temps émis sur le marché monétaire. Pour en assurer le succès, la technique d'émission des emprunts du Reich évolue. [...] A partir de 1935, on parle de procédure indolore ("*gerüchlose Verfahren*"). Les dépôts accumulés auprès des instituts de crédit sont directement mobilisés par le Reich. Les instituts lui communiquent le nombre de titres qu'ils peuvent accepter en fonction des dépôts dont ils disposent et payent directement à la caisse du Reich. Les propriétaires de ces épargnes et dépôts deviennent créanciers du Reich sans le savoir, car ces titres ne leurs sont pas vendus directement ».

être aisément consolidée sans danger »<sup>2727</sup>. Par contre quelques mois plus tard, il dit à Paul Devinat<sup>2728</sup>, alors « chef de cabinet du ministre des Travaux Publics », son opposition à un système de *clearing* généralisé, qui correspondrait aux desseins nazis : « En ce qui concerne la systématisation des clearings pour le règlement des échanges commerciaux et l'idée d'apurer dans un organisme qui pourrait être la BRI les divers soldes résultant des compensations bilatérales, je vous avoue que je ne crois pas à la possibilité de bien grands progrès dans cette direction groupant une vingtaine de banques centrales dont beaucoup ont chez elles la responsabilité des règlements par clearings, nous avons étudié au début cette idée et nous nous sommes très vite aperçus qu'en pratique elle n'offrait pas de chances de succès ». Il s'agit d'une opposition de principe, puisque il affirme ensuite sa possibilité théorique : « On peut théoriquement concevoir qu'un pays A liquide son solde débiteur vis-à-vis d'un pays B en lui cédant son solde créditeur sur le pays C auquel B devait lui-même faire un règlement. Mais quand on examine les cas concrets on s'aperçoit que beaucoup de pays sont débiteurs vis-à-vis de tout le monde. Quand par des mesures exceptionnelles ((planification [ ?] pour des exportations additionnelles etc.) ils réussissent à se créer un solde favorable dans une direction, c'est pour utiliser eux-mêmes à des besoins pressants les devises libres qu'ils peuvent ainsi en attendre. Ils se refusent donc à compenser ce solde avec

---

<sup>2727</sup> Peut-être Quesnay pense-t-il aussi au système MEFO mis en place par Schacht cf. Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner op. cit.* p.179-180 et Adam TOOZE *Le salaire de la destruction, op. cit.* p.92-93.

<sup>2728</sup> Selon Jean JOLLY (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français... op. cit.* Paul Devinat, agrégé d'histoire, entre au Secrétariat général de la S.D.N. Au Bureau international du travail, il noue des rapports d'amitié avec le syndicaliste Albert Thomas qu'il appelle volontiers « mon maître ». Il reste jusqu'en 1929 à l'Institution genevoise où il dirige l'Institut d'organisation scientifique du travail. Il regagne Paris pour y exercer des fonctions au Parti radical socialiste et dans différents cabinets ministériels. Conseiller pour les affaires économiques auprès du gouvernement, il participe de 1930 à 1935 à des conférences internationales. Il dirige le cabinet de André Laurent-Eynac puis d'Henri Queuille au ministère des Travaux publics. Au cours de l'élaboration du statut de la S.N.C.F., il établit d'excellentes relations qui deviendront une fidèle amitié avec le député de la Corrèze. Directeur des Affaires économiques au ministère des Colonies de 1938 à 1941. Résistant, il sera député radical et secrétaire d'Etat après-guerre

une de leurs dettes envers des pays tiers. S'ils étaient obligés d'accepter les compensations, ils ne favoriseraient plus la création du solde en leur faveur. Après de nombreux échanges de vues nous avons donc dû renoncer à essayer de mettre au point le mécanisme collectif qu'on pourrait théoriquement envisager ». C'est plus nettement son opinion personnelle que donne Quesnay dans sa lettre à Lacour-Gayet du 15 mai 1935, quand il dit son refus de la fermeture internationale, favorisée par la politique monétaire allemande, évoquée à propos de l'intérêt qu'elle suscite chez certains acteurs suisses :

« Bachmann, Weber et Schnyder avaient au contraire poursuivi Schacht pour lui poser des questions sur les méthodes de contrôle des changes employées en Allemagne. Ils paraissent surtout intéressés par les moyens employés par les autorités allemandes pour empêcher que les ventes de titres détenus par des étrangers ne viennent peser sur les réserves de change de la *Reichsbank*. Tout le système des *Effekten-Sperrmark*<sup>2729</sup> semblent spécialement étudié par eux. Vous savez ce dont il s'agit : les étrangers détenant des titres allemands cotés en bourse ne peuvent utiliser les marks provenant de la vente de ces titres qu'au rachat d'autres titres allemands sans pouvoir rapatrier les marks en question. Etant donné qu'une grande partie des titres suisses à long terme entre les mains de porteurs étrangers appartiennent à des Français, je ne suppose pas que notre ami Bachmann vous ait indiqué qu'il s'intéressait à ce système. Peut-être ne décidera-t-on rien à Berne dans ce sens, mais les questions posées aux Allemands sont un indice qu'il ne faut pas négliger. L'impression de mon interlocuteur était qu'à brève échéance, on pourrait bien prendre des mesures dans cette direction en même temps que certaines décisions pour arrêter les retraits dans les banques les plus menacées. Si la Banque nationale ne fournissait plus de devises au cours

---

<sup>2729</sup> Frédéric CLAVERT *Hjalmar Schacht... op. cit.* p.174 : issu du système de contrôle des changes mis en place par Brüning à partir de 1931, « *Registermark* [...] permettent d'investir en Allemagne ou d'acheter de biens allemands. L'exportateur a le droit d'utiliser une partie de sa vente et de se la faire payer en titres d'emprunts allemands émis à l'étranger, qu'il revend en Allemagne. Le bénéfice réalisé est une subvention déguisée. Les *Sperrmark* disposent d'un cours différent du Reichsmark, permettant ainsi de profiter des avantages d'une dévaluation sans en souffrir les inconvénients : les cours des marks spéciaux diminuent la valeur de la monnaie à destination d'un public précis. Ils peuvent être utilisés en Allemagne, stimulant ainsi les exportations, ou être convertis en crédits à long terme pour les entreprises allemandes »

officiel que pour les besoins commerciaux, il ne manquerait pas, à son avis, de se créer très rapidement une bourse noire pour les transferts de francs suisses ayant une autre origine. Et ceci marquerait l'ouverture d'une phase nouvelle dans l'histoire des dépréciations monétaires de cette année.

Face à un fractionnement du monde en blocs distincts voire opposés, Quesnay reste farouchement attaché au système international de la deuxième moitié des années 1920, fondé notamment sur un libre-échange vigoureux. Dans ce but, bien que hostile à l'idéologie nazie, il semble prêt à une forme d'accommodement dans la mesure où il ne semble pas mesurer l'exacte nature du nouveau régime, qu'il estime dominé par des acteurs traditionnels comme Schacht.

### **Vers un engagement plus visible ?**

*Entre difficultés internationales et déceptions nationales.*

Dans ce contexte, Quesnay donne davantage l'impression de chercher où et comment mener son action. Paradoxalement, c'est au moment où elle devient plus compliquée et aléatoire que la coopération entre banques centrales est l'objet d'une tentative de définition par la Banque des Règlements Internationaux, dans son rapport annuel de 1935<sup>2730</sup> : « le moment est venu d'essayer d'établir ce qu'il faut entendre par ce terme abstrait "coopération de banques centrales" alors que « nombreux sont ceux pour lesquels la coopération entre banques centrales n'a d'autre signification que celle d'une aide financière ». Dans ce texte où on perçoit la "patte" du secrétaire général, sont examinées d'abord les causes de cette coopération :

« La tâche essentielle de toutes les banques centrales est en réalité la même : régler le volume du crédit et de la circulation monétaire, pour atténuer les fluctuations accentuées de l'activité économique et adopter une politique destinée à maintenir l'équilibre fondamental de la balance des paiements, en vue d'assurer à la valeur internationale de la monnaie du pays un degré convenu de stabilité, facilitant ainsi le commerce et les mouvements

---

<sup>2730</sup> P.53.

désirables de capitaux entre les divers pays. En d'autres termes, les banques centrales (comme les services nationaux d'hygiène publique) ont en commun une similitude d'intérêts techniques — qui va souvent jusqu'à une identité d'intérêts — et il est manifeste que le meilleur moyen pour elles de défendre ces intérêts est de travailler volontairement en harmonie, tout en gardant chacune son indépendance, plutôt que d'agir isolément en s'ignorant ou dans un antagonisme inconscient. Une banque centrale — n'y eût-il à cela d'autres raisons que la nécessité où elle se trouve de donner et de conserver à sa monnaie une valeur internationale et le fait que sa politique intérieure est exposée à des influences contraires venant de l'étranger — étend, par la force des choses, son action à une sphère plus vaste que le domaine purement intérieur »<sup>2731</sup>

On peut remarquer la comparaison avec les « services nationaux d'hygiène publique » faisant de l'action des banques centrales une opération quasi naturelle dans un monde qui doit forcément être pensé au-delà du « domaine purement intérieur » (donc comme interdépendant). Vient ensuite l'examen des moyens de cette collaboration :

« a) élaborer une base commune de doctrine monétaire et établir un maximum d'entente dans le domaine de la théorie, des problèmes et de la pratique monétaires » « b) comprendre, au moyen d'un échange d'informations et de conseils, les difficultés rencontrées par le voisin et par soi-même, et pénétrer ainsi les vraies raisons et les nécessités de la conduite adoptée par chacun. » « c) apprendre à éviter de se nuire mutuellement, surtout quand une banque centrale opère sur le marché d'une voisine. S'efforcer de ne pas rendre plus difficile pour les banques centrales le contrôle de leur propre marché devrait être l'un des objets de chacune d'entre elles » « d) réunir et échanger les éléments d'information monétaire et économique, intérieure et extérieure, qui aideront chaque banque à se former un jugement sur la politique de crédit et à décider de la marche à suivre. L'accomplissement satisfaisant des fonctions d'une banque centrale exige un certain degré de compréhension des affaires qui ne saurait être atteint que par l'étude constante du maximum de données financières et économiques » « e) perfectionner l'application pratique entre banques centrales de questions

---

<sup>2731</sup> P.54-55.



techniques telles qu'un accord sur le titre des lingots d'or qui devrait être universellement accepté » f) la fourniture de conseils et conseillers si nécessaire « g) apporter aux banques centrales de moindre importance et de création plus récente, qui s'efforcent d'adopter une politique de crédit et une politique financière saines et de maintenir la valeur internationale de leur monnaie, les encouragements, le contact personnel et les conseils des banques d'émission plus grandes ou plus anciennes » « h) se concerter pour éliminer les défauts reconnus de ce que l'on a appelé à tort «l'étalon de change-or» et pour améliorer à l'avenir le fonctionnement, sur une base restreinte, contrôlée et centralisée, du système des réserves devises des banques centrales, système qui convient particulièrement à certains types d'économies nationales »<sup>2732</sup>

On retrouve là l'importance des échanges intellectuels comparables à la politique insufflée par Quesnay à la Banque de France, ainsi que la volonté de surtout créer un climat de confiance (point c). Il sera précisé pratiquement un peu plus tard qu'il faudra procéder « par des rencontres et des visites fréquentes, un échange permanent d'informations, de consultations mutuelles et de discussions en commun, pour aboutir, sinon à une action harmonieuse, tout au moins à une compréhension mutuelle »<sup>2733</sup>. Viennent ensuite les buts à poursuivre « d'abord le rétablissement et le maintien d'un système monétaire international stable reposant sur l'or », vœu du secrétaire général ainsi qu'on l'a déjà vu, puis « autant qu'il est possible par des mesures d'ordre monétaire ou affectant le crédit, à rendre moins violentes les fluctuations du cycle économique et à contribuer au maintien du niveau général de l'activité économique »<sup>2734</sup>. Sont aussi énumérées les difficultés auxquels se heurte un tel projet, issues de l'histoire comme « la tradition et l'habitude du secret des affaires qui résulte surtout de la nature confidentielle des rapports de banque à client; en outre, l'indépendance, si désirable, des institutions centrales a trop souvent été interprétée comme un droit

---

<sup>2732</sup> P.55-58.

<sup>2733</sup> P.60.

<sup>2734</sup> P.58-59.

absolu d'action isolée », mais aussi à l'actualité avec la difficulté à analyser l'ensemble de la situation économique mondiale, et le « nationalisme » qui « pousse fréquemment les banques d'émission à se comporter comme si la souveraineté nationale était en jeu quand il s'agit de questions affectant la monnaie nationale et la politique de crédit »<sup>2735</sup>. Donc cette tentative de définition se conclut par des remarques réalistement pessimistes à propos de sa mise en place : « il ne faudrait pourtant pas trop espérer de la coopération des banques centrales. Elle n'est pas une panacée contre les maux économiques » et « s'il ne faut pas trop espérer de la coopération entre banques centrales, toutes les craintes seraient justifiées si elle faisait totalement défaut »<sup>2736</sup>. Cet effort de clarification intervient alors que la Banque des Règlements Internationaux semble moins en mesure d'en être l'élément moteur de sa réalisation<sup>2737</sup>, notamment par la diminution de ses moyens d'action. Cela transparaît notamment dans une lettre de Quesnay à Tannery le 28 janvier 1936<sup>2738</sup> pour évoquer « certaines questions terriblement compliquées, qui sont le résultat de toute une évolution historique et dont la solution dans un sens ou dans l'autre ne peut manquer d'avoir d'importantes répercussions sur notre institution, sur nos rapports avec les trésoreries, les banques centrales et nos actionnaires ». A partir de la description des manœuvres du « notre conseiller juridique autrichien, le Dr. Weiser » concernant les attributions du service juridique, manœuvres qui « s'explique[nt] moins par un souci tout latin de clarté que par le désir de faire travailler tout le service juridique de la BRI et d'augmenter en même temps son importance »<sup>2739</sup>, Quesnay souligne à propos du comité de direction de l'institution bâloise « que chacun s'accorde à trouver déjà plutôt trop grand ! », surtout à un moment où « toute la question est donc

---

<sup>2735</sup> P.60-61.

<sup>2736</sup> P.61.

<sup>2737</sup> Cf. Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation... op. cit.* p.183 et p.185.

<sup>2738</sup> ABF Fonds Tannery.

<sup>2739</sup> P.2.

de savoir si l'on veut ouvrir immédiatement – et pour la BRI seulement – les grandes discussions latentes ou si, comme le conseil a paru le préférer jusqu'ici, il convient d'attendre le moment où les problèmes intergouvernementaux de dettes et de régimes monétaires devront recevoir une solution générale ». Ce choix stratégique, à trancher par les gouverneurs – « C'est sur ce point que vos collègues et vous aurez à prendre une première décision de principe » - est à faire dans un contexte financier dégradé pour la banque car « il y a dans la position BRI, certaines situations douteuses (nature exacte de ses responsabilités vis-à-vis du gouvernement français pour la gestion du fonds de garanties actuellement conservé en francs français, nature de ses engagements envers les gouvernements créanciers pour les dépôts minima constituant le solde du compte de trust des annuités actuellement placé en Allemagne). Vu l'incertitude de ces situations, M. Trip a posé la question de savoir si l'on devrait chercher à les régler et si leur existence n'obligeait pas à étudier les moyens de renforcer les réserves occultes de la Banque (50,2 millions de francs suisses actuellement, en plus des 20,8 millions de francs suisses de réserves visibles) »<sup>2740</sup>. Pour résoudre ces difficultés, outre « la question de l'augmentation des ressources, notamment par accroissement des dépôts de banques centrales [et] la question de la suppression de l'obligation du dividende cumulatif de 6% après les échanges de vues que nécessiterait la modification des statuts », le nouveau président de la Banque envisage d'évoquer « la question des économies ». La réponse la plus radicale, comprimant notamment les organes décisionnaires de la BRI, est écartée pour des raisons politiques, d'équilibre entre «grands» et «petits» partenaires :

« La question a été abordée comme suite à la proposition d'abandonner le principe d'un comité de direction composé de membres appartenant aux principales nationalités du conseil et de n'avoir qu'un président (sans doute neutre) assisté d'un directeur général administratif (sans doute anglais). Une économie annuelle de 400000 francs pourrait en résulter ; la suppression de

---

<sup>2740</sup> P.3.

la double présidence, les économies sur le conseil et quelques réorganisation intérieure pourraient porter à 700000 francs le total des économies annuelles permettant d'accroître de ce montant les réserves. / L'impression a plutôt été que cette modification risquerait d'avoir des répercussions sur les possibilités de profits de l'institution, certaines banques centrales ayant encore l'impression d'être sacrifiées et la tentation de montrer envers la BRI moins de bonne volonté (La *Reichsbank* nous transfère 9 millions de francs suisses d'intérêt par an ; la Banque de France par ses dépôts volontaires, la Banque d'Italie et la Banque de Belgique en faisant passer par nous leurs opérations de change et d'or nous assurent des marges de profits supérieures aux économies que permettrait une réforme de structure). »

Alors que la limitation frais de fonctionnement paraît à Quesnay avoir un impact limité - « on en est donc venu à l'idée de rechercher les économies possibles sans refonte générale : je vous ai parlé d'une réduction de 10 à 15% de la partie des traitements dépassant 20000 francs, traitements qui ont déjà subi un abattement de 10%, d'une diminution analogue des dépenses de Présidence et de conseil, dépenses qui n'ont pas encore été touchées. Les frais généraux sont suivis de très près : vous verrez, dans les papiers que vous transmettra M. Trip que la marge de ce côté est faible »<sup>2741</sup> - la diminution du nombre soit de fonctionnaires moyens soit des directeurs de la Banque ne lui semble pas non plus être la solution : « quant à la réduction du nombre ou du traitement des fonctionnaires moyens, je ne la crois ni possible ni souhaitable ; la bonne marche de la Banque, la question de nationalités, le coût de la vie en Suisse me paraissent devoir conduire à exclure ce moyen. – J'ai même senti une tendance [...] à revenir à l'idée d'une diminution du nombre de directeurs pour ne garder que des nationalités neutre, française, anglaise, allemande. Je crois personnellement que ce serait une erreur de tactique et donc que la Banque pourrait avoir à regretter ». La solution paraît donc pour Quesnay être d'abord dans l'augmentation des dépôts des banques centrales, qui hormis les Banques

---

<sup>2741</sup> P.4.

de France et d'Italie ont réduit leurs dépôts<sup>2742</sup>. Il est plus circonspect sur une éventuelle modification des « règles [de répartition] des dividendes », notamment car « la procédure de révision risque donc d'ouvrir toute la discussion internationale et c'est la raison pratique pour laquelle elle n'a pas été envisagée jusqu'ici. Dans l'un ou l'autre pays, et spécialement en Suisse, où la loi peut être soumise à un référendum, les actionnaires privés ne manqueront pas de soutenir que la réforme proposée est peut-être légale mais profondément immorale et que comme telle elle doit être rejetée »<sup>2743</sup>. Le directeur-général plaide d'autant plus la patience sur ce point que « la BRI a été mentionnée à Londres comme centre de clearing d'un tel nouveau régime : on a envisagé de lui faire détenir un fonds général de compensation à constituer par des dépôts permanents de banques centrales représentant 1 ou 2% de leurs réserves d'or ou de devises. Si la BRI sait patienter, elle a donc des chances de recueillir de nouveaux dépôts permanents des banques centrales, au moment où elle devra rembourser par anticipation aux gouvernements les dépôts qui lui avaient été faits en principe jusqu'à 1988, dépôts sans intérêts qui actuellement lui rapportent, si bien qu'elle ne semble vraiment pas avoir avantage à soulever elle-même trop tôt cette difficile question ! » Alors que l'urgence de la crise amène la BRI à définir précisément son champ d'action, elle la prive en même temps des moyens de celle-ci, à la grande déception de son directeur-général.

Alors qu'il aurait vu sa position au sein de l'institution transnationale renforcer par un appui clair et constant de la part de la Banque de France dont il était issu<sup>2744</sup>, Quesnay ne semble pas pendant cette période en accord avec les équipes dirigeantes successives de la Banque. Pourtant

---

<sup>2742</sup> P.4-5.

<sup>2743</sup> P.6.

<sup>2744</sup> Daniel Laqua, « Internationalisme ou affirmation de la nation ? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres », *Critique internationale* 2011/3 (n° 52), p. 51-67, p.65 « ces trajectoires personnelles montrent que des réseaux transnationaux pouvaient mener à entrer au service de l'IICI, mais elles montrent également qu'en l'absence de soutien de la part d'un État on y était en situation bien précaire ».

dès qu'il la quitte pour Bâle, il ne cesse de lui proclamer son attachement comme il l'écrivait dans sa lettre de démission au secrétaire général de la Banque le 26 juin 1930<sup>2745</sup>. On retrouve presque les mêmes termes six ans plus tard quand il écrit à Labeyrie, fraîchement désigné gouverneur, à l'issue d'un passage de celui-ci à la BRI, le 16 juillet 1936 : « Permettez-moi de vous dire combien je me réjouis de l'occasion que m'a donnée cette séance du conseil de mieux faire votre connaissance : vous savez que je me suis toujours regardé à Bâle comme un prolongement international de la Banque de France à laquelle je demeure profondément dévoué. Si nos contacts avec l'étranger pouvaient vous être utiles en quoi que ce soit et s'il vous arrivait, mon cher Gouverneur, de penser à vos collaborateurs de Bâle, lorsque vous désirerez quelques éclaircissements sur ce qui a été tenté au dehors, nous en serions très heureux et très fiers »<sup>2746</sup>. Cette fidélité réaffirmée se traduit notamment par un souci fréquent de Quesnay d'informer les dirigeants de la Banque de France. Il écrit ainsi le 23 juillet 1935 à Lacour-Gayet :

« [p.3] A Bruxelles, j'ai vu nos amis de la Banque Nationale, sauf Franck, déjà parti en congé. J'ai déjeuné chez Gutt et dîné chez Francqui, recueillant les impressions des gens d'avant l'expérience Van Zeeland. Eux aussi suivent avec beaucoup d'intérêt l'expérience Laval. Ils sont assez pessimistes sur la situation de leur situation, mais leurs critiques sont plus politiques que techniques. Ils regrettent que Van Zeeland n'ait pas sommé les socialistes d'entrer dans un gouvernement de défense du franc avant de tenter son expérience. A leur avis, les socialistes auraient vraisemblablement refusé, mais par là même auraient assumé devant l'opinion publique la responsabilité de la dévaluation et perdu pour l'avenir cette position privilégiée dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui. Gutt insiste sur le fait que tant qu'il a expédié les affaires courantes, il a donné l'ordre à la Banque nationale de tenir le change, le belga étant maintenu dans cette période critique entre 0,8 et 2,3 % des dépréciations. Ce n'est qu'après qu'il eût passé ses pouvoirs à son successeur qu'intervint une modification d'attitude dont

---

<sup>2745</sup> Cf. *supra* p.788.

<sup>2746</sup> AN 374 AP 32.

les conséquences furent une chute du belga jusqu'à - 16%. Alors même, dit-il, le belga était si peu regardé comme définitivement dévalué qu'il remonta de 10% lorsqu'on pensât que le cabinet Van Zeeland, reçu fraîchement à la Chambre, renoncerait à se présenter au Sénat. A son avis en conséquence, le choix d'un taux de dépréciation de 28% - correspondant aux calculs de l'Ecole de Louvain dont Paul van Zeeland était le chef spirituel - n'a pas été décidé par les faits mais délibérément choisi par le nouveau gouvernement qui ne devrait pas chercher à rejeter ses responsabilités [en marge « très juste »]. Le son de cloche Van Zeeland est évidemment différent : j'ai déjeuné chez Paul, passé avec lui l'après-midi avant d'aller le dimanche à la campagne chez son frère. Paul van Zeeland est visiblement satisfait des résultats obtenus : la consommation intérieure a bénéficié d'un vigoureux coup de fouet : elle se ralentit, il est vrai, mais reste cependant très supérieure à ce qu'elle était au début de l'année ; l'exportation s'amplifie quoiqu'on ne fasse rien pour la pousser, désirant se garder une marge pour l'automne lorsqu'il sera nécessaire d'intensifier l'exportation afin de contrebalancer le ralentissement saisonnier. Les prix de juin non encore publiés, ne marqueraient qu'une hausse de 6 à 7 points c'est-à-dire de 1% et tout fait prévoir, m'a dit Paul, une diminution des prix pour juillet. Il se plaint amèrement de la difficulté qu'il éprouve à faire connaître en France les efforts qu'il poursuit et à faire trancher dans un sens ou [p.4] dans l'autre - mais trancher - les problèmes commerciaux qui sont en suspens entre la France et la Belgique : Laroche m'avait parlé le matin dans le même sens en me disant d'insister à Paris pour qu'une décision intervienne enfin sur la question frontalière et de reparler à Coulondre de la possibilité d'octroyer à la Belgique, en dépit des clauses de la Nation la plus favorisée, un régime d'importation de zone qui, étant donné les difficultés de contrôle, reviendrait en effet à la faire bénéficier d'un véritable privilège. Paul Van Zeeland se préoccupe de remplacer Gaiffier d'Hestroy qui vient de mourir par un ambassadeur qui ferait mieux comprendre à Paris les questions belges et il m'a confié qu'il ne voulait pas se plaindre à titre officiel, mais qu'il estimait qu'il serait difficile d'établir de bonnes relations commerciales tant que l'attaché commercial français à Bruxelles n'aurait pas été déplacé. Je lui ai dit que notre ami Rodenbach était actuellement en tête de liste parmi les candidats à un poste d'attaché commercial : il le verrait avec le plus grand plaisir nommé à Bruxelles mais il attache surtout de l'importance au départ de l'attaché actuel que je ne connais d'ailleurs pas. / A mon prochain voyage à Paris, je parlerai de ces questions à Coulondre et Boissard ; mais dès

maintenant, je vous communique mes impressions en m'excusant de ce long bavardage. / Vous trouverez ci-joint la note que Norman a demandé à Beyen sur la question du marché des changes à terme. Les cambistes hollandais et les cambistes anglais ayant été priés d'envoyer leurs remarques, Beyen serait heureux d'avoir également celles des techniciens français, notamment de Carriguel et du chef des changes de la maison Lazard. Je vous remercie à l'avance de ce que vous pourrez faire »<sup>2747</sup>

On voit ici clairement le réseau transnational de Quesnay, d'ailleurs transpartisan (« nos amis de la Banque nationale » et les frères Van Zeeland chez qui il dîne successivement) être directement mis au service de la rue de la Vrillière, d'abord pour donner des informations sur la situation financière et politique ainsi que sur les perspectives économiques du pays, ensuite pour fluidifier les relations franco-belges par l'incitation quant au choix des hommes, enfin pour donner des éléments concernant la note Norman. On trouve dans la lettre au gouverneur Tannery le 3 janvier 1935, au début du mandat de celui-ci, une autre dimension de l'action de Quesnay en faveur de son ancienne « maison », la mise en relation directe avec les autres gouverneurs comme une sorte de « poisson pilote » bâlois : « dans le train Bâle-Paris / Je m'apprêtais à quitter Bâle pour aller reconduire mes fils en Normandie, lorsqu'est arrivée la nouvelle de votre nomination à la Banque de France. [...] Je serai à la Banque de France au Service des Etudes Lundi et mardi et je me propose de mettre M. Moret au courant des questions à l'ordre du jour de notre séance des 13-14 janvier. Je me permettrai donc de téléphoner à votre cabinet à mon retour de Normandie et je serais heureux que vous puissiez me réserver un moment lundi après-midi. Norman sera à Bâle dès le 11, Schacht et les Italiens le 12. / J'espère que vous pourrez arriver assez tôt pour avoir le temps de prendre contact avec tous vos collègues. Je suis à votre disposition en ma qualité de « prolongement extérieur de la Banque de France » pour inviter dimanche soir, suivant l'habitude, ceux que vous souhaiterez rencontrer

---

<sup>2747</sup> ABF DGSE dossier 186 correspondance Mitzakis BRI.



en particulier »<sup>2748</sup>. Il mènera une démarche du même ordre, un an plus tard, le 6 juillet 1936<sup>2749</sup>, auprès de Labeyrie, en lui faisant connaître les déplacements de Norman pour rendre possible une rencontre des deux gouverneurs : « j'ai fait part à M. Lacour-Gayet par téléphone des informations confidentielles que j'ai reçues de Londres relativement aux prochains déplacements de M. Norman. Vous savez – ou vous saurez – combien il entoure de mystère ses mouvements. J'ai cru comprendre qu'il désirait entrer en contacts avec une personnalité américaine qu'il ne pourra plus rencontrer après le 20 juillet. Dans ces conditions il envisagerait d'avancer d'une quinzaine de jours son départ pour l'Amérique et de s'embarquer dès cette semaine renonçant donc à venir à Bâle pour ce conseil. Nous serons fixés dans deux ou trois jours mais je crois que nous devons perdre l'espoir de vous faire rencontrer M. Norman ce mois-ci. / J'ai invité pour dimanche à une heure 15 à déjeuner chez moi, sir Otto Niemeyer et M. Cobhold [?], M. Trip, M. Bachmann, M. Franck et M. Galopin, c'est-à-dire les représentant du groupe sterling, du bloc or (Hollande et Suisse) et de la Belgique (gouverneurs de la Banque Nationale et de la Société Générale). [...] Le soir, M. le gouverneur, j'aimerais vous faire faire au dîner la connaissance des Français de la BRI »<sup>2750</sup>. Quesnay est aussi extrêmement soucieux de voir placer par la Banque à Bâle des envoyés de valeur, capables et d'agir au mieux selon les intérêts français et de s'imprégner de la culture de la BRI : il écrit ainsi à Labeyrie le 6 avril 1937<sup>2751</sup> : « afin de matérialiser mon contact avec le Département de liaison des Banques centrales et de préparer en même temps l'avenir, je crois que vous auriez intérêt à envoyer pour trois mois un "visiteur" de la Banque de France, suivant la formule que je vous ai signalée » et comme le font déjà la Banque d'Angleterre celles d'Italie de Pologne ou la *Reichsbank* « Il s'agit en

---

<sup>2748</sup> AN 374 AP 32.

<sup>2749</sup> *Idem.*

<sup>2750</sup> *Idem.*

<sup>2751</sup> Fonds Frédéric Quesnay.

général d'un fonctionnaire du service des études de ces banques auxquels elles souhaitent donner une formation internationale et qui viennent travailler sur une question donnée avec nos propres fonctionnaires ». Il suggère qu'il travaille sur moyens employés pour pousser à baisse taux intérêt à long terme et sur les méthodes pour les opérations dites d'*open market*. « En outre sa présence au cours des trois prochains mois présenterait le grand avantage de mettre dans l'atmosphère de notre Département monétaire un Français de la Banque de France avec qui je travaillerais spécialement, établissant ainsi, grâce à lui mon contrôle spécial de ce département »; il suggère les noms de Lacout ou de Raffegau ou « un jeune inspecteur comme Koszul ». C'est aussi un moyen pour lui de rompre le relatif isolement dans lequel il se trouve au sein de la BRI car, pour des raisons statutaires presque tous les membres de son équipe du service des Etudes de la période précédente sont restés à la Banque ainsi qu'il l'explique à Labeyrie dans sa lettre du 29 octobre 1936<sup>2752</sup> : rappelant qu'on lui avait refusé, en 1931, ce qui est la règle pour les autres cadres étrangers de la BRI, allemands notamment qui sont tous issus de la *Reichsbank*, à savoir le détachement d'agents de la Banque à la BRI avec la possibilité de retour dans les cadres de la banque, il souligne que la Banque de France « s'est ainsi privée gratuitement de la possibilité de former une réserve possédant une expérience internationale qui aurait pu être des plus utile à la Banque de France ». « Loin de faciliter le passage à la BRI d'agents de la Banque de France, on leur rendu pratiquement impossible ce passage, en leur refusant de les laisser venir ici comme agents détachés. L'équipe que j'avais amenée avec moi au début a dû opter dans les deux mois entre la BRI et la Banque de France, mes collaborateurs français étant informés qu'une décision en faveur de la BRI signifiait une rupture complète avec la Banque de France et un abandon de tous les droits résultant de leurs versements au fonds de retraite. Dans ces conditions, j'ai dû laisser rentrer à Paris des gens ayant travaillé eux-mêmes à la création de la

---

<sup>2752</sup> AN 374 AP 23.

BRI, comme Georges Lacout, Lagarde et Raffegau, que j'aurais aimé conserver à Bâle au moins pour quelques années. [...] Seul Royot a opté pour la BRI » et il y opère « en franc-tireur, puisqu'il n'a plus derrière lui la Banque de France qui s'est refusée à le détacher à l'origine et a même exigé sa démission ». Il explique ensuite cet état de fait par le contexte interne de la Banque lors de la création de la BRI : Pour vous parler confidentiellement, je soupçonne, mon cher Gouverneur, les motifs qui ont conduit à une solution aussi rigoureuse [...] Lors du grand changement opéré par M. Caillaux à la Banque de France en 1926, mon nom avait été publié dans la presse comme le successeur possible de M. Aupetit- ce qui n'aurait d'ailleurs aucunement été dans mes cordes !- [...] M. Moreau avait tenu à me faire entrer complètement dans les cadres de la Banque de France et j'avais été nommé pour ordre commis titulaire, commis principal, Chef de Service, puis Directeur : à la différence de M. Lacour-Gayet, détaché du ministère des Finances, j'étais donc un fonctionnaire régulier de la Banque de France, versant au fonds de retraite, assimilable à tous les autres agents. Si la formule du détachement [...] avait été admise à ce moment, je n'aurais certes pas songé à m'en réclamer en ce qui me concerne personnellement. Mais cette crainte des Services centraux est probablement à la base de la rigueur alors montrée ! [...] c'est dans ces conditions que la BRI a été privée du concours de plus d'agents de la Banque de France, Royot et moi étant les seuls à avoir accepté de couper les ponts derrière nous »<sup>2753</sup>. On trouve aussi dans la correspondance de Mitzakis des éléments qui confirment la transmission d'informations par Quesnay, ainsi le 6 janvier 1932 « j'ai interviewé le Directeur Général au sujet des 'mesures' qu'il comptait proposer au Sous-Comité pour assurer le triomphe de la clause-or. Comme il paraissait nourrir encore quelques illusions sur la position de la Banque de France et de la Banque de Réserve Fédérale en pareille matière, je lui ai confirmé qu'elle était toujours la même et qu'elle ne pourrait pas

---

<sup>2753</sup> Cette demande de Quesnay abouti à réintégrer Royot, semble-t-il, dans les cadres de la Banque.

changer. Il y avait une loi monétaire et des statuts pour la Banque d'émission aussi bien à New York qu'à Paris un c'était tout. Finalement il m'a laissé entendre qu'un texte serait soumis au sous-comité proposant à la prochaine conférence des gouvernements de modifier l'article 10 de la charte constitutive de la BRI en y ajoutant un deuxième paragraphe, ou à la rigueur quelques mots dynamiques après "telle que" », « je présume que M. le Gouverneur est maintenant en possession de la carte et de la note de M. Quesnay au sujet de l'article Daruville [ ? ] et désire naturellement que la plus large publicité soit donnée à cette note »<sup>2754</sup>. Mais on remarque aussi la mention des « quelques illusions » du directeur général de la BRI qu'il s'agit de dissiper : c'est un des nombreux indices des divergences de vue entre Quesnay et différents dirigeants de la Banque de France. Celles-ci renvoient sans doute parfois à des incompatibilités personnelles, comme avec Lacour-Gayet à propos de qui Quesnay note dans son journal le 31 août 1931 « « passons une heure avec Lacour-Gayet systématisant son étroitesse de jugement : deux écoles » De même il note le 2 janvier 1932 dans son carnet à propos d'une amie « annonçant simplement à L[acourt]-G[ayet] que j'ai ouvert auprès de Laval la lutte contre ses idées fausses. Dans mon pardessus, j'ai trouvé les notes prises par lui sur les reproches que je lui ai faits jeudi ». Il semble prêter la même étroitesse d'esprit à Tannery le 9 décembre 1935 : « Tannery trouve que les suppositions [ ? ] de *Candide* seraient tellement fantastiques et extraordinaires ! » Les rapports relativement compliqués et fluctuant avec Carriguel, quand Quesnay travaillait encore à Paris, semblent prendre un tour encore plus négatif d'après la lecture de la lettre de Quesnay à Moret le 15 mars 1933<sup>2755</sup>, « protestation énergique que je me sens obligé de vous adresser contre l'attitude prise une fois de plus aujourd'hui par un des Directeurs de la Banque de France vis-à-vis du Directeur Général français de la BRI » : « ayant été avisé d'un assez gros versement de francs français, valeur 17

---

<sup>2754</sup> Correspondance Mitzakis ABF DGSE 186 p.3-4.

<sup>2755</sup> AN 374 AP 23.

mars, nous nous sommes mis aujourd'hui en rapports téléphoniques avec le Directeur de votre Service bancaire étranger, M. Carriguel pour lui demander s'il pouvait s'occuper pour notre compte du placement de ces fonds à Paris. [...] Le Directeur de notre service bancaire M. Van Zeeland, ayant reçu de M. Carriguel une réponse négative, le Comité de Direction s'est réuni dans mon bureau et m'a prié de téléphoner moi-même à M. Carriguel pour étudier avec lui diverses modalités que nous envisagions ». Quand Quesnay émet la proposition que « la Banque de France recevrait de nous les francs en question, placerait qu'elle pourrait placer et pour la différence nous céderait du dollar de son propre portefeuille en s'engageant à nous restituer au même cours du franc contre dollar afin de nous permettre de faire face aux retraits de francs que désireraient éventuellement faire nos déposants », solution qui constitue une « facilité que nous avons, vous le savez, sur un grand nombre de marchés et dont la technique a été particulièrement étudiée par nos services », « M. Carriguel m'a répondu que c'était là une pure stupidité, qu'il s'opposerait avec la dernière énergie à de telles pratiques, et que pour proposer il fallait être comme moi le dernier des imbéciles, n'ayant aucune connaissance du marché de Paris pas plus d'ailleurs que d'aucun autre ». Alors, devant une telle violence verbale, « celui de mes collègues étrangers qui tenait l'autre écouteur a préféré raccrocher l'appareil ». Même s'il se défend d'émettre ainsi une « plainte personnelle », mettant en avant les « excellentes relations de camaraderie que j'ai conservées avec mes anciens collègues de la Banque de France », Quesnay exprime fermement le souhait que « mes collaborateurs étrangers n'aient pas à venir se plaindre auprès de moi du ton sur lequel il leur est répondu à Paris et à Paris seulement par quelqu'un dont chacun se plaint à reconnaître par ailleurs les qualités pratiques d'exécutant ». C'était déjà sans doute Carriguel à qui faisait référence, dans sa lettre à Quesnay du 17 décembre 1930<sup>2756</sup>, un informateur anonyme resté dans « la Maison », où l'ambiance se dégradait sous l'effet de certains

---

<sup>2756</sup> *Idem.*

soupons concernant l'affaire Oustric<sup>2757</sup>, quand il écrivait « en ce qui concerne l'attitude de C. elle est nettement hostile et se manifeste de façon bruyante et sans aucune aménité. Est-ce le transfert récent des fonds retenus à New York qu'il désapprouve, est-ce le fait de constater qu'il est obligé malgré lui de soutenir la £ après avoir contribué à l'amener où elle en est ». Plus largement, sur le fond, il constate « qu'au cours de discussions qui reviennent sur le sujet BRI à longueur de journée, je ne trouve guère ici de soutien », preuve que l'isolement bâlois de Quesnay n'est pas que géographique mais aussi idéologique avec une partie des équipes dirigeantes de la Banque de France, d'autant plus que l'ancien directeur des Etudes continue de tenir des positions iconoclastes notamment quant au rôle et à l'organisation de la Banque. D'ailleurs, il n'hésite pas au moment du remplacement de l'équipe Tannery, de demander au nouveau gouverneur Labeyrie, dans sa lettre du 6 avril 1937<sup>2758</sup>, de lui afficher son soutien afin de renforcer sa position bâloise : « si vos statuts du Personnel étaient déjà sortis au moment du Conseil et si vous pouviez annoncer ma réincorporation dans les cadres de la Banque de France avec détachement simultané à Bâle, comme vous avez bien voulu me dire que vous l'envisagiez, j'en serais fort heureux, car avant même l'entrée en fonctions de Niemeyer et de Beyen, vous consolideriez ainsi définitivement ma position morale ébranlée l'année dernière par l'attitude de Lacour-Gayet qu'on savait appuyé par M. Tannery ». Encore parfois en contact direct avec certains banquiers privés français lors de leur séjour suisse<sup>2759</sup>, Quesnay a toujours le désir de voir la Banque de France prendre la direction (voire le contrôle) du marché de Paris, à un moment où la crise attise « la compétition [qui] se renforce entre les banquiers privés et le secteur bancaire public pour

---

<sup>2757</sup> « L'atmosphère est en ce moment fort trouble à l'intérieur de la Maison. Les séances de la Commission d'enquête y sont pour quelque chose. On chuchote que le bouc émissaire qui a jusqu'ici supporté tous les coups ne serait pas le seul agent compromis dans l'affaire Oustric »

<sup>2758</sup> Fonds Frédéric Quesnay.

<sup>2759</sup> Ainsi le baron Brincard, du Crédit Lyonnais est invité chez les Quesnay par les lettres du 7 octobre 1935 et du 10 décembre 1936 (AN 374 AP 31).

attirer les dépôts et multiplier leurs activités de marché [tandis que] la baisse des émissions étrangères à long terme entraîne un repli d'une Bourse qui avait connu une hausse des cours jusqu'en 1928 » selon Laure Quennouëlle-Corre<sup>2760</sup>. Il souhaite exposer assez longuement dans une lettre à Labeyrie en juillet 1936<sup>2761</sup>, le moyen par lequel la Banque peut orienter le marché à court terme :

« Nous suivons avec beaucoup d'intérêt le développement de la situation française et nous nous réjouissons de voir complètement arrêtées les sorties de capitaux. J'avais eu l'occasion d'exposer l'autre jour au ministre, M. Vincent Auriol, le système anglais des émissions de bons du Trésor par la Banque Centrale et il avait fait venir son collaborateur M. Tronc<sup>2762</sup> avec lequel j'ai discuté lundi la question. Je n'ai pas eu la chance de revoir avant de partir M. Fournier comme je l'espérais et je n'ai pu dans ces conditions lui rendre compte de mon entretien avec M. Tronc. La seule idée que me suggérait l'étude des mécanismes étrangers était d'utiliser comme un réservoir, entre les besoins du Trésor et les possibilités de souscription du marché, le nouveau compte d'avances de dix milliards à la Banque de France. Or des retours de capitaux ou des déthésaurisations internes de billets accroissent le montant des dépôts dans les banques privées, celles-ci chercheront des instruments de placement. Dans le cas où la Banque de France, pour chaque montant avancé sans intérêt à l'Etat, recevrait en collatéral [p.3] des bons du Trésor ordinaires ne rapportant pas d'intérêt tant qu'elle les détiendrait, mais avec facilité pour elle de les passer au marché si celui-ci retrouve une certaine abondance, on aurait un mécanisme assez souple qui a fait ses preuves sur d'autres marchés. M. Carriguel est en contact constant avec les courtiers auxquels il prend pour la BRI du papier. Si ces courtiers lui demandaient du papier lorsque, chargés d'en acquérir pour les banques privées, ils ont difficultés à en trouver, M. Carriguel écoulerait progressivement ces bons, leur valeur étant portée au crédit du

---

<sup>2760</sup> *La place financière de Paris au XXe siècle op. cit.* p.155.

<sup>2761</sup> On trouve en AN 374 AP 32 le brouillon de cette lettre datée du 6 juillet 1936.

<sup>2762</sup> Sans doute s'agit-il de Ludovic Tron (1904-1968) qui est alors chef adjoint du cabinet de Vincent Auriol, ministre des Finances et sous-directeur de la direction du Mouvement général des fonds selon Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009, op. cit.*

compte Avances et reconstituant ainsi la marge sans intérêts du Trésor à la Banque : la diminution du compte Avances lors de la publication des situations hebdomadaires ferait le meilleur effet sur le public et la Banque aurait ainsi un moyen d'action des plus utiles sur les taux du marché à court terme – c'était la suggestion que je m'étais permis de faire »

La portée plus large de ce projet est lisible dans sa lettre au même Labeyrie le 16 juillet 1936 « Notre vœu le plus cher est de vous voir réussir à organiser en France une banque centrale, exerçant sur le marché de Paris et sur les taux de l'argent un contrôle du crédit aussi souple et aussi efficace que celui qui a pu être mis au point sur d'autres places ». Si les termes étaient un peu différents, la philosophie restait la même quand il s'adressait à Tannery le 3 janvier 1935 appuyant son projet et sur l'expérience passée du gouverneur et sur le contexte international :

« Dans les milieux de Banques centrales, où l'on souhaite si vivement le maintien du franc à la tête du Bloc-or, elle rassure chacun et elle éveille en outre le plus vif intérêt chez tous ceux qui savent le rôle central que même sans avoir la faculté d'émission, vous avez joué ces dernières années sur le marché monétaire parisien. Il ne m'était donc pas difficile de faire comprendre les vraies raisons de votre nomination à mon président américain et à mes collègues allemand, anglais, italien, belge et autres, auxquels leurs Banques centrales demandaient des explications. / L'idée que sous votre impulsion la Banque de France, qui a déjà rendu au pays une monnaie, pourrait prendre en mains l'organisation d'un marché comme celui des autres banques centrales, soulève une grande sympathie. Vos collègues du Bloc-or qui ont parfois souffert du rendement trop élevé des rentes françaises et de la pression qui en résultait sur leur marché, par suite de l'attraction du capital vers Paris, salueront vos efforts. Et j'espère que les réunions de Bâle, où nous avons si souvent envisagé la coordination des différentes politiques de taux d'intérêt sur les divers marchés, contribueront à rendre plus rapides vos succès. »

*Un Quesnay trop novateur ?*

Déjà avancées avant son départ pour Bâle avec, au moins, alors l'aval de Moreau, ces propositions sur le marché de Paris semblent encore relativement modérées quand on regarde celles que Quesnay fait à



Tannery par une longue note du 28 février 1936 intitulée « Adaptation du rôle de la Banque de France à la situation 1936 »<sup>2763</sup>, à propos de l'organisation même de la Banque. Dès les deux premières pages, Quesnay ne propose rien de moins que la suppression des succursales de la Banque, obstacles sur la voie de la transformation en une « banque centrale moderne » :

« La Banque de France tire son organisation et ses méthodes des conditions historiques de son établissement. /Fondée avant les grandes sociétés anonymes de Banque, elle a longtemps été regardée par L'État comme un organe de distribution de crédit, chargé d'en assurer directement la distribution au public ; aussi la loi, pour faire bénéficier du mécanisme bancaire l'ensemble du pays, a-t-elle imposé à la Banque l'ouverture d'innombrables succursales et bureaux auxiliaires qui alourdissent aujourd'hui son action, lui créent des besoins financiers et la gênent dans l'accomplissement des fonctions essentielles de toutes banques d'émission moderne, régler le volume global du crédit, jouer le rôle d'organe central du marché et surveiller la valeur de la monnaie nationale, afin de maintenir et de développer la prospérité économique du pays. /La concurrence que font ses succursales aux Banques Privées lui ôte des possibilités d'action comme Banque Centrale. Pour jouer ce rôle, l'existence de nombreuses succursales n'est pas une aide, mais un obstacle. Les charges financières que représentent un tel appareil poussent la Banque à exiger de ses directeurs de province une politique active d'escompte direct. Désireux de couvrir leurs frais, ils font du démarchage de clientèle luttant contre les succursales locales des Banques Privées : Et celles-ci à Paris, redoutant la concurrence de la Banque de France, cherchent en conséquence dans toute la mesure du possible à ne pas avoir recours à elle comme organe de réescompte »<sup>2764</sup>

Cette proposition spectaculaire correspond au rôle de « service public monétaire » que doit jouer la Banque (reprenant ainsi une idée en germe sous sa plume dès 1926), dégagée des contingences quotidiennes, car

---

<sup>2763</sup> AN 374 AP 22-23. Grand merci à Michel Margairaz d'avoir attiré mon attention sur cette note.

<sup>2764</sup> P.1-2.

placée au-dessus de la mêlée pour surtout se préoccuper de « l'atmosphère » générale, sur le marché national :

« Il semble cependant qu'à notre époque, dans un monde aussi réglementé que le sont les diverses économies nationales de 1936, une Banque Centrale ait autre chose à faire qu'à jouer un rôle passif de caisse de conversion et à ne témoigner d'activité que dans le détail de ses opérations de province. En lui conférant le privilège d'émission, l'État l'a investie d'une véritable fonction de service public monétaire : c'est à elle de s'occuper des lignes générales de l'organisation du crédit et de veiller au meilleur fonctionnement possible de tout cet appareil de crédit. Elle n'a pas à se charger des détails de la distribution, elle doit créer les conditions générales d'abondance ou de rareté d'argent, qui formeront l'atmosphère dans laquelle l'activité privée pourra s'exercer pour le plus grand bien de l'économie nationale. [...] L'accomplissement de ce rôle suppose la suppression des antagonismes avec les Banques Privées et avec l'État, une indépendance absolue et la limitation des fonctions de la Banque à des attributions techniques. »<sup>2765</sup>

Mais il ne veut pas que l'action de la Banque se limite à cette action sur l'opinion ; comme lorsqu'il en était l'un des dirigeants, il souhaite la voir active sur le marché des changes :

« La première tâche technique de la Banque est indiscutablement d'assurer au pays un instrument d'échange et de veiller au maintien de la valeur de la monnaie. Dans un monde équilibré sur les bases du régime libéral, cette fonction est relativement simple. S'il y a un système monétaire international, la Banque peut se borner à une politique de pur automatisme. [...] La situation devient très différente lorsqu'il n'existe plus de système monétaire international et que la plupart des pays du monde ayant abandonné l'ancien étalon-or, manipulent les changes, modifient d'autorité les taux d'intérêt, établissent des restrictions aux mouvements de capitaux, posent des conditions à la délivrance de l'or ou se refusent à en donner. [Dans ce contexte], est-il concevable que l'Institut Central chargé de la défense de la monnaie se borne à emboucher toutes les trompettes de la presse pour convaincre l'opinion publique que toute autre attitude serait un crime vis-à-

---

<sup>2765</sup> P.2-3.

vis de la Nation ? [...] De toutes les Banques d'Émission du monde autrefois à l'étalon-or, la Banque de France seule aujourd'hui délivre librement du métal aux anciens cours à qui vient lui remettre des francs. [...] Il est peu surprenant que dans ces conditions les mouvements d'or de la Banque de France soient pratiquement à sens unique et qu'elle puisse perdre en une année, au profit de la thésaurisation privée et d'organismes étrangers qui ne laissent pas le métal lui revenir, une fraction importante de la couverture de ses billets. Le drainage de francs qui en résulte aggrave la cherté de l'argent, d'où le déficit de l'État, la crise économique et la méfiance générale. Sa passivité la conduit dans ces circonstances à jouer le rôle d'un garde-manger dans lequel les autres viennent se servir, sans qu'elle utilise même les rares occasions qu'elle pourrait avoir de remplir ce garde-manger. »<sup>2766</sup>

Il précise ensuite :

« Fidèle à ce qu'on appelle sa « politique automatique », elle n'a point en effet de devises et s'abstient systématiquement d'intervenir sur le marché des changes ; une telle attitude fort recommandable en période normale, a les conséquences les plus dangereuses dans les temps troublés que nous vivons. Et peut-être une politique de change un peu plus active rentrerait-elle davantage dans ses attributions qu'une politique active d'escompte direct en province ! [...] le résultat de son abstention systématique est qu'elle est manœuvrée par les Fonds d'égalisation anglo-saxons et doit se contenter des livraisons d'or que lui font les banques centrales européennes pour la défense de leurs monnaies. Cet or est ensuite pompé dans ses caves par le jeu même des Fonds d'Égalisation venant s'approvisionner au garde-manger. »<sup>2767</sup>

Pour justifier cette idée, Quesnay se tourne d'abord vers la définition d'un vrai libéralisme, qui est déjà apparu sous sa plume précédemment :

« La défense de la monnaie peut donc être assurée par une politique active de la Banque Centrale dans de bien meilleures conditions que par une attitude de passivité techniques présentée comme un hommage à des doctrines libérales mal interprétées mais dont la véritable cause peut n'être qu'une préférence pour les solutions les plus faciles. C'est lorsqu'on redoute d'agir qu'on affecte de ne pas croire à l'effort. La véritable devise d'un tel

---

<sup>2766</sup> P.3-4.

<sup>2767</sup> P.7.

prétendu libéralisme n'est pas « laisser-faire » mais bien « laisser aller : ne semez pas et vous n'aurez pas la peine de récolter »<sup>2768</sup>

Plus précisément, il appuie son analyse sur la description précise des différences des marchés londonien et parisien, le rôle international de la City<sup>2769</sup> qui aboutissant au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et encore au début du XX<sup>e</sup> siècle à privilégier la stabilité du change en sacrifiant la stabilité des taux :

« La conception française actuelle de l'étalon-or, telle qu'elle a été inculquée au public par une presse fort bien orchestrée, s'inspire curieusement des idées qui ont eu cours jusqu'à ces dernières années en Angleterre où leur faveur s'expliquait alors par les conditions du fonctionnement de la place de Londres, conditions très différentes de celles que nous trouvons aujourd'hui en France. Le marché britannique était le grand centre de financement du commerce mondial : détenant des créances sur tous les pays, il attachait avant tout de l'importance à la stabilité des changes, au maintien de la valeur-or de la livre, non pour cette valeur-or en soi, mais comme condition de la prospérité et du développement des affaires internationales de la Cité [donc] il n'hésitait pas à sacrifier la stabilité des taux pour garder celle des changes [...] c'est ainsi que nous voyons la ligne des taux d'escompte à Londres présenter l'aspect d'une ville hérissée de cheminées plus ou moins haute, alors que celle des taux pratiqués à Paris offre l'aspect d'un plateau dont la monotonie n'est rompue que par de rares relèvements, suivis (d'ailleurs moins vite qu'à Londres) par des abaissements assurant le retour à l'altitude moyenne »<sup>2770</sup>

Il poursuit sa description en soulignant le renversement produit par la guerre sur cette situation, pour mieux critiquer l'attitude de thésaurisation de l'or par la France :

« Aujourd'hui, la situation est complètement retournée. Londres, écrasé par les suites de la guerre et l'endettement interne, suit une politique de

---

<sup>2768</sup> P.8.

<sup>2769</sup> « Londres est incontestablement le centre financier du monde à l'ère de la première mondialisation, un centre véritablement global, ou supranational, par opposition avec les places simplement internationales » selon Youssef CASSIS « Les places de Londres et de Paris... » article cité p.491.

<sup>2770</sup> P.11-12.

stabilité des taux d'intérêt : si les changes et les taux peuvent à la fois rester constants, tant mieux, c'est la situation depuis un an ; si l'un des deux éléments doit céder, ce sont les changes qu'on sacrifie, car avant de penser au commerce mondial, Londres songe aujourd'hui à son passif interne. Et c'est ce qui rend si problématique les espoirs d'une stabilisation prochaine, - c'est-à-dire du rétablissement d'un système monétaire international qui pourrait obliger l'Angleterre à relever le loyer de l'argent, démolissant ainsi l'équilibre de son budget grevé d'une importante dette flottante ou de son économie en voie de redressement. - À Paris, au contraire, où l'endettement public n'est pas moins lourd proportionnellement, il semble que nul ne soit chargé d'assurer une politique des taux d'intérêts, alors que le problème essentiel du pays est probablement l'abaissement du loyer de l'argent, qu'aucun équilibre budgétaire n'est concevable sans une diminution du coût de la Dette et aucune reprise économique sans une réduction de la charge fiscale et des taux d'intérêt [...] dans un esprit de conformisme ou de thésaurisation irréfléchie, confondant le moyen et la fin, [la France] regarde comme un but désirable en soi la stabilité des réserves d'or et de la valeur-or de la monnaie, au lieu de songer aux fonctions dynamiques de cette monnaie et à son rôle dans le relèvement du pays. »<sup>2771</sup>

Vient ensuite l'exposé des solutions prônées par Quesnay : écartant préalablement la dévaluation, il met en avant les moyens d'action qui s'offrent à la Banque de France :

« Ce n'est pas dire que la France pourrait avoir intérêt à sacrifier demain la présente valeur-or du franc et à se lancer dans une politique toute nouvelle. Étant donné l'état d'esprit du public français, une dévaluation risquerait de diminuer encore le crédit de l'État, d'accroître à nouveau le loyer de l'argent et d'aggraver par conséquent les difficultés actuelles. Une réduction de la valeur-or du franc, avec reprise au nouveau cours des règles traditionnelles du jeu de l'étalon-or, serait probablement la pire des solutions, rendant plus difficile une action sur les taux d'intérêt, rouvrant aux économies étrangères le garde-manger de notre encaisse, accroissant la confusion et les désordres. Mais on peut par contre regretter que la Banque de France n'ait pas eu jusqu'ici de politique des taux d'intérêt, si l'on considère que les questions d'organisation du crédit rentrent dans les attributions des Banques Centrales

---

<sup>2771</sup> P.12-13.

et qu'un problème du loyer de l'argent est au centre des difficultés actuelles de la France. Sa solution complète dépasse évidemment les pouvoirs de la Banque. Elle suppose une politique générale que seul peut conduire le Gouvernement, mais dans le cadre limité où doit se cantonner la Banque de France, celle-ci a pourtant son rôle technique à jouer dont elle ne semble pas encore avoir tracé l'esquisse. Il est indiscutable qu'au cours des 12 derniers mois les seize milliards d'or qu'elle a perdus sans aucun profit pour l'économie française auraient pu recevoir une affectation différente. Au lieu d'être livré en grande partie au Fonds Britannique d'égalisation qui les a stérilisés à Paris sans en restituer sur demande ou qui les a dirigé sur New York pour se faire les dollars nécessaires à la défense des cours Livre contre dollar, cette petite encaisse aurait pu servir à gager du crédit pour obtenir la baisse des taux d'intérêt qui commande en France toute possibilité de rétablissement financier. Les 450 milliards que représentent la dette de l'État, des départements, des communes et des chemins de fer ne sont une charge écrasante qu'à raison du taux moyen d'intérêt auquel ils doivent être aujourd'hui rémunérés. Si au lieu de coûter en moyenne plus de 5%, et d'absorber ainsi la moitié du budget, cette dette pouvait être convertie en un 3% perpétuel, il en résulterait une dizaine de milliards de réduction de dépenses et une amélioration sensible de la situation économique du pays. »<sup>2772</sup>

Il appuie son analyse d'abord sur une comparaison avec les autres banques, ce qui lui donne l'occasion de plaider à nouveau pour l'utilisation d'outils tels l'*open market* :

« Dans tous les pays aujourd'hui, la recherche des instruments de crédit susceptibles d'être pris par les Banques Centrales et la création d'un marché pour de tels effets est à l'ordre du jour. Le volume des disponibilités dépend sur chaque place de la politique de crédit de l'Institut Central et celle-ci a été obligée de suivre l'évolution des habitudes commerciales : la pratique du financement par compte courant débiteur a contribué à réduire le nombre des effets tirés à trois mois portant trois signatures ; et partout où la Banque Centrale a voulu limiter ses opérations à l'escompte d'un tel papier, son portefeuille a considérablement diminué malgré la chasse qu'elle a tenté de faire en concurrençant les banques privées, mais surtout le volume de crédit

---

<sup>2772</sup> P13-15.

qu'elle a ainsi jeté dans les vases communicants du marché monétaire s'est révélé insuffisant. L'expérience a montré qu'il ne suffit pas que la Banque Centrale soit prête à donner du crédit bon marché par le réescompte d'effets de commerce pour que le système bancaire puisse lui en demander : car il faudrait encore qu'il ait en portefeuille de tels instruments. Au lieu de se borner à attendre les présentations, les instituts d'émission ont dû de plus en plus prendre l'initiative d'aller au marché et d'injecter ainsi du crédit dans la circulation sur la base d'opération qui ont varié suivant les places : "*open market operations*" sur effets publics dans les marchés anglo-saxons, escompte de traites de travail en Allemagne, possibilité de mobiliser à la Banque Nationale de Belgique les traites d'un institut de Réescompte groupant des actifs non directement bancables, etc. »<sup>2773</sup>

Il va aussi convoquer l'expérience des bons de la Défense nationale en 1926, couronnée d'un relatif succès non exploité ensuite par frilosité thésaurisatrice, pour mettre en avant les autres possibilités pour l'institut d'émission d'agir comme une vraie banque centrale :

« En France, l'organisation très remarquable d'un système de pensions a permis de créer de trois mois en trois mois un large marché notamment sur Bons de la Défense Nationale à deux ans. Mais la Banque de France est restée en dehors du mouvement, sa volonté prudente de déflation a plané sur la place. Les fonds qu'elle a créés par réescompte de papier d'État sont allés dormir thésaurisés, sans animer l'économie, parce qu'elle les créés en s'excusant et presque en se cachant. Si à la pratique de distribution du crédit par petits paquets, elle avait substitué une politique déclarée d'expansion du crédit en montrant les marges dont elles disposait et la volonté bien arrêtée de s'en servir, la psychologie des acheteurs aurait été changée, peut-être même comme par une décision de dévaluation : car malgré les dangers de l'opération, le principal heureux effet de l'abaissement de la valeur de la monnaie est d'entraîner un renversement des tendances du public, faisant sortir de leurs cachettes les fonds mis en réserve. L'annonce d'une politique déterminée de taux devrait avoir les mêmes résultats si le public était bien convaincu que la crise de déflation est définitivement finie et que la décision est prise de mobiliser toutes les énergies nationales pour lutter contre la paralysie progressive, ranimer le corps économique, sauver le budget et le

---

<sup>2773</sup> P.15-16.

crédit de l'État, en injectant dans la circulation sur la base d'opérations de crédit le nombre de milliards qui seront nécessaires à cette fin. Ces milliards, la Banque peut les émettre dans les différents compartiments du marché monétaire : organisation d'un système de pensions pour les mandats d'entrepreneurs de travaux publics et admission à l'escompte de ces traites de travail ; extension aux travaux privés après remise en vigueur des règlements de voirie sur l'entretien des bâtiments ; développement du crédit agricole sur la base des récoltes vendables dans l'année ; régularisation du marché libre des effets et des bons du Trésor suivant les mêmes principes que la régularisation du marché des changes en 1926, la Banque étant preneuse de papier à un taux et donneuse à un autre. Toutes ces disponibilités trouveront le chemin du marché et permettront le mouvement de hausse qui doit faire sortir de leur réserve les capitaux inemployés et faciliter les opérations de conversion qui s'imposent. »<sup>2774</sup>

Il précise ensuite les moyens qui s'offre à elle « sur le marché à long terme » pour être « une véritable banque centrale :

« Sans se lancer peut-être elle-même dans des opérations d'achats et vente de fonds publics du type *open market* anglo-saxon, la Banque peut d'ailleurs par la voie des avances sur titres et par le moyen d'accord entre elle et la Caisse Autonome, contribuer directement à la création de l'atmosphère dans laquelle pourront être prises les mesures d'unification du taux d'intérêt de la dette publique. Et à l'avenir, la surveillance des taux de capitalisation, en même temps que la régularisation des conditions de crédit à court terme, devront rentrer dans ses attributions. Le réescompte, l'achat et la vente d'effets publics, le maniement des pensions, seront les moyens d'action qui, grâce à son privilège d'émission, lui permettront de proportionner aux besoins les disponibilités de la place. / La Banque de France deviendrait alors une véritable Banque Centrale [...], assurant la direction générale du crédit dans l'intérêt de l'économie nationale »<sup>2775</sup>

Pour conclure, il revient sur les mesures fortes qu'il proposait initialement, véritable "révolution culturelle" pour la rue de la Vrillière,

---

<sup>2774</sup> P.16-18.

<sup>2775</sup> P.18.



abandonnant notamment le champ de bataille national au prix de difficultés que Quesnay ne minore pas :

« Modalités pratiques de la Réorganisation / Le changement d'état d'esprit de la Banque suppose-t-il une réforme profonde de son organisation et de ses méthodes ? Renonciation à l'activité politique / Sans doute la conception d'une action technique, remplaçant une activité aujourd'hui partiellement politique, a-t-elle pour condition certaines transformations d'équipes. Il ne semble cependant pas impossible d'amener la Banque, dans son intérêt même, à renoncer à exercer son influence sur l'opinion publique plutôt que sur le marché. L'interdiction de subventionner des œuvres, des journaux, des personnalités, la déchargerait d'une tâche dangereuse, en même temps qu'elle diminuerait en partie ses besoins financiers. / Renonciation à la concurrence aux banques privées / Malheureusement, la transformation de son rôle en province apparaît beaucoup plus difficile. Les succursales existent et un certain esprit administratif, inséparable de toute grande organisation, fait parfois penser aux dirigeants de la Banque que ces services locaux doivent, pour justifier leur existence, apporter des affaires, alors que c'est précisément cette concurrence aux banques privées qui empêche la Banque d'avoir à Paris la confiance du marché et l'autorité sans laquelle elle ne peut remplir son rôle essentiel. / Pour parer à cette difficulté, diverses solutions peuvent être envisagées, dont la plus simple en apparence serait la suppression de presque toutes les succursales. Dans la pratique, cette solution n'est cependant peut-être pas la plus recommandable : en période de crise économique surtout, les bâtiments de la Banque sont invendables ; la suppression radicale de ses comptoirs soulèverait d'ailleurs vraisemblablement des réclamations locales et compliquerait l'approvisionnement du pays en billets et en numéraire, dont l'acheminement a lieu par ses soins. »<sup>2776</sup>

Enfin, il réaffirme la nécessité absolue de l'indépendance de la Banque de France ainsi renforcée. On remarque, derrière la prudence rhétorique, son souhait de voir diminuer le poids des actionnaires devant les « intérêts économiques généraux du pays » mieux représentés par de neutres « techniciens » :

---

<sup>2776</sup> P.19-20.

« Nécessité de maintenir et de renforcer l'indépendance de la Banque. / Une telle solution ne devrait pourtant pas mettre en danger l'indépendance de la Banque de France vis-à-vis de l'État, car le maintien de la confiance du public exigerait plutôt le renforcement de cette indépendance. Tout effort de réorganisation qui apparaîtrait comme une mesure violente de dépossession et de combat risquerait de priver la Banque de ses moyens d'action. / C'est pourquoi, tout en souhaitant que le Conseil de la Banque de France soit avant tout composé de techniciens, il est sans doute nécessaire de reconnaître que les représentants des actionnaires constituent un groupement d'intérêt important dont il y a lieu de tenir compte dans la gestion des affaires, étant entendu toutefois que la politique de la Banque devra toujours s'inspirer des intérêts économiques généraux du pays et non des intérêts privés d'un groupe déterminé, si important soit-il. »<sup>2777</sup>

Même si c'est sous une forme moins explicite et radicale, on peut trouver en germe certaines des idées de cette note dans un document non signé, mais vraisemblablement de la plume de Quesnay, d'octobre 1935 « L'organisation du crédit en France et ses répercussions sur la situation économique et budgétaire (notes sur une conversation 17-18 octobre 1935) »<sup>2778</sup>. Les transformations nécessaires de la Banque de France y sont évoquées de manière moins précise mais elles sont incluses dans une réflexion beaucoup plus large, à la fois économique et politique. Dès le début de ce document, est évoquée la situation globale de l'économie française, engluée dans la crise dont les différentes politiques menées jusque-là n'ont pu la sortir :

« après avoir été longtemps épargnée par la crise, l'économie française en ressent aujourd'hui les effets » « tout en proclamant la nécessité d'une adaptation des prix français et en prônant à cette fin une politique de déflation, les gouvernements successifs ont dû suivre dans le même temps une politique commerciale en contradiction avec cette tendance, protéger la production nationale, arrêter aux frontières les marchandises étrangères trop bon marché, relever les droits compensateurs et continger les importations. / L'effet de la déflation s'est pourtant fait sentir sur le budget

---

<sup>2777</sup> P.21.

<sup>2778</sup> AN 374 AP 23.

[avec des] moins-values fiscales que les réductions de dépenses ont pu d'autant moins compenser qu'elles entraînaient une nouvelle diminution du pouvoir d'achat national »<sup>2779</sup>

Est souligné aussi le poids du contexte international, en particulier avec la question essentielle de la dette publique :

« Dans un pays où le plus grave problème est probablement celui du poids de la dette publique par rapport au revenu national, la suppression rapide de ce déficit, c'est-à-dire de l'augmentation de l'endettement d'Etat, est certainement une nécessité absolue. [p.2] Il semble cependant que l'on ne puisse espérer vaincre le déficit par la seule déflation budgétaire : l'intensifier s'avère psychologiquement difficile, les résultats qu'elle a donnés ne permettant pas de réclamer avec confiance de nouveaux sacrifices aux intéressés, dont le mécontentement risque d'être accru par la déception » donc il faudrait pouvoir se tourner vers un autre moyen, une brutale politique de déflation (de l'ordre 30%). Mais celle-ci serait efficace et acceptable seulement si l'économie mondiale était en équilibre. « Malheureusement, rien n'indique encore que l'économie mondiale ait trouvé son niveau d'équilibre » « les résultats du grand duel livre-dollar restent incertains : malgré l'aggravation de la dette américaine, le poids de l'endettement britannique permet-il de penser que la parité d'avant-guerre entre les deux monnaies anglo-saxonnes » « Comment dans ces conditions venir proposer au public français un sacrifice d'adaptation, par réduction des salaires ou amputation de la monnaie sans pouvoir lui donner l'assurance que ce sacrifice règlera une fois pour toutes la situation, qu'il n'aura pas à être répété ? »<sup>2780</sup>

Quand il s'agit de définir « une politique d'expédients pour soulager l'économie française et pouvoir tenir plus longtemps que les autres », « le choix de ces moyens dépend dans une très large mesure de l'orientation

---

<sup>2779</sup> Cf. dans Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion. 1932-1952*. Comité pour l'histoire économique et financière de la France. 1991, le 2<sup>e</sup> chapitre de la 1<sup>e</sup> partie « La déflation entre libéralisme interventionnisme et renforcement de l'Etat (1932-1934) » (p.29-64) qui confirme cette analyse de Quesnay sur cette période pendant laquelle « malgré les proclamations libérales des experts voire des gouvernants, ceux-ci s'engagent dans une politique interventionniste et protectionniste » (p.29).

<sup>2780</sup> P.1-3

politique internationale adoptée par la France », ce qui donne une ampleur plus large à cette note et des indications précises sur la position de Quesnay face à la montée des périls. En effet, s'il mesure bien la difficulté, voire l'impossibilité de la solution qu'il propose, son expression permet de le ranger parmi ceux qui sont plutôt partisans d'une ligne ferme par rapport à l'Allemagne nazie, avec une certaine coïncidence entre aspects politiques et économiques<sup>2781</sup> :

« Si l'on pouvait amener l'opinion française à une collaboration intime dans tous les domaines avec la Grande-Bretagne, si la constitution d'une grande communauté des démocraties libérales, hostiles aux mesures de contraintes et aux dictatures économiques ou politiques, pouvait être envisagée par la France, la solution théorique la plus simple serait probablement une dévaluation du franc de 30% par rapport à la livre, et son rattachement au bloc sterling, l'économie française, comme les économies scandinaves suivant à l'avenir les évolutions de l'économie anglaise et partageant son sort » « le rattachement à la livre serait donc une mesure finale, complète en elle-même alors qu'une déflation des prix-or ou qu'une dévaluation par rapport à l'or risquant de n'être qu'une première tentative créant peu après de nouveaux problèmes difficiles à résoudre. / Mais cette politique de subordination répugne à l'opinion française ; ni dans le domaine politique, ni dans le domaine économique, le Français moyen ne veut avoir l'impression d'être un vassal. "Plutôt le premier dans son village que le second dans Rome" »<sup>2782</sup>

Devant l'impossibilité de mettre en place cette solution d'un rapprochement extrêmement étroit avec les Britanniques, en raison des réticences de l'opinion française, « il reste donc à étudier les moyens de tirer parti de nos réserves, à tenter franchement d'organiser, comme dans les autres pays du continent l'autarchie française »<sup>2783</sup>. Mais immédiatement, l'écho de ce terme si apparemment contradictoire avec la pensée et l'action de Quesnay qui compte évidemment parmi « ceux

---

<sup>2781</sup> Robert FRANK, dans « 1940 la défaite de tous les Français » pp.61-93 dans *La hantise du déclin*, Paris, Belin, 1994, p. note que ce n'est pas toujours le cas (p.75).

<sup>2782</sup> P.4.

<sup>2783</sup> P.5.

qui ont rêvé d'une organisation internationale immédiate, qui l'ont crue possible aux lendemains de la guerre et qui y ont consacré le meilleur de leurs efforts », est atténué par les buts qui lui sont assignés, pause indispensable avant la reprise du processus d'intégration européenne (au moins) :

« Malgré tout avant d'adopter cette politique, il convient d'observer qu'elle implique un choix entre les méthodes anglo-saxonnes et les méthodes continentales. Elle fait de la France le premier pays du continent mais elle rattache la France aux systèmes économiques d'autarchie dont la démobilisation devra un jour intervenir, si l'heure sonne jamais d'une reconstruction de vie économique plus libre entre les pays. Pour tous ceux qui ont rêvé d'une organisation internationale immédiate, qui l'ont crue possible aux lendemains de la guerre et qui y ont consacré le meilleur de leurs efforts, cette solution d'attente ne peut être envisagée sans déchirement. Mais dans les conditions actuelles, devant le refus anglais de stabiliser – refus d'ailleurs explicable – elle est probablement la seule qui puisse se défendre et s'appliquer avec chances de succès »

La relativité de cette « autarchie » se retrouve également dans la faiblesse des mesures intérieures qui devraient être prises, laissant l'impression en fait du maintien d'un statu quo :

« Jusqu'ici la France a recherché en même temps les moyens de s'adapter par la déflation et de s'isoler par la protection. La première partie de sa politique a démolie son équilibre interne, ce pendant que la deuxième contribuait à la séparer du reste du monde. » donc « il reste à favoriser par tous les moyens la hausse des prix français sans se soucier pour le moment de leur correspondance avec les prix internationaux. Cette politique d'autarchie n'impliquera pas un bien grand renforcement des mesures actuelles de protection, déjà draconiennes ; elle pourra obliger à donner certaines compensations aux exportateurs »

Revenant à ce qu'il avait défini initialement comme « le plus grave problème du pays », cette dette de l'Etat qu'il juge excessive, Quesnay développe l'idée, que l'on retrouvera dans la note de février 1936, de “gisements” de crédit privé mobilisables pour relancer l'économie du pays :

« Dans un pays où la dette de l'Etat est déjà excessif et où le public averti redoute par-dessus tout les conséquences de l'inflation publique, il faut qu'à brève échéance le Trésor n'ait plus lieu d'emprunter, il faut que ses rentrées équilibrent le plus vite possible ses décaissements » donc que le gouvernement « proclame solennellement sa volonté de cesser d'emprunter et de n'avoir pas recours pour la couverture de ses besoins aux émissions de billets » « il existe en réalité un autre moyen de provoquer l'abondance monétaire indispensable pour obtenir la hausse des prix français, la reprise économique interne et l'équilibre du budget par accroissement des rentrées fiscales. C'est la mise en train d'une politique de développement du crédit privé, avec injection rapide dans le public, sur la base de transactions économiques largement financées par l'appareil bancaire, d'un volume de fonds importants, dont une grande partie reviendra dans les caisses de l'Etat sous forme d'impôts et dont une autre provoquera une hausse de bourse permettant les conversions de fonds publics et la réduction par là même des dépenses que l'Etat supporte du chef de sa dette. / A l'heure où l'économie privée souffre de la crise, la découverte des besoins de crédit n'est pas certainement difficile ; les individus ou les organismes prêts à s'endetter ne manquent pas ; ce qui fait défaut c'est la confiance dans leur possibilité de rembourser, c'est la reconnaissance de leur qualité d'emprunteurs solvables, car la mesure de leur capacité de paiement se fait actuellement dans une atmosphère de déflation, avec prévision de nouvelles baisses de prix entraînant de nouvelles difficultés économiques. Si une orientation nouvelle était donnée à la politique de crédit, si l'on admettait franchement l'idée d'une hausse d'autarchie, l'appréciation du crédit des débiteurs pourrait changer. Et en tout état de cause, on peut poser en fait que la plupart des débiteurs privés sont moins endettés proportionnellement que ne l'est l'Etat »<sup>2784</sup>

D'une certaine manière, il est possible de lire cette proposition de "se tourner vers l'endettement privé puisqu'on ne plus endetter l'Etat" comme une sorte de proclamation en faveur de ce qui ressemble nettement à l'économie d'endettement qui sera la base du développement économique français après 1945. C'est aussi net ensuite quand sont

---

<sup>2784</sup> P.6-7.

développés les moyens d'exploiter ces sources de financement, dont l'utilisation systémique et massive doit être assumée clairement :

« On se souvient à cet égard combien le portefeuille moratoire absorbé par la BF au lendemain de la déclaration de guerre en 1914 s'est liquidé plus facilement que les comptes d'avances à l'Etat qu'il a fallu ouvrir dans le même temps ! [...] l'existence à la Banque de France d'une encaisse-or couvrant à concurrence de 75% les engagements, permettrait de larges opérations de réescompte sans danger d'inflation [...] Mais cette tendance à une politique de crédit plus facile ne peut manifester ses effets dans une atmosphère de déflation. [...] C'est cette psychologie qu'il s'agit de changer, comme la changerait temporairement une décision de dévaluation : [...] il faut qu'elle [l'opinion] sente que la décision est prise de mobiliser toutes les énergies nationales pour lutter contre la paralysie progressive, ranimer le corps économique et en même temps sauver le budget et le crédit de l'Etat. Il faut d'autre part qu'elle soit bien convaincue que tout va être mis en œuvre pour provoquer une hausse des prix nationaux sans souci pour le moment de leur correspondance avec les prix mondiaux. A la pratique de la distribution du crédit par petits paquets, en s'excusant et presque en se cachant, il y aurait lieu de substituer une politique déclarée d'expansion du crédit privé en montrant les marges immenses dont on dispose et la volonté bien arrêtée de s'en servir, en sachant ce qu'on veut. Que ce soit par le développement des caisses de crédit agricole et l'admission à l'escompte de leur papier représentant des avances plus élevées aux agriculteurs, par la remise en [p.9] vigueur des règlements de voirie et la création d'un marché pour les tirages des corporations d'entrepreneurs sur les propriétaires, par une politique de large crédit aux industries susceptibles de se grouper et de s'organiser, il est certainement possible d'injecter dans ce pays une quinzaine de nouveaux milliards de crédits privés qui signeront la reprise. Le Dr Schacht, sans encaisse, a fait financer plus de douze milliards de travaux privés, rien que dans l'industrie du bâtiment. La mise en place de ces nouveaux crédits doit faire sortir de leurs cachettes les fonds actuellement thésaurisés et soustraits aux affaires » »<sup>2785</sup>.

Ce mouvement de vidage du bas de laine national n'est possible, selon l'auteur, que dans un contexte politique favorable, qu'il s'applique

---

<sup>2785</sup> p.7-9.

ensuite à décrire. Au-delà de l'esprit assez Union sacrée, on remarque surtout la dimension assez technocratique de ce gouvernement idéal (référence au « pays réel », à une organisation « corporatiste » appuyée sur les syndicats et les représentants patronaux, atténuation des oppositions partisans et rejet des « ultras ») :

« La remise en mouvement des capitaux suppose la conviction dans le public qu'un choix a été fait entre l'adaptation aux conditions extérieures et l'organisation de la vie nationale ; elle implique sa confiance dans la durée d'une politique de hausse et de développement du marché interne ; bref, elle ne peut être faite que par un gouvernement jouissant d'un grand prestige, doté d'une forte autorité, assuré de vivre assez longtemps pour mener à bien ses desseins. / Un tel gouvernement doit s'appuyer sur le pays c'est-à-dire non seulement sur une majorité parlementaire mais sur la confiance du public. Et la création de cette confiance est, dans un pays comme la France, la tâche politique la plus ardue. [...] Un gouvernement qu'on sentirait pénétré avant tout de ses responsabilités et du désir de faire de son mieux pour améliorer la situation sans chercher à favoriser les uns ou les autres, jouirait déjà d'un parti-pris favorable. Il ne lui faudrait pas seulement aujourd'hui le concours du Parlement, mais celui de tout ce qui compte dans le pays réel, depuis les organisations de gauche, à commencer par le syndicalisme jusqu'à certains éléments des ligues de droite sincères dans leur effort pour trouver l'intérêt général et à ces milieux de grand capitalisme qui admettent la nécessité de concessions et de réformes pour faciliter l'évolution. La mentalité des ultra est toujours celle qui dans tous les clans a précipité leur échec en faisant courir à leurs associés les plus graves dangers [...] il est certain que bien des transformations et particulièrement des modifications d'esprit devraient être opérées dans le régime français pour lui permettre de s'adapter à la situation actuelle. Le regroupement des forces du pays en un système corporatif moderne est une nécessité. L'organisation de ces forces doit tendre à les équilibrer, leur permettre de se contrôler, et de se limiter les unes les autres pour le plus grand profit des intérêts nationaux dont l'Etat Politique du type XIX<sup>e</sup> siècle dérivé du système napoléonien n'est certainement plus représentatif ni à même d'assurer seul le respect. »<sup>2786</sup>

---

<sup>2786</sup> P.9-10.



Ensuite, viennent « quelques brèves remarques [...] sur une réorganisation du système bancaire français qui, sans bouleverser le régime existant pourrait permettre d'en rajeunir le fonctionnement et de le rendre plus apte à jouer le rôle social qui lui incombe vis-à-vis de l'économie du pays »

A partir du constat que « l'appareil bancaire français est un des plus individualistes et des plus prudents qui soient au monde » sans doute en raison des « traditions paysannes » du pays face « traditions marchandes » britanniques, « l'attitude des banques répond aux instincts du pays et leur conservatisme en France est à la base de la confiance qu'elles ont su inspirer au public méfiant. / Dans de telles conditions, la faute à ne pas commettre est de faire entrevoir la mainmise de l'Etat sur l'appareil bancaire du pays » car nationalisation « effraient surtout le public de déposants qui font la force des banques » détruisant « un instrument qui représente un des derniers éléments possibles de réorganisation de la vie économique française et de redressement national » ; « le malheur est qu'il n'existe pas en France d'esprit de place. Chaque établissement de crédit se replie sur lui-même surveillant avec quelque méfiance ses débiteurs, ses clients, ses rivaux et même la banque d'émission qui, sur tous les autres grands marchés, joue pourtant le rôle de Banque Centrale à la tête de l'organisation nationale du crédit. Il y a une question de groupement et d'éducation de la corporation qui dans le domaine bancaire comme dans tant d'autres devrait être prise en mains de toute urgence. Pour l'organisation du crédit ce n'est pas l'Etat qui s'en peut charger. [...] Mais l'expérience étrangère montre quels résultats on peut attendre d'une collaboration intime entre d'une part l'Institut central d'émission représentant les intérêts économiques de la Nation, distincts de ses intérêts politiques et d'autre part les grands corps publics ou privés qui dans le pays s'occupent des questions de crédit »<sup>2787</sup>

On remarque ici à nouveau des accents technocratiques, avec le souhait de “refroidir” les questions politiques problématiques par la technicité, en s'inspirant de ce qui a été mis en place ailleurs. C'est alors qu'on retrouve les éléments concernant le nouveau rôle de la Banque de France. Il explicite d'abord les difficultés générales auxquelles se heurte son

---

<sup>2787</sup> P.11-12.

projet et dont découle la nécessité de prise de distance de la Banque de France par rapport au marché intérieur :

« C'est ce travail de groupement du marché de Paris, sous la direction et sous le contrôle de la Banque de France, érigée en banque centrale de la Nation, qu'il y aurait lieu de reprendre et de mener à bien. /Ce n'est certainement pas par des mesures violentes que cette tâche doit être entreprise. [Car] l'organisme bancaire français représente une tradition une expérience qu'il importe de mettre dans son jeu, de faire servir à l'œuvre de restauration nationale à accomplir, sous peine d'effrayer le pays et de saper par là même les fondements de son indispensable confiance. Devant la gravité de la situation et les conséquences de la catastrophe pour chacun, il importe d'amener les banques françaises à étendre la conception du rôle social qu'elles ont à remplir vis-à-vis de l'économie du pays [...] Elles hésitent à admettre l'autorité de la Banque Centrale, à se conformer à ses directives ; elles se refusent même dans toute la mesure du possible à se servir d'elle comme Institut de réescompte, parce qu'elles redoutent sa concurrence, les démarchages de clientèle que pourrait faire la Banque de France en ayant connaissance de leur situation. Il importe de limiter l'escompte direct pour les rassurer, gagner leur confiance, obtenir leur appui en faveur d'une politique qui paraît après tout le plus propre à les sauver en empêchant la situation de tourner au tragique./ L'organisation de la corporation bancaire sous l'égide d'une Banque de France, institut central indépendant de l'influence politique de l'Etat mais détaché aussi des préoccupations d'intérêt privé matériel ,telle est la tâche dont la réalisation urgente apparaît nécessaire pour la défense des grands intérêts généraux de la Nation »<sup>2788</sup>

Ensuite parmi « certaines retouches de détail » qui doivent permettre à la Banque de France « d'assumer la tâche que remplissent les banques centrales sur les divers marchés » il plaide pour la réaffirmation et le renforcement de son indépendance :

Il rappelle que la proposition de la Banque de France d'inscrire dans les statuts de la BRI que « la banque centrale a été définie "la banque chargée dans un pays de la mission de régler le volume de la circulation monétaire et

---

<sup>2788</sup> P.12-13.

du crédit de ce pays” » « elle doit donc, comme un service public national séparé du pouvoir politique mais investi par lui de cette fonction, avoir à veiller au meilleur fonctionnement possible de tout l’appareil de crédit du pays. [...] On prétend, il est vrai, de différents côtés que la composition du conseil de Régence de la Banque de France ne lui permettrait pas de connaître les besoins du pays, de les apprécier et d’en tenir compte dans la fixation de sa politique. Tout effort de réorganisation qui apparaîtrait comme une menace violente de dépossession et de combat risquerait cependant de priver la Banque de ses moyens d’action. Ne vaut-il pas mieux reconnaître que les représentants des actionnaires de la Banque constituent un groupement d’intérêts importants dont il y a lieu de tenir le plus grand compte dans la gestion des affaires du pays [...] la réforme du Conseil National Economique, avec la mise au point de Comités représentant la vie industrielle agricole, commerçante du pays peut donner la possibilité d’établir des collaborations utiles, d’éclairer la gestion de la Banque par le moyen de comités consultatifs spéciaux dont les indications pourraient être de la plus grande utilité. / Mais, une fois encore, toute organisation du crédit suppose le maintien de ce crédit, c’est-à-dire de la confiance publique. Il y a là une notion essentielle dont tout le programme de reconstruction de l’économie française devra tenir compte, en tentant d’assurer, par une orientation nouvelle de la politique de crédit privé, le redressement et l’assainissement de la vie économique et du budget »<sup>2789</sup>

Ainsi, les transformations envisagées dans l’organisation et les objectifs de la Banque s’inscrivent clairement dans une perspective plus vaste, un projet global de relance économique et de transformation politique du pays. Si ce projet a des accents résolument technocratiques, il semble moins inspiré par telle ou telle doctrine que forgé par le pragmatisme qui caractérise Quesnay. Il connaît les travaux de Keynes<sup>2790</sup> avec qui il avait même été indirectement en contact en 1929 à l’occasion d’une demande du britannique d’un article pour l’*Economic Journal* sur la politique et la

---

<sup>2789</sup> P.13-14.

<sup>2790</sup> Il évoque ainsi en août 1931 dans son carnet la « note Keynes sur l’Amérique » peut-être s’agit-il de l’ouvrage *Les conséquences pour les Banques de la Chute des Valeurs ?*

situation de la Banque de France<sup>2791</sup> ; il croise aussi des personnalités qui sont favorables à ses idées tels Georges Boris<sup>2792</sup>. Mais il ne se prive pas, comme on l'a vu, de critiquer les positions du britannique dans la note qu'il fournit à Georges Bonnet avant la conférence de Londres, en avril 1933<sup>2793</sup>. On retrouve la même prévention face aux constructions théoriques dans une anecdote rapportée par Mitzakis dans son rapport à la Banque de France du 15 janvier 1932<sup>2794</sup> :

Alors que la déception est générale après la réunion du sous-comité de la garantie-or « la BRI attendait autre chose que cette joute d'éloquence. Triste est le cœur du Directeur général, à cause de cette clause ! » « du côté américain, on ne paraît pas mécontent de voir les Etats-Unis inaugurer une politique monétaire inflationniste propice à une reprise boursière. Le professeur Cassel est parti également en charge – à un déjeuner chez Jacobsonn – contre l'hypnose de la déflation et la baisse criminelle des prix ! On se demande par moment si certains grands économistes n'ont pas acquis la science en perdant le bon sens. Je me suis permis de demander après le déjeuner au professeur Cassel s'il ne pensait pas qu'en maintenant artificiellement le niveau des prix par une inflation et une protection douanière exagérées, on avait précisément préparé [sic.] cette baisse "soit disant criminelle" des prix ? Il m'a regardé avec commisération ! Chose qui vous étonnera d'avance, Quesnay est parti en guerre sous mon drapeau et a été très éloquent »

Inversement, la politique de Roosevelt lui semble une expérience fructueuse d'enseignements<sup>2795</sup>, alors même qu'elle correspond, du point de vue monétaire, à la primauté du national sur l'international<sup>2796</sup> : il note

---

<sup>2791</sup> Demande, faite par le truchement de Rueff et rejetée finalement par Moreau, cf. AN 374 AP9.

<sup>2792</sup> Cf. Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC *Georges Boris... op. cit.* p.79-81.

<sup>2793</sup> ABF DGSE Dossier 35 BRI.

<sup>2794</sup> ABF DGSE 186.

<sup>2795</sup> On trouve, dans sa bibliothèque (fonds Nicolas SAVOYE) l'ouvrage du banquier et proche du président, James P. Warburg *The Money Muddle* de 1934 qui a eu en charge la préparation de la conférence de Londres du côté américain ((selon Yves-Marie PÉREON *Franklin D. Roosevelt*, Paris, Texto, 2015 p.220).

<sup>2796</sup> Yves-Marie PÉREON *Franklin D. Roosevelt op. cit.*, p.216-224.

ainsi le 18 janvier 1934 dans son carnet, au moment de la dévaluation du dollar « Bloc or va être secoué – je continue à trouver intelligente et constructive politique Roosevelt malgré les critiques négatives des conservateurs inertes qui préparent des catastrophes par leur inaptabilité ». Ni cet empirisme relativement iconoclaste, ni ses propositions plus révolutionnaires quant au devenir de la Banque de France ne l’empêchent de continuer à prétendre à un destin plus glorieux en son sein, en particulier lors du grand mouvement de janvier 1935<sup>2797</sup> : il note ainsi le 2 janvier dans son carnet :

« Retour au bureau. Laguiche toujours en Belgique. Fraser part pour Saint Moritz. Midi : une dépêche Ag. Tel. Sur annonce que Tannery remplacerait Moret à la BF – LG [Lacour-Gayet] d’une voix blanche confirme que la nouvelle vient du *Figaro* sans démenti. Nul ne s’y attendait, pas même Moret<sup>2798</sup> – Emotion générale. Déjeune maison : les Van Zeeland, leurs cadeaux, la chevrette. Téléphone à Rueff qui s’attend à passer à la Banque. Tannery est avec Fournier. LG furieux. Constantin bouleversé. Derooy remplace Tannery à la Caisse. [...] Il ne reste que Rueff à placer [...] tout pour moi repose sur le passage de Rueff à la Banque : alors contacts et mutations ultérieures. Après la monnaie, le marché. Attendre »

Ses espoirs seront à nouveau déçus deux ans plus tard quand il note dans son carnet, le 8 février 1937, « Labeyrie me proposait [de devenir] 3<sup>e</sup> sous-gouverneur [...] Promenade Labeyrie – on va voir ». Quand il évoque cet épisode avec le nouveau gouverneur dans sa lettre du 6 avril 1937<sup>2799</sup>, il évoque un autre projet auquel il a songé au cours de l’année précédente, à l’instigation de Monnet, visant à prendre la direction de la Banque de l’Union Parisienne, la BUP :

---

<sup>2797</sup> Cf. Michel MARGAIRAZ dans Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.), *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009 op. cit.* p.175.

<sup>2798</sup> Surprise quant aux conditions de ce grand remplacement des dirigeants dans la conclusion de sa lettre à Moret du même jour (AN 374 AP 26-27) « Nous ignorons encore ici les conditions exactes de votre départ ».

<sup>2799</sup> Fonds Frédéric QUESNAY.

« comme je vous l'ai dit au moment où j'ai renoncé à la Présidence de l'Union Parisienne, je suis tout prêt à demeurer à Bâle le temps nécessaire, en me sentant ici prolongement de la Banque de France et avec l'espoir d'y revenir le jour où normalement – sans avoir intrigué pour pousser dehors un des actuels titulaires un poste de sous-gouverneur pouvant m'être offert deviendrait disponible [...] Chacun a compris dans les milieux internationaux que mon refus de passer dans les affaires privées signifiait que je n'avais pas abandonné l'espoir de revenir un jour comme sous-gouverneur à la Banque de France »

En effet, un certain nombre d'indices conduisent à penser que Quesnay, peut-être déçu de voir ses ambitions Banque de France contrariées, pense un moment, trouver au sein d'une des plus grandes banques privées de la place de Paris<sup>2800</sup> à la fois une situation plus profitable et le moyen d'une action plus efficace. Dans une lettre que lui adresse Monnet le 19 mai 1936<sup>2801</sup> sont évoqués « certains événements [qui] pourraient amener des changements qui vous seraient agréables. Je le souhaite vivement pour vous et pour nous tous » ; l'affaire s'accélère manifestement à la fin de l'année puisque Quesnay note le 7 décembre 1936 dans son carnet « Union Parisienne Monnet » et qu'il reçoit, le 14 du même mois, une longue lettre vraisemblablement de Pierre Denis<sup>2802</sup> qui détaille plus explicitement une partie de la stratégie envisagée pour prendre le contrôle de la BUP :

« Mon cher Quesnay, la seule personne avec laquelle j'aie parlé de la question qui vous intéresse, en dehors d'Alleinc, est Charron que j'ai vue ce matin et qui m'a dit que vous l'aviez mis au courant. / Tout ce qu'on peut dire au sujet de la participation éventuelle d'un groupe étranger à l'Union parisienne est bien peu précis aussi longtemps que nous restons dans le stade de la méditation : les meilleures idées pourraient bien à l'expérience, se

---

<sup>2800</sup> La BUP connaît pendant cette période une crise de gouvernance avec notamment la montée en puissance dans son actionnariat et son conseil d'administration du groupe Lubersac (selon Hubert BONIN *La Banque de l'Union Parisienne (1874/1904-1974). Histoire de la deuxième grande banque d'affaires française*. Paris, Editions P.L.A.G.E, 2001).

<sup>2801</sup> AN 374 AP 32

<sup>2802</sup> Fonds Frédéric QUESNAY.

révéler comme du domaine de la pure fantaisie. / Vous êtes sans doute au courant des conversations préliminaires qui avaient eu lieu entre Charron alors chez Lee Higginson, et Mirabeau [pour Mirabaud<sup>2803</sup>] avant la dernière réorganisation de l'UP. Je crois d'ailleurs que Higginson et CO Londres, bien que sortis de leurs difficultés, seraient hors d'état d'envisager actuellement une affaire de cet ordre. Charron avait, comme moi-même d'ailleurs pensé aux Hambros (il connaît bien John Hugh Smith par l'intermédiaire de Tyler) ; l'idée serait peut-être à examiner. Pour vous orienter, je vous dirai que les Hambros ont avec moi de bonnes relations, mais qu'ils n'ont jamais pardonné à Monnet de les avoir entraînés dans une collaboration avec l'Union des Mines qui a assez mal tourné pour eux. Je serais heureux que vous m'autorisiez à parler de l'affaire avec Pleven qui rentre aujourd'hui de New York à Londres et qui je crois serait de très bon conseil. Vous savez qu'il est absolument sûr et ne commettra pas d'indiscrétion. Pour le reste, je suis de plus en plus persuadé qu'il est très important pour vous que des arrangements soient faits pour que votre autorité soit appuyée par un nombre suffisant d'actions. Vous aurez incontestablement des questions de personnes à régler. Et ceci ne peut être fait constamment sur la base de négociations; il faudra que vous puissiez parler en maître, c'est dans ce sens qu'il faudrait envisager une négociation avec un groupe étranger »

Quesnay conserve des coupures de presse de la même période faisant mention explicitement et des changements à venir à la tête de la BRI<sup>2804</sup> et de bouleversements à venir concernant la BUP<sup>2805</sup> ; il va même chercher à faire intervenir la Banque de France pour éviter que la presse parisienne ne reprenne ces informations : c'est le sens de sa lettre à

---

<sup>2803</sup> Pierre Mirabaud, représentant de la Haute Banque Protestante (cf Jean-Claude DAUMAS (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français... op. cit.*) est vice-président depuis mai 1933 au moment où la BUP est en grande difficulté (Hubert BONIN *La Banque de l'Union Parisienne... op. cit.* p.303).

<sup>2804</sup> Une coupure du *Démocrate de Délémont* du 15 décembre 1936 annonçant un nouveau président pour la BRI le hollandais Beyen et une coupure du *Financial Times* du 14 décembre 1936 qui mentionne qu'en cas de départ de Quesnay son successeur ne sera pas un français (Fonds Frédéric QUESNAY).

<sup>2805</sup> Une coupure extraits de *Aux écoutes de la Finance* du 12 décembre 1936 « Union Parisienne en voie de réorganisation non pas financière – faite il y a deux ans – mais au point de vue des groupes qui contrôlent l'affaire. Pierre Quesnay qui prendra la présidence du CA. Cette nomination semble indiquer que les capitaux étrangers s'intéressent à l'affaire » (Fonds Frédéric QUESNAY).

Labeyrie du 17 décembre 1936<sup>2806</sup>. Enfin la lettre de René Berger à Quesnay du 2 mai 1937<sup>2807</sup> vient confirmer la réalité du projet, ainsi que son échec final :

« Tu connais sans doute les changements survenus à la BUP. Mais il faut encore attendre pour pouvoir juger ce que seront les résultats. J'espère que Monnet restera en contact avec toi. Il t'aime beaucoup et je sais qu'il a été depuis l'échec de notre beau projet d'une parfaite loyauté. / [...] Je regrette de n'avoir pu obtenir à t'avoir comme président – mais je ne regrette pas mes efforts qui m'ont donné le plaisir d'un contact plus étroit avec toi et comme l'illusion d'une collaboration »

Cette tentative, même infructueuse, confirme bien l'impression d'un Quesnay cherchant de plus en plus à quitter la tour d'observation bâloise, où il est confiné dans une impuissance de plus en plus pesante, pour retrouver un rôle plus actif. Son action à l'égard des acteurs politiques confirme cette tendance lourde de son parcours pendant cette période.

### **De Laval à Blum, une trajectoire politique ?**

#### *Un proche du « pôle réaliste » ?*

Connecté au monde politique national au moins depuis sa période Banque de France, Quesnay confronté à la fois à un certain enlisement de son parcours personnel loin du centre parisien et à la fois aux effets croissants de la crise des années 1930 sur le fonctionnement de la République, semble parfois vouloir agir plus directement dans le champ du politique. Il note ainsi dans son carnet le 17 janvier 1934 « vraiment rien ne marche plus en France – refondre les cadres napoléoniens – Réveiller le pays – révolution nécessaire [...] si j'avais 100000 francs de rente, libre, je serais plutôt tenter de secouer l'organisation que le public

---

<sup>2806</sup> AN 374 AP 23, notamment p.4 : « il me semble, Monsieur le Gouverneur, que dans ces conditions, pour éviter tout développement préjudiciable aux intérêts français, il serait peut-être bon de donner à Paris un démenti, en même temps que L'Union Parisienne déclarera la nouvelle inexacte » et suit un projet de démenti rédigé par Quesnay lui-même.

<sup>2807</sup> Fonds Frédéric QUESNAY.



vomit avant que quelque chose de positif soit reconstitué. Esprit négatif français ». Mais il est difficile de trouver les traces d'une mise en place concrète de ces aspirations. La constitution d'un patrimoine foncier relativement important autour du château du Varat par des achats successifs en décembre 1932<sup>2808</sup> semble plus relever d'une logique de notabilisation par la terre dans la région de son enfance<sup>2809</sup> que d'une volonté évidente d'ancrage à but électoral. Très occupé, sans cesse sur les routes ou plutôt les chemins de fer traversant l'Europe, Quesnay n'a pas le temps de développer un réseau d'appuis locaux suffisamment fort. Il semble, certes, toujours suivre, même de loin, l'actualité régionale : il reste abonné au *Journal de Rouen*<sup>2810</sup> et cotise à l'amicale des anciens élèves du collège Jehann Ango de Dieppe<sup>2811</sup>. Mais parmi les félicitations reçues par exemple lors de l'obtention (tant souhaitée) de la Légion d'honneur en 1930<sup>2812</sup>, la proportion de « normands » n'est pas plus notable que celle d'autres groupes, croisés plus tard, tels les journalistes, les dirigeants d'institutions bancaires ou de banques privées. Parmi ces lettres, celle reçue de Philippe Deblois<sup>2813</sup> traduit bien cet éloignement progressif des anciens condisciples. Les liens qu'il semble conserver avec quelques-uns<sup>2814</sup> ne forment en rien l'amorce d'un réseau, de même que sa participation à quelques événements locaux ne semble pas relever de la tactique électoraliste. A Paris, Quesnay ne dispose pas du capital social d'un Baumgartner ni de l'entregent mondain d'un Rueff, il n'est donc pas

---

<sup>2808</sup> D'après un carnet du fonds Frédéric QUESNAY, il achète Le Varat à M. et Mme Mauxion le 19 novembre 1932 contre 100000F, puis les herbages Berthelin le 21 décembre contre 40000F et enfin le Val Vantar à M. Dammanville le 29 décembre 1932 pour 150000F.

<sup>2809</sup> Mouvement favorisé par son salaire à la BRI que Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT, *Central Bank Cooperation op. cit.* p.65, évalue à 30000\$ par an.

<sup>2810</sup> AN 374 AP 26-27.

<sup>2811</sup> AN 374 AP 25.

<sup>2812</sup> Conservées dans le dossier AN 374 AP 37.

<sup>2813</sup> Le 12 février 1930.

<sup>2814</sup> Par exemple avec Jean Watteau Secrétaire général de la Loterie nationale (cf. *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009*, p.976) qu'il tutoie à l'occasion des vœux de 1936 (AN 374 AP 30).

ou peu connecté à certains milieux qui pourraient lui offrir soutiens et parrainages en vue d'une carrière parlementaire par exemple. Comme on l'a vu, il manifeste un certain intérêt pour les cercles de réflexion techniciens qui se multiplient, ainsi qu'en atteste sa lettre du 23 février 1937<sup>2815</sup> à Auguste Detoef<sup>2816</sup>, figure « à première vue paradoxale » du monde patronal<sup>2817</sup> :

Il le félicite d'abord pour sa prise de parole publique en Allemagne « Votre conférence de Berlin est un régal : sous les propos du philosophe, on sent percer non seulement l'expérience pratique de l'industriel qui se défend d'être un expert, mais aussi la finesse d'un esprit qui ne peut, lui, se dépouiller de son originalité ni de sa culture, vous m'aviez dit, il y a quelques années à Bâle que depuis l'âge de 42 ans, vous ne vouliez plus vous occuper des questions générales. Je savais bien que vous n'auriez jamais 42 ans et nous sommes nombreux à nous en réjouir ». Vient ensuite l'exposé de divergences qui n'apparaissent pas fondamentales car les deux hommes semblent partager le souhait d'une reprise de la « collaboration économique européenne »<sup>2818</sup> dans le cadre d'un libéralisme « maîtrisé » : « En général, je suis en complète sympathie avec les idées que vous défendez : votre recherche d'un équilibre entre le libéralisme intégral et l'autarchie<sup>2819</sup> est exactement dans la ligne où nous nous efforçons de travailler, j'avais un certain nombre de préventions contre la méthode des contingentements : ce que vous dites de votre expérience en matière d'industrie électrique est nouveau pour moi et m'a beaucoup intéressé : l'octroi de coefficients calculés non sur les seules importations mais sur la consommation globale, y

---

<sup>2815</sup> AN 374 AP 31.

<sup>2816</sup> Auguste Detoef (1883-1947) a un parcours qui présente quelques similitudes avec celui de Quesnay puisque, après une « belle » guerre, il est lui aussi passé par la SDN, puis n'a cessé de se tourner vers l'étranger (notamment vers les USA) pour développer Alsthom qu'il fonde en 1928 puis dirige jusqu'en 1939.

<sup>2817</sup> Selon Jean-Claude DAUMAS (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français... op. cit.* p.237.

<sup>2818</sup> p.2.

<sup>2819</sup> Michel MARGAIRAZ rappelle, dans *L'Etat, les finances et l'économie... op. cit.* p.317, que Detoef a constaté lors de sa conférence du 1<sup>er</sup> mai 1936 « le libéralisme, tel qu'il a joué au XIX<sup>e</sup> siècle, est mort. Il est inutile de tenter de le faire revivre. Il faut s'adapter à l'état nouveau. Puisqu'il a été bienfaisant [...] il faut tâcher de sauver du libéralisme tout ce qui peut être sauvé ».

compris celle qui est servie par les producteurs nationaux, permet peut-être de remédier aux inconvénients du contingentement toutes les fois qu'on peut connaître l'ensemble du marché et je serai heureux d'en discuter avec vous. Votre programme en cinq points me paraît exactement résumer les questions auxquelles il y aurait lieu de se préparer pour le moment où les conditions politiques permettront une reprise de la collaboration économique. Mais ce que vous voudriez avoir, c'est surtout, je le comprends bien, ma réaction sur votre projet de réadaptation de la production et de financement des grands travaux à substituer aux programmes d'armement ? Sur ce point, je rends hommage à votre optimisme, je souhaite être convaincu par vous, mais notre expérience me rend jusqu'à nouvel ordre un peu sceptique. » Quesnay, en rappelant les propositions relativement originales de relance qu'il a faites au début de la crise, souligne la difficulté qu'il a eu à se faire entendre en France « Tant que nous avons été au fort de la crise, la tendance était en tous pays, à provoquer par des travaux d'Etat la reprise de consommation. Même les pays qui, comme l'Angleterre, y répugnaient pour ne pas compromettre le rétablissement de l'équilibre budgétaire, accroître encore l'endettement ou provoquer une inflation, orientaient vers un programme collectif de construction de maisons l'épargne recueillie. Nous avions à ce moment, rêvé, Albert Thomas et moi, de coordonner des plans de travaux publics et d'envisager internationalement un programme et un financement. Vous me direz que l'esprit d'entreprise était mort à ce moment et qu'aucun projet ne pouvait en conséquence aboutir : l'idée de financer une partie des travaux par une création de moyens de paiement gratuits (dépôts à faire chez nous par les banques centrales par exemple) et de réduire ainsi le coût de l'argent pour pouvoir aborder des travaux non rémunérateurs autrement, cette idée-là heurtait alors les principes déflationnistes les plus sacrés ; peut-être aujourd'hui, serait-elle plus favorablement accueillie en France qu'à cette époque. » Il envisage enfin<sup>2820</sup> les difficultés conjoncturelles qui pèsent de plus en plus lourdement sur l'économie mondiale « Mais depuis lors la tendance s'est retournée dans le monde. Vous voyez un peu partout les pays en reprise redouter l'inflation : on cherche à stériliser l'or, à réduire les programmes de travaux publics dont le rôle comme entraîneurs est moins indispensable depuis qu'est repartie l'activité privée. Les dépenses d'armement continuent bien, mais l'endettement auquel elles obligent les

---

<sup>2820</sup> P.3.

Etats crée de tous côtés un effroi légitime ; et si demain, la possibilité se présentait d'en ralentir la cadence, le problème technique d'une réadaptation technique de la production se présenterait, comme vous le remarquez si bien. Mais je doute un peu que les Etats consentent à continuer à s'endetter pour faciliter cette réadaptation : ils auront plutôt tendance à compter alors sur l'activité privée comme au lendemain de la guerre pour trouver des débouchés aux industries qui devront s'adapter à des productions pacifiques. / Ce qui me rend plus pessimiste que vous, c'est, au fond, le volume d'endettement auquel sont déjà arrivés des Etats par suite de la guerre et de l'après-guerre. Les Etats-Unis avaient la chance de disposer d'une marge importante d'endettement possible au moment où a commencé l'expérience Roosevelt pour la plupart des pays européens, cette marge est déjà consommée, du moins au niveau actuel des prix mondiaux. Je voudrais qu'il n'en soit point ainsi, mais bien sincèrement je vous expose mes craintes. »

Il y a aussi dans sa bibliothèque<sup>2821</sup> des indices de cette proximité au moins intellectuelle : on y trouve notamment l'ouvrage d'Henri de Man *Pour un plan d'action* (1934), l'exposé de Louis Vallon devant X-Crise de mai 1936 ou la revue du Centre polytechnicien d'études économiques n°39 de juin 1937, à laquelle il a été abonné<sup>2822</sup>, ainsi que l'ouvrage de Georges et Edouard Guillaume<sup>2823</sup> *L'économie rationnelle. De ses fondements aux problèmes actuels* dont la postface est signé de Coutrot. Mais outre toutes les limites que lui imposent l'éloignement et ses fonctions bâloises, on ne dispose d'autres sources qui permettent de préciser clairement dans quelle mesure et sous quelle forme il y prend part, au-delà de la réception voire la lecture de ces ouvrages.

---

<sup>2821</sup> Fonds Nicolas SAVOYE

<sup>2822</sup> AN 374 AP 31 pour 1937.

<sup>2823</sup> cf. Olivier DARD *Jean Coutrot... op. cit.* p.73 « deux économistes, aujourd'hui bien oubliés, mais qui ont eu sur le mouvement [X-Crise] et tout particulièrement sur Jean Coutrot une influence considérable [...]. Se voulant foncièrement novateurs, les frères Guillaume revendiquent une approche personnelle des phénomènes économiques : une de leurs idées maîtresses (qui n'a pu que séduire Jean Coutrot) est d'appliquer à l'économie les méthodes héritées des "sciences exactes". [...] Il est par conséquent indispensable de dégager pour l'économie quelques principes majeurs, ce point de vue "objectif", qu'ils opposent à "l'école psychologique" à partir de laquelle on a tenté des lois mathématiques (ils songent notamment à Léon Walras) »

### *Quel éléphant « cornaquer » ?*

De la même manière, son positionnement politique reste relativement difficile à saisir. On l'a dit, il vote lors des législatives de 1928 pour le radical André Marie, puisqu'il note dans son carnet « je vote pour [André] Marie contre [Louis] Dubreuil, l'ancien maire de Rouen [de 1924 à 1928] - s'il passait malgré son étiquette radical-socialiste ce serait bon indice évolution des esprits ici ». En particulier au regard de la seconde phrase, on ne peut exclure une dimension générationnelle à ce vote<sup>2824</sup>. Il ne faut pas non plus l'exclure quand il écrit à Pierre Cot pour le féliciter de sa nomination ministérielle le 20 décembre 1932 :

« Monsieur le Ministre, / J'avais chez moi Emile Giraud<sup>2825</sup> au moment où se constituait le cabinet, et – envisageant l'avenir comme nous l'avons toujours fais ensemble depuis... trente ans, comme il l'a fait si souvent avec vous dans ces dernières années – nous nous réjouissons de vous voir arriver au pouvoir actuellement. Tous ceux qui sont en faveur des révisions juridiques consenties bilatéralement sentent qu'on se trouve aujourd'hui à un tournant et ils comptent sur vous. Permettez-moi de vous féliciter et de vous adresser tous mes souhaits ! / Pierre Comert me téléphone ce matin que vous seriez heureux d'avoir une note générale sur la situation autrichienne : vous aurez par Rist, Coulondre et les Finances toutes les informations techniques. Je me contente donc de vous envoyer un court mémorandum sur l'opération autrichienne et ses avantages généraux dans le cadre de la situation d'Europe Centrale. J'ai gardé de mon séjour à Vienne de 1919 à 1925, lorsque j'étais l'adjoint du Commissaire général de la SDN, la conviction qu'on peut aider l'Autriche à s'organiser et à vivre : je souhaite que vous partagiez cette conviction parce que je suis sûr qu'alors vous saurez la faire triompher. Je joins à ce pli une étude technique du budget et de la dette publique qui m'a été remise par mes services. Jeudi et vendredi, je serai à Paris (Hôtel Meurice

---

<sup>2824</sup> Mathieu BIDAUX et Christophe BOUILLON dans *André Marie 1897-1974. Sur les traces d'un homme d'Etat*, Paris, Autrement 2014, rappellent, non seulement la modération d'André Marie qui se rallie à Poincaré dès 1927 (p.117), mais aussi qu'une fois élu « il représente une nouvelle génération. Il faisait partie des plus jeunes parlementaires » (p.125).

<sup>2825</sup> Emile Giraud (1894-1965), agrégé de droit en 1924, est détaché au Secrétariat de la SDN depuis 1927 (et jusqu'en 1947) avant de travailler à l'ONU d'après Charles ROUSSEAU, « Émile Giraud (1894-1965) », *RGDIP*, 1965, p. 305-313.

et Banque de France) : si vous désiriez me voir, un message à l'Hôtel ou à la Banque de France chez Farnier me joindrait certainement. / Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, avec mes félicitations, l'assurance de ma respectueuse sympathie et de mon dévouement bien sincère »

Parmi la génération des hommes politiques un peu plus âgés, qui arrivent aux affaires au cours des années 1930, s'il l'a trouvé « très bien » en novembre 1929<sup>2826</sup>, les contacts avec Tardieu ne semblent pas dépasser la période de « l'épreuve du pouvoir » de celui-ci<sup>2827</sup>. De même, il n'y a plus beaucoup de traces d'une relation suivie avec Laval. On sent, par contre, une plus grande proximité avec Pierre-Étienne Flandin dans la lettre que Quesnay lui adresse, le 9 novembre 1934<sup>2828</sup>, quand celui-ci accède à la présidence du conseil :

« Tous ceux qui pensent que nous ne sortirons de la situation actuelle qu'en ayant enfin le courage d'oser et d'entreprendre se réjouissent de vous voir accepter la responsabilité du commandement. / Permettez-moi de vous offrir les vœux que je forme du fond du cœur, depuis longtemps déjà pour la réussite de ce néo-libéralisme que la France, sous votre impulsion, va sans doute proposer en remède. / La suppression graduelle des mesures paralysantes de protection (taxation des prix, contingentements, barrières prohibitives derrière lesquelles s'endort l'activité) devra sans doute s'accompagner d'aides susceptibles de réveiller les énergies (réductions d'impôts, conversions, baisse des taux d'intérêt, politique libérale de crédit). Vous avez pour vous doctrine et technique. / Faites une réalité économique de l'expression grammaticale bloc-or, obtenez de nos amis anglais qu'ils nous laissent organiser le continent européen comme ils organisent le bloc sterling : vous sauvez la stabilité monétaire, partant l'équilibre social, et vous consolidez la paix. / Il y a plus de gens qu'on ne croit qui attendent l'heure d'un tel message. Je pense à mes dernières conversations avec Schacht et avec nos amis de la Petite Entente. Et si vous estimez que, sous une forme ou sous une autre, vos amis de la BRI peuvent en coulisse vous aider, si vous avez conservé vos idées d'un Federal Reserve Bank d'Europe

---

<sup>2826</sup> Le 10 novembre 1929, il note dans son carnet « 11H chez Tardieu TB »

<sup>2827</sup> Selon l'expression de François MONNET *Refaire la République... op. cit.* p.103.

<sup>2828</sup> AN 374 AP 23.

Centrale, faites-moi l'honneur de m'accorder un entretien lorsque vous aurez un moment à me consacrer. Vous me trouverez toujours désireux de travailler de toutes mes forces à vous apporter mon modeste concours ».

La proximité paraît être à la fois fondée sur une expérience pratique partagée – entre « amis de la BRI » adeptes du travail « en coulisse » partageant « doctrine et technique » et sur une dimension idéologique – autour du « néo-libéralisme » rappelant les positions prises par Quesnay face à Rist par exemple mais aussi autour de l'organisation du continent européen autour d'une « *Federal Reserve Bank* d'Europe » – dont on trouve des traces (politique économique destinée à freiner les moins-values fiscales, tout en alourdissant pas les prélèvements, ainsi qu'une nouvelle politique des taux d'intérêts) dans « l'intermède Flandin : une pause keynésienne avortée », selon Michel Margairaz<sup>2829</sup>, rapidement ébranlé l'aggravation de la crise. Mais, hormis un entretien en 1936, il n'y a pas d'autre élément qui permette de donner une densité particulière à cette relation. Au moment du débat parlementaire concernant la nationalisation *de facto* de la Banque de France, Quesnay fournit à Caillaux, par le truchement de Moreau, une note favorable à la réforme de la Banque mais hostile à la nationalisation<sup>2830</sup> dans laquelle on retrouve un certain nombre de ses positions précédentes sur l'évolution à ses yeux indispensable d'une Banque de France trop longtemps engoncé dans une « politique facile de passivité technique »<sup>2831</sup>. Regrettant que « la Banque de France n'ait pas eu jusqu'ici une politique de taux

---

<sup>2829</sup> Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie... op. cit.* p.66.

<sup>2830</sup> ABdf, 1397 1994 04/25, « Adaptation du rôle (sic !) de la Banque de France à la situation de 1936 », (à la main : « Note demandée par M. Caillaux, par l'intermédiaire de M. Moreau »), (sans date. mais juillet 1936, 22 p.). Elle est utilisée par Joseph Caillaux dans son intervention le 23 juillet dans le débat au Sénat. Grand merci à Michel Margairaz de nous l'avoir signalé.

<sup>2831</sup> Cf. Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.244 : « Le comportement passif de la Banque de France en face des problèmes monétaires des années 1930 donna davantage d'importance à la confiance de l'opinion publique et à l'équilibre du budget de l'Etat. [...] S'étant refusée à elle-même les moyens de maîtriser la situation monétaire intérieure, la Banque de France se trouva pour ainsi dire forcée d'intervenir dans la politique du gouvernement pour obtenir de lui les conditions qu'elle jugeait nécessaires à la défense du franc ».

d'intérêt, si l'on considère que les questions d'organisation du crédit rentrent dans les attributions des Banques centrales et que le problème du loyer de l'argent est au centre des difficultés actuelles de la France », il souhaite la voir « aller au marché et d'injecter du crédit dans la circulation » notamment par le biais d'opérations d'*open market*. « La Banque de France deviendrait alors une véritable Banque Centrale, ramenée dans le cadre de ses fonctions techniques, adaptée au rôle que dans les conditions actuelles doit pouvoir jouer un tel organisme, évitant d'empiéter sur le terrain des banques privées ou sur celui de l'État mais assurant la direction générale du crédit dans l'intérêt de l'économie nationale ». Pour cela, son organisation et son fonctionnement doivent être profondément modifiés afin « qu'elle n'inspire plus de crainte aux autres Banques ni à l'État et que nul ne lui conteste dès lors ses possibilités d'action, ni son indépendance nécessaire » : elle doit renoncer d'une part « à l'activité politique » (« sans doute la conception d'une action technique, remplaçant une activité aujourd'hui partiellement politique, a-t-elle pour condition certaines transformations d'esprit. Il ne semble pas impossible d'amener la Banque, dans son intérêt même, à renoncer à exercer son influence sur l'opinion publique plutôt que sur le marché. L'interdiction de distribuer des subventions la déchargerait d'une tâche dangereuse, en même temps qu'elle diminuerait en partie ses besoins financiers ») et d'autre part à faire concurrence aux banques privées (« c'est à elle de s'occuper des lignes générales de l'organisation du crédit et de veiller au meilleur fonctionnement possible de tout cet appareil de crédit. Elle n'a pas à se charger des détails de la distribution »). Mais, malgré la proximité ponctuelle avec tel ou tel, Quesnay, trop éloigné de Paris, ne semble pas en mesure de durablement en influencer un, ainsi que le lui recommandait René Mayer dans sa lettre du 28 octobre 1935<sup>2832</sup> :

« Je considère en effet qu'il est tout à fait vain de rechercher à déguiser [?] une solution monétaire proche, inopérante si interne, impraticable

---

<sup>2832</sup> Fonds Frédéric Quesnay.



actuellement si internationale. Donc, il faut se tourner vers nos possibilités : elles sont grandes, les plus grandes même, je le crois comme vous. La première chose à faire d'ailleurs, pour les utiliser, est de laisser souffler un peu ceux qui pourraient en avoir besoin, et de ne pas faire succéder, aux [ill.] ; tapes et douches résultant, notamment pour l'industrie, des décrets-lois, de nouvelles menaces d'un autre ordre, nous accompagnerons, non de la guitare de l'exécutif mais de la grosse caisse et de la fanfare du législatif parlementaire. Qu'on médite un petit peu les paroles de Roosevelt partant en vacances sur la nécessité de laisser un peu tranquilles l'industrie et le commerce, et qu'on remarque la coïncidence de la reprise américaine avec ce programme. / Pour faire cela, il faut une direction suffisamment bien vue à gauche pour avoir la liberté d'agir convenablement c'est-à-dire persuasivement, mais non exagérément (3 articles en ment !) avec les milieux d'affaires. Autrement dit, il faut employer des hommes qui puissent se substituer aux énergumènes, et cornaquer l'éléphant dans la majesté de porcelaine. Quand ce sera un peu endormi, le cornac pourra oser et obtenir beaucoup. / Cette imagerie vous laissera peut-être rêveur : je le saurai quand je vous verrai, cette semaine. Pour les mouvements en préparation, je me demande si ce gouvernement-ci en fera un seul. D'après mes renseignements, Rueff a de grandes chances maintenant d'avoir un des deux postes. Quant à moi, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir éventuellement pour éviter celui qu'on dit plus ancien que vous à la Banque [vraisemblablement Lacour-Gayet]. / Cette lettre vous paraît sans doute incohérente : mais dites-vous seulement que votre ami est fatigué par les batailles de la fin des décrets-lois qui lui font, a contrario, singulièrement apprécier [ ? ] le régime parlementaire »

Au-delà des éléments conjoncturels, notamment concernant la mise en place des décrets-lois Laval (qui semble ranger l'auteur de la lettre parmi les « hauts-fonctionnaires et responsables politiques, tout en approuvant les compressions de dépenses, redoutent les effets douloureux d'une évolution en vase clos » formant le groupe des austéro-libéraux<sup>2833</sup>), c'est surtout la formule, ou plutôt « l'imagerie », de l'expert « cornac » de l'éléphant décideur issue à la fois du monde politique et du monde des affaires, qui frappe. On trouvait, en termes plus policées, la même

---

<sup>2833</sup> Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie... op. cit.* p.84.

logique sous la plume de Quesnay justifiant à Georges Bonnet avant la conférence de Londres l'envoi des notes déjà citées<sup>2834</sup> : « Je vous les envoie avec beaucoup d'humilité et un peu d'hésitation : je n'ai jamais eu d'amour-propre d'auteur, mais je me suis toujours battu pour les causes qui me paraissaient justes, quel que fût leur avocat en titre. Toutes les fois que pour faire triompher une idée, il a fallu paraître n'avoir jamais rien eu à faire avec elle, j'ai suivi cette politique et je me suis effacé » : il se définit comme une sorte de logographe, dans l'ombre, dont rien ne doit permettre de distinguer le rôle, même en cas de succès. Il ne s'agit pas seulement de transcrire la pensée d'autrui mais bien de faire avancer ses propres idées, structurées autour de quelques axes forts : ce sont en politique étrangère toujours la mise en place d'une organisation européenne (lettre à Flandin de novembre 1934) mais avec le chaque jour plus nécessaire rapprochement entre démocraties devant la montée des périls (cf. la note « L'organisation du crédit en France et ses répercussions sur la situation économique et budgétaire (notes sur une conversation 17-18 octobre 1935) »), en politique intérieure le refus des extrêmes au profit d'un gouvernement, éventuellement trans-partisan de la compétence (cf. là aussi la même note).

C'est sans doute autour de ces idées qu'il aurait pu s'engager plus directement dans l'action politique comme la proposition semble lui avoir été faite par Paul-Boncour d'après la presse en novembre 1935. C'est en tout cas ce que croit savoir *Candida* dans son édition (conservée par Quesnay) du 28 novembre 1935<sup>2835</sup> :

« Le voyage de Bâle / M. Paul-Boncour est tellement certain de succéder à M. Pierre Laval qu'il a déjà distribué les portefeuilles de "sa" combinaison. / M. Paul-Boncour pousse même le zèle jusqu'à relancer à domicile ses futurs collaborateurs / C'est ainsi que l'autre jour il a pris le train pour Bâle, où il est allé faire une petite visite à M. Quesnay, représentant de la France à la BRI. Après avoir dit à M. Quesnay toute l'admiration que lui inspirent ses connaissances financières, M. Paul-

---

<sup>2834</sup> Pierre Quesnay à Georges Bonnet 14 avril 1933 AN 374 AP 24-25.

<sup>2835</sup> Fonds Frédéric Quesnay, p.4 rubrique Oui et Non.

Boncour en vint à des choses plus précises. / Voilà, dit-il Laval va tomber, vous vous en doutez. Je sais que le chef de l'État va me pressentir pour la succession. Je suis l'homme de la situation. Naturellement, je prendrai les Affaires Étrangères. Comme je tiens à appuyer solidement mon gouvernement à la fois sur le Parlement et sur le pays, je ferai appel à quelques parlementaires seulement et je compte réserver les plus gros portefeuilles à des personnalités extra-parlementaires. J'ai déjà l'assurance que Jouhaux et Rivollet accepteront de devenir ministres d'Etat. Pour les Finances, j'ai pensé à vous, mon cher Quesnay... / Tout éberlué, M.Quesnay n'a pas formulé de réponse définitive. Et dans son émotion, il a oublié de demander à son illustre interlocuteur s'il ne songeait pas à confier le portefeuille de la guerre au général de pompier Pouderoux »

Si finalement la chute escomptée du cabinet Laval ne se produira qu'en janvier 1936 et n'offrira pas l'opportunité espérée au sénateur du Loir-et-Cher, l'hypothèse, qu'aucun autre élément (ni dans la correspondance ni dans les carnets de Quesnay) ne vient infirmer ou confirmer, n'en est pas moins plausible, en raison d'une certaine proximité idéologique du directeur général de la BRI avec celui qui « est sans aucun doute le disciple le plus fidèle et le plus éclatant de “l'apôtre de la paix” » Aristide Briand<sup>2836</sup>, en plus des contacts entre les deux hommes depuis leurs années SDN. C'est finalement auprès de Léon Blum que, durant la seconde partie des années 1930, Quesnay va sembler le plus proche de pouvoir enfin jouer pleinement le rôle de l'ombre auquel il aspire et de pouvoir mettre en place ses idées. Après la forte impression faite sur lui par le dirigeant de la SFIO lors des débats parlementaires de 1926, Quesnay est en contact épisodique avec celui-ci et certains de ses proches, comme par exemple quand il note le 8 juillet 1929 « Au Bœuf à la mode [...] Blum qui ne reste pas et [Georges] Boris » dont il semble connaître le frère depuis l'époque de la Commission des Réparations. Comme on l'a vu, il est “connecté” par son ancien condisciple Giraud à Pierre Cot qui lui demande en 1932 une note sur la situation

---

<sup>2836</sup> Formule de Jean-Baptiste DUROSELLE dans *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*. Paris, Le Seuil, 1979, p.56. Cf. Christine MANIGAND *Les Français au service... op. cit.* p.109-113.

autrichienne<sup>2837</sup>. De même a été déjà évoquée la lettre à Vincent Auriol<sup>2838</sup> quand celui-ci en 1932 était devenu « rapporteur spécial des comptes internationaux auprès de la Commission des finances » de l'Assemblée, dans laquelle il prônait, « à une époque où existe une unité internationale » mais « morcelée par des abus de souveraineté nationale », contre la crise la mise en place d'un fonds de recettes commun des Etats escompté par les Banques Centrales et supervisé par la BRI. Un an plus tôt, c'est auprès de Léon Blum directement qu'il avait plaidé pour un renforcement de la solidarité internationale<sup>2839</sup>. C'est d'abord dans l'attitude vis-à-vis de l'Allemagne que cet impératif doit être appliqué :

A propos d'un rapport (peut-être le premier rapport annuel de la BRI daté du 19 mai 1931) envoyé à sa demande à Blum « j'espère que vous en aimerez l'esprit. Nous sommes heureux ici d'avoir pu le faire signer par tous les membres de notre comité. En fait je crois qu'il faut éviter une conférence purement financière des gouvernements, mais préparer par des conversations franco-allemandes la réunion d'une sorte de nouveau congrès de la paix, où devraient recevoir une solution les divers problèmes politiques, économiques et financiers qui empoisonnent actuellement l'atmosphère. Les problèmes territoriaux devraient être remis à plus tard, mais si des comités traitant la question des dettes se réunissaient en même temps que des comités politiques, douaniers ou de désarmement, un grand pas vers la pacification serait fait. / Les créanciers privés de l'Allemagne ont consenti à ne pas réclamer pendant six mois le remboursement de leurs créances. Les gouvernements ont suspendu pour un an les paiements politiques. L'économie allemande dispose donc d'un répit en ce qui concerne les règlements internationaux. Comment sera utilisé ce répit ? C'est le problème que, de toute urgence l'Allemagne et le monde ont à résoudre. »

Pour arriver à cette solidarité internationale, indispensable au retour des mouvements libres de capitaux et donc le “vrai” libéralisme non entravé

---

<sup>2837</sup> Quesnay à Pierre Cot le 20 décembre 1932 AN 374 AP 24-25.

<sup>2838</sup> Quesnay à Vincent Auriol le 12 juillet 1932 AN 374 AP 24-25.

<sup>2839</sup> Quesnay à Léon Blum le 21 août 1931 AN 374 AP 24-25.

par les barrières douanières, Quesnay en appelle à une action concertée des gouvernements :

« Vous savez mieux que personne combien toutes les mesures déjà prises sont exceptionnelles : ou le libre mouvement des capitaux de paiement pourra reprendre à bref délai entre nations d'une même civilisation, ou les diverses économies devront tenter de se replier, chacune sur elle-même, alors qu'elles sont interdépendantes et que dans la forme actuelle de nos sociétés modernes elles ne peuvent financièrement vivre isolées. / Les gouvernements responsables n'ont pas une minute à perdre. La conscience de l'étroite solidarité qui existe entre les différentes nations doit aujourd'hui s'affirmer ; sans entente entre les gouvernements, il est impossible d'envisager sur des bases saines et solides la reconstruction de l'économie mondiale qui s'impose et qui, d'autre part, exige d'eux d'importantes décisions. Le mouvement international des capitaux de paiement – mouvement qu'il s'agit de rétablir – suppose la possibilité d'un mouvement international des moyens de paiement, c'est-à-dire d'une libre circulation des capitaux de placement, des marchandises et des hommes. / L'expérience vient de montrer qu'on ne saurait indéfiniment compter sur une continuation des paiements internationaux, même de caractère privé, alors que l'insécurité politique empêche les placements internationaux et que le nationalisme économique fait obstacle à l'entrée des produits et services dans le même temps que le mouvement des titres est aussi arrêté. »

Cela doit déboucher sur une intégration européenne accrue :

« L'heure me paraît venue de choisir. Dans la mesure où les gouvernements s'engageront dans la voie du rétablissement de la confiance et de l'élargissement des unités économiques fermées qui sont le paradoxe de notre monde moderne, la vie financière internationale pourra reprendre. Plus les réformes adoptées seront radicales, plus seront grandes les chances de voir exécuter à nouveau les règlements internationaux aujourd'hui suspendus. / De l'accord entre Etats et de l'adaptation des possibilités de règlement aux paiements, ou des paiements aux possibilités de règlement, dépend, nous semble-t-il, l'avenir de notre système actuel de civilisation. »

Pour conclure, il plaide pour une sorte d'union sacrée entre les différents partis républicains et les acteurs et techniciens économiques :

« Telles sont, cher Monsieur, les idées que nous défendons ici. M. Moreau qui vous a écrit de mon bureau pour vous remercier de vos articles sur Rouvier que je lui avais fait lire, est convaincu comme moi que l'entente s'impose entre tous ceux qui conçoivent la nécessité d'une vie internationale : SFIO, catholiques et financiers (que nous essayons de grouper autour de Bâle) sont des forces qui doivent travailler dans la même direction »

Ce rapprochement avec Léon Blum se traduit aussi par l'éloignement, en quelque sorte symétrique, avec Laval. C'est assez net dans une note du 9 août 1935 (soit le lendemain du deuxième « train » des décrets Laval<sup>2840</sup>) de Quesnay à Tannery et dans les commentaires en marge, très critiques des positions du directeur général de la BRI et vraisemblablement réalisés par Lacour-Gayet<sup>2841</sup>. En introduction assez habilement, Quesnay adopte la posture du spectateur extérieur, plutôt favorable à la politique des décrets-lois de Laval :

« je profite de mon séjour à Paris pour jeter rapidement sur le papier certaines des idées que vous avez bien voulu me demander de vous remettre par écrit. La vie à Bâle a au moins cet avantage d'obliger à suivre ce qui se passe dans les différents pays et de faciliter par là même certaines comparaisons : vous savez que je continue à être passionnément intéressé par [en marge « ! »] tout ce qui se passe en France et que je souhaite que vos efforts permettent de faire de l'expérience Laval le succès qu'elle doit être. Quand on est en dehors de la bataille, on a quelquefois plus l'occasion d'observer et de réfléchir aux solutions possibles que lorsqu'on est à fond engagé dans la lutte. »

Dès les premières lignes, comme la remarque acerbe en marge le constate, Quesnay s'éloigne de la philosophie générale de la politique gouvernementale – même s'il affirme habilement vouloir seulement l'améliorer- en insistant surtout sur le rôle clé de la relance économique :

« Je pars comme tout le monde de cette idée que la tentative actuelle de déflation des dépenses publiques doit s'accompagner d'un certain nombre

---

<sup>2840</sup> Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie op. cit.* p.79

<sup>2841</sup> ABF fonds Tannery 10.

[p.2] de mesures tendant au développement de l'activité économique, pour compenser le ralentissement des transactions que ne peut manquer d'entraîner la mise en œuvre du programme nécessaire de réduction des dépenses de l'Etat [en marge « Inexact. Ce n'est que la répétition des idées de M. Léon Blum. La réduction des dépenses de l'Etat n'entraîne aucune réduction du "pouvoir d'achat" de la nation, quand ces dépenses sont couvertes par l'impôt ou l'emprunt, ce qui est le cas en France »]. La deuxième série de décrets-lois semble chercher à provoquer cette reprise par des travaux publics, par un abaissement des prix de détail susceptibles de stimuler la consommation, et par un développement du commerce extérieur. Tout ce qu'on pourra faire dans cette direction sera très certainement utile, mais je crains que ce ne soit pas suffisant pour éviter une nouvelle aggravation de la crise, l'accentuation de souffrances provoquant du mécontentement, un rétrécissement de la matière imposable et, par conséquent, l'amère déception d'une réapparition du déficit, malgré les sacrifices consentis ».

Il poursuit, avec la même habileté formelle, en précisant par quels moyens une telle relance pourrait être amorcée, retrouvant ici des solutions évoquées ailleurs (rôle du crédit privé orienté par l'Etat, soutien à l'immobilier inspiré de ce qui s'est fait en Allemagne...).

« Comme je suis convaincu qu'il serait impossible pour un successeur de M. Laval de continuer son expérience en la complétant, je souhaite qu'il prenne lui-même toutes les mesures propres à ranimer l'économie, afin que, faute d'avoir été complète, leur politique d'adaptation du régime n'apparaisse au public comme un échec, obligeant à revenir sur [p.3] les mesures actuelles, à changer d'orientation et à remplacer les tendances évolutionnistes par des mesures nouvelles beaucoup plus osées et beaucoup plus violentes. Les établissements de crédit, malgré leur conservatisme (1) nécessaire et leur horreur de toute innovation dans le domaine du crédit, ont donc vraisemblablement intérêt à faciliter la mise en œuvre d'une nouvelle politique qui peut comporter l'application de méthodes nouvelles de crédit [en marge « je ne crois pas les établissements de crédit si imperméable à toute idée nouvelle, surtout si elle était de nature à accroître leurs bénéfices. Pourquoi ne souhaiteraient-ils pas développer le crédit, c'est-à-dire augmenter leurs profits ? Au surplus, leur conservatisme a permis au système bancaire français de traverser victorieusement la crise. Il n'y a pas là de quoi

être honteux. »]. / Il semble, en effet, paradoxal de soutenir que dans le domaine du crédit, rien ne peut être tenté en France pour ranimer l'économie. Quand on voit les prix du blé s'effondrer à (2) 50 francs le quintal, malgré une récolte déficitaire, faute de pouvoir permettre aux agriculteurs d'attendre quelque temps avant de vendre leurs produits et de faire ainsi coïncider les offres et les demandes<sup>2842</sup> [en marge « la baisse du blé est essentiellement due à la suppression du marché à terme »]; quand on constate l'état de délabrement de la propriété (3) privée immobilière et la source d'activité générale des affaires que pourrait être, comme en d'autres pays, un programme de remise en état et d'entretien à des taux différents évidemment de 9 à 10% que coûtent [p.4] actuellement les prêts immobiliers ; quand on voit les possibilités qui existent de rajeunir les méthodes de crédit, en s'inspirant notamment des précédents locaux et de certaines expériences étrangères<sup>2843</sup>, on se dit que l'expérience Laval ne peut pas s'abstenir systématiquement d'explorer ce domaine [en marge « pourquoi se limiter à la propriété privée immobilière ? Il y a mille autres travaux à faire, si l'on admet le principe que l'on peut faire "démarrer" artificiellement l'économie d'un pays. Toute la question est là »]. »

Quand il détaille, parmi ces pistes, ce qui concerne le secteur bancaire, reprenant là aussi des idées qu'il a déjà soutenues ailleurs, le décalage avec son lecteur-commentateur est flagrant, tant sur la définition même de ce qu'est une banque centrale qu'en ce qui concerne l'adaptation du libéralisme aux nouvelles conditions de la vie économique :

« Je sais bien, mon cher Gouverneur, que dans la mentalité traditionnelle actuelle, un certain nombre de banques françaises (1) n'admettent pas qu'elles aient un rôle social à remplir vis-à-vis de l'économie du pays et des responsabilités envers quelqu'un d'autre que leurs actionnaires et leurs déposants [en marge « si les banques ont un "rôle social", et si pour le remplir, elles doivent assumer des risques, que l'Etat, alors, se déclare prêt à

---

<sup>2842</sup> Est-ce là une référence au projet de l'institution d'un « Office national et public des Blés », avec notamment un soutien de la Banque de France pour la construction de silos, proposé par le socialiste Georges Monnet le 10 décembre 1934, comme le rappelle Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie op. cit.* p.214 ?

<sup>2843</sup> Cf. la référence plus claire à la politique immobilière de Schacht dans la note déjà citée « L'organisation du crédit en France et ses répercussions sur la situation économique et budgétaire (notes sur une conversation 17-18 octobre 1935) ».



les indemniser ! »]. Je sais bien que la Banque de France (2) elle-même, malgré son privilège d'émission, hésite à reconnaître que les questions d'organisation du crédit la concernent et qu'elle pourrait, en sa qualité de Banque centrale, avoir à veiller au meilleur fonctionnement possible de tout l'appareil de crédit du pays [en marge « La Banque de France grâce à ses succursales et à sa politique d'escompte direct exerce, en fait, un contrôle des plus efficaces sur le mécanisme du crédit. On le lui a, d'ailleurs assez reproché »]. En 1926, avant l'arrivée de M. Moreau, elle ne reconnaissait pas même son rôle (3) d'organe de convertibilité-or des billets, rôle qui, aujourd'hui, apparaîtrait facilement à certains comme constituant son unique fonction [en marge « je ne sais à quoi M. Quesnay fait allusion. En 1926, la France était au régime du cours forcé »]. Je sais que telle n'est pas votre [p.5] opinion à vous, qui de la Caisse des Dépôts avez tant contribué à créer sur la place de Paris des types d'opérations nouvelles, et qui mesurez à quel point (1) le volume des disponibilités arrivant aux banques dépend de la politique de crédit de l'Institut central [en marge « A aucun degré. L'augmentation de notre portefeuille d'escompte s'est-il traduit par une augmentation des dépôts bancaires ? On oublie toujours qu'il y a en France 80 milliards de billets pour 40 milliards de dépôts (cf. le bulletin récent de la Midland Bank) »]. Mais la recherche d'instruments de crédit susceptibles d'être acceptés par les banques et la création d'un marché pour de tels effets me paraissent devoir constituer la préoccupation la plus urgente de l'heure. / L'expérience (2) a montré, en effet, qu'il ne suffit pas que la Banque soit prête à donner du crédit bon marché pour que le pays lui en demande et que la reprise économique en soit facilitée [en marge « ceci dément cela »]. Les fonds créés par achats d'or ou même par réescompte de papier d'Etat au cours de ces dernières années n'ont pas animé l'économie : ils sont allés dormir thésaurisés, hors du mouvement des affaires et jamais, jusqu'ici, ils n'ont été ramenés dans la circulation. Sans doute en serait-il de même de toutes les disponibilités qui seraient émises à nouveau dans les mêmes conditions, au lieu d'aller se déposer dans les banques et d'obliger celles-ci à les faire travailler, elles se réfugieraient probablement sous forme de billets dans les coffres et [p.6] dans les tiroirs, grossissant la masse des fonds en réserve qui ne viendront s'employer que lorsqu'aura été retournée la tendance du public par une action nouvelle. Je me refuse à admettre que cette action nouvelle puisse être une décision de dévaluation: l'abaissement de la valeur de la monnaie n'apporte rien d'autre en lui-même qu'un renversement de la psychologie des acheteurs nationaux ; en France où le problème le plus grave

est celui de l'endettement de l'Etat, je craindrais qu'une dévaluation ne provoquât une panique sur les rentes et je lui préférerais comme "expédient" un développement du crédit privé opéré sur une telle échelle qu'un retournement radical d'opinion en soit la conséquence (1) [en marge « Le raisonnement serait exact si tous les capitaux créés étaient en circulation. Le malheur est qu'une trentaine de milliards sont thésaurisés »]<sup>2844</sup>. Au lieu de se réjouir d'un pourcentage de couverture de 70% à la Banque, il y aurait peut-être à se demander si l'élévation même de ce pourcentage n'est pas la preuve qu'on n'a pas su imaginer les moyens de créer le crédit que l'on pouvait raisonnablement faire circuler sur la base de l'or accumulé dans les caves. Je comprends qu'on ne crée pas de crédit pour financer le déficit d'un Etat déjà très lourdement endetté, - car ce serait purement et simplement faire de l'inflation. Mais [p.7] en créer sur la base des transactions économiques provoquées et développées ainsi, émettre du franc (1), non pour être thésaurisés, mais pour financer une activité qu'on déclenche par là même, n'est-ce pas simplement se borner à jouer son rôle de Banque Centrale, lorsqu'on constate que le crédit privé est resté sain, parce que très peu développé ? [en marge « M. Quesnay croit-il que l'on "dirige" l'emploi des francs que l'on crée ? Il n'y a pas de "compartimentage" dans la circulation monétaire. L'exemple de l'Amérique est frappant. Le Federal Reserve System a créé des dollars en 1929 et en 1931. En 1929 – époque de prospérité – ils ont servi à financer la spéculation ; en 1931, ils ont été déposés en banque, mais les banques n'ont ouvert aucuns crédits nouveaux en raison de la crise »]

On retrouve la même dichotomie entre les propositions de Quesnay, détaillant des propositions antérieures, concernant l'organisation du marché parisien et le rôle de la Banque de France dans celui-ci, et l'opposition farouche qu'elles suscitent au sein de celle-ci.

« La première série des décrets Laval paraît donner tantôt le prétexte, tantôt la possibilité d'opérations de crédit qui, entreprises sur une large

---

<sup>2844</sup> La position de Quesnay refusant la dévaluation formellement mais n'excluant pas des « expédients » pour en obtenir certains effets, ne peut-elle être rapprochée ce qui restera la position officielle mais « pas dépourvue d'une certaine ambiguïté » de la SFIO et de la CGT rappelée par Léon Blum lors du grand débat financier de novembre 1935 « ni déflation ni dévaluation » (Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie op. cit.* p.190) ?

échelle, pourraient entraîner d'heureuses répercussions. / Enlevant 10% aux propriétaires, ils justifieraient l'octroi de crédits à ceux-ci pour la réparation de leurs immeubles. La reprise anglaise de 1932 et la reprise allemande de 1934 tiennent dans une large mesure à l'activité du bâtiment intelligemment financée<sup>2845</sup>. Il est exact que la Banque d'Angleterre n'a pas accru le volume de son portefeuille, mais conformément au plan de MM. Sprague et Clay, elle a orienté ses banques dans cette direction : la chute de la livre leur interdisait des opérations de crédits étrangers par acceptation (2) [en marge « j'ai écrit à Mr Cobbold pour lui demander des renseignements. D'une manière générale, je ne puis m'empêcher de penser que la France qui a 400000 chômeurs n'a pas tellement de raisons de jeter des regards d'envie au-delà du Rhin, de la Manche ou de l'Atlantique »<sup>2846</sup>]; la Banque d'Angleterre a remplacé dans son portefeuille les acceptations internationales [p.8] par des traites locales reposant sur des opérations de construction. En Allemagne, plus de 20 milliards de francs de crédits ont été octroyés pour des travaux privés (en dehors de 50 ou 60 milliards de francs de crédits publics que je me garderais bien de recommander en France). L'étude de tout le système d'*Arbeitsbeschaffung*<sup>2847</sup> présente, je trouve, dans la situation actuelle un intérêt de premier ordre. La *Reichsbank*, en créant un marché a réussi à faire prendre par les banques à bas taux un portefeuille d'effets privés dont le recouvrement se poursuit d'ailleurs régulièrement : afin d'engager le propriétaire à agir, l'Etat leur a payé, sous forme de subventions, une partie de leurs travaux, affectant à ces dépenses, les économies que lui procurait la diminution du chômage provoquée par la

---

<sup>2845</sup> Il faut remarquer que, quelques mois plus tard, Quesnay lui-même sera plus réservé quant aux possibilités offertes par l'immobilier : il écrit ainsi à Labeyrie le 16 juillet 1936 (AN 374 AP 32) « La reprise économique anglaise dont vous parliez M. Jean Monnet a bien été provoquée par un développement de l'activité du bâtiment : le financement de celle-ci a e lieu surtout au moyen de dépôts d'épargne attirés par les sociétés coopératives de constructions : Sir Otto Niemeyer évalue leur importance de ces dernières années à près de 30 milliards de francs. Je ne crois pas malheureusement que l'expérience puisse servir [p.2] en France où les dépôts d'épargne, acheminés vers la Caisse des Dépôts et Consignations, ont déjà été investis à long terme par cet organisme dans une assez large mesure ».

<sup>2846</sup> Ce commentaire témoigne de l'incapacité de Lacour-Gayet (s'il en est bien l'auteur) à se projeter au-delà de la situation immédiate de la France et à envisager la crise comme devant être résolu internationalement.

<sup>2847</sup> Sur ce « programme de création d'emplois » cf. Frédéric CLAVERT « Hjalmar Schacht et les relations extérieures de la *Reichsbank* » pp.82-102, p.95 notamment, dans Olivier FEIERTAG Michel MARGAIRAZ *Les banques centrales à l'échelle du monde* Presses Sciences-Po Mission historique de la Banque de France, 2012.

reprise des travaux. En France où l'état d'entretien des immeubles est infiniment plus misérable qu'à l'étranger, il existe là une source d'activité très certainement utilisable, d'autant plus que le Français moyen préférera toujours des travaux dont il profite directement sur sa propriété à des travaux publics d'intérêt général. / Je verrais donc très bien la remise en vigueur des règlements de voirie sur l'entretien [p.9] des bâtiments et le financement des travaux sous forme de pensions de traite (1) à 3 ou 5 ans, garanties par les loyers à venir et par des affectations hypothécaires, ce qui provoquerait la reprise dans une quantité de corps de métiers [en marge « la Banque doit-elle faire du crédit hypothécaire, pour des montants importants ? Cette partie de la lettre pourrait être communiquée à M. Gravière<sup>2848</sup> »]. / Les banques (2) ne prendraient évidemment un tel papier, - comme elles n'ont pris les bons de la Défense Nationale à deux ans - que si par un système de pensions, on créait pour ces effets, de trois mois en trois mois, un très large marché. / Mais c'est là précisément que peut se manifester l'action de la Banque de France [en marge « pour financer ces opérations, encore faut-il que les banques aient des disponibilités, ce qui n'est guère le cas actuel. Cette constatation nous ramène au point de départ. La Banque de France peut-elle agir sur le volume des disponibilités bancaires ?]. Si, en 1933, le service de M. Carriguel se faisait (3) organe de régularisation du marché à court terme comme en 1926, il a pris en mains le marché des changes [en marge « il s'agit là, si je comprends bien, d'opérations d'*open market* »]. De même qu'il était preneur de devises à un cours et donneur à un autre, ce qui limitait dans les deux sens les fluctuations, il est évident que s'il était preneur de papier à 2 ¼ et donneur à 2% par exemple, les courtiers auraient tôt fait de savoir que la place de Paris est enfin un marché où l'on peut, même en peu de temps, placer ses disponibilités sans craindre d'être "étranglé" si l'on doit reconvertir son placement en argent liquide ! / [p.10] Si un tel marché existait en France, les trésoreries privées n'auraient pas besoin de garder tant de fonds improductifs, un courant de financement s'amorcerait ; les disponibilités créées par la Banque sur la base des transactions économiques engagées auraient des chances de circuler et de ramener dans le mouvement une partie des capitaux inemployés, surtout si les banques, voyant des possibilités de placement, et se contentant d'une marge de profits plus

---

<sup>2848</sup> Il sera directeur général de l'Escompte en 1941 selon la thèse de Vincent DUCHAUSSOY p.110.

réduite, acceptaient d'élever la rémunération de leurs déposants et de chercher ainsi à faire sortir de leurs cachettes certaines réserves thésaurisées. / Ce n'est pas à vous, monsieur le Gouverneur, qu'il faut développer les possibilités que peut présenter en France le système des pensions vous êtes le père pour les papiers d'Etat à moyen terme. Le marché s'est habitué à cette forme de placement : à un moment où il s'agit de financer l'activité économique et où manque le papier traditionnel, 3 mois, 3 signatures, il me semble qu'il y a là un mécanisme que nul plus que vous ne peut contribuer à faire mettre au point. J'ajoute que cette forme de financement pourrait s'appliquer [p.11] également aux mandats des entrepreneurs de travaux publics et à certaines catégories de warrants agricoles pour éviter que la vente massive des récoltes n'effondre les prix et ne diminue encore le pouvoir de consommation des campagnes ».

Les critiques se font moins vives quand Quesnay aborde la question des capitaux à long terme :

« L'autre question dont je me suis permis de vous parler hier, mon cher gouverneur, est je crois plus importante encore, bien que sa solution n'ait sur la situation économique qu'une répercussion indirecte. Mais il est probablement encore plus urgent pour l'Etat et pour une foule d'entreprises ayant émis des emprunts d'agir dans le domaine du long terme que dans celui du court terme. / En utilisant les décrets Laval, qui permettent les remboursements par anticipation, on pourrait effectuer de larges conversions à la condition de provoquer rapidement le mouvement de reprise des rentes. / En dehors des accords entre la Banque de France et la Caisse sur la base des opérations d'avances sur titres, je verrais ce mouvement amorcé par de nouveaux textes (1) avantageant les patrimoines constitués en majeure partie par des [p.12] rentes[en marge « il y a, en effet, là très probablement, quelque chose à faire »], et obligeant toutes les sociétés (1) publiant des bilans à justifier de la possession par elles de titres d'Etat pour des montants égaux à leurs réserves statutaires [en marge « Peut-être. Mais pourquoi s'arrêter alors dans cette voie ? Tout contribuable soumis à l'impôt général pourrait aussi être tenu de justifier de la possession d'un certain montant de titres de rente. »]. / Le développement de tels achats, l'appui que ce mouvement ne manquerait pas de trouver du côté des capitaux flottants spéculatifs, permettraient sans doute l'exécution rapide d'opérations de conversion d'une grande envergure, assurant la révision des contrats de l'Etat qui sont une nécessité inéluctable, alors que la dévaluation n'en est pas une. / Pour

l'exécution de ces conversions, les décrets Laval contiennent d'ailleurs d'autres précédents utilisables, comme la mise au nominatif des 4% 1925. Si les porteurs de titres 5 et 6% (2) dont certains, semble-t-il, n'ont pas toujours déclaré leurs revenus pour l'impôt général, avaient à opter entre la conservation de ces titres désormais nominatifs (ce qui implique des rappels d'impôts) et la souscription d'un 3 ½ émis au-dessous du pair et exempt d'impôt général, ils accepteraient ce 3½ faisant ainsi retrouver au budget de l'Etat sous [p.13] forme d'une diminution des dépenses de dettes à l'avenir les sommes qu'ils n'ont pas payées dans le passé ! [en marge « cela est très possible. Il me semble que les suggestions contenues dans la deuxième partie de cette lettre ont plus de portée pratique que les précédentes »]

Ainsi en présentant dans sa note les actions que pourrait mener une Banque de France conforme à ses souhaits, Quesnay semble se rapprocher de la conception d'une « Banque de la France » autour de laquelle (malgré ou à cause de son caractère vague) se fait le consensus entre les différents parties qui formeront le Front Populaire<sup>2849</sup>. Au moment où celui-ci arrive au pouvoir, il fournit directement à Léon Blum<sup>2850</sup> une note concernant « Le franc, la Banque de France et le contrôle du crédit », le 8 mai 1936<sup>2851</sup>. A partir du rappel de la loi monétaire du 25 juin 1928 (page 1), Quesnay souligne combien le système mis en place avant la crise n'est plus adapté, favorisant une hémorragie de l'or des réserves de la Banque sans déflation monétaire<sup>2852</sup> :

« Malheureusement, l'une après l'autre, les diverses banques centrales des pays qui participaient en 1928 au régime international d'étalon-or ont cessé de délivrer librement de l'or contre leurs monnaies. La Banque de Hollande et la Banque Nationale Suisse, qui restent seules avec la Banque de France à vendre de l'or aux anciens cours, refusent d'en livrer pour

---

<sup>2849</sup> Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie... op. cit.* p.218.

<sup>2850</sup> Ainsi qu'en atteste la mention manuscrite de la main de Quesnay « original envoyé à Mr. L. Bl ».

<sup>2851</sup> AN 374 AP 23. Grand merci à Michel Margairaz de m'avoir signalé ce document.

<sup>2852</sup> Cf. Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.333 quant à la baisse régulière de l'encaisse métallique durant la période électorale puis pendant la période précédant l'arrivée au pouvoir du gouvernement Blum.

appropriation individuelle et imposent également aux arbitrageurs [sic] certaines conditions pour s'assurer que l'or sortant de leurs caisses sert vraiment en totalité à la défense du change, au lieu qu'une partie soit détournée au profit de la thésaurisation privée. / À la Banque de France, le système de pur automatisme établi par la loi de 1928 ne permet aucune discrimination entre les présentateurs de billets. Elle est obligée de remettre passivement un lingot à quiconque apporte le nombre de francs nécessaires et cette situation ne pourrait être changée que par une loi. [...] Quant aux relèvements de taux d'escompte, ils n'ont guère qu'un effet psychologique lorsque la situation est telle que les déports s'établissent sur la base de 25 à 40% par année. / Il est peu surprenant que dans ces conditions les mouvements d'or de la Banque de France soient pratiquement à sens unique et qu'elle ait pu perdre en une année, au profit de la thésaurisation privée et d'organismes étrangers qui ne laissent pas le métal lui revenir une fraction importante de la couverture de ses billets. / Comme elle a dû remettre en même temps sur le marché, pour permettre la souscription des bons du Trésor, les francs qui lui rentraient en paiement de l'or, il n'y a aucune raison pour que ces francs ne lui soient point à nouveau présentés et pour que s'arrête enfin l'hémorragie d'encaisse. Aucune déflation monétaire, donc aucune adaptation aux prix-or mondiaux n'a pu, en effet, s'opérer : les prix sont au contraire en hausse alors que le nombre des billets ne se réduit point et que l'encaisse diminue. [...] La politique de pur automatisme, parfaitement justifiable dans un monde équilibré sur les bases du régime libéral, ne correspond plus aux exigences de la situation, lorsqu'il n'existe plus de système monétaire international et que la plupart des pays du monde, ayant abandonné l'ancien étalon-or, manipulent les changes, modifient d'autorité les taux d'intérêt, établissent des restrictions aux mouvements de capitaux, posent des conditions à la délivrance de l'or ou se refusent à en donner. – Dans de telles conditions, le maintien d'une politique de pur automatisme n'a qu'une valeur de bon exemple. [p.4] Il se justifie tant que l'espoir subsiste qu'à brève échéance les économies étrangères reviendront elles-mêmes aux anciennes règles du jeu. Mais si ce moment n'apparaît pas prochain, il ne peut conduire qu'à sacrifier l'encaisse en pure perte ».

Donc « il semble donc urgent de changer de politique monétaire, pour ne pas laisser disparaître - surtout dans la crise politique actuelle de l'Europe - la réserve d'instruments de paiements internationaux du pays », d'autant plus que les mesures traditionnelles ou autres (comme « relever

le prix minimum à 10 lingots »). Ne s'offrent alors que deux voies et le choix va s'imposer assez aisément à ses yeux :

« Deux tendances sont possibles et c'est entre elles qu'il va falloir choisir. L'une est la tendance des autarchies continentales où le public a dû se plier aux dictatures absolues du pouvoir (Allemagne, Italie, Pologne) ; l'autre, celle des démocraties occidentales, où l'on a tenté de respecter le goût inné de la population pour la liberté et de s'en servir pour aider au rétablissement de la situation ». La première débouchant sur une impasse qui ne peut conduire qu'à l'épuisement progressif des réserves d'or si les causes structurelles de déséquilibre de la balance des paiements ne sont pas réformées « l'autre politique, dite du *retour de capital*, consiste à essayer de renverser la tendance, de ramener les fonds expatriés, afin, non seulement d'arrêter l'hémorragie d'or, mais de reconstituer l'encaisse, de rétablir l'abondance monétaire du marché et de rendre ainsi à l'État son indépendance [p.6] en lui redonnant des facultés d'émission interne (hausse des titres en Bourse, baisse du taux d'intérêt, possibilité de conversions ; reprise économique, augmentation des rentrées fiscales, équilibre budgétaire et financement des travaux). C'est la politique qu'ont mise en œuvre les travaillistes anglais, les socio-démocrates suédois, les socialistes belges, non par amour du libéralisme mais pour éviter un enlisement du corps économique ne pouvant conduire qu'à des désastres ».

Il repousse ensuite rapidement le recours au contrôle des capitaux, rendu impossible par le contexte international trop mouvant<sup>2853</sup> :

« Si l'Europe n'était pas aussi troublée qu'à l'heure actuelle, on pourrait concevoir que fût tentée à Paris la politique de réglementation des devises. Elle est sans doute fort difficile à établir dans un pays aussi individualiste que la France, mais elle répond si bien à certains égards aux promesses qui viennent d'être faites au corps électoral qu'on pourrait essayer d'en faire l'expérience. Malheureusement, l'isolement de la France, qui doit en être la conséquence présente en 1936 les plus graves dangers. Il est trop tard pour décréter aujourd'hui l'interdiction des sorties de capitaux : le capital a d'ores et déjà été largement exporté ; la chute du rideau de fer n'empêchera pas à

---

<sup>2853</sup> Avant même l'arrivée au pouvoir, la SFIO avait écarté cette hypothèse, Léon Blum évoquant son caractère « despotique » cf. Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie op. cit.* p.198-199.



coup de nouveaux fonds de s'évader, mais il sera un obstacle au retour de capital alors que comme en 1926 les conditions techniques d'un retournement de tendance sont aujourd'hui réunies. »

Comme il le soutient depuis longtemps, le directeur général de la BRI met alors en avant le rôle central de la confiance, élément décisif du retour des capitaux y compris étrangers, favorisant l'indispensable reprise économique. Il souligne donc le caractère décisif des premières semaines du nouveau gouvernement :

« Les socialistes ont soutenu en France depuis des années qu'il fallait s'occuper avant tout du relèvement économique. S'ils comprennent que l'avenir appartient à ceux qui auront rétabli la prospérité, ils tenteront de déclencher le retour du capital comme le fit en 1926 le Cabinet Poincaré. [...] Le Gouvernement de demain devra penser que ce n'est pas de gestes symboliques qu'il faut attendre la reprise. / Celle-ci ne résultera que d'un renversement de la tendance des capitaux, d'un vaste rapatriement des fonds qui ont été exportés et dont l'absence met aujourd'hui en péril la vie économique du pays et les finances de l'État. C'est donc ce retour que le Gouvernement doit provoquer et pour cela, il lui faut éviter de faire peser une menace sur l'ensemble de la vie financière. [...] Étant donné l'abondance monétaire dans le monde et le niveau actuel des taux d'intérêt sur le marché de Paris, on doit en particulier s'attendre à ce que d'importants fonds étrangers s'orientent vers la France si leurs détenteurs ont l'impression de s'y sentir en sécurité et de pouvoir librement repartir lorsqu'ils le désirent. / Ceux qui provoqueront ce retournement seront consolidés par leur réussite. Ce sont eux qui, plébiscités, présideront à la refonte nécessaire du corps économique français, pouvant appliquer leur programme et procéder aux réalisations sociales que le pays réclame. [...] C'est pourquoi l'on ne peut que souhaiter ardemment qu'aucune erreur de choix ne soit commise à l'origine. De l'orientation prise dans les prochaines semaines dépendront le développement pris dans la politique intérieure du pays et sans doute aussi sa sécurité internationale »

La place centrale que Quesnay accorde à l'opinion s'explique notamment par son idée de faire pratiquer à la Banque de France une politique d'intervention sur les changes destinée à maintenir de façon souple, la parité du franc à l'évidence devenue surévaluée

Or cette politique « implique qu'à la suite de la suspension de la convertibilité du franc par la Banque de France, le régime actuel de défense de la monnaie à sa valeur-or de 1928 soit abandonné. Malheureusement, l'opinion publique a été orientée depuis plusieurs années dans un sens différent. De même qu'en 1926, il était difficile de lui faire reconnaître que l'encaisse-or de la Banque de France, au lieu de demeurer inutilisé devait servir à assurer la défense du franc, il est aujourd'hui délicat de l'amener à admettre que cette encaisse n'a pas à être intégralement sacrifiée en pure perte pour le maintien d'une parité –or devenue trop élevée. Le crédit et même la monnaie ne sont pas des fins en soi. Ce sont des moyens d'assurer le développement économique du pays, de sauvegarder son équilibre, d'accroître sa prospérité et de permettre par là même la meilleure satisfaction possible de ses besoins collectifs ou privés. Une propagande qui, au lieu de souligner ces considérations, tend à convaincre le public que la monnaie n'est qu'une chose inerte, dont la valeur se mesure uniquement sur les balances des changeurs d'or, est une propagande d'autant plus dangereuse qu'elle fait appel à tous les vieux instincts de thésaurisation. Ce n'est pas seulement son poids d'or, élément statique, qui fait la valeur d'une monnaie, c'est le potentiel d'activité économique qu'elle représente, ce sont toutes les forces dynamiques dont, avec l'aide d'un appareil de crédit organisé, elle peut permettre le développement. /La loi de 1928 avait fixé au franc une valeur-or calculée de telle sorte que par rapport aux autres monnaies, la devise française possédât toutes ces qualités. C'est la position relative des différentes monnaies qui détermine le niveau d'activité économique dans les divers pays et qui finalement provoque, ici une reprise du travail et là une recrudescence du chômage. Or, la livre à 75 francs épuise les ressources françaises ; l'industrie perd ses marchés... [...] La redistribution du surplus d'or de la Banque de France a eu pendant longtemps des effets favorables, car elle a permis à l'Angleterre de reconstituer sa base de crédit. Mais aujourd'hui [p.9] que celle-ci est suffisante, c'est en fait vers New York que s'oriente à présent notre or ; et comme l'Amérique dispose déjà de trop de métal jaune, notre réserve disparaît sans profit pour personne. »

La valeur extérieure du franc devrait être maintenue au moyen d'interventions de la Banque de France (chargée par une loi « de faire en sorte que “par rapport aux principales monnaies étrangères le franc conserve toujours au moins la valeur qui résulte des parités monétaires dérivant de la loi du 25 juin 1928” » et dérogée « temporairement de son

obligation de délivrer de l'or contre franc sur la base de la parité monétaire qui demeurerait celle de 1928 », tandis que le gouvernement entamerait des négociations pour « un accord international, afin d'assurer enfin une sécurité monétaire collective ». « La dévaluation légale n'étant pas opérée, - puisque le franc resterait en principe le franc-or actuel » et cette politique « souple » permettrait d'éviter une dévaluation légale – de l'ordre de 20% par exemple- qui entraînerait inévitablement un ajustement des autres monnaies à la nouvelle parité par dépréciation (« rien n'empêcherait la Grande-Bretagne de laisser glisser la valeur-or du sterling »<sup>2854</sup> .

« Alors commencera la partie constructive de tout le plan » et la transformation de la Banque de France en “vraie” banque centrale, assumant le contrôle du marché parisien, ainsi que le souhaite depuis tant d'années Quesnay, qui n'oublie pas d'en souligner les bénéfiques politiques pour le gouvernement menant une telle politique :

« La Banque de France, réorganisée en Banque des Banques, chargée de veiller à la sécurité de la monnaie et au meilleur fonctionnement possible de tout l'appareil de crédit du pays, prendra véritablement en main le contrôle du marché. [...] L'expérience étrangère montre quels résultats on peut attendre d'une collaboration intime entre - d'une part l'Institut Central d'Émission représentant les intérêts généraux économiques de la Nation, distincts de ses intérêts politiques aussi bien que des intérêts privés de certains groupes - et d'autre part les grands corps publics ou privés qui dans le pays s'occupent des questions de crédit. [...] Sur le marché à court terme, organisation de système de pensions pour les mandats d'entrepreneurs de travaux publics et admission à l'escompte de ces traites de travail. [...] Sur le marché à long terme, la Banque peut par la voie des avances sur titres et par le moyen d'accords entre elle et la Caisse autonome, contribuer directement à la création de l'atmosphère dans laquelle pourront être prises les mesures d'unification du taux d'intérêt de la dette publique. [...] Le réescompte, l'achat et la vente d'effets publics, le maniement des pensions, seront les moyens d'action qui, grâce à son privilège d'émission, lui permettront de

---

<sup>2854</sup> P.9-10

proportionner aux besoins les disponibilités de la place. /La Banque de France deviendrait alors une véritable Banque Centrale, adaptée au rôle que dans les conditions actuelles doit pouvoir jouer un tel organisme, réglant le volume global du crédit, assurant les fonctions d'Institut central du marché et surveillant la valeur de la monnaie, afin de maintenir et de développer la prospérité économique du pays. /Le parti politique qui pourrait réaliser ce programme serait assuré d'un succès durable. Plébiscité par le retour de confiance, l'accroissement d'encaisse, la hausse des rentes, la baisse des taux d'intérêts, l'amélioration économique, la reprise budgétaire, il pourrait vraiment prétendre avoir sauvé le pays du désastre et prendre en main la réorganisation de son économie. [...] Le prochain Gouvernement a la responsabilité du choix décisif. »

C'est pendant la même période que certains témoins indirects (le conseiller (et futur gouverneur) de la Banque d'Angleterre Cobbold notamment) prêtent à Léon Blum le projet de nommer Quesnay à la tête de la Banque de France<sup>2855</sup>. Il n'y a pas d'éléments dans le carnet de ce dernier qui infirme ou confirme une telle hypothèse : on ne trouve pas mention d'un quelconque rendez-vous avec le futur président du conseil au cours du mois de mai 1936. On peut estimer que Quesnay y aurait mentionné une telle proposition, comme il le fera quelques mois plus tard à propos d'une proposition moindre (le poste de troisième sous-gouverneur évoqué par Labeyrie en février 1937<sup>2856</sup>). De même, le motif de l'abandon final du projet par Blum – un Quesnay trop ouvertement dévaluationniste – ne correspond pas aux positions de celui-ci notamment telles qu'elles apparaissent dans la note du 8 mai. D'ailleurs dans sa lettre à Pleven du 2 juin 1936<sup>2857</sup>, il semble être encore sur la même ligne « souple » refusant une dévaluation aux inconvénients trop importants, voulant surtout “refaire” 1926 :

---

<sup>2855</sup> C'est sur son témoignage que s'appuie Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.342.

<sup>2856</sup> Cf. *infra*. p.884.

<sup>2857</sup> AN 374 AP 28-29. Kenneth MOURÉ souligne précisément combien rien dans cette lettre n'indique que Quesnay « avait plaidé spécifiquement en faveur d'une dévaluation » *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.504.

J'espère encore que les présents projets ne sont pas définitifs et que l'espoir de financer la Trésorerie et les grands travaux par un retour de capital n'a pas encore à être abandonné. Il est sorti tellement de capitaux de France pendant les mois d'avril et de mai que la possibilité technique d'un retour analogue à celui de 1926 me paraissait exister. C'est dans ce sens que j'avais conseillé, dès le début, à Léon Blum de chercher à s'orienter. Je crois qu'il a parfaitement compris l'intérêt qu'il aurait eu à assurer dans tous les domaines, la répétition de l'expérience Poincaré, mais la pression des masses l'oblige, au préalable, à essayer de la voie de la contrainte. J'avoue n'avoir pu m'associer aux projets de recensement des billets par estampillage, de suppression complète des titres au porteur et des carnets fiscaux qui ont été mis à l'ordre du jour. Je crains que cette politique n'empêche le retour du capital, même après que l'échec des contrôles aura conduit à une dévaluation dont on aurait, dans ces conditions, tout l'odieux sans en avoir les avantages. [...] Je ne vois pas trop qui pourrait promettre au nouveau gouvernement le succès des mesures qu'il envisage : on parle beaucoup de Labeyrie, quoique Caillaux lui conseille très vivement de s'abstenir. Dans un [p.2] échange de vues verbal, je vous aurais dit quels accords j'envisageais entre l'ancien bloc-or et le bloc-sterling. Peut-être toutes ces idées pourront-elles prochainement être reprises, mais je crains qu'auparavant il ne faille d'abord passer par une mauvaise période ».

On peut remarquer les faibles espoirs qu'il met dans le nouveau gouvernement trop soumis à la « pression des masses ». Finalement c'est plus de six mois plus tard<sup>2858</sup>, au moment où le gouvernement Blum entame « les premiers pas vers les économies [et] Jacques Rueff [l']enferme[ment de] Vincent Auriol dans une politique du franc fort »<sup>2859</sup> que Quesnay pense, l'espace de quelques jours, pouvoir accéder à davantage de responsabilités, encouragé en cela par une presse

---

<sup>2858</sup> Selon Michel MARGAIRAZ « Les gouverneurs dans la tourmente (1935-1944) », pp.113-133, p.120, dans Olivier FEIERTAG Isabelle LESPINET-MORET (dir.) *L'économie faite homme. Hommage à Alain Plessis*, Genève, Droz, 2011, dès le « mois de décembre 1936, plusieurs feuilles de la presse financière ou politique commencent déjà à évoquer le nom de remplaçants possibles. On parle de Pierre Quesnay, directeur général de la BRI ».

<sup>2859</sup> Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie op. cit.* p.299 et 301.

favorable. Il note ainsi dans son carnet le 5 février 1937 « Rovera<sup>2860</sup> dit on parle de changements mon nom – Labeyrie abandonné ». Puis tout s'accélère à partir du 9 : « Vincent Auriol remplacé par Flandin Reynaud [ ? ] ou Labeyrie par Baudoin<sup>2861</sup> ? / Joué placé – ne pas bouger / Reste à Bâle » puis le lendemain « Mayer me le reproche [...] Rovera téléphone : L[abeyrie] serait sacrifié mais Caillaux<sup>2862</sup> veut plus /Partie perdue ou demain journée des dupes ? Padovani Baudoin banque d'Indochine » puis le 11 « *Figaro*<sup>2863</sup> donne B[audoin] gagnant, ou Mönick<sup>2864</sup> / J'ai joué. Placé ou B[anque] Indochine / *Intran[sigeant]*<sup>2865</sup> publie démission et 3 noms dont moi / Devillez lance démentis / Havas publie » et enfin le 12 « Démentis, mais... ». Le « déjeuner avec Labeyrie » du 15 juin semble clore la séquence et les espoirs de Quesnay. Ceux qu'il avait nourris une semaine plus tôt d'un poste de troisième sous-gouverneur,

---

<sup>2860</sup> Il s'agit vraisemblablement Jean de Rovera fondateur en 1934 de la luxueuse *Tribune des nations* selon Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU, *Histoire générale de la presse française, op. cit.* p.594. Quesnay est abonné à cette revue (AN 374 AP 30) et écrit plusieurs fois à De Rovera en 1935-1936 notamment pour que celui-ci puisse rencontrer Schacht le 14 mai 1936 (AN 374 AP 23).

<sup>2861</sup> Selon Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.), *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances... op. cit.* Paul Baudoin (1894-1964), inspecteur des Finances, ayant travaillé notamment auprès de Caillaux et Georges Bonnet, est directeur général de la Banque d'Indochine de 1931 à 1940. Il sera secrétaire d'Etat sous Vichy en 1940-1941.

<sup>2862</sup> Le sénateur de la Sarthe a attaqué violemment Auriol le 9 comme le rappelle Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie op. cit.* p.296.

<sup>2863</sup> *Le Figaro* du 11 février 1937 annonce en effet en première page que « M. Labeyrie quitterait le gouvernement de la Banque de France » et précise sous la plume de Legueu en page 3 que « si M. Baudoin, directeur général de la Banque de l'Indochine, n'acceptait pas sa mutation [à la tête de la Banque], M. Mönick, attaché financier à Londres aurait les meilleures chances ».

<sup>2864</sup> Emmanuel Mönick (1893-1983), inspecteur des Finances, est attaché financier à New-York puis à Londres, il sera gouverneur de la Banque de France de 1944 à 1949 puis de la Banque de Paris et des Pays-Bas de 1949 à 1961 selon le *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009*. Il fut l'artisan principal de l'accord tripartite du 25 septembre 1936 (cf. Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré op. cit.* p.351 et suiv. et Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie op. cit.* p.254 et suiv. et p.282 quant au poids de son action personnelle)

<sup>2865</sup> Dans *l'Intransigeant* du 12 février 1937, de même, en complément de la première page annonçant que « M. Labeyrie quitterait la Banque de France », est écrit en page trois, outre les noms de Mönick et Baudoin : « on rappellera sans doute aussi qu'avant de devenir directeur général de la Banque des Règlements Internationaux, M. Pierre Quesnay était à la Banque de France où il dirigea le Service des Etudes ».

peuvent alors apparaître comme le fruit d'un calcul du gouverneur affaibli cherchant à amadouer un potentiel rival. Une fois encore, ce dernier ne paraît pas en mesure d'appuyer ses compétences reconnues notamment par certains journaux par des soutiens politiques ou au sein des autres centres de pouvoir (Banque de France, Inspection des Finances...) capables d'emporter la décision en sa faveur. A un moment où la dimension générationnelle ne peut plus être évoquée (les autres prétendants sont ses contemporains, d'autres plus jeunes tels Baumgartner sont « au carrefour des problèmes »<sup>2866</sup> et des responsabilités), c'est bien la faiblesse des "réseaux Quesnay", aggravée par l'éloignement géographique bâlois, qui semble être le facteur déterminant de cet échec relatif. La suite des événements de l'été 1937 confirme cette impression. Les quelques espoirs d'un poste ministériel – il note le 22 juin « *Le Matin* annonce que beaucoup de suffrages vont à un ministre des Finances technique Quesnay »<sup>2867</sup> - sont rapidement balayés – le 23 dans son carnet un sobre « Bonnet ministre » - sans même qu'il ait pris la peine de quitter Bâle. Quelques jours plus tard, quand commence à se répandre la rumeur d'un remplacement à venir de Labeyrie<sup>2868</sup>, Quesnay se tient informé directement depuis l'intérieur de

---

<sup>2866</sup> Olivier FEIERTAG *Wilfrid Baumgartner... op. cit.* p.137.

<sup>2867</sup> Dans le journal du 22 juin 1937, on note p.1 à propos du gouvernement Chautemps : « pour le redoutable portefeuille des finances, le nom de M. Palmade était le plus prononcé et, dans le cas où il serait fait appel à un technicien loin du Parlement, c'est M. Quesnay, actuellement directeur de la Banque des Règlements internationaux à Bâle, qui paraissait recueillir le plus de suffrages favorables »

<sup>2868</sup> Dans *l'Intransigeant* du 8 juillet 1937, envoyé par Lacourt à Quesnay (cf. ci-dessous), page 3 : « - Avez-vous remarqué que ces dernières années tout changement de politique financière s'accompagne du changement du gouverneur de la Banque de France ! - M. Flandin appela en effet M. Tannery au fauteuil qu'occupait M. Moret ; et M. Léon Blum convia M. Labeyrie à prendre la place de M. Tannery. L. Labeyrie à son tour aurait-il bientôt un successeur ? - *Je vous pose la question* - S'il en avait un, ce pourrait être M. Fournier, premier sous-gouverneur : on respecterait ainsi la hiérarchie et la tradition. - *Et si l'on voulait faire du neuf, on pourrait songer à M. Quesnay, directeur de la Banque des Règlements Internationaux.* - Mais pourquoi M. Labeyrie quitterait-il l'Institut d'émission - *Il n'a jamais fait qu'à contrecœur dit-on, la politique monétaire dont il est chargé. Il s'y soumet par loyalisme plutôt que par conviction. Il donne le sentiment de souhaiter le contrôle des changes. Or le contrôle des changes a été condamné par le cabinet Blum et se trouve formellement exclu du programme* »

la Banque grâce à Georges Lacout<sup>2869</sup> qui lui écrit le 8 juillet 1937 : « je vous envoie ci-joint l'article des *Jours* de ce matin, afin que votre collection soit complète car il ne présente pas beaucoup d'intérêt. / *l'Intran*[sigeant] de ce soir publie cet entrefilet disant que la réalisation du mouvement "n'apparaît nullement immédiate". "L'un des principaux régents" de l'Institut d'émission n'a pas caché qu'il jugerait inopportun un tel changement, rue de la Vrillière. Et pour le moment la chose ne [ill.] là". / il s'agit là probablement de L[acour]-G[ayet] ». Mais comme en juin, il ne juge pas nécessaire bouleverser son quotidien suisse par un voyage parisien, notant seulement dans son carnet le 19 juillet « Bonnet n'a pas démissionné / Bourse meilleure / Remplacement Labeyrie demain ? » et le 20 un lapidaire « Labeyrie quitte : Fournier... ». La critique implicite, perceptible dans les trois points, du nouveau gouverneur, « homme du sérail » dont l'arrivée « est considérée par une partie de la presse comme un "retour à la raison" »<sup>2870</sup> s'explique sans doute, au moins partiellement, par l'estime dans laquelle Quesnay tient Labeyrie ainsi qu'en attestent une certaine proximité idéologique (référence aux « classes » sociales et intérêts privés à transcender, projet concernant le marché parisien « réorganisé ») mais aussi les accents assez personnels de sa lettre du 20 juillet 1937 pour « vous dire avec quel regret je vois s'éloigner de la Banque de France et de notre milieu international de Services Publics Monétaires un homme aussi passionnément épris du bien public [...] Vous êtes de ces personnes pour lesquelles on aurait aimé se sacrifier et se dévouer. [...] Comme vous je pense que nous ne sortirons pas de nos difficultés avant que tous les intérêts privés de personnes, de groupes ou de classes ne ses

---

*gouvernemental actuel.* - Mais de tels changements sont-ils imminents ! Sont-ils même certains ! *M. Labeyrie ne le croit pas* ».

<sup>2869</sup> Georges Lacout à Quesnay le 8 juillet 1937 (AN 374 AP 32)

<sup>2870</sup> Michel MARGAIRAZ « Les gouverneurs dans la tourmente (1935-1944) », pp.113-133, p.122-123, dans Olivier FEIERTAG Isabelle LESPINET-MORET (dir.) *L'économie faite homme. Hommage à Alain Plessis*, Genève, Droz, 2011. On peut remarquer que paradoxalement c'est Fournier qui « dans la lignée des réflexions de Pierre Quesnay » (p.124) fait adopter la politique d'*open market* par la Banque de France, par le décret du 17 juin 1938.



subordonnent à l'intérêt général [...] J'espérais toujours que votre sens profond du bien public servirait d'exemple et qu'on pourrait grouper derrière vous un marché français réorganisé, conscient de ses responsabilités et de ses devoirs [...] Votre affection m'a été très précieuse depuis un an [...] je crois que vous avez pour moi une certaine sympathie personnelle. Laissez-moi vous assurer de tout mon dévouement et de ma respectueuse affection »<sup>2871</sup>. La fin du mois et le suivant sont évidemment moins riches en rumeurs, du fait de la nomination de la nouvelle équipe dirigeante, et voit notamment Quesnay reprendre plus régulièrement contact avec Monnet<sup>2872</sup>. Profitant de la langueur estivale qui frappe la BRI, il se livre à quelques excursions familiales en Suisse et jusqu'en Autriche. Le 27 août commencent ses vacances, dont la fin est prévue un mois après pour préparer le conseil de la BRI du 4 au 8 octobre suivant. Comme depuis plusieurs années ses congés débutent par un séjour à la Frissonnière dans la propriété de Moreau pour chasser. Il y arrive le 4 septembre avec les siens. Le 8 septembre<sup>2873</sup>, vers onze heures, alors que, comme il en avait l'habitude à l'issue de la partie de chasse du matin, il se baignait dans l'étang de la propriété, il coule à pic, vraisemblablement victime d'un malaise cardiaque. Son corps est retrouvé deux heures après. Il avait quarante-deux ans.

Dans un brouillon, daté du 8 mars 1935, préparatoire à une lettre à son président au moment de la rédaction du rapport annuel<sup>2874</sup>, Quesnay analyse la situation de la BRI confrontée à la crise « conséquence du poids des dettes, celles résultant de la guerre (avec les impôts qu'elles

---

<sup>2871</sup> AN 374 AP 23.

<sup>2872</sup> Les deux hommes se voient selon le carnet de Quesnay le 7 août puis les 18 19 et 20 et enfin le 28 « avant son embarquement », sans qu'il ne soit possible de savoir ce qu'ils préparaient

<sup>2873</sup> Les événements sont décrits dans les mêmes termes dans *Le Temps* du 10 septembre, *Le Matin* et *Le Figaro* du 9.

<sup>2874</sup> AN 374 AP 23.

obligent à lever) ; celle résultant du rééquipement économique (avec les charges accrues que leur service impose à des industries outillées produire en masse, dans un monde où les transactions se sont de plus en plus réduites) » :

« Pourquoi la Banque avait-elle été constituée en 1920-30 ? Parce qu'on sentait toute la difficulté des règlements internationaux, toute la responsabilité qu'ils faisaient peser sur les banques centrales, organes chargés à la fois de la politique du crédit et de la convertibilité de la monnaie. On posait donc le principe de la collaboration des Banques Centrales, pour la coordination de leurs politiques de crédit et de change. Dans quels domaines pouvait s'exercer à ce moment cette collaboration ? Il était trop tard déjà pour éviter les exagérations de la politique de crédit : l'absence d'une coordination dans la période de boom faisait regretter que la BRI n'eût pas été créée plus tôt. Tout au moins pouvait-on se concerter pour diminuer les dangers qui résultaient de cette anarchie : politique commune pour agir dans la mesure du possible sur le mouvement des prix, constitution de réserves de changes pour faciliter les transferts de dettes politiques, organisation de crédits entre Banques Centrales pour éviter les paniques monétaires, échanges d'informations sur l'importance des mouvements de capitaux possibles par suite d'énormes crédits à court terme internationaux, normalisation du Gold Exchange Standard prévue depuis la Conférence de Gênes en 1922 et jamais effectuée. [...] Effondrement. Tendances diverses : plus de régime commun. Plus de politique commune. *Wait and See* [...] Échec... »

Cette impuissance est aussi la sienne, lui qui est privé du soutien de sa “maison-mère”, trop original (et en avance) dans les solutions qu'il propose, qui annoncent certaines des évolutions financières de l'après-guerre (économie d'endettement...), en proposant un bouleversement profond (et là aussi visionnaire) du rôle et de l'action de la Banque de France. Cette impuissance technicienne se nourrit de sa faiblesse politique : même si sa disparition brutale incite à la prudence, ses échecs successifs pour accéder à un poste de premier plan, gouvernemental ou à la Banque, à cause du délitement progressif de ses réseaux, déjà relativement limités à l'origine, l'empêchent de faire avancer ses idées hétérodoxes.

Revenu dans un type d'organisation voire un milieu qui lui sont apparemment particulièrement favorables, l'expert Quesnay va pourtant voir la dynamique transnationale être brisée par celle de la crise des années 1930. Celle-ci provoque un retour au premier plan des logiques d'oppositions entre nations avec aussi l'émergence d'interlocuteurs d'un nouveau type comme l'Allemagne nazie (où l'expert est totalement soumis au politique). Face à la crise et son urgence, dont ses carnets portent si fortement la marque (par exemple au moment de l'effondrement bancaire de 1931), le discours rationnel de l'expert – « au moment où on sent le besoin urgent d'une renaissance européenne basée sur une coopération franche et honnête entre tous nos divers pays, la sincérité, l'effort modeste et laborieux retrouveront tous leurs droits et leur prestige »<sup>2875</sup> - semble ne plus porter auprès d'opinions publiques fragilisées et échaudées par les conséquences sociales de la crise, tant sur le fond (la « renaissance européenne » par la « coopération ») que sur les moyens (« l'effort modeste et laborieux »). La jeune institution qu'il contribue à organiser, la BRI, qui a « voulu courir avant de savoir marcher », ne paraît disposer de l'autonomie et des moyens suffisants notamment en ce qui concerne l'information des opinions publiques. Appuyé toujours sur le libre-échange, le libéralisme organisé (y compris à l'échelle continentale) auquel Quesnay aspire, semble inadéquat dans un monde aux frontières fermées par la crise et paraît l'éloigner du néo-libéralisme d'un Rougier par exemple<sup>2876</sup>. Autre handicap, il ne dispose plus non plus des oreilles politiques dans lesquelles souffler ses solutions

---

<sup>2875</sup> Pierre Quesnay à Frerichs le 16 janvier 1932 ABRI Papiers Pierre Quesnay carton n°5.

<sup>2876</sup> François DENORD « Aux origines du néo-libéralisme en France... » art. cité, p.17 notamment insiste sur le le flou que [le discours de Rougier] entretient entre libéralisme et rupture d'avec le libéralisme » ce qui n'est pas le cas chez Quesnay. Cf. aussi Tristan LECOQ « Louis Rougier et le néo-libéralisme de l'entre-deux-guerres » *Revue de synthèse*, avril juin 1989, p.241-255.

originales, malgré sa position apparemment éminente, victime en quelque sorte de la faiblesse de ses « liens faibles »<sup>2877</sup>.

---

<sup>2877</sup> Cf. Mark GRANOVETTER « la force des liens faibles » dans *Sociologie économique op. cit.* p.45-73.

## CONCLUSIONS

Hormis bien sûr dans le strict cadre familial<sup>2878</sup>, le souvenir de Pierre Quesnay, une fois célébrées ses obsèques le 11 septembre 1937 à Rouen<sup>2879</sup>, semble assez vite s'estomper. Dans les mois qui suivent, outre une mention dans le rapport de 1938 de la BRI, mettant notamment en avant ses qualités humaines, parmi lesquelles on peut sans doute penser à sa capacité négociatrice - « La fin tragique et prématurée, en septembre dernier, de M. Pierre Quesnay, premier Directeur Général de la Banque, a profondément ému tous ses amis et collègues et elle constitue pour notre institution une perte douloureuse. M. Quesnay, l'un des premiers promoteurs de la proposition qui tendait à créer une banque internationale, avait toujours été un partisan fervent de la collaboration entre banques centrales et il en a appliqué avec succès le principe dans la pratique. En lui, la Banque a perdu non seulement un homme d'une envergure exceptionnelle qui rendit d'éminents services à notre institution, mais encore un homme doué d'un sens humain profond »<sup>2880</sup>, on remarque l'article nécrologique, publiée dans *La Revue des Jeunes* du décembre 1937<sup>2881</sup>, dans lequel, après avoir souligné la rapidité avec laquelle, une fois passée le temps des « manchettes à sensations », « l'oubli est venu, le nom même n'évoque plus aucun souvenir précis », le père jésuite Victor Dillard<sup>2882</sup>, fait une lecture assez spiritualiste du

---

<sup>2878</sup> Le petit mausolée où repose Pierre Quesnay dans la propriété du Varat en est sans doute le témoignage le plus émouvant.

<sup>2879</sup> D'après *le Figaro* et *Le Journal de Rouen* du 12 septembre 1937 « parmi la nombreuse assistance » on remarque la présence de Moreau, Boyer caissier général représentant le gouverneur Fournier, Franck, Marcel Van Zeeland, le président de la société des banques suisses, le délégué du Japon à la BRI, le baron Jaeger ; « un seul discours a été prononcé par M. Jean des Guerrots, au nom des camarades et anciens condisciples de M. Pierre Quesnay à l'institution Jean-Lambert ».

<sup>2880</sup> Rapport de 1938, p.138.

<sup>2881</sup> Fonds Nicolas Savoye p.1-15.

<sup>2882</sup> Il y a, dans les carnets de Quesnay, en août 1936, plusieurs mentions de déjeuners avec ce religieux né en 1897 et qui mourra en 1945 à Dachau.

« périple » de Quesnay, dépeint avant tout comme un catholique<sup>2883</sup>, soucieux de ne trouver dans « le Jocisme » aucune « contamination fonctionnaire »<sup>2884</sup>.

Tout en se méfiant d'une vision trop téléologique de la biographie qui voudrait absolument trouver partout des continuités, s'interroger sur l'oubli qui semble s'installer ensuite, paraît légitime. Parmi les facteurs qui permettent de tenter de l'expliquer, deux viennent immédiatement à l'esprit : d'une part la discrétion personnelle et professionnelle de l'expert Quesnay, d'autre part l'idée que sa disparition soit occultée par les événements majeurs qui se déclenchent à partir de 1939. Incontestablement en effet, Quesnay est un "homme de l'entre" car d'abord de l'entre-deux-guerres, période sur laquelle a été globalement projetée la « piètre réputation » des années 1930<sup>2885</sup> et de sa fin. Son parcours s'inscrit dans l'ombre écrasante de la première guerre mondiale, du point de vue personnel et idéologique d'abord, puisque c'est son expérience de la guerre qui bouleverse ses opinions initiales marquées, du point de vue politique, par un fort patriotisme, qui confine parfois au nationalisme et du point de vue économique, par un libéralisme orthodoxe tel qu'il lui a été enseigné à la faculté de Paris : aiguisées par l'épreuve du feu et par la conscience précoce du chaos économique engendré par l'affrontement, ses analyses le conduisent à devenir partisan d'un rapprochement entre les pays européens, dans le cadre d'un libéralisme d'un nouveau type, ne pouvant fonctionner selon les règles (ou plutôt l'absence de règles) de la période précédente. Ensuite car toute sa carrière ne vise qu'à essayer de réduire les effets du conflit, sans pouvoir enrayer les effets d'une crise qui provoquera la déflagration suivante, au cours de laquelle il aurait sans doute été confronté à un

---

<sup>2883</sup> On note l'image de Quesnay qui « ne se déroba pas quand vint son tour de quêter à la Grand' Messe. Le Directeur Général de la Banque des Règlements Internationaux passa dans les rangs avec son fin sourire et sa sébile » p.13.

<sup>2884</sup> P.10.

<sup>2885</sup> Formule d'Olivier Dard dans *Les années 30*, Paris Le livre de Poche, 1999, p.7.

dilemme complexe<sup>2886</sup>. Il l'effectue principalement dans un type d'institution, les banques centrales où il est également "homme de l'entre", à la fois de par leur nature même au moment où il y exerce (une Banque de France en train de muer pour devenir la banque « de la France », une Banque des Règlements Internationaux avant tout organe de liaison) et de par son statut d'expert, entre praticiens et dirigeants. Cette position intermédiaire l'oblige, pour influencer le processus de décision, à déployer sans cesse, auprès du gouverneur Moreau puis au sein du comité de direction de la BRI, tout son vaste savoir-faire négociateur, sans garantie de réussite. Car, d'abord rue de la Vrillière puis, sans doute encore dans son éloignement bâlois, il ne peut compter que sur des réseaux trop limités et récents, demeurant jusqu'au bout un *outsider*, n'étant pas issu de la dominante Inspection des Finances, trop en décalage avec les différentes équipes dirigeantes de la Banque une fois parti à la BRI.

Cet isolement relatif est aussi le fruit amer de la position de Quesnay entre le national et l'international : comme Marc Bloch qui écrit quelques années plus tard « j'ai trop vu la guerre pour ignorer qu'elle est une chose à la fois horrible et stupide. [...] je n'ai jamais cru qu'aimer sa patrie empêchât d'aimer ses enfants ; je n'aperçois point davantage que l'internationalisme de l'esprit ou de classe soit irréconciliable avec le culte de la patrie »<sup>2887</sup>, il estime pouvoir concilier son sincère patriotisme avec des projets transcendant les différences nationales, qui feront apparaître « des processus d'identification avec les "autres" qui passent par des mécanismes de transferts et de réappropriation »<sup>2888</sup>. Cette

---

<sup>2886</sup> En se risquant sur l'apparemment fécond terrain de « l'histoire des possibles », on peut relever quelques éléments qui ne permettront de nourrir que de bien fragiles hypothèses, tant aussi le panel d'attitudes possibles paraît vaste : d'un côté, l'antisoviétisme de sa belle-famille, les relations même distendues avec Laval et son entourage, de l'autre le rapprochement avec Léon Blum et les liens avec Monnet et Denis, voire l'hostilité personnelle de Schacht...

<sup>2887</sup> Marc BLOCH *L'étrange défaite*, *op.cit.* p.173.

<sup>2888</sup> Robert FRANK « Émotions mondiales, internationales et transnationales, 1822-1932 », article cité p.66.

position n'est-elle pas aussi le fruit de son analyse des conséquences de la Grande Guerre, qui fait apparaître un monde encore plus interdépendant et connecté notamment par un véritable système d'endettement international car « toute notre civilisation moderne est à base de crédit » (conférence Ecole de la Paix 18 février 1932) ? C'est évidemment lors son expérience autrichienne qu'apparaissent le plus clairement ses idées, au sein du groupe d'experts dans lequel il évolue, cimenté par une même conception de leur mission une proximité intellectuelle et générationnelle et une vie quotidienne en grande proximité, la scène de changement de camp nocturne pendant les négociations de septembre 1924 illustrant, par exemple, de manière spectaculaire cet engagement en faveur d'un projet dépassant les intérêts nationaux. C'est aussi le même esprit qui l'anime au cours de son passage à la Banque de France, dès la stabilisation de 1926, qu'il conçoit comme une opération nécessairement ouverte sur l'extérieur, et plus encore dans son action diplomatique vis-à-vis des autres banques centrales, y compris avec la *Reichsbank* de Schacht même pendant les difficiles négociations du plan Young. Il bénéficie alors indiscutablement d'une dynamique favorable, générée par la Banque d'Angleterre, dynamique dont il apparaît comme le principal relais au sein de l'équipe dirigeante française. Ce contexte favorable disparaît avec la « démondialisation » des années 1930<sup>2889</sup>, ce qui ne permet pas à Quesnay de donner à l'action de la BRI l'ampleur qu'il souhaiterait, au-delà du seul rôle de poste d'observation international auquel elle est confinée par la crise. Manquent aussi sans doute à son directeur-général pendant cette période, pour faire progresser ses convictions transnationales, paradoxalement des soutiens politiques nationaux suffisamment forts, en particulier après la disparition de Briand. Les variations et oscillations politiques de Quesnay, le faisant s'approcher successivement de Caillaux et Laval puis Briand puis Blum notamment, semblent moins correspondre à un quelconque positionnement idéologique qu'à un souci de trouver « le bon cheval » ou le « bon

---

<sup>2889</sup> *Idem* p.67.



éléphant » selon René Mayer, car Quesnay n'a pas l'aura et la liberté de Monnet, après 1945, décrit par François Bloch-Lainé, avec « son pragmatisme étranger à toute secte, à toute religion, qui a su coaliser sans préjugé les partisans les plus efficaces de la modernisation, dûment sélectionnés par la capacité et le bon vouloir », et dont « la manœuvre a consisté le plus souvent à finasser des arbitrages, sans véritable affrontement dogmatique »<sup>2890</sup>. Semblent donc se dessiner non encore les prémisses un modèle français de l'expert dominant le politique<sup>2891</sup> mais bien les traits d'un expert "adjoint" du politique dominé par celui-ci.

La faiblesse de ses appuis politiques pendant la dernière période de sa vie est renforcée par un problème structurel auquel Quesnay est très sensible, la capacité très limitée de la BRI à agir sur l'opinion publique. En quelque sorte concrètement ressentie au cours de son éducation politique républicaine (l'expérience des élections locales, la question de la censure pendant la guerre), expérimentée très tôt dans sa carrière, pendant son passage au ministère du Commerce, la relation au public lui apparaît comme essentielle pour les banques centrales, devant chercher avant tout à créer un climat général de confiance, seul moyen de recréer la stabilité indispensable. On peut remarquer les résonances récentes de cette préoccupation, puisque Vincent Duchaussoy souligne combien la mise en place par la Banque de France d'une politique de communication au tournant des années 1980 est un des piliers du « tournant managérial »

---

<sup>2890</sup> François Bloch-Lainé dans « Préface » p. XIV dans Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie... op.cit.*

<sup>2891</sup> Par exemple cf. Pierre ROSANVALLON *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*. Paris Le Seuil, 2008, à propos de l'émergence avant 1914 et après 1918 d'un discours valorisant le « pouvoir administratif », détenu notamment par les experts, comme « substantiellement démocratique » au nom d'un « corporatisme de l'intérêt général » (p.75-85), puis après 1945 quand « les hauts-fonctionnaires modernisateurs se sont alors présentés comme les détenteurs d'un nouveau type de légitimité fondée sur l'efficacité et la compétence, ainsi que sur leur dévouement proclamé au service du bien public en rivalité ou en opposition implicite avec le type de légitimité dérivé de l'élection » (p.86-90).

qu'elle connaît alors<sup>2892</sup> concomitante de la « seconde compression du réseau »<sup>2893</sup> qui, elle aussi, fait écho aux propositions de Quesnay - de février 1936 notamment sur la fermeture des succursales véritable déterritorialisation de la Banque. De la même manière, en voulant renforcer l'arsenal à la disposition de cette dernière, il apparaît assez nettement comme l'un des précurseurs de sa modernisation : c'est particulièrement net avec l'une des « armes offensives », pour continuer à utiliser la métaphore de la Banque comme « déesse armée » utilisée par Olivier Feiertag<sup>2894</sup>, l'*open market* qu'il contribue à lui forger en s'inspirant de ce qu'il a vu notamment à Londres, mais dont il ne verra pas l'utilisation (puisque la Banque n'acquiert cette compétence que par le décret du 17 juin 1938)<sup>2895</sup>, ou avec la montée en puissance du service des Etudes, instrument indispensable pour échanger avec ses consœurs et qui constituera surtout « une véritable pépinière des cadres pour la Banque de France, contribuant à alimenter jusque dans les années 1960 la direction des services étrangers de la Banque constituée également à l'arrivée de Moreau en 1926 »<sup>2896</sup>. Mais son désir de la voir garnir sa panoplie d'une autre « lance », la direction et le contrôle d'un marché financier organisé, reste à l'état de projet et ne se réalisera finalement qu'après la seconde guerre mondiale quand, selon Laure Quennouëlle-Corre, « l'esprit de marché cède la place à l'esprit public [quand]

---

<sup>2892</sup> Vincent DUCHAUSSOY *Histoire de l'organisation et de la gouvernance de la Banque de France (1936-1993) op.cit.* p.396 et suiv.

<sup>2893</sup> *Idem* p.412 et suiv.

<sup>2894</sup> Olivier FEIERTAG « Les banques centrales et l'Etat une réévaluation » dans Olivier FEIERTAG Michel MARGAIRAZ (dir.) *Les banques centrales et l'Etat-Nation*, Paris Mission historique de la Banque de France-Presses de Sciences Po, 2016, p.11-26, p.13.

<sup>2895</sup> Olivier FEIERTAG et Pablo MARTIN-ACEÑA, « The Delayed Modernization of the Central Banks of France and Spain in the Twentieth Century » in Carl L. HOLTFRERICH, Jaime REIS & Gianni TONIOLO, *The Emergence of Modern Central Banking from 1918 to the Present*, Aldershot, Ashgate, 1999, p.37-68, p.46.

<sup>2896</sup> Olivier FEIERTAG « Pour une histoire de l'autorité monétaire des banques centrales » p.13-26, p.20 dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris Albin Michel, 2005.

l'entreprise est au service de l'intérêt général »<sup>2897</sup>, voire seulement avec l'entrée de la France dans la mondialisation financière par la réforme de 1984-1986<sup>2898</sup>. Ce dernier rapprochement permettrait alors de faire apparaître Quesnay comme un des précurseurs de la « minorité très agissante de l'élite politique [et technocratique] française, qui considère que des politiques apparemment libérales peuvent être les instruments d'un projet social » mise en avant par Rawi Abdelal dans l'édification du « consensus de Paris » et d'un certain « paradoxe » français<sup>2899</sup>. Seraient ainsi conciliés son libéralisme profond voire « viscéral » et sa volonté sincère, au côté d'Albert Thomas par exemple, d'une régulation y compris sociale à échelle européenne<sup>2900</sup>, l'un précurseur de la voie de « l'Europe du marché » l'autre celle de « l'Europe du social », modèles qui seront en débat encore au moins jusqu'aux années 1980 comme le montre Laurent Warlouzet<sup>2901</sup>.

Analyste lucide des bouleversements issus de la première guerre mondiale (système de l'endettement international), précurseur (avec notamment l'intuition de « l'économie d'endettement » à l'échelle

---

<sup>2897</sup> Laure QUENNOUËLLE-CORRE *La place financière de Paris au XXe siècle. Des ambitions contrariées ?* CHEFF-IGPDE, Paris, 2015, p.227.

<sup>2898</sup> *Idem* p.378-380 avec notamment la description des « profils atypiques » des « hussards de la réforme » Pierre Bérégovoy, Jean-Charles Naouri et Claude Rubinowicz.

<sup>2899</sup> Rawi ABDELAL « Le consensus de Paris : la France et les règles de la finance mondiale » p.87-115, p.91, *Critique Internationale* n°28 ; juillet-septembre 2005.

<sup>2900</sup> Sur la possibilité de cette conciliation apparemment paradoxale, c'est-à-dire en quelque sorte « introduire un peu plus de liberté par un peu plus de contrôle et d'intervention » au-delà même de l'économie, cf. Michel FOUCAULT *Naissance de la biopolitique op. cit.* p.69.

<sup>2901</sup> Laurent WARLOUZET *L'Europe occidentale face au choc de la globalisation. La solution de la CEE (1973-1985)*, mémoire inédit d'HDR, version dactylographiée, 2015, p.20-21 notamment sur la définition de ces modèles : « dans l'Europe du marché, l'objectif est de libéraliser l'économie afin de se rapprocher le plus possible de l'idéal néoclassique du marché de concurrence pure et parfaite » alors que « dans l'Europe sociale, l'objectif est de diminuer les inégalités en augmentant relativement le bien-être de ceux qui profitent le moins du système capitaliste ». On ne trouve pas nettement chez Quesnay la « composante industrielle » fondamentale dans le troisième modèle, celui de « l'Europe néo-mercantiliste » autour du renforcement du potentiel industriel.

nationale) de la modernisation de la Banque de France, qui lui permettra de devenir un acteur majeur de la croissance de l'après-guerre, promoteur de solutions dépassant la satisfaction des égoïsmes nationaux au sein d'un type d'organismes internationaux à l'importance croissante après 1945, Pierre Quesnay n'est cependant pas capable de faire dépasser à bon nombre de ses intuitions brillantes le stade du projet et ne parvient, pas plus que d'autres acteurs de la période, à enrayer l'enchaînement de la crise dont ses carnets donnent bien à voir le rythme irrésistible. Qui plus est, si brutalement interrompu, son parcours semble donc bien relever de ces « échecs féconds » sur lesquels se penche de plus en plus la recherche<sup>2902</sup>, peut-être aiguillée par le contexte général de crise et donc d'interrogations sur la mondialisation et la poursuite du projet européen. D'une certaine manière, pourrait-il en être autrement du projet de tenter de l'éclairer ? Car même sans prétendre avoir « vocation d'épuiser l'absolu du “moi” d'un personnage » étudié<sup>2903</sup>, l'étude d'une personnalité aussi riche que Quesnay aux oscillations nombreuses, à partir de sources aussi abondantes et féconde, ne peut prétendre qu'ouvrir le champ des suivantes, ce qui confirme bien que « le biographe sait que l'énigme survit à sa tentative »<sup>2904</sup>.

---

<sup>2902</sup> Cf. par exemple Natacha Coquery et Matthieu de Oliveira (dir.) *L'échec a-t-il des vertus économiques ?* CHEFF -IGPDE, Paris, 2015.

<sup>2903</sup> Philippe LEVILLAIN « Les protagonistes : de la biographie » dans René REMOND *Pour une histoire politique op.cit.* p.158.

<sup>2904</sup> François DOSSE « Biographie, prosopographie » p.85 dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.) *Historiographies I op.cit.*

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Le problème de la biographie.**

Marc BLOCH *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris Armand Colin, 1974

Hubert BONIN, « La biographie peut-elle jouer un rôle en histoire économique contemporaine » dans *Problèmes et méthodes de la biographie*, Actes du colloque de la Sorbonne 3-4 mai 1985, Source, travaux historiques, publications de la Sorbonne, Paris, 1985, p.167-190

Lucien FEBVRE, *Le problème de l'incroyance au XVI<sup>e</sup> siècle. La religion de Rabelais*, Paris, Albin Michel, *L'évolution de l'Humanité*, 1968 [1<sup>ère</sup> éd. 1942]

François DOSSE, « Biographie, prosopographie » dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Historiographies I*, Paris, Folio, 2010, p.79-85.

Philippe LEVILLAIN, « Les protagonistes : de la biographie » dans René REMOND, *Pour une histoire politique*, Paris Le Seuil, 1996 p.121-159

### **Histoire générale et politique de la France au XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle.**

Maurice AGULHON *La République* Hachette « Pluriel », 1990

Claude BELLANGER Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU, *Histoire générale de la presse française*, t.3 « De 1871 à 1940 », Paris PUF, 1972.

Serge BERSTEIN et Odile RUDELLE, *Le modèle républicain français*, Paris, PUF, « Politique d'aujourd'hui », 1992.

Marc BLOCH *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard « Folio histoire », 1990.

Patrick CABANEL, *La question nationale au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2015.

Olivier DARD, *La synarchie. Le mythe du complot permanent*. Paris, Perrin « Tempus », 2012.

Olivier DARD, *Les années 30*, Paris, Le livre de Poche, 1999.

Olivier DARD, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF « le nœud gordien », 2002.

Nicolas DELALANDE, *Les batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours*. Paris Seuil « L'univers historique », 2011.

Francis DÉMIER, *La France du XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2000.

Vincent DUCLERT Christophe PROCHASSON (dir.), *Dictionnaire critique de la république* Paris, Flammarion, 2007.

Vincent DUCLERT, *1870-1914 La République imaginée* Paris, Belin, 2010

Robert FRANK, dans « 1940 la défaite de tous les Français » dans *La hantise du déclin*, Paris, Belin, 1994.

Raoul GIRARDET, *Le nationalisme français : anthologie, 1871-1914*. Paris, Seuil 1983.

Jean-Noel JEANNENEY, *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir : la faillite du Cartel, 1924-1926*, 1982 dans *L'histoire, la liberté l'action. Œuvres 1977-2013*, Paris, Seuil 2013.

Annie LACROIX RIZ, *Le choix de la défaite, les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Colin, 2010.

Marc MARTIN, « Retour sur "l'abominable vénalité de la presse française" » dans *Le Temps des Médias* n°6, 2005, p.22-33.

Jean-Marie MAYEUR, *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Paris, Le Seuil, 1984.

Renaud MELTZ, « Lorsque le Quai d'Orsay dictait des articles : la fabrication de l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, 2013/2 n° 154, p. 33-50.

Yves-Marie PÉREON, *L'image de la France dans la presse américaine 1936-1947*, Peter Lang, Bruxelles, 2011.

Dominique PINSOLLE, *Le Matin (1884-1944). Une presse d'argent et de chantage*, Rennes, PUR, 2012.

Pierre ROSANVALLON, *L'Etat en France de 1789 à nos jours* Paris, Le Seuil, 1990.

Pierre ROSANVALLON *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité.* Paris Le Seuil, 2008.

Nicolas ROUSSELLIER, *Le Parlement de l'éloquence la souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre* Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Zeev STERNHILL, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Folio, 2012.

Michel WINOCK, *Nationalisme antisémitisme et fascisme en France* Paris, Le Seuil, 1990.

### **Histoire sociale de la France.**

Christophe CHARLE, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée* Paris, Le Seuil « l'Univers historique », 2001.

Christophe CHARLE, *Histoire sociale de la France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1991.

Dominique KALIFA, *Biribi* Paris, Tempus, 2009.

Gérard NOIRIEL, *Les ouvriers dans la société française*, Paris, Le Seuil, 2002.

Gérard NOIRIEL, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle.* Paris, Points Seuil, 2006.

### **Histoire des relations internationales.**

Raymond ARON *Guerres et paix entre les nations*, Paris, Calmann-Levy, 2004.

Suzanne BERGER, *Notre première mondialisation*, Paris, Seuil « République des idées », 2003.

Robert BOYCE, « When "Uncle Sam" became "Uncle Shylock": Sources and Strength of French Anti-Americanism, 1919-1932 », *Histoire@Politique* 2013/1 (n° 19), p. 29-51.

Éric BUSSIÈRE, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1918-1935*, Paris CHEFF, 1992.

Éric BUSSIÈRE, « Des conventions du début du XX<sup>e</sup> siècle au plan Schuman : les permanences d'une approche contractuelle du processus d'unification économique de l'Europe » dans *Parlement[s], Revue d'histoire politique* 2007/3 - n°HS 3, p.11 à 23.

Éric BUSSIÈRE, « Premiers schémas européens et économie internationale durant l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, 2005 n°123, p.51-68.

Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*. Paris, Le Seuil, 1979.

Jean-Baptiste DUROSELLE, *La France et les Etats-Unis. Des origines à nos jours*. Paris Le Seuil « L'Univers Historique », 1976.

Antoine FLEURY « Le plan Briand d'Union fédérale européenne : les dimensions diplomatiques, 1929-1932 », dans Jacques BARIETY (dir.) *Aristide Briand la Société des nations et l'Europe 1919-1932* PUS, Strasbourg 2007, p.339-354

Robert FRANK « Les systèmes internationaux au XX<sup>e</sup> siècle » dans Robert FRANK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris PUF « Le Nœud gordien », 2012 p.187-215.

Robert FRANK et Christophe LE DREAU, « Introduction », *Les cahiers Irice* 2008/1 (n°1), p. 7-15.

Jean-Michel GAILLARD Antony ROWLEY, *Histoire du continent européen* Paris, Le Seuil, 2001.

Pierre GERBET, « Les organisations internationales », dans Robert FRANK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF « Le Nœud gordien », 2012, p. 255-269

René GIRAULT et Robert FRANK, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941* Paris, Payot, 2004.

René GIRAULT, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1871-1914*. Paris, Payot, 2004.

Jean HEFFER, « L'âge d'or du protectionnisme américain » dans *Histoire, économie et société*. 2003, 22e année, n°1. « La politique économique extérieure des Etats-Unis au XXe siècle » p. 7-22.



Pierre JARDIN, « Groupe, réseau, milieu », in Robert FRANK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF « Le Nœud Gordien », 2012, p.511-527.

Stanislas JEANNESSON, « les diplomates français et la paix au lendemain de la Grande Guerre », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°108, 2012, p.18-22.

Stanislas JEANNESSON, *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924). Histoire d'une occupation*. Presses universitaires de Strasbourg, 1998.

Sandrine KOTT, *L'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle* Paris, Hachette 1999.

Jacques LEVY Michel LUSSAULT (dir.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 2003.

Mark MAZOWER, *Le continent des ténèbres*, Editions Complexe, Paris 2005

Sylvain SCHIRMANN, *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du III<sup>e</sup> Reich* Paris, Armand Colin 2006.

Georges-Henri SOUTOU, *L'Europe de 1815 à nos jours* Paris, PUF « Nouvelle Clio » 2009.

Adam TOOZE, *Le déluge 1916-1931. Un nouvel ordre mondial*. Paris Les Belles Lettres 2015.

Maurice VAÏSSE, *Le multilatéralisme* Paris, La Découverte, 2007.

Etienne WEILL-RAYNAL, *Les réparations allemandes et la France*, Paris, 1947.

Jérôme WILSON, « Jurisconsultes et conseillers d'État : aux origines de l'ordre juridique communautaire » dans la *Revue de l'intégration européenne*, 2008, n°14, p.36-57.

## **Histoire des pays autres que la France.**

Fabrice D'ALMEIDA, *La vie mondaine sous le nazisme* Paris, Perrin « Tempus », 2008.

Etienne FRANCOIS et Thomas SERRIER, *Lieux de mémoire européens*, Paris, La Documentation française, 2012.

Jerzy KLOCZOWSKI, Natalia ALEKSIUN, Daniel BEAUVOIS, Marie-Elizabeth DUCREUX, Henryk SAMSONOWICZ, Piotr WANDYCZ, *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Nouvelle Clio, Paris, 2004.

Félix KREISSLER *De la révolution à l'annexion: l'Autriche de 1918 à 1938* PUF, 1971.

Roland MARX *L'Angleterre de 1914 à 1945*, Armand Colin « Coursus », Paris, 1998.

Sabine DULLIN « Litvinov, les diplomates soviétiques et l'Europe au seuil des années 1930 » dans Mikhaïl MATVEEVICH NARINSKIÏ (dir.) *L'URSS et l'Europe dans les années 20*, Paris, PUS, 2000, p.151-167.

Paul PASTEUR, *Histoire de l'Autriche de l'empire multinational à la nation autrichienne (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Armand Colin, « U », 2011.

Ileana RACIANU, *La Roumanie face aux rivalités politiques et financières internationales, 1922-1935*, thèse en cours de parution 2012.

Craufurd D. GOODWIN « Vision accomplished : Harold Moulton and Leo Pasvolsky of the Brookings Institution as champion of a new world order » dans Malcom RUTHERFORD (dir.), *The Economic Mind in America*, New York 1998.

Adam TOOZE, *Le salaire de la destruction. Formation et ruine de l'économie nazie*, Paris Tempus, 2016.

Alfred WAHL, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Paris, Armand Colin « Coursus », 1993.

Nicolas WERTH, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris PUF, 1990.

## **Histoire culturelle et intellectuelle de la France XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècle.**

Dominique BARJOT « Moments et expériences » dans Dominique BARJOT, Olivier DARD, Frédéric FOGACCI et Jérôme GRONDEUX, *Histoire de l'Europe libérale. Libéraux et libéralisme en Europe XVIII<sup>e</sup>- XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2016 p.15-32.

Ali BOUHAILI et Slim THABET, communication « Keynes et les institutions. Au-delà des rapports à l'institutionnalisme historique, l'Hypothèse Commons » CRIISEA, Université de Picardie Jules Verne, Amiens (France), XIII<sup>e</sup> colloque international de l'association Charles Gide PHARE, Paris, 27-29 mai 2009

Christophe CHARLE, *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011.

Clotilde DRUELLE-KORN « Regards et expériences croisés : les milieux économiques français et américains de la première guerre mondiale au tournant des années vingt : l'heure de la rationalisation » dans Olivier DARD et Hans-Jürgen LÜSEBRINK (dir.), *Américanisations et anti-américanismes comparés*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p.19-32.

Olivier DARD et Frédéric FOGACCI « Organisations, crises, régénérations » dans Dominique BARJOT, Olivier DARD, Frédéric FOGACCI et Jérôme GRONDEUX, *Histoire de l'Europe libérale. Libéraux et libéralisme en Europe XVIII<sup>e</sup>- XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2016 p.5-14.

Michel FOUCAULT *Naissance de la biopolitique* Paris Gallimard Le Seuil EHESS, p.2004.

Lucien JAUME, *Les origines philosophiques du libéralisme*, Paris, Flammarion « Champs essais », 2010.

Tristan LECOQ « Louis Rougier et le néo-libéralisme de l'entre-deux-guerres » *Revue de synthèse*, avril juin 1989, p.241-255.

Pierre MANENT, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Hachette « Pluriel », 2012.

Christine MANIGAND, « les élites genevoises » dans Henri BRESC Fabrice D'ALMEIDA Jean-Michel SALLMANN (dir.) *La circulation des élites européennes*, Paris, Seli Arslan, 2002, p.214-226

Thomas MARTY « le droit mobilisé : les conditions d'impossibilité d'une connaissance juridique des modes de scrutin », p.293-294, dans Annie STORALAMARRE Jean-Louis HALPERIN Frédéric Audren (dir.) *La République et son*

*droit (1870-1930)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2011, p.281-297.

Christophe PROCHASSON, *Les années électriques. 1880-1910*. Paris, La Découverte, 1991.

Jean-Pierre RIOUX, *Histoire culturelle de la France T.4 Le temps des masses* Paris, Seuil, 1997.

Pierre ROSANVALLON, « L'histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, V.2 n°4, 1987, p.22-56.

Francine SOUBIRAN-PAILLET « Engagement des professeurs de droit dans l'élaboration d'une législation sociale et industrielle sous la III<sup>e</sup> République : quelques jalons (1890-1930) » dans Annie STORA-LAMARRE Jean-Louis HALPERIN Frédéric Audren (dir.) *La République et son droit (1870-1930)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2011, p.186-199.

### **Annuaire et dictionnaires biographiques.**

Patrick ARABEYRE Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.), *Dictionnaire historique des juristes français* Paris, PUF « Quadrige, 2007.

Fabien CARDONI Nathalie CARRÉ DE MALBERG et Michel MARGAIRAZ (dir.), *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances 1801-2009* IGPDE, Paris 2012.

Jean-Pierre CHALINE et Anne-Marie SOHN (dir.), *Dictionnaire des parlementaires de Haute-Normandie sous la Troisième République 1871-1940*, Rouen, PUR, 2000.

Christophe CHARLE, *Les professeurs de la faculté des lettres de Paris. Dictionnaire biographique*, Paris, Editions du CNRS, 1989.

Jean-Claude DAUMAS (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010.

Akira IRIYE et Pierre-Yves SAUNIER (dir.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2009.

Jean JOLLY (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français, notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*,

Paris PUF, 8 Vol, 1960-1977 (consulté en ligne sur le site de l'Assemblée nationale).

Jacques JULLIARD Michel WINOCK (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnages, les lieux, les moments*, Paris, Seuil 1996.

### **Biographies et articles biographiques.**

Jean-Claude ALLAIN, *Joseph Caillaux l'oracle 1914-1944*, Imprimerie Nationale, Paris 1981.

Jean ALOUF, « Lettres de Drieu La Rochelle à Jean et André Boyer » *La revue des deux mondes*, mars 2014.

Anne-Laure ANIZAN, *Paul Painlevé. Sciences et politique de la Belle Epoque aux années 1930*, PUR, Rennes, 2012.

Örjan APPELQVIST, « Entre prudence rentière et mondialisation spéculative. La banque de suède dans l'entre-deux-guerres », dans Alya AGLAN Michel MARGAIRAZ Philippe VERHEYDE *De la croissance à la crise (1925-1935) : Le moment Tannery*, Librairie Droz, 2014 p.57-66.

Andrée BACHOUD, *Franco* Paris, Fayard 1997.

Patrice BAUBEAU, « Gaston Roulleau et l'étude des effets de commerce ou la tension entre statistiques fiduciaires et conceptions métallistes » dans *Histoire et mesure* XXVI-1 2011, p.221-242.

Mathieu BIDAUX et Christophe BOUILLON *André Marie 1897-1974. Sur les traces d'un homme d'Etat*, Paris, Autrement 2014.

Eric BUSSIÈRE « Monnet et la stabilisation monétaire roumaine » dans Gérard BOSSUAT Andreas WILKENS (dir.), *Jean Monnet l'Europe et les chemins de la paix* Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p.63-76.

Michaël BOURLET « Des normaliens dans les services de renseignement du ministère de la guerre français 1914-1918 » dans la *Revue historique des armées*, n°247, 2007, p.31-41.

Jean BOUVIER, « Quatre décideurs monétaires publics en 1926-1928 », dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, seizième série, n°7, 1985.

Éric BUSSIÈRE, *Horace Finaly, banquier*, Paris, Fayard, 1996.

Giovanni BUSINO, préface de l'ouvrage de W.E. RAPPARD *Economistes genevois du XIX<sup>e</sup> siècle* Genève, Droz, 1966.

Stephen Douglas CARLS, *Louis Loucheur, 1872-1931 ingénieur, homme d'Etat, modernisateur de la France* Presses universitaires du Septentrion, 2000.

Frédéric CLAVERT, *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, Bruxelles, PIE - Peter Lang, 2009.

Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC, *Georges Boris. Trente ans d'influence*. Paris Gallimard 2010

Olivier DARD, *Jean Coutrot de l'ingénieur au prophète*. Paris Presses universitaires franc-comtoises, 1999

Olivier DARD, *Charles Maurras*, Paris Armand Colin, 2013.

Guy DE ROUGEMONT, *Lazard Frères. Banquiers des Deux Mondes (1840-1939)*, Fayard, Paris, 2010.

Pierre DIETERLEN « Le négociateur » dans *Charles Rist, l'homme, la pensée, l'action. Revue d'Economie politique* t. LXV, 1955, p.948.

Clotilde DRUELLE-KORN, « De la pensée à l'action économique : Étienne Clémentel (1864-1936) un ministre visionnaire », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 16, janvier-avril 2012, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Geneviève DUCHENNE, « Regards sur l'engagement européen dans la Belgique d'entre-deux-guerres (1919-1939) », *Les cahiers Irice* 2008/1 (n° 1), p. 17-31.

Jean-Baptiste DUROSELLE, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988.

Olivier FEIERTAG, *Wilfrid Baumgartner, un grand commis des finances 1902-1978*, IGPDE, Paris, 2006.

Jean GARRIGUES, « Alexandre Ribot, des principes libéraux au pragmatisme de guerre », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 16, janvier-avril 2012, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Denis GUERIN, *Albert Thomas au BIT, 1920-1932. De l'internationalisme à l'Europe*, Europya, Genève, 1996.

Gilles HEURÉ, *Gustave Hervé Itinéraire d'un provocateur. De l'antipatriotisme au pétainisme*, Paris, La Découverte, 1997.

Jean-Noël JEANNENEY, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir. 1914-1940*. Atelier reproduction thèses Lille III, 1976.

Stanislas JEANNESSON, « Jacques Seydoux et la diplomatie économique dans la France de l'après-guerre », *Relations internationales*, 2005/1, n°121, p.9-24.

Lubor JILEK « Rôle de Jean Monnet dans les règlements d'Autriche et de Haute-Silésie » dans Gérard BOSSUAT Andreas WILKENS (dir.), *Jean Monnet l'Europe et les chemins de la paix* Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p.43-62.

Fred KUPFERMAN *Pierre Laval* Paris Tallandier 2006.

Vincent LANIOL « Fernand Larnaude, un "délégué technique" à la conférence de la paix de 1919 entre expertise et "culture de guerre" » dans *Relations internationales* n°149, p.43-55.

Lucette LE VAN-LEMESLE « Cauwès et Colson, le juriste et l'ingénieur : une ou deux conceptions du service public ? » dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2005/3 - no 52-3, p.75-87

Christine MANIGAND *Henry de Jovenel*, PULIM, 2000.

Christine MANIGAND « Louise Weiss Aristide Briand et l'Europe Nouvelle » dans Jacques BARIETY (dir.) *Aristide Briand la Société des nations et l'Europe 1919-1932* PUS, Strasbourg 2007, p.264-278

Michel MARBEAU, « Réflexions sur un haut fonctionnaire français devenu secrétaire général de la SDN : le cas de Joseph Avenol », *Relations Internationales*, n°75, automne 1993, p. 345-361.

Yuichiro MIYASHITA « Jean Monnet et l'Asie (1933-1940) » dans Gérard BOSSUAT (dir.) *Jean Monnet, banquier (1914-1945). Intérêts privés et intérêt général*, Paris IGPDE CHEFF, 2014, p.19-42.

Christian MORRISSON « Henri Hauser, observateur de la vie économique de son temps » in Séverine-Antigone MARIN George-Henri SOUTOU (dir.) *Henri Hauser (1866-1946)*, p.185-194.

Georges-Henri SOUTOU « Henri Hauser et la Première Guerre mondiale » dans Séverine-Antigone MARIN George-Henri SOUTOU (dir.), *Henri Hauser (1866-1946) Humaniste Historien Républicain* Paris, PUPS 2006, p.147-184.

Denise MAYER, *René Mayer. Etudes, témoignages, documents*. Paris, PUF, 1983.

Philippe MIOCHE, « Jean Monnet, businessman avant l'Europe » *Journal of European Integration History*, 2/2012, volume 18, p.143-159.

François MONNET, *Refaire la République. André Tardieu, une dérive réactionnaire (1876-1945)*, Paris Fayard 1993.

Kenneth MOURÉ, « Poincaré avait-il besoin de connaissances économiques pour sauver le franc ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 16, janvier-avril 2012, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Bernard OUDIN, *Aristide Briand*, Paris, Perrin « Tempus », 2016.

Philippe OULMONT, *Pierre Denis. Français libre et citoyen du monde*, Paris Nouveau Monde éditions, 2012.

Marinela PAPADAKIS, *Nicolas Politis (1872-1942), la construction d'un nouvel ordre international*, Thèse de l'EHESS, sous la dir. de Kostas Kostis, 2016

Yves-Marie PÉREON, *Franklin D. Roosevelt*, Paris, Texto, 2015.

Antoine PROST et Jay WINTER, *René Cassin*, Paris, Fayard, 2011.

Jacques PUYAUBERT, *Georges Bonnet, les combats d'un pacifiste*, Rennes, PUR, 2007.

François ROTH, *Poincaré*, Fayard, Paris, 2001.

Charles ROUSSEAU, « Émile Giraud (1894-1965) », *RGDIP*, 1965, p. 305-313.

Éric ROUSSEL *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1996.

Éric ROUSSEL *Pierre Mendès France*, Paris, Gallimard, 2007.

Roseline SALMON, « Raymond Koechlin, expert pour la France des richesses historiques de l'Autriche (1919-1921) » intervention lors du colloque « les Habsbourg et la France » Versailles 2012 (enregistrement audio) audible sur <http://www.chateauversailles-recherche.fr/>



Florence TAMAGNE, « La Ligue mondiale pour la réforme sexuelle : La science au service de l'émancipation sexuelle ? », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 22/2005, p.101-121.

Frédéric TRISTRAM « Jacques Rueff : haut fonctionnaire atypique et acteur du renouveau libéral au tournant des années 1930 » dans Dominique BARJOT, Olivier DARD, Frédéric FOGACCI et Jérôme GRONDEUX *Histoire de l'Europe libérale. Libéraux et libéralisme en Europe XVIII<sup>e</sup>- XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2016 p.133-158.

Raphaëlle ULRICH-PIER « René Massigli (1888-1988) un Grand du Quai d'Orsay » dans *Relations internationales*, 2005/2 n°122, p.3-16.

Michel WINOCK *Clemenceau*, Paris, Tempus, 2011.

### **Le milieu familial.**

Marcel BOIVIN, « La presse de Seine-Inférieure et l'Allemagne à la veille de la première guerre mondiale » dans Johannes VANDENRATH (ed.), *1914 Les psychoses de guerre ?* Rouen, 1985 p.167-180.

Emmanuel CHADEAU, « État, industrie, nation : la formation des technologies aéronautiques en France (1900-1950) » dans *Histoire, économie et société*, 1985, 4<sup>e</sup> année, n°2. p. 275-300.

Jean-Pierre CHALINE, *Les dynasties normandes* Paris, Perrin, 2009

Patrick CLASTRES Paul DIETSCHY, *Sport, société et culture en France* Paris, Hachette « Carré Histoire », 2006.

René GIRAULT, *Emprunts russes et investissements français en Russie. Recherches sur les investissements internationaux*, Paris, Colin, 1973.

Gerd KRUMEICH « Psychose de guerre et calcul politique dans la France de 1913 : la crainte d'une "attaque brusquée" allemande » dans Johannes VANDENRATH (ed.), *1914 Les psychoses de guerre ?* Rouen, 1985 p.85-94.

Yannick MAREC, *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927)*, Paris La Documentation française, 2002

Claude MESLIAND, « La fortune paysanne dans le Vaucluse (1900-1938) » dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 22<sup>e</sup>année, N.1, 1967. p. 88-136.

Michelle PERROT « Drame et conflits familiaux », dans Philippe ARIES et Georges DUBY *Histoire de la vie privée*, Paris, Seuil, 1999 (1987) t.4 « De la Révolution à la Grande Guerre » p.243-263.

### **La vie universitaire.**

Emile BRÉHIER, *Histoire de la philosophie* Paris PUF, 1994 (1931).

Gilles CAMPAGNOLO, *Carl Menger entre Aristote et Hayek. Aux sources de l'économie moderne.*, Paris, CNRS Editions, 2008.

Christophe CHARLE, *La république des universitaires* Paris, Le Seuil, 1994.

Clotilde DRUELLE-KORN, « Ministère du Commerce-Statistique générale de la France. Le rendez-vous manqué des statistiques économiques », *Histoire et Mesures*, XXII-I, 2007, p.45-69.

Jean-Jacques GISLAIN Philippe STEINER, *La sociologie économique 1890-1920. Emile Durkheim, Vilfredo Pareto, Joseph Schumpeter, François Simiand, Thorstein Veblen et Max Weber.* Paris, PUF, 1995.

Gilles LE BÉGUEC, *La république des avocats* Paris, Armand Colin 2003.

Lucette LE VAN-LEMESLE, *Le Juste ou le Riche. L'enseignement de l'économie politique. 1815-1950.* Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004.

Marc PÉNIN « La *Revue d'Economie Politique* ou l'essor d'une grande devancière (1887-1936) » dans Luc MARCO, *Les revues économiques en France* Paris L'Harmattan, 1996, p.157-196.

Bruno POU CET, *Enseigner la philosophie. Histoire d'une discipline scolaire 1860-1990*, Paris, CNRS Editions, 1999.

Antoine PROST, *Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968.

Richard SWEDBERG, *Une histoire de la sociologie économique* Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

Ludovic TOURNÈS « La fondation Rockefeller et la construction d'une politique des sciences sociales en France (1918-1940) en 1929-1930 » dans *Annales Histoire, Sciences Sociales* 63, 6 (2008) p.1371-1402.

Ludovic TOURNÈS *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Garnier, 2011.

### **La première guerre mondiale.**

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU Annette BECKER Henry ROUSSO et Christian INGRAO, *La Violence de guerre 1914-1945* Bruxelles, Complexe 2002.

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER, *14-18 retrouver la Guerre*, Paris, Gallimard « Folio histoire », 2000.

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.), *Encyclopédie de la grande Guerre*, Paris, Bayard, 2004.

Jean-Jacques BECKER, Jay WINTER, Gerd KRUMEICH, Annette BECKER, Stéphane AUDOIN-ROUZEAU (dir.), *Guerre et cultures 1914-1918*, Paris Armand Colin, 1994.

Jean-Jacques BECKER, *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont 1980.

Jean-Jacques BECKER, *L'année 14* Paris, Armand Colin, 2004.

Ophélie BENOIT, *Les bases britanniques à Rouen pendant la Première Guerre Mondiale* mémoire de master II sous la direction d'Olivier Feiertag, Université de Rouen 2010-2011.

François COCHET Rémy PORTE (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Robert Laffont « Bouquins », 2008.

André CORVISIER Guy PEDRONCINI (dir.), *Histoire militaire de la France* Paris PUF, 1992.

Annie CRÉPIN, *Histoire de la conscription* Paris, Gallimard « Folio histoire », 2009.

Michel GOYA, *L'invention de la guerre moderne. Du pantalon rouge au char d'assaut, 1871-1914*, Paris, Tallandier, « Texto » 2014 (2004).

John HORNE, « Guerres et réconciliations européennes au 20<sup>e</sup> siècle » *Vingtième siècle* 2009/4 n°104.

Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*. Paris, Le Seuil, 2013.

George L. MOSSE, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes* Paris, Hachette, 1999.

Christophe PROCHASSON, *14-18 Retours d'expériences*, Paris, Tallandier « Texto », 2008.

Charles RIDEL, *Les embusqués* Paris, Amand Colin, 2007.

## **Les organisations internationales.**

Marc ABÉLÈS (dir.) *Des anthropologues à l'OMC* CNRS Editions, 2011.

Christian BIREBENT *Militants de la paix et de la SDN. Les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni 1918-1925*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Olivier BUIRETTE « Réparer la guerre ». *Histoire de la formation et des premiers travaux de la Commission Interalliée des Réparations de Guerre appliquée aux alliés de l'Allemagne : Autriche Hongrie et Bulgarie, 1919-1920* thèse publiée à compte d'auteur 2005.

Michel CAMDESSUS, *La scène de drame est le monde, treize ans à la tête du FMI*, Paris, Éditions des Arènes, 2014

Patricia CLAVIN *Securing the world economy the reinvention of the League of Nations, 1920-1946*, Oxford university press, 2013.

Christophe FARQUET, « Expertise et négociations fiscales à la Société des Nations (1923-1939) », *Relations internationales*, 2010/2 n° 142, p. 5-21

Michel FIOR *Institution globale, transition et pouvoir. La Société des Nations et la reconstruction de l'Europe 1918-1931*, thèse dactylographié, Neufchâtel, 2005.

Jean-Michel GUIEU, *Le rameau et le glaive. Les militants français pour la SDN*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008.

Jean-Michel GUIEU « Les Allemands et la Société des nations (1914-1926) », *Les cahiers de l'IRICE*, Paris 2011/2 n°8, p.61-90.

Jean-Michel GUIEU « Genève 1926 : capitale de la paix ? L'admission de l'Allemagne à la SDN » *Bulletin de l'institut Pierre Renouvin*, n°12, 2001.

Jean-Marie GUIEU « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010.

Sandrine KOTT « Dynamiques de l'internationalisation : l'Allemagne et l'Organisation internationale du travail (1919-1940) », *Critique internationale* 2011/3 (n° 52), p. 69-84.

Daniel LAQUA, « Internationalisme ou affirmation de la nation ? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres », *Critique internationale* 2011/3 (n° 52), p. 51-67.

Christine MANIGAND *Les Français au service de la Société des Nations* Bern, Peter Lang, 2003.

Marie-Renée MOUTON *La Société des Nations et les intérêts de la France (1920-1924)*, Berne, Peter Lang, 1995.

Emmanuel NAQUET, « Guerre et Droit. L'inconciliable ? L'exemple de la Ligue des droits de l'homme de l'avant à l'après 14-18 », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle* 2005/1 (n° 23), p. 93-110.

Véronique PLATA « Le Bureau international du travail et la coopération technique dans l'entre-deux-guerres », *Relations internationales* 2014/2 (n° 157), p. 55-69.

Guillaume SACRISTIE et Antoine VAUCHEZ « Les “bons offices” du droit international : la constitution d'une autorité non politique dans le concert diplomatique des années 1920 » dans *Critique internationale*, Paris 2005, n°26, p.101-117.

Anne-Catherine WAGNER « Les élites managériales de la mondialisation » *Entreprises et histoire*, 2005, n°41 p.15-23.

Yannick WEHRLI « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *Relations internationales* , 2009/1 n° 137, p. 45-59.

## **Histoire économique.**

Rawi ABDELAL « Le consensus de Paris : la France et les règles de la finance mondiale » *Critique Internationale* n°28 ; juillet-septembre 2005 p.87-115.

Denise ARTAUD *La question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Lille III, 1978.

Laurence BADEL « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XX<sup>e</sup> siècle », *Relations internationales* 2014/2 (n° 157), p.3-23.

Laurence BADEL « Diplomatie économique et environnement institutionnel des années 1920 » Jacques BARIETY (dir.), *Aristide Briand la Société des Nations et l'Europe 1919-1932* Strasbourg, PU Strasbourg 2007, p.289-299.

Laurence BADEL *Un milieu libéral et européen. Le grand commerce français 1925-1948*. IGPDE, Paris 1999.

Claude BEAUD « Une multinationale française au lendemain de la Première Guerre mondiale : Schneider et l'Union Européenne Industrielle et Financière » dans *Histoire, économie et société*. 1983, 2<sup>e</sup> année, n°4. p. 625-645.

Bertrand BLANCHETON *Le Pape et l'Empereur. La Banque de France, la direction du Trésor et la politique monétaire de la France (1914-1918)*, Albin Michel, Paris, 2001.

Bertrand BLANCHETON « Fonctions et structures de la Banque de France dans l'entre-deux-guerres » dans Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Gouverner une banque centrale. Du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Mission historique de la Banque de France, Bibliothèque Albin Michel, 2010.

Bertrand BLANCHETON *Histoire de la mondialisation*, De Boeck Supérieur, 2008.

Bertrand BLANCHETON « L'autonomie de la Banque de France de la grande Guerre à la loi du 4 août 1993 » *Revue d'Economie financière*, mars 2014, p.157-178.

Hubert BONIN *La Banque de l'Union Parisienne (1874/1904-1974). Histoire de la deuxième grande banque d'affaires française*. Paris, Editions P.L.A.G.E, 2001.

Éric BOULANGER « Théories du nationalisme économique », *L'Économie politique* 2006/3 (no 31), p. 82-95.

Jean BOUVIER *Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains (XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècles)* Paris SEDES, 1977.

Jean BOUVIER « Maladies monétaires de l'entre-deux-guerres », *Politique aujourd'hui*, novembre 1971, p. 3-19.

Jean BOUVIER, *Un siècle de banque française. Les contraintes de l'Etat et les incertitudes des marchés*. Hachette littérature 1973.

Robert BOYER « Les crises financières comme conflit de temporalité », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 2013/1, n°117, p.69-88.

Éric BUSSIÈRE « L'économie et le politique : autonomie des facteurs, autonomie des acteurs ? » dans Robert FRANK (dir.) *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF « Le Nœud Gordien », 2012, p.293-314.

Éric BUSSIÈRE, « Entre libéralisme organisé et régionalisme : des solutions d'avenir pour l'Europe des années 1930 » dans Séverine-Antigone MARIN George-Henri SOUTOU (dir.), *Henri Hauser (1866-1946) Humaniste Historien Républicain* Paris, PUPS 2006, p.195-209.

Youssef CASSIS, « Les places de Londres et de Paris au début du XXe siècle. Quelques réflexions comparatives » dans Olivier FEIERTAG Isabelle LESPINET-MORET *L'économie faite homme. Hommage à Alain Plessis*, Genève, Droz, 2011, p.487-501.

Frédéric CLAVERT « Banque de France et *Reichsbank* face aux négociations du plan Young » *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 2007, p.225-240.

Natacha COQUERY et Matthieu DE OLIVEIRA (dir.) *L'échec a-t-il des vertus économiques ?* CHEFF -IGPDE, Paris, 2015.

Annie-Lou COT, Jérôme LALLEMENT, « 1859-1959 : de Walras à Debreu, un siècle d'équilibre général », *Revue économique* 2006/3 (Vol. 57), p.377-388.

Philipp L. COTTRELL « Norman, the Bank of England and Europe during the 1920s : case studies of Belgian and Italian stabilisation » dans Éric BUSSIÈRE et

Michel DUMOULIN *Milieus économiques et intégration européenne en Europe occidentale au XX<sup>e</sup> siècle*, Artois Presse Université 1998, p.37-84.

Philipp L. COTTRELL « Central Banks, Central Banking and Central Bank Cooperation » dans Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ (dir.) *Les Banques centrales à l'échelle du monde*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p.27-58.

Bernard DESJARDINS, Michel LESCURE, Roger NOUGARET Alain PLESSIS André STRAUS *Le Crédit lyonnais, 1863-1986 : études historiques*, Droz, 2003 Genève, 2003.

Vincent DUCHAUSSOY *Histoire de l'organisation et de la gouvernance de la Banque de France (1936-1993). La construction d'une institution de marché ?* Thèse de doctorat, Université de Rouen, 2013.

Vincent DUCHAUSSOY « Les socialistes, la Banque de France et le « mur d'argent » (1981-1984) » dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*. 2011/2 (n° 110), p.111-122.

Barry EICHENGREEN *L'expansion du capital*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Olivier FEIERTAG et Pablo MARTIN-ACEÑA, « The Delayed Modernization of the Central Banks of France and Spain in the Twentieth Century » in Carl L. HOLTFRERICH, Jaime REIS & Gianni TONIOLO, *The Emergence of Modern Central Banking from 1918 to the Present*, Aldershot, Ashgate, 1999, p.37-68.

John FFORDE, *The Bank of England and public policy, 1941-1958*, CUP, 1992.

Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ *Les banques centrales à l'échelle du monde*, Paris, Presses de Sciences Pos, 2012.

Olivier FEIERTAG « Pour une histoire de l'autorité monétaire des banques centrales », dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris Albin Michel, 2005, p.13-26.

Olivier FEIERTAG dans « Banques centrales et relations internationales au XX<sup>e</sup> siècle : le problème historique de la coopération monétaire internationale » *Relations internationales*, n°100, 1999, p.355-376.



Olivier FEIERTAG « Les banques d'émission et la BRI face à la dislocation de l'étalon-or (1931-1933) : l'entrée dans l'âge de la coopération monétaire internationale » dans *Histoire, économie et société*. 1999, n°4. p. 715-736.

Olivier FEIERTAG « Les banques centrales et l'Etat une réévaluation » dans Olivier FEIERTAG Michel MARGAIRAZ (dir.) *Les banques centrales et l'Etat-Nation*, Paris Mission historique de la Banque de France-Presses de Sciences Po, 2016, p.11-26

Marc FLANDREAU et Chantal RIVIERE dans « la grande "retransformation" ? Contrôles de capitaux et intégration financière internationale, 1880-1996 », dans *Economie Internationale*, n°78, 1999, p.11-58.

Marc FLANDREAU « 1931 : la chute de la livre sterling et la crise internationale vues par Jacques Rueff » in *Politique étrangère* N°4 - 1998 - 63e année p. 865-876.

Marc FLANDREAU « Le début de l'histoire : globalisation financière et relations internationales » *Politique étrangère*, Année 2000, Volume 65, n°3 p. 673 – 686.

Patrick FRIDENSON et André STRAUSS *Le capitalisme français XIX<sup>e</sup>- XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Fayard, 1987.

Mark GRANOVETTER *Sociologie économique*, Paris Seuil 2008

Carl-L. HOLTFRERICH et James REIS « Introduction » dans Carl-L. HOLTFRERICH James REIS et Gianni TONIOLO *The Emergence of Modern Central Banking from 1918 to the Present*, Aldershot, Ashgate, 1996, p.1-10.

Jean-Noël JEANNENEY *L'argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XXe siècle*, Paris, Fayard, 1981.

Charles P. KINDLEBERGER *La grande crise mondiale 1929-1939*, Paris, Economica, 1988.

Richard KUISEL *Le capitalisme et l'État en France ; modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1984.

Christophe LAFOREST « La stratégie française et la Pologne (1919-1939). Aspects économiques et implications politiques » dans *Histoire, économie et société*. 2003, 22e année, n°3. p. 395-411.

Nathan MARCUS « Hyperinflation as a Catalyst of Transformations : Path dependence through accelerated dynamics in post-First World War Austria », *European Review of History: Revue européenne d'histoire* août 2016.

Nathan MARCUS *Credibility, Confidence and Capital. Austrian Reconstruction and the Collapse of Global Finance: 1921 to 1931*, thèse de doctorat New York University, version photocopié, 2011.

Michel MARGAIRAZ « La SDN, les banques d'émission et les statistiques monétaires entre les deux guerres. Harmonisation des usages et convergences des pratiques » dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Albin Michel, 2005, p.149-167.

Michel MARGAIRAZ « Histoire économique » dans Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.) *Historiographies I. Concepts et Débats*. Paris Folio, 2010, p.295-306.

Michel MARGAIRAZ « La place de Londres modèle pour les autorités monétaires en France dans le premier XX<sup>e</sup> siècle ? », dans Florence BOURILLON, Philippe BOUTRY, André ENCREVE et Béatrice TOUCHELAY *Des économies et des hommes Hommage à Albert Broder*. Paris, 2006, p.69-83.

Michel MARGAIRAZ *L'Etat, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion. 1932-1952*. Comité pour l'histoire économique et financière de la France. 1991

Michel MARGAIRAZ, « Monnaie, État et marché entre les deux guerres : le Trésor, la Banque de France et le marché monétaire dans une perspective européenne », dans Olivier FEIERTAG et Michel MARGAIRAZ *Politique et pratiques des banques d'émission en Europe*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 419-450.

Pablo MARTIN-ACEÑA dans « La Banque de France, La BRI et la création du service des Etudes de la Banque d'Espagne au début des années 1930 » dans

Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Albin Michel, 2005, p.127-148

Bernard MICHEL « les conséquences économiques des traités de paix en Europe centrale, 1919-1920 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2007, n°226, p.97-108.

Kenneth MOURÉ *La politique du franc Poincaré*, Albin Michel, Paris, 1998.

Kenneth MOURÉ « Jean Tannery, la France et l'évolution du système monétaire international à l'époque de l'étalon-or, 1925-1936 », dans Alya AGLAN Michel MARGAIRAZ Philippe VERHEYDE *De la croissance à la crise (1925-1935) : Le moment Tannery*, Librairie Droz, 2014, p. 15-34.

Kenneth MOURÉ *The Gold Standard Illusion* Oxford University Press, 2002.

Marcel NETTER, *Histoire de la Banque de France entre les deux guerres : 1918-1939*, Pomponne, M. de Tayrac, 1994. Publié à titre posthume par la fille de l'auteur.

Nicole PIETRI *La reconstruction financière de l'Autriche 1921-1926*, Genève, Centre européen de la dotation Carnegie, 1970.

Alain PLESSIS « La Banque de France et la production de statistiques au XIX<sup>e</sup> siècle », dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris Albin Michel, 2005, p.55-68.

Alain PLESSIS, « La révolution de l'escompte dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle » *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n°23/2001 p.143-163.

Alex PREDA, « Les hommes de la bourse et leurs instruments merveilleux. Technologies de transmission des cours et origines de l'organisation des marchés modernes », *Réseaux* 2003/6 (n°122), p. 137-165.

Laure QUENNOÛELLE-CORRE *La Direction du Trésor. L'Etat-banquier et la croissance, 1947-1967*, Paris IGIPDE, 2000.

Laure QUENNOÛELLE-CORRE *La place financière de Paris au XX<sup>e</sup> siècle. Des ambitions contrariées ?* CHEFF -IGPDE, Paris, 2015.

Chantal RONZON-BELOT « Banquiers de la Belle Epoque. Les dirigeants des grands établissements de crédit en France » *Actes de la recherche en sciences sociales* 2003/1 - n° 146-147 p. 8-20.

Toni SAKR « Banque centrale et construction de l'Etat-nation dans les pays en développement. Le cas de la Banque du Liban » dans Olivier FEIERTAG Michel MARGAIRAZ (dir.) *Les banques centrales et l'Etat-Nation*, Paris Mission historique de la Banque de France-Presses de Sciences Po, 2016, p.489-523

Aurel SCHUBERT, *The Credit-Anstalt Crisis of 1931*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

Rosanna SCATAMACCHIA dans « L'émergence du service des Etudes de la Banque d'Italie et le développement de sa fonction d'expertise (1894-1947) » dans Olivier FEIERTAG (dir.) *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris Albin Michel, 2005,, p.99-100.

Sylvain SCHIRMANN *Crise, coopération économique et financière entre Etats européens 1929-1933*, Paris, CHEFF, 2000.

Gianni TONIOLO et Piet CLEMENT *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements 1930-1973* Cambridge University Press, 2005.

François BOULOC Michael BOURLET Anne MARCHAIS-ROUBELAT Philippet VERHEYDE « Guerres, profits et entreprises en Europe à l'époque contemporaine », *Entreprises et histoire*, 2012/3 n° 68, p. 109-126.

Claire WAPLER « Montagu Norman, la Banque d'Angleterre et la question allemande de l'Armistice à l'occupation de la Ruhr (1919-1923) » *Histoire économie et société* 1999, 18 n°4, p.681-700.

Laurent WARLOUZET *L'Europe occidentale face au choc de la globalisation. La solution de la CEE (1973-1985)*, mémoire inédit HDR, version dactylographiée.

Kazuhiko YAGO *The financial History of the Bank for International Settlements*, Londres, Routledge, 2012.

## **L'expertise.**

Regina BENDIX, « Une salle, plusieurs sites : les négociations internationales comme terrain de recherche anthropologique », *Critique internationale* 2012/1 (n° 54), p. 19-38

Gérard BRUN, *Technocrates et technocratie en France, 1918-1945*, Paris, Albatros, 1985.

Nathalie CARRÉ DE MALBERG *Le grand état-major financier : les inspecteurs des Finances 1918-1946. Les hommes, le métier, les carrières* Comité pour l'histoire économique et financière de la France /IGPDE, 2011.

Patricia CLAVIN et Jens-Wilhelm.WESSELS « Transnationalism and the League of Nations : Understanding the Work of Its Economic and Financial Organization » dans *Contemporary European History*, Cambridge, 14 4 (2005), p.465-492.

Patricia CLAVIN « Defining Transnationalism » dans *Contemporary European History*, 14, Cambridge, 2005, p 421-439.

Aurélien COLSON « La négociation diplomatique au risque de la transparence : rôles et figures du secret envers des tiers », *Négociations*, 2009/1, n°11, p.31-41.

Olivier DARD « les technocrates : archéologie d'un concept, généalogie d'un groupe social » dans Olivier DARD, Jean-Claude DAUMAS et François MARCOT (dir.), *L'Occupation, l'État français et les entreprises*, Paris, ADHE, 2000 p.213-228.

Yann DECORZANT *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.

Yann DECORZANT dans « La Société des Nations et l'apparition d'un nouveau réseau d'expertise économique et financière (1914-1923) », *Critique internationale*, 2011/3 n° 52, p. 35-50.

François DENORD « Aux origines du néo-libéralisme en France. Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 » dans *Le Mouvement Social*, 2001/2 n°195, p.9-34

Alain DESROSIÈRES *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. Paris, La Découverte « Textes à l'appui » 1993.

Guillaume DEVIN « Paroles de diplomates. Comment les négociations multilatérales changent la diplomatie », dans Franck PETITEVILLE Delphine PLACIDI-FROT (dir.) *Négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p.77-103.

Christophe DUPONT, « Coopérer pour s'entendre ou s'affronter pour vaincre ? », *Négociations*, 2006/1 no 5, p. 93-114.

Olivier FEIERTAG « Le signe des temps : l'invention de l'expert financier international dans l'entre-deux-guerres » communication lors du colloque « Experts et expertises en diplomatie. La mobilisation des compétences dans les relations internationales, du congrès de Westphalie à la naissance de l'ONU » organisé par le CRHIA, Nantes mai 2016.

Olivier FEIERTAG « Pierre Quesnay et les réseaux de internationalisme monétaire en Europe (1919-1937) » in Michel DUMOULIN (éd.), *Les réseaux économiques de la construction européenne au XXe siècle*, Berne, 2004 p.331-349.

Erhard FRIEDBERG « Pouvoir et négociation », *Négociations*, 2009/2, n°12, p.15-22.

Frédéric GRABER « Figures historiques de l'expertise » dans *Tracés* n°16, 2009, p.167-175.

Peter M. HAAS « Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination » *International Organization*, Vol. 46, No. 1 Cambridge, 1992, p. 1-35.

Sandrine KOTT « une "communauté épistémique" du social ? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 2008/2, n°71, p.26-46.

Claire LEMERCIER dans « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* Paris, Belin, 2005/2 - no52-2 , p. 88-112.

Delphine PLACIDI-FROT « Les négociations internationales à travers le prisme des sciences sociales », dans Franck PETITEVILLE Delphine PLACIDI-FROT (dir.) *Négociations internationales* Presses Sciences Po 2013, p.27-74.

Véronique PLATA « Le Bureau international du travail et la coopération technique dans l'entre-deux-guerres », *Relations internationales* 2014/2 (n° 157), p.55-69.

Guillaume SACRISTE et Antoine VAUCHEZ « Les « bons offices » du droit international : la constitution d'une autorité non politique dans le concert diplomatique des années 1920 », *Critique internationale*, 2005/1, n°26, p.101-117.

Christian THUDEROZ, « Régimes et registres de négociation », *Négociations*, 2009/2 n° 12, p. 107-118.

Jean-Yves TRÉPOS *La sociologie de l'expertise* Paris, PUF, « Que Sais-je » 1996.

## **SOURCES**

### **Archives publiques**

#### **Archives nationales :**

##### **Archives privées fonds Pierre Quesnay AN 374 AP 1 à 38**

374 AP 1 : Autriche Hongrie 1921 1926.

374 AP 2 : Autriche et correspondance 1924-1925.

374 AP 3 : Autriche 1925 et quelques documents de 1924 et 1925.

374 AP 4 : rapport Rist Layton et tous les rapports du comité financier.

374 AP 5 : comité experts Franc 1925-1926.

374 AP 6 : Banque de France 1926.

374 AP 7 : stabilisation polonaise et Banque de France 1926-1928.

374 AP 8 : « Réforme monétaire Stabilisation de la monnaie française ».

374 AP 9 : correspondance 1926-1928.

374 AP 10 : correspondance 1926-1930.

374 AP 11 : réparations avant comité experts Young fin 1928.

374 AP 12 : négociations comité experts Young 1929.

374 AP 13 : rapport comité experts Young 05 06 1929.

374 AP 14 : fin comité Young 1929 et discussions et origine BRI 1929.

374 AP 15 : « Papiers de Pierre Quesnay Première conférence de La Haye Août 1929 ».

374 AP 16 : négociations BRI 1929.

374 AP 17 : Comité organisation BRI 1929, papiers BRI 1927-1929, questions diverses 1927-1929.

374 AP 18 : « Papiers PQ BRI contrats de Trust 1928-1929 ».



374 AP 19 : 2<sup>e</sup> conférence de la Haye janvier 1930.

374 AP 20 « Rapports et études diverses : questions monétaires 1927-1930 ».

374 AP 21 : « SDN Divers 1926-1927 ».

374 AP 22 : réunions des gouverneurs BRI 1930-1935.

374 AP 23 : correspondance Pierre Quesnay années 1930.

374 AP 24-25 : correspondance Pierre Quesnay années 1930 (2 classeurs) de A à G.

374 AP 26-27 : correspondance Pierre Quesnay années 1930 (2 classeurs) de H à N.

374 AP 28-29 : correspondance Pierre Quesnay années 1930 (2 classeurs) de O à S.

374 AP 30 : correspondance Pierre Quesnay années 1930 (1 classeur) de S à Z.

374 AP 31 : correspondance Pierre Quesnay années 1930 de A à J.

374 AP 32 : Correspondance Pierre Quesnay années 1930 K-Z 1926-1935.

374 AP 33 : Société d'économie politique et de Statistique. Brochures et correspondance 1930-1937.

374 AP 34 « conférence Ecole de la paix 02/1932 ».

374 AP 35 « l'Ecole de la Paix conférence de M. Quesnay ».

374 AP 36 « Ecole de la Paix leçons ».

374 AP 37 : Papiers Pierre Quesnay – correspondance – nominations et félicitations – démission – service - -voyages- dépenses -1919-1936.

374 AP 38 : Condoléances mort Pierre Quesnay.

#### **Fonds Albert Thomas**

94 AP 392 Correspondance

#### **Archives de la Banque de France**

- Fonds Charles Rist :

1037200603 boîte 17 : papiers de fonction (1926-1928).

1037200603 boîte 23 : papiers de fonction (1928-1929).

1037200603 boîte 24 : papiers de fonction (1927-1931).

- Archives du gouverneur Tannery :

1069199612 boîte 4 : archives du gouverneur Tannery (1930-1937).

1069199612 boîte 10 : archives du gouverneur Tannery (1898-1938).

- Caisse générale :

1280200401 boîte 67 : gestion des espèces et de l'or (1814-1938).

- Direction Générale des Etudes :

1370199805 boîte 2 : Espagne (1918-1931).

1370200006 boîte 5 : économie monnaie et finances (1927-1955).

1397199404 boîte 25 : organisation du crédit (1935-1968).

1397199404 boîte 62 : politique financière générale (1926-1952).

- Direction Générale des services étrangers :

1489200303 boîte 186 : relations extérieures (1929-1978).

- Dossier personnel de Pierre Quesnay

boîte 191 dossier 52614.

### **Archives de la BRI**

- Papiers Pierre Quesnay QUE 1-5 : 5 boîtes
- Notes de et pour le directeur général Pierre Quesnay (extrait de la boîte B0524 T U403 C20 2.3).
- Correspondance et notes du directeur général (extrait de la boîte B025.TU1.403 C20 2.3)
- Correspondance Jan Beyn président de la BRI et d'Otto Niemeyer président du Board (extrait de la boîte B0525 T.U1.403 C20 2.3)

### **Archives de Fondation Jean Monnet pour l'Europe**

- Fonds AMC : 3 télégrammes

## Archives privées

### Fonds Frédéric Quesnay

- Carnets de Pierre Quesnay de 1912 à 1913, de 1915 à 1921, de 1923 à 1937

Année	Format	Nombre de pages	Remarques particulières
1912	1 cahier	210	
1913	1 cahier	200	
1916	9 carnets de poche	590	Dans les 4 premiers carnets (jusqu'au « carnet de dépôt n°1 » d'août, des notes concernant 1914 et 1915
1917	12 carnets de poche	780	
1918	12 carnets de poche	730	
1920	4 carnets de poche	200	
1921	1 carnet de poche	60	
1923	4 carnets de poche	130	
1924	2 carnets de poches	370	
1925	2 carnets de poche	180	
1926	4 carnets de poche	370	
1927	2 carnets de poche	370	
1928	2 carnets de poche	370	
1929	2 carnets de poche	290	
1930	4 carnets de poche	230	
1931	4 carnets de poche	140	
1930-1931	1 carnet	140	« Notes prises en comité de direction 23 août 1930-fin juillet 1931 ».
1932	4 carnets de poche	80	
1933	4 petits carnets de poche	110	
1934	1 carnet de poche	70	Uniquement les 4 premiers mois de l'année

1935	1 carnet de poche	90	
1936	1 petit carnet de poche	120	
1937	1 petit carnet de poche	140	

- Avant 1914.

Bulletins scolaires de Pierre Quesnay.

Cartes d'Angleterre de Pierre Quesnay à sa famille été 1909 été 1910 (une vingtaine de cartes).

Correspondance Pierre Quesnay avec sa famille (environ 45 documents).

« Notes pour mon diplôme sur Smith » (environ 18 pages).

- La guerre.

Correspondance Pierre Quesnay avec ses parents.

Correspondance Pierre Quesnay Carin Ramsay-Quesnay.

- La SDN.

1919 :

Correspondance Pierre Quesnay Carin Ramsay-Quesnay 45 lettres environ.

1920 :

Note dactylographié Vienne pour M.Bate secrétaire général section Autriche le 16 juin 1920, à propos des bureaux de la section française.

Note dactylographié Vienne pour M.Bate secrétaire général section Autriche le 6 juillet 1920 à propos du recrutement de secrétaires.

Note dactylographié comme chef temporaire du personnel (à propos de la plainte d'une secrétaire anglaise sur son salaire).

Dépenses de la délégation.

1921 :

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 3 lettres.

1922 :

Dossier félicitations naissance de son fils 20 lettres environ.

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 30 lettres environ.

1924 :

Dossier félicitations naissance de son fils 7 lettres environ.

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 6 lettres environ.

1925 :

Polycopié "confidentiel Autriche. Les besoins de capital et l'orientation politique." Genève le 7 août 1925.

Rapport Rist Layton dactylographié 4p.

Plan manuscrit des bureaux SDN.

Remerciements de la rédaction de la *Revue des sciences politiques* à Pierre Quesnay 7 juillet 1925.

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 15 lettres environ.

1926 :

Lettre de René Charron à Pierre Quesnay 10 mai 1926.

Lettre d'André de Chalendar à Pierre Quesnay 14 mai 1926.

Lettre de René Mayer à Pierre Quesnay 16 mai 1926.

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 12 lettres environ.

- La Banque de France

1926 :

Compte-rendu « Autour du comité des Experts » 1926 (45 pages environ).

1927 :

Dossier « la stabilisation belge. Voyage de M. Quesnay à Bruxelles Octobre 1927 ».

Quesnay à destinataire inconnu 29 juin 1927 demande Légion d'honneur.

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 6 lettres environ.

1928 :

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 2 lettres environ.

1929 :

Charles Rist à Pierre Quesnay 3 mars 1929.

Lettre Cheysson à Pierre Quesnay 25 juin 1929.

Lettres de la *Direktion der Zentral-europäischen Länderbank* à Pierre Quesnay mai-juin 1929.

2 lettres de Künwald à Pierre Quesnay août 1929.

Lettre de René Mayer à Pierre Quesnay 14 octobre 1929.

Plusieurs lettres d'un auteur inconnu (en-tête de la Société générale des Minerais) à Quesnay octobre 1929.

Extrait *Le Soir* p.2 28 octobre 1929 à propos de la « conférence pour Banque internationale.

Dossier « attachés égarés » : 8 lettres de Mitzakis et Koszul à Quesnay d'octobre 1929 à mai 1930.

Dossier Comité des experts (1929) lettres et cartes de félicitations reçues à l'issue de la Conférence (chemise BF Etudes économiques).

Télégramme Young à Pierre Quesnay.

Lettre Louise Weiss à Pierre Quesnay.

Brouillon de Quesnay autour du plan Young (3 pages).

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 4 lettres environ.

- La BRI

1930 :

3 lettres de Künwald à Pierre Quesnay.

2 lettres de Simon à Pierre Quesnay.

Lettre de Maurice Frère à Pierre Quesnay 7 mai 1930.

Lettre de Jean Luchaire à Quesnay 28 juin 1930.

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 4 lettres environ.

1931 :

3 lettres d'Albert Thomas à Quesnay 24 février 17 juillet et 6 août 1931.

Brouillon de la main de Quesnay à propos de la situation BRI 1931-1932.

Lettre de Pierre Quesnay à Dannie N.Heineman le 17mars 1931.

Lettre de Pierre Quesnay à Liffra directeur Banque de France à Mulhouse le 21 juillet 1931.

Lettre de Pierre Quesnay à Daniel Mieg président société industrielle Mulhouse le 22 juillet 1931.

1932 :

Dossier achat du Varat.

Lettre de Künwald à Pierre Quesnay le 9 janvier 1932.

Lettre de Vogüe à Pierre Quesnay le 15 janvier 1932.

Lettre de Moreau à Pierre Quesnay le 22 janvier 1932.

Lettre de Jacques Rueff à Pierre Quesnay le 6 février 1932.

Lettre d'Henri Clerc à Pierre Quesnay le 21 mars [ ? ] 1932.

Lettre de Léon Blum à Pierre Quesnay le 18 mars 1932.

Lettre de Siepmann à Pierre Quesnay le 29 mars 1932.

2 lettres de Georges Bonnet à Pierre Quesnay.

1933 :

Dossier affaire du *Manchester Guardian*.

Lettre et note de Pierre Quesnay (avec lettre à Siepmann mai 1933 pour transmission des documents) à Georges Bonnet 14 avril 1933.

1934 :

Correspondance avec Carin Ramsay-Quesnay 6 lettres.

1935 :

Lettre de René Mayer à Pierre Quesnay le 28 octobre 1935.

Lettre de Siepmann à Pierre Quesnay le 25 août 1935.

Lettre Alphonse Rodier à Pierre Quesnay le 16 septembre 1935.

Carte postale de René Pleven à Pierre Quesnay le 21 août 1935.

Extrait de *Candide* du 28 novembre 1935.

Liste invités (délégation française) pour déjeuner du 30 janvier 1935.

1936 :

2 lettres de Denis à Pierre Quesnay.

2 lettres de Pleven à Pierre Quesnay.

Lettre de Künwald à Pierre Quesnay le 6 juillet 1936.

Lettre de Pierre Quesnay à Labeyrie le 19 décembre 1936.

Dossier BUP (lettre auteur illisible et coupures de presse).

1937 :

Coupures de presse à propos du départ de Labeyrie.

Lettre de Pierre Quesnay à Labeyrie le 6 avril 1937.

Sans date :

Des documents de la vie quotidienne et familiale

Des lettres à Pierre Quesnay dont les auteurs restent à déterminer

### **Fonds Irène Quesnay**

Correspondance Quesnay avec sa mère et papiers divers avant 1914 (20 documents environ)

Correspondance Quesnay avec ses parents et autres 1914-1918 (35 documents environ)

Correspondance Quesnay avec sa mère après 1918 (2 lettres) et « la table de Pierre » ( carnet de naissance Pierre Louis Auguste Quesnay)

### **Fonds Nicolas Savoye**

Carnet de notes PQ 9<sup>e</sup> 1902-1903

Bibliothèque de Pierre Quesnay



## Sources imprimées

Journal de marche du 95<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie visible sur <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/>

*Le Matin* 9 septembre 1919, 18 et 28 juillet 1923

*La Revue d'Economie Politique* septembre-octobre 1919 juillet –septembre 1925

SDN, *Actes de la première assemblée. Séances plénières*, Genève, 1920

Pierre MENDÈS FRANCE *La Banque Internationale*, Paris, Librairie Valois  
"Bibliothèque économique universelle, 1930.

Emile MOREAU *Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France. Histoire de la Stabilisation du Franc (1926-1928)*, Librairie de Médecis, Paris, 1954

Jacques RUEFF dans « Sur une théorie de l'inflation » *Journal de la Société de Statistiques de Paris*, 66, février 1925, p. 83-108

Arthur SALTER, *Memoirs of a Public Servant*, Londres, Faber and Faber, 1961

Albert SCHATZ *L'individualisme économique et social : ses origines – son évolution – ses formes contemporaines*, 1907, visible sur gallica.bnf.fr

Rapports annuels de la BRI 1931-1938, visible sur le CD-Rom *Rewiewing the global economy over 75 years. BIR Annual Reports 1931-2005*, Bâle juillet 2005

## INDEX

### A

Addis, Charles, 592, 641, 649, 657, 662, 663, 668, 670, 673, 674, 680, 709

Agathon, pseudonyme de Henri Massis et Alfred De Tarde, 64

Allix, Edgar 81, 82, 84, 88, 92, 96, 140, 251, 619, 631, 638

Auboin, Roger, 402, 411, 427, 431, 449, 455, 468, 482, 484, 500, 550, 552, 553, 597, 615, 616, 618, 619, 632, 639

Aupetit, Albert, 422, 425, 427, 429, 430, 443, 444, 495, 858

Auriol, Vincent, 520, 787, 862, 899, 916, 917

Avenol, Joseph, 307, 308, 309, 312, 321, 322, 323, 324, 325, 327, 329, 335, 343, 344, 345, 346, 349, 350, 351, 352, 353, 355, 359, 373, 375, 376, 377, 378, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 389, 391, 393, 398, 399, 400, 402, 403, 404, 405, 406, 408, 409, 411, 412, 419, 420, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 434, 441, 443, 450, 451, 454, 455, 461, 479, 480, 482, 484, 498, 524, 529, 550, 554, 556, 567, 596, 619, 722, 725, 726

### B

Badulescu, Victor 541, 543, 545, 548, 549, 550, 551

Bainville, Jacques 135, 167, 181, 182, 474, 696, 741, 810

Balfour, Arthur, 375, 386, 621, 623, 631, 637, 643

Barnaud, Jacques, 438, 439, 441, 467, 470

Barrès, Maurice, 64, 142, 143, 148, 164

Barthélémy, Joseph, 87, 123, 124, 133, 140, 171, 223, 253, 291, 433

Barthou, Louis, 76, 84, 96, 148, 282, 434, 506, 723

Basch, Victor, 160, 175

Basch, Anton, 451, 483, 539, 705

Baumgartner, Wilfrid 11, 15, 22, 433, 457, 500, 509, 600, 814, 844, 888, 918

Bénard, 420, 427, 575

Bénès, Edvard, 346, 348, 375, 386, 391, 395, 406, 408, 409

Berger, René, 211, 213, 233, 234, 251, 302, 612, 616, 638, 643, 658, 660, 663, 669, 773, 887

Bergson, Henri, 89, 90, 182, 375

Bernard, Maurice, 87, 88, 94, 95, 131

Bernède, Arthur, 61, 62

Berryer, Paul, 722

Berthelot, Philippe, 147, 384, 490, 529, 636, 654, 670, 679, 842

Bizot, Jean-Jacques 457, 500, 509, 609, 615, 631, 634, 635, 636, 655,

656, 671, 673, 674, 679, 705, 713,  
717, 820

Blériot, Louis, 55, 56

Bloch, Marc, 10, 18, 135, 795, 926

Bloch-Lainé, François, 928

Blum, Léon, 433, 439, 469, 478,  
482, 815, 887, 898, 899, 901, 902,  
905, 909, 911, 915, 916, 918, 927,  
928

Bokanowski, Maurice, 437, 439,  
455, 468, 502

Bonnet, Georges 377, 381, 382,  
385, 389, 399, 402, 403, 407, 409,  
426, 427, 428, 430, 434, 451, 452,  
478, 482, 484, 501, 596, 600, 602,  
670, 679, 725, 746, 831, 883, 896,  
897, 917, 918, 919

Bonnot, Jules, 53

Boris, Roland, 529, 530, 616

Boris, Georges, 796, 883, 898

Bouglé, Célestin, 88, 90, 95, 96, 98,  
221, 222, 223, 224, 225, 226, 234,  
249, 250, 251, 253, 290, 412

Boyer, Jean, 470, 490, 516, 638,  
924

Bratianu, Vintila, 505, 540, 545,  
546, 550, 584, 585

Briand, Aristide, 20, 68, 76, 148,  
152, 165, 197, 282, 283, 309, 402,  
406, 407, 408, 409, 410, 411, 419,  
420, 425, 426, 427, 433, 434, 436,  
451, 463, 471, 478, 479, 480, 482,  
490, 522, 536, 553, 603, 609, 618,  
621, 636, 655, 656, 671, 672, 673,  
698, 699, 734, 898, 927

Brüning, Heinrich, 706, 755, 756,  
757, 758, 775, 778, 836, 845

Brunschvicg, Léon, 89

Bunau-Varilla, Maurice, 143, 479

Buré, Emile, 697, 742

Burgess, Randolph, 577, 585, 592,  
593, 639, 640

## C

Cahen, Léon, 252, 256, 262, 277

Caillaux, Joseph, 47, 65, 76, 97,  
100, 144, 148, 240, 377, 410, 425,  
426, 427, 428, 429, 433, 434, 435,  
436, 453, 455, 479, 480, 481, 501,  
506, 574, 603, 604, 670, 679, 820,  
858, 894, 916, 917, 927

Capus, Alfred, 143

Carpentier, Georges, 51, 81, 354

Carriguel, Charles, 474, 494, 496,  
497, 499, 519, 521, 523, 539, 555,  
571, 593, 594, 595, 596, 600, 601,  
602, 604, 614, 615, 632, 638, 677,  
855, 859, 860, 862, 907

Cassin, René, 378, 380

Chalendar, André de, 377, 398,  
411, 430, 431, 451, 456, 483, 495,  
498, 539, 550, 616, 656, 669, 964

Charron, René, 295, 303, 304, 306,  
309, 316, 319, 322, 335, 337, 384,  
451, 456, 459, 563, 611, 672, 726,  
728, 733, 754, 756, 785, 885, 886

Chénon, Emile, 87

Cheyssou, Pierre, 347, 599, 654

Clauzel, Bernard, comte, 377, 378,  
752, 757, 793

Clemenceau, Georges, 75, 76, 102, 126, 131, 142, 143, 145, 148, 149, 150, 151, 152, 164, 168, 234, 248, 254, 281, 282, 283, 295, 304, 358, 368, 426, 440, 697

Clémentel, Jean, 253, 254, 255, 257, 259, 262, 267, 276, 277

Clémentel, Emile, 253, 257, 262, 266, 273, 277, 297, 304, 609, 668

Clerc, Henri, 427, 433, 474, 792, 797

Combes, Emile, 69

Comert, Pierre, 348, 380, 381, 385, 400, 405, 406, 407, 409, 412, 426, 428, 430, 432, 452, 478, 480, 482, 483, 552, 593, 604, 614, 641, 647, 654, 717, 726, 836, 837, 892

Cot, Pierre, 892, 898, 899

Coudenhove-Kalergi, Richard, 502, 611, 738, 797

Coutrot, Jean, 15, 891

Cutcheon, Franklin M. W. 614, 633, 638

## D

Daudet, Léon, 181, 283, 506

Dautry, Raoul, 603

De Bordes, Jan van Walré, 307, 311, 312, 315, 321, 326, 327, 333, 340, 341, 344, 348, 353, 354, 355, 357, 360, 369, 380, 392, 394, 398, 456, 593, 610

Décamps, Jules 429, 441, 442, 443, 449, 495

Delacroix, Henri, 91, 92, 122, 123, 251

Delacroix Léon, 658, 662

Delarue, famille, 37

Delille, famille, 54

Denis, Ernest, 308

Denis, Pierre 15, 306, 308, 325, 326, 343, 352, 353, 354, 360, 365, 377, 379, 380, 381, 383, 384, 385, 389, 390, 398, 399, 400, 403, 405, 406, 407, 408, 409, 411, 420, 427, 431, 432, 439, 451, 452, 455, 483, 484, 500, 519, 524, 525, 526, 528, 530, 531, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 549, 552, 554, 556, 563, 581, 582, 584, 593, 596, 600, 612, 619, 654, 659, 726, 727, 728, 729, 733, 837, 885, 926

Detoeuf, Auguste, 889

Dewey, Charles S. 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 590, 597, 601, 614, 655, 659

Doumergue, Gaston, 426, 434, 480, 484, 603, 609, 617

Dreyfus, Alfred, 67, 73, 85

Dreyfus, Edgar, 489, 539, 550, 597, 598, 599, 614

Drouilhet, Franck, 426, 427, 429, 430, 431, 434, 444, 473, 478, 479, 480, 481, 482, 490, 504, 505, 506, 596, 601, 602, 603, 610, 616, 632, 636

Dumouchel, André, 48, 71, 72

Durkheim, Emile, 90, 91, 94, 101, 103, 122, 123, 170, 171, 172, 173, 174, 180, 186, 221, 223, 225, 245

## E

Eliacheff, Boris, 484

## F

Fallières, Armand, 61, 75

Fighiéra, Roger, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 262, 263, 273, 277

Finaly, Horace, 14, 250, 457, 553, 617, 638

Flandin, Pierre-Etienne, 758, 788, 789, 842, 893, 894, 897, 917, 918

Flers, Robert de, 143, 156, 157

Fleuriau, Aimé de, 460, 463, 464, 555, 561, 671

Francqui, Emile, 614, 631, 632, 639, 640, 641, 647, 652, 653, 656, 658, 671, 672, 673, 722, 725, 755, 853

Fraser, Léon, 526, 527, 633, 634, 635, 636, 638, 639, 655, 658, 663, 668, 673, 674, 677, 678, 701, 702, 716, 719, 724, 739, 746, 751, 769, 777, 780, 781, 816, 884

Frère, Maurice, 313, 314, 322, 338, 399, 452, 612, 639, 642, 658, 660, 661, 662, 663, 668, 669, 673, 674, 704

Freycinet, Louis Charles de Saulces de, 30, 834

## G

Gerville-Réache, Léo 474, 475

Gilbert, Seymour Parker, 427, 439, 455, 466, 467, 525, 526, 571, 572, 595, 601, 608, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 623, 632, 638, 639, 641, 642, 643, 647, 653, 660, 668, 670, 672, 674, 675, 676, 677

Giraud, Emile, 36, 60, 75, 137, 138, 174, 221, 243, 256, 257, 259, 262, 276, 278, 319, 335, 451, 480, 591, 892, 898

Gonin, 100, 249

Grunbeyer, 342, 390

Gutt, Camille, 614, 615, 633, 643, 647, 648, 653, 656, 657, 658, 669, 670, 671, 672, 673, 676, 721, 853

## H

Haas, Robert, 380, 399, 406, 408, 409, 483, 601

Harrison, Georges L. 519, 524, 525, 526, 571, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 604, 619, 674, 677

Hauser, Henri, 251, 252, 253, 254, 256, 257, 258, 259, 262, 269, 270, 271, 273, 276, 277, 290, 297, 305, 600

Herbette, Louis, 17, 166

Herriot, Edouard, 383, 425, 426, 427, 434, 435, 439, 479, 481, 687, 717, 746, 805, 816, 820

Hervé, Gustave, 132, 133, 142, 145, 149, 150, 151, 152, 164, 168, 243, 358

Hitler, Adolf, 745, 778, 836, 838, 840

Hoden, Marcel, 377, 402, 499, 595, 634

Hoover, Herbert, 260, 755, 764, 769, 785

Hülse, Ernst, 701, 704, 710, 712, 716, 751, 752, 780, 781, 790, 843

Hutin, Marcel, 472, 473

## J

Jacobsson, Per, 701, 717, 724, 790, 791

Jaspar, Henri, 671, 672, 673

Jaurès, Jean, 65, 67, 96, 97, 110, 152

Jeune, A- L, 471, 474, 521, 526, 596, 742

Jèze, Gaston, 88, 89, 90, 94, 95, 99, 101, 120, 123, 168, 169, 170, 221, 223, 224, 251, 253, 311, 327, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 617

Jouhaux, 290, 384, 400, 402, 403, 482, 898

Jouvenel, Bertrand de, 343, 345, 346, 347, 381, 400, 422, 430, 454, 481, 581

## K

Karpinski, 531, 532, 533, 534, 704, 711

Kastl, Ludwig, 651, 652, 653, 672

Keynes, John Maynard, 294, 295, 835, 882

Kienböck, Victor, 314, 327, 328, 329, 331, 338, 342, 343, 344, 345, 349, 354, 355, 356, 357, 727

Kindersley, Robert, 454, 461, 594, 595, 670, 736, 737, 777, 779, 780

Kiriacescu, Oscar, 541, 542, 544, 549

Koechlin, Raymond, 301, 302, 317

Koszul, Julien-Pierre, 489, 493, 749, 857

Krabbe, L. T. 348, 392, 393, 395

Kreuger, Ivar, 600, 601, 638, 678, 694, 729, 730, 731

Künwald, Gottfried, 314, 334, 341, 343, 354, 364, 365, 379, 414, 426, 429, 430, 432, 446, 449, 450, 503, 611, 654, 727, 739, 770, 771, 772, 797

## L

Labeyrie, Emile, 725, 853, 856, 861, 862, 863, 884, 887, 906, 915, 916, 917, 918, 919

Lacour-Gayet, Jacques, 583, 584, 585, 602, 608, 716, 718, 724, 725, 729, 730, 735, 752, 756, 759, 769, 771, 774, 777, 779, 780, 784, 788, 790, 791, 816, 836, 842, 845, 853, 856, 858, 861, 884, 896, 901, 906, 918

Lacourt, Georges, 445, 484, 493, 554, 593, 596, 598, 600, 618, 619, 634, 637, 659, 669, 671, 672, 705, 756, 918

Lambert-Ribot, Alfred, 470, 654

Langrenue, famille 37

Larnaude, Fernand, 221, 223, 249, 250, 251

Lartet, 37, 67

Laval, Pierre 417, 426, 427, 429, 430, 454, 478, 479, 480, 481, 482, 484, 490, 505, 600, 603, 604, 675, 679, 733, 754, 755, 756, 759, 815, 853, 859, 887, 893, 896, 897, 898, 901, 902, 903, 905, 908, 909, 926, 927

Lavedan, Henri, 62, 143

Layton, Walter, 348, 389, 391, 392, 393, 397, 398, 402, 403, 412, 413, 431, 461, 561, 657, 660, 661, 662, 663, 666, 667, 668, 669, 670, 674, 797

Lebos, 129, 135

Lecherbonnier, Pierre, 100, 134, 176, 177, 186, 249, 251, 255, 263, 264, 277

Leclerc, Max, 348

Leclerc, Omer-James, 437, 438, 483, 496, 504, 507, 508, 515, 518, 519, 550, 555, 584, 596, 601, 604, 607, 609, 618

Lefranc, Jean, 255, 256, 263, 264, 277, 278

Léger, 348, 412, 536, 594, 604, 654, 655, 656, 698

Lemorton, Pierre, 85, 86, 100, 105, 114, 117, 118, 127, 129, 134, 135, 137, 138, 147, 148, 195, 249

Lerebourg, famille 37

Level, Philippe, 251

Lloyd George, David, 169, 229, 235, 241, 358, 368

Lormier, 37

Loucheur, Louis, 20, 274, 345, 382, 397, 399, 400, 402, 403, 406, 407, 410, 412, 413, 434, 655, 656, 671, 673, 801

Luchoire, Julien, 257, 604, 673, 788

Luchoire, Jean, 696

Luther, Hans, 419, 677, 716, 775, 776, 777, 779, 780, 838, 839

Lyon-Caen, Charles, 82, 119, 223, 224, 251

Lysis, pseudonyme d'Eugène Letailleur, 223, 243, 291

## M

Maginot, André, 50, 51

Mallet, famille, 251, 252, 529, 597

Massigli, René, 348, 383, 483, 619, 641, 655, 656

Maurras, Charles, 67, 142, 152, 180, 181, 182, 183

May, Gaston, 82, 98, 175

Mayer, René, 37, 251, 252, 253, 256, 257, 258, 263, 305, 400, 401, 431, 472, 478, 479, 481, 482, 490, 505, 506, 593, 596, 597, 601, 602, 616, 632, 636, 649, 655, 697, 756, 759, 895, 917, 928

Melchior, Karl, 651, 652, 653, 673, 776

Mendès France, Pierre, 686, 691, 692, 693, 694, 696

Millerand, Alexandre, 48, 61, 73

Mitzakis, Michel, 493, 598, 604, 713, 716, 718, 719, 723, 724, 725, 726, 730, 741, 749, 750, 768, 771, 974

772, 777, 779, 780, 788, 790, 791,  
816, 836, 842, 855, 858, 859, 883

Mlinarski, 532, 533, 534, 535

Monnet, Jean, 15, 20, 277, 323,  
335, 382, 384, 401, 417, 420, 427,  
428, 429, 430, 431, 432, 434, 436,  
439, 452, 453, 454, 455, 456, 478,  
479, 480, 481, 483, 484, 502, 520,  
523, 524, 525, 526, 527, 528, 538,  
539, 540, 541, 542, 543, 544, 545,  
547, 548, 549, 550, 552, 553, 556,  
571, 572, 575, 577, 580, 581, 582,  
583, 584, 585, 586, 587, 588, 589,  
600, 601, 608, 612, 613, 614, 615,  
616, 617, 619, 659, 668, 674, 704,  
725, 727, 728, 729, 730, 750, 884,  
885, 886, 887, 906, 920, 926, 928

Monzie, Anatole de, 425, 434, 481,  
746

Moreau, Emile, 20, 22, 81, 315,  
348, 415, 421, 427, 428, 429, 431,  
432, 436, 437, 438, 439, 440, 442,  
443, 444, 449, 451, 454, 455, 456,  
461, 462, 464, 465, 466, 467, 468,  
469, 470, 472, 474, 476, 479, 481,  
484, 485, 486, 489, 494, 497, 504,  
505, 506, 507, 509, 511, 513, 515,  
516, 517, 518, 519, 520, 521, 522,  
523, 524, 525, 526, 527, 528, 529,  
537, 545, 550, 553, 554, 555, 556,  
557, 559, 561, 564, 565, 566, 571,  
572, 577, 578, 579, 584, 585, 587,  
588, 589, 590, 591, 592, 593, 595,  
596, 599, 600, 601, 602, 603, 604,  
605, 607, 608, 609, 610, 611, 612,  
613, 614, 615, 616, 617, 618, 631,  
632, 633, 636, 637, 638, 639, 641,  
642, 643, 644, 645, 646, 647, 649,  
652, 653, 654, 655, 656, 657, 658,  
659, 667, 668, 669, 670, 671, 672,  
673, 674, 675, 676, 677, 678, 679,

681, 705, 718, 731, 732, 733, 736,  
772, 777, 778, 779, 781, 858, 863,  
883, 894, 901, 904, 920, 924, 926,  
929

Moret, Clément, 438, 490, 497,  
498, 502, 511, 518, 519, 529, 547,  
550, 553, 580, 584, 596, 602, 607,  
609, 615, 616, 631, 632, 634, 638,  
657, 658, 659, 659, 660, 661, 662,  
663, 667, 668, 669, 670, 671, 672,  
673, 674, 675, 676, 677, 713, 754,  
756, 776, 777, 779, 855, 859, 884,  
918

Morrow, Dwight, 453, 454, 525,  
526, 571, 572, 583, 591, 657, 663,  
667, 668

Moüy, Pierre de, 420, 425, 470

Mussolini, Benito, 452, 596, 838

## N

Niemeyer, Otto, 321, 324, 328,  
330, 343, 344, 362, 383, 385, 389,  
391, 393, 450, 455, 456, 460, 461,  
464, 465, 522, 540, 555, 560, 561,  
566, 591, 592, 593, 856, 861, 906

Nogaro, Bertrand, 422, 427, 433

Norman, Montagu, 328, 332, 333,  
362, 455, 456, 457, 458, 459, 460,  
461, 462, 464, 465, 484, 496, 519,  
520, 525, 540, 553, 554, 555, 556,  
557, 559, 560, 561, 565, 566, 569,  
571, 572, 583, 584, 585, 587, 590,  
591, 592, 596, 635, 639, 646, 654,  
657, 670, 673, 674, 675, 676, 682,  
727, 737, 745, 747, 752, 754, 784,  
791, 855, 856

Noulens, Joseph, 254, 255, 256,  
257, 258, 259, 263, 272, 277, 305



## O

Osborne, J.A.C. 464, 465, 495, 577, 592, 657

## P

Painlevé, Paul, 223, 382, 384, 391, 398, 402, 410, 424, 426, 427, 432, 434, 450, 501, 670, 820,

Palmade, Maurice, 505, 506, 688, 689, 918

Pantaleoni, Maffeo, 346,352, 376

Parmentier, Jean, 352, 426, 439, 501, 600, 609, 615, 619, 632, 633, 634, 636, 637, 638, 639, 643, 647, 649, 671, 672, 677, 679, 682

Patzauer, Hans, 326, 330, 334, 355

Paul-Boncour, Joseph, 76, 309, 389, 391, 406, 407, 410, 897, 898

Pelt, Adrian, 306, 308, 313, 315, 321, 323, 326, 327, 332, 341, 342, 343, 348, 353, 360, 380, 381, 390, 392, 395, 398, 407, 451, 656, 672

Péret, Raoul, 419, 421, 425, 499, 608, 609

Perkins, Thomas E. 590, 647, 649, 653

Peyerimhoff, Henri de, 402, 430, 451, 537

Picard, Roger, 221, 226, 257, 262, 264, 441, 462, 675

Picard Paul-Ernest, 427, 430

Piedelièvre, Robert, 94, 99, 121, 140, 163

Pietri, François, 11, 426, 427

Pilotti, Raffaella, 677, 701, 703, 717, 724

Pirelli, Alberto, 411, 617, 619, 639, 641, 643, 646, 654, 655, 656, 671, 675, 682, 783, 784

Pleven, René, 420, 502, 528, 529, 530, 537, 538, 539, 549, 604, 674, 675, 744, 745, 886, 915

Poincaré, Raymond, 14, 21, 25, 46, 47, 48, 55, 60, 61, 66, 75, 76, 81, 93, 95, 152, 162, 178, 234, 304, 358, 415, 419, 425, 426, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 449, 450, 455, 456, 459, 464, 465, 466, 467, 469, 471, 477, 479, 482, 485, 496, 497, 499, 500, 504, 505, 506, 507, 509, 519, 520, 524, 525, 526, 527, 537, 553, 556, 565, 584, 595, 596, 603, 604, 607, 609, 610, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 626, 631, 632, 633, 634, 638, 639, 654, 669, 892, 912, 916

Popovici, Mihai, 540, 553

Porters, R.H. 701, 754

Pospisil, Vilem, 321, 452, 672

Pouyanne, Henri, 484, 499, 519, 524, 555, 560, 561, 600, 609, 615, 636, 699

## Q

Quesnay, Jacques, 53, 156, 161, 281, 412

Quesnay, Louis, 30, 32, 33, 36, 51, 57, 58, 77, 79, 89, 109, 139, 149, 187, 190, 216, 261

## R

Rajchman, Ludwik, 382, 383, 385, 400, 403, 405, 406, 407, 408, 409, 419, 524, 529

Ramon, Gabriel, 430, 444, 445, 491, 492, 496, 609

Ramsay-Quesnay, Carin, 24, 86, 92, 109, 117, 216, 217, 218, 230, 231, 248, 251, 252, 258, 259, 260, 262, 264, 266, 272, 273, 274, 276, 279, 283, 284, 295, 296, 306, 307, 308, 319, 322, 323, 335, 336, 337, 346, 347, 355, 358, 359, 373, 382, 384, 386, 389, 429, 432, 433, 435, 440, 441, 442, 444, 449, 459, 464, 479, 480, 488, 531, 532, 534, 536, 537, 538, 541, 542, 543, 616, 659, 661, 662, 666, 680

Ramsay, August, 217, 227, 261, 262, 265, 266, 429, 441, 488,

Ramsay, Henri, 217, 263, 266, 488

Reisch, Richard, 328, 329, 331, 332, 333, 342, 346, 354, 678, 752, 753, 773

Reynaud, Paul, 677, 679, 917

Ribot, Alexandre, 168, 169, 170, 241

Ricard, Louis, 45, 48

Ricard, Pierre, 445, 484, 491, 492, 493, 494, 496, 500, 513, 520, 521, 539, 577, 596, 597, 598, 600, 604, 609, 618, 635, 637, 657, 658, 667, 669, 671

Rist, Charles, 103, 124, 127, 170, 171, 172, 173, 174, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 245, 250, 251, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 263, 264, 265, 267, 271, 295, 304, 305, 312, 321, 322, 323, 324, 330, 333, 335, 336, 338, 339, 340, 348, 357, 362, 363, 364, 367, 368, 384, 385, 389, 392, 393, 395, 398, 406, 410, 412, 413, 417, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 436, 437, 439, 441, 442, 443, 444, 446, 448, 449, 450, 451, 453, 454, 455, 456, 457, 464, 465, 467, 468, 469, 472, 476, 478, 480, 484, 485, 486, 489, 491, 496, 497, 498, 499, 500, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 511, 512, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 524, 525, 526, 527, 529, 533, 534, 535, 540, 541, 542, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 560, 561, 569, 571, 572, 575, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 595, 597, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 613, 614, 615, 617, 618, 619, 631, 633, 634, 635, 637, 638, 639, 647, 680, 682, 721, 725, 733, 734, 740, 751, 752, 773, 795, 797, 892, 894

Rist, Léonard, 412, 537, 538, 635

Robbe, Paul (et famille) 37, 70, 108, 249

Rodd, Francis, 703, 710, 711, 713, 751, 752, 753, 754, 755

Rodenbach, Constantin, 306, 308, 309, 316, 319, 655, 672, 673, 703, 724, 854

Roosevelt, Franklin Delano, 883, 884, 891, 896, 944

Rooth, Ivar, 659, 678, 705, 753

Rost van Tonningen, Meinoud, 306, 309, 311, 326, 332, 341, 365, 391, 392, 394, 398, 500, 540

Roulleau, Gaston, 495, 496, 519, 601, 604, 608

Rueff, Jacques, 246, 347, 484, 495, 497, 499, 500, 502, 509, 550, 567, 577, 596, 598, 600, 639, 679, 726, 780, 798, 808, 841, 883, 884, 888, 896, 916

## S

Salter, Arthur 306, 308, 309, 311, 312, 313, 315, 322, 323, 324, 328, 329, 333, 335, 342, 343, 344, 345, 348, 349, 352, 353, 354, 355, 359, 360, 362, 365, 367, 368, 374, 375, 379, 380, 384, 385, 386, 389, 390, 398, 403, 404, 406, 412, 431, 432, 452, 455, 460, 461, 464, 465, 502, 561, 593, 596, 617, 631, 668, 797, 840

Sauerbach, 210, 213, 214, 240

Schacht, Hjalmar, 15, 461, 462, 525, 558, 559, 561, 592, 612, 613, 614, 635, 636, 637, 638, 639, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 657, 658, 660, 661, 662, 663, 664, 667, 668, 669, 670, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 681, 682, 694, 706, 720, 777, 778, 779, 838, 840, 842, 843, 844, 845, 846, 855, 878, 893, 903, 906, 917, 926, 927

Schatz, Albert, 93, 95, 123, 140, 171, 173, 175, 178, 223, 249

Schwarzwald, Hermann, 321, 323, 325, 327, 328, 341, 369, 398

Seipel, Ignaz, 314, 325, 336, 343, 344, 346, 347, 348, 349, 356, 364, 365, 390, 391, 397, 398, 414, 488, 727, 771, 772

Sembat, Marcel, 96, 97, 150, 151, 152, 185

Sergent, Charles, 421, 426, 427, 430, 483, 516, 561, 617, 619, 631, 638

Serruys, Daniel, 259, 274, 277, 304, 306, 309, 345, 375, 401, 404, 412, 451

Siegfried, André, 10, 11, 794

Siepmann, 340, 456, 458, 459, 460, 462, 464, 465, 489, 490, 527, 539, 554, 555, 556, 557, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 566, 567, 568, 569, 570, 577, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 603, 606, 618, 619, 635, 657, 660, 662, 663, 667, 668, 669, 670, 671, 673, 674, 675, 676, 678, 679, 728, 745, 754, 819, 820,

Smith, Adam, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 800

Smith, Jeremiah, 308, 337, 343, 354, 553

Smith, Armitage, 617, 632, 633, 638, 639

Spitzmüller von Harmersbach, Alexander, 342, 755

Stavisky, Alexandre, 473, 745, 746, 747

Stoppani, Pietro, 305, 306, 308, 312, 313, 368, 373, 380, 384, 389, 399, 403, 408, 411, 452, 611, 677

Strakosch, Henry, 321, 328, 344, 461, 465, 724, 790

Strohl, Pierre, 430, 437, 441, 442, 443, 444, 456, 468, 469, 490, 493, 494, 496, 518, 596, 607, 608, 615, 634, 653

Strong, Benjamin, 455, 456, 457, 458, 461, 462, 519, 520, 524, 527, 528, 535, 540, 557, 561, 564, 566, 571, 572, 573, 580, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 593, 604, 641

## T

Tannery, Jean, 849, 855, 861, 863, 864, 884, 901, 918

Tardieu, André, 430, 431, 450, 506, 570, 609, 610, 668, 669, 671, 672, 673, 674, 675, 677, 758, 772, 893

Taussig, Frank W. 260, 263, 268

Ter Meulen, C.E. 318, 343, 344, 357, 405, 452, 614, 677, 678

Theunis, Georges, 402, 403, 404

Thomas, Albert, 19, 97, 152, 172, 179, 222, 233, 234, 266, 290, 303, 348, 384, 386, 451, 452, 482, 659, 675, 679, 690, 691, 733, 734, 754, 807, 808, 827, 844, 890, 930

Thoumyre, (famille), 37, 54, 77, 249

Tisserand, Pierre, 92, 123, 140, 159, 165, 221, 223, 224, 251

Trip, Leonardus J. A. 720, 739, 797, 850, 851, 856

## V

Van Sickle, John, 259, 260, 263, 295, 311

Van Zeeland, Marcel et Paul, 855, 884,

Van Zeeland, Marcel 658, 660, 661, 662, 663, 668, 674, 675, 676, 678, 701, 710, 797, 860, 924

Van Zeeland, Paul, 853, 854,

Vilbois, 86, 121, 129, 130, 138, 213

Vissering, Gerald, 461, 462, 464, 561

## W

Wagner, (famille) 86, 105, 112, 114, 116, 117, 118, 120, 129, 154, 156, 158, 166, 216, 250

Wahl, Albert, 87, 99, 120

Warren, Robert, 458, 588, 643

Weiss, André, 94, 95, 99, 121, 305

Weiss, Louise, 500, 611, 654, 656

Wendel, François de, 14, 418, 433, 435, 439, 472, 480, 508, 518, 617, 626

Wilson, Woodrow, 168, 230, 231, 232, 238, 239, 240, 244, 268, 269, 270, 272, 357

Wolff, Robert, 502

## Y

Young, Owen, 12, 16, 354, 416, 493, 583, 586, 602, 610, 611, 617, 631, 636, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 649, 650, 651, 653, 655, 657, 660, 670, 672, 679, 682, 689, 703, 706, 714, 732, 779, 781, 783, 828, 927

Young, Allen, 379

**Z**

Zerner, 300, 302, 303, 304, 309

Zimmerman, Alfred Rudolf, 306,  
308, 311, 326, 327, 328, 329, 330,  
331, 332, 333, 334, 336, 337, 338,

341, 342, 343, 344, 346, 347, 349,  
350, 351, 352, 354, 355, 356, 357,  
359, 360, 361, 365, 366, 367, 369,  
372, 383, 389, 390, 391, 395, 398,  
414, 607

Zolla, Daniel, 47, 48

## ANNEXES

Tous les documents sont issus du fonds Frédéric Quesnay.

- Annexe 1. « Brusque le changement », p.982
- Annexe 2. « Le graphique des sentiments », p.983
- Annexe 3. L'entretien « mayeutique » avec Zimmerman. p.984
- Annexe 4. Le premier fascicule du compte-rendu du Comité des Experts. p.985
- Annexe 5. Les journées de juin 1926 dans les carnets de Pierre Quesnay p.996
- Annexe 6. Un premier bilan pour la BRI. p.1002

**Annexe 1. « Brusque le changement » :**

Pierre Quesnay et Carin Ramsay, carnet Pierre Quesnay le 25  
juin 1916



Pierre Quesnay, carnet Pierre Quesnay août 1916.

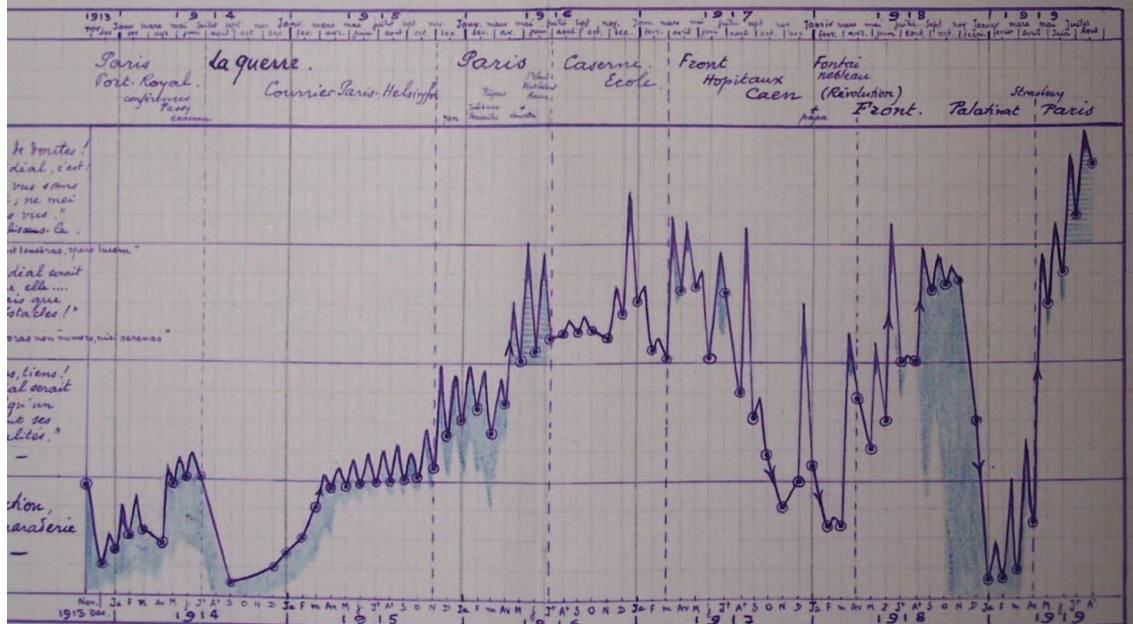


Annexe 2. « Le graphique des sentiments » (Pierre Quesnay à Carin Ramsay le 25 août 1919).

Il était au GQG pendant la guerre une douce manie : on exprimait en des graphiques l'état moral des troupes !  
 Je me suis amusé à construire les nôtres : mois par mois ...  
 Le point indique la moyenne, l'état véritable des sentiments ; les (M) fleches indiquent jusqu'où poussaient certaines pensées plus hardies.  
 Nos graphiques ne sont séparés que par l'épaisseur d'une feuille de papier - tout un monde ! En regardant par transparence, tu pourras voir comment ils s'influencent l'un l'autre, parfois à deux mois de distance (oh, les courriers !) Tu t'apercevras aussi que dans l'ensemble, tu as bien joué le rôle qui t'était départi : "gardienne de nos rêves." mais peut-être tiendras-tu à corriger certains indications. nous rirons de ça ensemble !

25 août 1919.

Pierre Quesnay





Annexe 3. L'entretien « mayeutique » avec Zimmerman, carnet Pierre Quesnay 18 novembre 1924.

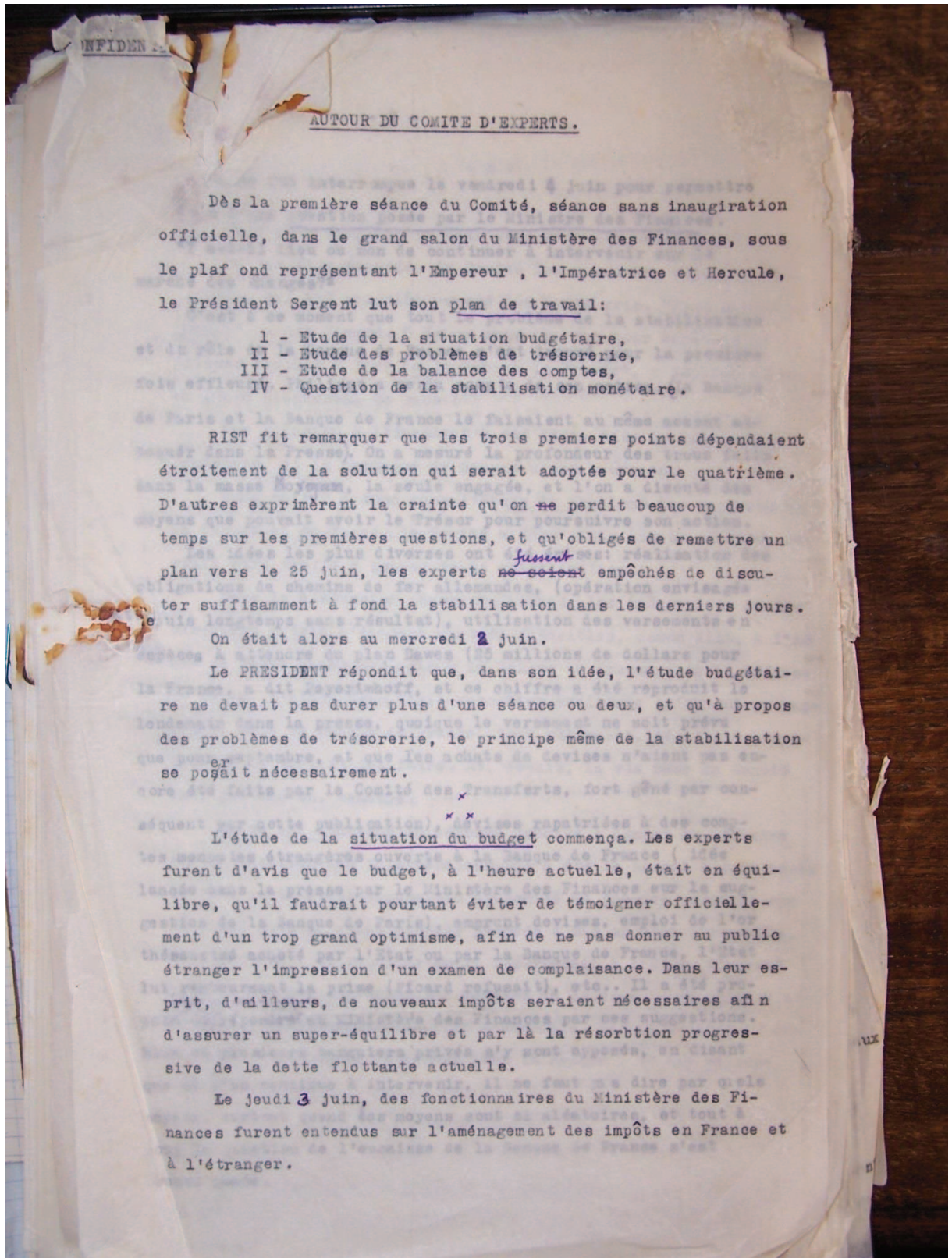
NOVEMBRE

18 MARDI Saint Eudes

Quelle journée! 26'3

Anniversaire Ranson. Sa table  
 aux deux bougies, chez Carin  
 Bureau! Ranson, chef de Salzbom  
 fermerait le cabinet avec aux environs le  
 jeune styrien ahres - le premier aumônier  
 de Scipil le second hostile. Pas question  
 de coalition, mais provincialisme.  
 J'en développe les dangers. Une  
 lettre à Salter noire mais à mes  
 d'ensemble mon départ me semble officiel.  
 En plein pomme de mes meurs,  
 gagnant Rost plus que Krabbe.  
 Porte à Kammals copie de mes lettres.  
 Achats cigarets - rails elect. temps <sup>ajusté</sup> 815  
 90 70 15 100.100  
 Le curio à l'école  
 me sens maître relaxé, la  
 dominant. Vis clairement ce qui peut  
 advenir et à qui il faut faire: ne  
 rien attendre aux nouveaux qu'on  
 refuse à S. Lebloquer, préparer éventuellement  
 un retour centré et alors les l'école.  
 D'acte, renforce au contraire contrôle, de  
 1<sup>er</sup> avec Z. Un de nos plus  
 beaux entretiens mayeutiques  
 à l'amen à faire hier toute la  
 vie (crainte rattachant de l'école)  
 (dit que active pour l'école: rattachement économique  
 emp. capital) Est il me demande de rester:  
 l'intérêt pour mon futur?  
 M 35 chrysochlorin 26'650  
 Ranson des mois, carabine.

Annexe 4. 1<sup>er</sup> fascicule du compte-rendu du Comité des Experts (juin 1926).



L'étude fut interrompue le vendredi 4 juin pour permettre l'examen d'une question posée par le Ministre des Finances.

"Y a-t-il lieu ou non de continuer à intervenir sur le marché des changes?"

C'est à ce moment que tout le problème de la stabilisation et du rôle de la Banque de France s'est trouvé pour la première fois effleuré. Philippe a rendu compte de son action. (La Banque de Paris et la Banque de France le faisaient au même moment attaquer dans la Presse). On a mesuré la profondeur des trous faits dans la masse Morgan, la seule engagée, et l'on a discuté des moyens que pouvait avoir le Trésor pour poursuivre son action.

Les idées les plus diverses ont été émises: réalisation des obligations de chemins de fer allemandes, (opération envisagée depuis longtemps sans résultat), utilisation des versements en espèces à attendre du plan Dawes (25 millions de dollars pour la France, a dit Peyerimhoff, et ce chiffre a été reproduit le lendemain dans la presse, quoique le versement ne soit prévu que pour septembre, et que les achats de devises n'aient pas encore été faits par le Comité des Transferts, fort gêné par conséquent par cette publication), devises rapatriées à des comptes monnaies étrangères ouverts à la Banque de France (idée lancée dans la presse par le Ministère des Finances sur la suggestion de la Banque de Paris), emprunt devises, emploi de l'or thésaurisé acheté par l'Etat ou par la Banque de France, l'Etat lui remboursant la prime (Picard refusait), etc.. Il a été <sup>rédigé un communiqué</sup> proposé de répondre au Ministère des Finances par ces suggestions. Rist et plusieurs banquiers privés s'y sont opposés, en disant que si l'on continue à intervenir, il ne faut pas dire par quels moyens, surtout quand les moyens sont si aléatoires, et tout à coup la question de l'encaisse de la Banque de France s'est trouvé posée.

Rist puis Sergent ont fait ressortir que cette question ne pouvait pas être écartée. Le Comité les a suivis, malgré Picard, et Jèze, qui ont aussitôt poussé les hauts cris. "Nous sommes la Banque", a dit Picard. " Je ne suis ici que pour empêcher de laisser toucher à l'or de la Banque de France", a déclaré Jèze, au grand étonnement de tous !

Une allusion à l'incident a été faite dans le Quotidien du lendemain, et la campagne de presse s'est rouverte.

Sans entrer à fond dans l'étude du problème des rapports de la Banque et du franc, le Comité a donc admis que ce problème devrait être traité à propos de la stabilisation.

Dans la discussion, Sergent, Moreau, les industriels et les banquiers privés s'étaient montrés favorables, comme Rist, à l'idée de faire jouer son rôle à la Banque de France dans la défense du franc. L'atmosphère était donc bien meilleure qu'on eut pu supposer, mais la Banque de France, très nettement, déclinait l'honneur qu'on voulait lui faire. Et, depuis, la vie même du Comité est, prétend-on, menacée.

En ce qui concerne la réponse précise à donner au Ministre sur la question des interventions, il a été le samedi 5 juin décidé de dire qu'il était impossible au Comité de prendre position sur un point spécial avant d'avoir procédé à son enquête d'ensemble. Rist proposait de répondre qu'il appartenait à l'Etat, d'accord avec la Banque, d'étudier les mesures de défense immédiates en attendant l'établissement du plan d'ensemble. Picard s'opposait absolument à la phrase "D'accord avec la Banque", et une réponse verbale fut faite.

Pour comprendre la position de la Banque, il est nécessaire de connaître les renseignements qu'on peut recueillir dans la coulisse:

Avant tout pour des raisons politiques, la Banque de France ne veut pas actuellement mettre ses avoirs au service d'un franc QU'ELLE RENIE. Rist a fait rire le Comité en évoquant l'attitude des maris qui font publier qu'ils ne paieront pas, à l'avenir, les dettes que contracterait leur femme. Mais une image inverse traduirait mieux la situation: la Banque se présente comme une vierge inviolable, oubliant qu'elle a consenti bien souvent à céder dans le passé, et qu'elle garde la trace de ses rencontres avec l'Etat sans pouvoir rejeter sa part des communes responsabilités.

Sergent a souligné très fortement l'attitude négative de la Banque; malgré l'action de Briand et de Laval sur Rotschild, de Doumergue et Laval sur Wendel, les Régents répètent que si l'on compte sur la Banque pour réparer les fautes de l'Etat, on attendra longtemps. "Il faut rayer cela de vos papiers". Et c'est cette attitude qui commence à inquiéter le Gouvernement. Péret et Franklin-Bouillon espèrent qu'un cabinet d'Union nationale, l'assurance d'une stabilisation politique auraient raison des hésitations qu'éprouve la Banque à accepter ses responsabilités normales. Rien n'est moins sûr, car les Gens de la Banque répètent qu'ils ne sont pas plus stupides que d'autres. (Quels autres ? disait Clémenceau!) et il semble qu'ils aient une conception monétaire que leur a suggéré Aupetit. "Nous sommes

L'impossibilité de s'engager sans avoir la certitude d'une stabilité politique, tel serait le prétexte mis en avant, mais la raison profonde de l'attitude de la Banque serait infiniment plus grave: elle croirait nécessaire de se désolidariser du franc français. Pour autant qu'on puisse comprendre, la position semble être la suivante: Aupetit est furieux d'avoir mis sur le mauvais tableau, d'avoir toujours espéré le retour au pair, de voir qu'aujourd'hui les événements paraissent donner raison à ceux qui, comme Nogaro, Rist, etc., ont eu depuis plusieurs années une conception théorique différente. Et dans cet état d'esprit, Aupetit, hostile à la dévaluation, accepterait inconsciemment la dépréciation complète du franc

d'Etat, et la création d'un franc Banque de France, à valeur d'avant guerre. Il est difficile de croire qu'il ait inspiré un projet déposé par Borrel au Sénat et qui pourtant sert ses idées. L'idée serait de faire en France, le contraire de ce que fait l'Angleterre, en transférant à la Banque la responsabilité des Currency notes. Il s'agirait de transférer à l'Etat de la responsabilité propre des 40 milliards que la Banque lui a avancés, d'en décharger entièrement la Banque, ne lui laissant qu'une circulation valorisée de quelques milliards de nouveaux billets valeur or couverts par un portefeuille d'escompte ramené à valeur or et par l'encaisse conservée à l'évaluation d'avant-guerre. Les 40 milliards de billets d'Etat et tous les milliards que représentent en virtualité les Bons de la Défense, 45, seraient laissés à la charge de l'Etat qui se débrouillerait pour en soutenir le cours, en leur donnant le soubassement qu'il pourrait découvrir, or racheté au public, annuities Dawes, emprunts extérieurs, et remboursé par la Banque d'Angleterre, etc...

Le franc Banque de France à la parité d'avant guerre peut être même entièrement convertible, redeviendrait ainsi la monnaie du pays, chassant le pauvre franc papier abandonné avec le crédit de l'Etat à son malheureux sort. "Nous sommes de la Banque!" et nous savons interpréter la présence du Reich-mark allemand. Ce n'est pas la stabilisation qu'ont faite les Allemands: ils ont créé une nouvelle monnaie à la parité de l'avant-guerre. "Ils ne seraient plus les candidats de Caillaux"

Une pareille conception monétaire témoigne d'un tel égoïsme cynique qu'on se refuserait à y croire si de tous les côtés cette théorie ne s'affirmait. Elle répond évidemment aux idées doctrinales du Secrétaire Général de la Banque et aux intérêts des actionnaires considérés comme propriétaires d'une Banque privée; elle méconnaît si profondément la notion de crédit national et le devoir d'un Institut public, qu'on peut prononcer le mot de trahison.

Rist, dans un accès de confiance peut-être exagéré, s'est laissé entraîner, en ma présence au jour'd'hui vendredi 11 juin, à exposer ces idées à Niemeyer. Celui-ci ayant dit qu'il comprenait les hésitations de la Banque à s'engager dans une action sans certitude de stabilisation politique, Rist lui a expliqué que ce motif n'était pour la Banque qu'un prétexte. Il a développé la thèse ci-dessus que commencent paraître à réaliser avec indignation le Ministère des Finances et les Banques privées. Niemeyer a paru frappé et a demandé l'autorisation d'en parler, sans citer de nom, à Normen. Celui-ci aviserait aux meilleurs moyens, - peut-être par les Rotschild- de rappeler la Banque de France au sens des réalités d'intérêt général. L'idée qu'on pourrait interpréter ainsi la notion anglo-saxonne d'"Indépendance de la Banque vis à vis de l'Etat" - le révoltait particulièrement. Il admettait, dans ces conditions, l'éventualité d'un coup d'Etat remplaçant l'Etat-Major de la banque par des techniciens ayant plus grand souci de l'intérêt public, et capables de ramener les Régents à de plus saines idées.

Du côté du Gouvernement, on paraît aussi s'effrayer.

Briand se prépare à remplacer Féret, aujourd'hui ou demain par de Monzie, Poincaré ou Caillaux, sans modifier en rien, pour le présent le reste de son cabinet. On pense de plus en plus à l'opportunité de changer en même temps la Direction de la Banque. Simon ni Martin ne seraient plus les candidats de Caillaux.

Après cette inquiétante digression, il faut revenir aux travaux du Comité d'Experts. L'atmosphère y est favorable. Son plan pourrait être bon. Mais il semble certain qu'il se heurtera au veto catégorique de la Banque de France (déclaration de Gunzburg).

Dès le 7 juin, la question de la Trésorerie a été abordée. Pas de grosses échéances de dettes à moyen terme avant dix mois. La question des 45 milliards de Bons de la Défense et celle de la répartition sur l'année des recettes d'un budget normalement équilibré sont donc les deux seules questions à résoudre.

La Banque de Paris (qui ne se cache d'ailleurs pas de n'avoir plus de Bons) a fait proposer par Oudot la consolidation forcée. Rist a exposé un système s'inspirant de celui qu'envisagent les Belges, et de ses discussions avec de Mouy et Maronj. C'est le plan que le Comité l'a finalement chargé de dresser et auquel nous allons travailler les 12 et 13 juin. L'idée générale en est la suivante:

En supposant - condition préalable indispensable - qu'on décide la stabilisation, que va devenir la Trésorerie de l'Etat? Si les remboursements de Bons dépassent les souscriptions (et il faut prévoir le cas, si les prix continuent à s'élever jusqu'au niveau choisi) comment l'Etat fera-t-il face à ces remboursements?

Continuera-t-il à emprunter purement et simplement à la Banque grossissant le compte Avances à l'Etat? Le public courrait à l'inflation. Il faut fixer définitivement ce compte Avances à l'Etat (35 ou 40 milliards) en attendant que la réévaluation de l'encaisse <sup>en</sup> amortisse la plus grande partie. Prierait-il les banques de "renouveler", pour l'aider <sup>à</sup> son programme de stabilisation? Oui, certes, mais malgré le ralentissement de l'activité économique, des demandes de remboursement sont à prévoir: si le change se stabilise à 6 1/2, les prix auront tendance à passer de 5 actuellement à 9, mettons 8. Il faut tout faire pour éviter cela, c'est-à-dire assurer la stabilité monétaire, élever le taux d'intérêt si les remboursements excèdent les souscriptions, freiner autant que possible toute élévation des prix, et de la circula-



maintenant ainsi son pourcentage de couverture. La limite des avances à la Caisse sera fixée pour un an au chiffre maximum atteint dans l'année écoulée et sera ainsi chaque des années suivantes. L'apportement forcé ou émission de billets d'Etat sont des solutions désespérées. Emprunt devises à l'intérieur (impossible) et psychologiquement dangereux; à l'extérieur, son produit en monnaies étrangères étant vendu à la Banque contre les francs qui assureront le remboursement des Bons (actuellement irréalisable).

Que reste-t-il? Rst propose la création d'une caisse de Bons de la Défense, à gestion autonome, (mais la Banque de France refuse de s'en charger). Les 45 milliards (dont 35 sont à un an), s'y renouveleraient et s'y rembourseraient en dehors de la Trésorerie normale de l'Etat. Tous les ans, sur le superéquilibre budgétaire, il y serait versé un milliard pour l'amortissement. Si malgré les élévations du taux d'intérêt, la Caisse est déficitaire à un moment donné, la Banque fournira des billets sur un compte "Avances à la Caisse", qui à la différence du compte "Avances à l'Etat", varie et se rembourse dès que la Caisse est à nouveau active. Ce n'est là, il faut se garder de le dire, autre chose qu'une adaptation de l'idée du plafond unique, mais moins dangereuse si on l'applique en même temps que la stabilisation, et entourée de toutes ces garanties. - Quelle autre solution pourrait-on voir? Niemeyer était assez d'accord. Un projet dans ce sens avait été préparé par Kellersohn pour Caillaux.

Après un an de stabilisation vraisemblablement, la Banque sera passée par son maximum de décaissement pour cet objet, dix à douze milliards, dont quatre ou cinq milliards peut-être lui sont restés. Dans le même temps, elle aura sans doute acheté des devises rapatriées, main-

18  
in  
n.  
avoue  
quelle  
demande  
de de  
s  
a

maintenant ainsi son pourcentage de ouverture. La limite des avances à la Caisse sera fixée pour un an au chiffre maximum atteint dans l'année écoulée et il en sera ainsi chacune des années suivantes, l'amortissement du "compte caisse" continuant et la limite allant toujours en diminuant; dans l'atmosphère nouvelle, des emprunts volontaires de consolidation pourraient être envisagés, une partie de leur produit servant à rembourser en Banque le compte "Avances faites à la Caisse".

Dans l'hypothèse de la stabilisation, il ne semble pas qu'il y ait lieu de craindre la fixation d'une limite régressive pour le montant "Avances à la Caisse".

Le rapatriement des capitaux doit en effet se produire, augmentant la circulation gagée, c'est-à-dire à la fois l'encaisse et le nombre des billets. L'accroissement de disponibilités en francs que ce rapatriement procurera au marché doit rendre progressivement plus facile la Trésorerie de la Caisse. A la condition de ne pas prévoir que la Banque sera remboursée "par priorité" sur le produit des emprunts de consolidation volontaire, on peut donc fixer une limite régressive arrêtée chaque année au maximum de l'année antérieure.

Si les renouvellements sont faciles, la Caisse baisse son taux d'intérêt, orientant ainsi le public vers les Traites du Trésor à intérêt légèrement supérieur, titres nouveaux dont le seul rôle serait de répartir dans la Trésorerie normale de l'Etat les mois de recettes sur les mois de dépenses.

On pourrait ici concevoir un mécanisme analogue à celui qui fonctionne en Grande-Bretagne: adjudications publiques hebdomadaires de traites à montant élevé (10.000 francs par exemple), les offres les plus avanta-

avantageuses, c'est-à-dire celles qui correspondent aux taux les moins élevés étant seules retenues jusqu'à satisfaction complète des besoins du Trésor. Les Bons de la Défense Nationale garderaient leur clientèle des campagnes; les Banques privées au contraire et les entreprises participeraient aux adjudications, un taux se fixerait ainsi et le taux des bons de la Défense serait réglé d'après lui, par la direction de la Caisse suivant qu'on tiendrait à orienter les disponibilités vers le Trésor ou vers la Caisse.

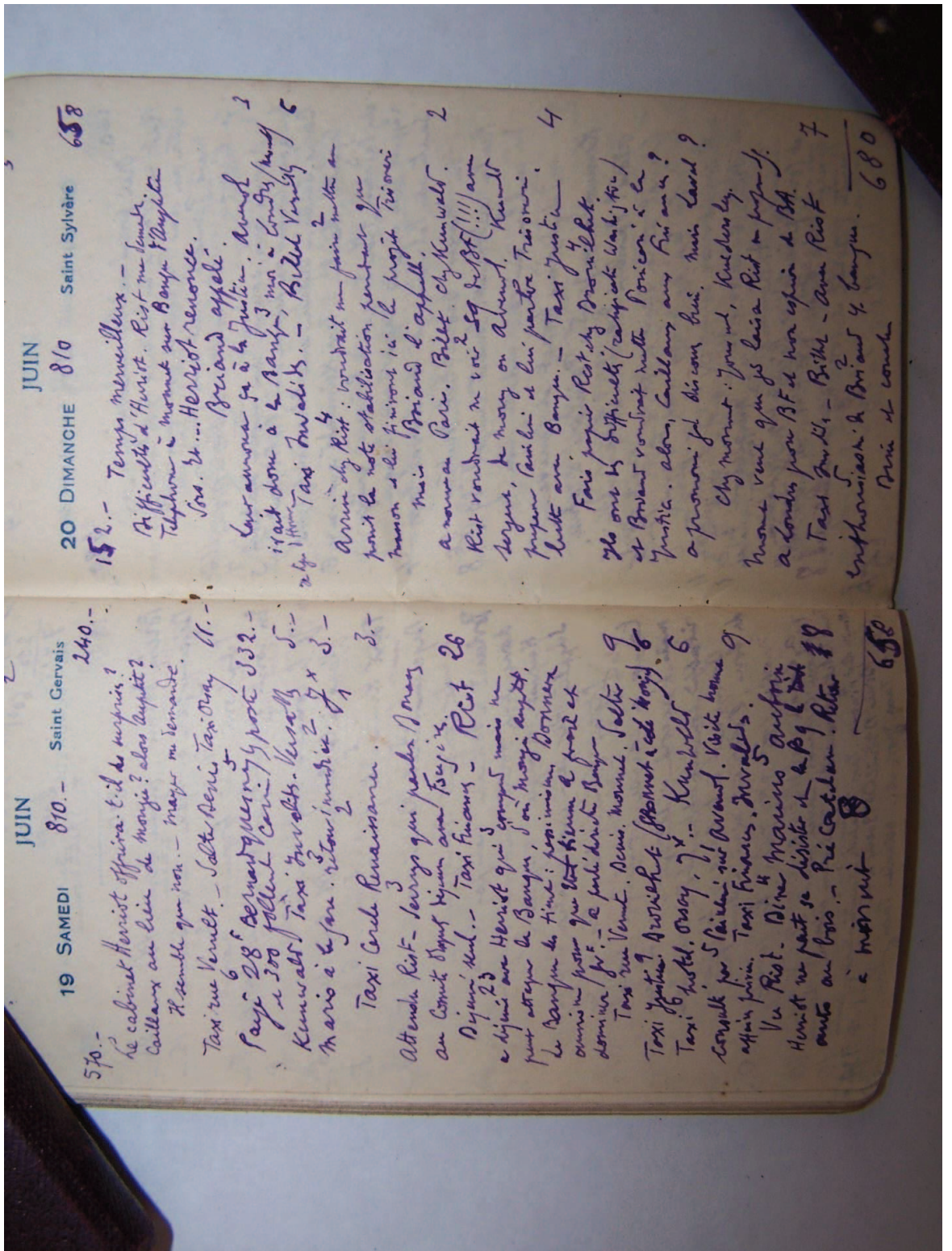
L'expérience révèle qu'en Angleterre le taux des adjudications suit de très près le taux d'escompte hors Banque, lequel se tient toujours au-dessous du taux officiel de la Banque d'Angleterre ou taux de réescompte. Il ne saurait en être autrement puisque si le taux d'escompte dépassait sensiblement celui des bons, aucun banquier ne serait disposé à souscrire, ce qui par le mécanisme des adjudications ferait hausser le taux des Treasury Bills. La marge qu'on constate, (les bons du Trésor étant à un taux légèrement inférieur au taux hors Banque) tient à ce que les bons ne comportent aucune discussion de solvabilité, à la différence du papier de commerce (Jacques Rueff).

Une politique de variation du taux d'intérêt combiné avec une politique de variation du taux d'escompte est indispensable pour qu'en période de besoins monétaires croissants, le taux du Trésor soit toujours ce qu'il doit être pour conserver à l'Etat les ressources qui lui ont été antérieurement confiées. De la sorte, la Banque peut reprendre la direction du marché du crédit sans craindre qu'en augmentant son taux d'escompte, elle n'incite les Banques à se procurer des disponibilités

per le remboursement de leurs bons du Trésor. Il ne devient en effet jamais plus avantageux de ne pas renouveler les bons que d'acquérir des disponibilités nouvelles sur le marché de l'escompte et quelles que soient les conditions du moment, le montant des ressources que trouve le Trésor dans l'émission des valeurs à court terme peut ainsi demeurer invariable.

Toutes ces questions de trésorerie se sont discutées du lundi 7 au jeudi 10 juin, les fonctionnaires du Ministère des Finances étant entendus. Picard, au nom de la Banque de France, s'est opposé à toutes les solutions se contentant de prendre une attitude négative. "Pas un billet de plus de notre banque, que l'Etat se débrouille!" Le vendredi 11, pas de séance, Sergent étant appelé en Normandie auprès de sa mère gravement malade. Le samedi 12, les discussions de Trésorerie ont repris, Oudot a développé un programme de consolidation forcée sans être suivi par le Comité. Dimanche 13, nous avons élaboré, Rist et moi, sur les lignes ci-dessus un plan qu'il doit défendre aujourd'hui 14 juin. Monnet était enthousiaste. Quoique l'ayant écrit, j'avoue qu'il me paraît très bon (copie jointe). On va voir quelle attitude prendra la Banque: l'orage se prépare. Le conflit ne doit pas éclater sur un point où l'Etat demande à la Banque un service, mais nettement sur une demande de la Banque de France d'être relevée de ses obligations normales; c'est à cette démarche que doit l'amener la publication du programme.

*La Banque elle-même était hostile, car dans un plan destiné à éviter l'inflation, il convenait de faire face aux besoins des banques immobilières par la consolidation forcée. Oudot demandait donc que la Banque avançât aux banques privées 12 à 15 milliards de billets.*



19 SAMEDI 810 - Saint Gervais 658

570 - le cabinet Herriot offrira-t-il de surprises?  
Cailloux au lieu de Morjé? alors l'après?  
Il semble que non - manger me demande.

Taxi rue Vernet. - Salue Paris, Taxi Dany 11.-

Page 28<sup>e</sup> Bernardy, Morjé, page 332.-  
à 300 folles. Car...  
Kunwald, Taxi Trivalts. Herriot 5.-  
maris à la fin. retour à... 7 x 3.-

Taxi André Renaissances. 3.-

Attends Rist - levez qui prendra l'orgue  
au Comité D'après l'orgue avec l'orgue.  
Dijon, seul. - Taxi Finances - Rist 28

23<sup>e</sup> a dit au Herriot qui comptait mais ne  
peut attendre le Bangor, son moyen, après,  
le Bangor de l'ind: l'organisation, l'organisation  
ou même pour que soit bien à l'ordre et  
dominer le... le public de l'ind: Bangor  
Taxi rue Vernet. Paris, moment. Salue

Taxi 7<sup>e</sup> rue. Arrivés à l'arrivés à l'arrivés. 9  
Taxi hôtel. Orsay, 7 x... Kunwald 6

consulté par 5 l'arrivés sur l'arrivés. Visite homme 9  
après l'arrivés. Taxi Finances. Trivalts. 5

Ve Rist. Dime<sup>4</sup> l'arrivés l'arrivés  
Herriot ne peut se dispenser de la 9<sup>e</sup> à l'arrivés 19  
oute au bois. - Pré l'arrivés. l'arrivés 19  
à l'arrivés 8

JUIN 20 DIMANCHE 810 Saint Sylvestre 658

152.- Temps merveilleux. -  
Difficulté d'Herriot. Rist me l'arrivés.  
Telephone à moment sur Bangor l'arrivés.  
Sas. 4... Herriot renonce.  
Grand appelé.  
L'arrivés se à la justice. Arrivés 3  
il est dom à la Bangor, 3 mai à l'arrivés/morjé 5  
2<sup>e</sup> l'arrivés. Taxi Trivalts. - Bille l'arrivés 5

Arrivés l'arrivés: voudrait un faire l'arrivés à  
pour la note stabilisation l'arrivés que  
l'arrivés à l'arrivés l'arrivés le projet l'arrivés  
mais l'arrivés l'arrivés.  
à nouveau Paris. Bille l'arrivés. 2

Rist voudrait se voir 2 l'arrivés de l'arrivés!!! l'arrivés  
l'arrivés, le l'arrivés on l'arrivés. l'arrivés  
l'arrivés, l'arrivés à l'arrivés l'arrivés.  
L'arrivés arr. Bangor. - Taxi l'arrivés 4

Faire l'arrivés Rist l'arrivés l'arrivés.  
26<sup>e</sup> ont l'arrivés l'arrivés l'arrivés.  
et l'arrivés voudrait l'arrivés l'arrivés à la  
justice. alors, Cailloux arr. l'arrivés?  
à l'arrivés l'arrivés l'arrivés. mais l'arrivés?  
l'arrivés moment: l'arrivés, l'arrivés l'arrivés.  
l'arrivés veut que je l'arrivés Rist à l'arrivés.  
à l'arrivés pour l'arrivés et l'arrivés de l'arrivés.  
Taxi l'arrivés. - Bille l'arrivés. l'arrivés 7  
l'arrivés l'arrivés à l'arrivés l'arrivés. 680  
l'arrivés et l'arrivés

130 Qui prendra BA nécessaire. 680

Rist me prait à la B.F. ic. - L'air à mettre au clair Trisoni et nouveau impôt. mais Poincaré écrit aux pères, ça l'effraye. 11<sup>h</sup> Taxi. 7. Billé - Nives

Arrivé Paris 3<sup>h</sup> 1<sup>h</sup> 2<sup>h</sup> 3<sup>h</sup> 4<sup>h</sup> 5<sup>h</sup> Bureau. Couvert va déjeuner avec Pierre Bont. Thy Denis, Seltz. - Dejeuné avec Charonny, Lybel.

Gyants - Barbe. - Taxi Kummelt qui va chg Paulin. Trois Tanguen de Poincaré: prestige, rapport avec experts rapporté avec Banque. Saut ch Paulin, moi ch deval taxi.

Un Meyer, Drouilhet, Mubien Rentré rue Verant. Couvert lui parle Sq!! 8 En même qui; on redette, non.

Téléphonons honnet et senive. Kummelt me prait: Poincaré a refusé. Alors? Paulin? Pictis? Bokaroubé. (Laval de la Seine aussi quitterait alors).

San taxi me dépose aux Financs. Rist part: voir Pajubuty, Legout, Rist, Taxi 4 Sans Billé vers Verant, avec Rist. Saan d'at, Banque obtient compte telon et sont prêts par Rist! Indignation

quand! Les biens de Rist, ab. Jte 48<sup>h</sup> minute: Couvert et vous n'y compris pas. 716

Dos La So.

94.- Pape Rist. - Comination, oui, 716

mais chacun son métier. Sans tot. Fran Frain 7<sup>x</sup> 3

Bureau. Domes accepté. Mais mais influer Parmentier. Couvert et mont pontet d'icli: ce peut fait. Bache. Téléphone 5

Nejemi Couvert au Fouquets am G. Spant. Roffe, mais inflation. - Non je peut aussi. alors, je d. t. quelle, Saut ch Paulin, moi au téléphone sur Kummelt pour faire

suppli Paulin pas de retirer pour échouer. mais c'est Domes qui refuse plan experts et tout coule? Poincaré va réorganiser Poincaré, s'imm Paulin ou Seygent.

Reparant: elas cebit Paulin ou Callaux. Trogiguy lutté de personnes autour du pays. Tristen. - Cjants 3

Chg Parmentier: accord etrade espagnole. 2 heures. - Revers ch Couvert. Téléphone Arvend. Taxi ch Kummelt 6

quoi? 7<sup>h</sup> 11<sup>h</sup>. attend Rist en ven. Pictis 2 8<sup>h</sup> 15 quai? Vici Tristet, on essaie chgt. Rist on ne peut rien de Rist. - Rist! - Callaux 4 7

gagne Versailles. Taxi Arrondit se à m. Rist et m. à l'un qm entre à 10<sup>e</sup> occasion par stupide Domes de la Seine, ord. 4 page d'origine. - Pictis 2. L'ing. confis. Ça prait Poincaré 4 Bqum. P. d'ailleurs 12 experts autre ont maché am Rist pour stabiliser. 716



857 F.

JUIN

25 VENDREDI

Saint Prosper

### Retour à Genève

Restent 358 - 100 Fr. change à 2.23  
- 128 Fr. " à 2.24 versés par m. Hays  
à 28 au compt. mond.

108.-

1500 pris pour feuille

1608 Fr.

Porteur - taxi à la gare - Retour maison. S. -  
monde à Carin & pométié.

au bureau, Romit, Aubrol

à immin champing; lui raconte comment on a  
peut à lui, à change & Hays, ce qui on a fait.

est fin chi; se rejoint à situation. Jamais  
tant d'éléments. On avert son régime & l'autre  
après; il y avait ce grand échec! que peut  
après mais, veut Hays & Ret

Pigeon ia; jardin sujud. Pary jardinier

Pays assurance Jones, Koyes 61.-

63.-

au bureau, Comest; le reprochant à  
Castellon & le esprit appaît dans la penne.

Aubrol, Haad. Optimisme.

Etienne près 300000 à bon inst.

en ami; pourquoi il avait aimé ce post  
non suite, Hays & Hays, mais désire crédit  
interne & plant au Hays, même peut-être fin  
Et Hays, Hays & Hays, 90% de Hays.  
Ret compris au Hays & Hays.

Cerc polypier.

127

JUIN

26 SAMEDI

Saint Maxence

1608

127

1481.- Belle fille continue. Cigarettes 1-

Remboursé à Carin, location compt. des 13.-

gag 31 } au juin 71.-

dit 40 }  
Téléphon

à Carin des 1000 au mois } - 200.-

200 pour bons  
200 pour loys

au bureau, avec Aubrol: **NOUVEAU NOMME**

Aubrol plus tranquille: me remercie au érection.

Veut maintenant envisager liaison avec Hays &  
à Hays pour avec Hays, offre action intermédiaire.

Logique pour partie Hays en corps.

Pigeon: Télégramme Ret. Téléphon &  
me: sous gouverneur & Hays de 1000.

est il sous gouverneur & Hays pour téléphon Aubrol  
à Hays en Hays: avait fait allusion Aubrol avait  
peut-être Hays & Hays - appuie Hays.

Après midi écrivie au jardin et  
avec Török. - que va ton m'offrir?

Je rappelle Aubrol. Hays.

Téléphon Hays & Hays. Hays à accepté Hays &  
Hays & Hays à Hays & Hays.

Un peu Hays à Hays. Hays dit Hays & Hays.

Hays dit Aubrol: Hays dit Hays & Hays.

Hays dit Aubrol: Hays dit Hays & Hays.

Hays dit Aubrol: Hays dit Hays & Hays.

Hays dit Aubrol: Hays dit Hays & Hays.

Hays dit Aubrol: Hays dit Hays & Hays.

Hays dit Aubrol: Hays dit Hays & Hays.

Hays dit Aubrol: Hays dit Hays & Hays.





JUIN

29 MARDI

2250 - St Pierre, St Paul

930. - Le quotidien dit: Récomp on June 1320 -

est à la grande journée? Temps superbe. 3

Je fuge à Baïqa après l'été à moment d'été.

Je suis très heureux que le Rist sur crédits est en

deux milliards. Rist qui arrive: Nossemp, soude

leant pour Scholl, Niala de services administratifs

Prochelt tout sur Rist de la part de la part pour

le main but: tout en un moment qui dit D tout pour

après tout Rist, Rist et nos hommes Rémontant: chef de

cabinet on s'y agit. Prochelt avait voulu accepter à l'

ministère. Rist: 1000000. Rist: 1000000. Rist: 1000000.

L'impression Rist: 1000000. Rist: 1000000. Rist: 1000000.

Typhop Carin - Taxi moment - Remonte nous 10

d'été utile. Journal et c'est le noir sur atmosphère

palatant à l'origine. Et que nos habitants.

Taxi Rist. Typhon Carin. Remonte nous 8

pour journal dans son (spécial) aux attributions nettes, pour

que pour s'y agit, tout de l'année pour s'y agit on s'y agit.

Remonte nous 6

Remonte nous 3

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

Remonte nous 1

30 MERCREDI

JUIN

2250 Saint Martial

1351

899 Rist écarté - Compant qui m'a pour la

certains pour cabinet et que s'y agit on s'y agit.

à mort avec beaucoup de révolutions. alors?

L'acte très simple: Rist. Typhon Carin. 3 3/4

Telephone Carin qui écrit à mon retour pour 30 Rist 1

ne fiv ready. sous MOLEON, - Taxi Rist 7

Cigarettes - Moyer et D'equilibré

entre Banque - Vu d'aval optima

sur Washington, Rist et sonique

Taxi Finances, Rist et sonique

à la Rist. Rist et sonique

Chamba Rist. - Chy Rist. 24

Une Rist avec Rist. Suisse

comme chef cabinet tout Rist

monétaire. Rist et sonique

refuser de Rist pour Rist

par Rist 60 000. - Rist Rist

Rist Vernet. Telephone Rist

Taxi Rist. - Rist. - Rist. 15

Telephone Carin et on va à

Avend. Rist et il est possible?

à Rist 11.1.11. Rist 11.1.11.

ou mardi 11.1.11. Rist 11.1.11.

Washi Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

pour Rist. Rist et sonique

2)

On n'a rien fait depuis 3 ans de ce qu'il y avait à faire, éduquer le BC, leur servir de guide et de modèle.

- C'est vrai, mais les circonstances ne s'y prêtent pas. Sans le BRT, offrant un centre de rencontre périodique de rencontres aux gouverneurs, la régression de idées, Norman de coopération entre BC eut encore été plus marquée, en une période où chaque état s'est replié sur lui-même.

On a voulu couvrir avant de s'arrêter marches, montrer un développement rapide, de gros chiffres, de gros profits, lancer de grandes idées ingénieuses mais, bon des faits, trop théoriques et révolutionnaires.

- le monde a été pris par la crise et a eu besoin de l'instrument, avant qu'éclaircit en état de rendre les services dont la nécessité se ferait sentir. Pas entre deux feux, on a peut-être voulu brûler les étapes, aller trop vite. Mais c'était une conséquence de la situation. Quant aux idées de réorganisation monétaire, elles ont aussi été rendues nécessaires par le fait de l'effondrement de l'ancien système. Si un contact suffisant n'a pu être gardé avec Londres, c'est que Londres s'est retirée, avec l'idée de critiquer a posteriori plutôt que de guider et de conduire.

En conséquence de cette expérience marquée, le BRT n'a pas aujourd'hui

de prestige et ne peut jouer le rôle qui serait nécessaire.

- Vein de chercher à augmenter son prestige, on l'a guetté, pour pouvoir critiquer le acte d'un management où le right spirit, se confondant avec le notion spécifiquement britannique du crédit, n'était pas suffisamment représenté. Ceux à Bâle qui développaient les idées de Banque centrale chères à la Banque d'Angleterre étaient attaqués par Londres en raison de leur nationalité, en même temps que leurs idées étaient trouvées trop anglaïses par leurs compatriotes. - C'est cette situation qu'il faut faire disparaître par une collaboration plus directe. Le BRT ne peut pas être gérée sans un esprit Central Banking, elle doit par ailleurs rester en contact avec la réalité, c'est pas une meilleure liaison entre son management et le Board of England qui se risquerait entièrement peut être obtenu. Norman a donné à la Banque morte plus de temps que tout autre administrateur, mais n'a jamais pu le lead du conseil fait de pouvoir se sentir en sympathie avec le management. - Si dans la réorganisation à venir, on transportait le Banque à Londres, l'atmosphère et l'esprit aideraient à la solution de bien des problèmes.

Reproches accessoires :

Dix agents là où cinq suffiraient

Raisons de recrutement ; le BC devrait être deux meilleurs gens à la BRI comme le By privis, sont devenus à leur place meilleurs, tels au lieu de être problèmes politiques de nationalités et refus de reconnaître qui avait fait venir le by son prestige et réparations dans l'esprit BC, ont été la présente situation.

Atmosphère de Presse

Bâle et journalistes se sentent habitués aux réunions politiques internationales. Transportés dans un autre pays, Unhappy : want new conversation. Talk in London.

Pierre Quesnay (1895-1937) est un acteur important mais méconnu de la vie financière internationale de l'entre-deux-guerres : "docteur de la monnaie" au chevet des monnaies en déroute après la première guerre mondiale, en particulier en Autriche, puis au secrétariat général de la SDN, acteur de l'ombre de la stabilisation Poincaré, comme secrétaire général du gouverneur Moreau (entre 1926 et 1928), brillant directeur du service des Etudes de la Banque, il est, à partir de 1930, le premier directeur général de la Banque des Règlements Internationaux, issue du plan Young dont il fut l'un des principaux négociateurs.

Edition d'un fonds privé familial totalement inédit, constitué notamment des carnets que Quesnay a remplis de 1912 à 1937, ce travail est une tentative de biographie intellectuelle d'un expert financier international de l'entre-deux-guerres. En tentant de saisir quel est son « outillage » intellectuel (l'évolution de son libéralisme devant les conséquences économiques de la guerre) ainsi que quels sont ses réseaux (proximité avec Jean Monnet...), on aboutit d'une part à la question des échelles dans lesquelles il déploie son intense activité, et notamment par rapport à sa dimension transnationale. D'autre part, se pose la question centrale, toujours actuelle, du rapport du politique et de l'expert.

Pierre Quesnay (1895-1935) is an important actor, although he's not known for being part of the international financial life of the interwar period : « doctor of the money », first healing currencies in disarray after the First World War, especially in Austria, then, at the SDN general secretariat. Acting in the shadows for the Poincaré's stabilisation, as the general secretary of the Governor Moreau (between 1926 and 1928), brilliant Head of the Economic Analysis Department of the Banque of France, he is, starting from 1930, the first general manager of the BIS, originating from the Young plan, plan of which he was one of the main negotiators.

Edited from private familial archives which are totally unprecedented, including notebooks that Quesnay filled from 1912 to 1937, this work is an attempt of an intellectual biography of an international financial expert of the interwar period. By trying to understand what is his intellectual « tooling » (the evolution of his liberalism in view of the economical consequences of the First World War) as much as which are his networks (his proximity with Jean Monnet...), we come to the point, of the scales where he implements his intense activity, notably through his transnational dimension. On the other hand remains the central question, still actual, of the relation between the politician and the expert.